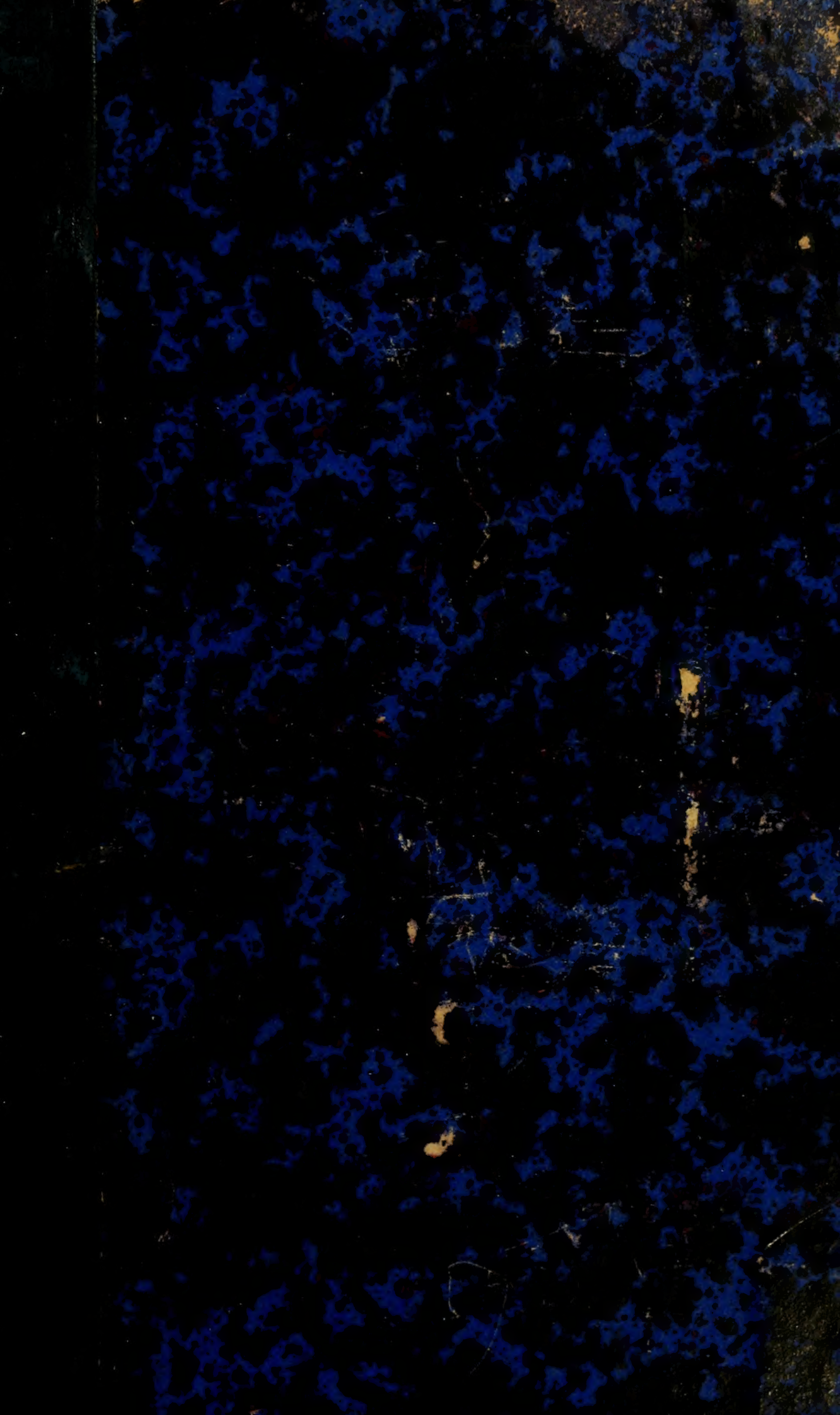
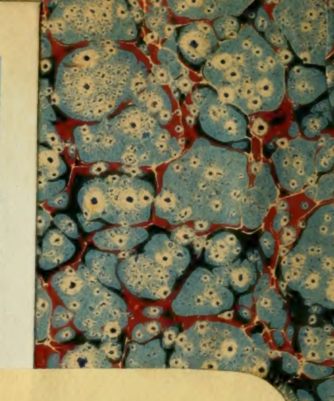
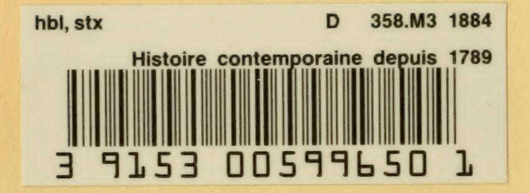
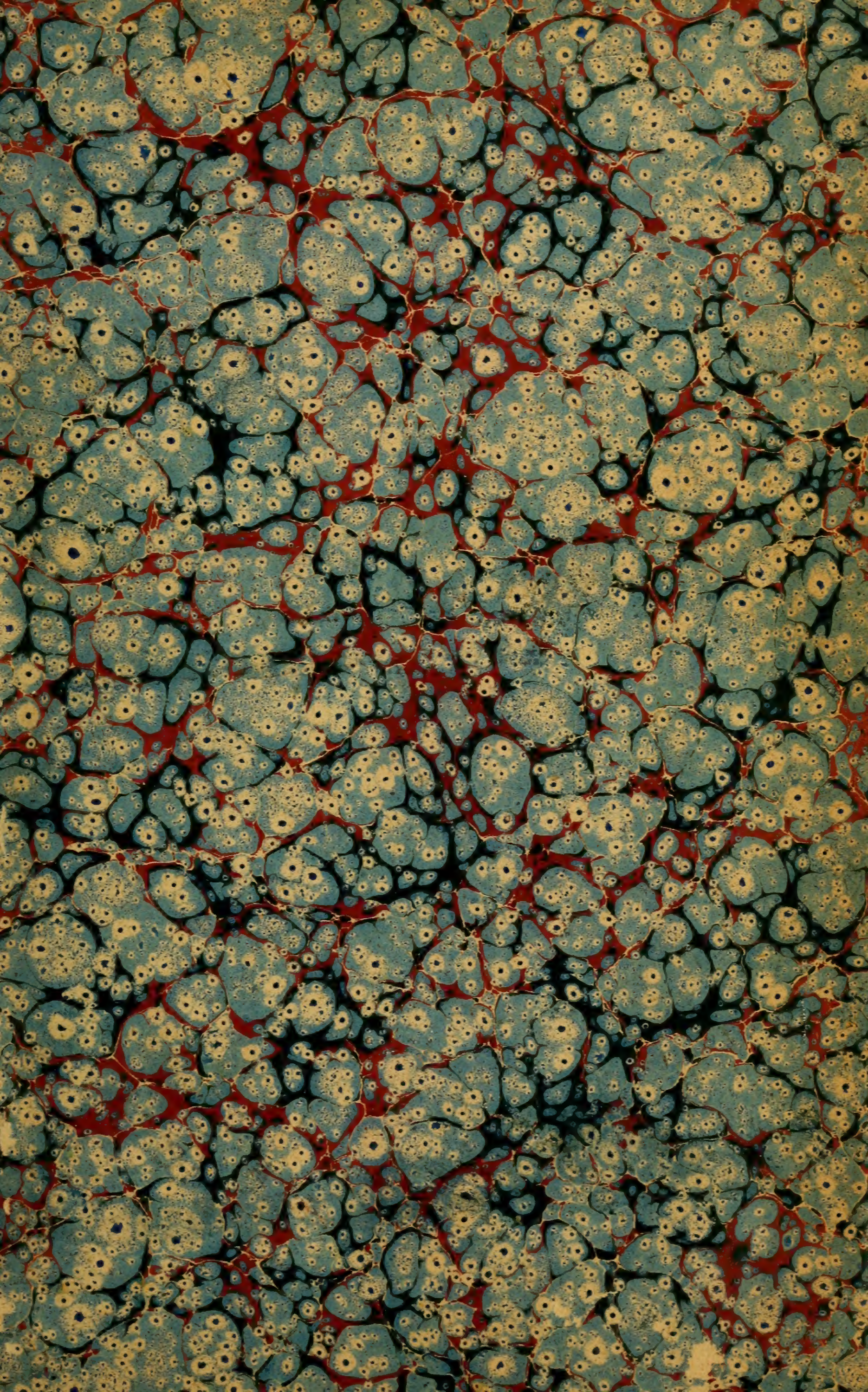





hbl, stx
D 358.M3 1884
Histoire contemporaine depuis 1789
3 9153 00599650 1



HISTOIRE

CONTEMPORAINE.

Cours classique d'Histoire Ancienne, Moderne et Contemporaine, repondant aux nouveaux programmes officiels de 1880, accompagné de tableaux généalogiques et synoptiques, à l'usage des élèves des lycées, des colléges et des institutions, par *MM. E. Dottain, H. Chevallier, L. Todière* et *E. Maréchal*, professeurs d'histoire des lycées; 7 vol. in-12. — Chaque volume se vend séparément.

Histoire Contemporaine, depuis 1789 jusqu'à nos jours, rédigée conformément au programme officiel de la Classe de Philosophie, par *M. E. Maréchal*, professeur d'histoire : 10ᵉ édition ; 1 fort vol. in-12, *cart.* 6 f.

Histoire de l'Europe et particulièrement de la France, depuis 1610 jusqu'en 1789, rédigée d'après le programme officiel de la Classe de Rhétorique, par *M. L. Todière*, professeur d'histoire du lycée de Dijon : 10ᵉ édition; 1 fort vol. in-12, *cart.* 4 f.

Histoire de l'Europe et particulièrement de la France, depuis 1270 jusqu'en 1610, conformément au programme officiel de la Classe de Seconde, par *MM. H. Chevallier et L. Todière*, professeurs agrégés d'histoire des lycées: 7ᵉ édition; 1 fort vol. in-12, *cart.* 5 f.

Histoire de l'Europe et particulièrement de la France, depuis 395 jusqu'en 1270, conformément au programme officiel de la Classe de Troisième, par *M. H. Chevallier*, professeur agrégé d'histoire: 5ᵉ édition; un fort vol. in-12, *cart.* 5 f.

Histoire Romaine, depuis la fondation de Rome jusqu'à l'invasion des Barbares, conformément au programme officiel, à l'usage des élèves de la Classe de Quatrième, par *M. E. Maréchal*, professeur d'histoire; 1 vol. in-12, *avec gravures, types de soldats et plans de villes dans le texte*, *cart.* 5 f.

Histoire de la Grèce, conformément au programme officiel de la Classe de Cinquième, par *M. E. Dottain*, professeur d'histoire du lycée de Versailles : 2ᵉ édition; 1 vol. in-12, *cart.* 2 f. 50 c.

Histoire Ancienne, Histoire de l'Orient, conformément au programme officiel de la Classe de Sixième, par *M. E. Dottain*, professeur d'histoire du lycée de Versailles : 2ᵉ édition, modifiée et augmentée de *Notions sur l'Histoire de l'Inde*; 1 vol. in-12, *cart.* 1 f. 75 c.

Choix de textes pour servir à l'étude des Institutions de la France, à l'usage des élèves de la Classe de Rhétorique, par *M. F. Corréard*, professeur agrégé d'histoire au lycée de Clermont-Ferrand; 1 vol. in-12, *cart.* 4 f.

Atlas complet de Géographie Contemporaine, Ancienne, du Moyen Age et Moderne, composé de 40 planches gravées sur acier et contenant 67 cartes coloriées à teintes plates avec lisérés, et accompagné de tableaux explicatifs sur l'administration politique et judiciaire de la France avant 1789, par *M. H. Chevallier*, professeur agrégé d'histoire et de géographie; 1 vol. in-folio, *relié toile*, 15 f.

Chaque Planche ou Tableau se vend séparément, 50 c.

La Carte d'Allemagne, d'un format double, se vend aussi séparément, 1 f.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

DEPUIS 1789

JUSQU'A NOS JOURS

RÉDIGÉE

CONFORMÉMENT AU NOUVEAU PROGRAMME OFFICIEL DE 1880

PRESCRIT POUR LA CLASSE DE PHILOSOPHIE

Par E. MARÉCHAL

PROFESSEUR D'HISTOIRE

DIXIÈME ÉDITION

Revue et augmentée.



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLASSIQUES

MAISON JULES DELALAIN ET FILS

DELALAIN FRÈRES, Successeurs

56, RUE DES ÉCOLES.

Biographies des Hommes célèbres des temps anciens et modernes (hommes d'État, hommes de guerre), rédigées conformément au programme d'histoire de la Classe préparatoire des lycées, par *M. E. Maréchal*, professeur d'histoire ; in-12, *avec vignettes dans le texte*, cart. 1 f. 75 c

PROGRAMME OFFICIEL D'HISTOIRE

DU COURS DE PHILOSOPHIE.

Les chiffres sont ceux des pages où la question est traitée.

Histoire contemporaine de 1789 à la Constitution de 1875.

État de la France avant la Révolution, 24-57. La Cour et le Gouvernement, 24-30. L'administration provinciale, 31-34. La justice et la législation, 39-44. Les impôts, 32-38. L'armée, 46-47. Les trois ordres, 30-31, 37-39. — Le clergé, 44-45. — Privilèges de la noblesse et droits féodaux, 30-31, 37-38. — La noblesse de robe, 40-41. La bourgeoisie. Corporations industrielles, 38-39. — Agriculture. État de la propriété, 37-38.

Ministère de Necker, 54-61. — Élection des députés aux états généraux. Rédaction des cahiers. Ouverture des états, 56-60.

Assemblée constituante, 58-81. — Déclaration des droits, 66-67. — Abolition des privilèges, 63-64. Division administrative et organisation judiciaire. Nouvelle condition des personnes et des terres, 63-64, 66-75. L'état civil, 72. Nouveau système d'impôts, 74-75. Constitution civile du clergé, 72-73. — Liberté de l'industrie et du commerce, 73-74. — Les biens nationaux. Les assignats, 74-75. — Constitution de 1791, 68-75.

Assemblée législative, 81-92. — Déclaration de guerre à l'Autriche. Campagne de 1792, 83-92 et 96.

La Convention nationale, 93-147. — Chute de la royauté, 86-87 et 93-94. — La Commune de Paris. Girondins et Montagnards, 94-96, 123-127. — Procès et mort de Louis XVI, 96. — Le Comité de salut public, 101. — La Terreur, 105-106. — Le 9 thermidor, 130-132.

Première coalition. Campagnes de 1793 et 1794, 96-98, 100-101, 102-104, 106-110, 116-122, 134-137. — Guerre de Vendée, 110-116, 139-142. — Campagne de 1795, 138. — Traité de Bâle, 138-139.

Institutions et créations de la Convention, 144-147. Grand-Livre de la dette publique. Système métrique, 144. — L'Institut. Organisation de l'enseignement, 145-147. — Constitution de l'an III, 142-143.

Le Directoire, 148-179. — Mandats territoriaux, 150. Emprunts forcés. Le tiers consolidé, 169. La conscription militaire, 169. Campagne de 1796, 151-157. — Bonaparte en Italie, 153-160. — Traité de Campo-Formio, 160. — Congrès de Rastadt, 170. — Expédition d'Égypte, 161-166, 193-196. — Deuxième coalition. Campagne de 1799, 168-175.

Le 18 brumaire, 176-179. — Le Consulat, 180-216. — Constitution de l'an VIII. Organisation administrative, financière et judiciaire, 180-184, 203-205.

Le Code civil, 200-203. — Le Concordat et les articles organiques, 205-207. — La Banque de France, 204-205. — La Légion d'honneur, 207.

Campagne de 1800. Traités de Lunéville et d'Amiens, 186-199. — le Consulat à vie, 199-200. — Rupture de la paix d'Amiens, 212-214.

L'Empire, 217-340. — Constitution impériale, 217-219. — Nouvelle noblesse, 285-286. — L'armée, 219 et 284. — Politique intérieure de Napoléon, 284-285. — Suppression du Tribunat, 284. — Rôle du Sénat et du Conseil d'État, 181-182, 218, 284. — Les Codes, 200-203. — Les finances, 203-204 et 286. — Grands travaux d'utilité générale, 209 et 286-287. L'Université, 208-209. — Sciences, lettres, beaux-arts et industrie, 287-296.

Politique extérieure de Napoléon, 212-213, 227-228, 231-232, 242-244. — Guerres de 1804 à 1807, Austerlitz, Iéna, Friedland. Traités de Presbourg et de Tilsitt, 219-244. — Création d'États feudataires, 227-228, 243-244. — Blocus continental, 244-246. — Guerre d'Espagne, 248-262, 275-278, 328. — Traité de Vienne, 271-272.

L'Europe en 1811. État politique et moral, 279-296.

Campagnes de Russie, d'Allemagne, de France, 297-337. — Chute de l'Empire, 337-340.

La Restauration. Charte de 1814, 341-342. — Traité de Paris, 365-366.

Les Cent jours, 344-362. — L'acte additionnel, 347-349. — Waterloo, 354-358. — Le congrès de Vienne. Les traités de 1815, 366-371.

Mouvements en Europe après 1830, 526-533. Création du royaume de Belgique, 526-528. — Insurrection de Pologne, 528-531. — L'Italie de 1831 à 1848, 532-533, 659-662, 683. — Établissement du régime constitutionnel en Espagne et en Portugal, 543-552. — Mouvements libéraux et union douanière en Allemagne, 486, 531-532. — Le Sunderbund, 532.

En Angleterre, bill de réforme parlementaire et électorale, 534-535, 806-811. — Robert Peel et Richard Cobden, 485, 537-539. — Réformes coloniales, 535-538. — Le libre échange, 538-539, 692. — L'*income-tax*, 396.

Question d'Orient, 565-577. — Le sultan Mahmoud, 447-455, 567-568. — Méhémet-Ali. Convention des Détroits, 568-577. — Progrès des Russes et des Anglais en Asie, 553-564.

Constitution de 1848, 637-638. — Coup d'État du 2 décembre, 647-653. — Constitution de 1852, 671. — Règne de Napoléon III, 670-743.

Guerre de Crimée 674-678. — Principautés du Danube, 660-661, 840-844. — Création du royaume d'Italie, 682-693, 855-858. — Nice et la Savoie à la France, 689-690. — Dissolution de la Confédération germanique, 699-722. — Monarchie austro-hongroise, 655-658, 662-66' et 853-855. — Guerre de sécession américaine, 870-898. — Guerre du Mexique, 698, 725-727, 945-949.

Les traités de commerce, 694. — Le canal de Suez, 1052-1053, 1063-1064.

Révolutions et guerres dans l'extrême Orient, 968-1013. — L'empire anglais des Indes, 968-979.

Guerre de 1870, 736-759. — Chute du second Empire, 743-745. — Création de l'Empire allemand 758. Traité de Francfort, 758-759. — Constitution de février 1875, 771-773.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Depuis 1789 jusqu'à nos jours.

CHAPITRE Ier.

Géographie politique de l'Europe en 1789 [1].

Transformations de la géographie politique de l'Europe au dix-huitième siècle. — Angleterre. — République des Provinces-Unies. — Espagne. — Portugal. — Allemagne. Le Saint-Empire romain. Les huit électeurs. — Les dix cercles de l'empire. — Autriche. — Prusse. — Les cantons suisses. Les Grisons. — Italie. Républiques de Venise et de Gênes. Royaume de Sardaigne. — Grand-duché de Toscane. États de l'Église. — Royaume des Deux-Siciles. — Chevaliers de Malte. — Danemark et Norwège. — Suède. — Pologne. — Empire ottoman. — Russie. — Résumé.

État moral de l'Europe au dix-huitième siècle. — L'Angleterre sous la maison de Hanovre ; sa prépondérance maritime, son empire colonial. — La Russie sous Pierre le Grand et Catherine II : conquêtes sur la Suède et la Turquie; les trois partages de la Pologne. — La Suède sous Gustave III ; le Danemark sous Frédéric V. — L'Autriche sous Joseph II. — La Prusse sous Frédéric II. — Portugal et Espagne : Pombal et d'Aranda. — Italie : Beccaria et Tanucci. — Fondation de la république des États-Unis d'Amérique.

Transformations de la géographie politique de l'Europe au dix-huitième siècle. — Les traités d'Utrecht (1713), de Rastadt et de Bade (1714) pour l'ouest et le sud de l'Europe, ceux de Passarowitz (1718) et de Nystad (1721) pour l'est et le nord, sont le point de départ de l'histoire diplomatique et de la géographie politique au dix-huitième siècle. Désormais, la prépondérance maritime appartient aux Anglais ; les Bourbons règnent en Espagne; deux nouveaux royaumes existent : celui des Hohenzollern, en Prusse, et celui de la maison de Savoie,

1. Pour ce qui est relatif à la France, voir le chapitre II. Consulter, pour la Géographie politique de l'Europe, l'excellente carte de M. Chevallier: *Europe centrale de* 1648 *à* 1795.

en Italie ; la décadence des Turcs commence ; la Russie a enlevé la prépondérance aux Suédois sur la Baltique et ne cessera plus d'intervenir en Pologne. Les guerres de la succession de Pologne, de la succession d'Autriche, de Sept ans, les deux luttes de Catherine II contre la Porte, enfin la guerre d'Amérique, amènent dans la constitution géographique des États de nouvelles modifications. La maison de Bourbon obtient à Parme et à Naples deux nouveaux trônes ; la France perd ses colonies, qui tombent au pouvoir des Anglais ; mais l'Angleterre perd l'Amérique, désormais indépendante. La Prusse enlève une province à l'Autriche ; la Russie en conquiert plusieurs sur les Turcs ; la Russie, l'Autriche et la Prusse partagent une première fois la Pologne. Voici, quels étaient, en 1789, à la suite de toutes ces transformations, les domaines de chacun des États européens.

Angleterre. — La Grande-Bretagne[1] comprenait 3 royaumes : 1° l'*Angleterre* (*Londres*) ; 2° l'*Écosse*[2] (*Édimbourg*) ; 3° l'*Irlande* (*Dublin*). L'Angleterre formait 52 comtés, dont 12 pour le pays de *Galles*. En voici les noms : 1 *Middlesex;* 2 *Essex;* 3 *Hertford;* 4 *Cambridge;* 5 *Suffolk;* 6 *Norfolk;* 7 *Sussex;* 8 *Kent;* 9 *Surrey;* 10 *Berk;* 11 *Wilts;* 12 *Hamp;* 13 *Dorset;* 14 *Somerset;* 15 *Devon;* 16 *Cornwall;* 17 *Buckingham;* 18 *Oxford;* 19 *Glocester;* 20 *Bedford;* 21 *Huntingdon;* 22 *Rutland;* 23 *Lincoln;* 24 *Warwick;* 25 *Northampton;* 26 *Leicester;* 27 *Stafford;* 28 *Derby;* 29 *Nottingham;* 30 *Chester;* 31 *Shrop;* 32 *Worcester;* 33 *Hereford;* 34 *Monmouth;* 35 *York;* 36 *Lancaster;* 37 *Westmoreland;* 38 *Durham;* 39 *Cumberland;* 40 *Northumberland;* dans le pays de Galles : 41 *Glamorgan;* 42 *Brecknock;* 43 *Radnor;* 44 *Caermarthen;* 45 *Pembroke;* 46 *Cardigan;* 47 *Montgomery;* 48 *Merioneth;* 49 *Denbigh;* 50 *Flint;* 51 *Caernarvon;* 52 *île d'Anglesey.*

L'Écosse était partagée en 33 comtés : 1 *Édimbourg;* 2 *Haddington;* 3 *Berwick;* 4 *Roxburgh;* 5 *Selkirk;* 6 *Peebles;* 7 *Lanark;* 8 *Dumfries;* 9 *Wigton;* 10 *Kirkcudbright;* 11 *Ayr,* 12 *Dumbarton;* 13 *Bute;* 14 *Caithness;* 15 *Renfrew;* 16 *Stirling;* 17 *Linlithgow;* 18 *Argyle;* 19 *Perth;* 20 *Kincardine;* 21 *Aberdeen;* 22 *Inverness;* 23 *Nairne;* 24 *Cromarty;* 25 *Fife;* 26 *Angus* ou *Forfar;* 27 *Banff;* 28 *Sutherland;* 29 *Clarkman-*

1. Le roi d'Angleterre possédait de plus sur le continent l'*Électorat de Hanovre*, dont le gouvernement était entièrement distinct de celui de la Grande-Bretagne.

2. L'Écosse avait eu son parlement spécial jusqu'en 1707 ; l'Irlande garda le sien jusqu'en 1800.

nan; 30 *Kinross*; 31 *Ross*; 32 *Murray* ou *Elgin*; 33 *îles Orcades et Shetland*. Les îles *Hébrides* étaient partagées entre les trois comtés d'Argyle, d'Inverness et de Ross.

L'Irlande était divisée en 32 comtés. 9 se trouvaient au nord, dans l'*Ulster* : 1 *Londonderry*; 2 *Antrim*; 3 *Down*; 4 *Armagh*; 5 *Monaghan*; 6 *Cavan*; 7 *Fermanagh*; 8 *Tyrone*; 9 *Donegal* ou *Tyrconnel*. 12 étaient compris dans le *Leinster*, à l'est : 1 *Dublin*; 2 *Louth*; 3 *Eastmeath*; 4 *Westmeath*; 5 *Kildare*; 6 *King's-county*; 7 *Queen's-county*; 8 *Wicklow*; 9 *Carlow*; 10 *Longford*; 11 *Wexford*; 12 *Kilkenny*. 6 se trouvaient dans le *Munster*, au sud : 1 *Waterford*; 2 *Cork*; 3 *Kerry*; 4 *Limerick*; 5 *Tipperary*; 6 *Clare*. 5 étaient contenus dans le *Connaught*, à l'ouest : 1 *Leitrim*; 2 *Sligo*; 3 *Mayo*; 4 *Roscommon*; 5 *Galway*.

Outre les trois îles normandes, *Aurigny*, *Guernesey*, *Jersey*, les Anglais possédaient encore en Europe la place forte de *Gibraltar*, au sud de l'Espagne, conquise en 1704, et cédée par le traité d'Utrecht en 1713. En Afrique, l'embouchure de la *Gambie*, la côte de *Sierra-Leone*, l'île de *Sainte-Hélène*, étaient anglaises. En Asie, la *compagnie des Indes orientales* possédait déjà un vaste empire que l'*Acte régulateur* (1773-1774) avait partagé en 3 présidences : 1° *Calcutta* ou *Bengale*, dans la vallée du Gange; 2° *Madras*, à l'est, sur la côte de *Coromandel*; 3° *Bombay*, à l'ouest, sur la côte de *Malabar*. Dans l'Océanie, que le plus illustre des marins de ce siècle, le capitaine Cook, venait d'explorer dans toutes ses parties, les Anglais prenaient pied sur la côte sud-est de la *Nouvelle-Hollande*, d'abord à *Botany-bay*, puis à *Sydney*, sur le *Port-Jackson* (1788). En Amérique, si la Grande-Bretagne avait perdu les États-Unis, elle conservait le *Canada* avec *Québec*, la *Nouvelle-Écosse* ou *Acadie*, le *Nouveau-Brunswick*, *Terre-Neuve*, l'*île Saint-Jean*, l'*île du cap Breton*, en un mot toute la *Nouvelle-Bretagne*; de plus, une partie de la *Guyane*, les *Bermudes*, les *Bahama* ou *Lucayes*, la *Jamaïque*, la *Barboude*, la *Barbade*, *Saint-Vincent*, la *Dominique*, *Antigoa*, *Montserrat*, *Nevis*, la *Grenade*, les *Grenadilles*, etc. Chaque jour voyait grandir les possessions britanniques dans les deux hémisphères [1].

République des Provinces-Unies. — La *république des Provinces-Unies*, gouvernée par un stathouder de la maison d'Orange, suivait de loin l'Angleterre dans la voie des entre-

1. L'Angleterre et l'Écosse avaient en 1750 une population de 7,517,000 habitants; en 1801 elles en auront une de 10,942,000. La population de l'Irlande n'était pas encore exactement déterminée.

prises coloniales. Elle comprenait en Europe 7 provinces : 1° *Hollande* (*Amsterdam, la Haye, Leyde, Haarlem, Gouda, Rotterdam, Delft, Dordrecht, Gorkum, Alkmaar, Hoorn*); 2° *Zélande* (*Middelbourg, Flessingue*); 3° *Gueldre* (*Nimègue, Arnheim, Zutphen*); 4° *Utrecht* (*Utrecht* et *Ysselstein*); 5° *Over-Yssel* (*Deventer, Kampen, Zwolle*); 6° *Frise* (*Leuwarden*); 7° *Groningue* (*Groningue* et *Delfzyl*). Elle possédait encore *Bois-le-Duc* et *Grave*, dans le *Brabant; Berg-op-Zoom, Bréda, Willemstadt, Maëstricht* et le *Limbourg hollandais* (*Fauquelmont, Dalem, Rolduc, Venloo*), et l'extrémité septentrionale de la *Flandre*.

Les colonies hollandaises étaient : en Afrique, *Saint-George de la Mine*, sur la côte de Guinée, et le cap de *Bonne-Espérance*, si important comme point de relâche sur la route de l'Hindoustan ; en Asie, l'île de *Ceylan*, avec *Cochin*, sur la côte de Malabar, *Palicate* sur la côte de Coromandel, et le comptoir de *Detsima*, près de Nangasaki (Japon) ; en Océanie, la belle île de *Java* avec le port de *Batavia*, et une partie de l'île de *Sumatra*, dans l'archipel de la *Sonde;* les *Moluques*, l'île *Célèbes*, une partie de *Timor*, une partie de *Bornéo;* en Amérique, la *Guyane hollandaise*, entre les fleuves *Maroni* et *Corentin*, avec *Surinam;* les îles de *Saint-Eustache, Curaçao, Arouba, Saba, Buen-Ayre*, et une partie de *Saint-Martin*, aux Antilles.

Espagne. — La suprématie que l'Angleterre et la Hollande exerçaient dans les deux Indes, elles l'avaient acquise surtout aux dépens des Espagnols et des Portugais. Privée de ses possessions extérieures en Europe par le traité d'Utrecht, l'*Espagne* comprenait encore dans la Péninsule : le *royaume de Galice;* le *royaume de Léon* (*Léon* et *Asturies*); les *Provinces basques* (*Biscaye, Guipuscoa, Alava*); le *royaume de Navarre;* le *royaume d'Aragon* (*Aragon, Catalogne, Valence*); le *royaume de Castille* (*Vieille* et *Nouvelle*); le *royaume de Murcie;* l'*Estramadure;* l'*Andalousie*, subdivisée en *royaumes de Séville, Cordoue, Jaen, Grenade*, enfin les îles *Baléares* (*Majorque, Minorque, Iviça, Formentera* et *Cabrera*).

Les possessions espagnoles aux *Indes occidentales* (Amérique du Nord et du Sud) comprenaient 4 *vice-royautés* (*Mexique, Nouvelle-Grenade, Pérou, Buenos-Ayres*), et 3 *capitaineries générales* (*Chili, Caracas, Guatémala*), auxquelles il faut ajouter la *Louisiane*, la *Floride, Cuba, Puerto-Rico* et la partie orientale de *Santo-Domingo*. *Oran, Ceuta*, les îles *Canaries, Annobon, Fernando-Po*, en Afrique; les *Philippines* et les *Mariannes*, en

Océanie, complétaient la liste des possessions espagnoles. C'était encore un empire immense, mais dont les dix-neuf vingtièmes, avant quarante ans, devaient échapper à la métropole[1].

Portugal. — Le *Portugal* s'étendait, comme aujourd'hui, entre le Minho et la Guadiana. Il comprenait 6 provinces : 1 l'*Estrémadure* (*Lisbonne*) ; 2 l'*Alentejo* (*Evora*) ; 3 les *Algarves* (*Tavira*) ; 4 le *Beira* (*Lamego*) ; 5 le *Tras-os-Montes* (*Bragance*) ; 6 l'*Entre-Douro-et-Minho* (*Braga*). Il possédait de plus : en Amérique, la magnifique colonie du *Brésil ;* dans l'océan Atlantique, les *Açores*, *Madère*, les îles du *Cap-Vert*, les îles du *Prince* et de *Saint-Thomas ;* sur le continent africain, les *capitaineries générales* du *Congo* à l'ouest, de *Mozambique* à l'est, *Goa* et *Diu* dans l'Hindoustan, *Macao* en Chine, une partie de *Timor* en Océanie.

Allemagne. Le Saint-Empire romain. Les huit électeurs. — En 1789, comme au moyen âge, l'Allemagne portait le nom de *Saint-Empire romain.* En principe, l'empire était toujours électif ; en fait, sauf une seule exception[2] au dix-huitième siècle, c'est sur le chef de la maison d'Autriche que se portait invariablement le choix des électeurs. La plupart du temps même, l'empereur leur faisait élire, de son vivant, son héritier présomptif comme roi des Romains[3].

Les princes revêtus de la dignité électorale étaient au nombre de huit. Il y avait d'abord les sept électeurs reconnus par la Bulle d'Or en 1356 :

1° L'*archevêque de Trèves ;*

2° L'*archevêque de Cologne ;*

3° L'*archevêque de Mayence ;*

4° Le *margrave de Brandebourg* (roi de Prusse depuis 1701) ;

5° Le *duc de Saxe ;*

6° Le *roi de Bohême* (l'empereur, la Bohême étant autrichienne) ;

7° Le *comte palatin du Rhin*, devenu par héritage *duc de*

1. L'Espagne comptait en 1768 environ 9 millions d'habitants.

2. Après 1740, lorsque, à la mort de Charles VI, il ne resta plus d'héritier mâle de la maison de Habsbourg, le choix des électeurs se porta sur le duc de Bavière, qui devint empereur sous le nom de Charles VII. Mais ce prince étant mort à son tour, en 1745, François de Lorraine, grand-duc de Toscane, qui avait épousé la reine de Hongrie Marie-Thérèse, fille et héritière de Charles VI, fut élu empereur sous le nom de François II et fonda la maison de Lorraine-Habsbourg. Son fils aîné Joseph II lui avait succédé en 1765.

3. C'est le titre que portait le prince élu du vivant de l'empereur pour lui succéder.

Bavière, en 1777, ce qui avait confondu deux électorats en un seul. L'électorat de Bavière avait été institué en 1623. En 1789, les possessions bavaroises comprenaient le *palatinat du Rhin*, le *duché de Juliers*, le *duché de Berg*, le *duché de Neuburg*, le pays de *Sulzbach*, la *Haute-Bavière* (*Munich*, *Ingolstadt*, *Donauwerth*), la *Basse-Bavière* (*Landshut* et *Straubing*), le *landgraviat de Leuchtenberg*, le *comté de Haag*, les seigneuries de *Pyrbaum*, de *Hohenwaldeck*, de *Breiteneck*.

8° Le huitième électeur était le *duc de Brunswick-Lunebourg* ou de *Hanovre* (électeur depuis 1692, roi d'Angleterre depuis 1714).

Outre les huit électorats, l'Allemagne renfermait d'innombrables États souverains, évêchés, duchés, principautés, comtés, burgraviats, villes libres impériales, villes hanséatiques, *etc.* Toutes les affaires générales étaient réglées dans des *diètes* tenues à Francfort-sur-le-Mein, où avait lieu le couronnement de l'empereur, ou bien à Ratisbonne, à Augsbourg, à Passau, à Spire, à Worms.

Les dix cercles de l'Empire. — Le Saint-Empire romain était divisé en dix cercles :

1° Le *cercle d'Autriche*, comprenant, outre les possessions autrichiennes, les *évêchés de Trente* et de *Brixen;*

2° Le *cercle de Bourgogne*, formé par les Pays-Bas autrichiens;

3° Le *cercle du Bas-Rhin*, contenant les trois électorats ecclésiastiques de *Trèves* (avec *Trèves*, *Coblentz* et *Hermanstein* ou *Ehrenbreistein*), *Cologne* (avec *Bonn*, *Andernach*, *Neuss*), *Mayence* (avec *Heiligenstadt*, dans l'*Eichsfeld*[1], *et Kœnigstein*, en *Wettéravie*[2]), le *Palatinat* (avec *Heidelberg*, *Wimpfen*, *Manheim*, *Frankenthal*), etc. ;

4° Le *cercle du Haut-Rhin*, contenant une partie du *Palatinat* (*Simmern*, *Kaiserslautern*, *Veldenz*, *Sponheim*), les *évêchés de Spire*, *Worms*, *Bâle*, *Fulde; l'abbaye de Prüm;* les deux *landgraviats de Hesse-Cassel* et *de Hesse-Darmstadt*, les quatre *principautés de Nassau* (*Weilbourg*, *Usingen*, *Idstein* et *Sarrebrück*), les deux principautés de *Waldeck*, le duché de *Deux-Ponts*, les comtés de *Linange*, de *Hanau*, de *Solms*, d'*Isenbourg*, les *villes libres impériales de Worms*, *Spire*, *Francfort-sur-le-Mein*, *Friedberg*, *Wetzlar*, etc. ;

1. L'Eichsfeld était compris dans le cercle de Haute-Saxe.
2. La Wettéravie faisait partie du cercle du Haut-Rhin.

5° Le *cercle de Souabe*, renfermant le *duché de Wurtemberg* (*Stuttgart*, *Tubingue*, avec le *comté de Montbéliard*, enclavé en France), le *margraviat de Bade* (*Baden-Baden*, *Rastadt*, *Durlach*, *Carlsruhe*), les *évêchés de Constance* et d'*Augsbourg*, les *prieurés de Kempten* et d'*Ellwangen*, les *comtés de Lichtenstein*, de *Hohenzollern-Sigmaringen* et *Hohenzollern-Hechingen*, de *Furstenberg*, d'*Œttingen*, de *Kœnigseck*, les *villes libres impériales d'Augsbourg*, *Ulm*, *Gemund*, *Heilbronn*, *Rottweil*, *Hall*, *Uberlingen*, *Nordlingen*, *Eslingen*, *Reutlingen*, *Offenbourg*, *Isny*, etc.

6° Le *cercle de Bavière*, comprenant, outre le *duché de Bavière*, l'*archevêché de Salzbourg*, les *évêchés de Passau*, *Ratisbonne*, *Freisingen*, le *comté d'Ortenbourg*, la *prévôté de Berchtholsgaden*, la *ville libre impériale de Ratisbonne*, etc. ;

7° Le *cercle de Franconie*, contenant les *principautés d'Anspach*, de *Bayreuth*, appartenant toutes deux à la maison de Hohenzollern, *Wertheim*, les *comtés* de *Henneberg*, de *Schwartzenberg*, de *Reineck*, les *villes libres impériales de Nuremberg*, *Rothenburg*, *Schweinfurt*, *Weissenburg*, *Windsheim*, les *évêchés de Bamberg*, *Eichstedt*, *Wurtzbourg*, etc. ;

8° Le *cercle de Haute-Saxe*, comprenant l'*électorat de Brandebourg*, l'*électorat de Saxe*, les *duchés de Weimar*, *Gotha*, *Cobourg*, *Eisenach*, *Altenbourg*, *Erfurth*, les quatre *principautés d'Anhalt* (*Dessau*, *Cöthen*, *Zerbst*, *Bernbourg*), les deux *principautés de Schwarzbourg* (*Rudolstadt* et *Sondershausen*), les domaines de la maison de *Reuss* (*Greitz*, *Schleitz*, *Lobenstein*, *Ebersdorf*), etc. ;

9° Le *cercle de Basse-Saxe*, comprenant les *duchés de Holstein* (au Danemark), de *Brunswick-Wolfenbüttel* et de *Hanovre* ou *Brunswick-Lünebourg-Zell*, de *Mecklenbourg-Schwerin-Güstrow* et *Mecklenbourg-Strelitz*, les *villes hanséatiques de Hambourg*, *Brême*, *Lubeck*, et les *villes libres impériales de Goslar*, *Nordhausen*, *Mulhausen*, etc. ;

10° Le *cercle de Westphalie*, comprenant les *duchés d'Oldenbourg* et de *Demenhorst*, à la maison de *Gottorp*, les *évêchés de Münster*, de *Paderborn*, d'*Osnabrück*, de *Liège*, les *abbayes de Corvey*, *Stavlo*, *Malmédy*, les *villes libres impériales de Cologne*, *Aix-la-Chapelle*, *Dortmünd*, les possessions prussiennes (*Ost-Frise*, la *Marck*, *Clèves*, *Minden*, *Tecklenbourg*, *Lingen*, *Ravensberg*, *Gueldre*), *Juliers* et *Berg* (à la Bavière), *Werden* (au Hanovre), *Nassau-Siegen* et *Nassau-Dillenburg*, *Lippe*, etc.

La *Bohême*, la *Silésie*, la *Moravie*, la *Lusace*, tout en faisant partie de l'empire, n'étaient pas comprises dans la division en

cercles. Un certain nombre d'États, enclavés dans un cercle, appartenaient à un autre : ainsi l'évêché de Liège, enclavé dans le cercle de Bourgogne, appartenait au cercle de Westphalie ; les évêchés de Spire, Worms, Bâle, enclavés dans le cercle du Bas-Rhin, appartenaient à celui du Haut-Rhin. Plusieurs villes donnaient leur nom à des principautés dans lesquelles elles n'étaient pas elles-mêmes comprises. Ainsi Cologne, ville libre impériale (cercle de Westphalie), ne faisait point partie de l'électorat-archevêché de Cologne (cercle du Bas-Rhin); Worms, Augsbourg, Ratisbonne, villes libres impériales, n'étaient point comprises dans les évêchés auxquels elles donnaient respectivement leurs noms; Constance était ville autrichienne et ne faisait point partie de l'évêché de Constance.

Autriche. — Successivement dépouillée au dix-huitième siècle du royaume des Deux-Siciles (1735) et du duché de Parme (1748) au profit de la maison de Bourbon, d'une partie du Milanais (1735) au profit de la maison de Savoie, et de la Silésie (1742-1745) au profit de la Prusse, l'Autriche possédait encore en 1789 de vastes domaines. Ils comprenaient : l'*archiduché d'Autriche* (*Basse* et *Haute-Autriche*) avec *Vienne* et *Linz ;* les *duchés de Styrie* (*Grätz*), de *Corinthie* (*Klagenfürth*), de *Carniole* (*Laybach*) ; l'*Istrie autrichienne ;* le *Frioul autrichien ;* le *littoral* (*Aquilée*, *Trieste*) *;* le *comté de Tyrol* (*Inspruck*), le *Vorarlberg* (*Feldkirch*); le *royaume de Bohême* (*Prague*); la *Silésie autrichienne* (*Troppau*); le *marquisat de Moravie* (*Brunn* et *Olmütz*) ; le *royaume de Hongrie* (*Bude*, *Pesth*, *Presbourg*) ; le *banat de Temeswar;* la *Transylvanie*, la *Croatie*, l'*Esclavonie*, les *Confins militaires*, le long de la frontière turque ; la *Bukovine ;* la *Gallicie* et la *Lodomérie*, enlevées à la Pologne en 1772. L'Autriche possédait encore en Souabe les *quatre villes forestières* (*Waldshut*, *Laufenbourg*, *Rheinfelden*, *Seckingen*), le *Brisgau* (*Fribourg* et *Vieux-Brisach*), l'*Ortenau*, la *ville de Constance*, le *marquisat de Burgau*, le *comté de Hohenberg*, le *landgraviat de Nellenbourg*. En Italie, elle avait les *duchés de Milan* et de *Mantoue*. Enfin elle était maîtresse des *Pays-Bas*, séparés du reste de ses États et comprenant le *Brabant*, *Malines*, le *Limbourg*, le *Luxembourg*, la *Gueldre*, la *Flandre*, le *Hainaut*, *Namur*.

Prusse. — Aucun État n'avait depuis un siècle grandi aussi rapidement que la Prusse. En 1789, les Hohenzollern possédaient : au centre, le *margraviat de Brandebourg* (*Berlin*, *Potsdam*, *Charlottenbourg*, *Spandau*, *Francfort-sur-l'Oder*,

Custrin), comprenant la *Vieille Marche*, la *Marche de Pregnitz*, la *Moyenne Marche*, la *Marche Uckeraine*, la *Nouvelle Marche* et le *duché de Grossen ;* à l'ouest, dans la Basse-Saxe, le *duché de Magdebourg* et la *principauté d'Halberstadt ;* dans la Haute-Saxe, *Quedlimbourg* et *Lora ;* dans la Westphalie, l'*Ost-Frise* (*Embden*, *Aurich*), les *comtés de Tecklenbourg*, de *Lingen*, *de Ravensberg*, les *principautés de Minden* et de *Meurs*, les *duchés de la Marck* (*Hamm*) et de *Clèves* (*Clèves*, *Emmerick* et *Wesel*), et la *Haute-Gueldre* avec le pays de *Kessel ;* au nord, la *Poméranie ultérieure et antérieure* (*Stettin*, *Swinemunde*, *Cöslin*, *Colberg*) ; au sud-est, la *Silésie* (*Breslau*, *Brieg*, *Schweidnitz*, *Liegnitz*, *Oppeln*, *Kösel*, *Glatz*, etc.) ; au nord-est, la *Prusse orientale* (*Königsberg*, *Memel*), la *Prusse occidentale*, enlevée à la Pologne (*Culm*, *Marienbourg*, *Warmie* ou *Ermeland*), ainsi que la *Pomérélie*. Ces deux dernières provinces, acquises en 1772 par Frédéric II, comme sa part dans le premier partage de la Pologne, lui donnaient tout le cours inférieur de la Vistule, à l'exception de Thorn et de Dantzick, et établissaient une communication entre la Prusse et le Brandebourg, jusque-là séparés. En 1793, le second partage fera tomber *Thorn* et *Dantzick* au pouvoir des Prussiens. En 1795, le troisième leur livrera *Varsovie*. Enfin la Prusse possédait entre les cantons suisses et la France les *principautés de Neuchâtel* et de *Vallengin*. La population de la Prusse s'était élevée en 1786 au chiffre de 5,430,000 habitants. En 1797, elle en comptera 8,687,000.

Les cantons suisses. Les Grisons. — Les *cantons suisses* étaient toujours au nombre de treize : *Berne*, *Bâle*, *Zurich*, *Schaffhouse*, *Soleure*, *Fribourg*, *Lucerne*, *Uri*, *Schwitz*, *Underwald*, *Glaris*, *Zug*, *Appenzell*. Le gouvernement était aristocratique dans les sept premiers, démocratique dans les autres. Les Suisses avaient pour alliés : au sud, la *république de Genève*, l'*évêque de Sion*, la *république du Valais ;* à l'ouest, les *principautés de Neuchâtel* et de *Vallengin*, dont le roi de Prusse était souverain ; au nord, la *ville libre de Mulhouse*, enclavée dans l'Alsace ; à l'est, l'*abbaye de Saint-Gall* et la confédération des *Grisons*, divisée en trois ligues : 1° *ligue Grise ;* 2° *ligue Cadée* ou *de la Maison-Dieu* (*Casa-Dei*) ; 3° *ligue des Dix-Droitures*. Les Grisons possédaient la *Valteline* avec les *comtés de Bormio* et de *Chiavenna*.

Italie. Républiques de Venise et de Gênes. Royaume de Sardaigne. — L'Italie septentrionale, entre le golfe de Gênes, la mer Adriatique, les Alpes et l'Apennin, comprenait

sept États principaux, dont trois républiques, un royaume et trois duchés :

1° La *république de Venise*. Elle s'étendait sur la *terre ferme*, à l'ouest, jusqu'à l'Adda. Elle possédait *Padoue*, *Rovigo*, *Vicence*, *Vérone*, *Brescia*, *Bergame*, *Crema*, *Trévise*, *Feltre*, *Bellune*, *Udine*, *Cadore*, *Capo d'Istria*. Elle avait de plus une partie de la *Dalmatie*, avec *Zara*, *Spalatro*, *Trau* et *Nona*, les *îles Illyriennes* et les *îles Ioniennes*, dont la principale était *Corfou* ;

2° La *république de Gênes*, dont le territoire, depuis la vente de la Corse à la France, ne comprenait plus que la *Rivière du Levant* et la *Rivière du Ponent* ;

3° La *république de Lucques* ;

4° Le *royaume de Sardaigne*, comprenant sur le continent le *Piémont*, la *Savoie*, le *Montferrat*, le *comté de Nice*, la *Lomelline*, avec les territoires d'*Alexandrie*, *Novare*, *Tortone*, *Casal*, et, dans la Méditerranée, l'*île de Sardaigne* ;

5° Le *duché de Milan*, à l'Autriche (voir plus haut, p. 8) ;

6° Le *duché de Parme*, *Plaisance et Guastalla*, cédé à un Bourbon d'Espagne, l'infant don Philippe, par le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) ;

7° Le *duché de Modène*, à la maison d'Este.

L'Italie du nord contenait encore la *principauté de Monaco*.

Grand-duché de Toscane. États de l'Église. — L'Italie centrale renfermait deux États principaux : le grand-duché de Toscane et les États de l'Église. Le *grand-duché de Toscane*, dont la capitale était *Florence*, était, depuis l'extinction de la maison de Médicis (1737), au pouvoir de la maison de Lorraine-Habsbourg. A la mort de l'empereur François 1er, son second fils Léopold lui avait succédé en Toscane, tandis que l'aîné devenait empereur.

Les *États de l'Église* comprenaient toujours *Rome*, la *campagne de Rome*, la *Sabine*, le *patrimoine de Saint-Pierre*, les *duchés de Spolète*, d'*Urbin*, de *Castro*, les *Marches* (*Fermo* et *Ancône*), la *Romagne*, les *Légations* (*Bologne* et *Ferrare*). Le pape possédait encore *Avignon* et le *comtat Venaissin* en France ; *Bénévent* dans le royaume de Naples.

La petite *république de Saint-Marin* était enclavée dans les États de l'Église. La *principauté de Piombino* et l'*île d'Elbe* avaient pour souverains les Buoncompagni.

Royaume des Deux-Siciles. — Cédé par l'Autriche aux Bourbons en 1735, le *royaume des Deux-Siciles* comprenait

15 provinces : 12 sur le continent, 3 en Sicile. C'était, dans le *royaume de Naples* : 1° l'*Abruzze ultérieure* ; 2° l'*Abruzze citérieure* ; 3° le *comté de Molise* ; 4° la *terre de Labour* ; 5° la *Principauté citérieure* ; 6° la *Principauté ultérieure* ; 7° la *Capitanate* ; 8° la *terre de Bari* ; 9° la *terre d'Otrante* ; 1° la *Basilicate* ; 11° la *Calabre citérieure* ; 12° *la Calabre ultérieure*. Les trois provinces de *Sicile* étaient : 1° le *val de Mazzara*, au nord-ouest ; 2° le *val Demone*, au nord-est ; 3° le *val de Noto*, au sud-est. Aux Deux-Siciles appartenait l'*État des Présides*, comprenant les principaux ports des côtes de Toscane.

Chevaliers de Malte. — Enfin, au sud de l'Italie, les *chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem* possédaient l'*île de Malte*. Chassés de Rhodes en 1522, ils avaient été établis à Malte par Charles-Quint, en 1530, pour y former l'avant-garde de la chrétienté en face des pirates barbaresques d'Alger et de Tunis. Sous leur grand maître Lavalette, les chevaliers de Malte avaient héroïquement défendu leur île contre les Turcs en 1566, et ils devaient la conserver jusqu'en 1798.

Danemark et Norwège. — La monarchie danoise comprenait deux royaumes : le Danemark proprement dit et la Norwège. Le *Danemark* se composait des *îles de Seeland* (*Copenhague*, *Elseneur*, *Roskild*), *Fionie* (*Odensee*), *Langeland*, *Laaland*, *Falster*, *Femern*, *Moen*, *Bornholm*, et, sur le continent, du *Jutland*, du *Slesvig*, du *Holstein*. La *Norwège* embrassait 5 districts : *Aggerhus* (*Christiania*), *Christiansand*, *Bergen*, *Drontheim*, *Laponie* (*Wardhus*). A la monarchie danoise se rattachaient les *îles Feröe*, l'*Islande*, le *Groënland*, avec quelques établissements en Guinée, dans l'Hindoustan et aux Antilles.

Suède. — Bien diminuée depuis un siècle, la *Suède* possédait encore : 1° dans la presqu'île scandinave : la *Gothie* avec la *Scanie*, la *Blékingie*, le *Halland*, le *Smaland*, l'*Ostrogothie*, la *Westrogothie*, le *Bohus* et le *Dalmland* ; la *Suède propre* (*Stockholm*), avec la *Sudermanie*, la *Néricie*, l'*Uplànd*, la *Westmanie*, le *Wermeland* et la *Dalécarlie* ; le *Nordland* et la *Laponie suédoise* ; 2° à l'est : la *Finlande* (*Abo*, *Nystad*, *Wasa*) avec la *Bothnie* et les *îles d'Aland* ; 3° au sud, en Allemagne : la *Poméranie citérieure* jusqu'à la *Peene* (*Stralsund*, *Greifswalde* et *Wolgast*) avec l'*île de Rügen*, et le port de *Wismar* en Mecklenbourg. L'unique colonie suédoise était l'*île de Saint-Barthélemy*, aux Antilles, achetée à la France en 1784.

Pologne. — Avant 1772, la Pologne formait encore un État d'une vaste étendue. Elle était bornée par la Russie, dont le

Dniéper la séparait au sud-est, et la Dwina au nord, vers son embouchure ; ensuite par la Prusse, qu'elle enveloppait de trois côtés ; enfin, par la mer Baltique, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie, la Hongrie et l'empire ottoman, dont le Dniester la séparait dans la partie moyenne de son cours. Elle était divisée en *Grande Pologne*, *Petite Pologne*, *Russie Rouge* et *Lithuanie*. La *Grande Pologne* comprenait les palatinats de *Mazovie* (*Varsovie*), de *Rawa*, de *Lenczyca*, de *Sieradz*, de *Kalisz*, de *Posnanie*, de *Gnesen*, d'*Inovrazlaw*, de *Cujavie* ou *Brzesc*, de *Plock*, de *Pomérélie* (*Dantzick*), de *Culm*, de *Marienbourg*, et l'*évêché de Warmie*. La *Petite Pologne* contenait les palatinats de *Cracovie*, *Sandomir*, *Lublin*, *Podlaquie ou Bielsk*. La *Russie Rouge* était subdivisée en *pays de Chelm*, palatinats de *Léopol*, *Belz*, *Podolie*, (*Kaminieck*), *Bratçlaw*, *Kiovie* (*Jitomir*), *Volhynie* (*Lutzk*). Enfin la *Lithuanie* se décomposait en palatinats de *Wilna* et de *Troki*, formant la *Lithuanie* proprement dite; palatinats de *Minsk*, *Poloçk*, *Witebsk*, *Miçislaw*, formant la *Russie blanche;* palatinats de *Nowogrodek* (composant la *Russie noire*), de *Polésie* ou *Brzesc*, de *Livonie* (*Dunabourg*), et *starostie de Samogitie*. Le *duché de Courlande* (*Mittau*), dont dépendait la *Sémigalle*, était vassal de la Pologne.

Le premier démembrement, en 1772, réduisit considérablement l'étendue du territoire polonais. L'Autriche prit la portion des palatinats de Cracovie et de Sandomir située sur la rive droite de la Vistule, l'extrémité méridionale du palatinat de Lublin, les palatinats de Belz, de Léopol, et la partie de la Podolie située à l'ouest de la Podgorze, affluent du Dniester. La Prusse eut pour sa part l'évêché de Warmie, la Pomérélie, excepté Dantzick, le palatinat de Culm et la portion de ceux de Posen, de Gnesen et d'Inovrazlaw située au nord de la Netze. La Russie eut la Livonie, les palatinats de Witebsk, de Miçislaw, la partie orientale du Palatinat de Minsk et la portion de celui de Poloçk située sur la rive droite de la Duna et de l'Uszaczka. Avant la fin du siècle, la Pologne partagée deux fois encore, la première, en 1793, par la Russie et la Prusse, la seconde, en 1795, par l'Autriche, la Prusse et la Russie, sera rayée de la liste des nations.

Empire ottoman. — Depuis la paix de Carlowitz (1699), qui leur avait enlevé la Hongrie, les Turcs s'étaient vu à chaque traité nouveau arracher un lambeau de leur territoire. En 1789, ils étaient engagés dans une guerre malheureuse contre la Russie et l'Autriche. Avant le début des hostilités, leur terri-

toire s'étendait encore au nord jusqu'à l'Unna, la Save, le Danube, les monts Carpathes, le Dniester et le Boug ; mais la paix d'Iassy (1792) allait leur enlever le pays compris entre le Boug et le Dniester. La Turquie renfermait dans ces limites la *Rouméiie*, la *Bulgarie*, l'*Arnaut* (*Macédoine et Albanie*), la *Thessalie*, la *Livadie*, la *Morée*, la *Servie*, la *Bosnie*, l'*Herzégovine*, la *Croatie turque*, la *Valachie*, la *Moldavie*[1], la *Bessarabie*, *Candie* et les *îles de l'Archipel*. Les Turcs possédaient encore : 1° en Asie : l'*Anatolie*, la *Syrie*, le *Kurdistan*, l'*Arménie turque*, l'*Al-Djezireh*, l'*Irak-Arabi*, l'*île de Chypre ;* 2° en Afrique : l'*Égypte*, avec la suzeraineté des trois *États barbaresques : Tripoli*, *Tunis* et *Alger*.

Russie. — En guerre avec les Suédois et les Turcs, la Russie allait signer avec les premiers le traité de Vereloe (1790) et avec les seconds la paix d'Iassy (1792). En 1789, son territoire était limité au nord par l'océan Glacial arctique et la mer Blanche ; au nord-ouest, du côté de la Norwège, par le fleuve *Paes* et le lac *Enara ;* du côté de la Suède, par le *lac Saïma* et le *fleuve Kymen ;* à l'ouest, par le *golfe de Finlande*, la mer *Baltique*, la *Pologne* et le *Boug*, qui la séparait de la Turquie ; au midi, par la *mer d'Azov* et la *mer Noire*. Dans ces limites se trouvaient comprises : la *Livonie suédoise*, l'*Esthonie*, l'*Ingrie*, la *Carélie*, *Wiborg*, *Frederikshamm*, *Wilmanstrand*, enlevés à la Suède en 1721 et en 1743 ; la *Livonie polonaise* et la plus grande partie des *palatinats de Minsk*, *Poloçk*, *Witebsk*, *Miçislaw*, enlevés à la Pologne en 1772 ; *Azov*, *Taganrog*, *Kertsch*, *Iénikalé*, *Kinbourn*, enlevés à la Turquie en 1774 ; la *Crimée*, avec l'*île de Taman* et le *Kouban*, conquis sur les Tartares en 1783. La *Courlande* devait conserver ses ducs particuliers jusqu'en 1795. En Asie[2], les Russes possédaient la *Sibérie*, à peine peuplée encore, jusqu'à la mer d'Okhotsk et au détroit de Behring, au delà duquel ils avaient de plus l'extrémité nord-ouest du continent américain. La population de la Russie avait été en 1762 de 20,000,000 d'habitants ; en 1795, elle devait s'élever à 36,000,000.

1. La Moldavie et la Valachie étaient gouvernées non directement par des *pachas*, comme le reste de l'empire, mais par des *hospodars* nommés par le sultan. A l'ouest de la Turquie, et près des possessions vénitiennes, sur l'Adriatique, se trouvait la petite *république de Raguse*.

2. On considérait à cette époque le Don comme formant la limite de l'Europe à l'est. Les gouvernements de *Kasan*, *Simbirsk*, *Penza*, *Vjatka*, *Perm*, *Astrakhan*, *Saratow*, *Oufa*, aujourd'hui compris en Europe, étaient alors rangés dans la Russie d'Asie.

Résumé. — Comme on l'a vu par ce qui précède, l'Europe comptait en 1789 cinq grandes puissances : à l'est, la *Russie* dominait entre la mer Blanche et la mer Noire, la Caspienne et la Baltique; au centre, la vieille *Autriche* et la jeune *Prusse* se disputaient la suprématie du monde germanique ; à l'ouest, la *France*, affaiblie, mais où fermentaient les idées nouvelles, allait étonner le monde par une prodigieuse transformation ; au nord-ouest, l'*Angleterre* couvrait l'Océan de ses vaisseaux. Les autres puissances pâlissaient : la *Pologne* allait disparaître; l'*Italie* et l'*Allemagne* restaient divisées ; la *Suède*, l'*Espagne*, la *Turquie* descendaient au rang des États secondaires. Les *États-Unis* naissaient au delà des mers ; l'*Hindoustan* devenait anglais, et l'*Australie* recevait ses premiers colons. Le siècle des révolutions commençait.

État moral de l'Europe au dix-huitième siècle. — Après avoir examiné la géographie politique de l'Europe en 1789, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur son état moral. Si l'on examine la situation de l'Europe avant la révolution française, on sera frappé surtout de deux faits importants : le premier, c'est la prépondérance de l'Angleterre sur les mers, de la Russie et de la Prusse, deux États nouveaux, sur le continent ; le second, c'est le besoin des réformes senti par les peuples ; c'est l'expansion des idées nouvelles devant lesquelles s'inclinent les souverains, qui reconnaissent l'existence d'une puissance désormais plus considérable que la leur : celle de l'opinion publique. Ce qui préoccupe le monde à cette époque, c'est moins la bataille de Rosbach ou la prise d'Ismaïl par Souwarow que le nouvel ouvrage de Voltaire ou la dernière théorie émise par Jean-Jacques Rousseau ; moins la victoire de Clive à Plassey que l'opinion de Montesquieu sur la nature des divers gouvernements, que les découvertes de Lavoisier, le fondateur de la chimie, ou les voyages du capitaine Cook, l'illustre marin que Louis XVI ordonnait aux vaisseaux français d'épargner pendant la guerre d'Amérique, et qui mourait à trois mille lieues de l'Europe, martyr de la science à laquelle il avait consacré sa vie[1].

L'Angleterre sous la maison de Hanovre : sa prépondérance maritime; son empire colonial. — Victorieuse de Louis XIV, l'Angleterre, dans la première partie du dix-huitième

1. Le capitaine Cook fut massacré par les sauvages des îles Sandwich, pendant son troisième voyage autour du monde.

siècle, était devenue prépondérante en Europe. Par les traités d'Utrecht (1713), elle avait fait reconnaître de toutes les puissances sa dynastie protestante. Maîtresse de Gibraltar, elle surveillait l'entrée de la Méditerranée. Le traité conclu par sir Méthuen lui livrait le Portugal, et l'épuisement de la Hollande débarrassait les Anglais des seuls rivaux qu'ils eussent à craindre sur mer. Dunkerque démoli ne pouvait plus leur faire ombrage. Terre-Neuve et l'Acadie leur appartenaient; les colonies espagnoles leur étaient ouvertes. Pendant la guerre de Sept ans, malgré l'héroïque résistance de Lally et de Montcalm, les Anglais nous prirent encore l'Inde et l'Amérique, le Canada et la plupart des Antilles (traité de Paris, 1763). En même temps Clive, vainqueur à Plassey du plus puissant souverain du Bengale, Surajah Dowlah, nabab de Murchedabad, plantait le drapeau britannique sur les bords du Gange. Au début même de la révolution française, les Anglais jettent sur les côtes de l'Australie les fondements d'un nouvel empire. Mais toutes ces conquêtes ne suffisent pas à satisfaire les exigences de l'opinion publique dans les îles Britanniques. Elle condamne les violations de la *Déclaration des droits de* 1688; elle attaque, par la bouche du premier Pitt, le système de corruption à l'aide duquel Robert Walpole s'assurait la majorité dans le parlement; elle flétrit, avec Pitt encore, les moyens employés contre les Américains soulevés, condamne l'appel aux Peaux-Rouges, ou lés transactions faites avec ce landgrave de Hesse qui vendait ses sujets au ministère britannique pour les envoyer combattre sur les bords du Connecticut ou de l'Hudson ; par la bouche de Burke, de Sheridan et de Fox, elle accuse les crimes du Verrès moderne, de l'exterminateur des Indiens, de ce Warren-Hastings qui avait organisé la famine sur les bords du Gange et commis des cruautés effrayantes. Bientôt le second Pitt plaidera éloquemment la cause de l'humanité, quand il attaquera la traite des noirs d'Afrique et l'esclavage dans les colonies[1].

La Russie sous Pierre le Grand et Catherine II; conquêtes sur la Suède et la Turquie; les trois partages de la Pologne. — La Russie avait grandi en même temps que

1. Au dix-huitième siècle, l'Angleterre eut successivement pour souverains : Guillaume III, de Nassau, prince d'Orange, et stathouder des Provinces-Unies (1688-1702) ; la reine Anne Stuart, sa belle-sœur (1702-1714); Georges Ier de Hanovre (1714-1727); Georges II (1727-1760); Georges III, petit-fils du précédent (1760-1820).

l'Angleterre. Depuis 1613, elle était gouvernée par les Romanow. Encore tout asiatique et sans influence en Occident sous les czars Michel, Alexis Ier et Fédor III, elle devint toute-puissante sous Pierre le Grand[1], ce prince qui aurait « donné la moitié de ses États au cardinal de Richelieu pour apprendre de lui à gouverner l'autre, » et auquel l'académie des sciences offrait une médaille avec cette inscription : *Vires acquirit eundo.* Sous lui, les Russes ont une nouvelle capitale, non plus intérieure, éloignée et sans débouchés, comme Moscou, mais tout européenne, placée au fond d'un vaste golfe, à l'embouchure d'un grand fleuve, Pétersbourg; ayant devant elle la Baltique, derrière elle la Néva, et abritée par les canons de Cronstadt. Vainqueur de Charles XII à Pultawa, Pierre enlève aux Suédois l'Esthonie, l'Ingrie, la Carélie et la Livonie. Il dispose de la Pologne[2] en faveur d'Auguste II contre Stanislas Leczinski, comme plus tard sa nièce Anne devait en disposer pour Auguste III contre le même Leczinski; il se débarrasse des strélitz en les massacrant, enlève au patriarche de Moscou la direction suprême de la religion grecque orthodoxe, dont il se fait lui-même le chef, atteint la mer d'Azov, la mer Caspienne, et laisse à ses successeurs un programme tout tracé : détruire la Pologne, démembrer la Turquie et la Suède, étreindre l'Europe par le midi et le nord, les Dardanelles et le Sund.

Trente-cinq ans après sa mort, Catherine II, Catherine la Grande (1762-1796), reprend ses projets. Par des victoires et des traités, des cruautés et des perfidies, elle parvient à son but. Elle donne à la Pologne un roi de son choix, Stanislas-Auguste Poniatowski; elle empêche ce malheureux pays de réformer les abus qui le livraient à l'étranger. Elle y maintient la monarchie élective, le *liberum veto*, ou loi qui, en exigeant dans les diètes l'unanimité des suffrages pour qu'un avis fût adopté, était une cause perpétuelle d'anarchie; elle s'oppose, de concert avec ses alliés de Prusse et d'Autriche, à la constitution polonaise du

1. Voici quels sont, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, les czars de la maison de Romanow : Michel III Féodorowitz (1613-1645); Alexis Ier (1645-1677); Fédor III (1677-1682); Pierre Ier le Grand (1682-1725); Catherine Ire, sa veuve (1725-1727); Pierre II, son petit-fils (1727-1730); Anne Iwanowna, sa nièce (1730-1740); Iwan VI (1740-1741); Élisabeth (1741-1761); Pierre III (1761-1762); Catherine II (1762-1796); Paul Ier (1796-1801).

2. Les rois de Pologne pendant cette période sont : Auguste II, de Saxe (1697-1704); Stanislas Leczinski (1704-1709); Auguste II (1709-1733); Stanislas Leczinski (1733); Auguste III, de Saxe (1733-1763); Stanislas-Auguste Poniatowski (1764-1795).

3 mai 1791 ; avec eux aussi elle partage trois fois la Pologne (1772, 1793, 1795), et son général Souwarow peut prononcer sur les ruines de Praga le mot qui n'était pas sorti de la bouche de Kosciusko, tombé sur le champ de bataille de Macejowice : *Finis Poloniæ*. Au sud, elle a deux fois vaincu les Turcs[1] ; elle les a contraints, par les traités de Kaïnardji et d'Iassy, à reculer du Dniéper sur le Boug, du Boug sur le Dniester, à reconnaître d'abord l'indépendance de la Crimée, et ensuite son annexion à la Russie, c'est-à-dire à lui livrer la mer Noire avec tous ses meilleurs ports. Elle tient l'Angleterre en échec, en formant contre elle, pendant la guerre d'Amérique, avec la Suède, le Danemark, la Prusse et l'Autriche, la *ligue de neutralité armée*. Mais, malgré son pouvoir, Catherine flatte les puissants du jour, ceux qui distribuent l'éloge et le blâme, les philosophes. Elle affiche la tolérance religieuse, se représente comme le champion de la civilisation contre les Turcs barbares, contre les Polonais persécuteurs des hérétiques. Elle traduit elle-même le *Bélisaire* de Marmontel, elle achète 150,000 livres la bibliothèque de Diderot, elle donne un Suisse républicain, le colonel Laharpe, pour précepteur à son fils. Elle veut, dit-elle, voir renaître de ses cendres la Grèce d'Homère et de Platon. Voilà pourquoi son petit-fils reçoit le nom de Constantin, pourquoi on grave sur les arcs de triomphe cette inscription : *Chemin de Byzance*. Et Voltaire lui écrit :

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.

La Suède sous Gustave III ; le Danemark sous Frédéric V[2]. — En Suède aussi nous trouvons un souverain actif, et qui veut appliquer à son profit les idées nouvelles. Gustave III (1771-1792), qui avait visité la France sous le nom de comte de Haga, affranchit par deux coups d'État la royauté suédoise du contrôle des sénateurs et de l'aristocratie (1772, 1788). Il lutta vigoureusement contre la Russie (1788-1790), acquit l'île Saint-

1. Les sultans des Turcs au dix-huitième siècle sont : Mustapha II (1695-1703) ; Achmet III (1703-1730) ; Mahmoud Ier (1730-1754) ; Othman III (1754-1757) ; Mustapha III (1757-1774) ; Abdul-Hamid Ier (1774-1789) ; Sélim III (1789-1807).

2. La Suède eut pour souverains au dix-huitième siècle : Charles XII (1697-1718) ; Frédéric Ier de Hesse-Cassel, son beau-frère (1718-1751) ; Adolphe-Frédéric de Holstein (1751-1771) ; Gustave III (1771-1792). — Le Danemark fut gouverné dans le même temps par Frédéric VI (1699-1730) ; Christian VI (1730-1746) ; Frédéric VII (1746-1766) ; Christian VII (1766-1808).

Barthélemy aux Antilles, déclara tous les Suédois égaux devant la loi, et admissibles aux fonctions publiques, sans autre titre que la capacité. Il abolit la torture, interdit la mendicité; des maisons de travail furent organisées pour les pauvres; la tolérance religieuse fut proclamée. Les mines, mieux exploitées, produisirent trois fois plus. Mais Gustave, haï de la noblesse, qu'il avait dépouillée de ses privilèges, fut tué d'un coup de pistolet dans un bal par le capitaine Ankarstrœm, le 15 mars 1792.

Le Danemark entrait avec une égale résolution dans la voie des réformes. Sous Frédéric V (1746-1766), Ernest Bernstorf porta la marine danoise à trente vaisseaux de ligne et vingt frégates. Il abolit le servage des paysans, créa la société d'agriculture et le grand hôpital de Copenhague, accueillit Klopstock en Danemark et envoya en Arabie Niebuhr. Il fut renversé du pouvoir par Struensée en 1771. Celui-ci réforma les lois pénales et combattit l'aristocratie; mais la noblesse irritée conspira sa perte : il fut accusé d'adultère avec la reine Caroline-Mathilde et décapité. André Bernstorf, neveu du ministre de Frédéric V, le remplaça, organisa l'instruction publique en Danemark et se montra digne, par une série d'heureux efforts pour améliorer la condition des paysans, du poste élevé qu'il occupait.

L'Autriche sous Joseph II. — L'Allemagne[1] avait alors un empereur philosophe, le fils de Marie-Thérèse, le frère des reines de France et de Naples, Joseph II (1780-1790). Animé d'excellentes intentions, ce prince, qui avait visité la France sous le nom de comte de Falkenstein, voulut malheureusement aller trop vite. Sans tenir compte des diversités de mœurs, de coutumes, de besoins, d'idées, de langage, qui existaient entre les différentes provinces de ses États, Hongrie et Bohême, Autriche et Pologne, Souabe et Belgique, il les divisa en treize gouvernements et décréta que la langue allemande serait seule reçue en justice. Il supprima les droits féodaux, les douanes provinciales, établit un impôt unique, la conscription, l'égalité devant la loi. Il permit aux protestants le libre exercice de leur culte, confisqua les biens des couvents, supprima le culte des images,

1. Les empereurs d'Allemagne ont été au dix-huitième siècle : Léopold Ier de Habsbourg (1657-1705); Joseph Ier (1705-1711); Charles VI, frère du précédent (1711-1740) ; Charles VII de Bavière (1742-1745); François Ier de Lorraine-Habsbourg, marié à Marie-Thérèse, fille de Charles VI (1745-1765); Joseph II (1765-1790), élu empereur, à la mort de son père, mais qui ne gouverna réellement en Autriche qu'à partir de 1780, après la mort de sa mère; Léopold II, frère du précédent (1790-1792); enfin François II (1792-1806).

et changea les circonscriptions des diocèses, malgré le pape Pie VI, qui entreprit le voyage de Vienne pour lui faire modifier ces dernières mesures.

Trop précipitées, ces réformes réussirent mal, parce qu'elles portaient atteinte aux idées, aux mœurs, aux habitudes des peuples de nationalités diverses qui composaient l'empire autrichien. Au dehors, Joseph fut deux fois arrêté par Frédéric le Grand, au moment où il voulait s'emparer de la Bavière (1779-1785), et la guerre contre les Turcs, commencée de concert avec Catherine II, n'amena point pour l'Autriche les résultats que son souverain en avait espérés. Avant sa mort, l'empereur vit la Belgique se soulever, la révolution française commencer, et il s'écria qu'on devrait graver sur son tombeau : « Ci-gît Joseph II, qui fut malheureux dans toutes ses entreprises. »

La Prusse sous Frédéric II. — Tout réussissait au contraire au roi de Prusse[1]. Cet État récent devenait prépondérant en Allemagne et y remplissait maintenant en face de l'Autriche le rôle qu'avait autrefois joué la Suède pendant la guerre de Trente ans à la tête du parti protestant. C'est en 1414 que l'empereur Sigismond avait donné l'électorat de Brandebourg à Frédéric de Hohenzollern, margrave de Nuremberg. Deux siècles plus tard, à la mort du dernier descendant de cet Albert, cadet de la maison de Brandebourg et grand maître de l'ordre Teutonique, qui, en 1525, avait embrassé la réforme et sécularisé la Prusse, cette province fut réunie aux domaines de la branche aînée (1618). A partir de ce moment, les progrès de la Prusse furent rapides. Sous le grand électeur (1640-1688), elle acquit la Poméranie orientale, Magdebourg, Halberstadt, Minden, Cammin (traités de Westphalie, 1648) ; puis Clèves, la Mark, Ravensberg (traité de Clèves, 1666). Frédéric Ier, son fils, fut proclamé roi en 1701. Après lui, Frédéric-Guillaume Ier organisa

1. Voici quels ont été, dès l'origine, les souverains de la maison de Hohenzollern : Électeurs de Brandebourg : Frédéric Ier (1414-1440) ; Frédéric II Dent-de-Fer (1440-1470) ; Albert l'Achille (1470-1486) ; Jean le Cicéron (1486-1499) ; Joachim Ier le Nestor (1499-1535) ; Joachim II l'Hector (1535-1571) ; Jean-Georges (1571-1598) ; Joachim-Frédéric (1598-1608) ; Jean-Sigismond (1608-1619) ; Georges-Guillaume (1619-1640) ; Frédéric-Guillaume, dit le Grand Électeur (1640-1688) ; Frédéric III (1688-1701). Rois de Prusse : le même, sous le nom de Frédéric Ier (1701-1713) ; Frédéric-Guillaume Ier (1713-1740) ; Frédéric II le Grand (1740-1786) ; Frédéric-Guillaume II, son neveu (1786-1797) ; Frédéric-Guillaume III (1797-1840) ; Frédéric-Guillaume IV (1840-1861) ; Guillaume Ier, frère du précédent, roi de Prusse en 1861, et empereur d'Allemagne en 1871.

l'armée prussienne ; il acquit les principautés de Neuchâtel et de Vallengin ; un peu plus tard, la Haute Gueldre et le pays de Kessel (traités d'Utrecht, 1713) ; sept ans après, les îles d'Usedom et de Vollin, les villes de Stettin et de Gollnow (traité de Stockholm, 1720).

Mais il était réservé à Frédéric II de placer la Prusse à la tête des États du continent. Pendant la guerre de la succession d'Autriche, il enleva à l'impératrice Marie-Thérèse la Silésie. Cette riche province, avec son beau fleuve, l'Oder, avec ses grandes villes, Breslau, Glogau, Brieg, Oppeln, Kösel, Glatz, avec ses riches plaines et ses bois de construction, doublait les revenus du roi de Prusse et augmentait d'un tiers le nombre de ses sujets ; elle couvrait sa capitale et lui ouvrait l'entrée de la Bohême et de la Moravie. Attaqué à la fois par l'Autriche, la Russie, la France, la Saxe et la Suède, Frédéric sut défendre sa conquête pendant sept ans : aux lauriers de Molwitz et de Kesseldorf il ajouta ceux de Lowositz, de Rosbach et de Lissa. En 1745, il avait réuni à ses États l'Ost-Frise. Plus tard encore, lors du premier partage de la Pologne, il acquit la portion de ce pays qui mettait en communication la Prusse et le Brandebourg, jusque-là séparés.

En même temps qu'il augmentait ses États, il les enrichissait en développant l'agriculture par tous les moyens. Après la guerre de Sept ans, il remit à la Silésie six mois de taxes, distribua aux paysans dix-sept mille chevaux, bâtit aux dépens du trésor, en Poméranie, douze cents maisons en une seule année (1763), établit sur le territoire de Magdebourg les émigrés du Voigtland, et, pendant la famine de 1772, attira en Prusse quarante mille paysans bohémiens ou saxons. Les marais de la Poméranie disparurent. La Vistule, l'Oder, la Sprée, le Havel, l'Elbe, furent mis en communication par des canaux. Un port fut creusé à Swinemunde. Berlin, Potsdam, Magdebourg, Spandau, Custrin, Kœnigsberg et Francfort-sur-l'Oder devinrent des villes industrielles. Ami des philosophes, écrivain lui-même en langue française, le roi s'entourait de Maupertuis, de Lamettrie, du marquis d'Argens, et restait en correspondance avec Voltaire, même après s'être brouillé avec lui. Il était l'arbitre de l'Allemagne et mourait tout-puissant en 1786, salué dès son vivant du titre de Grand.

Portugal et Espagne[1] : Pombal et d'Aranda. — Le mouvement qui poussait tous les esprits dans des voies nouvelles

1. Au dix-huitième siècle, le Portugal eut pour souverains : Jean V (1714-

se faisait sentir même au midi de l'Europe. En Portugal, sous Joseph Ier (1755-1777), Joseph Carvalho, marquis de Pombal, réparait les maux causés par le tremblement de terre de Lisbonne du mois de novembre 1755, réorganisait l'armée et la marine, encourageait l'agriculture et l'instruction publique. Il fonda le *collège royal des nobles* en 1766, l'*imprimerie royale* de Lisbonne en 1769 ; il interdit de léguer aux corporations religieuses, par testament, plus d'un tiers des biens du testateur. Il déclara la culture du tabac libre et prohiba l'importation des produits manufacturés de l'étranger. Il annula le pouvoir jusque-là excessif de l'inquisition ; mais il usa contre ses adversaires de rigueurs et d'une violence tyranniques ; on l'a surnommé le Richelieu portugais.

L'Espagne nous présente le même spectacle sous Ferdinand VI (1746-1759) et sous Charles III (1759-1788). Le comte d'Aranda, Florida Blanca et Campomanès, essayèrent de tirer la péninsule de son inertie par une série de mesures qui ne réussirent qu'en partie. Ils signèrent le *Pacte de famille* avec la France; trois écoles militaires furent organisées à Ségovie, Avila, Ocana ; le canal d'Aragon fut creusé. Quatre grandes routes furent ouvertes entre Madrid et la Corogne, au nord-ouest; Barcelone, au nord-est ; Valence, au sud-est ; Séville, au sud-ouest. La banque de Saint-Charles fut instituée, et le commerce des grains déclaré libre. Le droit d'asile fut restreint à deux églises dans Madrid et une dans les autres villes. Enfin, si l'Espagne, pendant la guerre d'Amérique, ne put reprendre Gibraltar aux Anglais, elle recouvra du moins Minorque, dans les Baléares, et la Floride sur le continent américain.

Italie : Beccaria et Tanucci. — En Toscane, sous le grand-duc Léopold (plus tard empereur), Beccaria, l'auteur du *Traité des Délits et des Peines*, abolissait la peine de mort ; il simplifiait les lois civiles, proclamait la liberté du commerce et entreprenait de dessécher la Maremme. A Parme, l'élève de Condillac, Ferdinand, fils de don Philippe, modifiait la législation dans un sens conforme à l'esprit du siècle. A Naples, don Carlos, qui, après avoir été vingt ans roi des Deux-Siciles (1738-1759), devait gouverner l'Espagne sous

1750); Joseph Ier (1750-1777); Marie Ire (1777-1810). — L'Espagne, dans le même temps fut gouvernée par Philippe V (1700-1724); Louis Ier (1724); Philippe V (1724-1746); Ferdinand VI (1746-1759); Charles III (1759-1788); Charles IV (1788-1808).

le nom de Charles III, suivait l'impulsion de son ministre, l'habile Tanucci. Il publia le *code Carolin* (1754), pour établir l'uniformité dans les lois du royaume. Les ecclésiastiques furent soumis à l'impôt, les juifs admis à résider, les nobles perdirent le droit d'être jugés par des tribunaux d'exception ; les revenus publics furent triplés. Malheureusement, sous le règne de Ferdinand IV (1759-1825), Tanucci, après être resté longtemps puissant, fut éloigné par la jeune reine, la trop célèbre Marie-Caroline, sœur de Marie-Antoinette et de Joseph II.

Fondation de la république des États-Unis d'Amérique. — En même temps naissait au delà des mers un État dont la fondation annonçait qu'un droit nouveau allait régner dans le monde. Le 4 juillet 1776, les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord (*New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Maryland, Delaware, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie*) se séparaient de la métropole, et, dans un manifeste signé par Jefferson, John Adams et Benjamin Franklin, elles revendiquaient pour les peuples le droit de choisir eux-mêmes leur gouvernement[1]. On vit le roi de France, c'est-à-dire le représentant de la plus antique dynastie royale de l'ancien monde, se prononcer en faveur des républicains du nouveau ; on vit de jeunes nobles, les Lafayette, les Noailles, aller avec les Polonais Pulaski et Kosciusko mettre leur épée au service

1. Le préambule de la déclaration d'indépendance débutait ainsi : « Lorsque le cours des événements humains met un peuple dans la nécessité de rompre les liens politiques qui l'unissaient à un autre peuple, et de prendre parmi les puissances de la terre la place séparée et le rang d'égalité auxquels il a droit en vertu des lois de la nature et du Dieu de la nature, le respect qu'il doit aux opinions du genre humain exige de lui qu'il expose aux yeux du monde et déclare les motifs qui le forcent à cette séparation.

« Nous regardons comme incontestables et évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : que tous les hommes ont été créés égaux ; qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; que parmi ces droits on doit placer au premier rang la vie, la liberté et la recherche du bonheur ; que, pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés ; que, toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructrice de ces fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement, en établissant ses fondements sur les principes, et en organisant ses pouvoirs dans la forme qui lui paraîtra la plus propre à lui procurer la sûreté ou le bonheur. A la vérité, la prudence dit que pour des motifs légers et des causes

des descendants de ces puritains qui avaient fait la révolution d'Angleterre. Beaumarchais leur envoya des armes. L'envoyé des *insurgents*[1], le célèbre Franklin, fut reçu en triomphe à Paris; voulant mettre son pays sous la protection des philosophes, il présenta son petit-fils à Voltaire, qui venait lui aussi d'être reçu triomphalement à Paris après vingt ans d'absence. Le patriarche de Ferney étendit les mains sur la tête de l'enfant en prononçant ces deux mots : *God and Liberty*; plus tard, d'Alembert devait composer pour Franklin lui-même cette épitaphe :

Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis[2].

Le généralissime américain, Washington, le vainqueur d'York-Town, avait été pendant la lutte intrépide soldat, habile général, plein de sang-froid, de ténacité, de patience dans les revers, de modération au milieu des succès; la paix rétablie, il se montra respectueux observateur des lois et déposa l'épée pour se retirer dans sa retraite de Mount-Vernon, au bord du Potomac, « à l'ombre de sa vigne et de son figuier. » Lorsque la constitution américaine eut été votée par la convention de Philadelphie, la reconnaissance de ses concitoyens lui déféra la présidence de la jeune république, et il prit possession du pou-

passagères, l'on ne doit pas changer des gouvernements établis depuis longtemps; et aussi l'expérience de tous les temps a montré que les hommes sont plus disposés à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'à se faire droit à eux-mêmes en détruisant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations tendant invariablement au même but montre évidemment le dessein de réduire un peuple sous le joug d'un despotisme absolu, ce peuple a le droit, et il est de son devoir de renverser un pareil gouvernement, et de pourvoir par de nouvelles garanties à sa sûreté pour l'avenir. »

1. C'est le nom qu'on donnait aux Américains soulevés contre l'Angleterre.

2. (Il) ravit la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans.

On sait en effet que Franklin, avant d'être un des fondateurs des États-Unis, s'était rendu célèbre par ses travaux scientifiques, ses expériences sur la nature de la foudre, ses découvertes sur l'électricité, et l'invention du *paratonnerre*. Né en 1706 à Boston et fils d'un fabricant de savon, Benjamin Franklin fut d'abord ouvrier, puis maître imprimeur, ensuite directeur des postes dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Chargé, au début des troubles, de soutenir les réclamations de ses compatriotes à Londres, il fut ensuite ambassadeur à Paris; plus tard encore, il eut une part considérable à la rédaction de la constitution américaine. Il mourut en 1790. Il avait publié, pour l'instruction du peuple, l'*Almanach du bonhomme Richard*.

voir le 4 mars 1789[1]. La révolution se terminait ainsi dans le nouveau monde, au moment où elle commençait dans l'ancien.

CHAPITRE II.

Les Institutions de la France avant la Révolution[2].

La France sous l'Ancien Régime. Le gouvernement. Le roi. Les secrétaires d'État. Les conseils. — La Cour. — Le personnel et les dépenses de la cour. — Les trois ordres. Privilèges de la noblesse. — Administration provinciale. Division militaire du royaume en 40 gouvernements. — Division civile et financière en 34 généralités et intendances. Pays d'élections; pays d'imposition; pays d'états. — Intendants. Subdélégués. États provinciaux. — Administration municipale. — Chambres des comptes et cours des aides. Hôtels des monnaies. — Impôts : taille, capitation, vingtièmes, aides, gabelle, corvée. — Fermiers généraux et collecteurs. — État de la propriété. L'agriculture; les droits féodaux; la dîme. — Condition et alimentation du paysan. — Condition de l'habitant des villes. L'industrie et le commerce : douanes intérieures, corporations, jurandes, maîtrises. — La justice : les parlements, leur ressort. — Les pairs de France. Noblesse de robe. — Les présidiaux, le Châtelet, les sénéchaussées ou bailliages, les prévôtés. — Pays de droit coutumier et pays de droit écrit. — Rigueurs du code pénal : erreurs judiciaires fréquentes. — Constitution du clergé. — Instruction publique. Les universités. — L'armée et la marine.

Demande de réformes. Les philosophes : Montesquieu (1689-1755), Voltaire (1694-1778), Rousseau (1712-1778), Diderot (1712-1784); l'Encyclopédie (1751-1772). — Les Économistes : Quesnay (1694-1774), Gournay (1712-1759), Adam Smith (1723-1790).

Tentatives de réformes. Louis XVI (1774). Ministère de Turgot (1774-1776). — Premier ministère de Necker (1778-1781). — Calonne (1783-1787). L'assemblée des notables (1787). — Brienne (1787-1788). Sa lutte contre les parlements. — Second ministère de Necker (1788). Les états généraux convoqués. — Préludes de la Révolution.

La France sous l'Ancien Régime. Le gouvernement. Le roi. Les secrétaires d'État. Les conseils. — Pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle les idées nouvelles s'é-

1. Il fut réélu deux fois président et exerça ainsi la suprême magistrature pendant huit ans (1789-1793, 1793-1797). Il refusa une troisième présidence; et depuis cette époque, bien qu'aucun article de la Constitution n'interdise la réélection illimitée du président de la République, l'exemple de Washington a force de loi; nul n'a été en Amérique placé trois fois de suite à la tête du pouvoir exécutif. Au sortir de charge, Washington se retira définitivement à Mount-Vernon, où il mourut en 1799. C'est à quelque distance de là, sur les bords du Potomac, que les Américains reconnaissants ont bâti leur capitale. Ils lui ont donné le nom du grand homme qui présida aux premiers jours de leur existence comme nation.

2. Consulter, dans l'atlas de M. Chevallier, la *Carte politique et administra-*

taient propagées en France avec une rapidité extrême, tandis que les institutions étaient restées à peu près stationnaires : de ce désaccord devait sortir une révolution. On s'en convaincra facilement en jetant un coup d'œil rapide sur l'état de la société française au dix-huitième siècle. A la tête de la monarchie se trouvait le roi, dont le pouvoir était à peu près absolu. Ses édits, il est vrai, n'avaient force de loi qu'après avoir été enregistrés par les parlements; mais lorsqu'ils s'y refusaient, le souverain les y contraignait dans un *lit de justice.* Il y avait six ministres : le *Chancelier*, le *Contrôleur général des finances*, les *Secrétaires d'État de la maison du roi*, *de la guerre*, *de la marine et des affaires étrangères.* Leurs attributions respectives n'étaient pas bien définies; chacun d'eux, en dehors de son département spécial, s'occupait des affaires intérieures d'une partie du royaume.

Les *conseils* qui participaient à l'administration du royaume étaient au nombre de six : 1° le *grand conseil d'État*, ou *conseil d'en haut ;* 2° le *conseil des dépêches ;* 3° le *conseil royal des finances ;* 4° le *conseil royal du commerce;* 5° le *conseil d'État privé* ou *des parties ;* 6° la *grande chancellerie de France.*

Le grand conseil d'État, ou conseil d'en haut, s'occupait des affaires étrangères et de toutes les questions politiques. Le conseil des dépêches réglait les affaires d'administration intérieure, lisait la correspondance des intendants et y répondait. Le conseil des finances, comme son nom l'indique, connaissait des matières financières, impôts, emprunts, *etc.* Le conseil des parties, ou conseil d'État privé, examinait les requêtes en cassation et en revision d'arrêts, les conflits administratifs ou judiciaires, et les affaires ecclésiastiques. La grande chancellerie scellait les édits et déclarations, les lettres d'anoblissement, *etc.*

On peut encore comprendre au nombre des conseils la *prévôté de l'hôtel du roi* et le *grand conseil.* C'étaient deux corps judiciaires spéciaux devant lesquels se décidaient certaines causes enlevées par le gouvernement à leurs juges naturels. Le grand conseil examinait les procès relatifs aux évêchés et aux bénéfices de nomination royale, les conflits entre les parlements et les présidiaux, et revisait en appel les jugements du grand prévôt.

tive de la France en 1789, et la *Carte judiciaire de la France en* 1789, ainsi que les deux excellents tableaux qui accompagnent ces deux cartes.

La Cour. — A côté ou, pour mieux dire, au-dessus du gouvernement et plus puissante que lui, était *la Cour*. Depuis que Louis XIV avait abandonné Paris, pour éviter le contact du peuple qui avait fait la Fronde, et Saint-Germain, pour éviter la vue des clochers de Saint-Denis qui lui rappelaient que les rois n'étaient pas immortels, Paris et Versailles, la *Ville* et la *Cour*, formaient deux mondes entièrement distincts. Louis XV ne venait jamais à Paris. L'empereur Joseph II, visitant la France sous le règne de Louis XVI, apprit avec stupeur que le roi très chrétien son beau-frère n'était jamais venu à l'Hôtel des Invalides. La cour ne connaissait que la cour.

Sous le règne de Louis XVI, à Versailles, à Trianon, à Fontainebleau, à Compiègne, des hommes élégants et frivoles, parés, poudrés, brodés, de jolies femmes étourdies et gracieuses, se pressaient autour de la jeune reine Marie-Antoinette et de ses favorites, la comtesse Jules de Polignac et sa belle-sœur la comtesse Diane, la princesse de Lamballe, le jeune comte d'Artois, le baron de Besenval, le marquis de Vaudreuil, le duc de Coigny, le duc de Lauzun, le comte de Fersen, le prince de Lambesc, le comte de Guines et le cardinal de Rohan (avant l'affaire du collier). On y jouait gros jeu, on y riait, on y médisait, on y faisait des épigrammes. On s'y entretenait des mérites du dernier cheval anglais acheté par le duc d'Orléans ou du dernier roman de Florian[1]; on y discutait toilette, modes, coiffure. On y tenait pour ou contre la musique de Piccini[2] ou de Gluck[3], de Grétry[4] ou de Monsigny[5], les statues de

1. Florian (Jean-Pierre-Claris de), né au château de Florian, dans le Gard, en 1755 et mort en 1794. Petit-neveu de Voltaire, il devint capitaine de dragons et gentilhomme ordinaire du duc de Penthièvre (fils du comte de Toulouse et par conséquent petit-fils de Louis XIV). Florian a composé des *Comédies : les Deux Billets, Jeannot et Colin, les Deux Jumeaux de Bergame, le Bon Ménage;* des *fables* et des *romans : Estelle et Némorin, Numa Pompilius, Gonzalve de Cordoue*, etc.

2. Piccini (Nicolo), né à Bari en 1728, mort à Passy en 1800, fut appelé à Paris par Marie-Antoinette. Il avait composé la musique de *Zénobie, Roland, Atys, Didon*, etc. Il était le rival de l'allemand Gluck. Le public parisien était alors partagé en *Gluckistes* et *Piccinistes*.

3. Gluck (Christophe), né en 1712, mort en 1787, avait composé *Hélène et Pâris, Alceste, Orphée, Iphigénie en Aulide, Iphigénie en Tauride, Armide, Écho et Narcisse, le Siège de Cythère*. Marie-Antoinette le fit venir à Paris en 1774, mais il retourna mourir à Vienne.

4. Grétry (André-Ernest-Modeste), né à Liège en 1741, mort en 1813. On lui doit les opéras suivants ; *Zémire et Azor, l'Ami de la maison, l'Amant jaloux, l'Épreuve villageoise, Richard Cœur-de-Lion*, etc.

5. Monsigny, né en 1729 près de Saint-Omer, mort en 1817, devint compo-

Falconet[1] ou les bustes de Houdon[2], les tableaux de Greuze[3], de Fragonard[4] ou les marines de Vernet[5], la poésie de Parny[6] ou d'Ossian[7], les romans de Mme de Genlis[8] ou de Bernardin de Saint-Pierre[9], de Ducray-Dumesnil[10] ou de Richard-

siteur de musique après avoir entendu la *Serva padrona* de Pergolèse. Il a composé *les Aveux indiscrets*, *le Cadi dupé*, *On ne s'avise jamais de tout*, *Rose et Colas*, *le Déserteur*, etc.

1. Falconet, né en 1716, mort en 1791. On lui doit la *Statue équestre de Pierre le Grand* (à Saint-Pétersbourg), *Pygmalion*, *Alexandre*, *l'Hiver*, *l'Amour menaçant*, etc.

2. Houdon (Jean-Antoine), né en 1741, mort en 1828, a composé les *Bustes de Diderot*, *de Washington*, *de Franklin*, *de Chénier*, *de Mirabeau*, la *Statue de Voltaire* (du Théâtre-Français), la *Statue de Molière* (du Théâtre-Français), *Diane*, *l'Oiseau mort*, etc.

3. Greuze (Jean-Baptiste), né à Tournon en 1725, mort à Paris en 1805. Ses tableaux les plus connus sont : *l'Enfant qui boude*, *l'Accordée de village*, *le Paralytique*, *la Jeune Fille qui pleure son oiseau mort*, *l'Enfant gâtée*, *la Mère bien-aimée*, *le Fils ingrat*, *la Petite Fille jouant avec un chien noir*, *la Malédiction paternelle*, *la Cruche cassée*, etc.

4. Fragonard (Jean-Honoré), né à Grasse en 1732, mort en 1806, a composé : *le grand prêtre Corésus s'immole pour sauver Callirhoé*, *l'Antre de Pluton*, *l'Absence des parents mise à profit*, *Tête de vieillard*, *Groupes d'enfants*, *le Sacrifice de la rose*, *le Contrat*, *le Verrou*, etc.

5. Claude-Joseph Vernet, né à Avignon en 1714, mort en 1789. On lui doit : *les Vues de Bordeaux*, des *paysages*, des *marines*, des *Vues de Bayonne*, *Vue de Rochefort*, *Vue de la Rochelle*, *le Port de Dieppe*, *les Quatre parties du jour*, *un Brouillard*, *un Clair de lune*, *un Coucher de soleil*, *la Tempête*, décrite avec tant de verve par Diderot (*Regrets sur ma vieille robe de chambre*). Il fut père de Carle Vernet et grand-père d'Horace Vernet. Son contemporain Boucher, né à Paris en 1703, mort en 1770, a composé : des *pastorales*, une *Nativité*, *Angélique et Médor*, *la Caravane*, *le Bain de Diane*, etc. Mme Vigée Lebrun (1755-1842), peintre ordinaire de la reine, fit en 1779 un célèbre *portrait de Marie-Antoinette*, qui se trouve dans le *salon de la Reine*, au château de Versailles.

6. Parny (Évariste-Désiré Desforges de), né à Saint-Paul (île Bourbon) en 1753, mort en 1814, avait publié en 1774 des *poésies érotiques*.

7. L'Écossais Mac-Pherson, né en 1738, mort en 1796, publia, à partir de 1760, sous le nom d'*Ossian*, barde du troisième siècle, des *fragments de poésies anciennes, recueillis dans les montagnes d'Écosse, et traduits de la langue erse et gaëlique*, comme *Fingal*, *Comala*, *la Guerre d'Inistona*, *les Chants de Selma*, *la Guerre de Temora*, *Dargo*, *l'Incendie de Tara*, etc. Son livre reçut un accueil enthousiaste, mais il trouva aussi des critiques passionnés, Johnson, par exemple, qui reprochait à Mac-Pherson d'avoir abusé de la crédulité publique en imprimant ses propres poésies comme l'œuvre d'Ossian.

8. Mme de Genlis (Ducrest de Saint-Aubin), née en 1746, morte en 1830. Mariée au comte Bruslart de Genlis, marquis de Sillery, elle fut introduite par sa tante, Mme de Montesson, dans la maison du duc d'Orléans, et devint gouvernante de ses enfants. Elle composa le *Théâtre d'éducation*, les *Annales de la vertu*, *Adèle et Théodore*, les *Veillées du château*, etc.

9. Bernardin de Saint-Pierre, né au Havre en 1737, mort en 1814. Il publia en 1784 les *Études de la nature*, et, en 1788, *Paul et Virginie*.

10. Ducray-Dumesnil, né à Paris en 1761, mort en 1819. Ses premiers ro-

son[1]. La poudre et les mouches, la chevelure relevée ou flottante, les manchons, les diamants de telle ou telle forme y avaient leurs défenseurs passionnés ou leurs adversaires systématiques. On y jouait le *Mariage de Figaro* avec la reine devenue *Rosine*, et le comte d'Artois transformé en *comte Almaviva*. On y raffolait de la nature, entrevue à travers l'*Estelle et Némorin* de Florian et les idylles de Gessner[2]; dans les jardins et les bosquets du Petit Trianon, les grandes dames métamorphosées en bergères se faisaient un jeu de traire de petites vaches bien propres et de serrer dans leurs bras de petits moutons blancs enguirlandés de rubans roses.

La cour faisait et défaisait les ministres. Elle renvoyait Turgot et chassait Necker par ses jeux de mots; elle soutenait Calonne et créait Brienne. Elle imaginait des sinécures pour pensionner les favoris, s'opposait à la réforme des abus, et quand par hasard il était question de supprimer une place inutile, elle s'écriait : « Cela ne se voit qu'en Turquie ! » Elle s'avançait le sourire aux lèvres, en la préparant et sans la prévoir, au-devant de la Révolution.

La cour avait cependant prévu la Révolution sous Louis XV : « Cela durera bien autant que moi ! » avait l'habitude de dire ce roi qu'on avait, en 1744, surnommé *le Bien-Aimé;* et Madame de Pompadour ajoutait : « Après nous le déluge ! »

Le personnel et les dépenses de la cour. — Les dépenses de la cour atteignaient un chiffre effrayant. Au dix-huitieme siècle, dit un historien, « dès qu'un prince ou une princesse est d'âge, on lui forme une maison; dès qu'un prince se marie, on forme une maison à sa femme; et par maison entendez une représentation à quinze ou vingt services distincts, écurie, vénerie, chapelle, faculté, chambre, garde-robe, chambre aux deniers, bouche, paneterie-bouche, cuisine-bouche, échansonnerie, fruiterie, fourrerie, cuisine-commun, cabinet, conseil; elle ne se sent point princesse sans cela. Il y a 274 charges chez le duc

mans furent *Lolotte et Fanfan*, *Alexis ou la maisonnette dans les bois*, *Petit-Jacques et Georgette*, auxquels il ajouta plus tard *Victor ou l'Enfant de la forêt*, *les Petits Orphelins du hameau*, *Cœlina ou l'Enfant du mystère*, *Paul ou la Ferme abandonnée*, *les Soirées de la chaumière*, etc.

1. Samuel Richardson, né en 1689, mort en 1761. Ses plus célèbres romans, *Paméla*, *Clarisse Harlowe*, *sir Charles Grandisson*, traduits de l'anglais par l'abbé Prévost et Letourneur, furent accueillis avec une admiration passionnée, dont Diderot s'est fait l'écho.

2. Gessner (Salomon), fils d'un libraire de Zurich, né en 1730, mort en 1788, a composé des poèmes d'un ton sentimental et déclamatoire, *la Nuit*, *Daphnis*, *la Mort d'Abel*, *le Premier Navigateur*, et de jolies *idylles*.

d'Orléans, 210 chez Mesdames, 68 chez madame Élisabeth, 239 chez la comtesse d'Artois, 256 chez la comtesse de Provence, 496 chez la reine. Lorsqu'il s'agit de former une maison à madame Royale, âgée d'un mois, « la reine, écrit « l'ambassadeur d'Autriche, veut supprimer une mollesse nui- « sible, une affluence inutile de gens de service, et tout usage « propre à faire naître des sentiments d'orgueil. Malgré le re- « tranchement susdit, la maison de la jeune princesse se « montera encore à près de 80 personnes destinées au service « unique de sa personne royale. » La maison civile de Monsieur en comprend 420, et sa maison militaire 179; celle du comte d'Artois 237 et sa maison civile 456.... Par cet éclat des astres secondaires, jugez de la splendeur du soleil royal.

« Il faut au roi une garde, infanterie, cavalerie, gardes du corps, gardes françaises, gardes suisses, Cent Suisses, chevaux-légers de la garde, gendarmes de la garde, gardes de la porte, 9,050 hommes, coûtant chaque année 7,681,000 livres.... Étant gentilhomme, le roi est cavalier, et il lui faut une écurie proportionnée, 1857 chevaux, 217 voitures, 1458 hommes, qu'il habille, et dont la livrée coûte 540,000 francs par an; outre cela, 38 écuyers de main, cavalcadours et ordinaires; outre cela, 20 gouverneurs, sous-gouverneurs, aumôniers, professeurs, cuisiniers et valets pour gouverner, instruire et servir les pages; outre cela, une trentaine de médecins, apothicaires, garde-malades, intendants, trésoriers, ouvriers, marchands brevetés et payés pour les accessoires de ce service : en tout plus de 1500 hommes. On achète pour 250,000 francs de chevaux par an, et il y a des haras en Limousin et en Normandie pour la remonte. 287 chevaux sont exercés tous les jours dans les deux manèges; il y a 443 chevaux de selle dans la petite écurie, 437 dans la grande, et cela ne suffit pas à la « vivacité du service ». Le tout coûte 4,600,000 livres en 1775 et monte à 6,200,000 livres en 1787.... Autre goût de gentilhomme, qui est une suite du précédent : la chasse. Elle coûte au roi de 1,100,000 à 1,200,000 francs par an et occupe 280 chevaux outre ceux des deux écuries. On ne saurait imaginer un équipage plus varié ni plus complet : meute pour le sanglier, meute pour le loup, meute pour le chevreuil, vol pour corneille, vol pour pie, vol pour émerillon, vol pour lièvre, vol pour les champs. On dépense, en 1783, 179,194 livres pour la nourriture des chevaux et 52,412 livres pour celle des chiens. » (*Les Origines de la France Contemporaine*, par H. Taine. T. I. *L'Ancien Régime.*)

Les trois ordres. Privilèges de la noblesse.—La nation était divisée en trois ordres : 1° le *clergé;* 2° la *noblesse*, c'est-à-dire ceux dont la plupart, suivant la mot de Beaumarchais, « s'étaient donné la peine de naître et rien de plus »; 3° enfin le dernier des trois ordres, celui qui supportait presque seul toutes les charges, « et qui, comme le disait Sieyès, n'était rien, devait être tout, et voulait être quelque chose » : le *tiers état.*

La population totale de la France était évaluée à 25,000,000 d'habitants, parmi lesquels environ 83,000 nobles et 250,000 ecclésiastiques.

Les nobles jouissaient de nombreux privilèges honorifiques ou utiles. Seuls les membres de la plus haute noblesse pouvaient faire partie de l'*ordre du Saint-Esprit*[1]. A peu près seuls ils étaient admis dans l'*ordre de Saint-Louis*[2], dans ceux *du Mérite militaire*[3], de *Saint-Michel*[4], et dans celui de *Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel*[5].

Les nobles dont les titres remontaient à 1399 avaient entrée à la cour et droit de monter dans les carrosses du roi. Ceux qui avaient cent quarante ans de noblesse prouvée pouvaient placer leurs filles dans la maison de Saint-Cyr, et leurs fils dans les écoles militaires. Ils pouvaient également (à l'exclusion des roturiers depuis 1781) devenir officiers dans l'armée. Ils étaient exempts de la plupart des impôts, de la taille, de la corvée. Ils n'avaient point à payer la gabelle, recevant gratuitement le sel du roi sous le nom de *franc-salé.* Enfin, sur leurs terres, s'ils n'avaient plus conservé de droits politiques, ils possédaient encore la plupart des *droits utiles.* On les trouvera énumérés plus loin dans le paragraphe relatif à l'état de la propriété.

1. L'*ordre du Saint-Esprit*, composé de 100 chevaliers, avait été institué par Henri III le 1er janvier 1579. Les marques distinctives consistaient dans un cordon bleu et un collier.

2. L'*ordre royal et militaire de Saint-Louis* fut créé par Louis XIV en 1693. Pour être chevalier de Saint-Louis il fallait être catholique et officier depuis dix ans. La décoration consistait en une croix suspendue à un ruban rouge, et portant cette devise : *Bellicæ virtutis præmium.*

3. L'*ordre du Mérite militaire* avait été institué par Louis XV en 1759, pour les officiers protestants.

4. L'*ordre de Saint-Michel* avait été créé par Louis XI en 1469. Le cordon était noir. Au dix-huitième siècle on le donnait souvent à des roturiers.

5. L'*ordre de Saint-Lazare de Jérusalem* remontait aux croisades; Henri IV le réunit à celui de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, qu'il avait créé en 1608.

Beaucoup de seigneurs avaient le droit de rendre la justice, mais seulement en matière relative à la perception des droits féodaux. Dans les villages, le juge du seigneur avait aussi des attributions de police.

Le droit d'ainesse existait dans les familles nobles. S'il n'y avait que deux enfants, l'aîné conservait les titres originaires de la famille, ses armes, son cri, le principal manoir et les deux tiers des biens. S'il y avait plus de deux enfants, l'aîné n'avait que la moitié. Le reste était partagé par portions égales entre les autres enfants.

Administration provinciale. Division militaire du royaume en 40 gouvernements. — Au point de vue militaire, la France était partagée en 32 grands gouvernements et 8 petits, ayant à leur tête des *gouverneurs ;* au point de vue de l'administration civile et financière, elle était divisée en 34 *généralités* ou intendances dirigées par des *intendants*. Jusqu'au règne de Louis XIII, les gouverneurs existaient seuls et réunissaient dans leurs mains tous les pouvoirs. A cette époque, en 1635, le cardinal de Richelieu, les trouvant trop puissants, avait placé à côté d'eux des intendants.

Les gouverneurs, en 1789, avaient pour principale attribution de transmettre les ordres du roi aux autorités militaires inférieures. Dans les pays d'états, ils présidaient les assemblées provinciales. Chaque gouverneur avait le droit d'entretenir une compagnie de gardes.

Il faut se garder de confondre les 32 grands gouvernements avec les anciennes provinces dont ils portaient les noms, sans avoir conservé les mêmes limites. Ces gouvernements étaient : 1° l'*Ile de France;* 2° la *Flandre ;* 3° l'*Artois ;* 4° la *Picardie;* 5° la *Normandie ;* 6° la *Bretagne :* 7° le *Maine;* 8° l'*Anjou;* 9° la *Touraine;* 10° l'*Orléanais ;* 11° le *Nivernais;* 12° la *Champagne;* 13° la *Lorraine ;* 14° l'*Alsace ;* 15° la *Bourgogne ;* 16° la *Franche-Comté;* 17° le *Lyonnais ;* 18° le *Bourbonnais ;* 19° le *Berry ;* 20° le *Poitou ;* 21° la *Saintonge* et l'*Angoumois ;* 22° l'*Aunis ;* 23° le *Limousin ;* 24° l'*Auvergne;* 25° la *Marche ;* 26° la *Guyenne* et la *Gascogne ;* 27° le *Béarn ;* 28° le *comté de Foix;* 29° le *Roussillon;* 30° le *Languedoc;* 31° le *Dauphiné;* 32° la *Provence*. Les 8 petits gouvernements étaient : 1° *Paris ;* 2° *Metz et Verdun ;* 3° *Toul;* 4° *Sedan;* 5° *Boulogne* et *pays reconquis;* 6° le *Havre ;* 7° *Saumur ;* 8° la *Corse*.

Un certain nombre de pays étrangers à la souveraineté du roi étaient enclavés en France : *Avignon* et le *comtat Venaissin*

appartenaient au pape ; la *principauté de Montbéliard* au duc de Wurtemberg ; *Mulhouse* était ville libre alliée aux Suisses ; le *comté de Salm* et plusieurs autres seigneuries enclavées en Alsace et en Lorraine relevaient de l'Empire.

Division civile et financière en 34 généralités et intendances. Pays d'élections[1] ; pays d'imposition ; pays d'états. — Sous le rapport financier la France se partageait en *pays d'élections*, *pays d'imposition* et *pays d'états*. Les pays d'élections étaient ceux dans lesquels le chiffre de l'impôt était fixé par le gouvernement sans consulter les contribuables; mais les administrations locales intervenaient dans la répartition. Les pays d'imposition étaient ceux qui avaient été réunis à la France au dix-septième et au dix-huitième siècle, et dans la plupart desquels le gouvernement fixait le chiffre et déterminait lui-même la répartition des impôts. Les pays d'états étaient ceux qui, comme le Dauphiné, la Bretagne, la Provence, *etc.*, avaient conservé le droit de voter eux-mêmes leurs impôts par l'organe de leurs états provinciaux.

Les généralités et intendances étaient réparties ainsi qu'il suit :

Vingt généralités dans les pays d'élections : 1° de *Paris ;* 2° d'*Alençon ;* 3° d'*Amiens ;* 4° d'*Auch ;* 5° de *Bordeaux ;* 6° de *Bourges ;* 7° de *Caen ;* 8° de *Châlons ;* 9° de *Grenoble ;* 10° de *la Rochelle ;* 11° de *Limoges ;* 12° de *Lyon* ; 13° de *Montauban ;* 14° de *Moulins ;* 15° d'*Orléans ;* 16° de *Poitiers ;* 17° de *Riom ;* 18° de *Rouen ;* 19° de *Soissons ;* 20° de *Tours*. Ces vingt généralités étaient subdivisées en 175 *élections.*

Huit dans les pays d'imposition : 1° intendances d'*Alsace ;* 2° de *Corse ;* 3° de *Hainaut* et de *Cambraisis ;* 4° de *Lorraine et Barrois ;* 5° de *Roussillon ;* 6° généralités de *Franche-Comté ;* 7° de *Metz* et 8° de *Flandre et Artois*[2]. De ces huit généralités et intendances, l'Alsace, le Hainaut et Cambraisis, la Flandre et Metz étaient divisés en *subdélégations ;* Nancy, la Franche-

1. Voici l'origine du nom de *pays d'élections :* pendant la captivité du roi Jean, les états généraux, par l'ordonnance du 3 mars 1357, rédigée sous l'influence d'Etienne Marcel, avaient décidé qu'à l'avenir le soin de lever les impôts appartiendrait à des taxateurs *élus* dans chaque canton; les circonscriptions financières devaient porter le nom d'*élections.* Quelques années après, le roi Charles V prit pour lui-même le droit de désigner les taxateurs, sans rien changer aux dénominations adoptées d'*élus* et d'*élections.*

2. Bien que la Flandre et l'Artois ne formassent qu'une seule généralité, la Flandre était pays d'imposition, l'Artois pays d'états.

Comté, l'Artois, en *bailliages;* le Roussillon en *vigueries;* la Corse en *juridictions.*

Six dans les pays d'états : 1° généralité de *Bourgogne;* 2° et 3° de *Toulouse* et de *Montpellier*, administrées par le même intendant ; 4° d'*Aix ;* 5° intendance de *Bretagne;* 6° de *Pau* et de *Bayonne.* La généralité de Bourgogne était subdivisée en *bailliages et élections ;* celles de Toulouse, de Montpellier et de Bretagne en *diocèses ;* celle d'Aix en *vigueries.*

Intendants. Subdélégués. États provinciaux. — L'*intendant* était le premier magistrat civil de chaque généralité. Il était nommé presque toujours par le contrôleur général des finances. Administration, travaux publics, agriculture, industrie, commerce, police, levée des milices, ses fonctions s'étendaient à tout. L'intendant était d'ordinaire un nouvel anobli. Il nommait ses *subdélégués*, pris parmi les roturiers et révocables à sa volonté. L'intendant, suivant l'expression d'un historien, était à la fois « administrateur et juge. » Il correspondait avec tous les ministres; il était « l'agent unique, dans la province, de toutes les volontés du gouvernement. » (A. de Tocqueville, l'*Ancien Régime et la Révolution*). C'est ce qui faisait dire à Law : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. *Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants.* Vous n'avez ni parlement, ni états, ni gouverneurs ; ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces, de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. »

Les *états provinciaux* se réunissaient tous les trois ans en Bourgogne, tous les deux ans en Bretagne, chaque année en Flandre, en Artois, dans le Cambraisis, en Béarn, en Languedoc, en Provence.

Administration municipale. — A Paris, l'administration municipale se composait d'un *prévôt des marchands*, de quatre *échevins*, un *procureur du roi*, un *avocat du roi*, un *substitut* et un *greffier*. Le prévôt des marchands était nommé par le roi pour deux années. Les autres membres de la municipalité, en principe, étaient élus par les notables bourgeois ; mais leurs noms étaient désignés d'avance par le roi, et l'élection n'était plus qu'une formalité.

Dans les villes de province, les *maires*, *échevins*, *conseillers* et *receveurs-syndics*, qui composaient les *municipalités*, tantôt achetaient leurs fonctions, tantôt étaient élus par

les habitants, tantôt étaient nommés par le roi ou par les gouverneurs.

Dans chaque village il y avait un *syndic* ou *maire*, dont le rôle se réduisait presque à répartir la taille avec les chefs de famille. Il était nommé ou par l'intendant, ou par le seigneur de la paroisse. A partir de 1787, les communes recouvrèrent le droit d'élection.

Chambres des comptes et cours des aides. Hôtels des monnaies. — La juridiction en matière de finances appartenait aux *chambres des comptes* et aux *cours des aides*.

Les chambres des comptes examinaient les comptes de ceux qui maniaient les deniers du roi, ceux des pays d'états et des villes, recevaient l'hommage des vassaux de la couronne, enregistraient les pensions, les lettres de naturalité, de légitimation, *etc.*

Les cours des aides connaissaient des matières relatives aux tailles, aides, gabelles, et jugeaient les appels des élections, greniers à sel, *etc.*

Il y avait onze chambres des comptes : *Paris*, *Dijon*, *Rouen*, *Grenoble*, *Nantes*, *Aix*, *Dôle, Nevers*[1], *Nancy*, *Bar-le-Duc*, *Montpellier*, *Pau*. Les cours des aides étaient au nombre de six : *Paris*, *Montpellier*, *Rouen*, *Clermont-Ferrand*, *Bordeaux*, *Montauban*. Il y en avait eu autrefois trois autres : celle de *Pau*, créée en 1632 et unie presque aussitôt au parlement de la même ville ; celle de *Grenoble*, créée d'abord à Vienne (1638), puis supprimée et réunie au parlement de Grenoble (1658) ; enfin celle de Provence, unie dès l'origine au parlement d'Aix.

Il y avait eu autrefois en France trente et une villes où l'on battait monnaie ; dix-sept hôtels des monnaies avaient conservé ce droit ; les pièces frappées dans chacun d'eux portaient une marque distinctive. En voici la liste avec l'indication de cette marque : *Paris*, A ; *Rouen*, B ; *Lyon*, D ; *la Rochelle*, H ; *Limoges*, I ; *Bordeaux*, K ; *Bayonne*, L ; *Toulouse*, M ; *Montpellier*, N ; *Perpignan*, Q ; *Orléans*, R ; *Nantes*, T ; *Metz*, AA ; *Strasbourg*, BB ; *Lille*, VV ; *Marseille*, MM ; *Pau*, une vache.

1. La chambre des comptes de Nevers s'appelait *chambre ducale*. Instituée par les anciens ducs de Nevers pour la conservation de leurs domaines et revenus, elle avait été maintenue par les héritiers de Mazarin, devenus ducs de Nevers, Rethel et Donzy. — La chambre des comptes de Pau avait été jointe en 1691 au parlement de cette ville ; celle de Montpellier avait été jointe sous le même règne à la cour des aides du même lieu.

Impôts : taille, capitation, vingtièmes, aides, gabelle, corvée. — Les impôts étaient considérables, et leur poids d'autant plus lourd qu'ils tombaient sur la classe la moins riche, c'est-à-dire sur le tiers état. Il fallait payer d'abord la *taille*. c'est-à-dire l'impôt foncier ou direct. Rendue permanente sous Charles VII, la *taille* pesait sur les seuls roturiers. Suivant les pays, elle était *personnelle*, ou *mixte*, ou *réelle*. La taille personnelle ou mixte portait sur tous les biens mobiliers et immobiliers du contribuable. La taille réelle portait sur les biens-fonds. Ensuite venait la *capitation*, que nous appellerions aujourd'hui cote personnelle. La capitation était devenue permanente en 1701. Le clergé en était exempt, et la noblesse ne la payait qu'imparfaitement. Cet impôt, en 1784, produisait 35,000,000 de livres.

Les deux *vingtièmes* sur les revenus, établis en 1748 et 1756 étaient payés par tout le monde et produisaient environ 55,000,000. Les *aides* ou impôts indirects comprenaient les droits sur le vin, les boissons, les huiles, les ouvrages d'or et d'argent, la fabrication des fers, les aciers, les cartes, le papier, l'amidon, la marque des cuirs. Le gouvernement avait la régie des poudres et le monopole des tabacs. Ajoutons encore les octrois des villes.

Une autre source de revenus consistait dans la *gabelle*, ou monopole du sel, qui remontait à Philippe VI. La France était divisée en six régions de gabelles : 1° celle des *grandes gabelles* payait le quintal de sel 62 livres ; 2° celle des *petites gabelles*, 33 livres 10 sous ; 3° celle des *pays de salines*, 21 livres 10 sous ; 4° celle des *pays rédimés*, de 6 à 12 livres ; 5° celle des *provinces franches*, de 40 sous à 9 livres ; 6° celle du *pays de quart-bouillon* (nom du sable imprégné de sel qu'on y faisait bouillir), 16 livres. Cette vente se faisait donc d'une façon fort arbitraire. Dans l'Artois le sel ne valait que 4 livres ou même 40 sous le quintal, tandis qu'il se vendait à Amiens 62 livres. Dans certaines provinces, chaque personne au-dessus de sept ans était forcée d'acheter tous les ans, au grenier du roi, au moins sept livres de sel ; dans d'autres, au contraire, on ne pouvait obtenir le sel qu'on demandait en sus de la taxe. En 1787, le peuple paya pour la gabelle 76,592,532 livres. La contrebande du sel amenait chaque année près de 4,000 saisies dans les habitations et plus de 10,000 arrestations de faux-sauniers des deux sexes.

Enfin venaient les *corvées*, ou journées de travail dues par

tous les roturiers pour l'établissement ou l'entretien des routes.

Dans son discours prononcé à l'ouverture des états généraux, le 5 mai 1789, Necker accusait 475,294,000 livres de recettes annuelles, 531,444,000 livres de dépenses, c'est-à-dire un déficit de 56,150,000 livres.

Fermiers généraux et collecteurs. — Les impôts étaient perçus par les *fermiers généraux*, qui prenaient à bail le recouvrement des taxes dans les provinces et rançonnaient le contribuable afin d'en tirer plus qu'ils ne donnaient au gouvernement. Dans chaque *paroisse*, un *collecteur*[1] désigné par l'intendant devait répartir et lever à ses risques et périls l'impôt exigé de ses concitoyens.

Voici comment l'*assemblée provinciale du Berry*, dont les membres étaient tous privilégiés, par conséquent exempts de la taille et désignés par le roi, appréciaient la position du collecteur dans son compte rendu de 1779 : « Comme tout le monde veut éviter la charge de collecteur, il faut que chacun la prenne à son tour. La levée de la taille est donc confiée tous les ans à un nouveau collecteur, sans égard à la capacité ou à l'honnêteté ; aussi la confection de chaque rôle se ressent du caractère de celui qui le fait. Le collecteur y imprime ses craintes, ses faiblesses ou ses vices. Comment, d'ailleurs, y réussirait-il bien ? Il agit dans les ténèbres : car qui sait au juste la richesse de son voisin et la proportion de cette richesse avec celle d'un autre ? Cependant l'opinion du collecteur seul doit former la décision, et il est responsable sur tous ses biens, et même par corps, de la recette. D'ordinaire, il lui faut perdre la moitié de ses journées à courir chez les contribuables. Ceux qui ne savent pas lire sont obligés d'aller chercher dans le voisinage quelqu'un qui les supplée... La préférence pour ses parents, pour ses amis et ses voisins, la haine, la vengeance contre ses ennemis, le besoin d'un protecteur, la crainte de déplaire à un citoyen aisé qui donne de l'ouvrage, combattent dans le cœur du collecteur les sentiments de la justice. »

Trop considérable, le poids des impôts se trouvait donc encore aggravé par un mode de perception vicieux. Aussi les prisons étaient-elles pleines de gens arrêtés pour refus de payer, ou que la misère avait réduits au vagabondage. En 1767, on arrêta cinquante mille mendiants.

1. Chaque habitant de la paroisse était collecteur à son tour.

État de la propriété. L'agriculture; les droits féodaux; la dîme. — L'état de la propriété différait d'après la condition des possesseurs. Les biens ecclésiastiques, connus sous le nom de *biens de mainmorte*, ne payaient aucun impôt. Les assemblées du clergé accordaient cependant de temps à autre au gouvernement une aide pécuniaire, sous le nom de *don gratuit*. Les biens nobles, exempts de la taille, n'étaient soumis qu'aux vingtièmes. Tout le poids retombait sur le tiers état, surtout sur les populations agricoles.

Le paysan n'était pas quitte lorsqu'il avait rempli ses obligations envers le roi, tailles, aides, gabelle, corvée. Il fallait encore supporter les *droits féodaux* de toute sorte : la *taille seigneuriale*, dont la quotité variait suivant les lieux ; le *droit de pulvérage*, pris sur le troupeau qui passait dans le fief, à cause de la poussière qu'il élevait ; celui de *banvin*, qui empêchait les vassaux de vendre leurs denrées pendant un certain temps, pour que le seigneur pût écouler les siennes sans concurrence : ainsi le seigneur vendait seul son vin pendant un mois ou quarante jours avant que le paysan pût mettre le sien en vente ; celui de *banalité*, ou droit qu'avait le seigneur de forcer ses vassaux à venir au *moulin*, au *four*, au *pressoir* seigneurial, et de les empêcher d'en bâtir eux-mêmes ; le droit de *triage*, ou réserve d'un tiers sur les communaux ; enfin les *droits de chasse*, qui exposaient la récolte du paysan à être foulée par les gens, les chevaux et les chiens du seigneur ; les *droits de colombier*, qui permettaient au seigneur de faire manger par ses pigeons le grain du laboureur, de *pâturage* avant la première coupe ; enfin, des redevances de toute espèce en nature et en argent.

Les droits féodaux étaient devenus beaucoup plus lourds, à mesure que la noblesse abandonnait la province et laissait ses châteaux déserts. Au dix-huitième siècle cet abandon était devenu général. Tous les seigneurs voulaient vivre à la cour, à Versailles ou à Paris, au centre des affaires et des plaisirs, sous les yeux du maître, de qui dépendaient les faveurs, le crédit et l'avancement ; mais à la cour la vie était coûteuse : sans cesse le seigneur écrivait à son intendant pour hâter l'arrivée de ses revenus. A leur tour, l'intendant, l'homme d'affaires pressaient le paysan, sur lequel ils prélevaient eux-mêmes leur part, avec une rigueur impitoyable. Le seigneur, qui, s'il avait été présent, se serait montré plus humain, ignorait tout ou fermait les yeux.

Si maltraité par les droits féodaux, l'habitant des campagnes avait encore à payer la *dîme* au clergé. Cette redevance se composait généralement du dixième des fruits de la terre, comme son nom l'indiquait. Aussi l'agriculture, écrasée de charges, produisait-elle peu. La liberté du commerce des grains n'existant pas, il pouvait y avoir excédent de récolte dans une province et disette dans la province voisine. Le paysan était pauvre ou feignait de l'être, comme ce Bourguignon dont parle Rousseau, qui ne montrait que du pain noir et du lait caillé, cachant sa viande et son vin dans la crainte des collecteurs.

Condition et alimentation du paysan.— Le pain de froment coûtait alors, comme aujourd'hui, de trois à quatre sous la livre; mais le salaire moyen d'une journée de travail n'était que de dix-neuf sous au lieu de quarante. Malgré les louables efforts tentés récemment par Parmentier et par Louis XVI lui-même, à cette époque, « la pomme de terre est à peine connue, et, selon Arthur Young, sur cent paysans quatre-vingt-dix-neuf refuseraient d'en manger. » D'après les rapports des intendants, le fond de la nourriture en Normandie est l'avoine; dans l'élection de Troyes le sarrasin; dans la Marche et le Limousin le sarrasin avec des châtaignes et des raves; en Auvergne le sarrasin, les châtaignes, le lait caillé et un peu de chèvre salée; en Beauce un mélange d'orge et de seigle; en Berry un mélange d'orge et d'avoine. Point de pain de froment : le paysan ne consomme que les farines inférieures, parce qu'il ne peut payer son pain que deux sous la livre. Point de viande de boucherie : tout au plus il tue un porc par an. Sa maison est en pisé, couverte de chaume, sans fenêtres, et la terre battue en est le plancher, même quand le terrain fournit de bons matériaux, pierre, ardoises et tuiles ; les fenêtres n'ont point de vitres. Dans une paroisse de Normandie, en 1789, « la plupart sont bâties sur quatre fourches; » souvent ce sont des étables ou des granges « où l'on a élevé une cheminée avec quatre gaules et de la boue. » (Taine, les *Origines de la France contemporaine.*)

Condition de l'habitant des villes. L'industrie et le commerce : douanes intérieures, corporations, jurandes, maîtrises. — L'habitant des villes était-il plus heureux ? L'industrie et le commerce étaient-ils plus florissants que l'agriculture? Remarquons d'abord que les produits ne pouvaient circuler de ville à ville et de province à province sans payer des droits énormes. Partout des *douanes intérieures* et des *péages* s'opposaient aux échanges. De Saint-Rambert jusqu'à Nantes, il y

avait vingt-huit péages sur la Loire. L'abbaye de Fontevrault (près Saumur) en imposait un chaque année pendant quinze jours de janvier et quinze jours de mai. Le connétable de Lesdiguières avait établi, de son autorité privée, la douane de Valence sur le Rhône, pour entretenir ses soldats. Elle fut maintenue pendant deux siècles, malgré d'incessantes réclamations. Après avoir fait trois mille lieues et traversé l'Océan, les produits de la Chine ou du Japon ne coûtaient en France que trois ou quatre fois ce qu'ils avaient coûté au Japon ou en Chine, tandis qu'une mesure de vin, qui coûtait un sou à Orléans, en valait vingt en Normandie, à cause des douanes intérieures.

Dans chaque ville, les marchands ou *maîtres* appartenant à chaque corps de métier formaient, avec leurs *compagnons* (ouvriers) et leurs apprentis, une *corporation*. On appelait *maîtrise* la réunion des maîtres ; *jurande* celle des *jurés* de la corporation chargés d'en faire respecter les règlements constitutifs. Pour exercer un métier, il fallait nécessairement faire partie d'une corporation. On devait d'abord trouver un maître qui consentît à vous prendre pour *apprenti*, s'engager à le servir pendant cinq, six, et même sept ans, et payer les frais d'apprentissage, qui étaient considérables, puisque rien qu'en entrant il fallait dépenser souvent cinq cents livres. Ensuite l'apprenti devenait *compagnon* et restait dans cette nouvelle position un espace de temps au moins double du premier, ne pouvant travailler pour lui-même, mais seulement pour le maître, dont il recevait un minime salaire. Enfin, s'il voulait devenir *maître* à son tour, il fallait payer des droits considérables, passer un examen devant les autres maîtres et exécuter le *chef-d'œuvre*. Ces difficultés, immenses pour l'ouvrier, étaient à peu près nulles pour le fils de maître qui succédait à son père après un semblant d'examen. De la sorte le privilège de fabriquer et de vendre se transmettait dans les mêmes familles comme un fief. Si l'on n'avait été successivement *apprenti*, *compagnon* et *maître*, on n'avait pas le droit d'exercer un métier ; fût-on en état de bien exécuter un travail, on ne pouvait chercher dans ce travail les moyens de vivre. Le résultat, c'était une extrême misère parmi les ouvriers des villes, et, la concurrence n'existant pas, les objets fabriqués se maintenaient à des prix considérables, au détriment du consommateur.

La justice : les parlements ; leur ressort. — A la tête de l'organisation judiciaire se trouvait le *parlement* de Paris.

constitué en 1302. Il était composé de sept *chambres* : la *grand'chambre*, la *Tournelle* ou *chambre criminelle*, trois *chambres des enquêtes* et deux *des requêtes*.

La grand'chambre connaissait des causes qui concernaient les pairs et recevait leurs serments; des affaires qui intéressaient le roi, la couronne, l'université de Paris, *etc.* La Tournelle connaissait par appel et en dernier ressort des jugements au criminel. Les chambres des enquêtes prononçaient sur la validité des appels au parlement et connaissaient en dernier ressort des délits entraînant une peine pécuniaire. Les chambres des requêtes jugeaient en premier ressort les causes personnelles entre les officiers de la maison du roi et autres qui avaient droit de *committimus*, c'est-à-dire privilège de porter directement leurs affaires au parlement. C'est au parlement de Paris que siégeaient les *pairs* du royaume.

Il y avait 12 parlements dans les provinces; voici la liste des villes où ils siégeaient, avec la date de leur fondation: 1° Toulouse (1443); 2° Grenoble (1453); 3° Bordeaux (1462); 4° Dijon (1476-1480); 5° Rouen (1499-1515); 6° Aix (1501); 7° Rennes (1553); 8° Pau (1620); 9° Metz (1633); 10° Besançon (1674-1676); 11° Douai (1686); 12° Nancy (1775). Les ressorts de ces divers parlements étaient très inégaux. On en jugera par le tableau suivant.

Parlement de Paris, 10,000,000 d'habitants.

Toulouse,	3,000,000 hab.	Rennes,	2,300,000 hab.
Grenoble,	700,000.	Pau,	250,000.
Bordeaux,	2,200,000.	Metz,	360,000.
Dijon,	900,000.	Besançon,	750,000.
Aix,	760,000.	Douai,	400,000.
Rouen,	2,000,000.	Nancy,	750,000.

Outre les parlements, il y avait encore les quatre *conseils souverains* de *Colmar*, de *Perpignan*, d'*Artois* et de *Corse*.

Les pairs de France. Noblesse de robe. — Les pairs de France, ayant droit de séance au parlement de Paris, étaient en 1789 au nombre de cinquante, parmi lesquels sept pairs ecclésiastiques et quarante-trois laïques.

Les pairs ecclésiastiques étaient : l'*archevêque de Paris* (son titre comme pair était *duc de Saint-Cloud*); l'*archevêque duc de Reims*; les *évêques ducs de Laon* et *de Langres*; les *évêques comtes de Noyon*, *de Châlons* et *de Beauvais*.

Voici les noms des pairs laïques. Les cinq princes du sang : *duc d'Orléans*, *prince de Condé*, *duc de Bourbon*, *duc d'Enghien*, *prince de Conti*, et un prince légitimé, le *duc de Penthièvre ; ducs* de *Chaulnes* (en Picardie) ; d'*Elbeuf* (prince de Lambesc), d'*Harcourt*, de *Coigny* (en Normandie) ; de *Villeroy*, de *Fitz-James* (dans l'Ile-de-France) ; d'*Aumont*, de *Clermont-Tonnerre*, de *Gesvres*, de *Piney-Luxembourg* (en Champagne) ; de *Choiseul* (en Lorraine) ; de *Praslin* (en Bourgogne) ; de *Brissac* et de *Richelieu* (en Anjou) ; de *Montbazon* et de *Luynes* (en Touraine) ; de *Sully* (en Orléanais) ; d'*Aubigny*, de *Saint-Aignan*, de *Béthune-Charost* (en Berry) ; de *Nevers* (dans le Nivernais) ; de *Thouars* (dans le Poitou) ; de *Rohan-Rohan* (en Saintonge) ; de *la Rochefoucauld* (dans l'Angoumois) ; de *Noailles* (dans le Limousin) ; de *Mortemart* (dans la Marche) ; de *la Vauguyon*, de *Fronsac*, de *Duras*, de *Biron*, d'*Aiguillon*, d'*Albret*, de *Grammont* (en Guyenne et Gascogne) ; d'*Uzès* et de *Fleury* ou *Pérignan* (en Languedoc) ; de *Villars-Brancas* (en Provence) ; de *Valentinois* (en Dauphiné ; c'était le prince de Monaco). — Outre les *ducs et pairs*, il y avait encore les *ducs non pairs*, héréditaires, et les *ducs à brevet*, dont le titre était viager.

Les membres des parlements étaient, depuis Henri IV, propriétaires de leurs charges. Ils pouvaient ou les vendre ou les léguer à leurs enfants, à condition que l'acheteur ou l'héritier eût passé des examens de droit. Les magistrats formaient ainsi dans la nation un corps permanent et distinct, la *noblesse de robe*, à côté de la noblesse d'épée.

Les présidiaux, le Châtelet, les sénéchaussées ou bailliages, les prévôtés. — Au-dessous des parlements se trouvaient les présidiaux institués sous Henri II en 1552 ; ils correspondaient à peu près aux tribunaux actuels de première instance. Le nombre des présidiaux, d'abord fixé à trente-deux, s'éleva ensuite jusqu'à cent. Au début, ils jugeaient en dernier ressort dans les procès où le capital en litige ne dépassait pas 250 livres ; quand il s'agissait d'une somme plus considérable, il pouvait y avoir appel de leur sentence au jugement d'un parlement ; à partir de 1777, ils prononcèrent en dernier ressort jusqu'à la somme de 2,000 livres. Chaque présidial se composait de neuf magistrats. A Paris, le *tribunal du Châtelet*, qui portait le titre de *premier des présidiaux*, jugeait les contraventions locales aux règlements de police ; quelquefois des causes criminelles lui étaient déférées, et il prononçait des condamnations à mort. Il y avait encore les trois cents *bailliages*

ou *sénéchaussées* (*bailliages* dans le Nord, *sénéchaussées* dans le Midi).

« Les baillis et sénéchaux, dit M. Paul Boiteau, subsistèrent jusqu'en 1789, sans autre pouvoir que celui de convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse, dont ils étaient les chefs, mais que l'on ne convoquait plus, et celui de régler en première instance les différends personnels des nobles et des clercs. » (*État de la France en* 1789[1].)

Il y avait en outre un tribunal spécial, celui des *maréchaux de France*, dont la juridiction s'étendait principalement aux affaires d'honneur, aux duels. Il y avait dans les provinces 33 *prévôts des maréchaux*. Ces officiers siégeaient dans les présidiaux à côté des lieutenants criminels ; ils commandaient la maréchaussée (gendarmerie). Ils étaient chargés de veiller à la sûreté des routes et de juger dans certains cas les malfaiteurs pris à main armée[2].

Pays de droit coutumier et pays de droit écrit. — La justice n'était pas rendue d'après une législation uniforme. La France se trouvait divisée en *pays de droit coutumier* ou *germanique* (au nord) et *pays de droit écrit* ou *romain* (au midi). Les pays de droit romain étaient ceux où, à l'époque des invasions, aux quatrième et cinquième siècles, les barbares ne s'étaient établis qu'en petit nombre et n'avaient pu faire prévaloir leurs habitudes sur les institutions introduites en Gaule par la civilisation romaine. Les pays de droit coutumier étaient ceux où les Germains s'étaient mélangés dans une proportion plus considérable à la population conquise et lui avaient imposé leurs usages. Dans ces derniers pays, les coutumes variaient de province à province et quelquefois d'une ville à l'autre. C'est surtout sous Charles VI, Charles VII, Charles VIII et Louis XII que les coutumes avaient été recueillies et rédigées. Les pays de droit coutumier comprenaient les ressorts des parlements de Douai, de Rouen, de Rennes, de Metz, de Nancy, de Besançon,

1. On a fait dans ce chapitre de fréquents emprunts à cet ouvrage, qui abonde en renseignements précieux.

2. Outre les tribunaux que nous venons de citer, il y avait encore la *Table de marbre*. « On donnait ce nom autrefois à trois juridictions : la *connétablie*, l'*amirauté*, et la *réformation générale des eaux et forêts*, dont les juges siégeaient autour d'une table de marbre occupant toute la largeur de la grande salle du palais de justice de Paris. Cette table avait été détruite par l'incendie de 1618 ; mais les trois juridictions n'en conservèrent pas moins leur nom jusqu'en 1789. Les jugements y étaient rendus au nom d'anciennes charges souveraines qui avaient perdu leur souveraineté. » (M. Chevallier, la *France judiciaire en* 1789.)

la plus grande partie du ressort des parlements de Paris et de Dijon, une petite partie de celui du parlement de Bordeaux ; enfin ceux des conseils souverains de Colmar et d'Artois. Les pays de droit écrit étaient composés du ressort des parlements de Toulouse, Pau, Aix, Grenoble, de la plus grande partie du parlement de Bordeaux, d'une petite partie des parlements de Paris et de Dijon ; enfin des conseils souverains de Perpignan et de Corse.

Rigueurs du code pénal : erreurs judiciaires fréquentes. — Le code pénal consacrait encore des rigueurs cruelles, la torture ou *question préparatoire* et la *question préalable*[1], les mutilations, le gibet, la roue, le bûcher. D'ailleurs les *lettres de cachet* et la *Bastille* mettaient à la discrétion des ministres la liberté individuelle. Saint-Simon raconte l'histoire d'un Italien qui, arrêté par méprise le jour même de son arrivée à Paris, resta trente ans à la Bastille sans y être interrogé. Sous la régence, l'erreur fut reconnue. Ce malheureux, qui ne connaissait personne à Paris et avait perdu toute sa famille, demanda pour unique grâce qu'on le logeât et qu'on le nourrît à la Bastille jusqu'à la fin de ses jours. Les noms de Latude, du chevalier de Labarre, de Calas, de Sirven, de Montbailly, sont célèbres dans les annales judiciaires. Le protestant Calas, de Toulouse, accusé d'avoir étranglé son fils aîné, qui, disait-on, voulait se faire catholique, et qui, en réalité, s'était suicidé, fut condamné à mort et roué vif (1762). Plus tard Voltaire fit reconnaître et proclamer son innocence. Un autre protestant, Sirven, également de Toulouse, était accusé d'avoir jeté sa fille dans un puits pour le même motif; or elle s'était suicidée. Condamné à mort, Sirven parvint à s'échapper (1765). Le chevalier de Labarre, jeune officier en garnison à Abbeville, accusé d'étourderies qui ne furent pas démontrées, fut condamné à mort et exécuté. Latude, victime de la haine de Mme de Pompadour, fut traîné trente ans de prison en prison. Montbailly, faussement accusé de parricide, et condamné à mort, périt sur la roue, à Arras. Sa femme, condamnée en même temps que lui, fut sauvée par Voltaire. Ces erreurs eussent été rendues, sinon impossibles, du moins beaucoup plus rares, s'il y avait eu dès

1. On appelait *question préparatoire* celle à laquelle était soumis tout homme accusé d'un crime capital et qui niait sa culpabilité, pour l'obliger à la confesser. La question préparatoire précédait le jugement. La *question préalable* précédait l'exécution du condamné à mort ; elle avait pour but de l'obliger à nommer ses complices.

lors en France, comme en Angleterre, un jury de citoyens adjoint aux tribunaux criminels. Bien des réformes étaient donc nécessaires dans l'ordre judiciaire.

Constitution du clergé. — Dans l'ordre ecclésiastique, la France était partagée en dix-huit provinces ou archevêchés, subdivisés eux-mêmes en cent vingt et un évêchés, ainsi qu'il suit : 1° *archevêché d'Aix*, avec les évêchés de *Fréjus*, *Apt*, *Gap*, *Riez*, *Sisteron*; 2° *archevêché d'Albi*, avec les évêchés de *Cahors*, *Castres*, *Mende*, *Rodez*, *Vabres*; 3° *archevêché d'Arles*, avec les évêchés de *Marseille*, *Orange*, *Saint-Paul-Trois-Châteaux*, *Toulon*; 4° *archevêché d'Auch*, avec les évêchés d'*Aire*, *Bayonne*, *Bazas*, *Comminges*, *Conserans*, *Dax*, *Lectoure*, *Lescar*, *Oloron*, *Tarbes*; 5° *archevêché de Besançon*, avec les évêchés de *Belley*, *Bâle* et *Lausanne* (ces deux derniers suffragants de Besançon, mais en dehors du royaume) ; 6° *archevêché de Bordeaux*, avec les évêchés d'*Agen*, *Angoulême*, *Condom*, *Luçon*, *Périgueux*, *Poitiers*, *la Rochelle*, *Saintes*, *Sarlat*; 7° *archevêché de Bourges*, avec les évêchés de *Clermont*, *Limoges*, *le Puy*, *Saint-Flour*, *Tulle*; 8° *archevêché de Cambrai*, avec les évêchés d'*Arras*, *Saint-Omer*, *Tournai* et *Namur* (ces deux derniers suffragants de Cambrai, mais en dehors du royaume); 9° *archevêché d'Embrun*, avec les évêchés de *Digne*, *Glandève*, *Grasse*, *Senez*, *Vence*; 10° *archevêché de Lyon*, avec les évêchés d'*Autun*, *Chalon-sur-Saône*, *Dijon*, *Langres*, *Mâcon*, *Saint-Claude*; 11° *archevêché de Narbonne*, avec les évêchés d'*Agde*, *Alais*, *Aleth*, *Béziers*, *Carcassonne*, *Lodève*, *Montpellier*, *Nîmes*, *Perpignan*, *Saint-Pons*, *Uzès*; 12° *archevêché de Paris*, avec les évêchés de *Blois*, *Chartres*, *Meaux*, *Orléans*; 13° *archevêché de Reims*, avec les évêchés de *Soissons*, *Amiens*, *Beauvais*, *Boulogne*, *Châlons-sur-Marne*, *Laon*, *Noyon*, *Senlis*; 14° *archevêché de Rouen*, avec les évêchés d'*Avranches*, *Bayeux*, *Coutances*, *Évreux*, *Lisieux*, *Séez*; 15° *archevêché de Sens*, avec les évêchés d'*Auxerre*, *Nevers*, *Troyes*, *Bethléem*[1]; 16° *archevêché de Toulouse*, avec les évêchés de *Lavaur*, *Lombez*, *Mirepoix*, *Montauban*, *Pamiers*, *Rieux*, *Saint-Papoul*; 17° *archevêché de Tours*, avec les évêchés d'*Angers*, *Dol*, *le Mans*, *Nantes*, *Quimper-Corentin*, *Rennes*, *Saint-Brieuc*, *Saint-Malo*, *Saint-Pol-de-Léon*, *Tréguier*, *Vannes*; 18° *archevêché de Vienne*, avec les évêchés de *Die*, *Grenoble*, *Valence*, *Viviers*, *Genève* et *Saint-*

1. Ce petit évêché, fondé dans un faubourg de Clamecy par le comte Guy de Nevers, au retour de la Palestine, n'avait pas de diocèse.

Jean-de-Maurienne (ces deux derniers hors du royaume); les évêchés de *Metz*, *Toul*, *Verdun*, *Saint-Dié*, *Nancy*, étaient suffragants de Trèves; *Strasbourg*, de Mayence. La Corse contenait les évêchés d'*Ajaccio*, *Sagone*, *Alérie* (suffragants de Pise), *Mariana*, *Nebbio* (suffragants de Gênes); le comtat Venaissin, ceux d'*Avignon*, *Carpentras*, *Vaison*, *Cavaillon*.

Depuis le concordat de Bologne, conclu en 1516, entre François Ier et Léon X, les évêques étaient nommés par le roi et recevaient du pape l'institution canonique. Ils se réunissaient dans des assemblées générales périodiques pour régler les questions de discipline intérieure, voter le don gratuit et présenter des vœux au gouvernement. Le clergé tenait les registres de l'état civil. Il avait aussi des attributions judiciaires exercées par *la chambre souveraine du clergé de France*, huit *bureaux ecclésiastiques*, et les *officialités*. L'étendue des diocèses était très inégale. La même inégalité se rencontrait dans leurs revenus : tel prélat, comme l'évêque de Strasbourg, touchait cinq cent mille livres par an, tandis que Fleury, réduit à la pauvreté, s'intitulait « évêque de Fréjus par l'indignation divine. » Nombre de curés de campagne se trouvaient dans une position voisine de la misère. Les biens du clergé étaient *biens de mainmorte*, c'est-à-dire inaliénables et soustraits à tout droit de mutation; ils étaient exempts d'impôts. Les revenus du clergé en bois, maisons, terres, cens, dîmes, rentes, étaient évalués à 224,800,000 livres.

Instruction publique. Les universités. — L'instruction publique était donnée en France par vingt-quatre universités. Celle de *Paris*, la plus ancienne de toutes, surnommée la *fille aînée des rois*, comptait quatre facultés : *théologie, droit civil et canonique, médecine, arts.*

La faculté des arts était formée des quatre nations de *France*, *Picardie*, *Normandie*, *Allemagne*. Elle comptait dix collèges, dont voici les noms : *Harcourt* (Saint-Louis), *Cardinal-Lemoine*, *Navarre*, *Montaigu, Plessis-Sorbonne, Lisieux, la Marche, les Grassins*, *Mazarin, Clermont* (Louis-le-Grand). Le concours général entre ces collèges avait été établi en 1746 par le chanoine Legendre. A côté de l'Université il y avait encore à Paris le *Collège royal de France* (créé par François Ier), et les chaires du *Jardin des Plantes* (créé par le cardinal de Richelieu).

C'est à Paris que siégeaient également les *Académies française* (fondée en 1635), de *peinture et sculpture* (en 1648), des *belles-lettres* (en 1663), des *sciences* (en 1666), d'*architecture*

(en 1671), de *chirurgie* (en 1731), et la *Société royale de médecine* (en 1776).

Les vingt-trois autres universités siégeaient dans les villes suivantes : *Toulouse*, *Orléans*, *Avignon*, *Perpignan*, *Cahors*, *Angers*, *Orange*, *Aix*, *Poitiers*, *Caen*, *Valence*, *Nantes*, *Bourges*, *Bordeaux*, *Montpellier*, *Strasbourg*, *Reims*, *Douai*, *Besançon*, *Pau*, *Dijon*, *Metz*, *Nancy*. Il existait dans chaque université un grand nombre de collèges ; mais il y en avait bien peu dans lesquels on fît des études complètes. Les écoles primaires, très peu nombreuses, étaient tenues par les Frères de la Doctrine chrétienne.

L'armée et la marine. — En 1789 l'armée comptait environ 172,000 hommes, qui se décomposaient ainsi : 120,000 fantassins, 33,000 cavaliers, 9,000 artilleurs, et près de 10,000 officiers. L'infanterie comptait 101 régiments à 2 bataillons de 9 compagnies, parmi lesquels 12 régiments suisses et 2 irlandais ; en outre 12 bataillons de chasseurs. La plupart des régiments portaient des noms de provinces. Les quatre plus anciens, créés par Henri II, étaient *Picardie*, *Navarre*, *Champagne*, *Piémont*. Il y avait 62 régiments de cavalerie, dont quelques-uns étrangers. La *maison du roi* formait un corps spécial. Elle comptait quatre compagnies de gardes du corps[1], les cent Suisses, le régiment des gardes françaises, le régiment des gardes suisses, en tout à peu près 9,000 hommes. Tous les grades s'achetaient, depuis celui de sous-lieutenant jusqu'à celui de colonel, et il fallait quatre quartiers de noblesse pour devenir sous-lieutenant (édit de 1781). Sur 90 millions consacrés annuellement à la solde de l'armée, 46 étaient donnés aux officiers, 44 seulement aux soldats. Les hommes qui devaient plus tard s'illustrer sur tous les champs de bataille de l'Europe, Hoche, Marceau, Jourdan et bien d'autres, ne pouvaient dépasser le grade de sous-officier. On avait vu, pendant la guerre de Sept ans, combien les généraux manquaient d'instruction et d'habileté. L'armée se recrutait par les enrôlements volontaires ; mais bien souvent les *racoleurs*, abusant de l'ignorance des malheureux qui se laissaient tromper, les engageaient par sur-

1. Les gardes du corps étaient tous nobles ; ils avaient rang d'officier. Chaque compagnie ou escadron avait pour capitaine un maréchal de France. En temps de paix les gardes du corps n'étaient sous les armes qu'un quartier, c'est-à-dire trois mois par an ; en temps de guerre les quatre compagnies étaient réunies autour de la personne du roi.

prise pour quelque argent. Les soldats étaient mal nourris, durement traités[1]. Aussi comptait-on par an quatre mille déserteurs.

Outre les troupes régulières, il y avait les *milices*. Recrutés par le tirage au sort, dans les villages, les miliciens restaient six ans sous les drapeaux. Ils formaient 107 bataillons, 60,000 hommes.

La marine était mieux organisée depuis le ministère de Choiseul, et, pendant la guerre d'Amérique, d'Orvilliers, d'Estaing, Lamothe-Piquet, Suffren, avaient honorablement lutté contre les vaisseaux anglais. La marine comptait (en 1791) 226 bâtiments à flot, parmi lesquels 73 vaisseaux et 67 frégates. L'inscription maritime donnait 75,000 hommes.

Demandes de réformes. Les philosophes : Montesquieu (1689-1755), **Voltaire** (1694-1778), **Rousseau** (1712-1778), **Diderot** (1712-1784), **l'Encyclopédie** (1751-1772). — Tel était l'état de la France pendant le dix-huitième siècle. De grandes réformes étaient nécessaires. On les demanda de toutes parts. Les philosophes furent les premiers organes de l'opinion publique. Les plus célèbres sont Montesquieu, Voltaire, Rousseau et Diderot.

Montesquieu (né au château de la Brède en 1689 et mort à Paris en 1755) fut, à l'âge de vingt-sept ans, président à mortier au parlement de Bordeaux. En 1721, il écrivit ses *Lettres persanes*, satire ingénieuse de ses contemporains et de son siècle. En 1734, il publia les *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*. Vers la même époque, il fit paraître le *Dialogue de Sylla et d'Eucrate*. Il parcourut ensuite pendant quatorze ans toute l'Europe, observant les institutions, les mœurs, les coutumes, les idées et les besoins des divers peuples, et il résuma tous ses travaux dans l'*Esprit des lois* (1748), dont Voltaire disait : « Le genre humain avait perdu ses titres; M. de Montesquieu vient de les retrouver. » Ce livre eut, en dix-huit mois, vingt-deux éditions. L'auteur ramène tous les gouvernements à trois formes essentielles, *république*, *monarchie* et *despotisme*. Ses préférences sont pour la

1. Dans un festin donné par un prince du sang, la table de cent couverts, dressée sous une tente immense, était servie par les grenadiers, et l'odeur qu'ils répandaient offusqua la délicatesse du prince. « Ces braves gens, dit-il un peu trop haut, sentent diablement le chausson. » Un grenadier répondit brusquement : « C'est parce que nous n'en avons pas, » et un profond silence suivit cette réponse. (DE SÉGUR, I, 20, 1767.)

monarchie constitutionnelle, telle qu'elle existait en Angleterre.

A côté de Montesquieu, il faut placer Voltaire (Arouet de), dont la vie de quatre-vingt-quatre ans (1694-30 mai 1778) fut un long combat contre toutes les institutions et les croyances du passé. Poète et prosateur, tragédien et satirique, historien et philosophe, moraliste et romancier, toujours parlant, toujours écrivant et agissant, tantôt en Angleterre, d'où il rapporte Shakspeare et Newton, tantôt en Champagne avec M[me] du Châtelet; à Potsdam auprès de son admirateur Frédéric II, avec lequel il se brouille; à Ferney, entre la Suisse, l'Italie et la France, d'où ses livres rayonnent pendant vingt ans sur toute l'Europe, Voltaire est, par ses qualités comme par ses défauts, le représentant le plus complet du dix-huitième siècle. Trop possédé du besoin de produire, et de produire vite, pour être profond, il a tout effleuré avec une verve intarissable, tout attaqué avec une mordante ironie. Il a réclamé la liberté civile, politique et religieuse, défendu Calas, Sirven, Labarre, Montbailly et Lally, injustement condamnés, donné pour devise à son époque : « Dieu et liberté, » réclamé la tolérance et écrit ces beaux vers :

Exterminez, grand Dieu, de la terre où nous sommes,
Quiconque avec plaisir répand le sang des hommes!

Avant de mourir, le *patriarche de Ferney* voulut voir encore une fois Paris. Il eut lieu d'être satisfait : ses adversaires, Palissot, Fréron, Nonotte, avaient disparu ou n'osaient plus ouvrir la bouche. L'Académie alla en corps à sa rencontre. Au théâtre Français, on couronna son buste sur la scène, en sa présence, au milieu d'un enthousiasme délirant, qui lui arracha ce cri : « Français, vous voulez donc me faire mourir de plaisir? » Il expira un mois après ce triomphe (30 mai 1778). Parmi ses ouvrages, citons surtout l'*Essai sur les mœurs*, le plus important de ses travaux historiques, le *Siècle de Louis XIV*, l'*Histoire de Charles XII*, le *Dictionnaire philosophique*, la *Correspondance*, la *Henriade*, les tragédies de *Mérope*, *Zaïre*, *Alzire*, *Mahomet*, etc.

Jean-Jacques Rousseau (né à Genève en 1712, mort le 2 juillet 1778), est, de tous les écrivains de cette époque, celui qui devait avoir, pendant la révolution française, le plus de disciples

et d'imitateurs. Successivement protestant, catholique et déiste, laquais, puis apprenti bijoutier à Turin, employé du cadastre à Chambéry auprès de Mme de Warens, musicien à Neuchâtel, truchement d'un évêque grec à Lausanne, secrétaire d'ambassade à Venise, commis d'un fermier général à Paris, copiste de musique à Montmorency, puis exilé, errant de Suisse en Angleterre, d'Angleterre en France, il accepta enfin un asile, à Ermenonville, chez le marquis Stanislas de Girardin. Il n'avait auprès de lui que sa femme Thérèse Levasseur. C'est là qu'il mourut, ou peut-être qu'il se tua d'un coup de pistolet dans un accès de fièvre chaude. Son corps fut enseveli dans une petite île du lac d'Ermenonville, qui ne renfermait que des peupliers et des roses. Admirateur passionné de la nature, du beau et de la vertu, il fut la victime de son imagination maladive, qui lui montrait partout des ennemis. Il composa le *Discours sur les sciences et les arts*, le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, la *Nouvelle Héloïse*, l'*Émile ou de l'Education*, le *Contrat social*, les *Lettres écrites de la Montagne*, les *Confessions* et les *Rêveries d'un promeneur solitaire*. Il croyait à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme. En politique, il proclamait que *la loi est l'expression de la volonté générale*, que *le peuple est souverain*, et que *cette souveraineté est inaliénable*.

L'homme le plus actif et le plus extraordinaire du dix-huitième siècle est sans doute Diderot (Denis), fils d'un coutelier, né à Langres en 1712, mort à Paris le 30 juillet 1784. Pendant un demi-siècle, partout on voit la main, on entend la voix pétulante de Diderot : au château de Grandval, chez le baron d'Holbach ; au château de la Chevrette, chez Mme d'Épinay ; à Paris, dans le salon de Mme Geoffrin ; au café Procope, dans le jardin des Tuileries ou dans le jardin du Palais-Royal, sur les bancs où les *philosophes* aimaient à se réunir. Rien ne le laisse froid, rien ne lui échappe : sa plume, comme son temps, est à tout le monde. Il fournit une lettre à Grimm, donne un conseil à Rousseau, écrit une page pour l'*Histoire philosophique des Deux-Indes*, de l'abbé Raynal. Dans le *Neveu de Rameau*, *Jacques le Fataliste*, le *Paradoxe sur le comédien*, le *Père de Famille*, il attaque les inégalités sociales ou les idées de son temps ; dans ses *salons*, genre créé par lui, il juge les peintres ses contemporains, Greuze, Carle Vanloo, Carle Vernet, avec un tact et un goût merveilleux ; dans les *Pensées philosophiques*, la *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient*, il sonde les replis de

l'âme humaine ou aborde les problèmes les plus curieux de la science; dans ses *Lettres à Mlle Voland*, il dévoile aussi complètement que possible sa nature intérieure, inquiète, ardente et passionnée.

Diderot a été également le principal auteur de l'*Encyclopédie*, vaste dictionnaire résumant l'ensemble des connaissances humaines, et dont la publication, plusieurs fois interrompue, dura vingt ans (1751-1772). Il eut pour principaux collaborateurs: d'Alembert (1717-1783), géomètre et philosophe, qui rédigea le *Discours préliminaire*, le fermier général Helvétius (1715-1771), auteur du livre de l'*Esprit;* le baron d'Holbach (Henry Dietrich), né en 1723 à Heidelsheim, mort à Paris le 25 février 1789. D'Holbach est l'auteur du *Système de la Nature*, livre athée qu'il fit paraître sous le nom de Jean-Baptiste Mirabaud, secrétaire de l'Académie, mort depuis dix ans à l'époque de sa publication.

Ajoutons à cette liste l'abbé Mably (1709-1795), qui composa les *Observations sur l'Histoire de France*, le *Parallèle des Romains et des Français*, le traité *des Droits et des Devoirs du citoyen;* le philosophe sensualiste Condillac (1715-1780); Buffon, de Montbard (1707-1788), intendant du *Jardin du roi* (Jardin des Plantes), naturaliste et littérateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, auquel ses contemporains, pleins d'admiration pour sa gigantesque *Histoire naturelle* et son *Discours sur le style*, avaient donné pour devise ces mots latins: *Majestati naturæ par ingenium;* le stoïcien Vauvenargues (1715-1747); Condorcet (1743-1794), auquel on doit une *Esquisse des progrès de l'esprit humain;* Marmontel (1723-1799), l'auteur de *Bélisaire* et des *Incas;* Duclos (1704-1772), qui composa des *Mémoires secrets* sur son époque, et une *Histoire de Louis XI;* Barthélemy (1716-1795), dont la plume écrivit le *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce;* le marquis d'Argens (1704-1771), auteur des *Lettres juives* et des *Lettres chinoises;* Grimm (1723-1807), ami de Diderot et de Rousseau, puis ennemi de ce dernier, et dont la *Correspondance* révèle tant de particularités curieuses; l'abbé Raynal (1713-1796), dont l'*Histoire philosophique des Deux-Indes* obtint à son apparition les plus grands éloges; Maupertuis (1698-1759), président de l'Académie de Berlin; Lamettrie (1709-1751), médecin de Frédéric II. Citons encore Sedaine, le maçon qui devint poète (1719-1797), et deux hommes qui rappellent Rousseau et Voltaire: Bernardin de Saint-Pierre (1734-1814), l'auteur des *Études de la Nature*, de *Paul et Virginie*, de la *Chaumière indienne*, et Beaumarchais

4.

(1732-1799), l'auteur du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*, ces deux pièces qu'on ne pouvait laisser jouer, disait le roi, sans renverser la Bastille, et qu'on n'en joua pas moins, même à Versailles.

Les économistes : Quesnay (1694-1774), **Gournay** (1712-1759), **Adam Smith** (1723-1790). — Les philosophes avaient signalé le mal : les *économistes* cherchèrent les moyens d'y remédier. Le premier fut le médecin de Mme de Pompadour, Quesnay (1694-1774), le chef de l'école des *physiocrates* (φύσις, nature ; κράτος, force). Cet homme intelligent, frappé des ressources que présentait l'agriculture, considérait les produits de la terre comme ayant seuls une valeur. « Pendant que l'artisan travaille, disait-il, que le philosophe médite, que le marchand fait voyager la richesse, que l'artiste s'occupe à charmer notre vie, ne faut-il pas qu'ils subsistent? Et d'où leur viennent les moyens de subsistance, sinon de la terre? *La terre nourrit donc ceux qui ne la cultivent pas avec l'excédent laissé disponible par la nourriture de ceux qui la cultivent.* Donc cet excédent, ce *produit net*, sert à solder tous les travaux de l'industrie, du commerce, de l'intelligence. Le propriétaire, possesseur du *produit net*, voilà le vrai dispensateur des largesses de la nature, le distributeur des trésors de la terre, le suprême caissier de l'industrie... »

Ainsi donc, l'artisan, le marchand, le médecin, le philosophe, le savant et l'artiste rentraient, aux yeux de Quesnay, dans la *classe stérile.* Quesnay n'en proposait pas moins d'utiles réformes. Il voulait l'établissement d'un impôt unique portant sur toutes les terres du royaume sans distinction. Il demandait la suppression des privilèges, la liberté du commerce des grains, et prenait pour mot d'ordre : *laissez faire, laissez passer.*

A côté de Quesnay, il faut citer l'intendant du commerce Gournay (1712-1759). A l'agriculture celui-ci ajoutait une seconde source de richesses : l'industrie et le commerce. Il demandait la suppression des douanes intérieures, qui augmentaient le prix des produits; la destruction des corporations, des jurandes et des maîtrises, qui faisaient du droit de travailler un privilège, et mettaient le consommateur à la merci d'un petit nombre de producteurs favorisés. Enfin, après Quesnay et Gournay, vint l'Écossais Adam Smith (1723-1790), qui, dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), assignait pour source à la *richesse* le *travail,* et divisait le *travail* en trois branches : *agriculture, industrie, commerce.* Comme

tous les économistes, comme Quesnay, Gournay, Morelly, Dupont de Nemours et le père de Mirabeau, sa doctrine pouvait se résumer en deux phrases : Liberté pour tous, égalité de tous devant l'impôt.

Tentatives de réformes. Louis XVI (1774). **Ministère de Turgot** (1774-1776). — Les philosophes et les économistes avaient demandé des réformes; des ministres honnêtes et intelligents essayèrent de les accomplir. Le 10 mai 1774 meurt Louis XV, et avec lui disparaît le trop fameux triumvirat dont le gouvernement rappelait à la France le partage de la Pologne, la destruction des parlements, le *pacte de famine* et la banqueroute : d'Aiguillon, Maupeou et Terray. Louis XVI, qui succède à son aïeul, n'est âgé que de vingt ans. Le nouveau roi est animé de bonnes intentions; ses mœurs sont irréprochables. Par malheur, il manque d'énergie dans le caractère, son intelligence est médiocre. Il s'occupe surtout à chasser, à construire des serrures, à dessiner des cartes de géographie. Un tel souverain aura-t-il le tact indispensable pour voir le bien, sera-t-il assez ferme pour le vouloir toujours, malgré les obstacles, assez persévérant pour l'accomplir? Trouvera-t-il l'appui nécessaire chez la reine, la jeune et belle Marie-Antoinette, fille de l'impératrice Marie-Thérèse, étrangère et inexpérimentée? Le demandera-t-il à ses frères? au comte de Provence, tout occupé de ses intérêts personnels? au comte d'Artois, trop jeune et trop étourdi pour se soucier des affaires d'État?

Louis XVI prit malheureusement pour principal conseiller un vieillard léger, Maurepas. Pourtant celui-ci choisit d'abord de bons ministres : s'il donna la marine à Sartines et les sceaux à Miroménil, il appela le comte de Saint-Germain à la guerre, Vergennes aux affaires étrangères, Malesherbes au ministère de la maison du roi, Turgot au contrôle général des finances.

Turgot (1727-1781), dont on a dit qu'il avait « le cœur de L'Hôpital et la tête de Bacon, » avait débuté, à vingt-deux ans, par une *Lettre sur le papier-monnaie* et une brillante thèse latine *sur les progrès de l'esprit humain.* Intendant de Limoges (1761), il essaya d'établir dans les limites de sa province les réformes qu'il désirait voir accomplies dans toute la France. Il supprima la corvée, établit la liberté du commerce des grains, répara les routes, créa des ateliers de charité, fit connaître au peuple le bienfaisant usage de la pomme de terre, et sacrifia sa propre fortune pour venir au secours des pauvres. « Le soula-

gement de ceux qui souffrent, écrivait-il à ses subordonnés, est le devoir de tous et l'affaire de tous. » En même temps, il publiait deux livres intitulés : *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* et *Lettres sur la liberté du commerce des grains*.

C'est alors qu'il fut appelé au contrôle général des finances. « Point de banqueroute, dit-il au roi, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunts. » Il voulait abolir les privilèges, faire peser l'impôt sur toutes les classes, créer des *municipalités de villes,* des *assemblées provinciales*, et enfin une *assemblée des députés du royaume*, pour aider et éclairer le gouvernement. Dès ses premiers pas il rencontra de grands obstacles. Louis XVI voulait rétablir les parlements. Turgot, prévoyant bien que ces grands corps privilégiés feraient une opposition inintelligente et systématique à toute réforme, voulut l'en détourner ; mais il ne put empêcher leur rappel. « Ne craignez rien, lui dit le roi, je vous soutiendrai toujours. » Turgot poursuivit : il proclama la *liberté du commerce des grains* dans l'intérieur du royaume. En vain les privilégiés et les monopoleurs irrités profitèrent-ils d'une mauvaise récolte en 1775 pour ameuter les populations et leur persuader que cette mesure était cause de la famine. Les tentatives d'émeute furent réprimées, et le ministre sortit victorieux de cette *guerre des farines*. Il continua sa marche en avant. Au mois de janvier 1776, un premier édit proclama l'*abolition de la corvée*, à laquelle était substituée *une contribution sur les biens nobles et roturiers ;* un second décréta la *suppression des jurandes et des maîtrises* et *la liberté du travail*. Aussitôt tous les privilégiés, menacés de payer l'impôt, se déclarèrent avec violence contre le contrôleur général ; le parlement résista, et l'enregistrement n'eut lieu qu'après un lit de justice. Le faible Louis XVI n'osa braver longtemps les clameurs de son entourage : Turgot fut renvoyé (12 mai 1776). Il devait mourir en 1781. Son ami Malesherbes, ministre de la maison du roi, avait déjà donné sa démission.

Le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, tombait en même temps du pouvoir. D'abord novice dans l'ordre des Jésuites, puis lieutenant de dragons, forcé de fuir à la suite d'un duel, il avait servi en Bavière, en Autriche, en Danemark. Appelé au ministère par M. de Maurepas, il essaya de rétablir la discipline, ouvrit aux roturiers l'école militaire, diminua la maison du roi, voulut fermer l'hôtel des Invalides et introduire dans l'armée l'usage des punitions corporelles, à la prussienne.

Il mécontenta en même temps tout le monde, et fut remplacé par le maréchal de Ségur.

Premier ministère de Necker (1778-1781). — Ce que Turgot n'avait pu faire, Necker[1] résolut de le tenter par d'autres moyens. Ne pouvant ni réaliser d'économies ni faire payer l'impôt par les privilégiés, il eut recours aux emprunts. Dans sa pensée, l'État devait devenir l'administrateur de la fortune de tous. Il se transformait en une sorte de banque, qui pourrait employer l'argent du riche en travaux d'utilité générale capables de nourrir le pauvre. Toute la nation serait ainsi intéressée au maintien du gouvernement, dépositaire des fonds publics et organisateur du travail.

Par son éloquence, son désintéressement, son abord aimable, Necker sut gagner la confiance publique. Il établit à Paris un mont-de-piété, affranchit les serfs du domaine et abolit la question préparatoire devant les tribunaux. Il créa des assemblées provinciales dans le Berry et le Rouergue, établit sur le sel un prix uniforme et organisa la caisse d'escompte.

Ayant emprunté 530 millions jusqu'en 1781, avant de demander davantage, il voulut prendre le public pour juge de son administration. Il publia le *Compte rendu de l'état des finances*, qui accusait un revenu de 264,154,000 livres et des dépenses montant à 253,954,000 livres. Il contenait aussi la liste des pensions. C'est ce que ne purent lui pardonner les courtisans qui les recevaient. On contesta l'exactitude des chiffres cités par lui. On appela son compte rendu le « Conte bleu » (il était

1. Après Turgot, M. de Clugny fut contrôleur général; Taboureau le remplaça. Necker ne fut point d'abord titulaire; Génevois et protestant, il commença par être adjoint à Taboureau.

Né à Genève en 1732, Necker avait débuté par un *Éloge de Colbert*, que l'Académie couronna. Banquier habile et heureux, il s'était montré, comme économiste, l'adversaire de Turgot. Quand ce dernier avait proclamé la liberté du commerce des grains, le banquier génevois avait publié un livre *sur la législation et le commerce des grains*. La liberté, y disait-il, peut suffire à l'homme qui possède déjà un capital, des moyens d'action, et n'a besoin que de pouvoir en tirer parti; pour celui qui ne possède rien, elle est insuffisante, il lui faut de plus une protection. Il terminait ainsi : « On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre contre les bêtes sauvages. Cependant, on ose le dire, après avoir établi les lois de propriété, de justice et de liberté, on n'a rien fait encore pour la classe la plus laborieuse des citoyens. Que nous importent vos lois de propriété? pourraient-ils dire : nous ne possédons rien; vos lois de justice? nous n'avons rien à défendre; vos lois de liberté? si nous ne travaillons pas demain, nous mourrons. »

relié en bleu). Ainsi harcelé et injurié, Necker donna sa démission (19 mai 1781)[1].

Calonne (1783-1787). **L'assemblée des notables** (1787). — Intelligent, léger, prodigue, M. de Calonne disait en souriant: « Ce qui est possible est fait; ce qui est impossible se fera. » Tout le monde était reçu à bras ouverts; la cour était charmée. En trois ans, et en pleine paix, indépendamment des impôts ordinaires, il emprunta 650,500,000 livres. Quand il ne sut plus où emprunter, il fit convoquer une assemblée des notables (22 février 1787). Il proposa, comme l'unique remède possible, que les abus fussent supprimés, et l'impôt payé par tout le monde sans exception. Il réclamait de plus pour la France entière *une forme de délibérations nationales*. Privilégiés eux-mêmes, les notables éludèrent les demandes du ministre en lui reprochant le désordre de son administration et le renversèrent du pouvoir (8 avril 1787).

Brienne (1787-1788). **Sa lutte contre les parlements.** — Son successeur, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, renvoya l'assemblée des notables, dont un membre, le marquis de La Fayette, avait demandé la convocation des états généraux.

Des réformes financières et politiques immédiates étaient indispensables. Brienne n'osa les opérer ni par un acte pur et simple de l'autorité royale, ni en consultant régulièrement la nation par la convocation des états généraux. Il prit un moyen terme; il s'adressa au parlement. Il lui présenta deux édits: l'un frappait d'un droit de timbre les lettres commerciales; l'autre soumettait à un impôt uniforme toutes les terres du royaume sans exception. Le parlement refusa de les enregistrer. Simple cour de justice, émanant du souverain, il n'avait jamais, disait-il, reçu du peuple le droit de le représenter. Le fait était vrai. Mais il était étrange que le parlement, muet jusque-là, fût pris d'un scrupule subit précisément le jour où ses privilèges particuliers étaient atteints. Brienne l'exila à Troyes, puis le rappela.

Il persista dans sa résistance. Le 19 novembre 1787, Louis XVI présenta aux magistrats, en séance royale, deux nouveaux édits: l'un créait des emprunts successifs pour la somme totale de 420,000,000 pendant cinq ans; l'autre assurait un état civil

1. Après la première retraite de Necker, le contrôle général des finances fut occupé, de 1781 à 1783, par Joly de Fleury, ensuite par d'Ormesson.

aux non-catholiques ; en même temps, le roi promettait la convocation des états généraux avant 1792. Le duc d'Orléans déclara les édits *illégaux ;* Fréteau et Sabathier les attaquèrent avec violence ; d'Éprémesnil supplia Louis XVI de réunir immédiatement les états généraux. Les édits furent enregistrés *du très exprès commandement de sa Majesté,* et le duc d'Orléans exilé à Villers-Cotterets.

Les deux adversaires les plus acharnés du ministre étaient les conseillers d'Éprémesnil et Goislin de Montsabert. Le major d'Agout, à la tête d'un détachement de gardes françaises, vint les arrêter au Palais de justice, en pleine séance, au milieu de leurs collègues (4-5 mai 1788). Tous les parlements de France furent renvoyés en vacances indéfinies.

Brienne n'avait plus d'argent. Il fit décréter que désormais les payements auraient lieu, trois cinquièmes en argent, et deux cinquièmes en billets du trésor. Aussitôt on se crut à la veille d'une banqueroute. Partout, en province, le renvoi des parlements rencontrait une résistance acharnée. Le sang avait coulé à Rennes. A Grenoble, l'insurrection était victorieuse ; les états provinciaux du Dauphiné se réunissaient spontanément à Vizille et déclaraient que tout impôt serait refusé, si les états généraux n'étaient pas convoqués sans délai (21 juillet 1788). Brienne dut quitter le pouvoir.

Second ministère de Necker. Les états généraux convoqués. — Necker y rentra le 25 août 1788. Il annonça la convocation immédiate des états généraux. Il voulait donner au tiers état un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis. Le parlement s'y opposa. Les notables, une seconde fois convoqués, firent de même. En dépit de ces résistances, le ministre fit trancher la question par un arrêt du conseil, en date du 1er janvier 1789. « C'étaient les étrennes du peuple. » Tout Français âgé de vingt-cinq ans, domicilié et inscrit au rôle des impositions directes pour une contribution quelconque, devait participer par son vote aux élections.

Préludes de la Révolution. — La Révolution était devenue inévitable : elle allait s'accomplir. Tout le monde au dix-huitième siècle l'avait prévue et prédite ; déjà Voltaire, énumérant dans un de ses romans les rois détrônés pendant le dix-huitième siècle[1], le prétendant d'Angleterre, le sultan chassé par son

1. Les personnages cités en cet endroit sont : le prince Charles-Édouard Stuart, petit-fils de Jacques II, que la révolution de 1688 avait renversé du

neveu, le roi détrôné de Pologne, l'électeur expulsé de Saxe, l'empereur de Russie sans empire, et le roi de Corse sans royaume, les avait montrés réunis tous, et tous terminant le récit de leurs infortunes par cette phrase désormais célèbre : « Et je suis venu passer le carnaval à Venise. » Déjà l'auteur de l'*Émile*, expliquant pourquoi il faisait de son élève un menuisier, avait annoncé que l'ère des grands bouleversements allait venir, et que bien des riches pourraient tomber dans la pauvreté. On allait voir à la suite de la réunion des états généraux s'accomplir la parole menaçante prononcée deux siècles auparavant (en 1614) par Robert Miron : « Il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au peuple que le soldat n'est autre chose qu'un paysan portant les armes, et que, quand le vigneron aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il est, il ne devienne marteau.» Mais que de sang la régénération de la France devait coûter !

trône d'Angleterre ; Achmet III, renversé en 1730 par Mahmoud, son neveu ; Stanislas Leczinski, détrôné en 1733 par les Russes ; Auguste III, dépouillé momentanément de la Saxe en 1756 par les Prussiens ; Iwan VI, détrôné en 1741 par Élisabeth Pétrowna ; enfin, Théodore de Neuhof, aventurier allemand, proclamé roi par les Corses insurgés contre Gênes en 1736, et détrôné presque aussitôt par les Génois. Il mourut à Londres dans la misère, après avoir été sept ans prisonnier pour dettes.

CHAPITRE III.

La Révolution française. L'Assemblée constituante.

La Révolution française. — Ouverture des états généraux (5 mai 1789). — Demandes des cahiers. — Votera-t-on par ordre ou par tête? Le tiers se proclame Assemblée nationale (17 juin). — Serment du Jeu de paume; séance royale; réunion des trois ordres (20, 23, 27 juin). — Renvoi de Necker; soulèvement de Paris : prise de la Bastille (11-14 juillet). — La Fayette et Bailly. La garde nationale. La cocarde tricolore. — Nuit du 4 août. Abolition des privilèges. — Journées des 5 et 6 octobre; le roi et l'Assemblée à Paris. — Les journaux et les clubs. — Fête de la Fédération (14 juillet 1790).

Les principes de 1789. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. — Constitution de 1791. Réformes politiques : la royauté constitutionnelle substituée au pouvoir absolu; pouvoir législatif. — Pouvoir exécutif; le roi; le veto suspensif. — Réformes administratives : division de la France en départements. — Réformes judiciaires : tribunal de cassation; le jury; justices de paix; les actes de l'état civil. — Constitution civile du clergé. — Suppression de l'ancienne réglementation industrielle. Liberté du travail et des transactions. — Réformes financières; égalité devant l'impôt. — Les biens nationaux. Les assignats et leurs conséquences.

Commencements de guerre civile. — Mirabeau se rallie à la cour; sa mort (2 avril 1791). — Fuite du roi (20 juin); son arrestation à Varennes. — Louis XVI suspendu; pétition républicaine; fusillade du Champ-de-Mars (17 juillet). — Clôture de la Constituante (30 septembre 1791).

La Révolution française. — On appelle *Révolution française* la période de l'histoire de notre pays qui s'écoule de 1789 à 1815. La France, pendant cet espace de temps, fut gouvernée successivement par l'Assemblée constituante et l'Assemblée législative, sous le règne constitutionnel de Louis XVI; par la Convention nationale, le Directoire et le Consulat, sous la République; puis par l'Empire jusqu'à la première Restauration. Le principal résultat de la Révolution française, indépendamment des changements politiques qui en sont sortis, c'est la suppression des privilèges, et l'établissement de l'égalité civile dans notre pays.

Ouverture des états généraux (5 mai 1789). — Ce fut le 5 mai 1789 que se réunirent les états généraux, qui comptaient dans leurs rangs tout ce que la France renfermait alors d'hommes illustres par leur naissance, leur éloquence ou leur savoir. Les élections n'avaient point eu lieu d'après un mode uniforme; cependant, presque partout elles s'étaient faites à deux degrés. Elles avaient envoyé à Versailles 1145 députés: 291 repré-

sentaient le clergé, 270 la noblesse, 584 le tiers état. Parmi eux se trouvaient l'abbé Maury et l'officier Cazalès, tous les deux persévérants défenseurs du passé; les deux frères Alexandre et Théodore de Lameth ; les ducs d'Orléans, d'Aiguillon, de Noailles ; le marquis de La Fayette, Mounier, Malouet, Duport, l'astronome Bailly et le médecin Guillotin, l'abbé Grégoire, l'avocat Barnave, de Grenoble, et l'avocat Robespierre, d'Arras.

Par-dessus tous les autres, deux noms étaient signalés à l'attention publique: ceux de l'abbé Sieyès et de Mirabeau. Le premier venait de publier une brochure remarquable qu'il résumait lui-même en ces termes: « Qu'est-ce que le tiers état? — Rien. Que doit-il être? Tout. Que veut-il être? Quelque chose. » Le second (Gabriel-Honoré Riquetti, comte de Mirabeau) était déjà célèbre par son éloquence, ses aventures romanesques, ses passions fougueuses et ses malheurs. Victime de la haine paternelle, il avait passé plusieurs années en prison et en exil. Candidat aux élections en Provence, les nobles le repoussèrent de leurs rangs. Aussi les attaqua-t-il avec une grande violence en s'adressant au tiers état. « Dans tous les temps, dans tous les pays, s'écriait-il, les grands ont poursuivi d'une haine implacable, jusqu'à la mort, les défenseurs du peuple qui étaient nés dans leurs rangs... ainsi périt le dernier des Gracques, de la main des patriciens. Mais avant de mourir il prit un peu de poussière et la lança contre le ciel !... Et de cette poussière naquit Marius, moins grand pour avoir vaincu les Cimbres que pour avoir exterminé dans Rome l'aristocratie! » Élu deux fois par Aix et Marseille, Mirabeau arrivait sûr de sa force et impatient de la montrer[1].

Demandes des cahiers. — Quels vœux les députés allaient-ils formuler au nom de la nation? Il y avait deux cents ans que les états généraux n'avaient été convoqués (depuis 1614). Quelles demandes chacun des trois ordres exprimerait-il après ce long silence, dans les cahiers remis à ses mandataires? En voici le résumé.

Examinons d'abord les demandes du tiers état. Ses cahiers réclamaient :

En politique: la division du gouvernement en deux pouvoirs,

1. Il avait un frère cadet, colonel d'infanterie et député de la noblesse. Zélé défenseur des privilèges, le vicomte de Mirabeau émigra plus tard et fut tué en duel. Il n'était remarquable que par son obésité, et on le distinguait de son aîné par le surnom de Mirabeau Tonneau.

pouvoir exécutif représenté par le roi et des ministres responsables, pouvoir législatif appartenant aux députés nommés par la nation ; l'établissement d'une constitution discutée et votée par la représentation nationale ; le droit pour les états généraux de faire la loi, avec la sanction royale ; le droit de voter l'impôt, de contrôler les dépenses publiques ; l'abolition de la servitude, des droits féodaux, de tous les privilèges ; la liberté individuelle ; le droit pour tout citoyen d'exprimer ses idées par la presse ; l'admissibilité de tous aux emplois publics ; la responsabilité des agents du gouvernement ; l'égale répartition des charges sur les trois classes de la nation ;

Pour les finances : l'abolition des aides, de la gabelle et des anciens impôts de toute nature ; leur remplacement par un impôt territorial et mobilier auquel le clergé et les nobles seraient soumis comme le tiers état ;

Pour la justice : l'égalité de tous les citoyens ; la suppression des juridictions exceptionnelles ; l'abolition de la confiscation, du droit d'aînesse, des substitutions ; l'adoucissement des peines ; un code unique ; la justice gratuite ; les débats publics ; l'introduction du jury en matière criminelle ; l'élection des juges parmi les avocats et les licenciés en droit ;

Pour l'industrie, le commerce et l'agriculture : la liberté du commerce ; la suppression des douanes intérieures, des péages, des monopoles ; l'établissement de chambres et de tribunaux de commerce ; l'unité des poids et mesures ; la création de caisses de secours et d'assurances ; l'exemption de droits pour les matières premières, *etc.* ;

Pour la religion et l'éducation : la liberté de tous les cultes et leur égalité devant la loi ; l'amélioration du sort des curés et des vicaires ; la suppression d'une partie des ordres religieux ; la vente d'une partie des biens du clergé pour éteindre la dette publique et secourir les pauvres ; l'établissement d'une éducation nationale gratuite, au moins dans les degrés élémentaires ; l'ouverture d'asiles pour les vieillards, de maisons pour les enfants trouvés ; l'établissement de nouveaux hôpitaux, dans lesquels chaque malade aurait un lit pour lui seul ; l'éducation, par l'État, des enfants pauvres, *etc.*

Le clergé demandait dans ses cahiers que la religion catholique fût proclamée religion d'État ; il consentait à la suppression des privilèges de la noblesse. Celle-ci voulait conserver les droits féodaux, être exempte d'impôts, et surtout elle demandait que, dans les états généraux, on votât par ordre et non par tête.

Votera-t-on par ordre ou par tête? Le tiers se proclame Assemblée nationale (17 juin). — De la réponse qu'on ferait à cette question dépendait tout l'avenir. Si l'on votait par ordre, les classes privilégiées, le clergé et la noblesse, devaient se trouver d'accord contre toutes les questions de réformes, et rejeter, à la majorité de deux voix contre une, les demandes du tiers état.

Necker, en décidant, malgré l'assemblée des notables, que le tiers état aurait une double représentation, c'est-à-dire un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis, avait semblé préjuger la question en faveur du tiers. Pourtant, après la réunion des états, la noblesse et le clergé refusèrent d'opérer en commun la vérification des pouvoirs et se séparèrent du tiers état. Leur résistance dura cinq semaines. Un grand nombre d'ecclésiastiques et de nobles vinrent individuellement se joindre aux députés du tiers. Enfin, le 17 juin, le tiers état, alléguant qu'il représentait à lui seul les quatre-vingt-seize centièmes de la nation, et qu'il n'était pas juste que, par la mauvaise volonté des privilégiés, les affaires publiques restassent en souffrance, prit le nom d'*Assemblée nationale*.

Serment du Jeu de paume; séance royale; réunion des trois ordres (20, 23, 27 juin). — Inquiète et irritée, la cour, pour empêcher les députés d'aller plus loin, fit fermer la salle où ils se réunissaient, sous prétexte des préparatifs d'une séance royale. Ils se rassemblèrent dans la salle du *Jeu de paume*, et, sous la présidence de Bailly, jurèrent de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France (20 juin).

Trois jours après eut lieu la séance royale. Louis XVI, d'un ton de maître, ordonna au tiers de céder. Chaque ordre devait délibérer à part; sinon les états seraient dissous. Après le départ du roi, le tiers restant immobile à sa place, le grand maître des cérémonies, le marquis de Dreux-Brézé, vint lui rappeler la volonté du monarque. — « Allez dire au roi, lui cria Mirabeau en se levant, que nous sommes ici par la volonté nationale, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » (23 juin.)

Placé entre la reine, qui lui conseillait de tenir bon, et Necker, qui l'exhortait à céder, Louis XVI suivit l'impulsion de son ministre. Vaincu par l'energie de l'Assemblée, il ordonna aux privilégiés de se réunir au tiers état. L'union des trois ordres eut lieu le 27 juin.

Renvoi de Necker. Soulèvement de Paris ; prise de la Bastille (11-14 juillet). — Toutefois un nouveau revirement suivit bientôt. Poussé par Marie-Antoinette et le comte d'Artois, le roi en revient à l'emploi de la force. Des troupes s'assemblent à Versailles et autour de Paris ; elles sont commandées par le maréchal de Broglie et le baron de Bezenval. Le 11 juillet, Necker est renvoyé.

A cette nouvelle, Paris se soulève. Dans le jardin du Palais-Royal, un homme monte sur une table, à la porte d'un café, le pistolet à la main : c'est Camille Desmoulins, jeune avocat, de Guise. « Le renvoi de Necker, s'écrie-t-il, est le signal d'une Saint-Barthélemy de patriotes... Cette nuit les bataillons suisses et allemands vont sortir du Champ-de-Mars pour nous égorger... » Il exhorte les assistants à la résistance. On l'acclame, on jure de combattre. Il propose alors un signe de ralliement, « le vert, couleur de l'espérance... » La foule se pare aussitôt de feuilles de marronniers. Quelqu'un fait observer que le vert est la couleur des livrées du comte d'Artois. On le remplace par la cocarde rouge et bleue. Ce sont les vieilles couleurs de Paris, celles que portait Étienne Marcel.

Une immense multitude promène dans les rues les bustes de Necker et du duc d'Orléans, populaire comme ennemi de la reine. Chargée à coups de sabre sur la place Louis XV, par les cavaliers de *Royal-Allemand*, sous les ordres du prince de Lambesc, la foule se rallie et crie vengeance. On fabrique des piques; on enlève vingt-huit mille fusils aux Invalides. Les gardes françaises font cause commune avec le peuple. Sous la conduite d'Élie et de Hullin, les insurgés attaquent la Bastille. Malgré ses tours, ses ponts-levis, ses fossés, ses épaisses murailles et ses canons, la vieille prison d'État est prise après une lutte sanglante. Le gouverneur de Launay est massacré. Le prévôt des marchands Flesselles, qui avait essayé de tromper l'impatience du peuple, a le même sort (14 juillet). L'intendant Foulon, accusé d'avoir été sous Louis XV l'un des agents du pacte de famine, et son gendre Berthier périrent aussi quelques jours après.

La Fayette et Bailly. La garde nationale. La cocarde tricolore. — Dès le premier tumulte, les électeurs de Paris, qui depuis les élections n'avaient cessé de se rassembler à l'hôtel de ville, s'étaient emparés du pouvoir municipal. Ils nommèrent l'astronome Bailly maire de Paris. La milice bourgeoise, organisée spontanément, au nombre de quarante-huit mille hommes,

sous le nom de *garde nationale*, reçut d'eux pour chef le marquis de La Fayette. Parti à vingt ans pour l'Amérique, La Fayette avait combattu avec Washington pour fonder la république des États-Unis. Plus tard, en 1787, dans l'assemblée des notables, il avait le premier réclamé la convocation des états généraux. Appartenant par sa naissance et son éducation à l'ancien régime, par ses idées au nouveau, il oscilla toute sa vie d'un parti à l'autre. Sa popularité fut immense dans les premiers temps. Au *bleu* et au *rouge*[1], couleurs de Paris, pour former la nouvelle cocarde nationale, il ajouta le *blanc*, couleur de la royauté. — « Prenez-la, dit-il ensuite, elle fera le tour du monde ! »

Louis XVI dut venir en personne à l'hôtel de ville de Paris sanctionner par sa présence la chute du pouvoir absolu, tandis que son frère le comte d'Artois, le prince de Condé et les Polignac sortaient de France. Necker était revenu en triomphateur.

Nuit du 4 août. Abolition des privilèges. — La Révolution était désormais irrésistible. Dans la nuit du 4 août, les ducs de Noailles et d'Aiguillon montent à la tribune. Privilégiés et riches propriétaires, ils déclarent qu'ils viennent renoncer à leurs privilèges et faire à la patrie le sacrifice des exemptions d'impôts et des droits d'exception dont ils jouissent; ils demandent à rentrer sous le niveau de l'égalité, à redevenir des citoyens, et ils conjurent tous les membres de leur ordre de suivre leur exemple. La plupart les imitent. En quelques heures, on décrète par acclamation, et pour ainsi dire sans qu'une opposi-

1. Le *rouge* et le *bleu* étaient, dès le moyen âge, les couleurs de Paris. Après la bataille de Poitiers, pendant la captivité du roi Jean, les états généraux, sous l'impulsion de la municipalité parisienne et du prévôt des marchands Étienne Marcel, ayant pris en main le gouvernement, le chaperon rouge et bleu devint le signe de ralliement de la bourgeoisie armée (1356-1357). Le jour où les maréchaux de Champagne et de Normandie furent mis à mort sous les yeux du dauphin Charles (22 février 1358), Étienne Marcel couvrit le jeune prince de son chaperon, en signe de protection et pour constater son adhésion à ce qui venait de se passer. Le drapeau *blanc* n'a été le drapeau ordinaire de la royauté qu'à partir du quinzième siècle. Les premiers Capétiens, en leur qualité de vassaux de l'abbaye de Saint-Denis, suivaient au combat *l'oriflamme* ou bannière de cette abbaye. Elle était de couleur rouge. On allait la chercher solennellement avant chaque expédition. — Les fleurs de lis furent, longtemps avant le drapeau blanc, la marque distinctive des rois de France. Dans ses invectives contre les Capétiens, Dante appelle Philippe le Bel « *le fleurdelisé.* » Les poètes du moyen âge appellent la France « *le royaume des lis.* » Les princes du sang étaient désignés sous le nom de « *sires des fleurs de lis.* »

tion s'élève, l'abolition du servage, des justices seigneuriales, des droits exclusifs de chasse, de colombier, de garenne, de la vénalité des charges, des jurandes, des privilèges de villes et de provinces, l'égalité devant l'impôt, l'admission de tous les citoyens aux emplois civils et militaires, le rachat de la dîme et la faculté de rembourser les droits féodaux. On termina la séance en proclamant Louis XVI *restaurateur de la liberté française.*

Journées des 5 et 6 octobre. Le roi et l'Assemblée à Paris. — Ce moment d'enthousiasme dura peu. L'Assemblée avait décrété qu'elle aurait l'initiative des lois ; que le corps législatif se composerait d'une seule chambre, malgré la vive résistance de Mounier et des partisans du système anglais des deux chambres. La question du *veto* souleva des débats encore plus passionnés. Le roi pourrait-il, oui ou non, s'opposer à l'exécution des décrets de l'Assemblée? Sieyès combattit le principe même du veto; Mirabeau soutint le veto absolu. La majorité, se ralliant au projet de Barnave, accorda au roi le veto suspensif pendant deux législatures, c'est-à-dire quatre ans. Mounier, qui avait été au début l'un des membres les plus influents de l'Assemblée constituante, effrayé du caractère démocratique que prenait de plus en plus la Révolution, donna sa démission de député.

De son côté, la famille royale forma le projet de se retirer à Metz, dans l'armée du marquis de Bouillé. Pour faciliter son départ, elle fit venir à Versailles le régiment de Flandre. Le 2 octobre, un banquet réunissait les officiers de ce régiment et les gardes du corps dans la salle de spectacle du château. Louis XVI, Marie-Antoinette et le dauphin y parurent. La musique joua l'air de Grétry : *O Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne!* Les têtes s'exaltèrent, la cocarde tricolore fut rejetée et remplacée par la cocarde blanche.

Pendant ce temps, à Paris le travail avait cessé, le pain manquait. A la nouvelle du banquet des gardes du corps, neuf ou dix mille femmes se rassemblèrent au bruit du tambour, et, sous la conduite de Maillard, l'un des vainqueurs de la Bastille, partirent pour Versailles, afin de ramener, disaient-elles, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron. » Le peuple les suivit. La Fayette y mena les gardes nationaux ou plutôt y fut mené par eux. Une députation de femmes fut reçue par le roi. Dans la nuit du 4 au 5, le château fut envahi, et plusieurs gardes du corps périrent en défendant les appartements de la reine. La

Fayette et les gardes nationaux sauvèrent la famille royale; mais Louis XVI dut quitter Versailles pour venir habiter les Tuileries. L'Assemblée le suivit à Paris, et s'établit dans la *salle du Manège*, sur la terrasse des Feuillants[1].

Les journaux et les clubs. — L'influence de la presse grandissait tous les jours. Les journaux les plus répandus étaient alors les *Révolutions de Paris*, de Prudhomme et de Loustalot; les *Révolutions de France et de Brabant*, de Camille Desmoulins, l'*Ami du Peuple*, du médecin Marat; le *Patriote français*, de Brissot; la *Bouche de Fer*, de Fauchet; le *Père Duchêne*, d'Hébert, auxquels répondaient, dans les *Actes des Apôtres*, les royalistes Rivarol et Suleau. De plus, une puissance nouvelle s'élevait à côté de l'Assemblée, les *clubs*. Les deux principaux étaient les *Jacobins*, qui allaient passer de la direction de Bailly et de Sieyès sous celle de Robespierre, et les *Cordeliers*, à la tête desquels seront bientôt Danton, Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine et Marat[2].

Fête de la Fédération (14 juillet 1790). — Les six premiers mois de 1790, marqués à Paris par les travaux de l'Assemblée, le furent dans les départements par des réunions, des *fédérations* de ville à ville, de village à village. En présence des efforts tentés par les ennemis de la Révolution à l'intérieur et des menaces proférées au dehors par les émigrés, on éprouvait le besoin de se voir, de s'unir les uns aux autres en échangeant des promesses de défense mutuelle, on prêtait serment de *vivre libre ou mourir*. On amenait là les petits enfants, les jeunes filles, les vieillards couronnés d'épis de blé et de feuilles de chêne. On fraternisait sous la voûte du ciel. Les fédérations les plus célèbres furent celles de Valence, de Strasbourg et de Lyon.

Le mouvement s'étendant toujours, il fut convenu qu'une fédération générale de toutes les communes du royaume aurait lieu à Paris, sur le Champ-de-Mars, le 14 juillet 1790, jour anniversaire de la prise de la Bastille. Longtemps à l'avance,

1. Au nord du jardin des Tuileries, entre le château et la place de la Concorde, sur l'emplacement de la rue de Rivoli actuelle et de la terrasse qui longe cette rue.

2. Ces clubs tiraient leur nom du lieu de leurs séances. Le premier siégeait dans un ancien couvent de Jacobins, faubourg Saint-Honoré (l'emplacement est occupé aujourd'hui par un marché); le second, dans un ancien couvent de Cordeliers, rue actuelle de l'École-de-Médecine; c'est aujourd'hui le musée Dupuytren.

une immense multitude des deux sexes et de tout âge vint au Champ-de-Mars pour aider les ouvriers à exécuter les travaux préparatoires, au chant du *Ça ira*[1]. Le jour fixé, sur l'*autel de la patrie*, élevé au milieu de la plaine, M. de Talleyrand, évêque d'Autun, célébra la messe, assisté de cent prêtres qui portaient sur leurs robes blanches des écharpes tricolores. Ensuite le roi, le président de l'Assemblée, le maire de Paris et le commandant de la garde nationale prêtèrent serment à la constitution au bruit du canon, en présence de soixante mille fédérés et de quatre cent mille spectateurs accourus malgré la pluie. Le soir, il y eut fête sur les ruines de la Bastille. Elles étaient illuminées, et l'on y lisait cette inscription : *Ici l'on danse.*

Les principes de 1789. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. — Dès lors les *principes* de 1789 triomphaient. Si l'on veut se rendre un compte exact de ces principes, il faut lire la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.* En voici les principaux articles :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

« Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

« La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être

1. Ce chant, dont les paroles ont été plusieurs fois modifiées pendant la Révolution, n'avait pas à cette époque le caractère sauvage qui la signala plus tard. En voici une strophe :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Suivant les préceptes de l'Évangile :
Celui qui s'abaisse, on l'élèvera ;
Celui qui s'élève, on l'abaissera...

empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

« Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

« La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit.

« Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par la loi.

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme: tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique. Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

« La société a droit de demander compte à tout agent public de son administration.

« Il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, ni distinctions héréditaires, ni distinctions d'ordre. Il n'y a plus ni vénalité ni hérédité d'aucun office public. Il n'y a plus pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilège ni exception au droit commun de tous les Français. »

Liberté pour tous, égalité de tous les citoyens, souveraineté du peuple, tels étaient en résumé les principes de 89.

Constitution de 1791. Réformes politiques : la royauté constitutionnelle substituée au pouvoir absolu ; pouvoir législatif. — A partir de ce moment l'Assemblée constituante continua ses travaux, malgré les obstacles de toute sorte qu'elle rencontrait sur son chemin : résistance de la cour, du clergé et des nobles, menaces de l'émigration et des puissances étrangères, soulèvements populaires, émeutes, cris des journaux et des clubs, dangers du dehors et du dedans. De ce labeur incessant sortit la constitution de 1791. A la monarchie absolue l'Assemblée substitua la monarchie constitutionnelle, qu'elle inaugura en proclamant la division des deux pouvoirs *législatif* et *exécutif*.

Le pouvoir législatif était confié à une assemblée *unique et permanente* (c'est-à-dire siégeant sans interruption), composée de sept cent quarante-cinq membres *inviolables*, qui devait être renouvelée tous les deux ans par l'élection. A l'Assemblée appartenaient l'initiative et le vote des lois ; elle était chargée de voter l'impôt, d'en surveiller la répartition et l'emploi, de discuter tous les actes de l'administration, de surveiller les agents du pouvoir, de décider, sur la proposition du roi, la paix et la guerre. Les décrets de l'Assemblée, pour avoir force de loi, devaient être revêtus de la sanction royale. Si le souverain refusait d'en sanctionner un, il ne pouvait plus être proposé à son acceptation avant deux ans. Ce délai expiré, l'Assemblée suivante était en droit de lui présenter une seconde fois le même décret. La constitution lui permettait de le repousser encore. Mais si au début de la cinquième année, la troisième Assemblée persistait à voter le décret deux fois proposé déjà par les députés et deux fois frappé de *veto* par le roi, il devenait loi par le fait seul de ce troisième vote, sans que la sanction royale fût désormais nécessaire.

L'Assemblée était nommée par une élection à deux degrés. Tous les citoyens *actifs*, c'est-à-dire les Français âgés de vingt-cinq ans, domiciliés depuis un an dans le canton, inscrits sur les registres de la garde nationale et payant une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail, formaient les *assemblées primaires*, dont les domestiques étaient exclus. Les assemblées primaires choisissaient dans leur sein un centième des citoyens actifs, ceux qui possédaient un revenu équivalent à la valeur locale de cent cinquante journées de travail dans les campagnes et de deux cents dans les villes, et les nommaient *électeurs*. Ces électeurs à leur tour choisis-

saient les députés et leurs suppléants. Il y avait un suppléant pour trois députés; les députés étaient inviolables. Un tiers de la représentation était attribué à la population, un tiers au territoire, un tiers à la contribution directe. Voici, du reste, en quels termes la constitution s'exprimait à cet égard :

« Les représentants seront distribués entre les 83 départements selon les trois proportions du territoire, de la population et de la contribution directe.

« Des 745 représentants, 247 sont attachés au territoire ; chaque département en nommera 3, à l'exception du département de Paris, qui n'en nommera qu'un.

« 249 représentants sont attribués à la population. La masse totale de la population active du royaume est divisée en 249 parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il a de parts de population.

« 249 représentants sont attachés à la contribution directe. La somme totale de la contribution directe du royaume est de même divisée en 249 parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il paye de parts de contribution. » (Titre III, ch. I, sect. 1, art. 2, 3, 4, 5.)

Pouvoir exécutif; le roi; le veto suspensif. — Le pouvoir exécutif appartenait au roi, dont la personne était déclarée *inviolable et sacrée.* Toutefois « si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté... Après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la classe des citoyens et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication. » Le roi était doté d'une liste civile de vingt-cinq millions; il choisissait et révoquait les ministres, avait le commandement des armées; il était chargé des rapports avec les puissances étrangères; il pouvait conclure des traités, qui n'étaient valables toutefois qu'après la ratification de l'Assemblée. Les ministres étaient *responsables ;* l'Assemblée pouvait les mettre en accusation. Comme on l'a vu plus haut, le roi n'avait que le *veto suspensif;* malgré son opposition, au bout de quatre ans les volontés du pouvoir législatif avaient force de loi.

Cette question de la sanction royale et du veto avait soulevé les débats les plus vifs. Trois opinions s'étaient trouvées en présence : les uns voulaient donner au roi le veto absolu ; les autres étaient partisans d'un veto suspensif ; enfin la troisième

opinion repoussait toute espèce de veto. Si le roi, disaient les premiers, n'est point armé d'un veto absolu, comme la constitution ne lui accorde pas le droit de dissoudre l'Assemblée et d'en appeler à des élections nouvelles, il est réduit au rôle d'un commis chargé d'exécuter sans contrôle les décisions des députés. Dès lors la constitution ne fait plus que déplacer le pouvoir absolu ; l'autorité exécutive est détruite ; seule l'autorité législative subsiste. On ne fait donc que passer d'un despotisme à un autre, et au pire de tous, à celui d'une assemblée, c'est-à-dire à un despotisme anonyme, collectif, et par conséquent à peu près irresponsable.

Voici quels étaient les arguments des partisans du veto suspensif. La souveraineté, disaient-ils, appartient à la nation ; ne pouvant l'exercer elle-même, elle délègue le pouvoir législatif à une assemblée, le pouvoir exécutif au roi, qui sont également ses agents, ses représentants S'ils ne sont pas d'accord sur le meilleur mode de régir ses intérêts, qui doit décider en dernier ressort ? La nation elle-même. C'est ce qu'elle fera en renommant à l'expiration de leur mandat les députés qui ont voté la loi frappée de veto ou en en choisissant d'autres. Mais pour prévenir toute surprise, tout entraînement, pour que la décision des électeurs soit bien réfléchie et sans appel, il est nécessaire qu'elle soit prononcée à deux reprises. C'est ce système qui l'emporta.

Les ennemis de toute espèce de veto disaient : Il faut prendre des précautions contre le roi. Qu'il le veuille ou non, il est nécessairement pour l'Assemblée un adversaire. On ne renonce pas volontairement au pouvoir absolu. En admettant que Louis XVI, étant donné son caractère, se résigne à n'être plus qu'un roi constitutionnel, les privilégiés, eux, ne se résigneront pas à la perte de leurs privilèges. Louis est faible : la reine et son entourage le domineront. On doit craindre que les mesures auxquelles il opposera son veto ne soient celles dont l'adoption immédiate importera le plus au salut public. En cas de guerre par exemple, qu'une loi de défense soit votée : le veto du roi peut l'ajourner de quatre ans, quand peut-être son exécution dans l'espace de quelques jours est seule capable d'arrêter une invasion.

On a vu déjà que la majorité se prononça pour le veto suspensif. Quoi qu'il en soit de ce débat, on était au début d'une ère nouvelle : aux vieilles formules « *Si veult le Roy*, *si veult la Loi*, » et « *car tel est notre bon plaisir*, » la Révolution substi-

tuait cette formule nouvelle qui fut gravée sur les médailles commémoratives de la Fédération du 14 juillet 1790 : « *La Nation, la Loi, le Roi.* »

Réformes administratives; division de la France en départements. — Jusque-là il y avait eu des pays d'élections et des pays d'états, des Bretons et des Normands, des Picards et des Provençaux, des Poitevins et des Bourguignons. L'Assemblée constituante voulut effacer toute trace de ces anciennes divisions provinciales qui rappelaient le moyen âge et la féodalité, les rivalités et les antipathies des hommes du Midi contre ceux du Nord, des extrémités contre le Centre, de la *langue d'oïl* contre la *langue d'oc*. Désormais il n'y aura plus que des Français. L'ancienne division en 32 grands gouvernements disparaîtra pour faire place à des circonscriptions nouvelles, moins étendues, de dimensions à peu près égales et partagées de manière à accélérer la fusion entre les populations d'origine et de langues diverses qui vivaient sur notre sol. Pour que les noms des divisions nouvelles soient acceptés par tout le monde, chacun des quatre-vingt-trois départements créés le 15 janvier 1790 tirera son nom d'une circonstance physique, d'un fleuve, d'une montagne, ou de sa situation géographique : Seine, Hautes-Alpes, Basses-Pyrénées, Nord, Finistère, *etc.* Les *départements* furent divisés en *districts*, les districts en *cantons*, les cantons en *communes*.

A la tête de chaque département il y eut un *directoire* permanent de huit membres et un *procureur syndic* chargés du pouvoir exécutif, un *conseil* de trente-six membres qui se réunissait un mois par an ; dans chaque district, un *procureur syndic*, un *directoire de quatre membres,* un *conseil de douze membres*, qui siégeaient quinze jours par an ; dans chaque commune, un *maire*, un *procureur syndic*, des *officiers municipaux* et un *conseil général* de la commune. Le roi pouvait révoquer les membres de ces différentes administrations, tous nommés par les électeurs. Cette nouvelle division géographique et administrative de la France était l'œuvre de Sieyès et de Thouret.

Réformes judiciaires : tribunal de cassation ; le jury ; justices de paix ; les actes de l'état civil. — L'Assemblée avait supprimé les parlements, les prévôtés, les sénéchaussées et les bailliages. Elle proclama la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire comme la condition indispensable d'un gouvernement libre. Désormais il y aura dans chaque département

trois degrés de juridiction [1] : un *tribunal de paix ou de conciliation* (justice de paix) dans chaque canton ; un *tribunal civil* dans chaque district ; un *tribunal criminel* au chef-lieu. Le tribunal criminel doit être assisté d'un *jury d'accusation* et d'un *jury de jugement*, ce dernier composé de douze citoyens au moins, choisis par le sort et chargés de répondre à la question « *coupable ou non coupable*, » les magistrats n'étant là que pour diriger les débats et prononcer l'application de la peine. Au sommet de cette organisation judiciaire se trouve la *cour de cassation*, composée de 83 membres élus par les 83 départements. Elle est chargée de reviser les arrêts de tous les tribunaux, de les casser s'ils sont entachés d'illégalité ou de vices de formes, et de renvoyer les parties devant une juridiction nouvelle. Une *haute cour nationale*, composée de membres de la cour de cassation, était instituée pour connaître des délits et des crimes commis par les ministres, les agents du pouvoir, et en général de tous les actes de haute trahison. C'était à l'Assemblée législative qu'il appartenait de traduire les prévenus devant la haute cour. Tous les juges de ces divers tribunaux devaient être nommés pour dix ans par les électeurs. Un code uniforme devait être composé pour tout le royaume. Tous les citoyens étaient égaux devant la loi. Aux colonies, les hommes de couleur libres devaient jouir des mêmes droits civils et politiques que les blancs. Enfin, désormais les maires de chaque commune étaient chargés de tenir les *registres de l'état civil*, d'enregistrer les naissances, les mariages, les décès. Le mariage devenait, au point de vue légal, un contrat passé devant l'autorité municipale, et il était ordonné aux curés de ne procéder à la cérémonie religieuse qu'après que le mariage civil aurait été accompli.

Constitution civile du clergé. — La Constituante avait proclamé la liberté de conscience et la liberté des cultes, et le vieux pasteur protestant Rabaud-Saint-Étienne avait pu voir son fils nommé président de l'Assemblée nationale. Cette mesure avait mécontenté le clergé, qui avait demandé, par la bouche de dom Guerle, qu'on reconnût le catholicisme comme seule religion d'État. Bientôt, comme nous le verrons plus loin, la conversion des biens ecclésiastiques en biens nationaux fut une nouvelle cause de mécontentement. L'Assemblée avait cependant créé le

1. Il n'y avait point dans cette organisation de *cours d'appel*. On en *appelait* des arrêts du *tribunal civil*, non à un tribunal supérieur, mais au tribunal civil voisin.

budget des cultes et déclaré qu'à l'avenir tout curé recevrait un traitement de douze cents francs au moins. Elle déclara aussi, il est vrai, que l'État ne reconnaissait pas de vœux religieux ni de congrégations ecclésiastiques, et que les portes des cloîtres s'ouvriraient à tous ceux qui voudraient en sortir. Enfin, le 12 juillet 1790, l'Assemblée réduisit les cent trente-cinq diocèses du royaume à quatre-vingt-trois, un par département; elle supprima les chapitres métropolitains et décréta que les évêques et les curés seraient nommés par les électeurs. Ce décret reçut le nom de *Constitution civile du clergé.* Irritée de la résistance des évêques, l'Assemblée exigea que les ecclésiastiques prêtassent le serment civique (27 novembre 1790, — 4 janvier 1791). Le plus grand nombre s'y refusèrent. Il y eut dès lors deux Églises : le clergé constitutionnel ou assermenté, et le clergé insermenté ou réfractaire.

Suppression de l'ancienne réglementation industrielle ; liberté du travail et des transactions. — L'Assemblée nationale avait aboli les corporations, les jurandes, les maîtrises, les douanes intérieures. Elle avait accordé à tout le monde la liberté de travailler, d'exercer tous les métiers, à condition de payer l'*impôt de la patente.* Par la *loi sur les brevets d'invention* elle avait encouragé l'industrie, en assurant à l'inventeur la propriété temporaire de ses découvertes[1]. Mais la proclamation de la liberté du travail ne produisit pas immédiatement tous les fruits qu'on en attendait. Turgot avait dit dans son livre sur la *Formation et Distribution des richesses :* « Le simple ouvrier, qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher; mais ce prix, plus ou moins haut, ne dépend pas de lui seul : il résulte de l'accord qu'il fait avec celui qui paye son travail : celui-ci le paye le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance. » Bien souvent en temps de révolution l'ouvrier ne gagne plus même le nécessaire. Effrayé des bouleversements dont il est le témoin et manquant

1. La première loi sur les brevets d'invention fut votée par le Parlement d'Angleterre, en 1623; elle assurait à l'inventeur la propriété de sa découverte pendant quatorze ans.

de confiance dans l'avenir, le consommateur n'achète plus : le marchand, cessant de vendre, a sa boutique encombrée et cesse de faire des demandes au producteur. Celui-ci, à son tour, fabrique moins ou cesse entièrement de fabriquer; il est obligé de diminuer la durée du travail de ses ouvriers, d'en renvoyer une partie et quelquefois de les renvoyer tous. L'ouvrier dès lors manque de travail. C'est ce qui arriva sous la Convention. La Commune de Paris fut obligée de donner dans chaque section d'abord quinze sous, puis quarante sous par jour aux ouvriers sans travail.

Réformes financières; égalité devant l'impôt. — Au vieil adage que « *le vilain est taillable et corveable à merci* », on avait substitué ce principe, que tous les citoyens étaient égaux devant l'impôt. Les tailles, les aides, la gabelle, avaient disparu. De tous les anciens impôts, l'Assemblée ne maintint que les droits d'*enregistrement*, de *timbre* et d'*hypothèque*. Ces droits composèrent les *contributions indirectes*. Les *contributions directes* comprirent : 1° l'*impôt foncier*, pesant sur les produits de la terre; 2° l'*impôt personnel ou mobilier*, pesant sur les biens mobiliers et les habitations; et 3° l'*impôt des patentes*, dont le maximum était de deux cent cinquante livres. Ainsi donc tous les Français contribueront désormais aux dépenses publiques en raison de leurs facultés. Les rôles de l'impôt devaient être dressés par les administrations municipales. Le trésor public et le trésor du roi étaient désormais distincts.

Les biens nationaux. Les assignats et leurs conséquences. — Ces réformes ne pouvaient supprimer sur-le-champ les difficultés présentes amenées par l'énormité de la dette publique. C'est en 1535, sous le règne de François Ier, qu'avaient été créées les premières rentes perpétuelles sur l'hôtel de ville. Depuis ce temps, la dette publique s'était toujours accrue. En 1774, le déficit annuel s'élevait à 41 millions; enfin, en 1789, la dette constituée s'élevait en rentes perpétuelles et en rentes viagères à 167,737,810 livres, au capital de 2,422,087,391 livres. On évaluait la dette flottante à 2 milliards 800 millions. Le trésor était vide. Pour le remplir, le ministre Necker[1] demanda que chaque citoyen fît le sacrifice du quart de son revenu. Mirabeau montra aux portes la *banqueroute*, la *hideuse banqueroute*, et la proposition de Necker fut votée par l'Assemblée (26 septembre 1789). Mais cette mesure était insuffisante. Comment combler le gouffre? Talleyrand,

1. Il quitta le ministère en 1790 et mourut en 1804.

évêque d'Autun, Mirabeau et Thouret proposèrent que les biens du clergé fussent mis *à la disposition de l'État* et devinssent *biens nationaux*. Cette proposition fut votée, malgré l'abbé Maury et Cazalès. Pour subvenir aux frais du culte et indemniser le clergé, 77 millions durent être portés annuellement au budget.

Par la vente des biens nationaux, l'Assemblée espérait pourvoir aux besoins de l'État. Mais une telle masse de terre ne pouvait être achetée d'un seul coup, et en attendant il fallait vivre. L'Assemblée avait déjà ordonné la vente de 400 millions de biens du domaine et de l'Église; mais il fallait trouver les moyens de vendre ces biens sans les discréditer par la concurrence, en les mettant en vente tous à la fois. Bailly proposa de les transmettre aux municipalités, qui les achèteraient en masse pour les revendre ensuite peu à peu. Les municipalités, n'ayant pas les fonds suffisants pour payer sur-le-champ, prendraient envers l'État des engagements à temps, et on payerait les créanciers de l'État avec des bons ou *assignats* sur les communes, qui les acquitteraient successivement.

La Constituante avait émis d'abord pour 400 millions d'*assignats*, portant intérêt à 5 0/0 (21 décembre 1789); elle en émit ensuite (29 septembre 1790) pour 800 millions sans intérêts et ayant *cours forcé*. Tous les assignats avaient pour garantie les biens nationaux ; ils étaient reçus dès l'origine en payement de ces biens, et devaient être brûlés à mesure qu'ils rentreraient au trésor ; en sorte que les biens nationaux devaient se trouver vendus, et les assignats retirés de la circulation en même temps, ces deux mesures étant liées l'une à l'autre. Reposant sur la vente des biens nationaux, les assignats avaient donc une garantie, une *hypothèque* certaine. Plus tard, tout changera : les besoins sans cesse croissants de l'État, les prodigieuses dépenses amenées par une guerre universelle, nécessiteront l'émission de nouveaux assignats. La valeur nominale des assignats émis dépassant la valeur des biens nationaux à vendre, le nouveau papier-monnaie n'offrira plus de garantie, ne reposera plus sur rien. En Angleterre, pour augmenter nos embarras, on fabriquera de faux assignats. Alors viendra le discrédit.

Commencements de guerre civile. — Pendant ces travaux de l'Assemblée, l'effervescence croissait toujours. Dans le midi, dans l'ouest, où les passions religieuses venaient encore s'ajouter aux différends politiques, à Nîmes, Montauban, Avignon, Toulouse, Castres, Montpellier, Niort, des combats sanglants s'é-

taient livrés entre les partisans et les adversaires de la Révolution. A Nancy, trois régiments voulurent forcer leurs officiers à rendre compte de la solde qu'ils les accusaient d'avoir détournée à leur profit. Le marquis de Bouillé, qui commandait à Metz, marcha contre eux et les vainquit après une lutte sanglante. Trente-deux soldats suisses du régiment de Châteauvieux furent condamnés à mort et quarante et un aux galères (31 août 1790).

Mirabeau se rallie à la cour; sa mort (2 avril 1791). — Longtemps l'adversaire le plus redoutable de la royauté, Mirabeau était devenu son plus ferme appui. Il trouvait la constitution « trop républicaine pour une monarchie; et pour une république, ajoutait-il, il y a un roi de trop. » Dans la question du *veto*, le grand orateur avait demandé que le roi fût armé d'un *veto* absolu : « S'il en était autrement, disait-il, il vaudrait mieux vivre à Constantinople qu'à Paris. » On avait proposé de faire une loi répressive contre l'émigration. La question étant soulevée à la tribune, à l'occasion de la sortie de France des tantes de Louis XVI, Mirabeau s'éleva vivement contre toute atteinte portée à la liberté individuelle : « Si vous faites une pareille loi, s'écria-t-il, je jure de n'y obéir jamais! » (28 février 1791.) Il essaya aussi, mais vainement, de faire décerner au roi le droit exclusif de paix et de guerre. Il fut combattu avec violence par ceux qu'il appelait le « trio jacobin, » Barnave, Duport et Lameth. Il imposa bien « silence aux trente voix; » mais il entendit crier dans les rues « la grande trahison du comte de Mirabeau, » et il dut reconnaître que « le Capitole n'est pas loin de la roche Tarpéienne. » Usé par le travail et les excès, il mourut le 2 avril 1791. L'Assemblée décréta que ses restes seraient ensevelis au Panthéon, sur le frontispice duquel elle fit graver la célèbre inscription : « *Aux grands hommes la patrie reconnaissante.* » Plus tard, quand on eut découvert au château des Tuileries les preuves de sa vénalité, la Convention fit transporter son corps au cimetière des suppliciés.

Fuite du roi (20 juin). **Son arrestation à Varennes.** — Cédant alors aux conseils des adversaires de la Révolution, Louis XVI résolut de s'enfuir à Montmédy, dans l'armée du marquis de Bouillé. De là, il espérait pouvoir dominer à son gré l'Assemblée, ou même la dissoudre. En cas d'échec, il passerait la frontière et pourrait invoquer le secours des émigrés, de l'empereur Léopold II, son beau-frère, et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II.

Dans la nuit du 20 juin, il quitta Paris, sous un déguisement, par la route de Châlons, avec la reine, le dauphin, Madame Royale, M[me] Élisabeth, M[me] de Tourzel, gouvernante des enfants de France, et plusieurs gardes du corps. Les fugitifs furent reconnus à Sainte-Menehould par Drouet, fils du maître de poste. Leur voiture fut arrêtée à Varennes, dans l'Argonne. On les conduisit chez le procureur syndic de la commune, l'épicier Sausse. Bouillé et les cavaliers de *Royal-Allemand* arrivèrent trop tard de Stenay pour les délivrer. La famille royale fut ramenée à Paris sous l'escorte de trois membres de l'Assemblée, Barnave, Latour-Maubourg et Péthion (25 juin).

Louis XVI suspendu, pétition républicaine ; fusillade du Champ-de-Mars (17 juillet). — « Voilà notre grand embarras parti ! » s'étaient écriés les républicains en apprenant la fuite de Louis XVI, et ils avaient espéré un triomphe immédiat. La Constituante ne le voulut pas. Dirigés par Barnave, Duport, Lameth, ses membres désiraient avant tout le maintien de la constitution : ils ne comprenaient pas que cette constitution, réunissant contre elle à la fois les partisans de l'ancien régime et ceux de la république, n'avait désormais aucune chance sérieuse de durée. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée qualifia le départ de Louis XVI d'*enlèvement* et non de *fuite ;* elle déclara que le roi serait non pas *déchu*, mais *suspendu* et gardé à vue jusqu'à l'entier achèvement de la constitution. Il devait être rétabli dans ses fonctions après avoir juré de l'observer.

Irrités de ce décret, les républicains résolurent de passer outre. Une pétition demandant la déchéance de Louis XVI fut rédigée au club des Jacobins par Brissot et Laclos. Le dimanche 17 juillet, elle fut déposée sur l'autel de la Patrie, au Champ-de-Mars, pour y recevoir des signatures. L'Assemblée alarmée fit proclamer la loi martiale et envoya la garde nationale au Champ-de-Mars, avec Bailly et Lafayette, contre les pétitionnaires. Ils furent dispersés par la fusillade. La rupture fut dès lors complète entre les républicains et la Constituante.

Clôture de la Constituante (30 septembre 1791). — Le roi fut rétabli dans ses fonctions le 13 septembre. Dix-sept jours plus tard, la Constituante termina ses séances, le 30 septembre 1791. Elle avait décrété auparavant, sur la proposition de Robespierre, que ses membres ne pourraient pas faire partie de l'Assemblée législative qui allait s'ouvrir. Cette mesure avait une importance capitale. Par l'exclusion des constituants, attachés aux institutions de 1791, elle assurait la prépondérance

aux républicains. L'extrême droite de l'Assemblée s'était réunie à la gauche et lui avait ainsi donné la majorité, dans l'espérance fort imprévoyante que plus la Révolution se précipiterait, plus elle arriverait vite à son terme. Beaucoup de constitutionnels votèrent d'ailleurs dans le même sens. Peut-être se faisaient-ils illusion ; peut-être aussi, las de trois ans de révolution et découragés de se voir dépopularisés, ne désiraient-ils plus qu'un seul bien, le repos.

CHAPITRE IV.

L'Assemblée législative.

Impression produite en Europe par la Révolution française. — Attitude des rois ; conférences de Mantoue (20 mai 1791). — Déclaration de Pilnitz (27 août 1791). Les émigrés à Coblentz.

Ouverture de l'Assemblée législative (1er octobre 1791). Les Girondins. — Décrets contre les émigrés et les prêtres insermentés (novembre 1791). — Ministère feuillant. La guerre se prépare. — Ministère girondin (15 mars 1792). Déclaration de guerre à l'Autriche (20 avril). — Campagne de 1792. Premiers revers en Belgique (30 avril). — Renvoi des ministres girondins. — Journée du 20 juin ; le peuple aux Tuileries. — Manifeste du duc de Brunswick (23 juillet). — Journée du 10 août et chute de la royauté. — Élan patriotique contre l'étranger. — Les massacres de septembre.

L'invasion. Prise de Longwy et de Verdun par les Prussiens (20 août-2 septembre). — Dumouriez. Il occupe l'Argonne. — Bataille de Valmy (20 septembre). — Retraite des Prussiens (1er octobre). — Lille repousse les Autrichiens (9 septembre-8 octobre).— Conquête de Mayence et de Francfort, de la Savoie et de Nice.

Impression produite en Europe par la Révolution française. — « Au fond des mers du Nord, il y avait alors une bizarre et puissante créature, un homme, non, un système, une scolastique vivante, hérissée, dure, un roc, un écueil taillé à pointes de diamant dans le granit de la Baltique. Toute philosophie avait touché là, s'était brisée là. Et lui immuable. Nulle prise au monde extérieur. On l'appelait Emmanuel Kant; lui il s'appelait Critique. Soixante ans durant, cet être tout abstrait, sans rapport humain, sortait juste à la même heure, et, sans parler à personne, accomplissait pendant un nombre donné de

minutes précisément le même tour, comme on voit aux vieilles horloges des villes l'homme de fer sortir, battre l'heure et puis rentrer. Chose étrange, les habitants de Kœnigsberg virent (ce fut pour eux un signe des plus grands événements) cette planète se déranger, quitter sa route séculaire... On le suivit, on le vit marcher vers l'ouest, vers la route par laquelle venait le courrier de France. » (*Michelet.*)

On peut juger par ce trait frappant de l'expression produite en Europe par la Révolution française. Les peuples l'accueillirent d'abord avec joie : ils comptaient sur l'appui et les sympathies de la France. En signe d'alliance avec les Belges, soulevés contre l'empereur, Camille Desmoulins fondait un journal intitulé *Révolutions de France et de Brabant.* En Angleterre, en Allemagne, en Russie même, la Constituante trouvait de nombreux admirateurs. « Quoique la Bastille ne fût assurément menaçante pour personne à Saint-Pétersbourg, je ne saurais exprimer l'enthousiasme qu'excitèrent parmi les négociants, les marchands, les bourgeois et quelques jeunes gens d'une classe plus élevée, la chute de cette prison d'État et le premier triomphe d'une liberté orageuse. Français, Russes, Anglais, Danois, Allemands, Hollandais, tous, dans les rues, se félicitaient, s'embrassaient, comme si on les eût délivrés d'une chaîne trop lourde qui pesait sur eux. » (*Mémoires de M. de Ségur.*) Bientôt même Klopstock, l'auteur de la *Messiade*, recevra le titre de citoyen français. L'Américain Thomas Payne et l'Allemand Anacharsis Clootz, l'*orateur du genre humain*, seront membres de la Convention. Le Péruvien Miranda combattra dans nos armées.

Attitude des rois. Conférences de Mantoue (20 mai 1791). — Accueillie par les peuples avec une vive sympathie, la Révolution avait été dès le début en butte à la haine des rois. Après la prise de la Bastille, le comte d'Artois, le prince de Condé et tous les adversaires les plus déclarés du nouvel ordre de choses avaient quitté la France pour aller chercher dans les cours étrangères un appui armé. Les principes révolutionnaires étaient contagieux, disaient-ils ; si l'on ne se hâtait de les étouffer, ils gagneraient l'Europe entière et menaceraient tous les trônes. Le roi d'Espagne, cousin de Louis XVI, et le roi de Sardaigne, parent du comte d'Artois (ce dernier avait épousé une princesse piémontaise), étaient tout disposés à intervenir sur-le-champ. Il n'en était pas de même des autres souverains.

La czarine Catherine II, après un premier partage de la

Pologne, en méditait un second; elle était d'ailleurs engagée dans une guerre acharnée contre les Turcs et le roi de Suède Gustave III. L'empereur Joseph II était frère de Marie-Antoinette; mais il était aux prises avec les Turcs, en qualité d'allié de la Russie, et il avait à lutter contre les Pays-Bas insurgés. Le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, neveu et successeur du grand Frédéric, en relation avec les illuminés allemands, paraissait beaucoup plus disposé à s'unir aux Anglais et à la Suède contre les Autrichiens et les Russes, qu'à se mêler des affaires de France.

Bientôt tout change. Avec la clairvoyance que donne la haine, le second fils de lord Chatham, William Pitt, héritier de son génie et de son éloquence, sent que la France va se relever, et il intrigue contre elle avant de lui déclarer une guerre ouverte. Dans le parlement britannique, deux amis de vingt ans, deux orateurs illustres, l'un adversaire, l'autre ami de la Révolution française, Burke et Fox, sont aux prises en attendant qu'ils rompent d'une manière éclatante (9 février 1790-6 mai 1791).

Au delà du Rhin, la mort de Joseph II (22 février 1790) appelle au trône son frère Léopold II. Le 20 mai 1791, celui-ci convint à Mantoue, avec le comte d'Artois, qu'une action militaire serait tentée pour délivrer Louis XVI. Le 27 juillet 1790, il s'était réconcilié avec le roi de Prusse au congrès de Reichenbach. En même temps, la Belgique retombait sous le joug autrichien. La paix de Vereloe était signée entre la Russie et la Suède (2 sept. 1790). Le roi de Suède, Gustave III, qui avait pris Bouillé à son service, était désigné comme le général en chef de l'Europe monarchique contre la Révolution.

Déclaration de Pilnitz (27 août 1791). **Les émigrés à Coblentz.** — Cependant le comte de Provence, émigré à son tour, et le comte d'Artois pressaient Léopold et Frédéric-Guillaume de proclamer par un acte public leur intention d'intervenir. Le 24 août 1791, l'empereur et le roi de Prusse arrivèrent simultanément au château de Pilnitz, en Saxe. Trois jours après, ils publièrent une déclaration collective. Ils voulaient, disaient-ils, « mettre le roi de France en état d'affermir les bases d'un gouvernement monarchique. » En conséquence, « ils étaient résolus d'agir promptement, d'un mutuel accord, avec les forces nécessaires pour obtenir le but proposé et commun. »

Si le sens de cette déclaration avait eu besoin d'être éclairci, la conduite des émigrés eût levé tous les doutes. Ils se rassem-

blaient en armes, par milliers, à Coblentz, au confluent du Rhin et de la Moselle, sur les terres de l'électorat de Trèves. Les quatre escadrons des gardes du corps s'y trouvaient réunis au complet, et Louis XVI leur faisait en secret passer leur solde. On envoyait ironiquement des quenouilles aux nobles restés en France. Ces préparatifs des émigrés soulevaient à Paris d'ardentes colères. Les journaux répliquaient aux menaces de l'étranger par d'autres menaces non moins violentes. Telle était la situation extérieure quand la Constituante se sépara.

Ouverture de l'Assemblée législative (1er octobre 1791). **Les Girondins.** — L'Assemblée législative tint sa première séance le 1er octobre 1791. A droite siégeaient les partisans de la monarchie constitutionnelle, les *Feuillants*[1], comme on disait alors, ayant à leur tête Pastoret, Bigot de Préameneu, Ramond, Vaublanc, Jaucourt ; à l'extrême gauche se trouvaient les partisans décidés de la république, Couthon, Bazire, Merlin de Thionville, Gohier, le capucin Chabot, le mathématicien Romme, le financier Cambon, l'ancien magistrat Hérault de Séchelles, l'officier du génie Carnot, qui porteront bientôt le nom de *Montagnards*[2]. La majorité appartenait aux *Girondins*, nommés ainsi parce que les plus brillants représentants de ce parti avaient été élus dans la Gironde. C'était Vergniaud, de Limoges, orateur à la parole entraînante, pleine de verve et de majesté ; le savant Condorcet, collaborateur de l'*Encyclopédie ;* le journaliste Brissot, de Chartres, nature active et inquiète ; l'éloquent abbé Fauchet, le fougueux Isnard, les dialecticiens Guadet et Gensonné. Jeunes, impatients d'agir et de se rendre célèbres, les Girondins aimaient la Révolution en artistes, en orateurs ; ils en saisissaient surtout le côté dramatique, et ils se jetaient dans le mouvement, ivres de propagande guerrière, sans savoir eux-mêmes où ils s'arrêteraient.

Dès le début, ils suppriment les mots de *sire* et de *majesté;* Louis XVI ne sera plus que le *roi des Français.* A la place du trône on ne lui donnera plus qu'un fauteuil. En souvenir de Rome et de la Grèce antique, les Girondins arment de piques le peuple de Paris. Ils mettent sur sa tête le bonnet rouge, la coiffure de l'esclave affranchi. En présence de ces mesures

1. Il s'était formé, après le 17 juillet 1791, un club de partisans de la monarchie constitutionnelle dans le couvent des *Feuillants.*

2. Ainsi nommés parce qu'ils siégeaient sur les bancs les plus élevés de l'Assemblée.

significatives, le maire de Paris et le commandant de la garde nationale, Bailly et Lafayette, donnèrent leur démission. Le titre de commandant général fut aboli. Le maire, le procureur-syndic et son substitut, qui furent élus quelques semaines plus tard, étaient trois ennemis de la cour, un Girondin et deux républicains déclarés : Péthion, Manuel et Danton.

Décrets contre les émigrés et les prêtres insermentés (novembre 1791). — La Révolution était menacée à l'intérieur par le soulèvement des paysans du midi et de l'ouest; au dehors, par les émigrés et les puissances étrangères. Le 9 novembre, sur le rapport de Brissot, l'Assemblée vota les deux décrets suivants : « 1° Les émigrés seront sommés de rentrer avant le 1er janvier sous peine de confiscation de leurs biens et de mort; 2° le comte de Provence perdra ses droits éventuels à la régence et au trône, s'il n'est pas rentré dans le même délai. » Le 29 du même mois, elle en adopta un troisième ainsi conçu : « Tous les ecclésiastiques devront prêter, sous huit jours, le serment civique ; les réfractaires seront privés de leurs traitements et soumis à la surveillance des autorités ; en cas de troubles, ils pourront être éloignés momentanément de leur domicile, en vertu d'un arrêté du directoire du département. » Louis XVI ne sanctionna que le second de ces trois décrets, relatif au comte de Provence.

Ministère feuillant. La guerre se prépare. — Le roi venait d'appeler des Feuillants au ministère : à la guerre, Narbonne ; à l'intérieur, Cahier de Gerville ; à la marine, Bertrand de Molleville; aux affaires étrangères, Delessart. Aussitôt après, le 15 décembre, le roi déclara aux députés que si, dans l'espace d'un mois, l'électeur de Trèves n'avait pas dissous les groupes d'émigrés réunis en armes dans ses États, il serait considéré comme ennemi. Tous les partis accueillirent ces paroles avec joie : les émigrés espéraient le triomphe des armées étrangères et le rétablissement de la monarchie absolue ; les Feuillants voyaient dans une guerre un moyen de rassembler une armée capable de défendre la constitution contre les révolutionnaires aussi bien que contre l'étranger; les Girondins comptaient sur la victoire universelle des principes de la Révolution. La guerre qu'il fallait déclarer, s'écriait Isnard, c'était « la guerre des peuples contre les rois. » Seuls, quelques Montagnards réagissaient contre l'entraînement général et signalaient les dangers que la guerre amène à sa suite. Ils rappelaient qu'à Rome et à Londres l'esprit militaire avait tué la liberté : vaincue, la France

serait envahie ; victorieuse, à la merci d'un général heureux, d'un César ou d'un Cromwell.

On resta sourd à ces avertissements. Le 14 janvier 1792, l'Assemblée invita Louis XVI à déclarer que si, au 1er mars, Léopold n'avait pas répondu d'une façon satisfaisante aux réclamations de la France au sujet des émigrés, on se considérerait comme en état de guerre avec lui.

Le renvoi de Narbonne, le seul des ministres qui passât pour énergique, souleva les colères des Girondins. A ce motif d'irritation s'en joignit un autre. Avignon, qui avait secoué l'année précédente la domination du pape, venait d'être ensanglanté par la guerre civile et d'affreux massacres [1]. Cette ville avait voté sa réunion à la France ; mais par respect pour les scrupules religieux du roi, le ministre Delessart avait ajourné toute décision. Vergniaud l'accusa en termes foudroyants d'être la cause des malheurs survenus. Du haut de la tribune, étendant le bras vers les Tuileries, d'un air menaçant : « L'épouvante et la mort, s'écria-t-il, sont sorties trop souvent, au nom de l'arbitraire, de ce palais funeste ; qu'elles y rentrent aujourd'hui au nom de la loi ! »

Ministère girondin (15 mars 1792). **Déclaration de guerre à l'Autriche** (20 avril). — Louis XVI céda devant ce langage menaçant. Le 15 mars, il prit de nouveaux ministres dans les rangs des Girondins. Roland fut chargé de l'intérieur ; le banquier genevois Clavière, des finances ; Duranthon, de la justice ; Lacoste, de la marine ; le général Servan, de la guerre, et le général Dumouriez, des affaires étrangères. La belle et enthousiaste Madame Roland, nourrie de Rousseau et de Plutarque, et adorant la liberté pour laquelle elle devait périr, était « l'Égérie » de ce ministère, tout au moins l'inspiratrice de son mari et des Girondins.

Cependant le fils et successeur de Léopold, François II, avait répondu à l'ultimatum de l'Assemblée en demandant la restitution d'Avignon au pape et des droits féodaux aux princes allemands possessionnés en Alsace. Le 20 avril, Louis XVI, accompagné de ses ministres, vint dans l'Assemblée proposer de déclarer

1. Le 16 octobre 1791, Lescuyer, notaire d'Avignon et colonel de la garde nationale, fut massacré par les ennemis de la Révolution. Le féroce Jourdan (qu'il ne faut pas confondre avec le général du même nom), sous prétexte de le venger, fit tuer le soir du même jour soixante personnes des deux sexes, dont les cadavres furent précipités dans un puits de la tour de la Glacière.

la guerre au roi de Hongrie et de Bohême ; elle fut votée par acclamation.

Campagne de 1792. Premiers revers en Belgique (30 avril). — La France avait sur pied trois armées : Rochambeau, avec 53,000 hommes, occupait la frontière de Dunkerque jusqu'à la Meuse ; Lafayette, avec 62,000 hommes, gardait le pays entre la Meuse et les Vosges ; Luckner était placé entre les Vosges et le Rhin, avec 49,000 soldats. En outre, 76,000 hommes gardaient les places fortes.

Dumouriez avait fait décider l'invasion de la Belgique. A peine retombée sous le joug de l'Autriche, elle se soulèverait, pensait-on, à l'approche du drapeau tricolore. Trois colonnes devaient marcher simultanément sur Bruxelles : à droite, Lafayette s'avancerait de Givet par Namur ; au centre, Biron déboucherait de Valenciennes par Mons ; à gauche, Dillon (Théobald), de Lille par Tournay.

La guerre débuta par un double échec. Les soldats de Biron, saisis d'une terreur panique, se débandèrent sans avoir vu l'ennemi. Ceux de Dillon, accusant leurs chefs de les trahir, s'enfuirent également au cri de « Sauve qui peut ! » et massacrèrent leur général (30 avril).

Renvoi des ministres girondins. — Ces revers excitèrent une irritation violente. De toutes parts, on se crut trahi. Il y avait, disait-on, un comité autrichien autour de Marie-Antoinette, et l'on appelait la portion du jardin des Tuileries réservée aux promenades de la famille royale le « territoire autrichien. » Le 27 mai, l'Assemblée vote le décret suivant : «Tout prêtre non assermenté sera déporté quand vingt citoyens actifs du canton en feront la demande. » Huit jours plus tard, elle vote la formation d'un camp de vingt mille fédérés sous les murs de Paris. Le roi refusa sa sanction aux deux décrets. Alors le ministre de l'intérieur Roland lut à Louis XVI, en plein conseil, une lettre dans laquelle il blâmait d'une manière très vive son opposition aux mesures de défense. Le roi ne s'étant pas rendu à ses représentations, la lettre fut rendue publique. Roland, Servan et Clavière furent aussitôt renvoyés (13 juin). L'Assemblée déclara qu'ils emportaient les regrets de la nation.

Dumouriez s'était séparé de ses collègues. Il avait accepté la mission de former un nouveau ministère, le roi lui ayant laissé croire qu'il sanctionnerait les décrets. Trompé dans son attente, il quitta le pouvoir pour aller commander sur la frontière des Pays-Bas autrichiens le camp de Maulde.

Journée du 20 juin. Le peuple aux Tuileries. — Un mouvement s'organisa pour obliger Louis XVI à reprendre les ministres congédiés. Le 20 juin, jour anniversaire du serment du Jeu de paume, une immense multitude accourt des faubourgs pour planter un arbre de la liberté sur la terrasse des Feuillants. Conduite par le brasseur Santerre, l'orfèvre Rossignol, le sapeur Nicolas, le boucher Legendre, Fournier l'Américain et le Polonais Lazouski, elle défile dans l'Assemblée et force l'entrée des Tuileries, sans opposition de la part du maire Péthion et de la garde nationale. Entouré et apostrophé par quelques-uns des envahisseurs en termes menaçants, Louis XVI consentit à se couvrir du bonnet rouge, mais n'accorda ni la sanction des décrets ni le rappel des ministres. La foule sortit du palais sans lui faire de mal.

Manifeste du duc de Brunswick (23 juillet). — Dans les jours qui suivirent, la fermentation ne fit que s'accroître. Lafayette, venu des Ardennes à Paris pour prêter à Louis XVI l'appui de sa présence, fut attaqué dans l'Assemblée par Guadet et Brissot, qui lui reprochèrent d'avoir quitté ses soldats en présence de l'ennemi (28 juin). Le 30, on apprit un nouvel échec. Luckner, venu du Rhin en Flandre, avait repris l'offensive contre les Autrichiens. Il échoua, battit en retraite, et son lieutenant Jarry évacua Courtray en brûlant les faubourgs de cette ville à l'approche de l'ennemi. Sur la Moselle, l'armée prussienne se rassemblait rapidement entre Coblentz et Trèves. Le 3 juillet, dans un discours d'une véhémence et d'un éclat prodigieux, Vergniaud accusa la cour de connivence avec l'étranger. Le roi, disait-il, s'apprêtait à « perdre constitutionnellement la constitution et l'empire. » Le 22 du même mois, la Législative proclame que *la patrie est en danger*. Lamourette engage tous les partis à oublier leurs dissensions pour ne s'occuper que de la défense commune ; Duhem propose de renverser Louis XVI, et le jeune Barbaroux écrit à Marseille à son ami Rebecqui : « Envoie-moi six cents hommes qui sachent mourir ! »

Au milieu de cette exaltation, une nouvelle incroyable se répandit dans Paris. Le duc de Brunswick, généralissime de la coalition, venait de publier un manifeste avant de passer la frontière [1]. Il y déclarait que tout garde national pris les armes à la main serait traité comme rebelle ; tous les habitants qui oseraient se défendre seraient mis à mort, et leurs maisons

1. L'auteur de ce manifeste était un émigré, le marquis de Limon.

brûlées. Tous les membres de l'assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris étaient « rendus responsables de tous les événements sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon. » Enfin le duc déclarait que s'il était fait le moindre outrage à la famille royale, et s'il n'était pas pourvu immédiatement à sa sûreté, leurs Majestés impériale et royale livreraient Paris à « une exécution militaire et à une subversion totale. »

Journée du 10 août et chute de la royauté. — Quand le manifeste fut connu, 47 sections sur 48 demandèrent la déchéance de Louis XVI. Leur pétition fut apportée le 3 août à la barre de la Législative par le maire Péthion. En même temps entraient à Paris les fédérés de Marseille. Ils apportaient le *Chant de l'armée du Rhin*, composé à Strasbourg, chez le maire Diétricht, par Rouget de Lisle[1], jeune officier du génie, et qui prit d'eux le nom d'*Hymne des Marseillais* ou *Marseillaise.*

Dans la nuit du 9 au 10 août, une Commune insurrectionnelle prit possession de l'hôtel de ville. Elle comptait parmi ses membres Rossignol, Huguenin, M. J. Chénier, Robert, Billaud-Varennes, Bourdon, Hébert, auxquels s'adjoignirent ensuite Robespierre et Marat. Son premier acte fut de destituer Mandat, commandant royaliste de la garde nationale, qui fut tué quelques heures plus tard d'un coup de pistolet, et de le remplacer par le chef de bataillon Santerre, brasseur du faubourg Saint-Antoine.

Au matin les Tuileries furent attaquées. Le château était gardé par un régiment suisse et quelques centaines de nobles. Les premiers assaillants, seulement armés de piques, furent repoussés avec de grandes pertes. Les Suisses les poursuivirent sur la place du Carrousel et se crurent vainqueurs. Mais les gardes nationaux des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, conduits par Westermann, débouchent sur la place avec les fédérés de Brest et de Marseille, pénètrent dans les cours, attaquent les escaliers sous une grêle de balles et s'emparent du château. Les Suisses furent poursuivis et taillés en pièces dans les appartements, les jardins et sur la place Louis XV.

Avant le combat, et sur les instances de Rœderer, Louis XVI était sorti du château avec Marie-Antoinette, madame Élisabeth et le dauphin, pour se rendre à l'Assemblée, où il fut reçu dans la loge du logotachygraphe. Les députés, sous la présidence de

1. Rouget de Lisle, né à Lons-le-Saunier en 1760, mort à Choisy-le-Roi en 1836. Il se distingua en 1795 à Quiberon.

Vergniaud, s'étaient déclarés en permanence. Quand la lutte se fut terminée par la victoire du peuple, ils rendirent les décrets suivants : *Une convention nationale est convoquée pour le 21 septembre ; elle sera nommée d'après le mode d'élection fixé par la constitution de 91 ; le roi est suspendu provisoirement et habitera le Luxembourg ; un gouverneur sera nommé au prince royal ; les ministres Roland, Clavière et Servan reprendront leurs fonctions ; ils auront pour collègues Danton à la justice, Monge à la marine, Lebrun aux affaires étrangères.* La Législative semblait donc ne considérer la *suspension* du roi que comme provisoire. La Commune, qui entendait bien que la *déchéance* fût définitive, l'envoya prisonnier dans la tour du Temple.

Élan patriotique contre l'étranger [1]. — Le premier besoin était de repousser l'invasion. On prit les cloches et les statues pour fondre des canons ; le tocsin, la générale, retentirent dans Paris ; des visites domiciliaires eurent lieu dans tous les quartiers pour arrêter les suspects ; le drapeau noir fut arboré à l'hôtel de ville. Des estrades se dressèrent sur les places publiques pour recevoir les enrôlements volontaires. L'élan était immense ; les femmes donnaient leurs bijoux ; les enfants, leurs livres de prix. Pendant la première semaine de septembre, deux mille hommes partaient chaque jour de Paris pour le camp. Il fallut inviter les cordonniers, les serruriers, les taillandiers, les charrons, à rester dans la ville. « Piochons la fosse de nos ennemis, disait Vergniaud à la tribune, ou chaque pas que nous faisons nous rapproche de la nôtre. » Et Danton s'écriait : « Le canon que vous entendez n'est pas le canon d'alarme, c'est le pas de charge sur les ennemis de la patrie. Que faut-il pour les vaincre ? de l'audace ! de l'audace ! encore de l'audace, et la France est sauvée ! [2] »

Les massacres de septembre. — Par malheur cet admirable élan patriotique fut souillé par d'affreux massacres. La crainte, l'irritation, la défiance régnaient dans Paris. Elles étaient encore augmentées par l'antagonisme de la Commune insurrectionnelle du 10 août, composée des plus violents révo-

1. Voir sur l'Arc de triomphe de l'Étoile le *trophée* de Rude représentant *le Départ* de 1792.

2. « Un vieillard de la section des Lombards avait quatre fils ; ils lui demandèrent la permission de partir tous quatre. — « Allez et battez-vous bien ! » — Le bataillon partit. Le père ne voyait déjà plus ses enfants, mais il voyait encore le drapeau. — « Mon Dieu, dit-il, comme ce drapeau s'éloigne vite !... Je suis trop vieux, je ne puis le suivre. » — Comment ferez-vous pour vivre sans vos enfants ? lui demanda-t-on. — « La patrie aura soin de moi. » (Henri Martin.)

lutionnaires, et de l'Assemblée législative, dominée par les Girondins, déjà suspects eux-mêmes comme trop modérés. Le dimanche 2 septembre, on apprit que Verdun était assiégé. A cette nouvelle, une foule furieuse se précipite aux prisons. A l'Abbaye, aux Carmes, à la Force, au Châtelet, à la Conciergerie, on massacra des prêtres, des gardes du corps, des femmes, entre autres Mme de Lamballe, l'amie de la reine. A l'abbaye, un tribunal populaire improvisé sous la présidence de Maillard, après un jugement sommaire, condamnait à mort les prisonniers ou les remettait en liberté. Le nombre des victimes fut de 1,480. Parmi ceux qui furent épargnés, il faut citer Jourgniac Saint-Méart; l'abbé Sicard, que sauva son titre d'instituteur des sourds et muets; Cazotte et Sombreuil, tous deux préservés par leurs filles, dont les prières attendrirent les meurtriers; Duport, qui dut la vie à l'intervention de Danton; l'abbé Bérardier, proviseur de Louis-le-Grand, qui échappa grâce à son ancien élève Camille Desmoulins. Ni le maire de Paris Péthion, ni le ministre de l'intérieur Roland, tous les deux girondins, ni le ministre de la justice Danton, ni le commandant général de la garde nationale Santerre, tous les deux montagnards, ne purent ou n'osèrent s'opposer à ces scènes affreuses, qui durèrent cinq jours entiers.

L'invasion. Prise de Longwy et de Verdun par les Prussiens (20 août-2 septembre). — Cependant l'ennemi était sur notre sol. Frédéric-Guillaume II et le duc de Brunswick avec 60,000 Prussiens, venus de Coblentz par Trèves et Luxembourg, arrivent le 19 août devant Longwy, pendant qu'à gauche 26,000 Autrichiens attaquent Thionville sur la Moselle, et qu'à droite 20,000 Autrichiens et émigrés marchent sur Stenay. Le 20 août, *Longwy* capitule sans résistance. A cette nouvelle, l'Assemblée décrète que la ville sera rasée, et ses habitants privés pendant dix ans du droit de citoyen. « Que pouvions-nous donc faire? » demanda l'un d'eux. On lui répondit: « Mourir! »

Dix jours plus tard, les Prussiens étaient sur la Meuse. Le dimanche 2 septembre, après avoir reçu quelques bombes, *Verdun* ouvrit ses portes. La municipalité n'avait pas voulu se défendre. Des jeunes filles vêtues de blanc allèrent offrir des fleurs au roi de Prusse. Beaurepaire, commandant des volontaires de Maine-et-Loire, s'était brûlé la cervelle plutôt que de signer la capitulation [1]. Le jeune officier qui en porta le texte

1. D'après une autre tradition, il aurait été assassiné.

au roi de Prusse avait le visage baigné de larmes. Frédéric-Guillaume demanda son nom : il s'appelait Marceau[1]. Quand les Allemands vinrent prendre possession des portes, un grenadier déchargea sur eux son fusil, puis se jeta dans la Meuse[2].

Il n'y avait plus une seule place forte entre les envahisseurs et Paris. L'armée française, dont le quartier général était à Sedan, pourrait-elle les arrêter? A la nouvelle du 10 août, Lafayette avait voulu soulever ses 23 000 soldats et marcher sur Paris pour rétablir Louis XVI; les soldats refusèrent de le suivre. Mis hors la loi par l'Assemblée, il prit la fuite avec Latour-Maubourg, Alexandre de Lameth et Gouvion. Les Autrichiens l'arrêtèrent et l'envoyèrent au château d'Olmutz, où il devait rester prisonnier jusqu'à la paix de Campo-Formio. Pour le remplacer, le conseil exécutif désigna l'ancien ministre des affaires étrangères, alors à la tête du camp de Maulde, Dumouriez.

Dumouriez. Il occupe l'Argonne. — Pendant cinquante ans, sous Louis XV et Louis XVI, on trouve Dumouriez partout où il y a des coups à donner ou à recevoir. Un jour, pendant la guerre de Sept ans, en Hanovre, des cavaliers allemands le laissèrent pour mort dans un fossé, criblé de coups de sabre. En Pologne, avec les confédérés de Bar, en face des Moscovites; en Corse, avec M. de Vaux, en face de Paoli; à Cherbourg, où il commence les travaux du port militaire; au ministère, où il était entré avec les Girondins, et où il avait essayé de rester sans eux : toujours il s'est montré le même, intelligent, audacieux, au besoin cynique, ne visant qu'au succès, et capable d'être illuminé d'un éclair de génie. Arrivé à Sedan le 24 août, il ranime le courage des soldats par quelques paroles énergiques, et il examine la carte du pays avec son aide de camp Thouvenot.

Entre la Lorraine et la Champagne, à l'ouest du cours de la Meuse, de Verdun, Stenay et Sedan, à l'est du cours de l'Aisne, de Sainte-Menehould, de Vouziers et de Rethel, s'étend sur une longueur de treize lieues, du sud au nord, la forêt de l'Argonne. En occupant les cinq défilés qui la traversent, les *Islettes*, la *Chalade*, *Grand-Pré*, la *Croix-aux-Bois*, le *Chêne-Populeux*,

1. François-Séverin Desgraviers, dit Marceau, né le 1er mars 1769 à Chartres, soldat à seize ans le 2 décembre 1785 au régiment d'Angoumois, se distingua à la prise de la Bastille. Capitaine aux volontaires d'Eure-et-Loir en 1791, il était lieutenant-colonel à Verdun en 1792. Il fut général de brigade le 16 octobre et général de division le 10 novembre 1793. Il fut blessé mortellement le 19 septembre 1796, à Altenkirchen.

2. Verdun a noblement effacé, par sa résistance en 1870, le souvenir de la capitulation de 1792. (Voir plus loin chap. XXXVII.)

les Français barreront le passage à l'invasion; ils couvriront Châlons et Reims, les deux routes de Paris. Par malheur, Brunswick, maître de Verdun, est plus près qu'eux de l'Argonne. Dumouriez le trompe par une fausse attaque sur Stenay, prévient les Prussiens par une marche forcée audacieuse, en défilant le long de leurs lignes, du nord au sud, entre la forêt à droite et la Meuse à gauche. Le 4 septembre, il occupe Grand-Pré sur l'Aisne et de là il écrit au gouvernement : « Les passages de l'Argonne sont les Thermopyles de la France; mais je serai plus heureux que Léonidas. »

Sa confiance faillit lui coûter cher. Le passage de la Croix-aux-Bois, insuffisamment gardé (il n'y avait que 100 hommes derrière des arbres abattus, en attendant un bataillon des Ardennes), fut forcé le 13 septembre par le prince de Ligne. Dumouriez envoya en toute hâte le général Chazot avec une division pour reprendre la Croix-aux-Bois. Il y réussit le 15, après une lutte sanglante dans laquelle périt le prince de Ligne. Mais deux heures plus tard l'ennemi revint en force et demeura définitivement maître de la position.

L'armée française était coupée en deux. Dumouriez, à Grand-Pré, se trouvait avec 15,000 hommes entre deux rivières, l'Aire et l'Aisne, séparé de ses lieutenants restés au Chêne-Populeux et à Rethel; il avait devant lui le duc de Brunswick avec 40,000 Prussiens; derrière, Clairfayt avec 25,000 émigrés et Autrichiens. Sa présence d'esprit ne l'abandonna pas.

Dans la nuit du 15 au 16, il laisse les feux allumés, décampe sous une pluie battante, détruit derrière lui les ponts de l'Aisne, et, après être resté vingt heures à cheval, il arrive le 17 à Sainte-Menehould sans avoir perdu un canon, en dépit d'une panique causée par les charges inopinées de quinze cents hussards prussiens.

Les généraux Chazot et Beurnonville vinrent de Vouziers, de Rethel, en faisant un long détour vers l'ouest, rejoindre Dumouriez à Sainte-Menehould. La force numérique de l'armée se trouvait ainsi doublée. Son front de bataille s'étendait de l'Aisne, à droite, à la route de Châlons, à gauche, à une lieue à l'ouest de Sainte-Menehould. Le quartier général se trouvait dans cette ville. Du côté de l'est, Dillon (Arthur) occupait toujours la partie méridionale de la forêt d'Argonne; il gardait les Islettes et la Chalade, faisant face à la Lorraine et à Verdun. Dumouriez lui-même tournait le dos à l'Argonne; il faisait face à la Champagne. La route de Paris était ouverte aux Prussiens.

Bataille de Valmy (20 septembre 1792). — Ils n'osèrent pas s'y engager en laissant les Français derrière eux sur leur flanc gauche. Le 20 septembre au matin, Kellermann[1], arrivé de Metz par Bar-le-Duc avec 15,000 hommes, vint occuper les hauteurs de Valmy à l'extrême gauche de Dumouriez. C'était précisément ce jour-là que l'ennemi avait résolu une attaque décisive. Il occupait les hauteurs de la Lune, parallèles aux collines sur lesquelles campaient les Français, et tournait ainsi le dos à Paris. Trois ruisseaux, la Tourbe, la Bionne, l'Auve, coulaient entre les deux camps. Après une canonnade de plusieurs heures, par l'ordre du roi de Prusse, Brunswick lance son infanterie à l'assaut du plateau de *Valmy*. Les noires et massives colonnes s'avancent, l'arme au bras, à travers le vallon qui sépare les deux armées; elles gravissent la pente opposée, comptant enfoncer du premier choc ces bataillons de volontaires, « ces tailleurs et ces cordonniers » dont se moquait l'état-major des coalisés. Tout à coup l'ennemi s'arrête : en face de lui, sur une longue ligne, les jeunes soldats de Kellermann agitent leurs fusils et, dressant leurs chapeaux au bout de leurs baïonnettes, poussent un immense cri de « Vive la nation ! » En ce moment le soleil sortait du brouillard. Les assaillants stupéfaits hésitent, reculent. La canonnade recommence sans résultat.

Le soir, les Prussiens campèrent dans la boue. Tout le monde parmi eux était sombre, et les vivres commençaient à leur manquer. Deux jours après le roi de Prusse envoya au quartier général de Dumouriez son aide de camp Manstein. Frédéric-Guillaume proposait au général français de repasser la frontière, pourvu que Louis XVI fût rétabli sur le trône. Pendant la conférence, Dumouriez reçut une lettre de Paris et la tendit à Manstein ; elle annonçait la proclamation de la République.

Retraite des Prussiens (1er octobre). — L'armée prussienne resta encore immobile pendant huit jours. La pluie tombait sans discontinuer et changeait le sol argileux de la Champagne en une boue épaisse. Manquant de vivres, réduits à manger des raisins verts, les Prussiens étaient atteints de la dysenterie, leur camp encombré de malades. Grossis à chaque instant par les renforts arrivés de Châlons, de Paris, de la frontière belge, les Français étaient devenus supérieurs en nombre. Un camp avait été formé à Notre-Dame-de-l'Épine, en avant de Châlons, sous la direction des généraux Sparre et Dubouquet. Menacés

1. Kellermann, né à Strasbourg en 1735, mort en 1820.

d'être pris entre deux feux, les Prussiens commencèrent leur retraite le 1er octobre. Dumouriez aurait pu les détruire ; en vertu d'une convention orale, il se contenta de les suivre pas à pas jusqu'à la frontière. Cette conduite lui avait été prescrite par le conseil des ministres. On savait le roi de Prusse complètement découragé par le mauvais succès de sa campagne et irrité contre les émigrés, qu'il accusait de l'avoir trompé. Aussi espérait-on le détacher bientôt de la coalition.

Lille repousse les Autrichiens (9 septembre-8 octobre). — Les Autrichiens n'avaient pas été plus heureux en Flandre que leurs alliés en Champagne. Le 9 septembre, le duc Albert de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas, était arrivé devant Lille avec 34,000 hommes. La place était défendue par 8,000 soldats ou gardes nationaux, sous la direction des généraux Bryan, Duhoux, Ruaut, et du maire André. Elle fut bombardée pendant douze jours : les assaillants y lancèrent 60,000 projectiles, boulets rouges ou bombes incendiaires remplies à l'intérieur d'huile de térébenthine. L'archiduchesse Christine, femme du duc Albert, avait, dit-on, voulu elle-même mettre le feu à la première pièce de canon. L'incendie fit dans la ville d'affreux ravages sans donner la victoire à l'ennemi. Le courage des habitants ne se démentit pas une minute. Un perruquier prit pour plat à barbe un morceau d'obus qui était venu éclater dans sa boutique. L'artillerie de la garde nationale se distingua particulièrement ; pendant longtemps elle resta exclusivement composée de ceux qui en avaient fait partie pendant le siège ou de leurs enfants. Le 8 octobre, les Autrichiens se retirèrent.

Conquête de Mayence et de Francfort, de la Savoie et de Nice. — Partout nous prenions l'offensive. Custine, avec un corps d'armée peu considérable, avait été chargé de couvrir l'Alsace, entre les Vosges et le Rhin. Les habitants du Palatinat et de l'électorat de Mayence, l'appellent comme un libérateur. Les garnisons autrichiennes fuient sans combattre. Spire ouvre ses portes, puis Worms, puis Mayence (21 octobre), et le lendemain Francfort.

Un mois auparavant, le général Montesquiou était entré à Chambéry (24 septembre) ; les Piémontais n'avaient pas osé l'attendre. La Savoie avait fourni à notre armée les vaillants dragons allobroges et voté sa réunion à la France, sous le nom de *département du Mont-Blanc*. Le drapeau tricolore flottait sur les Alpes. Le général Anselme avait également pris possession du comté de Nice sans tirer un coup de fusil.

CHAPITRE V.

La République. La Convention nationale. Campagne de 1793.

La Convention proclame la République (21 septembre 1792). Girondins et Montagnards. La Commune de Paris. — Premiers débats. — Bataille de Jemmapes (6 novembre); conquête de la Belgique. — Procès et exécution de Louis XVI (21 janvier 1793). — Première coalition. William Pitt. — Défaite de Nerwinde (18 mars); trahison de Dumouriez (3 avril). — Lutte de la Gironde et de la Montagne. — Journées des 31 mai et 2 juin 1793; chute de la Gironde. — Extrêmes périls.

Les lois révolutionnaires. Comité de salut public (6 avril). — Constitution de 1793 (24 juin). — Levée de 300,000 hommes. La réquisition; les représentants en mission (25 août). — Le maximum (29 septembre). Loi contre les accaparements; emprunt forcé. — Tribunal révolutionnaire. Armée révolutionnaire (10 mars-5 septembre). — Loi des suspects (17 septembre). — La Terreur.

Campagne de 1793. Lutte de la Convention contre les Girondins et les royalistes. Défaite des insurgés de Normandie (13-15 juin). — Assassinat de Marat (13 juillet). — Prise de Marseille (25 août). — Prise de Lyon (9 octobre). — Prise de Toulon (19 décembre).

Lutte contre la Vendée. Soulèvement des Vendéens (10 mars). — Batailles de Fontenay (25 mai), de Saumur (10 juin); attaque de Nantes (29 juin). — Les républicains reprennent l'offensive. Décret du 1er août. L'armée de Mayence en Vendée. — Les Vendéens sont vainqueurs à Coron et à Torfou (18-19 septembre). — Victoire des républicains à Cholet (17 octobre). — Les Vendéens passent la Loire (18 octobre). Leur victoire à Entrames (25 octobre). Ils sont repoussés à Granville (13 novembre). — Batailles du Mans et de Savenay (13-23 décembre).

Lutte contre l'Europe. Perte de Mayence et de Valenciennes (21 et 27 juillet). — Tactique de Carnot et du Comité de salut public. — La victoire de Hondschoote sauve Dunkerque (8 septembre). — La victoire de Wattignies sauve Maubeuge (16 octobre). — Perte des lignes de Wissembourg (13 octobre). — La victoire de Geisberg sauve Landau (26 décembre). — Les Espagnols en Roussillon.

La Convention proclame la République (21 septembre 1792). **Girondins et Montagnards. La Commune de Paris.** — Le 21 septembre 1792, la Convention nationale[1] ouvrit ses

1. Elle avait été nommée suivant le système électoral établi par la constitution de 1791, c'est-à-dire par une élection à deux degrés, mais sans condition de cens. Les représentants de Paris furent : Robespierre, Danton, Manuel, Camille Desmoulins, Marat, Robespierre jeune, Fabre d'Églantine, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois, Legendre, Robert, Fréron, Panis, Sergent, David, Louis-Philippe-Égalité (duc d'Orléans). La Convention siégea d'abord dans la salle des Feuillants et ensuite aux Tuileries.

séances en proclamant la République [1]. Elle était donc réunie, cette grande et terrible assemblée qui devait sauver la France, mais l'ensanglanter, et donner la mesure de ce que peuvent les forces de la nature humaine exaltées par le péril et se raidissant contre les plus prodigieuses difficultés que jamais réunion d'hommes ait eu à vaincre ! D'un côté siègent Vergniaud et Condorcet, Gensonné et Guadet, Barbaroux et Isnard, Louvet et Brissot, Faucher et Lasource, Boyer-Fonfrède et Lanjuinais ; de l'autre, Danton, Robespierre, Marat, Saint-Just, Couthon, Camille Desmoulins, Philippeaux, Fabre d'Églantine, Chabot, Bazire, Legendre, Anacharsis Clootz, Merlin de Thionville, Billaud-Varennes, Vadier, Carnot et Cambon ; entre les deux partis, la Plaine, qui sera l'appoint des plus forts. A droite comme à gauche, dans la Gironde comme sur la Montagne, il y a du patriotisme et de l'éloquence. Mais les deux partis se prêtent des projets également faux. Les Montagnards accusent leurs adversaires d'être fédéralistes et de vouloir diviser la France en quatre-vingt-trois petites républiques ; ils leur reprochent même d'être royalistes. Les Girondins accusent Robespierre, Danton et Marat d'aspirer à la dictature, au triumvirat ; ils leur supposent le projet de faire roi Philippe-Égalité, ou même le duc de Brunswick ! Ils repoussent la main offerte par Danton. En réalité, ce qui divise les deux partis, c'est que la Gironde rejette, au nom de la liberté, les mesures proposées par la Montagne au nom du salut public. La lutte est implacable. D'un côté on s'écrie avec Vergniaud : « Plutôt la mort que le crime, *Potius mori quam fœdari !* » de l'autre, on répète avec Danton : « Dussent nos noms être flétris, nous sauverons la liberté ! » La plupart de ceux qui sont ici mourront sur l'échafaud ou dans l'exil. Ils le savent et y sont résignés. Danton dit encore à la Convention : « Soyez comme la nature, elle voit la conservation de l'espèce ; ne regardez pas les individus. » Et Vergniaud : « La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses enfants ! »

A côté de la Convention siège à l'Hôtel de Ville la Commune de Paris, toute-puissante depuis la journée du 10 août. Tumultueuse et défiante, elle surveille l'assemblée, intervient dans ses délibérations, et souvent se pose en pouvoir rival pour lui dicter ses volontés. A mesure que l'élection la renouvelle, elle compte dans ses rangs des hommes plus ardents, plus disposés à soutenir

1. Elle fut déclarée le 23 septembre *une et indivisible.*

les mesures révolutionnaires les plus radicales et à les provoquer au besoin. Le 15 octobre, le Girondin Péthion sera encore réélu maire ; mais le 2 décembre, si les suffrages des électeurs placent à la mairie le médecin girondin Chambon, à côté de lui, ils enverront Chaumette comme procureur général de la Commune, avec Hébert et Réal comme substituts.

Premiers débats. — Les Girondins arrivaient à la Convention animés des plus vives préventions contre Paris. Leur amour-propre était blessé de ce que, malgré leur éloquence, ils n'avaient point été élus par les Parisiens. Ils étaient de plus sous le coup de l'indignation causée dans les départements par les massacres de septembre, dont ils faisaient injustement peser la responsabilité sur la population tout entière ; ils ne se croyaient pas ou affectaient de ne pas se croire en sûreté au milieu d'elle. Ils étaient surtout possédés d'une haine violente contre Danton, Robespierre et Marat. Dès le 23 septembre, ils leur reprochaient de vouloir dominer la Convention, en formant une espèce de triumvirat.

Danton était alors animé des intentions les plus conciliantes. Il s'était démis du ministère de la justice et avait fait décréter le respect des propriétés. Il répondit aux attaques en faisant appel à la concorde, en déclarant qu'il n'aimait pas Marat. Robespierre, de son côté, accusé par Louvet des massacres de septembre, n'eut pas de peine à démontrer que ces meurtres déplorables, commis par un peuple en délire, n'étaient pas plus imputables aux Montagnards qu'aux Girondins. Seul Marat, provoqué par les Girondins, leur répondit avec la même violence : « J'ai quelques ennemis personnels dans cette assemblée, » avait-il dit en commençant. Les Girondins l'interrompirent en se levant et en criant : « Tous ! tous !... — Eh bien ! reprit-il sans se déconcerter, je les rappelle à la pudeur ! » Et il continua en convenant de son désir de voir nommer un dictateur, « un dictateur avec un boulet aux pieds, dont le seul pouvoir fût d'abattre les têtes. » Par leurs attaques incessantes contre Marat, les Girondins ne faisaient que grandir son importance et le pousser de jour en jour à de nouvelles exagérations.

En vain Danton essayait de les calmer. Ils demandèrent la formation d'une garde prise dans les quatre-vingt-trois départements, pour veiller à la sûreté de l'assemblée. Ils demandèrent la réunion à Bourges des députés suppléants, afin, disaient-ils, que la Convention fût immédiatement remplacée, si elle était égorgée dans Paris. C'étaient là des provocations maladroites à

un peuple déjà très défiant à leur égard. Ils accusaient Danton d'avoir détourné les fonds qu'il avait eus entre les mains pendant son ministère. Il eut avec quelques-uns d'entre eux une entrevue inutile à Sceaux : « Guadet, s'écria-t-il en s'adressant au plus acharné de ses adversaires, tu ne sais pas sacrifier tes inimitiés à ton pays ! tu es opiniâtre ! tu périras ! »

Bataille de Jemmapes[1] (6 novembre) ; **conquête de la Belgique.**— Pendant que commençaient ces luttes déplorables, nos jeunes soldats conquéraient la Belgique. 20,000 Autrichiens s'étaient établis en avant de Mons sur des hauteurs boisées, et appuyés aux villages de *Jemmapes*, de *Cuesmes* et de *Quarégnon;* leur front était couvert par 100 pièces de canon, trois rangées de redoutes superposées. Le 6 novembre, 30,000 Français abordèrent cette formidable position à la baïonnette et l'enlevèrent, sous la conduite de Dumouriez, Ferrand, Dampierre, Thouvenot, Moreton ; le jeune Égalité (ci-devant duc de Chartres, plus tard le roi Louis-Philippe) se trouvait dans les rangs de l'armée. Les Français entrèrent à Mons le 7 novembre, et le 14 à Bruxelles.

Procès et exécution de Louis XVI (21 janvier 1793). — Trois semaines plus tard, la Convention commença le procès de Louis XVI. Le roi déchu, désigné dans l'acte d'accusation sous le nom de Louis Capet, fut amené le 11 décembre à la barre de l'assemblée. En vain Malesherbes et de Sèze le défendirent-ils éloquemment, en vain essayèrent-ils d'exciter la pitié de l'assemblée en sa faveur : les Montagnards voulaient jeter en défi à l'Europe une tête royale. « La Convention, disait Robespierre, n'a pas une sentence à rendre, mais une mesure de salut public à prendre. » Quant aux Girondins, beaucoup auraient voulu sauver Louis XVI, et ils essayèrent d'y arriver indirectement, en proposant que l'arrêt fût soumis à la ratification du peuple ; mais leur avis fut rejeté. La Convention déclara l'accusé coupable : 387 voix se prononcèrent pour la mort sans condition, 334 pour la détention ou la mort conditionnelle. La majorité vota qu'il n'y aurait point d'appel au peuple ni de sursis. Le 21 janvier 1793, l'infortuné Louis XVI fut décapité sur la place de la Révolution.

Première coalition. William Pitt. — La guerre devient aussitôt générale. A Paris, le garde du corps Pâris assassine le

1. Voir sur l'Arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de Marochetti représentant la *Bataille de Jemmapes.*

député Lepelletier de Saint-Fargeau ; à Rome, Basseville, secrétaire de la légation, est massacré. L'impératrice de Russie chasse les Français de ses États ; à Londres, l'ambassadeur de la République reçoit l'ordre de sortir d'Angleterre sous huit jours.

Loin de se laisser abattre, la Convention, sur la proposition de Brissot, déclare la guerre au roi d'Angleterre, au stathouder de Hollande, au roi d'Espagne ; la France avait déjà contre elle l'Autriche, l'Allemagne, la Prusse, Naples, le Piémont. La première coalition est formée. William Pitt la dirige : second fils de lord Chatham, aussi éloquent, aussi énergique que son père, comme lui il déteste la France et veut l'exterminer au profit de l'Angleterre. Comme si ce n'était pas assez de tant d'ennemis, la Vendée s'insurge (10 mars), et Dumouriez va trahir !

Défaite de Nerwinde (18 mars) ; **trahison de Dumouriez** (3 avril). — Après Jemmapes, enivré de sa victoire, ce général voulut se créer en Belgique une souveraineté indépendante. Il avait même projeté de renverser la Convention et de faire roi de France un prince d'Orléans, ou Philippe-Égalité ou l'un de ses fils. Pour en venir là, il lui fallait de nouveaux triomphes.

Laissant les généraux Miranda et d'Harville à l'est de la Belgique, le premier devant Maëstricht, le second à Aix-la-Chapelle, pour protéger son flanc droit, il envahit la Hollande avec 15,000 hommes et prit Bréda le 25 février. Là s'arrêtèrent ses succès.

Le 5 mars, Cobourg et Clairfayt franchissent la Roër ; ils sont vainqueurs à *Aldenhoven* et entrent à Aix-la-Chapelle. Miranda lève le siège de Maëstricht et se replie sur Tongres. Menacé de se voir couper la retraite, Dumouriez évacue la Hollande. Il veut rejeter l'armée autrichienne hors de la Belgique ; il lui livre bataille à *Nerwinde*, au bord de la Petite Ghette. Le nombre l'emporta : les Français furent vaincus (18 mars).

Alors Dumouriez abandonne sans combat Bruxelles, Namur et Mons. Il reçoit à son quartier général le colonel autrichien Mack (22 mars) ; il promet de livrer à l'ennemi les places du Nord et s'apprête à marcher sur Paris, de concert avec le prince de Cobourg, pour y rétablir la royauté. Déjà il avait écrit à la Convention une lettre insolente. Danton, craignant que l'armée ne fût désorganisée par l'arrestation de son général, était venu en Belgique avant la bataille de Nerwinde pour obtenir de lui une rétractation. La conduite de Dumouriez de-

venant de plus en plus suspecte, le ministre de la guerre Beurnonville et les députés Camus, Lamarque, Bancal, Quinette, arrivèrent à son quartier général, lui apportant l'ordre de comparaître devant la Convention. Au lieu d'obéir, il les livre à l'ennemi (3 avril). Mais ses soldats refusent de le suivre. Menacé d'être tué ou arrêté par eux, il se sauve dans le camp autrichien et disparaît de l'histoire (4-5 avril).

Lutte de la Gironde et de la Montagne. — La défection de Dumouriez rendit plus vive que jamais la lutte entre la Gironde et la Montagne. A la séance du 1er avril, le girondin Lasource accusa Danton de complicité avec le traître, de malversations, de détournements... Danton bondit sous l'outrage, et de son éloquence impétueuse il écrasa les Girondins. Quelques jours après, Guadet attaque Robespierre; Robespierre attaque Vergniaud, en l'accusant de modération. « Nous modérés! lui répliqua l'orateur girondin. Je n'étais pas modéré le 10 août, Robespierre, quand tu étais caché dans ta cave!... On cherche à consommer la Révolution par la terreur, j'aurais voulu la consommer par l'amour! »

La Gironde avait encore la majorité. Elle fit décréter que désormais les députés ne seraient plus inviolables. Le 13 avril, elle ordonna l'arrestation de Marat, inculpé d'avoir poussé au pillage. En vain Danton s'était écrié : « N'entamez pas la Convention! » Marat fut absous par le tribunal révolutionnaire, porté en triomphe, couronné de fleurs, et ramené à l'assemblée par une foule immense qui défila devant la Convention (24 avril).

Trente-cinq sections de Paris sur quarante-huit adressèrent à l'assemblée une pétition pour lui demander d'expulser vingt-deux députés girondins. Quelqu'un proposait de convoquer les assemblées primaires, de faire un appel au peuple pour décider entre les Girondins et leurs adversaires. Vergniaud fit repousser cette mesure avec un dévouement admirable : « Une pareille convocation, s'écria-t-il, ce serait la guerre civile!... S'il faut la décréter ou nous abandonner à la vengeance de nos ennemis, n'hésitez pas entre quelques hommes et la chose publique. Jetez-nous dans le gouffre et sauvez la patrie! »

Malheureusement, la plupart des Girondins n'avaient pas le désintéressement et le tact du grand orateur. Les dangers croissaient tous les jours. Cependant, tout à leurs rancunes personnelles, ils oubliaient la patrie sur le point de périr. La Gironde s'opposait aux mesures révolutionnaires qui, dans la pensée des

Montagnards, pouvaient seules sauver la France. Le 18 mai, elle vota la création d'un comité de douze membres chargé de veiller à la sûreté de la Convention. Ce comité fit arrêter Hébert. A une députation qui demandait sa mise en liberté, Isnard répondit: « Si la représentation nationale était violée, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti! on chercherait sur la rive de la Seine où Paris a existé. »

Le 26 mai, les Jacobins se proclamèrent « en insurrection contre les députés corrompus. » Le 27, dans une séance de nuit, la Convention vota la mise en liberté des détenus et la suppression du comité des douze ; mais le lendemain la Gironde fit rapporter ce vote, sous prétexte que l'assemblée ne se trouvait pas en nombre quand il avait eu lieu.

Journées des 31 mai et 2 juin 1793; chute de la Gironde. — Alors Paris se soulève. Le 29 mai, des commissaires, nommés par trente-six sections sur quarante-huit, se réunirent à l'évêché. Parmi eux se trouvaient Varlet, Dobsent, Hassenfraz, Henriot, Maillard. Marat vint les rejoindre, ainsi que le maire de Paris, Pache, et six membres de la Commune. C'est dans cette réunion que le plan du mouvement fut arrêté. Le 31, la Commune, investie de tous les pouvoirs par les commissaires nommés dans chaque section, se déclare en insurrection ; elle nomme Henriot commandant de la garde nationale et dirige contre l'assemblée de nombreux bataillons. Les gendarmes prêtent à la Commune le serment révolutionnaire. Elle décrète que les ouvriers sous les armes recevront quarante sous par jour pendant l'insurrection. Une pétition est apportée à la barre de la Convention pour demander le pain à trois sous la livre, la création d'une armée révolutionnaire, la suppression du comité des douze, l'arrestation des ministres Clavière et Lebrun et de vingt-deux députés girondins. Un combat paraissait imminent. Toutefois il n'y eut pas de sang versé dans cette journée du 31 mai. La Convention, cédant devant l'orage, vota la suppression du comité des douze.

Les adversaires de la Gironde n'avaient obtenu qu'une portion de ce qu'ils désiraient. Le 2 juin au matin, la générale est battue de nouveau dans les rues ; on sonne le tocsin, on tire le canon d'alarme. La Commune vient une dernière fois demander à la Convention, au nom du peuple, l'arrestation des vingt-deux. Cent mille baïonnettes entourent les Tuileries, des canons sont braqués sur l'assemblée. C'est Henriot qui commande la force armée.

Beaucoup des Girondins n'étaient pas venus à la Convention; quelques-uns s'y trouvaient présents et bravèrent l'orage. Lanjuinais et Barbaroux montrèrent une indomptable énergie; ils ne furent pas soutenus. L'assemblée était prisonnière dans la salle de ses séances. Les Montagnards eux-mêmes rougissaient de ces violences et ne voulurent pas voter sous la menace de l'émeute. Sur la proposition de Barrère, l'assemblée sortit de la salle, le président Hérault de Séchelles en tête, espérant que devant elle les rangs du peuple armé s'ouvriraient. Henriot lui barra le passage. « Que veut le peuple? demande Hérault de Séchelles; la Convention n'est occupée qu'à préparer son bonheur. — Le peuple, répond Henriot, n'est pas levé pour écouter des phrases, mais pour donner des ordres. Il veut trente-quatre têtes! » Et se tournant vers les gardes nationaux: « Canonniers, à vos pièces! » L'assemblée rentre alors aux Tuileries. Sur les injonctions de Marat, la majorité terrifiée vote l'arrestation de vingt-neuf députés et de deux ministres (Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Péthion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Biroteau, Lidon, Rabaud-Saint-Étienne, Lasource, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Valazé, Kervélégan, Gardien, Boileau, Bertrand, Vigée, Mollevaut, Henri Larivière, Gomaire, Bergoeing, Clavière, Lebrun). Plusieurs députés n'avaient point pris part au vote; soixante-treize protestèrent contre la pression exercée sur l'assemblée

Extrêmes périls. — A l'époque où nous sommes parvenus, les périls de la France sont au comble. De Dunkerque au Var, Anglais, Hollandais, Autrichiens, Prussiens, Piémontais prennent de toutes parts l'offensive. Dunkerque, Maubeuge, Valenciennes, Condé, Mayence sont assiégés ou vont l'être; Strasbourg est menacé. La Vendée s'insurge: de Saumur à Nantes cent mille paysans soulevés occupent la ligne de la Loire. Les Girondins, et derrière eux les royalistes, arment les départements contre Paris. Caen, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille se révoltent; les paysans des Cévennes et de la Lozère suivent l'exemple des Vendéens; la Corse s'insurge à la voix de Paoli; Toulon va être livré aux Anglais avec notre flotte de la Méditerranée. La guerre civile et la guerre étrangère menacent la Convention. La France paraît sur le point de se dissoudre. *Pitt et Cobourg* triomphent. Une fois de plus retentit sur tous les points de notre territoire ce funèbre appel: « Citoyens, la patrie est en danger! » Et pourtant la Convention a déclaré qu'elle ne traiterait pas avec l'ennemi tant qu'il n'aurait pas repassé les

frontières. « Vous avez donc fait un pacte avec la victoire ! » s'écria un des membres. « Non, lui répondit le montagnard Bazire, nous en avons fait un avec la mort ! »

Les lois révolutionnaires. Comité de salut public (6 avril). — La situation était exceptionnelle : les moyens employés pour y faire face le furent aussi, par la promptitude et la vigueur. « Nos ennemis étaient en si grand nombre, dira plus tard Lindet, ils étaient si répandus et si disséminés, ils avaient tant de formes et de moyens de s'insinuer dans les administrations et les sociétés populaires, que tout citoyen dut se regarder comme une sentinelle chargée de surveiller un poste. » Le 6 avril fut créé le *Comité de salut public.* Il devait se composer de neuf membres, délibérant en secret, qui rendraient compte toutes les semaines à la Convention et seraient renouvelés tous les mois. Ils étaient chargés de surveiller les ministres, de correspondre avec les commissaires de la Convention, de prendre toutes les mesures nécessitées par les circonstances. C'était presque une dictature. Elle devint véritable et complète après le 10 juillet 1793. A partir de ce moment, les membres qui la composèrent furent toujours réélus : c'étaient Robespierre, Couthon, Saint-Just, Robert Lindet, Prieur de la Côte-d'Or, Carnot[1], Barrère, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois. Dès lors le Comité de salut public, auquel étaient adjoints les comités de législation et de sûreté générale[2], fut investi de pleins pouvoirs.

Constitution de 1793 (24 juin). — C'est au milieu même des plus grands dangers (le 24 juin) que la Convention avait voté la *constitution de* 1793. Elle déclarait que « le but de la société est le bonheur commun. » Tous les Français[3] âgés de vingt et un ans et domiciliés depuis six mois dans le canton, sans condition de fortune, étaient citoyens et membres du *souverain;* autrement dit, elle établissait le *suffrage universel.* Le pouvoir légis-

1. Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, tous les deux officiers du génie, s'occupaient de la direction des armées. Robert Lindet veillait aux subsistances ; c'est lui qui plus tard, invité par les robespierristes à signer le rapport contre Danton, refusa en disant : « Je suis ici pour nourrir les citoyens, et non pour tuer les patriotes ! »

2. Les membres du comité de sûreté générale étaient au mois de septembre 1793 : Vadier, Panis, Lebas, Boucher Saint-Sauveur, David, Geoffroy, Lavicomterie, Amar, Lebon, Vouland, Moyse Bayle.

3. « Tout étranger âgé de 21 ans accomplis qui, domicilié en France après une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger, enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français. »

latif appartenait à une seule assemblée renouvelée tous les ans et dont les membres étaient indéfiniment rééligibles. Il y avait un député par quarante mille âmes. Les décrets de l'assemblée étaient soumis à la sanction des citoyens, et n'avaient force de loi que si, dans le délai de quarante jours, dans la moitié des départements plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux n'avait pas réclamé. Tous les ans, le premier jour de mai, les assemblées primaires se formaient de droit, et sans convocation, pour renouveler la députation. Le pouvoir exécutif était confié à un conseil de vingt-quatre membres nommés par des élections à deux degrés. Des assemblées primaires désignaient des électeurs, ces électeurs nommaient des candidats, et parmi ces candidats le Corps législatif choisissait vingt-quatre personnes. Ces vingt-quatre membres du conseil désignaient les généraux, les ministres, les agents de toute espèce; ils devaient les surveiller, sous leur propre responsabilité. Le conseil exécutif se renouvelait tous les ans par moitié.

Cette constitution définissait la propriété de tout homme « le fruit de son travail. » Un article disait : « Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. » La liberté de la presse, de pétition, de réunion, était proclamée. Soumise à la ratification des assemblées primaires, la constitution de 1793 fut votée par 1,801,918 *oui* contre 11,910 *non*. Elle ne devait être exécutée qu'à la paix. Jusque-là le gouvernement devait rester révolutionnaire[1]. Le rédacteur avait été le montagnard Hérault de Séchelles. Avant le 31 mai, un autre projet de constitution avait été élaboré par le girondin Condorcet. Proscrit en ce moment et caché dans un grenier de la rue Servandoni, il y rédigeait son *Esquisse des progrès de l'esprit humain*. Plus tard, obligé de chercher un autre asile, puis découvert et arrêté à Meudon, il se suicida, à l'aide d'un poison violent caché dans une bague, pour échapper à l'échafaud.

Levée de 300,000 hommes. La réquisition; les représentants en mission (25 août). — Contre l'Europe coalisée il fal-

1. A la même époque, pour que l'ancien régime disparaisse de partout, même du langage, *monsieur* et *madame* sont remplacés par *citoyen* et *citoyenne;* tout le monde se tutoie. Dans les jeux de cartes, aux *rois* et aux *reines* succèdent des *génies* et des *libertés*. On n'a plus des *domestiques*, mais des *officieux;* les noms des locataires sont inscrits sur les murs de chaque maison; la *décade* remplace la semaine, les noms des mois sont changés, et 1792 devient l'*an premier*.

lait des soldats. Le 24 février 1793, sur la proposition de Dubois-Crancé, la Convention décréta une levée de 300,000 hommes. Le contingent de Paris était fixé à 7,600 hommes : vingt-quatre heures après il défilait devant l'assemblée.

Six mois après, pour soutenir la lutte sur toutes les frontières et remplir les cadres de quatorze armées, on eut besoin d'un million de soldats. La *réquisition* y pourvut. « Que le tocsin de la liberté, avaient dit les commissaires des sections de Paris, sonne dans toute la République à heure fixe! Que le cours des affaires soit interrompu; que la grande et unique affaire des Français soit de sauver la République ! » Le 25 août 1793, on porta le décret suivant : « Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées; les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront les vieux linges en charpie ; les vieillards se feront porter dans les places publiques pour exciter le courage des guerriers et la haine des rois. Le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre. Les chevaux de selle seront requis pour le service de la cavalerie; les chevaux de trait conduiront l'artillerie et les vivres. Des représentants du peuple seront envoyés dans les départements pour accélérer, de concert avec les délégués des assemblées primaires, le recensement des armes et la levée des hommes. La levée sera générale. Les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de dix-huit à vingt-cinq ans, marcheront les premiers. Ils se rendront sans délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront tous les jours au maniement des armes, en attendant l'ordre du départ. Le bataillon organisé dans chaque district sera réuni sous une bannière portant cette inscription : *Le peuple français debout contre les tyrans.* »

Toutes ces mesures, votées le 25 août, s'exécutèrent rapidement. Envoyés aux armées avec de pleins pouvoirs, les représentants en mission les menèrent partout au combat. Merlin de Thionville et Rewbell vécurent deux mois à Mayence, « sous une voûte de feu ; » Carnot escalada sous les balles autrichiennes les hauteurs de Wattignies; devant Charleroi, Saint-Just et Lebas franchirent la Sambre à la tête de nos colonnes; Fréron entra dans Toulon par la brèche; Levasseur sut contenir et ramener dans le devoir, par le seul ascendant de sa parole, les

40,000 soldats de l'armée du Nord soulevés après l'arrestation de Custine, accusé d'avoir laissé prendre Mayence sans rien faire pour la défendre. La Convention avait donné pour mot d'ordre aux généraux : « La victoire ou la mort ! »

Le maximum (29 septembre). **Loi contre les accaparements; emprunt forcé.** — Cependant les besoins croissants des finances nécessitaient à chaque instant la création de nouveaux assignats : on ne voulait pas les recevoir pour leur valeur nominale. Cette dépréciation amena une situation redoutable. Les marchands, obligés d'accepter des mains de l'acheteur ce papier-monnaie, dont le cours forcé avait été décrété dès l'origine, éludaient la loi en portant les objets de consommation à des prix exorbitants. Ce qu'ils auraient donné pour vingt sous, ils ne le donnaient que contre un assignat de vingt livres. Dans une grande partie de la France, le pain valait dix sous la livre. Pour y remédier, on décréta le *maximum* pour toutes les marchandises de première nécessité, les journées de travail et la main-d'œuvre (29 septembre 1793). Ce maximum fut fixé, pour les marchandises, aux prix de 1790, auxquels on ajoutait un tiers, et pour les journées de travail et la main-d'œuvre, aux prix de la même année, auxquels on ajoutait une moitié. Les marchands devaient déclarer l'état de leurs magasins; ils étaient obligés de s'approvisionner et de vendre; quiconque laissait là son commerce devenait *suspect;* la peine de mort était prononcée contre les accapareurs. Dès le 4 mai 1793, on avait décrété un emprunt forcé d'un milliard sur les riches.

Tribunal révolutionnaire. Armée révolutionnaire (10 mars-5 septembre). — Au commencement du mois de mars, quand on avait appris à Paris la défaite d'Aix-la-Chapelle et la prise de Liège par les Autrichiens, il y avait eu dans la ville une fermentation violente. Avant leur départ, les enrôlés demandèrent l'établissement d'un tribunal extraordinaire pour juger les ennemis de la Révolution. Malgré Vergniaud et Buzot, la formation du *Tribunal révolutionnaire* fut décrétée le 10 mars. « Neuf juges nommés par la Convention, disait le projet de Robert Lindet, jugeront ceux qui leur seront envoyés par décret de la Convention. Nulle forme d'instruction. Point de jurés. Tous les moyens admis pour former la conviction. On poursuivra non seulement ceux qui prévariquent dans leurs fonctions, mais ceux qui les désertent ou les négligent; ceux qui, par leur conduite, leurs paroles ou leurs écrits, pourraient

égarer le peuple; ceux qui par leurs anciennes fonctions rappellent des prérogatives usurpées par les despotes. »

Cambon et Barrère obtinrent qu'on adjoindrait au tribunal des jurés pris dans les départements et nommés par la Convention. Les dénonciations durent être aussi envoyées à un comité de l'assemblée et examinées par lui. L'accusateur public du tribunal révolutionnaire fut Fouquier-Tinville; parmi les juges et les jurés, nous citerons Antonelle, Hermann, Dumas, Jourdeuil, Dobsent, Duplay, Villate, Trinchard, Renaudin, Fauvetti, Topino-Lebrun, Brochet, Chrestien, Prieur, Souberbielle, Ganney et Leroy de Monflabert. Le 5 septembre fut décrétée la formation d'une armée révolutionnaire de six mille hommes et de douze cents canonniers. Elle était « mise à la disposition du comité pour faire respecter ses ordres par toute la France. »

Loi des suspects (17 septembre). — Le 17 du même mois fut rendue par la Convention la terrible *loi des suspects*. Voici en quels termes elle était commentée dans un arrêté de la Commune, signé de Chaumette : « Sont suspects, et il faut arrêter comme tels : ceux qui, dans les assemblées du peuple, arrêtent son énergie par des discours artificieux, des cris turbulents, des murmures; ceux qui, plus prudents, parlent mystérieusement des malheurs de la République, et sont toujours à répandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectée; ceux qui ont changé de conduite et de langage suivant les événements; qui, muets sur les crimes des royalistes, des fédéralistes, déclament avec emphase contre les fautes légères des patriotes; ceux qui plaignent les fermiers ou marchands avides contre lesquels la loi est obligée de prendre des mesures; ceux qui fréquentent les ci-devant nobles, les prêtres contre-révolutionnaires, les aristocrates, les feuillants; ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution républicaine et ont fait part de fausses craintes sur son établissement et sa durée; ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberté, n'ont rien fait pour elle. Les arrestations seront faites par les comités révolutionnaires établis dans toutes les communes, lesquels rendront compte au comité de sûreté générale, chargé de la police et des tribunaux. » Telle était cette loi, la plus meurtrière qu'ait enfantée la Terreur. Les *comités révolutionnaires* avaient été institués le 21 mars. Ils étaient au nombre de 21,500 pour toute la France. Leur principale fonction était d'arrêter les suspects.

La Terreur. — Les condamnations à mort se multipliaient avec une rapidité sinistre. D'abord périt Custine, puis monta

sur l'échafaud Marie-Antoinette (16 octobre 1793). Ensuite vinrent vingt et un Girondins: Brissot, Vergniaud, Gensonné, Lasource, Gardien, Lebardy, Mainvielle, Ducos, Fonfrède, Duchâtel, Duperret, Carra, Valazé, Lacaze, Duprat, Sillery, Fauchet, Beauvais, Boileau, Antiboul, Vigé (30 octobre). Tous, à l'exception de Boileau, montrèrent le plus grand courage; ils allèrent au supplice en chantant la *Marseillaise*. L'un d'eux, Valazé, s'était poignardé au tribunal même, en entendant la sentence de mort.

Huit jours après périt Mme Roland. D'après une tradition, avant de livrer sa tête au bourreau, elle leva les yeux vers la statue de la Liberté, qui se dressait sur la place à quelques pas de la guillotine : « O liberté! s'écria-t-elle, que de crimes on commet en ton nom! » Elle avait composé en prison, à Sainte-Pélagie, ses célèbres *Mémoires*. Son mari était lui-même proscrit et fugitif; quand il apprit qu'elle était morte, il se poignarda sur une route, près de Rouen.

Ajoutons à cette énumération funèbre Bailly, Barnave et Duport-Dutertre; Lebrun, Kersaint, Manuel et Rabaud-Saint-Étienne; les généraux Biron, Houchard, Brunet, Lamarlière. Philippe-Égalité périt à son tour; pourtant il avait voté avec la majorité dans le procès de Louis XVI et fait afficher à la porte de sa chambre que ceux qui l'appelleraient *prince* seraient condamnés à une amende en faveur des pauvres. Arrêté après la trahison de Dumouriez et l'émigration de son fils, il fut condamné à mort le 6 novembre. En même temps que lui fut guillotiné le général girondin Coustard. Pendant les six derniers mois de 1793, le sang ne cessa de couler sur les échafauds, comme il coulait à la même époque sur les champs de bataille. Là, du moins, c'était pour défendre l'existence menacée de la patrie, et les héroïques efforts des bataillons républicains étaient couronnés par la victoire.

Campage de 1793. Lutte de la Convention contre les Girondins et les royalistes. Défaite des insurgés de Normandie (13-15 juin). — Après le 2 juin, les vingt-deux députés girondins décrétés d'accusation avaient été consignés chacun dans leur domicile, sous la garde d'un gendarme. La plupart s'échappèrent. Chasset gagna Lyon; Brissot partit pour Moulins, Rabaud-Saint-Étienne pour Nîmes. Buzot, Salles, Péthion, Gorsas, Barbaroux, Guadet, Louvet, se réunirent à Caen; ils y formèrent un gouvernement provisoire et appelèrent les dépar-

tements aux armes contre la Convention. Huit départements de Normandie et de Bretagne se déclarèrent pour eux. Les gardes nationaux s'y rassemblèrent pour marcher sur Paris : les généraux Félix Wimpfen et Puisaye les commandaient.

Toutefois cet enthousiasme dura peu. Le 13 juillet, à Vernon, les insurgés prirent la fuite devant les soldats de la Convention. Wimpfen évacua Évreux et proposa aux Girondins de faire cause commune avec l'Angleterre. Ceux-ci, ennemis de la Montagne, étaient pourtant républicains comme elle : ils repoussèrent la proposition avec horreur. Ils quittèrent Caen, vêtus en soldats, dans les rangs d'un bataillon du Finistère. Parvenus à Quimper, ils s'embarquèrent pour Bordeaux. Ils espéraient y trouver les moyens de combattre. La ville les abandonna pour se soumettre à Tallien, envoyé par la Convention. Les fugitifs se dispersèrent. Les uns, traqués de retraite en retraite, furent découverts et périrent guillotinés : Barbaroux fut du nombre. D'autres moururent, de faim sans doute, dans les grottes de Saint-Émilion : on y retrouva leurs cadavres, et parmi eux celui de Péthion, à moitié dévoré par les loups. Quelques-uns, comme Louvet, Lanjuinais, Isnard, parvinrent à déjouer toutes les recherches. Partout, dans l'Ouest, les Girondins avaient échoué.

Assassinat de Marat (13 juillet). — Une jeune fille de Caen voulut les venger. Charlotte Corday descendait d'une sœur de Corneille; admiratrice des Girondins, elle crut assurer le triomphe de ses idées en assassinant Marat, qu'elle considérait comme le chef de la Montagne. Elle vint de Caen à Paris. Marat était malade. Pour être admise chez lui (rue des Cordeliers, ensuite rue de l'École-de-Médecine, n° 18, démoli aujourd'hui), elle lui écrivit qu'elle était malheureuse, qu'elle implorait sa protection. Reçue dans sa maison, elle le trouve au bain et le frappe d'un coup de couteau (13 juillet). « A moi, ma chère amie! » s'écrie Marat, et il tombe expirant. Sa sœur Albertine, sa femme Simonne Évrard, accourent. Charlotte Corday est arrêtée.

Les funérailles de Marat eurent lieu le 16 juillet. On lui éleva un tombeau dans le jardin des Cordeliers, avec cette inscription : *Ici repose Marat, l'ami du peuple, assassiné par les ennemis du peuple, le* 13 *juillet* 1793. Le peintre David composa un tableau représentant la mort de l'*ami du peuple*, qu'il appelait le « divin Marat, » et au bas duquel fut gravé ce vers :

« Ne pouvant le corrompre, ils l'ont assassiné. »

Charlotte Corday fut condamnée à mort. Avant son supplice, elle avait écrit à son père en lui citant le vers de Thomas Corneille :

« Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud! »

Dans une autre lettre, à Barbaroux, elle priait ses amis de ne pas la plaindre, mais plutôt de se réjouir en la voyant « jouir du repos dans les Champs Élysées avec Brutus et quelques anciens. » On peut voir au musée de Versailles son portrait peint par Hauer, dans la prison, quelques heures avant sa mort.

Prise de Marseille (25 août). — Dans le Midi, il fallut plus longtemps pour vaincre la résistance des Girondins, ou plutôt des royalistes, qui partout s'étaient cachés derrière les premiers, et qui, aussitôt qu'ils se virent en force, se montrèrent ouvertement. A Lyon, un combat sanglant s'était livré le 29 mai entre les partisans de la Gironde et ceux de la Montagne. Les premiers, victorieux, firent main basse sur leurs adversaires et guillotinèrent Chalier, l'un des plus ardents partisans de la Révolution. Aix, Marseille, Nîmes, Arles, Avignon, Toulon, s'étaient soulevés simultanément en faveur de la Gironde.

Qu'arriverait-il si les insurgés de Marseille, remontant le Rhône, donnaient la main à ceux de Lyon? si les Piémontais passaient les Alpes pour se joindre à eux? si tous ensemble marchaient sur Paris? Les représentants montagnards Dubois-Crancé et Gauthier, en mission à l'armée des Alpes, firent marcher le général Carteaux sur Avignon, avec 6,000 hommes, pour couper toute communication entre Lyon et Marseille. Au moment où les Marseillais allaient franchir la Durance, un enfant de treize ans, Agricola Viala, vint sous la fusillade couper les câbles de leur pont de bateaux; il fut tué, mais le passage était fermé. Le 25 août, Marseille se soumit à la Convention. En voyant les royalistes s'y emparer du mouvement, le Girondin Rébecqui s'était noyé de désespoir.

Prise de Lyon (9 octobre). — Les Girondins avaient d'abord dominé dans Lyon. Dès le 23 juillet, les royalistes y furent les maîtres et obligèrent les deux députés girondins Biroteau et Chasset à s'enfuir. Il y avait dans la ville 20,000 gardes nationaux armés contre la Montagne; ils avaient pris pour chefs Précy, ancien lieutenant-colonel de la garde constitutionnelle de Louis XVI, et le comte de Virieu.

Le 8 août, Kellermann, avec les représentants Dubois-Crancé et Gauthier, mit le siège devant Lyon. Il n'avait sous ses ordres que 8,000 soldats. Couthon et Maignet lui amenèrent 20,000 paysans républicains de l'Auvergne; 10,000 hommes lui furent envoyés de l'armée des Alpes et de Grenoble avec 100 pièces de canon. La résistance des Lyonnais dura deux mois. Enfin, les vivres manquèrent; le parti montagnard reprit le dessus. Le 9 octobre, les républicains entrèrent à Lyon. Précy s'était frayé un passage jusqu'en Suisse; Virieu fut tué. La Convention décréta que la ville serait détruite; on ne conserverait que les maisons des pauvres, sous le nom de *Commune affranchie*. Sur les ruines devait être élevée une colonne avec cette inscription : *Lyon fit la guerre à la liberté; Lyon n'est plus !* Couthon aurait voulu modérer ces rigueurs, ne frapper que les chefs de l'insurrection, épargner la foule; Collot d'Herbois et Fouché firent fusiller ou mitrailler les Lyonnais captifs avec une impitoyable cruauté (4, 8, 12 décembre).

Prise de Toulon (19 décembre). — A Toulon, comme partout, le mouvement avait d'abord été girondin. Il changea presque immédiatement de caractère. Malgré la résistance du contre-amiral Saint-Julien, l'amiral Trogoff et le capitaine de vaisseau Imbert proclamèrent Louis XVII. Ne se croyant pas capables de résister aux républicains avec leurs seules forces, ils livrèrent aux Anglais la ville, le port et la flotte, qui comptait 18 vaisseaux de ligne (28 août). L'amiral Hood les reçut en dépôt et jeta dans la place une armée de 20,000 hommes, composés d'Anglais, d'Espagnols, de Napolitains. Les républicains furent massacrés.

Dès les derniers jours d'août, la Convention chargea le général Carteaux de reprendre Toulon. Carteaux fut remplacé par Doppet, puis par Dugommier. Les représentants Salicetti, Robespierre jeune, Barras, Ricord, Fréron, accompagnaient l'armée. Le siège ne commença sérieusement qu'à la fin de novembre. Les Anglais avaient construit au sud-ouest de Toulon, sur des hauteurs qui commandent l'entrée de la petite rade, une formidable redoute qu'ils appelaient le *fort Mulgrave* et que les Français nommaient le *Petit Gibraltar*. Si les assiégeants s'en emparaient, la flotte anglaise serait obligée de fuir ou enfermée dans la petite rade et détruite. L'assaut fut donné le 16 décembre. Au moment de l'attaque, Dugommier s'approcha de Victor : « Il faut prendre la redoute, lui dit-il, ou sinon... » et il se passa la main sur le cou. Elle fut prise, en effet; dans la nuit

du 17 au 18, les Anglais se rembarquèrent. Auparavant, ils avaient mis le feu aux vaisseaux qu'ils ne pouvaient emmener, à l'arsenal et aux chantiers : 9 vaisseaux de ligne furent la proie des flammes; 4 frégates furent sauvées par les galériens. Les républicains entrèrent dans Toulon le 19 : le Midi était soumis. La Convention, dès le 1er août, avait déclaré Pitt l'*ennemi du genre humain*. Elle défendra même bientôt de faire des prisonniers anglais ; mais cet effrayant décret ne fut jamais exécuté. Au siège de Toulon s'était distingué un jeune officier d'artillerie, le capitaine Bonaparte.

Lutte contre la Vendée. Soulèvement des Vendéens (10 mars 1793).—La lutte fut plus longue contre les Vendéens. On appelle *Vendée* le pays situé entre la Loire au nord, de Saumur à Nantes, le Thouet à l'est, la Sèvre niortaise au midi, l'océan Atlantique à l'ouest. La Vendée se divisait en trois régions : 1° sur la côte, le *Marais*, pays coupé de canaux et à demi inondé par la mer; 2° au centre, le *Bocage*, hérissé de bois, de haies, de ravins; 3° à l'est et au nord, la *Plaine*.

Dès 1791, le marquis de la Rouarie et Thérèse de Mollien avaient essayé de soulever la Bretagne. A la Roche-Bernard, le maire, nommé Sauveur, avait été massacré par les paysans, après avoir donné en défendant la loi un exemple de fermeté civique intrépide. Du mois de juin 1791 au mois d'août 1792 il y eut, dans les départements de la Loire-Inférieure et de la Vendée, neuf tentatives d'insurrection. Les paysans de ces contrées éloignées de Paris et des grandes villes, attachés à la royauté et au catholicisme, détestaient la Révolution. Le soulèvement général eut lieu le 10 mars 1793, jour fixé par la Convention pour le tirage au sort, après l'adoption du décret ordonnant une levée de trois cent mille hommes. Les paysans, au lieu d'obéir, prirent les armes dans tous les villages au son du tocsin. Ils s'emparèrent de *Saint-Florent*, *Jallais*, *Chemillé*, *Cholet*, *Machecoul*, *Challans*. Ils prirent deux canons, qu'ils appelèrent *la Marie-Jeanne* et *le Missionnaire*, et commencèrent une guerre sans pitié contre les *bleus*[1]. A Machecoul, il y eut des massacres qui appelèrent sur la tête de leurs auteurs des représailles sanglantes.

Les chefs des Vendéens furent Cathelineau, colporteur au

1. Les Vendéens appelaient ainsi les soldats et gardes nationaux republicains, à cause de la couleur de leur uniforme.

village du Pin-en-Mauges, le garde-chasse Stofflet, le perruquier Gaston, Charette, ancien officier de marine, et son lieutenant Souchu ; le marquis de Bonchamp, ancien capitaine de grenadiers ; d'Elbée, Lescure, le prince de Talmont, La Rochejaquelein.

Batailles de Fontenay (25 mai), **de Saumur** (10 juin); **attaque de Nantes** (29 juin). — Obligée de faire face à l'Europe, la Convention ne put d'abord opposer aux Vendéens que des recrues mal armées. Aussi les insurgés furent-ils vainqueurs à *Chantonnay* (15 mars), *Vezins, Vihiers*, *Chemillé,* aux *Aubiers* (12-16 avril). Le 1er mai, ils prirent *Thouars*. Le 25 mai, ils gagnèrent la bataille de *Fontenay*. La garde nationale de Fontenay s'était défendue avec un héroïsme inutile. Son colonel Fillon fut tué. Le porte-drapeau Fesque était tombé mort en serrant l'étendard tricolore sur sa poitrine, de ses mains crispées.

Cette défaite n'abattit pas les courages ; il fallut même rendre le décret suivant : « Considérant qu'il y a des communes où il n'est resté que des femmes, qu'on n'a pas assez d'armes et qu'il faut faire la moisson, les représentants près l'armée des côtes de la Rochelle décrètent que les plus valides des gardes nationaux resteront seuls rassemblés. » Le 7 décembre, le petit hussard[1] Bara, âgé de 14 ans, cerné par les Vendéens, et sommé sous peine de mort de crier : *Vive Louis XVIII !* cria *Vive la République !* et se fit tuer.

Le 10 juin, les Vendéens attaquèrent *Saumur*. Malgré les efforts désespérés des généraux Coustard, Menou, Santerre, Berthier, et du conventionnel Bourbotte, les républicains perdirent 10,000 hommes. Les ponts, la ville, la citadelle, restèrent au pouvoir des Vendéens. Maîtres du passage de la Loire, ceux-ci marchèrent sur *Nantes* par les deux rives. Cathelineau, nommé généralissime, devait attaquer la ville avec la grande armée en descendant la rive droite, Charette le seconder par la rive gauche. Nantes était la porte de la Loire, le pont conduisant en Bretagne et en Anjou ; si les Vendéens s'en emparaient, ils auraient un port de mer pour communiquer avec les Anglais, ils donneraient la main aux Bretons, prêts, eux aussi, à se soulever.

Nantes allait être attaquée par 80,000 hommes. La ville n'était

1. Hussard et non tambour, comme on l'a dit. Il était né le 30 juillet 1779 à Palaiseau. La Convention accorda une pension à sa famille, et vota le décret suivant : « 1° Les honneurs du Panthéon seront décernés à Joseph Bara ; 2° une gravure retraçant en détail les circonstances de la mort de Bara sera faite aux frais de la République et envoyée dans toutes les écoles primaires du territoire pour y retracer sans cesse à la jeunesse française l'exemple le plus pur de l'amour de la patrie et de la tendresse filiale. » (Il envoyait sa solde à sa famille.)

pas fortifiée ; elle ne renfermait que 10,000 gardes nationaux et soldats. La défense fut dirigée par le maire Baco, le représentant Merlin de Douai, les généraux Canclaux[1], Beysser, Coustard. L'héroïque résistance de 500 gardes nationaux commandés par le ferblantier Meuris, qui arrêtèrent 4,000 Vendéens pendant quatorze heures au passage de l'*Erdre*, à *Nort*, au nord-ouest de Nantes, permit de faire les préparatifs les plus indispensables (27-28 juin). Le 29, les Vendéens abordèrent les lignes républicaines au nord, sur la rive droite de la Loire, par les trois routes de Vannes, de Rennes et de Paris. Pendant ce temps, Charette, établi au Pont-Rousseau, sur la rive gauche, bombardait la ville à boulets rouges. Cathelineau parvint à pénétrer dans Nantes jusqu'à la place Viarmes. Arrivé là, croyant la ville prise, il s'agenouille, tire son chapelet. Un cordonnier le voit de sa fenêtre, l'ajuste, le blesse. Le chef vendéen tombe, les siens l'emportent, reculent… Nantes était sauvée. Les assaillants battirent en retraite et repassèrent la Loire.

Les républicains reprennent l'offensive. Décret du 1er août. L'armée de Mayence en Vendée. — Les républicains reprirent l'offensive, mais éprouvèrent d'abord coup sur coup plusieurs défaites. Westermann, après s'être avancé victorieusement de Parthenay jusqu'à *Châtillon*, fut surpris, battu et rejeté sur Bressuire (5 juillet). Sur la Loire, les généraux Labarolière, Menou, Santerre, et le conventionnel Bourbotte, après avoir gagné le 15 juillet la bataille de *Martigné-Briant*, perdirent le 18 la bataille de *Vihiers*. Une victoire remportée au sud à *Minclaye*, par le général Tuncq, le 29 juillet, avec 2,400 hommes contre 25,000 paysans, n'était pas une compensation suffisante de ces revers.

Étonnée de cette résistance, la Convention adopte, le 1er août, le décret suivant : « Il sera envoyé en Vendée, par le ministre de la guerre, des matières combustibles de toute espèce pour incendier les bois, les taillis et les genêts. Les forêts seront battues, les repaires des rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées par des compagnies d'ouvriers pour être portées sur les derrières de l'armée, et les bestiaux seront saisis. Les femmes, les enfants, les vieillards, seront conduits à l'intérieur, où il sera pourvu à leur sûreté et à leur subsistance avec tous les égards dus à l'humanité. » En même temps, le gouvernement nomme Rossignol, d'abord ouvrier orfèvre, puis

1. Canclaux, né à Paris en 1740, mort pair de France en 1817.

colonel de gendarmerie, au commandement de l'*armée des côtes de la Rochelle*, qui devait attaquer la Vendée par le midi. Canclaux commandait à Nantes l'*armée des côtes de Brest*, qui devait opérer par le nord. De plus, la garnison de Mayence fut transportée en poste dans la Vendée. Aux termes de la capitulation de cette ville, elle ne pouvait pas servir avant un an contre les Prussiens. Elle comptait 18,000 soldats, les plus aguerris qu'eût la France, sous les ordres d'Aubert-Dubayet, Kléber, Beaupuy, Haxo, Vimeux.

Les Vendéens sont vainqueurs à Coron et à Torfou (18-19 septembre). — A la suite d'un grand conseil de guerre tenu à Saumur entre les représentants du peuple et les généraux, le 3 septembre, il fut résolu que les colonnes républicaines partant simultanément des bords de la Loire, du Thouet, de la Sèvre niortaise et de la côte, s'avanceraient vers l'intérieur de la Vendée en resserrant le cercle dans lequel se mouvaient les royalistes, pour les envelopper et les étouffer. Ce plan avait l'avantage de fermer la mer aux Vendéens et de les priver du secours des Anglais; il avait l'inconvénient de se présenter par colonnes isolées à un ennemi placé dans une position centrale et qui pouvait combattre successivement contre chacune d'elles avec toutes ses forces réunies. Il échoua.

Au sud, Lecomte et Marceau furent battus à *Chantonnay* (5 septembre). Kléber, parti de Nantes, fut d'abord vainqueur à *Port-Saint-Père* (11 septembre). Dans ce combat, on avait vu des soldats républicains, conduits par le lieutenant Targe, passer l'Achenau à la nage, leur sabre entre les dents, pour aller saisir sous le feu de l'ennemi des bateaux placés sur l'autre rive et les ramener afin d'assurer le passage de la division. Rejoint par Beysser, qui s'était emparé de *Machecoul*, et par le général en chef Canclaux, Kléber occupa *Légé*, *Montaigu* et *Clisson* (17 septembre). Mais Rossignol, Santerre et Ronsin, partis de Saumur, après deux avantages à *Doué* et à *Thouars*, avaient perdu la bataille de *Coron* (18 septembre), et le général Duhoux, parti d'Angers, avait été battu à *Beaulieu* et rejeté sur *les Ponts-de-Cé*. Tranquilles de ce côté, les Vendéens se reportent en masse contre Canclaux et Kléber. Le 19 septembre, ces derniers furent écrasés à *Torfou* et rejetés sur Nantes. Leur retraite fut assurée par le dévouement héroïque de Chevardin, commandant des chasseurs de Maine-et-Loire. « Tu pourras être tué, lui avait dit Kléber, mais tu sauveras tes camarades. » Chevardin périt en effet et sauva l'armée. La campagne était manquée.

Victoire des républicains à Cholet (17 octobre). — Irritée de ces échecs, la Convention ordonna que la guerre fût terminée avant le 20 octobre. Le Comité de salut public remplaça Canclaux et Rossignol par un seul général, Léchelle, pour assurer l'unité de direction. Léchelle prit pour conseiller Kléber. Sur tous les points, on reprit l'offensive. Au nord, Kléber, sorti de Nantes avec une avant-garde de 4,000 hommes, culbuta 35,000 Vendéens à *Saint-Symphorien* (6 octobre). A sa droite, s'avançait la division de Luçon, sous les ordres du général Bard, bientôt remplacé par Marceau[1]. Au midi, Chalbos et Westermann, partis de Bressuire, furent vainqueurs au *Moulin-aux-Chèvres* et à *Châtillon* (9-11 octobre). Le 16 octobre, ils opèrent leur jonction à Cholet avec Kléber, Marceau et Beaupuy, qui s'étaient emparés de *Mortagne* et de *la Tremblaye*. Enfin, le 17 octobre, une bataille décisive se livra à *Cholet*. Les Vendéens étaient 40,000, sous les ordres de d'Elbée, Bonchamp, La Rochejaquelein, Royrand. Les républicains avaient 22,000 hommes, commandés par les généraux Vimeux, Marceau, Beaupuy, Haxo, Kléber, Chalbos, ayant avec eux les représentants Merlin de Thionville, Bourbotte, Choudieu, Fayau, Bellegarde, Turreau, Carrier. De part et d'autre, l'exaspération était à son comble. Malgré leur supériorité numérique, les Vendéens furent mis en déroute et poursuivis sur Beaupréau. Les vainqueurs criaient qu'ils n'avaient plus de cartouches : « N'avez-vous pas vos baïonnettes ? » leur répliqua le général Beaupuy.

Les Vendéens passent la Loire (18 octobre). **Leur victoire à Entrames** (25 octobre). **Ils sont repoussés à Granville** (13 novembre). — Les Vendéens vinrent s'entasser à *Saint-Florent*, sur la rive gauche de la Loire. Il y avait là quatre-vingt mille fugitifs, hommes armés ou sans armes, femmes, enfants, prêtres, malades, blessés. Au milieu d'une confusion indescriptible, cette multitude se ruait sur les barques et les radeaux réunis pour passer le fleuve. La Rochejaquelein pleurait de rage ; Lescure et Bonchamp étaient blessés à mort. Le dernier, avant d'expirer sauva généreusement 4,000 prisonniers républicains que les Vendéens voulaient massacrer.

Parvenus sur la rive droite de la Loire, les Vendéens occupèrent Ancenis et Laval : ils avaient pris pour chef La Rochejaquelein. De leur côté, les républicains avaient repassé le fleuve à Nantes, et ils accouraient vers Laval par la rive gauche

1. Marceau, né à Chartres en 1769, soldat en 1785.

de la Mayenne, pour attaquer l'ennemi. Le 25 octobre, une bataille acharnée se livra au village d'*Entrames*, entre Château-Gontier et Laval. Les républicains furent vaincus, surtout à cause de leur indiscipline. Les Vendéens entrèrent pêle-mêle avec eux dans Château-Gontier et attaquèrent le pont de cette ville. L'intrépide Bloss, avec quelques chasseurs, blessé d'un coup de fusil, la tête ceinte d'un mouchoir imbibé de sang, essaya de les arrêter. Savary voulut vainement l'entraîner : « Non! lui répondit-il, il n'est pas permis de survivre à la honte d'une pareille journée. » Il fit quelques pas en avant et tomba mort.

Vainqueurs de leurs adversaires, les Vendéens marchèrent sur Fougères. Deux émigrés déguisés en paysans vinrent les y trouver. Ils arrivaient de Jersey et apportaient des dépêches de Dundas. Ce ministre anglais les exhortait à venir attaquer Granville. Maîtres de ce port, ils devaient dresser sur les murs un drapeau blanc entre deux drapeaux noirs pour donner à l'escadre britannique le signal d'aborder. En conséquence, La Rochejaquelein prit la route d'Avranches. Le 13 novembre, les Vendéens attaquèrent *Granville*. Ils furent repoussés par la garnison. Découragés, ils reprirent la route de la Loire.

Batailles du Mans et de Savenay (13-23 décembre). — L'armée républicaine s'était réorganisée à Rennes sous les ordres de Rossignol, qui avait remplacé Léchelle, tombé malade. Elle vint attaquer les Vendéens à *Dol* et à *Antrain*. Deux fois elle fut repoussée (20-22 novembre). Elle dut rétrograder sur Rennes. Les Vendéens, épuisés de leur côté, redescendirent vers la Loire : ils ne purent y arriver. Battus devant Angers (3 décembre), ils se rejetèrent sur *le Mans*.

C'est là que les républicains les abordèrent, décidés à en finir. Le 12 décembre au soir, Westermann attaque les faubourgs à la tête de sa cavalerie. Il est repoussé. Mais la division Tilly arrête les Vendéens, les charge à la baïonnette, franchit le pont de la Sarthe à leur suite et pénètre sur la grande place. Marceau vint l'y rejoindre, puis arriva la division Kléber, qui venait de faire une marche forcée de dix-huit lieues. Toute la nuit les Vendéens s'étouffaient dans les rues pour fuir. Au matin, ils furent complètement écrasés (13 décembre). Leurs débris s'enfuirent vers la Loire, sabrés à chaque pas par Westermann et ses hussards. Atteints à *Savenay* le 23 décembre, ils y furent anéantis. Des milliers de prisonniers malades furent entassés dans Nantes. Si, parmi les vainqueurs,

quelques-uns avaient pitié de ces malheureux, beaucoup étaient animés contre eux d'une haine implacable. Avec une cruauté sauvage, Carrier les faisait noyer dans la Loire.

Lutte contre l'Europe. Perte de Mayence et de Valenciennes (21-27 juillet). — Après la trahison de Dumouriez, l'armée du Nord s'était repliée en désordre sur Condé et Valenciennes. Les Autrichiens passèrent la frontière à sa suite. Le général Dampierre, nommé pour remplacer Dumouriez, voulut reprendre contre eux l'offensive; il fut tué par un boulet au combat de *Famars*[1] (9 mai).

Les Français n'étaient pas plus heureux sur le Rhin. Dès la fin de mars, le roi de Prusse et le duc de Brunswick, avec 55,000 Prussiens, avaient passé le fleuve à Bacharach; 30,000 Autrichiens, sous Wurmser, les soutenaient vers l'est. Les coalisés assiégèrent Mayence. Les deux armées républicaines du Rhin et de la Moselle comptaient ensemble 60,000 hommes. Cependant Custine, qui les commandait, au lieu de secourir Mayence, recula de Worms sur Landau, de Landau sur la Lauter; il fut alors envoyé à l'armée du Nord pour remplacer Dampierre. Lui-même eut pour successeurs Beauharnais sur le Rhin, Houchard sur la Moselle.

Mayence, située sur la rive gauche du Rhin, en face du confluent de ce fleuve avec le Mein, était défendue par 20,000 hommes sous les ordres des généraux Meunier, Aubert-Dubayet, Doyré, Kléber, des représentants Merlin de Thionville et Rewbell. Bombardés, affamés, sans communication avec la France, abandonnés par Custine, assaillis de fausses nouvelles que les Prussiens répandaient, les défenseurs de la place prolongèrent quatre mois leur résistance. A chaque instant, ils faisaient essuyer aux assaillants d'énormes pertes, dans des sorties nocturnes. Le général prussien Kalkreuth faillit être pris dans l'une d'elles. Une autre coûta la vie au général français Meunier. Merlin de Thionville montrait aux soldats l'exemple du plus brillant courage. Les Allemands, stupéfaits de son audace, l'avaient surnommé *Feuer-Teufel* (diable de feu). Enfin, manquant de vivres, la garnison capitula le 21 juillet. Elle rentra librement en France avec armes et bagages, à condition de ne pas servir d'un an contre les alliés. Quand elle sortit de la

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le bas-relief de David d'Angers intitulé : *Le général Dampierre, blessé à mort au combat de Famars, lègue son épée au général Gobert.*

place, la foule insulta les clubistes mayençais qui accompagnaient nos bataillons dans leur retraite. Merlin de Thionville conduisait la colonne, vêtu en hussard; il poussa son cheval hors des rangs et commanda aux plus acharnés de se taire, en leur déclarant « qu'ils reverraient les Français. »

Condé avait succombé quelques jours plus tôt. Le général Chancel en avait ouvert les portes aux coalisés le 15 juillet, après quatre mois de siège, quand la garnison, forte au début de 4,000 hommes, n'en comptait plus que 1,500. Valenciennes tomba douze jours après Condé, six jours après Mayence. L'armée austro-anglaise, commandée par le duc d'York et le prince de Cobourg, avait attaqué la place le 8 juin. Le vieux général Ferrand la défendait avec les deux conventionnels Briez et Cochon de Lapparent. Pour triompher de sa constance, il fallut cinquante-six jours de tranchée ouverte, quarante-trois jours et quarante-trois nuits de bombardement. La ville reçut 152,000 projectiles et fut à moitié brûlée. L'arsenal fut consumé avec 14,000 fusils. La garnison capitula le 27 juillet, aux mêmes conditions que Mayence; elle était réduite de 10,000 hommes à 5,000. Plusieurs milliers de gardes nationaux abandonnèrent leurs foyers et suivirent le mouvement rétrograde de l'armée. Custine avait laissé prendre Valenciennes au nord, comme sur le Rhin il avait laissé bloquer Mayence; Beauharnais était resté comme lui immobile. Ils furent tous les deux arrêtés et condamnés à mort.

Tactique de Carnot et du Comité de salut public. — Le 1er août, le prince de Cobourg et le duc d'York, à la tête de 180,000 hommes, étaient maîtres de Valenciennes et de Condé, à quarante lieues de Paris. Nos armées étaient inférieures en nombre, à peine vêtues, sans souliers, parfois sans vivres. Les fourrages manquaient; les dragons partageaient leur pain avec leurs chevaux. La route de Paris était ouverte aux coalisés.

Ils n'osèrent pas avancer. L'aspect de la France révolutionnaire et les souvenirs de 92 les frappaient de terreur. De plus, chaque puissance ne songeait qu'à ses intérêts égoïstes. L'Angleterre voulait Dunkerque : Pitt ordonna au duc d'York d'attaquer cette ville. L'empereur voulait la Flandre : Cobourg dut assiéger le Quesnoy.

Le Comité de salut public mit ces fautes à profit. Les forces que la réquisition lui donnait furent divisées en 228 demi-brigades. Le plan de Carnot et du Comité, porté aux armées par les représentants en mission, ce fut d'agir par masses et de

marcher vite; d'être toujours, sur chaque point donné, plus fort que l'ennemi; d'attaquer au chant des hymnes patriotiques, au pas de course, à la baïonnette; de faire la guerre révolutionnaire, la guerre à la Danton, par l'audace.

La victoire d'Hondschoote sauve Dunkerque (8 septembre). — Les Anglo-Hollandais avaient divisé leurs forces en trois corps. Le duc d'York, avec le premier, mit le siège devant Dunkerque le 24 août; Freytag, avec le second, s'était établi à Hondschoote, au nord-est de Dunkerque, couvrant la route de cette ville à Furnes, le long de la mer; le prince d'Orange était plus loin à l'est, à Menin, sur la Lys.

A la tête de l'armée qu'on leur opposa fut placé le général Houchard, brave soldat, mais très peu capable; les conventionnels Levasseur et Delbrel l'accompagnaient. Le 5 septembre, on marche en avant. Les Anglais de Freytag sont chassés de quatre villages. Houchard s'arrête alors, hésite, perd plusieurs jours. Gourmandé par Levasseur, il reprend l'offensive. Le 8 septembre, il livre la bataille d'*Hondschoote*. Les Français marchèrent une demi-heure dans l'eau, sous le feu de deux redoutes, pour aborder l'ennemi et le culbutèrent. Il fallait profiter de ce succès, se placer entre le duc d'York et Freytag, sur la route de Furnes à Dunkerque. York, ayant en tête la garnison de Dunkerque, en queue l'armée victorieuse, sur le côté la mer, serait forcé de mettre bas les armes. Houchard resta immobile. Le duc d'York put lever le siège, en abandonnant 52 canons; il rejoignit Freytag à Furnes.

Sur les injonctions de Levasseur, Houchard prit pourtant l'offensive contre le prince d'Orange, qui fut chassé de *Wervicq* et de *Menin;* mais, le 15 septembre, les Français, pris d'une terreur panique, évacuèrent Menin. Houchard fut arrêté, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire et guillotiné.

La victoire de Wattignies sauve Maubeuge (16 octobre). — Après s'être séparé du duc d'York, le prince de Cobourg, maître de la vallée de l'Escaut par la possession de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, voulut s'emparer du cours de la Sambre. Le 28 septembre, la ville et le camp retranché de Maubeuge furent bloqués par 65,000 Autrichiens. *Maubeuge* avait 20,000 défenseurs, sous les ordres des généraux Ferrand et Chancel; mais les vivres manquaient dans la place. Treize dragons en sortirent, traversèrent à toute bride les lignes autrichiennes au milieu des coups de fusil et passèrent la Sambre à la nage pour aller à Philippeville annoncer le danger.

Le Comité de salut public rassembla 40,000 hommes autour de Guise. Jourdan[1] les commandait ; il avait avec lui les représentants Carnot et Duquesnoy. Le 12 octobre, les Français marchent en avant et, le lendemain, traversent Avesnes en chantant. Laissant une moitié de son armée autour de Maubeuge, Cobourg vint avec l'autre leur barrer le passage. Il s'établit à l'est de la Sambre, et perpendiculairement au cours de la rivière, à laquelle sa droite était appuyée vers Berlaimont, Leval, Saint-Waast, Monchaux et Saint-Remy. Son centre occupait Dourlers, sa gauche gardait les hauteurs de *Wattignies* et de Dimechaux. En parcourant ces positions formidables, bois, collines escarpées hérissées d'artillerie, ravins, villages barricadés et crénelés, Cobourg s'écria, dit-on, que « si les républicains venaient là, il se ferait Jacobin. »

Le 15 octobre, les Français s'élancèrent à l'assaut. Après des efforts héroïques, écrasés par un feu plongeant, ils furent repoussés. Dans la nuit, Carnot apprit que les Autrichiens avaient forcé trois jours auparavant l'entrée de l'Alsace. Il fallait donc vaincre en toute hâte, et à tout prix. Le 16 au matin Carnot, Jourdan, Duquesnoy, couraient à l'ennemi, à cheval et l'épée à la main, en tête des colonnes républicaines. Wattignies et Dourlers furent enlevés au chant de la *Marseillaise*. Du haut des collines, l'armée aperçut Maubeuge ; Cobourg repassa la Sambre et leva le siège. La garnison de Maubeuge était restée immobile. Le général Chancel, traduit devant le tribunal révolutionnaire, paya de sa tête cette inaction[2].

Perte des lignes de Wissembourg (13 octobre). — Après la reprise de Mayence, le duc de Brunswick et Wurmser menacèrent la Lorraine et l'Alsace, à la tête de plus de 100,000 combattants, Prussiens, Autrichiens, émigrés. Le premier occupait le massif et le revers occidental des Vosges : maître de Deux-Ponts et assiégeant sur ses derrières Landau, il faisait face à l'armée française de la Moselle, établie sur la Sarre ; le second occupait le revers oriental des Vosges et menaçait les lignes de Wissembourg, que l'armée française du Rhin défen-

1. Jourdan, né à Limoges en 1762, était fils d'un chirurgien. Engagé à seize ans, il fit la guerre d'Amérique. Sorti de l'armée, il devint marchand colporteur et épousa une modiste. Il reprit les armes en 1791. Sa conduite brillante à la bataille de Hondschoote le signala aux représentants du peuple, qui lui conférent l'armée du Nord.

2. Voir au musée de Versailles deux tableaux d'Eugène Lami, la *Bataille d'Hondschoote* et la *Bataille de Wattignies*.

dait; le long de la Lauter, depuis le fleuve jusqu'aux montagnes. L'ennemi avait la supériorité du nombre. Heureusement le roi de Prusse était plus occupé du second partage de la Pologne que de la guerre contre la France ; sachant d'ailleurs que l'Autriche voulait s'emparer de l'Alsace, il était peu désireux d'augmenter ainsi la puissance de son alliée.

Les Français tentèrent de prendre l'offensive. Le 14 septembre, l'armée du Rhin, attaquant par sa gauche, chassa les Autrichiens du camp de *Nothweiler ;* mais le même jour, de l'autre côté des montagnes, l'armée de la Moselle ayant attaqué les Prussiens par sa droite et tenté d'enlever la formidable position de *Pirmasens*, fut repoussée.

Alors Wurmser avance à son tour. Le 13 octobre, les Autrichiens forcent sur tous les points les lignes de *Wissembourg ;* ils prennent Lauterbourg, ils s'emparent du *fort Vauban* (dans une île du Rhin, entre Lauterbourg et Strasbourg) (14 novembre). Ils occupent Haguenau, ils menacent Saverne et Strasbourg. Un complot se forme pour livrer la capitale de l'Alsace à Wurmser, originaire du pays. L'armée du Rhin avait perdu toute discipline. Depuis le départ de Custine, elle avait eu successivement trois généraux : Beauharnais, Landremont, Carlen. A Strasbourg même, un énergumène, l'ancien capucin Euloge Schneider, professeur de grec, compromettait la République par ses extravagances.

La victoire de Geisberg sauve Landau (26 décembre). — Le Comité de salut public envoya en Alsace, avec de pleins pouvoirs, les représentants Saint-Just et Lebas. A peine arrivés, ceux-ci déjouent le complot formé pour livrer Strasbourg. Les traîtres sont arrêtés ; Schneider, exposé sur la place publique pendant trois heures, attaché au poteau de la guillotine, est ensuite envoyé prisonnier à Paris ; l'armée est en quelques jours équipée, mise en état d'entrer en campagne ; la discipline rétablie par des mesures sévères. Pichegru est placé à la tête de l'armée du Rhin ; le jeune Hoche à la tête de l'armée de la Moselle, commandée auparavant par Moreaux[1]. Une attaque des Prussiens contre Bitche est repoussée (17 novembre).

1. Il ne faut pas confondre ce *Moreaux* avec le célèbre général *Moreau* qui gagna plus tard la bataille de Hohenlinden. Moreaux (Jean-René), né à Rocroy en 1758, était à dix-huit ans grenadier au régiment d'Auxerrois. Blessé dans l'île de Sainte-Lucie durant la guerre d'Amérique, il rentra dans la vie civile. Élu, en 1789, commandant de la garde nationale de Rocroy, il se distingua en 1792 à la défense de Thionville, à la tête d'un bataillon des

D'abord Hoche et Pichegru agirent isolément; Pichegru, après trois semaines de combats acharnés, refoula les Autrichiens de la Zorn sur la Moder (18 novembre-9 décembre). Hoche fut moins heureux contre les Prussiens : il s'empara bien de *Bliescastel;* mais quand il voulut emporter d'assaut la ville de *Kaiserslautern* et la montagne du *Kaisersberg*, hérissée d'artillerie, il fut repoussé avec perte (28, 29, 30 novembre).

Hoche n'était pas homme à se laisser décourager. « J'ai vu le nouveau général, écrivait un de ses officiers, lors de son arrivée à l'armée. Son regard est celui de l'aigle, fier et vaste. Il est fort comme le peuple, jeune comme la Révolution. » Après l'échec de Kaiserslautern, Hoche laissa seulement sur la Sarre une portion de ses forces en face des Prussiens ; il franchit les Vosges avec 12,000 hommes pour lier ses opérations à celles de l'armée du Rhin. Le flanc droit de Wurmser était couvert par un corps prussien : Hoche chassa ce corps de *Frœschwiller* et de *Wœrth* (22 décembre). Menacé d'être pris à revers, Wurmser abandonna la ligne de la Moder et la forêt d'Haguenau ; il se replia plus au nord, la gauche vers *Ober-Lauterbach* dans la direction du Rhin, le centre sur la montagne de *Geisberg*, en avant de Wissembourg, la droite sur les hauteurs de *Roth*. Les Prussiens protégeaient son extrême droite au *col du Pigeonnier* et dans les *gorges de Bodenthal*, à l'entrée des Vosges.

Il y fut attaqué le 26 décembre par les deux armées de la Moselle et du Rhin, sous les ordres de Hoche, auquel un arrêté des conventionnels Baudot et Lacoste avait subordonné Pichegru. Les Français venaient d'apprendre la reprise de Toulon. En marchant à l'ennemi, ils criaient : « Landau ou la mort ! » Toutes les positions des coalisés furent conquises. Wurmser, rejeté au nord de la Lauter, se brouilla sur le champ de bataille même avec le duc de Brunswick accouru à son secours au bruit du canon; le chef autrichien reprochait au général du roi de Prusse d'avoir été cause de la défaite par son inaction prolongée. Les Autrichiens repassèrent le Rhin à Philipsbourg, pendant que les Prussiens se retiraient sous Mayence. Landau était sauvé. La garnison, attaquée dès le mois d'avril, et complètement bloquée au mois d'octobre, avait supporté toutes les rigueurs de la famine. Le fort Vauban fut repris le 19 janvier.

Ardennes. Il devint, en 1793, général de brigade, puis général de division. En 1794, il prit Trèves, et mourut de maladie l'année suivante, au siège de Luxembourg.

Les Espagnols en Roussillon. — Sur la frontière des Pyrénées, la guerre avait commencé au mois d'avril. A l'est, les Espagnols, commandés par Ricardos, envahirent le Roussillon. Grâce à leur supériorité numérique, ils s'emparèrent de *Saint-Laurent-de-Cerda* et de *Céret* (17-20 avril), du *Mas-d'Eu* (19 mai), du *fort des Bains* et de *Prats-de-Mollo* (3-5 juin), de *Bellegarde* (25 juin), de *Villefranche* (3 août), de *Peyrestortes* (8 septembre). Perpignan se trouva tourné. Les représentants Cassaigne et Fabre de l'Aude avaient successivement destitué les généraux Flers et Barbantane, auxquels ils attribuaient ces revers ; ils les remplacèrent par le général Dagobert[1], qui avait soixante-quinze ans. Avant son arrivée, Davout, Pérignon et Goguet chassèrent les Espagnols des trois camps du *Vernet*, de *Rivesaltes* et de *Peyrestortes* (17 septembre) et les obligèrent à repasser le Tet. Dagobert les suit et les attaque à *Truillas*, à *Ponteilla* et au *Mas-d'Eu* (22 septembre). Au plus fort de l'action, trois bataillons républicains mettent bas les armes sans brûler une amorce; Dagobert les fait mitrailler et se retire avec le reste de son armée formé en carrés. Davout, Turreau, Doppet, placés l'un après l'autre à la tête de l'armée, ne furent pas plus heureux que Dagobert. Les Espagnols prirent encore *Collioure*, *Saint-Elme* et *Port-Vendres* (21 décembre) et hivernèrent sur le territoire français.

Aux Pyrénées occidentales, les généraux Servan[2], Delbecq, Desprez-Crassier et Müller, très inférieurs en nombre, étaient restés toute l'année sur la défensive.

1. Dagobert, « vieux soldat qui guerroyait en partisan, allait au feu tête nue, ses longs cheveux blancs lui tombant sur les épaules, et, comme un vieillard d'Homère, un grand bâton blanc à la main. » (J. Claretie.)

2. Le général Servan (Joseph) était né à Romans en 1741. D'abord officier du génie, il composa en 1780 un ouvrage intitulé le *Soldat citoyen*. Colonel dans la garde nationale soldée (anciens gardes françaises) en 1790, il fut ministre de la guerre avec les girondins en 1792. Après avoir commandé aux Pyrénées, il fut arrêté un instant comme suspect, et dut sa délivrance au 9 thermidor. Il mourut en 1808. Il était frère de l'illustre Servan (1737-1807), avocat général au parlement de Grenoble, ami de Voltaire, philosophe et jurisconsulte remarquable par son savoir, son éloquence et son ardent amour de l'humanité.

CHAPITRE VI.

La Convention en 1794 et 1795.

Les Hébertistes et la Commune. — Danton et Camille Desmoulins; *le Vieux Cordelier*. — Robespierre et Saint-Just. — Exécution des Hébertistes et des Dantonistes (24 mars-5 avril 1794). — Loi du 22 prairial (10 juin). — Le 9 thermidor; chute de Robespierre (8, 9 et 10 thermidor an II, 26, 27 et 28 juillet 1794). — Réaction. Fermeture du club des Jacobins (10 novembre 1794). — Massacres du Midi (janvier-mai 1795). — Famine. Journée des 12 germinal et 1er prairial (1er avril-20 mai 1795).

Campagne de 1794. Victoires de Pichegru et de l'armée du Nord à Mouscron (29 avril), Tourcoing (18 mai), Hooglède (17 juin). — Victoire de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse à Fleurus (26 juin). La Belgique conquise. — Conquête de la rive gauche du Rhin. — Conquête de la Hollande. Fondation de la république Batave (20 janvier 1795). — Succès de Dumerbion aux Alpes. Prise du camp de Saorgio (28 avril 1794). — Succès de Dugommier aux Pyrénées orientales. Batailles du Boulou (1er mai 1794) et de la Montagne-Noire (17-20 novembre 1794). — Succès de Moncey aux Pyrénées occidentales (1794-1795). — Les traités de Bâle (1795).

Lutte contre l'Angleterre. Bataille navale du 13 prairial (1er juin 1794). *Le Vengeur*. — Les Vendéens et les Chouans en 1794. — Débarquement des émigrés à Quiberon (26 juin 1795); leur défaite (20 juillet).

Constitution de l'an III. — Journée du 13 vendémiaire (5 octobre 1795). — Le grand-livre de la dette publique. Système métrique. — Calendrier nouveau. — Instruction publique ; l'Institut ; créations diverses.

Les Hébertistes et la Commune. — Pendant qu'aux frontières les efforts héroïques des armées françaises étaient partout, un seul point excepté, couronnés par la victoire, à l'intérieur les déchirements continuaient. La Montagne, victorieuse des Girondins le 2 juin, s'était divisée en trois partis : les Hébertistes, les Dantonistes, les Robespierristes.

A la tête du parti hébertiste se trouvaient Hébert et Chaumette ; l'Allemand Anacharsis Clootz, surnommé l'*orateur du genre humain ;* Ronsin, général de l'armée révolutionnaire ; le ministre de la guerre Bouchotte ; l'ancien évêque constitutionnel de Paris, Gobel ; Collot d'Herbois, Carrier, Fouché, Vincent, Momoro, le banquier Kook, le Belge Proly. Ni Chaumette ni Hébert n'étaient membres de la Convention. Chaumette, fils d'un cordonnier de Nevers, successivement mousse, étudiant, journaliste, était procureur syndic de la Commune ; Hébert, son substitut, rédacteur du *Père Duchêne*, hérissait son journal de

jurons et d'expressions grossières : c'était de sa part une spéculation cynique. Elle allait lui attirer cette terrible apostrophe : « Ne sais-tu pas, malheureux, que quand les despotes de l'Europe veulent persuader à leurs esclaves que Paris, cette ville renommée pour ses lumières, est plongée dans la barbarie, ce sont des lambeaux de tes gazettes qu'ils insèrent dans leurs feuilles... Comme si tes saletés étaient celles de la nation ! Comme si un égout de Paris était la Seine ! » Et, poursuivant sur le même ton, Camille Desmoulins offrait à la république française, comme le meilleur modèle à suivre, la république d'Athènes, dans laquelle la hardiesse des idées n'excluait pas l'élégance des formes et la politesse du langage.

Les Hébertistes dominaient dans la Commune. L'un d'eux, Chaumette, fit donner dans les hôpitaux un lit séparé à chaque malade ; il fit abolir la peine du fouet dans les maisons d'éducation ; sur sa proposition, on décida que les honneurs de la sépulture seraient les mêmes pour tous. Les morts devaient être ensevelis dans un drapeau tricolore avec l'inscription suivante : « L'homme juste ne meurt jamais ; il vit dans la mémoire de ses concitoyens. » Le pain manquant, il aurait voulu planter des légumes dans tous les jardins publics de Paris, pour la nourriture des pauvres. Le cuir était rare, il proposa de réserver les souliers pour les soldats ; les citoyens qui ne partaient pas aux frontières devaient, disait-il, ne plus porter que des sabots. En même temps, il est vrai, c'était lui qui avait proposé la formation de l'armée révolutionnaire et dressé la terrible liste des suspects. Il faisait aussi, de concert avec les membres de la Commune, écrire sur la porte des cimetières : « la mort est un sommeil éternel, » fermer les églises, au mépris de la liberté des cultes décrétée par la Convention, et célébrer la fête de la Raison (10 novembre 1793).

Danton et Camille Desmoulins ; le Vieux Cordelier.— Les Hébertistes voulaient rendre la Terreur plus violente ; les Dantonistes essayèrent de l'arrêter. Personne, en 1792 et au début de 1793, n'avait montré plus d'énergie que Danton. Son éloquence impétueuse, son audace, la lucidité de ses vues, lui avaient acquis une popularité sans bornes ; sous des dehors athlétiques, des formes violentes, un langage terrible, il n'avait jamais cessé de conserver des sentiments humains. Attaqué, calomnié par les Girondins, il avait fait, pour se réconcilier avec eux et les sauver de leurs propres fautes, de longs et stériles

efforts : « Vos discussions de personnes sont misérables, criait-il inutilement : je ne connais que l'ennemi, battons l'ennemi ! » La Gironde était restée sourde, et elle avait succombé. Mais maintenant qu'on avait vaincu la Vendée, repris Lyon et Toulon, repoussé les coalisés, que le danger s'était éloigné, Danton aurait voulu arrêter la Terreur. « Il vaut mieux être un pauvre laboureur, s'écriait-il, que de gouverner les hommes ! » Il disait encore à son ami Fabricius Paris, greffier au tribunal révolutionnaire, qui l'engageait à la prudence : « J'aime mieux être guillotiné que guillotineur. »

L'ardent et mobile Camille Desmoulins partageait ces sentiments. Lui qui, en 1789, prenait le nom de *procureur général de la lanterne*, lui qui avait composé contre les Girondins son terrible pamphlet : *Brissot dévoilé,* il frémissait maintenant en voyant à quels excès de cruauté s'emportait la Terreur. Il commença la publication de son *Vieux Cordelier*[1]. Dans ce journal, d'une verve étincelante, où l'humanité, la générosité, l'indignation éclatent à chaque ligne, il flétrissait les violences des Hébertistes, il demandait qu'on ouvrît les prisons, qu'on nommât un *comité de clémence.* Après avoir dans le numéro 3 fait un tableau saisissant du despotisme des anciens empereurs romains, il ajoutait : « C'est à ceux qui, en lisant ces vives peintures de la tyrannie, y trouveraient quelque malheureuse ressemblance avec leur conduite, à s'empresser de la corriger : car on ne se persuadera jamais que le portrait d'un tyran, tracé de la main du plus grand peintre de l'antiquité, et par l'historien des philosophes, puisse être devenu le portrait, d'après nature, de Caton et de Brutus, et que ce que Tacite appelait le despotisme et le pire des gouvernements il y a douze siècles puisse s'appeler aujourd'hui la liberté et le meilleur des mondes possible. » Dix jours plus tard (25 décembre), dans son numéro 5, il reprochait aux députés leur faiblesse, leur silence : « Eh quoi ! lorsque tous les jours douze cent mille soldats du peuple français affrontent les redoutes hérissées des batteries les plus meurtrières, et volent de victoires en victoires, nous, députés à la Convention ; nous, qui ne pouvons jamais tomber, comme le soldat, dans l'obscurité de la nuit, fusillé dans les ténèbres et sans témoins de sa valeur ; nous, dont la mort soufferte pour la liberté ne peut être que glorieuse, solennelle, et

1. *Le Vieux Cordelier* eut 7 numéros qui parurent les 5, 10, 15, 20, 25, 30 décembre 1793 et 3 février 1794.

en présence de la nation entière, de l'Europe et de la postérité, serions-nous plus lâches que nos soldats?... Qu'est-ce donc que l'échafaud pour un patriote, sinon le piédestal des Sydney et des Jean de Witt? Qu'est-ce, dans un moment de guerre, où j'ai eu mes deux frères mutilés et hachés pour la liberté, qu'est-ce que la guillotine, sinon un coup de sabre, et le plus glorieux de tous pour un député victime de son courage et de son républicanisme! » Déjà, plusieurs mois auparavant (10 août 1793), Desmoulins disait dans une lettre à sa famille : « Je ne saurais m'empêcher de penser sans cesse que les hommes qu'on tue par milliers ont aussi leurs pères. »

Robespierre et Saint-Just. — Également éloigné d'Hébert et de Danton, Robespierre exerçait sur la Convention un ascendant irrésistible. C'était un homme d'un caractère laborieux, de mœurs très réglées; sa probité lui avait valu le surnom d'*incorruptible*. Admirateur passionné de Jean-Jacques Rousseau, il logeait chez le menuisier Duplay et il était fiancé à l'une de ses filles. Par ses amis Saint-Just et Couthon, Robespierre dominait le Comité de salut public; au club des Jacobins, ses paroles étaient écoutées avec une confiance sans bornes. C'était néanmoins un esprit étroit, soupçonneux, jaloux. Il s'enfermait dans une phraséologie sentimentale; il avait sans cesse à la bouche les mots de vertu, d'innocence, de nature, ce qui ne l'empêchait pas d'être impitoyable à l'égard de ses adversaires. Pour justifier à ses propres yeux ses ressentiments particuliers, il tâchait de se persuader que ses ennemis étaient ceux du bien public, et qu'il les sacrifiait à son devoir, quand il les sacrifiait à son ambition. Il détestait les Hébertistes, auxquels il reprochait leur athéisme et leurs violences. Danton et Desmoulins avaient été ses camarades de collège; cependant la supériorité du premier, son éloquence, sa popularité, les services qu'il avait rendus à la Révolution, faisaient de lui un rival redoutable; le second offusquait Robespierre par les hardis écarts de sa plume et sa verve étincelante. Robespierre avait d'abord, au club des Jacobins, pris la défense de Camille Desmoulins, accusé de *modérantisme;* bientôt pourtant il changea d'attitude. Il avait en effet auprès de lui Couthon et Saint-Just, dont la conduite, toujours inflexible, n'offrait pas les mêmes hésitations et les mêmes contradictions que la sienne. Le second surtout, jeune, implacable, rêvait l'établissement d'une république où tous les citoyens eussent les mœurs des anciens Romains et des Spartiates. « Ce que les ennemis de la République

craignent le plus, disait-il, ce n'est pas la Terreur, c'est la Justice. Que de crimes ont échappé à la Terreur qui parle et n'échapperaient pas à la Justice qui pèse les crimes! » Il disait encore : « Le monde est vide depuis les Romains, » et il ajoutait : « Ceux qui font les révolutions à demi ne font que creuser leurs tombeaux. » Les actes de Saint-Just répondaient à ses paroles. Dans la lutte qu'il avait engagée contre ses adversaires, aucune rigueur, quelque impitoyable qu'elle fût, n'était capable de le faire reculer.

Exécution des Hébertistes et des Dantonistes (24 mars-5 avril 1794). — On le vit bientôt. Harcelés, voués au ridicule et à l'opprobre par la plume de Camille Desmoulins, menacés par Robespierre, les Hébertistes voilèrent d'un crêpe noir la *Déclaration des Droits* et firent appel à l'insurrection dans le *club des Cordeliers* (4-5 mars). Personne ne les suivit. Ils furent arrêtés (13 mars), condamnés à mort et envoyés à l'échafaud. Hébert se lamentait et s'écriait avant de mourir : « La République est perdue! — Non, lui répondit Ronsin, la République est immortelle! » (24 mars 1794.)

Après ce coup frappé sur les exagérés, les indulgents eurent leur tour. Déjà Fabre d'Églantine, l'auteur du Calendrier républicain, avait été emprisonné. Prévenu par ses amis, Danton aurait pu fuir. Il refusa en s'écriant . « Est-ce qu'on emporte sa patrie à la semelle de ses souliers? » Danton, Camille Desmoulins, Philippeaux, Bazire, Westermann[1], l'héroïque soldat qui avait tant de fois vaincu les Vendéens, furent arrêtés dans la nuit du 30 mars. En vain, le jour suivant, Legendre, l'ami des accusés, demanda qu'ils fussent entendus par la Convention. Robespierre s'y opposa en appelant Danton une « idole pourrie. » Tous se turent; Legendre fit amende honorable. Les Dantonistes furent envoyés au tribunal révolutionnaire. L'acte d'accusation avait été rédigé par Saint-Just d'après des notes de Robespierre. Et pourtant Robespierre avait corrigé les épreuves de plusieurs numéros du *Vieux Cordelier!* Et maintenant dans cet acte d'accusation, inspiré par lui, on reprochait à Danton et à ses amis d'être royalistes, complices de d'Orléans, de Dumouriez! On les accusait d'immoralité, de vol! On essayait, par des insinuations perfides, de brouiller, avant de les tuer, ces amis dont les têtes allaient tomber ensemble sous le couteau!

1. Devant le tribunal révolutionnaire, Westermann s'écria : « Je demanderai à me mettre nu devant le peuple; il verra mes sept blessures, toutes reçues par devant. Je n'en ai reçu qu'une par derrière, mon acte d'accusation! »

La défense fut entravée de toutes les manières. On arrêta les débats dans leur cours, sous prétexte que Danton et ses amis manquaient de respect au tribunal..... Ils furent condamnés à mort. Sur la charrette qui les traînait à l'échafaud, Camille Desmoulins invoquait le secours de la foule : il rappelait qu'il avait été le premier apôtre de la liberté, que c'était lui qui avait fait appel aux armes la veille du jour où tomba la Bastille..... Quand ils furent au pied de la guillotine, Hérault de Séchelles voulut embrasser Danton. Le bourreau les sépara. Alors Danton : « Tu n'empêcheras pas nos têtes de se toucher tout à l'heure dans le panier ! » Et il ajouta : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine ! » (16 germinal an II, 5 avril 1794.)

Loi du 22 prairial (10 juin). — Robespierre, Saint-Just et Couthon paraissaient désormais les maîtres. Ils se croyaient sûrs de la garde nationale par Henriot, son commandant ; du tribunal révolutionnaire, par le président Dumas et l'accusateur public Fouquier-Tinville ; de la nouvelle commune, *nommée* cette fois et non plus *élue*, par Fleuriot, Payan et Coffinhal. Robespierre fit alors décréter la fête de l'Être suprême. Elle fut célébrée le 20 prairial (8 juin 1794). Robespierre parut dans cette fête, comme président de la Convention, un bouquet d'épis et de fleurs à la main. Une montagne symbolique, ornée d'arbres, avait été dressée au milieu du Champ-de-Mars ; des jeunes filles en blanc la gravirent en chantant un hymne à l'Être suprême, composé par M. J. Chénier.

Il est difficile de déterminer rigoureusement les véritables intentions de Robespierre à cette époque. Cependant, autant qu'on peut en juger par ses discours aux Jacobins et à la Convention, son projet paraît avoir été de frapper les restes des Dantonistes et des Hébertistes, de punir les excès de certains représentants en mission, d'exclure ses adversaires des deux comités de salut public et de sûreté générale, et d'arrêter ensuite la Terreur. En attendant il allait la rendre plus violente encore. Accusée par les uns d'hypocrisie, par les autres d'inconséquence, sa tactique a été, dans ces terribles circonstances, l'objet d'un blâme presque unanime. Jusque-là les conventionnels ne pouvaient être traduits au tribunal révolutionnaire que sur un vote de l'assemblée ; les Robespierristes résolurent de leur enlever cette garantie.

Le 22 prairial (10 juin), Couthon apporta à la tribune un nouveau projet de loi : désormais le tribunal révolutionnaire

ne devait plus prononcer d'autre peine que la mort ; l'instruction préalable était supprimée ; les accusés pouvaient être condamnés sans qu'on entendît de témoins, sans qu'un avocat les défendît. Enfin le dernier article, déclarant qu'il serait dérogé à toutes les lois précédentes, permettait au Comité de sûreté générale d'envoyer les représentants eux-mêmes à la mort sans que la Convention fût avertie et consultée. « Si une pareille loi passe sans amendement, s'écria le montagnard Ruamps, je me brûle la cervelle ! » Le dernier article, voté d'abord comme les autres, fut supprimé le lendemain.

Les auteurs de la loi n'avaient donc pas atteint leur but. La Terreur redoubla de violence : ce fut le seul résultat de la loi nouvelle. La veuve de Camille Desmoulins, Lucile Duplessis, et la veuve d'Hébert avaient péri le 12 avril. Le 8 mai, l'illustre chimiste Lavoisier, condamné comme ancien fermier général, était monté sur l'échafaud. Le 17 juin, une jeune fille, Cécile Renaud, fut guillotinée pour avoir tenté d'assassiner Robespierre. Cinquante-trois personnes des deux sexes furent conduites à la mort en même temps qu'elle, revêtues de chemises rouges[1]. Les membres du Comité de sûreté générale, ennemis de Robespierre, les firent périr pour le rendre odieux par cette hécatombe, qu'ils représentaient comme son œuvre. Le 1er juillet, on guillotina trente galériens qui, détenus à Bicêtre, avaient voulu se révolter. Avec eux périt le député Osselin, déjà condamné à dix ans de fers pour avoir caché une femme émigrée, et qui, disait-on, était le complice de ces malfaiteurs. Ensuite furent condamnés cent cinquante détenus de la prison du Luxembourg, accusés eux aussi de révolte (8, 9, 10 juillet). Quelques jours plus tard périrent les poètes André Chénier[2] et Roucher. On était arrivé au moment prédit par

1. Les parricides étaient menés au supplice vêtus de chemises rouges. L'assassinat d'un représentant était considéré comme un parricide.

2. André-Marie de Chénier était né à Constantinople en 1762. Son père, consul de France dans cette ville, avait épousé une jeune Grecque d'une beauté remarquable. Admirateur passionné de l'antiquité, d'Hésiode et d'Homère, André Chénier fut poète au sortir du collège, et grand poète. Il a composé des idylles, des élégies, des épîtres, des odes, des ïambes. Ses pièces le plus souvent citées sont : *l'Aveugle*, *le Mendiant*, *la Liberté*, *Hermès*, *la Lampe*, *le Jeune malade*, *la Jeune captive*. Partisan de la monarchie constitutionnelle, André Chénier, lors du procès de Louis XVI, avait composé en sa faveur un projet de défense. Il avait attaqué avec violence la Convention et célébré Charlotte Corday dans un *Hymne au poignard*. Il fut exécuté deux jours avant le 9 thermidor. Son frère, Marie-Joseph Chénier, lui aussi poète, mais député à la Convention, républicain et montagnard, avait vainement essayé de le sauver.

Desmoulins : « On avait peur que la peur même ne rendît coupable. »

Le 9 thermidor ; chute de Robespierre (8, 9 et 10 thermidor an II, 26, 27 et 28 juillet 1794). — Alors les représentants revenus de mission, Collot d'Herbois, Fouché, Tallien, *etc.* ; les Dantonistes Legendre, Fréron, Garnier de l'Aube ; les membres des comités, Billaud-Varennes, Vadier, Amar, Cambon, Robert Lindet, Prieur, Barrère ; enfin tous les ennemis de la dictature, Lecointre, Dubois-Crancé, Bentabole, Bourdon de l'Oise, Courtois, s'unirent contre Robespierre, qui voulait frapper les uns pour punir leurs excès, les autres pour être seul maître. On l'attaqua par le ridicule, en le représentant comme l'idole d'une vieille femme à moitié folle, Catherine Théot ou Théos ; par l'odieux, en rejetant sur lui les violences croissantes de la Terreur. Il resta six semaines sans paraître à la Convention. Mais il allait toujours aux Jacobins, d'où il fit exclure Dubois-Crancé et Fouché (21 messidor).

Pendant ce temps, Saint-Just était parti en mission à l'armée du Nord ; il en revint après la prise de Charleroi et la bataille de Fleurus ; il comptait sur l'éclat de cette victoire pour rendre l'ascendant à son parti. Alors Robespierre reparut à la Convention le 8 thermidor (26 juillet). Il espérait ressaisir son ancien empire à l'aide d'un long discours, laborieusement préparé dans de fréquentes promenades à la campagne, surtout à Montmorency, dont il aimait le séjour en souvenir de J. J. Rousseau. Dans ce discours Robespierre se plaignait d'être attaqué comme le bouc émissaire de la Révolution, en butte aux reproches les plus contradictoires et aux calomnies de tous les partis ; il ajoutait à ces plaintes des menaces vagues contre ses ennemis. Comme il ne nommait pas ceux qu'il attaquait, chacun craignit pour lui-même : tous résistèrent. Les deux seuls noms qu'il eût clairement désignés étaient ceux de Carnot et de Cambon, qui par leurs services, l'un comme militaire, l'autre comme financier, avaient obtenu l'estime de tous. Après la lecture du discours de Robespierre, la Convention, sur la proposition de Couthon, décréta d'abord l'impression et l'envoi aux départements. Elle rapporta ce décret avant la fin de la séance, sur la demande de Cambon et de Thirion. Robespierre avait incriminé la conduite des membres des comités ; il n'était pas juste, s'écrièrent-ils, qu'on imprimât l'attaque avant d'avoir entendu la défense. Robespierre sortit de l'assemblée en déclarant « qu'il n'attendait plus rien de la Montagne. » Le soir, il relut son

discours au club des Jacobins. C'était, disait-il, « son testament de mort. » Il ajouta qu' « il était prêt à boire la ciguë. — Nous la boirons tous avec toi ! » s'écria le peintre David, qui ne devait cependant pas tenir parole, et de bruyants applaudissements retentirent.

L'heure décisive était arrivée. Le lendemain 9 thermidor (27 juillet), les Girondins et la Plaine s'unirent aux Montagnards contre les Robespierristes. Saint-Just ayant commencé à lire un discours d'une modération habile, on étouffa sa voix sous le bruit. Tallien brandit un poignard à la tribune, en menaçant de tuer lui-même le *tyran*. En vain Robespierre s'épuisa en efforts surhumains pour se faire entendre. En vain, montrant le poing au président Thuriot, qui agitait sa sonnette pour l'empêcher de parler, il lui lança cette terrible apostrophe : « Encore une fois, président d'assassins, je te demande la parole ! » Épuisé, repoussé de tous les bancs, il entendit retentir à ses oreilles ces mots de Garnier de l'Aube : « C'est le sang de Danton qui t'étouffe ! » Enfin, sur la proposition d'un député presque inconnu, nommé Louchet, l'assemblée le décréta d'accusation avec son frère Augustin, Saint-Just, Lebas et Couthon. Fréron s'écriant : « Couthon voulait de nos cadavres se faire des degrés pour monter au trône.— Moi monter au trône ! » répondit le vaincu, et il montra ses jambes paralysées.

Robespierre avait été emmené prisonnier au Luxembourg. Les administrateurs de la prison, qui étaient ses partisans, ne voulurent pas le recevoir. Déjà la Commune s'était soulevée en sa faveur ; elle faisait battre le rappel et entourait l'Hôtel de ville de canons. Pressé d'aller se réunir à elle, Robespierre refusa. Il se fit conduire à l'administration de la police municipale (quai des Orfèvres, préfecture de police actuelle). Il voulait rester à la disposition de la Convention, espérant sans doute être acquitté comme Marat par le tribunal révolutionnaire, et, comme lui, rentrer dans l'assemblée en triomphe. Mais trois heures après son arrivée, à neuf heures du soir, Coffinhal vint le chercher et le conduisit à l'Hôtel de ville, malgré ses protestations : « Vous me perdez, s'écria-t-il, vous vous perdez, vous perdez la République ! » Saint-Just et Couthon l'y rejoignirent. Henriot, arrêté le matin à la porte des Tuileries par ses propres gendarmes, sur les injonctions de deux députés, puis délivré par Coffinhal, en fit autant. Ils restèrent à peu près inactifs. Les compagnons de Robespierre lui présentaient un appel aux armes et le pressaient de le signer. Il y apposa les

trois premières lettres de son nom, *Rob.....*, puis laissa tomber la plume.

Cependant la Convention, à la nouvelle de la délivrance des prisonniers, les avait mis *hors la loi*. La nuit était venue. Peu nombreux, malgré le tocsin, et laissés sans ordres, les canonniers qui gardaient l'Hôtel de ville l'abandonnèrent. A deux heures et demie du matin (10 thermidor), il fut cerné et envahi par les gardes nationaux de quelques-unes des dix-huit sections qui s'étaient déclarées pour la Convention, sous les ordres de Barras et de Bourdon de l'Oise. Un jeune gendarme, nommé Méda, entra le premier dans la salle où se trouvait Robespierre. Il était au milieu de ses amis, enfoncé dans un fauteuil. Le gendarme, à en croire son récit, lui brisa la mâchoire d'un coup de pistolet[1]. Lebas se brûla la cervelle. Robespierre jeune se brisa les cuisses en sautant du premier étage sur la place. Coffinhal, hors de lui, et accusant de leur malheur commun l'incapacité d'Henriot, le jeta par la fenêtre. L'après-midi du même jour, à six heures, Robespierre fut guillotiné avec son frère, ainsi que Couthon et Saint-Just, sur la place de la Révolution. En tout, vingt et une têtes tombèrent (28 juillet 1794). Soixante-dix membres de la Commune, appartenant au même parti, furent envoyés à l'échafaud le lendemain, et douze jurés du tribunal révolutionnaire l'après-lendemain (11-12 thermidor).

Réaction. Fermeture des Jacobins (10 novembre 1794). — Ceux qui avaient renversé Robespierre, les thermidoriens, étaient pour la plupart de fougueux terroristes; mais la force des choses amena la fin de la Terreur[2], ou plutôt une réaction non moins violente à la tête de laquelle se placèrent Fréron, Legendre et Tallien, poussé par sa femme, la jeune Thérésa Cabarrus, fille d'un banquier espagnol. Ce fut le temps des *bals des victimes*, des *bonnets à l'humanité*, des *corsets à la justice*. On se rua avec frénésie dans le plaisir. Les jeunes gens girondins et royalistes, redevenus les maîtres du pavé sous les noms de *muscadins* et de *jeunesse dorée*, maltraitèrent les Jacobins. Le

1. On a dit aussi qu'il s'était suicidé. Le contraire paraît ressortir d'un mémoire écrit par le gendarme Méda, qui devint officier supérieur sous l'empire et fut tué à la bataille de la Moskowa.

2. Le général Hoche, arrêté à la suite d'un dissentiment avec Saint-Just, l'Américain Thomas Payne, membre de la Convention, le journaliste Mercier, l'économiste Dupont de Nemours, Barthélemy, l'auteur du *Voyage d'Anacharsis*, les poètes Florian, Parny, Senancour, furent remis en liberté le 9 thermidor.

16 octobre 1794, toute correspondance fut interdite entre les sociétés jacobines. Les Jacobins eurent la maladresse de défendre Carrier, l'odieux auteur des noyades de Nantes, dont la Convention venait d'ordonner le jugement. Le soir du 9 novembre, une bande de jeunes gens, réunie au Palais-Royal sous la conduite du marquis de Saint-Huruge, maltraita brutalement les femmes qui sortaient du club. Le 10 novembre, la Convention ordonna la fermeture du club des Jacobins.

Un mois après, le 8 décembre, rentrèrent à la Convention les soixante-treize députés expulsés pour avoir protesté contre le 31 mai. Le 8 mars suivant (1795), elle rouvrit ses portes à ceux des proscrits du 31 mai qui avaient survécu (Louvet, Isnard, *etc.*).

Massacres du Midi (janvier-mai 1795). — Ils y revenaient enflammés du désir de la vengeance. Pendant six mois, le midi et l'ouest de la France furent ensanglantés par des massacres, déplorables représailles de la Terreur. A Lyon, à Marseille, en janvier, février, mars 1795, des bandes formées sous le nom de *compagnie de Jéhu* ou de *Jésus*, tuèrent une multitude de Jacobins, même des femmes. Le 5 mai, à Lyon, cent personnes furent massacrées ou jetées dans le Rhône, sous les yeux des représentants Cadroy et Boisset. Le 10 mai, des scènes semblables désolèrent Aix. Le 27 mai, nouveau massacre à Tarascon. A Marseille, au fort Saint-Jean, quatre-vingts prisonniers jacobins furent égorgés en présence d'Isnard, de Chambon et de Cadroy, et sans opposition de leur part.

Famine. Journées des 12 germinal et 1er prairial (1er avril-20 mai 1795). — Cependant la faim sévissait dans Paris, où les blés n'arrivaient plus. Exaspéré par la misère, le peuple des faubourgs accusait la Convention d'être cause de la disette ; on avait surnommé le député Boissy d'Anglas *Boissy-famine*. Le 7 germinal (27 mars 1795), on ne put distribuer le matin qu'une demi-livre de pain par personne. Le 8, commença le procès d'Herman et de Fouquier-Tinville. Le 12 germinal (1er avril), une grande foule, composée surtout de femmes, se porta sur l'assemblée en réclamant du pain. Le mouvement échoua. La Convention vota aussitôt l'arrestation de Ruamps, Duhem, Choudieu, Amar, Moïse Bayle, Rossignol, et la déportation sans jugement de Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier et Barrère.

Un second mouvement, bien plus formidable, eut lieu le 1er prairial (20 mai). Ce jour-là, le pain manqua tout à fait ; on distribua du riz ; mais le charbon manquait pour le faire cuire.

Une immense multitude des deux sexes envahit la Convention en demandant « du pain, la constitution de 1793 et la liberté des détenus. » Malgré l'opiniâtre résistance du président Boissy d'Anglas, le peuple s'entassa dans la salle, pêle-mêle avec les députés; l'un d'eux, Féraud, fut tué, et sa tête portée au bout d'une pique. Six députés montagnards, Romme, Goujon, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte, Soubrany, constituèrent aussitôt sous les yeux de la foule un gouvernement provisoire. Le soir, cependant, la garde nationale chassa la foule des Tuileries et rendit à l'assemblée la liberté de ses délibérations. Le faubourg Saint-Antoine fut désarmé trois jours après. Deux des membres de la Convention, Rhul et Maure, se tuèrent.

Les six députés accusés d'avoir fait cause commune avec les insurgés furent traduits devant une commission militaire. Condamnés à mort, ils se frappèrent tous les six du même couteau, en descendant du tribunal (29 prairial, 17 juin). Romme était un mathématicien distingué. Né à Riom, il avait été en Russie précepteur des enfants du prince Strogonof. C'était lui qui avait publié l'*Annuaire du cultivateur* avec Lamarck, Daubenton, Parmentier. Il avait également rédigé avec Lagrange, Laplace, Fabre d'Églantine, le *Calendrier républicain*. Le marquis de Soubrany, compatriote de Romme, avait été militaire et s'était distingué à l'armée des Pyrénées orientales. Goujon, de Bourg en Bresse, suppléant d'Hérault de Séchelles à la Convention, avait été longtemps en mission aux armées du Rhin et de la Moselle. Il avait vingt-neuf ans au moment de sa mort. Bourbotte, Bourguignon comme lui, s'était fait remarquer en Vendée par son audace impétueuse[1]. Il avait trente-deux ans. Duroy était un légiste normand. Duquesnoy, ancien moine, avait montré sur les champs de bataille du Nord une rare intrépidité.

Campagne de 1794. Victoires de Pichegru et de l'armée du Nord à Mouscron (29 avril), **Tourcoing** (18 mai), **Hooglède** (17 juin). — Les convulsions intérieures n'avaient point interrompu la marche des opérations militaires. L'armée autrichienne et anglaise du Nord, sous les ordres de Cobourg, et l'armée française, commandée par Pichegru, prirent en même temps l'offensive au printemps de 1794. D'abord Cobourg assiégea Landrecies, et le centre de l'armée française, ayant voulu

1. A la bataille de Savenay, voyant un enfant vendéen sur le point de périr, il l'avait enlevé et pris en croupe. Il l'adopta, lui donna le nom de *Savenay*, et le fit élever avec son fils Scévola.

déboucher de Cambrai pour secourir cette place, fut battu à *Troisville* (26 avril). Landrecies capitula (30 avril).

Là s'arrêtèrent les succès des coalisés. Pichegru, débouchant sur la gauche, en Flandre, le long de la mer, avec 50,000 hommes, commandés sous ses ordres par Moreau, Souham, Macdonald, gagne la bataille de *Mouscron* sur Clairfayt (29 avril). Le général autrichien perd dans cette journée 4 drapeaux, 33 canons, 1,200 prisonniers. Le lendemain, l'armée républicaine chasse les Anglais de *Menin*. Le combat de *Courtray* (11 mai), la bataille de *Tourcoing* (18 mai), précipitèrent la retraite de l'ennemi. A Tourcoing le duc d'York ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Un mois après, la bataille d'*Hooglède* et la prise d'*Ypres* (17-18 juin) assurèrent aux Français la possession de la Flandre occidentale. A Ypres, 7,000 soldats ennemis furent faits prisonniers.

Victoire de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse à Fleurus (26 juin). **La Belgique conquise.** — A droite, entre la Sambre et la Meuse, les succès furent au début moins rapides. Trois fois, les 10, 21 et 29 mai, les généraux Desjardins et Charbonnier franchirent la Sambre, à la tête de 50,000 hommes; trois fois ils furent rejetés par les Autrichiens de la rive gauche sur la rive droite. Alors les représentants Saint-Just et Lebas appellent Jourdan des bords de la Moselle, avec 45,000 hommes de renfort. Ces troupes, réunies à celles déjà massées sur la rive droite de la Sambre, reçurent le nom d'armée de Sambre-et-Meuse : elles s'élevaient à 90,000 combattants. Jourdan, ayant pour lieutenants Kléber, Championnet, Lefèvre, Marceau, franchit la Sambre une quatrième fois, le 12 juin. Repoussé encore devant Charleroi, il dut repasser la rivière (16 juin).

Aiguillonné par l'infatigable Saint-Just, il reprend l'offensive deux jours plus tard. Le 18 juin, la Sambre fut traversée une cinquième et dernière fois par les Français. Le 25, ils s'emparèrent de *Charleroi*. Le prince de Cobourg arrivait avec toutes ses forces au secours de la place, au moment même où elle capitulait. Il perdit, le 26 juin, la bataille de *Fleurus*, livrée sur un demi-cercle de dix lieues d'étendue[1].

Dès lors les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Nord marchent simultanément sur Bruxelles, par la droite et la

1. Voir au musée de Versailles le tableau d'Hippolyte Bellangé, la *Bataille de Fleurus*.

gauche, en refoulant vers le nord les Anglais, les Hollandais et les Autrichiens. Le 1er juillet, Jourdan, encore vainqueur au *Mont-Palissel*, s'empare de *Mons ;* les 4 et 5, Pichegru occupe Gand, Tournay, Oudenarde. Enfin, après les combats de *Mont-Saint-Jean* et de *Sombref*, le 10 juillet, ils entrèrent à Bruxelles et y opérèrent leur jonction. Après une dernière défaite à la *Montagne-de-Fer* et la perte de Louvain, le prince de Cobourg se retira vers l'est, sur la rive droite de la Meuse, se séparant ainsi du duc d'York, qui se repliait sur la Hollande.

Conquête de la rive gauche du Rhin. — Maître de Namur, Liège, Tongres, ayant de plus repris Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé (juillet-août), Jourdan se mit à la poursuite des Autrichiens. Il battit Cobourg sur l'*Ourthe* (18 septembre), occupa Aix-la-Chapelle et gagna, le 2 octobre, la bataille d'*Aldenhoven* ou de la *Roër*. Le 23 octobre, l'armée de Sambre-et-Meuse s'empara de *Coblentz :* elle donnait ainsi la main aux armées de la Moselle et du Rhin. La première, sous Moreau, s'était emparée de *Trèves*, le 10 août ; la seconde, sous Michaud, avait conquis *Kaiserslautern* et *Worms*. Toute la rive gauche du Rhin, sauf Mayence, était devenue française. Les généraux prussiens Kalkreuth et Mollendorf, retenus par les ordres de Frédéric-Guillaume II, qui était de plus en plus froid à l'égard de l'Autriche, étaient restés à peu près immobiles pendant toute la campagne.

Conquête de la Hollande. Fondation de la république Batave (20 janvier 1795). — Pichegru fut aussi heureux que Jourdan. *Nieuport* avait capitulé dès le 19 juillet ; *Anvers* ouvrit ses portes le 27, à la première sommation ; le 28, l'*île de Cassandria* fut conquise ; le *fort de l'Écluse* se rendit le 25 août ; l'ennemi ne tenait nulle part. Le 14 septembre, le duc d'York fut battu à *Boxtel*, sur les bords de la Dommel ; les Français avaient passé cette rivière à la nage ou sur des madriers. Le général anglais, découragé, se retira au nord de la Meuse. Sa retraite découvrait le fort de *Crèvecœur* et *Bois-le-Duc :* ces deux places capitulèrent (29 septembre-10 octobre). La Meuse fut franchie au-dessous de Grave (18-19 octobre). *Venloo* fut pris le 26 octobre, *Nimègue* le 8 novembre.

L'armée anglo-hollandaise, établie dans la presqu'île de Hollande, était encore protégée contre les Français par les différents bras du Rhin : au midi, par le Wahal, le Lech et le Vieux Rhin ; à l'est, par l'Yssel. Aucune barrière n'arrêta les républi-

cains. Le 28 décembre, ils franchirent la Meuse et le Wahal sur la glace. *L'île de Bommel* fut conquise. Le 14 janvier 1795, Pichegru était maître du *fort de Heusden*. Le général anglais Walmoden, qui avait remplacé le duc d'York, se replia à l'est de l'Yssel ; par ce mouvement il se séparait des Hollandais et découvrait Amsterdam. Le 17 janvier, l'avant-garde de l'armée du Nord entra sans combat dans *Utrecht*. Désespérant de pouvoir se maintenir, le stathouder s'embarqua pour Londres. Les états généraux proclamèrent aussitôt la république Batave. Le 20 janvier 1795, nos soldats entrèrent dans *Amsterdam*, non en ennemis victorieux, mais en libérateurs et en alliés. *La Haye* fut occupée quatre jours plus tard. La flotte du stathouder était retenue par les glaces dans le Zuyderzée : elle fut conquise par nos hussards. Les Anglais, poussés de poste en poste, se retirèrent au delà de l'Ems, en Westphalie.

Succès de Dumerbion aux Alpes. Prise du camp de Saorgio (28 avril 1794). — Au midi comme au nord l'année 1794 fut signalée par des triomphes. Le général Dumas (Alexandre)[1], après plusieurs tentatives infructueuses, chassa les Austro-Sardes du *mont Valaisan* et du *Petit Saint-Bernard* (24 avril). Le 14 mai, il s'empara du *mont Cenis*.

L'armée d'Italie avait pour chef Dumerbion, dont l'artillerie était dirigée par Bonaparte. Forte de 14,000 hommes, sous la conduite de Masséna et de Bonaparte, elle tourna les Austro-Sardes par les sources du Tanaro et s'empara du *camp de Saorgio* (28 avril). A la fin de l'année, le 24 septembre, elle conquit encore Savone.

Succès de Dugommier aux Pyrénées orientales. Batailles du Boulou (1er mai 1794) **et de la Montagne-Noire** (17-20 novembre 1794). — Aux Pyrénées orientales, les Espagnols avaient passé l'hiver sur notre territoire, dans le formidable *camp du Boulou*, d'où ils tenaient en échec Perpignan. Les troupes françaises avaient pour chef le vieux général Dugommier, qui avait repris Toulon l'année précédente. Né à la Basse-Terre (Guadeloupe), en 1736, Dugommier, à l'époque de la Révolution, était lieutenant-colonel en retraite ; retiré aux Antilles, il fut élu député de la Martinique à la Convention ; arrivé en France au moment des plus grands périls, il avait repris l'épée. A la tête de l'armée des Pyrénées orientales, aidé d'Augereau et de

1. Le général Dumas (Alexandre Davy de la Pailleterie), père du célèbre romancier, était né à Jérémie (Haïti) en 1762 ; il mourut à Villers-Cotterets en 1807.

Pérignon, il chassa les Espagnols du camp du Boulou le 1er mai 1794 et leur prit cent quarante pièces de canon. En quelques mois Saint-Laurent-de-la-Mouga, Saint-Elme, Port-Vendres, Collioure, Bellegarde, furent reconquis. Cette dernière place reçut de la Convention le nom de *Sud-Libre;* on avait donné à Condé celui de *Nord-Libre*[1].

Refoulés sur leur frontière, les Espagnols se retranchèrent dans la *Montagne-Noire*, sur une ligne de cinq lieues, bordée par la rivière de la *Mouga*, qui aboutissait à droite à la mer, et que quatre-vingt-dix redoutes protégeaient. C'est là que Dugommier vint les aborder le 17 novembre. La bataille dura quatre jours. Le 18 novembre, Dugommier fut frappé à mort par un obus, et Pérignon prit à sa place le commandement. Le général en chef espagnol, La Union, fut tué aussi le 20. La lutte se termina par l'entière défaite des Espagnols et l'invasion de la Catalogne. *Figuières* capitula (27 novembre). Assiégée ensuite dès le 28 novembre, *Roses* fut prise après une résistance de soixante-dix jours, le 3 février 1795.

Succès de Moncey aux Pyrénées occidentales. — Pendant la campagne de 1794, l'armée des Pyrénées occidentales, commandée d'abord par Muller, puis par Moncey, conquit l'un après l'autre tous les cols des Pyrénées. Victorieuse dans la vallée de *Bastan* et au pic de *Commissari* (25-26 juillet), elle prit *Fontarabie* (31 juillet), *Saint-Sébastien*, *Tolosa* (4-9 août); le 18 octobre, elle conquit la vallée de *Roncevaux*. Dans la campagne suivante (1795), Moncey occupa toutes les provinces basques, la *Biscaye* et l'*Alava*. *Vittoria* et *Bilbao* se rendirent à lui le même jour (17 juillet 1795).

Les traités de Bâle (1795). — Tant de triomphes obtenus par les armées françaises décidèrent enfin plusieurs des puissances coalisées à faire la paix. Par un traité en date du 9 février 1795, le grand-duc de Toscane reconnut la République. Le 5 avril, M. de Goltz, représentant du roi de Prusse, conclut avec Barthélemy la paix de Bâle ; Frédéric-Guillaume II consentait à la réunion de la rive gauche du Rhin tout entière au territoire français ; il entraînait dans sa neutralité les électeurs de Saxe, de Hanovre et de Hesse-Cassel.

Le 16 avril, la république Batave céda la Flandre hollandaise, Maestricht et Venloo à la France. Elle lui accorda en

1. Philippeville avait été appelée *Vedette-Républicaine;* Toulon, *Port de la montagne;* Sarrelouis, *Sarrelibre;* Saint-Denis, *Franciade*, etc.

outre le droit de mettre garnison à Grave, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc, Flessingue; la libre navigation de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, 100 millions de florins (300 millions de francs), comme dédommagement des frais de la guerre. Enfin elle mit à sa disposition 12 vaisseaux de ligne, 18 frégates et 25,000 hommes.

Le 25 juillet, un nouveau traité fut conclu à Bâle entre la France et l'Espagne. Charles IV reconnaissait la République française et lui cédait la partie espagnole de Saint-Domingue.

Lutte contre l'Angleterre. Bataille navale du 13 prairial (1er juin 1794). **Le Vengeur.** — Sur mer seulement les Français n'avaient pas l'avantage. Pour éviter la famine on avait acheté aux États-Unis une immense quantité de grains. Deux cents vaisseaux de transport en furent chargés au printemps de 1794. Afin de protéger l'entrée de ce convoi, l'amiral Villaret-Joyeuse et le conventionnel Jean-Bon Saint-André sortirent de Brest avec vingt-six vaisseaux de ligne. Ils rencontrèrent une flotte anglaise d'égale force, commandée par l'amiral Howe. Après une lutte effroyable, les Français furent vaincus ; ils perdirent six vaisseaux. L'un d'eux, le *Vengeur*, commandé par le capitaine La Renaudie, entouré par les Anglais, refusa de se rendre. L'équipage cloua le pavillon national au grand mât et s'engloutit au cri de : Vive la République ! La Convention décréta qu'un modèle du *Vengeur* serait suspendu aux voûtes du Panthéon. Pendant la bataille, le convoi était entré à Brest.

En Amérique, Saint-Domingue était bouleversé par une affreuse guerre [1]. Les Anglais s'étaient emparés de la Martinique, de Saint-Lucie, de la Guadeloupe (mars-avril 1793) ; ils furent chassés de cette dernière île au mois de juin de la même année par l'intrépide Victor Hugues. Aux Indes, ils nous avaient enlevé Pondichéry (21 août 1793).

Les Vendéens et les Chouans en 1794. — Non contents de combattre nos flottes et de s'emparer de nos colonies, les Anglais entretenaient avec soin la guerre civile dans l'intérieur de la France. A chaque instant, leurs vaisseaux jetaient sur les côtes de Bretagne et de Poitou, pour les paysans soulevés, des armes, de la poudre, de l'argent, de faux assignats; on en fabriqua en une fois en Angleterre pour trois milliards. Les batailles du Mans et de Savenay, au mois de décembre 1793, en détruisant la principale armée vendéenne, n'avaient point étouffé l'insurrec-

1. Voir plus loin, chap. IX.

tion ; Stofflet, La Rochejacquelein et l'abbé Bernier, échappés au sort de leurs compagnons, avaient repassé la Loire et retrouvé sur la rive gauche du fleuve de nouvelles forces. Charette n'était jamais sorti du Marais, où il était à peu près inattaquable. La lutte menaçait de s'éterniser.

Chargé par la Convention du commandement en chef, le général Turreau, pour en finir, lança vingt colonnes mobiles à travers la Vendée. Le 5 janvier 1794, les républicains s'emparèrent de l'*île de Noirmoutier*, en abordant dans l'eau jusqu'à la ceinture, sous la conduite du général Haxo. D'Elbée y fut pris et fusillé. Le 4 mars, La Rochejacquelein fut tué d'un coup de feu par un grenadier, à *Trémentine*. La discorde éclata entre les chefs vendéens survivants.

On était arrivé à l'époque qui suivit le 9 thermidor. La Convention desirait mettre un terme à la guerre civile. Le général Hoche, qui avait remplacé Turreau à la tête de l'armée de l'Ouest, essaya de désarmer les paysans par la douceur. Le 17 février 1795, Charette, par la pacification de la Jaunais, jura de « se soumettre à la République une et indivisible. » Huit jours après, il se montra dans Nantes. Stofflet à son tour signa la convention de Saint-Florent (2 mai 1795).

En Bretagne, les *chouans* étaient toujours en armes sous la conduite de Cormatin et du meunier Georges Cadoudal. Ce nom de *chouan* était un diminutif de *chat-huant*. A l'origine, il avait été porté par Jean Cottereau, sabotier près de Laval, et par ses compagnons, parce qu'en faisant la contrebande du sel avec ses frères dans le bois, il imitait le cri de chat-huant pour leur annoncer l'approche de la maréchaussée. Les chouans obstruaient les routes, arrêtaient les voitures, les courriers, rendaient la circulation difficile, presque impossible, entre Lorient et Saint-Malo, Nantes et Laval.

Débarquement des émigrés à Quiberon (26 juin 1795). **Leur défaite** (20 juillet). — Les progrès sans cesse croissants de la réaction à l'intérieur enflèrent bientôt démesurément les espérances des ennemis de la République.

Le 26 juin 1795, une flotte commandée par le commodore Warren débarqua trois régiments d'émigrés (*la Marine, Loyal-Émigrant, Dudresney*) à la solde de l'Angleterre, dans la presqu'île de *Quiberon* au sud de la Bretagne. Cette presqu'île a deux lieues de longueur du nord au sud sur une demi-lieue de largeur de l'est à l'ouest. Les envahisseurs avaient pour chefs les comtes de Puisaye et d'Hervilly ; ils amenaient avec eux

d'immenses approvisionnements et une grande quantité de faux assignats. Aussitôt toute la côte, de Lorient à Nantes, se soulève ; quinze mille chouans, que suivent leurs enfants et leurs femmes, viennent camper sur les landes, vers Auray et Carnac, en avant de Quiberon ; Bois-Berthelot, le chevalier de Tinténiac et le comte de Vauban sont à leur tête. Dans tout l'Ouest, la fermentation est immense : Charette en Vendée, Stofflet et l'abbé Bernier en Anjou, Bourmont et Scépeaux aux environs de Rennes, Georges Cadoudal dans le Morbihan, appellent aux armes les paysans.

Hoche commandait l'armée républicaine de l'Ouest, réduite à une poignée d'hommes. Sans se laisser troubler, il vint occuper en face de l'ennemi une position défensive pour y attendre les renforts. Quand il eut treize mille hommes, il attaqua. Le 29 juin, il enleva Auray aux chouans ; le 7 juillet, il chassa les émigrés du poste de *Sainte-Barbe ;* ils étaient dès lors refoulés dans la presqu'île, émigrés et chouans, au nombre de trente mille, y compris les enfants et les femmes. Ils reprirent l'offensive le 16 juillet, comptant être appuyés par une diversion des bandes de chouans qui devaient accourir des différents points de la Bretagne pour prendre le camp républicain à revers. Ils furent battus de nouveau devant Sainte-Barbe. Ils perdirent 5 canons, 100 officiers, parmi lesquels le comte d'Hervilly mortellement atteint d'un biscaïen. L'arrivée du jeune comte de Sombreuil, qui débarquait en ce moment avec des renforts, ne put leur rendre l'avantage.

Le *fort Penthièvre* fermait l'isthme par lequel la presqu'île de Quiberon se rattache au continent. Les émigrés s'en étaient emparés six jours après leur débarquement et l'avaient mis en défense. Mais il y avait dans la garnison des soldats républicains qui, ayant été prisonniers en Angleterre, avaient accepté, pour revenir en France, du service dans les régiments des émigrés. Quelques-uns se sauvèrent au camp de Hoche. Guidées par eux, deux colonnes républicaines tournèrent le fort à droite et à gauche, en s'avançant le long du rivage ; une troisième colonne l'attaqua de front. C'était pendant la nuit du 19 au 20 juillet. La colonne de droite, formée de 300 grenadiers, sous les ordres de l'adjudant général Ménage, arriva la première au pied du fort. Elle avait dû marcher longtemps dans l'eau de la mer, au milieu d'une obscurité profonde, sous une pluie battante. Les soldats escaladent les rochers, sautent sur les remparts. En ce moment, l'aurore naissait. La colonne chargée

d'attaquer de front, découverte et accueillie par une décharge à mitraille, hésite.... Hoche lève le bras et lui montre au sommet de la position, au-dessus des canons ennemis, le drapeau tricolore. C'est Ménage qui vient d'enlever le fort. La batterie se tait. Tous s'élancent avec des cris de joie. Les prisonniers républicains enrôlés dans la garnison se joignent aux vainqueurs. Les émigrés prennent la fuite.

Conduits par Hoche, Humbert, Ménage, Blad, Rouget de Lisle, les républicains poursuivirent leurs adversaires en déroute, à la baïonnette, jusqu'à l'extrémité de la presqu'île. Acculés sur les rochers, les vaincus avaient devant eux 700 grenadiers républicains ; à droite, à gauche, derrière, l'Océan. La mer était orageuse et empêchait les chaloupes anglaises d'approcher. Bien peu purent atteindre les embarcations ; beaucoup furent noyés ; le reste mit bas les armes. Malheureusement pour les captifs, ils avaient été pris sous l'uniforme anglais : la loi les condamnait à mort. Malgré les efforts de Hoche, leur généreux vainqueur, le conventionnel Tallien resta inexorable : on fusilla les émigrés ; les paysans furent épargnés.

Constitution de l'an III. — En ce moment, en effet, un revirement s'opérait dans la Convention. Pendant une année, cette assemblée avait frappé tous ceux qui avaient été les agents de la Terreur. La majorité n'en restait pas moins républicaine. On peut s'en convaincre à la lecture de la constitution de l'an III, dont le principal rédacteur fut Daunou.

Aux termes de cette constitution, les élections à deux degrés sont rétablies. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré pendant une année sur le territoire de la République, et qui paye une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français. Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire. Tous les citoyens concourent à la formation des assemblées primaires qui nomment les électeurs chargés de désigner les membres du corps législatif. Il y a un électeur par deux cents citoyens.

Le pouvoir législatif est confié à deux conseils, celui des *Cinq-Cents* et celui des *Anciens*. L'un et l'autre conseil est renouvelé partiellement tous les ans, par tiers et au sort, de manière que chacun d'eux se trouve complètement renouvelé tous les trois ans. Les deux conseils résident toujours dans la même commune. Pour être élu membre du conseil des *Cinq-*

Cents, il faut être âgé de trente ans accomplis. Nul ne peut être membre du conseil des *Anciens*, s'il n'est âgé de quarante ans accomplis.

La proposition des lois appartient exclusivement au conseil des Cinq-Cents. Il se fait trois lectures à chaque proposition : l'intervalle entre deux de ces lectures ne peut être moindre de dix jours. Il appartient exclusivement au conseil des Anciens d'approuver ou de rejeter les résolutions du conseil des Cinq-Cents. Les résolutions du conseil des Cinq-Cents adoptées par le conseil des Anciens s'appellent *lois*. Le conseil des Anciens peut changer la résidence du corps législatif; il indique, en ce cas, un nouveau lieu, et l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y rendre. Le décret du conseil des Anciens sur cet objet est irrévocable. Le jour même de ce décret, ni l'un ni l'autre de ces deux conseils ne peuvent plus délibérer dans la commune où ils ont résidé jusqu'alors.

Le pouvoir exécutif est délégué à un *Directoire exécutif* de cinq membres, nommés par le corps législatif. Le conseil des Cinq-Cents forme, au scrutin secret, une liste décuple du nombre des membres du directoire qui sont à nommer et la présente au conseil des Anciens, qui choisit, aussi au scrutin secret dans cette liste. Les membres du directoire doivent être âgés de quarante ans au moins. Le directoire est renouvelé, par l'élection d'un nouveau membre, chaque année. Le directoire exécutif ne peut délibérer s'il n'y a trois membres présents au moins. Les directeurs nomment les ministres et les généraux.

Journée du 13 vendémiaire (5 octobre 1795). — Les royalistes avaient espéré que les élections nouvelles leur donneraient la majorité dans le corps législatif. La Convention, qui le craignait de son côté, déclara que les deux tiers des membres des deux conseils seraient pris dans son sein, et que les électeurs n'en choisiraient qu'en tiers en dehors d'elle (13 fructidor-20 août). La constitution fut votée par 914,853 voix contre 41,892; l'article additionnel, par 167,758 voix contre 95,373 (1er vendémiaire, 23 septembre).

Trompés dans leur attente, les royalistes en appelèrent aux armes. Ils dominaient dans deux sections de Paris, celles de *Lepelletier* et de la *Butte des Moulins*. Une partie de la garde nationale, soulevée par eux, marcha sur les Tuileries pour disperser la Convention. Les insurgés avaient à leur tête le général Danican, l'ancien garde du corps Lafond, le jeune imprimeur Lenormand, Richer de Serizy, Lacretelle. La Convention avait

chargé Barras de sa défense. Mal secondé par le général Menou, et ne se fiant pas à lui, Barras prit pour lieutenant le jeune Bonaparte. Quelques soldats, joints à un bataillon de volontaires dit des *patriotes de* 89, suffirent pour repousser l'attaque. Les assaillants, accueillis à coup de canon sur le quai Voltaire et dans la rue Saint-Honoré, devant l'église Saint-Roch, s'enfuirent dans toutes les directions (13 vendémiaire an III, 5 octobre 1795). Le 4 brumaire suivant (26 octobre), l'assemblée déclara sa mission terminée.

Le grand-livre de la dette publique. Système métrique. — Au milieu de la lutte sans précédents qu'elle avait soutenue contre l'Europe, la Convention n'avait jamais cessé de consacrer une partie de ses séances à des travaux d'un ordre plus calme, et dont les résultats devaient lui survivre. Sur la proposition de Cambon, elle avait établi, le 24 août 1793, le *grand-livre de la dette publique.* Dorénavant le grand-livre de la dette publique devait être le titre unique et fondamental des créanciers de l'État. Les dettes de la monarchie et de la République se trouvaient ainsi fusionnées. Dès lors l'État n'était plus obligé à rembourser le capital de la dette publique ; il n'avait à payer qu'une rente perpétuelle, portant intérêt à 5 pour 100.

La Convention avait aussi décrété l'unité des poids et mesures (1er août 1793). On prit pour unité linéaire le *mètre* ou *dix millionième partie du quart du méridien terrestre.* L'unité de poids fut le *gramme,* c'est-à-dire *le poids d'un centimètre cube d'eau distillée prise à son maximum de densité* (4 degrés au-dessus de zéro) *et pesée dans le vide.* L'unité de capacité qu'on adopta fut le *litre* ou *volume d'un décimètre cube d'eau distillée.* Le *franc* ou *pièce d'argent du poids de cinq grammes, contenant un dixième d'alliage,* devint l'unité monétaire. Pour les subdivisions, on employa le système décimal.

Calendrier nouveau. — Voulant que tout datât de la Révolution, la Convention avait institué une ère nouvelle (25 octobre 1793). L'*an premier* dut commencer le 22 septembre 1792, jour de la proclamation de la République, et en même temps de l'équinoxe d'automne. Le calendrier républicain [1] fut l'œuvre du mathématicien Romme et de Fabre d'Églantine. Chaque mois fut divisé en 3 décades et 6 demi-décades. Voici quels furent les noms des mois :

1. Le calendrier républicain fut officiellement en usage jusqu'au 1er janvier 1806.

Automne :	**Printemps :**
Vendémiaire (septembre-octobre).	*Germinal* (mars-avril).
Brumaire (octobre-novembre).	*Floréal* (avril-mai).
Frimaire (novembre-décembre).	*Prairial* (mai-juin).
Hiver :	**Été :**
Nivôse (décembre-janvier).	*Messidor* (juin-juillet),
Pluviôse (janvier-février).	*Thermidor* (juillet-août).
Ventôse (février-mars).	*Fructidor* (août-septembre).

A la fin de chaque année, il y avait cinq jours complémentaires ou *épagomènes*, consacrés à cinq fêtes : celles du *Génie*, du *Travail*, des *Actions*, des *Récompenses*, de l'*Opinion*. Les jours de chaque décade portaient les noms de *primidi*, *duodi*, etc. Chacun d'eux était marqué par le nom d'une fleur, d'un fruit, d'un légume, d'un animal.

Instruction publique ; l'Institut ; créations diverses. — Grégoire disait dans un discours du 28 janvier 1794 : « Reconstituons la nature humaine en lui donnant une nouvelle trempe ! Il faut que l'éducation publique s'empare de la génération qui naît ! » Pénétrée de ces sentiments, la Convention ne cessa jamais de travailler à l'organisation de l'instruction publique. Condorcet, Lanthenas, Dupont, Ducos, Lepelletier, Robespierre, Lakanal, Grégoire s'en occupèrent avec une égale ardeur.

Après de nombreuses variations, le 3 brumaire an IV (24 octobre 1795), on vota une loi définitive. Elle établissait : 1° des *écoles primaires ;* les instituteurs étaient chargés d'enseigner la lecture, l'écriture, le calcul et les éléments de la morale ; 2° des *écoles centrales* (une par département) : on devait y enseigner les langues anciennes et vivantes, la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire, la législation, les mathématiques, la chimie, la physique, l'histoire naturelle, le dessin ; les élèves ne devaient y être admis qu'à l'âge de douze ans ; 3° des *écoles spéciales*, analogues aux facultés actuelles : médecine, beaux-arts, lettres, sciences. Il y avait trois écoles de médecine, à Paris, à Montpellier, à Strasbourg. A Paris, au nombre des premiers professeurs de médecine furent Hallé, Pinel, Sabatier, Pelletan, Lallemand, Corvisart, Baudelocque.

L'*Institut national des sciences et des arts*, à Paris, dut être composé de cent quarante-quatre membres, de cent quarante-

quatre associés français, et de vingt-quatre associés étrangers. Il se divisait en trois classes : 1° sciences physiques et mathématiques ; 2° sciences morales et politiques ; 3° littérature et beaux-arts. L'Institut une fois organisé, les nominations aux places vacantes devaient être faites par l'Institut, sur une liste au moins triple présentée par la classe où une place aurait vaqué. L'Institut devait remplacer les anciennes académies, qui n'avaient plus d'existence officielle. On laissa subsister le *Collège de France*, en y adjoignant l'*École spéciale des langues orientales*.

L'*École normale* fut instituée le 9 brumaire an III (30 octobre 1794), sur la proposition de Lakanal, pour former les professeurs. Les cours étaient publics. Les premiers maîtres furent : pour les mathématiques, Lagrange, Laplace, Monge ; la physique, Haüy ; l'histoire naturelle, Daubenton ; la chimie, Berthollet ; l'agriculture, Thouin ; la géographie, Buache ; l'histoire, Volney ; la morale, Bernardin de Saint-Pierre ; la grammaire générale, Sicard ; l'analyse de l'entendement, Garat ; la littérature, Laharpe ; l'économie politique, Vandermonde. L'*École polytechnique* avait été créée le 7 vendémiaire an III (28 septembre 1794), sous le nom d'*École centrale des travaux publics*. Elle eut d'abord pour maîtres Lagrange, Monge, Berthollet, Fourcroy, Chaptal, Prony, Vauquelin, Guyton de Morveau. Les élèves de l'École des travaux publics, comme ceux de l'École normale et de l'École de médecine, étaient externes et devaient recevoir de l'État, pendant la durée des cours, 1,200 francs par an. La même année on avait organisé l'*École de Mars* (École militaire), composée de 3,000 jeunes gens de quinze à dix-huit ans, campés dans la plaine des Sablons. L'*École du génie*, placée sous l'ancien régime à Mézières, fut transportée à Metz.

Au Jardin des plantes, on ajouta (10 juin 1793) le *Muséum d'histoire naturelle*. Les premiers professeurs furent Daubenton, Fourcroy, Brongniart, De Jussieu, Lamark, Geoffroy Saint-Hilaire, Lacépède. La *ménagerie* date de la même époque. Le *Conservatoire des Arts et Métiers* fut créé sur la proposition de Grégoire, le 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794)[1]. Décrétée le 27 juillet 1793, sur la proposition de Sergent et de David, l'ouverture du *Musée du Louvre* eut lieu le 8 novembre.

1. Le Directoire compléta plus tard cette mesure de la Convention, en ouvrant au Champ-de-Mars, pendant les jours complémentaires de l'an V (septembre 1797), la première *Exposition des produits de l'industrie*. Ces créations ont été complètement exposées dans le savant ouvrage d'Eugène Despois, le *Vandalisme révolutionnaire*.

100,000 livres par an furent consacrées à l'achat de tableaux et de statues. Le *Musée des monuments français*[1] fut ouvert le 15 fructidor an III (1er septembre 1795), dans l'ancien couvent des Petits-Augustins, sous la direction du peintre Alexandre Lenoir[2]. Le *Musée d'artillerie* avait été fondé quelques mois plus tôt. Le dépôt général des *Archives* avait été organisé le 7 messidor an II (25 juin 1794). Camus en fut le premier directeur. L'*Institut des Jeunes aveugles* fut organisé définitivement le 28 juillet 1795. L'*Institut national* (Conservatoire) *de musique* fut créé le 16 thermidor an III (3 août 1795), sous la surveillance de Gossec, Grétry, Méhul, Lesueur, Chérubini. De la même époque datent les *télégraphes aériens*, à signaux, inventés par l'abbé Chappe[3] ; l'application des *aérostats*[4] à l'art militaire ; enfin, la création du *Bureau des longitudes*, dont les premiers membres furent Lagrange, Laplace, Lalande, Cassini, Méchin, Delambre, Borda, Bougainville, Buache.

La Convention decréta aussi l'affranchissement des esclaves (21 juin 1793), la liberté de la presse, les droits de propriété littéraire. Elle commença également la discussion du *Code civil* (22 août 1793). Et en même temps qu'elle accomplissait ces travaux, elle avait fait sortir de terre des armées, improvisé des flottes, vaincu l'Europe coalisée. Au lendemain d'une tourmente sans exemple dans l'histoire pour la violence et la durée, elle avait forcé à la paix le roi d'Espagne et le successeur du grand Frédéric, et donné à la France ses frontières naturelles par la conquête de la Belgique, des Alpes et du Rhin.

1. Ce musée a été supprimé en 1814.

2. « Ces musées, ces jardins, dans leur belle harmonie, furent notre éducation, à nous autres enfants de Paris. Quand des sombres quartiers, des rues noires, le dimanche, on allait là rêver devant tant de belles énigmes, que de choses on sentait par l'instinct, par le cœur !...

« A cette époque, on sortait de Paris beaucoup moins qu'aujourd'hui. Pour le Paris central, la grande promenade lointaine était celle du Jardin des Plantes et de son muséum. Promenade si populaire que le Comité du salut public voulait la tripler d'étendue en lui donnant les deux quartiers voisins. Vers novembre 94, la bibliothèque et l'amphithéâtre sont prêts, le muséum transfiguré par l'arrivée des grandes collections de Hollande. La riche Asie (de Java, Bornéo) apporte sa vie flamboyante. Ces îles aux cent volcans peignent tout, oiseaux, papillons, fleurs, coquilles, d'indicibles flammes. Le vieux Daubenton ranimé fit, à quatre-vingts ans, l'immense et rapide travail de classer et d'exposer tout. » (Michelet.)

3. La première dépêche apportée à Paris (30 août 1794) fut celle-ci : *Condé est restitué à la République. La reddition a eu lieu ce matin à 6 heures.*

4. C'est à la bataille de Fleurus (26 juin 1794) qu'on observa pour la première fois les mouvements d'une armée ennemie à l'aide d'un ballon.

CHAPITRE VII.

Le Directoire.

Le Directoire (**27 octobre 1795**). **Ses embarras. Détresse financière. Chute** des assignats. Mandats territoriaux. — Agitation des partis. — Conspiration royaliste du général Pichegru. — Conspiration socialiste de Gracchus Babœuf.

Campagne de 1796 en Allemagne : revers de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse : retraite de Moreau et de l'armée du Rhin. — Le général Bonaparte. — Campagne de 1796 en Italie. Victoires de Montenotte, Millésimo, Dégo, Mondovi, sur Colli et Beaulieu (11-22 avril). Armistice de Chérasco et paix avec la Sardaigne. — Victoires de Lodi et de Borghetto **10-28 mai**).— Bonaparte bat Wurmser à Salo, Lonato, Castiglione (31 juillet-**5** août). — Il le bat encore à Rovérédo, Caliano, Primolano, Bassano, Saint-Georges (4-15 septembre). — Victoire d'Arcole sur Alvinzi (15-17 novembre). — Victoires de Rivoli et de la Favorite (14-16 janvier 1797). — Capitulation de Mantoue (2 février). — Bonaparte marche sur Vienne. Préliminaires de Léoben (18 avril). — Campagne de 1797 en Allemagne. Mort de Hoche. — **Paix de** Campo-Formio (17 octobre 1797).

Journée du dix-huit fructidor (4 septembre 1797). — Expédition d'Égypte 1798). — Occupation de Malte ; prise d'Alexandrie (10 juin-2 juillet). — Bataille des Pyramides (21 juillet). — Bataille navale d'Aboukir (1er, 2 août). — Bonaparte en Syrie. Siège de Saint-Jean-d'Acre (19 mars-20 mai 1799). Bataille du mont Thabor (16 avril). — Seconde bataille d'Aboukir (25 juillet 1799).

Efforts de l'Angleterre pour armer l'Europe contre la France. — Organisation des républiques Romaine, Parthénopéenne, Helvétique (1798-1799). — Seconde coalition (1799). Forces respectives des coalisés et des Français. — La conscription. Tiers consolidé. Emprunt forcé. Loi des otages. — Assassinat des plénipotentiaires français à la suite du congrès de Rastadt (28 avril 1799). — Revers des Français en Allemagne, à Stockach ; en Italie, à Magnano (25 mars-5 avril). — Souwarow. Défaites de Cassano (28 avril), la Trébie (17-19 juin) Novi (15 août), Génola (4 novembre). Perte de l'Italie. — Débarquement des Anglais et des Russes en Hollande (26 août-14 septembre). — Victoire de Masséna en Suisse, à Zurich (25-26 septembre). — Victoires de Brune en Hollande, à Bergen et Kastricum (19 septembre-6 octobre).

Situation intérieure. Le 22 floréal, le 30 prairial (11 mai 1798-18 juin 1799). — Coup d'État du dix-huit brumaire. Journée du 18 à Paris. Dissolution du Directoire (9 novembre). — Journée du 19 à Saint-Cloud. Bonaparte au conseil des Anciens. — Expulsion du conseil des Cinq-Cents. — Consulat provisoire (10 novembre 1799).

Le Directoire (27 octobre 1795). **Ses embarras. Détresse financière. Chute des assignats. Mandats territoriaux. —** La constitution de l'an III fut mise en vigueur le 27 octobre

1795. Les cinq premiers directeurs furent Barras, Carnot, Rewbell, Letourneur, Laréveillère-Lépeaux. Carnot[1], ancien officier du génie et membre du comité de salut public, avait été, en 1793, l'organisateur de nos quatorze armées; Laréveillère-Lépeaux[2], caractère doux et un peu chimérique, rêvait l'établissement d'un culte nouveau reposant sur le déisme, celui des *théophilanthropes* (amis de Dieu et des hommes); Barras[3] avait été chargé de la défense de la Convention au 9 thermidor et au 13 vendémiaire. Rewbell[4] et Letourneur[5] avaient, comme leurs trois collègues, appartenu à la Montagne.

Quand les cinq directeurs vinrent au Luxembourg prendre possession du pouvoir, le Trésor était vide; il y avait 20 milliards d'assignats dans la circulation. De plus, la France était inondée de faux assignats, fabriqués en Angleterre. « Les citoyens n'échangeaient plus entre eux les assignats que pour leur valeur réelle en espèces, et même refusaient, la Terreur n'étant plus là pour les y contraindre, de les recevoir du gouvernement à un autre taux; mais l'État, qui devait percevoir

1. Carnot naquit le 13 mai 1753 à Nolay (Bourgogne). Capitaine du génie et chevalier de Saint-Louis en 1783, il fut couronné en 1784 par l'Académie de Dijon pour son *Éloge de Vauban*. Député à la Législative en 1791, à la Convention en 1792, et membre du comité de salut public au mois d'août 1793, tant qu'il demeura au comité, il travailla seize heures par jour. Proscrit au 18 fructidor, il revint en France après le 18 brumaire. Ministre de la guerre sous le Consulat, il quitta ce poste quand il vit Bonaparte préparer le rétablissement de la monarchie à son profit. Membre du tribunat, il vota contre la proclamation de l'empire et rentra dans la vie privée. En 1814, quand la France fut envahie, il reprit l'épée et défendit Anvers. Pendant les Cent jours, il fut ministre de l'intérieur. Proscrit en 1815, comme tous les conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI, il se retira à Cracovie, puis à Magdebourg, où il mourut en 1823. Il avait un frère, comme lui officier du génie.

2. Laréveillère-Lépeaux, né à Montaigu (Vendée) en 1753, avocat au parlement de Paris, naturaliste et philosophe, fut député à la Constituante et à la Convention. Proscrit pendant la Terreur, il était resté caché dans la forêt de Montmorency. Il mourut à Paris en 1824.

3. Barras (Paul, comte de), né le 20 juin 1755 à Fosemphoux (Provence), et d'abord officier au régiment de Languedoc, fut envoyé dans l'Inde. Il fit naufrage sur la côte des Maldives et vécut un mois parmi les sauvages. On le trouve à Pondichéry à l'époque de la guerre d'Amérique, puis dans l'armée navale de Suffren. Pendant l'empire, il vécut à Bruxelles, puis à Rome, revint à Paris en 1814, et mourut le 29 janvier 1829 à Chaillot.

4. Rewbell, né à Colmar en 1746, avait été successivement avocat au Conseil souverain d'Alsace, membre de la Constituante et de la Convention. Il mourut à Paris en 1810.

5. Letourneur, né à Granville en 1751, avait été capitaine du génie et chevalier de Saint-Louis, député à la Législative et à la Convention. Il mourut à Laeken près de Bruxelles en 1817.

par mois 58 millions d'impôts, n'étant payé qu'en assignats, ne percevait réellement que 500,000 francs, et comme il dépensait de 80 à 100 millions réels, il lui fallait émettre mensuellement 8 à 9 milliards d'assignats. » (T. Lavallée.) On supprima les assignats en les remplaçant par des *mandats territoriaux*, qui représentaient une valeur fixe de biens nationaux, et sur la présentation desquels ces biens devaient être délivrés sans enchères, pour un prix égal à vingt-deux fois le revenu. On réduisit les assignats au trentième de leur valeur, ce qui fit 800 millions, et comme on créa pour 2 milliards 400 millions de mandats, avec le tiers de cette somme on retira de la circulation tous les assignats.

Les ressources manquaient donc. Et pourtant les embarras en présence desquels allait se trouver le Directoire étaient encore prodigieux. Sans doute la Prusse, la Hollande, l'Espagne[1], avaient abandonné la coalition; mais l'Angleterre, l'Autriche, la Bavière, la Sardaigne, les États secondaires d'Italie se trouvaient toujours en armes contre nous. La fermentation n'avait pas cessé dans la Bretagne, la Vendée, les départements du Midi. Les services publics étaient désorganisés. L'héroïsme des premières années de la Révolution avait disparu. En 92, 93 et 94, la France s'était raidie contre le danger; en 95, les ressorts étaient détendus. Épuisés, affaissés par tant d'efforts, tous se jetaient avidement dans les jouissances matérielles. Las de sacrifices, on ne rêvait plus que le plaisir, on ne songeait plus qu'à vivre. Toujours bruyants à la surface, les chefs de partis intriguaient; la grande masse devenait inerte.

Agitation des partis. Conspiration royaliste du général Pichegru. — Le comte de Provence, lorsque son neveu, que les royalistes appelaient Louis XVII, était mort prisonnier au Temple (8 juin 1795), avait pris le nom de Louis XVIII. Ses agents gagnèrent au commencement de 1796 le général Pichegru, qui commandait l'armée du Rhin. Pichegru devait être gouverneur d'Alsace et maréchal de France; il devait recevoir le cordon rouge, le château et le parc de Chambord, un million comptant, deux cent mille livres de rentes et un hôtel à Paris. Il était convenu qu'il arborerait le drapeau blanc, et qu'il entrerait en France de concert avec les émigrés du prince de

1. L'Espagne contracta même une alliance offensive et défensive avec la France par le traité de Saint-Ildefonse. Elle déclara la guerre aux Anglais le 7 octobre 1796. Cinq mois après, le 14 février 1797, la flotte espagnole fut vaincue à la bataille du *cap Saint-Vincent* par Jervis et Nelson.

Condé. On ne connut les détails de la conjuration que l'année suivante, quand des lettres de Pichegru, contenues dans les caissons du général autrichien Klinglin, eurent été prises à Offenbourg par le général Moreau, et que ce dernier les eut envoyées au Directoire après quatre mois d'hésitation. Mais, dès le mois d'avril 1796, les directeurs, inquiets de l'attitude embarrassée de Pichegru et des mouvements bizarres qu'il prescrivait à ses troupes, l'avaient destitué.

Les royalistes ne furent pas plus heureux dans l'Ouest. Stofflet et Charette s'étaient soulevés de nouveau en Vendée. Tous les deux furent pris et fusillés, Stofflet le 26 février, Charette le 29 mars 1796.

Conspiration socialiste de Gracchus Babœuf. — Menacé par les partisans de Louis XVIII, le Directoire avait également contre lui les révolutionnaires extrêmes. A la tête de ces derniers se trouvait le journaliste Babœuf, de Saint-Quentin, qui signait *Caïus Gracchus* et rédigeait le *Tribun du Peuple.* Il demandait le partage des terres incultes et des biens communaux entre les pauvres ; il réclamait pour Paris une commune élue et la constitution de 1793. Le manque de travail, le prix très élevé du pain, la misère, groupaient derrière lui la population ouvrière des faubourgs. La classe riche le redoutait, troublée par la crainte d'une nouvelle Terreur. Plusieurs fois emprisonné, il fut accusé de complot et arrêté le 12 mai 1796, avec Darthé, Buonarotti, Antonelle, Rossignol, Vadier, Amar, Choudieu et Parrein. Une tentative faite dans la nuit du 9 au 10 septembre 1796 pour surprendre le camp de Grenelle fut attribuée à ses partisans. Le 26 mai 1797, après un procès qui avait duré trois mois, Babœuf[1] et Darthé furent condamnés à mort par la haute cour de Vendôme. Ils se poignardèrent et furent conduits tout sanglants au supplice.

Campagne de 1796 en Allemagne : revers de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse; retraite de Moreau et de l'armée du Rhin. — Aux termes du plan dressé par Carnot pour la campagne de 1796, les trois armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et d'Italie devaient prendre simultanément l'offensive. L'armée de Sambre-et-Meuse passa le Rhin, de Dusseldorf à Neuwied, le 29 juin. Elle comptait 76,000 hommes

1. Il laissa un fils nommé Émile (élevé d'après l'*Émile* de J. J. Rousseau), et qui finit tragiquement. Quand l'étranger entra en France en 1814, il se précipita de la colonne Vendôme.

commandés par Jourdan, et sous lui par Kléber, Lefebvre, Championnet, Bernadotte, Grenier, Marceau. Elle franchit la Lahn, la Nidda, le Mein, occupa Francfort; elle s'empara de Wurtzbourg, de Bamberg; le 20 août, elle était sur la Naab, affluent de la rive gauche du Danube, à quelques heures de marche de la Bohême. Le général autrichien Wartensleben n'avait pu l'arrêter nulle part.

De son côté l'armée du Rhin avait passé ce fleuve à Kehl, le 24 juin. Elle comptait 77,000 hommes, sous les ordres de Moreau, ayant pour lieutenants Desaix, Beaupuy, Delmas, Saint-Cyr, Férino. Elle refoula l'archiduc Charles, franchit la forêt Noire, traversa le Neckar; le 11 août, elle était à Neresheim, sur la rive gauche du Danube.

Les deux armées françaises avaient commis la faute de s'avancer isolément sur deux lignes parallèles au lieu de se rapprocher pour faire leur jonction. L'archiduc en profita. Après avoir livré à Moreau la bataille de *Neresheim* (11 août), il se jette avec le gros de ses forces sur Jourdan. Il l'attaque à *Amberg* (24 août), le bat, le rejette sur *Wurtzbourg*, où il lui fait éprouver une nouvelle défaite (3 septembre), le chasse d'*Altenkirchen*, où fut tué le jeune et vaillant Marceau[1] (21 septembre), et l'oblige à repasser le Rhin vers Dusseldorf.

Moreau se trouvait isolé en Allemagne. Après la bataille de Neresheim, il avait continué sa marche en avant et occupé Munich, sans s'apercevoir que l'archiduc n'était plus devant lui. Débarrassé de l'armée de Sambre-et-Meuse, le généralissime autrichien se retourna contre l'armée du Rhin avec toutes ses forces. Moreau, enfin instruit de la retraite de Jourdan, bat en retraite à son tour. Le 21 septembre, il repasse le Lech, harcelé et menacé à chaque pas d'être coupé par les Autrichiens. Il remonte la rive droite du Danube, repousse l'ennemi à *Biberach* (2 octobre), franchit la forêt Noire par les gorges du val d'Enfer (13-15 octobre), et, après une dernière bataille sur l'*Elz*, repasse le Rhin par le pont d'Huningue (18-25 octobre).

Les Français n'occupaient plus sur la rive droite du fleuve que le fort de Kehl et la tête de pont d'Huningue. Ils perdirent ces deux positions le 10 janvier et le 19 février 1797. Le général Abattucci avait péri en défendant la seconde. De ce côté, la campagne était manquée; les grands coups se frappaient ailleurs.

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Lemaire, *Funérailles de Marceau.*

Le général Bonaparte. — Napoléon Bonaparte[1] était né à Ajaccio[2] le 15 août 1769. Il était le second fils de Charles Bonaparte et de Lætitia Ramolino[3]. La protection de M. de Marbœuf, commandant militaire en Corse, le fit admettre comme boursier au collège d'Autun, d'où il passa aux écoles militaires de Brienne et de Paris. Il en sortit lieutenant d'artillerie au régiment de la Fère, en garnison à Valence. Au siège de Toulon, en 1793, il était capitaine. L'intelligence, la sûreté de coup d'œil qu'il y montra et l'amitié de son compatriote le conventionnel Salicetti attirèrent sur lui l'attention de Robespierre jeune et de Barras. Nommé général de brigade, il commanda l'artillerie de l'armée d'Italie dans la campagne de 1794. Compromis comme partisan de Robespierre après le 9 thermidor, et ayant refusé de servir en Vendée, où voulait l'envoyer le girondin Aubry, officier d'artillerie devenu membre du nouveau comité de salut public, il resta sans emploi toute l'année suivante. Il se trouvait à Paris dans une situation voisine de la misère. Il parla même de passer à Constantinople comme instructeur dans l'armée turque. Pourtant il entra en relations avec Cambon, Carnot, Tallien. Barras, chargé au 13 vendémiaire de la défense de la Convention, le prit pour second. Schérer, général en chef de l'armée d'Italie, qui avait gagné le 24 novembre 1795 la bataille de *Loano* sur les Autrichiens et les Piémontais, avait donné sa démission. Pour le remplacer, le Directoire désigna Bonaparte. Il venait d'épouser une créole de la Martinique, Josephine Tascher de la Pagerie, veuve du général de Beauharnais, guillotiné en 1793, et mère de deux enfants, Hortense et Eugène de Beauharnais.

1. Il signait originairement *Buonaparte.*

2. Soulevée contre les Génois, la Corse avait été de fait indépendante durant treize ans, sous l'administration de Paoli (1755-1768). Pascal Paoli (né en 1726, mort en 1807), lorsque l'île fut vendue par Gênes à Louis XV, lutta pendant un an contre l'invasion française. Vaincu par le comte de Vaux et forcé de fuir, il se réfugia en Angleterre. La Révolution française lui rouvrit la Corse (1790). Bonaparte, qui se trouvait alors dans l'île, essaya vainement de lutter contre son influence. Il dut fuir en France avec sa famille, qui s'établit à Marseille (1793). L'année suivante, Paoli appela les Anglais (février-juin 1794). Les Français reconquirent la Corse en 1797. Paoli alla mourir à Londres.

3. Bonaparte avait quatre frères: Joseph, qui était l'aîné de la famille, Lucien, Louis et Jérôme; trois sœurs, Élisa, Pauline et Caroline. Élisa fut plus tard la princesse Bacciochi; Pauline épousa successivement le général Leclerc et le prince Borghèse; Caroline fut mariée avec Murat.

Campagne de 1796 en Italie[1]. **Victoires de Montenotte, Millésimo, Dégo, Mondovi, sur Colli et Beaulieu** (11-22 avril). **Armistice de Chérasco et paix avec la Sardaigne.** — Le 27 mars 1796, Bonaparte arrive à Nice et prend le commandement de l'armée d'Italie. « Soldats, dit-il aux troupes dans une proclamation, vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous; votre patience, votre courage, vous honorent, mais ne vous procurent ni gloire ni avantage; je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde : vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage? » Cette armée compte 38,000 hommes[2] et 30 pièces de canon, sous les ordres de Masséna[3], Augereau, Laharpe, Serrurier, Stengel et Kilmaine. Elle est cantonnée entre le Var et le territoire de Gênes, ayant derrière elle la mer, et devant, les Alpes maritimes. De l'autre côté des montagnes sont échelonnés 45,000 Autrichiens, commandés par Beaulieu, et 25,000 Piémontais, commandés par Colli. Malgré la disproportion du nombre, Bonaparte va prendre l'offensive. Traverser le col de Cadibone, séparer les Piémontais des Autrichiens, rejeter Colli sur Turin, Beaulieu sur Milan, tel est son plan.

En ce moment même Beaulieu, trompé par une démonstration des Français sur Gênes, prenait l'offensive pour se placer entre ces adversaires et cette ville. 10,000 Autrichiens, conduits par Argenteau, attaquent la redoute de *Montelegino*, défendue par le colonel Rampon avec 1,000 hommes. Ils sont repoussés le 11 avril et battus le 12 à *Montenotte* par les divisions Laharpe et Masséna. Le 14, à l'aile gauche, Augereau chasse l'ennemi de *Millésimo*, pendant que Masséna et Laharpe enlèvent *Dégo*. Le lendemain 15, un nouveau corps autrichien, celui de Vukassowitch, est encore battu à Dégo. Les deux armées ennemies étaient séparées. Bonaparte poursuit les Piémontais, les chasse de *Céva* (17 avril), les culbute à *Mondovi* (22 avril), et s'empare de *Chérasco*, à dix lieues de Turin.

En quinze jours, l'armée d'Italie avait remporté six victoires, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, et fait perdre aux Austro-

1. Consulter la carte de la chaîne des Alpes dans l'Atlas de M. Chevallier.
2. Non compris les garnisons des places fortes et les réserves laissées en Provence. En les comptant, le chiffre de l'armée s'élevait à 108,000 hommes.
3. Masséna (André), l'*enfant chéri de la victoire*, était né à Nice en 1758; il mourut en 1817.

Sardes 25,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers. Junot et Murat[1], aides-de-camp de Bonaparte, portèrent au Directoire les drapeaux conquis. Cinq fois de suite la législature avait décrété que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie.

Le roi de Sardaigne ayant demandé la paix, un armistice fut conclu à Chérasco. Par le traité définitif, signé le 15 mai 1796, Victor-Amédée cédait à la République la Savoie et Nice; les places d'Alexandrie et de Coni reçurent garnison française jusqu'à la paix générale ; les fortifications de Suse, de la Brunette et d'Exilles furent démolies.

Victoires de Lodi et de Borghetto (10-28 mai). — Débarrassé du Piémont, Bonaparte se retourne contre Beaulieu. Il franchit le Pô à Plaisance (7 mai), bat les Autrichiens à *Fombio*, où périt le brave général Laharpe (8 mai), et force le passage de l'Adda au pont de *Lodi* (10 mai). Le 15, il entre à Milan. L'ennemi s'était replié sur le Mincio. La victoire de *Borghetto* livre aux Français le passage de cette rivière (30 mai). Beaulieu se retire dans le Tyrol. Le 3 juin, les vainqueurs sont sur l'Adige ; le 4, ils bloquent Mantoue. Située au milieu d'un lac formé par le Mincio, cette place était la plus forte de l'Italie.

Tous les souverains de la Péninsule, frappés de terreur, abandonnent l'alliance de l'Autriche. Pour obtenir un armistice, le duc de Parme donne deux millions, 20 tableaux, des chevaux, des vivres; le duc de Modène livre 10 millions, des tableaux et des statues; le roi de Naples rappelle son contingent, joint jusque-là aux Autrichiens. Par l'armistice de Bologne (23 juin), le pape donne 21 millions, 100 objets d'art, abandonne Bologne et Ferrare et reçoit garnison française dans Ancône. La Lombardie avait payé une contribution de 20 millions. Malheureusement, ces charges fort lourdes indisposaient les populations. Par l'occupation de Livourne et de Vérone, Bonaparte avait violé la neutralité de la Toscane et de Venise. Déjà Pavie s'était soulevée contre les Français; elle avait été reprise après un combat sanglant et livrée au pillage (25-28 mai).

Bonaparte bat Wurmser à Salo, Lonato, Castiglione (31 juillet-5 août). — Cependant l'Autriche avait appelé des bords du Rhin le feld-maréchal Wurmser avec de nombreux renforts. Le 29 juillet, Wurmser part de Trente et débouche en Italie sur trois colonnes : la gauche, forte de 20,000 hommes,

1. Murat (Joachim) naquit en 1771. Il était fils d'un aubergiste de la Bastide-Fortunière (Lot).

sous Davidowitch, par la vallée de l'Adige; le centre, de 30,000 hommes, sous Wurmser, par le Montebaldo, entre l'Adige et la rive orientale du lac de la Garde; la droite de 20,000, sous Quosdanowitch, par la vallée de la Chiese à l'ouest du lac de la Garde. Les deux premières colonnes devaient se joindre à Vérone et débloquer Mantoue; la troisième devait prendre Brescia et couper aux Français la retraite sur Milan.

Bonaparte lève le siège de Mantoue pendant la nuit. Laissant Masséna sur l'Adige pour contenir la gauche et le centre ennemis, il se porte avec le gros de ses forces contre la droite des Autrichiens. Quosdanowitch avait pris Brescia et bloquait Salo. Le même jour, ses troupes sont vaincues à la fois aux combats de *Salo* et de *Lonato* (31 juillet) et rejetées au nord-ouest sur Gavardo.

Pendant ce temps, Wurmser avait refoulé Masséna, et, faisant poursuivre ce général dans sa retraite sur Peschiera par une moitié de ses forces, avec l'autre il était allé ravitailler Mantoue. Mais Bonaparte, débarrassé de Quosdanowitch, revient avec Augereau rejoindre Masséna. Les divisions autrichiennes qui avaient poursuivi ce dernier comptaient faire leur jonction à Lonato avec Quosdanowitch. C'est le gros de l'armée française qu'elles y rencontrent le 3 août; elles sont culbutées à la bataille de *Lonato*. A son tour, Wurmser accourt de Mantoue : il perd, le 5 août, la bataille de *Castiglione*, et se réfugie dans le Tyrol. Cette rapide campagne avait coûté aux Autrichiens 9 drapeaux, 70 canons, 15,000 prisonniers. Les Français bloquèrent Mantoue une seconde fois.

Bonaparte bat encore Wurmser à Rovérédo, Caliano, Primolano, Bassano, Saint-Georges (4-15 septembre). — Au 1er septembre, Wurmser avait réuni 55,000 hommes dans le Tyrol et se préparait à un nouvel effort pour sauver Mantoue. Bonaparte le prévient et prend l'offensive en remontant l'Adige. Il bat les Autrichiens à *Rovérédo* (4 septembre), à *Caliano* (5 septembre), et s'empare de Trente. Puis il tourne à droite et descend les gorges de la Brenta en serrant de près Wurmser. Culbuté à *Primolano* (7 septembre), à *Bassano* (8 septembre), le général autrichien se sauve à Vicence : il n'a plus que 16,000 hommes démoralisés. Il avait derrière lui Bonaparte, qui lui fermait toute retraite vers l'Allemagne; devant, l'Adige, dont les garnisons françaises de Vérone et de Legnano gardaient les ponts. L'abandon de Legnano par un officier subalterne et trois petits combats heureux lui permirent pourtant de passer l'Adige et

d'atteindre Mantoue. Il voulut encore tenir la campagne avec l'appui de la garnison : une dernière défaite, à *Saint-Georges* (15 septembre), le rejeta dans la place. Du 1er au 16, l'ennemi avait perdu 27,000 hommes, 75 canons et 22 drapeaux, que Marmont fut chargé de porter à Paris.

Victoire d'Arcole sur Alvinzi (15-16-17 novembre). — Six semaines après, l'Autriche lance sur l'Italie une nouvelle armée. Le feld-maréchal Alvinzi, avec 40,000 hommes, s'avance de l'est à l'ouest sur la Brenta, dans la direction de l'Adige, tandis que Davidowitch, partant du Tyrol, descend l'Adige du nord au sud : les deux généraux ennemis doivent se joindre à Vérone pour marcher au secours de Mantoue.

Ils ont d'abord des succès. Vaubois, chassé de Trente par Davidowitch, recule jusqu'au plateau de Rivoli (1-7 novembre). De leur côté, Bonaparte et Augereau, après une bataille indécise contre Alvinzi, sur les bords de la *Brenta* (6 novembre), reculent jusqu'à Vérone. Alvinzi vient occuper en face de cette ville les formidables hauteurs de *Caldiero*. Bonaparte les attaque de front et il est repoussé (12 novembre). Le surlendemain 14, au soir, les Français sortent de Vérone par la porte de l'ouest ; ils semblent battre en retraite. Mais tout à coup ils changent de direction, franchissent l'Adige à Ronco et s'avancent à travers les marais de l'Alpon vers le *pont d'Arcole*, pour tourner la position d'Alvinzi. Malgré les efforts d'Augereau, de Bonaparte, qui faillit se noyer, ayant été précipité dans les marais, et vit tomber devant lui son aide de camp Muiron, on ne peut forcer pendant la première journée le passage du pont d'Arcole (15 novembre). Le soir, il est vrai, Alvinzi, craignant d'être tourné, évacua Caldiero. Il voulut reprendre l'offensive le lendemain, et fut repoussé. Enfin dans la troisième journée, attaqué à son tour, il fut mis en pleine déroute : il avait perdu dans ces trois jours 18,000 hommes, 4 drapeaux, 18 canons[1].

Victoires de Rivoli et de la Favorite (14-16 janvier 1797). **Capitulation de Mantoue** (2 février). — Deux mois après Alvinzi rentre en campagne. Avec 45,000 hommes, il descend l'Adige de Rovérédo sur Vérone. Pendant ce temps son lieutenant Provera, venant de Padoue avec 20,000 hommes, doit passer le bas Adige et secourir Mantoue. Le 12 janvier 1797, la division française de Joubert est refoulée par Alvinzi de la

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Fenchère, *Passage du pont d'Arcole.*

Corona sur le plateau de *Rivoli*. Le 13, Bonaparte, ayant appelé à lui les divisions Masséna et Victor, concentre toutes ses forces sur ce plateau. Les colonnes autrichiennes viennent l'y attaquer le lendemain, de front et par derrière. Elles sont toutes, l'une après l'autre, culbutées dans les ravins (14 janvier).

Bonaparte lance à leur poursuite, vers Trente, Murat, Masséna, Joubert. Lui-même marche en toute hâte avec la division Victor contre Provera. Il était temps. Trompant Augereau, posté à Legnano, Provera avait franchi l'Adige le 14, au village d'*Anghiari*. Le 16, il était devant Mantoue. Le corps de blocus, commandé par Serrurier et Miollis, se trouvait pris entre la garnison et Provera. L'arrivée de Bonaparte change tout. Pris à son tour entre deux feux et vaincu à la *Favorite*, Provera met bas les armes (16 janvier). Dans ce mois, l'ennemi avait perdu 25,000 prisonniers, 24 drapeaux, 60 canons.

Wurmser, dans Mantoue, n'avait plus de vivres ; il capitula le 2 février. La garnison resta prisonnière : elle comptait encore 20,000 hommes, dont 12,000 valides.

Avant la bataille de Rivoli, la cour de Rome avait violé l'armistice de Bologne et réuni des troupes en Romagne. Par la paix de Tolentino, le pape dut payer trente millions (19 février).

Bonaparte marche sur Vienne. Préliminaires de Léoben (18 avril). — Maître de l'Italie, Bonaparte résolut d'envahir l'Allemagne et de marcher sur Vienne. Le Directoire venait de lui envoyer seize régiments des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, formant 30,000 hommes sous les ordres des généraux Delmas et Bernadotte. L'armée d'Italie comptait dès lors 80,000 combattants. Elle avait en face d'elle l'archiduc Charles, rappelé des bords du Rhin pour résister à Bonaparte.

Le 12 mars, les Français forcèrent le passage de la *Piave*. Le 16, ils franchirent le *Tagliamento* à Valvasone, sous le feu des Autrichiens. Le 19, l'archiduc fut encore battu à *Gradisca*. Les vainqueurs franchirent le *col de Tarvis* entre les Alpes juliennes à droite, les Alpes carniques à gauche. *Villach*, sur la Drave, *Klagenfurth*, toute la Carinthie, furent enlevés en quelques jours. A droite, les places de *Trieste* et de *Laybach* étaient conquises.

De Klagenfurth, Bonaparte marche sur la Styrie. Il culbute l'ennemi aux combats de *Neumark* (1er avril) et d'*Unsmark* (5 avril). Il descend la Muhr; il arrive à Léoben. Son avant-garde couronne les hauteurs du Sœmering, à vingt-cinq lieues de Vienne. Joubert, maître du Tyrol et vainqueur à *San-Michele*, était venu l'y rejoindre par le *col de Toblach*.

L'Autriche aux abois demanda la paix. Sans attendre Clarke, négociateur envoyé par le Directoire, Bonaparte signa le 18 avril les préliminaires de *Léoben*. La cour de Vienne devait céder la Belgique, la rive gauche du Rhin et le Milanais.

Pendant que Bonaparte marchait sur Vienne, Venise avait pris les armes contre lui ; la neutralité vénitienne n'avait pas été respectée; de plus, le gouvernement du doge craignait le voisinage des républiques Cispadane (Milan) et Transpadane (Bologne). Le jour de Pâques une insurrection éclata dans Vérone, et plusieurs centaines de Français furent massacrés. Aussitôt nos colonnes entrèrent sur le territoire vénitien. Le gouvernement du doge fut renversé par ses sujets. Les partisans des idées nouvelles accueillirent avec joie les bataillons républicains.

Campagne de 1797 en Allemagne. Mort de Hoche. — En ce moment les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin pénétraient en Allemagne. Là les soldats républicains avaient pour chef un jeune homme admirable par le désintéressement comme par le courage, le général Hoche. Fils d'un palefrenier à la vénerie de Louis XV, Louis-Lazare Hoche était né le 24 juin 1768 à Montreuil, faubourg de Versailles; orphelin presque à sa naissance, il fut élevé par une tante, fruitière à Versailles. A seize ans, le 19 octobre 1784, il devint garde française. Grenadier en 1785, sergent le 16 mai 1789, adjudant le 1er octobre 1789, lieutenant le 18 mai 1792, capitaine à l'ancienneté le 1er septembre, adjudant-général chef de bataillon le 15 mai 1793, il se distingua à la défense de Dunkerque ; chef de brigade le 13 septembre 1793, il fut général de brigade trois jours après, général de division et commandant en chef de l'armée de la Moselle le 23 octobre 1793; c'est lui qui débloqua Landau. La fierté de son attitude déplut à Saint-Just. Jeté en prison, à la Conciergerie, il n'en sortit qu'au bout de quatre mois, le 9 thermidor. En 1795, il pacifia la Vendée, et fut vainqueur à Quiberon. Désigné en 1796 pour diriger une descente en Irlande, il fut arrêté par les tempêtes.

Après l'insuccès de 1796, le Directoire le nomma au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, en remplacement de Jourdan. Le jour même où Bonaparte signait l'armistice de Léoben, Hoche passait le Rhin à Neuwied avec 70,000 hommes, commandés sous ses ordres par Grenier, Lefèvre, Championnet, d'Hautpoul, Klein, Ney[1], Richepanse. La bataille de *Neuwied*

1. Ney (Michel), fils d'un tonnelier, naquit à Sarrelouis en 1769. D'abord clerc de notaire, il devint hussard en 1788.

coûta au général autrichien Werneck 9,000 hommes, 27 canons et 7 drapeaux (18 avril). Le 20, les Français passèrent la Lahn. Deux jours après, ils étaient aux portes de Francfort. Pendant ce temps, le général Desaix, lieutenant de Moreau, passait également le fleuve près de Strasbourg et s'avançait vers la forêt Noire. Hoche et Desaix s'arrêtèrent en apprenant l'armistice.

Quelques mois après, le 19 septembre 1797, Hoche mourait brusquement, au camp de Wetzlar. Il avait vingt-neuf ans. Des bruits de poison circulèrent. De tous les généraux de la République aucun n'a laissé une mémoire plus pure. Hoche mort, Pichegru disgracié, Moreau suspect, un seul chef militaire reste en vue, Bonaparte.

Paix de Campo-Formio (17 octobre 1797). — Il était alors au château de Mombello, près de Milan, où, pendant l'été de 1797, il régla souverainement les affaires d'Italie sans s'inquiéter des ordres du Directoire. Le 17 octobre, il signa le traité de Campo-Formio avec le comte de Cobentzel, représentant de l'Autriche. L'empereur reconnaissait à la France la possession de la Belgique et de la rive gauche du Rhin, y compris Mayence ; de plus, il abandonnait la Lombardie. Cette province, avec Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne, la Valteline, la Polesine, le Crémasque, le Bergamasque, le Brescian et le Mantouan, devait former la république Cisalpine. Venise et son territoire à l'est de l'Adige étaient cédés à l'Autriche. Corfou et les îles Ioniennes, jusque-là possessions vénitiennes, devenaient françaises. Les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés en Allemagne par la sécularisation des domaines ecclésiastiques ; le duc de Modène recevait de l'Autriche le Brisgau. Un congrès devait s'ouvrir à Rastadt pour résoudre les questions encore pendantes. Pendant la durée des négociations, le général Lafayette, retenu prisonnier au château d'Olmutz depuis 1792, avait été remis en liberté.

L'article relatif à Venise était contraire aux instructions du Directoire. Bonaparte était déjà trop puissant pour respecter des ordres qui contrariaient ses vues. Il avait pourtant écrit aux directeurs, un mois plus tôt, dans une lettre datée du 19 septembre 1797 : « Venise est la ville la plus digne de la liberté de toute l'Italie. »

Journée du 18 fructidor (4 septembre 1797). — La France était victorieuse au dehors. A l'intérieur, la confusion conti-

nuait. Les royalistes avaient à Paris de nombreux agents, parmi lesquels l'abbé Brotier, Duverne de Presles et Lavilleheurnois. Ils obtinrent la majorité dans les élections partielles de l'an v (mai 1797). Pichegru, nommé membre des Cinq-Cents par ses compatriotes d'Arbois, ne désespéra pas d'opérer la contre-révolution à l'aide des deux conseils. L'adjudant général Ramel, commandant les grenadiers de leur garde, était gagné. Deux des cinq directeurs n'inspiraient aucune inquiétude aux royalistes : c'était Carnot qui, même contre les conspirateurs, voulait qu'on respectât la légalité, et Barthélemy, partisan d'une restauration de la monarchie. On devait arrêter les trois autres, Barras, Laréveillère et Rewbell.

Ceux-ci furent avertis à temps. De Venise, le général Bonaparte leur envoya une volumineuse correspondance saisie sur un émigré, le comte d'Antraigues. En même temps, il adressait à l'armée d'Italie un ordre du jour véhément en faveur de la République. L'abbé Brotier fut arrêté à Paris. Ses interrogatoires donnèrent l'éveil à Barras et à ses deux collègues. Ils résolurent de prévenir leurs adversaires.

Aux termes de la constitution aucune troupe de ligne ne pouvait approcher de Paris à une distance moindre de douze lieues sans un vote des conseils. Malgré cette interdiction, les trois directeurs firent entrer dans Paris la division Augereau pendant la nuit du 17 au 18 fructidor. Le 18 au matin, les élections de 49 départements furent cassées ; les deux directeurs Carnot et Barthélemy et 65 membres des deux conseils, parmi lesquels Barbé-Marbois, Portalis, Rovère, Pichegru, Aubry, Boissy d'Anglas, Cadroy, Camille Jordan, Bourdon de l'Oise, Pastoret, Quatremère de Quincy, furent condamnés à la déportation. Beaucoup parvinrent à s'échapper (4 septembre 1797). Carnot et Barthélemy furent remplacés comme directeurs par Merlin de Douai et François de Neufchâteau.

Deux mois après le dix-huit fructidor le chef de l'armée d'Italie était de retour à Paris, vainqueur, exigeant, déjà plus dangereux que Dumouriez, plus ambitieux que Pichegru.

Expédition d'Égypte (1798). — La campagne d'Italie avait désigné Bonaparte à l'attention universelle : elle ne suffisait pas pour lui donner le pouvoir[1]. Pour cela, il fallait que son nom

1. Ce calcul est nettement indiqué dans ses *Mémoires :* « Pour que Bonaparte fût maître de la France, y dit-il, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour ramenât la victoire sous nos drapeaux. » De leur côté, les Directeurs comprenaient bien les dangers que l'éloi-

eût grandi encore, qu'il allât, sur un théâtre plus éloigné, tenter des aventures et chercher des succès dont le merveilleux frappât les imaginations en France et disposât tous les esprits à recevoir en lui un maître. Il fallait aussi que, éloignée de la mère patrie pendant plusieurs années, la meilleure armée de la République s'habituât à ne plus voir, à ne plus entendre, à ne plus connaître que son chef. Il fit comme César après son consulat : sa Gaule à lui, ce fut l'Égypte ; sur cette vieille terre des Pharaons, où toutes les nations, Égyptiens et Hébreux, Grecs et Romains, Arabes et Turcs, avaient passé tour à tour, où Alexandre avait fondé une ville destinée à perpétuer son nom dans l'avenir, où Cléopâtre et Antoine étaient morts, où César et Auguste avaient triomphé, où saint Athanase et Arius avaient lutté l'un contre l'autre, où saint Louis avait conduit la croisade, le général français allait à son tour chercher une nouvelle illustration. L'isthme de Suez et la mer Rouge, le passage d'Afrique en Asie, la grande route du commerce d'Orient en Occident, allaient se trouver entre ses mains. De là il dominerait la Méditerranée, menacerait les Anglais aux Indes et pourrait porter ses pas jusqu'à Jérusalem et Tyr, jusqu'au pied du Liban et du Carmel. Avec lui et à côté de ses généraux, il emmenait aussi des savants : avec Kléber, Desaix, Lannes, Murat, Brueys et Gantheaume, Monge, Berthollet, Fourier, Larrey, Dolomieu et Geoffroy Saint-Hilaire. La colonisation et la découverte marcheraient de front avec la conquête ; les mystérieux hiéroglyphes, les muets hypogées, les sphinx et les temples devaient révéler leurs secrets.

Occupation de Malte. Prise d'Alexandrie (10 juin-2 juillet). — L'expédition quitta Toulon le 19 mai. La flotte comptait 13 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 11 corvettes et 232 bâtiments de transports. L'armée de terre s'élevait à 32,300 hommes. Le 8 juin on fut en vue de *Malte*. Située au centre de la mer Méditerranée, cette île est à vingt lieues de la Sicile, à soixante de l'Afrique. Sa capitale est *Lavalette*, place très forte, avec un excellent port. Malte appartenait aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Attaqué le 10 juin par les Français, le grand maître Hompesch capitula le lende-

gnement de la flotte et de notre meilleure armée allait faire courir à la France, au moment où se formait une seconde coalition. Laréveillère et Rewbell résistèrent ; Barras, François de Neufchâteau et Merlin de Douai cédèrent aux exigences de Bonaparte, dans l'espérance de le voir s'éloigner, comme si ajourner le péril était le supprimer.

main[1]. L'ordre de Saint-Jean cessa d'exister. Bonaparte laissa 4,000 hommes dans l'île, sous les ordres du général Vaubois, et fit voile pour l'Égypte.

Échappant aux recherches de l'amiral anglais Nelson, la flotte française arriva le 29 juin en vue d'*Alexandrie*. Le débarquement commença le 1er juillet au soir, dans l'anse du Marabout, à l'ouest de la ville. Le 2, Alexandrie fut prise d'assaut par Kléber et Menou, qui furent blessés dans le combat[2].

L'Égypte appartenait nominalement à la Sublime-Porte ; en réalité, elle était au pouvoir des mameluks. C'étaient de hardis cavaliers qui formaient une sorte de milice féodale, sous la direction de Mourad-Bey et d'Ibrahim-Bey. Ils régnaient sur une population d'Arabes, de Cophtes chrétiens et de Turcs. Dans des proclamations en style oriental, semées de sentences extraites du Coran, Bonaparte témoigna le plus profond respect pour la religion de Mahomet. Il se présenta comme le libérateur de l'Égypte opprimée par les mameluks.

Bataille des Pyramides (21 juillet). — Partie d'Alexandrie, l'armée se dirigea sur le Caire, en traversant le désert de Damanhour. Le 10 juillet elle atteignit le Nil à El-Rahmânyeh, et remonta dès lors la rive gauche du fleuve. Le 13, elle repoussa les mameluks dans une première rencontre à *Chobrâkhyt* ou *Chébreïs*. Enfin le 21 juillet, à la hauteur du Caire, dont ils n'étaient plus séparés que par le fleuve, les Français rencontrèrent toutes les forces de Mourad et d'Ibrahim. L'armée des deux beys s'étendait entre les *Pyramides* à gauche et le village d'*Embabeh* à droite ; elle avait à dos le Nil. « Soldats, disait Bonaparte dans une proclamation à son armée avant la bataille, souvenez-vous que du haut de ces Pyramides, quarante siècles vous contemplent ! » Les charges impétueuses des cavaliers mameluks vinrent se briser contre le feu et les baïonnettes des soldats français formés en carrés. Les musulmans furent mitraillés, dispersés ou noyés dans le fleuve. Ibrahim s'enfuit en Syrie, Mourad dans la Haute Égypte. Les vainqueurs prirent possession du Caire (23 juillet). L'Institut d'Égypte s'y installa.

Bataille navale d'Aboukir (1er-2 août). — C'est là que Bonaparte apprit la destruction de sa flotte. Après le débarque-

1. « Nous sommes bien heureux, disait le général du génie Cafarelli Dugua en parcourant avec Bonaparte les formidables fortifications de Lavalette, qu'il se soit trouvé dans la place quelqu'un pour nous en ouvrir les portes. »

2. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de Chaponnière, représentant la *Prise d'Alexandrie*.

ment, l'amiral Brueys était resté imprudemment à l'ancre dans la rade ouverte d'Aboukir. Nelson vint l'y attaquer le 1er août avec 15 bâtiments, dont 13 vaisseaux de 74 canons. Pendant qu'une moitié de l'escadre anglaise attaquait nos vaisseaux du côté de la haute mer, l'autre moitié s'engageait audacieusement entre la ligne d'embossage des Français et la côte, pour les prendre entre deux feux. Brueys périt à bord de son vaisseau amiral l'*Orient*, de 120 canons, qui, atteint par les flammes, sauta. Les Français perdirent 3,000 hommes, 13 vaisseaux ou frégates. Le contre-amiral Villeneuve, qui se trouvait à la droite de Brueys avec 2 vaisseaux et 2 frégates, n'avait pas été attaqué par les Anglais. Il gagna Malte (2 août).

Cette défaite des Français décida le sultan des Turcs, Sélim III, à leur déclarer la guerre. Un soulèvement éclata au Caire, et le général Dupuy fut massacré. L'insurrection fut réprimée à coups de canon et suivie d'exécutions nombreuses (22-24 octobre). Dans le sud, le général Desaix, que les Arabes appelaient *le sultan juste*, avait été chargé de poursuivre Mourad-Bey. Il le vainquit à la bataille de *Sédiman* (7 octobre). Il s'empara de Syout, Girgeh, Keneh, Medinet-Abou ; il visita les ruines de Thèbes aux cent portes, et parvint à Syène, aux cataractes du Nil, sur la frontière de la Nubie.

Bonaparte en Syrie. Siège de Saint-Jean-d'Acre (19 mars-20 mai 1799). **Bataille du mont Thabor** (16 avril). — Deux armées turques se rassemblaient dans l'île de Rhodes et à Damas pour venir attaquer l'Égypte. Bonaparte résolut de les prévenir. A la fin du mois de janvier 1799, il traversa le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie à la tête de 13,150 hommes et de 52 bouches à feu. Le 14 février, le Turc Abdallah fut vaincu au combat d'*El-Arisch*. Maîtres du fort de ce nom (20 février), les Français prirent *Gaza* (25 février) et enlevèrent d'assaut *Jaffa* (6 mars), où ils trouvèrent un immense butin, et dont on fusilla la garnison. La peste attaqua l'armée dans cette ville, malgré le dévouement des médecins Larrey et Desgenettes.

Laissant sur la gauche le mont Carmel et la mer, à droite le mont Thabor et le Jourdain, Bonaparte traversa le torrent de Kison et la plaine d'Esdrelon. Le 19 mars, il arriva devant *Saint-Jean-d'Acre*. La place était bien fortifiée; elle avait une garnison nombreuse et brave commandée par Djezzar-Pacha. Deux officiers européens, l'émigré français Philippeaux et, après sa mort, le colonel anglais Douglas, dirigèrent la défense.

L'escadre anglaise, commandée par sir Sydney Smith, enleva en mer la flottille qui amenait d'Alexandrie au camp français le matériel de siège : les remparts d'Acre furent armés avec les canons destinés à les battre en brèche.

Au mois d'avril l'armée du pacha de Damas arrive sur le Jourdain pour faire lever le siège. Le fils du pacha, qui avait 3,000 hommes, fut battu par Murat à la tête de 1,000 Français, au pont d'*Iacoub* et à *Tibériade*. Le pacha lui-même avait sous ses ordres 25,000 Turcs ou Arabes. Junot, avec une poignée de grenadiers et de dragons, contint son avant-garde au combat de *Nazareth*. Le 11 avril, dans un second combat, sur les hauteurs de *Loubyeh*, cette avant-garde fut encore repoussée par Junot et Kléber. Toutefois, s'étant audacieusement engagé en plaine, au pied du *mont Thabor*, avec moins de 3,000 hommes, contre toute l'armée ennemie, Kléber se trouvait enveloppé et en danger de périr. Bonaparte accourt avec 2,000 soldats : les musulmans, pris entre deux feux, furent mis en pleine déroute (16 avril). L'armée de Damas n'existait plus.

Cependant le siège d'Acre n'avançait pas. Les mines ni les assauts n'avaient réussi ; la peste faisait des ravages dans l'armée. La flotte anglaise ravitaillait la place et lui amenait à chaque instant des renforts. Après soixante-deux jours de tranchée ouverte, il fallut se résigner à la retraite (20 mai). On avait perdu trois généraux, Cafarelli-Dufalga, Bon et Rambeaud. L'armée rentra en Égypte ; elle allait y être attaquée.

Seconde bataille d'Aboukir (25 juillet 1799). — Le 12 juillet 1799, une flotte anglaise de 13 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 30 chaloupes canonnières et 90 bâtiments de transport mouilla dans la rade d'*Aboukir*. Sydney Smith la dirigeait. Elle avait à bord 18,000 janissaires, venus de Rhodes, sous les ordres de Mustapha, pacha à trois queues et gouverneur de Roumélie. Les Turcs débarquèrent le 14 juillet, s'emparèrent du fort d'Aboukir, et s'établirent dans la presqu'île de ce nom, entre la mer à droite et le lac Madyeh à gauche, menaçant ainsi Alexandrie. Bonaparte accourut avec toutes ses forces. Le 25 juillet, abordés par les cavaliers de Murat, par les fantassins de Lannes et de Destaing, les Turcs furent jetés à la mer. Blessé en combat singulier par Murat, Mustapha-Pacha lui rendit son cimeterre[1]. Des 18,000 hommes qui avaient débar-

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Seurre, représentant la *Bataille d'Aboukir*.

qué, 15,000 étaient tués, noyés ou pris. Le fort d'Aboukir fut reconquis le 2 août.

Bonaparte avait appris ce qui se passait sur le continent européen par des journaux, que lui communiqua Sydney Smith. Une seconde coalition était formée ; la France se trouvait vaincue, le Directoire en désaccord avec les deux conseils. L'occasion lui parut favorable pour rentrer en scène. Il laissa, par un paquet cacheté, le commandement de l'armée d'Égypte à Kléber, et s'embarqua le 25 août avec le contre-amiral Gantheaume. Les frégates le *Muiron* et le *Carrère*, qui portaient « César et sa fortune, » échappèrent aux croisières anglaises ; le 9 octobre il débarquait à Fréjus.

Efforts de l'Angleterre pour armer l'Europe contre la France. — A l'époque du traité de Campo-Formio, la France n'avait plus d'autre ennemi que l'Angleterre. Des négociations avaient été entamées entre les deux gouvernements au mois d'octobre 1796. Elles se poursuivirent à Lille l'année suivante. On ne put parvenir à une entente, à cause des exigences de lord Malmesbury. Il demandait l'abandon de toutes les conquêtes faites par la France depuis 1792. Le Directoire se résigna donc à continuer la lutte. Bientôt après, l'expédition d'Égypte mit la France aux prises avec les Turcs. L'occupation de Malte alarma le gouvernement britannique : son commerce était menacé dans la Méditerranée. La présence de Bonaparte aux bords du Nil et de la mer Rouge l'inquiétait pour l'avenir de sa domination dans l'Inde. Un débarquement en Irlande, que le Directoire préparait, mettait en danger l'existence même de l'Angleterre[1]. Pitt travailla sans relâche à former une seconde coalition.

La czarine Catherine II, préoccupée avant tout de ses intérêts personnels, avait profité de la guerre générale allumée dans l'ouest de l'Europe en 1793 pour anéantir la Pologne. Elle s'était contentée de maudire les républicains sans les combattre.

1. Une première tentative de débarquement en Irlande avait échoué par suite des vents contraires (décembre 1796-janvier 1797). Le vaisseau les *Droits-de-l'Homme*, de 74 canons, fit naufrage au retour dans la baie d'Audierne. Une seconde expédition fut tentée au mois d'août 1797. L'escadre de Rochefort débarqua 1,100 hommes sous les ordres du général Humbert, à *Killala*, dans le golfe de Sligo. Humbert vainquit les Anglais à *Killala*, à *Castebar* (22-27 août). Un certain nombre d'Irlandais se joignirent à lui. Il marcha même sur Dublin. Mais attaqué le 8 septembre à *Ballinamuck* par une armée anglaise dix fois plus nombreuse sous les ordres de lord Cornwallis, il fut obligé de mettre bas les armes.

Son fils et successeur Paul Ier, nature ardente et inquiète, sollicité par les chevaliers de Malte de prendre leur protection, avait donné asile dans ses États au comte de Provence. Il était disposé à joindre ses armées aux flottes de l'Angleterre. Toutefois, pour attaquer la France avec chance de succès, il fallait avoir de son côté les souverains allemands; or, la Prusse, sous son nouveau roi, Frédéric-Guillaume III (monté sur le trône en 1797), était plus que jamais décidée à rester neutre. L'Autriche eût bien voulu recouvrer les provinces perdues à Campo-Formio; mais, tant de fois vaincue, elle craignait de s'exposer à de nouveaux désastres. Les événements d'Italie la décidèrent, en lui faisant craindre pour ses propres États.

Organisation des républiques Romaine, Parthénopéenne, Helvétique (1798-1799). — Le 27 décembre 1797, le général Duphot, ayant voulu s'interposer dans une émeute, au milieu des rues de Rome, entre les habitants et des soldats, avait été frappé mortellement par ces derniers. Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, quitta aussitôt la ville. Le 10 février 1798, Berthier parut sous les murs avec 18,000 hommes. Cinq jours après, la *république Romaine* fut proclamée par les habitants. L'armée française entra dans la ville. Les restes du général Duphot furent ensevelis au Capitole, et Pie VI envoyé prisonnier à Valence.

Le faible Ferdinand régnait à Naples. Il était entièrement gouverné par la reine Caroline, l'une des filles de l'impératrice Marie-Thérèse. La reine des Deux-Siciles détestait la France. Dominée par le favori Acton et par lady Emma Hamilton, elle fit venir le général autrichien Mack et le chargea d'organiser l'armée napolitaine. Nelson venait de gagner la bataille navale d'Aboukir. Il fut reçu en triomphe dans le port de Naples. Caroline lança soixante mille soldats sur l'armée de Championnet, qui avait remplacé Berthier; elle comptait non seulement reprendre Rome, mais encore chasser les Français de toute l'Italie.

A l'approche de Mack, Championnet évacua Rome. Il lui fallait du temps pour rassembler ses 30,000 soldats disséminés du Tibre à l'Adriatique. Mack et Ferdinand entrèrent triomphalement à Rome le 29 novembre. Cinq jours après (4 décembre), ils attaquèrent les Français concentrés à *Civita-Castellana*. L'armée napolitaine fut mise en pleine déroute. Traversant Rome au pas de course, les vainqueurs s'emparèrent de Naples le 23 janvier 1799. Ils y proclamèrent la *république Parthénopéenne*. Ferdinand et Caroline s'étaient réfugiés en Sicile.

Pendant le même temps, la guerre civile ayant éclaté dans tous les cantons suisses entre les partisans de l'aristocratie et ceux de la démocratie, les seconds obtinrent l'appui de la France et triomphèrent grâce à lui. La *république Helvétique*, organisée sur le modèle de la république française, conclut avec elle un traité d'alliance (19 août 1798).

Enfin, menacé d'une attaque par les républiques Ligurienne et Cisalpine, obligé en outre de recevoir garnison française à Turin, le roi de Piémont[1] abdiqua pour se retirer dans l'île de Sardaigne (9 décembre 1798).

Seconde coalition (1799). **Forces respectives des coalisés et des Français.** — Alarmées par les envahissements rapides de l'esprit républicain, l'Autriche[2] et la Russie s'unirent pour former avec l'Angleterre, la Sicile et la Turquie une nouvelle coalition. Le champ de bataille qu'on allait se disputer était immense : il s'étendait du golfe de Tarente au Zuyderzée. 78,000 Autrichiens, sous les ordres de l'archiduc Charles, furent massés en Bavière, sur le Danube. Ils devaient menacer la frontière de Suisse et de France le long du Rhin, vers Constance, Schaffhouse, Bâle, Strasbourg, Mayence. 26,000 soldats de la même nation, sous le général Hotze, se rassemblèrent dans le Vorarlberg, à l'est du lac de Constance et du pays des Grisons. 46,000 hommes, sous Bellegarde, occupaient le Tyrol; 75,000, sous Kray, étaient placés à l'est de l'Adige, dans la Vénétie : ils devaient envahir l'Italie. 30,000 Russes, commandés par Souwarow, devaient se joindre à Kray en Italie; 30,000 Russes, commandés par Korsakow, devaient s'unir à Hotze en Suisse. Enfin deux armées composées d'Anglais et de Russes devaient attaquer aux deux extrémités, l'une les îles Ioniennes et Naples, l'autre la république Batave.

1. C'était alors Charles-Emmanuel IV. Voici du reste la liste des souverains de la maison de Savoie au XVIIIe siècle : Victor-Amédée II (duc de Savoie de 1675 à 1713, roi de Sicile de 1713 à 1720, roi de Sardaigne de 1720 à 1730); Charles-Emmanuel III (1730 à 1773): Victor-Amédée III (1773-1796); Charles-Emmanuel IV (1796-1802); Victor-Emmanuel Ier (1802-1821).

2. Les relations diplomatiques entre la France et l'Autriche avaient été interrompues dès le mois d'avril 1798. Les habitants de Vienne voulurent célébrer, le 14 de ce mois, l'anniversaire de l'armement des volontaires impériaux en 1796. Le général Bernadotte, ambassadeur de France, répondit à cette manifestation par une autre. Il fit célébrer dans son hôtel l'anniversaire d'une victoire remportée sur les Autrichiens par les Français, et, en signe de réjouissance, fit arborer à sa porte un drapeau tricolore. Le peuple de Vienne irrité arracha le drapeau, le brûla et saccagea l'hôtel.

A ces forces énormes le Directoire ne pouvait opposer au début de la guerre que 170,000 combattants. 10,000 hommes, sous Brune, devaient soutenir l'armée batave; 48,000, de Mayence à Schaffhouse, sous Jourdan, étaient opposés à l'archiduc Charles; 30,000 gardaient la Suisse, sous Masséna; 50,000 formaient l'armée d'Italie, avec Schérer pour chef; 30,000 occupaient Naples. Macdonald les commandait, en remplacement de Championnet, destitué pour désobéissance et accusé de malversations.

La conscription. Tiers consolidé. Emprunt forcé. Loi des otages. — Les armées républicaines étaient inférieures en nombre; le Trésor était vide; les royalistes, dans l'Ouest, paraissaient sur le point de se soulever une fois de plus. Des bandes de brigands, les *chauffeurs*, désolaient le Midi, pillaient les maisons isolées, et *chauffaient* les pieds de leurs habitants pour les obliger à payer des rançons énormes. Le Directoire demanda aux deux conseils des hommes, de l'argent, des moyens de répression.

La *loi de la conscription* (votée le 5 septembre 1798) déclara que tout Français devait le service militaire de vingt à vingt-cinq ans. Il n'y avait d'exemption d'aucune espèce. En temps de guerre, les soldats, fussent-ils parvenus au terme légal de leur service, devaient être retenus sous les drapeaux tant qu'on aurait besoin d'eux. Une levée de 200,000 conscrits fut votée le 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798).

Pour se procurer de l'argent, on éleva les impôts du timbre, de l'enregistrement, des douanes; on établit l'impôt des portes et fenêtres; on décréta que les deux tiers de la dette publique seraient remboursés au capital de vingt fois la rente en bons recevables en payement des biens nationaux; l'autre tiers fut *consolidé* et inscrit au grand-livre comme rente perpétuelle[1]. Enfin, on devait décréter bientôt un emprunt forcé et progressif de 100 millions.

La *loi des otages* fut votée, l'année suivante, pour prévenir toute insurrection. Toutes les fois que des troubles éclateraient

1. Cette mesure était malheureuse. On la désigne quelquefois sous le nom de banqueroute des deux tiers. Cette dénomination est d'une sévérité excessive. Car avec les *bons* qui leur étaient donnés, les rentiers pouvaient se procurer immédiatement des biens nationaux. Le mal était que la plupart, habitant les villes, avaient besoin, non de terres, qu'ils ne pouvaient cultiver eux-mêmes, et pour lesquelles ils trouvaient difficilement des fermiers, mais d'argent, afin de pourvoir à leurs besoins de chaque jour.

dans une commune, on devait emprisonner les ci-devant nobles, les parents ou alliés d'émigrés, jusqu'au rétablissement de la tranquillité (juin 1799).

Assassinat des plénipotentiaires français à la suite du congrès de Rastadt (28 avril 1799). — La lutte commença par une odieuse violation du droit des gens. Depuis le traité de Campo-Formio, un congrès était réuni à Rastadt. Jean Debry, Bonnier et Roberjot, représentants de la France y débattaient avec les commissaires des gouvernements allemands les questions restées encore en litige (navigation du Rhin, possession des îles situées dans ce fleuve, indemnités à donner aux souverains dépossédés, *etc.*). L'ouverture des hostilités, la présence autour de Rastadt de troupes autrichiennes et le départ successif de tous les plénipotentiaires allemands amenèrent la rupture du congrès. Le 28 avril 1799, Debry, Roberjot et Bonnier partirent à neuf heures du soir pour Strasbourg. Leurs voitures furent arrêtées à cinquante pas de Rastadt par des hussards Szecklers[1]. Ces misérables frappèrent Jean Debry à coups de sabre, sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Le croyant mort, ils égorgèrent Roberjot et Bonnier, également sous les yeux de leur famille, et volèrent les papiers de la légation française. Jean Debry, dont les blessures n'étaient pas mortelles, fut recueilli par le ministre de Prusse à Rastadt. L'archiduc Charles écrivit à Masséna pour lui annoncer qu'il allait faire poursuivre le colonel des hussards Szecklers. Toutefois cette poursuite n'eut aucun résultat.

Revers des Français : en Allemagne, à Stockach; en Italie, à Magnano (25 mars-5 avril). — La guerre commença bien. En Suisse, les Autrichiens occupaient le pays des Grisons. Il ne fallut à Masséna que deux jours pour conquérir les bords du Rhin, depuis sa source jusqu'au lac de Constance, tandis que son lieutenant Lecourbe conquérait de son côté l'Engadine et la source de l'Inn (6-8 mars). Malheureusement les succès de la France s'arrêtèrent là.

Jourdan avait franchi le pont de Kehl et traversé la forêt Noire. Il s'avançait, la gauche au Danube, la droite vers le lac de Constance, pour lier ses opérations avec celles de Masséna.

1. Les Szecklers, ou plutôt *Székely* ou Sicules, sont une des tribus hongroises. « D'après les traditions populaires, ils seraient les derniers débris des Huns, qui auraient pu, réfugiés dans les montagnes, survivre à la destruction de l'empire d'Attila. » (DANIEL IRANYI.) Ils habitent la Transylvanie.

Vaincu à la bataille de *Stockach* par l'archiduc Charles (25 mars), il fut rejeté sur Strasbourg.

En Italie, Schérer avait reçu l'ordre de prendre l'offensive. Il avait en face de lui le baron de Kray. Voulant franchir l'Adige, le général francais dissémine maladroitement ses troupes sur une ligne immense, de Legnano à Vérone. Après huit jours de combats sans résultats, il perd la bataille de *Magnano* (5 avril), Complètement découragé, Schérer bat en retraite sur le Mincio. Il aurait pu s'arrêter là, protégé de front par cette rivière, appuyé à gauche à la forte place de Peschiera, à droite à celle de Mantoue, et rappeler à lui le corps d'armée inutilement laissé à Naples avec Macdonald. Au lieu de tenir sur le Mincio, il se replie derrière l'Oglio. Là encore il ne se croit pas en sûreté. Il rétrograde vers l'ouest, jusqu'à l'Adda. Cette marche en arrière avait duré sept jours ; les soldats étaient désespérés.

Découvert sur son flanc gauche par la retraite de Jourdan, sur son flanc droit par celle de Schérer, Masséna ne pouvait plus longtemps occuper toute la Suisse et garder la ligne du Rhin, depuis le lac de Constance jusqu'au Saint-Gothard. Il se retira dans une position moins saillante et plus resserrée, derrière la Limmath-Linth, la droite vers les Alpes, le centre vers Zurich, la gauche vers Bâle (mai 1799).

Souwarow. Défaites de Cassano (28 avril), la Trébie (17-19 juin), Novi (15 août), Génola (4 novembre). Perte de l'Italie. — Nos revers n'étaient point à leur terme. En Italie, les Autrichiens, commandés d'abord par Kray, puis par Mélas, avaient déjà la supériorité du nombre. Souwarow vint les rejoindre avec 30,000 Russes. On le surnommait l'*Invincible*. Célèbre par la défaite des Turcs et des Polonais, c'était lui qui avait ordonné les épouvantables massacres d'Ismaïl et de Praga. Rempli de haine à l'égard des républicains et de mépris pour ses propres alliés, il se flattait d'être plus heureux que Brunswick en 92 et Cobourg en 93 : c'est à Paris seulement qu'il comptait s'arrêter.

De ses 46,000 hommes, Schérer en avait perdu 10,000 ; les garnisons de Peschiera et de Mantoue en comptaient 8,000 ; il ne lui restait donc que 28,000 combattants. Il eut encore la maladresse de les disséminer le long de l'Adda, sur une ligne de vingt-quatre lieues. Nommé général en chef à sa place, Moreau n'eut pas le temps de concentrer ses forces. Le 17 avril, Souwarow avait forcé le passage de l'Adda ; le 28, les Autrichiens et les Russes gagnèrent la bataille de *Cassano*.

N'ayant plus que 20,000 hommes, Moreau battit en retraite. Il évacua Milan, et, passant sur la rive droite du Pô, il vint s'établir entre ce fleuve et le Tanaro. Dans cette position, il était maître du confluent des deux rivières. Couvert à gauche par les places de Valenza et de Casal, à droite par celle d'Alexandrie, il gardait la route de Gênes et pouvait donner la main à Macdonald, qui revenait du sud de l'Italie.

Macdonald avait quitté Naples le 7 mai. Laissant des garnisons dans les places fortes, il traversa le territoire romain et la Toscane. Le 25 mai, il était à Florence, à la tête de 28,000 combattants. De là il descendit dans la vallée du Pô, pour se porter par Modène, Parme et Plaisance, vers Tortone, où il devait rencontrer Moreau. Ce plan ne réussit point. Souwarow s'était jeté entre les deux généraux français avec des forces supérieures. Une bataille de trois jours sur les bords de la *Trébie* (17-18-19 juin) obligea Macdonald à rétrograder au sud dans les Apennins. Il dut, pour rejoindre Moreau, longer la côte de Toscane jusqu'à Gênes.

Le Directoire destitua Moreau. Joubert, nommé pour le remplacer, venait de se marier : « Tu ne me reverras que mort ou victorieux, » dit-il à sa jeune femme en quittant Paris. Le 15 août, l'armée d'Italie se heurta aux Autrichiens et aux Russes, entre Alexandrie et Gênes, à *Novi*. Le nombre l'emporta une fois de plus. Dès le début de l'action, Joubert fut tué d'un coup de feu. Moreau, qui était resté auprès de lui sur sa prière pour l'aider de ses conseils, dirigea la retraite.

Championnet, nommé au commandement en chef, essaya de reprendre l'offensive ; il perdit la bataille de *Génola* (4 novembre). Turin, Alexandrie, Mantoue, Coni, Civita-Vecchia, Ancône, Naples, étaient tombés au pouvoir des coalisés. Ferdinand et Caroline, rétablis dans leur royaume, frappaient avec une rigueur impitoyable tous les partisans de la république et de la France, et le vainqueur d'Aboukir, Nelson, se rendait complice de ces cruautés. A l'exception de Gênes et des bords de la mer entre l'Apennin et le Var, l'Italie était perdue ; la frontière française du midi se trouvait menacée.

Débarquement des Anglais et des Russes en Hollande (26 août-14 septembre). — Le danger n'était pas moins grand au nord. La Hollande septentrionale forme une presqu'île triangulaire, terminée au nord par la pointe du Helder. La mer du Nord la baigne à l'ouest, le Zuyderzée à l'est, le golfe de l'Y au sud-est. L'isthme de Harlem, au sud-ouest, la rattache au reste

du pays. La ville d'Amsterdam se trouve située au sud de l'Y, à quinze lieues environ du Helder.

C'est là que, du 26 août au 14 septembre, 45,000 Anglais et Russes vinrent débarquer sous les ordres des généraux Abercromby, Hermann et du duc d'York. Le 28 août, les Anglais s'emparent du *Helder*. Le 30, les marins de la flotte batave s'insurgent en faveur du stathouder et livrent à l'ennemi 9 vaisseaux avec le port du Texel. Le général Brune [1], à la tête des troupes françaises et bataves, essaye vainement de refouler les envahisseurs. Repoussé au combat du *Zyp* (10 septembre), et menacé dans ses lignes d'Alkmaër, il apprend que la flotte anglaise s'est emparée de *Medemblick*, d'*Enkhuysen;* les partisans de la maison d'Orange s'agitent dans l'Over-Yssel.

Ainsi, vers le milieu du mois de septembre 1799, l'Italie est perdue, la Hollande envahie, la France en péril. Heureusement, la face des choses va changer.

Victoire de Masséna en Suisse, à Zurich (25-26 septembre). — Souwarow, maître de Turin, avait écrit au roi de Sardaigne pour l'inviter à revenir prendre possession du Piémont. Cette conduite du général moscovite alarma l'Autriche. Le cabinet de Vienne avait l'intention de garder pour lui tout le nord de l'Italie. Le conseil aulique prescrivit donc à Souwarow de quitter la vallée du Pô et de passer en Suisse pour s'y réunir à Korsakow. Par là les deux portions de l'armée russe seraient jointes sur un même champ de bataille. De son côté, l'archiduc Charles, qui jusqu'alors avait appuyé Korsakow, devait passer sur le Danube. Il n'y aurait plus désormais d'Autrichiens en Suisse ni de Russes en Italie.

Examinons la position respective des belligérants sur le territoire helvétique. La *Linth*, née dans les Alpes, traverse le *lac de Zurich;* elle sort de ce lac à Zurich même, prend le nom de *Limmat*, et va au nord-ouest se jeter dans l'Aar, affluent du Rhin. La ligne formée par la Linth au midi, par le lac au centre et la Limmat au nord séparait les deux armées. A l'est se trouvait Korsakow avec Hotze et l'archiduc Charles, ayant à dos le lac de Constance, la gauche aux Alpes, la droite au Rhin; à l'ouest se trouvait Masséna, avec Soult, Molitor, Lecourbe, ayant à dos le lac de Lucerne, la droite aux Alpes, la gauche au Rhin.

1. Brune (Guillaume), né en 1763, à Brives, fut d'abord ouvrier imprimeur et ami de Camille Desmoulins; il fut assassiné à Avignon en 1815.

Souwarow résolut de déboucher en Suisse par le col du Saint-Gothard et les sources de la Reuss. Il comptait arriver à Lucerne, sur les derrières de Masséna, et lui couper la retraite. Attaqué de front par Korsakow, en queue par Souwarow, Masséna serait perdu. De son côté le général français résolut de prendre vivement l'offensive contre Korsakow, après que ce dernier aurait été quitté par l'archiduc Charles et avant qu'il pût être secouru par Souwarow. Après avoir battu Korsakow, il comptait se retourner contre Souwarow, et culbuter l'une après l'autre les deux moitiés de l'armée russe.

Ce plan réussit. Le 25 septembre, Masséna, Mortier, Lorges, Humbert, Gazan, Oudinot, Ménard, franchirent la *Limmat*, dans des barques, au-dessous de *Zurich* à *Closter-Fahr*. Le moment était si bien choisi que, aux 37,000 hommes de Masséna, Korsakow, isolé de l'archiduc, n'en put opposer que 26,000. La lutte dura deux jours et se termina par l'entière défaite de l'armée russe (25-26 septembre). Les Français restèrent maîtres de Zurich[1]. Korsakow s'enfuit vers le Rhin ; il avait perdu 13,000 morts, blessés ou prisonniers, la moitié de ses troupes, et 100 pièces de canon. Pendant ce temps, au-dessus du lac de Zurich, Soult avait également passé la *Linth*, culbuté la division autrichienne de Hotze, qui perdit 3,000 hommes, parmi lesquels son chef, et fut rejetée sur le Vorarlberg. La Suisse était reconquise jusqu'au lac de Constance et au Rhin.

En ce moment, Souwarow débouchait dans la vallée de la Reuss avec 18,000 soldats. Il avait franchi le *Saint-Gothard* du 21 au 23 septembre. Il descendit à travers des gorges effroyables, poussant devant lui Lecourbe, qui reculait lentement, et dont les tirailleurs, embusqués sur les rochers, fusillaient les Russes à coup sûr. Le 26 septembre, Souwarow atteignit *Altorf*, où commence le lac de Lucerne. C'était le jour où finissait la bataille de Zurich. Au lieu de fermer la retraite à Masséna aux prises avec une autre armée, les Russes se trouvaient au contraire isolés, en nombre inférieur, parmi les Français victorieux. Souwarow rétrograda, parmi les précipices et la neige, dans des ravins où il dut abandonner ses canons, ses voitures, où les soldats mouraient de froid et de faim. Après

1. C'est pendant cette bataille que l'illustre Lavater fut blessé à mort par un soldat ivre, sur la porte de sa maison.

des efforts inouïs, il parvint à Coire. Il ne lui restait que 10,000 hommes. Maudissant l'Autriche, à laquelle il attribuait le désastre, il partit pour la Russie, où une disgrâce l'attendait. Ces terribles Moscovites, qui devaient envahir la France, se trouvaient anéantis.

Victoires de Brune en Hollande, à Bergen et Kastricum (19 septembre-6 octobre). — Brune n'avait été ni moins habile ni moins heureux que Masséna. Attaqué le 19 septembre dans ses lignes de *Bergen* et d'*Alkmaër* par les Anglo-Russes, il les repoussa sur tous les points. Cette journée coûta aux alliés 7 drapeaux, 26 canons, 5,000 hommes. Le général russe Hermann fut au nombre des prisonniers.

Douze jours après cependant, le 2 octobre, le duc d'York reprit l'offensive. Il parvint à tourner les Français par leur extrême gauche, au village d'*Egmont-op-Zee*, et les contraignit à se replier sur Kastricum. Ce fut son dernier succès. Rejoint par quelques renforts, Brune gagna le 6 octobre la bataille de *Kastricum*. Les Anglais et les Russes y perdirent 4,000 hommes. Découragés, ils regagnèrent le Helder. Le 18 octobre le duc d'York signa la convention d'Alkmaër. Les envahisseurs devaient se rembarquer avant le 30 novembre. Ils rendaient 8,000 prisonniers français et bataves, ainsi que toute l'artillerie qui se trouvait dans les villes occupées par eux.

Situation intérieure. Le 22 floréal, le 30 prairial (11 mai 1798-18 juin 1799). — Les victoires remportées à deux cents lieues de distance et à quelques jours d'intervalle par Brune et Masséna, sauvèrent la France de l'invasion. Elle n'avait donc point, à la fin de 1799, besoin d'un changement de gouvernement pour repousser l'attaque des coalisés. Et cependant elle se trouvait à la veille d'un coup d'État.

Depuis le 18 fructidor, l'accord ne s'était jamais rétabli complètement entre le Directoire et les deux conseils. Ni les royalistes ni les républicains avancés n'avaient abandonné l'espoir de faire triompher leur cause. Les directeurs luttèrent d'abord contre leurs adversaires avec vigueur. Le 22 floréal an VI (11 mai 1798), ils cassèrent la majorité des élections aux deux conseils, qui leur paraissaient trop révolutionnaires. Ce fut le dernier succès du Directoire.

Les revers par lesquels débuta la campagne de 1799, la loi sur la conscription, l'emprunt forcé, dépopularisèrent le gouvernement. Désigné par le sort comme membre sortant,

Rewbell fut remplacé par Sieyès[1], qui venait d'être ambassadeur à Berlin. Sieyès et Barras firent cause commune avec la majorité des conseils contre les trois autres directeurs, et leur arrachèrent leur démission. Treilhard, Laréveillère et Merlin furent remplacés par Gohier, Moulin et Roger-Ducos (30 prairial an VII, 18 juin 1799).

Coup d'État du dix-huit brumaire. Journée du 18 à Paris. Dissolution du Directoire (9 novembre).—C'est alors que parut Bonaparte, décidé à mettre la main sur le pouvoir. Il pouvait compter sur son frère Lucien, président des Cinq-Cents, sur beaucoup de membres des deux conseils, sur les ministres Talleyrand et Fouché, enfin sur l'armée.

Des cinq membres du Directoire, l'un, Barras, était décrié pour ses désordres; il avait servi tour à tour tous les partis; un second, Sieyès, était un homme égoïste et avide; Roger-Ducos était faible et nul; le général Moulin et l'avocat Gohier étaient d'honnêtes gens peu connus. Bonaparte s'adressa d'abord aux deux derniers. Accusant Sieyès de conspirer avec les royalistes, il leur proposa de l'exclure du Directoire et de lui donner sa place. Ils lui objectèrent la constitution, qui exigeait qu'un directeur eût quarante ans. Changeant alors de tactique, il s'unit à Sieyès, et résolut de dissoudre les deux conseils.

Les conjurés craignaient la résistance de la population de Paris. Un article de la constitution donnait aux Anciens le droit de fixer le lieu des séances du corps législatif. Le 18 brumaire au matin, Cornet, d'accord avec Bonaparte, présentant aux Anciens, sous un jour effrayant, les dangers dont ils étaient menacés, et qu'il ne spécifiait pas, leur proposa comme unique remède de quitter Paris. « Vous pouvez encore prévenir l'incendie, leur dit-il. Un instant suffit; mais si vous ne le saisissez pas, la République aura existé, et son squelette sera entre les mains de vautours qui s'en disputeront les membres décharnés! » La commission des inspecteurs de l'assemblée, gagnée au complot, avait avancé l'heure de la séance, sans prévenir les députés connus pour leur attachement à la République. Les Anciens votèrent donc les décrets suivants : « Le corps législatif est transporté dans la commune de Saint-Cloud; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. Ils y

1. Il avait refusé une première fois d'être directeur en 1795. Sieyès était né le 3 mai 1748, à Fréjus. Avant la Révolution, il avait été vicaire-général et chanoine du diocèse de Chartres. Il mourut le 20 juin 1836.

seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. Toute continuation de fonctions est interdite ailleurs et avant ce terme. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Les troupes qui se trouvent dans la commune de Paris sont mises sous ses ordres. » (9 novembre.) Un article du décret invitait le général à venir prêter serment au sein du conseil. Il y vint accompagné d'un nombreux état-major de généraux, auxquels il avait donné rendez-vous dans sa maison de la rue Chantereine. Il passa ensuite une revue de la garnison dans le jardin des Tuileries.

En même temps, Barras, menacé par Bonaparte, quittait Paris. Sieyès et Roger-Ducos, gagnés tous les deux, donnèrent leur démission. Gohier et Moulin, ayant refusé d'en faire autant, furent retenus prisonniers au Luxembourg par le général Moreau. Il n'y avait plus de pouvoir exécutif.

Journée du 19 à Saint-Cloud. Bonaparte au conseil des Anciens. — Le lendemain, 19 brumaire, les deux conseils étaient à Saint-Cloud, environnés de troupes. Bonaparte se présenta d'abord devant les Anciens ; l'assemblée, revenue de sa surprise de la veille et comptant dans ses rangs les députés qu'on n'avait pas convoqués pour la séance précédente, se montrait inquiète et irritée. Instruite de la démission des directeurs, elle voulut les remplacer par une élection immédiate et envoya un message aux Cinq-Cents pour les inviter à dresser une liste de candidats. C'est alors, vers quatre heures, que Bonaparte entra brusquement, suivi d'une partie de son état-major : « Représentants du peuple, dit-il aux Anciens, vous n'êtes point dans des circonstances ordinaires, vous êtes sur un volcan... Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat... On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell !... Représentants du peuple, si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, usurper l'autorité suprême, plus d'une fois j'ai été appelé à la prendre...—Vous oubliez la constitution, » lui dit le député Linglet.

A ces mots, la colère de Bonaparte éclate : « La constitution, s'écrie-t-il, vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial !... Représentants du peuple, ne voyez pas en moi un misérable intrigant qui se couvre d'un masque hypocrite... J'en atteste votre courage, vous mes braves camarades, vous aux yeux de qui l'on voudrait me peindre comme un ennemi de la liberté: vous, grenadiers, dont j'aperçois les bonnets ; vous, braves soldats, dont j'aperçois les baïonnettes... Si quel-

que orateur, soldé par l'étranger, ose prononcer contre votre général les mots *hors la loi*, que la foudre de la guerre l'écrase à l'instant. Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune ! » Et il se répandit en accusations vagues, en plaintes, en menaces.

Expulsion du conseil des Cinq-Cents.—Dans le conseil des Cinq-Cents la séance s'était ouverte au milieu de l'agitation la plus vive, et l'on avait décidé de renouveler par appel nominal le serment de fidélité à la constitution de l'an III.

« Bonaparte paraît, suivi de deux généraux et des grenadiers ; toute l'assemblée est debout ; tous, par des cris divers, manifestent leur indignation de l'apparition des baïonnettes dans le temple des lois. On entend crier de toutes parts : « Vive la République !... A bas le tyran !... Vive la constitution de l'an III ! Hors la loi le dictateur !... A bas le Cromwell !... A bas le dictateur !... » Un grand nombre de députés s'élancent sur lui et le repoussent en criant : « Retirez-vous, vous violez le sanctuaire des lois. » Bonaparte, troublé, tombe dans les bras de ses grenadiers qui l'emportent... Il n'est pas vrai que les députés Barthélemy et Aréna, son compatriote, ni aucun autre aient voulu le poignarder. » (*Mémoires de Gohier.*)

Après la sortie de son frère, Lucien était demeuré au fauteuil, essayant de calmer la colère de l'assemblée. L'indignation des députés, loin de s'apaiser, ne faisait que s'accroître. De toutes les parties de la salle on demandait la mise aux voix du décret d'accusation contre Bonaparte. Lucien sort et va rejoindre les conjurés. On lui donne une épée, un cheval.

« Citoyens, soldats, s'écrie-t-il, le président du conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'*immense majorité* de ce conseil est dans ce moment sous la terreur de quelques représentants du peuple *à stylet* qui assiègent la tribune, présentent la mort à leurs collègues et enlèvent les délibérations les plus affreuses.

« Je vous déclare que ces audacieux brigands, *sans doute soldés par l'Angleterre*, se sont mis en rébellion contre le conseil des Anciens et ont osé parler de mettre *hors la loi* le général chargé de l'exécution de son décret.

« Général et vous soldats, vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteront dans l'Orangerie, que la force les expulse. Ces brigands ne sont plus représentants du peuple, mais représentants du poignard. Vive la République ! »

Après avoir entendu cette harangue, les soldats répétaient

bien avec les conjurés : « Vive Bonaparte ! » mais restaient immobiles. Pour vaincre cette hésitation, Lucien, brandissant son épée, jure de la plonger dans le sein de son frère, s'il attentait un jour à la liberté des Français. Conduit par le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, un détachement de grenadiers envahit la salle et la fait évacuer. Les protestations des députés sont étouffées par le bruit du tambour.

Consulat provisoire (10 novembre 1799). — Le même soir, à dix heures, cinquante députés environ, réunis par Lucien, confièrent la dictature à trois consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos.

Lucien leur avait dit : « Représentants du peuple, cet ancien palais des rois, où nous siégeons dans cette nuit solennelle, atteste que la puissance n'est rien, et que la gloire est tout. Vous devez oublier tous les liens factices, pour ne vous souvenir que du peuple français... Si, par des considérations pusillanimes et déplacées, nous ne changeons pas l'affreux état où il se trouve, dès aujourd'hui nous perdons notre gloire et nous ne garderons pas longtemps notre puissance... Je livre à vos méditations profondes les idées que je viens d'émettre. » Il ajouta encore ces paroles bizarres : Entendez le cri sublime de la postérité : *Si la liberté naquit dans le Jeu de Paume de Versailles, elle fut consolidée dans l'Orangerie de Saint-Cloud.* »

La nation se montra peu touchée de cette violation de la loi[1]. Elle était affamée de repos. Avec Bonaparte, on croyait retrouver la paix intérieure et la victoire. Le réveil fut terrible. Condamnée pendant quinze ans à la guerre[2] sans trêve, sans merci, décimée pour satisfaire l'ambition d'un homme, la France allait être traînée sur tous les champs de bataille de l'Europe, depuis Cadix jusqu'à Moscou, pour voir, après des luttes et des sacrifices sans exemple, nos frontières perdues, les Cosaques aux Champs-Élysées et les Prussiens au Luxembourg : deux invasions en quinze mois !

1. Un seul magistrat protesta. Il se nommait Barnabé et était président du tribunal criminel de l'Yonne. Il fut exilé à Orléans.

2. Sans doute ces luttes furent glorieuses pour nos soldats, mais, pour emprunter l'expression du poète latin, c'est cette gloire qui a perdu la patrie :

Patriam tamen obruit olim
Gloria paucorum, et laudis titulique cupido
Hæsuri saxis cinerum custodibus ; ad quæ
Discutienda valent sterilis mala robora ficus :
Quandoquidem data sunt ipsis quoque fata sepulcris.

Juvénal, Sat. X.

CHAPITRE VIII.

Le Consulat.

Constitution de l'an VIII; les trois consuls; listes de notabilités. — Corps législatif; tribunat; conseil d'État; sénat conservateur. — Caractère général de cette constitution. — Organisation administrative : préfets et sous-préfets. — Organisation judiciaire ; la nomination par le pouvoir exécutif substituée à l'élection populaire. — Bonaparte et les anciens partis. — La machine infernale (24 décembre 1800).

Ouvertures de paix à l'Angleterre et à l'Autriche. Campagne de 1800 en Italie. Défense de Gênes par Masséna (6 avril-4 juin). — Passage du Grand Saint-Bernard par Bonaparte (15-20 mai). Victoires de Montebello et de Marengo (9-14 juin). — Campagne de 1800 en Allemagne. Passage du Rhin par Moreau (25 avril-1er mai). — Conquête de la Bavière (mai-juin). — Victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800). — Paix de Lunéville (9 février 1801).

Lutte contre l'Angleterre. L'Égypte sous Kléber. Convention d'El-Arisch (24 janvier 1800). — Bataille d'Héliopolis (19 mars). Kléber assassiné (14 juin 1800). — L'Égypte sous Menou. Capitulation de Malte (5 septembre 1800); bataille de Canope (27 mars 1801); capitulation du Caire (25 juin), d'Alexandrie (2 septembre 1801). — Rapports de Bonaparte avec Naples, l'Espagne, la Russie. — Ligue armée des neutres. — Les Anglais à Copenhague. Assassinat du czar Paul Ier (mars-avril 1801). — Traité d'Amiens (25 mars 1802). — Les indemnités germaniques. Recès du 25 février 1803.

Constitution de l'an VIII ; les trois consuls; listes de notabilités. — Aux termes de la constitution de l'an VIII, le premier consul se trouvait placé à la tête du gouvernement. Il avait la nomination directe et sans partage des membres de toutes les administrations, des membres des conseils départementaux et municipaux. Il nommait encore les officiers de terre et de mer, les conseillers d'État, les ministres à l'étranger, les juges civils et criminels. Il dirigeait le gouvernement, la guerre et la diplomatie, et signait les traités. Deux autres consuls lui étaient adjoints, mais n'avaient que voix consultative. Tous trois avaient le pouvoir pour dix ans. Le traitement du premier consul était de cinq cent mille francs; celui de chacun des deux autres, de cent cinquante mille francs. Tous trois devaient loger aux Tuileries et avoir une garde consulaire.

Avant d'énumérer les corps auxquels fut attribué le pouvoir législatif, il faut faire connaître le système électoral mis en vi-

gueur par la constitution de l'an VIII. Tout Français âgé de vingt et un ans devait se faire inscrire sur les registres civiques. Cette inscription donnait un total de cinq ou six millions de citoyens. Ils devaient désigner par un vote le dixième d'entre eux. On obtenait ainsi une première liste de cinq à six cent mille individus. Ceux-ci choisissaient encore le dixième d'entre eux, et formaient ainsi une seconde liste de cinquante à soixante mille noms. Par un dernier vote, ceux-ci prenaient le dixième d'entre eux et formaient une troisième liste de cinq à six mille personnes. Toutes trois s'appelaient *listes de notabilités*.

La première était la liste de *notabilités communales* : c'est là qu'on devait prendre les membres des administrations municipales et des conseils d'arrondissement, les maires, les sous-préfets et les juges de première instance. La seconde liste était la liste de *notabilités départementales* : c'est là qu'on devait prendre les préfets, les juges d'appel, les membres des conseils généraux. La troisième liste était la liste de *notabilités nationales* : on devait y prendre les ministres, les juges du tribunal de cassation, les conseillers d'État et les membres du corps législatif.

Corps législatif ; tribunat ; conseil d'État ; sénat conservateur. — Le pouvoir législatif était partagé entre quatre corps différents : le *corps législatif*, le *tribunat*, le *conseil d'État*, le *sénat conservateur*.

Le *corps législatif*, composé de trois cents membres, devait voter les lois après les avoir entendu discuter devant lui, mais sans les discuter lui-même, et sans avoir le droit de prendre la parole.

Avant d'être soumises au corps législatif, les lois étaient présentées au *tribunat*. Le tribunat, composé de cent membres, discutait publiquement les lois et émettait un vote. S'il était favorable à la loi proposée, trois de ses membres allaient la soutenir devant le corps législatif ; s'il était contraire, trois de ses membres allaient la combattre.

Le *conseil d'État*, organe du gouvernement, était chargé de rédiger les projets de loi. Il les présentait au tribunat, les soumettait ensuite au corps législatif, et chargeait trois de ses membres de les discuter contradictoirement avec les orateurs du tribunat. Après avoir entendu les tribuns et les conseillers d'État, le corps législatif votait en silence.

Enfin venait le *sénat conservateur*, composé de cent membres ; il était chargé de veiller au maintien des lois.

Le sénat se recrutait lui-même, en choisissant ses membres sur une liste de trois candidats, pris parmi les notabilités na-

tionales, et presentés, l'un par les consuls, l'autre par le corps législatif, et le troisième par le tribunat. Le sénat choisissait dans la liste des notabilités nationales les membres du corps législatif, du tribunat et de la cour de cassation. Le conseil d'État était nommé par le premier consul. Dans cette constitution, disait Sieyès, son auteur, « la confiance venait d'en bas, le pouvoir d'en haut. » C'était Bonaparte qui avait réglé l'organisation du pouvoir exécutif. Sieyès aurait voulu l'organiser autrement, en créant *un grand électeur*, dont les fonctions se seraient bornées à choisir un consul de la paix et un consul de la guerre, investis du pouvoir exécutif. Bonaparte n'avait pas voulu « devenir une sorte de roi fainéant à l'engrais de quelques millions, » et cette partie de la constitution avait été modifiée.

Caractère général de cette constitution. — Comme on le voit, la constitution de l'an VIII concentrait dans les mains de Bonaparte une véritable dictature. Le premier consul était plus puissant que Louis XVI avant 1789. Toutefois il déguisait soigneusement les institutions monarchiques ainsi rétablies sous des apparences républicaines. Évitant les dénominations en usage sous l'ancien régime, il donnait aux nouveaux magistrats des noms empruntés à l'antiquité latine : *Consuls*, *sénateurs*, *tribuns*, *préfets*. Cette équivoque subsista même après 1804, quand le premier consul fut devenu, non pas *roi*, mais *empereur*. Jusqu'en 1808, les pièces de monnaie portèrent l'inscription suivante : *République française ; Napoléon empereur.*

La constitution fut soumise à un plébiscite ; chacun devait inscrire son vote sur un registre et le signer de son nom. La constitution fut acceptée par 3,111,107 suffrages contre 1,567. Cambacérès, ancien conventionnel, et Lebrun, ancien secrétaire du chancelier Maupeou, remplacèrent, en qualité de deuxième et troisième consuls, Sieyès et Roger-Ducos. Ces deux derniers devinrent sénateurs. Sieyès reçut de plus la terre de Crosne. De concert avec Cambacérès et Lebrun, Sieyès et Roger-Ducos désignèrent vingt-neuf sénateurs, ce qui avec eux-mêmes faisait trente et un ; ces trente et un en nommèrent vingt-neuf autres.

Organisation administrative[1]. Préfets et sous-préfets.— Immédiatement après le vote de la constitution, le premier consul réorganisa l'administration départementale et municipale. Les départements furent subdivisés en *arrondissements*. A la tête de chaque département le premier consul établit un *pré-*

1. Voir pour l'organisation financière le chapitre suivant.

fet chargé du pouvoir exécutif; près de lui, pour le conseiller, pour le diriger dans les affaires départementales, il plaça un *conseil de préfecture*, composé de quatre ou cinq personnes. Dans chaque arrondissement il y eut un *sous-préfet*, ayant à côté de lui un *conseil d'arrondissement*. Les maires, assistés de conseils municipaux, administrèrent les communes. Un *conseil général*, siégeant quinze jours par an, devait dans chaque département contrôler la conduite des préfets. Tous ces agents étaient nommés par le premier consul et choisis dans les listes de notabilités, même les conseillers de département, d'arrondissement et les conseillers municipaux[1].

Organisation judiciaire. La nomination par le pouvoir exécutif substituée à l'élection populaire. — On a vu (pages 67-68) quelle avait été l'organisation judiciaire établie par la constitution de 1791. Cette organisation fut changée : il y eut désormais un *tribunal de première instance* par arrondissement, formant un premier degré de juridiction, chargé de juger les contestations entre particuliers et les délits. Il y eut vingt-neuf *tribunaux d'appel*, formant un second degré de juridiction. Au sommet de la hiérarchie judiciaire resta placée la *cour de cassation*. Pour juger les crimes, des magistrats durent être détachés des tribunaux d'appel et tenir des *assises*, avec le concours du *jury*, au chef-lieu de chaque département. Les *justices de paix* étaient maintenues. Dorénavant les juges devaient être *inamovibles*. Au lieu d'être nommés pour dix ans par les électeurs, les membres des tribunaux de première instance furent choisis par le premier consul dans les listes de notabilités communales ; ceux des tribunaux d'appel, par lui encore, dans les listes de notabilités départementales ; ceux de la cour de cassation, par le sénat, dans la liste nationale.

Bonaparte et les anciens partis. — Après avoir organisé son gouvernement, Bonaparte essaya d'éteindre ou de rallier les anciens partis. Il comptait sur la présence dans son ministère de Carnot et de Fouché pour lui rallier les républicains; sur celle de Talleyrand pour gagner les royalistes. « Quel révolutionnaire, disait-il à son frère Joseph, n'aura pas confiance dans un ordre de choses où Fouché sera ministre ? Quel gentilhomme n'espérera pas trouver à vivre sous l'ancien évêque d'Autun? L'un garde ma gauche, l'autre, ma droite. J'ouvre une

1. De la sorte, suivant l'expression de M. Henri Martin, « le pouvoir choisissait les hommes chargés de contrôler le pouvoir. »

grande route où tous peuvent aboutir. » Toutefois, il s'aperçut bien vite que les républicains, au moins pour la plupart, ne consentiraient pas à se ranger derrière lui. Il les poursuivit dès lors avec une rigueur impitoyable[1]. Dès le 16 novembre 1799, un décret des trois consuls avait frappé trente-sept citoyens d'un arrêt de déportation en Guyane ; vingt-deux autres étaient condamnés à la détention dans l'île de Ré. La plupart étaient des membres du conseil des Cinq-Cents, auxquels on ne pouvait reprocher que d'avoir obéi à la loi en essayant de résister au coup d'État de brumaire. Parmi eux se trouvait le général Jourdan. Cette mesure fut si mal accueillie par l'opinion publique que Bonaparte effaça d'abord de la liste le nom de Jourdan, puis convertit la déportation prononcée contre les autres en une mise en surveillance sous la haute police. Le 10 octobre 1800, le peintre Topino Lebrun, ancien juré du tribunal révolutionnaire, le sculpteur Ceracchi et le Corse Aréna, ancien membre du conseil des Cinq-Cents, furent arrêtés comme prévenus de conspiration. Condamnés à mort, ils furent guillotinés le 30 janvier 1801.

Les royalistes, au début du moins, furent mieux traités[2]. Bonaparte rapporta les lois sur les otages et sur l'emprunt forcé progressif. Les prêtres détenus dans les îles de Ré et d'Oléron furent élargis. Un grand nombre de prisonniers royalistes furent remis en liberté : le premier consul alla lui-même leur ouvrir les portes du Temple. Des émigrés avaient fait naufrage sur la côte de Calais. Les lois contre l'émigration les condamnaient à mort. Bonaparte les laissa sortir de France sains et saufs. Les lois qui excluaient les ci-devant nobles des fonctions publiques furent rapportées. Les proscrits du 18 fructidor furent rappelés en France. Boissy d'Anglas fut autorisé à séjourner à Annonay, Dumolard à Grenoble, Pastoret à Dijon.

Ces mesures firent croire aux amis des Bourbons que Bonaparte était disposé à jouer le rôle de Monk. Le prétendant, qui depuis 1795 prenait le nom de Louis XVIII, avait habité successivement Vérone sur le territoire vénitien, Blankenbourg (duché de Brunswick), Mittau (Russie). Encouragé par l'attitude du premier consul, il lui écrivit : « *Nous* pouvons assurer le repos de la France. Je dis *nous*, parce que j'ai besoin de Bonaparte

1. Dès le début du consulat le nombre des journaux publiés à Paris fut réduit à douze et bientôt à huit.

2. Toutefois M. de Frotté, chef de chouans dans le Bocage normand, fut fusillé le 18 février 1800.

pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi. » Et il lui fit proposer l'épée de connétable. Bonaparte répondit : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France. Il vous faudrait marcher sur cinq cent mille cadavres. » (7 septembre 1800.)

La machine infernale (24 décembre 1800). — Trompés dans leur attente, les royalistes redevinrent les ennemis du gouvernement. Le 24 décembre 1800, au moment où la voiture du premier consul passait dans la rue de Richelieu, à la hauteur de la rue Saint-Nicaise, pour aller à l'Opéra, une explosion formidable retentit. Un tonneau rempli de poudre et de projectiles, placé sur une charrette de porteur d'eau, venait d'éclater. C'est ce qu'on a nommé la *machine infernale.*

Échappé au danger, Bonaparte accusa les républicains du complot. Par son ordre, Fouché, ministre de la police, dressa une liste de cent trente suspects. Le premier consul, sans jugement, de son autorité privée, les condamna à la déportation.

On ne tarda point cependant à découvrir les vrais coupables. C'étaient cinq chouans, Saint-Réjant, Carbon, Picot-Limoëlan, Coster Saint-Victor et Joyau. On ne put arrêter que les deux premiers, qui furent guillotinés le 1er avril 1801. Les cent trente républicains proscrits n'en furent pas moins déportés. Bonaparte persista dans ses efforts pour rallier les royalistes à son gouvernement. Aussi la plupart des chefs vendéens, l'abbé Bernier, d'Autichamp, de Suzannet, firent-ils leur soumission. Enfin, le 26 avril 1802, une amnistie complète fut accordée à tous les émigrés qui rentreraient avant le 1er vendémiaire an XI, et qui prêteraient serment de n'entretenir aucune correspondance avec l'étranger ou les Bourbons. On excepta seulement les chefs de la guerre civile et ceux qui servaient dans les armées étrangères. Les émigrés rentrés furent remis en possession de leurs biens non vendus, à l'exception des forêts et des immeubles affectés à un service public.

Ouvertures de paix à l'Angleterre et à l'Autriche. — L'Europe était toujours en armes contre la France. Cependant l'opinion publique souhaitait ardemment la paix, à Vienne et à Londres aussi bien qu'à Paris. Bonaparte, avant de recommencer la lutte, voulut mettre les peuples de son côté. Il écrivit directement au roi d'Angleterre et à l'empereur pour leur faire des ouvertures de paix. Il s'adressait en ces termes au premier : « Appelé, sire, par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable,

en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté. La guerre qui depuis dix ans ravage les quatre parties du monde doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?» Ces démarches n'eurent pas un effet immédiat, et il fallut de nouveau se disposer à combattre.

Campagne de 1800 en Italie. Défense de Gênes par Masséna (6 avril-4 juin).—Au printemps de 1800, l'armée d'Italie, placée sous les ordres de Masséna, ne comptait plus que 36,000 hommes. Elle occupait les Apennins et les Alpes maritimes par les cols de Montebruno, de la Bocchetta, de Cadibone, de Nava, de Tende, et couvrait ainsi à droite Gênes, au centre Savone et Saorgio, à gauche Nice et le Var. Le feld-maréchal baron Mélas, à la tête de 120,000 hommes, se jeta sur la ligne des Français le 5 avril. Après une lutte acharnée, grâce à leur supériorité numérique, les Autrichiens coupèrent en deux leurs adversaires. Une moitié de l'armée française, commandée par Suchet, fut rejeté sur le Var; l'autre, à la tête de laquelle était resté Masséna, fut assiégée dans Gênes. Attaqué du côté de la terre par les Autrichiens du général Ott, bloqué sur mer par les Anglais, Masséna opposa pendant deux mois une résistance héroïque (6 avril-4 juin). Pas un seul de ces cinquante-huit jours ne se passa sans combattre. A la fin du siège, les soldats et les habitants ne vivaient plus que d'herbes et de pain d'amidon. La garnison avait fait perdre à l'ennemi plus d'hommes qu'elle n'en comptait. Quand Masséna capitula, les vivres étant épuisés, il obtint le droit de se retirer librement sur le Var, avec le reste de ses troupes, pour y rejoindre Suchet. En tenant si longtemps en échec les meilleures forces de l'ennemi, il avait rendu possible le succès du plan de Bonaparte, qui en ce moment même s'exécutait.

Passage du Grand Saint-Bernard par Bonaparte (15-20 mai). — Le premier consul avait résolu de déboucher en Italie, avec une armée nouvelle, par les Alpes Pennines; de la sorte il se trouverait au cœur de la Lombardie, sur les derrières de Mélas; il comptait le cerner sur la rive droite du Pô, en Ligurie ou en Piémont, et lui fermer la route d'Allemagne.

Le 6 mai, Bonaparte partit de Paris; 40,000 hommes, venus soit du camp de Dijon, soit de l'ouest de la France, se trouvaient réunis vers Lausanne et Genève. Par Villeneuve, Saint-Maurice, Martigny, Saint-Pierre, ils arrivèrent au pied du *Grand Saint-Bernard.* Il fallut marcher pendant dix lieues sur des sentiers escarpés, étroits, bordés de précipices, et souvent obstrués par la neige; les affûts de canons furent portés à dos de mulets, les canons eux-mêmes enveloppés dans des troncs d'arbres creusés en forme d'étuis. Commencé dans la nuit du 14 au 15 mai, le passage dura jusqu'au 20.

De l'autre côté des montagnes, on se trouva dans la vallée d'Aoste, à la source de la Doire-Baltée. Lannes descendit le cours de la rivière avec l'avant-garde. Tout à coup, il fut arrêté par un obstacle imprévu. Fermée au nord par les Alpes Pennines, à l'ouest par les Alpes Grées, la vallée d'Aoste l'était au sud et à l'est par deux contre-forts détachés de la chaîne principale. La route qui d'Aoste conduit en Italie passe au bord de la Doire entre ces deux contreforts, au pied d'un mamelon à pic que couronne le fort de *Bard.* Ce fort était au pouvoir des Autrichiens. Il paraissait également impossible et de le prendre sans un long siége, et de passer, sans en être maître, sur la route qu'il domine de ses feux plongeants. On passa néanmoins. Les fantassins traversèrent un à un d'étroits sentiers, hors de la portée des batteries du fort; les cavaliers les suivirent en menant leurs chevaux par la bride. L'artillerie passa pendant la nuit grâce au dévouement des canonniers, qui s'attelèrent à leurs pièces et les traînèrent à bras, sous le feu des Autrichiens, après avoir enveloppé les roues d'étoupes, pour amortir le son.

Le 22 mai, Lannes s'empara d'Ivrée. Le 26, il battit le général autrichien Haddick au bord de la Chiusella (affluent de la Doire-Baltée). Le 31, il arriva sur le Tessin. Cette rivière fut franchie à Pavie et à Buffalora. Le 2 juin, Bonaparte entra dans Milan, aux acclamations des habitants. Il se trouvait dès lors en communication avec le général Moncey, qui avait franchi le Saint-Gothard à sa gauche, à la tête de 18,000 hommes détachés de l'armée du Rhin, et avec les généraux Chabran et Turreau, qui, avec 10,000 hommes, avaient traversé à sa droite le Petit Saint-Bernard et le mont Cenis.

Victoires de Montebello et de Marengo (9-14 juin). — Déjà une portion des forces autrichiennes, commandée par le général Wukassowitch, était rejetée à l'est du Mincio. Le

reste, avec le général en chef Mélas, se trouvait disséminé bien loin au sud-ouest, en Piémont. Pour regagner Mantoue et la frontière d'Autriche sans livrer bataille à Bonaparte, Mélas ramène en toute hâte son armée des environs de Gênes et des bords du Var dans les plaines d'Alexandrie. Il s'apprête à marcher d'Alexandrie sur Plaisance et à franchir le Pô par le pont de cette ville, pour déboucher sur la rive gauche.

Il était trop tard. Le 6 juin, Lannes, avec l'avant-garde française, franchit le Pô vers le confluent de ce fleuve avec le Tessin. Le 7, Murat entrait dans Plaisance et venait joindre Lannes à Stradella. Bonaparte y réunit le gros de ses forces, 32,000 hommes, tandis que 20,000 soldats placés à sa droite et à sa gauche, sur le Tessin et le Pô inférieur, achevaient d'enfermer les Autrichiens dans un quadrilatère formé par le fleuve, la chaîne des Alpes, la mer Méditerranée et l'armée française.

Mélas résolut de s'ouvrir un passage. Le 9 juin, son lieutenant Ott, avec 18,000 hommes, débouche par Tortone et Voghera, sur la route de Plaisance : il se heurte à *Montebello*, en avant de Stradella, contre le général Lannes. Avec 12,000 combattants, celui-ci repousse les Autrichiens, leur tue ou prend 6,000 hommes et les rejette sur Alexandrie.

A son tour, Bonaparte prend l'offensive. Le 13 juin, il franchit la Scrivia et entre dans la plaine qui sépare cette rivière de la Bormida. Par Tortone, San-Giuliano, Cassina-Grossa, Marengo, il s'avance sur Alexandrie. Le 13 au soir, les Français s'arrêtèrent le long du ruisseau de Fontanone, la gauche, sous Victor, à Marengo, la droite, sous Lannes, au nord vers Castel-Ceriolo. Trompé par l'inaction de Mélas, Bonaparte ne s'attendait point à une bataille pour le lendemain. Il craignait que le général autrichien, abandonnant la route de Plaisance, n'eût eu la pensée de se jeter dans l'Apennin au sud, pour aller passer le Pô beaucoup plus bas, vers la droite. Dans cette prévision, le premier consul avait détaché le général Desaix, récemment arrivé d'Égypte, en lui donnant l'ordre d'occuper avec une division Novi, au sud, entre Alexandrie et l'Apennin.

Cependant Mélas ne songeait point à éviter une rencontre. Le 14 juin, à la pointe du jour, 40,000 Autrichiens avec 200 pièces de canon sortent d'Alexandrie, passent la Bormida et s'avancent sur le ruisseau de Fontanone, front de la position française. Lannes et Victor n'avaient sous la main que 16,000 hommes. Attaqués en face et débordés sur les deux ailes, les Français perdent le village de Marengo. En ce moment, Bonaparte arrive

sur le champ de bataille avec quatre demi-brigades et la garde consulaire. Formés en carré à la droite de l'armée, vers Castel-Ceriolo, les 800 grenadiers de cette garde tiennent longtemps la cavalerie autrichienne en échec. Enfin le nombre l'emporte. A droite, les Français perdent Castel-Ceriolo ; à gauche, malgré les efforts de Lannes, qui met deux heures à reculer de trois quarts de lieue, ils sont rejetés de Marengo sur San-Giuliano. Ils se replient au nord. Il est trois heures après midi. Mélas rentre dans Alexandrie, se croyant définitivement vainqueur, tandis que son chef d'état-major Zach fait avancer le gros de l'armée autrichienne en colonnes de marche, dans la direction de San-Giuliano, sur la route de Plaisance.

Heureusement Desaix, dirigé la veille sur Novi, a entendu le canon. Il accourt avec 6,000 hommes de troupes fraîches. Toute l'armée se rallie. Desaix attaque de front les Autrichiens sur la route, tandis que Lannes et Victor le soutiennent des deux côtés, et que les cavaliers de Kellermann fondent à coups de sabre sur les grenadiers ennemis. C'est une seconde bataille qui commence. Desaix tombe foudroyé dès les premiers coups de feu. Loin d'effrayer les soldats, sa mort les exaspère. Stupéfaits de cette brusque attaque d'une armée qu'ils croyaient vaincue, les Autrichiens prennent la fuite vers la Bormida et Alexandrie. Une division de grenadiers, prise entre les baïonnettes de la 9e demi-brigade d'infanterie légère, surnommée *l'incomparable*, et les sabres des dragons de Kellermann, met bas les armes ; Zach lui-même rend son épée. Dans cette journée de *Marengo*, les Autrichiens ont perdu 12,000 hommes, les Français 7,000.

Définitivement enfermé, M. de Mélas signa le lendemain, 15 juin, la convention d'Alexandrie. L'armée autrichienne se retirait librement, avec les honneurs de la guerre, derrière la ligne du Mincio. Elle remettait aux vainqueurs les villes ou citadelles de Tortone, Alexandrie, Milan, Arona, Plaisance, Céva, Savone, Coni, Gênes, Urbin. Les Autrichiens avaient perdu en moins d'un mois tout ce qu'ils avaient mis un an à conquérir.

Campagne de 1800 en Allemagne. Passage du Rhin par Moreau (25 avril-1er mai). — Les Français étaient victorieux en Allemagne comme en Italie. Au début de la campagne, l'armée du Rhin comptait 130,000 hommes. Elle était commandée par le général Moreau[1], avec Lecourbe, Saint-Cyr, Sainte-

1. Moreau (Jean-Victor) était né à Morlaix en 1763.

Suzanne, Dessoles, Vandamme, Ney, Delmas, Richepanse, d'Hautpoul, Leclerc, pour lieutenants. Elle avait en face d'elle 150,000 Autrichiens et Bavarois, sous M. de Kray, établis, le centre sur le Danube et aux débouchés de la forêt Noire, la droite vers le Mein, la gauche vers le lac de Constance.

La campagne commença le 25 avril. D'habiles démonstrations de Moreau firent croire au général ennemi que l'armée du Rhin voulait franchir ce fleuve à la hauteur de Strasbourg pour entrer dans la forêt Noire par le val d'Enfer. Tandis que l'ennemi se concentre pour défendre le passage de ce défilé, nos divisions remontent les deux rives. Le 1er mai, Lecourbe franchit le Rhin à Schaffhouse, à l'extrême droite, tandis qu'au centre Moreau le passe à Bâle. La forêt Noire est tournée, et les Autrichiens obligés de reculer en toute hâte, par un changement de front à gauche, pour ne pas être coupés.

Conquête de la Bavière (mai-juin). — Les Français s'avancent aussitôt vers l'ennemi, sur une ligne de quinze lieues, ayant à dos le Rhin, en face le Danube, à gauche la forêt Noire, à droite le lac de Constance. Le 3 mai, à droite, Lecourbe chasse les Autrichiens de *Stockach*, leur enlève 4,000 prisonniers, 8 canons, 500 chevaux. Le même jour, au centre, Moreau gagne la bataille d'*Engen*, qui coûte 8,000 hommes à l'ennemi.

Kray s'était retiré plus au nord, à *Mœskirch*, sur le Danube. Le 5 mai, il est débusqué de cette position et perd 6,000 hommes. Le 9, il est encore battu par Saint-Cyr à Biberach et obligé enfin de se replier sur le camp retranché d'Ulm. Tandis qu'une portion de l'armée française tient les Autrichiens en échec devant cette place, Moreau, avec le reste, franchit l'Iller, arrive sur le Lech et occupe Augsbourg (28 mai).

L'armée du Rhin venait d'être diminuée de 18,000 hommes qui, sous les ordres de Moncey, étaient dirigés sur le Saint-Gothard pour se joindre à l'armée d'Italie. Néanmoins les succès de Moreau ne s'arrêtèrent pas. Maître d'Augsbourg et ne voulant point avancer davantage en laissant sur son flanc gauche les Autrichiens établis autour d'Ulm, il revient sur ses pas, franchit le Danube à Blenheim (19 juin) et gagne la bataille d'*Hochstedt*, qui coûte aux Autrichiens 5,000 prisonniers et 20 canons. Kray ne pouvait plus tenir dans Ulm sans se voir enlever ses communications avec Vienne. Il en sortit en faisant un long détour au nord-est, par Neresheim et Nordlingen. Les Français occupèrent Munich à droite, tandis que le même jour ils obtenaient un nouveau succès, au combat d'*Oberhausen*, près

de Neubourg : dans ce combat périt La Tour-d'Auvergne, le *premier grenadier de la République*[1]. Quelques jours après, le 15 juin, un armistice fut signé à *Parsdorf*.

Des négociations pour la paix s'ouvrirent avec l'Autriche. Le czar Paul Ier avait abandonné la coalition; l'empereur d'Allemagne était disposé à la paix ; mais il avait pris l'engagement de ne pas signer de traité sans l'assentiment de l'Angleterre. Le premier consul, de son côté, ne voulait admettre un plénipotentiaire anglais au congrès, qui allait se rassembler à Lunéville, qu'à la condition que toutes les hostilités seraient suspendues sur mer. Il espérait sauver Malte et l'Égypte, menacées en ce moment par les Anglais. Le cabinet de Londres n'y voulut point consentir. Pour obtenir une prolongation d'armistice de quarante-cinq jours, l'Autriche dut livrer aux Français les places de Philipsbourg, Ulm et Ingolstadt.

Victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800). — Comme à l'expiration de ce délai la paix n'était point conclue, les hostilités recommencèrent. Moreau fut chargé de franchir l'Inn et de marcher sur Vienne ; Brune avec 80,000 hommes dut traverser le Mincio et envahir la Vénétie ; Macdonald avec 15,000 hommes eut mission de passer du pays des Grisons dans le Tyrol.

Le jeune archiduc Jean avait été placé en Allemagne à la tête des Autrichiens. Il résolut de prendre l'offensive et de refouler Moreau sur Munich. Le 1er décembre il attaqua l'aile gauche des Français à Ampfing et la refoula derrière la forêt de *Hohenlinden*. Le 3 décembre il s'engagea dans la forêt même. Le gros de l'armée autrichienne avec cent pièces de canon suivait

1. La Tour-d'Auvergne était né à Carhaix (Finistère) en 1743 ; il descendait d'une branche bâtarde de la maison de Bouillon. Il était capitaine de grenadiers en 1789, et ne voulut jamais accepter d'autre grade. Sa bravoure était héroïque ; son humanité, sa modestie, son désintéressement, sans bornes. A l'armée des Pyrénées occidentales (1794-1795), le général Servan lui donna le commandement d'un corps de 8,000 grenadiers, qui s'illustrèrent par leurs exploits sous le nom de *colonne infernale*. Après la paix de Campo-Formio, de retour dans ses foyers, il étudiait avec ardeur la langue et les antiquités celtiques. En 1799, il apprend que le fils unique de son ami Le Brigant est tombé au sort ; malgré son âge et sa gloire, il part comme simple soldat pour le remplacer. Bonaparte lui donna un sabre d'honneur et le titre de *premier grenadier de la République*. Quand il fut tombé à Oberhausen, frappé au cœur par la lance d'un uhlan, l'armée porta le deuil pendant trois jours. Son cœur, déposé dans une urne d'argent, fut confié au plus ancien sergent de la 46e demi-brigade. Son nom resta inscrit sur les registres du corps. Quand on le prononçait aux appels, le sergent qui était chargé de l'urne répondait : « Mort au champ d'honneur ! »

la route de Muhldorf à Munich. Cette route, après avoir passé à Ampfing et à Mattenboett, forme un long défilé entre des futaies de sapins, et débouche ensuite dans la petite plaine de Hohenlinden. Trois autres colonnes autrichiennes s'avançaient parallèlement, par des chemins de traverse, deux à droite, une à gauche du corps principal, et devaient le rejoindre dans la plaine de Hohenlinden. L'archiduc avait en tout 70,000 hommes.

Moreau en avait 60,000. Il s'établit en travers de la route, à l'endroit où elle débouche du bois, ayant à dos le village de Hohenlinden. Avec quatre divisions, il comptait tenir en échec les têtes de colonnes autrichiennes et les empêcher de se déployer hors de la forêt. Il donna l'ordre aux deux divisions Richepanse et Decaen, qui se trouvaient à la droite de l'armée, vers le village d'Ebersberg, de s'enfoncer dans la forêt sur le flanc gauche des Autrichiens, et de venir les prendre en queue sur la route, vers Mattenboett, tandis que lui-même il les combattrait en tête.

Ces dispositions réussirent. Le 3 décembre au matin, à travers une neige épaisse, les Autrichiens, parvenus devant Hohenlinden, attaquaient Ney et Decaen, quand tout à coup un flottement extraordinaire se manifesta dans leurs rangs. C'est qu'à cette heure même ils étaient pris à revers par Richepanse. Après avoir surpris un régiment de cuirassiers autrichiens qui furent faits prisonniers sans avoir le temps de monter à cheval, l'audacieux général, le sabre à la main, à la tête de ses fantassins, culbutait vers Mattenboett les grenadiers hongrois. Ney prend aussitôt l'offensive et s'élance au-devant de lui. Ainsi placés entre deux feux, les Autrichiens se sauvent à droite et à gauche dans les bois. Ney et Richepanse se rapprochent, se joignent, s'embrassent. L'archiduc a perdu 20,000 morts, blessés ou prisonniers, 300 voitures et 87 canons.

Poursuivant sa marche victorieuse, Moreau traverse l'Inn le 9 décembre, la Salza le 14, la Traun le 20, l'Ens le 21, à *Steyer*. C'est là que fut signé, le 25 décembre, un armistice qui livrait le Tyrol aux Français.

Du côté des Alpes, Macdonald, chargé de passer du pays des Grisons dans le Tyrol pour prendre à revers l'armée autrichienne d'Italie, avait franchi le mont Splugen avec 12,000 hommes, pendant la saison la plus rigoureuse de l'année, malgré les précipices, la neige et la chute des avalanches (27 novembre-6 décembre). Il parvint jusqu'à Trente et y fit sa jonction avec la gauche de l'armée d'Italie. Cette armée, commandée

par Brune, avait forcé le passage du Mincio, à *Pozzolo* et à *Mozembano*. Le 1er janvier 1801, elle franchit l'Adige; le 11, la Brenta. Enfin, le 16, l'armistice de Trévise suspendit les hostilités.

Paix de Lunéville (9 février 1801). — La paix était négociée depuis plusieurs mois à Lunéville entre Joseph Bonaparte et M. de Cobentzel. Elle fut signée le 9 février 1801. L'Autriche renonçait de nouveau à la Belgique et reconnaissait à la France la possession de la rive gauche du Rhin. En Italie, elle abandonnait toute prétention sur les pays situés à la droite du Pô et de l'Adige, qui devaient former la république Cisalpine. Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène étaient définitivement dépossédés. L'empereur devait céder au premier, en Allemagne, l'archevêché de Salzbourg, et au second le Brisgau, à titre de dédommagement; Modène et Parme étaient réunis à la république Cisalpine. Il n'était question dans le traité ni du Piémont ni de Gênes, occupés par les Français. Le duc de Parme, qui appartenait à la branche espagnole de la maison de Bourbon, venait régner à Florence, avec le titre de roi d'Étrurie. En reconnaissance de cet accroissement de territoire accordé à sa maison, le roi d'Espagne Charles IV restituait au premier consul la Louisiane, cédée à son prédécesseur en 1764.

Lutte contre l'Angleterre. L'Égypte sous Kléber. Convention d'El-Arisch (24 janvier 1800). — La lutte contre l'Angleterre dura plus longtemps, malgré les efforts de l'opposition dirigée par Fox et Sheridan dans le parlement anglais. « Il ne faut pas, disait autrefois lord Chatham, qu'il soit tiré un seul coup de canon sur mer sans la permission de l'Angleterre. » Et maintenant son fils pensait de même et agissait conformément à cette prétention. Les Anglais avaient à la mer 814 bâtiments de toute grandeur, parmi lesquels 120 vaisseaux de ligne et 250 frégates; 120,000 marins montaient cette flotte sous les ordres d'excellents amiraux, Nelson, Collingwood, Parker. Aussi l'Angleterre avait-elle l'offensive presque partout. Ses escadres bloquaient nos ports; elles menaçaient notre armée d'Égypte et la garnison de Malte, isolées de la mère patrie.

Lorsque Bonaparte s'était embarqué pour l'Europe, il avait laissé le commandement de l'Égypte à Kléber[1]. Le nouveau chef

1. Jean-Baptiste Kléber, fils d'un tailleur de pierres, était né à Strasbourg, le 9 mars 1753. Élève à l'école militaire de Munich, il était ensuite entré comme cadet au régiment du prince de Kaunitz en garnison à Mons.

de l'armée d'Orient était Alsacien. Il avait servi huit ans dans l'armée autrichienne avant la Révolution. Entré dans l'armée française, il s'était distingué au siège de Mayence et dans la Vendée ; puis il avait fait les campagnes de 1794, 95, 96, 97, à l'armée de Sambre-et-Meuse. Sa haute taille, sa belle tête, son impétueux courage, lui avaient gagné l'admiration et la confiance des soldats. Toutefois, il s'était vu avec peine chargé de remplacer Bonaparte. Il se considérait comme abandonné et croyait impossible de défendre l'Égypte contre les Turcs, les Anglais et peut-être les Russes.

L'Égypte était menacée en effet. Dès le mois d'août 1799, une escadre anglaise, venue de l'Inde avec un corps de cipayes, attaqua Kosséyr, sur la mer Rouge. Elle fut repoussée (14-17 août). Le 24 septembre, une autre escadre, commandée par sir Sydney Smith, débarqua 4,000 janissaires sur la rive droite du Nil, près de Damiette, entre la Méditerranée et le lac Menzaléh. Ils furent taillés en pièces par le général Verdier. Mais une armée turque et arabe forte, disait-on, de 80,000 hommes, sous les ordres du grand vizir, était réunie en Syrie. Elle s'empara du fort d'El-Arych. Mourad-Bey était toujours en armes dans la Haute-Égypte. Assailli par des forces si supérieures, Kléber signa, le 24 janvier 1800, la *convention d'El-Arych*, avec le grand vizir et Sydney Smith. L'armée devait évacuer l'Égypte et rentrer librement en France.

Bataille d'Héliopolis (19 mars). **Kléber assassiné** (14 juin 1800). — Le gouvernement anglais désavoua la convention : il croyait Kléber plus découragé qu'il ne l'était. Il exigea que les Français se rendissent prisonniers. Le 17 mars, Kléber mit à l'ordre du jour de l'armée la lettre de l'amiral Keith qui contenait cet ultimatum : « Soldats, ajoutait-il, on ne répond à une telle insolence que par des victoires ; préparez-vous à combattre ! »

Deux jours après, le 19 mars, Kléber livra au grand vizir la *bataille d'Héliopolis*. 15,000 Français culbutèrent 50,000 Turcs ; toute la Basse-Égypte fut reconquise. Le grand vizir, avec les débris de son armée, s'enfuit en Syrie. Le Caire s'était soulevé pendant la bataille. La ville, assiégée, bombardée, capitula (26 mars-24 avril). Mourad-Bey fit sa soumission. La possession de l'Égypte paraissait une seconde fois assurée.

Par malheur, les cheiks du Caire ayant refusé de payer leur part d'une contribution levée sur la ville pour la punir de sa révolte, Kléber fit bâtonner l'un d'entre eux, El-Sâdât. Les musulmans furent exaspérés. Le 14 juin 1800, le jour même

où, en Europe, Desaix était tué sur le champ de bataille de Marengo, Kléber tombait en Égypte sous le poignard d'un fanatique. Un jeune homme d'Alep, nommé Soliman, l'assassina dans les jardins d'Elfy-Bey. Le meurtrier fut mis à mort.

L'Égypte sous Menou. Capitulation de Malte (5 septembre 1800) ; **bataille de Canope** (21 mars 1801). **Capitulation du Caire** (25 juin), **d'Alexandrie** (2 septembre 1801). —Le plus ancien des généraux de division, Menou, prit la place de Kléber. Brave soldat, mais général incapable, le nouveau chef de l'armée avait épousé une Égyptienne, embrassé la religion musulmane et pris le nom d'Abdallah-Menou. Il avait cru par là se rendre agréable aux habitants du pays : il s'était seulement rendu ridicule aux yeux des soldats.

Inquiets pour leur puissance maritime, les Anglais étaient décidés aux plus grands sacrifices pour chasser les Français de Malte et de l'Égypte. Le général Vaubois, gouverneur de Malte manquant de vivres, après deux ans de résistance, capitula le 5 septembre 1800. La garnison fut conduite à Toulon.

Six mois après, l'amiral Keith, avec 180 bâtiments de guerre et de transport, vint mouiller dans la rade d'Aboukir. Malgré la résistance du général Friant et de la garnison d'Alexandrie, il jeta sur la plage 20,000 soldats anglais sous les ordres de sir Abercromby (8 mars). Au lieu d'accourir avec toutes ses forces, Menou les dissémine au Caire, à Damiette, partout. Le général Lanusse, venu du Caire au secours d'Alexandrie avec une poignée d'hommes, fut repoussé dans une attaque contre le camp anglais (13 mars). Menou arrive enfin. Le 21 mars, à la tête de 12,000 soldats, il attaque les Anglais près de *Canope*, dans la presqu'île d'Aboukir. Ils avaient l'avantage du nombre et se trouvaient protégés sur leurs flancs par le feu de leurs chaloupes canonnières embossées à gauche dans le lac Madyéh, à droite en pleine mer. Menou fut repoussé. Trois généraux, Lanusse, Baudot et Roize, furent blessés à mort ; sir Abercromby périt dans la bataille et fut remplacé à la tête de l'armée anglaise par le général Hutchinson.

Cependant le grand vizir, avec 30,000 Turcs ou Arabes, était arrivé de Syrie sur le Nil ; 4,000 Anglais se joignirent à lui pour marcher sur le Caire. Le général Belliard avait encore dans cette ville 14,000 hommes et les moyens de faire une longue résistance. Le désir de revoir la France l'emporta. Le 25 juin 1801, il signa une capitulation aux termes de laquelle ses troupes furent transportées à Toulon.

Menou fut alors cerné dans Alexandrie par les Anglais et les Turcs réunis, que rejoignit encore une division venue de l'Inde par la mer Rouge. Il capitula le 2 septembre 1801, aux mêmes conditions que Belliard. L'Égypte était perdue.

Rapports de Bonaparte avec Naples, l'Espagne, la Russie. — La perte de Malte et de l'Égypte était un échec grave pour la France. Elle était toutefois compensée par des succès diplomatiques. Aux termes d'un traité conclu avec la cour de Naples le 18 mars 1801, l'île d'Elbe avait été cédée au premier consul; 15,000 Français étaient venus tenir garnison à Otrante, à Tarente et dans les autres ports du royaume. Charles IV, roi d'Espagne, gouverné par sa femme, Louise de Parme, et par son favori, Manuel Godoï, prince de la Paix, était l'allié des Français. Les Anglais faisaient un grand commerce avec le Portugal. Pour obliger la cour de Lisbonne à leur fermer ses ports, Bonaparte réunit un corps de 25,000 hommes, qui devaient envahir le territoire portugais, de concert avec une armée espagnole.

A la fin de 1799, le czar Paul Ier, irrité des échecs de ses armées à Zurich et en Hollande, avait abandonné l'alliance autrichienne. Devenu premier consul, Bonaparte lui renvoya sans échange tous les prisonniers russes qui se trouvaient en France; en même temps il avait flatté la vanité du czar, en lui offrant l'île de Malte, alors bloquée par les Anglais. Esprit ardent et mobile, Paul s'éprit d'une ardeur subite en faveur de la France et contre l'Angleterre.

Ligue armée des neutres. — Maîtresse de l'Océan, l'Angleterre s'était arrogé le droit d'interdire aux navires neutres l'entrée des ports français déclarés par elle en état de blocus, même lorsqu'ils n'étaient pas bloqués réellement; elle prétendait empêcher le transport de marchandises françaises et espagnoles, même à bord des bâtiments portant un pavillon neutre; enfin elle exigeait pour ses vaisseaux de guerre le droit de visiter en mer les navires de toutes les nations.

Le 26 décembre 1800, une ligue de neutralité armée fut signée entre la Russie, la Suède et le Danemark. Les trois puissances s'engageaient à faire respecter les principes suivants :

1° Le pavillon couvre la marchandise, et il est interdit de rechercher la marchandise ennemie à bord d'un vaisseau neutre; 2° il n'y a de marchandise interdite que la contrebande de guerre; 3° on ne peut interdire que l'accès d'un port réellement bloqué; 4° aucun bâtiment convoyé ne peut être visité.

La position de l'Angleterre devenait critique. A son tour, elle avait contre elle toute l'Europe. Sa dette publique, depuis 1793, s'était accrue de 7 milliards 454 millions. La famine sévissait à Londres, à Édimbourg, à Dublin. Qu'arriverait-il, si, aux marines française, espagnole, batave, la Suède, le Danemark, la Russie, joignaient leurs vaisseaux ? En dépit de ses conquêtes au delà des mers, l'Angleterre souffrait ; l'opinion publique réclamait la paix avec instance. Pitt donna sa démission le 8 février 1801 et fut remplacé par Addington.

Les Anglais à Copenhague. Assassinat du czar Paul Ier (mars-avril 1801).—Le début de ce ministère fut marqué, pour les Anglais, par un retour de fortune. Les amiraux Parker et Nelson, envoyés dans la Baltique avec 17 vaisseaux de ligne et 30 frégates, forcèrent le passage du Sund (30 mars). Le 2 avril, la ville de Copenhague fut bombardée. Après une résistance opiniâtre, les Danois durent signer un armistice de quatorze semaines et abandonner la ligue armée des neutres.

Un événement tragique venait de débarrasser l'Angleterre d'un adversaire bien plus redoutable. Le czar Paul Ier, par son alliance avec Bonaparte, par ses ménagements pour les Polonais et ses sévérités à l'égard des nobles, avait soulevé contre lui la haine de l'aristocratie moscovite. Un complot se forma pour le détrôner. Dans la nuit du 23 au 24 mars, soixante conjurés envahirent le palais Michel. Ils avaient à leur tête le comte Pahlen, gouverneur de Saint-Pétersbourg, le général Benningsen, les frères Platon et Nicolas Soubow. Paul Ier fut massacré, et l'aîné de ses fils devint empereur sous le nom d'Alexandre Ier. Il traita aussitôt avec l'Angleterre.

Traité d'Amiens (25 mars 1802). — Des négociations étaient engagées à Londres depuis le début de l'année 1801 entre M. Ott, représentant de la France, et lord Hawkesbury. Elles traînèrent d'abord en longueur, chacun des deux gouvernements refusant d'abandonner à l'autre la possession de l'Égypte. Longtemps le premier consul espéra que la flotte de Brest, arrivée dans la Méditerranée sous la conduite de Gantheaume, et jointe à l'escadre espagnole, parviendrait à ravitailler Alexandrie ; elle n'y réussit point. Menou avait capitulé. Du moins Gantheaume s'empara, dans les parages de Candie, du vaisseau de ligne anglais *le Swiftsure* (24 juin 1801). Le 6 juillet, dans la baie d'*Algesiras*, près de Gibraltar, l'amiral français Linois, qui n'avait que trois vaisseaux, attaqué par six vaisseaux anglais, en détruisit un et en prit un. Impatient d'en finir, le pre-

mier consul ordonna la formation d'un camp à Boulogne. L'amiral Latouche-Tréville réunit sur la côte de Boulogne une multitude de bateaux plats destinés à transporter sur la côte anglaise les troupes de débarquement. Deux fois la flotte anglaise, conduite par Nelson, essaya de détruire cette flottille; deux fois elle fut repoussée (4-16 août 1801).

Enfin les négociations aboutirent. Les préliminaires de la paix furent signés le 1er octobre. Le traité définitif fut conclu dans la ville d'Amiens, le 25 mars 1802, entre Joseph Bonaparte et lord Cornwallis. L'Angleterre acquérait en Amérique l'île espagnole de la Trinité et en Asie l'île hollandaise de Ceylan ; elle évacuait les autres colonies dont elle s'était emparée. Malte devait revenir aux chevaliers de Saint-Jean, l'Égypte à la Porte. Il était convenu que les Français sortiraient des places fortes du royaume de Naples. La question de l'indemnité qui devait être accordée au roi de Sardaigne, si la France ne lui rendait pas ses possessions continentales, restait en suspens.

Les indemnités germaniques. Recès du 25 février 1803.— La paix générale était rétablie. Une grave question restait cependant à régler : celle des indemmités germaniques. Les traités de Bâle (1795) et de Campo-Formio (1797) avaient stipulé que les princes allemands dépossédés sur la rive gauche du Rhin et les princes autrichiens dépossédés en Italie seraient dédommagés par la sécularisation des domaines ecclésiastiques à l'intérieur de l'Allemagne. Le congrès de Rastadt, convoqué à cet effet, avait été interrompu par la seconde coalition (1799). Après la paix de Lunéville, les négociations recommencèrent. Elles furent prolongées par les prétentions rivales des différents États allemands, surtout de l'Autriche et de la Prusse. Enfin l'intervention du premier consul, qui se montra surtout favorable à la Prusse, amena une entente. Le *recès* ou traité de partage fut signé le 2 frimaire an XI (23 novembre 1802) et adopté par la Diète germanique le 6 ventôse an XI (25 février 1803).

La Prusse obtint les *évêchés d'Hildesheim*, de *Paderborn*, de *Munster*, l'*Eichsfeld*, *Erfurt ;* la maison d'Orange-Nassau reçut les *abbayes de Fulde* et de *Corvey ;* la Bavière fut augmentée des *évêchés de Freisingen*, d'*Augsbourg*, de *Wurtzbourg*, de *Bamberg*, de l'*abbaye de Kempten*, de la ville de *Passau* et du *comté de Werdenfels*. L'Autriche reçut pour l'ancien grand-duc de Toscane les évêchés de *Salzbourg*, *Eichstædt*, *Passau*, et la *prévôté de Berchtolsgaden*, pour elle-même les évêchés de

Brixen et de *Trente*. Le margrave de Bade eut pour sa part l'*évêché de Constance*, le reste des évêchés de *Spire* et de *Bâle*, les *bailliages de Ladenbourg*, *Bretten*, *Heidelberg*. Le duc de Wurtemberg eut la *prévôté d'Ellwangen*. L'électeur du Hanovre (roi d'Angleterre) reçut l'*évêché d'Osnabruck*. Un seul des trois électeurs ecclésiastiques fut conservé, l'ancien archevêque de Mayence, M. de Dalberg, qui reçut l'*évêché de Ratisbonne* et conserva la qualité d'archichancelier de l'empire, président de la Diète. Il y eut quatre électeurs nouveaux, le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg, le landgrave de Hesse, le grand-duc de Salzbourg, ce qui, avec Mayence, la Bavière, la Bohême, le Hanovre, le Brandebourg, la Saxe, porta à dix le nombre des électorats. On ne conserva que six villes libres impériales : *Augsbourg*, *Nuremberg*, *Francfort*, *Brême*, *Hambourg*, *Lubeck*.

CHAPITRE IX.

Les institutions du Consulat.

Bonaparte consul à vie (2 août 1802). — Le Code civil ; ses dispositions essentielles. — Nouveau système financier : cadastre ; contrôle des contributions directes ; receveurs particuliers et généraux. — La Banque de France. — Le concordat. — Les articles organiques. — La Légion d'honneur. — Réorganisation de l'instruction publique. L'Université. — Travaux publics.

Colonies. Rétablissement de l'esclavage. Expédition de la Guadeloupe (mai 1801-juin 1802). — Saint-Domingue de 1789 à 1802. Toussaint-Louverture. — Expédition de Saint-Domingue (février 1802). — Arrestation de Toussaint-Louverture. Perte de l'île (août 1802-novembre 1803).

Rupture de la paix d'Amiens (12 mai 1803). — Conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru (août 1803-mars 1804). Exécution du duc d'Enghien (21 mars 1804). — Procès de Georges Cadoudal et du général Moreau. — Napoléon empereur (18 mai 1804).

Bonaparte consul à vie (2 août 1802).—L'année qui suivit le traité d'Amiens fut la période la plus brillante du consulat. Pour la première fois depuis le début de la Révolution, la France se trouvait en paix avec toute l'Europe. L'Angleterre, qui même en 1795, même en 1797, abandonnée de ses alliés,

n'avait pas voulu interrompre son duel à mort contre la République, l'Angleterre reconnaissait maintenant à la France la possession de la Belgique et du Rhin, d'Ostende et d'Anvers. Elle adhérait à tous les changements opérés sur le continent. Elle consentait à voir l'influence française régner sur le Zuyderzée comme sur l'Adriatique, à Madrid comme à Milan. Quand le colonel Lauriston vint apporter à Londres la ratification du traité par le premier consul, les mariniers de la Tamise dételèrent les chevaux de sa voiture et la traînèrent eux-mêmes. La mer était libre pour les Français, et le continent s'ouvrait de nouveau au commerce de l'Angleterre.

En France, malgré les rigueurs impitoyables qui frappaient les opposants, l'entraînement de la majorité était sans bornes. Bonaparte en profita pour étendre encore les pouvoirs dont il était revêtu. Croyant répondre à ses désirs, le sénat vota une prolongation du consulat pour dix ans. Le premier consul voulait davantage. Il se fit déférer, par un second plébiscite [1], le consulat à vie, avec faculté de désigner son successeur (2 août 1802). La constitution tout entière fut remaniée dans le sens monarchique. Les listes de notabilités firent place à des collèges électoraux de départements et d'arrondissements. Les membres de ces collèges étaient nommés à vie par les citoyens inscrits sur les listes de notabilités communales. On donna au sénat le droit de régler par des sénatus-consultes tout ce qui n'aurait pas été prévu par des lois organiques. En même temps le tribunat fut réduit à cinquante membres. Un conseil privé, composé des consuls, des ministres, de deux sénateurs, deux conseillers d'État, deux grands officiers de la Légion d'honneur, dut être à l'avenir seul consulté sur la ratification des traités. Déjà Bonaparte avait fait exclure soixante membres du corps législatif et vingt du tribunat par un vote du sénat. Au nombre de ceux que l'indépendance de leur caractère fit ainsi éliminer se trouvaient M. J. Chénier, Ginguené, Ganilh, Daunou, Benjamin Constant.

Le Code civil ; ses dispositions essentielles [2]. — L'œuvre la plus importante du consulat est certainement le *Code civil ;*

1. Ce plébiscite donna les résultats suivants : 3,568,885 *oui*, 8,374 *non*. Il ne faut pas oublier que les votes étaient inscrits sur des registres publics, avec le nom de chaque votant en regard du sien.

2. Je dois remercier ici mon excellent ami, M. Guérard, professeur à la faculté de droit de Rennes, dont j'ai mis à contribution l'obligeance et le savoir pour composer ce chapitre.

il fut rédigé de 1800 à 1803 par une commission composée de Portalis, Tronchet, Bigot de Préameneu, Malleville. Les travaux de la Constituante et de la Convention furent réunis, complétés et coordonnés en trente-six ordonnances successives, qui reçurent en 1807 le nom collectif de *Code Napoléon*. La loi prit l'homme au berceau pour ne le quitter qu'à la mort ; elle régla les rapports du fils et du père, du mari et de la femme, des citoyens entre eux et avec l'État.

L'enfant, depuis sa naissance jusqu'à l'âge de vingt et un ans, est, aux termes du Code civil, *mineur* et soumis à la puissance paternelle : il ne peut, sans l'autorisation de son père, contracter aucune obligation civile, se marier, acheter ou vendre ; toutefois il peut, ou du moins il pouvait à l'époque du consulat, entrer au service militaire, signer un engagement dès l'âge de dix-huit ans. Aux termes de la loi, l'enfant doit toute sa vie honneur et respect à ses père et mère, et il est obligé de leur fournir des aliments dans leurs besoins. La puissance paternelle à l'égard du mineur comprend son éducation, l'administration de sa personne et de ses biens. Après que le mineur a dix-huit ans accomplis, le père reste administrateur des propriétés de son fils jusqu'à sa majorité, mais à charge de lui rendre compte de tout ce qu'il n'aura pas dépensé pour son entretien, sa subsistance et son éducation. Si le père ou la mère vient à mourir, celui des deux qui survit est de droit *tuteur* de l'enfant. Si l'enfant devient orphelin avant sa majorité, il a pour tuteur l'aïeul paternel ; à son défaut, l'aïeul maternel ; à leur défaut à tous deux, le *conseil de famille* lui nomme un *tuteur* et un *subrogé-tuteur*, chargés d'administrer ses biens après que l'*inventaire* en a été fait.

Bien que l'enfant soit mineur jusqu'à vingt et un ans, il peut être *émancipé*, c'est-à-dire admis à jouir des droits que confère la majorité, soit par le mariage, qui ne peut d'ailleurs se contracter sans la permission des parents, soit par un acte spécial émanant du père ou de la mère, si le mineur a quinze ans, et, à leur défaut, du conseil de famille, si le mineur a dix-huit ans. L'enfant *naturel* est privé des droits dont jouit l'enfant *légitime;* il n'hérite pas de son père, il ne peut rien réclamer de lui, à moins qu'il n'ait été reconnu ou légitimé.

A l'âge de vingt et un ans, s'il n'a pas été émancipé auparavant, l'enfant devient *majeur* de plein droit ; dès lors il est homme et citoyen, il peut exercer la profession qui lui convient, s'obliger, contracter, acheter et vendre, et user librement de

ses biens. Toutefois il ne peut devenir de sa seule volonté la souche d'une nouvelle famille, par son union légale avec la femme, par son *mariage*, qu'à l'âge de vingt-cinq ans ; jusque-là le consentement paternel lui est nécessaire pour se marier.

Le *mariage* est un acte civil contracté par l'homme et la femme, librement si l'homme a vingt-cinq ans et la femme vingt et un ; avec la permission de leurs parents s'ils n'ont point atteint cet âge. L'homme ne peut se marier avant dix-huit ans, la femme avant quinze. Le mariage peut se faire *sous le régime de communauté* ou *sous le régime dotal.* Dans le premier cas, ce que possède chacun des deux époux forme la *communauté légale :* leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs acquisitions pendant le mariage, sont en commun et administrés par le mari. Le régime dotal est celui où la femme apporte au mari un fonds perpétuel et inaliénable, une *dot*, en se réservant la jouissance exclusive du surplus de ses biens. Sous le consulat, le mariage pouvait être rompu par le *divorce;* il n'en est plus de même maintenant, mais il peut y avoir *séparation de biens* et *séparation de corps.*

L'homme majeur est *citoyen;* il jouit de tous les droits que ce titre confère, à condition d'acquitter toutes les obligations qu'il impose, comme le service militaire, *etc.* Il ne perd ce titre que par l'*interdiction*, que s'il a été frappé d'une condamnation infamante ou s'il est atteint de folie. Le majeur a droit à la jouissance de sa propriété, de ses biens *mobiliers* et *immobiliers.* La propriété est *inviolable;* elle est définie par la loi « *le droit de jouir et de disposer de la chose de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.* » Nul ne peut être forcé d'aliéner sa propriété, à moins qu'il ne soit *exproprié* pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité. Il peut jouir d'un bien, quel qu'il soit, à trois titres différents : 1° comme *propriétaire;* 2° comme *usufruitier;* 3° comme *usager.* Il peut emprunter ou prêter, échanger, louer, acheter ou vendre. S'il achète sans payer immédiatement, ou s'il emprunte, il donne à son créancier *hypothèque* sur ses biens immeubles pour répondre du payement ; il ne peut plus dès lors disposer des biens hypothéqués avant que son *créancier* lui ait donné *mainlevée.* Si le créancier néglige de se faire payer et de faire renouveler l'hypothèque, au bout de trente ans il y a *prescription,* c'est-à-dire que le débiteur est libéré.

La propriété ne change pas seulement de mains par vente ou achat, mais encore par *donations* ou *héritages*. A la mort du père, s'il ne fait pas de testament, ses enfants, ou à leur défaut, ses *héritiers* naturels, entrent de plein droit en possession de ses biens ; ces biens sont partagés par portions égales entre tous les enfants. Mais le père peut disposer par *testament* d'une portion de ses biens : de moitié, s'il n'a qu'un enfant ; d'un tiers, s'il en a deux, d'un quart, quel que soit le nombre de ses enfants. Si l'un des deux époux vient à mourir, la fortune de chacun se liquide, et la part du décédé est remise aux enfants, à moins de donation au profit du survivant dans les limites fixées par la loi.

Telles sont les dispositions essentielles du Code civil. Elles ont été adoptées par la plupart des États européens.

Nouveau système financier : cadastre ; contrôle des contributions directes ; receveurs particuliers et généraux. — Pour les finances il y avait une double question fort grave à résoudre : comment et par qui l'impôt serait-il réparti ? Par qui serait-il perçu ? Jusque-là on avait laissé aux administrations locales le soin de dresser le *cadastre*, c'est-à-dire la liste des citoyens et des ressources individuelles, mobilières ou immobilières, en argent ou en propriété, de chacun d'eux. Les mêmes administrations locales étaient chargées de confectionner les *rôles*, c'est-à-dire de répartir l'impôt entre les citoyens. Quant à la perception en elle-même, elle était faite par des particuliers, des *adjudicataires*. L'adjudication se faisant au rabais, ceux qui s'en chargeaient moyennant une somme assez faible que l'État leur donnait, se dédommageaient par des fraudes.

Le gouvernement se chargea dorénavant de dresser le cadastre et de répartir l'impôt : pour cela on créa *l'agence des contributions directes*. Il y eut dans chaque département un *directeur* et un *inspecteur*, et de plus 840 *contrôleurs* répartis entre tous les arrondissements et chargés de la confection des rôles. Tous les ans, ils devaient dresser la liste des personnes et des propriétés, constater les changements survenus et fixer la portion d'impôt afférente à chaque contribuable.

Ce fut encore le gouvernement qui reçut directement les impôts. Des *percepteurs* durent toucher les contributions directes et les verser tous les mois dans la caisse d'un *receveur particulier* placé au chef-lieu d'arrondissement, et chargé à son tour de les verser dans la caisse d'un *receveur général* placé au

chef-lieu de département. Les contributions directes furent exigibles par douzième et par mois. A la fin de chaque mois, les receveurs généraux furent constitués *débiteurs* envers le Trésor des sommes qu'ils avaient reçues dans le courant du mois. Chacun des receveurs, avant d'entrer en fonctions, dut déposer un *cautionnement* destiné à répondre des sommes qu'il aurait entre les mains. Tous ces cautionnements furent versés dans une *caisse d'amortissement*. Pour faciliter les besoins du service, comme on savait d'avance les sommes que les receveurs généraux avaient à recevoir, on leur fit souscrire des *obligations* jusqu'à concurrence de la valeur de ces mêmes sommes, payables quatre mois après le jour où les sommes à toucher auraient été exigibles. Les receveurs devenaient ainsi de « vrais banquiers du Trésor, » et les obligations de « véritables lettres de change, » que l'État put donner en payement à ses créanciers. A côté du receveur général, on créa un *payeur général* par département.

Il fallait aussi songer à la dette publique, qui était énorme. Le premier consul décréta qu'à partir de 1801 les biens nationaux ne seraient plus aliénés. Il en restait à peu près pour 400 millions. Au lieu de vendre des biens nationaux, Bonaparte imagina de créer des rentes. C'était accroître la dette publique; mais l'État, recevant immédiatement le capital et n'étant tenu que d'en payer la rente tous les ans, y trouvait momentanément une ressource. L'intérêt de la dette fut porté à 100 millions de rentes annuelles.

La Banque de France. — A toutes ces créations Bonaparte ajouta la Banque de France. Le gouvernement fit appel aux principaux capitalistes de Paris, à la tête desquels se plaça le riche financier Perrégaux. Une vaste association fut formée pour la création de la *Banque de France*. Elle eut d'abord un capital de 30 millions ; elle dut être gouvernée par un conseil composé de quinze régents et un comité supérieur de trois membres. Elle devait escompter les effets de commerce d'une valeur réelle, émettre des billets circulant comme monnaie et s'interdire toutes les spéculations étrangères à l'escompte et au commerce des métaux.

La Banque de France rendit bientôt de grands services aux particuliers et même à l'État. Elle avança 63 millions au Trésor en 1805 et 86 millions en 1806. Napoléon la transforma à cette époque. Il supprima le conseil supérieur de trois membres et le remplaça par un gouverneur nommé par lui-même ; il fit entrer

au conseil trois receveurs généraux. Depuis cette époque le capital de la Banque a été plusieurs fois augmenté, et son privilège prolongé. Les billets émis par elle se transmettent de main en main sans formalité ; mais sur leur simple présentation ils doivent être échangés contre de l'argent, et ils n'ont pas cours forcé. D'ailleurs la Banque a dans ses caves des réserves qui lui permettent de faire face à l'imprévu, ainsi que des valeurs, créances ou effets de commerce sur la garantie desquels elle prête. De plus, si les demandes de prêt qu'on lui fait sont trop nombreuses, elle hausse son escompte, afin d'en diminuer le nombre et d'empêcher que ses caisses ne se vident trop rapidement. Si au contraire les demandes sont peu nombreuses, elle baisse l'escompte, afin d'attirer les emprunteurs par les conditions avantageuses qu'elle leur offre. La Banque de France est de nos jours en pleine prospérité ; elle possède toujours son privilège. Elle a étendu considérablement le nombre de ses opérations ; elle a aujourd'hui des succursales dans les principales villes de France.

Le concordat. — C'est à la même époque que le concordat fut signé. Bonaparte, voulant réconcilier le clergé avec le gouvernement, s'adressa au pape Pie VII. Il y avait en France, depuis la Révolution, un double clergé, *assermenté* et *insermenté*. On convint d'exiger que tous se démissent de leurs fonctions : ils y consentirent, à l'exception de deux constitutionnels et trente-sept insermentés. Alors les signatures furent échangées le 15 juillet 1801 entre le cardinal Consalvi, au nom du pape, Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Crétet et l'abbé Bernier, au nom du premier consul. Le concordat fut adopté le 8 avril par le tribunat et le corps législatif, et le lendemain il y eut un *Te Deum* à Notre-Dame.

« La religion catholique, apostolique et romaine, disait le texte du concordat, sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. Il sera fait par le saint-siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription de diocèses...

« Le premier consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique, suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la

suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique sera donnée par le saint-siège.

« Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, « sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au « gouvernement établi par la constitution de la République « française; je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de « n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit « au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité « publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il « se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai « savoir au gouvernement. » Les ecclésiastiques de second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement... Les évêques nommeront aux cures. Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

« Sa Sainteté déclare que ni elle, ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause... Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés [1]. »

Les articles organiques. — Au concordat le premier consul ajouta la loi du 18 germinal an X, qui porte le nom d'*articles organiques*. « Elle reposait sur le principe de la liberté des cultes, leur accordait à tous sécurité et protection, leur imposait tolérance et égards entre eux, soumission envers le pouvoir. » (*Thiers*.) En ce qui concerne la religion catholique, il était établi qu'aucune bulle ou bref du saint-siège ne serait publié en France sans l'autorisation du gouvernement; qu'aucun délégué de Rome, excepté son représentant officiel, ne serait reconnu ni admis. Toute infraction au concordat ou aux articles organiques était qualifiée *abus* et déférée au conseil d'État. Aucun concile ne pouvait être tenu en France sans l'autorisation du gouvernement. Il devait y avoir un seul catéchisme,

1. Le concordat ne faisait pas mention des ordres monastiques. Ce fut trois ans après, le 3 messidor an XII (juin 1804), qu'un décret impérial permit l'existence de certaines congrégations dont chacune devait recevoir une autorisation spéciale.

approuvé par le gouvernement. Le choix des professeurs, dans les séminaires, devait être ratifié par l'autorité civile. Les églises non vendues étaient rendues au nouveau clergé. Dans les campagnes, on lui restituait le presbytère et le jardin attenant. L'usage des cloches était rétabli, mais avec défense de les employer à aucun service civil. On ne pouvait célébrer le culte qu'à l'intérieur des églises partout où il existait des temples appartenant à des religions différentes. Désormais on ne put marier personne à l'église sans la production préalable de l'acte de mariage civil.

La Légion d'honneur. — Pour rendre au nouveau gouvernement l'éclat de l'ancienne monarchie, le premier consul résolut de créer un nouvel ordre, destiné à récompenser les services de toute sorte. Jusque-là on avait donné aux militaires qui se distinguaient des fusils et des sabres d'honneur ; dès lors ils recevront la croix de la Légion d'honneur (mai 1802). La Légion d'honneur dut être composée de 15 cohortes ; chaque cohorte, de 7 grands officiers, 20 commandeurs, 30 officiers et 350 simples légionnaires. « Ce qui achevait de compléter l'institution et d'en indiquer l'esprit, c'est que les services civils dans toutes les carrières, telles que l'administration, le gouvernement, les sciences, les arts, les lettres, étaient des titres d'admission aussi bien que les services militaires. » (*Thiers.*)

La Légion d'honneur rencontra chez les républicains une vive opposition : les uns y étaient absolument contraires, déclarant que c'était une violation de l'égalité ; les autres auraient voulu qu'on créât deux ordres, l'un destiné à récompenser les services civils, l'autre à récompenser les services militaires. Bonaparte tint ferme. « Voyez, disait-il, ces vaines futilités que les esprits forts dédaignent tant ! Le peuple n'est pas de leur avis. Il aime ces cordons de toutes couleurs, comme il aime les pompes religieuses. Avec ces hochets tant dédaignés on fait des héros ! » Aux partisans de deux ordres il répondait : « Il faut que les vertus civiles aient leur part de récompense comme les vertus militaires. Croyez-vous que ce soit uniquement parce que je suis réputé un grand général que je commande à la France ? Non, c'est parce que l'on m'attribue les qualités de l'homme d'État et du magistrat. La France ne tolérera jamais le gouvernement du sabre ; ceux qui le croient se trompent étrangement. Il faudrait cinquante ans d'abjection pour qu'il en fût ainsi. » (*Thiers*).

Réorganisation de l'instruction publique. L'Université. — A la même époque, le décret du 1er mai 1802 centralisait l'instruction publique entre les mains de l'État. Les écoles centrales étaient supprimées et remplacées par des *lycées*. Les langues anciennes, grecque et latine, la littérature française, les sciences mathématiques, physiques, naturelles, devaient y être enseignées. L'enseignement de l'histoire était supprimé. Les élèves étaient internés et recevaient une éducation toute militaire. Chaque mouvement devait s'exécuter au pas et au son du tambour. Des aumôniers donnaient aux élèves l'instruction religieuse, des officiers l'instruction militaire. Tous les maîtres de pension furent tenus d'envoyer leurs élèves aux cours des lycées. 6,400 bourses gratuites furent créées dans ces établissements : elles devaient être données aux fils de fonctionnaires civils ou militaires ou aux jeunes gens intelligents et dont les familles étaient peu aisées. Le concours général entre tous les lycées de Paris fut rétabli.

Pour l'instruction supérieure, le premier consul créa dix écoles de droit et six écoles de médecine. A l'école polytechnique on ajouta une école des services publics, connue depuis sous le nom d'école des ponts et chaussées, une école des arts mécaniques, établie à Compiègne, et qui devint plus tard l'école des arts et métiers de Châlons-sur-Marne. Enfin une école militaire fut créée à Fontainebleau; elle fut ensuite transportée à Saint-Cyr.

On ne fit presque rien pour l'instruction primaire; on se contenta d'établir des instituteurs dans les communes assez riches pour les entretenir. La commune donnait le logement et l'école; les écoliers payaient une modique rétribution.

Plus tard, Napoléon, devenu empereur, créa un corps enseignant, spécialement chargé de l'éducation publique. La loi du 10 mai 1806 fonda l'Université, qui fut organisée par le décret du 17 mars 1808. A la tête de l'Université il plaça un grand maître, qui fut M. de Fontanes, et un conseil supérieur de l'instruction publique. Des inspecteurs généraux durent parcourir la France pour s'assurer que les instructions du gouvernement étaient exécutées. L'empire fut divisé en autant d'académies qu'il y avait de cours impériales. A la tête de chaque académie était placé un recteur, assisté d'un conseil académique. Il y eut un inspecteur par département. Une École normale, établie dans les bâtiments du lycée Louis-le-Grand, dut former les jeunes gens au professorat. L'engagement de se

consacrer pour dix ans à l'instruction publique exempta dorénavant du service militaire. Aux termes du décret de fondation [1], les professeurs devaient être astreints au célibat et à la vie commune dans l'intérieur des lycées. Enfin le 11 décembre 1808, 400,000 livres de rentes inscrites au grand-livre et le produit des inscriptions et des taxes furent affectés à l'entretien de l'Université.

Travaux publics. — De nombreux travaux furent entrepris ou achevés pendant cette période. A Paris, trois ponts nouveaux étaient jetés sur la Seine : le pont des Arts, et ceux qui devaient recevoir plus tard les noms d'Austerlitz et d'Iéna. Le canal de Saint-Quentin allait mettre en communication l'Oise, la Somme et l'Escaut; on travaillait au canal d'Aigues-Mortes à Beaucaire; trois routes par le Simplon, le mont Cenis et le mont Genèvre, se trouvaient en voie d'exécution, et devaient réunir la France et l'Italie. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, recevaient des encouragements. Les tarifs de douane étaient augmentés pour protéger la production nationale contre la concurrence étrangère. En l'an VIII, les importations de marchandises et matières premières s'étaient élevées à 325 millions, et les exportations à 271 ; en l'an IX, il y eut 417 millions d'importations et 305 d'exportations.

Colonies. Rétablissement de l'esclavage. Expédition de la Guadeloupe (mai 1801-juin 1802). — Depuis 1793, nos colonies avaient été enlevées par les Anglais, ou du moins étaient restées sans relations avec la France. Le premier consul profita de la paix pour tourner son attention de ce côté. La Convention avait aboli l'esclavage et proclamé l'égalité des noirs et des blancs. Bonaparte rétablit l'esclavage aux îles de France et de la Réunion, à la Guyane, à Tabago et à Sainte-Lucie.

Le 29 mai 1801, le contre-amiral Lacrosse et le général Béthencourt arrivèrent à la Pointe-à-Pître, capitale de la Guadeloupe. Ils ordonnèrent aux nègres affranchis de retourner sur les plantations de leurs anciens maîtres. Les noirs prirent les armes pour défendre leur liberté. Le général Richepanse, envoyé de France avec des renforts (avril-mai 1802), s'empara de la *Basse-Terre* et du *fort Saint-Charles* après une vive résistance. Le général Gobert [2] prit d'assaut la position du *Dollet*.

1. Il ne fut jamais exécuté.

2. Voir au cimetière du Père Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le bas-relief suivant de David d'Angers : *Dans un combat contre les noirs, à*

Le 8 juin 1802, 300 noirs restés les derniers en armes dans le poste du *Parc-à-Macoubac* se firent sauter plutôt que de se rendre. L'île était soumise. Richepanse y mourut de la fièvre jaune quelque temps après.

Saint-Domingue de 1789 à 1802. Toussaint-Louverture. — Les choses se passèrent différemment à Saint-Domingue. Avant 1789, la partie occidentale de cette île était la plus prospère de nos colonies (l'est appartenait aux Espagnols). Elle avait pour capitale le Cap-Français. Sa population comptait 40,000 blancs, 35,000 hommes de couleur libres et 500,000 esclaves attachés à la culture des plantations de sucre et de café.

Le 28 mars 1790, l'Assemblée constituante accorda les droits civiques aux hommes de couleur libres. Les planteurs refusèrent d'exécuter le décret. Le mulâtre Oger, ayant voulu recourir contre eux à la force, fut battu, livré aux blancs par les Espagnols et rompu vif. Les troupes envoyées de France à Saint-Domingue furent gagnées par les présents et les promesses des planteurs et se joignirent à eux au lieu de faire exécuter la loi. Les esclaves espéraient être bientôt affranchis par la métropole. Des symptômes de soulèvement se manifestaient parmi eux. On les traita avec une rigueur impitoyable. Exaspérés par les cruautés dont ils étaient victimes, les noirs se révoltent sur toute la surface de l'île dans la nuit du 23 au 24 août 1791 ; ils détruisent les récoltes, incendient les plantations, massacrent les blancs. En quelques jours la plaine du Cap, la plus riche des Antilles, ne présenta plus que des ruines fumantes. Une affreuse guerre civile commença. Les nègres avaient pour chefs au début Bouckman, Jean-François et Biassou.

Le 21 juin 1793, la Convention nationale vota l'abolition de l'esclavage. Les planteurs refusèrent de se soumettre au décret. Ils proclamèrent Louis XVII et appelèrent les Espagnols et les Anglais contre les républicains et les noirs réunis. La lutte fut acharnée. Enfin, un noir, homme de tête et de cœur, y mit un terme. Toussaint-Louverture était né en 1743 près du Cap-Français. Fils d'esclave, esclave lui-même chez le comte de Noë, puis cocher d'un capitaine de vaisseau marchand, Toussaint-Louverture apprit à lire et devint contre-maître sur une plantation. Après le décret d'affranchissement, son courage et

la Martinique, Gobert tue d'un coup de pistolet un nègre qui, voyant ses compatriotes vaincus, allait faire sauter une maison minée où étaient enfermés des prisonniers français.

son intelligence le firent nommer général de division par le gouverneur Laveaux. Il chassa les Anglais, prit possession de la partie orientale, cédée à la France par les Espagnols en 1795, aux termes du traité de Bâle ; il soumit les mulâtres et rétablit la paix dans l'île. Les plantations de café furent remises en culture, exploitées simultanément par les nègres, désormais libres, et les blancs réconciliés avec eux. Du reste, Toussaint se montrait peu disposé à subir les ordres de la métropole. Il réduisit à l'impuissance les commissaires du Directoire, Polverel, puis Santhonax, qui fut obligé de se rembarquer. Le général Hédouville, envoyé comme successeur de Santhonax, dut en faire autant. En fait, Saint-Domingue formait une république indépendante nominalement placée sous le protectorat français. Son chef s'appelait lui-même « le Bonaparte des noirs. » « Le Bonaparte des blancs, » à qui la paix avec les Anglais rouvrait la mer, résolut d'en profiter.

Expédition de Saint-Domingue (février 1802). — La flotte chargée de réoccuper Saint-Domingue comptait 33 vaisseaux de ligne et 21 frégates, sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse. Elle portait à bord 21,200 hommes pris dans l'armée du Rhin, qui, par son attachement aux principes républicains, était suspecte au premier consul, et qu'on avait voulu éloigner de France. Ces troupes étaient sous les ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte ; il avait pour lieutenants Hardy, Rochambeau, Debelle, Desfourneaux, Boudet, Dugua, Bachelu, Clausel, Watrin, Lapoype. Partie de Brest et des autres ports français au mois de décembre 1801, l'expédition arriva en vue de l'île au mois de janvier 1802.

Toussaint-Louverture prépara une résistance désespérée, de concert avec Christophe, Dessalines, Lamartinière et Maurepas, malgré l'abandon des généraux nègres Laplume et Clervaux. Néanmoins les nègres ne purent tenir contre les soldats français ; ils furent chassés successivement du *Cap-Français* et du *Port-au-Prince* (6 février), du *Môle-Saint-Nicolas* et du *Port-de-la-Paix* (9 février), de *Santo-Domingo*, du *Gros-Morne* (28 février), du *fort de la Crète-à-Pierrot*, qui ne tomba qu'après trois attaques (23 mars).

Mais partout, en fuyant, les nègres incendiaient les villes, massacraient les blancs, détruisaient les vivres. L'armée était épuisée de fatigue, accablée par la chaleur de ce climat meurtrier. Les vaincus, réfugiés dans l'intérieur, au milieu de ravins

sauvages[1], de hautes montagnes, d'épaisses forêts, pouvaient opposer encore une longue résistance. Le général Leclerc leur fit les propositions les plus avantageuses. Le 1er mai 1802, il signa un traité aux termes duquel les chefs noirs devaient conserver leurs grades, et l'esclavage était aboli pour toujours.

Arrestation de Toussaint-Louverture. Perte de l'île (août 1802-novembre 1803). — Trois mois après, Toussaint-Louverture, attiré à une entrevue par le général Brunet, fut arrêté, au mépris de la convention signée (août 1802). Transporté prisonnier en France, il fut enfermé au fort de Joux, près de Pontarlier; il y mourut au mois d'avril 1803.

Cette perfidie amena un soulèvement général des noirs sous la conduite de Dessalines et de Christophe. Obligés de se disséminer sur tous les points pour combattre des ennemis supérieurs en nombre, les soldats français furent en outre décimés par la fièvre jaune. Le général Leclerc fut une des premières victimes du fléau (1er novembre 1802). Rochambeau le remplaça. La rupture de la paix d'Amiens rendit la situation encore plus critique. Plus de secours à espérer de France : la mer était fermée par les flottes anglaises. Les places occupées par nos troupes furent perdues une à une. Bien peu, parmi ceux qui avaient débarqué à Saint-Domingue, revirent l'Europe. La plupart périrent de la fièvre jaune, furent tués par les nègres ou capturés par les Anglais. Rochambeau fut pris en mer au sortir du Cap-Français (30 novembre 1803). Imitant la conduite de Napoléon en France, Dessalines se fit proclamer empereur d'Haïti le 8 octobre 1804, sous le nom de Jacques Ier[2]. Le général Ferrand se maintint à Santo-Domingo jusqu'en 1810. Quand il eut ouvert les portes de cette ville au nègre Christophe, la France ne posséda plus un pouce de terre dans la plus belle de ses anciennes colonies.

Rupture de la paix d'Amiens (12 mai 1803). — Au début de l'année 1803, la France se trouvait en paix avec toute l'Europe. Cet état de choses devait être de courte durée. Les merveilleuses qualités que Bonaparte possède, dit un historien, « il ne s'en sert que pour étonner, éblouir les hommes. Il cherche

1. Par exemple le *Morne-aux-couleuvres,* dans le mont *Cibao.*

2. Il fut assassiné en 1806 par le noir Christophe et le mulâtre Péthion, entre lesquels la guerre recommença aussitôt. Péthion se fit proclamer, au Port-au-Prince, président de la république. Christophe prit le titre de roi, au Cap, le 3 avril 1811.

à frapper leur imagination, non à satisfaire leur raison ou leurs intérêts. Il y a dans son esprit une sorte d'impossibilité de s'arrêter à un but déterminé ; il n'a pas plus tôt fait un pas en avant qu'il s'élance plus loin, toujours plus loin, sans jamais attendre que le terrain soit affermi sous ses pieds. Une conquête n'est jamais pour lui qu'une pierre d'attente pour une conquête nouvelle. » (P. Lanfrey, *Histoire de Napoléon.*)

Dès le 25 janvier 1802, Bonaparte avait fait venir auprès de lui, à Lyon, une *consulte* composée des principaux magistrats du gouvernement cisalpin et avait reçu d'eux le titre de *Président de la république italienne.* Au mois de septembre de cette même année 1802, le Piémont et l'île d'Elbe furent réunis à la France. Le Piémont forma six départements. Déjà le gouvernement de la république batave avait été modifié, les deux chambres dissoutes par Augereau, et le pouvoir exécutif confié à un président, dont les fonctions durèrent seulement trois mois. Les divisions intestines n'avaient pas cessé d'agiter la Suisse. Bonaparte y fit entrer 30,000 hommes. En qualité de *médiateur de la Confédération helvétique*, il revisa la constitution de ce pays. Chaque canton obtint le droit de se gouverner d'après ses lois particulières ; le lien fédéral fut affaibli. Louis d'Affry, nommé président de la Confédération, reçut une pension de la France. L'Angleterre se plaignit de cette immixtion du gouvernement français dans les affaires intérieures de la Suisse. En même temps des agents français parcouraient l'Égypte, l'Orient, même l'Angleterre et l'Irlande, pour y lever le plan des places fortes et entrer en relations avec les mécontents.

Aux termes du traité d'Amiens, les Anglais devaient évacuer Malte et la restituer aux chevaliers de Saint-Jean. Ils n'avaient point encore exécuté cet article, et ils alléguaient les envahissements incessants de la politique française sur le continent pour justifier l'occupation prolongée de cette île par leur garnison.

Il y avait encore entre les deux nations d'autres motifs de mécontentement. Le premier consul avait demandé au ministère Addington le renvoi des Bourbons hors du territoire britannique et la suppression des journaux rédigés à Londres par les royalistes français. Le gouvernement anglais répondit que l'hospitalité envers les réfugiés politiques de tous les partis était de tradition en Angleterre, et que, tant que leurs écrits ni leurs actes ne seraient pas en contradiction avec les lois du pays, la constitution ne permettait pas de les expulser ni de leur imposer silence.

Le 8 mars 1803, un message du roi Georges informa la chambre des communes « que, vu les préparatifs militaires qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande, il avait cru devoir adopter de nouvelles mesures de précaution pour la sûreté de ses États. » Quelques jours après, le 13 mars, dans une audience publique aux Tuileries, lord Whitworth, ambassadeur d'Angleterre, fut interpellé en termes véhéments par le premier consul. Alors le ministère Addington fit demander à Napoléon l'évacuation de la Hollande et de la Suisse, une indemnité en faveur du roi de Sardaigne, la cession de l'île de Lampedouse, l'occupation de Malte pendant dix ans, à titre de garantie. A ces conditions, l'Angleterre reconnaîtrait les changements opérés en Europe depuis la paix d'Amiens (26 avril). Le premier consul ayant repoussé ces demandes, lord Whitworth quitta Paris (12 mai 1803). Les hostilités recommencèrent aussitôt. Elles ne devaient plus s'arrêter qu'en 1815!

Les Anglais commencèrent la lutte en s'emparant de deux bâtiments chargés l'un de bois, l'autre de sel. Le premier consul décréta aussitôt l'arrestation et l'internement de tous les Anglais âgés de plus de dix-huit ans et de moins de soixante qui se trouvaient en France : ils y furent retenus jusqu'en 1814. A la même époque, ne croyant pas pouvoir conserver la Louisiane, il la vendit aux États-Unis moyennant 80 millions.

Par l'ordre du premier consul, le général Mortier occupa le Hanovre, possession personnelle du roi d'Angleterre sur le continent. Les soldats hanovriens furent désarmés (juin 1803). Les préparatifs maritimes recommencèrent dans les ports de l'Ouest. Tous les États alliés de la France, ou que leur situation géographique mettait dans la nécessité d'obéir à Napoléon, les républiques batave, helvétique, ligurienne, Naples, l'Espagne, le Portugal, durent lui fournir des vaisseaux, des hommes, de l'argent.

Conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru (août 1803-mars 1804). **Exécution du duc d'Enghien** (21 mars 1804). — Cependant les émigrés royalistes réfugiés à Londres, voyant la guerre rallumée, crurent le moment favorable pour renverser Napoléon. Le 21 août 1803, le plus audacieux d'entre eux, Georges Cadoudal, vint débarquer à la falaise de Biville et gagna Paris. Deux nouveaux débarquements s'opérèrent en secret le 21 décembre 1803 et le 15 janvier 1804. Le général

Pichegru[1], le marquis de Rivière, les deux frères Armand et Jules de Polignac, faisaient partie du second. Réunis à Paris, ils attendaient pour agir l'arrivée du comte d'Artois et du duc de Berry, qui devaient les suivre.

Les conjurés se flattaient d'entraîner le général Moreau, par l'intermédiaire de Pichegru, son ancien chef. Moreau était, après Napoléon, le plus illustre des généraux français. Depuis sa victoire de Hohenlinden, il s'était tenu à l'écart. Il blâmait l'ambition du premier consul, et par son silence et son abstention, le seul mode de protestation possible, il semblait s'être désigné comme le chef des mécontents. Comme ces Romains dont parle Tacite, les Français de 1803 lisaient les journaux pour voir « ce que *Moreau* n'avait pas fait[2]. » Il eut plusieurs entrevues avec Pichegru, mais refusa de prendre part au complot.

La police surveillait les conjurés depuis leur entrée sur le territoire français. Savary resta même pendant vingt-huit jours (du 25 janvier au 15 février 1804) près de la falaise de Biville, dans l'espérance d'arrêter le comte d'Artois et le duc de Berry à leur débarquement. Ils ne parurent pas. Le 15 février, Moreau fut arrêté. Le corps législatif vota une loi frappant de mort quiconque donnerait asile, soit à Pichegru, soit à ses complices, et de six ans de travaux forcés quiconque, ayant connu leur retraite, ne les dénoncerait pas. Pichegru fut livré le 28 février par un ami chez lequel il avait cherché un refuge. Le 9 mars, dans la rue de *Monsieur-le-Prince*, Cadoudal passait en voiture; il fut reconnu et pris après une résistance désespérée. Les deux Polignac et le marquis de Rivière furent également arrêtés.

Déterminé à terrifier les royalistes par un coup sanglant, Napoléon résolut de frapper un prince de la maison de Bourbon. Le comte d'Artois et le duc de Berry lui avaient échappé; le duc d'Enghein n'eut pas le même bonheur. Ce jeune homme, fils du duc de Bourbon et petit-fils du prince de Condé, résidait depuis deux ans au village d'Ettenheim, près de Strasbourg, sur le territoire badois. Dans la nuit du 17 au 18 mars, deux cents dragons et gendarmes partis de Schelestadt, sous les ordres du colonel Ordener, franchissent le Rhin, au mépris de la neutralité badoise, et cernent Ettenheim. Le

1. Déporté à Sinnamary après le 18 fructidor, Pichegru était parvenu à s'en échapper.

2. Diurna populi romani per provincias, per exercitus curatius leguntur, ut noscatur quid Thrasea non fecerit. (*Annales*, liv. XVI, c. 22.)

duc est arrêté, amené à Strasbourg. Le 20 mars, à onze heures du matin, il arrive à Paris. Le soir, il est conduit à Vincennes. A minuit on le réveille. A deux heures du matin il comparaît devant un conseil de guerre présidé par le général Hullin, et dont les membres avaient été nommés par Murat, gouverneur de Paris. Savary, l'homme de confiance du premier consul, était présent. Le jugement fut secret; aucun témoin ne fut entendu; l'accusé n'eut point de défenseur. Il fut condamné à mort comme émigré. Avant la fin de la nuit, vers quatre heures, il tomba dans les fossés du château sous les balles du peloton d'exécution.

Procès de Georges Cadoudal et du général Moreau (28 mai-26 juin). — Quinze jours après l'exécution du duc d'Enghien, le 6 avril, Pichegru fut trouvé mort dans sa prison[1]. Le procès du général Moreau, de Georges Cadoudal et de leurs co-accusés commença devant la cour d'assises le 28 mai. Un sénatus-consulte du 25 février avait suspendu le jury dans le département de la Seine. Vingt accusés furent condamnés à mort, parmi lesquels Georges Cadoudal, Armand et Jules de Polignac et le marquis de Rivière. A l'égard de Moreau, les juges admirent des circonstances atténuantes, et désirant l'épargner, car rien ne démontrait qu'il fût coupable, mais n'osant pas l'absoudre entièrement, ils le condamnèrent à deux ans de prison (9 juin)[2]. Cette peine fut commuée en un bannissement aux États-Unis. Le 26 juin, Georges Cadoudal et onze autres furent guillotinés. Les huit autres condamnés, parmi lesquels MM. de Polignac et de Rivière, avaient obtenu leur grâce.

Napoléon empereur (18 mai 1804). — Au moment où ce procès se termina, Napoléon venait de recevoir un nouveau titre. « Ce jeune homme commence comme César, disait parfois Tronchet au début du consulat; j'ai peur qu'il ne finisse comme lui. » Depuis, Napoléon était devenu consul à vie. Ses projets grandissant toujours, il rêva bientôt, même avant la rupture du traité d'Amiens, de « ressusciter l'empire d'Occident. » (*Instructions de M. de Talleyrand à l'ambassadeur de France en Angleterre*, *Ott*, 23 octobre 1802.) Le 27 mars 1804, sur l'invitation de Fouché, le sénat engagea le premier consul à

1. Au Temple.

2. L'un des juges, Lecourbe, frère du général, s'étant refusé à condamner Moreau, qu'il ne croyait pas coupable, fut quelque temps après apostrophé en termes violents, aux Tuileries, par le premier consul et obligé de sortir de sa présence.

rendre « son ouvrage immortel comme sa gloire. » Le 23 avril, le tribun Curée proposa l'établissement de l'empire en faveur de Napoléon Bonaparte et de sa famille. Un seul membre du tribunat, Carnot, combattit la proposition. « Aujourd'hui, dit-il, se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires!... Vous dites que Bonaparte a opéré le salut de son pays, qu'il a restauré la liberté publique : est-ce donc une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté? » Personne ne soutint Carnot[1], et, le 18 mai 1804, le sénat proclama Napoléon Bonaparte *empereur des Français*.

CHAPITRE X.

L'empire jusqu'au traité de Tilsitt.

L'empire (18 mai 1804). La constitution impériale; le sénatus-consulte organique de l'an XII. — Couronnement de Napoléon (2 décembre 1804). — Camp de Boulogne. La grande armée. Projet de descente en Angleterre (1804-1805). — La campagne maritime échoue (mars-août 1805).

Rupture avec l'Autriche et la Russie. Troisième coalition. — Campagne de 1805. Capitulation d'Ulm (19 octobre). — Napoléon à Vienne (novembre). — Bataille d'Austerlitz (2 décembre). — Traité de Presbourg (26 décembre). Confédération du Rhin (12 juillet 1806). — Bataille navale de Trafalgar (21 octobre 1805). — Mort de Pitt (23 janvier 1806).

Rupture avec la Prusse. Quatrième coalition. — Campagne de Prusse. — Batailles d'Iéna et d'Auerstædt (14 octobre 1806). — Napoléon à Berlin. — Les Français en Pologne. — Campagne d'hiver. — Bataille d'Eylau (8 février 1807). — Prise de Dantzick (26 mai). — Bataille de Friedland (14 juin). — Traité de Tilsitt (8 juillet 1807).

L'empire (18 mai 1804). **La constitution impériale; le sénatus-consulte organique de l'an XII.** — Le 18 mai 1804 (28 floréal an XII), un sénatus-consulte proclama Napoléon Bonaparte empereur des Français : 3,572,329 suffrages contre 2,569 lui confirmèrent ce titre.

L'empire fut déclaré héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. A défaut d'héritiers directs, Joseph et Louis

1. Il y eut pourtant aussi un opposant au sénat, Grégoire.

Bonaparte étaient appelés à succéder à leur frère[1]. L'empereur créa aussitôt six grands dignitaires inamovibles qui devaient former son conseil : Joseph Bonaparte fut grand électeur ; Cambacérès, archichancelier d'empire ; Eugène Beauharnais, archichancelier d'État ; Lebrun, architrésorier ; Louis Bonaparte, connétable ; Murat, grand amiral. L'empereur nomma seize maréchaux, dont quatorze furent immédiatement désignés : Jourdan, Masséna, Augereau, Brune, Berthier, Lannes, Ney, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout, Bernadotte ; de plus, quatre maréchaux honoraires : Kellermann, Lefèvre, Pérignon et Sérurier. Songis et Marescot furent inspecteurs généraux de l'artillerie et du génie ; Gouvion-Saint-Cyr, colonel général des cuirassiers ; Junot, des hussards ; Marmont, des chasseurs ; Baraguey-d'Hilliers, des dragons ; Bruix, inspecteur général des côtes de l'Océan ; Decrès, de celles de la Méditerranée : tels furent les grands officiers militaires. Il y eut aussi de grands officiers civils : le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, grand aumônier ; Talleyrand, grand chambellan ; Berthier, grand veneur ; Caulaincourt, grand écuyer ; Duroc, grand maréchal du palais ; le comte de Ségur devint grand maître des cérémonies. Tous ces dignitaires eurent des dotations ; la liste civile de l'empereur fut fixée à 25 millions.

La situation des grands corps de l'État fut modifiée. Le sénat resta le premier de tous ; les six grands dignitaires et les princes français âgés de dix-huit ans en firent partie de droit. Les membres du corps législatif purent désormais discuter, mais seulement en comité secret. Le tribunat, réduit à 50 membres, sera supprimé en 1807. Une haute cour impériale, composée de 60 sénateurs, 20 conseillers d'État, 20 conseillers de la cour de cassation, des grands dignitaires, des grands officiers de l'empire, fut instituée pour connaître des complots ourdis contre la sûreté de l'État ou la personne de l'empereur, des

1. Il n'était pas question des deux autres frères de Napoléon, Lucien et Jérôme. Lucien, ministre de l'intérieur après le 18 brumaire, puis ambassadeur à Madrid, s'était brouillé avec son frère pour avoir épousé Mme de Bleschamps, veuve de M. Jouberthon. Il se retira en Italie, dans les États romains, et prit le titre de prince de Canino. — Jérôme avait fait comme volontaire, à bord de la flotte, la campagne de Saint-Domingue. Il épousa, le 24 décembre 1803, à Baltimore, la fille d'un riche négociant, Élisa Paterson. Napoléon, qui n'avait point été instruit du mariage, le fit déclarer nul (21 mars 1804). Toutefois, Jérôme ne voulut pas d'abord se séparer de sa femme. C'est seulement le 22 août 1807 qu'il contracta un second mariage avec la princesse Catherine de Wurtemberg.

attentats contre les membres de la famille impériale ou les grands dignitaires.

Couronnement de Napoléon (2 décembre 1804). — Le 2 décembre 1804, le pape vint lui-même sacrer à Notre-Dame de Paris le nouveau Charlemagne. Pie VII avait espéré obtenir des concessions de l'empereur, en reconnaissance de l'empressement qu'il avait montré à lui être agréable. Il le pria « d'imiter l'acte spontané et célèbre par lequel Charlemagne rendit à saint Pierre tout le domaine que lui avait déjà donné Pépin son père et qu'avaient envahi les Lombards, c'est-à-dire l'Exarchat, la Pentapole, avec l'addition d'autres domaines, et particulièrement du duché de Spolète et de Bénévent. » Napoléon n'accorda rien.

Six mois après l'empereur se fit couronner à Milan *roi d'Italie* (26 mai 1805). Son beau-fils, Eugène Beauharnais, gouverna le nouveau royaume en qualité de vice-roi.

Camp de Boulogne. La grande armée. Projet de descente en Angleterre (1804-1805). — Au milieu des fêtes de son intronisation, Napoléon n'avait pas oublié un moment son projet d'opérer une descente en Angleterre. Cette puissance, que la mer protégeait contre une invasion, qui seule en Europe était restée également insensible à ses avances et à ses menaces, où ses ennemis trouvaient un asile hors des atteintes de son bras et pouvaient écrire librement contre lui, fut pendant toute la durée de son règne l'objet de sa haine implacable.

Dès la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon avait formé le dessein d'envahir les îles Britanniques. Cent cinquante mille hommes furent réunis dans trois camps, à *Boulogne, Ambleteuse* et *Montreuil;* il y furent soumis à des exercices continuels pendant deux ans (1803-1805) et reçurent le nom de *Grande Armée.* Napoléon commandait cette armée en personne; il avait Berthier [1] pour major général. C'est au camp de Boulogne que, dans une revue, l'empereur distribua aux soldats les premières croix d'honneur (6 août 1804). Deux mille bateaux plats furent construits pour embarquer et jeter sur la plage de Douvres les hommes, les chevaux, les canons.

Pour traverser le détroit, il fallait vaincre ou écarter la flotte anglaise. Voici quelles furent les instructions données aux amiraux français par Napoléon et le ministre de la marine Decrès :

1. Berthier (Alexandre) était né à Versailles en 1753 ; il fut assassiné à Bamberg en 1815.

Villeneuve, avec la flotte de Toulon, devait rallier à Cadix l'escadre espagnole de l'amiral Gravina et se porter aux Antilles; Missiessy, avec la flotte de Rochefort, et Gantheaume, avec celle de Brest, devaient s'y rendre également. On espérait que l'Angleterre, craignant pour la sûreté de ses colonies d'Amérique, y enverrait sa flotte de la Manche. Les trois amiraux français réunis devaient faire leur jonction, revenir en toute hâte avec soixante vaisseaux de ligne dans le pas de Calais, momentanément abandonné par la marine britannique, et protéger la descente.

La campagne maritime échoue (mars-août 1805). — L'entreprise échoua dès le début. Bloqué dans Brest, Gantheaume ne put pas en sortir. Missiessy, parvenu aux Antilles, n'y trouva pas Villeneuve et revint en France (20 mai 1805). Villeneuve, sorti de Toulon le 30 mars, après avoir rallié à Cadix l'amiral Gravina, parvint à la Martinique le 13 mai. Après avoir attendu inutilement Gantheaume et Missiessy, il revint en Europe. Le 22 juillet, il rencontra à la hauteur du *cap Finistère*, à cinquante lieues de la côte d'Espagne, quinze vaisseaux de ligne anglais, commandés par l'amiral Calder. Après avoir perdu deux bâtiments espagnols, Villeneuve gagna le Ferrol et la Corogne. Il en sortit de nouveau le 11 août. Il avait l'ordre de débloquer Missiessy à Rochefort. Tous deux devaient se diriger sur Brest et débloquer Gantheaume. S'ils y réussissaient, ils se rendraient à Boulogne, où les attendait Napoléon.

Mais les flottes anglaises veillaient de toutes parts. Elles étaient mieux organisées que les nôtres. Villeneuve écrivait à Decrès : « Nous avons de mauvais mâts, de mauvaises voiles, de mauvais gréements, de mauvais officiers, de mauvais matelots. » Aussi, sur l'avis qu'une flotte anglaise approchait, Villeneuve, au lieu de remonter vers Rochefort, cingla-t-il vers le sud pour aller s'enfermer dans Cadix.

L'empereur attendait toujours, impatient et irrité. Du rivage de Boulogne, il n'apercevait sur la mer que des voiles anglaises. Il dut renoncer à ses projets. Une fois de plus l'Océan avait protégé l'île contre une descente et sauvé Londres en arrêtant Napoléon, comme il avait arrêté Louis XIV et Philippe II.

Rupture avec l'Autriche et la Russie. Troisième coalition. — L'Angleterre avait échappé aux coups de Napoléon : il se vengea sur l'Europe. L'occupation du Hanovre, la violation de la neutralité allemande par l'arrestation du duc d'Enghien

sur la territoire badois et du diplomate anglais Rumbold à Hambourg (octobre 1803), enfin la proclamation de l'empire avaient amené la signature d'un traité secret d'alliance défensive entre l'Autriche et la Russie (6 novembre 1804). Le 11 avril suivant, une convention fut également conclue entre l'Angleterre et la Russie. L'indépendance de la Hollande, de la Suisse, du royaume de Naples; l'évacuation du Hanovre, le rétablissement du roi de Piémont : tel était le but que les deux gouvernements devaient poursuivre. Ils comptaient sur l'appui de Naples et de la Suède. Néanmoins avant de combattre, le czar voulut tenter encore la voie des négociations. Napoléon, loin de céder, se montra chaque jour plus envahissant. Il prit le titre de roi d'Italie (26 mai 1805) ; Gênes fut incorporée à la France (4 juin) ; Lucques et Piombino furent érigées en principautés pour Bacciochi, mari d'Élisa Bonaparte; enfin l'empereur menaça de chasser de Naples les Bourbons. Tout accord devint impossible. La France allait avoir à lutter contre une troisième coalition, formée de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de Naples et de la Suède. Napoléon désirait la guerre, pour effacer par des victoires sur le continent l'effet qu'avait produit l'insuccès de son projet de descente en Angleterre.

Campagne de 1805. Capitulation d'Ulm (19 octobre).— Les coalisés résolurent de prendre l'offensive sur quatre points : 1° 80,000 Autrichiens, commandés par Mack, s'avancèrent sur la frontière de France en remontant le Danube; une armée russe se rassemblait en Pologne pour venir les appuyer; 2° 100,000 Autrichiens, sous l'archiduc Charles, se rassemblèrent derrière l'Adige, pour envahir le royaume d'Italie; 3° un corps d'Anglais et de Russes devait débarquer dans le royaume de Naples; 4° un corps de Suédois, de Russes et d'Anglais devait reconquérir le Hanovre sur les Français.

Mack se mit le premier en mouvement. Le 7 septembre il passa l'Inn et pénétra sur le territoire bavarois. Il espérait entraîner dans la coalition l'électeur de Bavière. Ce prince, de même que ses voisins de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt, aurait bien voulu rester neutre. Ils se décidèrent toutefois en faveur de Napoléon, dont le triomphe leur paraissait plus probable. Pendant que Mack occupait *Ulm*, les Bavarois se retirèrent à Wurtzbourg pour y attendre les Français.

Les 80,000 hommes de Mack se trouvaient placés à une distance énorme de Vienne, sans avoir derrière eux de réserve

prête à les secourir. Napoléon résolut de tomber sur cette armée avec le gros de ses forces et de l'anéantir avant qu'elle pût être soutenue par les Russes ou se replier sur Vienne. Il comprenait qu'en frappant ses ennemis au centre, leurs efforts aux extrémités seraient paralysés.

Pendant que des colonnes sorties de Strasbourg feignent de vouloir opérer de front le passage de la forêt Noire, et attirent de ce côté l'attention de l'ennemi, la grande armée, venue de Boulogne en toute hâte, traverse le Rhin à Mayence, Manheim et Spire. Elle est appuyée à gauche par les corps venus de Hollande et de Hanovre. 200,000 Français, commandés par Napoléon, tournent ainsi le flanc droit de l'armée autrichienne, rallient à Wurtzbourg les Bavarois, et, traversant le Mein, arrivent sur la rive gauche du Danube, devant Donauwerth, le 6 octobre. Attaquée par Murat, Ney, Lannes, la division autrichienne Kienmayer se retire de *Donauwerth* sur Munich. Une portion de l'armée française passe aussitôt sur la rive droite du Danube. Bernadotte marche sur Munich au sud-est ; Soult occupe Augsbourg au sud, sur le Lech. Dès lors Mack est emprisonné entre le Rhin et la grande armée. Il croit encore les Français devant lui, à l'ouest ; ils sont derrière à l'est, lui fermant toutes les routes de Vienne.

Napoléon charge Ney de remonter le Danube par la rive gauche, Lannes et Murat de le remonter par la rive droite jusqu'à Ulm. Le 8 octobre, Murat, avec les dragons d'Excelmans et les grenadiers d'Oudinot, culbute 12,000 Autrichiens à *Wertingen;* le 9, Ney chasse l'ennemi de *Gunzbourg ;* puis il fait occuper au nord d'Ulm la position d'Albeck par Dupont et Baraguey-d'Hilliers.

Pour échapper à la destruction, Mack n'avait plus que deux opérations à tenter : 1° fuir au sud et gagner le Tyrol ; 2° fuir au nord et gagner la Bohême. Murat, persuadé que le général autrichien essayerait de gagner le Tyrol, ordonne à Ney de rappeler au sud du Danube les divisions placées au nord vers Albeck. Ney résista, ralentit l'exécution de cet ordre et eut raison. Ce fut précisément par le nord que 25,000 Autrichiens, sortis d'Ulm avec l'archiduc Ferdinand, essayèrent de se frayer une route. L'énergique résistance de la division Dupont, dans la position d'*Albeck* (14 octobre), rendit cette tentative inutile. Le 14, Ney rétablit le pont d'*Elchingen*, sous le feu de l'ennemi, s'empara de ce village et rouvrit ses communications avec Dupont. Le 15, il occupa le plateau de *Michelsberg*, qui domine

Ulm au nord. Dès le 13, Soult, par la prise de *Memmingen*, où il fit 7,000 prisonniers, avait barré la route du Tyrol. Le 18, Murat atteignit à *Nordlingen*, sur la route de Bohême, le corps de Werneck, sorti d'Ulm pendant la nuit, et le fit prisonnier presque tout entier.

Enveloppé et sommé de mettre bas les armes (16 octobre), Mack se rendit le 19 avec les débris de son armée. 27,000 prisonniers défilèrent le 20 devant Napoléon, au pied du Michelsberg. En trois semaines une armée autrichienne de 80,000 hommes était anéantie : 20,000 seulement avaient pu s'échapper ; 15,000 étaient morts ou blessés ; 45,000 étaient captifs. Les Français avaient pris 5,000 chevaux, 200 canons, 80 drapeaux. « L'empereur, disaient les soldats, ne fait plus la guerre avec nos bras, mais avec nos jambes. »

Napoléon à Vienne (novembre). — On marcha sur Vienne sans s'arrêter. Le gros de l'armée suivait la rive droite du Danube au sud, Mortier venait par la rive gauche au nord. Entre Vienne et Napoléon se trouvaient 20,000 Autrichiens et 40,000 Russes commandés par Kutusow. Ne se jugeant pas assez fort pour combattre, Kutusow rétrograde afin de se replier sur le gros de l'armée russe, qui arrive avec Alexandre. Le 4 novembre, Napoléon entre à Lintz ; le 9, renonçant à couvrir Vienne, Kutusow quitte la rive droite du Danube ; il se retire au nord du fleuve et brûle le pont de *Krems*. Par ce mouvement il se trouve en présence de Mortier, qui longeait la rive gauche. Isolé avec 20,000 hommes qui n'étaient pas même réunis, en face de 60,000 Austro-Russes, Mortier fut attaqué en tête et en queue dans les défilés de *Dirnstein*[1]. Les deux divisions Gazan et Dupont, un instant séparées, se frayèrent un passage à la baïonnette, et, à force d'héroïsme, elles repoussèrent l'ennemi (11 novembre). Le 13, Murat et Lannes entrèrent dans Vienne sans combat. Abandonnant la ville, située sur la rive droite du Danube, les Autrichiens voulaient faire sauter les ponts qui conduisent sur la rive gauche ; Murat les leur enleva par surprise.

Napoléon fut rejoint à Vienne par l'armée d'Italie. Au début de la campagne le vice-roi Eugène Beauharnais et le maréchal Masséna s'étaient trouvés sur l'Adige, en présence de l'archiduc Charles, qui, en Vénétie et en Tyrol, avait 100,000 soldats. Le

1. C'est au château de Dirnstein qu'en 1193 Richard Cœur-de-Lion avait été prisonnier.

18 octobre, Masséna franchit l'Adige et s'empara de Vérone. Le 30 et le 31, il attaqua l'archiduc dans son camp retranché de *Caldiero*, sans pouvoir le forcer, bien qu'il eût fait des prodiges d'habileté et d'énergie. La nouvelle de la capitulation d'Ulm obligea l'archiduc à la retraite. Évacuant l'Italie, il se replia en toute hâte sur la Hongrie pour accourir à la défense de l'Autriche. Désormais sans ennemi, Masséna vint rejoindre la grande armée.

Lannes et Murat, lancés à la poursuite de Kutusow en Moravie, l'atteignirent devant Hollabrün. Ils se laissèrent tromper par l'ennemi. Usant d'une ruse semblable à celle qui avait livré aux Français les ponts de Vienne, le prince Bagration leur fit croire à l'existence d'un armistice. L'ennemi put se replier au nord-est. Son arrière-garde, aux ordres de Bagration, attaquée par Murat et Lannes, se fit écraser à *Hollabrün*, avec un courage héroïque, pour donner le temps à Kutusow de s'échapper (16 novembre). Le 19, les Français occupèrent Brunn, capitale de la Moravie. L'empereur y arriva le lendemain.

Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). — Cependant Kutusow avait fait sa jonction à l'est de Brunn, vers Olmutz, avec les réserves russes et le czar. Plein de confiance dans la valeur de ses troupes, Alexandre résolut de reprendre l'offensive. Le jeune état-major qui l'entourait ne parlait qu'avec dédain des Autrichiens et attribuait à leur incapacité les échecs qui avaient signalé l'entrée en campagne.

La Prusse paraissait sur le point de joindre ses forces à celles de l'Autriche et de la Russie. Napoléon, soit par désir de faire la paix, soit pour mettre de son côté les apparences de la modération, augmenter la présomption des Russes et se trouver exactement informé de l'état de leurs forces, envoya Savary au quartier général d'Alexandre proposer une entrevue entre les deux souverains. Le czar n'y consentit pas, mais dépêcha un de ses aides de camp, le prince Dolgorouki, à l'empereur. Napoléon le reçut aux avant-postes. L'armée française, concentrée à l'est d'Olmutz sur un petit espace, dans une position défensive, et occupée à établir des retranchements, dut paraître aux yeux du prince peu nombreuse et inquiète pour sa ligne de retraite. Le 18 novembre, un avant-poste français avait été enlevé par les Russes à *Wirschau*. Leurs espérances s'étaient accrues après ce petit succès. Le rapport du prince Dolgorouki les augmenta encore, et le soir du 1er décembre ils commencèrent un mouvement tournant au sud-est pour envelopper

Napoléon. Sûr du succès de ses combinaisons, celui-ci, dans une proclamation à ses troupes, révéla aux soldats le plan qu'allaient suivre les Russes et le désastre qu'il comptait leur infliger.

Comme Germanicus, la veille d'une bataille décisive contre les barbares [1], Napoléon visita les bivouacs de ses soldats pour s'assurer de leurs dispositions. Il fut reconnu, acclamé. Des torches s'allumèrent, et un vieux grenadier lui promit, au nom de ses camarades, de lui apporter le lendemain les drapeaux et les canons de l'armée russe, pour fêter l'anniversaire de son couronnement.

Le 2 décembre au matin le soleil se leva sur cette plaine glacée. Il éclaira 80,000 Français et 90,000 Austro-Russes prêts à en venir aux mains. Les Français faisaient face à l'est. Leur gauche, sous Lannes, était appuyée au mamelon de *Santon;* elle était soutenue par la cavalerie aux ordres de Murat; leur centre, sous Bernadotte, occupait le village de *Girszkowitz;* leur droite, commandée par Soult, s'étendait de *Telnitz* à *Kobelnitz;* à l'extrême droite et en arrière se trouvait Davout. Le ruisseau de *Goldbach*, qui s'étendait au fond du vallon parallèlement aux collines occupées par les Français, marquait le front de leur position. Derrière son centre, Napoléon avait massé ses réserves, la garde impériale, et les grenadiers réunis de l'armée, avec Oudinot pour chef.

Les deux empereurs de Russie et d'Allemagne se trouvaient dans l'armée ennemie. Le commandement nominal appartenait au vieux général Kutusow; mais Alexandre, jeune et ardent, suivait beaucoup plutôt les conseils de Weyrother, qui lui promettait la destruction de l'armée française. L'aile droite des Russes, sous Bagration, faisait face au mamelon de Santon; au centre, les deux empereurs, le prince de Lichtenstein et Kutusow occupaient le château d'*Austerlitz* et en première ligne, plus près des Français, le plateau de *Pratzen*. A gauche commandait Buxhowden.

Au lieu de garder fortement le plateau de Pratzen, point culminant et central de leur position, les Russes portèrent leurs principales forces à gauche. Ils voulaient déborder l'aile droite de l'armée française, la tourner, couper Napoléon de la route de Vienne et lui fermer la retraite. « Cette armée est à moi ! » s'écria l'empereur en voyant les masses ennemies descendre de

1. Tacite, *Annales*, livre II, c. 13.

Pratzen et s'étendre en longues colonnes pour commencer leur marche imprudente sur son flanc droit, à travers des ravins, des ruisseaux et des étangs. Il les laisse marcher sans obstacles. Buxhowden arrive à la hauteur de Telnitz, attaque Davout, l'oblige à reculer et se croit victorieux. Kollowrath quitte Pratzen pour le soutenir. C'est le moment qu'attendait l'empereur. Il fait un signe : Soult s'élance en avant, culbute Kollowrath attaqué au milieu de sa marche, le sépare de Buxhowden, le rejette en arrière et s'empare du plateau. L'armée ennemie est coupée en deux.

Kutusow voit le danger. Il faut reconquérir Pratzen à tout prix ou les Russes sont perdus. Il charge de cette mission Miloradowitch et Wolkowski. Ils sont repoussés, jetés à bas de la colline. La garde impériale russe vient les appuyer. Elle reprend possession du plateau. Les cuirassiers et les chevaliers-gardes d'Alexandre culbutent un bataillon du 4e de ligne et lui prennent son aigle. Mais nos réserves donnent à leur tour. Bessières et Rapp, à la tête des grenadiers à cheval de la garde, refoulent les Russes sur Austerlitz. Rapp fait prisonnier de sa main le prince Repnine. Non moins heureux au centre et à gauche, Bernadotte, Murat et Lannes ont mis en déroute les soldats du grand-duc Constantin, de Lichtenstein et de Bagration.

L'aile gauche des Russes avait continué à marcher en avant pendant que le centre et la droite reculaient; elle se trouvait isolée du reste de l'armée. Buxhowden, son chef, bat en retraite pour la rejoindre. Une de ses divisions est prise à Sokolnitz. Les autres reviennent sur leurs pas. Elles se heurtent partout aux Français. Repoussées, mutilées, elles sont obligées de faire un immense détour vers le sud, en s'engageant sur les étangs gelés de Telnitz. Des hauteurs de Pratzen Napoléon fait pointer sur les Russes les batteries de la garde. Les boulets brisent la glace ; elle s'entr'ouvre, engloutissant les hommes et les chevaux. Buxhowden rejoignit pourtant Kutusow, au prix de pertes immenses. Cette journée coûta aux Austro-Russes 35,000 hommes, tués, noyés, blessés et prisonniers, 133 canons, 40 drapeaux. Les Français avaient perdu environ 8,000 hommes.

Traité de Presbourg (26 décembre 1805). **Confédération du Rhin** (12 juillet 1806). — Poursuivie sans relâche et sur le point d'être attaquée à Gœding, au passage de la Morava, par Davout, l'armée ennemie était menacée d'une entière destruction. L'empereur François demanda une entrevue à Napoléon,

et vint le trouver à son bivouac d'Urschitz. Napoléon le reçut dans une cabane : « Voilà, lui dit-il, les palais où Votre Majesté me contraint d'habiter depuis deux mois. — Vous vous en trouvez si bien, repartit le vaincu, qu'ils doivent vous plaire. » Par le traité de Presbourg (26 décembre 1805), l'Autriche dut payer 40 millions de francs ; elle abandonna la *Vénétie*, le *Frioul*, l'*Istrie*, la *Dalmatie*, au royaume d'Italie ; l'évêché de *Passau*, le *Tyrol*, le *Vorarlberg*, à l'électeur de Bavière, qui reçut le titre de roi[1] ; la *Souabe*, au duc de Wurtemberg, également avec le titre de roi ; enfin le *Brisgau*, l'*Ortenau*, *Constance*, au margrave de Bade, qui devint grand-duc. L'Autriche perdit un sixième de sa population et un septième de ses revenus. Elle n'obtint comme dédommagement que la principauté de Salzbourg. L'archiduc Ferdinand, ancien souverain de la Toscane, qui avait reçu Salzbourg en 1803, obtint en échange Wurtzbourg avec le titre d'électeur.

Les conditions de cette paix étaient dures pour l'Autriche. Napoléon n'avait pas voulu modérer ses exigences, malgré les conseils de Talleyrand. Dans la voie où il s'engageait, aucun traité ne pouvait être définitif. Les vaincus cédaient l'épée sur la gorge, avec l'intention arrêtée d'en appeler de nouveau aux armes aussitôt qu'ils seraient sortis de leur épuisement.

Napoléon ne s'en tint pas là. Par son ordre, Masséna, Reynier, Saint-Cyr, envahirent le royaume de Naples. Cette ville ouvrit ses portes le 15 février. Joseph Bonaparte en fut proclamé roi. Ferdinand et Caroline s'étaient réfugiés en Sicile. Le 5 juin, la république batave fut transformée en royaume de Hollande. Un autre frère de l'empereur, Louis Bonaparte en fut souverain. Pauline Borghèse devint duchesse de Guastalla ; Berthier, prince de Neufchâtel ; Talleyrand, prince de Bénévent ; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo ; Murat, grand-duc de Berg.

Une transformation bien plus considérable ne tarda point à s'accomplir. Le 12 juillet 1806 fut signé l'acte constitutif de la *Confédération du Rhin*. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Berg et de Bade, l'électeur de Hesse-Darmstadt, les deux ducs de Nassau et plusieurs petits princes se déclaraient séparés à jamais de l'empire germanique ; ils for-

1. Napoléon donna de plus au roi de Bavière la ville et l'évêché d'Augsbourg. Le prince Eugène, beau-fils de l'empereur et vice-roi d'Italie, épousa, quelques jours après le traité de Presbourg, la princesse Augusta, fille du roi de Bavière. Jérôme, frère de Napoléon, fut marié plus tard avec la princesse Catherine, fille du roi de Wurtemberg.

maient entre eux une nouvelle ligue, dont la capitale était Francfort; ils contractaient une alliance offensive et défensive avec la France. En cas de guerre, ils devaient fournir à Napoléon un contingent de 63,000 hommes.

L'ancien chef du corps germanique subit sans se plaindre cette aggravation du traité de Presbourg. Il quitta le titre d'*Empereur d'Allemagne* et le nom de François II pour prendre le titre *d'Empereur d'Autriche* et le nom de François Ier. Créé par Charlemagne, l'empire germanique, après mille ans d'existence, était détruit par Napoléon[1].

Bataille navale de Trafalgar (21 octobre 1805). — Pendant que Napoléon, vainqueur à Austerlitz, voyait à ses pieds le continent, notre marine éprouvait un désastre. Villeneuve, rentré à Cadix, avait reçu au mois de septembre 1805 l'ordre d'en sortir pour croiser dans la Méditerranée. Il obéit sur-le-champ. Désespéré des reproches de l'empereur, qui l'accusait d'impéritie et même de manque de courage, il était décidé à ne point éviter la bataille, malgré le dénuement de sa flotte et les répugnances trop justifiées de ses officiers.

Il rencontra les Anglais à la hauteur du cap *Trafalgar*, au sud de Cadix, le 21 octobre 1805. Villeneuve et Gravina avaient 33 vaisseaux de ligne, 5 frégates, 2 bricks. Nelson et Collingwood n'avaient que 27 vaisseaux de ligne. Néanmoins Nelson attaque sans hésiter. Avant de combattre il a mis ces mots à l'ordre du jour: « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir. » Il aborde la flotte franco-espagnole au centre et en queue, la coupe en deux, l'accable par la rapidité de son feu et la supériorité de ses manœuvres. Le courage de nos marins est inutile. Les amiraux Gravina et Magon sont blessés à mort. Villeneuve, grièvement atteint, est fait prisonnier sur son vaisseau, le *Bucentaure*. 17 vaisseaux tombent au pouvoir des Anglais, 1 est détruit, le reste fuit vers Cadix. Les Français et les Espagnols ont perdu 7,000 hommes; les vainqueurs, 2,500. Leur chef est du nombre. Frappé d'une balle qui lui a brisé

1. Il s'est relevé depuis, non plus électif, mais héréditaire; non plus en faveur de l'Autriche, dans la maison de Habsbourg, mais en faveur de la Prusse dans la maison de Hohenzollern, et c'est au sein d'une ville française, à Versailles, pendant que Paris, sillonné par les obus, était en proie à la famine, que le roi de Prusse a été intronisé, au milieu du palais bâti par les rois de France, suprême ironie du sort! en face des tableaux de Vandermeulen et de Lebrun, devant les bas-reliefs qui représentent Louis XIV en demi-dieu, vainqueur de la Hollande et foulant les eaux du Rhin!

la colonne vertébrale, il a roulé sur le pont du *Victory*. « Les Français en ont fini avec moi ! » s'est-il écrié, quand son capitaine de pavillon, Hardy, est accouru le relever. Avant de mourir, il a su qu'on était vainqueur et a recommandé à Collingwood de mouiller avant la nuit, dans la prévision d'une tempête.

Les restes de la flotte française furent bloqués dans Cadix. Villeneuve, emmené captif en Angleterre, demanda l'autorisation d'aller à Paris se justifier et vint débarquer à Morlaix. Toutefois, désespérant de désarmer la colère de l'empereur, il se tua, en se frappant de six coups de couteau dans une chambre d'auberge, à Rennes, le 22 avril 1806.

Mort de Pitt (23 janvier 1806). — La victoire de Trafalgar n'avait point suffi pour faire oublier à Pitt les désastres des alliés de l'Angleterre à Ulm et à Austerlitz. Rentré au pouvoir à la place d'Addington après la rupture du traité d'Amiens, malade, épuisé par la passion et par le travail, ce ministre avait consumé ses dernières forces à former contre Napoléon la troisième coalition. Et en trois mois, par deux coups de foudre, l'empereur avait soumis l'Allemagne, abattu l'Autriche, vaincu la Russie ! Pitt, frappé dans ses espérances, mourut le 23 janvier 1806[1]. Comme Charles-Quint et Philippe II au seizième siècle, comme Louis XIV au dix-septième siècle, Napoléon aspirait à la domination universelle. En face du conquérant, Pitt avait repris le rôle de Guillaume le Taciturne en 1570, de Guillaume III en 1688. Tous les peuples l'un après l'autre subissaient le joug ou l'alliance du vainqueur. Seule, l'Angleterre, guidée par l'inflexible génie du fils de lord Chatham, restait immuable dans sa résistance. Pitt mourut à la peine ; mais son génie continua de régner à Londres, et les Anglais n'interrompirent pas un seul instant ce duel à mort qui devait conduire la France à Waterloo et Napoléon à Sainte-Hélène.

La mort de Pitt ramena aux affaires son rival : Fox[2] devint ministre. Partisan de la paix et animé de sentiments sympathiques envers la France, le nouveau chef du cabinet s'était trouvé, après le traité d'Amiens, en relations personnelles avec Napoléon. Des pourparlers s'engagèrent entre les deux gouvernements anglais et français. Ces négociations n'amenèrent au-

1. William Pitt, deuxième fils de lord Chatham, était né à Hayes (comté de Kent), le 28 mai 1759.

2. Fox (Charles-James) était né à Londres en 1749.

cun résultat. Non seulement Napoléon ne voulait rien céder de tout ce qu'il avait pris, mais il annonçait l'intention d'occuper la Sicile, où s'étaient réfugiés les Bourbons de Naples. La mort de Fox (13 septembre 1806) interrompit tous rapports entre les belligérants. Ainsi la lutte continuait avec l'Angleterre, et elle allait recommencer avec le continent.

Rupture avec la Prusse. Quatrième coalition. — Depuis 1795, la Prusse était restée étrangère aux deux coalitions successivement formées contre la France. Elle avait vu sans beaucoup de regret, les défaites de l'Autriche, sa rivale en Allemagne. Le roi Frédéric-Guillaume III, monté sur le trône en 1797, avait accueilli avec empressement le général Duroc, envoyé par Napoléon à Berlin, au début du Consulat. Plus tard, l'arrestation du duc d'Enghien à Ettenheim et celle du résident anglais Rumbold à Hambourg blessèrent la cour de Potsdam, comme tous les gouvernements allemands. L'empereur, pour prévenir les effets de ce mécontentement, remit en liberté Rumbold. Au début de la campagne de 1805, la Prusse eut contre nous un nouveau grief. Dans leur marche en avant pour envelopper Mack, les Français passèrent sans autorisation sur le territoire prussien, et par conséquent neutre, du margraviat d'Anspach. En représailles, M. de Hardenberg, premier ministre à Berlin, permit aux Russes de traverser la Silésie pour aller rejoindre l'armée autrichienne. Une entrevue eut lieu entre le czar et le roi de Prusse. En présence du tombeau de Frédéric II, le czar jura une amitié inviolable à son hôte. Inquiet pour l'indépendance de l'Allemagne, Frédéric-Guillaume signa le 3 novembre 1805, à Potsdam, un traité secret avec la Russie. La Prusse devait mettre son armée sur le pied de guerre et proposer sa médiation aux belligérants. Si au bout d'un mois Napoléon ne l'avait pas acceptée, les Prussiens se joindraient aux Autrichiens et aux Russes.

M. d'Haugwitz, envoyé au quartier général de l'empereur trois jours avant Austerlitz, n'eut audience qu'après la bataille. La Prusse restait isolée en présence du vainqueur. « Voilà un compliment dont la Fortune a changé l'adresse, » répondit Napoléon aux félicitations de l'ambassadeur, et il lui proposa une alliance entre la France et la Prusse. L'électorat de Hanovre avait été en 1803 enlevé au roi d'Angleterre et occupé par les Français. L'empereur l'offrit à d'Haugwitz. Cette offre était tentante pour le roi de Prusse. La possession du Hanovre réu-

nirait ses États de Brandebourg à ceux de Westphalie et ferait de la Prusse une puissance maritime. Mais le gouvernement prussien pouvait-il accepter les dépouilles du roi d'Angleterre, dont il n'était pas l'ennemi ? Néanmoins, M. d'Haugwitz signa, le 18 décembre 1805, une convention aux termes de laquelle la Prusse obtenait le Hanovre en échange du duché de Clèves, de Berg, de Wesel, d'Anspach et de Neuchâtel. Elle fut confirmée, au mois de février 1806, à Paris. Le négociateur prussien dut encore consentir à la cession de Bayreuth et à la fermeture de l'Elbe au commerce anglais.

La formation de la Confédération du Rhin, et le titre de protecteur de cette confédération pris par Napoléon, jetèrent la Prusse dans de nouvelles inquiétudes. Pour rassurer Frédéric-Guillaume, l'empereur lui conseilla de former sous sa direction une confédération analogue dans l'Allemagne du nord. Mais en même temps il défendait aux petits États allemands de répondre aux ouvertures du gouvernement prussien.

Pitt venait de mourir, et Napoléon avait entamé des négociations avec les Anglais. Le cabinet de Saint-James s'étant plaint vivement de la cession du Hanovre aux Prussiens, qui était, disait-il, une offense personnelle à Georges III, l'empereur répondit qu'il n'y fallait point attacher d'importance. Si l'on venait à s'entendre sur les autres points, ajoutait-il, il reprendrait immédiatement cette province à Frédéric-Guillaume pour la rendre à Georges III. L'accord ne put s'établir entre l'Angleterre et la France, et Lucchesini, ambassadeur prussien à Londres, reçut communication des assurances faites par l'empereur au ministère britannique au sujet du Hanovre.

Blessé de se voir traité avec si peu de ménagements, le roi de Prusse était encore excité par les sentiments belliqueux de ses sujets. Depuis le traité de Presbourg, l'armée française n'avait point évacué l'Allemagne. Elle occupait la Franconie, la Souabe, et traitait avec une grande dureté les populations de ces provinces. Aussi la fermentation y était-elle violente. Des brochures y circulaient, dans lesquelles étaient retracés avec amertume les excès reprochés aux soldats français. Pour prévenir une explosion, Napoléon voulut frapper les Allemands de terreur. Le libraire Palm, de Nuremberg, accusé d'avoir vendu des écrits de cette nature, fut arrêté au milieu de sa famille, transporté à la citadelle de Braunau, traduit devant un conseil de guerre français, condamné à mort et fusillé (26 août). Cette exécution eut en Allemagne un lugubre retentissement.

Entraîné par l'opinion publique, le roi de Prusse fit remettre à l'empereur, le 1er octobre, un ultimatum réclamant l'évacuation de l'Allemagne, y compris Wesel, par les Français, et demandant que Napoléon prît l'engagement de ne point s'opposer à l'établissement d'une confédération de l'Allemagne du nord. La Prusse savait que cet ultimatum serait repoussé; mais elle comptait sur l'alliance de la Russie, de l'Angleterre, de la Suède, qui formaient avec elle cette quatrième coalition. On ne parlait à Berlin que de délivrer l'Allemagne. Les rues et les places retentissaient de chants belliqueux. La reine, Louise-Amélie[1], jeune et belle, animée d'un patriotique enthousiasme, se montrait à cheval dans les revues. L'armée était brave, instruite, mais inférieure en nombre aux Français; elle n'avait point fait la guerre. Il semblait que les hommes d'État et les généraux prussiens eussent dormi depuis cinquante ans. Pleins de confiance dans leur passé, ils se croyaient toujours au temps du grand Frédéric. Ils oubliaient qu'on n'était plus au lendemain de Rosbach, mais au lendemain d'Austerlitz.

Campagne de Prusse. Batailles d'Iéna et d'Auerstædt (14 octobre 1806). — L'armée prussienne, grossie des troupes saxonnes, comptait environ 120,000 hommes, non compris les garnisons des places fortes, qui s'élevaient à 60 ou 70,000 hommes. Elle était commandée par le duc de Brunswick[2] et le prince de Hohenlohe. Au lieu de se retrancher derrière la Saale ou l'Elbe pour couvrir Berlin, et d'attendre dans une position défensive l'arrivée des Russes, ces deux généraux marchèrent en avant. Ils vinrent s'établir derrière la forêt de Thuringe, la droite à *Eisenach*, le centre à *Gotha* et à *Erfurth*, la gauche à *Weimar* et dans la vallée de la Saale. Par cette marche, les Prussiens avaient espéré entraîner dans leur alliance l'électeur de Hesse-Cassel.

Napoléon mit leur imprudence à profit. L'armée française se trouvait déjà massée en Franconie, au nord du Mein; elle comptait environ 200,000 hommes. L'empereur résolut de renouveler en Saxe, contre Brunswick, la manœuvre qui lui avait si bien réussi à Ulm contre Mack. Déboucher sur le flanc gauche des Prussiens, les déborder, les couper de leur capitale, tel fut le projet auquel il s'arrêta. Il était sûr d'avance du suc-

1. C'est la mère de l'empereur d'Allemagne actuel.

2. Célèbre depuis 1792, le duc de Brunswick était né en 1755. Il était neveu du prince Ferdinand de Brunswick qui avait commandé l'armée hanovrienne pendant la guerre de Sept ans.

cès. « Il semble, disait durement son premier bulletin, au sujet de la reine de Prusse, voir Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. »

Pendant que Brunswick, hésitant et mal éclairé, reste à peu près inactif à Weimar, l'armée française, débouchant de Hof et de Cobourg, atteint les deux rives de la Saale. Le 9 octobre, au centre, Bernadotte chasse de *Schleitz* la division prussienne de Tauenzien. Le 10, à gauche, Lannes s'empare de *Saalfeld*, après avoir culbuté l'avant-garde de Hohenlohe. Le jeune prince Louis, neveu du grand Frédéric, est tué d'un coup de sabre par un maréchal des logis du 10e hussards.

Le 13 octobre, l'armée française occupait la rive droite de la Saale, barrant aux Prussiens, restés à l'ouest sur la rive gauche, la route directe de Berlin. Au nord, à l'avant-garde, le maréchal Davout, avec 27,000 hommes, occupait *Naumbourg*, le pont et le défilé de *Kosen*, et s'apprêtait à prendre position sur la rive gauche, au plateau d'*Auerstædt*. Au sud de Davout, Bernadotte était en marche sur *Dornbourg;* plus au sud encore, Napoléon, avec Augereau, Soult, Lannes, Ney, Murat, faisait face à *Iéna* et *Weimar*. Dans la nuit du 13 au 14, l'empereur, après avoir franchi la Saale, fait occuper par ses troupes le plateau du *Landgraffenberg*, qui domine la position ennemie. Le 14 octobre au matin, la bataille s'engage au milieu d'un épais brouillard, sur la route d'Iéna à Weimar. Il y a là une moitié seulement de l'armée prussienne, 60,000 hommes commandés par Hohenlohe et Rüchel. Ils sont demeurés en arrière pour couvrir la retraite du reste de l'armée, en marche vers le nord depuis la veille. Abordé par nos forces très supérieures, l'ennemi est culbuté sur Weimar et poursuivi l'épée dans les reins par les cavaliers de Murat.

Une seconde bataille se livre le même jour, à six lieues plus au nord. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick, en retraite avec 60,000 hommes sur Kosen et Naumbourg, sont venus se heurter sur le plateau d'Auerstædt aux 27,000 soldats de Davout[1]. Toute la journée, les charges désespérées des Prussiens se brisent contre les baïonnettes et la fusillade des divisions Gudin, Friant et Morand, formées en carrés. Le duc de Brunswick, ses lieutenants Schmettau et Moellendorf, sont blessés à mort. Frédéric-Guillaume renonce à forcer le passage. Il rétro-

1. Davout était né à Annoux, arrondissement d'Avallon (Yonne), en 1770, et avait fait ses études à l'école militaire de Brienne. Il mourut en 1823.

grade au sud vers Weimar, croyant y retrouver le corps intact de Hohenlohe. Il rencontre devant Apolda, en travers de la route, le maréchal Bernadotte accouru de Dornbourg. Il voit arriver en même temps les fugitifs d'Iéna. Les deux déroutes se confondent, et bientôt n'en forment plus qu'une. Tout prend la fuite à travers champs, en pleine nuit, dans la direction de l'ouest.

Les vaincus ne purent tenir nulle part. Le lendemain de la bataille, Erfurth, à gauche, ouvrit ses portes aux cavaliers de Murat. A droite, Davout s'empara de Leipsick; au centre Bernadotte culbuta au combat de *Halle* 12,000 hommes commandés par le prince Eugène de Wurtemberg (17 octobre). Sabrés à chaque pas par la cavalerie française, les Prussiens fuyaient vers le nord. Ils espéraient passer l'Elbe à Magdebourg et arriver ainsi à Berlin, ou du moins sur le bas Oder, avant les Français. Hohenlohe gagna bien Magdebourg, et prit la route du nord-est pour arriver à Stettin. Mais, poursuivi par Murat, Lasalle, Grouchy, battu à *Zehdenick* (26 octobre), à *Prenzlow* (28 octobre), et coupé à l'Oder, il mit bas les armes avec les débris de son armée. Stettin capitula le lendemain (29 octobre). Il ne restait plus que les divisions de Blücher[1] et du duc de Saxe-Weimar. Ces deux généraux, qui avaient franchi l'Elbe plus bas que Magdebourg, voulaient gagner la mer Baltique et s'y embarquer pour rejoindre les Russes. Ils étaient poursuivis par Soult et Bernadotte, auxquels Murat se joignit après la capitulation de Hohenlohe. Poussé de poste en poste vers le nord-ouest, Blücher se réfugie dans *Lubeck*, ville libre et neutre (3 novembre). Le lendemain, la ville est prise d'assaut. Blücher reprit sa fuite. Le 7, il fut atteint sur la frontière de Danemark. Pris entre la mer, l'embouchure de la Trave et les Français, le général ennemi resta prisonnier. L'armée prussienne n'existait plus. Custrin avait ouvert ses portes à Davout le 1er novembre. Magdebourg se rendit à Ney le 8.

Napoléon à Berlin. — Pendant que ses lieutenants achevaient la destruction des débris échappés au désastre d'Iéna, Napoléon était entré dans Potsdam (25 octobre). Il y trouva

1. Blücher (Gebhart Lebrecht de), né à Rostock (Mecklembourg) en 1742, entra comme hussard dans l'armée suédoise à l'île de Rugen en 1757. Fait prisonnier par les Prussiens pendant la guerre de Sept ans, il entra à leur service en 1760 comme officier de hussards noirs. D'un caractère violent et insubordonné, il donna sa démission en 1773 et ne rentra au service qu'en 1786. Devenu en 1814 prince de Wahlstatt, il mourut le 12 septembre 1819.

l'épée du grand Frédéric et la ceinture que ce monarque avait portée pendant la guerre de Sept ans. L'empereur envoya ces trophées à Paris à l'hôtel des Invalides. Déjà, en passant sur le champ de bataille de Rosbach, il avait fait renverser par des sapeurs la colonne qui rappelait notre défaite de 1757. Le lendemain, les Français entrèrent à Spandau. Le 27, Napoléon était à Berlin. « Soldats, disait-il dans une proclamation à son armée, une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. Nous avons fait 60,000 prisonniers, pris 65 drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, 600 pièces de canon, 3 forteresses, plus de 20 généraux.... Les Russes se vantent de venir à nous ; nous leur épargnerons la moitié du chemin. Ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse.... »

Napoléon frappa les pays conquis d'une contribution de guerre de 159 millions, et déclara « que toutes les marchandises anglaises qui se trouveraient dans les villes du nord appartiendraient à l'armée. » Des deux électeurs allemands dont la cour de Berlin avait recherché l'alliance, l'un, celui de Hesse-Cassel, n'avait point voulu sortir de la neutralité ; l'autre, celui de Saxe, avait joint ses troupes aux régiments prussiens. Néanmoins, par l'ordre de l'empereur, Mortier prit possession de Cassel et détrôna l'électeur, tandis qu'il assurait le souverain saxon de sa bienveillance.

Les Français en Pologne. — Après avoir, par son célèbre décret du 21 novembre, déclaré les îles Britanniques en état de blocus (voir chapitre suivant), et pourvu à la sûreté des derrières de l'armée, Napoléon reprit sa marche en avant. Les provinces polonaises de la Prusse lui étaient ouvertes. A Posen(27 novembre), à Varsovie (20 décembre), il fut reçu en triomphe. Les Polonais espéraient que le vainqueur d'Iéna proclamerait la résurrection de leur pays. Ancienne alliée de la France, la Pologne reconstituée serait pour nous dans l'Europe orientale une sentinelle qui surveillerait la Prusse et l'Autriche et tiendrait en échec l'ambition russe. Des troupes s'organisèrent immédiatement à Varsovie sous la conduite des généraux Dombrowski, Zayonzek, Wybicki et Joseph Ponia-

towski[1]. Mais, parmi les anciens chefs polonais, les plus éclairés ne partageaient pas les illusions de leurs compatriotes. Le prince Czartoriski était et resta l'ami d'Alexandre, duquel seul il attendait la renaissance de son pays. L'illustre Kosciusko refusa de quitter sa retraite et de se faire l'instrument des projets de l'empereur. Napoléon voulait bien se servir des Polonais, non les affranchir.

En ce moment sa bonne fortune lui donnait un allié de plus. Notre ambassadeur à Constantinople, le général Sébastiani, décida le sultan Sélim à fermer les Dardanelles aux vaisseaux anglais. Sélim reçut la promesse que l'empereur ne traiterait avec les Russes que de concert avec la Turquie et en lui garantissant l'intégrité de son territoire (1er décembre). Dès le mois de juin, M. Amédée Jaubert était arrivé à Téhéran et négociait avec le shah de Perse la conclusion d'une alliance contre le czar.

Ce n'est pas tout : au mois de décembre 1806, Napoléon avait appelé sous les drapeaux, un an à l'avance, 80,000 conscrits qui régulièrement auraient dû tirer au sort en 1807. Quatre mois après, en mars 1807, il allait encore appeler 80,000 hommes sur la conscription de 1808. Bien que le vote de ces mesures appartînt constitutionnellement au corps législatif, l'empereur les faisait décréter par le sénat, dont la docilité lui paraissait plus complète. En outre, l'Espagne dut fournir un contingent de 14,000 hommes, qui furent envoyés à Lubeck et à Hambourg.

Campagne d'hiver. — Sur la Vistule, Napoléon rencontra les Russes. Comme en 1805, ceux-ci avaient commis la faute de laisser écraser isolément leurs alliés. A l'approche de l'armée française, ils reculèrent dans la direction de l'est. Vers le 20 décembre, au moment où Napoléon arrivait à Varsovie, à la gauche des Français, vers le nord, Ney, Bernadotte, Bessières, occupaient Thorn ; Soult et Augereau, au centre, occupaient Plock ; Lannes, Murat, Davout, au sud-est, s'étendaient vers Sierock et Zakroczim, couvrant Varsovie. Ils avaient devant eux la région arrosée par le *Bug*. Cette rivière, affluent de la Vistule sur la rive droite, vient se jeter dans le fleuve au sortir de Czarnowo, vers Modlin. Elle est grossie elle-même à droite, au nord-est, de la *Narew*, qui passe à Ostrolenka, Pul-

1. Le prince Joseph Poniatowski, né à Varsovie le 7 mai 1763, était neveu du roi de Pologne Stanislas-Auguste Poniatowski. Son père avait été général au service de Marie-Thérèse. Il fit lui-même ses premières armes dans l'armée autrichienne contre les Turcs sous les yeux de Joseph II.

tusk, Sierock, et, au nord-ouest, de l'*Ukra*, qui baigne Ciechanow. C'est entre ces trois cours d'eau, dans une région marécageuse, que se trouvait l'armée russe, commandée par le vieux Kaminski, avec Bennigsen et Buxhowden pour lieutenants. Le 23, Napoléon prit l'offensive. Ce jour-là Davout battit les Russes à *Czarnowo*. Le 26, Lannes chassa Bennigsen de *Pultusk*, pendant que, sur sa gauche, Davout, Augereau, Murat, obligeaient Buxhowden à quitter *Golymin*. Le même jour encore, au nord-ouest, Ney s'emparait de *Soldau*, après avoir battu le corps prussien de Lestocq. L'ennemi avait perdu dans ces diverses rencontres 80 canons et 12,000 hommes. Néanmoins il avait pu rétrograder sans être mis en déroute. La ténacité de l'infanterie russe et le mauvais état des chemins, détrempés par des pluies continuelles, n'avaient point permis à l'empereur d'obtenir des succès décisifs. L'armée française était épuisée de fatigue; le pays était pauvre, les vivres manquaient. Napoléon fit entrer ses soldats en quartiers d'hiver.

Pendant ce temps, sur les derrières de l'armée, Jérôme Bonaparte et Vandamme enlevaient aux Prussiens les places fortes de la Silésie. *Glogau* capitula le 2 décembre, *Breslau* le 5 janvier 1807, *Schweidnitz*, le 20 janvier; *Neisse* devait résister jusqu'au 1er juin, *Glatz* jusqu'au 24. De son côté, Mortier avait envahi la Poméranie suédoise et bloquait Stralsund.

Bataille d'Eylau (8 février 1807). — Bennigsen[1], qui avait remplacé à la tête des Russes le vieux Kaminski, résolut de prendre l'offensive. L'armée française, adossée à la Vistule et faisant face à l'est, s'étendait du sud au nord sur une ligne de cinquante lieues : Lannes à droite à *Varsovie*, Augereau vers *Zakroczim*, Davout à *Pultusk*, Soult à *Golymin*, Ney vers *Neidembourg*, Bernadotte à gauche vers la mer, à *Elbing*, sur la route de Kœnigsberg. Le général ennemi projeta d'attaquer Ney et Bernadotte, qui se trouvaient loin en avant des autres corps français, et de rouvrir ses communications avec Dantzick en culbutant la gauche de Napoléon.

L'empereur a deviné ce projet. Par son ordre, Bernadotte et Ney rétrogradent. Par un mouvement rapide en arrière au sud-ouest, ils viennent rejoindre le corps de Soult, après avoir repoussé les avant-gardes russes qui voulaient leur barrer la

1. Bennigsen, né à Brunswick en 1745, servit d'abord dans l'armée hanovrienne. Il fut l'un des meurtriers du czar Paul Ier. Il mourut en 1826.

route vers le sud, Ney au combat d'*Heilsberg*, Bernadotte au combat de *Mohrungen* (les 22 et 25 janvier 1807). Dès ce moment ils sont en sûreté.

Mais Napoléon veut mettre à profit la marche en avant de l'ennemi. Bennigsen essaye de déborder notre extrême gauche au nord ; l'empereur projette de déborder l'extrême gauche des Russes au sud-est, pour les tourner, couper leurs communications avec Kœnigsberg et les acculer entre l'embouchure de la Vistule et la mer. Afin de mieux les attirer dans le piège, il envoie l'ordre à Bernadotte de reculer encore devant l'ennemi. Malheureusement, l'aide de camp qui portait cette dépêche est enlevé par les Cosaques. Instruit du péril (1er février), Bennigsen s'arrête, puis se met en retraite sur Kœnigsberg. Il était temps. Sorti de Varsovie avec le gros de ses forces, Napoléon apparut, le 3 février, sur le flanc droit des Russes, vers *Jonkowo*. Bennigsen y soutint une lutte acharnée pour donner le temps au corps prussien de Lestocq, resté en arrière à *Osterode*, et menacé par le maréchal Ney, de venir le rejoindre ou de gagner Kœnigsberg. Les jours suivants, l'armée russe poursuivit sa retraite, vivement pressée par notre avant-garde, qui obtint un succès au village de *Hoff* le 6 février. Le 7, le maréchal Soult chassa l'arrière-garde ennemie de la petite ville de *Preussisch-Eylau*. Elle se replia sur l'armée russe, qui s'était arrêtée à une portée de canon. Fatigué de tant reculer, Bennigsen était décidé à livrer bataille. Il n'avait point encore été rejoint par Lestocq, qui, battu par Ney à *Deppen*, *Liebstadt* et *Spanden* au bord de la Passarge, avait dû faire un grand détour vers le nord pour s'échapper.

Le 8 février au matin, les deux armées se trouvèrent en presence. Chacune d'elles comptait environ 70,000 hommes. Mais l'artillerie russe était supérieure en nombre. Napoléon s'était établi au centre, avec sa garde, dans un cimetière, près de l'église d'Eylau. A gauche, Soult occupait cette ville et s'étendait au delà sur le plateau ; à droite se trouvait le corps d'Augereau. A l'extrême droite, Davout, lancé en avant dès la veille, devait se rabattre sur les derrières de l'ennemi pendant l'action. La cavalerie de Murat était en réserve.

L'armée russe s'étendait en face des Français sur trois lignes parallèles ayant sur son front 400 bouches à feu. Le froid était terrible, la neige tombait sans interruption. Le sol était gelé si profondément qu'on se battit toute la journée sur des étangs sans en soupçonner l'existence.

La bataille commença de part et d'autre par une épouvantable canonnade, qui se prolongea plusieurs heures. Enfin, vers une heure après midi, la fusillade éclate sur le flanc gauche des Russes. C'est Davout qui exécute le mouvement prescrit par l'empereur. L'instant est venu de prendre l'ennemi entre deux feux. Sur l'ordre de Napoléon, notre droite, composée des divisions Desjardins et Heudelet, s'élance, conduite par Augereau. En ce moment une rafale effroyable s'élève; la neige fouette nos soldats au visage, les aveugle. Mitraillés sans pouvoir répondre, les régiments d'Augereau sont écrasés. Ce maréchal est lui-même grièvement atteint à la tête. Desjardins est tué, Heudelet blessé. La cavalerie russe se jette sur nos soldats, les sabre, les culbute. Elle arrive avec des hourrahs jusqu'aux abords du cimetière où se tient Napoléon. Augereau s'y est fait porter tout sanglant et se plaint de n'avoir pas été soutenu.

Pour repousser le péril, l'empereur appelle à lui Murat : « Eh bien ! lui dit-il, nous laisseras-tu dévorer par ces gens-là? » Aussitôt la cavalerie s'élance en avant. Murat, Bessières, Grouchy, d'Hautpoul, Lepic, avec 80 escadrons, cuirassiers, dragons, grenadiers à cheval, refoulent les cavaliers ennemis et percent deux des trois lignes de l'armée russe; mais ils ne peuvent enfoncer la troisième, et pour revenir sur leurs pas ils sont obligés de trouer une seconde fois à coups de sabre les deux premières lignes qui se sont reformées derrière eux.

Napoléon n'avait plus d'autre troupe fraîche que 6 bataillons de la garde à pied. Pendant l'irruption de notre cavalerie sur le centre de Bennigsen, une colonne de 3 000 grenadiers russes était parvenue à quelques pas du cimetière. Un bataillon de la garde, sous les ordres du général Dorsenne, en était sorti à la baïonnette et les avait attaqués de front, pendant qu'ils étaient chargés en flanc par deux régiments de chasseurs à cheval du général Bruyère. Cette colonne fut exterminée.

Cependant notre cavalerie, affreusement décimée, avait repris sa première position. L'un de ses chefs, d'Hautpoul, était mort. La bataille restait indécise. Davout, n'étant plus appuyé par une attaque de front, avait cessé d'avancer sur le flanc gauche de l'ennemi. Il allait même se trouver compromis : car Lestocq, échappé aux coups du maréchal Ney, défilait derrière l'armée russe pour venir renforcer l'extrême gauche de Bennigsen. Par bonheur Ney arrive à son tour sur le champ de bataille à la droite des Russes, à la gauche des Français. Il est quatre heures du soir. Bennigsen abandonne à Napoléon ce funèbre champ de

bataille sur lequel sont étendus, dans la neige rougie par le sang, quarante mille hommes morts ou blessés.

Des deux côtés on s'attribua la victoire. L'épuisement était égal ; mais les pertes des Français étaient pour eux plus sensibles, à une si grande distance de leur pays. Une compagnie de grenadiers du 55e de ligne qui s'était trouvée dans le cimetière sous les ordres du capitaine Louis Hugo, sur 85 hommes en avait perdu 81. Bennigsen s'était retiré sur Kœnigsberg. Napoléon se replia sur Osterode.

Prise de Dantzick (26 mai). — La lutte resta interrompue pendant quatre mois. Napoléon en profita pour organiser les troupes polonaises et tirer de France et d'Italie de nombreux renforts. Vers notre extrême gauche, un corps détaché assiégeait *Dantzick*, à l'embouchure de la Vistule. Cette place, située sur la rive gauche du fleuve, était défendue par le feld-maréchal Kalkreuth à la tête de 18 000 hommes. L'armée assiégeante était sous les ordres du maréchal Lefèvre. Les travaux furent dirigés par les généraux Chasseloup-Laubat et Lariboisière. Les Français s'emparèrent d'abord de l'île de *Nehrung*, long et mince banc de sable parallèle au continent, qui sépare la mer Baltique du golfe intérieur de Frische-Haff sur une étendue de vingt lieues, faisant face au sud-ouest à Dantzick, vers l'embouchure de la Vistule, et au nord-est au fort de Pillau, près de Kœnigsberg, vers l'embouchure du Prégel. A l'extrémité occidentale du Nehrung se trouvait le fort de *Weichselmünde,* séparé de Dantzick par la Vistule et également occupé par les Prussiens. Le siège dura trois mois (mars, avril, mai). Le 12 mai, 10 000 Russes vinrent de Pillau débarquer à Weichselmünde pour secourir la place. Ils furent repoussés, dans la nuit du 15, par le général Schramm. Le 26 mai, Dantzick capitula, après cinquante jours de tranchée ouverte. La garnison resta libre à condition de ne point porter les armes avant un an contre la France. Weichselmünde capitula deux jours après. Lefèvre fut nommé duc de Dantzick.

Trois mois plus tôt la politique française avait obtenu un grand succès en Orient. Une escadre anglaise, commandée par l'amiral Duckworth, après avoir forcé le passage des Dardanelles, était venue mouiller devant Constantinople (19-21 février). Le sultan Sélim fut sommé, sous peine de bombardement, d'expulser le général Sébastiani, ambassadeur de France, de déclarer la guerre à Napoléon et de joindre sa flotte à celle des Anglais. Encouragé par Sébastiani, Sélim gagna du temps en négociant. Des batte-

ries furent établies sur le rivage par les officiers français qui accompagnaient notre ambassadeur. Quand Duckworth détrompé voulut attaquer, le 2 mars, il rencontra des difficultés telles qu'il dut renoncer à son entreprise. Il ne put repasser le détroit des Dardanelles qu'au prix de pertes considérables[1].

Bataille de Friedland (14 juin 1807). — La belle saison était revenue, et avec elle l'époque des grandes opérations militaires. Ce furent les Russes qui prirent les premiers l'offensive. Ils occupaient la ligne de l'Alle, affluent de la rive gauche du Prégel, et faisaient face à l'armée française campée sur la Passarge. Le corps du maréchal Ney gardait Guttstadt, en avant du centre de l'armée ; Bennigsen résolut de le surprendre et de le détruire isolément. Le 5 juin, tandis que deux colonnes russes attaquaient Soult à *Lomitten* et Bernadotte à *Spanden*, sur la gauche de Ney, comme pour s'emparer des ponts de la Passarge, mais en réalité pour faire diversion, Ney vit sortir des forêts le gros de l'armée russe vers *Guttstadt* et *Bergfried*. Vigoureusement attaqué, ce maréchal recule sur *Deppen* et y repasse la rivière. Tous les corps français se trouvaient réunis à l'ouest de la Passarge et sous la main de Napoléon.

A son tour l'empereur prend l'offensive avec 126 000 hommes. Bennigsen se retire sur son camp retranché d'*Heilsberg*, traversé par l'Alle et fortifié avec soin longtemps à l'avance. Le 10 juin, il y fut attaqué par Soult, Lannes, Davout et Murat. La bataille se prolongea longtemps dans la nuit sans résultat; 18 000 hommes, Français et Russes, tombèrent morts ou blessés au pied de ces retranchements.

Renonçant à forcer la position de Heilsberg, Napoléon descend vers le nord en suivant la rive gauche de l'Alle. Par cette manœuvre, il se plaçait entre l'armée russe et Kœnigsberg. Bennigsen craignit que cette ville ne fût enlevée sans qu'il pût la défendre. Il évacua Heilsberg et descendit à son tour la rive droite de l'Alle, parallèlement aux Français. Il pouvait ainsi arriver à Kœnigsberg sans combat et aussi vite qu'eux. Mais soit qu'il craignît d'être prévenu, soit qu'il voulût attaquer la grande armée en fondant sur son flanc droit pendant sa marche, le 13 juin il traverse la rivière et chasse un régiment de cavalerie

1. Quelque temps après, Sélim, odieux aux janissaires dont il voulait détruire les privilèges, fut déposé et enfermé dans le sérail (29 mai 1807). Son cousin Mustapha fut proclamé sultan. L'année suivante, il est vrai, le pacha Baraïctar, dévoué à Sélim, déposa Mustapha IV (28 juillet) ; mais Sélim fut massacré par ses gardiens. Mahmoud II fut alors proclamé.

légère du corps de Lannes de la petite ville de *Friedland*. Lannes se concentre aussitôt en arrière de Friedland, à l'ouest, sur un plateau boisé qui domine cette ville.

Le 14 au matin, tandis que Lannes résiste aux premiers efforts des Russes, qui débouchent lentement de Friedland, les autres corps de la grande armée arrivent à son secours en toute hâte. Bientôt Napoléon a 90 000 hommes sur le terrain. L'armée française forme un demi-cercle aboutissant des deux côtés aux bords de l'Alle et enveloppant les Russes. Ceux-ci vont combattre adossés à la rivière. En cas d'échec, ils n'ont pour la repasser que les ponts de Friedland. L'empereur forme le projet de les leur enlever. Il ordonne à sa gauche, commandée par Mortier, de se replier vers le nord pour attirer le gros de l'armée russe à sa suite, le plus loin possible de Friedland.

Quand l'ennemi a suffisamment donné dans le piège, Napoléon lance sa droite sur Friedland. Le maréchal Ney la commande. A cinq heures du soir, avec Marchand et Dupont, soutenu par les batteries de Senarmont et par les dragons de Latour-Maubourg, Ney se précipite sur la gauche ennemie, enfonce la garde impériale russe, la jette dans les ravins et les étangs et s'empare de Friedland. Les ponts sont brûlés, la ville est en flammes, la gauche et le centre de Bennigsen sont taillés en pièces ou rejetés sur l'autre rive.

Alors Mortier, qui jusque-là avec la gauche française reculait, Lannes, qui au centre restait immobile, s'élancent en avant. La droite ennemie se trouve prise entre ces deux corps, celui de Ney, maître de Friedland, et la rivière. Elle est tout entière obligée de traverser l'Alle à gué ou à la nage au prix de pertes énormes. Dans cette bataille, livrée le jour anniversaire de Marengo, Bennigsen a perdu au moins 25,000 hommes, tués, noyés, blessés ou prisonniers, et 80 canons. La perte des Français, en morts ou blessés, est d'environ 10,000 hommes.

L'ennemi se replia sur le Prégel, puis sur le Niémen. Trois jours après, Soult entra dans Kœnigsberg, évacué sans combat. Il y trouva 160,000 fusils. Le 19 juin, Murat était maître de Tilsitt. L'armée russe s'était retirée à l'est du Niémen. Ce fleuve forme la frontière de la Russie. La monarchie prussienne, à l'exception de Memel, était au pouvoir de Napoléon. Sur la demande de Bennigsen, un armistice fut signé le 21 juin, et une entrevue convenue entre Napoléon et Alexandre.

Paix de Tilsitt (8 juillet 1807). — Elle eut lieu au milieu du fleuve, sur un radeau, entre les deux armées (25 juin). Le czar

et l'empereur s'embrassèrent : « Je hais l'Angleterre autant que vous ! » fut le premier mot d'Alexandre. — « En ce cas, la paix est faite, » répondit Napoléon. Enlever au gouvernement britannique tous ses alliés et réunir le continent tout entier contre l'Angleterre avait toujours été l'idée fixe de l'empereur. Il avait écrasé l'Autriche en 1805, la Prusse en 1806 ; il voulait maintenant gagner la Russie. Il employa toutes les séductions pour se faire d'Alexandre un allié. Dans des entrevues fréquentes, il le complimenta sur la valeur de ses troupes ; il décora de sa main le plus brave soldat de la garde russe. Il affecta de prendre le czar pour confident de ses projets. Désormais il ne fallait plus en Europe que deux empires, l'Orient et l'Occident, Pétersbourg et Paris. Alexandre fut enivré, fasciné. Pour lui seul, ce conquérant terrible, impénétrable, montrait de l'abandon, de la confiance, de la générosité. Il est vrai que Napoléon sacrifiait ses alliés naturels. La Pologne ne sera pas rétablie ; les Turcs seront livrés à la merci du czar ; il s'enrichira des dépouilles de la Suède, en ce moment notre ennemie, mais qu'il eût été plus sage de regagner que de démembrer. Il était convenu qu'Alexandre enlèverait la Finlande au roi de Suède, la Moldavie et la Valachie au sultan. De son côté le czar abandonnait à la France les bouches de Cattaro et les sept îles ioniennes, reconnaissait les royautés nouvelles créées par l'empereur, adhérait au blocus continental et fermait ses ports aux Anglais. Il consentait à toutes les modifications que Napoléon pourrait introduire dans l'ouest et le midi de l'Europe.

Le roi de Prusse n'avait point été admis aux négociations. Napoléon déclara que, « par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, » il lui restituait le Brandebourg, la Silésie, la Prusse proprement dite et la Poméranie prussienne. Encore ces provinces ne devaient-elles être évacuées qu'après l'acquittement des contributions de guerre dont Napoléon les avait frappées, et qui montaient à 600 millions de francs.

Les possessions prussiennes de *Westphalie* et les territoires situés sur la rive gauche de l'Elbe, y compris *Magdebourg*, les provinces polonaises de *Posen*, *Varsovie* et la ville de *Dantzick* étaient enlevés à la maison de Hohenzollern. Elle perdait quatre millions de sujets sur neuf ; son revenu était abaissé de 120 millions de francs à 69.

Les provinces situées à la gauche de l'Elbe, avec Magdebourg, l'électorat de Hesse-Cassel et le duché de Brunswick, formèrent le *royaume de Westphalie*, en faveur de Jérôme Bonaparte, frère

de l'empereur. Les provinces polonaises, sous le nom de *grand-duché de Varsovie*, furent données à l'électeur de Saxe, qui obtint en outre le titre de roi. Dantzick, déclarée ville libre, reçut une garnison française.

CHAPITRE XI.

L'empire de 1807 à 1811.

Napoléon et l'Angleterre. Blocus continental. Décrets de Berlin (21 novembre 1806); de Milan (17 décembre 1807). Atteintes au droit des neutres; conséquences politiques et industrielles. — Napoléon et les neutres. Les Anglais bombardent Copenhague (1er-7 septembre 1807).

Invasion du Portugal (novembre 1807). — L'Espagne en 1807. Godoï. Les Français en Espagne. — Révolution d'Aranjuez. Abdication de Charles IV. Avènement de Ferdinand VII (20 mars 1808). — Entrevue de Bayonne. Journée du 2 mai 1808 à Madrid. — Les Bourbons d'Espagne renoncent au trône en faveur de Napoléon. Joseph Bonaparte roi d'Espagne. — Soulèvement des Espagnols. — Débuts de la guerre. — Capitulation de Baylen (21 juillet). — Débarquement des Anglais en Portugal. Capitulation de Cintra (30 août). — Entrevue d'Erfurth (septembre-octobre). — Napoléon à Madrid (2-4 décembre 1808). — Retraite des Anglais sur la Corogne (décembre 1808-janvier 1809). — Les deux sièges de Saragosse (29 juin-14 août 1808, 19 décembre 1808-20 février 1809).

L'Allemagne en 1809. Le Tugendbund. — Rupture avec l'Autriche; cinquième coalition (avril 1809). — Victoires de Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne (19-23 avril). — Seconde entrée à Vienne. — Les deux journées d'Essling (21 et 22 mai). — Soulèvements partiels dans l'Allemagne du Nord. — Bataille de Wagram (6 juillet). — Paix de Vienne (14 octobre 1809). — Tentative des Anglais sur l'île de Walcheren (août-décembre 1809).

Rupture de Napoléon avec le pape (1808-1809). — Mariage de l'empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise (1er avril 1810). Naissance du roi de Rome (20 mars 1811). — Réunion à l'empire de la Hollande et des villes hanséatiques (1810-1811). — Campagne de 1809 en Espagne. — Masséna échoue en Portugal contre Wellington, devant les lignes de Torres-Vedras (octobre 1810-mars 1811). — Conquête de la Catalogne et de Valence par Suchet (1810-1812).

Napoléon et l'Angleterre. Blocus continental. Décrets de Berlin (21 novembre 1806); de Milan (17 décembre 1807). Atteintes au droit des neutres; conséquences politiques et industrielles. — La grande, la persévérante ennemie de Napoléon, c'était l'Angleterre. Avec toute sa puissance, malgré les

moyens prodigieux qui se trouvaient à sa disposition, Napoléon ne put venir à bout de ce redoutable adversaire, qui pendant dix ans ne signa jamais avec lui de traité ni même de trêve. Ce pays, dont on apercevait des côtes de France, à travers la brume, les dunes blanchâtres, fut l'écueil contre lequel vinrent se briser tous ses efforts. Trafalgar avait vu périr notre marine, et si Pitt était mort de chagrin en apprenant la bataille d'Austerlitz, ses élèves Canning et Castlereagh lui avaient succédé au ministère. La lutte entre l'Angleterre et la France en était venue au dernier degré d'acharnement. Les Anglais visitaient les bâtiments neutres et confisquaient ceux dont le chargement était destiné aux ports de l'empire. Par le décret du 16 mai 1806, l'Angleterre déclarait en état de blocus tous les ports français situés entre Brest et Hambourg, et défendait aux neutres de porter leurs chargements ailleurs que dans les ports anglais. Tout bâtiment à destination d'un port français ou allié de la France était déclaré de bonne prise, même lorsque ce port n'était pas réellement bloqué. A ce blocus fictif ou *sur le papier*, pour employer l'expression de l'époque, Napoléon répondit par le *décret de Berlin*, qui proclamait le *blocus continental* (21 novembre 1806). « Les îles Britanniques, disait-il, sont déclarées en état de blocus, et tout commerce ou correspondance est interdit avec elles. Tout sujet anglais qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou celles de nos alliés sera fait prisonnier de guerre; tout magasin, toute marchandise et toute propriété appartenant à un sujet anglais sont déclarés de bonne prise; le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre ou provenant de ses fabriques est déclarée de bonne prise; aucun bâtiment anglais ou venu des possessions anglaises ne peut être reçu dans les ports de la France ou de ses alliés. »

Napoléon allait plus loin : « Dans cette nouvelle position, ajoutait-il, nous avons pris pour principe invariable de notre conduite de ne point évacuer Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale soit conclue. » Des deux parts on violait donc les droits des neutres, d'un côté en leur interdisant l'accès de ports qui n'étaient pas réellement bloqués, de l'autre en leur défendant toute relation avec l'un des belligérants.

Bientôt après, le blocus continental fut encore aggravé. L'Angleterre déclara que tous les ports du continent dont le pavillon britannique se trouvait exclu étaient bloqués; que toute com-

munication était interdite avec eux; que les bâtiments des puissances neutres, amies et mêmes alliées, étaient assujettis non seulement à la visite des croiseurs anglais, mais à une station obligée en Angleterre et à une imposition sur leur chargement. Napoléon répondit par le décret de Milan, du 17 décembre 1807 : « Tout bâtiment qui se sera soumis à être visité et imposé par les Anglais est *dénationalisé*, devenu propriété anglaise et déclaré de bonne prise. » Partout sur le continent les marchandises anglaises furent recherchées, saisies, confisquées ou brûlées. Si cette interdiction absolue de commercer avec l'Angleterre devait amener plus tard quelques résultats heureux, en forçant l'industrie continentale à fabriquer elle-même les produits qu'auparavant elle tirait des colonies, elle n'en causait pas moins pour le moment de terribles souffrances. Les droits de douane s'élevèrent jusqu'à 2,000 francs sur un kilogramme de muscade; on paya le sucre 6 francs la livre à Paris. L'empereur sentait si bien l'impossibilité d'exécuter ses décrets dans toute leur rigueur, qu'il accordait lui-même, moyennant certains droits, des *licences* aux négociants français pour trafiquer avec l'Angleterre. De plus, pour faire exécuter le blocus continental, Napoléon fut poussé à des envahissements qui inquiétèrent tous les princes de l'Europe. Il ajouta successivement à l'empire français la Hollande, le grand-duché d'Oldenbourg, les villes hanséatiques. Il s'épuisa dans cette lutte à mort contre son insaisissable ennemie.

Napoléon et les neutres. Les Anglais bombardent Copenhague (1-7 septembre 1807). — Quand Napoléon, à Tilsitt, avait promis au czar de si grands avantages, c'était afin d'obtenir son alliance contre l'Angleterre et de pouvoir sans obstacle modifier la carte de l'Europe. Désormais l'empereur ne veut plus qu'aucune puissance reste étrangère à la lutte maritime. Il pose à tous les neutres l'ultimatum suivant : ou guerre immédiate avec l'Angleterre, ou bien guerre immédiate avec la France. Ainsi tout le continent va être contraint de fermer ses ports aux Anglais, sous peine d'invasion pour les peuples et de déchéance pour les souverains.

A la fin de 1807, pour qu'il n'y ait plus en Italie d'autre domination que la sienne, l'empereur enlève la Toscane à la jeune veuve du roi d'Étrurie et à ses enfants, en leur promettant un dédommagement, qui ne leur fut jamais accordé. Il avait, auparavant, pris au pape les provinces d'Ancône, d'Urbin et de Camerino, pour les réunir au royaume d'Italie.

Pendant qu'il obtenait au midi ce facile accroissement de territoire, sa politique éprouvait au nord un terrible échec. Parmi les puissances maritimes dont l'alliance promettait à l'empereur les plus grands avantages se trouvait le Danemark. La marine danoise comptait 16 vaisseaux de ligne, 20 frégates ou bricks. Le gouvernement anglais résolut de prévenir Napoléon. Le 3 août 1807, une flotte commandée par l'amiral Gambier, et portant un corps de 20,000 hommes sous les ordres du général Cathcart, vint jeter l'ancre dans la rade d'Elseneur, sur le Sund. Sommé de remettre sa flotte en dépôt entre les mains des Anglais, le prince régent de Danemark refuse. Aussitôt l'armée débarque et dresse ses batteries. Le 1er septembre la ville de Copenhague fut bombardée. Près de 2,000 habitants périrent, plusieurs rues furent entièrement brûlées. Le 7, la ville capitula. Les Anglais dépouillèrent l'arsenal, et, en se retirant, emmenèrent la flotte avec eux. Les Danois indignés furent dès lors les fidèles alliés de Napoléon; mais ils avaient perdu tout moyen de lui être sérieusement utiles.

Invasion du Portugal (novembre 1807). — Napoléon espéra être plus heureux dans l'exécution de ses projets au sud des Pyrénées, à Lisbonne et à Madrid. L'empereur allait en effet s'emparer du Portugal avec l'alliance de l'Espagne, puis envahir l'Espagne elle-même.

Le Portugal n'avait jamais donné aucun sujet de plainte au gouvernement français. Sa faiblesse et sa situation lui imposaient la neutralité; néanmoins, au mois d'août 1807, Napoléon somma le régent [1] d'entrer dans le blocus continental, de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, de confisquer les marchandises anglaises, d'arrêter les Anglais et de saisir leurs propriétés. C'était demander la ruine du Portugal : la seule ressource de ce pays sans industrie consistait dans la vente de ses vins aux négociants de Londres. Néanmoins, le régent, hors d'état de résister, consentit à tout, sauf à la confiscation des propriétés privées appartenant à des Anglais.

Napoléon était alors à Fontainebleau. Il y conclut avec l'ambassadeur d'Espagne, Yzquierdo, un traité secret de partage de la monarchie portugaise (27 octobre 1807). Le sud de ce royaume devait former, sous le nom de *Principauté des Al-*

1. La reine dona Maria était atteinte de folie. Son fils qui devait, à sa mort en 1816, prendre le nom de Jean VI, exerçait la régence.

garves, un État indépendant en faveur du prince de la Paix, favori des souverains espagnols ; le nord, sous le nom de *Lusitanie septentrionale*, avec Oporto pour capitale, devait être donné à la reine d'Étrurie, leur fille, comme dédommagement pour la perte de la Toscane ; le roi d'Espagne aurait une portion des colonies avec le titre d'*empereur des deux Amériques*. Napoléon se réservait Lisbonne et la vallée du Tage, « pour en disposer à la paix générale. »

Le 17 octobre, le général Junot entra en Espagne avec 25,000 hommes, que devait soutenir un corps espagnol de nombre égal. Il se dirigea vers Lisbonne à marches forcées, afin de capturer la flotte portugaise avant qu'elle pût faire voile pour le Brésil. Au delà de Salamanque et de Ciudad-Rodrigo, dans les montagnes qui séparent le bassin du Douro de celui du Tage, vers la Moraleja, les jeunes soldats de Junot, harassés de fatigue, manquant de vivres, assaillis par des pluies continuelles, éprouvèrent d'indicibles souffrances (12-20 novembre). On descendit le cours du Tage, d'Alcantara vers Abrantès, puis d'Abrantès vers Lisbonne, à travers les ravins et les torrents débordés. Mais quand on entra dans cette capitale, le 30 novembre, la reine, le régent son fils et toute la noblesse du royaume, plus de huit mille personnes, étaient partis depuis deux jours avec le trésor et la flotte portugaise pour le Brésil. Le général français ne rencontra aucune résistance. Par l'ordre de Napoléon il occupa toutes les places fortes, sans recevoir dans aucune les soldats espagnols, au mépris du traité de Fontainebleau.

L'Espagne en 1807. Godoï. Les Français en Espagne. — L'Espagne allait être traitée comme le Portugal. Elle avait pour roi Charles IV. Faible et crédule, ce monarque était gouverné par sa femme et par son favori, Manuel Godoï. Ce ministre avait pris les titres de prince de la Paix, grand amiral, altesse sérénissisme et colonel général de la maison militaire du roi. Il était impopulaire à cause de son arrogance, des moyens auxquels il devait son élévation, enfin de son empressement à seconder les projets de Napoléon. Il était détesté de l'héritier du trône, Ferdinand, prince des Asturies. Impatient de régner, ce jeune homme était poussé par son ancien précepteur, le chanoine Escoïquiz, qui espérait gouverner l'Espagne sous son nom. Inquiet de la haine que Ferdinand lui manifestait, et craignant d'être exposé à sa vengeance, si le roi, dont la santé était chancelante venait à mourir, Godoï avait voulu s'assurer un refuge

en dehors de l'Espagne. C'est pour ce motif qu'il avait fait insérer dans le traité de Fontainebleau l'article aux termes duquel il devait obtenir la souveraineté des Algarves.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement espagnol avait toujours été depuis 1796 le fidèle allié de la France. Soldats, vaisseaux, argent, il avait mis toutes ses ressources à sa disposition, sans jamais se lasser. Il avait perdu, sans se plaindre, en 1802, l'île de la Trinité, cédée aux Anglais par le traité d'Amiens. La flotte espagnole avait partagé à Trafalgar la désastre de la nôtre, et l'amiral Gravina y avait été tué après s'être battu bravement. Sans doute, à l'époque de la bataille d'Iéna, le prince de la Paix, lassé des exigences de l'empereur, avait eu des velléités de résistance ; mais depuis cette époque il s'était montré plus soumis que jamais. Tout récemment encore, 14,000 soldats espagnols avaient été mis à la disposition de la France, et ils occupaient Hambourg, sous les ordres du marquis de La Romana. Napoléon n'en était pas moins décidé à détrôner les Bourbons d'Espagne. « Je ne suis pas un homme comme un autre, disait-il, et les lois de morale ou de convenances ne peuvent être faites pour moi. » (*Mémoires de Mme de Rémusat.*) Les circonstances servirent merveilleusement ses desseins.

L'antagonisme de Ferdinand et de Godoï était parvenu en 1807, à la plus extrême violence. Escoïquiz persuada au jeune prince de se donner pour auxiliaire, dans sa lutte contre Godoï, un allié irrésistible, l'empereur des Français. Il lui conseilla de demander la main d'une princesse de la famille Bonaparte. Ferdinand s'adressa d'abord à l'ambassadeur de France, Beauharnais. Encouragé par lui à l'insu de son père, il écrit à Napoléon pour lui demander une femme de son choix et de son sang. L'empereur évita de répondre.

Cependant Godoï surveillait toutes les démarches du prince royal. Le 28 octobre 1807, le roi, poussé par le favori, fit arrêter son fils à l'Escurial et saisit ses papiers. On y trouva des attaques violentes contre la reine et le prince de la Paix. Excité par eux, le roi crut que son fils avait voulu le détrôner ou même le faire périr. Dans son trouble, il écrivit à son tour à l'empereur pour lui demander des conseils. Ainsi, Napoléon était invoqué à la fois par le fils et par le père. Il donna l'ordre à ses troupes de franchir les Pyrénées, et, pour ajourner les explications à cet égard avec le gouvernement espagnol, il entreprit un voyage en Italie.

Toutefois le prince des Asturies était bientôt redevenu libre.

Instruits par ses aveux qu'il avait écrit secrètement à l'empereur pour demander en mariage une princesse de sa famille, la reine et le prince de la Paix n'osèrent point le mettre en jugement. Charles IV déclara donc « qu'il lui pardonnait à cause de son repentir et des prières de la reine. » (5 novembre 1807).

Révolution d'Aranjuez. Abdication de Charles IV. Avènement de Ferdinand VII (20 mars 1808).— Durant ces révolutions de palais, 80,000 Français entraient en Espagne par toutes les routes à la fois (novembre 1807-mars 1808). Le beau-frère de l'empereur, Murat, les commandait. Partout il mettait garnison dans les places fortes, après en avoir fait sortir les soldats espagnols. Il annonçait, pour endormir le gouvernement de Charles IV, tantôt que cette armée devait soutenir l'armée de Portugal, tantôt qu'elle devait assiéger Gibraltar.

Malgré ces assurances, la cour d'Espagne était livrée à une anxiété profonde. Le roi, la reine et le prince de la Paix se trouvaient au château d'Aranjuez, sur le Tage, au sud de Madrid. Ils résolurent de se retirer en Andalousie, pour y être à portée de Cadix, d'où ils pourraient gagner l'Amérique. Le peuple espagnol n'entendait pas être abandonné ainsi. Ces projets de fuite s'étant ébruités, une grande multitude se porta sur Aranjuez. Dans la nuit du 17 au 18 mars, elle envahit l'hôtel du prince de la Paix. Les soldats espagnols partageaient la haine populaire contre Godoï : ils se joignent aux assaillants; l'hôtel est mis au pillage. Après être resté caché trente-six heures dans un grenier, Godoï est découvert et traîné tout sanglant en prison. Pour désarmer la rage du peuple, on le déclare déchu de toutes ses dignités. Cela même ne suffit pas. Quand la voiture qui devait l'emporter d'Aranjuez vint s'arrêter devant la caserne dans laquelle on le gardait, la foule ameutée la mit en pièces. Tremblant à la fois pour son favori et pour lui-même, Charles IV abdique en faveur du prince des Asturies, qui devient roi sous le nom de Ferdinand VII (20 mars 1808). Le peuple accueillit le nouveau règne avec transport. Il savait gré à Ferdinand de sa haine pour Godoï, dont il le considérait comme la victime.

L'armée française arrivait en ce moment aux portes de Madrid. Murat, qui la commandait reçut le 22 mars une lettre de la reine d'Espagne. Elle le suppliait de prendre Godoï sous sa protection. Elle désirait, écrivait-elle, obtenir de l'empereur un asile pour elle-même, son mari Charles IV et le prince de

la Paix. Murat comprit qu'il pouvait tirer parti de cette situation. Il espérait, si le trône d'Espagne devenait vacant, l'obtenir pour lui-même. Sur son invitation, Charles IV rédigea en secret et lui fit remettre une protestation dans laquelle il déclarait n'avoir abdiqué « qu'afin d'éviter de plus grands malheurs et d'empêcher l'effusion du sang, ce qui rendait ledit acte nul et de nul effet. » Ainsi, dit un historien, « il n'y avait plus en Espagne, au lieu d'un roi, que deux prétendants à la couronne. » Murat tint cette pièce secrète. Il conserva une attitude expectante et en apparence impartiale. Entré à Madrid le 23 mars, la veille du jour où Ferdinand VII y arriva, le beau-frère de l'empereur publia une proclamation dans laquelle il déclarait que « toute défiance à l'égard des soldats français serait injuste et ridicule. »

Napoléon en ce moment même (27 mars) proposait la couronne d'Espagne à Louis, roi de Hollande. Il approuva la conduite de Murat. « Jusqu'à ce que la nouveau roi (Ferdinand VII) soit reconnu par moi, lui écrivait-il, vous devez faire comme si l'ancien roi (Charles IV) régnait toujours. »

Entrevue de Bayonne. Journée du 2 mai 1808, à Madrid. — Sa résolution était en effet arrêtée : elle consistait à ne pas reconnaître Ferdinand et à se faire céder la couronne par Charles IV. Toutefois il continua soigneusement à dissimuler. Il voulait attirer auprès de lui les Bourbons d'Espagne pour obtenir leur abdication et les garder prisonniers, s'ils refusaient d'obéir à ses exigences. Savary, envoyé à Madrid, persuada au jeune roi de venir trouver Napoléon à Bayonne. Ferdinand se laissa entraîner à ce voyage, dans l'espérance d'être reconnu roi par l'empereur et dans la crainte qu'en son absence ses ennemis, accourus auprès de Napoléon, ne le prévinssent contre lui. Pourtant, aux précautions militaires que les chefs français prenaient sur son passage, il aurait dû comprendre qu'on l'attirait dans un piège. Dans toutes les villes qu'il traversait, la foule se pressait autour de ses voitures, en le conjurant de ne pas aller plus loin. Parvenu à Vittoria, il voulut, avant de s'engager sans retour, savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de l'empereur. Il lui écrivit pour demander à être reconnu roi d'Espagne. Napoléon répondit qu'il y consentait, « si l'abdication du roi Charles était de pur mouvement. » Or à ce moment Murat avait déjà transmis à l'empereur la protestation secrète de Charles IV contre les événements d'Aranjuez.

Sur cette assurance équivoque, Ferdinand partit de Vittoria,

malgré la résistance du peuple, qui essaya de dételer sa voiture. Le 20 avril il franchit la frontière. Il fut reçu à Bayonne, non en roi, mais en prince des Asturies. Le soir de son arrivée, Napoléon lui fit signifier par Savary, et signifia lui-même à Escoïquiz que les Bourbons devaient renoncer au trône. L'empereur rencontra une résistance à laquelle il ne s'attendait pas.

Il fit venir à Bayonne Charles IV et la reine mère, ainsi que le prince de la Paix, dont Murat avait exigé la délivrance, malgré la résistance de la junte laissée à Madrid par Ferdinand. Charles fut reçu avec les plus grands honneurs et traité comme le seul et légitime souverain d'Espagne (30 avril). Le vieux roi était plein de gratitude pour l'empereur, qui avait sauvé « son ami Emmanuel. » Excité en outre par sa femme, il désirait ardemment se venger de Ferdinand. Il le somma de lui restituer la couronne qu'il avait usurpée par la violence. Après une longue résistance, Ferdinand consentit à céder ; mais à condition que sa renonciation aurait lieu à Madrid dans une assemblée des cortès, et en faveur de Charles IV seulement. Cela ne suffisait point aux vues de l'empereur.

Sur ces entrefaites, on reçut à Bayonne la nouvelle des événements qui venaient d'ensanglanter Madrid. Par l'ordre de l'empereur, Murat voulut faire partir de cette capitale pour la France la sœur de Ferdinand, la reine d'Étrurie, son plus jeune frère don Francisco et son oncle don Antonio. Le peuple essaya d'empêcher leur départ et courut aux armes. Il fut sabré par les mameluks, les lanciers et les chasseurs à cheval de la garde impériale. Beaucoup de prisonniers furent fusillés (2 mai 1808).

Les Bourbons d'Espagne renoncent au trône en faveur de Napoléon. Joseph Bonaparte roi d'Espagne. — A cette nouvelle Napoléon veut en finir. Après une scène violente entre le père et le fils, qui s'était passée sous ses yeux, il déclara le 5 mai à Ferdinand que « si avant minuit il n'avait pas reconnu son père pour roi légitime, il serait traité comme rebelle. » Ferdinand épouvanté céda. Il abdiqua en faveur de Charles IV. Celui-ci, qui ne désirait plus que le repos, transmit tous ses droits à l'empereur. Charles reçut en indemnité les deux châteaux de Compiègne et de Chambord, avec une liste civile de 7,500,000 francs. Ferdinand et ses frères furent envoyés au château de Valençay, chez M. de Talleyrand (5-10 mai).

Un mois après, le 6 juin, Napoléon proclama son frère aîné Joseph roi d'Espagne et des Indes. Murat, qui depuis le début

de l'année commandait à Madrid et venait même d'y recevoir le titre de lieutenant général du royaume, avait espéré obtenir cette riche couronne. Déçu dans son attente et malade de désappointement, il dut se contenter de régner sur le royaume de Naples, devenu vacant par le départ de Joseph.

Soulèvement des Espagnols. — Ce changement de dynastie, Napoléon espérait le faire accepter aux Espagnols en supprimant les droits féodaux, les privilèges du clergé et l'inquisition. Mais l'Espagne ne lui sut aucun gré de ces réformes apportées au bout des baïonnettes étrangères. Sous ce ciel de feu, dans ces plaines arides, dans ces montagnes impénétrables et décharnées, le pays tout entier tressaillit. Il sortit de sa torpeur, de son engourdissement séculaire, pour s'unir et se jeter en masse, avec des cris de haine et de vengeance, sur les envahisseurs. Les moines, le crucifix à la main, guidèrent au combat les paysans; les étudiants prirent les armes. Partout se formèrent des comités, des juntes insurrectionnelles.

Et ce n'était plus là une guerre comme celles du Nord, qui se terminât par la destruction d'une armée. Il fallait lutter contre tout un peuple, écraser une insurrection sans cesse renaissante, poursuivre des guérillas qui se dispersaient devant les troupes envoyées contre elles, et se réunissaient le lendemain, lutter de montagne en montagne, de défilé en défilé, de village en village. A chaque instant les routes étaient interceptées, les communications rompues, les hommes isolés massacrés. Un climat accablant, un pays stérile, nulle ressource, rien de sûr, pas même le sommeil; des fleuves desséchés en été et changés l'hiver en torrents, des chemins rares et mal entretenus, des montagnes qui offraient aux bandes armées un asile et présentaient aux assaillants des obstacles insurmontables : voilà ce que nos soldats trouvèrent en Espagne.

L'habileté des meilleurs généraux, Masséna, Ney, Bessières, Soult, Suchet, Marmont, le courage des soldats de Napoléon, devaient échouer dans cette guerre funeste, qui nous coûta plus de trois cent mille hommes et finit par amener les Anglais, alliés et défenseurs de l'Espagne, du détroit de Gibraltar et de l'embouchure du Tage jusqu'aux Pyrénées, jusqu'à Toulouse et Bordeaux.

Napoléon lui-même reconnut plus tard son erreur : « Ma plus grande faute, a-t-il dit, est d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons. Charles IV était usé. J'aurais pu donner une constitution libérale à la nation espagnole et

charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles; s'il manquait à ses engagements, les Espagnols eux-mêmes l'auraient renvoyé. Vous voulez vous créer un travail d'Hercule, me disait le principal conseiller de ce prince, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant.... La guerre d'Espagne a été la cause première des malheurs de la France.... C'est ce qui m'a perdu. »

Débuts de la guerre. — A la nouvelle des événements de Madrid, toutes les parties de l'Espagne s'insurgèrent simultanément, à l'exception de celles occupées par les soldats français. Oviedo prit les armes le 24 mai. Carthagène, Murcie, Valence, Valladolid, le Ferrol, la Corogne, Saragosse, Séville, Jaen, Cordoue, Grenade, Cadix, Badajoz, en firent autant. Partout des juntes s'organisèrent. A Valladolid, on planta une potence sous les fenêtres du gouverneur, don Gregorio de la Cuesta, en lui donnant à choisir entre une mort immédiate et le commandement des insurgés. A Cadix, le capitaine général Solano, s'étant montré contraire au mouvement, fut massacré, et l'escadre française de l'amiral Rosily, réfugiée dans ce port depuis la bataille de Trafalgar, retenue prisonnière.

Dans les premières rencontres, il est vrai, les insurgés n'opposèrent aux troupes françaises qu'une faible résistance. Verdier les battit à *Logrono* sur l'Èbre, Lasalle à *Torquemada* et au pont de *Cabezon*, près de Valladolid, sur la Pisuerga, affluent de la rive droite du Douro. Enfin le maréchal Bessières, à *Medina-del-Rio-Seco* (14 juillet), mit en pleine déroute l'armée de don Gregorio de la Cuesta. « C'est une nouvelle bataille de Villa-Viciosa, s'écria l'empereur à la nouvelle de cette victoire. Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. »

Capitulation de Baylen (21 juillet). — Napoléon se trompait. Une semaine après la bataille de Rio-Seco, le lendemain même du jour où Joseph faisait son entrée à Madrid, les Français éprouvèrent en Andalousie une défaite humiliante. Le 1er juin, le général Dupont avait traversé les défilés de la Sierra-Morena. Le 7, il vainquit les insurgés de Cordoue au pont d'*Alcolea*, sur le Guadalquivir. Ensuite il s'empara de Cordoue, qui fut livrée au pillage. Mais bientôt, apprenant que toute l'Espagne s'insurge derrière lui, menacé à droite par l'armée de Séville, à gauche par l'armée de Grenade, et craignant pour ses communications avec Madrid, il rétrograde de Cordoue sur Andujar, suivi de près par les Espagnols. Ceux-ci, exaspérés

des excès de nos soldats, massacraient tous ceux qui s'écartaient.

« La tâche que Dupont avait à remplir, dit un historien, pouvait se résumer ainsi : avec 22,000 hommes, il avait à surveiller et à défendre sur son front la ligne du Guadalquivir, d'Andujar à Ubeda, de quinze lieues d'étendue; sur ses derrières, il avait à garder un défilé de vingt lieues de longueur. »

Le 15 juillet, Castanos et son lieutenant Reding, avec les armées de Séville et de Grenade, essayèrent de forcer le passage du fleuve sur deux points, Castanos à *Andujar* contre Dupont, Reding plus à l'est, à *Mengibar*, contre Vedel. Ils furent tous deux repoussés. Croyant que Vedel n'avait en face de lui qu'un ennemi peu nombreux, Dupont lui ordonna de lui envoyer une partie de ses troupes. Vedel, au lieu d'exécuter exactement cet ordre, évacua sa position et vint rejoindre son chef avec toutes ses forces. Cette faute permit à Reding d'occuper Mengibar et de franchir le Guadalquivir en tournant le flanc gauche des Français. La division Gobert, accourue trop tard de *Baylen* où elle gardait les derrières de l'armée, pour arrêter la marche de Reding, fut écrasée par le nombre et son chef frappé à mort[1] (16 juillet).

Comprenant le danger, Dupont prescrit à Vedel de se porter sur Baylen et d'attaquer Reding pour le rejeter à Mengibar au delà du fleuve. Mais Vedel commit une nouvelle faute. Trompé par de faux rapports et ne trouvant pas Reding à Baylen, il s'imagina que ce général s'était déjà dirigé vers la *Caroline* pour aller occuper au nord les défilés de la Sierra-Morena et barrer aux Français la retraite sur Madrid. Vedel s'élance aussitôt dans cette direction, s'éloignant ainsi de Dupont, et laissant inoccupé le poste de Baylen. Reding vint s'y établir sans combat dans la journée du 18 juillet. Par ce mouvement, l'armée française se trouvait coupée en deux. Dupont avait devant lui au sud Castanos, derrière lui au nord Reding, qui le séparait de Vedel.

Le général français résolut de s'ouvrir un passage en chassant Reding de Baylen. Il part d'Andujar dans la nuit du 18 au 19 juillet, pour échapper à Castanos, et, après une marche de sept lieues, il attaque les avant-postes de Reding. Mais les Espa-

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le beau groupe de David d'Angers qui représente la mort de ce général, frappé d'un coup de feu par un paysan espagnol, et tombant à la renverse sur le dos de son cheval.

gnols occupent une position supérieure ; ils ont 18,000 hommes. Les Français n'en comptent que 11,000. Les jeunes soldats de Dupont sont épuisés de fatigue et meurent de soif sous un soleil brûlant. 2,000 Suisses abandonnent nos rangs pour se joindre aux Espagnols. Dupont est blessé. Toutes les attaques échouent. Après dix heures de combat contre Reding, on entend le canon retentir par derrière : c'est Castanos qui s'est aperçu du départ des Français, et qui vient les prendre en queue tandis qu'ils luttent en tête contre son lieutenant. Jugeant alors toute résistance inutile, Dupont signe une suspension d'armes et entre en négociations avec l'ennemi.

Cependant Vedel, averti enfin de ce qui se passait par le bruit du canon, était revenu sur ses pas, et trois heures après la suspension d'armes il attaquait Reding, pris à son tour entre deux feux, et lui enlevait 1,000 prisonniers avec plusieurs canons. Il dut cesser le combat sur l'ordre de Dupont. Celui-ci avait proposé à Castanos d'évacuer l'Andalousie et de se retirer sur Madrid. Castanos exigea que les soldats français missent bas les armes. Avec un peu de résolution, Dupont aurait pu forcer le passage : car s'il se trouvait pris entre Castanos et Reding, celui-ci, de son côté, se trouvait pris entre Dupont et Vedel. Par malheur, le général français avait complètement perdu courage. Non seulement il consentit à mettre bas les armes, mais même, sur la demande du vainqueur, il enjoignit à Vedel, déjà en retraite sur Madrid, de revenir sur ses pas, et de se rendre, lui aussi ! Vedel eut la faiblesse de céder. 20,000 Français se rendirent ainsi, en rase campagne, pour la première fois dans notre histoire (21 juillet). Ils devaient être conduits par mer en France et ne pas servir avant d'avoir été échangés. La capitulation fut violée. Les malheureux prisonniers, internés dans l'île Cabrera, l'une des Baléares, y restèrent jusqu'en 1814. Beaucoup y moururent de faim.

L'effet de cette capitulation fut prodigieux en Europe. Ces vainqueurs d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, ils n'étaient donc pas invincibles ! Eux aussi ils avaient mis bas les armes à Baylen comme les Autrichiens à Ulm, comme les Prussiens à Prentzlow. A Vienne, à Berlin, on tressaillit d'espoir. A Londres la joie fut sans bornes. Parmi les Espagnols, l'exaltation patriotique, l'ivresse du triomphe furent portées à leur comble. Pendant ce temps Napoléon, irrité de cet affront, le premier de ce genre que l'armée française eût reçu, traduisait devant un conseil de guerre Dupont et Vedel.

Huit jours après la capitulation de Baylen, le roi Joseph évacua Madrid. Ses courtisans et jusqu'à ses domestiques l'avaient abandonné (29 juillet). Il se replia sur Miranda. Verdier avait dû lever le siège de Sarragosse. Toute l'armée française se concentra dans la vallée de l'Èbre.

Débarquement des Anglais en Portugal. Capitulation de Cintra (30 août).— Cette retraite découvrait le Portugal. Junot, pour garder ce royaume, avait au plus 30,000 hommes, disséminés en vingt endroits. Le 1er août une flotte anglaise parut à l'embouchure du Mondego. Elle y débarqua une armée sous les ordres de sir Arthur Wellesley, si célèbre plus tard sous le nom de duc de Wellington[1]. Il marcha aussitôt sur Lisbonne et battit à *Roliça* le général Delaborde, qui, avec 5,000 hommes seulement, avait essayé de l'arrêter (15 août). Junot accourt rejoindre son lieutenant. A la tête de 13,000 hommes, il attaque 18,000 Anglais établis sur les hauteurs escarpées de *Vimeïro* (21 août). Repoussé avec perte, isolé de la France, placé entre une armée ennemie victorieuse et tout un peuple insurgé, il signa le 30 août la capitulation de *Cintra*. Aux termes de cette convention, les troupes françaises furent transportées par mer avec armes et bagages, et sans être prisonnières de guerre, à Lorient et à Rochefort.

En ce moment même l'empereur recevait une mauvaise nouvelle de plus. Depuis un an 15,000 Espagnols servaient comme auxiliaires dans la grande armée, sous les ordres du marquis de La Romana. Ils avaient été envoyés à Hambourg ; puis dans l'île de Fionie. Instruits de ce qui se passait en Espagne, ils s'embarquèrent à bord de la croisière anglaise et revinrent défendre leur patrie opprimée par les Français. « Ma situation est unique dans l'histoire, écrivait le roi Joseph à l'empereur : je n'ai pas un seul partisan. » Il lui disait encore : « Il faudrait cent mille échafauds en permanence pour maintenir le prince condamné à régner sur les Espagnols. »

Entrevue d'Erfurth (septembre-octobre). — Napoléon résolut de franchir lui-même les Pyrénées. Mais pour cela il fallait rappeler d'Allemagne la grande armée restée cantonnée dans

1. Arthur Wellesley était né en Irlande en 1769 ; il mourut le 14 septembre 1852 au château de Walmer. Il servit comme colonel aux Pays-Bas contre les Français en 1794-95. Il resta sept ans aux Indes orientales (1797-1805), sous les ordres de son frère aîné, le marquis de Wellesley, alors gouverneur général. Il se distingua au siège de Séringapatam, et gagna, le 23 septembre 1803, la bataille d'Assaye contre les Mahrattes.

les provinces prussiennes, depuis la paix de Tilsitt. Il fallait encore s'assurer qu'on n'avait rien à craindre du côté du nord. Le 8 septembre, la *convention de Paris* fut signée entre le prince Guillaume de Prusse et M. de Champagny. Le gouvernement prussien se reconnaissait débiteur envers Napoléon de 140 millions de francs, pour contributions de guerre arriérées; il s'engageait à ne pas avoir sur pied, pendant dix ans, plus de 42,000 soldats; enfin les Français devaient tenir garnison à Glogau, Custrin et Stettin, aux frais de la Prusse, jusqu'à l'entier acquittement de la dette. Le reste de la monarchie fut évacué.

L'empereur avait fait proposer au czar une entrevue, qui fut acceptée sur-le-champ. Les deux souverains se rencontrèrent entre Weimar et Erfurth, le 27 septembre. Jusque-là Napoléon n'avait tenu qu'une portion des engagements pris à Tilsitt envers Alexandre. Il lui avait permis de conquérir la Finlande aux dépens des Suédois, sans consentir à lui laisser enlever définitivement la Moldavie et la Valachie aux Turcs. Il dut cette fois s'y résigner, à condition d'obtenir l'alliance russe dans le cas d'une guerre avec l'Autriche. Napoléon et Alexandre passèrent plusieurs jours à Erfurth au milieu de chasses et de fêtes; les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, le grand-duc de Saxe-Weimar, les poètes Gœthe et Wieland s'y trouvaient réunis. Les artistes de la Comédie française y avaient été appelées de Paris. Talma joua les pièces de Corneille, de Racine et de Voltaire devant un « parterre de rois. » A une représentation d'*Œdipe*, en entendant le vers célèbre :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

« Je m'en aperçois tous les jours, » dit le czar, qui se tourna vers son allié. » Après tout, comme le remarque un historien, « les Principautés valaient bien un compliment. »

Napoléon à Madrid (2-4 décembre 1808). — Délivré momentanément de toute inquiétude du côté du continent, Napoléon partit de Paris pour l'Espagne le 29 octobre. Le 3 novembre il était à Bayonne. Il venait de lever seize mois à l'avance 160,000 hommes sur la conscription de 1810. Grossie d'innombrables renforts rappelés des bords de l'Elbe et du Rhin, l'armée d'Espagne comptait désormais huit corps sous les ordres de Ney, Lannes, Soult, Victor, Saint-Cyr, Lefebvre, Mortier, Junot; de plus, la garde impériale commandée par Bessières. Elle

était concentrée entre Bayonne et l'Èbre sur un étroit espace. Les Espagnols formaient autour d'elle un immense demi-cercle. Leurs forces se composaient de quatre corps principaux : 1° au nord-ouest, vers la Biscaye et le golfe des Asturies, le corps de Blake; 2° au centre, le long de l'Èbre, celui de Castanos; 3° à l'est, également sur l'Èbre, celui de Palafox ; 4° en arrière, la réserve, vers Burgos, était conduite par le marquis de Belveder. Enfin l'armée anglaise de Portugal, commandée par le général Moore, devait soutenir les Espagnols, mais se trouvait encore trop éloignée pour leur prêter un appui immédiat.

L'empereur résolut de couper en deux la ligne ennemie et de marcher sur Madrid. Le 10 et le 11 novembre, à droite, Victor culbute Blake à *Espinosa* et le rejette au nord-ouest dans les Asturies. Pendant ce temps, au centre, Napoléon met en déroute l'armée du marquis de Belveder à *Gamonal*. Les Français entrèrent pêle-mêle avec les fuyards dans *Burgos* (10 novembre). Douze jours après, à gauche, Lannes vainquit Palafox et Castanos à *Tudela*, sur les bords de l'Èbre (23 novembre) ; Palafox s'enferma dans Saragosse, Castanos se retira sur Valence.

Les débris du corps défait à Gamonal et Burgos, commandés maintenant par don Benito San-Juan, s'étaient repliés sur la chaîne de Guadarrama pour défendre le défilé de *Somo-Sierra*. Le 28 novembre les chevau-légers polonais, commandés par le général Montbrun, forcèrent par une charge impétueuse le passage du défilé et sabrèrent les canonniers espagnols sur leurs pièces. Le 2 décembre Napoléon parut devant Madrid.

Bien que la junte centrale eût quitté cette capitale, le peuple était résolu à une vigoureuse défense. Il avait massacré le corrégidor, marquis de Péraldès, auquel il reprochait d'avoir mis du sable au lieu de poudre dans les cartouches. Néanmoins, les Français ayant enlevé le lendemain la hauteur du Retiro et forcé plusieurs portes, le gouverneur Thomas de Morla dut capituler (4 décembre). Maître de Madrid, l'empereur publia aussitôt quatre décrets par lesquels il supprimait en Espagne l'inquisition, deux tiers des couvents, les droits féodaux et les douanes entre les provinces. Il confisquait en même temps les propriétés des principaux chefs insurgés, et s'efforçait de terrifier l'Espagne par des exécutions continuelles. Joseph, qui aurait voulu gagner les Espagnols par la douceur, assistait, témoin impuissant et jamais consulté, à ces actes impitoyables.

Retraite des Anglais sur la Corogne (décembre 1808-janvier 1809). — Cependant l'armée anglaise de Portugal, dans sa

marche en avant pour soutenir les Espagnols, était arrivée le 13 novembre à Salamanque, sur le Tormès, affluent de la rive gauche du Douro, au sud-ouest de Burgos, au nord-ouest de Madrid. Elle était commandée par le général Moore, et comptait 25,000 hommes. L'occupation de Madrid par Napoléon plaçait les Anglais dans une situation critique. Menacés au nord par le maréchal Soult, dont le corps d'armée occupait le royaume de Léon, ils virent bientôt au sud l'empereur déboucher de Madrid avec 40,000 hommes pour leur couper la retraite (22 décembre). En présence de ce double danger, Moore bat en retraite vers l'ouest, pour gagner les bords de l'Atlantique et chercher refuge sur la flotte anglaise. Son arrière-garde repousse à Benavente la cavalerie de Lefèvre-Desnouettes, qui avait passé à gué la rivière d'Esla. A force d'énergie et de rapidité Moore échappa au danger d'être cerné. Néanmoins, poursuivi de près par Soult, il fit partout des pertes énormes. Au delà d'Astorga et de Villafranca, les Anglais furent obligés d'abattre leurs chevaux parce qu'ils n'avaient plus de fourrages. Ils jetèrent dans les précipices près d'un million en pièces d'or. Les soldats étaient épuisés par la faim et la fatigue. Enfin, après avoir traversé Lugo, ils atteignirent la Corogne (11 janvier 1809). Ils durent y attendre l'arrivée de leur flotte. Avant de s'embarquer, ils repoussèrent, le 16 janvier, l'attaque du maréchal Soult. L'armée anglaise était sauvée, mais elle avait perdu son chef frappé à mort sur ce dernier champ de bataille. « J'ai toujours souhaité de finir ainsi, avait dit Moore avant d'expirer.... J'espère que le peuple anglais sera content ! »

Cependant les espérances de Napoléon ne se réalisaient pas. Ni la prise de Madrid ni la retraite des troupes britanniques ne mettaient fin à la lutte. Les armées espagnoles étaient insaisissables. Battues sur un point, elles se ralliaient le lendemain sur vingt autres. Ney en Galice contre La Romana, Lannes devant Saragosse, Saint-Cyr en Catalogue, Victor dans le royaume de Valence, où il avait refoulé le duc de l'Infantado battu à *Uclès*, rencontraient des obstacles inattendus. On ne pouvait soumettre l'Espagne qu'après une longue lutte, à condition qu'il ne survînt dans le reste de l'Europe aucun événement capable de détourner l'attention et les forces de la France. Étonné de cette résistance opiniâtre, impatient de voir que pour la première fois le succès ne répondait pas à son attente, l'empereur laissa la conduite de la guerre à ses maréchaux. Le 23 janvier 1809 il était de retour à Paris.

Les deux sièges de Saragosse (29 juin-14 août 1808, 19 décembre 1808-20 février 1809). — Pendant que Napoléon, irrité et inquiet, disgraciait Talleyrand, qui avait blâmé sa politique d'envahissement, l'Espagne voyait s'accomplir un des épisodes les plus héroïques de sa lutte mémorable. *Saragosse*, capitale de l'Aragon, est située sur la rive droite de l'Èbre, dans une plaine couverte d'oliviers. La ville renfermait 60,000 habitants et peut-être autant de fugitifs des pays voisins. Elle avait pour gouverneur un jeune homme intrépide, Joseph Palafox.

Les 28 et 29 juin 1808, les généraux Lefèvre-Desnouettes et Verdier arrivèrent devant la place. Le 30, le bombardement commença. Un officier espagnol, qui avait abandonné une hauteur devant la ville, fut pendu sur la grande place pour épouvanter quiconque parlerait de se rendre. Les femmes, les enfants, les moines se mêlèrent aux combattants. La ville se hérissa de barricades; on lava la terre des rues pour en extraire le salpêtre; on amoncela les pavés dans les étages supérieurs des maisons pour écraser les assaillants. La comtesse Zurita organisa une compagnie de femmes pour relever les blessés sous le feu des Français. Dès le premier jour de l'attaque, « une jeune femme du peuple, nommée Augustina, étant venue apporter des provisions aux canonniers espagnols dans le moment le plus chaud, et les voyant hésiter à recommencer le feu, se précipita au milieu des morts et des blessés, arracha une mèche des mains d'un canonnier expirant, mit le feu à une pièce de 24, et, sautant sur le canon, fit le serment de ne s'en séparer qu'avec la vie. » Les moulins, les couvents, le grand hôpital de Notre-Dame de Grâce, furent incendiés par les bombes.

Le 4 août les Français livrèrent un assaut général. A un moment les Espagnols faiblissaient; un prêtre s'élance hors d'une chapelle au-devant des fuyards : « Est-ce ainsi, s'écrie-t-il, que vous abandonnez Dieu, la foi et la patrie? » Le soir, cependant, les Français étaient maîtres de la moitié de la ville. Le général Verdier fit porter à Palafox, par un parlementaire, un billet renfermant ces deux mots : *Une capitulation*. Palafox répondit : *Guerre au couteau !* On se battit dix jours encore. Enfin la constance des assiégés l'emporta. Le 14 août ils virent les Français s'éloigner, après quarante-six jours de siège, de Saragosse à demi brûlée, mais victorieuse.

Le second siège commença quatre mois plus tard, le 19 décembre 1808. Il dura jusqu'au 19 février 1809, sous la direc-

tion de Moncey, puis de Junot, enfin de Lannes. Il fallut prendre la ville rue par rue, maison par maison, à l'aide de la mine. Les défenseurs de Saragosse n'avaient plus ni viande, ni médicaments. Les exhalaisons des cadavres en décomposition viciaient l'air ; la peste s'était jointe à la famine et au bombardement pour anéantir cette malheureuse population. Elle capitula enfin le 20 février. 50,000 Espagnols des deux sexes avaient péri. Le 24 février 1809, Lannes prit possession des ruines de Saragosse. L'empereur envoya Palafox à Vincennes, où il resta prisonnier jusqu'en 1814.

L'Allemagne en 1809 ; le Tugend-Bund. — Depuis 1805, l'Allemagne avait été deux fois envahie par les Français. Napoléon avait occupé l'Autriche pendant plusieurs mois, la Prusse tout entière pendant un an. Par le traité de Presbourg, il avait enlevé aux Habsbourg quatre provinces. Plus rigoureux encore envers les Hohenzollern, il les avait, à Tilsitt, privés de près d'une moitié de leurs États. Il avait humilié les souverains et rançonné impitoyablement les peuples.

Après la bataille d'Iéna, le maréchal Augereau avait menacé de détrôner la maison régnante de Weimar, pour la punir d'avoir recueilli des blessés prussiens ; Gœthe, cet homme si mesuré et si maître de lui-même, ne put cependant contenir sa colère : « Les Français, s'écria-t-il, sont-ils donc des hommes ? N'ont-ils donc jamais éprouvé que la fortune est variable ?.... Si l'on chasse notre souverain, on verra le vieux Gœthe, comme autrefois Homère, le prendre par la main et errer avec lui dans les villages de l'Allemagne, en disant : Un morceau de pain pour mon souverain, pour le grand-duc de Weimar, banni par les Français parce qu'il n'a pas fermé sa porte à ses compagnons d'armes blessés et mourants ! »

Plus tard, il est vrai, en 1808, à Erfurth, Gœthe fut présenté à Napoléon. L'empereur contempla quelque temps en silence l'auteur de *Werther*. « Vous êtes un homme, monsieur Gœthe, » lui dit-il ensuite ; il lui donna la croix de la Légion d'honneur. Le poète accepta cette décoration, et se tint dès lors à l'écart du mouvement patriotique auquel s'associaient les autres écrivains allemands. Mais ce calme olympien, que ses rivaux qualifiaient d'insensibilité, lui fut amèrement reproché par ses compatriotes ; ces attaques devaient troubler plus d'une fois la sérénité de ses derniers jours.

Depuis la paix de Tilsitt, une vaste société secrète, le *Tugend-*

Bund (association de la vertu), s'était formée pour la délivrance de l'Allemagne. Elle eut pour fondateur le professeur Maurice Arndt, bientôt secondé par les anciens ministres prussiens Hardenberg et Scharnhorst, les généraux Blücher et Gneisenau, le duc de Brunswick-Œls, le major Schill, le docteur Jahn. Un ministre énergique, le baron de Stein, secondait par ses réformes cette active propagande. Il abolit le servage et la corvée dans les États prussiens, donna aux communes la nomination de leurs conseils municipaux; enfin, il accorda aux bourgeois le droit d'acquérir la propriété territoriale, jusque-là réservée exclusivement aux nobles. Le roi de Prusse fut obligé, en septembre 1808, de renvoyer Stein du ministère, sur les injonctions de Napoléon; mais l'impulsion qu'il avait donnée ne s'arrêta plus. Sous les yeux des Français, qui tenaient garnison dans leurs places fortes, les Prussiens se préparaient sans relâche à une revanche.

Rupture avec l'Autriche. Cinquième coalition (avril 1809). — En Autriche aussi on faisait d'incessants préparatifs, mais avec plus de rapidité et moins de mystère. Très maltraitée en 1805, l'Autriche n'en était pas moins demeurée une grande puissance, et ne subissait pas, comme son ancienne rivale, la présence des Français. Tandis qu'à Vienne le comte de Stadion réorganisait l'administration, l'archiduc Charles[1] portait l'armée active à 300,000 hommes, avec une réserve de 100,000, et organisait les milices provinciales. Au mois de juillet 1808, Napoléon se plaignit vivement des armements de l'Autriche. L'ambassadeur autrichien, M. de Metternich, répliqua en alléguant les armements de l'empereur lui-même, bien autrement considérables. Alors Napoléon, dans une audience publique au corps diplomatique, fit entendre de vives menaces (15 août 1808). De part et d'autre les rapports s'aigrirent de plus en plus. La tragique aventure des Bourbons d'Espagne à Bayonne fit craindre aux Habsbourg un sort pareil; bientôt après, la capitulation de Baylen leur montra que les Français n'étaient pas invincibles. Le départ pour l'Espagne de la plus grande partie des troupes françaises cantonnées jusque-là dans l'Allemagne du Nord, la présence des Anglais en Portugal, le langage de plus en plus menaçant de l'empereur, achevèrent de déterminer l'Autriche à une rupture. Ainsi se forma, au commencement de 1809, une

1. L'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold II, et frère de François II, naquit en 1771, et mourut en 1847.

cinquième coalition, à laquelle prirent part l'Angleterre, l'Autriche, les Espagnols et les Portugais.

L'archiduc Charles, avec 180,000 hommes, dut entrer en Bavière; l'archiduc Jean, avec 80,000 hommes, insurger le Tyrol et envahir l'Italie et la Dalmatie; l'archiduc Ferdinand, avec 40,000 hommes, attaquer le grand-duché de Varsovie. Les milices, montant à 160,000 hommes environ, devaient soutenir ces trois armées. Les généraux autrichiens espéraient par une offensive hardie surprendre et vaincre les Français disséminés, avant leur concentration. Ils comptaient, s'ils obtenaient un premier succès, sur l'alliance de la Prusse, sur le soulèvement des petits États allemands, peut-être sur l'appui de la Russie elle-même; l'Angleterre avait promis d'opérer une diversion importante par un débarquement sur le continent.

Ces espérances étaient prématurées. Malgré la guerre d'Espagne, Napoléon allait avoir en Allemagne des armées plus nombreuses que jamais. Aux 160,000 conscrits levés en septembre 1808, il en ajouta 40,000 pris sur les classes antérieures à celle de 1810. Il fit dresser par Fouché une liste de toutes les familles riches qu'il supposait contraires à son gouvernement, et dont les enfants âgés de plus de seize ans et de moins de dix-huit durent être envoyés à l'École militaire. « Si l'on fait quelque objection, ajoutait l'empereur, il n'y a pas d'autre réponse à faire, sinon que tel est mon bon plaisir. » Par ces moyens, et en ajoutant aux Français les Polonais, les Italiens, les Allemands de la confédération du Rhin, Napoléon put mettre en ligne contre l'Autriche 425,000 hommes. La lutte commença au mois d'avril 1809.

Victoires de Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne (19-23 avril). — Le 11 avril, l'archiduc Charles franchit l'*Inn* avec 126,000 hommes et s'avança sur l'Isar. Il traversa cette rivière à Landshut au centre, à Moosburg à gauche, à Dingolfing à droite. En ce moment une moitié de l'armée française commandée par Davout se trouvait à *Ratisbonne* sur le Danube; l'autre moitié, commandée par Masséna, occupait *Augsbourg* sur le Lech, à vingt-cinq lieues au sud-ouest. Entre les deux, de *Neustadt* à *Donauwerth*, les troupes auxiliaires bavaroises étaient adossées au Danube. L'archiduc avait toutes ses forces réunies et dans une position centrale. Il pouvait battre successivement ses adversaires isolés. Au lieu de tomber avec le gros de ses forces sur l'un des généraux français, il divisa ses troupes en trois colonnes pour déboucher de l'Isar sur le

Danube par les trois routes qui partent de *Landshut* pour aller : 1° à droite, par *Eckmühl*, à *Ratisbonne;* 2° au centre par *Rottenbourg* et *Rohr*, à *Kelheim;* 3° à gauche, par *Mainbourg*, *Siegebourg* et *Abensberg*, à Neustadt.

Arrivé le 17 avril à Donauwerth sur le Danube, où étaient concentrés les Bavarois et les Wurtembergeois, Napoléon voit sur-le-champ le danger. Il ordonne à Davout et Masséna de se rapprocher de lui, le premier en remontant le Danube dans la direction de l'ouest, de Ratisbonne à Donauwerth, le second, en se portant d'Augsbourg à Freising sur l'Isar. Davout, laissant le 65e régiment de ligne pour garder Ratisbonne, opéra son mouvement par une marche de flanc, en présence des Autrichiens qui se dirigeaient ce jour-là même sur cette ville. Il rencontra sur son chemin et battit une de leurs colonnes au combat de *Thann* ou *Tengen* (19 avril). En même temps, Masséna gagnait Freising. Désormais les Français se trouvaient réunis, tandis que les Autrichiens étaient disséminés de Ratisbonne jusqu'auprès d'Abensberg, au nord, le long du Danube, et d'Abensberg à Landshut, à l'ouest, entre le Danube et l'Isar.

A son tour, Napoléon prend l'offensive. Tandis qu'à gauche Davout contient l'archiduc Charles et la droite ennemie, qu'à droite Masséna tient en échec le général Hiller et la gauche autrichienne, l'empereur enfonce au centre le corps de l'archiduc Louis par la bataille d'*Abensberg* (20 avril). Dès lors l'ennemi est coupé en deux. L'archiduc Louis et le général Hiller, séparés au nord du prince Charles par Napoléon victorieux, débordés au sud par Masséna, se rejettent sur *Landshut*. Ils sont chassés de cette ville par Lannes, Masséna et Mouton (21 avril). Ils fuient vers l'est. Bessières s'élance sur leurs traces à la tête de ses cavaliers.

Le jour même du combat de Landshut, à deux heures après midi, Napoléon rejoint Davout devant Eckmühl pour attaquer l'archiduc Charles. Il espérait l'acculer au Danube, le cerner entre l'armée française et Ratisbonne, occupée par la garnison qu'y avait laissée Davout, l'obliger enfin à mettre bas les armes. Mais l'archiduc avait enlevé cette ville le jour précédent. La garnison manquant de cartouches, s'étaient rendue. L'ennemi avait donc sa retraite assurée au nord par le pont de Ratisbonne et la rive gauche du Danube. Il n'en éprouva pas moins le 22 avril une terrible défaite à *Eckmühl*. Jusqu'à la nuit, nos cuirassiers poussèrent le sabre dans les reins, sur la chaussée de Ratisbonne, ceux du prince de Lichtenstein, qui avaient

voulu couvrir la retraite de leur armée. Le lendemain, 23 avril, tandis que l'archiduc gagnait la Bohême, *Ratisbonne* était prise d'assaut après un combat dans lequel Napoléon fut atteint au pied droit d'une balle morte.

En cinq jours (19-23 avril), Napoléon avait remporté cinq victoires (*Thann*, *Abensberg*, *Landshut*, *Eckmühl*, *Ratisbonne*); l'armée ennemie, coupée en deux portions séparées par le Danube, fuyait vers la Bohême et l'Autriche. Elle avait perdu 40,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers.

Au pied des Alpes et sur la Vistule les lieutenants de Napoléon avaient été moins heureux. En Italie, Eugène Beauharnais, attaqué brusquement par l'archiduc Jean, avant d'avoir concentré ses troupes, se replia sur la Livenza. Le 15 avril, il laissa surprendre et enlever son avant-garde à *Pordenone*. Le lendemain, ayant voulu venger cet échec, il perdit la bataille de *Sacile*, et dut rétrograder sur l'Adige. Les montagnards du Tyrol s'insurgèrent aussitôt contre les Bavarois, à la voix de l'aubergiste André Hœfer, et firent cause commune avec les soldats du général autrichien Chasteler. Napoléon se hâta d'envoyer au prince Eugène pour le diriger le général Macdonald, homme de guerre d'une expérience consommée, que son amitié avec Moreau avait fait disgracier à l'époque du consulat.

En Pologne, Poniatowski, attaqué par l'archiduc Ferdinand avec 38,000 hommes, avait dû évacuer Varsovie et se retirer sur la rive droite de la Vistule. 60,000 Russes étaient en marche pour le soutenir, aux termes des engagements pris par le czar à Erfurth. Mais ils étaient en retard, et l'on ne pouvait espérer qu'ils soutinssent avec beaucoup d'ardeur leur anciens ennemis les Polonais contre les Autrichiens, leurs anciens alliés.

Toutefois, ces échecs lointains étaient peu dangereux. Les succès foudroyants de Napoléon sur le Danube allaient contraindre les archiducs Jean et Ferdinand à une retraite précipitée, pour venir au secours de l'archiduc Charles.

Seconde entrée à Vienne. — Après la prise de Ratisbonne, Napoléon marcha sur Vienne en descendant la rive droite du Danube, et en poussant devant lui le général Hiller. L'archiduc Charles avait été rejeté sur la rive gauche du fleuve. L'empereur voulait, par la rapidité de sa marche, l'empêcher de repasser le Danube au-dessous de l'armée française et de venir donner la main à Hiller pour disputer aux Français la capitale de l'Autriche. L'Inn fut franchi le 1er mai. Le 8, Masséna entra dans Lintz. Hiller s'était arrêté à l'est de cette ville; il occu-

pait sur la rive de la Traun, la ville et le château d'*Ebersberg*, situés sur une hauteur. Par l'ordre de Masséna, le général Cohorn, bientôt soutenu par Legrand, traverse au pas de course le pont d'Ebersberg au milieu des flammes, et prend d'assaut la ville et le château, qui sont incendiés après une lutte épouvantable (3 mai). Hiller, renonçant dès lors à combattre, repasse le Danube au pont de Krems pour aller rejoindre l'archiduc Charles.

Poursuivant leur marche, les Français passèrent successivement à Enns, Amstetten, à l'abbaye de Molk, à Saint-Pœlten, à Schœnbrunn. Le 10 mai, ils arrivèrent devant Vienne. L'archiduc Maximilien, abandonnant les faubourgs qui entourent cette capitale, s'était retiré derrière l'enceinte de la vieille ville. Un court bombardement le contragnit à l'évacuer pour se retirer au nord du Danube. Le 13 mai 1809, les Français entrèrent, pour la seconde fois, dans la capitale de l'Autriche.

Les deux journées d'Essling (21-22 mai). — Pour atteindre l'armée autrichienne, Napoléon était obligé de traverser le Danube. Ce fleuve, au-dessous de Vienne, se divise en plusieurs bras et forme une multitude d'îles, dont la plus considérable est l'*île Lobau*, qui a trois lieues de tour et une lieue de largeur. Le petit bras du fleuve, qui séparait cette île de la rive gauche, sur laquelle se trouvaient les Autrichiens, est large de cent vingt mètres. Le grand bras, du côté de la rive droite occupée par l'armée française, mesure sept cent vingt mètres. Napoléon fit établir un grand pont de bateaux entre la rive droite et l'île, et un second pont moins considérable entre l'île et la rive nord. Le 20 mai, le passage commença. Malheureusement le Danube, grossi par la fonte des neiges, était violent et rapide. Dans la nuit du 20 au 21, le grand pont, affaissé sous le poids de tant d'hommes, de chevaux, de canons, heurté par les troncs d'arbres que le courant entraînait, fut rompu. Les troupes françaises établies sur la rive gauche se trouvaient séparées du reste de l'armée. Elles se composaient de quatre divisions d'infanterie et quatre de cavalerie, formant de 30 à 40,000 hommes. Masséna occupait à gauche le village de *Gross-Aspern*; Lannes gardait au centre le village d'*Essling*, et à droite celui d'*Enzersdorf*. Bessières était en réserve avec la cavalerie entre Essling et Aspern. C'est dans ces positions que le 21 mai après midi l'archiduc Charles vint attaquer les Français avec 90,000 hommes et 300 pièces de canon. Malgré leur supériorité numérique, les Autrichiens ne purent rejeter l'ar-

mée française dans le fleuve. Ils s'emparèrent d'Enzersdorf et d'une moitié d'Essling. L'autre moitié de ce dernier village et celui d'Aspern nous restaient. Dans cette journée, le général d'Espagne avait été tué à la tête de ses cuirassiers.

Durant la nuit du 21 au 22, le grand pont fut rétabli, et quatre divisions d'infanterie avec une de cavalerie et la garde impériale passèrent sur la rive gauche, ce qui porta l'armée à 70,000 hommes et 150 bouches à feu. Les Français allaient pouvoir à leur tour prendre l'offensive. Avant le jour, la lutte recommence. A gauche, Masséna rejette l'ennemi loin d'Aspern. Au centre, Lannes et Bessières refoulent le centre des Autrichiens sur *Breitenlee;* mais bientôt ils sont rappelés en arrière. Le grand pont du Danube s'est rompu de nouveau ; le fleuve est monté de quatorze pieds. L'armée se trouve séparée de Davout, resté sur la rive droite avec deux divisions d'infanterie, six régiments de cuirassiers et les approvisionnements. Les munitions vont manquer.

L'armée se replie sur Gross-Aspern et Essling. Déjà le brave Saint-Hilaire, du corps de Lannes, est frappé à mort. D'un élan furieux, les Autrichiens se jettent sur la ligne française et l'écrasent de leurs feux. Ils essayent surtout de la forcer au centre, entre les deux villages. Les soldats d'Oudinot, la garde, les cavaliers de Bessières, de Lassalle, Marulaz, repoussent l'infanterie de Hohenzollern et la cavalerie du prince de Lichtenstein. Mais ce succès nous coûte cher. Lannes, qui dirige cette défense héroïque, tombe mourant, atteint par un boulet qui lui fracasse les genoux[1].

Désormais l'ennemi se contente de cribler notre centre de mitraille. Il tourne ses efforts contre les deux ailes. A gauche, Masséna, Carra-Saint-Cyr, Legrand, Molitor, disputent aux colonnes d'Hiller et de Bellegarde les décombres d'Aspern. A droite, les grenadiers autrichiens, conduits par d'Aspre et Rosemberg, se jettent sur Essling. Cinq fois ils entrent dans le village, cinq fois ils sont repoussés. Pourtant ils tentent une sixième attaque. Alors l'intrépide général Mouton, avec les fusiliers de la garde et Rapp, vient au secours de Boudet. Il charge l'ennemi à la baïonnette : Essling reste aux Français.

Jusqu'au soir, l'artillerie autrichienne vomit une grêle de projectiles sur nos rangs serrés. On ne lui répondait plus que par intervalles. Pendant la nuit, l'armée repassa dans l'île Lo-

1. Lannes était né à Lectoure en 1769.

bau, sous les yeux de Masséna, qui jusqu'au matin dirigea tout, surveilla tout, faisant emporter les blessés, les fusils, les débris de toute nature, pour ne pas laisser un trophée à l'ennemi. Puis il fit rompre le petit pont. 40,000 hommes, Français et Autrichiens avaient été tués ou blessés dans ces journées funèbres.

Soulèvements partiels dans l'Allemagne du Nord. — Le sanglant échec des Français à Essling eut un prodigieux retentissement dans toute l'Allemagne. Partout les ennemis de Napoléon le représentaient comme une grande victoire des Autrichiens. Déjà des insurrections avaient éclaté sur les bords de l'Elbe. Dès le début de la guerre, le duc de Brunswick-Œls, dépouillé en 1806 de l'héritage de ses pères, avait réuni en Bohême une légion de volontaires revêtus d'uniformes noirs sur lesquels étaient brodées des têtes de mort. Il devait à leur tête envahir la Westphalie. De son côté, le colonel Dornberg, commandant de la garde westphalienne du roi Jérôme, devait arrêter ce souverain et s'emparer de Cassel. Un officier prussien, membre du Tugend-Bund, le major Schill, avait promis d'entraîner la garnison prussienne de Berlin sur Wittemberg et Magdebourg pour s'emparer de ces deux places.

Ces diverses tentatives échouèrent. Le mouvement qui avait éclaté à Wolhagen en Westphalie, le 23 avril, fut réprimé. Le colonel Dornberg dut s'enfuir en Saxe. Le duc de Brunswick, sorti de Bohême le 14 mai, ne réussit pas mieux. Le major Schill parvint bien à insurger la garnison de Berlin, et à son tour il entra en Westphalie avec 400 cavaliers du régiment des hussards de Brandebourg. Mais le roi de Prusse, intimidé par les menaces de Napoléon, déclara Schill déserteur et rebelle. Le hardi chef de partisans, repoussé dans une tentative sur Magdebourg, et rejeté sur Stralsund, y fut attaqué par les Hollandais et les Danois. Les 6,000 hommes que Schill était parvenu à réunir furent taillés en pièces. Après avoir tué de sa main le général hollandais Carteret, Schill lui-même tomba mort, frappé de deux coups de feu (31 mai).

Bataille de Wagram (6 juillet). — Après la bataille d'Essling, l'armée française resta quarante jours sur la défensive dans l'île Lobau et sur la rive droite du Danube. L'île fut convertie en un camp retranché formidable. Elle fut réunie à la rive droite par un pont sur pilotis et un pont de bateaux d'une solidité éprouvée. Une flottille fut organisée et manœuvrée sur le Danube par les marins de la garde. Des renforts arrivèrent de France; les

Saxons, restés en arrière sous Bernadotte, rejoignirent l'empereur. L'armée d'Italie, conduite par Eugène et Macdonald, ainsi que l'armée d'Illyrie, conduite par Marmont, se réunirent également à la grande armée sous les murs de Vienne. Elles avaient traversé le sud-ouest de l'empire d'Autriche en refoulant l'archiduc Jean, qui fut vaincu le 14 juin à la bataille de *Raab*, sur la rivière du même nom, et rejeté à l'est dans la Hongrie.

Les Autrichiens s'imaginaient que Napoléon, comme avant la bataille d'Essling, déboucherait de l'île Lobau sur la rive gauche du Danube, entre Aspern et Essling. Aussi l'archiduc Charles avait-il accumulé sur ce point de grandes forces. L'empereur, trompant l'ennemi, exécuta le passage à l'extrémité orientale de l'île, à droite de la petite ville d'Enzersdof. Les ponts furent jetés dans la nuit du 4 au 5 juillet, sous la protection d'une effroyable canonnade qui réduisit en cendres Enzersdorf, pendant que le bruit du tonnerre et de la grêle se mêlait aux détonations de l'artillerie. Le 5 juillet, 150,000 Français parmi lesquels 26,000 cavaliers et 12,000 artilleurs servant 550 bouches à feu, se trouvaient transportés sur la rive gauche du Danube, refoulant les Autrichiens à travers la vaste plaine de *Marchfeld*, vers le plateau de Wagram.

Le lendemain 6, à la pointe du jour, s'engagea une bataille décisive. L'armée autrichienne comptait environ 140,000 hommes. Sa gauche occupait, parallèlement au Danube, un vaste plateau couvert de front par le ruisseau de *Russbach*, de *Neusiedel* à l'est, à *Wagram* à l'ouest. Son centre s'étendait de Wagram vers *Aderklaa*, et sa droite d'Aderklaa au Danube. Cette armée formait ainsi un angle presque droit, dont le sommet était à Wagram. Le plan de l'archiduc était de prendre l'offensive avec sa droite, d'enfoncer la gauche des Français, de tourner leur armée et de venir derrière elle enlever les ponts qui la mettaient en communication avec l'île Lobau.

Au début de l'action, Napoléon laisse l'ennemi prononcer son attaque. Assaillis par des forces supérieures, à gauche Masséna, dans la direction du fleuve, au centre Bernadotte et les Saxons, en face d'Aderklaa, perdent du terrain. L'empereur réunit aussitôt en une seule batterie 100 pièces de canon sous la direction de Drouot. Quand le centre ennemi est ébranlé par ce feu terrible, Napoléon le fait aborder par Macdonald, à la tête de l'armée d'Italie, et par les cuirassiers de Nansouty. Devant cette attaque impétueuse, le centre autrichien abandonne Aderklaa. A l'autre extrémité du champ de bataille, Davout avec notre

droite franchit le Russbach et prend à revers la gauche de l'archiduc vers Neusiedel, tandis qu'Oudinot l'aborde de front vers Wagram. L'ennemi cède sur tous les points. A quatre heures après midi il est en pleine retraite. Cette journée avait coûté à l'Autriche 30,000 hommes tués, blessés ou captifs ; à la France 18,000, parmi lesquels le général Lasalle.

Paix de Vienne (14 octobre 1809). — Poursuivi l'épée dans les reins sur la route de Bohême, l'archiduc Charles demanda et obtint l'armistice de *Znaïm* (11 juillet). Des négociations pour la paix s'ouvrirent. Pendant leur durée, l'empereur, revenu au château de Schœnbrünn, près de Vienne, nomma Davout prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling, Berthier prince de Wagram. Macdonald, Oudinot, Marmont devinrent maréchaux de France.

Le traité de Vienne fut signé le 14 octobre 1809. L'Autriche abandonnait : au nord-est, *Cracovie* et la *Galicie*, qui furent réunies au grand-duché de Varsovie, à l'exception de la partie orientale donnée aux Russes ; à l'ouest, le pays de *Salzbourg* et *Braunau*, qui fut adjoint à la Bavière ; au sud-ouest, *Goritz*, *Trieste*, *Villach*, le reste de l'*Istrie*, la *Carniole*, le *littoral hongrois*, une partie de la *Croatie*. Ces diverses régions, avec la Dalmatie et la portion de l'Istrie acquise en 1805, formèrent, sous le nom de provinces illyriennes, un gouvernement spécial confié au maréchal Marmont. La Save devait servir de limite entre les deux empires. L'Autriche cessait d'être une puissance maritime, elle perdait 3,500,000 habitants. Vienne se trouvait désormais à quarante lieues de la frontière. Des articles secrets stipulaient le payement de 85 millions de francs ; l'armée autrichienne devait être réduite de moitié.

Deux jours avant la signature du traité, un étudiant saxon de dix-huit ans, Frédéric Stabs, avait essayé de poignarder Napoléon au milieu de sa garde, à Schœnbrünn. Stabs fut fusillé. En tombant sous les balles, il s'écria : « Vive la liberté ! vive la Germanie ! » A la même époque le jeune duc de Brunswick, traversant l'Allemagne avec une bande d'insurgés pour aller rejoindre les Anglais à Flessingue, à son passage à Brunswick, refusait d'entrer dans le palais de ses pères et couchait sur le rempart, la tête appuyée sur le gazon. De leur côté, les Tyroliens, avant de retomber sous la domination bavaroise, soutinrent une lutte acharnée contre le maréchal Lefèvre et le général Rusca. Leur chef, l'aubergiste André Hœfer, traqué dans les montagnes et arrêté au milieu des neiges, fut conduit à

Mantoue, condamné par un conseil de guerre et fusillé. Le Tyrol italien fut distrait de la Bavière et réuni au royaume d'Italie. Comme dédommagement, le roi de Bavière reçut Ratisbonne.

Tentative des Anglais sur l'île de Walcheren (août-décembre 1809). — Pendant la campagne de 1809, les Anglais avaient tenté sur les côtes de France plusieurs diversions. Au mois d'avril, l'amiral A. Cochrane, à l'aide de fusées à la congrève, brûla 4 vaisseaux dans la rade de l'île d'Aix, mais sans pouvoir empêcher le reste de l'escadre de gagner Rochefort. Le 29 juillet, une flotte anglaise de 22 vaisseaux de ligne, 120 bâtiments de guerre de toute grandeur, et 400 navires de transport parut à l'embouchure de l'Escaut. Elle portait 35,000 soldats sous les ordres de lord Chatham. Les Anglais voulaient débarquer dans l'île de Walcheren, prendre Flessingue et ensuite remonter l'Escaut pour détruire la flotte d'Anvers. Après une résistance de quinze jours, le général Monnet, gouverneur de Flessingue, capitula (16 août). Toutefois les succès des Anglais s'arrêtèrent là. En l'absence de l'empereur, le conseil des ministres avait décrété la mobilisation de 30,000 gardes nationaux des départements du Nord. Les troupes françaises ou bataves accoururent à la défense d'Anvers. L'armée anglaise, assaillie par les pluies d'automne, au milieu des terrains marécageux de Walcheren, fut décimée par les maladies. Bloqués dans cette île, les Anglais l'évacuèrent (décembre 1809).

Rupture de Napoléon avec le pape. — Nous avons déjà vu que Rome avait été réunie à l'empire. La rupture avec le pape fut une suite du blocus continental. Pie VII[1] s'était montré aussi favorable que possible à l'empereur : il était venu le sacrer à Paris. Mais il ne pouvait, pour lui faire plaisir, ruiner ses sujets en leur interdisant le commerce avec l'Angleterre. « Le vicaire de Dieu, disait-il, doit conserver la paix avec tous, sans distinction de catholiques et d'hérétiques. » La dispute s'envenima. Ancône fut occupée par les Français. « Votre Sain-

1. Depuis le XVIII[e] siècle jusqu'à nos jours, le siège pontifical a été occupé par Clément XI, 1700-1721 ; Innocent XIII, 1721-1724 ; Benoît XIII, 1724-1730 ; Clément XII, 1730-1740 ; Benoît XIV, 1740-1758 ; Clément XIII, 1758-1769 ; Clément XIV, 1769-1774 ; Pie VI, 1775-1799 ; Pie VII, 1800-1823 ; Léon XII, 1823-1829 ; Pie VIII, 1829-1830 ; Grégoire XVI, 1831-1846 ; Pie IX, 1846-1878 ; Léon XIII, 1878.

teté, écrivait Napoléon, est souveraine de Rome, mais j'en suis l'empereur. » Le pape ayant protesté contre cette prétention, Rome fut occupée par les troupes françaises, les trois provinces d'Urbin, d'Ancône et de Camérino réunies au royaume d'Italie, sous les noms de départements du *Metauro*, du *Musone*, du *Tronto*. Par l'ordre de l'empereur, le général Miollis fit enlever de Rome par ses gendarmes et reconduire à la frontière tous les cardinaux qui n'étaient pas nés sujets romains (2 février 1808). Le 2 avril 1808, par un décret daté de Saint-Cloud, Rome et son territoire étaient réunis définitivement à l'empire et devaient former deux départements. Le pape répondit à cet acte par une bulle d'excommunication. Napoléon le fit alors enlever de Rome par le général Miollis et transporter captif à Savone, puis à Fontainebleau. Dès lors, Napoléon apparaissait aux catholiques comme le persécuteur du chef suprême de leur religion, d'un vieillard désarmé.

Mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise (1er avril 1810). **Naissance du roi de Rome** (20 mars 1811).— Cependant Napoléon était sur le point de contracter une nouvelle union. L'impératrice Joséphine, avec laquelle il était marié depuis treize ans, et qui était plus âgée que lui, ne lui avait pas donné d'enfant. L'empereur désirait avoir un fils; il ambitionnait l'alliance d'une des vieilles dynasties européennes, des Romanow ou des Habsbourg. Il se figurait ainsi obtenir droit de cité dans la famille des rois. Dès l'époque de l'entrevue d'Erfurth, il avait chargé M. de Talleyrand de faire des ouvertures au czar pour obtenir de lui la main de sa sœur, la grande-duchesse Catherine. Tout en affectant d'être très flatté de la proposition, Alexandre fit une réponse évasive, et allégua « la nécessité de fléchir l'opposition de sa mère, ennemie décidée de l'influence française et souveraine absolue dans sa famille. »

Rebuté de ce côté, l'empereur demanda la main d'une princesse autrichienne. Il venait de divorcer avec Joséphine[1]. Le 11 mars 1810, Berthier épousa, au nom de Napoléon, l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, fille de l'empereur François. Le 1er avril 1810, le mariage fut célébré au château de Saint-Cloud[2].

1. Après son divorce avec l'empereur, Joséphine obtint pour la durée de sa vie la jouissance de la *Malmaison*. Elle mourut en 1814.

2. Les fêtes qui accompagnèrent ce mariage furent signalées par un accident terrible. Un incendie éclata pendant un bal dans l'hôtel du prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche, et plusieurs personnes périrent étouffées.

Le 20 mars de l'année suivante, Marie-Louise donna le jour à un fils, qui reçut le nom de *Roi de Rome*, et le lendemain matin cent un coups de canon annoncèrent à la population de Paris que Napoléon avait un héritier.

A cette époque, Napoléon n'était plus en lutte qu'avec l'Espagne et l'Angleterre. Néanmoins le commerce languissait, l'agriculture souffrait du manque de bras; la récolte de 1811 fut mauvaise, à l'exception des vins, qui sont restés longtemps célèbres sous le nom de *vins de la comète* (une comète s'était montrée sur l'horizon de Paris aux mois de septembre et octobre). L'empire comptait alors 44 millions d'habitants. Le reste de l'Europe était gouverné par les vassaux et les alliés de Napoléon. Il semblait que le moment de s'arrêter dans sa carrière de conquêtes et d'adopter une politique moins violente fût venu pour Napoléon. Ce moment ne devait jamais venir.

Réunion à l'empire de la Hollande et des villes hanséatiques (juillet 1810-avril 1811). — Ceux qui avaient pu concevoir un instant cette espérance ne tardèrent pas à être détrompés. Le 13 décembre 1810, une levée de 160,000 conscrits avait été décrétée; une autre, de 120,000 hommes, eut lieu au mois de décembre 1811. Pendant ces deux années, le désir de fermer toutes les côtes de l'Europe au commerce anglais avait entraîné l'empereur à de nouvelles violations du droit des gens. La Hollande avait pour roi Louis Bonaparte, que Napoléon avait marié avec Hortense Beauharnais, fille de l'impératrice Joséphine. L'empereur reprochait à son frère de ne pas faire exécuter avec une sévérité suffisante le blocus continental, qui ruinait ses sujets. Napoléon ayant, aux mois de mars, avril et mai 1810, distrait de la Hollande, pour les réunir à l'empire français, le Brabant et les îles de Zélande, Louis ne voulut pas conserver un royaume ainsi amoindri. Il abdiqua le 3 juillet, et ses États furent annexés à la France (9 juillet). Quelques mois plus tard, le grand-duché d'Oldenbourg et les villes hanséatiques, Brême, Hambourg, Lübeck, furent réunies à l'empire. De la sorte, Napoléon était maître des bouches du Weser et de l'Elbe. Les côtes de l'empire s'étendaient sans interruption de Bayonne jusqu'à la mer Baltique (avril 1811).

Une révolution favorable à la politique de Napoléon s'était

On tira de ce malheur des présages funestes : il fut comparé à la catastrophe de la place Louis XV, lors du feu d'artifice tiré à l'occasion du mariage du dauphin (plus tard Louis XVI), avec une autre princesse autrichienne, Marie-Antoinette.

opérée à Stockholm le 13 mars 1809. Les Suédois étaient irrités de l'alliance de Gustave IV avec l'Angleterre, qui leur avait coûté la Poméranie, occupée par les Français, et la Finlande, conquise par les Russes. Retenu prisonnier par ses sujets, Gustave IV abdiqua. La diète proclama roi son oncle, le vieux duc de Sudermanie, sous le nom de Charles XIII (5 juin 1809). N'ayant pas d'héritier, le nouveau souverain adopta le maréchal Bernadotte[1], prince de Ponte-Corvo, qui avait épousé une demoiselle Clary, de Marseille, belle-sœur de Joseph Bonaparte, roi d'Espagne. La Suède adhéra au blocus continental et déclara la guerre aux Anglais (17 novembre 1810).

Toutefois ces alliances obtenues par l'empereur étaient fragiles. Il ne pouvait compter sur leur solidité, si le temps des revers arrivait pour lui.

Campagne de 1809 en Espagne. — Ce temps était déjà venu en Espagne. Depuis 1809 les lieutenants de Napoléon luttaient dans la péninsule contre les insurgés espagnols, soutenus par l'armée anglaise. La mésintelligence des généraux français, l'héroïque résistance des Espagnols, la ténacité des troupes anglaises, l'énergie et le sang-froid de leur chef, sir Arthur Wellesley, la difficulté des lieux, la stérilité d'un sol hérissé de montagnes, la chaleur du climat, rendaient inutiles les efforts de nos armées.

A son départ d'Espagne, l'empereur y avait laissé le roi Joseph avec le maréchal Jourdan pour major général, et Soult, Ney, Victor, Moncey, Gouvion-Saint-Cyr, Sébastiani, pour commander les diverses armées françaises.

En Catalogne, Gouvion-Saint-Cyr prit *Roses* (4 décembre 1808) et gagna les batailles de *Cardedeu* (15 décembre 1808) et de *Molins del Rey* (21 décembre 1808) sur Vivès et Reding. Dans la partie occidentale de la péninsule, au mois de mars 1809, Soult, maître de la Corogne, du Ferrol et de Vigo, envahit le Portugal par le nord. Il franchit le Minho, le Douro, et s'empara d'Oporto (29 mars). Parvenu là, le général français, qui voulait se faire nommer roi de Lusitanie, se laissa surprendre par sir Arthur Wellesley, et fut obligé de sortir du Portugal. Pendant ce temps Victor avait battu l'armée espagnole de La Cuesta à *Medellin* sur la Guadiana, en Estrémadure (28 mars), et Sébastiani celle de Venegas à *Ciudad-Réal*, plus à l'est et au sud du

1. Bernadotte devint roi de Suède en 1818, sous le nom de Charles-Jean XIV. Il était né à Pau en 1764.

même fleuve. Mais Wellesley, débarrassé de Soult, vint au secours des Espagnols avec l'armée anglo-portugaise, et tous ensemble marchèrent sur Madrid. La sanglante et peu décisive bataille de *Talavera*, au confluent de l'Alberche et du Tage, les arrêta (26-27 juillet), Wellesley, craignant que le maréchal Soult, qui accourait du nord, ne vînt déboucher sur ses derrières, battit en retraite vers le Portugal. Les Espagnols, restés à son arrière-garde, furent culbutés par Mortier, Soult et Victor à *Puente del Arzobispo* (6 août). De son côté Sébastiani vainquit Venegas à la bataille d'*Almonacid*, au sud de Tolède (11 août).

Moins de trois mois après les Espagnols reprirent l'offensive; 60 000 hommes réunis en Andalousie sous les ordres de Venegas et de La Cuesta menacèrent Madrid par le sud, tandis qu'une autre armée conduite par le duc d'El Parque s'avançait par le nord-ouest et s'emparait de Salamanque. Soult vainquit Venegas et La Cuesta dans la plaine d'*Ocana*, à deux lieues au sud d'Aranjuez et du Tage. Kellermann gagna sur le duc d'El Parque la bataille d'*Alba de Tormès*, au sud de Salamanque, et le rejeta en Portugal (19-28 novembre 1809).

Masséna échoue en Portugal devant les lignes de Torrès-Védras contre Wellington (octobre 1810-mars 1811). — L'année suivante, après la paix de Vienne, Napoléon envoya en Espagne de nombreux renforts. Le 20 janvier 1810, le maréchal Soult, accompagné du roi Joseph, et ayant pour lieutenants Victor, Mortier, Sébastiani, traversa la Sierra-Morena au col de Despena-Perros avec 50,000 hommes. En deux mois l'Andalousie fut conquise de Séville à Grenade et Malaga. Le 5 février, on fut en vue de Cadix, où la junte suprême d'Espagne s'était réfugiée, et où elle fut assiégée.

A la même époque, Masséna prenait l'offensive dans l'ouest. 72,000 hommes, commandés, sous ses ordres, par Ney, Junot, Reynier, Drouet d'Erlon, s'étaient rassemblés au sud du Douro, à Salamanque. Réunis à la fin de mai, ils marchèrent sur le Portugal au commencement de juin. Le 10 juillet ils prirent *Ciudad-Rodrigo*, sur l'Agueda, après une longue résistance. Le 28 août, *Almeïda*, sur la Coa, ouvrit ses portes. Le 18 septembre l'armée franchit le Mondego. Elle fut repoussée, le 27, à la bataille de *Busaco*. Ne pouvant forcer de front la position des Anglo-Portugais, Masséna la tourne. Le 1er octobre il entre à Coïmbre. Les Anglais détruisaient tout dans leur retraite, afin de ne laisser aux envahisseurs qu'un désert sans ressources.

Enfin, le 12 octobre, ils s'arrêtèrent derrière les lignes de *Torrès-Védras*.

Elles étaient formées par trois séries de retranchements formidables qui s'étendaient depuis *Alhandra*, à droite, au nord-est de Lisbonne, vers l'embouchure du Tage, jusqu'à l'océan Atlantique, à gauche, vers l'ouest, près de Torrès-Védras. Il y avait là 152 redoutes armées de 700 canons, et défendues par près de 100,000 hommes, Anglais, Portugais, Espagnols sous les ordres du duc de Wellington. Protégé de trois côtés par la mer, dont la flotte britannique était maîtresse, et ayant à dos, pour s'approvisionner, la ville de Lisbonne, Wellington se croyait avec raison inattaquable. Pendant cinq mois, Masséna resta immobile en face de ces positions, la gauche à Santarem sur le Tage, la droite vers la mer (octobre 1810-février 1811). Il attendait, pour aborder l'ennemi, que Soult victorieux en Andalousie arrivât de la Guadiana sur le Tage. Mais ce maréchal, après s'être emparé d'*Olivenza*, se contenta de battre les Espagnols sur la *Gevora* et de prendre *Badajoz*. Il ne voulut ou ne put s'avancer davantage à l'ouest. Il avait à garder un espace considérable, et le siège de Cadix, que Victor pouvait seulement canonner du rivage, n'avançait pas.

Trop faible pour attaquer seul les lignes de Torrès-Védras, Masséna était mal obéi par ses lieutenants Ney, Reynier[1] et Junot. Il maintenait avec peine ses communications avec Madrid ; ses soldats manquaient de tout dans ce pays aride et dévasté. Désespérant enfin de recevoir des renforts, le 5 mars 1811, il battit en retraite, suivi pas à pas par les Anglais. Battu à *Redinha* (12 mars), à *Sabugal* (3 avril), il livra bataille à Wellington pour ravitailler Almeïda, et fut repoussé à *Fuentes-de-Onoro* (3 mai). La garnison d'Almeïda, commandée par le général Brenier, dut évacuer cette place, après en avoir fait sauter les fortifications, et s'ouvrir un passage pendant la nuit au milieu des troupes anglaises, pour rejoindre l'armée (10 mai). Trois jours auparavant, le maréchal Marmont avait remplacé Masséna disgrâcié par l'empereur mécontent de son insuccès en Portugal.

Marmont vint au secours de Soult, qui, menacé sur son flanc droit par les Anglo-Portugais sous les ordres de Beresford, avait vainement essayé de les chasser de l'Estrémadure, et perdu contre eux la bataille d'*Albuera*, au sud de la Guadiana

1. Reynier, né à Lausanne en 1771, mort en 1815.

(3 mai). L'approche des deux armées françaises, entre lesquelles il craignit de se trouver pris, obligea Beresford à la retraite. Il leva le siège de *Badajoz* (sur la Guadiana). Cette place, défendue par le général Philippon, avait opposé pendant deux mois aux assauts des Anglais une résistance héroïque (3 mai-12 juin.)

Conquête de la Catalogne et de Valence par Suchet (1810-1812). — Les Français étaient plus heureux dans l'Espagne orientale : en Catalogne, Suchet répara l'échec d'*Alcaniz* (23 mai 1809) par deux victoires à *Maria* et *Belchite* sur Blake (14-17 juin 1809). Gouvion-Saint-Cyr mit le siège devant *Girone.* Cette ville, opiniâtrement défendue pendant sept mois par don Alvarez de Castro, ouvrit ses portes au maréchal Augereau, successeur de Gouvion-Saint-Cyr disgracié par l'empereur (11 décembre 1809). Les Français prirent ensuite *Ripoll* (15 décembre 1809), *Hostarich* et *Lérida* (12-14 mai 1810), *Méquinenza* (8 juin 1810) et *Tortose*, à l'embouchure de l'Ebre (2 janvier 1811).

Pendant l'année 1811, Suchet[1] prit d'assaut l'importante place de *Tarragone* (2 mai-28 juin), entre Barcelone et Tortose. Nommé maréchal de France à la suite de cette victoire, il envahit le royaume de Valence, gagna sur Blake la bataille de *Sagonte* (25 octobre 1811) et prit *Valence* par capitulation, après un mois de siège (10 janvier 1812). Cette capitulation livra à Suchet 18,219 prisonniers, parmi lesquels 898 officiers, dont 23 généraux, avec le capitaine général Blake.

Néanmoins les succès obtenus dans l'est ne pouvaient compenser l'échec éprouvé par les Français dans la campagne de Portugal ; l'Andalousie n'était pas soumise. Des soulèvements éclataient constamment sur tous les points de la péninsule à la voix des guerilleros Mina, Villacampa, El Empecinado, Porlier, et l'attention de Napoléon allait être définitivement détournée de l'Espagne par une dernière entreprise, plus gigantesque et plus imprudente que toutes les autres : l'invasion de la Russie.

1. Suchet (Louis-Gabriel) était né à Lyon le 2 mars 1772. Volontaire en 1792, il était l'année suivante chef de bataillon au siège de Toulon, où il fit prisonnier le général en chef anglais O'Hara. De 1794 à 1801, il se distingua aux armées d'Italie et d'Helvétie sous les ordres de Brune et de Masséna. Plus tard il prit une part brillante aux victoires d'Austerlitz et d'Iéna. C'est en récompense de la conquête de Valence qu'il fut nommé duc d'Albuféra (Albuféra est un lac, ou plutôt une lagune au sud de Valence). Il mourut en 1826.

CHAPITRE XII.

La France et l'Europe en 1811.

L'Europe en 1811. La France prépondérante en Occident. — Royaume d'Italie. — États alliés de Napoléon. Confédération du Rhin. — La Russie prépondérante en Orient. — Les Anglais maîtres de la mer. — Puissance apparente de Napoléon. — Peu de solidité de ses conquêtes. — Politique intérieure. Suppression du tribunat. — Noblesse nouvelle. — L'administration sous l'Empire. Travaux publics, Industrie et commerce.

Les lettres sous l'Empire. Delille, Andrieux, M. J. Chénier. — Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, Mme de Staël. — Les sciences nouvelles. Applications industrielles de la science. Laplace, Monge, Cuvier, Lebon, Philippe de Girard, Fulton, Watt. — Médecine. Bichat, Broussais, Pinel, Gall, Corvisart, Sabatier, Larrey, Desgenettes. — Les beaux-arts. Peinture et sculpture. David, Gros, Gérard, Girodet, Prudhon, Isabey, Canova. — Musique. Mozart, Haydn, Weber, Beethoven, Chérubini, Gossec, Méhul, Lesueur.

L'Europe en 1811. La France prépondérante en Occident[1]. — Le décret du 15 janvier 1790 avait divisé la France en 83 départements, les mêmes qu'aujourd'hui, sauf un petit nombre d'exceptions. Avignon et le Comtat-Venaissin n'étaient pas encore français. Les départements actuels du Rhône et de la Loire n'en formaient qu'un, sous le nom de *Rhône-et-Loire* (Lyon); ils furent séparés en 1793. Le département de *Tarn-et-Garonne* (Montauban) n'existait pas; il fut créé en 1808 avec des cantons distraits des départements du Lot, de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, du Gers et de l'Aveyron. La Corse forma deux départements de 1793 à 1811 : le *Golo* (Bastia) et le *Liamone* (Ajaccio). L'ancien évêché de Bâle forma le département du *Mont-Terrible* (Porentruy) de 1793 à 1800; il fut ensuite réuni au Haut-Rhin.

De 1790 à 1795, 3 départements nouveaux furent créés : le *Mont-Blanc* (Chambéry), les *Alpes-Maritimes* (Nice) et *la Vaucluse* (Avignon). De 1795 à 1811, l'étendue du territoire français fut presque doublée par les acquisitions dues aux traités de Bâle, de Campo-Formio, de Lunéville, de Presbourg, de Tilsit et de Vienne. Non seulement la France avait atteint ses limites naturelles, mais de toutes parts elle débordait hors de ses frontières, au delà des Alpes et du Rhin; une partie de l'Italie, la Hollande, les bouches du Weser et de l'Elbe, lui

1. Consulter, dans l'Atlas de M. Chevallier, l'excellente carte de *France et Europe occidentale* de 1789 à 1811.

appartenaient. Tous ces pays formaient 42 départements. C'était au nord : la *Sarre* (Trèves), le *Mont-Tonnerre* (Mayence), le *Rhin-et-Moselle* (Coblentz), la *Roër* (Aix-la-Chapelle), les *Forêts* (Luxembourg), *Sambre-et-Meuse* (Namur), l'*Ourthe* (Liège), la *Meuse-Inférieure* (Maëstricht), *Jemmapes* (Mons), la *Lys* (Bruges), l'*Escaut* (Gand), la *Dyle* (Bruxelles), les *Deux-Nèthes* (Anvers), les *Bouches-de-l'Escaut* (Middelbourg), les *Bouches-du-Rhin* (Bois-le-Duc), les *Bouches-de-la-Meuse* (La Haye), le *Zuyderzée* (Amsterdam), l'*Yssel supérieur* (Arnheim), les *Bouches-de-l'Yssel* (Zwolle), la *Frise* (Leeuwarden), l'*Ems occidental* (Groningue), l'*Ems oriental* (Aurich), la *Lippe* (Munster), l'*Ems supérieur* (Osnabrück), les *Bouches-du-Weser* (Brême), les *Bouches-de-l'Elbe* (Hambourg) ; à l'est et au midi : le *Léman* (Genève), le *Simplon* (Sion), la *Doire* (Ivrée), la *Sésia* (Verceil), le *Pô* (Turin), *Marengo* (Alexandrie), la *Stura* (Coni), *Montenotte* (Savone), *Gênes* (Gênes), les *Apennins* (Chiavari), le *Taro* (Parme), l'*Arno* (Florence), la *Méditerranée* (Livourne), l'*Ombrone* (Sienne), *Trasimène* (Spolète), *Rome* (Rome).

Royaume d'Italie. — Ainsi la France comptait 130 départements en 1811. Ce n'est pas tout : le royaume d'*Italie*, bien que formant de nom un État séparé, avait pour roi Napoléon [1]. Il comprenait 24 départements : l'*Olona* (Milan), l'*Agogna* (Novare), le *Lario* (Côme), l'*Adda* (Sondrio), le *Haut-Pô* (Crémone), le *Serio* (Bergame), la *Mella* (Brescia), le *Mincio* (Mantoue), le *Crostolo* (Reggio), le *Panaro* (Modène), le *Bas-Pô* (Ferrare), le *Reno* (Bologne), le *Rubicon* (Forli), la *Piave* (Bellune), le *Passariano* (Udine), le *Tagliamento* (Trévise), l'*Adriatique* (Venise), le *Bacchiglione* (Vicence), l'*Adige* (Vérone), la *Brenta* (Padoue), le *Metauro* (Ancône), le *Musone* (Macerata), le *Tronto* (Fermo), le *Haut-Adige* (Trente). Ajoutons-y les 7 provinces illyriennes : *Carinthie*, *Carniole*, *Istrie*, *Dalmatie*, *Raguse et Cattaro*, *Croatie civile*, *Croatie militaire*. Joignons-y encore les îles *Ioniennes*.

États alliés de Napoléon. Confédération du Rhin. — Nommons maintenant les États appartenant aux parents ou alliés de l'empereur : l'*Espagne*, sur laquelle régnait son frère le roi Joseph ; *Naples*, appartenant à son beau-frère Joachim Murat ; *Lucques* et *Piombino*, à sa sœur Élisa ; *Guastalla*, à son autre sœur Pauline Borghèse.

1. Il était gouverné en son nom par son beau-fils, le vice-roi Eugène Beauharnais, qui résidait à Milan.

La *république Helvétique* était soumise à la *médiation* de l'empereur. La *confédération du Rhin*, placée sous son protectorat, et dont le grand-duc de Francfort était le président sous le titre du *prince primat*, comprenait 21 États, parmi lesquels 4 royaumes : la *Westphalie*, formée de la Hesse-Cassel et d'une partie du Hanovre, avec Cassel pour capitale, et appartenant à Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de Napoléon ; la *Bavière*, agrandie d'une partie de la Haute-Autriche et du Tyrol ; le *Wurtemberg*, augmenté des possessions autrichiennes de Souabe ; le royaume de *Saxe*, dont le souverain avait reçu le *grand-duché de Varsovie*, formé des possessions enlevées à la Prusse en Pologne, auxquelles on avait ajouté une partie de la Galicie, enlevée à l'Autriche.

La confédération du Rhin était administrée par une diète comptant 21 voix ainsi réparties :

1. Le grand-duc de Francfort.
2. Le roi de Bavière.
3. Le roi de Wurtemberg.
4. Le roi de Saxe.
5. Le roi de Westphalie.
6. Le grand-duc de Bade.
7. Le grand-duc de Berg et de Clèves.
8. Le grand-duc de Hesse-Darmstadt.
9. Le grand-duc de Wurtzbourg.
10. Le prince de Nassau-Usingen. Le prince de Nassau-Weilbourg.
11. Le prince de Hohenzollern-Hechingen. Le prince de Hohenzollern-Sigmaringen.
12. Le prince d'Isenbourg-Birstein.
13. Le prince de Lichtenstein.
14. Le prince de la Layen.
15. Le duc de Saxe-Gotha. Le duc de Saxe-Weimar. Le duc de Saxe-Meiningen. Le duc de Saxe-Hildburghausen. Le duc de Saxe-Cobourg-Saalfeld.
16. Le prince d'Anhalt-Bernbourg. Le prince d'Anhalt-Cœthen. Le prince d'Anhalt-Dessau.
17. Le prince de Lippe-Detmold. Le prince de Lippe-Schaumbourg.
18. Le duc de Mecklembourg-Strélitz. Le duc de Mecklembourg-Schwérin.
19. Le prince de Reuss-Ebersdorf. Le prince de Reuss-Greitz. Le prince de Reuss-Lobenstein. Le prince de Reuss-Schleitz.
20. Le prince de Schwartzbourg-Rudolstadt. Le prince de Schwartzbourg-Sondershausen.
21. Le prince de Waldeck.

Avant 1810, il y avait encore le prince de Lübeck, duc de Holstein-Oldenbourg, dont les États furent à cette époque réunis à l'empire français.

Parmi les États dépendant de Napoléon, citons encore la ville libre de *Dantzick*, à l'embouchure de la Vistule, occupée par les Français. Enfin le Danemark, depuis 1807, la Suède, depuis 1810, étaient au nombre des alliés de l'empereur.

La Russie prépondérante en Orient. — A l'autre extrémité du continent, l'empire du successeur de Pierre le Grand et de Catherine II, Alexandre, grandissait tous les jours. « Il ne faut pas, avait dit Napoléon à Tilsitt, que les belles Russes entendent de leurs palais de Pétersbourg le canon suédois. » Et Alexandre avait enlevé à la Suède toute la *Finlande*, avec les villes de Svéaborg, Helsingfors, Abo, Nystad, Uléaborg, Tornéa, Wasa, Tavastehus et les îles d'Aland. Ainsi la Russie à l'ouest possédait tout l'orient de la Baltique ; au nord, elle était baignée par la mer Blanche et l'océan Glacial. Du côté de l'Europe, elle était séparée du grand-duché de Varsovie par le Niémen et le Boug, affluent de la Vistule; elle avait reçu deux districts de la *Galicie orientale*, enlevés à l'Autriche en 1809. Au sud, elle débordait au delà du Dniester. Ses armées occupaient la *Bessarabie*, la *Moldavie*, la *Valachie*, c'est-à-dire les bouches du Danube. Le czar espérait être bientôt maître des Balkans, de Constantinople peut-être, Constantinople, la clef de la Méditerranée et de la mer Noire, la grande route d'Europe en Asie, dont le possesseur serait, au dire de Napoléon, le vrai maître du monde. Entre la mer Caspienne et la mer Noire, la Russie atteignait le pied du Caucase; déjà, au sud des montagnes, elle occupait Tiflis et la Géorgie.

Au centre de l'Europe, il n'y avait plus que des États secondaires, pressés par la Russie à l'est et la France à l'ouest. La *Turquie* en 1806 avait été sauvée d'une invasion anglaise par l'ambassadeur français Sébastiani; mais à Tilsitt Napoléon avait abandonné les Turcs aux coups de l'empereur de Russie, à qui ils semblaient hors d'état de résister.

L'*Autriche,* tant de fois vaincue, dépouillée de l'*Italie*, du *Tyrol*, de la *Souabe*, de l'*Illyrie*, de la *Galicie*, éloignée de la mer, en était réduite à l'*archiduché d'Autriche*, la *Bohême*, la *Moravie*, la *Hongrie*, la *Transylvanie*, la *Styrie* et les *confins militaires*.

Plus amoindrie encore, la Prusse avait perdu *Dantzick*, *Posen*, *Varsovie* et *Magdebourg*, c'est-à-dire toutes ses provinces polonaises et tout ce qu'elle possédait à la gauche de l'Elbe. Elle ne conservait plus que la *Poméranie orientale*, la *Prusse proprement dite*, le *Brandebourg* et la *Silésie*.

Les Anglais maîtres de la mer. — Si le continent appartenait à deux maîtres, la mer était soumise à un seul : les Anglais y régnaient sans partage. Abrités par le pas de Calais, ils bravaient les menaces de l'empereur. Londres et la Tamise, proté-

gées par les flottes de Nelson, et depuis sa mort par celles de Collingwood, de Parker, de Keith, semblaient oublier que la France était maîtresse des bouches de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, et qu'on travaillait sans cesse dans les chantiers du Texel, d'Helvoetsluys, de Flessingue, d'Anvers, de Boulogne, de Cherbourg, de Brest et de Lorient. Avec ses 195 vaisseaux de ligne, ses 250 frégates, l'Angleterre bloquait les côtes du grand empire. De Jersey, de Guernesey et d'Aurigny, elle tenait en échec Brest et Cherbourg ; d'Héligoland, elle observait Hambourg et faisait avec l'Allemagne un immense commerce de contrebande ; dans la Méditerranée elle était maîtresse de Malte ; elle occupait la Sicile pour y soutenir les Bourbons ; elle aidait le roi de Piémont à conserver la Sardaigne. En Espagne, elle tenait Gibraltar. Le Portugal et le reste de la péninsule n'étaient qu'un champ de bataille sur lequel les armées de Wellington luttaient contre les lieutenants de Napoléon. Aux colonies, les Anglais avaient saisi ou allaient saisir toutes les colonies françaises et la plupart des colonies hollandaises. Malgré le poids croissant de la dette, le ministère britannique refusait toujours de traiter avec Napoléon. La lutte ne pouvait finir que par l'extermination de l'un des deux adversaires.

Puissance apparente de Napoléon. — Jamais, depuis Charlemagne et les Romains, on n'avait vu un peuple et un homme monter si haut. Après Iéna, les soldats du maréchal Lannes criaient : « Vive l'empereur d'Occident ! » La fille des Habsbourg avait donné sa main au soldat couronné qui comptait Rome, Turin, Amsterdam et Hambourg au nombre de ses chefs-lieux de préfecture. « Les Bourbons avaient été chassés de trois trônes ; la maison de Savoie était réduite à la Sardaigne, celle de Naples à la Sicile, celle de Bragance au Brésil, celles d'Orange, de Hesse, de Brunswick, entièrement dépossédées ; il n'y avait plus de duchés de Parme, de Modène, de Toscane ; plus de républiques de Gênes, de Venise, de Hollande ; plus d'empire germanique, plus d'États de l'Église... l'orgueilleuse prédiction de Napoléon semblait sur le point de s'accomplir : « Dans dix ans ma dynastie sera la plus vieille de l'Europe. » La Hollande, l'Italie, la Westphalie, la Bavière, Naples, Varsovie avaient des constitutions françaises, les codes français, l'administration française ; l'action révolutionnaire de la France s'étendait même dans les pays ennemis. » (*Th. Lavallée.*)

Peu de solidité de ses conquêtes. — Et pourtant, cette grande puissance était plus apparente que réelle. Si des souve-

rains français régnaient à Madrid, à Naples, à Cassel, ils ne pouvaient se soutenir qu'à l'aide d'armées françaises. Les princes étrangers dont Napoléon avait doublé les domaines, que de ducs il avait faits rois, étaient prêts à l'abandonner pour conserver ce qu'ils tenaient de lui. Accablés de contributions de guerre qui grossissaient le trésor de l'armée, fatigués de l'occupation étrangère, ces peuples craignaient et haïssaient la France. Ces Allemands que Napoléon envoyait combattre en Espagne, ces Espagnols du marquis de La Romana qu'il cantonnait dans les îles du Danemark, ces Italiens, ces Suisses, ces Hollandais, qu'il transportait sous des climats différents du leur, dans des pays dont ils ne connaissaient pas la langue, obligés de verser leur sang pour des desseins qui leur étaient indifférents, pour une cause qui leur était odieuse, étaient prêts à retourner leurs armes contre leur maître. L'union de Napoléon et de Marie-Louise ne lui avait pas donné, comme il s'en flattait, l'alliance sincère de l'Autriche. « La politique a fait le mariage, disait M. de Bubna, la politique peut le défaire. » Ce qui retenait ensemble tous les peuples soumis à l'empire français, c'était la crainte, « faible lien d'attachement, disait Tacite il y a déjà dix-huit siècles : car, lorsque la crainte cesse, la haine commence. »

Politique intérieure. Suppression du tribunat. — A l'intérieur même, où Napoléon était si bien obéi, on commençait à être fatigué de ces appels réitérés qui enlevaient la jeunesse aux sillons pour l'envoyer périr sur tous les points de l'Europe ; le cri des mères s'élevait menaçant. Dans beaucoup de départements, malgré la vigilance des préfets et les colonnes mobiles, les conscrits se sauvaient dans les bois et échappaient aux recherches : on comptait cinquante mille réfractaires. Il n'y avait plus de libertés politiques. Le tribunat fut supprimé le 18 septembre 1807. Le corps législatif recouvra, il est vrai, le droit de discuter en comité secret et d'exprimer son avis en public par l'organe d'une commission ; mais il fallut dorénavant, pour être membre de cette assemblée, avoir quarante ans accomplis. Ce n'était même pas au corps législatif qu'on s'adressait pour les levées d'hommes, comme la constitution l'aurait exigé : un sénatus-consulte y suffisait. L'empereur ordonnait : le conseil d'État rédigeait ses ordres, le sénat les votait.

La presse était entravée par la censure, et le ministre de la police pouvait même supprimer les ouvrages dont la publication avait été permise par les censeurs. Il faut lire les considérants par lesquels était expliquée la suppression de l'*Alle-*

magne de Mme de Stael : « La France, disait M. de Rovigo, n'en est pas encore réduite à aller chercher des modèles chez les peuples que vous admirez. » Il faut lire encore la lettre de Courrier *sur la tache d'encre du manuscrit de Florence.* La police défendait au père de M. de Lamartine de faire donner des leçons à son fils par un officier anglais prisonnier à Dijon. Mme de Staël était exilée de France, et Châteaubriand exclu de l'Académie. Les ministres de Napoléon, Cambacérès, Talleyrand, Fouché, Savary, hommes indifférents, blasés, égoïstes, qui avaient traversé les orages de la Révolution en prenant tour à tour tous les masques et en parlant tous les langages, ne songeaient plus qu'à conserver leurs honneurs et leurs richesses et se faisaient les satellites dociles d'une politique imprévoyante que leur bon sens réprouvait. Néanmoins leur zèle ne paraissait pas toujours suffisant à l'empereur. Talleyrand fut disgracié en 1808. Fouché et les hauts dignitaires, pour éviter le mécontentement du maître, en vinrent à lui cacher les mauvaises nouvelles, à ne lui faire connaître que les bonnes. Mais le pouvoir de Napoléon n'en était pas plus solide. De ses lignes de Torrès-Védras, lord Wellington écrivait au ministère anglais des lettres dans lesquelles il prédisait sa chute.

Noblesse nouvelle. — Pour servir de piédestal au trône qu'il avait créé, Napoléon avait rétabli la *noblesse*. Les grands dignitaires de l'empire devinrent *princes ;* les ministres, sénateurs, conseillers d'État, présidents du corps législatif, furent *comtes ;* les présidents des cours de cassation, des comptes. d'appel, les présidents des collèges électoraux, les maires des trente-sept *bonnes villes*, furent *barons*. Ces titres furent héréditaires et transmissibles de mâle en mâle par ordre de primogéniture, à condition d'instituer des *majorats* d'un chiffre déterminé. L'empereur aurait voulu fusionner l'ancienne noblesse avec la nouvelle. C'est ainsi que successivement Murat devint grand-duc de Berg ; Berthier, prince de Neuchâtel et de Wagram ; Talleyrand, prince de Bénévent; Fouché, duc d'Otrante ; Cambacérès, duc de Parme ; Lebrun, duc de Plaisance ; Monge, comte de Péluse ; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; Davout, duc d'Auerstædt, prince d'Eckmühl ; Masséna, duc de Rivoli, prince d'Essling; Ney, duc d'Elchingen, et plus tard prince de la Moskowa ; Moncey, duc de Conégliano ; Augereau, duc de Castiglione; Soult, duc de Dalmatie ; Lannes, duc de Montebello ; Mortier, duc de Trévise ; Bessières, duc d'Istrie ; Victor, duc de Bellune ; Kellermann, duc de Valmy ; Lefèvre, duc de

Dantzick ; Marmont, duc de Raguse ; Junot, duc d'Abrantès ; Macdonald, duc de Tarente ; Oudinot, duc de Reggio ; Suchet, duc d'Albuféra ; Duroc, duc de Frioul ; Clarke, duc de Feltre ; Savary, duc de Rovigo ; Caulaincourt, duc de Vicence ; Maret, duc de Bassano ; Gaudin, duc de Gaëte ; Champagny, duc de Cadore ; Régnier, duc de Massa ; Arrighi, duc de Padoue.

L'administration sous l'empire. Travaux publics. Industrie et commerce. — Au milieu même de ses guerres, Napoléon s'occupait avec la plus grande activité de l'administration de ses États. Il y apportait les soins les plus minutieux ; il voulait tout voir, tout savoir par lui-même. Le ministère du trésor se trouvait aux mains de Mollien. Pour grossir les revenus, on établit en 1804 les *droits réunis ;* c'étaient des impôts indirects pesant sur les objets de consommation, surtout sur les boissons, vins, eaux-de-vie, bière, cidres. Les droits de douane furent augmentés en 1805. En 1806 fut rétabli l'*impôt sur le sel ;* de 1811 date la *régie des tabacs.* La cour des comptes fut créée en 1807.

Les travaux publics étaient poussés activement. A Paris, Napoléon acheva Sainte-Geneviève, éleva la colonne Vendôme, fit commencer l'arc de triomphe de l'Étoile, ouvrit de nouvelles fontaines, construisit le palais du corps législatif, la Madeleine, la Banque, les marchés couverts, les abattoirs, le grenier d'abondance. Il restaura Saint-Denis, projeta l'arc de triomphe du Carrousel, la réunion du Louvre et des Tuileries. Napoléon voulait faire de Paris « quelque chose de fabuleux, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours. » Des ponts furent construits à Sèvres, Saint-Cloud, Strasbourg, Avignon, Bordeaux, Tours. La place Bellecour fut percée à Lyon, l'arc de la Paix dressé à Milan. On acheva les trois routes du Simplon, du mont Cenis et du mont Genèvre à travers les Alpes ; celles de la Corniche, de Nice à Gênes ; on commença les routes de Roanne à Lyon, de Metz à Mayence, de Paris à Wesel. Dix canaux furent continués ou créés : le canal du Nord, de la Meuse au Rhin, le canal du Rhin au Rhône, le canal de Saint-Quentin ; ceux de l'Ourcq, de Bourgogne, de Beaucaire, du Berry, de la Rochelle, d'Ille-et-Rance, du Blavet, de Nantes à Brest. D'immenses travaux furent exécutés dans les ports de Flessingue, Anvers[1], Dunkerque, Calais, Cherbourg, Brest, Savone. On augmenta les fortifica-

1. Napoléon attachait une extrême importance au port d'Anvers, où il avait, disait-il, « un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. »

tions d'Alexandrie, de Mayence, de Wesel, Strasbourg et Kehl. 138 millions furent consacrés aux travaux publics en 1810, et 154 en 1811.

L'Angleterre seule, inattaquable dans son île pendant que toutes les autres nations étaient vaincues par l'empereur, restait en armes contre la France; le meilleur moyen de la vaincre, c'était de tuer son industrie en faisant prospérer la nôtre. Napoléon le sentit bien. Afin que les besoins de notre commerce fussent continuellement étudiés et bien compris, il créa le *conseil général des manufactures*. Le sucre de canne fut remplacé par le sucre de betterave. L'empereur donna une pension à Jacquard, qui avait inventé le métier à tisser la soie; il donna la croix de la Légion d'honneur au manufacturier Richard Lenoir, qui avait introduit la culture du coton en Corse, en Italie, et créé de nombreuses filatures de laine et de coton. Oberkampf, qui avait donné une grande extension à l'industrie des toiles peintes, reçut la même récompense. Les soieries, les toiles, les draps, les fers, les maroquins, furent dès lors l'objet d'un commerce considérable. Les *expositions de l'industrie*, organisées sous le Directoire, continuèrent à exciter une utile émulation : à celle de 1806 il y eut 1,422 exposants.

Les lettres sous l'empire. Delille, Andrieux, M. J. Chénier. — La France comptait à cette époque quelques grands écrivains; mais la plupart appartenaient à l'opposition. En effet, il n'y a rien de si spontané, de si individuel que la pensée, rien qui ait une tendance plus marquée à se développer librement, dégagée de toute entrave, de tout lien.

La littérature était généralement médiocre. Rousseau avait fait école; mais l'admirable inspiration avec laquelle il sentait et décrivait la nature n'existait plus; on n'imite pas l'enthousiasme. Aussi avait-on vu naître une pâle, fade et tiède littérature. Le douceâtre, le pastoral, avaient envahi les esprits. Tout le monde se croyait obligé de chanter la nature, de rimer les plaisirs des champs, d'être pastoral et sentimental. C'était en vers et en prose un déluge d'élégies, de plaintes amoureuses et de langueurs. L'art était devenu factice et apprêté. On décrivait, décrivait, décrivait. L'auteur des *Jardins*, de l'*Homme des champs*, des *Trois règnes de la nature*, Delille (1738-1813), « se vantait d'avoir fait douze chameaux, quatre chiens, trois chevaux, six tigres, deux chats, un échiquier, un trictrac, un billard, plusieurs hivers, encore plus d'étés, une multitude de

printemps, cinquante couchers de soleil, et un si grand nombre d'aurores qu'il lui eût été impossible de les compter. »

A côté de Delille venaient M. de Fontanes, le grand maître de l'Université impériale, auteur de la *Chartreuse de Paris*, l'*Épître à Louis XVI*, le *Jour des morts dans la campagne* (1757-1821); Esménard, l'auteur de la *Navigation;* Luce de Lancival (1766-1810), l'auteur de la tragédie d'*Hector* et de *Mucius Scévola;* le poète lyrique Lebrun (1729-1807), qui fit l'*Ode au Vengeur;* Raynouard (1761-1836), l'auteur des *Templiers;* Campenon (1772-1843); Parseval de Grandmaison (1759-1834), qui composa un poème sur *Philippe Auguste;* Népomucène Lemercier (1771-1840), auteur de comédies et de l'épopée intitulée l'*Atlantiade*; le romancier Pigault-Lebrun (1753-1835); les poètes Parny (1753-1814) et Millevoye (1782-1816), ce dernier, auteur de la *Chute des feuilles*, du *Poète mourant* et du *Voyageur;* Legouvé (1764-1811), auteur des deux tragédies intitulées la *Mort d'Abel* et *Épicharis et Néron* et de beaucoup de petites pièces, parmi lesquelles on remarque la *Mélancolie* et les *Souvenirs*. A la même époque appartiennent Collin d'Harleville (1755-1806), à qui l'on doit de bonnes comédies, l'*Inconstant*, l'*Optimiste*, les *Châteaux en Espagne*, *M. de Crac*, le *Vieux Célibataire;* ses émules Picard (1769-1828); Étienne (1778-1845), l'auteur des *Deux gendres;* Alexandre Duval (1767-1842) et Jouy (1769-1847); Andrieux (1759-1833), gracieux et charmant conteur, dont on cite souvent les contes en vers, le *Meunier du moulin Sans-Souci*, le *Procès du sénat de Capoue* et une *Promenade de Fénelon;* Ducis (1733-1816), l'auteur de la tragédie d'*Abufar*, et le traducteur en vers des pièces de Shakspeare *Hamlet*, *Roméo et Juliette*, le *Roi Lear, Othello.*

Nommons encore un poète supérieur à tous ceux qui précèdent : Marie-Joseph Chénier (1764-1811), frère d'André Chénier, et ancien membre de la Convention, où il s'était distingué par son patriotisme et son talent : il avait composé les belles tragédies de *Charles IX, Henri VIII*, *Calas*, *Caïus Gracchus, Fénelon*, *Timoléon, Tibère*, et beaucoup de petites pièces, dont les plus souvent citées sont le *Discours sur la calomnie*, la *Promenade à Saint-Cloud* et l'*Épître à Voltaire.*

Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, Mme de Staël. — Mais bientôt allait naître une autre école, qui devait plus tard recevoir le nom de *romantisme.* Celle-ci ira prendre à la fois ses inspirations dans la nature et dans l'histoire. Troublée par la brusque disparition du passé, qui s'est écroulé devant la

Révolution française, elle se rattachera à ce passé détruit, elle reviendra aux traditions du moyen âge, au christianisme ; elle racontera et chérira les légendes. Elle sera triste comme la voix des âges disparus qu'elle évoquera ; flottante aussi et incertaine, sans trop savoir à quoi se rattacher : car si les écrivains qui la représenteront ne seront pas des Voltaires ou des Volneys, ils ne seront pas non plus des croyants. Ils seront agités d'une vague inquiétude, tiraillés entre le passé et le présent sans pouvoir se décider pour l'un des deux.

Le premier représentant de cette école est un admirateur, un ami de Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814). Officier, voyageur, naturaliste, poète, il alla de France en Russie, de l'Inde en Europe ou aux îles, flottant, indécis, inquiet, changeant de lieu sans dessein déterminé, admirant partout la nature, le ciel, les astres, la mer, les fleurs et les bois, compatissant, au moins par écrit, à toutes les souffrances, et s'imprégnant sous le ciel des tropiques de cette mélancolique douceur, de cette mansuétude rêveuse et universelle qui est le propre de l'habitant des bords du Gange. Rien de si ravissant que ses gracieuses idylles de *Paul et Virginie* et de la *Chaumière indienne ;* la même inspiration se retrouve dans ses *Études de la nature.*

Après lui vient M. de Chateaubriand (1768-1848), né à Saint-Malo, dont la carrière ne fait que commencer sous l'empire. Ce jeune Breton, d'une famille illustre, était officier au régiment de Navarre avant la Révolution. C'était une âme ardente, passionnée. Peu sympathique à la royauté jusqu'en 1789, il s'enflamme pour elle dès qu'elle est menacée. Il émigre, pleurant la monarchie renversée, la noblesse détruite, le christianisme ébranlé, tout le passé, toutes les traditions, tous les souvenirs de quinze siècles, avec lesquels la France nouvelle vient de rompre[1]. Il quitte l'Europe. Il va rêver dans les savanes de

1. Il serait difficile de trouver quelque chose de plus gracieux que ces vers, inspirés à Chateaubriand exilé par le souvenir de la patrie :

Combien j'ai douce souvenance
Du joli lieu de ma naissance !
Ma sœur, qu'ils étaient beaux ces jours
De France !
O mon pays, sois mes amours
Toujours !

Te souvient-il que notre mère,
Au foyer de notre chaumière,
Nous pressait sur son sein joyeux,
Ma chère !
Et nous baisions ses blonds cheveux
Tous deux !

l'Amérique, au bord des grands lacs et des cataractes retentissantes, parmi les forêts vierges et les sauvages. Plus tard il visitera l'Italie, la Grèce, l'Orient ; il parcourra chaque ruine, interrogera chaque débris pour lui demander son secret. De là cette inspiration maladive, parfois élevée, souvent emphatique de ses écrits. Les principaux sont : le *Génie du christianisme* (1798), l'*Essai sur les révolutions ; Atala* (1801), *René* (1805), les *Martyrs* (1809), l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811), le *Dernier Abencerrage*, les *Natchez* et les *Mémoires d'outre-tombe.* Admirateur de Bonaparte sous le consulat, il devint son adversaire sous l'empire, et, en 1811, il ne put prononcer son discours de réception à l'Académie française, où il succédait à M. J. Chénier.

Plaçons encore ici un charmant esprit, une femme, la fille de Necker, Mme de Staël (1765-1817). Gracieuse et spirituelle, vive et fine, elle excita bien vite la défiance de Napoléon. Pendant la plus grande partie de l'empire elle vécut en exil, à Coppet, sur les bords du lac de Genève, soupirant après le ruisseau de la rue du Bac. Dès 1788 elle avait publié des *Lettres sur le caractère et les écrits de Jean-Jacques Rousseau* ; elle fit paraître, en 1796, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations* ; en 1800, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales ;* en 1801, le roman de *Delphine;* ensuite *Corinne*, en 1806. Son livre de l'*Allemagne*, quoique superficiel, n'en attira pas moins l'attention des Français sur cette belle et riche littérature. Enfin, dans les *Considérations sur la Révolution française*, Mme de Staël jugea son époque avec une fermeté qu'on n'attendrait pas d'une femme en politique, quelles que soient les qualités de son esprit.

A côté de ces grands esprits, nommons un homme qui commençait alors une carrière brillante, et qu'attendait dans la suite une immense popularité : Paul-Louis Courrier (1772-1825) était un vrai fils de Voltaire ; fin, spirituel, ingénieux, il excellait à manier l'arme la plus terrible en France, le ridicule. Dulaure (né à Clermont-Ferrand en 1775, mort en 1835), ancien membre de la Convention et du conseil des Cinq-Cents, composait à la même époque de nombreux ouvrages, dont le plus connu est l'*Histoire de Paris.* Dupuis (1742-1809), membre de l'Institut et ancien président du Corps législatif pendant le Consulat, avait écrit son livre sur l'*Origine de tous les cultes, ou la Religion universelle.*

Ajoutons à cette liste les défenseurs du passé, adversaires opiniâtres de la Révolution et de toutes les institutions modernes, Joseph de Maistre (1754-1821), auteur des *Considérations sur la France*, et des *Soirées de Saint-Pétersbourg;* son frère, Xavier de Maistre (1764-1852), qui composa le *Voyage autour de ma chambre*, le *Lépreux de la vallée d'Aoste* et les *Prisonniers du Caucase;* et M. de Bonald (1753-1840) qui publia en 1802 sa *Législation primitive.* Citons encore des philosophes remarquables à des titres différents : le médecin Cabanis (1757-1808), auquel on doit les *Rapports du physique et du moral de l'homme;* Garat et Destutt de Tracy (1754-1832), auteur des *Éléments d'Idéologie ;* Maine de Biran (1766-1824), qui écrivit le *Mémoire sur l'influence de l'habitude* et de la *Décomposition de la pensée*[1].

Les sciences nouvelles[2]. Applications industrielles de la science. Laplace, Monge, Cuvier, Lebon, Philippe de Girard, Fulton, Watt. — Le grand mouvement scientifique commencé au dix-huitième siècle continuait. Le fondateur véritable de la chimie, Lavoisier, était mort sur l'échafaud en 1794 ; mais il avait eu des successeurs : Berthollet (1748-1822), auteur de la *Statique chimique* (1804); Fourcroy (1755-1809), qui donna le *Système des connaissances chimiques* (1801) ; Guyton de Morveau (1737-1816). Les mathématiques étaient en plein progrès avec Lagrange (1736-1813), l'auteur de la *Mécanique analytique ;* avec Laplace (1749-1827), l'auteur de l'*Exposition du système du monde* (1766), et de la *Mécanique céleste* (1795-1815); avec Monge (1746-1818), l'auteur de la *Géométrie descriptive* et de la *Théorie des ombres et de la perspective*, l'un des fondateurs de l'école polytechnique, le président de l'institut d'Égypte; enfin avec Delambre, auquel on doit la *base du système métrique* (1810), et le *Traité d'astronomie* (1814).

1. Parmi les écrivains remarquables de cette époque, il serait injuste de ne pas donner une place à un homme étrange, Grainville, l'auteur d'un poème épique resté inachevé, *le Dernier homme.* « Né au Havre, comme Bernardin de Saint-Pierre (qui avait épousé sa sœur), il eut de bonne heure l'Océan sous les yeux ; son action destructive sur les côtes, la démolition, la décomposition successive qu'il fait de nos falaises : tristes ruines où l'on croit voir les os de la terre arrachés et tirés au jour par l'éternelle morsure de l'élément sauvage. » (Michelet). D'abord prêtre, puis écrivain et marié, maître de pension à Amiens, Grainville, devenu vieux, pauvre et désespéré, se jeta dans la Somme le 1er février 1805.

2. M. Émile Barrault, ingénieur, a bien voulu mettre son expérience et son savoir au service de l'auteur, pour la composition et la revision de ce paragraphe.

Deux sciences nouvelles naissent à cette époque : la *géologie*, ou l'étude du sol terrestre et de ses transformations ; la *paléontologie*, ou l'étude des êtres qui ont habité notre planète dans les temps préhistoriques. Les représentants les plus illustres de ces sciences sont l'abbé Haüy (1743-1822), minéralogiste distingué, dont le frère, Valentin Haüy, imagina une nouvelle méthode pour instruire les aveugles, et Georges Cuvier (1769-1832), le créateur de la *paléontologie* et de l'*anatomie comparée*. Ayant remarqué que toutes les parties de la structure d'un être sont en rapport les unes avec les autres, et que, lorsqu'un os, par exemple, est conformé de telle façon, il s'ensuit que tous les autres ont aussi une forme déterminée, Cuvier en arriva à pouvoir, à l'aide d'un fragment de la structure osseuse d'un animal, déterminer complètement la forme de cet animal ; il a consigné le résultat de ses travaux dans son *Discours sur les révolutions du globe*. Après lui vinrent Lacépède, Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire (1772-1844), le premier de cette famille aussi recommandable par le caractère que par le savoir. Citons aussi les physiciens ou chimistes Biot, Thénard, Brongniart, Gay-Lussac (1778-1850), auquel on doit les *Recherches physico-chimiques* (1811). La science ne restait pas dans le domaine de la théorie : elle s'occupait des applications usuelles. Chaptal (1756-1832) composa une *Chimie appliquée aux arts*.

L'industrie française, développée par la loi de 1791 sur les brevets d'invention, avait déjà donné de remarquables résultats malgré les difficultés inhérentes à la création du personnel et de l'outillage nécessaires et celles résultant de la situation du pays, qui luttait contre l'Europe et portait tous ses efforts vers la guerre. Nicolas Leblanc (1753-1806) avait pris brevet, le 5 septembre 1791, pour la fabrication de la soude artificielle, qu'il préparait dans l'usine de Saint-Denis, et dont les Anglais ne firent usage qu'en 1823. Lebon (1769-1804) avait inventé en 1776 et ne put faire breveter que le 21 septembre 1799 l'éclairage au gaz, qui fut appliqué en Angleterre par Murdoch en 1802, et qui ne fut réintroduit en France qu'en 1820.

De cette époque également date la création des fabriques de sucre de betterave établies par Achard à Cusserp en Silésie, et dont l'application prit en France un développement considérable à partir de 1812, grâce aux perfectionnements essentiels trouvés par MM. Figuier, Delessert et Derosne ; ce dernier fut le fondateur de la grande usine de construction de matériel

pour sucreries, *etc.*, connue successivement sous les noms de société Derosne et Cail, et aujourd'hui usine Cail.

Philippe de Girard (1775-1845) avait pris, le 18 juillet 1810, son important brevet pour la filature mécanique du lin, qu'il mit en pratique dans l'établissement fondé par lui, rue Meslay, à Paris, et qui fonctionnait parfaitement dès 1812. La France fut dépouillée de cette belle industrie par suite du refus que fit la Restauration de payer à l'inventeur le million promis par Napoléon. Philippe de Girard dut accepter les propositions de l'empereur d'Autriche et transporter ses machines et son industrie à Vienne.

D'autre part, des associés infidèles vendirent aux Anglais, moyennant cinq cent mille francs, les plans, moyens et procédés de Philippe de Girard, dont le système ne fut appliqué de nouveau en France qu'à partir de 1840, comme réimportation de l'Angleterre, où leur succès était considérable.

L'histoire est aujourd'hui fixée sur cet incident, qui a rétabli législativement et officiellement l'origine française de cette importante invention.

D'autre part l'Américain Fulton (1765-1815) essaya sur la Seine un premier bateau à vapeur au mois d'août 1803. Les travaux sur les aérostats continuaient : il y eut en 1804 une remarquable ascension de Biot et de Gay-Lussac. Pour compléter cette liste, il faut encore nommer un étranger. L'Écossais James Watt naquit dans le comté d'Aberdeen en 1736. Son père était fabricant d'instruments pour la marine. Le jeune homme étudia toutes les branches de la science avec une même ardeur, mathématiques, chimie, minéralogie. Après avoir habité Londres, il exerça la profession de son père à Glascow. C'est en 1769 qu'il fit sa découverte de la machine à vapeur. Elle ne réussit pas d'abord. En 1774 il s'associa avec Bolton et employa la vapeur comme force motrice pour épuiser les eaux dans les mines de Cornouailles. En 1798 il céda son brevet à l'un de ses fils, et la célèbre manufacture Watt et Bolton fut fondée. L'emploi des machines à vapeur, en permettant de fabriquer plus vite et à meilleur marché, fit dans l'industrie une immense révolution qui enrichit d'abord l'Angleterre, et lui permit de faire face aux énormes dépenses nécessitées par sa longue lutte contre Napoléon.

Médecine. Bichat, Broussais, Pinel, Gall, Corvisart, Sabatier, Larrey, Desgenettes, Jenner. — La médecine nous offre à la même époque des noms illustres. Bichat (Marie-Fran-

çois), né en 1771 à Thoirette près de Bourg, médecin de l'Hôtel-Dieu à vingt-neuf ans, en 1800, mourut à trente-deux ans en 1802. Il s'est illustré par ses découvertes en physiologie. On lui doit une *Anatomie descriptive* et les *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*. Ses travaux furent continués par son élève Broussais (né à Saint-Malo en 1772, mort à Paris en 1838), médecin en chef du Val-de-Grâce et membre de l'académie des sciences.

Pinel (né à Saint-Paul près de Lavaur en 1745, mort en 1826), médecin de Bicêtre et de la Salpêtrière, étudia l'aliénation mentale et introduisit de grandes améliorations dans le traitement des fous, qui cessèrent d'être enchaînés. L'Allemand Gall, né dans le pays de Bade en 1758, et d'abord médecin à Vienne, vint ensuite en 1807 s'établir à Paris, où il mourut en 1828. Il est le créateur de la phrénologie. D'après lui chaque instinct de l'homme a son organe spécial dans une partie déterminée du cerveau, et l'on peut, en observant le crâne de chacun de nous, reconnaître son caractère, ses aptitudes et ses passions. Corvisart (né à Gricourt dans les Ardennes en 1775, mort en 1821) étudia surtout les maladies du cœur. Il fut professeur de clinique à l'école de médecine, au Collége de France, et médecin de Napoléon.

La chirurgie n'avait dans ces temps de guerres perpétuelles que trop d'occasions de s'exercer. Sabatier (1732-1811) acquit une juste illustration comme chirurgien des armées et chirurgien-major des Invalides. Larrey[1] (J. Dominique), né à Baudéan dans les Hautes-Pyrénées en 1766, mort à Lyon en 1842, accompagna nos armées en Italie, en Égypte, en Allemagne, en Russie, à Waterloo, où il faillit être tué victime de son dévouement. Napoléon l'avait nommé baron de l'empire. Desgenettes (né en 1762 à Alençon, mort en 1837) fut également sur les champs de bataille la providence de nos blessés. En Égypte, lors de la peste de Jaffa, il s'inocula publiquement le virus pour relever le courage des malades. Béclard (né à Angers en 1785, mort en 1825), s'illustra comme chirurgien et professeur à l'école de médecine. Lisfranc (Jacques, 1787-1841), d'abord chirurgien des armées en 1813, rendit de grands services à la chirurgie comme médecin à l'hôpital de la Pitié. A la même époque débutait l'espagnol Orfila (né en 1787 à Port-Mahon, mort en 1853), qui, naturalisé français en 1818, fut professeur de médecine légale à Paris, et créa la toxicologie ou étude des

1. Voir au Val-de-Grâce la statue de Larrey, œuvre de David d'Angers.

poisons. Il convient d'ajouter à ces noms celui du médecin anglais Édouard Jenner (né en 1749 à Berkeley, dans le comté de Gloucester, mort en 1823), qui, le premier, trouva le moyen de combattre la petite vérole à l'aide de l'inoculation par la vaccine.

Les beaux-arts. Peinture et sculpture. David, Gros, Gérard, Girodet, Prudhon, Isabey, Canova. — Les arts jetèrent à cette époque un vif éclat. Pour les encourager, Napoléon avait créé à Rome l'école française de la Villa Médicis. Leur plus illustre représentant fut le peintre David (né en 1748, mort exilé comme régicide à Bruxelles en 1825). Les tableaux de David ont de la grandeur, mais renferment souvent quelque chose de théâtral, d'exagéré et de forcé. Les plus célèbres sont : la *Mort de Virginie*, la *Mort des fils de Brutus*, *Brutus rentrant chez lui après la mort de ses fils*, les *Horaces*, l'*Enlèvement des Sabines*, *Léonidas aux Thermopyles*, la *Mort de Socrate*, le *Serment du Jeu de Paume*, les *Derniers moments de Lepelletier de Saint-Fargeau*, la *Mort de Marat*, *Bonaparte au passage du mont Saint-Bernard*, le *Couronnement de l'empereur*, la *Distribution des aigles*.

Après David nommons ses élèves. Le plus célèbre est Antoine Gros (1771-1835) ; citons parmi ses tableaux : *Bonaparte au pont d'Arcole*, le *Combat d'El Arysch*, *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa*, le *Combat de Nazareth*, la *bataille d'Aboukir*, *Bonaparte aux Pyramides*, le *Premier consul à cheval*, *Napoléon visitant le champ de bataille d'Eylau*, l'*Entrevue de Napoléon Ier et de l'empereur d'Autriche en Moravie*, le *Soulèvement de Madrid*, *Charles-Quint reçu à Saint-Denis par François Ier*. Gérard (1770-1837) composa les tableaux suivants : *Bélisaire*, *Psyché et l'Amour*, la *Bataille d'Austerlitz*, *Ossian*, l'*Entrée de Henri IV à Paris*, *Corinne au cap Misène*, le *Sacre de Charles X*, la *Peste de Marseille*. Girodet-Trioson (1767-1824) est l'auteur d'une *Scène du déluge*, de la *Révolte du Caire*, d'*Endymion*, des *Funérailles d'Atala*. Guérin (1774-1833) donna *Andromaque*, *Phèdre et Hippolyte*, *Énée et Didon*, *Agamemnon et Clytemnestre*, le *portrait de Kléber*. Prudhon (1760-1823) peignit le *Crime poursuivi par la Justice et la Vengeance célestes*, *Entrevue de Napoléon et de François II*, *l'Enlèvement de Psyché*, *Portrait du roi de Rome*.

Isabey (né à Nancy en 1767, mort en 1855) composa le *Portrait du général Bonaparte à la Malmaison*, la *Revue du Premier consul au Carrousel*, l'*Escalier du Louvre*.

Parmi les sculpteurs, il faut nommer tout d'abord le plus grand sculpteur du siècle, l'italien Antoine Canova, né à Pos-

sagno, en 1757, mort en 1822. Citons parmi ses œuvres : le beau groupe de l'*Amour et Psyché*, que possède le Louvre; *Palamède* et *Madeleine repentante*, dans le même palais; à Rome, la *statue agenouillée de Pie VI*, à Saint-Pierre; les *monuments* de Clément XIII et de Clément XIV, le *monument* de « Jacques III » et de ses deux fils Charles-Édouard et le cardinal d'York, à Saint-Pierre; enfin, le *Persée* et *les deux Boxeurs*, dans les pavillons du Belvédère au Vatican; le groupe de *Thésée et le Centaure*, dans le Jardin du peuple à Vienne; *Mars et Vénus;* la statue de *Washington;* les bustes de *Napoléon Ier* et de *Marie-Louise; Hercule lançant Lycas à la mer; la Princesse Borghèse* à demi-couchée (*Venus victrix*); deux *Vénus*, *Terpsichore*, la *Princesse Esterazy*, *Hector et Ajax*, *Vénus et Adonis*, *Hébé*, *Apollon;* la *Cité de Padoue; l'Italie pleurant sur la tombe d'Alfieri;* une statue équestre en bronze de *Charles III*, à Naples; enfin, un groupe en bronze d'une *Mater Dolorosa.*

Musique. Mozart, Haydn, Weber, Beethoven, Chérubini, Gossec, Méhul, Lesueur. — En musique nous étions inférieurs aux étrangers. Mozart, Haydn et Beethoven appartenaient à l'Allemagne. Mozart, né à Salzbourg en 1756, mourut à Vienne en 1791, à l'âge de trente-six ans. Ses œuvres les plns remarquables furent les opéras suivants : *Idoménée*, *l'Enlèvement du sérail, les Noces de Figaro*, *Don Juan*, *la Flûte enchantée.* Son dernier ouvrage fut un *Requiem*, qu'on chanta pour la première fois à ses propres obsèques. Haydn, né à Rohrau (Autriche) en 1732, mourut à Vienne en 1809. Ses œuvres les plus célèbres sont *la Création* et *les Quatre saisons*. On lui doit encore un grand nombre de *symphonies*. Beethoven, né à Bonn en 1770, mourut à Vienne en 1827. Il a laissé de nombreuses *sonates*, l'opéra de *Fidelio*, le ballet de *Prométhée.* Le Holsteinois Weber (1786-1826) composa *Sylvana*, *Freyschütz*, *Obéron.* Un autre compositeur célèbre, Chérubini, était Italien (né à Florence en 1760, mort en 1842 à Paris). On lui doit : *Iphigénie en Aulide*, *Médée*, *Achille à Scyros, Pygmalion*, *les Abencerrages.* Le Belge François Gossec, fils d'un laboureur (1783-1829), et élève de Rameau, composa *les Pécheurs*, *Sabinus*, *Philémon et Baucis*, les *chœurs d'Athalie,* et fut en 1795 inspecteur du *Conservatoire de musique.* Méhul, de Givet (1763-1817), est l'auteur de *Stratonice, le jeune Henri*, *Uthal*, *Joseph;* il a composé la musique du *Chant du départ* de M. J. Chénier. Lesueur, des environs d'Abbeville (1763-1826), a composé *la Caverne*, *Télémaque*, *les Bardes*, *la Mort d'Adam.*

CHAPITRE XIII.

Campagne de Russie.

Rupture avec la Russie (avril-mai 1812). — Forces respectives des deux armées. Plan de Napoléon. — Passage du Niémen ; entrée à Vilna (25-28 juin) ; Napoléon et les Polonais. — Les Russes reculent dans l'intérieur. — Occupation de Witepsk (28 juillet). — Prise de Smolensk (17-18 août). — Bataille de la Moscowa (7 septembre). — Napoléon à Moscou (14 sept.). — Incendie de Moscou (15-20 sept.). — Retraite des Français (19 octobre). — Bataille de Malojaroslawetz (24-25 octobre). — Désorganisation de l'armée. — Les trois journées de Krasnoë (15-18 novembre). Ney sauve l'arrière-garde. — Passage de la Bérézina (25-29 novembre). — Napoléon quitte l'armée (5 décembre). — Désastre de Vilna ; retour en Pologne (9-13 décembre). — Conspiration du général Mallet (22-23 octobre 1812).

Rupture avec la Russie (avril-mai 1812). — L'Europe ne renfermait plus, au début de l'année 1812, que deux puissances qui eussent échappé aux coups de Napoléon : l'Angleterre et la Russie. Les Anglais étaient protégés par la mer. Le czar était depuis 1807 l'allié de l'empereur. A Tilsitt et à Erfurth, les deux souverains s'étaient prodigué des démonstrations d'amitié. Grâce à cette alliance, Alexandre avait enlevé la Finlande aux Suédois et il allait enlever aux Turcs les Principautés danubiennes. Napoléon avait pu régler sans opposition de la part des Russes les affaires d'Espagne et écraser l'Autriche à Wagram.

Toutefois l'union des deux princes ne tarda pas à se relâcher. Napoléon, après avoir demandé la main d'une sœur d'Alexandre, blessé de voir éluder sa proposition, avait épousé l'archiduchesse Marie-Louise. De son côté, le czar, inquiet de l'extension donnée au grand-duché de Varsovie par le traité de Vienne (octobre 1809), craignait le rétablissement du royaume de Pologne. Enfin, pour mieux assurer l'exécution du blocus continental, Napoléon annexait chaque jour de nouvelles provinces : la Hollande au mois de juillet, puis Brême, Lubeck, Hambourg et le grand-duché d'Oldenbourg le 13 décembre 1810. Le grand-duc d'Oldenbourg était beau-frère d'Alexandre. Celui-ci, blessé de cette dépossession de son parent, publia quinze jours après un ukase qui frappait de prohibition beaucoup de produits des manufactures françaises (décembre 1810).

Pendant toute l'année 1811 il y eut entre Paris et Pétersbourg un continuel échange de notes et de réclamations. Napoléon exigeait qu'Alexandre confisquât tous les bâtiments neutres entrés dans ses ports, comme suspects d'avoir contrevenu aux décrets de Berlin et de Milan. De son côté Alexandre réclamait le rétablissement du grand-duc d'Oldenbourg. Il pressait Napoléon de promettre « que le royaume de Pologne ne serait jamais relevé. » Il se plaignait de l'occupation prolongée de Varsovie, de Dantzick, des places fortes prussiennes, par les Français. Ébloui par la prospérité, Napoléon était devenu irritable à l'excès. Le 3 août 1811, dans une audience publique, il interpella en termes véhéments le prince Kourakin, ambassadeur de Russie. Impatient de courir à de nouvelles aventures et fatigué d'un repos qui durait depuis deux ans, l'empereur rêvait l'invasion de la Russie. Il voulait planter ses drapeaux sur Moscou, comme il les avait plantés sur Vienne, Berlin, Madrid et Milan : « La fatalité entraîne la Russie, allait-il dire bientôt dans une proclamation ; ses destinées doivent s'accomplir ! »

Longtemps il hésita. Marcher sur Moscou, à plus de six cents lieues de Paris, s'engager dans les solitudes sans fin de la Russie, sous un climat froid, dans un pays qui n'offrait point de ressources, quand la guerre d'Espagne durait toujours, quand on laissait derrière soi l'Allemagne frémissante, lui paraissait téméraire. Caulaincourt, Duroc, M. de Ségur, le suppliaient d'être prudent. La France était inquiète ; le commerce languissait. On avait compté sur l'alliance des Turcs et de la Suède. Or la Turquie, trompée par Napoléon en 1807, n'avait plus confiance en lui ; elle allait signer la paix de Bukharest (28 mai 1812). De son côté, le prince royal de Suède, Bernadotte, quoique Français et ancien lieutenant de Napoléon, blessé de ses exigences, avait conclu avec Alexandre le traité de Saint-Pétersbourg, par lequel la Russie promettait la Norwège aux Suédois.

En présence de cette situation, l'empereur offrit au czar (25 mars 1812) de déclarer qu'il ne contribuerait pas au rétablissement de la Pologne. Mais Alexandre, enhardi, en consentant à retirer l'ukase du 31 décembre 1810 et à se contenter d'une indemnité pour le grand-duché d'Oldenbourg, demanda l'évacuation de la Prusse et de la Poméranie (8 avril 1812).

Dès lors Napoléon n'hésite plus. Le 9 mai 1812, il quitte Paris. Il traverse l'Allemagne avec Marie-Louise. L'empereur

d'Autriche, le roi de Prusse, tous les souverains de la confédération du Rhin, le reçoivent à Dresde, perdus dans la foule des généraux français. Le 12 juin, l'empereur est à Kœnigsberg; le 23, il arrive au bord du Niémen.

Forces respectives des deux armées. Plan de Napoléon. — L'armée française couvrait l'espace qui s'étend de Drogiczin en Galicie, jusqu'à la mer Baltique. Elle comptait 617,000 hommes, Français, Hollandais, Italiens, Polonais, Allemands, commandés, sous les ordres de l'empereur et du major général Berthier, par les rois de Naples et de Westphalie, Murat et Jérôme, le vice-roi d'Italie, Eugène Beauharnais, les maréchaux Davout, Ney, Mortier, Bessières, Oudinot, Victor, Macdonald, Lefèvre, Duroc, le prince Poniatowski, les généraux Saint-Cyr, Reynier, Dombrowski, le Prussien York et l'Autrichien Schwartzemberg[1]; 1 372 canons, 1 équipage de siège, 6 équipages de ponts, accompagnaient ces masses formidables.

La *Dwina* et le *Dniéper*, nés à l'intérieur de la Russie, après avoir longtemps coulé parallèlement de l'est à l'ouest, se détournent tout à coup, la première à Witepsk, le second au-dessous de Smolensk, pour aller se jeter, l'une au nord-ouest dans la mer Baltique, l'autre au sud, dans la mer Noire. L'espace compris entre ces deux fleuves, large d'environ vingt-cinq lieues, forme l'entrée de la Russie. C'est là que se rencontrent les routes qui conduisent à Moscou et à Pétersbourg. C'est par là que Napoléon avait résolu d'envahir les États du czar. C'est là également qu'étaient rassemblés les Russes. Au centre, Alexandre et le général écossais Barclay de Tolly, avec le gros de l'armée, bordaient la rive droite du Niémen, en face de Kowno et de Grodno, et couvraient Vilna. A droite, dans la direction de la mer Baltique, se trouvait Wittgenstein avec 26 000 hommes; à gauche, au sud, Bagration avec 65 000 hommes occupait Wolkowisk; plus au sud encore une armée de réserve se formait sous Tormasof à Lutsk, en Wolhynie, en face de Schwartzemberg. L'amiral Tchitchakof, avec les troupes

1. Le corps auxiliaire prussien mis par Frédéric-Guillaume III à la disposition de Napoléon comptait 22,000 hommes ayant pour chef le général York; il devait opérer en Courlande, à l'extrême gauche de la grande armée, sous la direction du maréchal Macdonald; le corps auxiliaire autrichien, fort de 30,000 hommes et commandé par le feld-maréchal prince de Schwartzemberg, opérait à l'extrême droite, en Galicie. Schwartzemberg (Charles-Philippe), né à Vienne en 1771, mourut en 1819. Il était ambassadeur d'Autriche à Paris à l'époque du mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

rendues disponibles par la paix conclue avec les Turcs, devait venir le rejoindre. La ligne des Russes avait une étendue de soixante lieues.

Passage du Niémen ; entrée à Vilna (25-28 juin) ; **Napoléon et les Polonais.** — Napoléon résolut de la couper. Pendant qu'à l'extrême gauche Macdonald refoulera Wittgenstein, qu'à l'extrême droite Schwartzemberg contiendra Tormasof, l'empereur attaquera Vilna pour séparer en deux l'armée ennemie. Il rejettera Barclay de Tolly au nord, sur la Dwina et le camp de Drissa. Pendant ce temps ses lieutenants refouleront Bagration à l'est, vers les marais de la Bérézina, ou ceux de Minsk.

Le 25 juin au matin, l'armée française, sortant de la forêt de Pilwisky, traverse le Niémen à Kowno. Les troupes forment trois colonnes ; elles descendent des hauteurs en serpentant, traversent les ponts et se perdent dans l'éloignement. Les casques, les sabres, les baïonnettes brillent au soleil. Les soldats saluent Napoléon des cris de « Vive l'empereur ! » Aucun ennemi ne paraît. Mais le jour même un orage épouvantable fait périr plusieurs milliers de chevaux. On franchit la Wilia, on traverse Zismory, Jewes, Riconty. Le 28 juin on entre à *Vilna;* le czar et Barclay de Tolly s'étaient retirés au nord, à Drissa.

Vilna était la capitale de l'ancienne Lithuanie. Les populations, polonaises de cœur et de langage, accueillaient avec joie les Français. La diète du grand-duché de Varsovie envoya une adresse à Napoléon. « Que l'empereur, disait-elle, prononce ces simples paroles: Le royaume de Pologne existe, et il existera ! » Napoléon fit une réponse évasive. Il craignait de mécontenter l'Autriche ; il ne voulait pas s'enlever la possibilité de traiter avec la Russie, bien qu'en ce moment même il rejetât les propositions de négocier apportées à Vilna par M. de Balachof, ministre de la police d'Alexandre. Il se contenta d'établir des gouvernements provisoires dans les quatre provinces de Vilna, Minsk, Grodno, Byalystock. Dès lors l'enthousiasme des Lithuaniens se refroidit. Ils hésitèrent à se compromettre en soutenant les Français contre le czar, dont ils pouvaient redevenir les sujets; ils étaient d'ailleurs maltraités par l'armée, qui, manquant de vivres, dévastait tout.

Les Russes reculent dans l'intérieur. — Jusqu'ici le plan de Napoléon avait réussi. Le 15 juillet, Wittgenstein et Barclay de Tolly étaient rejetés sur la rive droite de la Dwina, vers

Drissa. Bagration se trouvait bien loin au sud, à Myr. L'armée russe était coupée en deux masses séparées l'une de l'autre par les Français établis entre la Dwina et le Dniéper.

Pour rejoindre Barclay de Tolly, Bagration devait passer dans cet intervalle; il fallait qu'il franchît la Bérézina et le Dniéper pour s'échapper par le nord-est. Napoléon chargea Davout de marcher sur Minsk et de barrer le passage au nord à Bagration, tandis que Jérôme, venu de Grodno, le lui barrerait au sud. Pris entre deux ennemis et la Bérézina, Bagration serait obligé de mettre bas les armes au bord de cette rivière, vers les marais de Bobruisk ; ou, s'il réussissait à la passer, il serait acculé au Dniéper, et là, cerné par Davout, qui descendrait le fleuve d'Orcha vers Mohilew, pendant que le roi de Westphalie le remonterait de Staroï-Bychow vers le même point. Tandis que Davout et Jérôme opéreraient ainsi à droite, Napoléon et le prince Eugène, au centre, marcheraient sur Witepsk; Murat, Oudinot et Ney, à gauche contiendraient Barclay de Tolly dans Drissa.

Ce plan ne réussit pas. Jérôme, irrité de se voir subordonné à Davout, retourna en Westphalie. Ses troupes, restées sans chef, demeurèrent en arrière. Bagration, ayant voulu passer le Dniéper au pont de Mohilew, fut repoussé par Davout (23 juillet) ; il rétrograda vers le sud, passa le fleuve à Staroï-Bychow et se déroba au danger en faisant un immense détour au nord-est pour se rapprocher de Barclay de Tolly.

Occupation de Witepsk (28 juillet). — Du moins Napoléon espérait couper à Barclay de Tolly la route de Moscou. Ce général se trouvant à Drissa sur la rive droite de la Dwina, il fallait pour y parvenir remonter rapidement la rive gauche de ce fleuve et venir occuper avant lui Beszenkowiczi, point de jonction des deux routes de Drissa et de Vilna à Witepsk. Ce projet échoua encore. Quand l'empereur, parti de Vilna le 16 juillet, après avoir traversé Swentziani, Glubokoë, Kamen, arriva devant Beszenkowiczi, déjà Barclay de Tolly, informé du péril qu'il courait, avait dépassé ce point et gagné Witepsk. Après un sanglant combat près d'*Ostrowno* (25-26 juillet), le 27, au sortir d'une grande forêt, on arriva devant *Witepsk.*

L'armée russe commandée par Barclay de Tolly était en position en avant de cette ville, sur la rive gauche de la Dwina les deux ailes appuyées au fleuve, le front couvert par le ruisseau de *Luczissa.* Il y eut le jour même un engagement très vif, dans lequel 200 voltigeurs du 9e de ligne, tous Parisiens,

enveloppés au bord du Dniéper, à la gauche de l'armée, par les lanciers de la garde russe, les mirent en fuite à coups de fusil et arrachèrent un cri d'admiration à l'empereur. Napoléon comptait pour le lendemain sur une bataille. Pourtant au lever du soleil, tout avait disparu. Witepsk était déserte : on n'y trouva que des marchands juifs. Barclay de Tolly avait battu en retraite pendant la nuit pour aller au-devant de Bagration (28 juillet).

Ainsi aucun résultat n'était obtenu. Fallait-il poursuivre sans fin cette marche décevante ? La chaleur était étouffante, la saison avancée, la discipline relâchée dans cette armée composée de tant de nations. Réduits à se nourrir de seigle bouilli, les soldats étaient atteints de la dysenterie ou se dispersaient pour piller dans les villages. De l'Oder à la Dwina, sans combattre, les Bavarois avaient été réduits par la dysenterie et le typhus de 22,000 à 11,000. Les soldats, « troublés par une vague inquiétude, marchaient à travers la morne uniformité de ces vastes et silencieuses forêts de noirs sapins. Ils se traînaient le long de ces grands arbres nus et dépouillés jusqu'à leurs cimes, et s'effrayaient de leur faiblesse au milieu de cette immensité. Alors ils se formaient des idées sinistres et bizarres sur la géographie de ces contrées inconnues, et, saisis d'une secrète horreur, ils hésitaient à s'enfoncer plus avant dans d'aussi vastes solitudes. » (*M. de Ségur.*)

Comprenant le danger de sa position, l'empereur résolut de s'arrêter : « La première campagne de Russie est finie, disait-il à Murat : plantons ici nos aigles. 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Pétersbourg. La guerre de Russie est une guerre de trois ans .» Et il ajoutait : « Nous ne ferons pas la folie de Charles XII. » Bientôt pourtant l'impatience le prit. Obsédé d'une idée fixe, fiévreusement penché sur la carte, ou parcourant à grands pas ses appartements, il passait d'un objet à un autre sans pouvoir s'arrêter à rien. Enfin le désir d'atteindre Moscou l'emporta. Le 13 août, l'armée quitta Witepsk ; elle y avait demeuré quinze jours. Pendant ce temps, Barclay de Tolly et Bagration s'étaient réunis vers Smolensk. Oudinot avait battu Wittgenstein à *Drissa*, sur la Dwina ; Murat, de son côté, avait été vainqueur en avant de Smolensk, à *Souraïge ;* mais Sébastiani avait été battu à *Inkovo,* sur le Dniéper.

Prise de Smolensk (17-18 août).—Napoléon a formé un nouveau projet. Les Russes sont établis entre la Dwina et le Dniéper, perpendiculairement à ces deux fleuves. L'empereur est

décidé à défiler devant leur front de bataille, à quitter sa ligne d'opérations de Witepsk, pour prendre celle d'Orcha, et à se jeter avec 185,000 hommes sur la gauche du Dniéper et de l'armée ennemie. Couvert par le fleuve, il la dépassera ; c'est dans Smolensk qu'il veut la prévenir. S'il réussit, il aura séparé les Russes de Moscou, de tout le centre et du midi de l'empire ; ils seront relégués dans le nord. Il aura effectué dans Smolensk, contre Bagration et Barclay réunis, ce qu'il a tenté vainement à Witepsk contre Barclay seul.

Les Russes ne s'aperçurent point d'abord de ce mouvement. Mais quand les Français, après avoir franchi le Dniéper et traversé Rassasna, Liady, Krasnoë, eurent rencontré devant eux la division Neweroskoï, ce général se replia sur Smolensk, en opposant une résistance opiniâtre aux cavaliers de Murat. Le 16 août, on arrive en vue de *Smolensk* par la rive gauche, et l'on aperçoit sur l'autre rive du fleuve, au nord, d'épaisses colonnes qui approchent en toute hâte. C'est Barclay de Tolly ; avec 120,000 hommes, il vient défendre Smolensk : il va livrer bataille. « Enfin, je les tiens ! » s'écrie Napoléon.

Le 17 août au matin, son espérance est encore trompée. Les Russes sont en pleine retraite sur la route de Moscou, et l'on est séparé d'eux par le fleuve ! Il faut s'emparer de Smolensk et de ses ponts. Ney, Davout, Lobau, Poniatowski, s'élancent à l'assaut. Les faubourgs sont enlevés. Les remparts tiennent bon ; l'artillerie russe crible nos soldats de mitraille ; un seul boulet tue vingt-deux hommes. Murat, qui vient de supplier l'empereur de s'arrêter dans cette téméraire invasion, désespéré de n'avoir rien obtenu, essaye de se faire tuer..... La nuit est venue ; des gerbes de flammes jaillissent au-dessus de la ville. Silencieuse, l'armée française, du haut des collines qu'elle occupe, assiste à cet incendie ; Napoléon le contemple inquiet et stupéfait. Avant d'évacuer Smolensk, la garnison y a mis le feu pour arrêter les Français et retarder leur poursuite.

Au sortir de la ville, les Russes n'avaient pas pris immédiatement la route de Moscou, qui longeait le Dniéper et pouvait être balayée par les batteries françaises placées sur la rive gauche ; ils avaient fait un détour au nord pour rejoindre cette route plus à l'est, à *Valoutina*. Napoléon charge Ney d'attaquer de front le plateau de Valoutina, tandis qu'à sa droite Junot avec les Westphaliens, tournant la gauche de l'ennemi par les marais qui bordent le Dniéper, doit couper la retraite aux

Russes. Junot, malade et hésitant, n'exécuta point le mouvement prescrit. Ney franchit la Kolowdnia et chassa l'ennemi de Valoutina après une lutte épouvantable. La division Gudin avait perdu son chef, tué par un boulet, et qui fut enseveli dans la citadelle de Smolensk. Napoléon, quelque habitué qu'il fût à ces sortes de spectacles, fut impressionné par la vue des cadavres, amoncelés sur ce champ de carnage, où il était venu distribuer des récompenses aux soldats (19-20 août).

Fallait-il s'arrêter à Smolensk, marcher sur Kiew au sud, Pétersbourg au nord, Moscou à l'est? Smolensk était encombré de blessés. Animés d'un patriotisme indomptable, les habitants s'enfuyaient à l'approche des Français, en détruisant leurs provisions. De Smolensk à Moscou il y a quatre-vingt-treize lieues. L'automne approchait. Berthier, Caulaincourt, Lobau, supplièrent encore Napoléon de ne point avancer davantage en laissant sur ses flancs des armées ennemies. L'empereur ne voulut rien écouter. Il venait d'apprendre que sur sa gauche, le 17 août, Saint-Cyr avait battu Wittgenstein à *Polotsk;* il le nomma maréchal de France et donna l'ordre de reprendre la marche en avant.

Bataille de la Moscowa (7 septembre). — Le 20 août, l'armée quitta Smolensk, poussant les Russes en retraite sur Moscou. Napoléon avait avec lui 155,000 hommes. Il laissait en arrière Macdonald pour contenir Essen à Riga, Oudinot et Saint-Cyr pour arrêter Wittgenstein devant Polotsk, sur le flanc gauche de la grande armée ; Victor, Schwartzemberg, Reynier, Dombroswki, pour tenir en respect Hœrtel devant Bobruisk et Tchitchakof en Volhynie, sur son flanc droit. On traversa successivement Dorogobouge, Slawkowo, Semlewo, Viazma, Gjat, Griednewa. L'empereur était malade, l'armée épuisée de fatigue. Les deux chefs de l'avant-garde, Murat et Davout, n'étaient pas d'accord. A chaque instant il fallait refouler les arrière-gardes ennemies et les Cosaques. On demandait à un parlementaire ce qu'on trouverait entre Gjat et Moscou : « Pultawa, » répondit-il.

En effet, une grande bataille était proche. Barclay de Tolly, désirant attirer les Français le plus loin possible dans l'intérieur, reculait toujours sans combattre ; mais cette tactique fort adroite, comme la suite le prouva, exaspérait les populations abandonnées à l'invasion. L'armée russe et Bagration, lieutenant de Tolly, demandaient à grands cris la bataille. Cédant à leurs

instances, le czar confia le commandement suprême au vieux Kutusow ; celui-ci se retrancha en travers de la route de Moscou, à Borodino, sur le plateau de Ghorka.

Napoléon, arrivé le 5 septembre au monastère de Kolotskoï, vit les Russes en position au delà. En avant de leurs lignes se trouvait la redoute de *Schwardino*. Trois fois prise et reprise par le 61ᵉ de ligne, elle resta entre nos mains. Le lendemain, passant ce régiment en revue, Napoléon demanda le 3ᵉ bataillon : « Il est dans la redoute, » répondit le colonel.

Les Russes couronnaient toutes les crêtes d'un vaste plateau en forme de demi-cercle sur une étendue de deux lieues. Leur droite, appuyée au nord à la rivière de la *Moscowa*, était protégée de front jusqu'au village de *Borodino*, où passait la grand'route, par un ruisseau marécageux, la *Kolocza*, affluent de cette rivière. Leur centre s'étendait de *Borodino* et *Ghorka* jusqu'à *Semenowskoïe ;* il était protégé en avant par une redoute formidable, hérissée de canons, nommée la *grande redoute*. Leur gauche, au sud, se repliait en arrière en forme d'arc de cercle jusqu'au village et aux bois d'*Outitza*, vers la vieille route de Moscou. Bagration commandait cette gauche , Barclay de Tolly le centre et la droite. Le centre était la partie saillante de la ligne ennemie ; les deux ailes se refusaient. La Kolocza rendait la droite inabordable, mais lui interdisait l'offensive.

Le 6 se passa sans combattre : les armées se reposaient. Kutusow, accompagné des popes et des archimandrites, montrait aux Russes une image de la Vierge miraculeusement sauvée, disait-il, de l'incendie de Smolensk, et les exhortait à défendre leur religion et leur patrie. Napoléon montrait aux soldats de la vieille garde le portrait du roi de Rome, qu'il venait de recevoir de Paris.

Le 7, les Français prennent l'offensive. Pendant qu'à gauche Eugène sur la route, devant Borodino, contiendra la droite et le centre de Kutusow, notre droite refoulera la gauche des Russes sur le reste de leur armée pour l'acculer tout entière dans l'angle de la Kolocza et de la Moscowa. Poniatowki, à l'extrême droite, doit s'enfoncer dans les bois d'Outitza et fermer la retraite à l'ennemi.

A sept heures du matin, 120 pièces de canon foudroient la gauche des Russes ; 60 tirent sur le centre. Le prince Eugène attaque Borodino, s'en empare, puis est ramené. Tandis qu'il engage la lutte de front, Davout à droite attaque les redoutes qui couvrent la gauche ennemie. Un feu terrible accueille les

Français. Davout, Rapp, Compans, sont blessés. Ney s'élance au secours de Davout. Trois redoutes sont conquises. Il est midi. La gauche russe est découverte ; Murat se jette sur elle avec ses cavaliers. Alors la seconde ligne des Russes vient au secours de la première. Leurs cuirassiers obligent les Français à reculer. Ney ramène son infanterie à la charge et, soutenu par Murat, rejette définitivement l'ennemi sur la hauteur de Semenowskoïe, où la gauche de Kutusow se lie à son centre. Il faut enlever cette position. Ney, Murat, Friant, Latour-Maubourg s'en emparent. Kutusow, qui comprend que la bataille est perdue définitivement pour lui s'ils en restent les maîtres, envoie au secours de Bagration toutes ses réserves. Pour repousser ce choc formidable, Murat fait demander la jeune garde.

Napoléon envoie, non la jeune garde, mais l'artillerie de réserve, au secours de Ney et de Murat. Les 80 canons de Lauriston couronnent les hauteurs; la cavalerie des Russes est broyée par leur feu. Leur infanterie s'avance ; sillonnée par les boulets, ouverte par d'affreuses trouées, elle s'arrête, et se laisse écraser pendant deux heures sans bouger de place. Bagration est frappé à mort. Enfin Ney et Murat refoulent l'ennemi.

Ainsi à deux heures, la droite française, après avoir à moitié détruit la gauche russe, est sur le flanc de l'ennemi, dont elle voit l'intérieur et les derrières abandonnés. Il faut s'élancer pour lui couper la retraite. Mais, pour cela, des renforts sont nécessaires. Que la garde donne, et Kutusow est perdu. Belliard vient encore la demander à l'empereur. Napoléon refuse : « S'il y a une seconde bataille demain, s'écrie-t-il, avec quoi la livrerai-je ? » Murat et Ney sont désespérés.

Il ne faut plus songer dès lors à détruire l'armée russe. Pour la chasser du champ de bataille, il reste à lui enlever la grande redoute. L'infanterie d'Eugène Beauharnais, qui s'en est emparée une première fois le matin sans pouvoir s'y maintenir, l'attaque de front; Murat, à droite, appelle à lui une division de cuirassiers. Son général, Montbrun, était tué; Caulaincourt, frère du duc de Vicence, le remplace. Murat lui montre la redoute : à lui de trouer la gauche ennemie au point où elle s'y appuie, de se rabattre à gauche sur cette redoute et de l'enlever. Les cuirassiers s'élancent; Caulaincourt est tué d'une balle; la redoute est conquise. L'infanterie d'Eugène, qui l'attaquait de front, voit son feu s'éteindre et briller sur le

mamelon les casques et les sabres de nos cavaliers. Le 9e de ligne accourt sur les hauteurs et fusille au passage la garde à cheval russe, qui chargeait nos cuirassiers et nos carabiniers. Toute l'armée s'avance en ligne brisée, enveloppant l'armée russe dans un angle de feu. Il est trois heures et demie.

Jusqu'au soir l'armée russe se retira lentement, mutilée, mais en ordre. « Puisqu'ils en veulent, qu'on leur en donne ! » s'était écrié Napoléon, et l'artillerie les foudroyait sur toute la ligne. Quand la nuit descendit sur la plaine, les Russes avaient perdu 60,000 hommes, morts ou blessés, les Français 30,000, dont 43 généraux. On avait fait à peine 800 prisonniers. La nuit et la journée du lendemain furent affreuses. Le ciel était gris, une pluie froide tombait. Les blessés poussaient des gémissements plaintifs, les redoutes étaient jonchées de cadavres.

Napoléon à Moscou (14 septembre). — Poussant devant eux l'ennemi, les Français continuèrent leur marche. Après avoir traversé Mojaïsk et Krimskoïe, notre avant-garde arriva le 14 septembre sur le mont du Salut et découvrit la ville sainte. Les 295 églises de Moscou étincelaient au soleil dans le lointain, avec leurs terrasses et leurs clochers garnis de flèches et de globes d'or. 1,500 palais, et surtout le Kremlin, vaste forteresse triangulaire d'une demi-lieue de tour, éblouissaient les regards. L'armée cria : « Moscou ! » comme les marins crient : « Terre ! »

Alexandre était venu quelques jours plus tôt dans cette capitale : les marchands lui avaient donné 2 milllions de roubles ; les propriétaires nobles, un serf sur dix. Kutusow, arrivé après la bataille de la Moscowa, avait déclaré qu'il était victorieux, et que, de concert avec le gouverneur Rostopchine, il défendrait la ville jusqu'à la mort. Il ne tint pas cette promesse. Quand les Français entrèrent dans Moscou, ils la trouvèrent à peu près déserte. Pendant que l'empereur prenait possession du Kremlin, l'infatigable Murat, traversant la ville sans s'arrêter, faisait charger les Cosaques en retraite. Par son ordre, « les feux, dont il semblait menacer l'Asie, mais qui ne devaient plus s'arrêter qu'aux rives de la Seine, recommencèrent. »

Incendie de Moscou (15-20 septembre). — En entrant à Moscou, Napoléon avait envoyé au czar une lettre contenant des propositions de paix. Le lendemain, dans la nuit du 15 au 16 septembre, les Français sont réveillés brusquement par une clarté extraordinaire ; l'ouest et le nord de la ville flambaient ; les palais, illuminés de reflets sinistres, s'écroulent ; les flam-

mèches, poussées par le vent, arrivent sur les toits du Kremlin. Moscou n'est plus qu'un immense brasier. Les flammes convergent vers le Kremlin, comme pour l'environner d'un cercle de feu... Avant de quitter la ville, le gouverneur Rostopchine a mis en liberté les malfaiteurs. Il leur a fait promettre de racheter leurs crimes en chassant les Français de leur conquête. Ils ont tenu parole : guidés par la police, ils ont mis le feu à toutes les rues.

Napoléon, supplié par Berthier, Eugène et Murat de sortir de la ville, s'y refuse d'abord. Tout à coup retentit un cri terrible : « Le feu est au Kremlin ! » L'empereur sort de ce palais avec sa garde pour gagner le château de Petrowski, à une lieue de la ville, sur la route de Pétersbourg. Il est obligé de passer au travers du pétillement des brasiers, au bruit du craquement des voûtes, de la chute des poutres brûlantes et des toits de fer ardent qui croulaient autour de lui. « Nous marchions, ajoute un témoin, sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu ! » Pendant toute la journée du 17, Moscou offrit l'image d'une trombe de flammes. » « Ceci nous présage de grands malheurs ! » disait Napoléon. Par la prise de Moscou, l'empereur avait cru obliger les Russes à la paix ; et maintenant cette vieille capitale, cette ville sainte, ils la brûlaient eux-mêmes pour chasser l'envahisseur !

Retraite des Français (19 octobre). — Napoléon resta cinq semaines à Moscou. A moitié brûlée et mise au pillage, cette ville n'offrait plus aucune ressource. L'automne était arrivé : le temps devenait froid ; on était à six cents lieues de Paris. Le czar ne répondait point aux ouvertures de paix de l'empereur. Le général Lauriston, chargé d'une lettre pour Alexandre, n'avait pu dépasser les avant-postes. Les généraux russes avaient conclu un armistice, mais ils ne voulaient que gagner du temps. Kutusow, arrêté sur notre flanc gauche au sud-ouest, recevait de nombreux renforts. Napoléon eut l'idée de marcher sur Pétersbourg. Il dut renoncer à ce projet impraticable. Rempli d'anxiété, l'empereur passait les nuits à discuter avec le comte Daru et avec les maréchaux. Battre en retraite, n'était-ce pas s'avouer vaincu? Notre premier pas en arrière ne serait-il point pour l'Europe le signal de l'insurrection? « Lorsqu'on s'est trompé, disait Napoléon, il faut persévérer : cela donne raison. »

Enfin, la première neige parut ; les Russes rompirent l'armistice, et Murat, attaqué à *Winkowo*, le 18 octobre, par Kutusow et Bagawout, perdit 4,000 hommes. Dès lors l'empe-

reur n'hésite plus. Le 19 il abandonne Moscou pour regagner Smolensk par la route de Kalouga. L'armée comptait encore 100,000 combattants, 550 canons, 2,000 voitures d'artillerie. Derrière venaient une multitude d'hommes sans armes, des caissons, des chariots, des calèches, jusqu'à des brouettes chargées de butin et traînées par des maraudeurs.

Bataille de Malo-Jaroslawetz (24-25 octobre). — Le 25 octobre au matin, Napoléon arrive à Malo-Jaroslawetz. Avant d'y entrer, il dut mettre l'épée à la main avec son escorte pour se défendre contre les Cosaques qui avaient franchi à gué la rivière de Louja et traversé l'armée française de part en part dans l'espoir de piller ses bagages. A Malo-Jaroslawetz, l'empereur avait été précédé par l'armée d'Italie. Arrivé dans cette ville le 23 au soir, Eugène y a été attaqué par l'ennemi. Les Russes nous ont prévenus ! On s'est battu toute la journée du 24. 18,000 Italiens et Français ont repoussé 50,000 Russes ; mais on a perdu 4,000 hommes. Si l'on est maître de la ville et de la plaine qui s'étend sur l'autre rive, Kutusow est toujours là, un peu en arrière, sur le plateau. Établi à l'entrée des forêts, il nous barre le passage ; il garde à la fois la route de Kalouga au sud-ouest, celle de Medyn à l'ouest. Pour les rouvrir, il faut escalader ces hauteurs boisées et culbuter les 126,000 hommes qui les gardent avec 700 pièces de canon.

Napoléon n'ose point tenter cette terrible attaque : il donne l'ordre de remonter au nord. Pour gagner Smolensk, au lieu de passer par Kalouga ou Medyn, on reprendra la route de Mojaïsk. Cette route est plus longue, il est vrai ; le pays qu'elle traverse a été ruiné par les Français pendant leur marche en avant. Et les lieutenants de Napoléon, échelonnés jusqu'au Niémen, pourront-ils garder cette ligne immense jusqu'à son arrivée contre les ennemis qu'ils ont en face d'eux ?

A Vereïa, l'empereur fut rejoint par Mortier, qui avait quitté Moscou avec l'arrière-garde, après avoir fait sauter le Kremlin.

Désorganisation de l'armée. — Le 28 octobre, on arrive à Mojaïsk. De là, par Borodino, Kolotskoï, Gjatz, Viazma, l'armée continue sa retraite, abandonnant ses blessés, ses bagages. déjà épuisée de fatigue et maltraitée par le froid. A Viazma, Davout, Ney, Eugène, Duroc, durent soutenir une lutte opiniâtre contre Miloradowitch, qui voulait leur couper la retraite.

Le 6 novembre, le ciel se couvre, et bientôt la neige tombe sans interruption. La terre disparaît et n'offre plus au regard

qu'une immense plaine blanche. Sans vivres, sans feu, les soldats se traînent frissonnants. Ceux qui tombent restent ensevelis sous la neige ; de légères éminences font seules reconnaître la place où ils sont tombés. « La route est toute parsemée de ces ondulations, comme un champ funéraire. Les plus intrépides et les plus indifférents s'affectent ; ils passent rapidement en détournant leurs regards. Mais devant eux, autour d'eux, tout est neige. Leur vue se perd dans cette immense et triste uniformité ; l'imagination s'étonne : c'est comme un grand linceul dont la nature enveloppe l'armée. » Chaque nuit, les hommes périssent par centaines autour des bivouacs. 30,000 chevaux meurent en quelques jours. Il faut abandonner les canons, les voitures. Déjà on a jeté dans le lac de Semlewo la croix d'or qui surmontait le Kremlin, et que Napoléon avait voulu transporter à Paris. Malgré les efforts du maréchal Ney, qui commande l'arrière-garde, officiers et soldats de toutes armes marchent pêle-mêle, la plupart sans fusil, semant la route de blessés et de mourants. Pourtant un espoir soutient leur courage, celui d'arriver à Smolensk, d'y trouver des vivres et du repos.

Pendant dix jours, de Viazma à Smolensk, il avait fallu faire le coup de feu contre les soldats de Kutusow, qui côtoyait le flanc gauche de la grande armée. Le prince Eugène, avec l'armée d'Italie, s'était séparé de Napoléon à Dorogobouge, pour prendre la route de Witepsk, afin de ne pas encombrer celle de Smolensk. Arrêté par le *Vop*, affluent de la rive droite du Dniéper, grossi par la neige, il dut passer à gué, en abandonnant 100 pièces de canon, et se rejeter sur Smolensk.

Du 8 au 13 novembre, les débris de la grande armée s'entassèrent dans Smolensk. On avait cru y trouver de la viande, des vêtements, des armes, des souliers, une forte position pour arrêter l'ennemi ; on n'y trouva que de l'eau-de-vie et de la farine en quantité insuffisante. S'arrêter n'était point possible. Au sud-ouest de l'armée, l'amiral Tchitchakof s'avançait à marches forcées pour se placer entre Napoléon et la frontière ; au nord-ouest, Wittgenstein et Steinheil, après deux jours de combat contre Saint-Cyr, étaient rentrés dans Polotsk, puis avaient occupé Witepsk. Victor et Saint-Cyr, qui s'étaient réunis, pourraient-ils empêcher Tchitchakof et Wittgenstein de faire leur jonction et de s'établir sur la ligne de retraite des Français ?

Les trois journées de Krasnoë (15-18 novembre) ; **Ney sauve l'arrière-garde.** — Napoléon quitta Smolensk avec Mortier, le 14 novembre, pour se diriger vers Orcha ; ses lieute-

nants Eugène, Davout, Ney, devaient le joindre successivement à un jour d'intervalle. Le soir, on atteignit Korytnia : on avait fait seulement cinq lieues. Le 15, on se dirigea vers Krasnoë, à la même distance. Au moment d'y parvenir, on se trouve brusquement arrêté ; une ligne noire de Cosaques s'étend en travers de la route et barre le passage. Kutusow a dépassé Napoléon ! Il est établi sur le flanc gauche des Français. Toutefois quelques coups de fusil suffisent. Les Cosaques prennent la fuite. Le général moscovite n'ose affronter les débris de la grande armée. Ses troupes, placées sur les hauteurs, se contentent de balayer la route à coups de canon. Napoléon passe devant elles, au milieu des grenadiers de sa garde. Sous les boulets qui trouent leurs rangs, ces vieux soldats restent impassibles et se serrent autour de leur chef. Leur musique fait entendre l'air si connu : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille?* « Non ! crie Napoléon aux musiciens, avec un geste brusque ; jouez plutôt *Veillons au salut de l'empire !* »

Quand la garde eut atteint Krasnoë, les Russes, sous la conduite de Miloradowitch, descendirent en travers de la route, pour séparer Napoléon de ses lieutenants restés à Smolensk. Le prince Eugène arrive en sa présence le lendemain 16. Plusieurs milliers de soldats débandés qui marchent devant lui, sommés de mettre bas les armes, se firent massacrer plutôt que de se rendre. Eugène essaya de prendre d'assaut la position des Russes. Ses colonnes d'attaque furent broyées par le canon. Il profita de la nuit pour échapper à l'ennemi. Laissant ses feux allumés, il s'écarta du grand chemin sur la droite et côtoya en silence, à travers champs, la position de Miloradowitch. Le 17 au matin il rejoignit Napoléon à Krasnoë.

L'empereur ne voulut point partir encore. Au lieu de marcher sur Maliewo et Orcha, où les Russes peuvent aller en avant lui fermer le passage du Dniéper, il range sa garde en bataille et tient ferme pour donner à Davout et Ney le temps d'arriver. Devant, derrière, à droite, au sud, à l'est, à l'ouest, les masses russes enveloppent cette poignée de vétérans. Un seul côté reste libre, celui du nord, dans la direction du Dniéper. Toute la journée du 17, l'artillerie ennemie écrase les Français de ses feux. Enfin Davout paraît ; ses soldats ont, comme ceux d'Eugène, évité par un long détour à droite l'armée ennemie. Ney seul n'est point arrivé. Mais on ne peut l'attendre davantage. Si l'on ne se retire à la hâte, toute l'armée périra. Il faut gagner le Dniéper, la Bérézina, la Pologne... Et,

désespérés de laisser entre les mains des Russes le héros de la Moscowa mort ou captif, les Français se retirent sur Liady, pour atteindre le 18 Dombrowna, où le dégel commence. Puis ils repassent le Dniéper à Orcha.

Cependant Ney est parti de Smolensk le 17 novembre. Le 18, à Katowa, il a trouvé devant lui, sur un plateau, barrant la route, 80,000 hommes. Ses forces ne s'élevaient qu'à 7,000 soldats armés, avec un nombre égal d'hommes sans armes. Sommé de se rendre, pour toute réponse il ordonne l'attaque. Deux fois il est repoussé; la nuit est venue. Alors il ordonne la retraite vers la Russie, vers Smolensk! Il tourne le dos à Napoléon! Mais bientôt il fait fouiller les ravins. On découvre sous la neige le lit d'un ruisseau. On le descend vers le nord, jusqu'à l'endroit où il atteint le Dniéper. On abandonne les canons; on s'engage sur la surface gelée du fleuve; la glace craque, parfois s'enfonce. On passe un à un, en enjambant les crevasses; quelques voitures de blessés essayent de suivre, mais au milieu le fleuve s'entr'ouvre et les engloutit. Le 19, au matin, on est sur la rive droite du Dniéper. On s'avance dans les forêts, en abattant à coups de fusil les Cosaques qui rôdent comme des oiseaux de proie autour de nos malheureux débris. Dans la nuit du 20 au 21 on rejoint l'empereur.

La joie de Napoléon fut vive en revoyant le maréchal Ney. « J'aurais donné trois cents millions de mon trésor, s'écria-t-il, pour racheter la perte d'un tel homme. »

Passage de la Bérézina (25-29 novembre). — Le 21 novembre, l'armée se trouve réunie. Depuis Moscou, elle a perdu 500 canons, 31 aigles, 27 généraux, 40,000 prisonniers, 60,000 morts; il ne reste que 40,000 hommes sans armes et 8,000 soldats armés. A travers d'immenses forêts, sur un sol changé par le dégel en une boue épaisse, on se hâte vers la Bérézina.

Il est trop tard. Dombrowski gardait au sud Minsk, sur le flanc gauche de l'armée; Oudinot au nord protégeait son flanc droit. Dombrowski, écrasé par le nombre, a été chassé de Minsk et rejeté par Tchitchakof à l'est de la Bérézina, sur la route par laquelle arrive Napoléon. Oudinot l'a rejoint, il est vrai, et à eux deux ils comptent 20,000 hommes. Mais Wittgenstein, accouru du nord à la suite d'Oudinot, va nous attaquer sur la rive gauche. Tchitchakof a brûlé le pont de Borizow; il borde la rive droite de la Bérézina et barre le passage. La Bérézina est un lac de glaçons mouvants. Comment et où le franchir sous le feu de l'ennemi?

Napoléon brûle ses papiers et les drapeaux des régiments. Avec les officiers de cavalerie encore montés, il forme l'*escadron sacré*, qui compte 500 chevaux : Grouchy en est le chef; les généraux y servent comme capitaines. Le 24, on rejoint Oudinot et Dombrowski, au bord de la Bérézina. Le général Corbineau indique un gué, à Studzianka. C'est là qu'il faut construire des ponts. On fait une démonstration plus au sud, à Borizow, comme pour y franchir le fleuve, afin de détourner de ce côté l'attention de l'ennemi.

Dans la nuit du 25 au 26, les pontonniers se mettent à l'œuvre sous la direction du général Éblé. Ils travaillent plongés dans l'eau jusqu'à la bouche, transis de froid, meurtris par les glaçons, à portée de fusil de la division russe Tchaplitz. Le jour se lève. Sans doute l'ennemi va écraser nos pontonniers sous ses boulets! Loin d'attaquer, Tchaplitz se retire; Tchitchakof, trompé par nos démonstrations, le rappelle vers Borizow! « Voilà donc encore mon étoile ! » s'écrie l'empereur. Les Français étaient sauvés. L'ennemi en face duquel ils se trouvaient s'éloignait d'eux pour aller les arrêter au sud.

Le 26 et le 27 Oudinot et Dombrowski, puis l'empereur, Davout, Ney, la garde, franchirent la Bérézina. Victor restait sur la rive gauche à Studzianka. La division Partouneaux était demeurée à Borizow pour tromper l'ennemi jusqu'au bout. Dans la nuit du 27 au 28 elle fut attaquée à l'est par les Cosaques de Platow, qui précédaient Kutusow depuis Orcha. En même temps Wittgenstein, accourant du nord, la séparait de Studzianka. A l'ouest, les troupes légères de Tchitchakof, passant le fleuve sur les restes du pont de Borizow, l'assaillent à leur tour. Pris entre la Bérézina et trois corps ennemis, réduit à 2,000 hommes, acculé sur un étang dont la glace s'entr'ouvre, Partouneaux met bas les armes.

Le 28 au matin, les Russes, enfin détrompés, accourent par les deux rives à Studzianka. Ils veulent s'emparer des ponts et jeter les Français dans le fleuve. Sur la rive droite, Napoléon, Oudinot, Ney, Dombrowski, Doumerc, avec 13,000 hommes, contiennent les 27,000 soldats de Tchitchakof. Sur la rive gauche, avec 6,000 hommes armés, Victor tient tête aux 40,000 soldats de Wittgenstein ; le soir seulement il passe le fleuve. Alors la multitude des hommes sans armes, des blessés, des malades, des enfants, des femmes, qui n'a point voulu quitter les feux de bivouac, se précipite sur les ponts, au milieu des voitures qui se brisent, des chevaux qui se cabrent. Ces mal-

heureux se heurtent, s'écrasent, se noient, sont broyés par les obus. Ces scènes affreuses durèrent toute la journée du 28 et la nuit suivante. Le 29 au matin, Éblé met le feu aux ponts pour arrêter Wittgenstein. Tous ceux qui n'avaient point passé périrent ou demeurèrent prisonniers.

Napoléon quitte l'armée (5 décembre). — La grande armée précipita sa marche vers Zembin. Elle ne comptait plus que 60,000 hommes, qui marchaient pêle-mêle, la plupart sans armes. Le 4 décembre, à Bienitza, le thermomètre descendit à 26 degrés au-dessous de zéro. Les hommes mouraient de froid et de faim par milliers. Ney, avec le général Maison et une poignée d'hommes intrépides, contenait à l'arrière-garde les Cosaques de Platow et les colonnes de Wittgenstein. A Smorgoni, le 5 décembre, Napoléon écrivit le 29e bulletin, le premier par lequel la France ait pu soupçonner l'étendue du désastre[1]. Le soir de ce jour, l'empereur laissa le commandement de l'armée au roi de Naples et partit pour Paris avec Daru, Caulaincourt, Lobau, le capitaine polonais Wonsowitch et son mameluk Rustan.

Désastre de Vilna; retour en Pologne (9-13 décembre). — Le départ de Napoléon acheva la désorganisation de l'armée. Dès lors la vieille garde elle-même, n'ayant plus à veiller sur son chef, se débande. Le 6 décembre « le ciel se montra plus terrible encore; les oiseaux tombèrent roidis et gelés; l'atmosphère était immobile et muette; il semblait que tout ce qu'il y avait de mouvement et de vie dans la nature, que le vent même, fût atteint, enchaîné et comme glacé par une mort universelle. »

Enfin, le 9 décembre, les débris de la grande armée, réduits à 40,000 hommes, arrivèrent à Vilna par 28 degrés de froid. La ville renfermait des approvisionnements immenses. Les administrateurs, pour obliger les soldats à rentrer dans les rangs, ne voulurent faire de distribution qu'aux corps organisés. De malheureux affamés moururent d'inanition devant ces amas de vivres, dont les Russes s'emparèrent le lendemain. Le 10 décembre, en effet, le canon tonne. La résistance est impossible. En trois jours, sans avoir vu l'ennemi, la division Loison, venue à la rencontre de l'armée, de Smolensk à Smorgoni, a été réduite par le froid de 15,000 hommes à 3,800.

Tout ce qui peut marcher encore fuit de Vilna sur le Niémen, tandis que les Russes entrent dans la ville. 20,000 hommes

1. « Les chevaux mouraient par milliers, » disait ce bulletin (il n'était pas question des hommes). Il se terminait ainsi : » La santé de Sa Majesté l'Empereur et Roi n'a jamais été meilleure. »

blessés, malades, parmi lesquels 300 officiers et 7 généraux, tombent au pouvoir des Russes. Les juifs dépouillaient les blessés et les jetaient nus par les fenêtres sur le passage des Cosaques, qui les massacraient. Au sortir de Vilna, les fourgons et les voitures du grand parc ne purent réussir, malgré quinze heures d'efforts, à gravir le coteau de Ponari, dont la pente était convertie par le froid en « un mur de verglas. » Il fallut les abandonner. Les soldats de l'arrière-garde et les Cosaques interrompirent la lutte pour les piller pêle-mêle. Elles renfermaient le trésor de l'armée ; 10 millions disparurent.

Le 13 décembre, quarante-six jours après le départ de Moscou, on atteignit le Niémen, à Kowno. Le 14, les Russes passèrent le fleuve sur la glace. Ney, le fusil à la main, avec Heymès et Gérard, à la tête de 30,000 hommes, défendit longtemps une des portes de la ville ; puis il se replia sur Gumbinnen. Les débris de l'armée gagnèrent Kœnigsberg, où ils remplirent les hôpitaux. Là moururent les généraux Lariboisière et Éblé.

Conspiration du général Malet (22-23 octobre 1812). — Napoléon rentre à Paris au moment où le général Malet[1] avait failli renverser en une seule nuit le gouvernement impérial. Détenu comme républicain dans une maison de santé, Malet s'en échappa dans la nuit du 22 au 23 octobre. En annonçant que l'empereur est mort et en présentant une fausse commission, émanée, disait-il, du sénat, il parvient à se faire suivre par la dixième cohorte[2], que le commandant Soulier met sous ses ordres, délivre deux autres généraux prisonniers, Lahory[3] et Guidal, arrête le ministre de la police Savary et enjoint au comte Frochot, préfet de la Seine, de préparer les appartements de l'hôtel de ville pour un gouvernement provisoire[4]. Les mem-

1. Malet (Claude-François), né à Dôle le 28 janvier 1754, soldat à seize ans, capitaine en 1789, général de brigade en 1799, se distingua à l'armée d'Italie. Ardent républicain, il forma avec le colonel Oudet la société secrète des Philadelphes pour renverser le gouvernement impérial. Dénoncé en 1807, Malet fut arrêté et emprisonné à la Force. Oudet périt le soir de Wagram, d'une mort mystérieuse. Quant à Malet, il fut transporté en 1812 dans une maison de santé.

2. Napoléon avait formé en 1812 cent cohortes de garde nationale active, prises dans le premier ban, et composées d'hommes de 20 à 26 ans, non mariés, qui ne devaient servir qu'à l'intérieur de l'empire. Le second ban comprenait les hommes de 26 à 40 ans ; le troisième, les hommes de 40 à 60 ans.

3. Lahory, né en 1766, à Gavron (Mayenne), général de brigade, ancien chef d'état-major de Moreau ; Guidal, né en 1765 à Grasse, général de brigade.

4. Frochot, qui revenait de sa maison de campagne, reçut en route de la main d'un courrier un papier où on lui disait de se hâter, et au bas duquel il y avait : *Fuit imperator* (l'empereur n'est plus). Il obéit à l'ordre de Malet. Napoléon à son retour le destitua et le remplaça par le comte de Chabrol.

bres du gouvernement provisoire indiqués par Malet étaient : Moreau (président), Garat, Destutt-Tracy, Volney, Malet, Carnot, Augereau, Bigonet, Guyot, Frochot, Lambrecht, Mathieu Montmorency, Noailles, Truguet et Jacquemont. Mais il est reconnu chez le général Hulin, commandant la place de Paris, auquel il tire un coup de pistolet. Il est arrêté et traduit devant un conseil de guerre. Le président lui demandait quels étaient ses complices : « La France entière, répondit-il, et vous-même, si j'avais réussi. » Il fut condamné à mort et fusillé dans la plaine de Grenelle, le 29 octobre, avec Lahory, Guidal et onze autres officiers, auxquels leurs juges ne pouvaient reprocher que de s'être laissé tromper.

Napoléon devait savoir à quoi s'en tenir sur la solidité de son œuvre. « Eh quoi ! disait-il au conseil d'État deux jours après son arrivée, au premier mot de ma mort, sur l'ordre d'un inconnu, des officiers mènent leurs régiments forcer les prisons, se saisir des premières autorités ! Un concierge enferme les ministres sous les guichets ! Un préfet de la capitale, à la voix de quelques soldats, se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux, tandis que l'impératrice est là, le roi de Rome, mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'État ! Un homme est-il donc tout ici ? les institutions, les serments, rien ? » (20 décembre 1812).

Au même moment, il répondait en ces termes à une adresse du sénat : « C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, c'est à l'idéologie qu'il faut attribuer tous les malheurs de la France.... C'est elle qui a amené le régime des hommes de sang, qui a proclamé le principe de l'insurrection comme un devoir, qui a adulé le peuple en l'appelant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer, qui a détruit la sainteté et le respect des lois, en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, administratives, politiques et militaires. »

« Quel spectacle, dit l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, que cette colère contre la philosophie ! Quoi ! on était allé compromettre follement en Russie l'armée française, avec l'armée française le trône impérial, et, ce qui était pis, la grandeur de la France ; on s'était gravement trompé sur la nécessité de cette guerre et sur les moyens de la soutenir ; on revenait vaincu, humilié, et c'était la philosophie qui avait tort ! » (*Thiers*.)

CHAPITRE XIV.

La coalition et la chute de l'Empire.

Soulèvement de l'Allemagne (1813). — Sixième coalition. — Campagne de Saxe. Bataille de Lutzen (2 mai 1813). — Batailles de Bautzen et de Wurtschen. Armistice de Pleswitz (20-21 mai, 5 juin). — Napoléon et M. de Metternich. Congrès de Prague. L'Autriche se joint aux coalisés (10 août 1813). — Victoire de Dresde (26-28 août). — Défaites de Kulm, de la Katzbach, Gros-Beeren, Dennewitz (août-sept.). — Batailles de Leipsick et de Hanau (16, 18, 19 et 29 oct.). — Revers en Espagne; les Arapiles (22 juillet 1812). Vittoria (21 juin 1813). — Notification de Francfort. Le corps législatif est prorogé.

L'invasion (1814). — Campagne de France, combat de Brienne; bataille de la Rothière (27 janvier-1er février 1814). Congrès de Châtillon. — Napoléon bat Blücher et l'armée de Silésie dans la vallée de la Marne, à Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps (10-15 février). — Il bat Schwartzemberg et l'armée de Bohême dans la vallée de la Seine, à Mormant et à Montereau (17-18 février). — Blücher rejeté de la Marne sur l'Aisne. Soissons capitule. Batailles de Craonne, de Laon (27 fév.-10 mars). — Bataille d'Arcis-sur-Aube (23 mars). Napoléon sur les derrières de l'ennemi. — Les coalisés marchent en masse sur Paris. Combat de Fère-Champenoise (25 mars). — L'impératrice et le roi de Rome se retirent à Blois. — Bataille et capitulation de Paris (30 mars).

M. de Talleyrand. Gouvernement provisoire. Le Sénat prononce la déchéance de l'empereur (3 avril). — Napoléon à Fontainebleau. Défection de Marmont (6 avril). — L'abdication. — Traité du 11 avril; adieux de Fontainebleau; départ pour l'île d'Elbe. — Entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai 1814).

Soulèvement de l'Allemagne (1813). — De tous les pays de l'Europe, le plus maltraité par Napoléon avait été l'Allemagne. Les armées françaises étaient restées à demeure sur le sol germanique, vivant aux dépens du pays conquis, qu'écrasaient en outre les contributions de guerre. La Prusse et l'Autriche étaient à moitié détruites : Braunau, Magdebourg, Hambourg, Dantzick, étaient occupés par des garnisons françaises. Aussi la haine contre la France était-elle vive. Dès 1806, M. de Gentz disait dans une brochure : « L'Allemagne deviendra-t-elle ce que sont devenues la Hollande, la Suisse et l'Italie ? Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui peuvent accomplir le grand œuvre de la délivrance européenne : c'est à l'Allemagne qu'il est réservé. C'est l'Allemagne qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe, c'est l'Allemagne qui doit opérer l'af-

franchissement général et restituer à la France une existence tranquille et harmonique qui la réconciliera avec tous les peuples et avec elle-même. »

Enfin arriva l'heure du soulèvement. En voyant reparaître les restes de la grande armée, qui s'entassaient dans Kœnigsberg, Elbing et Dantzick, ou se rejetaient précipitamment sur Varsovie, en entendant sur le Niémen le canon de Kütusow, les Prussiens poussaient des cris de joie. Toute l'Allemagne tressaillit. On vit les professeurs des universités quitter leurs chaires et donner rendez-vous aux étudiants sur les champs de bataille : Fichte, le disciple stoïcien de Kant, était du nombre. Lützow organisait ses *chasseurs noirs ;* Rückert composait ses *sonnets cuirassés*. En allant au combat, les soldats chantaient les chœurs d'Arndt : *Qu'est-ce que la patrie de l'Allemand?* ou la *Chanson de l'épée*, composée par Kœrner[1] au bivouac quelques heures avant sa mort : « Patrie, tu as ordonné de mourir pour toi ; nous t'obéissons. Ceux que nous aimons hériteront de la liberté payée de notre sang. Grandis, liberté allemande, grandis au-dessus de nos cadavres ! » — « Peuples, disaient les princes, soyez libres, venez à nous ! Dieu est à nos côtés, et nous affrontons l'enfer et ses alliés ! toute distinction de rang, de naissance, de pays, est bannie de nos légions ; nous sommes tous des hommes libres. » — « Allemands, disait Wittgenstein, nous vous ouvrons les rangs prussiens : vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la liberté, l'honneur et la patrie. »

Sixième coalition. — Le 30 décembre 1812, le général York, qui commandait le corps auxiliaire prussien mis par Frédéric-Guillaume III à la disposition de Napoléon au début de la guerre de Russie, avait séparé sa cause de celle des Français. Placés sous les ordres du maréchal Macdonald, les 22,000 Prussiens d'York, de Grawert, de Kleist et de Massembach avaient combattu bravement à côté de 8,000 Français et Polonais au siège de Riga. Le 19 décembre, Macdonald leva le siège de cette ville pour se replier sur le Niémen. Bien qu'ils en fussent pressés par le général russe Diébitch, les généraux prussiens ne voulurent pas abandonner Macdonald avant qu'il fût en sûreté. Ils culbutèrent même les Russes qui avaient voulu leur barrer le passage à *Kelus*, à *Piklupenen* et à *Tilsitt* (27-28 dé-

1. Théodore Kœrner, né à Dresde, en 1791, s'engagea en 1813 dans les chasseurs de Lützow, et fut blessé à mort le 26 août 1813.

cembre). Mais alors York couclut de son autorité privée avec Diébitch la convention de *Taurogen*, stipulant la neutralité de ses soldats. Le roi de Prusse désavoua d'abord cette convention. Murat, découvert sur sa gauche, n'en fut pas moins obligé de quitter Kœnigsberg pour Elbing (3 janvier 1813), puis Elbing pour Posen. Arrivé là le 14 janvier, il abandonna l'armée, pour retourner à Naples, après avoir transmis le commandement à Eugène Beauharnais.

Celui-ci se vit bientôt dans la nécessité de quitter Posen. L'Autriche avait été, comme la Prusse, obligée de fournir à Napoléon un corps auxiliaire pour l'invasion de la Russie. Dégagée de la pression française par le désastre de Moscou, elle résolut de rentrer dans la neutralité. Le prince de Schwartzemberg avait jusqu'au 22 janvier, par une lente retraite, protégé le flanc droit de la grande armée et couvert Varsovie. Il reçut l'ordre de repasser la frontière autrichienne ; il l'exécuta le 8 février, après avoir sauvé par ce retard les Polonais, les Français et les Saxons, qui, sous les ordres de Reynier et de Poniatowski, accompagnaient son corps d'armée.

Ne pouvant plus compter sur les Autrichiens, pressé de front par les Russes supérieurs en nombre, craignant l'insurrection sur ses derrières, Eugène recula de Posen sur Berlin. Le 4 mars il évacua Berlin. Le lendemain, il était sur l'Elbe. Là seulement s'arrêta la retraite. Douze jours plus tard, la Prusse déclara officiellement la guerre à la France (17 mars).

Les alliés franchirent l'Elbe aux deux extrémités, débordant ainsi les deux ailes du prince Eugène. Au nord, Hambourg avait reçu les Russes comme des libérateurs ; au sud, ils étaient entrés dans Dresde et ils s'avançaient sur Leipsick. Eugène se trouvait refoulé au confluent de la Saale et de l'Elbe. Sa gauche était appuyée à l'Elbe, sur lequel les Français occupaient Torgau, Wittemberg, Magdebourg ; sa droite, qui bordait la Saale, pouvait être tournée : c'est par là que devait venir Napoléon.

Campagne de Saxe. Bataille de Lutzen (2 mai 1813). — L'empereur arriva en Allemagne au mois d'avril avec une nouvelle armée. Trois sénatus-consultes avaient mis à sa disposition 800,000 conscrits. Même les jeunes gens qui avaient échappé jusque-là au service militaire, en fournissant successivement plusieurs remplaçants, durent entrer dans l'armée : ils formèrent les *gardes d'honneur*[1].

1. Ils devaient former un corps de cavalerie d'élite et s'équiper à leurs frais ;

Pendant que sur le bas Elbe Davout réoccupe fortement Hambourg, Napoléon arrive en Saxe. Il descend la rive gauche de la Saale, tandis que le prince Eugène la remonte pour venir se joindre à lui vers Mersebourg. Cette jonction opérée, Napoléon avait la supériorité du nombre : il pouvait opposer 200,000 combattants aux 112,000 soldats russes et prussiens. Son armée, il est vrai, était composée de conscrits, et la cavalerie lui manquait, tous ses chevaux ayant péri dans la retraite de Moscou. Le 29 avril, Ney ouvrit la campagne par le combat de *Weissenfels* en franchissant la Saale sous le feu des Russes. Le 1er mai, le maréchal Bessières[1], duc d'Istrie, fut tué par un boulet près de Weissenfels. L'empereur avait résolu de tourner l'aile droite des alliés en s'emparant de Leipsick, tandis que le corps du maréchal Ney restait immobile au sud-ouest dans la plaine de *Lutzen* pour contenir leur gauche. Les alliés, de leur côté, avaient projeté de tourner la droite des Français. Le 2 mai, au moment où Napoléon approche de Leipsick, une effroyable canonnade éclate sur ses derrières. Le gros de l'armée ennemie vient d'attaquer le maréchal Ney. Tout cède d'abord à l'élan impétueux des soldats de Blücher et de Wittgenstein ; ils s'emparent des villages de *Gross-Gorschen*, *Klein-Gorschen*, *Rahma*. Mais Napoléon ramène son armée au secours du prince de la Moscowa ; il le fait appuyer à gauche par Macdonald et Eugène, à droite par Marmont. Le village de *Kaja*, plusieurs fois pris et repris, reste au pouvoir de la jeune garde. Le czar et le roi de Prusse ordonnent la retraite : ils ont perdu 20,000 morts ou blessés, les Français 18,000. Malheureusement, comme la cavalerie manque, l'ennemi se retire en bon ordre. En quelques jours toute la rive gauche de l'Elbe est conquise. Le 8 mai, Napoléon entre à Dresde.

Batailles de Bautzen et de Wurtschen (20-21 mai) ; **armistice de Pleswitz** (5 juin). — Maître de cette ville, l'empereur poursuit les alliés sur la rive droite de l'Elbe. Avec 170,000 hommes, il rencontre 100,000 combattants derrière la Sprée, dans le camp retranché de *Bautzen*, adossés à des montagnes escarpées. Le 20 mai, Oudinot à droite, Macdonald et

au bout d'un an ils deviendraient sous-lieutenants. A la fin de 1813, le 9 octobre et le 15 novembre, deux nouveaux sénatus-consultes mirent à la disposition de Napoléon 580,000 conscrits à prendre sur toutes les classes de 1806 à 1815. Pendant la durée de l'empire, le nombre total des hommes appelés sous les drapeaux fut de 2,103,000.

1. Bessières était né à Praissac, près Cahors, en 1768.

Marmont au centre, Bertrand à gauche, franchissent la Sprée sous le feu des alliés et s'emparent de Bautzen. Refoulés derrière le ruisseau de *Bloesaer-Wasser*, les Russes et les Prussiens occupaient une position encore plus forte. A leur droite, au nord, Blücher gardait les hauteurs boisées de *Krekewitz ;* au centre, les gardes russes et prussiennes occupaient des collines en amphithéâtre, hérissées de canons, en avant de la petite ville de *Wurtschen ;* leur gauche au sud, sous Miloradowitch, devait disputer aux Français la montagne de *Tronberg*. Toutes ces positions furent cependant forcées le lendemain, et Ney, qui accourait du nord-ouest, ayant débouché vers le flanc droit de Blücher, Alexandre et Frédéric-Guillaume furent obligés à une retraite précipitée.

Le 22 mai, pendant la poursuite, le général Kirgener et le grand-maréchal Duroc[1], duc de Frioul, ami particulier de Napoléon, furent tués par le même boulet à Reichenbach. Les Français se trouvaient en Silésie, aux portes de Breslau. C'est alors que l'Autriche fit signer aux belligérants, le 5 juin, l'armistice de *Pleswitz*, qui devait durer trente-cinq jours.

Napoléon et M. de Metternich. Congrès de Prague. L'Autriche se joint aux coalisés (10 août 1813). — C'était la fiévreuse impatience de ses sujets qui avait imposé au gouvernement autrichien cette intervention. L'empereur François et M. de Metternich, son ministre, étaient plutôt favorables à Napoléon qu'aux alliés ; ils avaient une profonde antipathie pour la Prusse, et dans le vainqueur de Lutzen l'empereur d'Autriche voyait surtout un gendre. Rétablir la paix à des conditions acceptables pour les deux adversaires était le désir du cabinet de Vienne. M. de Metternich alla en personne au quartier général d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume proposer l'ouverture d'un congrès sous la médiation de l'Autriche. Les deux souverains acceptèrent sans restriction. Tout autre fut l'accueil que reçut M. de Metternich à Dresde. Napoléon lui tint un langage offensant : « J'ai rendu trois fois son trône à l'empereur François ; j'ai commis la faute d'épouser sa fille... » Et il poursuivit sur le même ton (25 juin).

On convint toutefois qu'un congrès s'ouvrirait à Prague le 5 juillet. Napoléon, qui ne voulait que gagner du temps pour augmenter son armée, en fit, sous des prétextes de forme, reculer l'ouverture au 8, puis au 12. Ce congrès ne devait pas

1. Duroc était né à Pont-à-Mousson en 1772.

s'ouvrir de tout. Il devint évident que l'empereur ne céderait sur aucun point. L'Autriche lui demandait de renoncer aux provinces illyriennes, au grand-duché de Varsovie, à Dantzick, Hambourg, Lubeck, au protectorat de la Confédération du Rhin. Il aurait conservé la Belgique, toute la rive gauche du Rhin, la Hollande, toute l'Italie ! Caulaincourt le supplia inutilement d'accepter. Poussé à bout, M. de Metternich déclara qu'on n'accorderait pas un jour au delà du 10 août pour la dénonciation de l'armistice plusieurs fois prolongé, et que si Napoléon n'adhérait pas aux propositions de l'Autriche, elle se joindrait à la coalition. Le 10 août se passa sans réponse. Le lendemain, Napoléon envoya une contre-proposition inacceptable : il consentait à l'abandon du grand-duché de Varsovie, mais à condition que le roi de Prusse renoncerait à toute la portion de ses États située à l'ouest de l'Oder, y compris Berlin, en faveur du roi de Saxe. La guerre recommença sur-le-champ.

Victoire de Dresde (26-28 août). — Quand Napoléon avait conclu l'armistice de Pleswitz, son but avait été de gagner du temps, afin de recevoir des renforts, de remonter sa cavalerie, d'exercer ses jeunes soldats ; il espérait ainsi, à la reprise des hostilités, avoir en ligne des forces supérieures. Son attente fut trompée : 300,000 Autrichiens étaient joints désormais aux Prussiens et aux Russes. Une nouvelle armée russe s'était formée en Pologne, les volontaires affluaient dans les rangs prussiens. En comptant les réserves qui assiégeaient les places de la Vistule et de l'Oder, et les troupes autrichiennes qui menaçaient l'Italie et le Tyrol, la coalition avait armé près d'un million d'hommes. Sur l'Elbe, avec moins de 250 000 combattants, Napoléon en avait en face de lui plus de 500 000 formant trois armées ; c'étaient :

1° L'*armée de Bohême*, au sud, sous les ordres du prince de Schwartzemberg, et qui comptait dans ses rangs les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse : cette armée, massée dans la vallée de l'Elbe, pouvait déboucher en Saxe par les deux rives de ce fleuve, attaquer Dresde et se placer sur la ligne de communication de Napoléon avec la France.

2° L'*armée de Silésie*, à l'est, composée de Russes et de Prussiens, sous les ordres de Blücher : elle allait s'avancer de l'Oder sur l'Elbe, vers Bautzen ;

3° L'*armée du Nord*, formée de Russes, de Prussiens, d'Allemands, de Suédois, sous les ordres de Bernadotte : elle couvrait Berlin et menaçait Torgau et Wittemberg.

L'empereur voulut prendre l'offensive en adoptant Dresde comme base d'opérations. Il ordonne à Gouvion Saint-Cyr de défendre cette ville avec 25,000 hommes contre une attaque possible de l'armée de Bohême ; il charge Oudinot de marcher sur Berlin et d'attaquer Bernadotte avec 80,000 hommes. Lui-même, avec le gros de ses forces, il s'avance vers l'est en Silésie pour accabler Blücher, le plus rapproché de ses adversaires et le plus ardent ; il l'attaque sur le Bober, le chasse de *Lowemberg*, de *Goldberg*, le refoule sur *Jauer* et s'apprête à le rejeter sur Breslau.

Mais bientôt les nouvelles alarmantes se succèdent. Schwartzemberg et les trois souverains alliés avec l'armée de Bohême, forte de 150,000 hommes, ont débouché en Saxe sur les derrières des Français par la rive gauche de l'Elbe. Le général Moreau, revenu d'Amérique à la prière d'Alexandre, aide le czar de ses conseils. Le 24 août, l'ennemi a paru devant Dresde ; le 25, il se concentre sur les hauteurs qui dominent la ville à l'ouest. Gouvion Saint-Cyr demande à grands cris des renforts.

L'empereur laisse Macdonald avec 80,000 hommes en face de Blücher. Il revient au secours de Dresde avec le reste de l'armée, la garde impériale et la réserve de cavalerie. Le 26 août, au moment où les colonnes ennemies, protégées par une formidable artillerie, se précipitent sur les faubourgs de la capitale saxonne, la vieille garde, arrivée dans la ville à marches forcées, en sort à leur rencontre et les arrête court. « L'empereur est dans Dresde ! » s'écrie Schwartzemberg, voyant les mouvements des Français. Néanmoins, ayant reçu des renforts pendant la nuit, le 27, il renouvelle son attaque. Tous ses efforts sont repoussés. A leur tour, les Français, malgré une pluie battante, prennent l'offensive. Ney et Nansouty à gauche, Marmont et Saint-Cyr au centre, Victor et Murat à droite, font tout plier. La grosse cavalerie de Murat s'élance sur le flanc gauche de l'ennemi vers la vallée de Plauen, culbute et taille en pièces plusieurs divisions autrichiennes. Le général Moreau est blessé à mort par un boulet qui lui fracasse les genoux, à côté du czar. Les coalisés ont perdu près de 30 000 hommes. Ils reprennent en toute hâte le chemin de la Bohême.

Défaites de Kulm, de la Katzbach, Gross-Beeren, Dennewitz (août-septembre). — Ce fut le dernier succès des Français. Avant la bataille de Dresde, l'empereur avait envoyé le général Vandamme avec environ 30,000 hommes occuper au-dessus de cette ville, au sud, sur l'Elbe, le camp de Pirna. Une

fois vainqueur, Napoléon ordonna à Vandamme de remonter l'Elbe, de franchir le défilé de Péterswald et d'aller, par Kulm, occuper Tœplitz, point de jonction de toutes les routes qui conduisent de Dresde en Bohême par la rive gauche de l'Elbe. Par ce mouvement, l'armée battue devant Dresde devait se trouver prise entre deux feux. Pendant qu'elle trouverait devant elle Vandamme à Kulm et à Tœplitz, elle serait pressée en arrière par Murat, Marmont et Saint-Cyr attachés à sa poursuite. Vandamme exécuta le mouvement prescrit; mais Napoléon, atteint d'un accès de fièvre, ne put veiller sur la suite des opérations. Murat et Gouvion Saint-Cyr marchèrent trop lentement. Vandamme, entré le 29 août en Bohême par Péterswald, se trouve seul à *Kulm* en présence du gros de l'armée russe, qui vient de franchir en même temps que lui les montagnes un peu plus à l'ouest, et qui lui livre une bataille acharnée. Le 30, voyant que l'ennemi reçoit à chaque instant des renforts, le général français ordonne la retraite. Serrés de près par les Russes, nos soldats remontent les pentes des montagnes de Hollendorf et de Péterswald. Tout à coup un nouvel ennemi leur barre la route : c'est le corps prussien de Kleist, qui, revenant de Dresde à la gauche des Russes, a pris de son côté le défilé de Péterswald. Une charge désespérée des cavaliers du général Corbineau ouvrit un passage à la moitié des soldats de Vandamme à travers les rangs prussiens. Tous les autres, enveloppés, furent tués ou pris avec Vandamme. Cette journée coûta aux Français 15,000 hommes et 60 pièces de canon.

Partout la fortune nous abandonnait. En revenant de Goldberg sur Dresde, Napoléon avait chargé Macdonald, avec 80,000 hommes, de combattre Blücher et l'armée de Silésie. Les pluies amenèrent le débordement des rivières. Les divisions de Macdonald, séparées par les inondations et hors d'état de se mouvoir sur un terrain détrempé, furent obligées à une retraite désastreuse. Une portion des troupes furent détruites sous les yeux du maréchal, séparé d'elle par la *Katzbach*, sans qu'il pût les secourir. Il perdit 18,000 hommes et 80 canons (26 août).

Au nord, Oudinot n'avait pas mieux réussi dans sa tentative sur Berlin. Le 18 août, il se trouvait à Baruth, à trois journées de marche de cette capitale, à la tête de 65,000 hommes commandés sous ses ordres par Reynier, Bertrand et Morand. Le 23 août, il rencontra Bernadotte et l'armée du Nord à *Gross-Beeren*. Oudinot fut battu, perdit 2,000 hommes et fut abandonné par 10,000 Bavarois ou Saxons, qui se débandèrent. Ney,

chargé de le remplacer et de reprendre l'offensive, perdit à son tour la bataille de *Dennewitz* (6 septembre) et dut rétrograder sur Torgau. Son armée était réduite par le feu de l'ennemi et par les désertions à 32,000 hommes.

Batailles de Leipsick et de Hanau (16, 18, 19 et 29 octobre 1813). — Les alliés avaient adopté pour tactique de ne livrer bataille qu'aux lieutenants de l'empereur, de refuser le combat partout où il se trouverait en personne, de reculer à son approche, pour épuiser les Français en marches et contremarches inutiles. L'automne était arrivé; les jeunes soldats de Napoléon, très braves sur les champs de bataille, n'étaient pas assez robustes pour résister à la fatigue, aux privations, à la mauvaise saison. Les défections se multipliaient ; la Bavière allait s'insurger derrière nous. Il fallait se rapprocher du Rhin, si l'on ne voulait pas être enfermé en Allemagne. Napoléon abandonna sa base d'opérations sur Dresde, pour se replier sur Leipsick, point plus rapproché d'Erfurth et de Mayence. C'est là qu'au milieu du mois d'octobre les diverses armées alliées, débouchant du sud, de l'est et du nord, se donnèrent rendez-vous pour accabler les Français.

Leipsick est situé dans une plaine immense, arrosée par trois rivières. Deux d'entre elles, l'*Elster* et la *Pleiss*, après avoir coulé à peu près parallèlement du sud au nord, la première à gauche, la seconde à droite, se réunissent au-dessus de Leipsick et arrosent le côté occidental de cette ville vers *Lindenau* pour descendre ensuite au nord jusqu'à *Mockern*, où elles changent de direction, afin d'aller se jeter à l'ouest dans la Saale entre Mersebourg et Halle. A l'est et au nord de Leipsick court la *Partha*, qui, après avoir traversé *Schœnefeld* et arrosé le côté septentrional de la ville, se jette à Mockern dans l'Elster.

C'est dans cette plaine que, le 16 octobre 1813, s'engagea la plus terrible bataille des temps modernes. Au sud de Leipsick Murat, Poniatowski, Oudinot, Mortier, Victor, Lauriston, Augereau, Latour-Maubourg, Macdonald, Sébastiani, avec 115,000 hommes, adossés à la ville, défendaient à droite *Marck-Kleeberg* sur la Pleiss, au centre *Wachau*, à gauche *Liebert-Wolkwitz*, contre les 160,000 hommes de l'armée de Bohême, commandée par Schwartzemberg, accompagné des empereurs de Russie, d'Autriche et du roi de Prusse. Du côté opposé, au nord de la ville, Marmont, à la tête de 20,000 hommes, adossé à la Partha, la gauche vers Mockern, faisait face à l'armée de Silésie,

forte de 60 000 hommes, et placée sous les ordres de Blücher. Entre les deux, vers l'ouest, le général Margaron, avec des détachements peu nombreux, gardait contre le corps autrichien de Giulay le pont de Lindenau sur l'Elster et la route de Lutzen, c'est-à-dire la ligne de communication de l'armée avec Mayence. Pendant toute la journée, malgré leur supériorité numérique, les alliés furent tenus en échec ; au nord seulement Blücher gagna du terrain. Mais au midi la cavalerie de Murat fit essuyer à l'armée de Bohême des pertes énormes. Le général autrichien de Merfeldt avait été fait prisonnier dans la bataille. Napoléon eut un entretien avec lui et le renvoya ensuite librement, en le chargeant pour les souverains coalisés de propositions de paix, qui ne furent pas écoutées.

La journée du lendemain 17 s'écoula sans combat. Des deux parts on était épuisé de fatigue, et le temps était mauvais. Du haut des clochers de Leipsick, les Français virent déboucher dans la direction de l'est et du nord-est d'épaisses colonnes : c'était l'armée du Nord, commandée par Bernadotte, et les réserves russes, accourues de Pologne sous les ordres de Bennigsen. Désormais Schwartzemberg et Blücher se trouvaient réunis par l'entrée en ligne de ces forces nouvelles. 300,000 coalisés enveloppaient l'armée française et formaient autour de Leipsick un cercle immense ouvert encore seulement dans la direction de l'ouest. Le corps du maréchal Ney, qui, reculant pas à pas devant Bernadotte, venait de rejoindre Napoléon, suffisait à peine à combler les pertes éprouvées par les Français dans la journée du 16. Nos forces étaient réduites à 150,000 hommes ; une retraite immédiate pouvait seule prévenir un désastre. Par malheur, Napoléon, enfin décidé à reculer, ne voulait le faire que lentement et sans que sa marche eût l'air d'une fuite. Il n'y avait qu'un seul pont sur l'Elster à Lindenau, à travers les longs marais qui bordent Leipsick à l'ouest. Il aurait fallu établir en cet endroit plusieurs ponts de bateaux. L'empereur se contenta d'envoyer le général Bertrand pour occuper Lutzen et le passage de la Saale, vers Naumbourg. Le gros de l'armée, pendant la nuit du 17 au 18, se replia en arrière, pour prendre autour de Leipsick des positions plus resserrées et plus fortes.

Le 18 au matin la bataille recommence. Au sud, Poniatowski, Augereau, Victor, Macdonald, défendent *Dolitz* (à droite) et *Probsteyda* (à gauche) contre Schwartzemberg ; à l'est et au nord, Ney et Marmont tiennent tête, vers *Schœnefeld*, à Bernadotte et à Blücher ; à l'ouest, Bertrand protège la route de

Lutzen et Weissenfels contre les Autrichiens de Giulay. Pendant de longues heures, toutes les attaques d'un ennemi deux fois plus nombreux se brisent contre la résistance de nos soldats. Mais tout à coup 14,000 Saxons et la cavalerie wurtembergeoise, qui, sous les ordres de Reynier et du maréchal Ney, couvraient les positions françaises à l'est, font volte-face et se joignent aux soldats de Bernadotte. Napoléon accourt avec la garde à cheval et comble le vide ouvert dans ses lignes. Les Suédois sont contenus.

La nuit est venue. Prolonger la résistance est impossible. De toutes parts nos colonnes refluent sur Leipsick. Dans la nuit du 18 au 19 octobre, l'empereur, avec la garde, traverse le pont de Lindenau. Le défilé continue le 19 au matin. L'armée traverse l'Elster pendant que l'arrière-garde dispute Leipsick aux coalisés, qui se ruent de toutes parts sur la ville. Des sapeurs du génie doivent faire sauter le pont pour arrêter la poursuite aussitôt que l'évacuation sera terminée. Par malheur l'ennemi se montre d'un côté, tandis que partout ailleurs l'arrière-garde tient bon. Les sapeurs croient le moment venu ; ils mettent le feu à la mine ; le pont saute. Deux corps d'armée encore dans Leipsick sont livrés à l'ennemi. Les hommes qui les composent sont tués ou pris, ou se noient en voulant fuir. Macdonald parvient à s'échapper ; Reynier, Lauriston sont faits prisonniers. Le prince Poniatowski, qui venait d'être nommé maréchal de France, essaye de traverser l'Elster à la nage ; son cheval blessé l'entraîne et il trouve la mort dans ce fleuve. Ainsi finit cette effroyable lutte de trois jours, cette *bataille des nations*. Elle avait coûté aux Français 60 000 hommes. Les vainqueurs en avaient perdu autant ; mais ils avaient porté à la cause de Napoléon un coup décisif : l'Allemagne était délivrée, la France allait être envahie.

Pour atteindre le Rhin, il fallut encore trouer à coups de canon et de sabre une masse de 55,000 Bavarois établis près de *Hanau*, à l'est de Francfort, en travers de la route, et commandés par le feld-maréchal de Wrède (29 octobre). Le 2 novembre, on fut à Mayence. Pendant que nos débris décimés par le typhus s'entassaient dans les places du Rhin, l'empereur rentrait à Paris.

150,000 soldats restaient assiégés sur l'Elbe, l'Oder, la Vistule, à Dantzick avec Rapp, à Dresde avec Gouvion Saint-Cyr, à Hambourg avec Davout, à Torgau avec Narbonne, à Magdebourg, à Wittemberg, à Stettin, *etc.*

Revers en Espagne. Les Arapiles. (22 juillet 1812). **Vittoria** (21 juin 1813). — Au sud des Pyrénées nous étions également vaincus. Après la retraite de Portugal, le maréchal Masséna disgracié avait été remplacé par Marmont. Lord Wellington prit l'offensive dès les premiers jours de l'année 1812. Il enleva au nord *Ciudad-Rodrigo* (18 janvier), au sud *Badajoz* (6 avril). Quatre mois plus tard, il gagna contre les Français la bataille des *Arapiles*, près de Salamanque (22 juillet). Vaincu et blessé, Marmont se replia sur l'Èbre. Le 12 août, les Anglais entrèrent à Madrid. Ils furent, il est vrai, repoussés au siège de *Burgos* par le général Dubreton; et, à l'approche de Soult, qui revenait de l'Andalousie, définitivement évacuée par les Français, Wellington rétrograda vers l'ouest, pour éviter d'être pris entre deux feux. Joseph rentra dans Madrid (2 novembre 1812). Ce ne fut pas pour longtemps.

A la suite des désastres de Russie, au printemps de 1813, Napoléon rappela d'Espagne une partie de ses forces. Joseph dut quitter pour toujours sa capitale. Rejetés au nord de l'Èbre, les Français perdirent à *Vittoria*, le 21 juin 1813, une bataille décisive. Ils reculèrent jusqu'à Pampelune, puis jusqu'à la frontière, poursuivis par Wellington. Les généraux Foy et Clausel couvrirent la retraite. Le maréchal Suchet, qui s'était maintenu victorieusement dans l'Espagne orientale, dut suivre le mouvement général en arrière. Il évacua le royaume de Valence et se replia sur Tarragone et Barcelone, c'est-à-dire se rapprocha des Pyrénées.

Pour diminuer le nombre de ses ennemis, l'empereur renvoya Pie VII à Rome et Ferdinand à Madrid. En ce moment, le roi de Naples, Murat, beau-frère de Napoléon, se déclarait en faveur des coalisés afin de sauver sa couronne; il allait menacer le vice-roi d'Italie dans la lutte suprême.

Notification de Francfort. Le Corps législatif est prorogé. — Des négociations eurent lieu encore entre les campagnes de 1813 et de 1814. Le 9 novembre, à Francfort, un diplomate français, M. de Saint-Aignan, reçut une note de M. de Metternich. Elle offrait la paix, à condition que la France se renfermât « dans ses limites naturelles, qui sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. » Ainsi, on nous laissait la Belgique et la rive gauche du Rhin. Napoléon consentit à l'ouverture d'un congrès à Manheim, sans se prononcer sur les conditions proposées. C'était une faute grave. Il aurait fallu s'empresser d'adhérer aux bases posées par les alliés pour leur enlever la

possibilité de les changer : car s'ils offraient à Napoléon de si belles conditions, c'est qu'ils ignoraient à quel point la France était hors d'état de repousser leurs attaques. Il était certain qu'aussitôt détrompés, ils deviendraient plus exigeants.

Deux mois après Leipsick, le 16 décembre, Napoléon ouvrit la session du corps législatif. Dans une adresse rédigée par M. Laîné, député de Bordeaux, cette assemblée demandait à « prendre connaissance des intérêts politiques de l'État. » Puis elle exprimait « le vœu du peuple pour la paix. » Aussitôt l'empereur la proroge̱a. A la réception du 1er janvier, Napoléon dit aux députés : « Votre commission a été entraînée par des gens dévoués à l'Angleterre ; M. Laîné, votre rapporteur, est un méchant homme... Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal..... Est-ce le moment de me faire des remontrances, quand 200,000 Cosaques franchissent nos frontières? » Au même moment, les souverains coalisés disaient dans une déclaration publique : « Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance que, pour le malheur de la France et de l'Europe, l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire. » En Champagne, les paysans criaient : « Vive l'empereur ! » mais en même temps : « A bas les droits réunis ! »

L'invasion (1814). — L'invasion commença dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1814. L'armée de Bohême, forte de 200,000 hommes, Russes, Autrichiens, Allemands, sous les ordres du prince de Schwartzemberg, avec les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse, franchit le haut Rhin au pont de Bâle ; elle s'avança vers la Seine par les Vosges et le plateau de Langres, en refoulant Mortier. L'armée de Silésie, forte de 150,000 hommes, Russes et Prussiens, sous les ordres de Blücher, franchit le bas Rhin vers Manheim et vers Mayence ; elle s'avança dans la direction de la Marne, par la Sarre, la Moselle et la Meuse, en bloquant les places fortes et en faisant reculer Marmont. A sa droite, l'armée du Nord, forte de 100,000 hommes, Suédois, Allemands, Anglais, Russes, sous les ordres de Bernadotte, envahit la Belgique, malgré l'opiniâtre résistance du général Maison, qui tenait la campagne, tandis que Carnot défendait Anvers. Dans l'est, 80,000 Autrichiens, avec Bubna et Bellegarde, entraient dans Genève et menaçaient Lyon, défendu par Augereau. Au midi 160,000 Anglais, Espagnols, Portugais, commandés par Wellington, franchissaient la Bidassoa, poussant devant eux Suchet à l'est, Soult à l'ouest.

Campagne de France, Combat de Brienne. Bataille de la Rothière (29 janvier, 1er février 1814). **Congrès de Châtillon.**— Parti de Paris le 25 janvier, Napoléon établit le même jour son quartier général à Châlons-sur-Marne ; il avait sous la main 70,000 hommes commandés par Marmont, Victor, Ney, Mortier. En ce moment Blücher, avec l'armée de Silésie, se trouvait vers Bar-le-Duc et Saint-Dizier, le généralissime Schwartzemberg, avec l'armée de Bohême et les souverains alliés, vers Langres et Chaumont. Napoléon essaye de se placer entre les deux armées ennemies, pour empêcher leur jonction. Après un combat d'avant-garde contre Blücher, à *Saint-Dizier* (27 janvier), il le chasse de la ville et du château de *Brienne* (29 janvier). Ce succès reste inutile. Les Prussiens et les Russes, ayant rétrogradé jusqu'à Bar-sur-Aube, s'y trouvent réunis à Schwartzemberg. Les coalisés reprennent aussitôt l'offensive et attaquent l'empereur à *la Rothière* (1er février). Ils étaient trois contre un. Les Français, écrasés par le nombre, repassèrent sur la rive gauche de l'Aube et reculèrent jusqu'à Troyes.

Six jours après la bataille de la Rothière ou de Bar-sur-Aube, le congrès, qui avait dû d'abord se réunir à Manheim, ouvrit ses séances à Châtillon-sur-Seine, le 7 février. Cette fois les alliés étaient en France. Ils n'offraient plus que les limites de 1790. L'empereur avait recommandé à Caulaincourt, son plénioten-tiaire de ne traiter que sur la base des frontières naturelles de la France. Toutefois, inquiet sur les suites de l'échec de la Rothière, il lui envoya le 5 février *carte blanche*. A cette date, la situation militaire paraissait désespérée.

Napoléon bat Blücher et l'armée de Silésie dans la vallée de la Marne, à Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps (10-15 février 1814). — Heureusement les deux généraux ennemis se séparent : Blücher marche sur Paris en descendant la Marne ; Schwartzemberg se dirige vers le même point en descendant la Seine. Napoléon saisit le défaut de ce plan. Il va se jeter entre les deux armées ennemies pour les battre isolément l'une après l'autre.

L'armée de Silésie, partie de Châlons, s'avançait sur une colonne de trente lieues. Napoléon quitte Nogent-sur-Seine le 7 février, en laissant devant l'armée de Bohême, pour retarder sa marche et défendre les ponts de la Seine et de l'Yonne, les corps des ducs de Reggio et de Bellune (Oudinot et Victor) avec la cavalerie de Pajol. Pour lui, il remonte vers le nord et tombe perpendiculairement sur le flanc gauche de Blücher. Le

10 février, il coupe en deux l'ennemi à *Champaubert* et taille en pièces la division russe d'Oulsouwief. Laissant alors à l'est le 6e corps, celui du maréchal Marmont, duc de Raguse, pour contenir Blücher, qui débouchait de Châlons, il poursuit la portion la plus avancée de cette armée à l'ouest dans la direction de Paris. Il bat Sacken à *Montmirail* le 11 février, Sacken et York à *Château-Thierry* le 12. Pendant que ces deux généraux s'enfuient vers le nord sur la route de Soissons, poursuivis par le corps du maréchal Mortier, l'empereur revient contre la seconde moité des forces de Blücher. Celle-ci, vaincue à son tour le 14 février à la bataille de *Vauchamps*, se replie sur Châlons. Pour rejoindre Blücher, York et Sacken sont obligés de faire un long détour au nord. Ils rencontrent à Soissons le corps russe de Woronzow, arrivé de Belgique par Vervins et Laon, et qui a pris d'assaut Soissons le 11 février après la mort du général Rusca. Tous ensemble se hâtent de regagner Châlons. En cinq jours, l'armée de Silésie, battue quatre fois, a perdu 10,000 morts et 20,000 prisonniers. Napoléon avait retrouvé toute sa confiance. Pour encourager les Parisiens, il ordonna qu'on fît défiler les prisonniers russes sur les boulevards. En même temps, le 17 février, il écrivit à Châtillon au duc de Vicence pour lui retirer les pleins pouvoirs qu'il lui avait accordés deux jours plus tôt. « Mon intention, lui disait-il, est que vous ne signiez rien sans mon ordre, parce que seul je connais ma position. »

Il bat Schwartzemberg et l'armée de Bohême dans la vallée de la Seine, à Mormant et Montereau (17-18 février). — Napoléon se retourne aussitôt contre Schwartzemberg. Refoulant Victor et Oudinot, l'armée de Bohême avait occupé Nogent, Bray et Montereau sur la Seine, Fontainebleau, sur la rive gauche du fleuve, Provins et Nangis sur la rive droite. Le 16 février, son avant-garde était à Guignes, à 8 lieues de Paris. L'empereur laisse devant Blücher les corps des ducs de Trévise et de Raguse (Mortier et Marmont) ; il revient de la Marne vers la Seine par une marche de 30 lieues en 36 heures. Le 17, Wittgenstein, lieutenant de Schwartzemberg, est battu à *Mormant* et à *Villeneuve*.

Napoléon ordonne au duc de Bellune d'entrer à Montereau le soir même, de franchir le pont de cette ville et d'aller sur la rive gauche de la Seine occuper le village de Fossard, sur la route de Fontainebleau à Troyes. Exécuté à temps, ce mouvement assurait la destruction de 25,000 Autrichiens qui, après

avoir un instant occupé Fontainebleau, battaient en retraite vers Troyes. Victor perdit toute la nuit. Le lendemain matin 18, il trouva devant lui, sur les hauteurs de *Surville*, l'armée wurtembergeoise, accourue pour couvrir *Montereau*. L'empereur arrive. Il pointe lui-même les canons de sa garde. On lui reproche de trop s'exposer : « Allez, mes amis, répond-il aux instances des soldats qui le pressent de s'écarter, le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu ! » Enfoncés par les gardes nationaux mobilisés de Gérard, culbutés par les cavaliers de Pajol, les Wurtembergeois fuient sur la rive gauche de la Seine. Le pont est aux mains des Français ; mais pendant la bataille les Autrichiens ont dépassé Fossard. Poursuivant sa victoire, Napoléon arrive le 19 à Bray, le 22 à Méry, le 24 à Troyes. En six jours, Schwartzemberg a reculé de cinquante lieues.

Blücher rejeté de la Marne sur l'Aisne. Soissons capitule. Batailles de Craonne, de Laon (27 février-10 mars). — Mais Blücher a repris l'offensive ; il s'est avancé de Châlons jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre, refoulant le long de la Marne les ducs de Trévise et de Raguse, dont il espérait écraser les 15,000 soldats. Sa présomption faillit lui coûter cher. L'empereur, parti de Troyes, le 27 février, arrive le 1er mars à la Ferté-Gaucher. Blücher, pour éviter la bataille, passe sur la rive droite de la Marne ; Napoléon la franchit à sa suite et le presse sans relâche. La position de l'ennemi semblait désespérée : à l'est, il se heurtait à l'empereur, dont le quartier général se trouvait à Fismes, sur la route de Reims ; à l'ouest, il rencontrait Mortier et Marmont établis à Villers-Cotterets, sur la route de Paris ; au nord, il était arrêté par la rivière d'Aisne et les remparts de Soissons. Le général de brigade Moreau avait été laissé par le duc de Trévise dans cette place, une première fois évacuée par l'ennemi. Malgré l'énergique résistance des Polonais du régiment de la Vistule, qui formaient la garnison, le général Moreau, capitule. Blücher trouve dans Soissons un refuge, et, grâce au pont de cette ville, il met l'Aisne entre lui et Napoléon.

Sans se décourager, l'empereur force le passage de la rivière dix lieues plus haut, à Béry-au-Bac. Blücher venait de recevoir de Belgique, par la route de Laon, le corps russe de Wintzingerode, détaché de l'armée du Nord, ce qui portait ses forces à 100,000 hommes. Napoléon l'attaque le 7 mars, et, au prix de pertes énormes, il le débusque du plateau de *Craonne*. Blücher

se replie sur *Laon*. Cette ville, située sur une colline escarpée, et qui domine de toutes parts les plaines environnantes, lui offre une position formidable. En vain les Français l'attaquent avec une ardeur désespérée (8-10 mars) ; ils sont repoussés ; un de leurs corps, celui de Marmont, est surpris pendant la nuit au village d'Athies. Il faut battre en retraite sur Soissons, repasser l'Aisne.... Napoléon renvoie Marmont et Mortier garder la route de Paris et court chasser de *Reims* la division russe du général de Saint-Priest (12-17 mars).

Deux jours après, le congrès de Châtillon se séparait (19 mars). Il n'avait pu aboutir à aucun résultat, l'empereur après chaque succès retirant les concessions qu'il avait faites après chaque revers. Il n'avait voulu que gagner du temps. « Voilà mon dernier mot, » disait-il au comte Beugnot, à Mayence, l'année précédente, en mettant la main sur la garde de son épée. Il finit par déclarer « qu'il ne voulait pas laisser la France moins grande qu'il ne l'avait reçue. » Dès le 1er mars, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient pris, par le *traité de Chaumont*, l'engagement de n'entretenir avec la France aucune négociation séparée.

Partout d'ailleurs la fortune se déclarait contre nous. Au moment même où Napoléon échouait devant Laon contre Blücher, le maréchal Augereau, après une bataille perdue, abandonnait Lyon aux Autrichiens par capitulation, et se repliait sur Valence (9 mars). Au sud-ouest, le maréchal Soult, nommé généralissime sur la frontière d'Espagne, avait vainement essayé de sauver les places de Pampelune et Saint-Sébastien. Les Anglais avaient obligé *Pampelune* à capituler (31 octobre 1813) et pris d'assaut *Saint-Sébastien*.

Wellington prit l'offensive le 10 novembre 1813. Soult, refoulé sur la Bidassoa, puis sur la Nivelle, puis sur la Nive, s'établit à Orthez, entre Bayonne et Pau. La perte de la bataille d'*Orthez* (27 février 1814) le rejeta sur Toulouse. La route de Bordeaux était ouverte. Le maire de cette dernière ville, le comte Linch, y appela les Anglais. Lord Beresford y entra le 12 mars avec 15,000 hommes. On y arbora la cocarde blanche et on y proclama Louis XVIII.

Soult devait se maintenir à Toulouse jusqu'au 10 avril. Après une dernière bataille soutenue autour de cette ville avec 30,000 hommes contre 60,000, il fut obligé à se retirer sur l'Aude, pour y faire sa jonction avec Suchet, définitivement rentré en France par les Pyrénées orientales.

Bataille d'Arcis-sur-Aube (23 mars). **Napoléon sur les derrières de l'ennemi**. — Le traité de Chaumont une fois signé et connu, il ne reste plus qu'à combattre. Napoléon quitte Reims pour se retourner contre Schwartzemberg, qui avait bientôt repris l'offensive. A la nouvelle de son approche, ce général fait replier l'armée de Bohême vers Troyes et vers Arcis-sur-Aube. L'empereur, arrivant par Épernay à *Arcis-sur-Aube* avec 20,000 hommes, rencontre devant lui un ennemi quatre fois plus nombreux ; il est obligé de se jeter dans un carré d'infanterie polonaise, commandée par le chef de bataillon Skrzynecki, pour échapper aux cavaliers autrichiens. L'opiniâtre résistance de la vieille garde dans Arcis, du maréchal Ney au village de Torcy, et de la cavalerie de Sébastiani entre les deux, permettent d'atteindre la fin du jour. En passant devant les rangs d'un bataillon, Napoléon voit les soldats reculer devant un obus ; il s'élance sur le projectile, qui éclate et blesse son cheval sans l'atteindre (23 mars). Sauvés par la nuit, les Français battent en retraite à droite de la Marne vers Saint-Dizier.

Trop faible pour barrer de front aux coalisés la route de Paris, Napoléon a formé un nouveau plan. Il va se jeter sur les lignes de communication de l'ennemi, coupant les routes, détruisant les convois, soulevant les paysans sur ses derrières ; il pourra ainsi rallier les garnisons de Lorraine et d'Alsace, barrer les défilés des Vosges, séparer de l'Allemagne les envahisseurs. « Je suis plus près de Munich, s'écriait-il, que les alliés de Paris. »

Les coalisés marchent en masse sur Paris. Combat de Fère-Champenoise (25 mars). — Il se trompait, car en ce moment même Alexandre prenait une résolution décisive : elle était inspirée surtout par un ardent royaliste, M. de Vitrolles, qui lui faisait espérer, à Paris, l'appui de Talleyrand, de Pradt, de Dalberg et du baron Louis. Par l'ordre de l'empereur de Russie, les armées de Silésie et de Bohême opérèrent leur jonction définitive à Châlons. Le 25 mars, Blücher et Schwartzemberg, accompagnés d'Alexandre et du roi de Prusse, se mirent en marche sur Paris, en descendant la Marne. A *Fère-Champenoise*, deux divisions de gardes nationaux mobilisés, sous les ordres des généraux Pacthod et Amey, que le ministre de la guerre avait fait partir de Paris au hasard, dans la direction de l'est, pour rejoindre Napoléon, se heurtèrent à l'armée russe, et furent taillées en pièces, après une résistance héroïque. Le même jour, à quelques kilomètres de là, Marmont et Mor-

tier soutenaient, eux aussi, une lutte acharnée ; ils reculèrent lentement, disputant le terrain pied à pied, à *Fere-Champenoise*, à *Sézanne*, à la *Ferté-Gaucher*, à *Brie-Comte-Robert* (25, 26, 27, 28 mars). Le 29, les soldats des deux maréchaux arrivaient à Paris par la rive gauche de la Marne ; le même jour les coalisés, maîtres de Meaux, atteignaient Noisy, et Alexandre plaçait son quartier général au château de Bondy.

L'impératrice et le roi de Rome se retirent à Blois. — En quittant Paris, Napoléon y avait laissé le roi de Rome, l'impératrice avec le titre de régente et le roi Joseph avec celui de lieutenant général de l'empire; il avait de plus institué un conseil de régence composé de seize personnes, parmi lesquelles l'archichancelier Cambacérès et M. de Talleyrand. A l'approche du péril, ce conseil se réunit aux Tuileries. Marie-Louise et son fils devaient-ils rester à Paris ou s'éloigner de la capitale? Boulay de la Meurthe et Talleyrand déclarèrent que la régente devait demeurer à tout prix. Les Parisiens seraient enthousiasmés en la voyant à l'hôtel de ville, comme autrefois les Hongrois l'avaient été à l'aspect de son aïeule Marie-Thérèse. Dans l'hypothèse la plus défavorable, les Autrichiens entrant vainqueurs à Paris et y trouvant la fille, le petit-fils de leur souverain, pourraient-ils les détrôner ? Marie-Louise deviendrait régente, et le roi de Rome empereur... Alors Joseph lut au conseil une lettre de Napoléon, datée de Reims, du 16 mars : « Vous ne devez permettre en aucun cas, y disait-il, que l'impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi... Rappelez-vous que je préférerais savoir mon fils dans la Seine plutôt qu'entre les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le plus malheureux de l'histoire. » Cette lettre trancha le débat. Le lendemain 29 mars, au matin, Marie-Louise et son fils, escortés par un détachement de la garde impériale, partirent pour Blois. Napoléon Ier était sûr que les alliés ne lui opposeraient pas Napoléon II; mais il laissait la place libre aux Bourbons.

Bataille et capitulation de Paris (30 mars). — Paris n'était pas fortifié. Le roi Joseph, le gouverneur Hullin, le ministre de la guerre Clarke, n'avaient rien fait pour le mettre en défense. La garde nationale, commandée par le maréchal Moncey, était peu nombreuse et à moitié armée ; beaucoup parmi les gardes n'avaient que des piques ornées de flammes tricolores. Au dernier moment on leur distribua trois mille fusils.

C'est le côté septentrional de Paris, depuis Vincennes, au sud-

est, jusqu'à Montmartre, au nord-ouest, qui se trouvait menacé. Marmont se chargea de défendre l'avenue de Vincennes, les barrières du Trône et de Charonne, le plateau de Romainville, Ménilmontant, Belleville, les buttes Chaumont, tout le terrain qui s'étend à l'est du canal de l'Ourcq ; Mortier dut garder à l'ouest de ce même canal la plaine de Saint-Denis, au pied des buttes Montmartre. Pour protéger cette ligne immense, les deux maréchaux n'avaient que les débris de leurs corps d'armée arrivés la veille au soir après quatre jours de marche et de combats continuels. En y ajoutant quelques soldats revenus de Meaux avec le général Compans ou tirés des dépôts de la garde, on atteignait à peine le chiffre de 22,000 hommes. Environ 6,000 gardes nationaux, placés en réserve étaient chargés de défendre les barrières. Quelques centaines de vétérans et d'élèves de l'école polytechnique servaient les batteries établies sur les buttes Chaumont et en avant de la barrière du Trône. C'est avec ces faibles ressources que Marmont et Mortier durent tenir tête à 180,000 combattants.

Les coalisés avaient résolu de tenter sur Paris trois attaques simultanées : au centre, à l'est, Barclay de Tolly devait. par Rosny et Pantin, attaquer le plateau de Romainville ; au sud, à gauche, le prince royal de Wurtemberg devait enlever la barrière du Trône; au nord, à droite, Blücher devait s'emparer de Montmartre et de Clichy.

La lutte commença dès quatre heures du matin. Marmont et Barclay de Tolly se heurtèrent sur le plateau de Romainville, où tous les deux arrivaient en même temps. Les Français eurent l'avantage et refoulèrent l'ennemi sur Pantin et Noisy. Jusqu'à onze heures du matin, les attaques réitérées des grenadiers russes, des gardes impériale et royale russe et prussienne, pour s'emparer de Romainville et de Belleville, furent repoussées avec des pertes énormes, Mais enfin le nombre l'emporta. Blücher et le prince de Wurtemberg, qui se trouvaient en retard, vinrent seconder l'attaque centrale de Barclay de Tolly. En vain Marmont à Belleville, Mortier à la Villette et à la Chapelle, les élèves de l'école polytechnique sur l'avenue de Vincennes, le maréchal Moncey à la barrière de Clichy, résistèrent héroïquement. Dès midi, le roi Joseph avait abandonné son observatoire du *Château-Rouge* et quitté Paris, après avoir envoyé aux deux maréchaux l'autorisation écrite de capituler. Ils n'en voulurent faire usage que quand toute résistance devint impossible : l'ennemi touchait déjà aux murs d'octroi ; il était

maître de la butte Montmartre et lançait des obus dans la ville. Le 30 mars 1814, à 5 heures du soir, la capitulation de Paris fut signée chez un marchand de vins, à l'enseigne du *Petit-Jardinet*, dans le faubourg de la Villette. Les troupes devaient sortir le lendemain. On eut grand'peine à les faire partir ; les soldats exaspérés criaient à la trahison. Sur la butte Chaumont, les dragons du 30e régiment, commandés par le colonel Ordener, agitaient leurs sabres teints de sang russe et criaient « qu'ils voulaient se battre encore. »

En ce moment Napoléon, cédant aux instances de ses maréchaux et comprenant que le sort de la campagne se déciderait à Paris, avait abandonné son mouvement vers l'Est pour revenir défendre sa capitale. Il n'en était plus qu'à six lieues, quand, le 30 mars, à dix heures du soir, il apprit à Fromenteau qu'elle avait capitulé. Il se replia sur Fontainebleau.

M. de Talleyrand. Gouvernement provisoire. Le sénat prononce la déchéance de l'empereur (3 avril). — Le 31 mars au matin, l'empereur de Russie et le roi de Prusse entrèrent dans Paris à la tête de leurs armées. Sur leur passage, le long des boulevards, les royalistes criaient : « Vivent les Bourbons ! A bas le tyran ! Vivent nos libérateurs ! » et ils agitaient des mouchoirs et des drapeaux blancs. Maubreuil attacha à la queue de son cheval la croix de la Légion d'honneur. Le czar descendit rue Saint-Florentin, chez M. de Talleyrand. Le soir, à la suite d'une conférence tenue par Alexandre avec le roi de Prusse, les princes de Schwartzemberg et de Lichtenstein, MM. de Talleyrand, de Dalberg, de Nesselrode et de Pozzo di Borgo, les souverains déclarèrent « qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille et qu'ils reconnaîtraient la constitution que la nation française se donnerait... » Ils ajoutaient « qu'ils invitaient le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire. »

Sur l'invitation de Talleyrand, le sénat se réunit le 1er avril ; il sanctionna par son vote la formation d'un gouvernement provisoire dont Talleyrand avait dressé la liste : il s'en était réservé la présidence et avait pris pour collègues le duc de Dalberg, le comte de Jaucourt, l'abbé de Montesquiou et le général Beurnonville. Le surlendemain (3 avril), le sénat décréta : « Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. » Le corps législatif fit une déclaration analogue.

Napoléon à Fontainebleau. Défection de Marmont (6 avril). — L'empereur, à Fontainebleau, avait encore 50,000 hommes, établis dans la forêt et couverts de front par la Seine. Il avait envoyé auprès d'Alexandre le duc de Vicence (Caulaincourt), ancien ambassadeur en Russie. Quand ce dernier revint lui dire, de la part du czar, qu'il fallait abdiquer, il résolut de marcher sur Paris, de livrer bataille... Mais les maréchaux étaient las de la guerre; ils le pressèrent instamment, quelques-uns, Ney et Oudinot surtout, avec violence, pour qu'il se résignât. Le 4 avril, l'empereur abdiqua en faveur de son fils. Caulaincourt, Ney, Macdonald, furent chargés d'aller plaider la cause du roi de Rome auprès d'Alexandre.

Ils insistèrent avec tant de vivacité, au nom de l'armée, que le czar était ébranlé. Tout à coup arrive une nouvelle qui change tout : l'armée n'est pas unanime en faveur de l'empire. Le 6e corps, celui du duc de Raguse, vient d'abandonner Napoléon. De tous les lieutenants de l'empereur, Marmont[1] passait pour le plus intelligent et le plus instruit. Le brillant courage qu'il avait déployé dans la défense de Paris l'avait signalé à l'attention publique. Son corps, placé à Essonne, couvrait le flanc gauche de l'armée campée autour de Fontainebleau. Les généraux Beurnonville et Dessoles, au nom du gouvernement provisoire, le prince de Schwartzemberg, au nom des souverains alliés, le sollicitèrent vivement d'abandonner Napoléon. Séduit par leurs flatteries et poussé par l'ambition de jouer un grand rôle, le duc de Raguse consentit à faire défection. Toutefois, instruit de l'abdication, qui rendait son dessein sans objet, et peut-être troublé par le remords, il consentit à être auprès du czar le compagnon de Caulaincourt et de Macdonald, et il partit pour Paris, après avoir prescrit à ses lieutenants Bordesoulle et Souham de ne faire aucun mouvement.

Ceux-ci craignirent que Napoléon ne se doutât de quelque chose et ne les fît arrêter. Dans la nuit du 5 au 6 avril, malgré le colonel Fabvier, ils mettent en mouvement le 6e corps. Les soldats croyaient marcher au combat. A l'aurore, ils se voient au milieu de l'armée russe, qui leur présentait les armes. « Le 30e dragons occupait la tête de la division Bordesoulle ; un général commanda de rendre le salut et d'avancer. « Si mes dragons tirent le sabre, s'écria le colonel Ordener, ce sera pour charger. » (*A. de Vaulabelle.*) Désespérés, mais impuissants, les

1. Marmont était né en 1774 à Châtillon-sur-Seine.

soldats du 6e corps durent partir pour Versailles. Là, ils se mutinent et veulent, sous la conduite du colonel Ordener, revenir par Rambouillet à Fontainebleau. Marmont accourt, les apaise, leur fait prendre la route de Normandie.

L'abdication. — Sommé d'abdiquer sans conditions, l'empereur voulut en appeler aux armes. Il avait 30,000 hommes à Fontainebleau, 15 ou 20,000 à Blois et sur la Loire, 20,000 en arrière de Lyon, 20,000 revenant d'Italie avec Grenier, 15,000 revenant de Catalogne avec Suchet, 40,000 avec Soult à Toulouse. Mais les généraux refusèrent de combattre. « Eh bien ! s'écria Napoléon, s'il faut renoncer à défendre la France, l'Italie ne nous offre-t-elle pas une retraite encore digne de nous? Veut-on m'y suivre encore une fois? Marchons vers les Alpes ! » Tout le monde resta muet. Se sentant sans ressource, il signa un nouvel acte d'abdication ainsi conçu : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses enfants, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. » Le même jour, à Paris, le sénat, après avoir hâtivement rédigé une constitution qui stipulait le maintien de ses propres prérogatives et celui des principales conquêtes civiles et politiques de la Révolution, proclamait roi le comte de Provence, Louis-Stanislas-Xavier, sous le nom de Louis XVIII (6 avril).

Traité du 11 avril; adieux de Fontainebleau; départ pour l'île d'Elbe. — Le vide se fit rapidement à Fontainebleau autour de l'empereur déchu : généraux, ministres, courtisans, avaient disparu ; après Marmont, Ney, puis Berthier lui-même, et jusqu'au mamelouk Rustan. Il ne restait plus que Caulaincourt, Maret, Gourgaud et Bertrand. Napoléon essaya de s'empoisonner, sans y réussir.

Enfin il parut se résigner. Le traité du 11 avril lui accorda la souveraineté de l'île d'Elbe, un revenu de 2 millions sur le grand-livre de France et le droit d'emmener 400 hommes de bonne volonté. Le 20 avril au matin, les voitures qui devaient le conduire en exil vinrent se placer au pied de l'escalier de la cour du Cheval blanc. La garde impériale était rangée en haie dans cette cour. A onze heures, l'empereur paraît ; les tambours battent aux champs. Napoléon commande le silence ; il adresse ses adieux aux officiers, sous-officiers et soldats de la

vieille garde. Il embrasse leur chef, le général Petit, et leur drapeau. Ensuite, au milieu de l'émotion des soldats, il monte en voiture et part avec les commissaires des coalisés.

Dans le Midi, où les populations étaient ardemment royalistes, il dut se déguiser pour échapper aux insultes et peut-être à la mort. Il alla d'Avignon à Fréjus sous l'uniforme autrichien. Le 28 avril il faisait voile pour Porto-Ferrajo.

Ainsi finit ce duel d'un homme contre l'Europe. En vain Napoléon avait retrouvé l'activité de sa jeunesse et vaincu dix fois l'ennemi. Si, dans quelques provinces, les paysans avaient pris les armes, si les troupes s'étaient battues avec leur courage accoutumé, il y avait eu des traîtres et beaucoup plus encore d'indifférents. « L'étoile pâlissait, a dit plus tard Napoléon ; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver... et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient... Mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits.... ce n'étaient plus les hommes du début de notre Révolution, ni ceux de mes beaux moments.... Les hauts généraux n'en voulaient plus : je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances et eussent acheté du repos à tout prix....Le feu sacré s'éteignait. »

Entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai 1814). — Le 3 mai au matin, Louis XVIII entra dans Paris. Il se trouvait dans une calèche découverte, attelée de huit chevaux, conduits par des hommes ayant encore la livrée de Napoléon. Il avait avec lui la duchesse d'Angoulême, le prince de Condé et le duc de Bourbon. Une foule immense se pressait sur son passage. Les anciens nobles et les gardes nationaux appartenant à la bourgeoisie, qui voyaient dans le retour des Bourbons le gage de la paix, poussaient de vives acclamations. Le peuple restait muet ; s'il sortait de son silence, c'était pour saluer de cris sympathiques quelques bataillons de l'ex-garde impériale figurant dans le cortège, ou pour crier en voyant passer les maréchaux de France, et parmi eux le prince de Neuchâtel[1], major général de l'empereur : « A l'île d'Elbe, Berthier ! à l'île d'Elbe ! » Louis XVIII descendit à Notre-Dame. Après y avoir entendu un *Te Deum*, il passa sur le pont Neuf, où l'on venait de relever la statue de Henri IV, et entra aux Tuileries.

1. Il mourut l'année suivante, assassiné à Bamberg, où il s'était retiré pendant les Cent-Jours.

CHAPITRE XV.

La Restauration et les Cent-Jours[1].

Première Restauration. Déclaration de Saint-Ouen. Charte de 1814. — Difficultés de la situation. Fautes du gouvernement des Bourbons. — Les Cent-Jours. Retour de l'île d'Elbe. Le 20 mars. — L'acte additionnel. — Le Champ de Mai. La chambre des députés.

Déclaration du 13 mars. L'Europe contre Napoléon. — Campagne de Belgique. Batailles de Ligny et des Quatre-Bras (16 juin 1815). — Bataille de Waterloo (18 juin).

Napoléon et la chambre des représentants. L'abdication (22 juin). — Le gouvernement provisoire. Fouché. Capitulation de Paris (5 juillet). — Napoléon à Sainte-Hélène. Sa mort (5 mai 1821).

Première Restauration. Déclaration de Saint-Ouen. Charte de 1814. — Le 6 avril 1814, le sénat avait appelé au trône Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon. Le 12 avril suivant, le jour même où Napoléon, à Fontainebleau, signait le traité aux termes duquel il devait partir pour l'île d'Elbe, le comte d'Artois entrait dans Paris. Dominés par les émigrés, le comte d'Artois et bientôt Louis XVIII voulurent éluder l'acceptation de l'acte du sénat, rédigé par M. de Talleyrand, et dans lequel étaient contenues les garanties d'une monarchie constitutionnelle; mais l'empereur Alexandre, qui croyait un régime libéral indispensable au maintien de la tranquillité en France, les força à respecter leurs promesses.

Avant d'entrer à Paris, Louis XVIII, qui de sa résidence d'Hartwell était venu à Calais, puis à Compiègne, dut signer le 2 mai la *Déclaration de Saint-Ouen*, qui contenait les passages suivants :

« Le gouvernement représentatif sera maintenu tel qu'il existe aujourd'hui, divisé en deux corps, savoir : le sénat et la chambre, composée des députés des départements[2]. L'impôt sera librement consenti ; la liberté publique et individuelle as-

1. Le nom de Cent-Jours donné à cette période de notre histoire vient de ce que le préfet de la Seine, en recevant Louis XVIII à son retour à Paris, après Waterloo, commença ainsi son discours : « *Cent Jours* se sont écoulés depuis que Votre Majesté, au milieu des larmes de son peuple en deuil, sortit de sa capitale... »

2. Il n'y eut pas en 1814 d'élections nouvelles. Le corps législatif impérial continua de siéger sous le nom de Chambre des députés.

surée; la liberté de la presse respectée, sauf les précautions nécessaires à la tranquillité publique; la liberté des cultes garantie. Les propriétés seront inviolables et sacrées; la vente des biens nationaux restera irrévocable. Les ministres, responsables, pourront être poursuivis par une des deux chambres législatives et jugés par l'autre. Les juges seront inamovibles, et le pouvoir judiciaire indépendant. La dette publique sera garantie; les pensions, grades, honneurs militaires, seront conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse. La Légion d'honneur, dont nous déterminerons la décoration, sera maintenue. Tout Français sera admissible aux emplois civils et militaires; enfin nul individu ne pourra être inquiété pour ses opinions et ses votes. »

Telle fut la déclaration de Saint-Ouen, base de la *Charte de* 1814. Cette charte fut discutée et rédigée par MM. Dambray, de Montesquiou, Ferrand, Beugnot, Barthélemy, Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas, Fontanes, Pastoret, Serrurier, Clausel de Coussergues, Laîné; elle fut promulguée le 4 juin, à l'ouverture des chambres, par Louis XVIII. Elle promettait à la France la liberté et la paix. Mais on fut blessé du préambule : « Rappelé par la divine Providence, y était-il dit, après une longue absence, *cherchant à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue*, nous avons accordé et accordons, faisons concession et octroi... » Que voulaient dire ces mots : *renouer la chaîne des temps?* et ceux-ci : *concession et octroi?* Et si le don de la charte était une pure largesse du roi, un pur acte de sa volonté, il était donc libre, à son gré, de la suspendre ou de la détruire?

Difficultés de la situation. Fautes du gouvernement des Bourbons. — Les Bourbons amenaient avec eux le régime constitutionnel; Louis XVIII, ayant vécu en Angleterre, vieux déjà, d'ailleurs assez indifférent à tout et malade, ne demandait qu'à rester en repos; mais il n'en était pas de même de son entourage. Aussi la tâche des Bourbons allait-elle être difficile. Le public, habitué à l'activité énergique de Napoléon, riait de voir ce roi goutteux, toujours assis dans son fauteuil, qui portait de grosses épaulettes sur son habit bourgeois, s'intitulait « roi de France et de Navarre » et appelait 1814 « la dix-neuvième année de son règne. » Ce qui faisait plus de tort aux Bourbons, c'est qu'ils avaient été ramenés par l'étranger; c'est qu'à ce drapeau tricolore, qui, réalisant la prédiction de Lafayette, « avait fait le tour du monde, » ils substituaient leur drapeau

blanc, disparu depuis vingt-cinq ans; c'est qu'ils avaient apposé leur nom au bas de la fatale convention du 23 avril et du traité du 30 mai. « La royauté de l'étranger! » voilà le nom que tous les adversaires du gouvernement nouveau donnaient à la Restauration. Louis XVIII n'avait-il pas écrit au prince régent d'Angleterre : « C'est aux conseils de Votre Altesse Royale, à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison? »

La liberté de la presse n'était pas respectée. Le 5 juillet fut présenté aux chambres le projet de loi suivant : « Tout écrit de plus de trente feuilles d'impression pourra être publié librement et sans examen ou censure préalable. Les journaux et écrits périodiques ne pourront paraître qu'avec l'autorisation du roi. Nul ne sera imprimeur ni libraire s'il n'est breveté du roi et assermenté. » Ainsi la censure était rétablie.

Le gouvernement n'était pas plus prudent dans ses rapports avec l'armée. Il avait fallu renvoyer 14,000 officiers en demi-solde; on aggrava leur mécontentement en mettant en accusation le général Excelmans pour une lettre écrite à Murat, en prenant pour ministre de la guerre le général Dupont, l'homme de Baylen, et après lui le maréchal Soult, qui ordonna l'érection d'un monument « aux victimes de Quiberon. » On prodigua les décorations et les titres à des émigrés qui n'avaient jamais servi. On alla plus loin : par une ordonnance du 25 mai, les officiers de marine qui avaient servi pendant l'émigration les ennemis de la France purent rentrer avec le grade qu'ils avaient à l'étranger. « Les campagnes de guerre faites au service des puissances aujourd'hui nos alliées, » c'est-à-dire contre la France, leur comptèrent pour la retraite! Pendant ce temps, les officiers de l'armée impériale étaient traités avec dédain : l'un d'eux se voyait refuser la croix de Saint-Louis par le duc de Berry, parce qu'il n'avait d'autre titre à l'obtenir que « trente ans de service dans les armées françaises. »

Bientôt tous les possesseurs de biens nationaux se virent inquiétés. Le 13 septembre, une ordonnance rendit aux émigrés leurs biens non vendus; l'État perdait ainsi 200 millions. L'ordonnance ajoutait : « Vous vous hâterez, messieurs, de seconder les vœux du roi : sans doute, il doit jouir du bonheur de ceux à qui il va rendre leurs propriétés; mais croyez qu'il a besoin de cette jouissance pour adoucir les regrets qu'il éprouve de ne pouvoir donner à cet acte toute l'extension qui est au fond de

son cœur. Il est permis de croire qu'un jour viendra où l'heureux état des finances diminuera successivement les pénibles exceptions commandées par les circonstances actuelles. Vous trouverez le roi toujours prêt à saisir toutes les occasions, tous les moyens de restaurer la France entière, et vous ferez en sorte que le nom de Désiré ramène l'espoir dans le cœur de ceux dont le bonheur doit être encore ajourné. »

Ces paroles, et en même temps des actes d'intolérance religieuse, jetèrent l'inquiétude dans les campagnes : on peut juger du degré d'exaltation où l'on en était parvenu par ce passage d'une brochure de l'ancien conventionnel Carnot : « Si vous voulez paraître à la cour avec distinction, gardez-vous bien de dire que vous êtes un de ces vingt-cinq millions de citoyens qui ont défendu leur patrie avec quelque courage contre l'invasion des ennemis : car on vous répondra que ces vingt-cinq millions de prétendus citoyens sont vingt-cinq millions de révoltés; que ces prétendus ennemis furent toujours des amis. Dites que vous avez eu le bonheur d'être chouan ou Vendéen, ou transfuge, ou Cosaque, ou Anglais, ou enfin, qu'étant resté en France, vous n'avez sollicité des places auprès des gouvernements éphémères qui ont précédé la Restauration qu'afin de les mieux trahir et de les faire plus tôt succomber : alors votre fidélité sera portée aux nues, vous recevrez de tendres félicitations, des décorations, des réponses affectueuses du roi et de la famille royale. »

Les Cent-Jours. Retour de l'île d'Elbe. Le 20 mars. — Ces fautes des Bourbons avaient exaspéré l'opinion publique. De toutes parts on conspirait leur renversement. Un complot orléaniste, dont Fouché était l'âme, et dans lequel étaient entrés les deux frères Lallemand, avec les généraux Drouet d'Erlon et Lefebvre-Desnouettes, s'était formé. Napoléon, qui savait qu'on avait agité au congrès de Vienne la question de l'enlever de l'île d'Elbe pour le transporter dans une île lointaine, crut l'occasion favorable pour reparaître sur la scène du monde. Le 26 février 1815, il quitta l'île d'Elbe avec le brick l'*Inconstant*, trois petits bâtiments de transport et 900 hommes. Les généraux Bertrand, Drouot et Cambronne l'accompagnaient. Le 1er mars, à trois heures après midi, il débarqua dans le golfe Jouan, sur la plage de Cannes. Immédiatement il adressa deux proclamations au peuple et à l'armée. Rejetant l'insuccès de la campagne de 1814 sur la trahison d'Augereau et de Marmont, il disait aux soldats : « Arrachez ces couleurs que la nation a

proscrites... Arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans nos grandes journées.... Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmühl, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moscowa, à Lutzen, à Wurtschen, à Montmirail.... La victoire marchera au pas de charge ; l'aigle avec les couleurs nationales volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame... » Au peuple, il se présentait comme le défenseur des libertés publiques et de la révolution contre l'ancien régime et les Bourbons ramenés par l'étranger.

A la première nouvelle du débarquement de l'empereur, le gouvernement royal convoqua les chambres. « Napoléon Bonaparte, disait une proclamation de Louis XVIII, en date du 6 mars, est déclaré traître et rebelle pour s'être introduit à main armée dans le département du Var. » Il était enjoint à tous de « lui courir sus et de l'arrêter, » afin de le traduire incontinent devant un conseil de guerre, qui, après avoir reconnu l'identité, prononcerait contre lui l'application des peines portées par la loi. Les adhérents « dudit Bonaparte » devaient être « punis des mêmes peines. » Maintenant trouverait-on quelqu'un pour exécuter ces menaces?

Évitant la vallée du Rhône, dont les populations étaient royalistes, Napoléon longea les Alpes, accueilli par les montagnards avec enthousiasme. Il traversa Grasse, Digne, Sisteron et Gap sans résistance. Au delà de la Mure, en avant de Grenoble, il rencontra pour la première fois des troupes envoyées par les Bourbons pour l'arrêter. Un bataillon du 5e de ligne barrait la route. Sachant que de cette première rencontre dépendait le sort de son entreprise, et craignant surtout qu'un premier coup de fusil tiré n'amenât une collision, il fait mettre l'arme sous le bras à ses grenadiers et s'avance seul à leur tête : « Soldats du 5e de ligne, s'écrie-t-il, s'il en est un seul parmi vous qui veuille tuer son général, son empereur, il le peut : me voilà! — Vive l'empereur! » répondent les soldats, et en un clin d'œil les deux troupes confondues marchent ensemble sur Grenoble. Avant d'y arriver, ils furent rejoints à Vizille par le 7e de ligne, que son colonel Labédoyère amenait à Napoléon. Le général Marchand et le préfet avaient fait fermer les portes de Grenoble : elles furent brisées par les soldats et les habitants. Ainsi l'empereur était victorieux sans combat, et à la tête de six régiments, au moment même où le *Moniteur* annonçait sa fuite « sur la crête des montagnes. » (7 mars.)

Le comte d'Artois, arrivé à Lyon pour se mettre avec le maréchal Macdonald à la tête de l'armée, vit bientôt que la résistance était impossible. Dans une revue, s'adressant à un sous-officier du 13e de dragons, il lui dit : « Allons, camarade, crie *vive le roi!* — Non, monsieur, cela ne m'est pas possible, répondit le dragon, et si je criais quelque chose, ce serait *vive l'empereur!* » Parti le 9 de Grenoble, Napoléon arriva le 10 au soir à Lyon. Comme partout, il fut reçu avec des acclamations. Un seul garde national à cheval accompagna pendant la nuit la fuite du comte d'Artois. Napoléon reprit à Lyon l'exercice de la souveraineté. Il y rendit un décret qui dissolvait les deux chambres des pairs et des députés et ordonnait la réunion à Paris, dans le cours du mois de mai suivant, sous le titre d'*Assemblée extraordinaire du Champ de Mai*, des collèges électoraux de tous les départements, « afin de prendre des mesures convenables pour corriger et modifier nos institutions, selon l'intérêt et la volonté de la nation. »

Après avoir passé par Chalon-sur-Saône, Arnay-le-Duc, Avallon, Napoléon était le 17 à Auxerre. Ce fut là que vint le rejoindre le maréchal Ney. Il était sorti de Paris tout dévoué à Louis XVIII; mais en arrivant à Lons-le-Saunier, au milieu de ses troupes, il vit que jamais il ne réussirait à contenir l'élan qui les entraînait vers Napoléon. En proie à de cruelles perplexités, il demanda à ses deux lieutenants, Lecourbe et Bourmont, ce qu'il devait faire. Lecourbe approuva sa résolution de se rallier à l'empereur; Bourmont, qui devait être plus tard l'accusateur du maréchal devant le conseil de guerre, resta muet. Alors Ney rassemble ses troupes sur la grande place de Lons-le-Saunier : « Soldats, s'écrie-t-il, la cause des Bourbons est à jamais perdue!.... La dynastie légitime que la France a adoptée va remonter sur le trône..... C'est à l'empereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient désormais de régner sur notre beau pays. — Vive le maréchal Ney! vive l'empereur! » répondent les soldats. Le 18, Ney était à Auxerre, près de Napoléon.

Le 20 mars au matin, l'empereur arriva à Fontainebleau. La confiance de Louis XVIII et de son gouvernement avait fait place à une terreur panique. Aux protestations de dévouement des deux chambres et des corps constitués succédaient l'abandon et l'indifférence. On formait les projets les plus bizarres. Le général Dessoles voulait marcher contre Napoléon à la tête de la garde nationale de Paris; Marmont voulait que Louis XVIII soutînt un siège dans les Tuileries. « Je serais d'avis, disait

M. de Blacas, si Buonaparte parvient à s'approcher de Paris, que Sa Majesté sortît en calèche découverte, accompagnée des membres de la chambre des députés et de la chambre des pairs, tous à cheval à chacune des portières, et qu'elle attendît, avec ce cortège, l'arrivée de l'*usurpateur* et de ses troupes. La vue du roi, ainsi entouré, arrêterait les plus audacieux. Qui oserait passer? — Bonaparte, répondit M. de Vitrolles, arrivera probablement par la route de Fontainebleau; Sa Majesté sortira par cette barrière: que ferez-vous si l'usurpateur, averti, entre par une barrière voisine?» Le 19, à neuf heures du soir, Louis XVIII quitta les Tuileries et sortit presque seul de Paris; il se retira à Lille, puis à Gand, avec le maréchal Marmont, M. de Blacas, M. de Chateaubriand, et presque toute la famille royale, pour y attendre les événements. Aussitôt le drapeau tricolore fut arboré dans Paris. Le 20 mars, jour anniversaire de la naissance du roi de Rome, à neuf heures du soir, Napoléon rentrait aux Tuileries.

Sur quelques points de la France les partisans des Bourbons essayèrent de résister. M. de Vitrolles échoua à Toulouse; la duchesse d'Angoulême, chassée de Bordeaux par le général Clauzel, fut forcée de s'embarquer; le duc d'Angoulême, fait prisonnier au Pont-Saint-Esprit, dans la vallée du Rhône, par le général Grouchy, fut mis en liberté sur l'ordre de Napoléon. Le drapeau tricolore flotta partout dès lors de Dunkerque à Marseille et de Bayonne jusqu'à Strasbourg.

L'acte additionnel. — Maître de Paris, Napoléon n'avait accompli que la partie la plus facile de son entreprise. L'armée se montrait enthousiaste : elle espérait voir recommencer pour elle la carrière de gloire et de fortune que la première Restauration était venue brusquement interrompre. Le peuple était bien disposé ; mais la bourgeoisie restait froide et réservée : fatiguée de la guerre et de l'arbitraire, elle voulait maintenant le maintien de la paix et la liberté[1]. Napoléon ne pouvait donc plus gouverner comme autrefois. Il ne pouvait compter sur l'appui public qu'en persistant dans le système qu'il suivait depuis son arrivée en France. Aussi fit-il entrer dans son mi-

1. Dès le 1er mars, en mettant le pied sur la plage de Cannes, l'empereur avait pu se rendre compte du véritable état de l'opinion. Le maire d'un village voisin, disait-il plus tard, remarquant la faiblesse de mes moyens d'action, me dit : « Nous commencions à être heureux et tranquilles, vous « allez tout troubler. » (*Récits de la captivité de Sainte-Hélène, par le comte de Montholon.*)

nistère des hommes qu'il croyait agréables à l'opinion publique : Carnot, qu'il plaça à l'intérieur, et Fouché, personnage perfide et dangereux, qui reçut la police ; les autres ministres furent Cambacérès, Gaudin, Mollien, Davout et Decrès. En toute occasion l'empereur affectait un langage pacifique et libéral. Il appela à lui Benjamin Constant, par lequel il avait été attaqué avec violence dans un journal le matin même du 20 mars, et le reçut bien : « Le goût des constitutions, lui dit-il, des débats, des harangues, paraît revenu. Cependant, ce n'est que la minorité qui les veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude ne veut que de moi... Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit l'empereur des soldats, je suis celui des paysans, des plébéiens. Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi... Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux tout cela... la liberté de la presse surtout ; l'étouffer est absurde ; je suis convaincu sur cet article. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis. On n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir ; il conviendra plus sûrement encore à mon fils. Voyez donc ce qui vous semble possible ; apportez-moi vos idées. »

Benjamin Constant fut donc le principal rédacteur de l'*Acte additionnel aux constitutions de l'empire*. En voici le résumé : L'empereur avait le pouvoir exécutif ; il exerçait le pouvoir législatif en concurrence avec les deux chambres. L'une, héréditaire, celle des pairs, était à la nomination de l'empereur ; le nombre de ses membres était illimité. La seconde, celle des représentants, était élective, renouvelable en entier tous les cinq ans, composée de 629 membres élus directement par les deux séries de collèges de département et d'arrondissement. Le budget devait être voté tous les ans. Les ministres étaient responsables ; ils pouvaient être accusés par les représentants et jugés par les pairs. L'empereur avait le droit de dissoudre la chambre des représentants, à condition d'en réunir une nouvelle dans six mois au plus tard. La magistrature était inamovible. L'état de siège ne pouvait être établi que par une loi. La liberté individuelle, la liberté et l'égalité de tous les cultes, la liberté de la presse, étaient proclamées. L'abolition des dîmes et la vente des biens nationaux étaient déclarées irrévocables ; la confiscation des biens des condamnés politiques était maintenue.

Cette constitution nouvelle fut acceptée par 1,500,000 voix contre 4,206 ; pourtant elle ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. Un grand nombre d'électeurs s'étaient abstenus de voter. On voyait avec peine le maintien de la confiscation, l'établissement d'une pairie héréditaire. On se plaignait que la constitution n'eût pas été votée par une assemblée librement élue. On entendait avec déplaisir ce nom d'*Acte additionnel*, qui semblait faire des Cent-Jours une continuation de l'empire. En un mot, selon l'expression de Thiers, « la France ne croyait pas plus Napoléon, quand il parlait de liberté, que l'Europe, quand il parlait de paix. »

Le champ de Mai. La chambre des députés. — Le 1er juin 1815, eut lieu la cérémonie du *Champ de Mai*. 30,000 gardes nationaux, 20,000 hommes de troupes, les électeurs des départements, des députations de tous les régiments réunies au Champ-de-Mars, entendirent la proclamation des votes acceptant l'acte additionnel. « Empereur, consul, soldat, s'écria Napoléon, je tiens tout du peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions... Français ! en traversant au milieu de l'allégresse publique les diverses provinces de l'empire, j'ai dû compter sur une longue paix... Je n'ai pas tardé à apprendre que les princes veulent nous faire la guerre. Il a fallu s'y préparer... » Puis il distribua des aigles aux régiments qui défilaient au son d'une musique militaire comme s'ils allaient marcher à l'ennemi. La plupart des contemporains qui ont parlé de cette cérémonie, dit un historien, racontent qu'en entendant les acclamations des troupes, lors du défilé, ils ne purent se défendre d'une profonde impression de tristesse, et que ces cris poussés dans le cirque devant les empereurs leur vinrent involontairement à la mémoire : *Cæsar, morituri te salutant !* « César, ceux qui vont mourir te saluent ! »

Le 7 juin eut lieu l'ouverture des deux chambres. Napoléon leur annonça que la guerre était inévitable. La chambre des représentants[1] comptait dans ses rangs Lanjuinais, Lafayette, de Flauguergues, Merlin, Dupont de l'Eure, Cambon, Dupin, Manuel, Grenier, Roy, Bedoch, Sébastiani, Durbach, Malleville. La plupart de ses membres, attachés aux libertés constitutionnelles, arrivaient avec un esprit d'opposition marquée et se

1. Nommée d'après le système électoral institué en 1802. Voir chap. IX.

défiaient de l'empereur. Napoléon aurait voulu voir nommer président de la chambre son frère Lucien ; Lanjuinais n'en fut pas moins élu. Aussitôt constituées, les deux chambres rédigèrent des adresses à l'empereur. Celle des pairs, dans la sienne, l'invitait « à ne pas se laisser entraîner par la séduction de la victoire. » — « L'entraînement de la prospérité n'est pas ce qui nous menace aujourd'hui, répondit Napoléon : c'est sous les Fourches Caudines que les étrangers veulent nous faire passer. » Aux députés, il disait : « La constitution est notre point de ralliement ; elle doit être notre étoile polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions serait un malheur pour l'État. Nous nous trouverions au milieu des écueils sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions abstraites au moment où le bélier brisait les portes de la ville. » (11 juin). La nuit suivante, Napoléon partit pour l'armée.

Déclaration du 13 mars. L'Europe contre Napoléon. — Dans un décret daté de Lyon, du 12 mars, et qui convoquait les collèges électoraux au Champ de Mai, pour reviser les constitutions de l'empire, Napoléon avait ajouté : « et pour assister au couronnement de l'impératrice, notre très chère et bien-aimée épouse, et à celui de notre cher et bien-aimé fils. » Il ne s'abusait pas cependant : il savait bien que l'Autriche ne lui rendrait pas ces précieux otages ; mais il voulait que la France crût le plus longtemps possible au maintien de la paix. Arrivé à Paris, il écrivit à tous les souverains des lettres pacifiques ; mais ses courriers furent arrêtés aux frontières. L'Europe ne croyait pas à ses assurances. Napoléon aux Tuileries était une menace pour tous les rois.

Les souverains étrangers et leurs ministres étaient réunis au congrès de Vienne. Le 13 mars parut une déclaration collective dans laquelle, traitant l'entreprise de Napoléon de « délire criminel et impuissant, » les alliés disaient : « En rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée... Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est placé hors les relations civiles et sociales, et que, comme

ennemi et perturbateur de la paix du monde, il s'est livré à la vindicte publique. » L'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, la Russie s'engagèrent à entretenir chacune 150,000 hommes. Deux armées, l'une anglo-hollandaise, commandée par Wellington, l'autre prussienne, sous les ordres de Blücher, se réunirent en Belgique, attendant, pour prendre l'offensive, l'arrivée des Autrichiens et des Russes sur le Rhin.

Le gouverneur général des provinces prussiennes du Rhin disait dans une proclamation : « Braves Allemands, un pays ainsi livré au désordre et à l'anarchie menacerait l'Europe d'une honteuse dissolution si tous les braves Allemands ne s'armaient contre lui. Ce n'est pas pour lui rendre des princes dont il ne veut pas ; c'est pour *diviser cette terre impie et nous indemniser, par un juste partage de ses provinces*, de tous les sacrifices que nous avons faits depuis vingt-cinq ans. » On lisait dans le *Mercure du Rhin :* « Si nous avons de justes motifs pour vouloir que Napoléon disparaisse de la scène politique comme prince, nous n'en avons pas de moins grands pour *anéantir les Français comme peuple....* Le monde ne peut rester en paix *tant qu'il existera un peuple français :* qu'on le change donc en peuples de Bourgogne, de Neustrie, d'Aquitaine, *etc. ;* ils se déchireront entre eux ; mais le monde restera tranquille pour des siècles. »

Napoléon se préparait à la guerre ; mais le désir d'avouer à la France le plus tard possible qu'elle était inévitable, et son aversion pour les moyens révolutionnaires l'empêchèrent d'user de toutes les ressources. Il aurait fallu décréter la levée en masse, comme en 1793, et annoncer que la patrie était en danger. L'empereur n'eut recours qu'à l'armée. Les troupes de ligne, qui s'élevaient le 1er avril à 224,000 hommes, étaient portées le 1er juin à 276,982 hommes ; mais on manquait de chevaux. On avait ordonné la formation de 400 bataillons de gardes nationales mobiles ; il y avait de réunis vers la mi-juin 150,000 hommes, mais ils n'étaient encore pour la plupart ni armés ni équipés. 45,000 matelots et 6,000 canonniers défendaient les côtes ; des corps francs furent organisés aux Alpes et aux Pyrénées. Des fortifications avaient été élevées au nord de Paris ; au sud, sur la rive gauche, elles n'étaient pas terminées. Les ouvriers de la ville s'étaient formés spontanément en bataillons de *fédérés* de la garde nationale ; mais ils n'avaient pas reçu d'armes.

Campagne de Belgique. Batailles de Ligny et des Quatre-Bras (16 juin 1815). — Napoléon avait deux plans à suivre : ou manœuvrer en s'appuyant aux murs de Paris, entre la Seine et la Marne, et en laissant les alliés entrer en France ; ou prendre l'offensive et tomber sur l'armée la plus voisine avant l'entrée en ligne des autres corps ennemis. Il choisit ce second plan, qui convenait mieux à son caractère et devait lui donner, en cas de succès, le prestige d'une première bataille gagnée. Laissant 12,000 hommes en Vendée avec Lamarque, et 45,000 sur les diverses frontières, aux ordres de Clauzel à Bordeaux, Decaen à Toulouse, Lecourbe et Rapp sur le Rhin, Suchet dans les Alpes, Brune sur le Var, il était lui-même, le 14 juin, sur les frontières de Belgique, avec 128,000 hommes[1]. « Soldats, dit-il à son armée dans une proclamation, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, à Iéna vous étiez un contre deux, à Montmirail un contre trois ! » Il ajoutait : « Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux qu'ils ont soufferts !.... Pour tout Français qui a du cœur le moment est venu de vaincre ou de périr. »

Deux armées ennemies occupaient la Belgique : entre la mer et la Sambre, 95,500 Anglais, Hollandais et Belges, Hanovriens, Brunswickois, Nassoviens, dont 16,000 cavaliers, avec 186 canons, sous les ordres de Wellington ; sur la Sambre et la Meuse, 124,000 Prussiens, dont 22,000 cavaliers, avec 312 canons, sous les ordres du Blücher, que ses soldats surnommaient le maréchal *Vorwærts* (en avant).

Napoléon avait formé le plan de passer la Sambre à Charleroi, de séparer les deux armées ennemies, de rejeter les Prussiens sur le Rhin, les Anglais à la mer. Pour cela, il fallait s'emparer de la route de Namur, entre Sombref et les Quatre-Bras, Blücher étant à Namur et Wellington à Bruxelles.

Le 15 juin, les Français passèrent la Sambre , s'emparèrent de Charleroi sur les Prussiens et marchèrent en avant de deux côtés à la fois. Dans la direction de Sombref s'avançait Napoléon en personne avec la moitié de l'armée, poussant les Prussiens en retraite. Ney prit la route qui, de Charleroi, se dirige sur Bruxelles, par Gosselies, Frasnes, les Quatre-Bras, Genappe,

1. Napoléon avait pour major général dans cette campagne le maréchal Soult. Nicolas-Jean-de-Dieu Soult était né à Saint-Amand-la-Bastide (Tarn) en 1769 ; il mourut en 1851.

le Mont-Saint-Jean et Waterloo ; il n'avait avec lui que le corps d'infanterie de Reille ; celui de Drouet d'Erlon devait le rejoindre. On croyait d'ailleurs que, les Anglais n'étant pas prévenus, on ne rencontrerait pas d'ennemis. Mais il dut s'arrêter à la nuit, au delà de Frasnes, devant une brigade anglaise qui occupait les Quatre-Bras. Napoléon, de son côté, s'avança jusqu'au delà de Fleurus, où le général Letort périt dans un combat d'avant-garde. Ce jour-là, le général Bourmont passa à l'ennemi.

Le 16 juin, l'empereur trouva en face de lui 87,000 Prussiens : les trois corps de Ziethen, Thielman, Pirch Ier, réunis pendant la nuit par Blücher et occupant le plateau de Bry, protégés sur leur front par le ruisseau de Ligny, dont les abords étaient défendus par les deux villages de Saint-Amand et de Ligny. On attaqua les Prussiens beaucoup trop tard, à deux heures après midi. Les Français étaient 78,000. Napoléon, qui croyait que Ney n'avait devant lui qu'une avant-garde, lui recommanda, après avoir occupé les Quatre-Bras, de se rabattre sur les derrières des Prussiens. Mais Ney ne parut pas et ne pouvait point paraître. La bataille de Ligny fut soutenue de part et d'autre avec une rage, un acharnement épouvantable. L'apparition, à proximité du champ de bataille, d'un corps qu'on finit par reconnaître français [1], mais qui s'éloigna au lieu de joindre l'armée, arrêta un moment Napoléon. Enfin il lança ses réserves : la garde et les cuirassiers soutinrent les soldats de Vandamme et de Gérard. Il était nuit. Les Prussiens vaincus avaient perdu 22,000 hommes. Pourtant ils battaient en retraite avec ordre, conduits par Blücher, qui, tout meurtri d'une chute de cheval et foulé aux pieds par nos cavaliers, n'en menait pas moins ses soldats à Wavres, à quatre lieues du Mont-Saint-Jean, où les Anglais de Wellington allaient se retirer, à portée, par conséquent, de les secourir.

Aux Quatre-Bras aussi s'était livrée une bataille acharnée. Ney, que n'avait pas rejoint Drouet d'Erlon, n'eut dans cette journée que 22,000 hommes. Il commença l'attaque à la même heure que Napoléon ; mais, à chaque instant, l'ennemi recevait de Bruxelles des troupes fraîches. L'armée de Wellington s'éleva bientôt à 40,000 combattants. L'héroïsme des soldats de Bachelu, de Foy, de Guilleminot, les charges désespérées des cuirassiers de Kellermann furent inutiles. « Vous voyez ces bou-

1. C'était celui de Drouet d'Erlon. Voir à la page suivante l'explication de cette fausse manœuvre.

lets, disait Ney à ses officiers; je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre! » Les Anglais restèrent maîtres des Quatre-Bras; mais ils ne purent intervenir sur le champ de bataille de Ligny. Avec des forces inférieures, Ney les avait tenus en échec.

Qu'était devenu Drouet d'Erlon[1]? Au moment où il marchait pour rejoindre Ney, l'aide de camp de Napoléon, Labédoyère, qui portait au maréchal un ordre de diriger ce corps sur Ligny, prit sur lui de changer la route des colonnes avant d'avoir vu le maréchal. Napoléon, en donnant cet ordre, ignorait que Ney eût devant lui des forces supérieures. Quand le maréchal apprit ce qui se passait, il envoya à d'Erlon l'ordre de le rejoindre. Celui-ci, déjà en vue du champ de bataille de Ligny, fit volte-face; mais il ne rejoignit Ney qu'à la nuit : il était resté inutile aux Français pendant les deux batailles.

Le lendemain 17, les Français perdirent la matinée sur le champ de bataille de Ligny. A midi seulement, Napoléon chargea Grouchy[2] de poursuivre les Prussiens avec 33,000 hommes. On avait perdu leur trace; on les cherchait dans la direction de Namur, quand ils allaient arriver à Wavres. Avec le reste des troupes qui avaient combattu à Ligny, Napoléon alla rejoindre le maréchal Ney. Si l'on n'avait pas perdu la matinée, l'armée anglaise, aux Quatre-Bras, aurait pu être prise entre Ney et Napoléon. On la suivit dans sa retraite, au milieu d'une pluie battante, par un orage épouvantable, sur la route de Bruxelles. A la nuit, elle s'arrêta au plateau du Mont-Saint-Jean. Là devait se décider, le lendemain, le sort du monde.

Bataille de Waterloo (18 juin). — L'armée anglaise comptait 70,000 hommes, parmi lesquels 13,000 cavaliers et 150 canons. Elle occupait un plateau demi-circulaire, sur lequel viennent se réunir, au village du Mont-Saint-Jean, les deux routes de Nivelles et de Charleroi à Bruxelles. Au pied du plateau, au centre, les Anglais occupaient la Haie-Sainte. A droite, ils tenaient en plaine le château d'Hougoumont; à gauche, Smouhen, la Haie, Papelotte, et Ohain dans la direction de Wavres. Derrière se trouvait la forêt de Soignes, avec le village de Waterloo.

Napoléon avait 72,000 hommes, dont 15,000 cavaliers, et 240 canons. Il comptait sur la victoire. Il ignorait que Grouchy, retardé dans sa marche et incertain sur la direction à suivre,

1. Drouet d'Erlon, né à Reims en 1765, mort en 1844.
2. Grouchy, né à Paris en 1766, mourut en 1847.

n'arriverait que le soir même du 18 en face des Prussiens à Wavres et ne pourrait, avec 33,000 hommes contre 90,000, empêcher les deux tiers de l'armée prussienne d'arriver au Mont-Saint-Jean.

Comme à Ligny, la bataille commença trop tard : on voulait attendre que le sol, détrempé par l'orage fût raffermi. Napoléon avait l'intention d'aborder l'aile gauche de l'ennemi, partie la plus faible de sa ligne, et de la rejeter sur le centre. Cette manœuvre, si elle réussissait, séparait pour toujours les Anglais des Prussiens. A onze heures et demie, notre gauche, conduite par Reille, Guilleminot, Bauduin, Foy, Bachelu, Jérôme, attaqua à la droite des Anglais le château, la ferme et les bois d'Hougoumont, autour desquels s'engagea un terrible combat.

Pendant ce temps, 70 pièces de canon, en batterie sur les hauteurs de la Belle-Alliance, foudroyaient le centre et la gauche de Wellington. En ce moment, Napoléon aperçut à l'extrême droite de sa ligne un nuage noir. Il envoya un aide de camp en reconnaissance. C'était l'avant-garde de 30,000 Prussiens, qui venaient de Wavres, avec Bulow, au secours des Anglais. Napoléon plaça Lobau avec 10,000 hommes sur notre flanc droit pour les contenir lorsqu'ils arriveraient.

En même temps, à une heure après midi, il fait attaquer la gauche anglaise par les quatre divisions d'infanterie de Drouet d'Erlon (Alix, Donzelot, Marcognet, Durutte). Dans la précipitation, on range les troupes en masses de vingt-sept rangs de profondeur, tous les bataillons déployés et hors d'état de se former en carrés. Le choc fut terrible : on se fusillait de si près que les bourres entraient avec les balles dans les blessures. Le général anglais Picton fut tué. Mais en ce moment Wellington lance contre l'infanterie de d'Erlon les dragons gris écossais de Ponsonby, qui l'enfoncent, la sabrent, la poursuivent, prennent les deux drapeaux des 105e et 45e de ligne et désorganisent deux batteries qui venaient au secours de nos fantassins. Chargés alors par nos cuirassiers et nos lanciers, les dragons ennemis périssent presque tous : leur chef, Ponsonby, tombe le corps percé de sept coups de lance. Les Français n'en avaient pas moins perdu 5,000 hommes. A l'attaque de la Haie-Sainte, ils avaient également échoué.

Il était trois heures ; les Prussiens de Bulow approchaient. Napoléon n'en persiste pas moins à attaquer l'armée anglaise. Seulement, au lieu de tourner son principal effort contre la gauche de Wellington, il va maintenant l'attaquer au centre, la

partie la plus forte de la position ennemie. Pour cela, il fallait d'abord enlever la Haie-Sainte. Ney fait attaquer le village par l'infanterie de d'Erlon. Elle s'en empare; du bataillon allemand qui le défendait avec le major Baring, il ne reste que 42 hommes. Les Français sont arrivés au pied du plateau.

Quatre heures allaient sonner. L'instant décisif semblait venu. Les deux divisions de cuirassiers de Milhaud, les chasseurs à cheval et les lanciers de la garde de Lefebvre-Desnouettes, en tout 5,000 chevaux, gravissent au grand trot la pente du plateau du Mont-Saint-Jean. Ney est à leur tête. Les casques et les cuirasses brillent au soleil. Nos cavaliers couronnent la crête. Ils essuient la décharge des canons anglais. Mais la trompette sonne. Au cri de *Vive l'empereur!* les cuirassiers s'élancent en avant. Abandonnant leurs pièces, les artilleurs s'étaient réfugiés dans les rangs de l'infanterie anglaise formée en carrés. Les cuirassiers se jettent sur elle, essuient le feu à bout portant, se précipitent sur les baïonnettes. Mais la résistance est acharnée; la cavalerie ennemie vient au secours de ses fantassins. Épuisés par ce combat inégal, les cuirassiers redescendent du plateau, dont les soldats de Wellington occupent de nouveau les bords. Cette première charge de cavalerie avait été repoussée à cinq heures du soir. Bulow, qui avait quitté Wavres à la pointe du jour avec 30,000 hommes et 88 canons, avait commencé le combat depuis une demi-heure et forçait les 10,000 soldats de Lobau à reculer. Déjà les boulets ennemis tombaient sur les derrières de nos troupes engagées contre les Anglais.

Nos cavaliers se tenaient immobiles, sous la mitraille, au pied du plateau. Ney les entraîne à une seconde charge générale; il se place à la tête des cuirassiers de Milhaud, des lanciers et des chasseurs de Lefebvre-Desnouettes. Notre cavalerie couvre encore une fois le terrain situé entre les deux routes et le Mont-Saint-Jean. Kellermann suit Milhaud avec sa division de cuirassiers. La brigade de carabiniers s'ébranle à son tour. Les dragons et les grenadiers à cheval de la garde imitent cet exemple. 10,000 cavaliers s'élancent sur les vingt-six bataillons du centre britannique formés en carrés. Une seconde fois les canons sont dans nos mains. Les hussards de Cumberland prennent la fuite. Que l'infanterie française seconde nos cavaliers, et le centre anglais sera rompu. « De l'infanterie! où voulez-vous que j'en prenne? Voulez-vous que j'en fasse? » répond Napoléon au colonel Heymès, aide de camp de Ney, qui venait lui demander du renfort. La lutte continuait avec rage.

Cinq généraux français étaient hors de combat; trois généraux ennemis tués, deux blessés. « En vain, dit un historien, Ney engagea jusqu'à son dernier escadron.... en vain des carrés entiers furent renversés, dispersés, écrasés.... en vain les nombreux escadrons venus au secours de l'infanterie furent sabrés, mutilés, disloqués; le drapeau de la Grande-Bretagne continua à flotter sur le fatal plateau, et après une lutte de près de deux heures, une lutte sans exemple dans les annales de la guerre, notre cavalerie, désorganisée par d'incessants efforts..., les bras fatigués par tant de coups portés, ses chevaux haletants, harassés de tant de mouvements violents sur un sol fangeux, dut se résoudre, frémissante de rage, à redescendre la pente qu'elle avait gravie dans la conviction du succès. » (Colonel Charras.)

Les troupes de Reille se battaient toujours près d'Hougoumont, celles de Drouet d'Erlon devant la Haie, Smouhen et Papelotte. Une seconde bataille se livrait pendant ce temps sur notre flanc droit entre Lobau et Bulow. Pour soutenir Lobau, qui reculait écrasé par le nombre, il fallut d'abord envoyer la jeune garde avec Duhesme, au moment où Ney, sur le plateau, demandait à Napoléon de l'infanterie. Cela même ne suffit pas. Morand dut charger les Prussiens à la baïonnette avec trois bataillons de la vieille garde pour reprendre Planchenoît. Tout le corps de Bulow recula.

Il était près de sept heures. « Français, disait Ney à ses cavaliers, restés sous la mitraille, tenez ferme; c'est ici que sont les clefs de nos libertés! » « Toi et moi, disait-il à d'Erlon, si nous ne sommes pas tués ici, nous serons pendus à Paris! » Napoléon n'avait plus que dix bataillons de troupes fraîches; mais c'était la vieille garde, et il se croyait débarrassé des Prussiens. Six bataillons de grenadiers et de chasseurs, 3,000 vétérans conduits par Ney et quatre généraux (Friant, Roguet, Michel, Poret de Morvan), gravissent à leur tour le plateau. Les Anglo-Hollandais voient s'approcher les redoutables bonnets à poil. Mais ils tiennent ferme : ils savent qu'un second corps prussien s'avance. « Restez là, mes garçons, s'écrie Wellington. Que dirait-on de nous en Angleterre, si nous reculions? — Vous pouvez être tué, lui dit lord Hill : vos instructions? — Tenir ici jusqu'au dernier homme! » La garde aborde l'ennemi, culbute les soldats de Brunswick, de Nassau et les Hollandais; le prince d'Orange tombe de cheval frappé d'une balle. Mais tout à coup une nouvelle ligne se dresse

devant nos soldats. « Debout, gardes anglaises, et tirez juste ! » s'écrie Wellington. Les soldats de Maitland, couchés dans les blés, se relèvent et font feu. Le général Michel est tué; Ney perd son quatrième cheval. Malgré les efforts du brave des braves, la garde, diminuée de moitié, bat en retraite.

Il est huit heures, et le soleil se couche. La fusillade redouble à notre extrême droite : c'est Ziethen qui arrive avec 20,000 Prussiens, conduits par Blücher, et comble l'intervalle entre les Anglais et Bulow. Sauve qui peut! Les divisions de Drouet se débandent. La cavalerie anglaise descend du plateau. Tous les corps français sont en déroute. Les Anglais sont maîtres de la Haie-Sainte, les Prussiens de Planchenoît. Seule, la garde impériale se forme en carrés à la hauteur de la Belle-Alliance. Napoléon se réfugie dans ses rangs, l'épée à la main. Attaquée par le canon, l'infanterie, la cavalerie, chargée, enveloppée, mitraillée, la garde, par la voix de Cambronne, refuse de se rendre. Quand ses carrés sont rompus, ceux qui survivent se font jour à la baïonnette et suivent le torrent des fuyards.

Pendant que Wellington et Blücher s'embrassent à la Belle-Alliance [1], les cavaliers de Gneisenau poursuivent les Français. Un tambour prussien monte sur l'un des chevaux dételés de la voiture de l'empereur et bat la charge en tête des colonnes ennemies. Sabrés à la clarté de la lune, les vaincus sont chassés successivement de Genappe, des Quatre-Bras et de Frasnes. Là, seulement, les escadrons ennemis s'arrêtèrent. Les Français purent gagner Charleroi, où ils passèrent la Sambre, désorganisés, épuisés et mourant de faim. Ils avaient perdu 25,000 hommes, les Anglais et les Prussiens réunis 22,000. La France était vaincue. Tout était fini pour Napoléon.

Napoléon et la chambre des représentants. L'abdication (22 juin). — Après Waterloo, Napoléon était tombé dans un profond abattement. Il voulait d'abord rester à Laon et y rallier l'armée. On lui conseilla de revenir à Paris, où les chambres, averties de sa défaite, pouvaient se déclarer contre lui. Il céda, et, laissant au major général Soult le soin de réunir le plus de troupes qu'il pourrait, il arriva à l'Élysée le 20 juin à 11 heures du soir, mourant de fatigue, épuisé, hors de lui-même, et sans savoir ce qu'il allait faire le lendemain.

1. La rencontre de Blücher et de Wellington est un des sujets de tableau les plus fréquemment choisis par les peintres d'histoire anglais.

En un instant l'alarme fut dans Paris. L'empereur était donc revenu encore une fois, comme après Moscou, comme après Leipsick, sans armée! La chambre des représentants se composait d'hommes attachés à la liberté et aux principes constitutionnels. Mais les uns, considérant le retour de Louis XVIII comme la seule solution désormais possible, y étaient résignés, sans oser encore l'avouer tout haut; les autres, aveuglés par Fouché, qui trompait tout le monde, s'imaginaient que les alliés n'en voulaient qu'à Napoléon; que, lui écarté, ils s'arrêteraient, feraient la paix et laisseraient la France libre de choisir le gouvernement qui lui conviendrait, ou Napoléon II avec une régence, ou le duc d'Orléans. Ils voulaient donc forcer l'empereur à disparaître de la scène. Craignant que Napoléon, instruit de leurs dispositions, n'essayât de dissoudre la chambre, comme il le pouvait aux termes de l'acte additionnel, et de s'emparer de la dictature, ils le prévinrent. Le 21 juin, Lafayette fit adopter les résolutions suivantes : « La chambre des représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée.—La chambre se déclare en permanence. *Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison.* Quiconque se rendrait coupable de cette tentative serait déclaré traître à la patrie, et sur-le-champ jugé comme tel. — L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont combattu, et qui combattent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, ont bien mérité de la patrie.—Les ministres de la guerre, des relations extérieures et de l'intérieur sont invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de l'assemblée. »

Par cette seule déclaration les représentants s'emparaient du pouvoir exécutif. Lucien et Carnot conseillèrent à Napoléon de dissoudre la chambre et d'en appeler au peuple ; mais la bataille de Waterloo avait brisé l'énergie de l'empereur. Toute l'après-midi du 21 se passa à l'Élysée en discussions, en plaintes inutiles, en accès d'ardeur bientôt suivis d'accès de découragement. Napoléon avait d'abord voulu empêcher ses ministres de se rendre à la chambre, comme cela leur avait été enjoint; puis il céda, mais en les chargeant d'une communication insignifiante, pour dissimuler cette concession. Dans la nuit du 21 au 22, les bureaux des deux chambres (Lanjuinais, Lafayette, Dupont de l'Eure, Flauguergues, Grenier, pour les représentants; Andréossy, Boissy d'Anglas, Dejean et Thibeaudeau, pour les pairs) se réunirent avec les ministres aux Tuileries et décidèrent que les deux chambres nommeraient une *commission chargée de*

néjocier directement avec les puissances coalisées : nouvel empiètement sur le pouvoir exécutif.

Le 22 au matin, on alla plus loin : pendant qu'à l'Élysée régnait la même incertitude, Fouché, effrayant par ses menées les représentants, en leur faisant craindre un nouveau 18 brumaire, les poussait à la violence. Un membre, M. Duchêne, demanda l'abdication de l'empereur. « Si l'abdication ne vient pas, ajouta Lafayette, je proposerai la déchéance. » On en vint jusqu'à menacer Napoléon d'arrestation. On lui donna *une heure* pour se décider. Cédant aux conseils de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Napoléon abdiqua : « Français, disait-il, en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'aurais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France.... Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de *Napoléon II, empereur des Français*. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante ! »

Le gouvernement provisoire. Fouché. Capitulation de Paris (5 juillet). — Délivrée de la crainte que lui inspirait Napoléon, la chambre des représentants décréta la formation d'un *gouvernement provisoire* composé de cinq membres, dont trois seraient nommés par elle et deux par les pairs. La chambre des pairs, sous l'impression de terreur que lui avait causée le récit de la bataille de Waterloo, fait avec un profond découragement par le maréchal Ney, accepta tout. Les trois élus des représentants furent Fouché, Carnot et Grenier ; ceux des pairs furent Caulaincourt et Quinette. En vain dans les deux chambres les partisans de l'empereur demandèrent que le gouvernement provisoire prît le titre de *conseil de régence* et proclamât *Napoléon II.* En vain, dans la nuit du 21 au 22, Labédoyère s'écria à la chambre des pairs : « Il est donc décidé qu'on n'entendra jamais dans cette enceinte que des voix basses ! » En vain Lucien prit à son tour la parole : M. de Pontécoulant lui répondit qu'en prenant le titre de prince italien de Canino il avait perdu

sa qualité de Français. Defermon et Boulay (de la Meurthe) ne furent pas plus heureux à la chambre des représentants. Manuel dit qu'aux termes des constitutions de l'empire, l'abdication de Napoléon appelant naturellement son fils au pouvoir, il n'était pas besoin de le proclamer. A l'aide de ce subterfuge, la chambre évita de se prononcer et passa à l'ordre du jour. Le 26, le gouvernement provisoire déclara que tous les actes publics seraient provisoirement intitulés : « *Au nom du peuple français.* »

Les deux chambres avaient confié leurs pouvoirs au gouvernement provisoire ; celui-ci, à son tour, se laissa dominer par Fouché. Cet homme avait servi et trompé tour à tour tous les gouvernements, tous les partis. Oratorien avant la Révolution, puis marié et conventionnel, ensuite acteur au 18 brumaire et ministre de Napoléon, maintenant président de la commission exécutive, il s'apprêtait, après avoir voté la mort de Louis XVI et mitraillé les Lyonnais, à ouvrir Paris à Louis XVIII et à proscrire lui-même ses collègues. En attendant, il intriguait, endormait, abusait tout le monde, parlant résistance aux emportés, faisant espérer la paix aux chambres, le maintien de Napoléon II aux bonapartistes, l'avènement du duc d'Orléans aux constitutionnels, insinuant aux gens compromis que si Louis XVIII revenait, il y aurait amnistie générale, et cherchant à corrompre tous ceux qu'il croyait accessibles à la corruption. Tout cela pour avoir un ministère sous les Bourbons restaurés ! Après avoir été quinze ans gouvernée par Napoléon, la France fut quinze jours gouvernée par Fouché ! Tant les caractères étaient détrempés !

Et cependant on aurait pu combattre encore et obtenir peut-être une paix honorable. Grouchy était revenu de Belgique, par Namur et Avesnes, avec 30,000 hommes intacts et 100 canons ; Soult lui transmit en outre le commandement de 30,000 hommes, débris de Waterloo. Paris n'était pas fortifié sur la rive gauche, mais du côté du nord il était couvert par une ligne de retranchements, de Vincennes à Saint-Denis, et par le canal de l'Ourcq. Le 29 juin, il y avait sous les murs de la ville 70,000 hommes de troupes de ligne, dont 15,000 de cavalerie sous les ordres du prince d'Eckmühl, qui avait remplacé Grouchy ; on pouvait y ajouter 6,000 tirailleurs fédérés et toute la garde nationale de Paris, composée de 12 légions : en tout plus de 120,000 hommes. Les Prussiens et les Anglais en comptaient moins de 110,000. L'armée de Blücher, qui passait sur la rive gauche de

la Seine, se trouvait séparée de celle de Wellington, éparpillée sur une ligne de six lieues. Napoléon, qui s'était retiré à la Malmaison, envoya le général Becker, que l'on avait chargé de « veiller à sa sûreté, » demander à la commission le commandement de l'armée, promettant de le déposer après avoir vaincu l'ennemi.

Fouché refusa et força l'empereur à partir pour Rochefort; il avait décidé les maréchaux à ne pas s'opposer au retour des Bourbons. Vainement le général Excelmans détruisit une brigade prussienne entre Saint-Germain et Versailles, à Rocquencourt : le sentiment que tout était fini s'était impérieusement emparé des esprits. L'invasion, vue de près l'année précédente, n'inspirait plus les mêmes craintes. Pendant que le canon retentissait autour de Paris, une foule oisive d'indifférents ou de curieux se pressait dans le jardin des Tuileries et sous les arbres des Champs-Élysées. Les spéculateurs agiotaient; la Bourse avait monté à la nouvelle de Waterloo. Le jour même du combat de Rocquencourt (1er juillet), un conseil de guerre tenu à la Villette, au quartier général de Davout, fit une réponse ambiguë à la question de savoir si l'on pouvait défendre Paris. Sur cette réponse, le gouvernement provisoire, toujours dominé par Fouché, qui lui faisait croire que les alliés n'imposeraient pas à la France le retour de Louis XVIII, se décida à capituler. Blücher, maître de Châtillon, Meudon, Sèvres et Saint-Cloud, exigeait d'abord que l'armée française mît bas les armes! Wellington lui fit comprendre son imprudence. Le 5 juillet au soir, la capitulation fut signée. Le 7, pendant que nos soldats désespérés se retiraient sur la Loire, les Anglais et les Prussiens entraient dans Paris. Le 8, au matin, ils chassèrent le gouvernement provisoire et la chambre des députés des salles de leurs séances. Le ministre de l'intérieur venait d'envoyer aux préfets une circulaire où il disait : « Les chefs des armées alliées ont pris l'*engagement solennel de respecter nos institutions, nos intérêts, nos couleurs nationales.* » Le soir même, le drapeau blanc flottait aux Tuileries : Louis XVIII y était rentré. Fouché était devenu son ministre.

Napoléon à Sainte-Hélène. Sa mort (5 mai 1821). — Pendant que Louis XVIII revenait dans Paris, Napoléon était parti le 29 juin pour Rochefort, toujours sous la garde du général Becker. Il voulait s'embarquer pour les États-Unis; mais déjà la mer était gardée par une croisière anglaise. Pour éviter de tomber entre les mains des Bourbons, l'empereur déchu n'avait

plus d'autre ressource que de se remettre à la discrétion des Anglais. Le 15 juillet, il se rendit à bord du vaisseau *le Bellérophon*, commandé par le capitaine Maitland. Il avait écrit au prince régent d'Angleterre : « Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. » Mais l'Angleterre et l'Europe craignaient trop un second retour comme celui de l'île d'Elbe pour laisser à l'empereur déchu sa liberté. Pour les tranquilliser, pour les bien rassurer et compléter leur victoire de Waterloo, il fallait que Napoléon fût prisonnier loin de la France, au milieu des mers, sous une garde sévère à laquelle il lui fût impossible d'échapper. En vain l'empereur protesta : « J'en appelle à l'histoire, dit-il ; elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois.... Mais que répondit-on, en Angleterre, à tant de magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola ! » Plus tard il s'écriait : « Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre. »

Transporté le 8 août à bord du *Northumberland*, il arriva le 17 octobre à l'île Sainte-Hélène, dont sir Hudson Lowe devint bientôt gouverneur. Cette île [1] n'est qu'un rocher volcanique situé à neuf cents lieues de la côte d'Afrique, à deux mille lieues de l'Europe. C'est là que se passèrent ses six dernières années sur le plateau de Longwood. L'ancien maître du monde était prisonnier sur un espace qui avait deux kilomètres en long et en large. Il ne pouvait faire un pas sans être observé ; sa demeure était entourée à distance d'un cordon de sentinelles. Il n'avait plus d'armée, plus d'ordres à donner, plus de sujets ; il lui restait quelques amis, Montholon, Las-Cases, Gourgaud, Bertrand. Là furent composés : le *Mémorial de Sainte-Hélène*, que publia M. de Las-Cases ; la *Campagne de* 1815,

1. Placée sur la route de l'Hindoustan, entre le cap Vert et le cap de Bonne-Espérance, l'île Sainte-Hélène avait été occupée par les Anglais pour servir de point de relâche. Elle est dominée par le pic de Diane et renferme le port de Jamestown.

que publia Gourgaud. Ajoutons-y les *Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, le *Précis sur les campagnes de César* (Marchand), les *Campagnes d'Égypte et de Syrie* (Bertrand). Nommons encore *Napoléon dans l'exil*, par le docteur O'Meara, les *Derniers moments de Napoléon*, par le docteur Antommarchi, et les *Récits de la Captivité de Sainte-Hélène*, par Montholon. Napoléon mourut le 5 mai 1821.

CHAPITRE XVI.

Le Congrès de Vienne et les traités de 1815[1].

Convention du 23 avril 1814. — Premier traité de Paris (30 mai 1814). — Congrès de Vienne.— La Prusse veut s'emparer de la Saxe.— M. de Talleyrand. Son rôle au congrès de Vienne. — Traité secret d'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche et la France contre la Prusse et la Russie. — Second traité de Paris (20 novembre 1815).

Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815. Angleterre.— Royaume des Pays-Bas.— Confédération germanique. — Prusse. — Autriche. — Suisse. — États du midi : Portugal, Espagne, Italie. — Turquie. — États scandinaves : Suède, Norwège, Danemark, — Russie. — Prépondérance de la Russie sur terre, de l'Angleterre sur l'Océan.

Convention du 23 avril 1814. — Pour apprécier l'ensemble des traités de 1815, qui ont servi de base à toutes les conventions diplomatiques en Europe pendant un demi-siècle, il faut d'abord revenir aux premiers arrangements qui avaient accompagné en 1814 la chute de Napoléon. Deux fois la France avait été vaincue par l'Europe coalisée ; deux fois, après la bataille, était venu le partage des dépouilles. En 1814, moins d'un mois après la capitulation de Paris, dès le 23 avril, M. de Talleyrand et le comte d'Artois avaient signé *une convention* qui ouvre la liste de ces traités. Il y était dit : « Toutes hostilités sur terre et sur mer sont et demeurent suspendues entre les puissances

1. Consulter, dans l'Atlas de M. Chevallier, la carte de l'*Europe d'après les traités de* 1814 *et de* 1815.

alliées et la France.... Les puissances alliées feront évacuer par leurs armées le *territoire français*, *tel qu'il se trouvait au 1er janvier* 1792, à mesure que les places encore occupées hors de ces limites par les troupes françaises seront évacuées et remises aux alliés. Les garnisons de ces places sortiront avec armes et bagages ; elles pourront emmener l'artillerie de campagne dans la proportion de trois pièces par mille hommes, malades et blessés compris. La dotation des forteresses et tout ce qui n'est pas propriété particulière demeurera et sera remis en entier aux alliés, sans qu'il puisse être distrait aucun objet. Dans la dotation sont compris non seulement les dépôts d'artillerie et de munitions, mais encore toutes autres provisions de tout genre, ainsi que les archives, inventaires, plans, cartes, modèles, *etc.* Les mêmes stipulations seront appliquées aux places maritimes. »

Des articles secrets stipulaient la restitution des propriétés publiques mobilières enlevées à Hambourg et la remise au roi de Prusse d'engagements, montant à cent quarante millions, qu'il avait souscrits au profit de Napoléon. Ainsi, par cette convention, la France abandonnait d'un trait de plume toutes les conquêtes de la Révolution et de l'Empire, cinquante-trois places fortes occupées par nos soldats, douze mille six cents bouches à feu, des arsenaux pleins de munitions ; des fonderies, des citadelles qui étaient notre œuvre, des ports creusés par nos mains avec leurs chantiers et des escadres entières, en tout trente et un vaisseaux de ligne et douze frégates. Elle perdait pour un *milliard et demi* de valeurs mobilières et de matériel. Et cela sans condition, sans compensation. Les nombreuses garnisons qui occupaient les îles Ioniennes, Lérida, Tarragone, Figuières, Girone, Hambourg, Magdebourg, le Texel, Flessingue, Berg-op-Zoom, Anvers, Mons, Luxembourg, Mayence, allaient évacuer ces places sans combat, sans brûler une amorce. On se dessaisissait ainsi de gages précieux. Pourtant on aurait pu, à l'aide de leur possession, réclamer alors pour la France la conservation de la frontière du Rhin, ou du moins la ligne de l'Escaut, avec des places fortes capables de nous couvrir au nord, comme Luxembourg, Namur, Charleroi et Mons. Il n'en fut rien.

Premier traité de Paris (30 mai 1814). — Le 30 mai 1814, la paix avait été signée entre la France et les puissances coalisées aux conditions suivantes : la France rentrait dans ses limites du 1er janvier 1792, sauf quelques modifications dans les

départements du Nord, de Sambre-et-Meuse, de la Moselle, de la Sarre et du Bas-Rhin; elle conservait Mulhouse, Avignon, Montbéliard et Chambéry. La route de Versoix était déclarée commune à la France et à la Suisse. Tous les États riverains du Rhin obtenaient la libre navigation de ce fleuve. La Hollande, replacée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevait la promesse d'un accroissement de territoire. Tous les États d'Allemagne devaient être indépendants et unis par un lien fédératif. L'indépendance de la Suisse était garantie. L'Italie, à l'exception des parties cédées à l'Autriche, se composerait d'États souverains. L'île de Malte et ses dépendances restaient à l'Angleterre. La France recouvrait ses anciennes colonies, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie, l'île de France, Rodrigue, les Seychelles, cédées aux Anglais avec leurs dépendances. Dorénavant elle ne pouvait fortifier les villes qu'on lui rendait dans l'Inde, et devait n'y entretenir que le nombre de soldats nécessaire au maintien de la police. Elle recouvrait le droit de pêche sur le grand banc et sur les côtes de Terre-Neuve, ainsi qu'à l'embouchure du Saint-Laurent. Tous les vaisseaux et bâtiments armés ou non armés qui se trouvaient dans les places maritimes cédées par la France seraient partagés entre elle et les puissances alliées; ce partage devait avoir lieu dans la proportion de deux tiers pour la France et un tiers pour les puissances dont ces places devenaient la propriété. La France renonçait complètement à la flotte du Texel. Dans le délai de deux mois, toutes les puissances devaient envoyer à Vienne des plénipotentiaires pour régler dans un congrès toutes les questions laissées en suspens par ce traité.

Congrès de Vienne. — Ce fut le 22 septembre 1814 que s'ouvrit le fameux congrès de Vienne. Les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de Prusse et de Wurtemberg, de Bavière, de Danemarck, s'étaient rendus dans cette capitale et y vivaient au milieu des fêtes, en attendant le moment où ils devaient se partager les pays et les peuples laissés sans maître par la dépossession de la France.

Huit puissances avaient pris part au traité de Paris : la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse, l'Espagne, le Portugal, la Suède et la France. Toutes furent représentées au congrès de Vienne. Parmi les hommes d'État qui y figurèrent, il faut citer MM. de Metternich, pour l'Autriche; de Hardenberg et de Humboldt, pour la Prusse; de Nesselrode, pour la Russie; de

Talleyrand et de Dalberg, pour la France ; les lords Castlereagh, Cathcart, Clancarty, Stewart, pour l'Angleterre.

Il y avait certains points convenus avant même l'ouverture des débats, comme la cession à l'Autriche de la Haute Italie, celle de Malte aux Anglais, la formation du royaume des Pays-Bas, *etc.;* mais il y avait trois graves questions à résoudre : celles de Saxe, de Pologne et de Naples.

La Prusse veut s'emparer de la Saxe. — La plus importante était celle de Saxe. Le roi de Saxe, qui devait à Napoléon sa couronne et le grand-duché de Varsovie, était resté jusqu'au dernier moment fidèle à l'empereur. Après la bataille de Leipsick, il avait été conduit prisonnier à Berlin. Sous prétexte de le punir de ce qu'ils appelaient sa trahison, les Prussiens voulaient réunir ses États à leur monarchie, c'est-à-dire renverser du trône l'une des plus anciennes maisons souveraines de l'Allemagne, supprimer un État de trois millions d'habitants, s'emparer de Dresde et de Leipsick, du cours de l'Elbe, de la Mulde et de la Saale et reporter leur frontière jusqu'au pied des montagnes de la Bohême.

L'empereur de Russie appuyait les prétentions de Frédéric-Guillaume, son premier allié en 1813 ; de plus, la cession de la Saxe aux Prussiens lui aurait permis de ne pas leur rendre leurs anciennes possessions polonaises, de garder pour lui le grand-duché de Posen. Ainsi, il aurait été maître de presque toute la monarchie polonaise, du Dniéper jusqu'à l'Oder ; il se serait avancé au cœur de l'Allemagne. Alors il aurait réalisé le projet formé de concert avec le prince Czartoriski : la Pologne se serait trouvée reconstituée, mais au profit des Romanow, contre l'Europe, qu'elle aurait menacée, au lieu de lui servir de barrière.

Pour être moins grave que les questions de Saxe et de Pologne, celle de Naples n'était pas moins embarrassante. Il y avait deux rois dans le sud de l'Italie : Joachim Murat à Naples, Ferdinand à Palerme. Afin d'échapper au sort des autres princes nommés par Napoléon, Murat avait fait cause commune avec les alliés dès la fin de 1813 ; mais, d'un autre côté, les Bourbons de Sicile resteraient-ils seuls, au milieu de la restauration universelle, dépouillés de la moitié de leurs États ?

M. de Talleyrand. Son rôle au congrès de Vienne. — Telles étaient les questions à débattre. Quel rôle la France allait-elle jouer dans le congrès ? Les représentants de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie essayèrent d'abord d'ex-

clure la France des discussions relatives au partage des pays en litige; mais grâce au représentant de l'Angleterre, lord Castlereagh, elle y fut admise. M. de Talleyrand, représentant de Louis XVIII, allait se trouver dans une position embarrassante. Le roi de Prusse tenait tellement à la Saxe, et Alexandre à la possession complète de la Pologne, que, pour obtenir l'appui de la France sur cette question, ils auraient probablement consenti à revenir sur le traité du 30 mai et à nous accorder une notable augmentation de territoire au nord, peut-être même toute la rive gauche du Rhin. Il est vrai que l'acquisition de la Saxe par la Prusse et de toute la Pologne par la Russie aurait donné à ces deux puissances une prépondérance menaçante pour le reste de l'Europe. M. de Talleyrand devait y songer. Bien d'autres considérations, d'ailleurs, se pressaient dans son esprit. Si l'on veut comprendre le rôle qu'il joua dans ces circonstances, il faut ne pas oublier sa position personnelle à la cour de Louis XVIII. Avant la Révolution, M. de Talleyrand avait été évêque d'Autun. C'était lui qui le 14 juillet 1790, lors de la fédération, avait célébré la messe au Champ-de-Mars sur l'autel de la patrie; c'était lui qui le premier, dans la Constituante, avait proposé que les biens du clergé fussent mis à la disposition de la nation et déclarés biens nationaux. Plus tard ministre de Napoléon, il n'en fit pas moins, en 1814, décréter par le sénat la déchéance de l'empereur; mais, en rappelant Louis XVIII au trône, le sénatus-consulte lui avait imposé une constitution qui était devenue la charte. Aussi, à la cour, les anciens émigrés, les royalistes les plus exaltés, ayant à leur tête le comte d'Artois, lui montraient-ils une grande froideur. Il était donc obligé de se faire accepter. Réclamant dans le congrès, pour faire plaisir aux Bourbons, l'expulsion de Murat et le rétablissement de Ferdinand VII à Naples au nom de la *légitimité*, pouvait-il accepter, au mépris de ce même principe, la dépossession du roi de Saxe?

Le représentant de la France se joignit donc à ceux de l'Angleterre et de l'Autriche pour résister à la Prusse et à la Russie. L'Angleterre craignait de voir l'équilibre européen détruit; l'Autriche redoutait l'agrandissement de la Prusse, sa rivale, qui, déjà touchant à sa frontière par la Silésie, serait arrivée, en acquérant la Saxe, aux portes de la Bohême. Les États secondaires d'Allemagne, Bavière, Würtemberg, Hanovre, craignaient de permettre un précédent dont on pourrait un jour abuser contre eux-mêmes. En vain Alexandre essayait de ga-

gner M. de Talleyrand. « Quand, lui disait-il, nos affaires seront-elles finies?... Il me semblait que les Bourbons me devaient quelque chose. » M. de Talleyrand répondait en parlant de modération, de légitimité, de droit public. « Ces droits de l'Europe, répliquait le czar, je ne les connais pas. Entre puissances, les droits sont les convenances de chacune. Je n'en admets pas d'autres.... S'il en est ainsi, la guerre! la guerre! J'ai deux cent mille hommes en Pologne; qu'on vienne m'en chasser.... Le roi de Saxe est un traître... Il ira finir prisonnier en Russie, et il ne sera pas le premier prince saxon qui ait expié ainsi ses prétentions sur la Pologne. »

Traité secret d'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche et la France contre la Prusse et la Russie. — C'est alors que, pour résister aux prétentions de la Russie et de la Prusse, MM. de Talleyrand, de Metternich et lord Castlereagh signèrent le traité secret du 3 janvier, auquel accédèrent la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre. Aux termes de ce traité, la France, l'Angleterre et l'Autriche s'engageaient à s'unir pour assurer le maintien du traité de Paris; chacune des trois puissances promettait de mettre sur pied un contingent de 150,000 hommes. Ainsi, six mois après la chute de Napoléon, ceux qui l'avaient renversé étaient sur le point de se faire la guerre. Ils n'en vinrent pas là cependant : ils transigèrent. Le roi de Saxe ne fut pas détrôné; mais on lui prit un tiers de ses États; Alexandre dut laisser le grand-duché de Posen à la Prusse, à laquelle on donna aussi un territoire considérable sur les deux rives du Rhin.

Lorsque la distribution des dépouilles fut terminée (on en verra plus loin le détail), les souverains s'apprêtèrent à quitter Vienne. Tous n'avaient pas été également bien partagés. « Vous emportez tous les cœurs, disait l'empereur de Russie au roi de Danemark lors de son départ. — C'est possible, répondit ce dernier; mais ce qu'il y a de certain, c'est que je n'emporte pas une *âme.* »

L'alliance des monarques coalisés, si ébranlée pendant le congrès, se resserra brusquement au moment de sa dissolution. Le 11 mars 1815 au soir, tous les rois et les diplomates étaient réunis dans un bal chez M. de Metternich, lorsque tout à coup la musique s'arrêta, les danses cessèrent, les invités pâlirent. Un nouveau Daniel avait-il écrit sur les murs de la salle quelque menace prophétique? Bientôt on entendit toutes les bouches répéter avec stupeur : *Il est en France!* Napoléon avait quitté

l'île d'Elbe, et il marchait alors à la conquête de Paris avec neuf cents hommes. Deux jours plus tard les alliés, dans une célèbre proclamation, le déclarèrent *hors la loi*. Leur arrêt allait recevoir son exécution dans les plaines de Waterloo.

Second traité de Paris (20 novembre 1815). — Quatre mois après, la coalition victorieuse était de nouveau maîtresse de Paris. D'abord, elle aurait voulu démembrer la France, lui prendre l'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine et la Flandre; elle rabattit cependant de ces exigences. Le traité du 20 novembre 1815 ne nous en imposait pas moins des sacrifices douloureux. La France rentrait dans ses limites de 1790; mais elle perdait, entre la Sambre et la Meuse, *Philippeville* et *Marienbourg :* à l'avenir notre frontière était ouverte par la *trouée des Ardennes;* une armée étrangère venant de Charleroi ou de Namur, laissant Avesnes à droite et Givet à gauche, pouvait désormais pénétrer sans obstacle en France par la source de l'Oise. En outre, la France abandonnait le *duché de Bouillon;* elle cédait le cours de la Sarre, avec *Sarrelouis*, ville toute française, fondée par Louis XIV, patrie du maréchal Ney[1]. De plus, on évacuait *Landau* et tout le territoire situé à la gauche de la Lauter, à l'exception de Wissembourg; plusieurs communes du *pays de Gex*, toute la *Savoie* avec *Chambéry*. La France ne pouvait plus à l'avenir avoir garnison à Monaco; elle s'engageait à raser les *fortifications d'Huningue*, qui ne pourraient être jamais rétablies ni remplacées par d'autres ouvrages à une distance moindre de trois lieues de la ville de Bâle. La population des territoires ainsi perdus s'élevait à 534,000 habitants.

Une armée étrangère de 150,000 hommes, entretenue aux frais de la France, et dont le commandant en chef serait nommé par les puissances alliées[2], devait occuper les places de Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet, Charlemont, Mézières, Sedan, Montmédy, Thionville, Longwy, Bitche et la tête de pont du fort Louis. Le maximum de cette occupation était fixé à cinq ans; elle pouvait finir au bout de trois ans si les puissances alliées n'y voyaient pas d'inconvénient.

1. Cette ville avait fourni à la France, pendant la Révolution, 5 généraux de division, 6 généraux de brigade, 10 colonels, 12 lieutenants-colonels, 156 capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

2. Ce fut le duc de Wellington.

La France devait payer aux puissances alliées, dans l'espace de cinq ans, une indemnité de guerre de 700 millions. Il faut encore y ajouter les réclamations particulières de certaines puissances, surtout celles de l'Angleterre, qui portèrent cette somme à plus du double.

Un dernier article du traité stipulait que toutes les parties contractantes réuniraient leurs efforts pour assurer l'abolition de la traite des noirs d'Afrique.

Tels furent ces fameux traités de 1815, aussi importants dans l'histoire du dix-neuvième siècle que ceux de Westphalie dans celle du dix-septième ou ceux d'Utrecht au dix-huitième. Un coup d'œil jeté sur l'état de l'Europe en 1789 et en 1815 nous en montrera toutes les conséquences.

Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815. Angleterre. — C'était l'*Angleterre* qui depuis 1793 jusqu'en 1815 avait soutenu le poids principal de la lutte contre la Révolution française et contre Napoléon : elle y avait gagné l'empire des mers et la véritable domination du globe. Commencée par Élisabeth et Cromwell, continuée par Guillaume III et les deux Pitt, l'œuvre de la conquête britannique, déjà si avancée au dix-huitième siècle par les traités d'Utrecht et de Paris, avait été terminée en 1814 et 1815 par le congrès de Vienne. La persévérance britannique avait triomphé de tous les obstacles, et les Anglais pouvaient dès lors donner à toutes les mers le nom que les Romains appliquaient à la Méditerranée : *Nostrum mare*. Par le Canada et les Antilles, ils enveloppaient l'Amérique. La possession de l'Australie leur assurait celle du Grand Océan ; celle de l'Inde les faisait maîtres de l'Asie. Toutes les stations importantes, les points de relâche, les détroits qui ferment et ouvrent l'entrée des mers, leur appartenaient.

Dès 1789, ils possédaient en Europe, dans la Manche, entre la Normandie et la Bretagne, *Jersey*, *Guernesey* et *Aurigny*, qui observaient Brest, Saint-Malo et Cherbourg. Au sud de l'Espagne, ils étaient maîtres de *Gibraltar*, l'entrée de la Méditerranée. En Afrique, ils possédaient déjà des comptoirs dans la *Sénégambie* et la *Guinée*, avec les îles de l'*Ascension* et de *Sainte-Hélène*. Ils étaient maîtres en Asie de toutes les côtes de la *presqu'île indienne*, de *Bombay* sur la côte de Malabar, de *Madras* sur la côte de *Coromandel*, du *Bengale* et du cours inférieur du Gange avec *Calcutta* et *Agrah;* dans l'Océanie, ils

avaient fondé *Botany-Bay* en *Australie*. Sur le continent américain, ils possédaient leur colonie de la *Guyane*, le *Canada* avec *Québec*, *Montréal*, les bords du Saint-Laurent et des lacs Ontario, Érié, Huron, Michigan, Supérieur, le *Nouveau-Brunswick* et la *Nouvelle-Écosse*. Ils avaient de plus *Terre-Neuve*, l'île *du Cap-Breton*, les *Bermudes ;* aux Antilles, la *Jamaïque*, les îles *Bahama*, la *Barbade, Antigoa*, *Montserrat, Nevis, Saint-Vincent*, la *Dominique*, *Grenade*, les *Grenadilles*.

En 1814, ils avaient ajouté à ces possessions, en Europe : dans la mer du Nord, l'île d'*Héligoland*, en face de l'embouchure de l'Elbe; dans la Méditerranée, l'île de *Malte* au centre, entre la Sicile et l'Afrique, enlevée aux Français en 1800 ; les *îles Ioniennes* avec *Corfou* à l'est, enlevées aux Français en 1814. En Afrique, ils étaient maîtres du *Cap de Bonne-Espérance*, conquis sur les Hollandais ; de l'*île de France*, conquise sur nous, qui renfermait le meilleur port de la mer des Indes, et à laquelle ils donnèrent le nom d'*île Maurice;* des *Seychelles*. Dans l'Inde, ils avaient triomphé du *Mysore* après la mort de Tippou-Saïb et la prise de *Seringapatam;* en 1803, ils avaient pris *Delhi*, la capitale du Grand Mogol; déjà ils avaient envahi le *Népaul* et le pays des *Mahrattes*, ils avaient pris sur les Hollandais la grande île de *Ceylan*. En Océanie, ils s'étaient établis dans la *Tasmanie* ou *terre de Van Diémen*. En Amérique, ils avaient pris *Sainte-Lucie* et *Tabago* à la France, la *Trinité* aux Espagnols. On comprend dès lors qu'un homme d'État anglais ait pu dire : « Il ne doit pas se tirer sur l'Océan un seul coup de canon sans la permission du cabinet de Saint-James. »

Royaume des Pays-Bas. — Si puissante par elle-même, l'Angleterre ne l'était pas moins par l'affaiblissement de la France sa rivale, à laquelle on avait enlevé toute la rive gauche du Rhin, depuis Landau jusqu'à la mer. En 1789, la *Belgique* appartenait aux Autrichiens. La *Hollande* n'avait en Europe qu'un faible territoire, mais elle possédait d'importantes colonies; elle était maîtresse du *Cap de Bonne-Espérance*, de *Ceylan*, de *Sumatra*, *Java*, *Bornéo*, *Curaçao*, *Saint-Eustache*, d'une partie de la *Guyane*. En 1814, les Anglais avaient conquis le *Cap* et *Ceylan*.

Pour écarter à jamais la France du Zuyderzée, des bouches de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, pour l'éloigner d'Anvers, où Napoléon disait qu' « il avait un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre, » on réunit la *Hollande*, la *Belgique*, le *Luxembourg*, le *Limbourg ;* on en forma, sous le nom de *royaume des*

Pays-Bas, un seul État de 8,000,000 d'habitants. *Bruxelles*, *Gand*, *Bruges*, *Ostende*, *Liège*, *la Haye*, *Utrecht*, appartenaient désormais au même maître. Le nouvel État avait les ports d'*Amsterdam*, du *Texel*, de *Rotterdam*, de *Dordrecht*, de *Brille*, d'*Helvoetsluys*, de *Berg-op-Zoom*, d'*Anvers*, de *Flessingue* et d'*Ostende ;* il était défendu contre la France par les places fortes de *Courtray*, de *Tournay*, de *Mons*, de *Charleroi*, de *Namur*, de *Liège*, de *Luxembourg*. Le traité du 20 novembre 1815 lui céda de plus *Philippeville*, *Marienbourg* et *Bouillon*.

Confédération germanique. — Aucun pays n'avait subi des changements plus profonds que l'Allemagne. Avant 1789 elle formait un empire, dont le souverain était élu par huit électeurs. Ces électorats étaient les trois *électorats ecclésiastiques* de *Trèves*, *Cologne*, *Mayence;* l'électorat de *Bohême*, appartenant à l'Autriche; l'électorat de *Brandebourg*, au roi de Prusse ; l'électorat de *Saxe;* celui du *Palatinat* et de *Bavière;* celui de *Hanovre*, au roi d'Angleterre. Il y avait les évêchés ou archevêchés souverains d'*Augsbourg*, *Salzbourg*, *Wurtzbourg*, *Bamberg*, etc., les duchés de *Saxe*, *Brunswick*, *Mecklembourg*, *Oldenbourg*, etc. ; un nombre considérable de petites principautés de toute sorte.

En 1815, tout est changé : désormais plus d'empire, plus d'électeurs de Trèves, Cologne et Mayence, plus de domaines ecclésiastiques. Il y eut désormais une *Confédération germanique* composée de 39 États souverains, savoir :

Quatre royaumes : 1° La *Bavière*, dont le souverain, devenu roi par nomination de Napoléon, avait *Munich* pour capitale. Afin de le rendre ennemi de la France, on lui avait donné la *Bavière rhénane*, avec *Spire*, *Landau* et *Deux-Ponts*, entre la Prusse rhénane, la Hesse-Darmstadt et le grand-duché de Bade; la Bavière possédait une partie des anciens domaines autrichiens de *Souabe*, et les anciens évêchés de *Freisingen*, de *Bamberg*, de *Wurtzbourg* et d'*Augsbourg*.

2° Le *Wurtemberg*, accru aussi d'une partie de la *Souabe*, et dont Napoléon avait fait roi le souverain. Sa capitale était *Stuttgart; Ulm*, *Tubingue*, *Heilbronn* y étaient compris ;

3° La *Saxe*, érigée en royaume par Napoléon. Mais son souverain avait payé par la perte d'une partie de son territoire sa fidélité à l'empereur : il s'était vu enlever la haute et la basse Lusace, presque toute la Misnie et la Thuringe, avec les places de Torgau et de Wittemberg; son royaume ne s'étendait plus que de *Dresde* à *Leipsick*, et de *Bautzen* à *Zwickau ;*

4° Le royaume de *Hanovre*, reconstitué entre l'Ems et l'Elbe au profit de la famille régnante d'Angleterre, avec les villes de *Hanovre*, *Gottingue*, *Hildesheim*, *Hameln*, *Nienbourg*, *Osnabrück*, *Aurich*, *Cuxhaven*, *Verden*, *Stade* et *Lunebourg*.

Sept grands-duchés : 1° celui de *Bade*, entre le Rhin et la forêt Noire, avec *Carlsruhe* pour capitale; 2° celui de *Hesse-Darmstadt*, avec *Darmstadt*, *Worms* et *Mayence ;* 3° celui de *Hesse-Cassel* ou *Électorale*, avec *Cassel* et *Fulde ;* 4° celui de *Saxe-Weimar*, avec *Weimar* et *Iéna;* 5° celui d'*Oldenbourg*, enclavé dans le Hanovre; 6° celui de *Mecklembourg-Strélitz ;* 7° celui de *Mecklembourg-Schwérin*.

Neuf duchés : Saxe-Gotha, *Saxe-Cobourg, Saxe-Meiningen*, *Saxe-Hildburghausen*, *Anhalt-Dessau*, *Anhalt-Bernbourg*, *Anhalt-Koethen*, *Nassau* et *Brunswick*.

Onze principautés : Schwarzbourg-Rudolstadt et *Schwartzbourg-Sondershausen;* les deux principautés de *Schwartzemberg;* deux de *Reuss*, deux de *Lippe*, une de *Hesse-Hombourg*, de *Lichtenstein* et de *Waldeck*.

Quatre villes libres : Brême, *Lübeck*, *Hambourg*, *Francfort-sur-le-Mein*.

Faisaient également partie de la Confédération germanique, pour certaines portions de leurs États :

Les *Pays-Bas* (*Luxembourg*) ;

Le *Danemark* (*Holstein*, *Lauenbourg*) ;

La *Prusse* (tout entière, à l'exception du grand-duché de Posen et de la province de Prusse) ;

L'*Autriche* (*Autriche*, *Moravie*, *Bohême*, *Styrie*, *Carinthie*, *Carniole*, *Istrie*, *Tyrol*, *Vorarlberg*).

Tous ces États réunis en confédération étaient représentés par une diète siégeant à Francfort-sur-le-Mein et composée de 17 membres, sous la présidence perpétuelle de l'Autriche. Les membres de la diète étaient désignés, non par une élection populaire, mais par le choix des gouvernements fédérés. Les petits États étaient groupés, et plusieurs d'entre eux réunis n'avaient qu'une voix. Les confédérés conservaient leur indépendance souveraine, pouvaient avoir leurs armées, leurs représentants auprès des divers États de l'Europe, mais ne pouvaient contracter d'alliance contraire au pacte fédéral et à la sûreté de la confédération. Ils devaient fournir un contingent calculé d'après leurs forces respectives.

C'était contre la France que la Confédération germanique avait été instituée; c'est contre elle également que furent armées les

places fortes fédérales de *Luxembourg, Mayence, Landau, Ulm, Rastadt*. Les Allemands étaient chargés de nous tenir en respect.

Prusse.— La Prusse, élevée au rang des grandes puissances par Frédéric II, possédait en 1789 le margraviat de *Brandebourg*, la *Silésie*, la *Poméranie orientale*, la *Prusse proprement dite*, la *Grande Pologne*, à l'exception de Thorn et de Dantzick, la principauté d'*Hildesheim*, les duchés de *Clèves*, de *Berg*, de *Juliers*, de la *Marck*, les principautés d'*Anspach* et de *Hohenzollern;* la *Frise orientale*. En 1815, sa situation était bien changée. Car si elle n'avait plus Anspach, cédé à la Bavière, la Frise orientale et Hildesheim, réunis au Hanovre, elle possédait deux masses compactes d'États. Au *Brandebourg*, à la *Silésie*, à la *Prusse*, à la *Poméranie orientale*, elle avait ajouté en Pologne tout le *grand-duché de Posen;* tout le cours de la Vistule, de Thorn à son embouchure, avec *Bromberg*, *Culm*, *Graudentz*, *Marienwerder* et *Dantzick*, ce qui unissait la Prusse et le Brandebourg. Elle possédait le cours de l'Oder, jusqu'à son embouchure. Elle avait acquis un tiers de la *Saxe*, de sorte qu'elle était maîtresse du cours de l'Elbe par *Torgau*, *Wittemberg* et *Magdebourg*. Elle avait obtenu la *Poméranie occidentale*, avec *Stralsund* et l'*île de Rugen*. Sur les deux rives du Rhin, la Prusse possédait une seconde masse d'États séparés des premiers par les petits princes allemands. Elle tenait le fleuve de Bingen à Emmerich, avec les villes de *Coblentz*, *Bonn*, *Cologne*, *Dusseldorf* et *Wesel;* sur la rive droite elle tenait la *Westphalie* avec *Munster* et *Minden*, ainsi que le *grand-duché de Berg;* sur la rive gauche, maîtresse d'*Aix-la-Chapelle*, *Juliers* et *Trèves*, elle était chargée de contenir les Français, dont elle bordait la frontière entre la Bavière rhénane et le Luxembourg. C'était à son profit que le traité du 20 novembre 1815 nous avait enlevé *Sarrebrück* et *Sarrelouis*.

Son ambition allait être désormais de réunir en un seul tout ses États encore séparés, en saisissant successivement les territoires intermédiaires, et de prendre, à la tête de l'Allemagne, la première place, qui jusqu'en 1806 avait appartenu à l'Autriche.

Autriche. — En 1789, la maison de Lorraine-Habsbourg possédait l'*archiduché d'Autriche*, le *royaume de Hongrie*, la *Transylvanie*, une partie de la *Galicie*, la *Silésie méridionale*, le royaume de *Bohême*, le *Tyrol*, le *Vorarlberg*, les *Confins militaires*, la *Croatie*, l'*Esclavonie*, la *Carinthie*, la *Carniole*, une partie de la *Souabe*, l'*Ortenau*, le *Brisgau*, les *villes forestières*, *Constance*, les *Pays-Bas autrichiens* ou la *Belgique*, le

Milanais; de plus, des archiducs régnaient en *Toscane* et à *Modène.* Enfin le souverain des États autrichiens joignait à ses couronnes héréditaires le titre d'*Empereur*, c'est-à-dire de chef du *Saint Empire Romain Germanique.*

En 1815, les Autrichiens recouvrèrent les provinces qu'ils avaient successivement perdues par les traités de 1797, 1801, 1805 et 1809, à l'exception de la Belgique, de la Souabe, du Brisgau, de l'Ortenau et de Constance, possessions éloignées, et d'une défense presque impossible. La monarchie autrichienne avait en revanche acquis à l'est la *Bukowine* et presque toute la *Galicie,* avec les villes de *Lemberg* ou *Léopol*, *Sambor*, *Zolkiew*, *Tarnow*, *Tarnopol*, *Czernowitz;* elle était maîtresse des riches salines de *Wielickza.* Seule, dans cette partie de l'ancienne Pologne, Cracovie, qu'aucune des trois puissances co-partageantes ne voulait céder à une autre, était proclamée indépendante. A l'ouest, l'Autriche avait obtenu l'ancien *archevêché de Salzbourg.* Enfin son rêve séculaire était accompli : l'Italie lui appartenait; à *Mantoue*, à *Milan*, elle avait ajouté le territoire de l'ancienne république de *Venise*, avec l'embouchure du Pô, le cours de l'Adige, du Bacchiglione, de la Brenta, de la Piave et du Tagliamento, ainsi que les villes de *Venise*, *Vérone*, *Vicence*, *Trévise*, *Padoue*, *Udine*, *Bellune*, et la côte d'*Illyrie.*

Toutefois, ces acquisitions ne rendaient point à l'Autriche son ancienne prépondérance. Elle restait partagée en trois portions, dont les habitants étaient de race, de mœurs, de langue différentes : slave et hongroise à l'est, allemande au centre et au nord, italienne au midi. Comment établir l'harmonie entre des populations si diverses? Comment concilier les intérêts souvent opposés des unes et des autres? Comment surtout lutter contre l'influence croissante de la Prusse, puissance jeune, homogène, ambitieuse, et qui venait de déployer en 1813, 14 et 15 des ressources redoutables et une menaçante activité?

Suisse. — La *Suisse*, elle aussi, ne fut pas exempte des changements produits en Europe par les traités de 1815. Elle comptait treize cantons avant la Révolution française. Napoléon, en sa qualité de *médiateur*, en avait créé six autres; il avait réuni à la France Genève et le Valais et donné à la république le nom de *Confédération helvétique.* Elle reprit celui de *Suisse*, acquit *Genève* et recouvra le *Valais*, obtint une partie de l'ancien *évêché de Bâle* et le *pays de Porentruy.* Trois nouveaux cantons furent créés : ceux du *Valais*, de *Geneve*, de *Neuchâtel.* Toutes les puissances reconnurent la neutralité de la Suisse.

États du Midi : Portugal, Espagne, Italie. — Les changements étaient moins grands dans le midi de l'Europe ; ils étaient cependant considérables. Le royaume de *Portugal*, avant 1789, avait d'immenses colonies : en Amérique, il possédait tout le *Brésil*, avec les ports de *San Salvador* et de *Rio de Janeiro;* en Afrique, les *Açores*, *Madère*, *Porto-Santo,* les *îles du Cap-Vert* avec *Ténériffe*, les îles *Saint-Thomas* et du *Prince;* sur la côte de Guinée, les capitaineries d'*Angola* et du *Congo;* la capitainerie générale de *Mozambique*, à l'est de l'Afrique; *Goa* et *Diu* dans l'Inde, l'île de *Macao* en Chine, l'île de *Timor* en Océanie. Détrônée par Napoléon en 1807, la maison de Bragance, en 1815, rentre en possession du Portugal; mais elle va perdre le Brésil. Elle avait cédé à l'Espagne la ville d'*Olivenza*, sur la rive gauche de la Guadiana, en 1801, par le traité de Badajoz.

L'Espagne avant 1789 possédait en Amérique un vaste empire colonial : *Cuba*, *Porto-Rico*, et la moitié de *Saint-Domingue*, la *Trinité*, aux Antilles ; sur le continent, les vice-royautés de *Lima* et de *Mexico* et leurs dépendances, c'est-à-dire les contrées qui forment aujourd'hui la *Floride*, une partie de la *Louisiane*, le *Texas*, le *Mexique*, les cinq républiques de l'*Amérique centrale*, la *Colombie*, l'*Uruguay*, la *Plata*, le *Chili*, la *Bolivie*, et le *Pérou*, avec les ports de *Tampico*, la *Vera-Cruz*, *Caracas*, *Montevideo*, *Buenos-Ayres*, sur l'Atlantique ; *Valparaiso*, le *Callao*, *Guayaquil*, *Panama*, *Mazatlan* et *Truxillo,* sur le Pacifique. Elle avait en Océanie les îles *Mariannes*, les îles *Philippines*, dont les deux principales étaient *Mindanao* et *Luçon*, avec *Manille* pour capitale. En 1815, les Bourbons étaient rentrés à Madrid ; mais ils allaient perdre tout ce qu'ils possédaient avant la Révolution sur le continent américain. Ils avaient déjà cédé la *Trinité* aux Anglais par le traité d'Amiens en 1802.

L'Italie était complètement bouleversée. En 1789, les Bourbons régnaient à *Naples* et en *Sicile;* le pape possédait *Rome* et la *Campagne de Rome*, les *Légations* et la *Romagne*, c'est-à-dire *Viterbe*, *Pérouse*, *Tivoli*, *Frosinone*, *Anagni*, *Foligno*, *Urbin*, *Ancône*, *Bologne*, *Ravenne* et *Ferrare;* un archiduc autrichien régnait en *Toscane;* la république de *Venise* possédait le pays situé entre l'*Adriatique*, l'*Isonzo*, le *Mincio* et le *Pô;* l'Autriche était maîtresse de *Mantoue* et de *Milan;* la maison de Savoie régnait en *Sardaigne*, à *Nice*, en *Savoie* et en *Piémont;* *Gênes* formait une république; *Parme* et *Plaisance* appartenaient à un prince espagnol. En 1815, les Bourbons sont

de nouveau maîtres de *Naples* et de la *Sicile;* le pape a recouvré ses États, à l'exception d'*Avignon;* un archiduc rentre en Toscane; mais *Parme* et *Plaisance* sont donnés à Marie-Louise, femme de Napoléon; la république de *Venise* n'existe plus: son territoire, réuni au Milanais et au Mantouan, a formé pour l'Autriche le *royaume Lombard-Vénitien;* le territoire de la *république de Gênes* a été réuni aux États sardes.

Turquie. — A l'autre extrémité de la Méditerranée, les *Turcs* étaient en pleine décadence. Avant 1789, le Grand Seigneur possédait encore en Europe la *Roumélie*, la *Grèce*, la *Bulgarie*, l'*Albanie*, la *Bosnie*, la *Serbie*, la *Valachie*, la *Moldavie*, la *Bessarabie*. En Asie, il avait l'*Anatolie*, l'*Arménie*, la *Mésopotamie*, la *Syrie*, une partie de l'*Arabie;* en Afrique, l'*Égypte*, *Tripoli*, *Tunis*, *Alger*, étaient sous sa domination; mais les mameloucks au Caire, les beys à Tunis et à Tripoli, le dey à Alger, étaient les véritables maîtres du pays. La capitale de la Turquie, *Constantinople*, placée entre l'Europe et l'Asie, protégée au nord par les Balkans et le Danube, au sud par l'Euphrate et le Tigre, avec son port admirable sur la mer de Marmara, dont l'entrée était défendue par le détroit des Dardanelles, était la ville la mieux située du monde. *Andrinople*, *Athènes*, *Smyrne*, *Trébizonde*, *Damas*, *Alep*, *Bagdad*, *Bassora*, la *Mecque*, étaient comprises dans les limites de l'empire ottoman, qui possédait les rivages de la mer Rouge comme ceux de l'Archipel et ceux de la Méditerranée comme ceux de la mer Noire.

Il était cependant très affaibli. En 1791, par le traité de Szistowa, il dut céder la ville d'*Orsova* à l'Autriche; en 1792, par le traité d'Iassy, il reconnut définitivement à la Russie la possession de la Crimée, et lui céda *Oczakow*, le *Kouban* et le *pays situé entré le Boug et le Dniester;* en 1812, par le traité de Boukharest, il abandonna encore aux Russes la *Bessarabie*, entre le Dniester et le Pruth. La *Serbie*, depuis 1804, l'*Égypte*, depuis 1806, sont à peu près indépendantes. La *Grèce* va se soulever en 1820.

États scandinaves : Suède, Norwège, Danemark. — C'étaient les Russes qui démembraient la Turquie; c'étaient eux également qui dépouillaient la *Suède* de ses plus belles provinces; ils lui avaient pris la *Finlande* (1808-9), et des fenêtres de son palais de Stockholm le roi de Suède pouvait voir désormais les canons moscovites braqués sur les *îles d'Aland*. Outre la Finlande, les Suédois avaient perdu la *Poméranie*, avec *Stralsund* et l'île de *Rugen*, cédés aux Prussiens; ils avaient

acquis en revanche la *Norwège*, enlevée aux Danois alliés de la France. Ils ne possédaient qu'une colonie, la petite île *Saint-Barthélemy*, aux Antilles.

Dépouillé de la Norwège, le *Danemark* n'avait reçu en compensation que le *Lauenbourg*. Il était réduit au *Holstein*, au *Slesvig*, au *Jutland*, avec les îles de *Sceland*, de *Fionie*, de *Longeland* et d'*Alsen*. Il avait, il est vrai, d'assez nombreuses colonies : l'*Islande* et le *Groënland; Saint-Thomas*, *Sainte-Croix* et les *îles Vierges*, aux Antilles ; *Sérampour* et *Tranquebar*, dans l'Inde ; *Christiansbourg*, sur la côte de Guinée.

Russie. — C'était surtout au profit de la *Russie* que l'Europe avait passé en vingt-cinq ans par tant de guerres et de révolutions. Dès 1789, le czar possédait les immenses pays arrosés par le Volga, le Don et le Dniéper, et qui s'étendent depuis les monts Ourals jusqu'à la mer Caspienne, à la mer d'Azow et à la mer Noire d'un côté, à la Baltique et à la mer Blanche de l'autre. Il avait déjà pour capitale *Saint-Pétersbourg*, à l'embouchure de la Néva, au fond du golfe de Finlande, avec son vaste port abrité derrière le canon de *Cronstadt;* il avait les ports de *Wiborg*, de *Revel* et de *Riga* sur la Baltique, celui d'*Arkhangel* sur la mer Blanche. Au sud, sa frontière s'arrrêtait au Boug Il était maître de la *Crimée*, avec les ports de *Sébastopol*, *Kertch*, *Iénikalé*, *Kinburn*, sans parler de *Kerson*, d'*Azow* et de *Taganrog ;* il atteignait au pied du Caucase. En Europe, il avait déjà enlevé à la Pologne, lors du premier partage, la *Lithuanie*, les palatinats de *Minsk*, *Polotsk*, *Vitepsk*, *Micislaw*.

Depuis, les deux derniers partages de la Pologne (1793-5), les traités d'Iassy (1792) et de Boukharest (1812), le traité de Frederikshamn (1809) et le congrès de Vienne (1815) ont étendu son empire sur tous les points. Au nord, la Russie a conquis la *Finlande* et la *Bothnie orientale*, avec les îles d'*Aland*, les villes de *Helsingfors*, *Svéaborg*, *Abo*, *Nystad*, *Wasa*, *Uléaborg*, *Tawastehus*, *Tarmerfors*, *Kuopio;* elle a éloigné les Suédois de sa capitale ; elle possède toute la côte orientale de la mer Baltique. Au sud, elle a pris aux Turcs d'abord le pays situé entre le Boug et le Dniester avec *Oczakow* et *Odessa*, ensuite la *Bessarabie* entre le Dniester et le Pruth, avec l'une des bouches du Danube. Au centre, la frontière a été portée de *Smolensk* à *Kalisch*, du Dniéper à la Vistule. Maîtresse de la plus grande partie de la Pologne, la Russie s'avance entre l'Autriche et la Prusse, menaçant à la fois Vienne et Berlin. Elle a mis la main sur *Vilna*, *Kowno*, *Grodno*, *Kaminiec*, *Jitomir*, *Vladimir*, *Byalistok*, *Varsovie*, *Lublin*, *Za-*

mosc, *Kalisch*, *Plock* et *Modlin*. Si menaçante du côté de l'occident, elle ne l'est pas moins à l'orient. Elle a franchi le Caucase, conquis la *Géorgie* (*Tiflis*), la *Gourie*, l'*Iméréthie*, la *Mingrélie*, le *Chirvan*, le *Daghestan*. Elle est maîtresse de la mer Caspienne et menace en Asie les Turcs et les Persans. Au delà de l'Oural, la *Sibérie* commence à se peupler, le *Kamtchatka* est colonisé, et les Russes entrent en relations avec la Chine et le Japon.

Prépondérance de la Russie sur terre, de l'Angleterre sur l'Océan. — Ainsi, par les traités de 1815, la Russie se trouvait prépondérante sur le continent, et l'Angleterre sur l'Océan. La France, écartée du Rhin et des Alpes, se voyait diminuée de moitié. Pendant que toutes les puissances avaient grandi autour d'elle, elle rentrait dans ses limites de 1790. L'Italie était rendue à la domination ou à l'influence de l'Autriche; la Confédération germanique organisée contre nous, les pays situés à la gauche du Rhin divisés entre trois puissances, la Prusse placée à nos portes, à Coblentz et Trèves, comme une sentinelle jalouse, afin que toute tentative de la France pour sortir de ses frontières fût immédiatement arrêtée. Les nationalités belge, saxonne, polonaise, italienne, étaient méconnues. Les rois vainqueurs s'étaient partagé l'Europe avec avidité. Ils avaient oublié leurs promesses de 1813, et le grand poète de l'Angleterre, Byron, s'écriait dans son *Childe Harold* : « Après « avoir abattu le lion, faudra-t-il que nous rendions hommage « au loup? Faudra-t-il baisser le regard, plier le genou devant « les trônes?.... C'est donc pour cela que le sang et les larmes « de la terre ont si longtemps coulé et coulent encore, déluge « universel où l'homme infortuné ne voit point d'arche de salut, marée qui ne baisse un moment que pour refluer bientôt!... Et c'est ainsi que les hommes végètent dans une lâche « misère, qu'ils pourrissent de père en fils et de siècle en « siècle, fiers de leur nature avilie, et qu'ils meurent enfin, léguant leur démence héréditaire à une race d'esclaves-nés. « Les tyrans ne peuvent donc être vaincus que par des tyrans, « et la liberté ne trouvera-t-elle jamais un champion et un fils « pareil à celui que la Colombie vit paraître quand elle-même « naquit au jour comme Pallas, pure et sans tache? ou bien de « pareilles âmes ne peuvent-elles se former que dans la solitude, « au sein des forêts vierges, au bruit des cataractes mugissantes, dans ces lieux où la nature, bonne mère, sourit à « Washington enfant?.... Attendons : un meilleur printemps « nous donnera des fruits moins amers! »

CHAPITRE XVII.

La Sainte-Alliance.

L'empereur Alexandre. La Sainte-Alliance (26 septembre 1815). — Puissance de la Russie. Popularité d'Alexandre. — Constitution de la Pologne. État de ce royaume. — Mort d'Alexandre (1er décembre 1825).

La restauration en Allemagne. Le Tugend-Bund, les universités. Fête du 18 octobre 1817. — Assassinat de Kotzebue par l'étudiant Sand (23 mars 1819). — Congrès de Carlsbad et de Vienne (1819). — La restauration en Autriche. François Ier et Metternich. — La restauration en Italie. Exécution de Murat (13 octobre 1815). Irritation des Italiens contre l'Autriche. — L'Espagne sous Ferdinand VII. La constitution de 1812 ; elle est supprimée.

L'Angleterre après 1815. Sa puissance, mais ses embarras intérieurs : situation industrielle et commerciale. — Réformes demandées. Insurrection de Manchester. Les whigs et les tories ; leur lutte au Parlement. Le système protecteur. — Avènement de Georges IV (29 janvier 1820). Procès de la reine. Mort de lord Castlereagh (12 août 1823). — L'Irlande et le bill du test. Misère des Irlandais.

L'empereur Alexandre. La Sainte-Alliance (26 septembre 1815). — Deux fois l'empereur de Russie était entré victorieux dans la capitale de la France. Cet homme dont l'amitié autrefois le rendait si fier, dont la moindre faveur le comblait de joie à Tilsitt ou à Erfurt, ce vainqueur d'Austerlitz et de Friedland, dont les drapeaux avaient flotté un instant sur le Kremlin, il était renversé maintenant, et renversé surtout par la Russie. Du Niémen à la Vistule, de la Vistule à l'Oder, de l'Oder à l'Elbe, de l'Elbe au Rhin, du Rhin à la Seine, Alexandre avait amené ses bataillons victorieux. De concert avec les Anglais, il avait été l'arbitre de l'Europe, il avait restauré sur leurs trônes tous les rois bannis depuis vingt-cinq ans. Il avait donné au monde une constitution, une forme nouvelle. Ce prodigieux triomphe, si longtemps inespéré, avait frappé l'imagination enthousiaste et rêveuse d'Alexandre. Une femme mystique et passionnée, Mme de Krüdener, l'avait confirmé dans les pensées dont se nourrissait déjà son esprit : il était l'homme choisi par la Providence pour accomplir ses décrets, le nouveau Cyrus chargé d'exécuter les arrêts divins. Pour donner à son œuvre un cachet religieux et bien caractériser l'époque de paix universelle qu'il croyait inaugurer, le 26 septembre 1815, il signa

un célèbre manifeste de concert avec ses alliés les souverains de Prusse et d'Autriche.

C'est le traité de la Sainte-Alliance. En voici les passages les plus essentiels : « Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie, par suite des grands événements qui ont signalé en Europe le cours des trois dernières années, ayant acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter par les puissances sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur, déclarent solennellement que le présent acte n'a pour but que de maintenir à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite que les préceptes de cette religion sainte. En conséquence, Leurs Majestés sont convenues des articles suivants :

« Art. 1er. Conformément aux paroles des saintes Écritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, et, se considérant comme compatriotes, se prêteront en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours.

« Art. 2. En conséquence, le seul principe en vigueur, soit entre lesdits gouvernements, soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre réciproquement service ; de se témoigner, par une bienveillance inaltérable, l'affection mutuelle dont ils doivent être animés ; de ne se considérer tous que comme membres d'une même nation chrétienne : les trois princes alliés ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinis, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut, la parole de vie.

« Art. 3. Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes qui ont dicté le présent acte seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette sainte alliance. »

Louis XVIII et tous les princes secondaires adhérèrent sans objection à la Sainte-Alliance ; l'Angleterre seule refusa d'y prendre part. Responsables devant le parlement, les ministres

britanniques ne pouvaient signer un acte aussi vague dans le fond que dans la forme, auquel il était difficile d'assigner une signification précise, à moins d'y voir une alliance des rois contre les peuples, alliance que l'Angleterre aurait réprouvée.

Puissance de la Russie. Popularité d'Alexandre. — L'empereur Alexandre croyait avoir fondé une ère nouvelle. Mais il n'est donné à personne sur cette terre d'arrêter le mouvement qui transforme, sans jamais s'interrompre, les hommes et les choses; personne ne peut immobiliser le temps ni empêcher des besoins nouveaux, des idées nouvelles, de se produire. Le czar allait s'en apercevoir. Parvenu au faîte des grandeurs, il allait rencontrer le vide que les désirs satisfaits laissent après eux. Il faut que l'homme ait un mobile, quel qu'il soit, qu'il ait sans cesse en vue un avenir vers lequel tendent ses efforts. C'est la lutte contre les difficultés qui constitue la vie. Le combat est-il terminé, le but atteint, les vœux réalisés, alors l'ennui vient, le courage s'abat, et l'homme s'aperçoit que ce qu'il considérait comme le suprême bonheur est impuissant à le satisfaire : alors il languit et meurt. C'est ce qui devait arriver à Alexandre.

Jamais prince n'avait été si puissant que lui après 1814. Entré une seconde fois à Paris sans combat en 1815, il maria sa sœur, la grande-duchesse Anne, avec le prince d'Orange; puis, accompagné de ce prince, du roi des Pays-Bas et de l'héritier de la couronne de Prusse, il alla visiter la plaine de Waterloo. A la ferme de *Belle-Alliance* il demanda un verre de vin, et, portant la santé de ses compagnons, il leur dit : « Oui, c'est véritablement la belle alliance, aussi bien celle des États que celle des familles. Fasse le ciel qu'elle soit de longue durée ! » Il maria encore son frère, le grand-duc Nicolas, avec la princesse Charlotte, fille du roi de Prusse, et rentra ensuite dans ses États. Il y fut accueilli avec enthousiasme. Le sénat de Saint-Pétersbourg lui donna le surnom de *béni*. Une députation vint lui apporter ce titre : « J'ai toujours tâché, répondit l'empereur, de donner à la nation l'exemple de la simplicité et de la modestie. Je ne pourrais accepter le titre qui m'est offert sans m'écarter de mes principes. » Il refusa aussi une statue : « C'est à la postérité qu'il appartient de l'ériger, dit-il, si elle m'en trouve digne. » Et il écrivit au gouverneur de Saint-Pétersbourg pour le prier de suspendre les fêtes ordonnées à l'occasion de son retour.

Constitution de la Pologne. État de ce royaume. — Pourtant la popularité d'Alexandre ne devait pas tarder à décroître. Mis en contact, de 1813 à 1815, avec la France et l'Allemagne, les jeunes officiers russes rapportèrent dans leur pays le désir de libertés jusque-là inconnues parmi eux et organisèrent dans leurs rangs des sociétés secrètes. Ce fut bien plus grave en Pologne. Le congrès de Vienne avait cédé au czar le grand-duché de Varsovie, qui prit le titre de royaume de Pologne et fut divisé en huit palatinats. Aux termes du traité, les Polonais devaient obtenir une représentation et des institutions nationales. Longtemps ami du prince Czartoriski, Alexandre qui avait insisté pour que Louis XVIII donnât une charte à la France, et qui encourageait les premiers efforts des Grecs pour recouvrer leur indépendance, sembla d'abord bien disposé en faveur des Polonais; il leur accorda, le 27 novembre 1815, une charte constitutionnelle. Le pouvoir législatif devait appartenir à une *diète* composée d'une *chambre des nonces* et d'un *sénat;* les *ministres* étaient *responsables*, les *magistrats inamovibles;* la liberté individuelle, les propriétés, la liberté des cultes, étaient garanties; toutes les affaires devaient être traitées en langue polonaise; les emplois ne pouvaient être exercés que par des Polonais.

Malheureusement il y avait entre la Russie et la Pologne des défiances mutuelles. Les Russes désiraient la suppression du régime exceptionnel dont jouissaient les Polonais et leur adjonction pure et simple au reste de l'empire; les Polonais désiraient une indépendance complète. Leur gouverneur, le grand-duc Constantin, frère d'Alexandre, bien que marié à une Polonaise, la princesse de Lowicz, se trouva bientôt dans une situation difficile et s'effraya de l'opposition qu'il rencontrait. En 1818, la liberté de la presse fut suspendue; en 1819, l'armée polonaise fut réorganisée. L'opposition grandissait toujours ; en 1820 un projet de législation criminelle, présenté par le gouvernement, fut rejeté par cent vingt voix contre trois. Alexandre s'alarma, et sa bonne volonté à l'égard des Polonais diminua. Pourtant, malgré ces défiances réciproques, la Pologne était alors dans un état florissant. « La capitale, dit un historien polonais (le général Miéroslawski), peuplée de cent quatre-vingt mille âmes, resplendissait de luxe et d'élégance. Architecture, sculpture, génie, tout se disputait le privilège d'embellir l'antique Varsovie. Les théâtres, les palais, les casernes, les monuments, les promenades, les places et les rues

sortaient comme par enchantement du chaos où les avait enfouis, sous la république, un mélange de faste et de misère... Les provinces se peuplaient et se couvraient de villes et de manufactures... Les revenus du royaume s'élevaient à quatre-vingt-dix millions de florins polonais; la banque contenait un capital de cent cinquante millions, et le trésor une réserve de trente millions. La population s'était prodigieusement accrue dans les huit palatinats du royaume; on y comptait plus de quatre millions d'âmes. Une armée de trente-cinq mille braves complétait sa puissance matérielle... En moins de dix ans, des routes que l'on pourrait comparer aux voies romaines sillonnèrent dans tous les sens le royaume à travers les forêts, les marécages et les sables, rebelles depuis un temps immémorial à tous les efforts de l'industrie humaine.... Le commerce, ce vieil objet d'antipathie d'un peuple turbulent, guerrier et agricole, commençait à enrichir les particuliers et les masses. »

Mort d'Alexandre (1er décembre 1825). — Malgré la prospérité de ses États russes et polonais, Alexandre était triste : il prévoyait que son œuvre ne durerait pas. Sur tous les points de l'Europe, à Naples, à Turin, à Madrid, des révolutions avaient protesté d'une manière éclatante contre les stipulations du congrès de Vienne; la France et l'Allemagne étaient agitées; Kotzebue, le correspondant du czar, était tombé sous le poignard de Sand[1]. Si les congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), de Carlsbad et de Vienne (1819), de Troppau et de Laybach (1820), enfin de Vérone (1822), avaient pris des mesures pour réprimer ces divers mouvements insurrectionnels, les causes d'irritation n'en subsistaient pas moins partout. Aussi Alexandre était-il profondément découragé. Plus d'une fois on l'entendit se plaindre des soucis attachés à la puissance dont il était revêtu, et dire « qu'un propriétaire campagnard anglais était un homme au-dessus de tous les autres, et que Dieu avait mis en son pouvoir tous les moyens d'être heureux. » On était arrivé à l'année 1825; l'empereur entreprit de visiter les provinces méridionales de ses États. Parvenu en Crimée, dans les environs de Sébastopol, il fut si frappé de la beauté de la végétation méridionale, qu'il dit à ceux qui l'accompagnaient : « Si je quittais un jour les soins du gouvernement, je voudrais passer le reste de ma vie dans ce lieu. » Plein de ces idées, il entra dans un monastère du voisinage et y demeura plus d'une

1. Voir plus loin, page 388.

heure. Quand il rejoignit son escorte, il était pâle et frissonnait. Attaqué d'une fièvre violente, il se fit transporter à Taganrog, auprès de l'impératrice Élisabeth. Elle passa cinq jours et cinq nuits au chevet de son lit. Enfin le 1er décembre, au lever de l'aurore, Alexandre rendit le dernier soupir. « Ah! quel beau jour! » avait-il dit quelques instants auparavant. Un nouveau règne allait commencer[1].

La restauration en Allemagne. Le Tugend-Bund, les universités. Fête du 18 octobre 1817. — Lorsque, en 1813, l'Allemagne tout entière, à la voix de Fichte, d'Arndt, de Kœrner, s'était levée contre Napoléon, elle entendait bien ne pas se contenter de rejeter les Français au delà du Rhin : c'était au nom de la liberté qu'elle combattait, et l'on espérait que partout l'établissement du régime constitutionnel suivrait la victoire. Satisfaits de remonter sur leurs trônes restaurés, les princes allemands oublièrent bien vite leurs promesses. En Prusse, Frédéric-Guillaume III[2] s'appuya sur la noblesse pour refuser à ses sujets une constitution. Ainsi les habitants des provinces rhénanes, qui vivaient depuis vingt ans sous le régime du code civil français, virent rétablir chez eux l'inégalité, les privilèges, les droits féodaux. En rentrant à Cassel, sa capitale, l'électeur de Hesse dit : « J'ai dormi pendant sept ans, » et rétablit les choses sur le pied où elles étaient avant son départ. Le duché de Nassau, la Bavière et le grand-duché de Bade ne furent pas mieux traités par leurs souverains. Il y eut ainsi en Allemagne une amère déception.

N'obtenant rien de leurs gouvernements, les Allemands résolurent d'agir eux-mêmes. Une vaste association, celle du *Tugend-Bund* ou des *Amis de la vertu*, s'était formée en 1807 contre

1. Sous le règne d'Alexandre, les écrivains russes les plus remarquables ont été *Karamzin* (1765-1827), qui composa l'*Histoire de l'empire de Russie;* le romancier *Pouschkine* (1799-1837), auteur de *Roustan et Ludmila, le Prisonnier du Caucase, les Brigands, Boris Godounoff, la Révolte de Pougatchef*, etc.; *Krylof*, poète tragique et fabuliste; les poètes tragiques *Ozérof* et *Krioukovski*, enfin *Joukovski*, auteur de chants patriotiques.

2. Les rois de Prusse, de 1815 jusqu'à nos jours, ont été : Frédéric-Guillaume III (1797-1840) ; Frédéric-Guillaume IV, son fils aîné (1840-1861); Guillaume Ier, son second fils, d'abord régent pendant les dernières années du règne de son frère, ensuite roi de Prusse en 1861 et empereur d'Allemagne en 1871. — Les empereurs d'Autriche durant la même période ont été : François Ier (jusqu'en 1835); Ferdinand Ier, son fils (1835-1848); enfin François-Joseph Ier, neveu de son prédécesseur.

les Français. Le baron de Stein, M. de Stadion, le conseiller Justus Grüner, les généraux Blücher et Gneisenau, y étaient entrés en 1813. Après 1815, cette association se proposa un nouveau but : donner à l'Allemagne, que les Amis de la vertu ne désignaient plus que par son vieux nom de Teutonie, une constitution unitaire ; abolir les privilèges féodaux ; établir l'égalité de tous devant la loi, devant l'impôt; obtenir l'admission de tous aux emplois civils et militaires ; assurer la liberté individuelle et la liberté de la presse ; en un mot, opposer à la sainte alliance des rois la sainte alliance des peuples. C'était surtout parmi les étudiants des universités du nord de l'Allemagne que ces projets comptaient de nombreux adhérents. Là, par un mélange bizarre, on attestait à la fois les leçons d'Hégel et de Fichte, les souvenirs d'Arminius et de Witikind, aussi bien que ceux d'Harmodius et d'Aristogiton ou de Brutus et de Cassius. On voulait faire passer dans les faits les théories des maîtres. A Iéna, le professeur Jahn voulait que ses élèves préludassent par les exercices de la gymnastique aux sévères épreuves que la liberté ferait naître pour eux. Une nouvelle association se fonda bientôt, l'*Union générale* (*Burschenschaft*), qui se proposa de forcer les princes à réaliser les engagements pris par eux en 1813.

Le 18 octobre 1817, les étudiants d'Iéna, de Halle et de Leipsick se réunirent dans cette dernière ville pour y célébrer à la fois l'anniversaire de la réforme et l'anniversaire de la grande bataille gagnée sur les Français. Là, les Amis de la vertu purent se compter ; ils avaient tous l'ancien costume national. Des discours véhéments furent prononcés, on chanta des hymnes patriotiques, on alluma des feux de joie, et les étudiants brûlèrent les ouvrages de tous les écrivains qu'ils regardaient comme les adversaires de leurs projets. Aussi les gouvernements s'alarmèrent-ils. Il y eut de nombreuses arrestations; les quatre universités de Münster, d'Erfurth, de Paderborn, de Duisbourg furent dissoutes.

Assassinat de Kotzebue par l'étudiant Sand (23 mars 1819). — « Aucun sacrifice ne doit coûter à un véritable Allemand pour la liberté de la patrie, et pour en chasser les étrangers et les traîtres qui parcourent impunément son territoire pour y prêcher le pouvoir absolu, étouffer la liberté dans son germe et semer la discorde entre ses enfants : » tels avaient été les mots par lesquels un étudiant de vingt-quatre ans, Charles-Frédéric Sand, avait terminé son discours à la fête de

Leipsick. C'était un jeune homme intelligent, à l'imagination rêveuse, au caractère ardent. Ancien étudiant à Tubingue et à Erlangen, il avait pris le mousquet en 1813 et s'était distingué dans la guerre de l'indépendance. L'esprit enflammé par la lecture de l'histoire, il ne parlait jamais de Brutus et de Charlotte Corday sans qu'on vît briller dans ses yeux un sombre éclair. Un homme surtout, le poète Kotzebue, était l'objet de la haine des étudiants allemands depuis qu'on avait découvert une correspondance secrète qu'il entretenait avec l'empereur de Russie, et dans laquelle il l'instruisait de l'état politique de l'Allemagne. Le 23 mars 1819, Sand se rendit d'Iéna à Manheim. Introduit chez Kotzebue, il lui présente d'une main un papier sur lequel il avait tracé ces mots : *Sentence de mort exécutée contre Auguste Kotzebue le* 23 *mars* 1819 ; de l'autre il le frappe au cœur d'un coup de poignard. Aux cris de la victime, sa femme et sa fille accoururent. « Le traître est mort, la patrie est sauvée. *Vivat Teutonia!* » s'écria Sand sur le perron de la maison ; puis se tournant vers la famille de la victime : « Oui, leur dit-il, je suis le meurtrier ; c'est ainsi que tous les traîtres doivent périr ; » et, ouvrant ses habits, il s'enfonce son poignard dans le sein. Pourtant sa blessure n'était pas mortelle. Transporté à l'hôpital, il y resta plusieurs mois, écrivant à sa mère pour calmer la douleur qu'elle allait éprouver par son supplice, mais sans cesser de se glorifier d'avoir assassiné Kotzebue. Condamné à mort par le tribunal de Manheim, il fut décapité le 20 mai 1820.

Quelques mois après, un autre étudiant, Lœning, essaya, le 17 juillet 1819, d'assassiner M. Ibell, président de la régence du duché de Nassau. Découvert et désarmé, il se suicida dans sa prison à l'aide d'un verre dont il avala les morceaux.

Congrès de Carlsbad et de Vienne (1819). — Tous les princes allemands furent effrayés. Le 6 août 1819, les représentants des différents États composant la Confédération germanique se réunirent en congrès à Carlsbad, sous la présidence de M. de Metternich. Ils firent des motions, que la Diète de Francfort convertit en arrêtés le 20 septembre suivant. Le premier portait que la Diète aurait le droit de faire exécuter ses décisions par la force dans tous les États confédérés, et que l'État auquel elle s'adresserait pour obtenir les troupes nécessaires à cette exécution devrait les fournir sur sa première réquisition. Le second arrêté plaçait chaque université sous la surveillance d'un commissaire extraordinaire investi de pleins

pouvoirs, ayant droit de renvoyer tout professeur ou élève qui lui serait suspect, et qui dès lors ne pourrait plus être admis dans aucune autre université. Le troisième obligeait tous les gouvernements confédérés à établir la censure dans leurs États et à y surveiller activement la presse pendant cinq ans. Le quatrième créait à Mayence une commission de sept membres, nommés par la Diète, chargés de rechercher et de poursuivre toute tentative révolutionnaire. En même temps les écrivains Arndt, Jahn, Welker étaient emprisonnés; Gœrres n'échappait au même sort qu'en se réfugiant en France.

De nouvelles mesures de rigueur furent prises, l'année suivante (1820), au congrès de Vienne. La Diète fut investie des pouvoirs les plus étendus et chargée de maintenir le régime existant dans tous les États, même malgré l'opposition des gouvernements locaux. Tout changement dans la constitution était interdit. La révolution était comprimée en Allemagne.

La restauration en Autriche. François Ier et Metternich. — C'était l'Autriche qui se trouvait à la tête de la réaction en Allemagne et en Europe. Beau-père de Napoléon et aïeul du roi de Rome, l'Empereur François avait cependant en 1813 joint ses armes à celles de la Russie et de la Prusse contre les Français. Aussi la coalition donna-t-elle à l'Autrichien Schwartzemberg le titre de généralissime. C'est dans la capitale de l'Autriche que le congrès de 1815 régla le sort et fixa les limites de tous les États du continent. Au lieu de 24,000,000 d'habitants et de 640,000 kilomètres carrés qu'elle possédait en 1789, la maison de Lorraine-Habsbourg eut 28,000,000 d'âmes et 668,000 kilomètres carrés, non plus dispersés, mais en une seule masse compacte. Sans doute François Ier n'osa pas reprendre le titre d'*Empereur des Romains;* mais il reçut la présidence perpétuelle de la Diète de Francfort.

« Les années qui suivirent furent en Autriche une période de réaction implacable. L'empereur comprenait mal les grandes choses et attachait un extrême intérêt aux petites. Il avait la passion de la paperasse et la manie des audiences. Il portait volontiers envie à ceux qui, comme l'archiduc Charles ou Radetzki, avaient mérité par leurs services la faveur populaire. Dans un accès de jalousie soupçonneuse, il s'avisa un jour de faire crocheter les serrures de l'archiduc. En 1820, une émeute d'étudiants eut lieu à Prague; l'empereur, ne pouvant trouver les coupables, fit incorporer dans l'armée tous ceux qui avaient eu de mauvaises notes.

« On a souvent cité les paroles que l'empereur adressait en 1821 aux professeurs du gymnase de Laybach : « Tenez-vous-en à ce qui est ancien, car cela est bon; si nos aïeux s'en sont bien trouvés, pourquoi ne ferions-nous pas comme eux? Il s'élève maintenant des idées nouvelles que je n'approuve pas, que je n'approuverai jamais. Défiez-vous et attachez-vous au positif. Je n'ai pas besoin de savants, mais de fidèles sujets. En faire, voilà votre devoir. Celui qui me sert doit apprendre ce que j'ordonne. Celui qui n'en est pas capable ou qui vient avec des idées nouvelles, celui-là peut s'en aller, sinon je l'éloignerai. » Il disait un jour à l'ambassadeur de France : « Mes peuples sont antipathiques les uns aux autres : tant mieux. Ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. Je mets des Hongrois en Italie, et des Italiens en Hongrie, chacun garde ses voisins. Ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque, la paix générale. » (L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie.*)

François Ier avait d'ailleurs un ministre dont les idées étaient l'image fidèle des siennes, avec plus d'intelligence, et une égale opiniâtreté. Le prince de Metternich était né sur le Rhin, à Coblentz, en 1773. Arrivé à Vienne en 1809, il dirigea pendant près de quarante ans les affaires intérieures et extérieures de la monarchie. Flatteur envers son maître, ignorant l'histoire, n'en faisant point de cas, Metternich aimait la puissance et ne dédaignait pas l'argent. Tant qu'il fut au pouvoir, il se refusa de parti pris à toute réforme civile, politique, administrative, et maintint le *statu quo*. Le régime autrichien à cette époque peut être caractérisé par trois mots : bureaucratie, caserne, prison.

La vie politique n'était pourtant pas éteinte dans les diverses provinces de la monarchie. On verra plus loin les mouvements de l'Italie à cette époque. Quant à la Hongrie, l'empereur s'étant obstiné, après 1815, à n'y pas convoquer de diète, les magyars refusèrent de payer l'impôt et de fournir des soldats. François dut céder et réunir à Pozony, le 11 septembre 1825, une diète qui comptait parmi ses membres, à la chambre haute, Szechanyi, le *grand magyar*, à la chambre basse Paul Nagy et François Deak. Quelques années plus tard, un autre orateur illustre, Louis Kossuth, commencera sa carrière.

En Bohême aussi des voix nombreuses s'élevaient pour demander que la langue et la nationalité tchèque fussent respectées. Dans son poème intitulé *la fille de Slava*, en 1824, Kollar s'écriait : « Quelle est donc cette jeune et belle fille qui

court dans les champs? Elle doit être bien pauvre pour porter une robe rapiécée de plusieurs étoffes. C'est notre Bohême bigarrée de colons étrangers... Slaves, plus de discordes entre vous! De l'Athos à la Poméranie, des champs de la Silésie à la plaine de Kossovo, de Constantinople au Volga, partout où l'on entend le langage slave, réjouissons-nous, embrassons-nous, heureux dans notre immense patrie, la Slavie... Ah! me suis-je dit plus d'une fois quand mon esprit chancelait, si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la Russie je ferais les mains, des Polonais le buste, des Tchèques les bras et la tête, et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes, la Lusace, les Silésiens, les Croates, les Slovaques, seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'agenouillerait devant cette idole, dont la tête dépasserait les nuages, dont les pas franchiraient le monde. »

La restauration en Italie. Exécution de Murat (13 octobre 1815). **Irritation des Italiens contre l'Autriche.** — La restauration n'était pas plus populaire en Italie. Avec la mobilité naturelle aux populations méridionales, les Italiens avaient d'abord applaudi à la chute de Napoléon; les Autrichiens et les Anglais avaient été accueillis sur beaucoup de points comme des libérateurs. Mais, malgré les promesses de lord Bentinck, Gênes ne recouvra pas son indépendance; la république ne fut pas non plus rétablie à Venise. Les Autrichiens restèrent maîtres de la Lombardie et de la Vénétie; un archiduc régna à Florence. Victor-Emmanuel Ier redevint roi de Piémont; il rétablit dans ses États toutes choses sur le pied où elles étaient avant son départ. Un seul pays en Italie était encore régi par les lois françaises à la fin de 1814 : c'était le royaume de Naples, où régnait Murat, beau-frère de Napoléon, qui avait fait cause commune avec les ennemis de la France pour conserver sa couronne.

Cette défection même ne put le sauver. Bientôt il apprit que M. de Talleyrand demandait à Vienne son expulsion et la restauration de Ferdinand. Une autre nouvelle suivit de près : celle du débarquement de Napoléon en France. Murat crut l'occasion favorable pour reprendre les armes; il s'imagina n'avoir qu'à paraître dans le nord de l'Italie, que toute la péninsule allait se soulever et le proclamer roi. « Italiens, disait-il dans une proclamation, le 30 mars 1815, un seul cri retentit des Alpes jusqu'à l'Adriatique : l'indépendance de l'Italie! De quel droit les étrangers veulent-ils vous ravir votre indépendance,

le premier bien, le premier droit de tous les peuples ? De quel droit emmènent-ils vos fils servir et mourir loin des tombeaux de leurs pères ? La nature vous aurait-elle donné en vain le boulevard des Alpes? Non, non ; que tous les citoyens amis de leur patrie élèvent une voix généreuse pour la liberté ; que la lutte soit décisive, et nous aurons fondé pour toujours le bonheur de notre belle patrie ! » Le succès ne répondit pas à l'attente de Murat. Vaincu à Tolentino le 11 avril, il s'enfuit en France, pendant que Ferdinand rentrait à Naples. Retiré à Toulon, puis en Corse, il en partit le 22 septembre 1815 et vint débarquer avec une poignée d'hommes au Pizzo, dans la Calabre. Fait prisonnier, il fut traduit devant un conseil de guerre. « Il ne sera accordé au *condamné* qu'une demi-heure pour recevoir les secours de la religion, » disait l'ordre de la mise en *accusation*. Murat reçut la mort debout : « Sauvez le visage, visez au cœur ! » cria-t-il aux soldats chargés de l'exécution (13 octobre 1815).

Tous les anciens pouvoirs étaient rétablis en Italie ; la domination des Autrichiens s'y faisait rudement sentir. Plus d'un patriote alla, comme Silvio Pellico, expier dans les cachots du Spielberg son attachement à son pays, et lord Byron put s'écrier : « La voilà donc, la Niobé des nations ! Sans enfants, sans couronne, sans voix pour exprimer sa douleur : ses mains flétries tiennent une urne vide, dont la poussière sacrée a été dispersée par les siècles. La tombe des Scipions ne contient plus leurs cendres : les sépulcres mêmes ont perdu leurs hôtes héroïques.... Italie ! Italie ! tu as reçu le don fatal de la beauté, funèbre douaire, source de tes maux présents et passés.... Plût au Ciel que dans ta nudité tu fusses moins belle ou bien plus forte !.... Alors tu inspirerais un salutaire effroi, ou, moins désirée, tu coulerais des jours humbles et pacifiques... Alors on ne verrait plus ces torrents d'hommes que rien ne peut lasser sans cesse descendre des sommets des Alpes ; l'épée de l'étranger ne serait plus ta seule et triste défense, et tu ne te verrais pas, victorieuse ou vaincue, l'esclave de tes amis ou de tes ennemis ! »

L'Espagne sous Ferdinand VII. La constitution de 1812 ; elle est supprimée. — Aucun peuple n'avait combattu contre l'invasion française avec autant d'énergie que les Espagnols ; mais c'était moins par amour pour la dynastie déchue que par désir de conserver leur indépendance. Si la régence instituée à Cadix rendait ses actes au nom de Ferdinand VII, elle n'en

avait pas moins convoqué les Cortès pour le 24 septembre 1810. Après deux ans d'un travail incessant, cette assemblée vota la *constitution de* 1812. Aux termes de cette constitution, le vasselage, les privilèges féodaux, les droits exclusifs de chasse, de pêche, de pâturage, de pacage, moulin banal, four banal, *etc.*, étaient abolis ; la torture supprimée ; la souveraineté du peuple proclamée ; le pouvoir exécutif, appartenant au roi, devait être exercé par des ministres responsables ; le pouvoir législatif était partagé entre le roi et une chambre nommée pour deux ans par une élection à trois degrés ; la magistrature devait être inamovible ; tous les Espagnols étaient soumis au service militaire.

Arrivé en Espagne le 22 mars 1814, le roi écrivit d'abord aux membres de la régence « que rien n'occupait autant son cœur que de leur donner des preuves de sa satisfaction », et aux Cortès « que les faits accomplis méritaient son approbation royale ». Mais bientôt tout changea. Le roi refusa de recevoir une députation des Cortès ; il fit entrer des troupes dans Madrid ; les membres de la régence, plusieurs généraux et ministres, tous les membres de la majorité des Cortès, furent arrêtés. Le 11 mai, avant même d'entrer à Madrid, Ferdinand déclara que, victime de la cruelle perfidie de Bonaparte, il avait été retenu pendant six ans en prison ; qu'une assemblée de Cortès, convoquée d'une manière tout à fait inusitée en Espagne, avait mis sa captivité à profit pour usurper ses droits et pour imposer à ses peuples une constitution anarchique, séditieuse, basée sur les principes démocratiques de la révolution française ; que dès lors il proclamait lesdites institutions et constitution nulles et de nul effet, et que quiconque oserait exciter qui que ce fût à l'observation desdites constitution et institutions serait *puni de mort.*

Après cette proclamation, Ferdinand entra dans Madrid à la tête de six mille fantassins, trois mille cavaliers et plusieurs batteries. Trois commissions judiciaires condamnèrent à l'exil, à la prison, aux galères, à mort, un grand nombre d'accusés. Les généraux Porlier, Lascy, Vidal, qui avaient voulu soulever leurs troupes, périrent l'un après l'autre. Alors les Espagnols pendant les Cent-Jours tournèrent leurs regards vers Napoléon ; la bataille de Waterloo anéantit leurs espérances.

Telle fut, pendant les six premières années de la Restauration, la situation de l'Espagne : le gouvernement absolu, les privilèges, l'inégalité, l'inquisition, la censure, rétablis. « Le commerce intérieur, dit un historien, était nul ; partout il ne

rencontrait que des entraves : ici, le manque de voies de communication convenables pour les transports ; ailleurs les barrières fiscales dressées entre la plupart des provinces ; puis, sur les principaux chemins, des déserteurs, d'anciens guérilléros, des moines échappés de leurs couvents, des cultivateurs et des citadins fuyant la misère ou les prisons de l'inquisition, et qui, organisés en bandes nombreuses, désolaient surtout les campagnes de l'Andalousie, de la Manche et de l'Estrémadure, dont elles mettaient à rançon les villages et les bourgs non fermés. Les courriers du gouvernement ne pouvaient voyager que sous l'escorte de forts détachements de cavalerie, qui souvent allaient grossir les rangs des coureurs de grande route. » (A. DE VAULABELLE.)

Le commerce extérieur n'existait plus, les ports étaient déserts, les magasins et les arsenaux vides. A chaque instant des corsaires, munis de lettres de marque délivrées par les colonies insurgées, venaient capturer jusque sous les batteries de la côte les quelques bâtiments que les armateurs des villes maritimes se hasardaient à expédier. L'Espagne, qui avait équipé autrefois la flotte de Lépante et l'invincible Armada, ne pouvait plus se défendre contre les corsaires ! Elle ne pouvait plus envoyer de renforts à ses généraux attaqués de tous côtés par les insurgés d'Amérique et qui lui adressaient des appels désespérés. Pour leur expédier des secours, elle fut forcée d'acheter à la Russie de vieux vaisseaux et de vieilles frégates, qui mirent six mois pour venir de Cronstadt à Cadix ; encore leur fallut-il relâcher à Plymouth. Alexandre eut pitié de Ferdinand et lui donna trois autres frégates.

L'armée de terre était désorganisée comme la marine. Les soldats, sans vêtements et sans pain, ne vivaient, dans un grand nombre de villes, qu'en prenant leur part des distributions de vivres faites tous les jours par les moines à la porte des couvents. Un jour le colonel du régiment de Tolède avait reçu l'ordre de changer de garnison. Il ne put conduire sa troupe à la destination indiquée : « Mes soldats ne sauraient faire la route, répondit-il au ministre de la guerre : voilà plusieurs mois qu'ils n'ont plus de souliers. » Souvent les soldats envoyés en Amérique, exaspérés par la misère et les mauvais traitements, se joignaient à ceux qu'ils étaient chargés de combattre. L'équipage d'une frégate de cinquante canons, *la Trinidad*, jeta ses officiers à la mer et fit cause commune avec les insurgés. Voilà dans quel état se trouvait l'Espagne en 1820 !

L'Angleterre après 1815. Sa puissance, mais ses embarras intérieurs; situation industrielle et commerciale. — « Quand l'Angleterre, à la voix du Créateur, sortit des flots azurés de l'Océan, les anges ses protecteurs entonnèrent ce chant : Règne, Angleterre, règne sur les vagues; jamais, jamais les Anglais ne seront esclaves !

« Moins heureuses que toi, toutes les nations à leur tour subiront le joug; et cependant tu seras grande, tu seras libre, l'effroi, l'envie de tous les peuples.

« Dans tes campagnes une riante verdure ! Dans tes villes, un riche commerce !... Les muses trouvent en toi un asile. Ile bienheureuse ! La beauté est ta couronne ! Des cœurs vaillants te servent de rempart ! Règne, Angleterre, règne sur les vagues; jamais, jamais les Anglais ne seront esclaves ! »

Ce chant national, consacré par Thompson à la gloire de son pays, semblait, après 1815, l'expression de la vérité même. L'Angleterre avait vaincu à Waterloo; ses armées, après avoir vu s'ouvrir devant elles les portes de Delhy, de Lisbonne et de Madrid, étaient entrées victorieuses dans Paris[1]. Elle tenait cap-

1. C'est aux luttes soutenues contre la France de 1792 à 1815 que se rapportent la plupart des souvenirs militaires de la Grande-Bretagne. Au château de Windsor, dans la salle des Gardes, se dressent les bustes de Wellington et de Marlborough, entre lesquels est placée la statue de Nelson reposant sur un piédestal formé par une section du vaisseau *le Victory*, qu'il montait à Trafalgar, et qu'un boulet français a trouée. Chaque année, le jour anniversaire de Blenheim (13 août), on place devant Marlborough un nouveau drapeau blanc fleurdelisé, et le jour anniversaire de Waterloo (18 juin), on place devant Wellington un nouveau drapeau tricolore avec l'aigle du premier empire. Ces deux hôtes de la demeure royale se fâcheraient, à en croire le gardien qui guide les visiteurs, si l'on négligeait de leur rendre cet honneur annuel, et refuseraient de rester à leur place. A Londres, la salle de réception du Guildhall (hôtel de ville) renferme la statue de Wellington, avec un bas-relief reproduisant la bataille de Waterloo. Sur ce bas-relief le général anglais est représenté à cheval, au milieu de son état-major, tandis que devant lui ses soldats, baïonnettes croisées, refoulent, d'un vigoureux mouvement en avant, la vieille garde, dont les rangs fléchissent sous l'effort; dans le lointain, en contraste avec Wellington, Napoléon contemple le recul de son armée. Une statue équestre de Wellington se dresse sur un arc de triomphe devant le palais de Buckingham; une statue d'Achille en bronze, faite de canons français, a été élevée en l'honneur du même Wellington à l'entrée de Hyde-Park. Une autre statue représente le grand capitaine anglais couché sur son tombeau dans la cathédrale de Saint-Paul. Sur la place de Trafalgar, une colonne est surmontée de la statue de Nelson, et sur le socle, orné de bas-reliefs représentant les batailles du cap Saint-Vincent, du Nil, de Copenhague, de Trafalgar, on lit l'ordre du jour donné par lui aux marins de la flotte anglaise avant sa dernière victoire : *Le pays compte que chacun fera son devoir*. Enfin, à la Tour de Londres, des casques français et des cuirasses françaises en grand nombre rappellent nos cuirassiers tombés à Waterloo.

tif, à Sainte-Hélène, le plus terrible de ses adversaires. Elle s'était fait donner, au congrès de Vienne, Malte, Corfou, l'île de France, le Cap, les Antilles. Toutes les anciennes colonies espagnoles d'Amérique s'ouvraient à son commerce. Elle semblait définitivement victorieuse et toute-puissante ; et pourtant elle était menacée d'une révolution.

C'est que la dette publique s'élevait maintenant à 864,822,441 livres sterling ; elle avait plus que triplé depuis 1792 : c'est qu'il avait fallu payer vingt-cinq ans de guerre, entretenir les flottes qui prenaient Toulon, qui combattaient à Aboukir, Algésiras, Trafalgar, Copenhague, Flessingue, dans la Méditerranée, l'Océan, la mer du Nord, aux Indes, aux Antilles ; il avait fallu former à prix d'argent six coalitions successives contre la grande ennemie, la France. Si le lion britannique se dressait aujourd'hui sur le champ de bataille de Waterloo, à l'endroit où avait succombé la vieille garde de Napoléon, ce triomphe avait coûté cher aux vainqueurs. Tous les impôts, y compris l'*income-tax* ou impôt sur les revenus, et le *property-tax* ou impôt sur les propriétés, avaient été augmentés dans des proportions considérables. La paix générale, en ouvrant au commerce anglais de nombreux débouchés, qui lui permirent d'écouler les marchandises accumulées dans ses entrepôts et ses magasins, l'exposa en même temps à la concurrence du commerce maritime étranger. Le blocus continental, en forçant les habitants de la France, de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie à se passer des produits britanniques, les avait habitués à fabriquer eux-mêmes les objets qu'auparavant ils tiraient des colonies par l'intermédiaire de la marine anglaise ; c'était là une nouvelle cause d'appauvrissement pour l'Angleterre[1].

Réformes demandées. Insurrection de Manchester. Les whigs et les tories. Leur lutte au parlement. Le système protecteur. — Depuis que le roi était devenu fou, l'Angleterre était gouvernée par le *prince régent*. Il y avait deux partis dans le parlement : les *whigs*, amis de la paix extérieure, de la liberté et de l'égalité au dedans, qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie manufacturière, du commerce, des ouvriers, du petit peuple ; les *tories*, ennemis de la France et des réformes sociales et représentants de l'aristocratie territoriale.

1. Dès 1798, un gradué de Cambridge, Malthus, prétendait dans un livre que le travail de l'homme était incapable de multiplier les ressources en raison de l'accroissement de la population, et il en concluait qu'il était nécessaire de restreindre les mariages.

La lutte, après 1815, s'engagea sur la question de la liberté du commerce des grains. Pendant la guerre, et par suite des décrets de Napoléon qui mettaient l'Angleterre en état de blocus, l'île, ne recevant rien du dehors, avait été nourrie exclusivement par l'agriculture anglaise, c'est-à-dire par les grands propriétaires possesseurs du sol, qui avaient élevé à des prix considérables leurs produits, dont on ne pouvait se passer. Les choses changèrent à la paix. Les blés étrangers, les grains et les céréales allaient pouvoir reparaître sur les marchés britanniques. Dès lors le prix du blé diminuerait; mais aussi les grands propriétaires, pour lutter contre la concurrence étrangère, seraient obligés de diminuer le prix de leurs propres produits. Pour éviter cette concurrence, les tories, qui formaient la majorité du parlement, frappèrent d'abord de droits d'entrée considérables les blés étrangers; bientôt même ils en défendirent complètement l'importation, à moins que le prix ne fût en Angleterre de 80 shillings le quarter, c'est-à-dire de 36 francs l'hectolitre. Toutes les pétitions réclamant la liberté du commerce des grains furent repoussées.

Dans la chambre des lords, un whig, lord Canning, demanda qu'on permît l'importation des grains quand ils vaudraient 60 shellings le quarter, en les soumettant à un droit de 20 shellings d'entrée, qui augmenterait ou diminuerait suivant que le blé anglais augmenterait ou diminuerait d'autant. Ces mesures portèrent au comble l'irritation des ouvriers. Ils demandèrent la réforme de la constitution et l'établissement du suffrage universel; ils prirent pour devise : *Veille et sois prêt.* Ils arborèrent le drapeau tricolore français. La banque de Londres et la Tour furent menacées. La répression, à son tour, devint sévère. L'*habeas corpus* fut suspendu, des visites domiciliaires ordonnées, la liberté de la presse restreinte. Alors des soulèvements éclatèrent dans beaucoup de villes, surtout à Birmingham et à Manchester, et furent rigoureusement réprimés. Il y eut un grand nombre d'hommes tués ou blessés lors de l'insurrection de Manchester (août 1819). Georges III mourut six mois après, le 29 janvier 1820.

Avènement de Georges IV (29 janvier 1820). **Procès de la reine. Mort de lord Castlereagh** (12 août 1823). — Le prince de Galles, qui gouvernait depuis dix ans en qualité de régent, prit le titre de roi et le nom de Georges IV. Ce prince était impopulaire, et son avènement fut le signal de nouveaux soulèvements. Une vaste conspiration, ayant à sa tête Thistle-

wood, ancien lieutenant de milice, s'était formée pour tuer tous les ministres. Elle fut découverte, et Thistlewood, condamné à mort, périt en criant : « Vive la liberté ! » Le parlement alarmé revisa le code pénal et donna une demi-satisfaction à l'opinion publique en adoucissant les lois; mais cette mesure fut insuffisante.

Une nouvelle circonstance vint bientôt permettre à la colère publique de faire explosion. Georges IV, n'étant encore que régent, avait épousé Caroline de Brunswick, fille de l'auteur du fameux manifeste de 1792 contre la France et sœur du jeune duc tué en 1815 en combattant dans les rangs de l'armée anglaise. Cette princesse devint bientôt l'objet de sa haine; il l'accusa d'adultère et s'éloigna d'elle. En 1814 elle quitta l'Angleterre et visita successivement l'Italie, la Suisse, la Terre Sainte, l'Égypte, la Grèce, en compagnie du chambellan Bergami. En apprenant la mort de Georges III, elle repassa en Angleterre. Le peuple l'accueillit avec enthousiasme et lui forma de Douvres à Londres un cortège triomphal. Mais son mari l'accusa de nouveau d'adultère et la traduisit devant la chambre des lords; elle fut défendue avec éloquence par MM. Brougham et Denmann. On ne put obtenir contre elle qu'une majorité de 9 voix, et l'arrêt définitif fut remis à six mois. Le 18 juillet 1820, jour où Georges IV devait être sacré dans l'église de Westminster, la reine se présenta aux portes dans un carrosse à six chevaux; elle fut repoussée, tomba malade et mourut trois semaines après, le 8 août 1821. Le peuple accusa le roi de l'avoir fait empoisonner, et ses funérailles furent l'occasion de scènes sanglantes.

Deux ans après mourut celui de tous les ministres qui était le plus impopulaire, l'élève et le successeur de William Pitt, lord Castlereagh. Assombri et troublé par la haine populaire, par les menaces dont il était l'objet, par la crainte d'une révolution, lord Castlereagh était tombé dans un profond abattement; attaqué de tous les côtés, il prit le parti de se donner la mort. La veille du jour où il devait partir pour le congrès de Vérone, il avait laissé percer quelques symptômes d'agitation; ses domestiques avaient éloigné de lui ses pistolets, ses rasoirs, enfin jusqu'à ses instruments de toilette. Le lendemain matin, vers sept heures, il fit appeler le docteur Bankhead. Le médecin se rendit aussitôt dans le cabinet de toilette, où il trouva lord Castlereagh en robe de chambre et se tenant debout. Il dit quelques mots, et une seconde après tomba mort entre les bras de M. Bankhead,

qui s'aperçut alors qu'il s'était coupé l'artère carotide avec un petit couteau (12 août 1823). Le peuple se crut vengé et attribua aux remords le suicide de Castlereagh.

L'Irlande et le bill du test. Misère des Irlandais. — A toutes ces causes d'agitation et de malaise ajoutons la situation de l'Irlande. Sous le règne de Charles II, le parlement, afin d'écarter des emplois publics le duc d'York, frère du roi, et tous les autres catholiques, avait porté le *bill du test*, aux termes duquel tous les fonctionnaires publics devaient prêter au roi le serment d'allégeance en sa qualité de chef de l'Église anglicane ou donner leur démission. Ce bill subsistait toujours. L'immense majorité des Irlandais étaient catholiques et se trouvaient par le fait même exclus de tous les emplois civils et militaires. Dépossédés depuis le règne de Guillaume III, ils vivaient dans la pauvreté, travaillant pour d'autres leur sol, qui ne leur appartenait plus; quoique catholiques, ils payaient la dîme au clergé protestant; sans magistrats de leur choix, ils restaient sans protecteurs. Une oppression constante exaltait pour leur religion une fidélité, qu'ils expiaient à toute heure. De là des querelles, des meurtres, des combats même entre Irlandais et Anglais, catholiques et protestants; de là une misère intolérable et une irritation croissante contre les dominateurs. L'union de l'Irlande avec l'Angleterre n'avait remédié en rien à cette situation.

Lord Castlereagh aurait désiré supprimer le bill du test et accorder aux catholiques les mêmes droits qu'aux protestants, mais, obligé de s'appuyer sur les tories, qui repoussaient tout changement et toute réforme, il dut renoncer à ce projet. En 1821, un whig, M. Plunket, fit pour l'abolition du bill du test une motion qui obtint une majorité de six voix dans les communes; mais elle fut repoussée par la chambre haute. Canning revint à la charge l'année suivante; mais cette fois il se bornait à demander l'admission dans la chambre des lords des pairs catholiques de l'Irlande. Cette fois la proposition obtint dans les communes deux cent trente-cinq suffrages contre deux cent vingt-trois, c'est-à-dire une majorité de douze voix; mais dans la chambre haute, malgré les généreux efforts des lords Grey, Lansdown et Holland, le bill fut rejeté encore une fois à une majorité de dix-sept voix (1822).

Cette nouvelle déception exaspéra les Irlandais : le sang coula; il y eut des meurtres nombreux, des vengeances sauvages. Lord Wellesley, frère de Wellington et gouverneur d'Ir-

lande, demanda de nouveaux pouvoirs. Le parlement vota des lois militaires dignes du moyen âge. Les catholiques, parce que la plupart des crimes commis avaient été nocturnes, furent forcés de rentrer dans leurs cabanes à une heure et à un signal fixés. La misère s'accrut encore. Elle devint bientôt si effrayante, que de toutes parts des souscriptions s'organisèrent en Angleterre, même parmi les plus fougueux adversaires des Irlandais. Mais l'Irlande n'obtint pas encore justice : pour cela, il fallait qu'elle attendît O'Connell.

CHAPITRE XVIII.

Louis XVIII.

Proclamation de Cambrai (28 juin 1815). — Seconde restauration. Ministère Talleyrand et Fouché. Les étrangers à Paris. — Occupation étrangère. Dissolution de l'armée de la Loire. — Réaction. Assassinat du maréchal Brune, des généraux Lagarde et Ramel. — Les cinquante-quatre. Exécution de Labédoyère, des frères Faucher. Condamnation de Lavalette. — Exécution du maréchal Ney. — La chambre introuvable (7 octobre 1815-5 septembre 1816). Ministère du duc de Richelieu (1815-1818). — Les cours prévôtales. Affaire Didier à Grenoble (3 mai 1816). Complot des patriotes de 1816.

Ordonnance du 5 septembre 1816. Dissolution de la chambre introuvable. Nouvelle chambre des députés. — Loi électorale de 1817. Loi sur le recrutement (1818). — Congrès d'Aix-la-Chapelle. Fin de l'occupation militaire du territoire français (1818). — Progrès de l'opposition indépendante. Chute du ministère Richelieu (décembre 1818). — Ministère Dessoles-Decazes (déc. 1818-fév. 1820). Les ultra-royalistes contre Decazes. Proposition Barthélemy. — La Congrégation. Grégoire exclu de la chambre des députés. Les missions. — Assassinat du duc de Berry (13 fév. 1820). Chute du ministère Decazes (1820).

Second ministère de M. de Richelieu (1820-1821). Nouvelle réaction. Lois contre la presse et la liberté individuelle. Loi du double vote. Naissance du duc de Bordeaux. — Ministère Villèle (1821). — Les sociétés secrètes. Les carbonari. — Conspiration de Belfort. Les quatre sergents de la Rochelle. Conspiration de Saumur (1822). — Guerre d'Espagne (1823). Manuel expulsé de la chambre des députés (4 mars 1823). — Loi de la septennalité. La chambre retrouvée (1824). Mort de Louis XVIII (16 septembre 1824).

Politique commerciale. Système protecteur en France et en Angleterre.

Proclamation de Cambrai (28 juin 1815). — Louis XVIII était resté à Gand pendant les Cent-Jours; après Waterloo, il rentra en France à la suite des armées coalisées. Wellington, qui craignait que les puissances continentales ne voulussent

cette fois démembrer la France, c'est-à-dire détruire l'équilibre européen, l'engagea à suivre pas à pas son quartier général, afin de pouvoir rentrer à Paris aussitôt que cette ville serait évacuée par les troupes françaises. De Cambrai, Louis XVIII adressa aux Français une proclamation assez habile. « Les portes de mon royaume, y disait-il, s'ouvrent devant moi ; j'accours pour ramener mes sujets égarés, pour adoucir les maux que j'avais voulu prévenir, *pour me placer une seconde fois entre les Français et les armées alliées*, dans l'espoir que les égards dont je peux être l'objet tourneront au salut de mes sujets. C'est la seule manière dont j'aie voulu prendre part à la guerre. Je n'ai point permis qu'aucun prince de ma famille parût dans les rangs des étrangers.... Revenu sur le sol de la patrie, je me plais à parler de confiance à mes peuples. Lorsque je reparus au milieu d'eux, je trouvai les esprits agités et emportés par des passions contraires ; mes regards ne rencontraient de toutes parts que des difficultés et des obstacles. *Mon gouvernement devait faire des fautes ; peut-être en a-t-il fait.* Il est des temps où les intentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, où elles égarent. *L'expérience seule pouvait avertir ; elle ne sera pas perdue.* Je veux tout ce qui sauvera la France.... On a parlé, dans ces derniers temps, du rétablissement de la dîme et des droits féodaux. Cette fable, inventée par l'ennemi commun, n'a pas besoin d'être réfutée. On ne s'attendra pas que le roi de France s'abaisse jusqu'à repousser des calomnies et des mensonges.... Si les acquéreurs de domaines nationaux ont conçu des inquiétudes, la charte aurait dû suffire pour les rassurer.... *Je promets*, *moi qui n'ai jamais promis en vain*, *de pardonner aux Français égarés tout ce qui s'est passé* depuis le jour où j'ai quitté Lille au milieu de tant de larmes jusqu'au jour où je suis entré dans Cambrai au milieu de tant d'acclamations. Mais le sang de mes enfants a coulé par une trahison dont les annales du monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison a appelé l'étranger au cœur de la France.... Je dois donc, pour la dignité de mon trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos de l'Europe, exempter du pardon les instigateurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront désignés par les deux chambres.... »

Ainsi Louis XVIII promettait l'oubli et le pardon pour les actes postérieurs à son départ de Lille, c'est-à-dire au 23 mars 1815. Les instigateurs et auteurs du 20 mars devaient être désignés par les deux chambres et seuls punis ; les biens natio-

naux, la charte, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse, étaient garantis.

Seconde restauration. Ministère Talleyrand et Fouché. Les étrangers à Paris. — Le roi rentra dans Paris le 8 juillet. Fouché devint son ministre de la police[1]; mais la situation de la France était critique, et celle des Bourbons bien difficile. Paris présentait l'aspect d'une ville prise d'assaut : les Anglais campaient dans le bois de Boulogne; les Prussiens étaient au Luxembourg, sur les quais, sur les places, au Carrousel, dans le jardin des Tuileries. Des fenêtres de sa demeure Louis XVIII pouvait voir leurs canons braqués et mèches allumées. Blücher, qui ne se possédait pas, voulut détruire la colonne Vendôme et le pont d'Iéna. Malgré les représentations du roi et celles de Wellington lui-même, il fit miner ce pont; mais l'explosion ne put le détruire. Les alliés allèrent même plus loin. Le ministre des Pays-Bas ayant redemandé, au nom de son gouvernement, plusieurs tableaux enlevés et transportés au Louvre pendant l'empire, M. de Talleyrand refusa de se soumettre à cette humiliation. Des soldats prussiens et anglais entrèrent de force dans le musée, qui fut dévasté. Plusieurs tableaux furent détruits par les soldats chargés de les transporter. Aucun acte ne fut plus sensible aux Parisiens. Et cependant ils étaient obligés de loger chez eux les vainqueurs, et Blücher exigeait que les habitants donnassent aux Prussiens non seulement le foyer, mais la nourriture, du vin, de l'eau-de-vie, jusqu'à du tabac. Le général prussien Müffling avait été nommé gouverneur de la capitale. Paris fut obligé de payer aux envahisseurs une contribution de guerre de 10 millions; le préfet, M. de Chabrol, fut menacé d'être transporté en Prusse. Les alliés ne s'en tinrent pas là; ils menacèrent la France d'un démembrement : les Allemands voulaient l'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine et une partie de la Champagne; le royaume des Pays-Bas réclamait la Flandre. La fierté de Louis XVIII se révolta à l'idée de voir la France dépouillée de provinces qu'elle possédait depuis Louis XIV. Il fit demander

1. On a vu qu'il était le mois précédent ministre de Napoléon, et qu'il avait, depuis, présidé le gouvernement provisoire. M[me] de Rémusat avait déjà remarqué, dans ses *Mémoires*, que les serviteurs d'un pouvoir déchu passent presque toujours au service de celui qui le remplace. Elle écrivait, en parlant des hommes de l'ancien régime ralliés à Bonaparte à l'époque du consulat : « Il y a dans le caractère des grands seigneurs quelque chose du chat, qui demeure attaché à la même maison, quel que soit le propriétaire qui vient l'habiter. »

une entrevue au duc de Wellington et à l'empereur de Russie, qui venait d'arriver à Paris : « Mylord, dit-il au duc, je croyais, en rentrant en France, régner sur le royaume de mes pères ; il paraît que je me suis trompé. Je ne saurais cependant rester qu'à ce prix ; croyez-vous, mylord, que votre gouvernement consente à me recevoir si je lui demande encore asile? » Alexandre, ému en entendant ces paroles, s'écria : « Non, non, Votre Majesté ne perdra point ces provinces ; je ne le souffrirai pas! »

Occupation étrangère. Dissolution de l'armée de la Loire.—En attendant, la France tout entière était la proie des alliés. Maintenant qu'elle était vaincue, toutes les nations de l'Europe l'envahissaient : il n'était si petit prince allemand qui ne fût venu à la curée. Un million cent cinquante mille soldats prussiens, anglais, belges, hollandais, hanovriens, autrichiens, russes, piémontais, bavarois, wurtembergeois, jusqu'à des Danois et des Espagnols, vinrent s'établir dans nos villes et y vivre aux dépens de la France. On vit les Prussiens s'avancer jusque dans le Morbihan et le Finistère, enlevant les drapeaux tricolores qu'ils trouvaient sur leur passage, et même les bannières des corporations et des églises, en guise de trophées. En vingt-sept jours, les Prussiens coûtèrent 2 millions aux Orléanais. Ils avaient aussi frappé Versailles d'une contribution de 2 millions. Un général autrichien exigea 60,000 francs des habitants de Bourg-en-Bresse. Un général wurtembergeois fit arrêter les maires de toutes les communes de l'arrondissement de Sens, et ne les relâcha qu'après qu'ils eurent payé rançon. Les préfets de la Sarthe et de l'Eure furent enlevés et transportés dans des forteresses prussiennes, où ils restèrent deux mois prisonniers.

Et pourtant, il restait une armée à la France! Elle était retirée derrière la Loire avec Davout, son chef. Sur plusieurs points, dans le Nord et l'Est, malgré l'absence des troupes régulières, on fit aux étrangers une longue résistance. On se battit à Châlons et à Château-Thierry. Le colonel Brice, dans les Vosges, tint la campagne à la tête d'un corps de partisans ; Metz, Strasbourg, Lille, Arras, Condé, Valenciennes, Maubeuge, Avesnes, Landrecies, le Quesnoy, Rocroy, Mézières, Givet, Marienbourg, Landau, Longwy, Thionville, Montmédy, Auxonne, Grenoble, luttèrent, la plupart avec succès, contre les assiégeants. Huningue, défendue par cent trente-cinq hommes aux ordres du général Barbanègre, fut investie par les Autrichiens le 1er août et bombardée par cent trente canons. Elle résista vingt-sept jours ; quand elle eut capitulé, l'archiduc Jean, saisi d'admira-

tion, embrassa Barbanègre, qui marchait en tête des cinquante hommes survivants pour aller rejoindre l'armée de la Loire.

L'existence de cette armée inquiétait encore les coalisés : ils exigèrent sa dissolution. Le 16 juillet, un arrêté du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, nouveau ministre de la guerre, ordonna son licenciement et la création de quatre-vingt-six légions départementales. Macdonald, qui avait remplacé Davout comme commandant en chef, procéda, à partir du 12 août, au licenciement. Dans quelques villes il y eut des résistances. La garnison de Strasbourg, à laquelle il était dû 700,000 francs de solde arriérée, refusa de se séparer avant d'avoir été payée; elle prit pour chef un sergent-major de voltigeurs du 7e léger, nommé Dalhousie, mit ses officiers aux arrêts, et ne leur rendit la liberté qu'après avoir été entièrement payée.

C'est alors que Louis XVIII fut obligé de signer avec les alliés l'onéreux traité du 20 novembre 1815 (voir plus haut, chapitre XVI). Cent cinquante mille soldats étrangers, entretenus aux dépens de la France, devaient rester trois ans encore dans nos places fortes.

Réaction. Assassinat du maréchal Brune, des généraux Lagarde et Ramel. — Les premières années de la Restauration présentent un spectacle douloureux. La réaction, qui devait être tristement célèbre sous le nom de *Terreur blanche*, avait commencé dans le Midi et l'Ouest, même avant le retour de Louis XVIII aux Tuileries [1]. A Marseille, à la nouvelle de Waterloo, le peuple se souleva le 25 juin et massacra le reste de la colonie de *Mameloucks* que Napoléon y avait établie après l'expédition d'Égypte. Le maréchal Brune, homme aussi remarquable par son caractère que par son courage, avait été chargé par Napoléon de défendre les frontières du Var. Après la rentrée des Bourbons, il partit pour Paris. Le 1er août, à son passage à Avignon, il fut assassiné par la populace, qui jeta son cadavre au Rhône. Le corps fut retrouvé et rendu à sa veuve; pendant six ans elle demanda vainement justice; en 1821 seulement le principal assassin fut condamné par contumace. Pendant tout ce temps, elle avait conservé chez elle les restes de son mari : « Il demeurera là, disait-elle à quelqu'un qui s'étonnait de son énergie, jusqu'au jour où j'aurai vengé sa mémoire et fait punir ses

1. La magistrature reçut, le 20 septembre 1815, une institution nouvelle. 29 membres de la cour de Paris en furent exclus; dans les départements 15 premiers présidents, 40 présidents de chambre, 198 conseillers, et 400 membres des tribunaux de 1re instance furent révoqués.

assassins. Je demande uniquement à Dieu de me laisser vivre assez pour qu'il me soit permis d'enfermer l'arrêt vengeur dans sa tombe ; ce devoir rempli, je pourrai m'endormir près de lui dans notre couche de terre. »

Les mêmes scènes de violences s'étaient produites à Nîmes, accrues encore par les différences de religion. De véritables brigandages s'y exercèrent sous prétexte de politique. Un misérable, connu sous le nom de *Trestaillons*, était à la tête des égorgeurs. A Uzès, Graffan se fit livrer tous les prisonniers, que sa bande mit à mort. Enfin le duc d'Angoulême vint à Nîmes le 5 novembre ; il rassura les protestants et recommanda au général Lagarde de les protéger. Celui-ci, ayant voulu exécuter les ordres du prince et faire évacuer un temple que la foule mettait au pillage, fut grièvement blessé d'un coup de pistolet par un sergent de la garde nationale nommé Boivin, dont le crime resta impuni. A Toulouse, autre assassinat : le général Ramel essayait d'arracher quelques victimes à leurs meurtriers; il fut blessé et achevé ensuite dans la maison où on l'avait transporté.

Les cinquante-quatre. Exécution de Labédoyère, des frères Faucher. Condamnation de Lavalette. — Après les violences populaires vinrent les condamnations juridiques. Dès le 24 juillet, Fouché, dont la chambre introuvable n'avait pas encore exigé le renvoi, dressa une liste de cinquante-quatre proscrits; les uns devaient être traduits devant les conseils de guerre, les autres mis en surveillance. Ceux qui faisaient partie de la première catégorie étaient : Ney, Labédoyère, Lallemand aîné, Lallemand jeune, Drouet d'Erlon, Lefebvre-Desnouettes, Ameilh, Brayer, Gilly, Mouton-Duvernet, Grouchy, Clauzel, Laborde, Debelle, Bertrand, Drouot, Cambronne, Lavalette, Rovigo.

« Pour moi, si les Bourbons reviennent, mon sort est certain : je serai fusillé le premier, » s'était écrié, après Waterloo, Labédoyère dans la chambre des pairs. Colonel du 7e de ligne lors des Cent-Jours, Labédoyère était le premier qui eût conduit son régiment à Napoléon, aux portes de Grenoble. Il était devenu après le 20 mars général, pair de France et aide de camp de l'empereur. Retiré à l'armée de la Loire, il y apprit qu'il était proscrit. Mais, avant de s'enfuir en Amérique, il eut l'imprudence de revenir à Paris pour embrasser une dernière fois sa jeune femme, qui avait dix-neuf ans et venait d'être mère. Il fut reconnu, arrêté et condamné à mort. Sa femme alla se jeter aux pieds du roi pour demander grâce : elle n'ob-

tint rien. Labédoyère fut fusillé à la plaine de Grenelle le 19 août : il avait vingt-neuf ans.

Cinq semaines après, nouvelle exécution à Bordeaux. Les deux frères César et Constantin Faucher, qu'on appelait « les jumeaux de la Réole », anciens généraux de la Révolution, avaient été nommés, l'un maire de la Réole, l'autre membre de la chambre des représentants. Après Waterloo, on les accusa d'avoir chez eux un dépôt d'armes, d'être les ennemis de la Restauration. Ils furent jetés à Bordeaux dans un cachot, où ils languirent un mois et demi. Aucun avocat n'osa les défendre. Le conseil de guerre les condamna à mort. Ils furent tous les deux fusillés le 27 septembre.

Le 20 novembre, Lavalette fut à son tour condamné à mort. Il était accusé : 1° d'avoir été complice d'une conjuration ayant pour but le retour de Napoléon de l'île d'Elbe ; 2° d'usurpation de fonctions publiques : Lavalette, en effet, avait pris possession de l'hôtel des postes le matin du 20 mars. Si le président avait posé au jury deux questions sur chacun des deux chefs d'accusation, l'accusé, acquitté sur le premier chef, n'aurait encouru sur le second qu'un emprisonnement plus ou moins long ; mais on ne posa qu'une seule question : Lavalette fut condamné à mort. Il parvint à s'échapper de la Conciergerie, déguisé sous les vêtements de sa femme[1], qui resta en prison à sa place, sortit de Paris avec l'aide de plusieurs officiers anglais et se réfugia en Bavière.

Exécution du maréchal Ney. — Le maréchal Ney fut moins heureux. Il s'était réfugié au château de Bessonis, dans le département du Lot, chez un de ses parents. Un sabre turc, dont Napoléon lui avait fait présent, le trahit. Il fut arrêté, amené à Paris le 19 août, et traduit devant un conseil de guerre composé de maréchaux de France. Moncey, qui en avait été nommé président, écrivit au roi et refusa de siéger ; il fut destitué et condamné à trois mois de prison. Ney comparut le 9 novembre devant le conseil de guerre, qui se déclara incompétent. Il fut alors renvoyé devant la cour des pairs. Il était accusé de haute trahison. Il y avait un fait certain : c'est que Ney, parti de Paris le 6 mars pour combattre Napoléon, avait le 13 mars, à Lons-le-Saunier, lu à ses troupes une proclamation dans laquelle il disait « que la cause des Bourbons était

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau de Lavalette, un bas-relief qui représente cette évasion.

perdue », et avait ensuite rejoint Napoléon. Mais le maréchal avait-il abandonné les Bourbons de parti pris et entraîné ses soldats dans la défection, ou bien n'avait-il fait que céder au mouvement irrésistible qui poussait l'armée à se jeter dans les bras de l'empereur? Des deux lieutenants de Ney, Lecourbe et Bourmont, le premier était mort, le second avait trahi avant Waterloo. Bourmont prétendit que Ney leur avait fait à tous deux l'aveu que depuis trois mois il était d'accord avec l'empereur, et qu'il était parti de Paris avec l'intention de lui conduire son armée. Le maréchal nia vivement. « Il est fâcheux, s'écria-t-il, que Lecourbe ne soit plus. Mais, ajouta le maréchal en levant la main, je l'interpelle contre tout ce témoignage devant un tribunal plus élevé, devant Dieu qui nous entend, devant Dieu qui nous jugera vous et moi, monsieur de Bourmont. » Pour sauver leur client, les défenseurs de Ney voulurent invoquer le bénéfice du traité du 20 novembre, par lequel Sarrelouis, patrie du maréchal, était cédé à la Prusse. « Non, non, s'écria-t-il avec véhémence, je suis Français, je mourrai Français! » Condamné à mort par 139 voix contre 17, Ney tomba sous les balles françaises dans l'allée de l'Observatoire à l'endroit où s'élève maintenant sa statue (7 décembre 1815).

Bien d'autres encore périrent : à Paris, le général Debelle fut condamné à mort le 24 mars 1816; le général Travot le fut aussi à Rennes. Si Drouot et Cambronne furent acquittés, si les condamnations de Debelle et de Travot furent commuées en dix et en vingt années de détention, le général Chartran fut fusillé à Lille le 22 mai 1816. Le général Bonnaire et le lieutenant Mietton, son aide de camp, accusés de n'avoir pas empêché leurs soldats de tirer sur un parlementaire anglais qui venait sommer la place de Condé, furent condamnés, le premier à la dégradation, le second à mort. Mietton fut fusillé, Bonnaire mourut de douleur dans sa prison. Le général Mouton-Duvernet, condamné à mort à son tour, fut fusillé le 29 juillet 1816; Drouet d'Erlon, les deux frères Lallemand, Clauzel, Brayer, Ameilh, condamnés également à mort, avaient pu se réfugier à l'étranger.

La chambre introuvable (7 octobre 1815-5 septembre 1816). **Ministère du duc de Richelieu** (1815-1818). — Comment le gouvernement montrait-il cette rigueur impolitique qui, au lieu de calmer ses adversaires, les rendait irréconciliables? C'est qu'on avait une chambre de députés plus royaliste que le roi lui-même, élue en pleine réaction, en l'absence d'un grand

nombre d'électeurs intimidés, sous la pression des baïonnettes étrangères, et animée des passions les plus violentes[1]. « Une pareille chambre est *introuvable !* » s'était d'abord écrié Louis XVIII. Mais bientôt il s'aperçut que, loin d'être un appui pour la seconde Restauration, les députés ultra-royalistes étaient pour elle un danger.

La chambre s'était réunie le 7 octobre 1815. Sa seule apparition fit tomber du pouvoir Fouché, qui dut se contenter d'une ambassade à Dresde, la perdit bientôt et mourut exilé[2]. Le ministère Talleyrand[3] tomba ensuite; il fut remplacé par un ministère composé de MM. Decazes, de Jaucourt, Pasquier, du baron Louis, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et du duc de Richelieu, président du conseil. Mais ce ministère paraissait encore beaucoup trop modéré à la majorité de la chambre, dirigée par MM. de Castelbajac, de Labourdonnaye, de Marcellus, de Villèle, Duplessis de Grénédan, qui disaient : « La gloire de cette assemblée sera d'avoir relevé tout ce que la Constituante avait abattu. »

La chambre suspendit la liberté individuelle, en donnant au gouvernement le droit de détenir sans jugement tout individu arrêté comme prévenu de complot contre la sûreté de l'État; elle établit une autre loi qui punissait des travaux forcés les écrits, les discours et les cris séditieux. M. de Labourdonnaye proposa une amnistie qui n'était autre chose qu'une nouvelle mesure de rigueur. En étaient exceptés : tous ceux qui avaient occupé de grandes charges pendant les Cent-Jours; tous les généraux et préfets en activité à la même époque; tous les *régicides*. La plupart des anciens conventionnels furent obligés de s'expatrier. Carnot et le grand peintre David moururent à l'étranger. M. Duplessis de Grénédan demanda même le rétablissement du gibet. Et cette même chambre, qui compromettait la Restauration par tant d'imprudences, applaudissait M. Pasquier lorsqu'il s'écriait : « Nous devons penser que la maison de Bourbon régnera sur la France pendant un grand nombre de siècles... Oui, le gouvernement des Bourbons sera le gouvernement éternel ! »

1. Voici comment elle fut nommée. Chaque collège d'arrondissement élisait un nombre de candidats égal à celui des députés que le département devait nommer; le collège de département, choisissant parmi ces candidats, procédait à l'élection définitive. On a vu plus haut, chap. IX, page 196, que l'organisation des collèges électoraux de départements et d'arrondissements remontait à 1802.

2. A Trieste en 1820.

3. Talleyrand mourut en 1838.

Les cours prévôtales. Affaire Didier à Grenoble (3 mai 1816). **Complot des patriotes de 1816.**—Une ordonnance du 20 décembre 1815 avait encore aggravé la situation en créant les cours *prévôtales*. Tout individu, militaire ou non, pouvait être traduit devant ces cours pour discours, cris séditieux, détention d'armes, port d'insignes prohibés, *etc*. Chaque cour devait se composer d'un grand prévôt militaire et de cinq juges civils, sans l'assistance du jury. Il devait y en avoir une par département. Les jugements devaient être prononcés sur l'heure, les arrêts sans appel et exécutés dans les vingt-quatre heures. Le roi ne pouvait même pas faire grâce, à moins que la cour ne recommandât le condamné à sa clémence. Il y eut dans les départements, pendant toute l'année 1816, des arrestations et des manifestations violentes[1].

De nombreux complots se formèrent pour renverser le gouvernement. Un des départements les plus libéraux de France était l'Isère. Didier, avocat de Grenoble, forma le projet de soulever la ville et d'en faire le foyer d'une insurrection destinée à renverser la branche aînée des Bourbons; il aurait voulu lui substituer le duc d'Orléans; mais, pour entraîner les paysans et les anciens soldats de l'empire, il se servit du nom de Napoléon II. Tentée dans la nuit du 4 au 5 mai 1816, l'insurrection fut réprimée avec une rigueur impitoyable par le général Donnadieu et le colonel de Vautré. Deux condamnés furent exécutés quatre jours après. Dans une même séance, le conseil de guerre, présidé par M. de Vautré, condamna à mort vingt et un accusés. Didier, livré par le gouvernement piémontais, sur le territoire duquel il s'était réfugié, fut exécuté le 10 juin 1816.

Au même moment, le complot dit *des patriotes* de 1816 amenait à Paris la mort de Plaignier, Carbonneau et Tolleron, condamnés à la peine des parricides. Au Lude, dans la Sarthe, et à Montpellier, des gardes nationaux furent condamnés à mort ou à la prison pour avoir désarmé des royalistes après Waterloo; à Carcassonne, trois personnes périrent, condamnées par le prévôt Barthez, qui devint ensuite fou de remords et se suicida peu après.

1. Par exemple, à Orléans, le sieur Mangin, clarinette dans la garde nationale, fut cité à comparaître devant le conseil municipal « pour avoir joué les airs chéris des Français avec peu d'enthousiasme et une mollesse qui peignait son mécontentement. »

Ordonnance du 5 septembre 1816. Dissolution de la chambre introuvable. Nouvelle chambre des députés. — Cependant le roi, affaibli par l'âge et les infirmités, ne désirait que le repos ; il était loin de partager les passions de la chambre introuvable. Les ministres, surtout MM. de Richelieu et Decazes, voyaient avec crainte les exagérations dont ils étaient les témoins et redoutaient une catastrophe. Decazes usa de son influence, qui était grande sur l'esprit de Louis XVIII, pour le déterminer à mettre un terme à la réaction par une mesure vigoureuse. L'empereur de Russie écrivit lui-même au roi pour l'encourager. Le 5 septembre 1816, parut une ordonnance signée par Louis XVIII, contresignée par le ministre de l'intérieur, Lainé, qui dissolvait la chambre des députés. Il y eut bien des résistances. « *Sauvez le roi quand même*, » disait Chateaubriand en protestant contre l'ordonnance ; mais il fut destitué de sa charge de ministre d'État, et l'agitation n'eut pas de suite.

La nouvelle chambre des députés se réunit le 4 novembre 1816. Elle comptait 259 députés ; la majorité se composait de royalistes modérés, attachés aux Bourbons, mais aussi à la Charte. « Que les haines cessent, disait le roi dans son discours d'ouverture ; que les enfants d'une même patrie, j'ose ajouter d'un même père, soient vraiment un peuple de frères..., et que mon peuple soit bien assuré de mon inébranlable fermeté pour réprimer les attentats de la malveillance et pour contenir les écarts d'un zèle trop ardent. »

Loi électorale de 1817. Loi sur le recrutement (1818). — Ce langage fut entendu. La chambre adopta en 1817 une nouvelle loi électorale, proposée par Lainé. Tous les citoyens âgés de trente ans et payant 300 francs de contributions étaient électeurs et nommaient directement les députés de chaque département. Pour être député, il fallait être âgé de quarante ans et payer 1,000 francs de contributions. Cette loi donnait le pouvoir à la classe moyenne. La chambre devait être renouvelée tous les ans par cinquième.

L'année suivante (1818), les chambres votèrent un nouveau projet de loi sur le recrutement proposé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. L'armée, qui depuis 1815 se recrutait exclusivement par des engagements volontaires, dut être composée dorénavant par le tirage au sort. Chaque année, quarante mille hommes devaient être appelés sous les drapeaux ; la durée du service était fixée à six ans. Les deux tiers des grades étaient donnés à

l'ancienneté. « Il fallait, disait Louis XVIII, que chaque soldat sût qu'il portait dans sa giberne le bâton de maréchal de France. »

En 1817, les lois restrictives de la liberté individuelle avaient été rapportées; en 1818, les cours prévôtales cessèrent de fonctionner; la censure devait être supprimée en 1819. Il y eut bien encore des excès de zèle commis dans les départements par les agents du pouvoir, notamment à Lyon, où le général Canuel, à la suite d'un mouvement insignifiant, ordonna des arrestations nombreuses, qui furent suivies de plusieurs exécutions; mais le duc de Raguse, envoyé dans le département du Rhône, fit mettre en liberté la plupart des accusés.

Congrès d'Aix-la-Chapelle. Fin de l'occupation militaire du territoire français (1818). — Ce fut en 1818 que le président du conseil, M. de Richelieu, obtint, grâce à ses rapports personnels avec l'empereur de Russie, la fin de l'occupation étrangère. Depuis trois ans, 150,000 soldats étrangers occupaient nos places fortes de l'est et du nord et répondaient à la Sainte-Alliance du maintien de la tranquillité en France. Un congrès se réunit à Aix-la-Chapelle le 30 septembre 1818. Les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse s'y trouvèrent. M. de Richelieu représentait la France, M. de Metternich l'Autriche; les lords Robert Stuart, Castlereagh, Wellington, l'Angleterre; le prince de Hardenberg et le comte de Bernstorff, la Prusse; les comtes de Nesselrode et Capo d'Istria, la Russie. Il fut décidé que les troupes étrangères quitteraient la France avant le 30 novembre de la même année.

M. de Richelieu, toujours avec l'appui d'Alexandre, termina non moins heureusement les débats relatifs aux réclamations pécuniaires élevées contre la France. Les charges imposées à la France par le traité du 20 novembre 1815 étaient de trois sortes : 1° le payement d'une contribution de guerre de 700 millions; 2° l'entretien et la solde du corps d'occupation; 3° la liquidation des créances dues par la France aux étrangers avant le 1er avril 1814. Le chiffre de ces dernières n'avait pas été fixé. Après 1815, les réclamations des étrangers furent empreintes d'une exagération étonnante. On vit un duc d'Anhalt-Bernbourg réclamer la solde de 4,000 reîtres, que, disait-il, un de ses ancêtres avait amenés au secours de Henri IV pendant les guerres de religion. Mais avec l'appui de la Russie une transaction fut signée, aux termes de laquelle il fut convenu que toutes les réclamations seraient éteintes par une rente inscrite sur le grand-livre de la dette publique, s'élevant à 12,040,000 francs

et représentant un capital de 240,000,000 francs. La France redevenait donc une nation indépendante. « J'ai assez vécu, écrivit Louis XVIII, puisque j'ai vu la France libre et le drapeau français flotter sur toutes les villes de France. »

Progrès de l'opposition indépendante. Chute du ministère Richelieu (décembre 1818). — A la suite du congrès d'Aix-la-Chapelle, M. de Richelieu semblait bien affermi au ministère, et cependant il allait tomber du pouvoir. Dans la chambre introuvable elle-même, l'opposition libérale avait compté neuf membres, dont le plus connu était Voyer d'Argenson; tous avaient été réélus après l'ordonnance du 5 septembre : de nouveaux opposants étaient venus grossir leurs rangs, et parmi eux Laffitte. Après le premier renouvellement par cinquième, en 1817, les indépendants furent au nombre de vingt-cinq, parmi lesquels Dupont (de l'Eure), Hernoux, Caumartin, de Chauvelin, Bignon et Casimir Périer. Le second renouvellement, en 1818, portait leur nombre à quarante-cinq, parmi lesquels Lafayette, Manuel et le général Grenier.

Les cours étrangères s'alarmèrent de ces progrès rapides et conseillèrent à Louis XVIII de se rapprocher des ultra-royalistes : c'était l'avis de M. de Richelieu. Mais Decazes, tout-puissant sur l'esprit du souverain, et qui espérait que la retraite de M. de Richelieu lui donnerait le pouvoir, exhorta le roi à ne pas changer de politique. « Plantons notre drapeau, dit Louis XVIII à ses ministres, sur l'ordonnance du 5 septembre; continuons à suivre la ligne qui nous a réussi jusqu'à ce jour; tendons toujours la main à droite et à gauche, et disons comme César : *Celui qui n'est pas contre moi est avec moi.* » Le 21 décembre 1818, M. de Richelieu donna sa démission.

Ministère Dessoles-Decazes (décembre 1818-février 1820). **Les ultra-royalistes contre Decazes. Proposition Barthélemy.** — Un nouveau ministère s'organisa immédiatement : le général Dessoles, Decazes, Louis, Portal, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, en firent partie ; mais ce ministère ne satisfit personne : l'opposition libérale lui reprochait d'être réactionnaire; les ultra-royalistes l'accusaient d'être révolutionnaire. Toutefois, à cette époque, la paix régnait en France, le commerce était prospère, et l'état matériel du royaume satisfaisant.

Dans la chambre des pairs, la majorité ultra-royaliste ne tarda pas à montrer sa malveillance pour le ministère Decazes. Le 20 février 1819, Barthélemy, l'ancien membre du directoire, sans indiquer les changements qu'il désirait voir in-

troduits dans la loi électorale de 1817, monta à la tribune et dit « que si, deux années auparavant, il avait donné sa voix à la loi actuelle des élections, il avait été entraîné par la déclaration des orateurs du gouvernement que la loi nouvelle était un essai qui serait modifié dans le cas où ses résultats ne répondraient pas aux espérances du ministère ; que deux épreuves avaient été faites, que deux fois le gouvernement avait témoigné des alarmes, et qu'il existait dès lors pour lui un devoir de conscience à solliciter l'effet de la promesse qui avait décidé son vote... » Cette proposition de modifier la loi électorale fut adoptée. Un projet de réforme financière, proposé par le baron Louis, fut ensuite rejeté par la pairie. Décidé à lutter jusqu'au bout contre les ultras, Decazes fit nommer 73 nouveaux pairs par le roi, ce qui rendit la majorité aux ministériels dans la chambre des pairs aussi bien que dans celle des députés. En même temps, M. de Serres proposa aux chambres un projet de loi sur la presse, qui soumettait les journaux au cautionnement, les affranchissait de la censure, et portait les délits de presse devant le jury.

La Congrégation. Grégoire exclu de la Chambre des Députés. Les missions. — Le ministère Dessoles-Decazes avait contre lui les anciens membres de la chambre introuvable. Ils avaient établi sur tous les points une propagande active. Dès 1816, une association s'était formée à Paris, sous le nom de *la Congrégation*, pour rendre au clergé catholique son ancienne puissance ; elle comptait parmi ses membres MM. de Castelbajac, J. de Polignac, de Marcellus, de Corbière, de Villèle.

Decazes, en voyant les rapides progrès des *indépendants*, c'est-à-dire de ceux des libéraux qui trouvaient le ministère trop timide et lui faisaient de l'opposition, s'effraya et voulut s'arrêter dans la voie où il s'était engagé. Le seul résultat de cette conduite fut de lui aliéner les indépendants sans lui rendre la faveur des royalistes. La destitution de Bavoux, professeur à l'école de droit, à cause de la hardiesse des opinions qu'il émettait dans ses cours, amena des manifestations à Paris parmi les étudiants. Le ministère avait réuni contre lui les deux partis extrêmes ; on le vit lors du troisième renouvellement partiel de la chambre des députés. Les libéraux y gagnèrent 28 membres nouveaux, ce qui porta leur nombre à 90. Au nombre des élus se trouvait l'abbé Grégoire, ancien conventionnel et évêque constitutionnel de Blois, nommé à Grenoble. Quand on apprit son élection, un long cri s'éleva parmi les ultra-royalistes. M. de Labourdonnaye demanda que l'abbé Grégoire fût exclu

comme *indigne* (29 novembre 1819). La chambre annula l'élection, parce que l'abbé Grégoire n'avait pas son domicile légal dans l'Isère. Manuel et Benjamin Constant avaient protesté sans succès contre cette décision.

En 1819, les abbés de Forbin-Janson et de Ranzan fondèrent les missions. Des prêtres parcoururent les départements, plantant des croix, prêchant et célébrant les cérémonies destinées à raviver la foi ancienne. Ces missions, auxquelles les opposants répondirent par des manifestations contraires, amenèrent des scènes orageuses à Brest, à Angers, à Clermont-Ferrand.

Assassinat du duc de Berry (13 février 1820). **Chute du ministère Decazes** (1820). — Les *indépendants* n'en restaient pas moins très puissants. Leur nombre avait quadruplé par suite des trois premiers renouvellements par cinquième de la chambre des députés. Si les choses continuaient ainsi, ils devaient bientôt avoir la majorité. Decazes voulut, pour entraver leurs progrès, changer la loi électorale de 1817. Trois de ses collègues, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le général Dessoles et le baron Louis, donnèrent leur démission ; il les remplaça par le général de Latour-Maubourg, Roy et Pasquier. Il croyait dès lors avoir vaincu tous les obstacles.

Un événement imprévu précipita sa chute. Le 13 février 1820, au soir, au moment où le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, sortait de l'Opéra pour conduire sa femme à sa voiture, il fut frappé au cœur d'un coup de couteau par un garçon sellier nommé Louvel, et expira le lendemain matin au milieu de sa famille[1]. Interrogé sur le motif de son crime, Louvel répondit qu'il avait frappé le duc de Berry « parce que c'était le prince le plus jeune de la famille royale, et celui qui semblait destiné à perpétuer cette race ennemie de la France. » Il fut condamné à mort et exécuté.

L'assassinat du duc de Berry rendait la situation de Decazes périlleuse. « Le poignard qui a frappé le duc de Berry, s'écriaient les ultra-royalistes, est une idée libérale ! » L'un d'eux, Clausel de Coussergues, alla même jusqu'à déposer au bureau de la chambre des députés une proposition de mettre

1. L'Opéra se trouvait alors rue de Richelieu, en face de la Bibliothèque nationale; il fut transporté rue Lepelletier. On résolut d'élever sur l'emplacement de l'ancienne salle un monument à la mémoire du jeune prince. Après la révolution de 1830, un jardin public orné d'une fontaine, avec les statues allégoriques des principaux fleuves de la France, prit la place de ce monument.

en accusation le ministre comme complice de l'assassinat. Cette violence tomba devant la réprobation publique ; mais, malgré l'affection du roi, Decazes quitta le ministère. Il reçut le titre de duc et le poste d'ambassadeur à Londres (20 février 1820).

Second ministère de M. de Richelieu (1820-1821). Nouvelle réaction. Lois contre la presse et la liberté individuelle. Loi du double vote. Naissance du duc de Bordeaux. — M. de Richelieu revint une seconde fois au ministère. Une nouvelle réaction allait commencer. Le 6 mars 1820, le ministère proposa aux chambres une loi sur la suspension de la liberté individuelle. « Les hommes que je vois derrière le ministère, s'écria Benjamin Constant en désignant les *ultras*, loin de me laisser aucune espérance de constitution ou de liberté, me semblent au contraire essentiellement dangereux pour toute liberté et pour toute constitution. Trois fois à la porte du pouvoir, ils en ont été repoussés trois fois par l'opinion publique épouvantée. » Le général Foy[1] ajouta : « C'est par les étrangers que nous avons eu la terreur de 1815. Si les étrangers n'eussent pas alors occupé la France, il y aurait eu cent insurrections. Croiriez-vous donc, messieurs, que sans cela nous aurions supporté lâchement les insultes, les outrages, les atrocités d'une poignée de misérables que nous avions vus, depuis trente ans, dans la poussière ? » La suspension de la liberté individuelle fut cependant votée par 134 voix contre 115. Les lois contre la presse furent votées également ; l'autorisation préalable et la censure étaient rétablies.

Enfin, le 17 avril 1820, une nouvelle loi électorale fut proposée. Chaque département devait avoir un *collège électoral de département* et des *collèges d'arrondissement ;* chacun de ceux-ci, composé de tous les électeurs domiciliés dans la circonscription, élisait un nombre de *candidats* égal à celui des députés du département ; le collège de département, composé des électeurs les plus imposés en nombre égal au *cinquième* de la liste

1. Foy était né à Ham en 1775. Lieutenant d'artillerie à Jemmapes, chef de bataillon en 1796, il se distingua à l'armée d'Helvétie sous Masséna en 1799 et à l'armée du Rhin sous Moreau. Il fut nommé général de brigade en 1808 et général de division en 1812. Il se distingua en Espagne et à Waterloo. On lui doit une *Histoire des guerres de la péninsule*, malheureusement inachevée. Rentré en 1815 dans la vie privée, il fut envoyé, en 1819, à la Chambre des députés par les électeurs de l'Aisne. Il mourut à cinquante ans, en 1825. Comme on le verra plus loin, sa mort fut un deuil national. On lui a élevé une statue à Ham en 1879.

générale, choisissait ensuite les *députés* sur la liste des candidats nommés par les collèges d'arrondissement; enfin les électeurs, dans les collèges des deux catégories, devaient écrire publiquement leur bulletin sur le bureau du président. Ainsi, le vote devait cesser d'être secret. La toute-puissance allait appartenir aux collèges électoraux de département, c'est-à-dire à dix ou douze mille propriétaires royalistes. L'opposition libérale, qui était sur le point d'obtenir la majorité dans la chambre, y serait bientôt réduite à une minorité infime; de plus, le nombre des députés devait être de 430.

Jamais il n'y avait eu encore dans la chambre de débats aussi passionnés que ceux auxquels donna lieu la nouvelle loi électorale. De Girardin, Laffitte, Manuel, Benjamin Constant, Bignon, Chauvelin, Royer-Collard, Camille Jordan, le général Foy, combattirent le projet de loi, appuyé par Ravez, de Labourdonnaye, de Serres, de Villèle et Cuvier. On vit Chauvelin, malade, se faire amener à la chambre dans une chaise à porteurs afin que son vote donnât la priorité d'une voix à la discussion d'un amendement proposé par Camille Jordan. Le 31 mai, Chauvelin fut reconduit en triomphe à sa demeure. Il y eut dans les rues des manifestations réprimées avec violence par la gendarmerie et les troupes. Un étudiant, le jeune Lallemand, fut tué, les députés menacés; le sang coula sur plusieurs points. La cavalerie tira le sabre contre la foule sur les boulevards, et l'on ne sait ce qui serait arrivé si une pluie battante n'avait forcé les rassemblements à se disperser. La victoire des royalistes, dans la chambre, avait été complète. Les amendements apportés à la loi proposée étaient tous à leur avantage. Dorénavant, il devait y avoir deux espèces de collèges: les collèges d'arrondissement devaient nommer 258 députés, et les collèges de département, 172. Les électeurs qui payaient 1,000 fr. de contributions devaient voter à la fois dans les deux collèges. Cette loi, dite du double vote, livrait les élections aux ultra-royalistes.

Leur parti triomphait. A la suite des élections du mois de novembre 1820, ils purent compter dans la chambre nouvelle sur 350 voix contre 80. La découverte d'un complot militaire, dont le chef était le capitaine Nantil, amena plusieurs condamnations. Enfin, le 29 septembre, sept mois et demi après la mort de son mari, la jeune duchesse de Berry mit au monde un fils, qui reçut le titre de duc de Bordeaux. Ainsi les Bourbons avaient désormais un héritier. Il y eut dans la famille royale et parmi tous les royalistes une explosion de joie, des

fêtes, des réjouissances de toute sorte. L'enfant fut baptisé avec de l'eau du Jourdain que Chateaubriand avait rapportée de son voyage en Palestine. Le ministre de l'intérieur ouvrit une souscription pour l'achat du château de Chambord, qui fut donné à l'enfant royal.

Le triomphe remporté par le parti royaliste pur n'amena pas l'apaisement; Louis XVIII, de plus en plus affaibli par la maladie, prenait dès lors peu de part aux affaires. Le chef du cabinet, le duc de Richelieu, esprit conciliant, essayait vainement de modérer les passions.

Ministère Villèle (1821). — Les débats de la chambre des députés devenaient de plus en plus violents. La loi du double vote, la loi contre la liberté individuelle, l'appui donné par le gouvernement au parti de la foi en Espagne contre les constitutionnels, furent attaqués avec véhémence par Stanislas de Girardin, Manuel, Chauvelin, Étienne, Méchin, Foy, Casimir Périer, Benjamin Constant, de Corcelles, Demarçay, et défendus avec acrimonie par de Serres, de Labourdonnaye, de Villèle, de Marcellus, Pasquier, Duplessis de Grénédan, Dudon. Il y eut des injures personnelles, des provocations échangées, des duels même.

Les élections partielles de 1821 augmentèrent encore la majorité ultra-royaliste, qui, voulant qu'une armée française allât renverser la constitution d'Espagne et rétablir le trône absolu de Ferdinand VII, osa dire dans une adresse au roi : « Nous vous félicitons, Sire, de vos relations constamment amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance qu'une paix si précieuse n'est point achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne. » Louis XVIII se montra blessé de cette adresse injurieuse. Mais M. de Richelieu était découragé : il quitta le ministère. MM. de Villèle, de Corbière, de Peyronnet, Mathieu de Montmorency, de Clermont-Tonnerre et le maréchal duc de Bellune arrivèrent au pouvoir (15 décembre 1821).

Les sociétés secrètes. Les carbonari. — N'espérant plus triompher constitutionnellement et obtenir la majorité dans la Chambre des députés, les libéraux essayèrent dès lors de renverser le gouvernement par la force. Trois jeunes gens, Bazard, Flotard et Buchez, fondèrent le 1er mai 1821, dans une maison de la rue Copeau (aujourd'hui rue Lacépède), la charbonnerie française. Deux autres, qui avaient été affiliés aux carbonari italiens et avaient joué un rôle actif dans la révolu-

tion napolitaine de 1820, Dugied et Joubert, s'associèrent aux trois premiers. « Attendu, disait l'acte de fondation, que force n'est pas droit, et que les Bourbons ont été ramenés par l'étranger, les charbonniers s'associent pour rendre à la nation française le libre exercice du droit qu'elle a de choisir le gouvernement qui lui convient. »

Voici quelle fut l'organisation de la charbonnerie : d'abord une association mère, nommée la *haute vente;* au-dessous des *ventes centrales*, groupées autour d'elle ; enfin les *ventes particulières*, formées autour de chaque vente centrale. Chaque vente se composait de vingt membres. Les membres de la haute vente possédaient seuls le secret complet de l'organisation générale. A côté de la hiérarchie civile il y eut une hiérarchie militaire; parallèlement à la *charbonnerie*, à la *haute vente*, aux *ventes centrales*, aux *ventes particulières*, il y eut la *légion*, les *cohortes*, les *centuries*, les *manipules*. Chaque charbonnier devait avoir un fusil et cinquante cartouches, et obéir aveuglément aux ordres des chefs, même inconnus. La charbonnerie compta bientôt de nombreux adhérents dans la Chambre des députés, dans les écoles, dans les divers corps de l'armée et dans les départements. Il fut convenu que des soulèvements éclateraient dans toute la France pour renverser le gouvernement.

Conspiration de Belfort. Les quatre sergents de la Rochelle. Conspiration de Saumur (1822). — Le premier fut la conspiration de Belfort. Joubert, Buchez, le peintre Ary Scheffer, Jacques Kœchlin, Pailhès, ancien colonel de la garde impériale, Lafayette et son fils devaient en prendre la direction. Le 1er janvier 1822, dans la nuit, le sous-lieutenant Manoury et l'adjudant Tellier devaient soulever le 29e de ligne. L'indiscrétion d'un sergent révéla tout au commandant de place, Toustain. Le complot échoua. Il y eut de nombreuses condamnations à la prison, et quelques condamnations à mort par contumace.

Le 2 juillet suivant, il y eut en Alsace un nouveau complot, cette fois organisé par la police, pour découvrir ceux des conjurés de Belfort qui avaient échappé aux recherches. Les maréchaux des logis de chasseurs à cheval Thiers et Gérard firent croire à deux anciens officiers, le colonel Caron et le lieutenant Roger, qu'ils étaient ennemis du gouvernement, et les suivirent avec leurs escadrons hors de Colmar aux cris de : *Vive Napoléon II !* Ensuite ils les arrêtèrent eux-mêmes. Caron fut condamné à mort par un conseil de guerre et fusillé à Strasbourg

le 1er octobre. Roger fut condamné par la cour d'assises de Metz aux travaux forcés.

Dans le Midi, le capitaine Vallé, à Toulon, prévenu de conspiration, avait été également condamné à mort. Nulle part les tentatives d'insurrection ne réussirent. Dans l'Ouest, à la Rochelle, plusieurs détachements d'artillerie et d'infanterie de marine devaient se soulever; ils furent envoyés aux colonies. Un régiment de la garnison de Paris, le 45e de ligne, fut alors envoyé en garnison à la Rochelle. Le sergent-major Bories, le fusilier Lefèvre, les sergents Goubin, Pommier, Raoulx, le sergent-major Goupillon, avaient été successivement affiliés à la charbonnerie. Mais, en traversant Orléans, Bories fut attaqué et blessé par des soldats suisses; on l'accusa de provocation, et le 22 février, à l'arrivée du 45e à la Rochelle, il fut emprisonné. Le sergent-major Goupillon trahit ses compagnons. Bories, Goubin, Pommier et Raoulx furent traduits devant la cour d'assises de la Seine. « Messieurs les jurés, dit l'accusé Bories, M. l'avocat général (Marchangy), en déclarant que toutes les puissances oratoires ne sauraient me soustraire à la vindicte publique, m'a désigné comme le principal coupable. Eh bien! j'accepte cette position, heureux si, en portant ma tête sur l'échafaud, je peux faire prononcer l'absolution de tous mes camarades. » Ils n'en furent pas moins condamnés à mort tous les quatre et exécutés en place de Grève, après avoir crié: « Vive la liberté! » (21 septembre 1822.)

Les carbonari n'avaient pas mieux réussi à Saumur. Le 25 décembre 1821, un complot avait dû éclater parmi les élèves de l'école de cavalerie : un incendie qui survint la veille dans la ville le fit échouer. Il y eut de nombreuses arrestations et des condamnations à mort. Deux mois après, le 24 février 1822, le général Berton et le docteur Caffé, après avoir soulevé la population de Thouars, marchent sur Saumur avec cent trente hommes et le drapeau tricolore. Mais la population de Saumur, à la vue de leur petit nombre, ne les soutient pas, et ils sont forcés de se disperser devant les troupes. Il y eut encore de nombreuses arrestations. Pourtant le général Berton n'avait pas perdu courage : il espérait soulever le régiment de carabiniers en garnison à Saumur. Mais Berton eut le sort de Caron à Colmar : le maréchal des logis Woëlfeld le livra. Il fut arrêté avec ses amis. Grandménil et quelques autres s'échappèrent; mais un grand nombre furent condamnés à la prison, et six à mort: c'étaient Berton, Caffé, Henri Fradin, Sennechauer, Jaglin et Saugé (6 et 7 octobre 1822).

Guerre d'Espagne (1823). Manuel expulsé de la Chambre des députés (4 mars 1823).—Ces échecs multipliés firent perdre courage, pour quelque temps, aux adversaires de la Restauration. Mais M. de Villèle et le parti royaliste pur, parvenus enfin au pouvoir, allaient s'apercevoir à leur tour des embarras attachés à l'exercice du gouvernement. Les révolutions qui avaient éclaté sur tous les points de l'Europe, à Madrid, à Naples, à Turin, avaient effrayé la Sainte-Alliance. M. de Montmorency, envoyé au congrès de Vérone, outre-passa ses pouvoirs et sembla promettre à l'Europe que la France se chargerait de renverser la constitution espagnole et de rétablir le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Effrayé des dangers que pouvait présenter une pareille entreprise, et troublé par le souvenir de ce que la guerre dans la Péninsule avait coûté à Napoléon, M. de Villèle fit renvoyer M. de Montmorency, qui fut remplacé au ministère des affaires étrangères par le vicomte de Chateaubriand. Celui-ci ne montra pas moins d'empressement pour la guerre. Il y voyait pour la Restauration une occasion de gloire militaire. Ainsi on allait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un peuple voisin, y renverser une constitution et y rétablir le pouvoir absolu.

L'opposition indépendante fit des efforts désespérés dans la Chambre des députés. « Vous voulez sauver, s'écria Manuel, les jours de Ferdinand. Eh bien! ne renouvelez donc pas les circonstances qui ont conduit à l'échafaud ceux qui, dans ce moment, vous inspirent un vif intérêt... Eh quoi ! messieurs, auriez-vous donc oublié que ce fut parce que les Stuarts cherchèrent un appui dans l'étranger qu'ils furent renversés de leur trône? que ce fut parce que les puissances étrangères survinrent en France que Louis XVI fut précipité?.... Ai-je besoin de dire que le moment où les dangers de la famille royale en France sont devenus plus graves, c'est lorsque la France, la France révolutionnaire, a senti qu'elle avait besoin de se défendre par une énergie toute nouvelle? » A ces mots, un affreux tumulte éclata dans la salle. On accusa Manuel d'avoir fait l'apologie du régicide, et son expulsion fut prononcée. Il déclara qu'il ne céderait qu'à la force.

Le lendemain, il vint siéger à sa place. Les gardes nationaux du sergent Mercier, ayant reçu l'ordre de l'expulser, refusèrent d'obéir; il fallut l'intervention des gendarmes du vicomte Foucault (4 mars 1823). Soixante et un députés protestèrent,

sortirent avec lui[1] et ne reparurent plus jusqu'à la fin de la session: parmi eux se trouvaient Kératry, Bignon, Foy, Laffitte, Chauvelin, Labbey de Pompières, d'Argenson, Lafayette, Girardin, Destutt-Tracy, Dupont (de l'Eure), Villemain, Audry de Puyraveau, Girard, Kœchlin, Casimir Périer. La guerre d'Espagne n'en réussit pas moins avec une promptitude à laquelle on était loin de s'attendre[2].

Loi de la septennalité. La chambre retrouvée (1824). **Mort de Louis XVIII** (16 septembre 1824). — La Restauration était donc complètement victorieuse. Louis XVIII, de plus en plus affaissé par l'âge, ne pouvait plus désormais s'opposer à la réaction. Le comte d'Artois, son frère et son héritier, en réalité régnait déjà. La faculté de droit de Grenoble et l'École normale supérieure, dont on redoutait les tendances libérales, avaient été supprimées.

Bientôt même les ministres allèrent plus loin. Afin de s'assurer la presque unanimité dans la chambre des députés, M. de Villèle résolut de dissoudre la chambre actuelle et d'en convoquer une nouvelle qui serait renouvelée intégralement au bout de sept ans. Le général Foy protesta vainement. « Jamais, disait-il en terminant son discours, le silence d'une nation n'a dit plus énergiquement à ceux qui la gouvernent: Vous avez le pouvoir et vous disposez de la force matérielle; mais l'action sur les esprits, la communication des sentiments et des idées, la sympathie des âmes, vous ne l'avez pas. Il n'y a rien de commun entre vous et nous. » La loi n'en fut pas moins votée, et la chambre dissoute le 24 décembre 1823.

La nouvelle chambre élue, comme l'avait espéré le ministère, contenait en immense majorité les hommes de 1815. Elle fut nommée la *chambre retrouvée*. Elle ne renfermait que dix-neuf libéraux. M. de Villèle triomphait. Il fit renvoyer du ministère des affaires étrangères Chateaubriand, par lequel il prétendait être mal soutenu. Mais le roi se mourait: il expira le 16 septembre 1824, à l'âge de soixante-neuf ans, après avoir dit, en étendant la main sur la tête du duc de Bordeaux: « Que Charles X ménage la couronne de cet enfant! »

1. Manuel, né à Barcelonnette le 10 décembre 1775, avait commencé par être soldat volontaire en 1793. Il mourut le 20 août 1827. Un monument lui fut élevé par souscription au cimetière du Père-Lachaise. Sous la même pierre que lui repose Béranger, dont les dernières paroles furent: « Je désire être inhumé dans la tombe de mon ami Manuel. »

2. Voir au chapitre suivant le détail de la guerre d'Espagne.

Politique commerciale. Système protecteur en France et en Angleterre[1]. — La paix qui s'était établie en 1815 dans toute l'Europe avait permis au commerce d'ouvrir des relations nouvelles entre toutes les nations. L'Angleterre, qui depuis si longtemps n'avait plus de débouchés, allait pouvoir inonder le continent, et en particulier la France, des produits de son industrie. Que surviendrait-il si les produits britanniques, pénétrant dans nos ports librement et se vendant à un prix moins élevé que les produits de l'industrie française, pouvaient leur faire concurrence sans aucun obstacle ? Pour remédier à ce danger, le gouvernement adopta le *système protecteur*. Il frappa de droits d'entrée considérables les fers et les tissus anglais, ce qui en augmentait le prix et le rendait au moins aussi élevé que celui des fers et des tissus français. Il interdit l'importation du tabac, des cartes à jouer, de la coutellerie, du savon, des cachemires, des soieries, des produits chimiques, des aciers et des sucres étrangers.

En mettant des obstacles à l'importation, le gouvernement laisserait-il absolument libre l'exportation des produits français ? Permettrait-il, par exemple, la liberté du commerce des grains ? Il pouvait arriver que la récolte fût mauvaise en France, et que néanmoins nos agriculteurs, séduits par les chances d'un gain plus considérable, vendissent à l'étranger le blé nécessaire à la subsistance du pays. Pourtant il était difficile d'empêcher complètement l'exportation des céréales. On eut recours à un moyen terme. On créa donc, le 16 juillet 1817, l'*échelle mobile*, qui avait pour but d'empêcher l'importation des blés étrangers quand la récolte était bonne en France, et l'exportation des blés français quand elle était mauvaise. Dans le premier cas, on augmentait les droits d'importation et l'on abaissait ceux d'exportation ; dans le second, le contraire avait lieu. Encore très imparfait, ce système souleva de vives critiques ; il devait pourtant durer longtemps encore, jusqu'au jour où triompha enfin la théorie du libre-échange, qui comptait déjà de nombreux partisans en France, et allait rencontrer de l'autre côté de la Manche son plus illustre interprète, Richard Cobden.

1. Ce qui est relatif au système protecteur en Angleterre a été dit au chapitre précédent ou le sera dans le chapitre XXVI.

CHAPITRE XIX.

Révolutions d'Espagne, de Portugal et d'Italie (1820-1823).

Révolution d'Espagne (janvier-mars 1820). Riégo et Quiroga. Travaux des Cortès. — Révolution de Portugal (1820).

Révolution d'Italie. Les carbonari. Soulèvement à Naples (juillet 1820), en Piémont (février 1821). — Congrès de Troppau (octobre 1820). — Congrès de Laybach (janvier (1821). Les Autrichiens à Naples et à Turin. — Congrès de Vérone (octobre 1822).

État de l'Espagne (1820-1823). Peste de Barcelone. Tentatives contre la constitution. — Intervention française en Espagne. Prise du Trocadéro (31 août 1823). — Réaction. Ferdinand VII redevient roi absolu. Ministère de Calomarde.

État du Portugal. Indépendance du Brésil (1821). Contre-révolution portugaise (1823-1826). Jean VI et dom Miguel.

Révolution d'Espagne (janvier-mars 1820). **Riégo et Quiroga. Travaux des Cortès.** — Si la Restauration trouvait en France de nombreux adversaires, la conduite de tous les princes rétablis en 1814 sur les trônes de l'Europe leur suscitait aussi beaucoup d'ennemis. Nous avons déjà vu (chap. XVII) combien l'Espagne était mécontente de son roi Ferdinand VII, qui la gouvernait sans tenir compte des aspirations de son peuple vers un régime meilleur. Plusieurs complots se formèrent pour le renverser. C'est surtout parmi les troupes que le mécontentement était vif : on les envoyait en Amérique combattre contre les colonies insurgées, et l'armée y périssait inutilement. Le 1er janvier 1820, le lieutenant-colonel Quiroga et le chef de bataillon Riégo soulèvent leurs soldats cantonnés dans l'île de Léon, au cri de « Vive la constitution de 1812[1] ! » Avec quinze cents hommes, Riégo traversa Algésiras, Malaga, Cordoue, tout le midi de l'Espagne ; en six semaines il fit 150 lieues. Il était partout bien accueilli, mais nulle part on ne se soulevait. Désespéré, il allait renvoyer les trois cents hommes qui lui restaient, quand il apprit que, pendant sa course aventureuse, l'insurrection avait triomphé ailleurs.

Le 26 février, les colonels Espinoza et Ramon y Bagnès

1. Pour la constitution de 1812, voir chapitre XVII.

avaient soulevé la Corogne ; le Ferrol et Vigo suivirent l'exemple de cette ville ; le général Espoz y Mina insurgea la Navarre. L'Abisbal sortit de Madrid avec ses troupes. Le 7 mars, la population de Madrid prit les armes. Le roi effrayé consent aussitôt au rétablissement de la constitution de 1812. Les prisons sont ouvertes et tous les captifs mis en liberté. L'inquisition est abolie ; les juridictions ecclésiastiques sont supprimées; la liberté de la presse est proclamée. Le 9 mars, le roi prête serment à la constitution.

Des élections eurent lieu sur tous les points de l'Espagne, et les *Cortès* se réunirent à Madrid. Tout était à réformer dans l'administration. L'intérêt de la dette publique était plus considérable que tous les revenus du royaume, et depuis plusieurs années les créanciers de l'État n'avaient rien reçu. La marine n'offrait pas un seul vaisseau en état de prendre la mer, et les matelots n'étaient plus payés depuis deux ans. Quant à l'armée, qui n'avait pas reçu d'habillements depuis 1814, sa solde arriérée s'élevait à 30,000,000 de francs. Pour sortir de cette situation déplorable, les Cortès annulèrent les exemptions d'impôts : les majorats ou biens de la noblesse et les biens du clergé dûrent être imposés comme les autres. Pour payer les intérêts de la dette publique et l'arriéré, on prit les propriétés de l'inquisition et des couvents où il n'y avait qu'un petit nombre de religieux. Des pensions furent accordées aux moines dépossédés. Tous ces biens, mis à la disposition de l'État et déclarés *biens nationaux*, permirent de contracter plusieurs emprunts à l'aide desquels on pourvut aux dépenses les plus pressées. L'Espagne avait dès lors un gouvernement constitutionnel.

Révolution de Portugal (1820). — Le Portugal suivit l'exemple de l'Espagne. Fuyant devant l'invasion française, la famille royale s'était réfugiée en 1807 au Brésil. Elle n'en était pas revenue en 1814, et une régence, présidée par le maréchal anglais Beresford, gouvernait le Portugal. Le 24 août 1820, une insurrection libérale éclata à Porto, sous la conduite du colonel Castro de Sepulveda. Les insurgés marchèrent sur Lisbonne, qui se prononça en leur faveur. Une constitution fut décrétée. Une assemblée de Cortès se réunit. Le roi Jean VI, apprenant ce qui s'était passé, accepta les résultats de cette révolution. Laissant l'un de ses fils, dom Pedro, gouverner le Brésil, il revint régner à Lisbonne, avec sa femme et son autre fils dom Miguel.

Révolution d'Italie. Les Carbonari. Soulèvement à Naples (juillet 1820), **en Piémont** (février 1821). — En même temps, la révolution éclatait en Italie. Pendant le règne de Napoléon, une vaste association, celle des *carbonari*, s'y était formée pour chasser les étrangers. On a vu comment les espérances des Italiens furent trompées en 1814 et 1815. Alors la charbonnerie se retourna contre la domination allemande et les dynasties restaurées. En 1819, elle comptait six cent cinquante mille affiliés : l'armée, la magistrature, le clergé, la bourgeoisie, tout le monde réclamait des libertés et des garanties. Le vieux roi de Naples Ferdinand, le mari de la reine Caroline, s'était refusé à toute concession. Il avait confisqué toutes les terres données par Joseph Bonaparte et Murat. Le désordre était dans tous les services publics. Impuissant à lutter contre les brigands qui infestaient les routes, le gouvernement signait avec eux des traités, et ensuite, quand ils étaient sans défiance, il les faisait massacrer. Un pareil régime ne pouvait durer.

Le 2 juillet 1820, la garnison de Nola fut soulevée par le lieutenant de dragons Michel Morelli et l'abbé Louis Minichini. Les insurgés se portèrent sur Avellino. Cette ville, à son tour, se souleva à la voix du lieutenant-colonel Laurent de Concilii. Toute l'armée suivit cet exemple. Le général Guillaume Pépé quitta Naples à la tête de ses troupes. Les insurgés y entrèrent le 9 juillet. Ferdinand, effrayé, abandonna le pouvoir ; il constitua son fils, le duc de Calabre, « *vicaire général* du royaume avec tous les pouvoirs de l'*alter ego.* » La constitution espagnole de 1812 fut proclamée. Les Siciliens, qui s'étaient soulevés sous la conduite du moine Vaglica, au nom de la monarchie absolue, furent vaincus et contraints de respecter le gouvernement nouveau.

Six mois après, l'insurrection éclata dans le nord de l'Italie. Les Milanais, opprimés par l'Autriche, tournaient leurs regards vers le Piémont. Quand les carbonari apprirent que l'armée autrichienne du général Frimont, chargée de combattre la révolution napolitaine, s'enfonçait en Toscane, ils résolurent de soulever le nord de l'Italie derrière elle. Le 10 mars 1821, le comte de Palma, capitaine au régiment de Gênes, entraîna la garnison d'Alexandrie et proclama la constitution espagnole de 1812. Le drapeau tricolore italien fut arboré. Turin s'insurgea le lendemain. Le vieux roi Victor-Emmanuel Ier abdiqua. « Je ne saurais, dit-il, reconnaître la révolution sans faillir aux engagements que j'ai contractés avec mes alliés ; je ne veux pas

davantage la combattre, car ma résistance exposerait mes sujets aux horreurs de la guerre civile. » Il laissait la couronne à son frère le duc de Génevois, alors à Modène, et depuis roi sous le nom de Charles-Félix. La régence était donnée au duc de Savoie-Carignan, Charles-Albert. Ce dernier hésitait, ne sachant s'il devait se joindre aux insurgés ou aux Autrichiens, qui venaient combattre la révolution. Mais le jeune comte de Santa-Rosa, nommé ministre de la guerre, n'hésita pas : il ordonna aux troupes constitutionnelles de marcher sur Novare, où s'étaient concentrés les Autrichiens et les régiments restés fidèles à la monarchie absolue.

Congrès de Troppau (octobre 1820). — Quatre révolutions avaient éclaté en un an, à Madrid, Lisbonne, Naples et Turin. Les souverains qui avaient signé la Sainte-Alliance furent effrayés; ils résolurent de se réunir pour aviser aux moyens de consolider leur œuvre. Le 3 octobre 1820, les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse se trouvèrent ensemble à Troppau, dans la Silésie autrichienne. Alexandre, effrayé des tentatives de soulèvement qui avaient eu lieu en Russie, avait rompu avec les idées libérales. A Troppau même, il apprit que le régiment de Séménowski, de la garde impériale russe, venait de s'insurger à Saint-Pétersbourg. « Vous avez raison, dit le czar à M. de Metternich, je vois que c'est une maladie de l'esprit humain; il faut y porter remède. » Les trois souverains publièrent une déclaration dans laquelle ils prenaient « l'engagement d'une parfaite union dans le but de mettre un frein, soit par médiation, soit par la force, aux nouvelles calamités qui menaçaient l'Europe. »

Congrès de Laybach (janvier 1821). **Les Autrichiens à Naples et à Turin**. — Le 8 janvier, le roi de Naples se rendit au congrès de Laybach, où se trouvaient déjà les deux empereurs et le roi de Prusse. Les plénipotentiaires français évitèrent de se prononcer. L'envoyé de la Grande-Bretagne déclara « que les lois fondamentales du Royaume-Uni ne permettaient pas à ses ministres d'admettre le droit d'intervention proclamé à Troppau et de s'associer à une transaction diplomatique qui attribuerait aux cours alliées une suprématie incompatible avec l'indépendance et les droits des autres États. » Cependant « l'Angleterre, ajoutait-il, reconnaît pleinement que d'autres puissances, et spécialement le cabinet autrichien et les cours italiennes, peuvent se croire placées dans une situation diffé-

rente... » Une armée autrichienne fut mise à la disposition de Ferdinand : l'Italie était condamnée.

Le général Frimont, avec 52,000 Autrichiens, arriva le 27 février 1821 à la frontière napolitaine. Les constitutionnels avaient deux armées : l'une sous Guillaume Pépé, dans les Abruzzes, entre l'Adriatique et l'Apennin ; l'autre sous Carascosa, entre l'Apennin et Gaëte. Mais les troupes napolitaines se débandèrent sans attendre l'ennemi. Les Autrichiens entrèrent à Naples le 24 mars. La constitution fut détruite. Ferdinand redevint roi absolu. 42,000 Autrichiens restèrent pendant trois ans dans ses États. Les exils, les emprisonnements, les confiscations recommencèrent.

Les Piémontais n'avaient pas été plus heureux. Ils furent repoussés le 8 avril dans une attaque sur Novare et se dispersèrent. Bubna et 16,000 Autrichiens occupèrent Turin le 9 avril. Charles-Félix rétablit aussitôt la royauté absolue. Le tribunal militaire autrichien, siégeant à Venise, condamna le musicien Maroncelli et le poète Silvio Pellico au *carcere duro* dans les cachots du Spielberg.

Congrès de Vérone (octobre 1822). — L'Espagne seule possédait encore une constitution ; elle ne devait pas la conserver longtemps. Le 20 octobre 1822, un troisième congrès s'ouvrit à Vérone. Les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse s'y trouvèrent. MM. de Montmorency et de Chateaubriand y représentèrent la France ; MM. de Metternich, de Nesselrode et de Hardenberg, l'Autriche, la Russie et la Prusse. Lord Wellington remplaça, comme envoyé de l'Angleterre, le ministre Castlereagh, qui s'était suicidé la veille du jour où il devait partir. L'Europe se résoudrait-elle à intervenir par les armes en Espagne pour y rétablir la monarchie absolue ? La France surtout se chargerait-elle de ce rôle ? Et qu'arriverait-il si l'Espagne, résistant aux soldats de Louis XVIII comme à ceux de Napoléon, se levait tout entière pour repousser l'invasion ? si les généraux de la Restauration, aussi malheureux que ceux de l'empire, y rencontraient à leur tour leur Baylen et leur Vittoria ? Cette guerre était impopulaire en France. L'opposition libérale dans la chambre des députés la combattait avec acharnement ; M. de Villèle lui-même, le chef du cabinet, la redoutait. Mais MM. de Montmorency et de Chateaubriand, organes du parti royaliste exalté, la désiraient avec ardeur, les uns afin de rendre à Ferdinand le pouvoir absolu dont il avait été dépouillé, les autres afin de donner à la Restauration la gloire

militaire dont elle avait été privée jusque-là. Malgré le général Foy et Manuel, elle fut décidée au mois de mars 1823.

État de l'Espagne (1820-1823). **Peste de Barcelone. Tentatives contre la constitution.** — L'Espagne, depuis que la constitution de 1812 était remise en vigueur, avait eu bien des épreuves à surmonter. La vente des biens des couvents, la suppression des privilèges, l'extension des impôts qui pesaient maintenant sur la noblesse et le clergé, avaient soulevé déjà plus d'une résistance. Le roi n'osait violer ouvertement la constitution, mais il entravait sa mise à exécution par tous les moyens restés en son pouvoir.

Un fléau terrible vint s'ajouter aux difficultés de cette situation. A la fin d'août 1821, un brick arrivant de Cuba apporta la fièvre jaune à Barcelone. Aussitôt les autorités et les troupes abandonnent la ville ; un cordon formé à deux lieues des murs interrompt toutes les communications entre Barcelone et le reste de la province. Les boutiques se ferment, les affaires cessent; on interdit l'entrée des églises, les sonneries des cloches. Chacun se barricade chez soi pour fuir le fléau. Efforts inutiles! On jetait les cadavres par les fenêtres dans des tombereaux qui traversaient les rues deux fois par jour; puis on les portait dans d'immenses fosses communes qu'on recouvrait de chaux vive. Le fléau dura trois mois. Dans Barcelone seulement il y eut vingt mille victimes. Le gouvernement français plaça aux Pyrénées un cordon sanitaire pour empêcher l'introduction de la peste.

La présence de ces troupes, que l'opposition libérale en France signala comme une menace d'intervention, enhardit les émigrés espagnols. Ils entrèrent en Espagne sous la conduite de Jean Villanueva; mais ils furent battus. Des bandes nombreuses se formèrent sous le nom d'*armée de la Foi;* conduites par le moine don Antonio Maranon, elles s'emparèrent par surprise de la Seu-d'Urgel le 21 juin 1823 et en massacrèrent la garnison.

Cette nouvelle amena à Madrid un nouveau soulèvement. Les Cortès voulaient licencier une partie de la garde royale, troupe inutile et d'un entretien coûteux. Le 30 juin, six bataillons de cette garde se soulèvent au cri de: *Vive le roi absolu!* massacrent l'officier Laudabusu et engagent, le 7 juillet, contre la garde nationale et les troupes de ligne un combat sanglant; mais ils sont complètement vaincus. La régence établie à la Seu-

d'Urgel par le général d'Éroles ne fut pas plus heureuse : Mina battit l'armée de la Foi sur tous les points et la contraignit à repasser la frontière.

Intervention française en Espagne. Prise du Trocadéro (31 août 1823). — C'est alors que les Français passèrent la Bidassoa. Ils étaient au nombre de 100,000 hommes, sous les ordres du duc d'Angoulême, des maréchaux Moncey et Oudinot et du général Molitor. Une poignée de réfugiés français, qui comptait dans ses rangs Armand Carrel, se présenta devant l'avant-garde avec le drapeau tricolore : elle fut mitraillée. L'armée, laissant un corps d'observation devant les places fortes, marcha sur Madrid. Elle n'éprouva pas de résistance. Les paysans étaient indifférents à la constitution ; la bourgeoisie seule était libérale, mais trop peu nombreuse pour opposer une longue résistance. Le 24 mai, le duc d'Angoulême entra à Madrid. Les Cortès et l'armée, emmenant le roi avec elle, s'étaient retirées à Séville.

A l'approche des Français, le gouvernement quitta Séville pour Cadix. Malheureusement, les guérilléros royalistes qui suivaient l'armée accomplirent, à l'ombre de son drapeau, plus d'un crime dont elle gémissait. Le chef de partisans Bessières versa dans Madrid le sang de plusieurs constitutionnels. Quiroga et l'Anglais Wilson résistèrent courageusement en Galice ; mais l'Abisbal, Morillo, mirent bas les armes. Ballesteros capitula également dans la province de Grenade. L'opiniâtre résistance de Mina et de Milans ne put sauver la Catalogne. Pourtant les Cortès, ayant avec elles le roi, occupaient toujours Cadix et l'île de Léon. Traversant un canal, les troupes françaises s'emparèrent de la presqu'île du Trocadéro, en face de Cadix (31 août 1823). La ville était menacée d'un bombardement : les Cortès dûrent permettre à Ferdinand d'aller rejoindre le duc d'Angoulême. L'assemblée fut dissoute. La monarchie absolue était rétablie.

Réaction. Ferdinand VII redevient roi absolu. Ministère de Calomarde. — Ferdinand VII en fit un usage cruel : il repoussa les conseils de modération qui lui étaient donnés par le duc d'Angoulême, et refusa de sanctionner l'ordonnance d'Andujar décrétée, le 8 août 1823, par le prince, qui interdisait aux autorités espagnoles d'opérer aucune arrestation pour motif politique sans l'autorisation des commandants militaires français. Le décret royal de Puerto-Santa-Maria déclara nuls tous les actes du gouvernement constitutionnel. Riégo avait été arrêté

au moment où il errait dans les montagnes ; il fut amené garrotté à Madrid. Le 7 novembre 1823, il fut traîné dans les rues, le dos retourné, sur un âne, et pendu à une potence de cinquante pieds de haut. Le nom de *negro*, donné aux libéraux, devint pour eux un signal de proscription. Quinze cents personnes furent emprisonnées dans la seule ville de Saragosse. Ferdinand recommença à gouverner sans tenir compte des idées nouvelles, des besoins de ses sujets, ni même des conseils de ceux auxquels il devait le rétablissement d'une autorité dont il abusait avec cette impitoyable rigueur.

Don Francisco Tadeo Calomarde, appelé le 17 janvier 1824 au ministère de justice et de grâce, multiplia les persécutions contre les opposants. Le colonel Valdès était venu débarquer à Tarifa le 3 août 1824 avec une poignée d'hommes, pour soulever l'Andalousie contre le gouvernement absolu. Il échoua, et tous ceux des siens qui furent pris périrent fusillés. Des lois terribles traduisirent devant des commissions militaires les partisans de la constitution détruite, accusés du crime de lèse-majesté. Celle de Madrid, présidée par Chaperon, envoya au gibet de nombreuses victimes. Parmi les condamnés se trouvait don Juan Martin, surnommé *El Empecinado*, qui s'était rendu célèbre comme chef de guérillas dans la guerre de l'indépendance. Le 4 août 1825 seulement la juridiction militaire cessa d'être appliquée. Mais il y eut encore à Barcelone de nombreuses exécutions ordonnées par le comte d'Espagne, gouverneur de Catalogne (19 novembre 1828, 26 février et 30 juillet 1829).

Après la révolution française de 1830, les Espagnols réfugiés au nord des Pyrénées formèrent une junte provisoire à Bayonne, et résolurent de rentrer dans leur pays pour y renverser le pouvoir absolu. Leurs tentatives échouèrent. A Valcarlos, le colonel de Pablo périt sous les balles des soldats qu'il voulait gagner à la cause constitutionnelle. Valdès et Mina ne purent insurger la Navarre (octobre 1830). L'année suivante, le général Torrijos échoua dans une tentative pour soulever l'Andalousie. Réfugié à Gibraltar, il vint de nouveau débarquer sur le sol espagnol près de Malaga. Il fut fait prisonnier avec ses compagnons ; tous furent fusillés au nombre de cinquante-deux (11 décembre 1831)[1].

1. Sous le règne de Ferdinand VII les écrivains les plus remarquables de l'Espagne furent le poète comique Moratin, les lyriques Gallego et Quintana,

État du Portugal. Indépendance du Brésil (1821). Contre-révolution portugaise (1823-1826). Jean VI et dom Miguel. — En Portugal aussi la réaction triomphait. Nous avons vu qu'après la proclamation de la constitution le roi Jean VI était revenu du Brésil à Lisbonne et avait ratifié tout ce qui s'était fait. Homme d'un caractère doux et paisible, le roi s'accommodait parfaitement du rôle de monarque constitutionnel. Il n'en était pas de même de sa femme, la sœur du roi d'Espagne, qu'un historien a surnommée « l'Athalie du Portugal », ni de son fils cadet dom Miguel, jeune homme d'un caractère cruel, ambitieux d'ailleurs et mauvais fils. La reine refusa de jurer la constitution. Le roi, qui avait gravement à se plaindre de sa conduite à son égard, la relégua au château de Ramalhâo.

Mais bientôt une nouvelle désastreuse arrive à Lisbonne. Le Brésil, dont le roi, après son départ, avait confié le gouvernement à son fils aîné dom Pedro, s'est soulevé contre la domination portugaise, et dom Pedro, désespérant de soumettre les insurgés, vient d'accepter le titre d'empereur constitutionnel. Les Cortès de Lisbonne le proclamèrent rebelle. Le Portugal n'en avait pas moins perdu sa plus belle colonie.

C'est en ce moment que la contre-révolution éclata. Le comte Sylveira d'Amaranthe, le brigadier Souza Sampayo, la reine et dom Miguel prirent les armes contre la constitution. Le roi, fidèle à ses serments, essaya de résister : « Comme père, dit-il en apprenant la conduite de dom Miguel, je veux l'oublier ; mais roi, je saurai le punir. » Malheureusement ses soldats l'abandonnèrent. Dom Miguel entra vainqueur à Lisbonne. Les Cortès furent dissoutes. Jean VI, malgré lui, redevint roi absolu ; désormais il était l'esclave de sa femme et de son fils (27 mai-5 juin 1823).

Alors commencèrent les vengeances. Le marquis de Loulé, ministre et ami du roi, voulait les modérer ; invité à dîner au château de Salvaterra, il fut précipité par une fenêtre sur le pavé (1820). Le roi ordonna une enquête ; dom Miguel, qui en craignait les résultats, souleva une seconde fois l'armée : il voulait, disait-il, sauver les jours du roi, menacés par une conspiration. Sous ce prétexte, il remplit les prisons de Lisbonne.

les fabulistes Iriarte et Samaniégo. A la même époque vivaient le botaniste Mariano Lagasca et le grand peintre Francisco de Goya, né en 1746, à Fuendetodos près de Saragosse, mort à Bordeaux en 1828.

Mais cette conduite avait excité l'indignation générale. Le roi, qui s'était réfugié à bord d'un vaisseau anglais, rentra dans Lisbonne avec l'aide de la marine portugaise et d'une partie de l'armée. Tous les captifs furent mis en liberté. La reine fut renvoyée au château de Quélus; dom Miguel fut exilé. Le Portugal respira, en attendant le moment où la mort de Jean VI devait amener pour lui de nouveaux malheurs.

CHAPITRE XX.

Émancipation des colonies espagnoles.

L'Amérique sous la domination espagnole. Causes qui préparent l'insurrection des colonies. — Premiers soulèvements jusqu'en 1810. — Indépendance du Mexique et de l'Amérique centrale. Hidalgo, Morelos, Iturbide, Santa-Anna (1810-1824). — Indépendance de la Colombie (1810-1823). Madariaga, Miranda, Bolivar. — Indépendance de Buénos-Ayres (1810-1814). — Indépendance du Chili (1810-1818). O'Higgins et Saint-Martin. — Indépendance du Pérou (1810-1824). Cochrane, Saint-Martin, Bolivar, Sucre. — Indépendance du Paraguay. Le docteur Francia (1811-1840). — Congrès de Caracas (1826). Divisions des Américains.

L'Amérique sous la domination espagnole. Causes qui préparent l'insurrection des colonies. — Pendant qu'en Europe l'Espagne et le Portugal étaient de nouveau soumis au pouvoir absolu, de l'autre côté de l'Océan, dans le nouveau monde, leurs colonies s'affranchissaient et rompaient pour toujours les liens qui les attachaient à la métropole. Nous venons de voir que le Brésil s'était déclaré indépendant; cet exemple avait été précédé ou fut suivi dans toutes les colonies espagnoles des deux Amériques.

Les colonies espagnoles, qui s'étendaient sur la moitié du continent américain, formaient les 4 vice-royautés de la Nouvelle-Espagne ou du Mexique, du Pérou, de la Nouvelle-Grenade ou de Terre-Ferme, de Buénos-Ayres, et les capitaineries générales du Nouveau-Mexique, de Guatémala, du Chili, de Caracas, avec Cuba et la Floride. Elles comprenaient une immense étendue de côtes, de grands fleuves, les plaines les plus fertiles de la terre, de riches mines d'or et d'argent; elles étaient habitées par des *Espagnols*, des *créoles*, des *métis*, qui payaient tribut et se trouvaient

dans une condition inférieure, des *nègres* esclaves, et enfin des *Indiens* soumis à la capitation. Malgré la fertilité de leur sol, ces colonies étaient en pleine décadence. Les Espagnols, ne s'occupant que de l'exploitation des mines, avaient complètement négligé la culture des terres. L'agriculture était abandonnée aux nègres et aux Indiens. L'industrie et le commerce étaient nuls. Les colonies ne pouvaient commercer ni avec les autres puissances ni même entre elles. La contrebande était punie de mort. La métropole avait le monopole de l'industrie et du commerce. Pour obliger les colons à se servir des vins et des huiles d'Espagne, la culture de la vigne et celle de l'olivier avaient été défendues au Mexique. Aucune manufacture ne pouvait s'établir. Il fallait tirer d'Espagne, aux prix qui plaisaient au gouvernement de la métropole, les fers, les draps, les produits fabriqués de toute sorte. Il n'y avait dans toute l'Amérique espagnole que des routes en mauvais état. Soumises à la domination arbitraire des vice-rois, les colonies voyaient la justice administrée dans les *audiences* par des juges venus d'Europe, qui ne connaissaient ni leurs habitudes ni leurs besoins. La justice était vénale; on faisait trafic d'armoiries et de décorations. L'inquisition existait toujours; l'instruction publique était nulle. L'administration était centralisée à Madrid, où l'on était, au sujet des colonies, dans une ignorance étonnante. En 1701, dans une ordonnance officielle venue d'Espagne, on appelait Buénos-Ayres une île!

Premiers soulèvements jusqu'en 1810. — L'affranchissement des États-Unis, à la fin du dix-huitième siècle, avait excité les colons à secouer à leur tour le joug de l'Espagne. Dès 1763, le comte d'Aranda, ministre de Charles III, conseillait au roi, dans un mémoire fort curieux, de renoncer spontanément à ses possessions américaines, à l'exception des îles, et de créer sur le continent, en faveur de trois infants de sa maison, des royaumes de Mexique, de Pérou et de Terre-Ferme. Ce conseil ne fut pas suivi. Quelques années après, la Révolution française et l'affranchissement des nègres de Saint-Domingue vinrent augmenter l'agitation des esprits. Un premier soulèvement avait été tramé au Pérou, par Condorcanqui, avant 1780. Ce cacique avait pris le nom du dernier inca, Tupac-Amaru, dont il descendait par les femmes. Il tomba au pouvoir des Espagnols et périt à Cuzco dans les supplices (18 mai 1781).

Sa mort ne découragea pas les adversaires de l'Espagne. Francisco Miranda, né à Caracas en 1751, fut d'abord officier

dans l'armée espagnole; on le trouve successivement dans l'Amérique du Nord, à Cuba, en Espagne, en Russie, en Angleterre. En 1792, il entra au service de la France républicaine et combattit à l'armée du Nord sous les ordres de Dumouriez. Lorsque la paix de Bâle, entre la France et l'Espagne, et l'alliance de ces deux pays lui eurent enlevé l'espoir de délivrer l'Amérique du Sud par l'intervention française, il projeta d'atteindre le même but avec l'appui des Anglais. Ceux-ci prirent pour eux l'île de la Trinité, mais soutinrent mal leur allié, qui échoua dans une tentative sur la Terre-Ferme en 1806.

Deux ans plus tard, en 1808, la chute de Charles IV et de Ferdinand VII, l'avènement du roi Joseph et la guerre soutenue par les Espagnols contre Napoléon mirent les colons dans la nécessité de choisir entre Ferdinand et le frère de l'empereur. Ils refusèrent de reconnaître Joseph, restèrent fidèles au Bourbon captif et fournirent des sommes considérables aux Espagnols pour les aider dans leur résistance. Dès ce moment, toutefois, la fermentation fut universelle depuis Mexico jusqu'à Buénos-Ayres et au Chili. En 1810, on apprit que les Cortès constituantes espagnoles, en accordant aux Américains le droit d'envoyer des députés dans leur sein, ne leur donnaient que vingt-six représentants, c'est-à-dire à peu près un par million d'habitants, tandis qu'en Espagne il y en avait un par 50,000 âmes. Ce fut le signal du soulèvement.

Indépendance du Mexique et de l'Amérique centrale. Hidalgo, Morelos, Iturbide, Santa-Anna (1810-1824). — Le 16 septembre 1810, Miguel Hidalgo, curé du village de Dolores, dans la province de Guanajuato, au Mexique, appela aux armes le peuple des campagnes et les Indiens ; le colonel Allende se joignit à lui. San-Miguel, Zelaya, Guanajuato, tombèrent au pouvoir des insurgés. Hidalgo gagna la bataille du mont *las Cruces* (30 octobre) et arriva devant Mexico. Mais les cruautés de ses bandes, auxquelles les Espagnols répondirent par des représailles impitoyables, déconsidérèrent sa cause. Obligé à la retraite, il fut vaincu par le général espagnol Calleja aux combats d'*Aculco* (7 novembre) et du pont de *Calderon* (17 janvier 1811). Il tomba aux mains des Espagnols, qui le fusillèrent à *Chihuahua* (27 juillet 1811).

Le curé Jose-Maria Morelos de Caracuaro, ami d'enfance de Hidalgo, et l'avocat Ignacio Rayon continuèrent la lutte dans

le midi, avec l'appui de Matamoros, de Vincente Guerrero et de Guadalupe Victoria, contre le vice-roi espagnol Venegas. En 1812, Morelos prit Orizaba et Oaxaca. Le 6 novembre 1813, un congrès réuni à Chilpanzingo proclama l'indépendance du Mexique. Toutefois, en 1814, après la restauration de Ferdinand VII à Madrid, les Espagnols reprirent l'avantage ; Matamoros, fait prisonnier par eux, fut mis à mort. Morelos, pris à son tour le 16 novembre 1815, au combat de *Tesmalaca*, fut fusillé le 22 décembre suivant à *San-Christobal*. Teran, qui voulut ensuite relever le drapeau de l'indépendance, fut pris le 21 janvier 1817. Rayon eut le même sort ; et le jeune Mina, aussi malheureux qu'eux, après avoir eu d'abord de grands succès, tomba sous les balles des Espagnols (11 novembre 1817).

Tant d'échecs successifs ne firent point perdre courage aux Mexicains. Des chefs intrépides, Guerrero, Guadalupe Victoria, continuèrent à tenir la campagne, avec quelques bandes, pendant quatre ans. Enfin, le 24 février 1821, le général Augustin Iturbide, chargé par le vice-roi Apodaca de combattre les insurgés, se joignit à eux dans la ville d'Yguala. O'Donoju, successeur d'Apodaca, se laissa imposer le traité de Cordoba (27 août 1821), qui laissait à Ferdinand VII le titre d'empereur constitutionnel du Mexique, mais stipulait le départ des troupes espagnoles. Celles-ci refusèrent d'exécuter la convention. Elles furent vaincues (mars-avril 1822), et, le 18 mai 1822, Iturbide se fit proclamer empereur sous le nom d'Augustin Ier par un *pronunciamiento*.

Le congrès de Mexico subit malgré lui ce coup d'État. Iturbide le déclara dissous. Alors les adversaires du nouvel empereur, Santa-Anna, Victoria, Bravo, Guerrero, en appelèrent aux armes (janvier 1823). Iturbide, abandonné de tout le monde, abdiqua le 19 mars 1823 et s'embarqua pour l'Europe. La république fut proclamée au Mexique. Iturbide y revint dès l'année suivante et tenta de recouvrer la couronne ; il fut pris et fusillé (1824).

L'Espagne avait perdu les provinces qui composaient la capitainerie générale de Mexico ; les pays qui formaient celle de Guatémala lui échappèrent à leur tour. Ils se soulevèrent en 1821 ; après avoir fait partie de l'empire d'Iturbide, ils formèrent, en 1825, sous le nom d'*États-Unis de l'Amérique centrale*, les cinq républiques de *Guatémala*, *Nicaragua*, *Costa-Rica*, *San-Salvador* et *Honduras*.

Indépendance de la Colombie (1810-1823). **Madariaga, Miranda, Bolivar.**— La révolution commença en Colombie en même temps qu'au Mexique. Caracas se souleva, le 19 avril 1810, à la voix du chanoine Madariaga et du colonel Bolivar, lorsqu'on apprit les décrets des Cortès espagnoles relatifs à l'Amérique ; le Vénézuéla, Quito, la Nouvelle-Grenade, en firent autant. Mais le tremblement de terre de Caracas (1812) et les divisions intestines des insurgés amenèrent leur défaite. Le 4 novembre 1812, Quito retomba au pouvoir du général espagnol Torribio Montes. Miranda, un des chefs des insurgés, livré par trahison au général espagnol Monteverde (1816), mourut prisonnier à Cadix.

La gloire de délivrer l'Amérique méridionale était réservée à un autre. Simon Bolivar était né en 1783. Réfugié à Curaçao au mois d'août 1812, après que le Vénézuéla était retombé sous la domination espagnole, il vint au mois d'octobre, à Carthagène, se joindre aux insurgés de la Nouvelle-Grenade, qui résistaient toujours. Placé par le président Camilo Torres à la tête de l'armée grenadine, il rentra dans le Vénézuéla. En trois mois, il parcourut 250 lieues, livra quinze batailles, et, le 31 juillet 1813, accabla les troupes de Monteverde à *los Tacuanos*. « Pas un homme, disait le vainqueur dans un manifeste, pas un fusil ne nous échappa, tandis que les patriotes n'avaient pas eu un seul blessé. » Le 7 août, Bolivar entra dans Caracas sur un char de triomphe traîné par douze jeunes filles. Le conseil municipal lui donna le titre de *libérateur*, et le nomma capitaine général. Le 5 décembre, Bolivar fut encore victorieux à la célèbre bataille d'*Araure*. Le 2 janvier 1814, une assemblée de notables lui décerna la dictature pour la durée de la guerre. Le 15 juin de la même année, par le terrible décret de Trasillo, en représailles des cruautés commises par les Espagnols, il condamnait à mort tous ceux qui tomberaient entre ses mains.

Les Espagnols ne possédaient plus dans le Vénézuéla que Puerto-Cabello et Varinas. Pour lutter contre les patriotes, ils firent appel aux habitants des bords de l'Orénoque, aux *llaneros* à moitié sauvages de ces savanes inondées, qui vivaient de la chasse, de la garde des troupeaux, de la vente des peaux et des suifs. Hardis cavaliers, habitués à lutter contre les éléments et les bêtes féroces, et indifférents à toute idée politique, paresseux et féroces, les llaneros détestaient la population plus civilisée des villes. L'aventurier espagnol Boves, successivement pilote, pirate, épicier, chef de bande dans l'armée du Vé-

nézuéla, qu'il avait trahi pour revenir aux Espagnols, se mit à leur tête, et la lutte redevint plus furieuse que jamais. A Ocumare, les Espagnols massacrèrent tous les habitants réfugiés dans une église ; Bolivar répondit en faisant fusiller 800 prisonniers. Il gagna la bataille de *Carabobo* (28 avril 1814), mais il fut vaincu par Boves à *la Puerta* (15 juin) ; il eut encore le dessous au combat d'*Aragua* (18 août). La défaite des patriotes à *Urica,* dans l'est (5 décembre), fit retomber le Vénézuéla sous le joug espagnol.

La Nouvelle-Grenade, libre encore, était en proie à des dissensions qui préparaient sa ruine. Popayan fut repris par les Espagnols (29 décembre 1814), et Carthagène refusa de reconnaître le congrès de Bogota. En ce moment, à Madrid, Ferdinand VII remontait sur le trône. Son premier soin, après la restauration, fut d'expédier une flotte en Amérique. Le 9 avril 1815, elle débarqua près de l'île de Margarita, sur la côte de Cumana, 11,000 soldats commandés par le général Morillo. Celui-ci assiégea *Carthagène ;* après une résistance héroïque, pendant laquelle un tiers de la population mourut de faim, cette ville succomba (juillet-décembre 1815). Le 6 mai 1816, les Espagnols entrèrent à Bogota.

Leur triomphe ne fut pas long. Les emprunts forcés, les confiscations, les exils, les emprisonnements, les exécutions capitales qui l'accompagnèrent, exaspérèrent les populations ; elles se soulevèrent de nouveau, et, cette fois, avec l'appui des llaneros. Bolivar, qui s'était retiré dans l'île d'Haïti, auprès du président Péthion, reçut d'un riche négociant hollandais, nommé Brion, l'argent nécessaire pour équiper une petite escadre. Il revint se mettre à la tête des insurgés de l'île Margarita, commandés par Arismendi. Le 7 mars 1816, il fut proclamé chef de la république de Vénézuéla. Les insurgés furent vaincus, il est vrai, à *Tambo*, le 29 juin 1816. Mais dans le Vénézuéla le brigadier espagnol la Torre échoua à *las Mucuritas* contre les cavaliers llaneros de Boves, devenu une fois de plus un des chefs insurgés (28 janvier 1817). Pendant la campagne de 1818, les Espagnols s'épuisèrent en marches et contremarches, courant du Vénézuéla à la Nouvelle-Grenade pour lutter contre Bolivar, Arismendi, Marino, Brion, Paez, essayant vainement de triompher d'une insurrection qui, étouffée sur un point, renaissait sur vingt autres. Leurs victoires à *la Puerta* près de Cura, sur Bolivar (15 mars 1818), et à *Cogède* sur Paez (2 mai 1818) restèrent inutiles.

L'année suivante, Bolivar, aidé de nombreux volontaires anglais, passa du Vénézuéla dans la Nouvelle-Grenade, en traversant pendant soixante-dix jours des plaines inondées, des torrents, puis les Andes couvertes de neige. Le 7 août 1819, il remporta une victoire décisive sur les Espagnols de Barreiro dans un défilé, près du pont de *Boyaca*. Trois jours après il entrait à Bogota. De retour dans le Vénézuéla, il s'empara de Santa-Marta le 10 novembre 1819, et, à la suite de la révolution espagnole de 1820, signa un armistice de six mois avec Morillo, qui retournait en Europe. Les hostilités reprirent au mois d'avril 1821. Bolivar et Paez remportèrent sur la Torre une victoire décisive à *Carabobo* (24 juin 1821) et s'emparèrent de Caracas. Carthagène leur ouvrit ses portes (22 septembre 1821).

Le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade étaient délivrés, mais les Espagnols restaient maîtres de Quito. Bolivar et le général Sucre s'en emparèrent (mai 1822). L'occupation par les patriotes de *Maracaïbo* (25 mai 1822) et de *Puerto-Cabello* (7 novembre 1823) acheva l'affranchissement de la république de *Colombie*.

Indépendance de Buénos-Ayres (1810-1814). — Pendant que Bolivar affranchissait la Colombie, Saint-Martin délivrait Buénos-Ayres. Dès 1806, les habitants de cette ville appelèrent à leur secours les Anglais pour conquérir leur indépendance. Popham et Beresford s'emparèrent de Buénos-Ayres par surprise avec une poignée d'hommes (27 juin 1806). Bientôt la population s'aperçut qu'elle avait seulement changé de maîtres; elle s'insurgea sous la conduite du Français Liniers, ancien chevalier de Saint-Jean au service d'Espagne, et força les Anglais à mettre bas les armes (12 août). L'année suivante, une nouvelle expédition anglaise, conduite par sir Samuel Auchmuty, prit Montévidéo (3 février), mais échoua devant Buénos-Ayres (28 juin 1807).

Plus tard, à la nouvelle du vote impolitique des Cortès espagnoles signalé plus haut, le 25 mai 1810, les colonels Saavedra et Garcia et le docteur Castelli chassèrent de Buénos-Ayres le vice-roi Cisneros. Montévidéo adhéra au mouvement.

Liniers, ayant voulu marcher sur Buénos-Ayres à la tête des Espagnols, fut pris et fusillé. Le général espagnol Elio, gouverneur de Montévidéo, fut battu à *San-José* et à *las Piédras* (1811). Son successeur Vigodet se vit assiégé dans Montévidéo (1812). Un congrès réuni à Buénos-Ayres proclama l'indépendance des *Provinces unies du Rio de la Plata* (31 janvier 1813). Le 22 juin

1814, la garnison espagnole de Montévidéo capitula. A peine affranchie, la république de Buénos-Ayres vint au secours de ses voisins.

Indépendance du Chili (1810-1818). **O'Higgins et Saint-Martin.** — Le *Chili* s'était soulevé le 18 septembre 1810, sous la direction de Rosas, puis de Carrera, puis de don Bernardo O'Higgins. Mais Carrera et O'Higgins perdirent contre l'Espagnol Osorio la bataille de *Rancagua* (1er octobre 1814), et le Chili retomba sous la domination espagnole.

Réfugié à l'est des Andes, sur le territoire de la province argentine de Mendoza, O'Higgins obtint l'appui du gouverneur de cette province, le général Saint-Martin, et de Puyredon, président de Buénos-Ayres. En 1817, Saint-Martin entreprit de franchir les Andes pour délivrer le Chili. Sa petite armée dut surmonter d'incroyables difficultés. « En sortant de Mendoza s'ouvrait devant elle un désert de sable de 10 grandes lieues ; après l'avoir franchi, elle dut pénétrer dans les premiers défilés des montagnes, pour gagner, après avoir traversé la sauvage vallée de Villavicencio, un plateau de 10 lieues, situé déjà à 8,000 pieds au-dessus du niveau de la mer, où se trouve encore aujourd'hui la douane frontière du Chili et de la république argentine. Elle eut à suivre ensuite pendant près de 4 kilomètres les bords du rio Mendoza, entre un rocher presque perpendiculaire et un précipice de plus de 60 mètres, sur un chemin tout contourné qui laisse à peine passage à un seul mulet, et où le voyageur, encore aujourd'hui, avant de s'y engager, fait toujours résonner le son du cor pour avertir toute personne qui viendrait du côté opposé : car il est impossible d'y passer deux de front. » (G. HUBBARD, *Histoire contemporaine d'Espagne.*) Enfin on atteignit le sommet de la Cordillière, à 35,000 pieds au-dessus du niveau du Grand Océan, et l'on descendit dans le Chili. Les deux tiers des chevaux et beaucoup d'hommes avaient péri de froid pendant la marche.

La brusque apparition de Saint-Martin découragea les Espagnols. Le colonel Maroto fut vaincu à *Chacabuco* (14 février 1817) par le général argentin, qui entra deux jours après à Valparaiso. Les Chiliens, commandés par le général français Brayer, échouèrent, il est vrai, devant *Talcahuano*, vaillamment défendu pendant neuf mois par le brigadier Ordonez; mais Osorio, venu du Pérou au secours d'Ordonez, perdit contre Saint-Martin une bataille décisive au gué de *Maypu*, près de Santiago (5 avril 1818). Le Chili était délivré.

Indépendance du Pérou (1810-1824). **Cochrane, Saint-Martin, Bolivar, Sucre.** — Le premier soulèvement avait éclaté dans le Haut Pérou dès 1810 à l'approche d'un corps de troupes envoyé de Buénos-Ayres sous les ordres de Balcarce et de Castelli, qui, vainqueurs à *Suipacha,* entrèrent à *Potosi* (décembre 1810) et à *Chuquisaca.* Mais le général espagnol Goyonèche les vainquit à *Guaqui*, à *Sipesipe*, les refoula sur Jujuy, Salta, et reprit *Cochabamba* (1812). Goyonèche chargea ensuite son lieutenant Pio Tristan d'envahir le territoire argentin. Battu à *Tapia* par Belgrano, Pio Tristan échoua devant *Tucuman* (décembre 1812). Belgrano le poursuivit, le vainquit de nouveau devant *Salta* et le contraignit à capituler (février 1813). Tout le Haut Pérou s'insurgea de nouveau. Chargé par le vice-roi Abascal de remplacer Goyonèche, le brigadier d'artillerie don Joaquin de Pezuela rendit l'avantage aux Espagnols par les combats de *Vilcapugio* et d'*Ayohuma* (30 septembre et 11 novembre 1813).

L'année suivante (1814), un soulèvement éclata dans la province de Cuzco : il fut étouffé par le général Ramirez, qui battit les insurgés à *Humachiri.* Ensuite Pezuela et Ramirez réunis reprirent de nouveau l'offensive dans le Haut Pérou et vainquirent près de *Viluma* le général Rondeau, successeur de Belgrano (29 novembre 1815).

Enfin, le 5 février 1819, les deux républiques du Chili et de Buénos-Ayres signèrent un traité par lequel elles s'engageaient à unir leurs efforts pour délivrer le Pérou. L'escadre chilienne, commandée par l'amiral anglais Cochrane, vint attaquer les Espagnols par mer. Saint-Martin, parti de Valparaiso avec 4,500 hommes, débarqua, le 30 octobre 1820, dans la baie d'Aucon, à 7 lieues au nord de Lima, tandis que Cochrane, par un hardi coup de main enlevait dans la rade même du Callao la frégate espagnole *la Esmeralda*, de quarante canons. Truxillo s'insurgea. Le nouveau vice-roi du Pérou, don José de la Serna, successeur de Pezuela, obligé de défendre 600 lieues de côte, dut évacuer Lima pour se retirer dans la province de Cuzco (6 juillet 1821). Saint-Martin y entra, proclama l'indépendance du Pérou et, le 1er octobre, s'empara du *Callao.* Mais, bientôt après, il voulut se faire proclamer empereur et se brouilla avec Cochrane, qui abandonna le Pérou à lui-même.

Le général espagnol Canterac reprit l'offensive et fut vainqueur à *Ica* (7 avril 1822). Saint-Martin tenta un coup d'État à Lima, dans la nuit du 4 mai 1822. Mais le premier congrès

péruvien, convoqué le 20 septembre suivant, ne lui accorda pas le titre qu'il souhaitait, et il quitta Lima pour se retirer au Chili[1].

Après son départ, le Péruvien Alvarado fut vaincu par l'Espagnol Valdez à *Torata* et à *Moquehua* (19-20 janvier 1823). Don José de la Riva Aguero, mis à la tête de l'armée péruvienne, appela à son aide le président de la Colombie, Bolivar. Celui-ci envoya à son secours le général Sucre, qui débarqua au Callao avec 3,000 Colombiens. Il était temps. L'Espagnol Canterac était rentré dans Lima (23 juin 1823). Nommé généralissime, Sucre alla débarquer dans le Sud pour secourir le Péruvien Santa-Cruz, sans pouvoir empêcher l'insuccès de celui-ci, que La Serna et Valdez obligèrent à se rembarquer après une défaite désastreuse. Les discordes civiles vinrent s'ajouter aux revers du Pérou ; un seul homme paraissait désormais capable de le sauver : Bolivar.

Le *libérateur* y arriva, et le 1er septembre 1823 entra en triomphe dans Lima, évacué par les Espagnols. Reconnu dictateur, il éprouva d'abord un échec. Des soldats nègres mutinés livrèrent le Callao au brigadier espagnol Rodil, et ils reprirent même Lima (février 1824). Mais rejoint par des renforts colombiens, Bolivar mit en déroute la cavalerie espagnole à *Junin*.

Enfin, le 8 décembre 1824, le général Sucre, lieutenant de Bolivar, remporta dans la plaine d'*Ayacucho* une victoire décisive sur le vice-roi La Serna, qui fut pris, et les généraux Valdez et Canterac, qui dûrent capituler. Les Espagnols ne possédaient plus que le Callao. Le brigadier Rodil s'y défendit jusqu'au 11 janvier 1826 et en sortit par une capitulation honorable. Le Pérou était libre.

Indépendance du Paraguay. Le docteur Francia (1811-1840). Enveloppé de trois côtés par deux grands fleuves et couvert d'immenses forêts, le Paraguay forme une sorte d'île, isolée à l'intérieur de l'Amérique du Sud. Jusqu'à la destruction de leur ordre, les Jésuites y avaient exercé au milieu des Indiens une autorité presque souveraine, sous la suprématie nominale de l'Espagne. Envoyé de Buénos-Ayres pour soulever ce pays, Belgrano échoua en 1810 ; mais l'année suivante un complot éclata, et le gouverneur espagnol Velasco fut arrêté (14-

1. Saint-Martin quitta le Chili en 1824. Il vécut dès lors en Angleterre et en France, passa vingt-cinq ans à Paris, et mourut à Boulogne-sur-Mer en 1850.

15 mai 1811). Le docteur José-Gaspar-Rodriguez de Francia, syndic et alcade, âgé alors de cinquante-trois ans, se mit à la tête de la junte, dont il accapara peu à peu tous les pouvoirs. Buénos-Ayres reconnut par un traité l'indépendance du Paraguay (12 octobre 1811).

Le 2 novembre 1813, Francia fit dissoudre la junte par un congrès dont il gagna les membres ; ensuite leur ayant lu un exemplaire de l'*Histoire romaine* de Rollin, il leur fit nommer pour un an deux consuls. On fit deux chaises curules en cuir, sur lesquelles on inscrivit les noms de *César* et de *Pompée.* Francia s'installa sur la première. Son consulat expiré, il réunit de nouveau le congrès, composé de mille députés nommés par lui-même, entoura de soldats l'église où siégeait l'assemblée et se fit proclamer par elle dictateur pour trois ans (1814). En 1817, il devint dictateur à vie. Il exerça pendant vingt-trois ans, jusqu'à sa mort (1840), une autorité absolue et interdit à ses administrés, il serait plus exact de dire à ses sujets, toute relation avec les étrangers.

Congrès de Caracas (1826). **Divisions des Américains.** — Qu'allaient devenir les États affranchis[1] ? S'uniraient-ils pour former une vaste confédération, comme les États-Unis de l'Amérique du Nord ? Se diviseraient-ils pour exister isolément? On put croire un instant que, grâce aux efforts de Bolivar, la première hypothèse se réaliserait. Le Haut Pérou, indépendant le 11 août 1825, avait pris en son honneur le nom de *République de Bolivar* ou *Bolivie.* En 1826, le *libérateur* posséda la dictature à la fois dans la Bolivie, le Pérou et la Colombie. Il confia au général Sucre la direction de la Bolivie et invita tous les États de l'Amérique du Sud à envoyer des représentants au congrès de Panama.

Ce congrès s'ouvrit le 22 juin 1826. Bolivar rêvait l'union de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de la Plata et du Chili en une immense république dont il aurait été le chef. On l'accusa de vouloir se faire empereur. Le président du congrès, Vidaure, ministre des affaires étrangères au Pérou, lui résista. Le congrès se sépara sans avoir rien fait. En 1827, le congrès de Lima

1. Au Chili, le gouverneur espagnol Quintanilla se maintint dans l'île de Chiloé jusqu'au 19 janvier 1826, et le colonel Seniosain dans l'Araucanie jusqu'au 22 avril 1828. Au Mexique, Saint-Jean d'Ulloa resta entre les mains des Espagnols jusqu'en 1826, et au mois de juillet 1829 le général Barradas, parti de la Havane avec 3,000 hommes, vint débarquer à Tampico ; mais il reconnut vite son impuissance et remit à la voile.

enleva à Bolivar la présidence à vie du Pérou et nomma le général La Mar. Le 25 novembre 1829 une révolution éclata à Caracas. Le Vénézuéla se détacha de la Colombie. Découragé, Bolivar donna sa démission le 27 avril 1830. Joaquin Mosquera fut nommé président de la Colombie (4 mai 1830). De son côté l'Équateur se détacha avec le général Florès. Toutes les espérances de Bolivar s'étaient évanouies. Il venait d'apprendre la mort de son lieutenant Sucre, fait prisonnier et fusillé par le général Ovando. Le libérateur mourut le 17 décembre 1830 à San-Pedro, près de Sainte-Marthe; ses derniers mots furent: « De l'union! de l'union! »

CHAPITRE XXI.

Affranchissement de la Grèce.

La Grèce sous la domination turque. Les raïas ou giaours, les Klephtes et les Palikares, les marins des îles. — Les Philomuses. L'hétérie amicale, le Fanar. — Ali-Pacha. Les femmes souliotes. Parga vendue aux Turcs. — Révolte et mort d'Ali-Pacha (1821-1822). Alexandre Ypsilanti.

Indépendance de la Grèce (21 mars 1821). Botzaris, Miaulis, Canaris, Colocotroni et Démétrius Ypsilanti. — Massacres de Scio (avril 1822). Sympathies de l'Europe pour les Grecs. — Les Égyptiens en Morée. Prise de Navarin (1825); de Missolonghi (1826). — Destruction des janissaires (1826). Détresse des Grecs.

Médiation proposée par la Russie, l'Angleterre et la France. — Bataille de Navarin (20 octobre 1827). — Les Français en Morée. — Invasion de la Turquie par les Russes (1828). — Traité d'Andrinople (1829). Indépendance de la Grèce.

La Grèce sous la domination turque. Les raïas ou giaours, les Klephtes et les Palikares, les marins des îles. — Il y avait un pays en Europe dont personne ne s'occupait plus depuis des siècles, qui restait muet, souffrant, asservi, pendant que les autres nations avaient tour à tour dans l'histoire du monde leur jour de gloire et de puissance. Et pourtant ce pays c'était la Grèce, la terre classique des souvenirs, la patrie de Sophocle et d'Homère, d'Eschyle et d'Hérodote, de Thucydide et de Platon. Les ronces croissaient dans l'agora, où Démosthène s'était un jour écrié en saluant le dernier effort de sa patrie pour mourir debout: « Non, Athéniens, vous n'avez pas

failli en combattant pour la liberté de la Grèce! Je le jure par ceux qui sont morts aux Thermopyles, par ceux qui ont vaincu à Marathon! » Depuis deux mille ans, la Grèce n'avait fait que changer de maîtres. Soumise aux Romains, du moins elle avait été respectée des vainqueurs. Cicéron et Pline avaient fait entendre en sa faveur des voix éloquentes: Plutarque était sorti de la Béotie; Virgile et Sénèque, Marc-Aurèle et Julien, s'étaient inspirés aux sources vivifiantes de l'antique Hellade. Mais bientôt tout avait disparu. « *Les dieux s'en vont!* » et les barbares viennent : d'abord les Wisigoths, ensuite les Turcs. La Grèce chrétienne, moins heureuse que la Grèce païenne, vit le croissant flotter sur ses villes. Longtemps la Morée, restée vénitienne, eut du moins la consolation d'être soumise à une nation civilisée ; mais au dix-huitième siècle ce dernier coin de terre tomba au pouvoir des musulmans. Sur les rives de l'Eurotas, au milieu des lauriers-roses, Chateaubriand chercha vainement les descendants de Léonidas. Catherine II, malgré ses promesses à Voltaire, avait laissé les Hellènes sous le joug. La France s'enthousiasmait à la vue de la *Vénus de Milo* et de la *Polymnie,* sorties du fond des décombres pour venir orner ses musées ; mais elle ne faisait rien encore pour délivrer le peuple qui avait produit ces chefs-d'œuvre.

La Grèce n'était pas morte cependant. Oubliée de l'Europe, opprimée par ses maîtres, elle avait retrouvé dans l'isolement et la barbarie une vigueur nouvelle. Si les habitants des plaines, courbés sous le pouvoir musulman, flétris des noms de *raïas* et de *giaours,* subissaient sans résistance d'odieuses persécutions, le *Klephte*, le *Palikare*, embusqué dans sa montagne, habitué à errer au milieu des bois, à chercher sa vie de rocher en rocher et de caverne en caverne, toujours le fusil à la main, effrayait les Turcs par ses attaques audacieuses. Moitié héros, moitié brigand, il rappelait ces guerriers des temps fabuleux, ces Hercule et ces Thésée, redresseurs de torts, devant lesquels tremblaient les monstres et les tyrans. Ulysse, à son tour, le rusé marin d'Ithaque, à l'esprit si souple et fertile en expédients, revivait dans la population des îles. Parfois pirates, toujours marchands, rusés et intrépides, les marins des îles sillonnaient la Méditerranée de leur pavillon. Scio, Ipsara, Hydria, Samos, Lesbos, Nauplie, Sydonie, renfermaient dans leurs ports d'innombrables petits bâtiments, plus de six cents, montés par plus de vingt mille hommes. La vie, qui semblait éteinte au cœur du pays, s'était réfugiée à la mer, aux montagnes. Comme avant

Salamine, comme au temps de Thémistocle, la Grèce avait trouvé asile sur ses vaisseaux.

Les Philomuses. L'hétérie amicale. Le Fanar. — L'ébranlement communiqué à toute l'Europe par la révolution française, la présence des soldats de Napoléon dans les îles Ioniennes, celle des Russes sur les bords du Danube, eurent leur contre-coup dans toutes les provinces de l'ancien empire ottoman. Les montagnards du Monténégro s'affranchirent de la domination musulmane; les Serviens se révoltèrent en 1804 à la voix de Czerny Georges, et furent dès lors indépendants. La société des *Philomuses*, qui comptait parmi ses membres le comte Capo d'Istria, ministre de l'empereur de Russie, établit dans toutes les villes grecques des écoles nationales (1814). Trois Grecs de Constantinople, Skoufas, Xanthos et Dikeos, fondèrent l'*hétérie amicale* (ἑταιρεία, association). Tous ses membres prêtaient serment de se vouer à l'indépendance de la Grèce. « Ta vie est ma vie, mon âme est ton âme, » disait au nouvel adepte celui qui le recevait dans la société. Les riches habitants du *Fanar* (quartier grec de Constantinople), ceux de Smyrne, Scio, Samos, Missolonghi, Janina, Boukharest, Iassy, Trieste, y entrèrent successivement. Alexandre Ypsilanti, aide de camp de l'empereur de Russie, le suppliait de venir au secours de la Grèce opprimée, et souvent l'on entendit le czar s'écrier : « Je ne fais encore rien pour mes pauvres Grecs ; mais patience : l'heure de la délivrance sonnera ! » Enfin, en 1820, la révolte d'un des principaux serviteurs du sultan fut pour les Grecs le signal de la guerre.

Ali-Pacha. Les femmes souliotes. Parga vendue aux Turcs. — Un Albanais, Ali de Tébélen, pacha de Janina, en Épire, avait été chargé par la Porte de contenir cette contrée dans la soumission. Ali était le véritable type du tyran : débauché, voluptueux, rusé et cruel, la vue du sang versé, les cris de douleur des victimes semblaient être pour lui un plaisir. Il s'était fait une terrible renommée ; les musulmans le redoutaient autant que les chrétiens. Mentir, trahir ses promesses, n'était pour lui qu'un jeu. Au milieu des orgies et des crimes, cet homme cruel semblait avoir conservé toute sa finesse, toute sa vigueur. Il était parvenu à l'âge de quatre-vingts ans. Par un étrange contraste qui n'est pas rare en Orient, « il aimait, dit un historien, à respirer le parfum des fleurs et à entendre le chant des rossignols dans son charnier de Janina. » Ali s'était rendu indépendant de la Porte. Il avait une armée d'hommes

choisis, de *dévoués*, comme le *vieux de la montagne*, le chef des *Hassassins* au moyen âge. Toutes les peuplades grecques de l'Épire avaient été successivement vaincues par lui. Les habitants de Souli, qui depuis cinquante ans tenaient tête aux Turcs derrière leurs murailles, furent obligés de quitter leur ville et de se retirer dans les montagnes. Ils y furent poursuivis. Le plateau où ils s'étaient réfugiés n'était accessible que d'un seul côté; tous les autres étaient environnés d'affreux précipices. Quand leurs derniers défenseurs eurent péri, deux cents femmes souliotes, plutôt que de devenir esclaves des musulmans, se précipitèrent avec leurs enfants dans l'abîme.

Une dernière ville grecque de l'Épire, Parga, restait indépendante sous la protection de l'Angleterre. Sir Thomas Maitland, gouverneur des îles Ioniennes et digne successeur de lord Elgin, qui avait dévasté Athènes en 1811, vendit cette ville chrétienne au pacha de Janina. Les Parganiotes ne voulurent pas se soumettre ; ils brûlèrent les ossements de leurs pères, dirent adieu à la patrie et ne laissèrent au vieil Ali qu'une ville déserte. Tout réussissait au maître de l'Épire ; il avait un trésor de cent cinquante millions (1819).

Révolte et mort d'Ali-Pacha (1821-1822). **Alexandre Ypsilanti**. — Mais, à cette époque, le sultan Mahmoud voulut contraindre Ali à redevenir, comme les autres pachas, un simple gouverneur de province. Ali refusa de renoncer à son indépendance. Déclaré rebelle et assiégé dans son château de Janina, il se défendit avec acharnement. Malgré ses quatre-vingts ans, on le voyait sans cesse sur les remparts, à cheval ou porté dans un brancard, tenant à la main un mousqueton de Charles XII ou un fusil dont Bonaparte lui avait fait présent. Devenu l'ami de ceux dont il avait été le persécuteur, il se fit affilier à l'*hétérie*. Marco Botzaris, chef des Souliotes, ayant intercepté une lettre dans laquelle le sultan ordonnait à ses généraux d'exterminer les hétéristes quand ils en auraient fini avec Ali, prit les armes aussitôt en faveur de ce dernier. Pourtant Ali fut vaincu. Il se réfugia dans un souterrain qui renfermait ses trésors et deux mille barils de poudre, menaçant de faire sauter la ville. Des Turcs lui furent envoyés pour lui proposer une capitulation. En leur présence, il tire ses pistolets et les dirige vers les barils. Les Turcs tombent à ses pieds. « Ce n'est rien, leur dit Ali, mes pistolets me gênaient, et j'ai voulu me débarrasser. » Pourtant il se rendit au bout de deux jours. On viola la capitulation.

Il fut mis à mort et sa tête fut exposée à Constantinople devant le sérail.

Pendant que l'Épire rentrait sous la domination des Turcs, une poignée d'hommes essayaient de soulever les bords du Danube. Ypsilanti, aide de camp d'Alexandre et l'un des chefs des hétéristes, franchit le Pruth avec quelques volontaires. « Ah ! le brave garçon ! » s'écria d'abord l'empereur de Russie. Mais M. de Metternich lui représenta que « soutenir des rebelles, ce serait déchaîner l'esprit révolutionnaire en Europe ». Battu par les Turcs, Ypsilanti fut arrêté par les Autrichiens, qui le retinrent six ans prisonnier. Pourtant le signal de la guerre était donné ; déjà elle avait commencé sur presque tous les points des îles et du continent.

Indépendance de la Grèce (21 mars 1821). **Botzaris, Miaulis, Canaris, Colocotroni et Démétrius Ypsilanti.** — Le 21 mars 1821, l'archevêque Germanos planta sur les murs de Calavrita, en Achaïe, le drapeau de l'indépendance ; Colocotroni se joignit à lui. Toute la Morée courut aux armes ; Athènes se souleva à son tour, en même temps que Missolonghi, au secours de laquelle vint Marco Botzaris avec ses Souliotes. Toutes les îles se déclarèrent libres. La mer se couvrit de leurs navires. A la tête de cette flottille, destinée à devenir bientôt célèbre, se trouvaient Miaulis et Canaris.

A la nouvelle de l'insurrection, un affreux tumulte éclate à Constantinople. Les chrétiens sont massacrés ; le prince Constantin Mourosis est décapité aux portes du sérail ; le patriarche Grégoire est arraché de son église le jour de Pâques et pendu dans ses habits pontificaux. Quatre-vingt-trois prêtres sont mis à mort. Les églises et les quartiers habités par les chrétiens sont livrés au pillage (22 avril 1821).

Ces scènes affreuses et le massacre de Patras, dans lequel les Turcs mirent à mort quinze mille personnes, ne firent qu'enflammer les Grecs d'une ardeur nouvelle. Des feux allumés sur toutes les montagnes donnèrent au pays le signal de l'insurrection. Une escadre turque de quatre vaisseaux de ligne et de quatre frégates, avec un grand nombre de bâtiments inférieurs, fut accostée par la petite flottille de Canaris. L'intrépide marin attache un brûlot enflammé aux flancs d'un vaisseau turc monté par neuf cent cinquante hommes ; le vaisseau fait explosion avec son équipage. Neuf autres bâtiments furent brûlés. Sur terre, Colocotroni et les Grecs prirent d'assaut Tripolitza, dans

la Morée, et répondirent aux cruautés des Turcs en massacrant la garnison. En Épire, Marco Botzaris, victime d'une trahison, avait perdu Souli et était mort le sabre à la main; mais le pacha Dram-Ali, entré dans la Morée, fut complètement battu par Nicétas et Démétrius Ypsilanti ; en Thessalie, Odysseus, avec trois mille hommes, vainquit les douze mille Turcs du pacha Chourchid. Malgré la disproportion de ses forces contre celles des Turcs, l'insurrection luttait partout héroïquement et presque toujours avec succès.

Au milieu même de la lutte, le pays s'organisait. Un congrès national réuni à Épidaure proclama, le 1er janvier 1822, l'indépendance de la Grèce ; trois semaines après, il publia un acte constitutionnel qui établissait un conseil exécutif de cinq membres, présidé par Mavrokordatos, et un sénat de cinquante-neuf membres, présidé par Démétrius Ypsilanti. Le nouveau gouvernement implora le secours des nations chrétiennes ; une catastrophe déplorable vint attirer leur attention et donner aux Grecs les sympathies du monde civilisé dans leur lutte avec les barbares contre lesquels ils défendaient leur liberté.

Massacres de Scio (avril 1822). **Sympathies de l'Europe pour les Grecs.** — L'île de Scio, l'ancienne Chios, passait pour le paradis de l'Orient. Entourée d'une mer limpide, sous un ciel toujours pur, avec ses vingt-deux villages, ses bois de palmiers et sa riche végétation, elle avait l'aspect d'un magnifique jardin. Elle était célèbre pour la beauté de ses femmes. La population avait des mœurs douces et indolentes. L'arrivée d'une troupe de Samiens avait pu seule la déterminer à secouer le joug des Turcs. La Porte résolut d'épouvanter tous les Grecs par la dévastation de Scio. Le 22 avril 1822, six vaisseaux de ligne, six frégates, quinze corvettes, vingt-sept bâtiments de transport, vinrent débarquer à Scio 15,000 hommes. Loin de résister, les habitants s'avancent à leur rencontre avec leurs prêtres et leurs jeunes filles, apportant des vivres et des présents. Néanmoins l'ordre du carnage est donné. L'église de Scio est livrée aux flammes. Les femmes et les enfants tombent sous le cimeterre. « Exterminez, s'écrient les derviches ; c'est Allah, c'est le prophète, c'est le sultan qui l'ordonnent ! » Les pals, les gibets se dressent sur le rivage : on forme des pyramides de têtes coupées. Pourtant les victimes préfèrent la mort à l'apostasie. « Χαίρετε (réjouissez-vous), » s'écrie un prêtre en bénissant la foule à genoux, et les jeunes filles courent au-devant des coups, en s'écriant : « Victoire à la croix ! » Ces horreurs

durèrent un mois. Enfin, les Turcs se retirèrent : ils emmenaient trente-cinq mille esclaves. L'Europe fut saisie d'indignation. Victor Hugo flétrit les bourreaux dans l'une de ses *Orientales*, en attendant qu'Eugène Delacroix composât son admirable tableau des *Massacres de Scio*. « De la poudre et des balles ! » voilà ce que tous les Grecs demandèrent avec le poète, lorsqu'ils apprirent l'égorgement de leurs frères.

Leur mort fut vengée. Le 19 juin 1822, Canaris et Miaulis, avec leur flottille, entrèrent dans le canal de Scio. En vain les Turcs veulent fuir. Au milieu de la nuit, les brûlots s'accrochent aux flancs du vaisseau amiral. « Vous allez tous brûler ! » leur crie Canaris, et le vaisseau fait explosion avec ses quatre-vingts canons et les 2,300 hommes qui le couvraient. Le capitan-pacha, qui fuyait dans un canot, ne put échapper à la mort : la chute d'un mât lui brisa la tête.

Cependant le courage des Grecs avait excité l'admiration, et leurs souffrances avaient soulevé en leur faveur l'opinion publique dans toute l'Europe. En France, en Angleterre, les sympathies ne restèrent pas inactives. « Dût le sang des hommes couler comme un fleuve, s'écriait lord Byron, le grand poète anglais, qu'il coule, qu'il déborde, plutôt que de ramper lâchement dans nos veines, à travers mille canaux oisifs, chargé d'entraves comme ces eaux que compriment les digues et les écluses, et pareil dans ses mouvements à un malade qui se lève endormi, fait trois pas et tombe !... Plutôt que de croupir dans nos marais, mieux vaut reposer où les Spartiates immolés sont libres encore, dans leur glorieux ossuaire des Thermopyles ! » Et Byron, quittant Venise, où il vivait depuis trois ans, vint combattre avec les défenseurs de Missolonghi. Déjà le capitaine français Baleste avait péri à la tête des insurgés de l'île de Crète ; le colonel Fabvier, MM. Vouthier et Raybaud, l'Anglais Gordon, l'illustre comte italien de Santa-Rosa, avaient mis leur épée au service des Hellènes. Pendant toute l'année 1823, la lutte continua sur terre et sur mer sans amener de résultats.

Les Égyptiens en Morée. Prise de Navarin (1825) ; de Missolonghi (1826). — Mais le sultan Mahmoud avait trouvé un puissant allié ; un chef albanais, Méhémet-Ali, devenu pacha d'Égypte et à peu près indépendant dans ce pays, y régnait depuis près de vingt ans. Avec l'aide du colonel français Sève, il avait organisé une armée de 30,000 hommes ; il avait conquis la Nubie, le Kordofan, le Darfour et l'Yémen. Le sultan lui demanda des secours ; Méhémet-Ali les promit. « Que Dieu, lui

dit un de ses ministres, enlève toutes les couronnes de la terre et les pose sur ton front. Elles t'appartiennent; tu es le Bonaparte de l'Afrique! » Au mois de juillet 1824, Ibrahim, fils aîné de Méhémet-Ali, partit d'Alexandrie avec 63 bâtiments de guerre, 100 bâtiments de transport, 16,000 fantassins, 800 cavaliers et une artillerie formidable. Miaulis et Canaris vinrent bravement avec leur flottille au-devant des Égyptiens, leur brûlèrent plusieurs navires dans les eaux de Samos et les forcèrent à chercher un refuge à Candie. Mais Ibrahim reprit la mer, et, le 26 février 1825, il jeta l'ancre dans la rade de Modon. Les chefs grecs étaient divisés; l'arrivée d'Ibrahim jeta la terreur dans la Morée. Les Égyptiens débloquèrent Coron et investirent Navarin. Tsamados, Sahinis, le comte de Santa-Rosa, s'étaient établis sur le rocher de Sphactérie pour entraver le siège ; ils y furent attaqués et accablés par le nombre : tous périrent. L'incendie de 21 bâtiments égyptiens, brûlés par Miaulis, ne put sauver Navarin. La ville tomba au pouvoir d'Ibrahim; puis il s'empara de Tripolitza. Battu près des moulins de Lerne, il ne put se rendre maître de Napoli de Romanie; mais tout le reste de la Morée fut occupé, les vignes brûlées, les oliviers coupés sur pied, les villages livrés aux flammes. 8,000 hommes de renfort vinrent encore grossir l'armée égyptienne.

Au nord de l'isthme de Corinthe, les Grecs n'étaient pas plus heureux. Missolonghi, le boulevard de l'indépendance hellénique, où lord Byron était mort le 19 avril 1824, fut assiégée par Réchid-Pacha et 30,000 Albanais. Soixante bâtiments de guerre turcs, commandés par Topal-Pacha, assaillirent la ville du côté de la mer. Les Grecs refusèrent de se rendre. Le rempart miné s'écroula; mais les assaillants furent repoussés dans deux assauts. Les assiégés à leur tour minèrent et firent sauter les retranchements ennemis. Alors Réchid implora le secours d'Ibrahim. Le siège durait déjà depuis deux ans quand Ibrahim parut avec 10,000 Égyptiens ; il s'empara de l'entrée du port. Les assiégés, réduits à la famine, n'avaient plus d'autre nourriture que l'herbe du rempart. Ils résolurent de se frayer un passage, en plusieurs colonnes, à travers le camp des Turcs et de se réunir sur le mont Aracynthe; mais un espion prévint Ibrahim : le 12 avril 1826, au soir, une première colonne parvint à sortir de la place ; sur le mont Aracynthe, elle trouva les Égyptiens. Elle perça leurs rangs, et 1,800 hommes s'échappèrent ainsi ; le reste de la garnison fut refoulé dans la place. On se battit de maison en maison pendant quatre heures. L'évêque

Kristos Kapsalis, avec les femmes, les enfants, les infirmes, s'était réfugié dans le dépôt des munitions de guerre. Quand les Égyptiens parurent, il bénit une dernière fois ceux qui l'entouraient. « Souviens-toi de nous, Seigneur ! » s'écria-t-il, et il mit le feu aux poudres. Le sol s'entr'ouvre, les maisons s'ébranlent ; la mer, refoulée par la secousse, recule. Cinq mille Grecs ou Égyptiens venaient de périr. Missolonghi n'existait plus !

Destruction des janissaires (1826). **Détresse des Grecs.** — Tout semblait réussir au Grand Seigneur. A Constantinople, il avait voulu organiser ses troupes à l'européenne. Les janissaires irrités se soulevèrent ; les marmites furent renversées[1], une partie de la ville fut pillée. Mais Mahmoud déploya la veste du prophète, des troupes nombreuses accoururent. Après trois jours de combat, les janissaires furent vaincus et refoulés dans l'Hippodrome, dont les portes furent enfoncées à coups de canon. Tous les vaincus périrent en combattant ou furent livrés au supplice (juin 1826). Partout Mahmoud triomphait. Il venait d'apprendre que la citadelle d'Athènes était tombée au pouvoir des Égyptiens. Vaincue, découragée, livrée à la discorde, la Grèce semblait sur le point de périr.

Médiation proposée par la Russie, l'Angleterre et la France. — Déjà plus de 200,000 Grecs avaient succombé. Fallait-il laisser exterminer les Hellènes survivants encore ? L'Europe chrétienne et civilisée pouvait-elle abandonner des chrétiens, les descendants du peuple le plus illustre de l'antiquité, au cimeterre des Ottomans ? Pouvait-elle rester plus longtemps indifférente, quand partout l'opinion publique s'était prononcée avec tant d'énergie, quand déjà Baleste, Santa-Rosa, Byron, étaient morts pour la Grèce, et que Cochrane, Church, Fabvier, combattaient encore pour elle ? La Russie, qui avait tout à gagner à la défaite des Turcs, l'Angleterre, qui ne voulait pas voir les Russes intervenir seuls et s'emparer de Constantinople, enfin le gouvernement français, entraîné par l'opinion publique, s'unirent pour proposer leur médiation aux Grecs et à la Turquie (6 juillet 1827). Si, au bout d'un mois, les Turcs n'avaient pas accepté cette médiation, on devait les contraindre

1. Chaque janissaire portait en campagne sa marmite : la renverser, c'était déclarer qu'il refusait de marcher, c'était se mettre en révolte contre le sultan.

par les armes à céder. Mahmoud repoussa les propositions des trois puissances ; il espérait en avoir fini avec les Grecs avant que l'Europe chrétienne fût prête à intervenir.

Bataille de Navarin (20 octobre 1827). — Il se trompait. On apprit bientôt qu'une flotte égyptienne et turque, forte de 92 bâtiments de guerre, dont 3 vaisseaux de ligne, 1 vaisseau rasé et 16 frégates, était venue, sous les ordres d'Ibrahim, mouiller dans la rade de Navarin, où elle était protégée par les batteries des forts. Ibrahim espérait, avec de pareilles forces, soumettre sans peine Napoli de Romanie et l'île d'Hydra. Tout à coup une flotte anglaise, française, russe, forte de 10 vaisseaux de ligne, 10 frégates, 1 corvette et plusieurs bâtiments inférieurs, sous les ordres des amiraux sir Codrington, de Rigny, Heydden, se présenta devant Navarin. Ibrahim fut invité à suspendre les hostilités, en attendant que la médiation eût été acceptée par le sultan. Saisi de colère, Ibrahim résolut d'exterminer la population de la Morée : il répandit ses troupes dans toute la péninsule; les moissons, les maisons, les moulins, furent brûlés ; on coupa les arbres; on renversa les villages.

En apprenant ce qui se passait, les amiraux enjoignirent à Ibrahim de ne pas faire sortir sa flotte de Navarin. Il leur répondit qu'il n'avait pas d'ordres à recevoir d'eux et qu'il n'exécuterait que ceux du sultan. Le 20 octobre 1827, comme il s'apprêtait à sortir, les trois escadres vinrent se ranger à l'entrée de la rade pour lui barrer le passage. Une balle partie d'un brûlot turc blessa un aspirant anglais. Ce fut le signal du combat. Les vaisseaux anglais, français et russes voguèrent droit sur la ligne ennemie, en recevant à la fois le feu de la flotte et celui des forts de Navarin. La lutte fut épouvantable. L'amiral français, M. de Rigny, monté sur la frégate *la Syrène* et suivi du vaisseau *le Scipion*, était au plus épais du feu. Transportés d'une rage inexprimable, les Turcs et les Égyptiens foudroyaient leurs adversaires, auxquels leurs coups, visés trop haut, ne faisaient que peu de mal. Un grand nombre de bâtiments ottomans furent bientôt la proie des flammes. Une épaisse fumée couvrait le champ de bataille. Le feu avait été allumé, puis éteint, à bord de plusieurs bâtiments anglais, français et russes. « Les vagues, dit Lacretelle, bouillonnent sous un ciel serein. On voit voler des tourbillons de mèches, d'étincelles, de cordages enflammés, redoutables pour les vainqueurs. Le combat est livré de si près, soutenu avec tant de rage, qu'ils

ont beaucoup à souffrir. Dès la première attaque leur succès était certain. *L'Azow*, mutilé, soutient un long combat contre le vaisseau amiral ottoman, plus mutilé encore, et parvient à le faire sauter en l'air. Au bruit des effroyables décharges se mêle de moment en moment celui de l'explosion des vaisseaux qui vont s'engloutir. Les vaincus ne se lassent pas de chercher la mort, et parviennent souvent à la donner. Le rivage est couvert de musulmans qui s'arrachent les cheveux et d'Hellènes affamés, moribonds, qui savourent tout bas leur vengeance, en voyant leurs ennemis précipités dans les flots. » La destruction de la flotte turque et égyptienne fut complète. Les Ottomans avaient perdu environ huit mille hommes, leurs adversaires quatre ou cinq cents.

Les Français en Morée. — Cette journée était décisive pour l'indépendance de la Grèce. La Russie et la France s'en réjouirent; mais l'Angleterre s'effraya : la ruine des Turcs pouvait conduire le czar à Constantinople. Aussi le roi d'Angleterre, dans un message aux deux chambres, qualifia-t-il la bataille de Navarin de *malentendu déplorable.* Mais l'impulsion était donnée. Pour que la Grèce fût définitivement libre, il fallait que l'armée égyptienne évacuât la Morée. Méhémet-Ali était las de sacrifier ses armées et sa marine sans résultat dans l'intérêt des Turcs. Ibrahim signa avec le vice-amiral Codrington, commandant des trois escadres réunies, une convention par laquelle il s'engageait à remettre aux mains des alliés les places fortes de la Morée, telles que Patras, Coron, Modon, Navarin. Un corps de quatorze mille Français fut embarqué pour la Grèce afin de les occuper; il était commandé par le lieutenant général Maison, les maréchaux de camp Tiburce Sébastiani et Schneider. Toutes les places fortes leur furent livrées sans résistance, à l'exception du château de Morée, et les troupes égyptiennes se rembarquèrent pour leur pays. La moitié de la Grèce était libre.

Invasion de la Turquie par les Russes (1828). — En même temps l'empereur de Russie Nicolas avait déclaré la guerre aux Turcs. Wittgenstein franchit le Pruth avec 100,000 hommes au mois de mai 1828; il occupa la Moldavie et la Valachie sans résistance et arriva sur les bords du Danube. Mais là commencèrent les obstacles. Repoussée vigoureusement sous les murs de Silistrie, l'armée russe, commandée par l'empereur en personne, laissa un corps d'observation devant cette place et franchit le fleuve. Un traître lui ouvrit les portes de

Varna. Mais les mauvais temps et les pluies survinrent, les maladies se mirent dans l'armée, qui diminua bientôt d'une manière effrayante. Il fallut repasser le Danube après avoir fait des pertes énormes. Nicolas, qui s'était embarqué sur la mer Noire, fut ballotté par la tempête pendant quatre jours et faillit périr.

Les hostilités recommencèrent l'année suivante en Europe et en Asie. Le feld-maréchal Paskiévitch envahit l'Arménie; sur le Danube, Diébitch s'empara de Silistrie. Les Russes franchirent les monts Balkans et marchèrent sur Andrinople. Partout les Turcs avaient le dessous. En Asie, ils avaient perdu Trébizonde : Constantinople était menacée.

Traité d'Andrinople (1829). **Indépendance de la Grèce.** — Le sultan Mahmoud consentit enfin à traiter. Par la paix d'Andrinople (14 septembre 1829), Mahmoud reconnaissait l'indépendance de la Grèce; il accordait aux Russes la libre navigation de la mer Noire et le passage des Dardanelles pour les vaisseaux marchands. Il cédait à la Russie l'embouchure septentrionale du Danube et un territoire au pied du Caucase. La Moldavie et la Valachie, gouvernées chacune par un hospodar à vie, n'étaient plus rattachées à la Porte que par un simple lien de vassalité; il en était de même de la Serbie, désormais gouvernée par un prince particulier. Les Russes avaient donc triomphé.

La Grèce, elle aussi, était enfin indépendante; mais elle était resserrée dans d'étroites limites : l'Épire, la Thessalie, la Macédoine, Candie, Samos, Ipsara, Scio, retombaient sous la domination ottomane. Trop faible pour régénérer l'Orient et vivre de sa vie propre, le nouvel État n'en était pas moins un objet d'envie pour les Grecs restés sous la domination musulmane; il éveillait chez toutes les populations chrétiennes de l'Orient un désir d'affranchissement auquel il ne donnait pas satisfaction. En s'en tenant à une demi-mesure, la diplomatie européenne avait donc établi dans la péninsule gréco-slave un foyer d'agitation de plus. Elle avait affaibli la Turquie sans la détruire, encouragé la Grèce sans la délivrer entièrement, et préparé dans l'avenir de nouvelles complications, de nouvelles causes de déchirement.

Le petit État grec était d'ailleurs livré à la guerre civile. Ruinés par la guerre qu'ils avaient soutenue, les insulaires ne vivaient plus que de piraterie et étaient redevenus barbares. On avait vu un officier français, l'enseigne Bisson, se faire sauter

avec son bâtimeut plutôt que de tomber en leur pouvoir[1]. L'Europe devait donner pour roi aux Grecs en 1832, après l'assassinat du président Capo d'Istria et le refus de Léopold de Cobourg, le prince Othon, fils du roi de Bavière.

CHAPITRE XXII.

Les lettres, les sciences et les arts sous la Restauration.

Les classiques et les romantiques. Caractères de la littérature nouvelle. — Influence des littératures allemande et anglaise : Klopstock, Herder, Gœthe, Schiller, Byron, Shelley, Walter Scott.

Poètes français : Victor Hugo, Lamartine, Alfred de Vigny, Casimir Delavigne, Béranger. — Prosateurs : Charles Nodier, Paul-Louis Courier, Lamennais, Villemain, Cousin. — Historiens · Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Sismondi, Michelet, Quinet, Henri Martin, Mignet.

Beaux-arts. Peinture : Ingres, Horace Vernet, Géricault, Eugène Delacroix, Paul Delaroche, Ary Scheffer. — Musique : Boïeldieu, Auber, Hérold, Rossini, Meyerbeer. Mendelssohn, Halévy, Adam, Berlioz, Scribe.

Savants : Alexandre de Humboldt, Arago, Geoffroy Saint-Hilaire, Thénard, Chevreul. — Applications de la science à l'industrie : la navigation à vapeur. — Propulseurs des navires. — Les chemins de fer. — L'éclairage au gaz. Phares. — La télégraphie électrique. — Études géologiques : carte de la France par terrains. — Résumé.

Les classiques et les romantiques. Caractères de la littérature nouvelle. — Tout un monde avec sa dynastie, ses mœurs, ses idées, ses lois, avait disparu devant la Révolution française. Pendant vingt-cinq ans, l'Europe, bouleversée par des révolutions sans nombre, s'était vue condamnée à changer de maître à chaque instant selon les hasards des batailles, selon que la plaine où le sang des vaincus avait coulé s'appelait Austerlitz ou Waterloo. Enfin, en 1814, les vieux trônes s'étaient relevés. Les Bourbons étaient revenus aux Tuileries. Dans la poésie et les arts il y eut une restauration comme dans la politique ; mais ce ne fut pas aux temps qui avaient précédé la Révolution française que l'artiste et le poète allèrent demander leur inspiration. L'école classique, celle qui suivait la tradition de Corneille, de Racine et de Voltaire, attachée aux règles, aux prescriptions logiques, prétendait que l'observation de ces

1. Le 4 novembre 1827, à bord du Panayoti, près de l'île de Stampalie.

règles pouvait seule produire le beau dans la littérature. « Mais, disaient les novateurs, qui voulaient affranchir l'art de toute entrave, comme la Révolution avait affranchi l'homme de toute domination arbitraire, imposer à l'esprit des règles, le circonscrire par des lois, donner un frein à l'inspiration, c'est-à-dire à ce qu'il y a chez l'homme de plus spontané, de plus intime, de plus individuel, n'est-ce pas le condamner à une médiocrité fatale? Prétendre qu'il existe des lois immuables auxquelles toute littérature doit obéir, n'est-ce pas vouloir réduire l'art à quelque chose de factice, oublier que la poésie change avec les temps et les lieux, qu'elle est l'expression vivante et réelle de son époque, avec ses idées, ses besoins, ses regrets, ses désirs, ses erreurs même! La nature du Nord n'est pas celle du Midi; le caractère de l'Espagnol, fils du soleil, ne ressemble pas à celui de l'Écossais, du descendant d'Ossian, errant sur sa bruyère aux bords des grands lacs. L'inspiration de l'un n'aura rien de commun avec celle de l'autre. » Voilà ce qu'alléguaient les novateurs, les romantiques, Victor Hugo à leur tête, pour expliquer le peu de cas qu'ils faisaient des règles regardées par les classiques comme inviolables. La poésie, les romantiques la cherchent et la trouvent partout: dans l'eau qui coule, la feuille qui tombe, l'oiseau qui chante, le bois qu'agite la tempête, le vieux manoir que dore un dernier rayon du soleil couchant, aussi bien que dans les passions humaines, dans les anxiétés de la crainte, les transports de l'amour ou les angoisses du remords.

Deux caractères principaux distinguent au début l'école romantique : l'amour de la nature, l'enthousiasme pour le christianisme et le moyen âge. Chacun de ces deux sentiments est facile à comprendre. Dès le dix-huitième siècle, avant la Révolution, l'âme humaine, fatiguée des agitations de la vie, découragée sur un avenir dont elle n'attendait plus rien de bon, et se croyant condamnée à voir toutes ses espérances se flétrir inaccomplies, s'était réfugiée dans la nature. La nature est une bonne mère : tandis que tout change autour d'elle dans le monde social, que les partis rivaux se font une guerre acharnée, elle reste la même. Sa fécondité ne s'altère pas. Sa verdure et ses fleurs, renouvelées tous les ans, se rient du temps et couvrent les ruines des empires dont elles ont orné le berceau. Les cœurs blessés, découragés, et qui ont perdu leurs illusions, trouvent en elle un refuge et l'oubli de leurs maux. A la fin du dix-huitième siècle, déjà Rousseau, en haine d'un monde où

tout attristait son cœur et effarouchait son imagination, avait célébré les champs, les bois, la solitude. Il avait connu quelques instants de bonheur à l'Ermitage, à Montmorency, à Ermenonville ; il avait fait aimer la « petite maison blanche, avec des contrevents verts, » qu'il désirait pour lui-même. Bernardin de Saint-Pierre avait conduit ses lecteurs émerveillés aux bords de la mer Australe, sous les brillantes étoiles de la Croix du Sud, et il leur avait montré Paul et Virginie innocents et heureux parmi les forêts tropicales, loin du monde et de ses déceptions. La Révolution française avec ses sanglantes tragédies, l'empire avec ses batailles, augmentèrent encore cette disposition. En l'absence de toute vie politique, de toute activité sociale, en haine des grandes destructions d'hommes qui signalèrent le début du dix-neuvième siècle, on interrogea de plus en plus la nature. Chateaubriand alla chercher parmi les sauvages solitudes de l'Amérique, près des grands lacs du nouveau monde, la paix qui avait disparu de l'ancien. L'homme prêta une vie, un sentiment, à tous les êtres vivants, même aux êtres inférieurs, aux animaux, même aux êtres inanimés, aux rochers et aux bois, aux flots et aux étoiles. La nature s'anima à la voix de Gœthe, Schiller, Herder, Byron, Hugo, Lamartine et Musset, pour sympathiser avec eux :

> Dites-moi, terre et cieux, qu'est-ce donc que l'aurore?
> Qu'importe un jour de plus à ce vieil univers?
> Dites-moi, verts gazons, dites-moi, sombres mers,
> Quand des feux du matin l'horizon se colore,
> Si vous n'éprouvez rien, qu'avez-vous donc en vous
> Qui fait bondir le cœur et plier les genoux?
>
> (A. de Musset.)

Mais le romantisme n'est pas contenu là tout entier. Il y a quelque chose d'étrange dans l'homme. Impatiente de toute entrave, son âme ne peut rester un moment immobile. Le passé lui pèse, la fatigue ; elle fait des révolutions pour briser ses liens, afin que demain ne soit pas ce qu'était hier. Et quand elle a réussi, elle s'effraye de son propre succès, elle s'alarme d'avoir rompu avec ses traditions, et de se trouver seule, sans guide, sans fil conducteur, sur la route de la vie. Elle s'attendrit sur les ruines qu'elle a faites elle-même. Elle s'aperçoit qu'elle aimait ce qu'elle a détruit ; elle voudrait revenir en arrière, et pouvoir s'absorber tout entière dans la contemplation

mélancolique du passé. Après l'orage effrayant qui avait bouleversé le monde, poètes et historiens, artistes et savants, interrogèrent avec avidité ce moyen âge qui allait disparaître, ces légendes merveilleuses dont la trace s'effaçait chaque jour de la terre. On toucha avec respect les pierres des cathédrales, on contempla avec admiration tout ce profond symbolisme chrétien, ces tours qui s'élevaient vers le ciel comme pour porter à Dieu la pensée de l'homme, ces bas-reliefs où les âges de foi avaient gravé pour l'éternité leurs croyances et leurs désirs, leurs espérances et leurs terreurs. On vint rêver au pied des donjons féodaux; on se souvint des chevaliers bardés de fer, si cruels mais si braves, si ignorants mais si fidèles à leurs serments et à leurs amitiés. On maudit la bande noire et le marteau démolisseur sous les coups duquel s'écroulaient les derniers vestiges d'âges si féconds en souvenirs. Voilà pourquoi il y a quelque chose de touchant dans les efforts des écrivains romantiques pour ressusciter le moyen âge; voilà pourquoi, quelles qu'aient été les erreurs et les exagérations de quelques-uns, cette école a eu et conserve encore une si grande influence sur l'esprit français.

Influence des littératures allemande et anglaise : Klopstock, Herder, Gœthe, Schiller, Byron, Shelley, Walter Scott. — Ce qui ajoute encore à la vivacité du mouvement littéraire en France à cette époque, c'est l'imitation des littératures étrangères. L'Allemagne venait d'avoir un grand siècle littéraire. Sous la grande-duchesse Amélie, régente de 1758 à 1775, et son fils Charles-Auguste (1775-1830), Weimar fut l'Athènes de l'Allemagne. Herder, Wieland, Gœthe, Schiller, y composèrent la plupart de leurs chefs-d'œuvre. En même temps vivaient Klopstock, Burger, Lessing, Schlegel; en même temps écrivaient le célèbre philosophe critique Emmanuel Kant, son disciple le stoïcien Fichte, ainsi que les panthéistes Schelling et Hégel. Ajoutons à cette liste Jean-Paul Richter, Louis Uhland, Wilhelm Muller, Rückert, Novalis et Justin Kœrner. Parmi ces grands esprits, quatre surtout ont été connus et appréciés en France : le poète Klopstock, l'auteur de *la Messiade ;* l'historien Herder, dont on connaît spécialement en France les *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* et l'*Histoire de la poésie hébraïque;* enfin Gœthe et Schiller.

Gœthe, né à Francfort-sur-le-Mein en 1749, mort à Weimar en 1832, à la fois poète, prosateur, romancier, philosophe, naturaliste, est un des esprits les plus puissants qui aient jamais

existé. Nul n'a analysé, étudié, creusé davantage le cœur de l'homme, ses passions, ses douleurs; nul n'a mieux compris ce que renferme de fort et de faible notre nature; nul aussi n'a su mettre au service d'une pensée plus profonde une perfection de forme plus achevée. Dans son *Faust*, poème étrange, il nous montre l'homme avec sa nature double et contradictoire : ici Faust qui se passionne, s'enflamme, croit, espère, se laisse aller tantôt à l'enthousiasme, tantôt au découragement; là Méphistophélès, symbole de cette seconde partie de nous-mêmes qui arrête la première, la contient, la raille, lui montre le vide de ses désirs et l'inanité de ses affections; et pourtant Faust erre à travers le monde, de désir en désir, de déception en déception; la science, l'amour, le plaisir, l'ambition, aucune passion satisfaite ne peut lui suffire ni combler le vide immense qu'il trouve en lui; il quitte le but de ses vœux, aussitôt qu'il est atteint, pour s'en proposer un autre plus difficile; il se reposera sans doute, mais ce sera seulement dans la mort. A cette œuvre capitale de Gœthe il faut ajouter la gracieuse idylle d'*Hermann et Dorothée*, *Werther*, les *Affinités électives*, les *Années d'apprentissage* et les *Années de voyage de Wilhelm Meister;* les drames, *Iphigénie*, *le Comte d'Egmont*, *Clavijo;* des poésies, comme *le Roi des aulnes*, *la Fiancée de Corinthe*, *le Dieu et la Bayadère*, *le Pêcheur*, et enfin les *Mémoires*.

A côté de Gœthe plaçons le poète le plus aimé des Allemands, Schiller (1759-1805). Nul poète n'est plus lyrique, plus entraînant, n'excite plus d'enthousiasme, soit que, dans *les Brigands*, il nous montre une âme honnête qui, blessée des injustices de la société, lui déclare la guerre, se révolte contre elle, mais se condamne elle-même et meurt de sa tentative orgueilleuse; soit que, dans *Guillaume Tell*, il fasse revivre l'élan d'un peuple de montagnards qui se délivre de ses persécuteurs par un courage héroïque; soit que, dans *la Conjuration de Fiesque*, *le Camp de Wallenstein*, *la Mort de Wallenstein*, *les Piccolomini,* il représente les hommes aux prises avec leurs bons comme leurs mauvais instincts. On a encore de lui une *Histoire de la guerre de Trente ans* et des poésies, comme *la Cloche*, *le Plongeur*, *Rodolphe de Habsbourg*, etc.

La littérature anglaise n'a pas, à cette époque, une moindre influence sur l'esprit français. Nommons d'abord Byron (1788-1823), esprit fier, indomptable, grand poète, qui, blessé de tout ce qu'il voyait autour de lui, passa toute sa vie à errer de l'Espagne aux bords du Rhin et du Rhône, de l'Asie à la Grèce et

à l'Italie, et vint mourir en combattant pour l'indépendance des Hellènes, à Missolonghi. Ses principaux poèmes sont : *Childe Harold*, *Don Juan*, *la Fiancée d'Abydos*, *le Giaour*, *Manfred*, *Lara*, *le Corsaire*, *le Ciel et la Terre*, *Caïn*, *Marino Faliero*, *Mazeppa*, *le Prisonnier de Chillon*, *le Siège de Corinthe*, etc. A côté de Byron, il faut citer son ami, le poète panthéiste Shelley, auteur d'*Alastor*, d'*Hellas* et de *Prométhée délivré*. Né le 4 août 1792 à Field-Place (Sussex), il fut renvoyé de l'université d'Oxford sur une accusation d'athéisme, vécut au bord du lac de Genève avec Byron, puis à Pise et à Lerici, sur le golfe de la Spezzia. Le 22 juillet 1822, pendant une tempête, il se noya avec son ami Williams, au sortir du port de Livourne. En même temps brillait le célèbre romancier Walter Scott (1771-1832), qui, dans *la Dame du lac*, *Waverley*, *la Prison d'Édimbourg*, *Ivanhoé*, *le Château de Kenilworth*, *Quentin Durward*, etc., fit revivre le moyen âge avec tout ce qu'il avait eu de grand ou de terrible, de naïf ou de touchant.

Nos plus grands poètes à cette époque, Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset, nos romanciers, nos historiens, se sont tous inspirés des œuvres de ces grands hommes. Une des plus belles méditations de Lamartine, intitulée *le Désespoir*, est adressée à Byron ; plus d'une pièce de Victor Hugo a été inspirée par le souvenir de Gœthe ou de Schiller. Le *Franck* d'Alfred de Musset, dans *la Coupe et les Lèvres*, est frère du *Faust* de Gœthe et du *Manfred* de Byron.

Poètes français : Victor Hugo, Lamartine, Alfred de Vigny, Casimir Delavigne, Béranger. — Pendant ce temps une lutte acharnée était engagée en France entre les poètes classiques et les poètes romantiques. Un classique, Lemercier, s'écriait :

Avec impunité les Hugo font des vers.

Mais Charles X, invité à se prononcer contre l'école romantique, répondit qu'en poésie « il n'avait que sa place au parterre. »

Le chef de l'école romantique fut Victor Hugo, né en 1802 à Besançon. Son premier livre, les *Odes et Ballades*, parut en 1822 : *l'Histoire*, *la Bande noire*, *A M. Alphonse de Lamartine*, *les Deux îles*, *A la colonne de la place Vendôme*, *Moïse sur le Nil*, *Un chant de fête de Néron*, *la Fée et la Péri*, en sont les pièces les plus célèbres. En 1827, V. Hugo publia le drame de *Cromwell* ;

l'année suivante parurent *les Orientales*. Ensuite devaient venir : *les Feuilles d'automne*, *les Rayons et les Ombres*, *les Voix intérieures*, *les Chants du crépuscule*, *les Contemplations*; des drames : *Hernani*, *Ruy-Blas*, *le Roi s'amuse*, *Marion Delorme*, *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor*, *Angelo*, *les Burgraves*, et un grand nombre d'ouvrages soit en prose soit en vers, qui appartiennent surtout à la période suivante.

A côté de Victor Hugo il faut nommer Lamartine (Alphonse de), le poète du cœur et des passions, né à Mâcon en 1790, mort en 1868. Dans son premier recueil, *les Méditations*, parues en 1820, on trouvait *l'Isolement*, *l'Homme*, *le Soir*, *l'Immortalité*, *le Désespoir*, *le Lac*, *la Prière*, *le Chrétien mourant*, *le Golfe de Baïa*, *A une enfant*, *fille d'un poète*, *la Mort de Socrate*. Ensuite vinrent les *Nouvelles Méditations* : *Bonaparte*, *la Solitude*, *le Crucifix*, *Sur l'ingratitude des peuples*, *le Lézard*, *Sur les ruines de Rome*, *le Dernier chant du pèlerinage d'Harold*. Bientôt paraîtront *les Harmonies* et *Jocelyn*.

Alors encore écrivait un poète illustre de la même école, Alfred de Vigny (1799-1863), auteur de *Moïse*, d'*Éloa*, de *la Neige*, de *la Mort de Roland*, qui composa en prose *Stello*, *Cinq-Mars*, *Grandeur et servitude militaire*.

En face des romantiques se trouvaient les classiques, que l'on peut appeler sous la Restauration les poètes de l'opposition, les libéraux. Nommons parmi eux Casimir Delavigne et Béranger.

Casimir Delavigne, né au Havre en 1793, mort en 1843, composa en 1818 *les Messéniennes* ; on y remarquait : *Jeanne d'Arc*, la pièce *Aux morts de Waterloo*, *le Jeune diacre ou la Grèce chrétienne*, *la Brigantine*, etc. On doit encore à Casimir Delavigne des drames et des comédies : *les Vêpres siciliennes*, *le Paria*, *Marino Faliero*, *les Enfants d'Édouard*, *Louis XI*, *Charles VI*, *la Popularité*, *Don Juan d'Autriche*, *les Comédiens*, *l'École des Vieillards*.

A la même époque, Béranger (né à Paris le 17 août 1780, mort le 16 juillet 1857), dans ses chansons, célébrait les grandeurs évanouies de la France, flétrissait les amis de l'étranger et faisait appel au sentiment national. Jamais écrivain ne fut plus populaire. Citons parmi ses chansons : *le Roi d'Yvetot*, *Mon âme*, *le Cinq mai*, *la Vieille*, *Mon vieil habit*, *le Marquis de Carabas*, *les Gueux*, *le Vieux drapeau*, *le Dieu des bonnes gens*, *la Sainte-Alliance des peuples*, etc.

Bientôt la France comptera un grand poète de plus, Alfred de Musset (1810-1857), auteur de : *la Coupe et les Lèvres*, *la Chanson du Saule*, *Rolla*, *les Nuits*, disciple à la fois de Gœthe et de Byron ; mais c'est à la génération suivante qu'il appartiendra. Nommons encore Auguste Barbier, né à Paris en 1805, auteur des *Iambes* (1832), dont les pièces les plus célèbres sont *l'Idole, la Curée*, *le Lion*, *Varsovie;* enfin deux poètes qui composaient de concert, sous la Restauration, leurs premières satires, Barthélemy et Méry. Barthélemy, né à Marseille en 1796, mort en 1867, a composé *la Villéliade*, *la Corbiéréide*, le poème intitulé *Napoléon en Égypte;* il donnera, après 1830, *la Némésis*, *la Nouvelle Némésis*, etc.

Prosateurs : Charles Nodier, Paul-Louis Courier, Lamennais, Villemain, Cousin. — Nous avons déjà cité ceux des écrivains en prose de cette époque dont la carrière avait commencé sous l'empire (chap. XII) et ceux qui furent à la fois poètes et prosateurs : Chateaubriand, Benjamin Constant, Joseph et Xavier de Maistre, de Bonald, Mme de Staël, Lamartine et Victor Hugo.

La lutte entre les partisans de l'ancien régime et ceux des idées nouvelles se continuait dans la littérature. Le royaliste Charles Nodier (1783-1844), esprit charmant et facile, composait *Jean Sbogar*, *Thérèse Aubert*, *le Peintre de Salzbourg*, *Mlle de Marsan*, *Smarra*, etc. Paul-Louis Courier (1774-1825), adversaire de la Restauration, lui faisait une guerre acharnée dans ses lettres et ses pamphlets : nommons le *Simple discours*, la *Pétition pour les villageois que l'on empêche de danser*, *le Pamphlet des pamphlets*, le *Livret de Paul-Louis*, *vigneron*, etc.

En même temps débutait l'abbé de Lamennais, né en 1782 à Saint-Malo, mort en 1854, esprit ardent, inquiet, et cœur généreux, qui, d'abord zélé catholique, se jeta ensuite dans la voie contraire. Ses principaux écrits sont : l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, les *Paroles d'un croyant*, le *Livre du Peuple*, *une Voix de prison*, l'*Esquisse d'une philosophie*.

A ces écrivains ajoutons Cousin et Villemain, alors au début d'une carrière illustre. Villemain (1791-1870) a publié successivement : *Tableau de la Littérature au moyen âge*, *Tableau du dix-huitième siècle*, *Mélanges historiques et littéraires*, *Lascaris*, *Histoire de Cromwell*, etc.[1] Cousin (1792-1867), disciple de Royer-Collard et de Maine de Biran, a composé sur toutes les parties de la philosophie de nombreux ouvrages; son livre le

1. Ajoutons une œuvre posthume : *Histoire de Grégoire VII.*

plus connu est intitulé *Du vrai, du beau, du bien.* Il faudrait citer encore Sainte-Beuve, Saint-Marc Girardin, Nisard, Patin, Magnin, Damiron, de Rémusat, Duvergier de Hauranne, dont la plupart n'étaient qu'au début de leur carrière littéraire et appartiennent à la période suivante.

Historiens : Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Sismondi, Michelet, Quinet, Henri Martin, Mignet. — Une des plus grandes gloires du dix-neuvième siècle, ce sera d'avoir fondé l'histoire véritable. Jusque-là on n'avait cherché trop souvent dans le récit des temps passés qu'un texte d'amplifications oratoires; on avait fait parler aux personnages de toutes les époques le langage de celle où l'on vivait. Il n'y avait dans l'histoire ainsi écrite ni utilité, ni intérêt, ni vérité. Désormais tout va changer. Avec Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Michelet, Henri Martin, l'histoire deviendra vivante. On interrogera le passé sous toutes ses formes; les chroniques, les manuscrits tirés de la poudre des bibliothèques, les traditions orales, les grands monuments de l'art, les cathédrales gothiques, les tableaux des artistes, jusqu'aux tumulus druidiques, tout sera fouillé, examiné, interrogé avec un soin persévérant, une ardeur patiente, une activité infatigable. Chaque siècle revivra avec ses idées, ses croyances, ses mœurs, ses besoins, son langage, ses costumes même. Pour raconter le moyen âge marchant à la délivrance de Jérusalem, l'historien prendra l'âme d'un croisé; pour montrer au lecteur le tableau de l'invasion des barbares, il oubliera le monde qui l'entoure et se fera par la pensée le contemporain de Frédégonde ou de Clotaire. En même temps, sous l'influence des doctrines de Montesquieu, de Vico et de Herder, la philosophie de l'histoire prendra naissance pour montrer que l'histoire, elle aussi, a des lois, et surtout une loi suprême qui l'éclaire, la domine, et en est comme le résumé : celle du progrès.

Parmi les historiens les plus remarquables, citons d'abord Augustin Thierry (né à Blois en 1795, mort en 1856), qui le premier affirma que l'histoire devait être puisée aux sources et donna l'exemple dans ses écrits d'une vérité et d'un coloris admirables. Ses ouvrages sont : les *Lettres sur l'Histoire de France*, l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, les *Récits des temps mérovingiens*, *Dix ans d'études historiques*, l'*Essai sur l'histoire du tiers état.* Amédée Thierry (1797-1873) devait, comme son frère, écrire dans la suite de nombreux ouvrages historiques, parmi lesquels il faut citer :

l'*Histoire des Gaulois*, *Théodoric,* les *Récits d'histoire romaine au cinquième siècle*, *Attila et ses successeurs*, etc.

Un autre historien, qui devait en même temps jouer un grand rôle sur la scène politique, est Guizot (François-Pierre-Guillaume, né à Nîmes en 1787, mort en 1875). Il a publié la *Collection des Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, la *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de la Révolution d'Angleterre;* de plus l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, l'*Histoire de la civilisation en Europe*, l'*Histoire de la civilisation en France*, les *Essais sur l'Histoire de France.* Le nom de Guizot appelle naturellement celui d'un éminent historien, son adversaire dans le monde politique, son émule dans le monde des lettres, Thiers (Adolphe), né à Marseille le 15 avril 1797, mort à Saint-Germain le 3 septembre 1877; il venait de commencer en 1823 son *Histoire de la Révolution française,* que devait suivre plus tard l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, l'ouvrage le plus étendu qui ait paru sur ce sujet.

De Sismondi, né à Genève (1773-1842), a laissé une volumineuse *Histoire des Français* et l'*Histoire des Républiques italiennes*, qui ont un peu vieilli, mais que l'on consulte encore avec fruit. Nul historien n'a plus produit que Michelet (Jules), né à Paris le 21 août 1798, mort à Hyères le 9 février 1874. Fils d'un imprimeur ruiné par les décrets de l'empire, il commença par travailler de ses mains. « Avant de faire des livres, dit-il, j'en ai *composé* matériellement; j'ai assemblé des lettres avant d'assembler des idées. » Il grandit « comme une herbe entre deux pavés. » Au collège Charlemagne, où il entra tard et où il obtint de brillants succès, il eut pour maîtres Villemain[1] et Leclerc. Il enseigna[2] ensuite concurremment les langues, la philosophie et l'histoire, pour laquelle il avait eu dès son enfance une prédilection marquée. « C'est, dit-il dans sa préface du *Peuple,* au musée des monuments français, et nulle autre part, que j'ai reçu d'abord la vive impression de l'histoire. Je remplissais ces tombeaux de mon imagination, je sentais ces morts à travers les marbres, et ce n'était pas sans quelque terreur que

1. « Je me rappellerai toujours que M. Villemain, après la lecture d'un devoir qui lui avait plu, descendit de sa chaire et vint, avec un mouvement de sensibilité charmante, s'asseoir sur mon banc d'élève, à côté de moi. »

2. « C'était un grand bonheur pour moi, lorsque dans la matinée j'avais donné mes leçons, de rentrer dans mon faubourg, près du Père-Lachaise, et là, paresseusement, de lire tous les poètes, Homère, Sophocle, Théocrite, parfois les historiens. »

j'entrais sous les voûtes basses où dormaient Dagobert, Chilpéric et Frédégonde. » Professeur dans un collège en 1821, il le devint à l'École normale en 1827 et au Collège de France en 1828. Ses premiers ouvrages furent un travail sur *Vico* et un *Précis d'Histoire moderne*. Il publia ensuite l'*Introduction à la philosophie de l'histoire de l'humanité*, les *Origines du droit français*, l'*Histoire de la République romaine*, l'*Histoire de France au moyen âge*, que devaient suivre plus tard l'*Histoire de la Révolution française* et l'*Histoire de France* aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Il a défini l'histoire « une résurrection[1], » et la patrie « la grande *amitié*. »

A côté de Michelet il faut nommer son ami et son futur collègue au Collège de France, Edgar Quinet (17 février 1803-27 mars 1875), né à Bourg-en-Bresse, orateur, philosophe, historien et poète, dont les premiers ouvrages sont : l'*Essai sur les œuvres de Herder* et une sorte de satire intitulée les *Tablettes du Juif Errant*. Il devait bientôt composer son poème d'*Ahasvérus*, étrange et puissante conception, qui, personnifiant l'humanité dans le Juif légendaire, la conduit à travers les siècles depuis les montagnes qui émergent de l'Océan à la naissance du monde, en traversant le palais de Nemrod, le Golgotha, les cathédrales gothiques du moyen âge, jusqu'à la vallée de Josaphat, où expire le dernier homme.

Henri Martin (né à Saint-Quentin en 1810, mort en 1883), travaillait déjà à sa vaste *Histoire de France*, véritable monument d'érudition, de patient travail et de recherches consciencieuses. Elle porte pour épigraphe : *Pulvis veterum renovabitur*. Mignet (né à Aix en 1796, mort en 1884) a composé successivement l'*Histoire de la Révolution française*, l'*Histoire de Marie Stuart*, *Antonio Perez et Philippe II*, *Charles-Quint, son abdication et sa retraite au couvent de Saint-Just*, les *Notices* et les *Mémoires historiques*, la *Rivalité de François Ier et de Charles-Quint*, écrits avec une vivacité d'expression, une clarté, un style agréable et coloré, qui s'allient avec un savoir

1. « L'histoire, dit-il, accueille et renouvelle les gloires déshéritées; elle donne nouvelle vie à ces morts, les ressuscite. Sa justice associe ceux qui n'ont pas vécu en même temps, fait réparation à plusieurs qui n'avaient paru qu'un moment pour disparaître. Ils vivent maintenant avec nous qui nous sentons leurs parents, leurs amis. Ainsi se fait une famille, une cité commune entre les vivants et les morts. » (*Le Banquet.*) — L'inscription suivante a été gravée sur son tombeau, au cimetière du Père-Lachaise : « Que Dieu reçoive « mon âme reconnaissante de tant d'années laborieuses, de tant d'œuvres, de « tant d'amitiés. »

toujours sûr. Pour clore la liste des historiens, nommons encore Michaud (1767-1839), auteur d'une *Histoire des Croisades*, qui devait plus tard publier une *Collection de Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, en collaboration avec M. Poujoulat (né en 1808) ; et le baron de Barante (né à Riom en 1792, mort en 1866), dont l'ouvrage le plus connu est l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, livre agréable, mais où la vérité historique est souvent sacrifiée au désir du pittoresque.

Comme le seizième siècle, le dix-neuvième, lui aussi, a eu sa renaissance. D'abord Champollion (né à Figeac en 1790, mort en 1832), en découvrant le sens des *hiéroglyphes*, a fait connaître au monde moderne l'ancienne Égypte, ignorée jusque-là. L'étude de la langue sanscrite et des grammaires comparées a permis d'affirmer la parenté de tous les peuples de race indo-germanique, des Indiens, des Persans, des Pélasges, des Hellènes, des Latins, des Celtes, des Germains et des Slaves. Un monde nouveau, ouvert par les travaux d'Anquetil-Duperron (né à Paris en 1731, mort en 1805) et d'Eugène Burnouf (né à Paris en 1801, mort en 1852), s'est révélé sur les bords du Gange avec ses mœurs, ses lois, sa philosophie, sa littérature. Aujourd'hui la France peut lire les deux grands poèmes de l'Inde, le *Ramayana* et le *Mahabharata*, le drame de *Sacountala*, le *Rig-Véda* et le *Zend-Avesta*.

Beaux-Arts. Peinture : Ingres, Horace Vernet, Géricault, Eugène Delacroix, Paul Delaroche, Ary Scheffer. — Dans les arts, comme dans les sciences et les lettres, cette époque vit éclore plus d'une œuvre remarquable. Là aussi il y avait deux écoles : la lutte des classiques et des romantiques se reproduisait dans la peinture.

Le plus illustre des peintres classiques, qui s'inspiraient de la tradition de Raphaël, fut Ingres (1780-1867). Ses premières toiles sont l'*Apothéose d'Homère*, composée pour un plafond du Louvre, le *Martyre de saint Symphorien, Virgile lisant l'Énéide à Auguste et à Octavie*, *Angélique délivrée par Roger*, *Jésus au milieu des docteurs*, *la Source*, etc. Une grande perfection de dessin, beaucoup de correction, de pureté, de finesse dans les traits, sont ses principales qualités. C'est aussi sous la Restauration que débutait Horace Vernet (1789-1863), qui devait plus tard être le peintre de nos victoires en Algérie.

Les peintres romantiques ont des défauts et des qualités contraires. Si le dessin est moins soigné, moins correct, il y a plus

d'ampleur et d'imagination dans les conceptions, plus de vivacité dans les couleurs. A leur tête citons Géricault, mort en 1824. Il reste de lui quelques toiles admirables, parmi lesquelles nous citerons le *Chasseur de la Garde*, le *Cuirassier blessé*, et enfin son chef-d'œuvre, les *Naufragés de la Méduse*[1]. Jamais les anxiétés du désespoir, l'attente, la crainte, la souffrance, n'ont été représentées d'une manière plus saisissante que parmi les malheureux accumulés et mourant sur le fatal radeau.

A Géricault succède Eugène Delacroix (1798-1862), qui s'est immortalisé par un grand nombre de tableaux, parmi lesquels il faut nommer : *Dante et Virgile sur la mer de sang*, le *Harem*, *Boissy d'Anglas au 1er prairial*, le *Massacre de Scio*, la *Mort de Marc-Aurèle*, la *Mort de Charles le Téméraire à la bataille de Nancy*, la *Bataille de Taillebourg*, la *Prise de Constantinople par les croisés, le Roi Jean et son fils à la bataille de Poitiers, le Christ au jardin des Oliviers*, *Justinien*, *Hamlet et Horatio dans le cimetière*, la *Mort d'Ophélie*, etc.

Paul Delaroche (1796-1853), qui tenait le milieu entre les deux écoles d'Ingres et de Delacroix, composa *les Enfants d'Édouard*, une *Martyre chrétienne noyée dans le Tibre*, *Richelieu et son prisonnier Cinq-Mars descendant le Rhône dans une barque*, *Strafford béni par Laud en allant à l'échafaud*, le *Supplice de Jane Grey*, etc. Ary Scheffer (mort en 1858) composa la *Mort de saint Louis*, le *Dévouement des six bourgeois de Calais*, le *Faust*, la *Mort de Marat*, etc. On doit à Léopold Robert (1794-1835) l'*Improvisateur napolitain*, la *Fête de la Madone de l'Arc*, les *Baigneuses*, les *Moissonneuses dans les marais Pontins*.

Musique : Boïeldieu, Auber, Hérold, Rossini, Meyerbeer, Mendelssohn, Halévy, Adam, Berlioz, Scribe. — A la même époque débutaient des compositeurs illustres. Boïeldieu, né à Rouen en 1755, mort en 1834, a composé *Jean de Paris, le Chaperon rouge, le Calife de Bagdad, la Dame blanche*. Auber, né à Caen en 1782, mort en 1871, est l'auteur de *la Muette de Portici* (1828), *Zerline*, *Fra Diavolo*, *le Domino noir, Haydée, la Fiancée du roi de Garbe*, *le Premier jour de bonheur*. Hérold, né à Paris en 1791, mort en 1833, a donné *le Muletier*, *Marie*, *Zampa*, *le Pré aux Clercs*. A Rossini, né à Pesaro en 1792, mort à Paris en 1869, on doit *le Barbier de Séville*, *Moïse*, *le*

1. *La Méduse* (capitaine de Chaumareye) avait fait naufrage à l'ouest du Sahara sur le banc d'Arguin le 2 juillet 1816. Cette frégate portait, avec son équipage, un bataillon à destination du Sénégal. Les survivants, réfugiés sur un radeau, furent recueillis 13 jours plus tard ; de 150, 15 avaient survécu.

Comte Ory, *Guillaume Tell* et le célèbre *Stabat Mater*. L'Allemand *Meyerbeer*, de Berlin (1794-1864), a composé *Robert le Diable, les Huguenots*, *le Prophète*, *l'Étoile du Nord*, *l'Africaine,* le *Miserere*. Mendelssohn, né aussi à Berlin (1809-1847), a composé *les Noces de Gamache* et les ouvertures de *la Grotte de Fingal* et du *Songe d'une nuit d'été.* Halévy, né à Paris en 1799, mort en 1862, est l'auteur de *la Juive*, *l'Éclair*, *la Reine de Chypre*, *Charles VI, les Mousquetaires de la Reine*, *le Val d'Andorre, le Juif errant*. Adam, né à Paris en 1803, mort en 1856, a composé *le Chalet, le Postillon de Longjumeau, Giselle*, *Giralda, le Corsaire*. Berlioz, né dans l'Isère en 1803, mort en 1869, est l'auteur de *la Damnation de Faust, Benvenuto Cellini, les Troyens*, *l'Enfance du Christ*.

A côté de ces compositeurs célèbres il faut placer un des écrivains les plus faciles et les plus féconds de notre siècle, Eugène Scribe, né à Paris en 1794, mort en 1861. Vaudeville, comédie, roman, nouvelle, opéra, Scribe a obtenu des succès en tout genre. Il composa les libretti de *Robert le Diable, la Juive*, *les Huguenots*, *le Prophète*, *le Chalet*, *la Dame Blanche*, etc.

Savants : Alexandre de Humboldt, Arago, Geoffroy Saint-Hilaire, Thénard, Chevreul. — Le mouvement scientifique commencé au dix-huitième siècle continuait. Parmi les savants les plus illustres de cette époque, il faut nommer avant tous les autres un homme universel, qui a écrit en allemand, en anglais et en français, l'Allemand Alexandre de Humboldt (1769-1859). Les sciences physiques et naturelles, l'astronomie, la chimie, tout fut étudié par ce grand esprit. Il visita la Hollande, la France, l'Angleterre, l'Espagne, parcourut le nouveau monde, explora les forêts du Brésil, les montagnes du Mexique et du Pérou, les bords de l'Orénoque et du fleuve des Amazones; plus tard, il visita la Sibérie et l'intérieur de l'Asie. Il a consigné dans le *Cosmos* les résultats de ses voyages et de ses travaux.

Les savants français les plus remarquables étaient : Ampère et François Arago, dont nous reparlerons; Cuvier, que nous avons déjà fait connaître (chap. XII); Geoffroy Saint-Hilaire, qui organisa le Muséum d'histoire naturelle, fit des travaux considérables en zoologie et affirma l'unité de type dans la création. Au retour de l'expédition d'Égypte, il obtint par sa fermeté, lors de la capitulation d'Alexandrie, que les collections recueillies par l'institut d'Egypte seraient conservées à la France; il avait menacé les Anglais de les brûler. A la même

époque, Fresnel, Thénard et M. Chevreul augmentaient le domaine de la chimie et de la physique ; le Suédois Berzélius les secondait dignement. Mais ce qui distingue surtout les savants du dix-neuvième siècle de leurs devanciers, c'est que tous se préoccupent d'appliquer leurs découvertes, de les utiliser pour l'industrie, le commerce et le bien-être général.

Application de la science à l'industrie : la navigation à vapeur. — Horace, il y a dix-huit cents ans, frémissant des dangers d'un ami parti pour un voyage lointain, maudissait l'inventeur de la navigation. « Il avait, s'écriait-il [1], une triple cuirasse de chêne et d'airain autour du cœur, le premier des mortels qui, confiant son salut à une planche fragile, osa braver les monstres marins, les vents, les écueils et Neptune en fureur. »

Depuis, on avait découvert la boussole ; le cap de Bonne-Espérance, l'Afrique, les Indes, l'Amérique, l'Australie, avaient été parcourus ; de hardis navigateurs avaient fait le tour du monde. Mais il était réservé au XIXe siècle de faire une découverte dernière, qui devait permettre de traverser, presque sans danger, les flots sur lesquels, jusque-là, on ne s'était jamais aventuré sans effroi. Le physicien Jouffroy avait été témoin des expériences de Watt, dans son usine de Chaillot. Il comprit la possibilité de suppléer à l'action du vent à l'aide d'une machine à vapeur. Il construisit près de Baume-les-Dames le premier bateau à vapeur qu'on ait vu en France, et qui remonta le cours de la Saône le 15 juillet 1778. Sa découverte ne fut pas appréciée ; il émigra en 1792, revint plus tard en France et mourut pauvre en 1832.

C'est à un Américain qu'était réservée la gloire de faire triompher le nouveau système de navigation. Né en Pensylvanie en 1765, Fulton, esprit audacieux, mais en même temps opiniâtre, fit les mêmes découvertes que Jouffroy. Ses idées n'ayant point été accueillies dans son pays, il vint en Europe en 1789. Mal reçu en Angleterre, il voyagea en France, en Hollande, et proposa sa découverte à Bonaparte, premier consul. Le 9 août 1803, il fit fonctionner sur la Seine un bateau à vapeur. Mais la commission prise dans le sein de l'académie des sciences, et que Bonaparte avait chargée d'examiner son projet, le déclara impraticable. Que serait-il arrivé pourtant si les Français avaient

1. Illi robur et æs triplex
Circa pectus erat, qui fragilem truci
Commisit pelago ratem
Primus, nec timuit præcipitem africum
Decertantem aquilonibus,
Nec tristes Hyadas, nec rabiem noti.....

eu la vapeur pour franchir les sept lieues qui séparaient le camp de Boulogne de la côte britannique? Fulton revint en Angleterre, et en 1806 aux États-Unis. Au mois d'août 1807, il lança sur l'Hudson un bateau à vapeur, *le Clermont*. L'expérience réussit et fut accueillie avec enthousiasme. Fulton obtint un brevet d'invention. Un service de bateaux à vapeur s'établit entre New-York et Albany. La navigation à vapeur était créée. Fulton mourut en 1815. La France ne put jouir de cette admirable invention qu'à partir de 1825, après les travaux remarquables de M. Marestier, qui était allé étudier aux États-Unis les moyens pratiques adoptés.

Propulseurs des navires. — C'est à la France que revient l'honneur d'une autre découverte, très importante pour la navigation à vapeur : celle de l'hélice, qui remplace avantageusement le système des roues à aubes.

Dallery, né à Amiens le 4 septembre 1754 et mort à Jouy en 1835, était fils d'un constructeur d'orgues ; il avait inventé des moulins, des instruments de musique, des montres, des procédés d'orfèvrerie. Le 29 mars 1803 il prit un brevet pour un bateau à hélice à vapeur ; mais les mêmes refus qui avaient découragé Fulton atteignirent également Dallery et entravèrent ses études de réalisation. Enfin, vers 1823, les beaux travaux du capitaine de génie Delisle et les études de M. Sauvage, constructeur au Havre, permirent de démontrer l'importance de l'application de l'hélice. Les premiers navires de ce système furent construits en Angleterre en 1838, d'après les plans de M. Ericson, et c'est le navire *le Napoléon*, construit par M. Normand, du Havre, qui réalisa dans notre pays cette heureuse innovation, dont tous les autres pays ont pu jouir avant nous, bien que l'initiative nous appartînt.

Les chemins de fer.—Pourquoi n'aurait-on pas appliqué aux transports par terre un système qui réussissait si bien sur l'Océan ? Dès 1770, un ingénieur français, Joseph Cugnot, avait construit des chariots à vapeur ; l'Américain Olivier Evans les perfectionna en 1790. Depuis longtemps, en Angleterre, on avait imaginé, pour les travaux des mines, de creuser des ornières et d'y placer des rails de fer sur lesquels se mouvaient les roues des chariots, qui pouvaient ainsi avancer plus rapidement et plus facilement, n'ayant pas à vaincre les inégalités du terrain. Deux hommes intelligents, Trévilthick et Novian, eurent l'idée de remplacer les chevaux qui traînaient ces chariots par des machines à vapeur. On avait dès lors les deux éléments du

chemin de fer, la locomotive et les rails. Georges Stephenson et Blackett perfectionnèrent les machines à vapeur. En 1829, M. Seguin, d'Annonay, inventa la chaudière à tubes, qui permettait sous un petit volume d'avoir une grande et rapide production de vapeur, réglée par un système de tirage fort ingénieux; cette découverte fut l'objet d'un brevet d'invention pris le 20 décembre 1829. En 1830, les deux frères Stephenson, de Liverpool, en construisirent d'après son système. On mit à profit cette découverte: bientôt Manchester et Liverpool furent reliés par un chemin de fer.

Le premier chemin de fer français fut établi en 1827 par la Compagnie des mines de Saint-Étienne. Aujourd'hui toutes les parties de la France sont traversées par des voies ferrées. Paris, Lille, Calais, Rouen, Nancy, Brest, Nantes, Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Dijon, Lyon, Marseille, communiquent ensemble avec une prodigieuse rapidité. On peut traverser la France en 48 heures, de la frontière nord-est aux Pyrénées. Les produits de la Provence sont consommés en Champagne ou en Flandre, et réciproquement. Débarquées le matin à Brest, les marchandises sont dans la nuit suivante à Paris. On voyage plus vite, on dépense moins. Tout le reste de l'Europe avait précédé ou a suivi cet exemple. L'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Russie même, sont couvertes d'innombrables chemins de fer. Aujourd'hui, vainqueurs du temps et de l'espace, les wagons vont en quelques jours par Cologne, Berlin, Varsovie et Vilna, de Paris à Saint-Pétersbourg; par Moscou, de Saint-Pétersbourg à Odessa. Il y a des chemins de fer dans toutes les parties du monde: en Amérique, au milieu des savanes et des pampas, une ligne ferrée traverse l'isthme de Panama, joignant l'Atlantique et la mer du Sud; une autre ligne conduit de New-York à la Nouvelle-Orléans; la ligne du Pacifique s'étend sur un espace de douze cents lieues, à travers les montagnes Rocheuses, de New-York à San-Francisco. En Asie, au milieu des forêts gigantesques, au bord du fleuve où Brahma sortit du calice des fleurs, au pied de l'Himalaya, les locomotives passent devant les yeux étonnés des Indiens de Bénarès et de Delhy; les voies ferrées s'étendent de Calcutta à Bombay et à Madras, entre les bords du Gange, ceux de l'Indus et du golfe du Bengale. En Égypte, elles réunissent Alexandrie, le Caire et Suez, à travers le désert où ont erré Abraham et Moïse, en vue des Pyramides et du Sinaï; elles sillonnent l'Algérie. Rarement il y eut dans le monde une révolution semblable à celle que les chemins de fer ont produite.

L'éclairage au gaz. Phares. — Une autre découverte, fort considérable aussi et fort utile, fut celle de l'éclairage au gaz. L'ingénieur français Philippe Lebon eut, en 1786, l'idée de construire des thermolampes et d'utiliser pour l'éclairage le gaz produit par la distillation du charbon de terre. Il présenta un mémoire à l'Institut, fit des expériences au Havre et à Paris; mais ses travaux n'obtinrent aucun encouragement et restèrent inutiles. Un Allemand, nommé Winsor, fut plus heureux : il fonda en Angleterre une société pour l'éclairage au gaz. Son système s'introduisit en France. Aujourd'hui il a prévalu presque partout: d'innombrables becs de gaz illuminent nos villes pendant la nuit et suppléent à l'absence de la lumière du soleil. Les progrès des études sur la lumière permettaient en même temps de construire des phares d'une nouvelle espèce, destinés à guider pendant la nuit la route des navires sur les côtes et à l'entrée des ports. Fresnel, avec l'aide d'Arago, substitua aux réflecteurs des lentilles de verre qui réfractaient horizontalement les rayons lumineux partis du foyer. Le nouveau système doublait l'intensité de la lumière émise: elle était dès lors visible à une distance de seize lieues.

La télégraphie électrique. — Les découvertes qui devaient conduire à la télégraphie électrique datent de la même époque. Déjà l'Allemand Sœmmering en avait eu l'idée, quand les expériences d'Ampère et d'Arago permirent d'arriver à une solution. Ampère observa que tout courant électrique circulant autour d'une aiguille aimantée fait osciller cette aiguille et lui fait quitter sa direction vers le nord. « On pourrait, disait-il, au moyen d'autant de fils conducteurs et d'aiguilles aimantées qu'il y a de lettres, et en plaçant chaque lettre sur une aiguille différente, établir à l'aide d'une pile placée loin de ces aiguilles, et qu'on ferait communiquer alternativement par ses deux extrémités à celle de chaque fil conducteur, une sorte de télégraphe propre à écrire tous les détails qu'on pourrait transmettre, à travers quelques obstacles que ce soit, à la personne chargée d'observer les lettres placées sur les aiguilles. En établissant sur la pile un clavier dont les touches porteraient les mêmes lettres et établiraient la communication par leur abaissement, ce moyen de correspondance pourrait avoir lieu avec assez de facilité, et n'exigerait que le temps nécessaire pour toucher d'un côté et lire de l'autre chaque lettre. » Arago compléta cette découverte. Il remarqua qu'une lame de fer mise en rapport avec les pôles d'une pile prenait les propriétés de l'aimant et pouvait attirer

un corps placé à distance, mais que, si l'on supprimait le courant, le fer perdait immédiatement ses propriétés attractives. Il reconnut ainsi la possibilité de mettre en très peu de temps le fer un grand nombre de fois en rapport avec la pile, et d'interrompre cette communication, de façon à lui donner et à lui enlever très rapidement la propriété d'attirer les objets. Dès lors, la télégraphie électrique était possible. Elle fut réalisée pratiquement par *M. Morse*, Américain, en 1843, après de nombreuses études datant de 1837 et favorisées par le Congrès des États-Unis. Pendant ce temps, l'Angleterre jouissait d'une autre solution du même problème, grâce aux travaux de M. Wheastone, appliqués en 1838. Elle allait bientôt établir des communications instantanées entre toutes les parties de l'univers.

Études géolologiques : carte de la France par terrains. — Les études géologiques étaient poussées avec la même activité que les autres travaux scientifiques. Creusée dans ses profondeurs, la terre n'eut plus de secrets. On put observer la formation successive des différentes couches de terrain dont se compose le sol de la France. Buffon, le premier, avait eu la gloire d'aborder ces questions. La terre, dit-il, a été primitivement à l'état incandescent ; la chaleur diminuant à sa surface, les vapeurs qui enveloppaient le globe se sont condensées et sont tombées sur la terre, qui a été recouverte par les eaux ; puis, le feu central réagissant, une partie de la croûte terrestre s'est soulevée et a formé les continents ; alors ont paru les végétaux ; ensuite naquirent les animaux. Les travaux de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, d'Élie de Beaumont, de Darwin, de Boucher de Perthes, modifièrent sur certains points et complétèrent ces découvertes. Élie de Beaumont commença la carte géologique de la France. Il montra que notre sol se compose de *roches plutoniques et volcaniques* (Auvergne, Velay, Morvan) ; de *terrains cristallins* (Bretagne, Limousin, Manche) ; *paléozoïques* (Alpes, Pyrénées, Ardennes, Cotentin) ; *carbonifères* (Anzin, le Creusot, Saint-Étienne, Alais) ; *du trias et permiens* (Vosges) ; *jurassiques* (entre Moselle et Meuse, Franche-Comté, Bourgogne, Nivernais, Charente) ; *crétacés* (Champagne, Angoumois, Beauvaisis) ; *tertiaires* (vallées de la Somme, de la Seine, de la Loire centrale, de la Garonne) ; *modernes* (bords immédiats et embouchures des fleuves).

Résumé. — Tel était, dans cette première partie du dix-neuvième siècle, l'état des lettres, des sciences et des arts en Europe. Partout de grands poètes : l'Allemagne avait Gœthe, l'Angleterre Byron, la France Victor Hugo, Lamartine, Casimir

Delavigne et Béranger. Niebuhr, Ranke, Macaulay, Augustin Thierry, Guizot, Michelet, Thiers, renouvelaient ou allaient renouveler l'histoire. Walter Scott et Alfred de Vigny composaient leurs romans historiques. Schelling et Hégel donnaient à l'Allemagne une philosophie nouvelle. La Sorbonne voyait la jeunesse se presser autour des chaires de Villemain et de Cousin. Chaque jour c'était un nouveau livre, une nouvelle pièce; le théâtre était une arène où romantiques et classiques luttaient avec une ardeur fébrile. Et les sciences étaient à la même hauteur: physique, chimie, géologie étaient étudiées avec ardeur et succès. On avait trouvé les bateaux à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, *etc.* La parole biblique était accomplie: l'homme avait cueilli le fruit de l'arbre de la science. Mais il ne songeait pas pour cela à s'arrêter. La vieille devise du moyen âge semblait être celle du dix-neuvième siècle: *Plus oultre!* et, chercheur infatigable, le monde moderne poursuivait sur toutes les routes à la fois la réalisation de ses idées, la satisfaction de ses besoins, l'accomplissement de ses rêves et de ses aspirations.

CHAPITRE XXIII.

La France et l'Europe sous Charles X.

Charles X (1824-1830). État de la cour et de l'opinion publique. — Indemnité d'un milliard accordée aux émigrés. Loi du sacrilège. — Sacre de Charles X. Mort du général Foy. Projet de loi sur le rétablissement du droit d'aînesse. — Loi sur la presse. Protestation de l'Académie. — Dissolution de la garde nationale (1827). Chute du ministère Villèle (1828). — Ministère libéral Martignac (1828-1829).

Les sociétés secrètes en Russie et en Pologne. Leurs projets. — Renonciation du grand-duc Constantin au trône. Avènement de Nicolas. Insurrection du 26 décembre 1825.

Angleterre. Ministère de Canning. — Réformes économiques de Huskisson (1823-1830). — Ministère Wellington et Robert Peel. — État de l'Irlande. — O'Connel. Émancipation des Irlandais (1830). — Union douanière en Allemagne. — Dom Miguel en Portugal (1828-1832).

Charles X (1824-1830). État de la cour et de l'opinion publique. — « Charles X est monté sur le trône, Jacques II ressuscite. » (Lacretelle.) Pourtant l'avènement du nouveau

roi fut bien accueilli. « Point de hallebardes! » dit-il aux soldats qui voulaient écarter la foule lors de son entrée à Paris. Charles X ne manquait pas de bienveillance dans le caractère ; il était gracieux et montrait beaucoup d'abandon envers les siens. Malheureusement il n'allait être sur le trône que le chef couronné d'un parti ; attaché aux anciens émigrés, il ne pouvait manquer de heurter l'opinion publique, et il ne trouvait pas dans sa famille les conseils qui lui auraient été nécessaires pour le guider. Le duc d'Angoulême, qu'on appelait maintenant le Dauphin, fils du roi, n'avait ni l'intelligence ni l'affabilité nécessaires pour gagner l'opinion publique ; sa femme, la fille de Louis XVI, éloignait les cœurs par sa froideur ; la duchesse de Berry, mère du jeune duc de Bordeaux, montrait plus de vivacité et avait un abord plus facile, mais elle était étrangère et manquait de prudence. Seul, le duc d'Orléans était agréable à la classe moyenne ; mais il se tenait à l'écart et semblait attendre l'avenir.

Au moment où Charles X montait sur le trône, la lutte se trouvait vivement engagée en France entre les partis. M. de Villèle était au ministère, et il pouvait compter sur la majorité dans la chambre des députés, qui, aux termes de la dernière loi électorale, devait conserver le pouvoir pendant sept ans ; mais il avait à craindre, dans son propre parti, un certain nombre de personnages puissants qu'il avait mécontentés ou qui lui reprochaient son indécision sur quelques points : Chateaubriand, qu'il avait fait renvoyer du ministère ; ses amis, Hyde de Neuville et Agier ; d'autres, comme de Labourdonnaye ou Duplessis-Grénédan, partisans de l'ancien régime pur, ou bien encore les amis personnels du roi, le duc Mathieu de Montmorency, le duc de Rivière et le prince de Polignac, ambassadeur à Londres.

Si l'opposition libérale ne comptait dans la chambre des députés qu'un petit nombre de représentants, elle avait pour elle l'appui de la plus grande partie des Français, qui ne perdaient pas une occasion d'exprimer bruyamment leur sympathie pour les adversaires les plus connus de la cour. On venait d'apprendre que Lafayette avait été accueilli en triomphe aux États-Unis, qu'il n'avait pas visités depuis 1783. Benjamin Constant, Casimir Périer, le général Foy s'apprêtaient à continuer vigoureusement contre les adversaires du libéralisme la lutte qu'ils soutenaient depuis 1817. Paul-Louis Courier leur prêtait le secours de ses pamphlets, Béranger celui de ses chansons.

Indemnité d'un milliard accordée aux émigrés. Loi du sacrilège. — Dès les premiers jours du règne, le ministre de la guerre, duc de Clermont-Tonnerre, mit à la retraite cent cinquante généraux de la Révolution et de l'Empire. Une autre loi, bien plus grave, fut présentée quelques jours après : elle avait pour but d'accorder aux émigrés un milliard pour les indemniser de la perte de leurs biens vendus en leur absence pendant la Révolution. « Messieurs, s'écria en cette occasion le général Foy, il est dans ma nature de chercher des motifs généreux à la plupart des mouvements qui se font d'entraînement et d'enthousiasme ; mais les nations ont aussi l'instinct et le devoir de leur conservation : les nations veulent croire à leur éternité ! Toutes et toujours, aujourd'hui comme autrefois, elles ont combattu, elles combattent encore l'émigration ennemie des peines les plus terribles dont leurs codes soient armés. Ainsi le veut la loi de la nature, de la nécessité ; et si cette loi n'existait pas, il faudrait l'inventer au jour des calamités de la patrie ; et la nation qui dérogerait la première à ce principe de durée et de vie ne serait plus une nation, elle abdiquerait l'indépendance, elle accepterait l'ignominie, elle consommerait sur elle-même un détestable suicide ! » Malgré cette opposition, la loi fut votée par les deux chambres : 30,000,000 de rentes 3 p. 100 furent créées pour payer l'indemnité.

Une seconde loi suivit celle-ci : la loi du sacrilège. Elle punissait de mort le vol avec effraction dans les églises et la profanation des vases et objets sacrés. Combattue dans les deux chambres par Pasquier, de Chateaubriand, Royer-Collard, elle fut adoptée, mais avec un amendement qui rejetait la peine du parricide [1].

L'appui prêté par le roi aux anciens émigrés, le choix du duc de Rivière et de l'évêque de Strasbourg pour précepteurs du duc de Bordeaux, et d'autres mesures augmentèrent encore l'agitation soulevée par l'indemnité du milliard et la loi sur le sacrilège. Les journaux attaquèrent la marche du gouvernement avec plus de violence, et deux d'entre eux, *le Constitutionnel* et *le Courrier français*, traduits en justice, furent acquittés.

Sacre de Charles X. Mort du général Foy. Projet de loi sur le rétablissement du droit d'aînesse. — Le dernier roi de France sacré à Reims avait été Louis XVI. Charles X

1. Le parricide avait le poing coupé avant d'être décapité.

résolut d'aller chercher dans l'antique basilique la consécration religieuse pour la monarchie restaurée, et le 29 mai 1825 on vit au pied de l'autel le petit-fils de Louis XV, portant tous les insignes dont la tradition revêt les rois du moyen âge, avec le sceptre de saint Louis et la couronne de Charlemagne ; mais le sacre du roi n'arrêta pas l'essor irrésistible des esprits vers la liberté.

Les libéraux eurent, à la fin de cette année, une occasion solennelle où ils purent se compter. Un des représentants les plus brillants et les plus honorés de l'opposition parlementaire, le général Foy, mourut le 28 novembre 1825. Cent mille personnes suivirent son cercueil au Père-Lachaise, malgré une pluie violente. On lui éleva un monument national. Une souscription ouverte en faveur de ses enfants produisit bientôt un million.

Cependant le gouvernement continuait la lutte contre les principes au nom desquels s'était faite la Révolution française. Le code civil avait établi le partage des successions par portions égales entre tous les enfants légitimes, mais en laissant aux parents le droit de disposer, par testament, d'une moitié de leur fortune, quand ils n'ont qu'un enfant ; d'un tiers, s'ils en ont deux ; d'un quart, quel que soit le nombre de leurs enfants : on voulut en revenir en quelque sorte au droit d'aînesse. M. de Peyronnet présenta un projet aux termes duquel, dans les familles qui payeraient 300 francs d'impôts fonciers, la part dont la loi avait jusqu'ici accordé la disposition aux parents serait réunie à celle du fils aîné. La chambre des pairs rejeta ce projet, aux applaudissements du public.

Loi sur la presse. Protestation de l'Académie. — La liberté de la presse avait été l'arme principale de l'opposition dans sa lutte contre la réaction. M. de Peyronnet proposa aux deux chambres la loi suivante, qui fut appelée ironiquement *loi d'amour et de justice :* tous les écrits de vingt feuilles et au-dessous devaient être déposés, les uns cinq jours et les autres dix avant la publication. A défaut de cette formalité, l'édition était supprimée et l'éditeur condamné à 3,000 francs d'amende. Les imprimeurs étaient déclarés responsables de tous les livres qui sortaient de leurs presses. Les propriétaires de journaux, eux aussi, étaient responsables ; ils ne pouvaient pas être plus de cinq pour un même journal. Le cautionnement, les amendes et la prison étaient considérablement élevés et multipliés. Les écrits de cinq feuilles et au-dessous étaient assu-

jettis au timbre. Toute société formée antérieurement pour la publication d'un journal, et non conforme à ces dispositions, devait être dissoute. Ces mesures équivalaient à supprimer la presse et interdire l'imprimerie.

L'opinion publique se prononça vigoureusement contre cette loi nouvelle. L'Académie française adressa au roi, contre le projet de loi, une supplique rédigée par Chateaubriand, Villemain, Lacretelle ; Villemain fut destitué de sa place de maître des requêtes, Lacretelle perdit le titre d'examinateur des ouvrages dramatiques, Michaud celui de lecteur du roi. Le 14 février, la loi fut attaquée à la chambre des députés par Royer-Collard. « Dans la pensée intime de la loi, dit-il, il y a eu de l'imprévoyance, au grand jour de la création, à laisser l'homme s'échapper libre et intelligent au milieu de l'univers : de là sont sortis le mal et l'erreur. Une plus haute sagesse vient réparer la faute de la Providence, restreindre sa libéralité imprudente et rendre à l'humanité, sagement mutilée, le service de l'élever enfin à l'heureuse innocence des brutes... Une loi de suspects largement conçue, qui mettrait la France en prison, sous la garde du ministère, cette loi ne serait qu'une conséquence exacte et une application judicieuse du principe, et, comparée à la loi de la presse, elle aurait l'avantage de faire aussi des retranchements dans la liberté de se mouvoir, d'aller et venir, dans toutes les libertés. Le ministère, en la présentant, pourrait dire avec bien plus d'autorité : Le mal produit cent fois plus de mal que le bien ne produit de bien ; l'auteur des choses a cru autrefois le contraire : il s'est trompé. » Malgré cette protestation éloquente, la loi fut votée par la chambre des députés ; mais la chambre des pairs, en présence des manifestations de l'opinion publique, la repoussa.

L'irritation publique croissait. Un des pairs les plus illustres, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, avait déplu à la cour par quelques votes opposants. « M. de Corbière, dit un historien, le destitua en un seul jour de dix-sept places gratuites, de dix-sept présidences, qui rappelaient autant de bienfaits auxquels il avait concouru, tels que les comités de vaccine, les caisses d'épargne, l'école des arts et métiers de Châlons. » M. de La Rochefoucauld, âgé de quatre-vingt-quatre ans, mourut quelque temps après. Des jeunes gens de l'école de Châlons voulurent porter son cercueil sur leurs épaules ; la police s'y opposa. Un conflit s'engagea, le cercueil fut brisé et les insignes de la pairie traînés dans la boue.

Dissolution de la garde nationale (1827). **Chute du ministère Villèle** (1828). — Le 29 avril suivant, le roi passa en revue la garde nationale de Paris au Champ de Mars. Charles X fut reçu aux cris de *vive le roi !* mais aussi de *vive la charte ! vive la liberté de la presse ! à bas les ministres !* « Je suis venu ici, dit-il, pour recevoir des hommages et non des leçons. » Au retour, les gardes nationaux crièrent dans les rues : *à bas les ministres ! à bas Villèle !* Charles X irrité licencia la garde nationale : dès lors la bourgeoisie lui fut opposée. Deux mois après, le 24 juin, la censure fut rétablie.

M. de Villèle avait contre lui la chambre des pairs, attachée aux principes de la charte ; la majorité lui appartenait encore dans celle des députés. Afin d'assurer complètement son triomphe, il fit créer par le roi 76 nouveaux pairs, et la chambre des députés fut dissoute le 5 novembre 1827. M. de Villèle avait commis une grande imprudence. Toutes les nuances de l'opposition se réunirent contre lui, Labourdonnaye et Duplessis-Grénédan aussi bien que Lafayette et Dupont (de l'Eure). La société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, fut formée par les libéraux. Sur 428 députés élus à la nouvelle chambre, M. de Villèle ne pouvait compter que 125 partisans. Un ministre, M. de Peyronnet, avait échoué dans deux collèges. Au contraire, Royer-Collard fut nommé dans sept collèges à la fois (18 novembre). Le 19, il y eut dans les rues collision entre la troupe et la population ; des coups de fusil furent tirés, le sang coula. M. de Villèle ne pouvait pas rester au ministère : son impopularité était au comble. Il n'en persistait pas moins à garder le pouvoir[1].

Il fallut bien cependant qu'il se résignât. Il quitta le ministère le 5 janvier 1828, et Charles X dut accepter un ministère libéral, dont M. de Martignac fut le président[2].

Ministère libéral Martignac (1828-1829). — Les nouveaux ministres furent MM. de Martignac, Portalis, Rey, de Caux, de Vatimesnil, de La Ferronnais, de Saint-Cricq, Hyde de Neuville

1. Barthélemy et Méry s'écriaient dans une satire :

Si l'astre de sinistre allure
Qu'Arago voit sur l'horizon,
Par un jeu de sa chevelure,
Changeait notre globe en tison,
Villèle, incrusté sur sa place,
Serait l'homme juste qu'Horace
Nous peint si calme dans ses vers,
Et, narguant la comète errante,
Il coterait encor la rente
Sur les débris de l'univers.

2. Pour la bataille de Navarin et la part prise par la France à l'affranchissement de la Grèce, voir plus haut le chapitre XXI.

et Feutrier, évêque de Beauvais. « Vous savez, messieurs, leur dit Charles X la première fois qu'ils s'assemblèrent, que je ne me suis pas volontairement séparé de M. de Villèle ; son système est le mien, et j'espère que vous vous y conformerez de votre mieux. » La position des nouveaux ministres allait donc se trouver difficile, entre le roi, qui leur reprochait de faire trop de concessions, et l'opposition, qui leur reprochait de n'en pas faire assez.

La chambre des députés, désormais présidée par Royer-Collard, manifesta dès les premières séances son opposition, et s'exprima ainsi en parlant de la chute du cabinet Villèle : « Les plaintes de la France ont repoussé le système déplorable qui a rendu illusoires les promesses de Votre Majesté. »

M. de Martignac proposa, en arrivant au ministère, une loi destinée à prévenir et à rendre impossibles les fraudes électorales. Dorénavant un mois devait s'écouler entre la convocation des électeurs et l'ouverture des collèges, afin que chacun, s'il y avait lieu, pût présenter ses réclamations. La liste des électeurs devait être revisée tous les ans et affichée le 15 août dans chaque commune ; elle ne devait être close que le 12 octobre, pour que les intéressés eussent le temps d'obtenir, en cas d'erreur, leur inscription. Après cette loi en vint une seconde qui abolissait la censure, l'autorisation préalable, les procès de tendance, et abaissait le chiffre du cautionnement.

Charles X avait vu ces mesures libérales avec un vif déplaisir. Il consentit pourtant à contresigner encore deux ordonnances proposées par M. Portalis et l'évêque de Beauvais, dans la crainte de voir ses ministres lui donner tous ensemble leur démission. La première soumettait « au régime de l'université plusieurs établissements connus sous le nom d'*écoles secondaires ecclésiastiques*, et dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée [1] ». Cette mesure atteignait les jésuites. La seconde, qui émanait du ministère des cultes, limitait à vingt mille le nombre des élèves qui pouvaient être reçus dans les petits séminaires et enlevait à ces établissements la faculté de recevoir des externes (16 juin 1828).

1. C'était le décret du 3 messidor an XII qui avait réglé la situation des ordres monastiques en France. En voici le texte :

Décret du 3 messidor an XII.

« Art. 1er. A compter de ce jour, l'association connue sous le nom de « Pères de la Foi, d'adorateurs de Jésus, actuellement établie à Belley, à « Amiens et dans quelques autres villes de l'Empire, sera dissoute.

Le clergé résista pendant longtemps à ces ordonnances. La plupart des évêques finirent par céder, quand le pape Léon XII, dans une bulle, le leur eut recommandé. Mais il y en eut qui, même après l'assentiment du pontife, persistèrent dans leur opposition, entre autres le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse.

Ainsi les ministres n'étaient pas soutenus par Charles X ; ils avaient contre eux le clergé et les royalistes purs. Bientôt l'opposition libérale elle-même les abandonna. Deux projets de loi qui avaient pour but de donner aux électeurs les plus imposés la nomination des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des maires et conseillers municipaux, furent rejetés par le parti royaliste comme révolutionnaires, par l'opposition comme trop peu libéraux. M. de Martignac n'avait plus d'appui dans la chambre : il tomba du pouvoir le 8 août 1829. La Restauration ne devait plus vivre qu'un an.

Les sociétés secrètes en Russie et en Pologne. Leurs projets. — Vers l'époque où commençait le règne de Charles X, une révolution était tentée en Russie. De leurs longues campagnes en Allemagne et en France la plupart des jeunes officiers russes avaient rapporté des idées nouvelles de réforme et de progrès. D'abord ce fut parmi eux un vague besoin de liberté ; puis leurs désirs se précisèrent. Des associations secrètes se formèrent pour obtenir des réformes. A Moscou, le colonel Pestel organisa l'*Union du salut* ou *des Vrais et fidèles enfants de la patrie*. Le général Michel Orlof, les comtes Mamonof et Tourguenief, créèrent la *Société des chevaliers russes*. Le colonel Serge Mourawief-Apostol, les princes Troubetskoï, Ryleïef et Eugène Obolenski, le sous-lieutenant Bestouchef, furent successivement affiliés. Les sociétés secrètes russes se mirent en relations avec les mécontents polonais. Les *Slaves unis* for-

« Seront pareillement dissoutes toutes autres associations formées sous « prétexte de religion et non autorisées.

« Art. 2. Les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans « lequel on se lie par des vœux perpétuels continueront à être exécutées selon « leur forme et teneur.

« Art. 3. Aucune agrégation ou association d'hommes ou de femmes ne « pourra se former à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait « été formellement autorisée par un décret impérial sur le vu des statuts et « règlements selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette association.

« Art. 4. Néanmoins les agrégations connues sous les noms de Sœurs de la « Charité, de Sœurs Hospitalières, de Sœurs de Saint-Thomas, de Sœurs de « Saint-Charles, continueront d'exister, sous réserve de vérification de leurs « statuts dans le délai de six mois. »

mèrent le projet de grouper par un lien fédératif et sous un régime républicain les huit contrées slaves suivantes, dont les noms étaient inscrits sur un sceau octogone : Russie, Pologne, Bohême, Moravie, Dalmatie, Hongrie, Transylvanie, États du Danube.

Voici quel était le programme que s'étaient proposé les conjurés russes : établir un gouvernement provisoire qui ordonnerait dans chaque province la nomination d'une assemblée chargée d'élire des députés ; former le pouvoir législatif de deux chambres, dont l'une serait composée de membres à vie ; faire gouverner les provinces par des législatures locales ; organiser la garde nationale ; proclamer indépendantes les universités de Moscou, Dorpat et Vilna.

Pour renverser le gouvernement actuel, les conjurés avaient d'abord songé à tuer l'empereur Alexandre dans une revue ; mais ce projet n'eut pas de suite. La mort d'Alexandre vint sur ces entrefaites leur fournir l'occasion attendue pour agir.

Renonciation du grand-duc Constantin au trône. Avènement de Nicolas. Insurrection du 26 décembre 1825. — Les droits du sang appelaient le grand-duc Constantin, vice-roi de Pologne, à succéder à son frère, et immédiatement les habitants de la capitale lui prêtèrent serment de fidélité. Mais Constantin avait épousé une Polonaise et ne voulait pas quitter Varsovie ; les soucis du pouvoir suprême l'effrayaient. Il renonça donc à tous ses droits en faveur de son frère Nicolas, qui dès lors devenait empereur. Les conjurés résolurent de soulever les troupes en leur faisant croire que Constantin n'avait pas abdiqué, et que Nicolas voulait usurper le trône. Ryleïef, Obolenski, Troubetskoï, les trois frères Bestouchef, devaient donner le signal de l'insurrection. Ils étaient pleins d'enthousiasme : « Nous mourrons s'il le faut, disait l'un d'eux, mais avec quelle gloire ! »

Le 26 décembre 1825 au matin, Arbouzof et Nicolas Bestouchef soulevèrent les matelots, qui refusèrent de prêter serment à Nicolas. Plusieurs sont arrêtés. Alors Nicolas Bestouchef les entraîne hors de leurs casernes : « Soldats, s'était-il écrié, entendez-vous ces décharges ? Ce sont vos frères que l'on massacre ! » Michel et Alexandre Bestouchef avaient aussi entraîné le régiment de Moscou. « On nous trompe, disaient-ils aux soldats, en exigeant de nous ce serment : le grand-duc Constantin n'a point renoncé à la couronne ; il est dans les fers, ainsi que le grand-duc Michel, chef de notre régiment... L'empereur

Constantin augmentera votre solde. Main basse sur tous ceux qui ne lui resteront pas fidèles. » Un combat furieux s'engagea entre les partisans de Nicolas et les insurgés. Les cris de « Vive Constantin ! Vive la liberté ! » étaient poussés par ces derniers. Le général Miloradowitch, gouverneur de Saint-Pétersbourg, fut tué d'un coup de pistolet. Cernés au milieu d'une place immense, les insurgés furent, dans la soirée du même jour, exterminés à coups de canon.

L'insurrection ne réussit pas mieux à Moscou. Pestel fut arrêté : « Ne craignez rien, avait-il dit au prince Serge Volkonski ; sauvez seulement mon code russe ; pour ma part, je ne ferai aucune révélation. » Serge Mourawief voulut soulever le régiment de Tchernigow ; il fut blessé et pris. Les cinq chefs de la conjuration, Ryleïef, Pestel, Kakhowski, Serge Mourawief-Apostol et Bestouchef-Rumine, furent condamnés à mort et pendus ; tous les autres furent exilés en Sibérie. La princesse Troubetskoï obtint la permission de suivre son mari ; jeune, belle, elle renonça à toutes les espérances que la vie pouvait lui offrir, pour accompagner au milieu des glaces du Nord le malheureux condamné. Pendant que, enchaînés deux à deux, ceux qui avaient survécu partaient pour les mines sous la garde des cosaques, les cadavres des autres conjurés étaient suspendus au gibet. Nicolas n'avait plus désormais d'adversaires : il était sans contestation empereur. Il allait à l'intérieur réprimer toute tentative de réforme, tout désir de changements, et menacer à l'extérieur l'indépendance des nations occidentales, jusqu'au jour où, écrasé sous leur ligue, il devait reconnaître son impuissance et en mourir.

Angleterre. Ministère de Canning. — Pendant que les principes de la Sainte-Alliance triomphaient sur le continent, les idées nouvelles gagnaient chaque jour du terrain en Angleterre. Lord Castlereagh, le chef des tories et de l'aristocratie, s'était, comme on l'a vu, suicidé la veille du jour où il devait partir pour aller représenter l'Angleterre au congrès de Vérone. Des ministres libéraux lui succédèrent, parmi lesquels figuraient Georges Canning et Huskisson. Canning, ministre des affaires étrangères, fut un des défenseurs de l'indépendance de la Grèce. En voyage à Paris, il écrivait à un grand personnage français : « Venez ce soir, nous parlerons grec. » Il fit reconnaître par l'Angleterre l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique. Pendant que les Autrichiens détruisaient les con-

stitutions de Naples et de Turin, les Français celle d'Espagne, il proclama hautement le principe de non-intervention, c'est-à-dire le droit qu'ont les nations de régler elles-mêmes leurs destinées, sans que les étrangers puissent venir se mêler malgré elles de leurs affaires intérieures. Malheureusement il réunit contre lui les partis extrêmes : les tories, qui se refusaient à la moindre concession ; les radicaux, qui trouvaient ses réformes insuffisantes. Ne voulant que le bien, et persuadé de la vérité des principes auxquels il avait consacré sa vie, il lutta courageusement contre ses nombreux adversaires. *Liberté civile et religieuse dans tous les pays du monde*, tel était le programme à la réalisation duquel il travaillait. En 1827, à la mort de lord Liverpool, il devint premier ministre. Mais il finit par succomber, épuisé de travail et fatigué par la lutte, le 8 août 1827, regretté par les hommes libéraux de tous les pays.

Réformes économiques de Huskisson (1823-1830). — Un de ses collègues dans le ministère, Huskisson, avait associé ses efforts aux siens. Disciple d'Adam Smith, Huskisson, comme ce célèbre économiste, était partisan de la liberté du travail et du commerce, du *libre échange*. Depuis deux cents ans le fameux *acte de navigation*, voté en 1651 par le long parlement, était devenu une loi pour l'Angleterre. Aux termes de cet acte, les navires étrangers ne pouvaient importer en Angleterre que les produits des pays dont ils portaient le pavillon ; le commerce des colonies était réservé exclusivement aux vaisseaux anglais. On a vu aussi qu'après 1815 les grands propriétaires anglais, en majorité dans le parti des tories et dans le parlement, avaient fait voter des lois prohibitives, afin de débarrasser l'agriculture anglaise de la concurrence des céréales étrangères. Favorables aux possesseurs du sol, ces lois, en maintenant les objets de consommation à de très hauts prix, contribuaient à entretenir la misère des classes pauvres. Huskisson les combattit. Ministre en 1823, il fit abolir l'impôt du sel, ceux du café, du tabac et des épices. Il assimila, sous le rapport commercial, l'Irlande à l'Angleterre. Il fit voter une loi qui, établissant une échelle mobile, diminuait les droits sur l'importation des grains quand la récolte était mauvaise en Angleterre et les augmentait quand elle était bonne. Il remplaça les prohibitions absolues par des droits de douane. Les vaisseaux de toutes les nations purent débarquer dans le Royaume-Uni les produits de tous les pays sans payer des droits plus considérables que ceux auxquels étaient assujettis les navires anglais eux-mêmes.

Ces réformes, loin d'être défavorables au commerce anglais, lui donnèrent une nouvelle impulsion. Huskisson devait périr dans un accident de chemin de fer, le 15 septembre 1830.

Ministère Wellington et Robert Peel. — La mort de Canning amena aux affaires un nouveau ministère, dont sir Robert Peel faisait partie, et dont lord Wellington était le chef. Wellington était, depuis Waterloo, considéré comme le principal chef des tories et le représentant des principes de la Sainte-Alliance. Homme intelligent, mais froid, inflexible, flegmatique, Wellington s'inquiétait peu de la haine que son opposition aux whigs et aux réformes libérales soulevait contre lui. On citait de lui un trait d'excentricité bizarre. Dans une émeute, la foule brisa à coups de pierres toutes les vitres de son hôtel ; Wellington n'en parut pas ému et se contenta de faire remplacer les vitres cassées par des vitres en fer-blanc. Toutefois, lorsqu'il était nécessaire de céder, il savait le faire à temps : on le vit bien dans les affaires d'Irlande.

État de l'Irlande. — Jamais peuple n'avait été aussi malheureux que les Irlandais depuis leur soulèvement de 1640 contre la domination anglaise et les massacres qui en avaient été la suite. Après la victoire de Cromwell (1650), tous les Irlandais avaient été expropriés. Jusqu'en 1788, aucun indigène ne put posséder de terres. Ils étaient réduits à cultiver comme fermiers, pour les grands propriétaires anglais et protestants et moyennant un salaire dérisoire, les domaines dont leurs ancêtres catholiques avaient été dépossédés. La population de l'Irlande s'élevait à 7,000,000 d'habitants. Sur ces 7,000,000 il y avait 5,750,000 catholiques qui, victimes de leur fidélité à la foi de leurs pères, ne possédaient rien, n'étaient ni électeurs ni éligibles, ne pouvaient être ni magistrats, ni médecins, ni avocats, ni professeurs, ni officiers, ni pharmaciens ; ils n'étaient pas même admis à témoigner en justice. Presque tous étaient pauvres, réduits à vivre de pommes de terre, méprisés par les Anglais et exposés de la part du pouvoir à des vexations de toute sorte. 1,200,000 protestants, pour la plupart Anglais, possédaient à peu près toutes les terres de l'île, pouvaient seuls aspirer aux charges, aux honneurs, jouissaient seuls de tous les droits civils et politiques. Une si choquante inégalité avait déjà amené en Irlande, particulièrement pendant la Révolution française, bien des soulèvements infructueux. Mais ce n'était pas aux *white boys*, aux enfants blancs, qu'il était réservé de délivrer leur pays.

O'Connell. Émancipation des Irlandais (1830). — C'était un catholique irlandais, Daniel O'Connell, qui devait émanciper ses concitoyens. Le grand agitateur avait commencé depuis plusieurs années déjà sa brillante carrière. Homme intelligent et actif, orateur passionné, il soulevait par son éloquence imagée l'enthousiasme de ses compatriotes. De village en village, de ville en ville, on le voyait, descendant dans les cabanes, parlant sur les places publiques ou au milieu des champs, aux catholiques rassemblés autour de lui dans d'immenses meetings, de liberté, d'égalité, de droit, de justice, d'émancipation. Sans se laisser rebuter par les obstacles, il fonda l'*association catholique* en 1823. Dès lors chaque Irlandais donna deux sous tous les mois afin que la cause de l'indépendance pût avoir une caisse et des revenus. Traduit plusieurs fois en justice comme perturbateur, il fut toujours acquitté. En 1826, il fut élu membre du Parlement, mais refusa de prêter le serment du test (contre la transubstantiation) et ne put siéger. Tout le parti libéral en Angleterre favorisa bientôt O'Connell de ses vœux. Quatre fois adopté par la chambre des communes, un bill pour l'émancipation des catholiques avait été quatre fois rejeté par la chambre haute (1821, 1824, 1825, 1827). Le ministre Wellington était contraire à la réforme.

Mais l'agitation sans cesse croissante de l'Irlande effraya le gouvernement; on ne pouvait sans un grand péril prolonger davantage la résistance. Lord Wellington et sir Robert Peel proposèrent eux-mêmes le bill d'émancipation aux deux chambres. Il fut adopté par les communes le 30 mars, par les lords le 10 avril 1829. Dès lors les catholiques devinrent citoyens ; ils furent électeurs et éligibles, à condition de prêter serment de fidélité au roi et de promettre qu'ils s'abstiendraient de toute tentative hostile contre l'Église anglicane. Un an après ce grand acte de réparation et de justice, le roi Georges IV mourut, laissant la couronne à son frère Guillaume IV (26 juin 1830).

Union douanière en Allemagne. — Huskisson, en Angleterre, avait défendu les principes de la liberté du commerce ; elle recevait à la même époque en Allemagne un hommage éclatant. Divisé en un nombre infini de petites principautés, ce pays portait la peine de son morcellement excessif. On ne pouvait pas faire dix lieues sans passer d'un État dans un autre. A chaque frontière on rencontrait une ligne de douanes, des prohibitions, des droits d'entrée à payer, des retards, des entraves pour le commerce, des règlements bizarres et gênants

à subir. Dès 1819 des pétitions demandèrent à la Diète l'abolition des lignes de douanes qui séparaient les États allemands. La Prusse avait, l'année précédente, supprimé les douanes intérieures dans toutes ses provinces. Son exemple fut suivi : les principautés de Schwartzbourg, les deux Hesses, les duchés de Saxe, s'unirent avec la Prusse pour former l'association du *Zollverein*. Désormais les douanes étaient supprimées entre tous les États qui en faisaient partie ; les droits d'entrée furent perçus en commun sur les limites des pays placés dans le Zollverein et de ceux qui étaient restés en dehors ; ils furent partagés entre les États associés proportionnellement à la population de chacun d'eux. Une autre association du même genre fut formée par le Wurtemberg, la Bavière, le Hanovre, le grand-duché de Bade, *etc.* Les excellents résultats de cette double ligue amenèrent peu à peu tous les petits États de l'Allemagne à s'y agréger. L'union des deux associations constitua définitivement le Zollverein en 1833.

Dom Miguel en Portugal. (1828-1832). — Nous avons vu (chap. XIX) les tentatives faites par dom Miguel, fils cadet du roi de Portugal Jean VI, pour s'emparer du pouvoir du vivant même de son père. Jean VI mourut le 10 mai 1826. Le trône revenait à son fils aîné dom Pedro, empereur du Brésil depuis quatre ans. Dom Pedro, pour ne pas alarmer les Brésiliens, renonça, en faveur de sa fille dona Maria, à ses droits au trône de Portugal et dota ce pays d'une constitution qui accordait le pouvoir législatif à deux chambres, l'une élective, l'autre à la nomination du gouvernement.

Malheureusement dom Miguel, prince ambitieux et cruel, favorisé par sa mère, la veuve de Jean VI, avait formé le projet de s'emparer du pouvoir. Nommé régent par dom Pedro, et chargé de gouverner pendant la minorité de dona Maria, il se mit en relations avec le roi d'Espagne Ferdinand VII, s'appuya sur le parti réactionnaire, et, quand il se crut assez fort, il viola la constitution, détrôna sa pupille et se fit proclamer roi absolu en juin 1828. Les efforts des constitutionnels, commandés par Saldanha et Villaflor, échouèrent ; ils furent proscrits. Afin de dompter toute résistance, dom Miguel eut recours à des cruautés affreuses. Des milliers de personnes, vingt-huit mille en une seule année, furent jetées en prison ; le nombre des exilés fut bien plus grand encore. Des échafauds se dressèrent dans toutes les villes du Portugal.Ce malheureux pays devait être soumis à ce régime pendant quatre ans.

CHAPITRE XXIV.

Révolution de juillet 1830.

Ministère Polignac (9 août 1829). — Adresse des 221 (18 mars 1830). Dissolution de la chambre des députés. — Prise d'Alger (4 juillet). —Les ordonnances (26 juillet). Protestation des journalistes.

Les trois jours : Première journée (27 juillet). La résistance s'organise. L'agitation s'étend. — Deuxième journée (28 juillet). Insurrection générale. Le maréchal Marmont et les députés. — Troisième journée (29 juillet). Prise du Louvre par le peuple. Nomination d'une commission provisoire. — Retraite des troupes. Charles X retire les ordonnances.

Le duc d'Orléans. Proclamation en sa faveur. — Il est nommé lieutenant général du royaume. — Le duc d'Orléans à l'hôtel de ville. — Charles X à Saint-Cloud. Il abdique en faveur du duc de Bordeaux. — Louis-Philippe proclamé roi des Français par la chambre des députés. — Charles X à Rambouillet. Marche des Parisiens sur cette ville (3 août). Embarquement du roi à Cherbourg.

Résultats généraux des quinze années de la Restauration. Extension donnée au régime constitutionnel. — Prospérité financière et commerciale ; institution des caisses d'épargne ; délivrance de la Grèce ; destruction de la piraterie. — Mouvement des esprits ; résistance du gouvernement et sa chute.

Ministère Polignac (9 août 1829). — La chute du ministère Martignac fut le signal d'une lutte décisive entre la Restauration et l'opinion libérale. Les nouveaux ministres furent MM. de Polignac, aux affaires étrangères ; de Bourmont, à la guerre ; de Labourdonnaye, à l'intérieur ; de Courvoisier, à la justice ; de Chabrol aux finances ; d'Haussez, à la marine ; de Montbel, à l'instruction publique. Ces choix étaient malheureux. M. de Polignac, ami personnel du roi et ancien émigré, était impopulaire et imprudent ; M. de Labourdonnaye s'était signalé comme l'un des membres les plus violents de la chambre introuvable ; Bourmont avait passé aux Prussiens deux jours avant la bataille de Waterloo. Deux mois après, M. de Labourdonnaye fut remplacé par M. de Guernon-Ranville. Ennemis déclarés de la révolution française, ces hommes voulaient combattre et espéraient vaincre l'opposition libérale au besoin par la force ouverte. Alliés de la Russie, ils espéraient que l'empereur Nicolas, en échange de la conquête de Constantinople consentie par la France, leur donnerait la frontière du Rhin ; et cette acquisi-

tion, pensaient-ils, leur vaudrait la popularité nécessaire pour accomplir sans danger un coup d'État.

Adresse des 221 (18 mars 1830). **Dissolution de la chambre des députés.** — Le 2 mars 1830, Charles X ouvrit la session parlementaire. « Je ne doute point, dit-il aux chambres, de votre concours pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez avec mépris les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager. Si de coupables manœuvres suscitaient à mon pouvoir des obstacles que je ne dois pas, que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leurs rois. » A ces paroles menaçantes, la chambre des députés répondit, le 18 mars, par une adresse que 221 membres votèrent : « La charte, disait-elle, a fait du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement, nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. »

Le lendemain, une ordonnance renvoya les chambres et les prorogea au 3 septembre. Le 16 mai suivant, le ministère alla plus loin : la chambre des députés fut dissoute. Et cependant ces représentants que Charles X renvoyait étaient pour la plupart attachés aussi fidèlement à la monarchie restaurée qu'à la charte ; ce qu'ils demandaient, c'était le maintien du régime constitutionnel. Quelques-uns à peine, en relations avec le duc d'Orléans, rêvaient, dans la prévision d'une révolution, la substitution de la branche cadette des Bourbons à la branche aînée.

Prise d'Alger (4 juillet). — D'ailleurs, la Restauration remportait à ce moment-là même un grand triomphe militaire. Le gouvernement était depuis longtemps en différend avec le dey d'Alger, Hussein. Celui-ci réclamait le payement de fournitures de grains faites à la France, sous le consulat et l'empire, par les négociants algériens Bacri et Busnach. Aux termes d'une transaction conclue le 28 octobre 1819, la créance avait été fixée à 7 millions, qui devaient être payés par douzièmes à partir du 1er mars 1820, déduction faite des sommes que les sieurs Bacri et Busnach devaient eux-mêmes à des commerçants français. Le dey, qui était créancier personnel de ces deux marchands, se plaignit vivement que les payements fussent faits entre leurs mains, et non dans les siennes. Il écrivit à Charles X sans obtenir de réponse. Le consul de France, M. Deval, étant

venu à son palais lors des fêtes du Beïram de 1827 pour demander la restitution de deux navires romains capturés par les corsaires d'Alger, une scène fort vive eut lieu publiquement, et Hussein, dans un accès de colère, frappa le consul d'un coup d'éventail au visage.

Le gouvernement demanda vainement satisfaction. Ni le dey ni la Sublime Porte, dont il était le vassal, ne voulurent rien entendre. Les pêcheries françaises de la Calle furent ravagées. Un vaisseau envoyé en parlementaire dans le port d'Alger fut accueilli à coups de canon. On résolut de tirer de ces outrages une vengeance éclatante. L'Angleterre s'alarmait à la perspective de voir les Français s'emparer, dans le nord de l'Afrique, d'une position maritime formidable. Elle exprima ces craintes dans une note adressée au gouvernement français. Celui-ci répondit avec fermeté. « Le roi, disait la dépêche, a adopté pour but et pour prix de ses efforts la destruction définitive de la piraterie, l'abolition absolue de l'esclavage des chrétiens, l'abolition du tribut que les puissances chrétiennes payent à la régence. »

Le 25 mai, le général Bourmont et le vice-amiral Duperré partirent de Toulon. La flotte comptait 103 bâtiments de guerre, montés par 27,000 marins, 377 bâtiments de transport et 225 radeaux; l'armée de terre s'élevait à 37,000 hommes, formant trois divisions sous les ordres des généraux Berthezène, Loverdo et d'Escars. Le débarquement eut lieu le 14 juin dans la presqu'île de Sidi-Ferruch, à l'ouest d'Alger. Le 19, l'armée gagna la bataille de Staouëli. Le *fort de l'Empereur*, qui défendait Alger, sauta le 4 juillet, et la ville capitula le lendemain. Cette nouvelle remplit de joie le gouvernement. M. de Bourmont fut nommé maréchal de France; le vice-amiral Duperré entra à la chambre des pairs.

Les ordonnances (26 juillet). **Protestation des journalistes.** — Mais Charles X s'aveugla sur la portée de ce succès. Appelée à élire une chambre des députés, la France nomma une seconde fois les 221, et, avec eux, 49 nouveaux opposants. Le ministère était vaincu sur le terrain de la légalité; il résolut d'avoir recours à d'autres moyens. L'article 14 de la charte accordait au roi le pouvoir de « faire des ordonnances pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État ». A l'aide de cet article, on essaya de tenter un coup d'État. Le 25 juillet, tous les ministres signèrent quatre *ordonnances*, qui parurent au *Moniteur officiel* le 26 au matin; elles étaient précédées d'un rapport de M. de Chantelauze au roi.

La première suspendait la liberté de la presse périodique et soumettait les journaux à l'autorisation préalable;

La seconde dissolvait la chambre des députés;

La troisième changeait le système électoral, en enlevant aux *patentés* la qualité d'électeurs;

La quatrième convoquait les collèges électoraux pour le 13 septembre suivant.

A la lecture des ordonnances, la population de Paris fut d'abord frappée de stupeur. « Un bonnet à poil placé sur le clocher de Notre-Dame, avait dit M. de Polignac, suffira pour contenir la bourgeoisie. » Ce mot se répandit et irrita la population. Le président du conseil avait trop compté sur la timidité des Parisiens. Une grande réunion de députés et de journalistes décida qu'on ne tiendrait pas compte des ordonnances. Thiers, Châtelain et Cauchois-Lemaire furent chargés de rédiger une protestation. En voici les passages les plus saillants :

« On a souvent annoncé depuis six mois que les lois seraient violées, qu'un coup d'État serait frappé; le bon sens public se refusait à le croire. Le ministère repoussait cette supposition comme une calomnie. Cependant *le Moniteur* a publié enfin ces mémorables ordonnances, qui sont la plus éclatante violation des lois. Le régime légal est donc interrompu ; celui de la force est commencé.

« Dans la situation où nous sommes placés, l'obéissance cesse d'être un devoir. Les citoyens appelés les premiers à obéir sont les écrivains des journaux; ils doivent les premiers donner l'exemple de la résistance à l'autorité qui s'est dépouillée du caractère de la loi. Les raisons sur lesquelles ils s'appuient sont telles qu'il suffit de les énoncer.

« Les matières que règlent les ordonnances publiées aujourd'hui sont de celles sur lesquelles l'autorité royale ne peut, d'après la charte, prononcer toute seule. La charte, art. 8, dit que les Français, en matière de presse, sont tenus de se conformer *aux lois;* elle ne dit pas *aux ordonnances.* La charte, art. 35, dit que l'organisation des collèges électoraux sera réglée par *les lois;* elle ne dit pas *les ordonnances*...

« Aujourd'hui donc, le gouvernement a violé la légalité : nous sommes dispensés d'obéir. Nous essayerons de publier nos feuilles sans demander l'autorisation qui nous est imposée; nous ferons nos efforts pour qu'aujourd'hui, au moins, elles puissent arriver à toute la France. Voilà ce que notre devoir de citoyens nous impose, et nous le remplissons....

« Le gouvernement a perdu aujourd'hui le caractère de légalité qui commande l'obéissance. Nous lui résistons pour ce qui nous concerne. C'est à la France à juger jusqu'où doit s'étendre sa propre résistance. »

Parmi les signataires de ce manifeste on remarquait Thiers, Mignet, Armand Carrel, Dubochet, du *National;* Pierre Leroux et Charles de Rémusat, du *Globe;* Cauchois-Lemaire, du *Constitutionnel;* Sarrans jeune, du *Courrier des électeurs;* Avenel, de Jussieu, Châtelain, du *Courrier français;* Coste et Baude, du *Temps.*

En même temps, le tribunal de première instance, présidé par M. Debelleyme, rendait, sur la demande du *Temps*, du *Journal du Commerce* et du *Journal de Paris*, un jugement par lequel il ordonnait, vu l'état de la législation, que le numéro du jour serait composé et imprimé par les imprimeurs de ces journaux. Arago, qui faisait à l'Institut ce jour-là l'éloge de Fresnel, mêla à son discours d'ardentes allusions qui furent applaudies avec enthousiasme. A la Bourse, la rente 3 pour 100 descendit subitement de 78 à 72. Dans les cafés, sur les places, dans les rues, on lisait les journaux à haute voix ; on entendait des menaces, des cris de joie ou de colère. Tout annonçait qu'une révolution allait commencer.

Les trois jours : première journée (27 juillet). **La résistance s'organise. L'agitation s'étend.** — Le 27, au matin, trois journaux, *le Globe*, *le National*, *le Temps*, qui avaient refusé de se soumettre aux ordonnances, furent distribués avec profusion. Les places se couvrirent de bourgeois, ensuite d'étudiants, d'anciens soldats de l'empire et d'ouvriers, qui criaient : *Vive la charte!* L'attitude du peuple était menaçante, et cependant la cour n'avait à Paris que 12,000 soldats, sur lesquels elle ne pouvait pas même compter, et pour les commander le maréchal Marmont, duc de Raguse, dont le nom seul rappelait les plus tristes souvenirs de 1814.

Un journaliste, M. Baude, donna le premier l'exemple de la résistance. Un commissaire de police, suivi de gendarmes, étant venu pour briser les presses du *Temps*, dans la rue de Richelieu, M. Baude fit fermer les portes. « C'est en vertu des ordonnances, monsieur, dit-il au commissaire, que vous venez briser nos presses. Eh bien! c'est au nom de la loi que je vous somme de les respecter. » Et comme on voulait faire forcer la serrure par un ouvrier, M. Baude lui lut à haute voix l'article du code

pénal qui condamnait aux travaux forcés le vol avec effraction. Le serrurier s'enfuit épouvanté. Il fallut recourir au serrurier chargé de river les fers des forçats.

Pendant ce temps la lutte s'engageait dans Paris : les rassemblements devenaient plus nombreux ; on jetait des pierres aux gendarmes, des barricades s'élevaient sur plusieurs points. Il y eut des coups de fusil près du Palais-Royal et dans la rue Saint-Honoré. Les élèves de l'école polytechnique, dont l'uniforme était aimé du peuple depuis qu'en 1814 ils avaient concouru à la défense de Paris, forcèrent les portes de l'école, ayant à leur tête Charras, Lothon, Vanneau, Berthelin, et vinrent se mettre à la disposition des députés réunis à l'hôtel Laffitte. La nuit était venue. En ce moment même, un régiment de la garde royale, le 6ᵉ, partait de Saint-Cloud pour rejoindre l'armée, et le colonel disait d'une voix émue à ses officiers : « Messieurs, nous allons à Paris. Maintenez l'ordre dans vos compagnies, et si la garde donne, que chacun fasse son devoir. »

Deuxième journée (28 juillet). Insurrection générale. Le maréchal Marmont et les députés. — Dans la matinée du 28, l'insurrection fut générale. Les emblèmes des fournisseurs de la cour furent effacés ; on détruisit les insignes de la royauté. Les rues furent dépavées et hérissées de barricades, sur lesquelles flottait le drapeau tricolore, reparu après quinze ans d'absence. Partout on entendait les insurgés battre le rappel, aux sons duquel se rassemblaient ouvriers et gardes nationaux. Deux officiers de l'empire, MM. Dumoulin et Dufays, s'emparèrent du poste de la Banque. MM. Degousée, Higonnet, Laperche, avaient occupé pendant ce temps la mairie des Petits-Pères. Dans le passage Dauphine, M. Joubert armait les insurgés ; sur la place de la Bourse, M. Charles Teste faisait de même. Au cri de *Vive la charte !* se mêlait maintenant celui de *A bas les Bourbons !*

Arrivé à son poste seulement le 28, à huit heures du matin, le maréchal Marmont avait formé le projet suivant : deux colonnes devaient partir des Tuileries, l'une pour traverser Paris de la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille, en suivant toute la ligne des boulevards, l'autre pour aller rejoindre la première en longeant la Seine jusqu'à la Grève et l'hôtel de ville. La moitié de Paris serait ainsi enveloppée. Deux bataillons de la garde devaient occuper le marché des Innocents, dans la rue Saint-Denis, afin de maintenir les communications libres entre ces deux colonnes. Mais les soldats étaient peu nombreux, et

leurs adversaires montraient un courage héroïque. Un terrible combat était engagé entre les citoyens placés dans la Cité et les Suisses de la garde placés sur la rive droite du fleuve, sans que le 15e léger, envoyé au marché aux Fleurs, soutînt la garde royale. On vit un jeune homme s'élancer sur le pont de la Grève, un drapeau tricolore à la main : « Mes amis, s'écria-t-il, si je meurs, souvenez-vous que je me nomme d'Arcole ! » Partout l'acharnement était le même. Parvenu à la place de la Bastille après avoir traversé le boulevard, le général de Saint-Chamans voulut se mettre en relations avec la Grève. Les soldats qu'il chargea d'enlever les barricades de la rue Saint-Antoine, fusillés du haut des fenêtres, d'où l'on précipitait aussi sur leurs têtes des pavés, des meubles, des tuiles, des bouteilles cassées, furent obligés de reculer. Les troupes placées au marché des Innocents avec le général Quinsonnas étaient cernées. Les colonnes envoyées à la Bastille et dans la rue Saint-Denis voyaient les rues barricadées derrière elles, et ne pouvaient regagner le quartier général qu'en allant faire le tour de Paris par les boulevards extérieurs. La chaleur était étouffante; les soldats mouraient de faim. Le nombre et l'animosité des combattants croissaient d'heure en heure.

Les députés réunis dans l'hôtel d'Audry de Puyraveau envoyèrent auprès du maréchal Marmont, aux Tuileries, Casimir Périer, Mauguin, Lobau et Gérard. Mais déjà Arago était chez le duc de Raguse; il lui représentait Paris en feu, le sang coulant de toutes parts, et la terrible responsabilité qu'il encourait, lui Marmont, chef de l'armée royale, dans cette lutte cruelle. « Faut-il tout vous dire ? s'écria Arago, j'ai recueilli dans la foule sur mon passage des paroles sinistres : « On mitraille le peuple, c'est Marmont qui paye ses dettes ! » Marmont était en proie à une anxiété cruelle : il apprenait que les troupes avaient le dessous, il voyait rapporter des blessés jusqu'aux Tuileries ; il aurait voulu que le roi cédât, révoquât les ordonnances ; mais M. de Polignac ne voulait pas entendre parler de concessions. On vint apprendre à l'imprudent ministre qu'à l'Odéon les soldats fraternisaient avec le peuple. « Si la troupe passe du côté du peuple, s'écria-t-il, qu'on tire aussi sur la troupe ! » Trois fois Marmont écrivit inutilement à Saint-Cloud pour supplier le roi de retirer les ordonnances. Charles X s'y refusa. « Les Parisiens sont dans l'anarchie, disait-il ; l'anarchie les ramènera nécessairement à mes pieds. » Et, pendant ce temps, les Suisses du colonel Maillardoz couvraient la rue

Montorgueil de leurs cadavres; le marché des Innocents était occupé par le peuple victorieux, et Lafayette, Laffitte, Audry de Puyraveau, Delaborde, avec bien d'autres députés, se jetaient dans le mouvement.

Troisième journée (29 juillet). **Prise du Louvre par le peuple. Nomination d'une commission provisoire.** — La nuit du 28 au 29 fut employée de part et d'autre en préparatifs. Les troupes évacuèrent l'hôtel de ville ; un inconnu, qui se faisait appeler le général Dubourg, s'y installa le matin avec M. Baude. Le peuple était plein d'ardeur. Il n'en était pas de même des soldats. Les troupes de ligne ne se battaient qu'avec répugnance ; la garde royale seule était dévouée à Charles X. Mais déjà les Suisses s'effrayaient à la pensée d'un nouveau 10 août. Marmont ordonna de cesser le feu, ordre qui ne fut pas exécuté. Il fit promettre au peuple des concessions. Il envoya M. de Sémonville à Saint-Cloud supplier le roi de céder. Charles X prétendant que le danger n'était pas sérieux : « Eh bien ! sire, s'écria M. de Sémonville, il faut tout vous dire : si dans une heure les ordonnances ne sont pas rapportées, plus de roi, plus de royauté ! — Peut-être bien me donnerez-vous deux heures ? » reprit le roi avec irritation.

Pendant qu'à Saint-Cloud on s'opiniâtrait, le peuple, conduit par les élèves de l'école polytechnique, s'emparait des casernes de la rue de Tournon, de Saint-Thomas d'Aquin, de Babylone, à l'attaque de laquelle périt Vanneau. Un autre élève de l'école, nommé Lothon, fut tué devant les Tuileries. Marmont, ayant appris que sur la place Vendôme les troupes de ligne communiquaient avec le peuple, voulut les remplacer par l'un des deux bataillons suisses qui défendaient le Louvre. M. de Salis ayant fait évacuer la colonnade par le premier bataillon avant d'y faire monter le second, le peuple se précipita dans le Louvre. Les Suisses s'effrayent, se débandent, s'enfuient à travers la place du Carrousel vers les Tuileries, et du château des Tuileries vers les Champs-Élysées, en jetant leurs armes et leurs habits rouges qui les désignaient à la colère du peuple. Il est midi. Le peuple est vainqueur. Les combattants de juillet montrèrent autant d'humanité que de bravoure, sauvant les adversaires contre lesquels ils venaient de risquer leur vie. On vit des hommes en haillons veiller, le fusil au bras, à ce qu'aucun désordre n'eût lieu, qu'aucun objet ne fût volé dans le Louvre. Lafayette ayant voulu faire donner 5 francs à chacun de ceux d'entre eux qui étaient pauvres : « Nous ne nous bat-

tons pas pour de l'argent, » répondirent-ils, et ils refusèrent.

La lutte était finie. La garde royale avait quitté Paris. Le 53e de ligne s'était réuni au peuple, et les autres régiments suivaient son exemple. On décida dans l'hôtel de Laffitte que le pouvoir militaire serait confié à Lafayette et à Gérard. De plus on leur adjoignit une commission civile composée de Casimir Périer, Lobau, de Schonen, Audry de Puyraveau, Mauguin. Cette commission publia l'acte suivant : « Les députés présents à Paris ont dû se réunir pour remédier aux graves dangers qui menacent la sûreté des personnes et des propriétés. Une commission a été nommée pour veiller aux intérêts de tous en l'absence de toute organisation régulière. »

Retraite des troupes. Charles X retire les ordonnances. — Pendant ce temps, les troupes royales désespérées battaient en retraite sur Saint-Cloud par l'arc de triomphe de l'Étoile et le bois de Boulogne. Le Dauphin vint les recevoir. Mais ce prince n'avait ni la présence d'esprit ni la facilité de parole nécessaires pour réchauffer par cette démarche l'ardeur des soldats. Il demanda à un capitaine combien il avait perdu d'hommes : « Beaucoup, monseigneur, » répondit l'officier, et de grosses larmes roulaient le long de ses joues. « Vous en avez bien assez, » lui répondit le Dauphin.

Tout, à Saint-Cloud, était dans la confusion. L'école militaire de Saint-Cyr y était accourue. La cour était pleine de terreur. Charles X s'était d'abord refusé à toute concession. Mais déjà tout était changé. Le roi nomma M. de Mortemart premier ministre, et il chargea MM. de Sémonville, de Vitrolles et d'Argout d'aller à Paris : « Messieurs, leur dit-il, vous l'avez voulu; partez ! allez dire aux Parisiens que le roi révoque les ordonnances ; mais, je vous le déclare, je crois ceci fatal aux intérêts de la France et de la monarchie. » Charles X croyait avoir fait une concession trop grande. Et pourtant, à l'hôtel de ville, la commission exécutive refusa d'entendre ses négociateurs : « Il est trop tard ! s'écria M. de Schonen ; le trône de Charles X s'est écroulé dans le sang. » Chez Laffitte, ils ne furent pas mieux reçus. « Plus de Bourbons ! » tel était le cri qui retentissait dans Paris.

Le duc d'Orléans. Proclamation en sa faveur. — C'était pourtant un Bourbon qui allait succéder à Charles X. Le duc d'Orléans était fils de Philippe-Égalité, qui avait été membre de la Convention et avait voté la mort de Louis XVI ; il avait

servi lui-même dans les armées républicaines, sous les ordres de Dumouriez, à Valmy et à Jemmapes. Émigré en même temps que Dumouriez, il s'était tenu à l'écart après 1815, ouvrant ses salons du Palais-Royal aux gens disgraciés par la cour, affectant le libéralisme, faisant donner à ses fils, au collège royal Henri IV, l'éducation commune. Déjà en 1815, avant les Cent-Jours, une conspiration avait éclaté en sa faveur contre Louis XVIII ; plus tard, en 1816, Didier, lors du soulèvement de Grenoble, avait à son tour jeté les yeux sur lui. Le duc d'Orléans était le plus riche propriétaire foncier du royaume ; son caractère pacifique, sa simplicité, celle de sa femme Marie-Amélie, le sans-facon qu'il affectait dans ses manières, lui avaient gagné les bonnes grâces de la bourgeoisie. La majorité de la chambre des députés, en 1830, lui était favorable ; Laffitte, Casimir Périer, Guizot, de Broglie, le général Sébastiani, étaient ses partisans. Les républicains, qui avaient vaillamment combattu pendant les trois jours, et les bonapartistes étaient en minorité.

Dans une réunion tenue chez Laffitte, les partisans du duc d'Orléans arrêtèrent les termes de la proclamation suivante, qui fut immédiatement imprimée et placardée dans les rues de Paris :

« Charles X ne peut plus rentrer dans Paris : il a fait couler le sang du peuple.

« La république nous exposerait à d'affreuses divisions : elle nous brouillerait avec l'Europe.

« Le duc d'Orléans est un prince dévoué à la cause de la Révolution.

« Le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre nous ;

« Le duc d'Orléans était à Jemmapes.

« Le duc d'Orléans est un roi-citoyen.

« Le duc d'Orléans a porté au feu les couleurs tricolores, le duc d'Orléans peut seul les porter encore. Nous n'en voulons point d'autres.

« Le duc d'Orléans ne se prononce pas. Il attend notre vœu. Proclamons ce vœu, et il acceptera la charte comme nous l'avons toujours entendue et voulue. C'est du peuple français qu'il tiendra sa couronne. »

Il est nommé lieutenant général du royaume. — Cependant le duc d'Orléans n'était ni à Paris, au milieu du peuple, ni à Saint-Cloud, auprès de Charles X. Il s'était tenu prudemment, en attendant les événements, d'abord à Neuilly, ensuite au Raincy. Jamais la maison d'Orléans ne pouvait trouver une

occasion plus favorable. Mais, d'un autre côté, était-il généreux de profiter du malheur d'un parent dont le duc d'Orléans avait toujours éprouvé la bienveillance, pour prendre sa place sur le trône dont il venait d'être chassé? Le duc d'Orléans hésita longtemps. M. de Chateaubriand le supplia en termes chaleureux de rester fidèle à ses parents. D'un autre côté, les républicains, ayant à leur tête Bastide, Trélat, Huber, Godefroy Cavaignac, Charras, s'efforçaient de rallier le peuple à leurs idées. Enfin le duc d'Orléans se décida, et, cédant aux instances de Laffitte, il revint au Palais-Royal.

« Habitants de Paris, disait-il dans l'acte annonçant qu'il acceptait la lieutenance générale du royaume, les députés de la France, en ce moment réunis à Paris, ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume.

« Je n'ai pas balancé à venir partager vos dangers, à me placer au milieu de cette héroïque population, et à faire tous mes efforts pour vous préserver de la guerre civile et de l'anarchie. En rentrant dans la ville de Paris, je portais avec orgueil ces couleurs glorieuses que vous avez reprises, et que j'avais moi-même longtemps portées.

« Les chambres vont se réunir ; elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« Une charte sera désormais une vérité.

« LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS. »

La proclamation suivante, rédigée par Guizot et signée par quatre-vingt-onze députés, fut aussitôt affichée :

« Français, la France est libre. Le pouvoir absolu levait son drapeau. L'héroïque population de Paris l'a abattu. Paris attaqué a fait triompher par les armes la cause sacrée qui venait de triompher en vain dans les élections. Un pouvoir usurpateur de nos droits, perturbateur de notre repos, menaçait à la fois la liberté et l'ordre. Nous rentrons en possession de l'ordre et de la liberté! Plus de crainte pour les droits acquis ; plus de barrière entre nous et les droits qui nous manquent encore.

« Un gouvernement qui sans délai nous garantisse ces biens est aujourd'hui le premier besoin de la patrie. Français, ceux de vos députés qui se trouvent déjà à Paris se sont réunis, et, en attendant l'intervention régulière des chambres, ils ont invité

32.

un Français qui n'a jamais combattu que pour la France, M. le duc d'Orléans, à exercer les fonctions de lieutenant général du royaume. C'est, à leurs yeux, le moyen d'accomplir promptement par la paix le succès de la plus légitime défense.

« Le duc d'Orléans s'est dévoué à la cause nationale et constitutionnelle. Il en a toujours défendu les intérêts et professé les principes. Il respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens. Nous nous assurerons par des lois toutes les garanties nécessaires pour rendre la liberté forte et durable ;

« Le rétablissement de la garde nationale, avec l'intervention des gardes nationaux dans le choix des officiers ;

« L'intervention des citoyens dans la formation des administrations municipale et départementale ;

« Le jury pour les délits de la presse ;

« La responsabilité légalement organisée des ministres et des agents secondaires de l'administration ;

« L'état des militaires légalement assuré ;

« La réélection des députés promus à des fonctions publiques.

« Nous donnerons à nos institutions, de concert avec le chef de l'État, les développements dont elles ont besoin.

« Français, le duc d'Orléans lui-même a déjà parlé, et son langage est celui qui convient à un pays libre. Les chambres vont se réunir, vous dit-il. Elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« La charte sera désormais une vérité. »

Le duc d'Orléans à l'hôtel de ville. — Maintenant le nouveau gouvernement serait-il accepté par le peuple, par ceux qui avaient fait la révolution ? Le 31 juillet, la chambre des députés vint trouver le duc au Palais-Royal pour lui annoncer qu'il était nommé lieutenant général du royaume. Louis-Philippe monta à cheval et se dirigea lentement à travers les rues vers l'hôtel de ville. Derrière lui venait Laffitte malade, qui se faisait porter dans une chaise devant la chambre des députés. Le duc fut d'abord accueilli par des cris joyeux : « Cela va bien, disait Laffitte. — Mais oui, cela ne va pas mal, » lui répondait le lieutenant général. Cependant quelques cris de désappointement et de colère éclatèrent dans plusieurs groupes. Enfin on parvint à l'hôtel de ville. La déclaration de la chambre des députés y fut lue publiquement. Lorsqu'on fut arrivé à l'article « le jury pour les délits de presse », Louis-Philippe se tourna vers Lafayette : « Il n'y aura plus de délits de presse, »

lui dit-il. Ensuite il ajouta en mettant la main sur son cœur : « Comme Français, je déplore le mal fait au pays et le sang qui a été versé. Comme prince, je suis heureux de contribuer au bonheur de la nation. » On applaudit. Le général Dubourg, montrant la place remplie d'hommes armés, s'écria : « Vous connaissez nos droits ; si vous les oubliez, nous vous les rappellerons. » Lafayette et le duc d'Orléans parurent à la fenêtre et s'embrassèrent. Le drapeau tricolore fut partout arboré. Pendant ce temps on recueillait les cadavres dans les rues et sur les quais. Le nouveau règne allait commencer.

Charles X à Saint-Cloud. Il abdique en faveur du duc de Bordeaux. — A la même heure, le règne de Charles X se terminait tristement à Saint-Cloud. La désertion devenait générale dans les troupes qui occupaient les bords de la Seine, le pont de Sèvres, et protégeaient la famille royale. A Ville-d'Avray, la troupe de ligne fut sur le point d'en venir aux mains avec les gardes du corps. Il fallut que le colonel Lespinasse se jetât entre les deux partis : « Est-ce qu'il ne restera personne, disait à son régiment le colonel Maussion, pour aller rendre ce drapeau à celui qui nous l'a confié ? » Marmont, qui commandait toujours, afin de retenir les soldats, leur adressa une proclamation conciliante. Le Dauphin irrité l'apostropha vivement, l'appelant traître, et se jeta sur son épée pour le désarmer avec tant de violence qu'il s'ensanglanta la main. Charles X, plus juste, consola le duc de Raguse. Le Dauphin reconnut qu'il avait été trop vif ; mais Marmont, s'inclinant profondément devant lui, refusa de prendre sa main.

Pendant ce temps, les soldats suisses, jetant fusils, gibernes, uniformes, abandonnaient le pont de Sèvres (31 juillet). Saint-Cloud était découvert ; il fallut battre en retraite. La cour se retira à Rambouillet. Les courtisans avaient disparu. Ce fut là que la Dauphine, la fille de Louis XVI, qui n'était pas à Paris au moment des ordonnances, rejoignit Charles X.

Le 1er août, le vieux roi, comprenant qu'il fallait céder, envoya à Paris un acte par lequel il nommait le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. Il approuvait la réunion des chambres pour le 3 août et protestait que, si l'on attentait à sa vie, à celle de sa famille, ou à sa liberté, il se défendrait jusqu'à la mort. Le lendemain, le vieux monarque abdiqua.

« Je suis, écrivait-il au duc d'Orléans, trop profondément peiné des maux qui affligent ou qui pourraient menacer mes peuples pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir.

J'ai donc pris la résolution d'abdiquer la couronne en faveur de mon petit-fils.

« Le Dauphin, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu.

« Vous aurez donc, en votre qualité de lieutenant général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. Vous prendrez d'ailleurs toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes du gouvernement pendant la minorité du nouveau roi...

« Vous communiquerez mes intentions au corps diplomatique, et vous me ferez connaître le plus tôt possible la proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu roi sous le nom de Henri V... »

Mais le lieutenant général vicomte de Latour-Foissac, porteur de cette lettre, ne fut pas reçu au Palais-Royal. Louis-Philippe était décidé à accepter le trône : il ne pouvait plus accepter la régence.

Louis-Philippe proclamé roi des Français par la chambre des députés. — Quelques jours après, le 7 août, la chambre des députés proclama le trône vacant à la majorité de 219 voix contre 33. La charte fut rapidement revisée, et on proclama le duc d'Orléans roi des Français sous le nom de Louis-Philippe Ier. Dans la chambre des pairs, M. de Chateaubriand adressa un solennel et dernier hommage à la dynastie vaincue : « Inutile Cassandre, s'écria-t-il, j'ai assez fatigué le trône et la pairie de mes avertissements dédaignés. Il ne me reste qu'à m'asseoir sur les débris d'un naufrage que j'ai tant de fois prédit. Je reconnais au malheur toutes les sortes de puissance, excepté celle de me délier de mes serments de fidélité. Je dois aussi rendre ma vie uniforme. Après tout ce que j'ai fait, dit et écrit pour les Bourbons, je serais le dernier des misérables si je les reniais au moment où, pour la troisième et dernière fois, ils s'acheminent vers l'exil... Je ne demande à conserver que la liberté de ma conscience et le droit d'aller mourir partout où je trouvera indépendance et repos. »

Charles X à Rambouillet. Marche des Parisiens sur cette ville (3 août). **Embarquement du roi à Cherbourg.** — Louis-Philippe régnait déjà dans Paris, et pourtant Charles X se trouvait encore avec sa famille à Rambouillet, gardé par 12,000 soldats et 38 pièces de canon. On résolut d'effrayer le vieux roi par une démonstration armée pour le déterminer à partir. Le 3 août, le rappel battit dans Paris ; on convoqua 500 hommes

par légion. Ce fut pour les Parisiens comme une partie de plaisir. Quinze mille hommes, élèves de l'école polytechnique, étudiants, anciens soldats, gardes nationaux, bourgeois, ouvriers, affublés des plus bizarres costumes et portant des armes de toute sorte, à pied, à cheval, en voiture, partirent en chantant pour Rambouillet, sous la conduite du général Pajol. Charles X aurait pu résister. Les Parisiens arrivèrent harassés de fatigue devant Rambouillet, et se couchèrent en désordre sur les routes, dans les fossés, les blés et les bois. Mais la cour était découragée. Charles X se détermina à partir pour Cherbourg avec cinq commissaires, MM. de Coigny, Jacqueminot, Maison, de Schonen, Odilon Barrot, chargés de veiller à sa sûreté. A Maintenon il licencia ses troupes. A Valognes, les gardes du corps lui rendirent leurs drapeaux. Enfin, du haut des falaises de Cherbourg on aperçut la mer. Le capitaine Dumont d'Urville, qui déjà avait fait le tour du monde, avait reçu le commandement du bâtiment américain le *Great Britain* et d'un brick chargés de conduire hors de France les exilés. « C'était, dit un historien, vers l'Angleterre que les Bourbons allaient voguer, en repassant peut-être par le sillon qu'avait jadis creusé dans l'Océan le navire des Stuarts vaincus. Le ciel n'annonçait pas la tempête: le vent souffla dans les voiles, et le vaisseau disparut sur la mer. »

La France avait encore une fois renversé les descendants de saint Louis. Des trois petits-fils de Louis XV, le premier était mort sur l'échafaud ; le second avait passé vingt-cinq ans en exil ; le troisième allait y mourir. Le fils de Louis XVI était mort captif dans la tour du Temple. Maintenant le petit-fils de Charles X, orphelin avant sa naissance, était emporté dans le manteau d'un serviteur, loin de cette terre sur laquelle il semblait appelé à régner. Une autre branche de la famille des Bourbons allait s'éteindre : bientôt une mort mystérieuse réunira le prince de Condé à son fils exécuté à Vincennes. Coblentz, Hartwell, Gand, Chantilly, Goritz, que de souvenirs ! Les fautes avaient été grandes, l'expiation le fut. Et pendant que Charles X partait pour l'exil, Paris joyeux saluait l'apparition sur les Tuileries de ce drapeau tricolore qui, quarante ans auparavant, avait flotté pour la première fois sur les ruines de la Bastille, aux rayons étincelants du soleil de juillet.

Résultats généraux des quinze années de la Restauration. Extension donnée au régime constitutionnel. — Après la dissolution de la chambre introuvable, sous les ministères

Richelieu, Decazes et Martignac, la nation avait fait l'apprentissage du régime constitutionnel et avait commencé à prendre part au gouvernement de ses affaires. Jamais elle n'eut de plus grands orateurs qu'à cette époque, où le général Foy disait du haut de la tribune à un ministre de la justice : « Monsieur le garde des sceaux, je vous condamne, en sortant de cette enceinte, à regarder la statue de l'Hôpital et celle de d'Aguesseau ; » où Manuel, interrompu par un contradicteur qui lui criait : « Vous êtes payé pour dire cela, » répondait avec calme en se tournant vers le côté d'où partait l'accusation : « Oui, je suis payé, mais dans une monnaie inconnue de ceux qui m'interrompent ; je suis payé par l'estime de mes commettants ! » Que de noms il faudrait citer encore : Chateaubriand, Royer-Collard, Benjamin Constant, Mauguin, Audry de Puyraveau ! Si dans les deux chambres il y avait de grands orateurs à la voix desquels le public se passionnait, au dehors, des écrivains illustres, Lamartine, Victor Hugo, Guizot, Villemain, Paul-Louis Courier, éveillaient à leur tour un écho dans les cœurs. La poésie, la philosophie, l'histoire étaient cultivées avec passion, accueillies par un public intelligent et sympathique. Les luttes des romantiques et des classiques n'excitaient pas moins d'intérêt que celles des ultras et des libéraux.

Prospérité financière et commerciale ; institution des caisses d'épargne ; délivrance de la Grèce; destruction de la piraterie. — Grâce à la paix qui régnait en Europe, une grande prospérité financière et commerciale signala l'époque de la Restauration. L'agriculture se développa rapidement et accrut ses produits. Les progrès des sciences permirent à l'industrie de produire davantage et avec moins de frais. Les fabriques de soieries de Lyon, les manufactures de Saint-Étienne, de Tarare, de Rouen, de Reims, de Troyes, de Saint-Quentin, soutenaient avec avantage la concurrence anglaise. Des expositions périodiques de l'industrie, qui avaient lieu à Paris, contribuèrent à ces heureux résultats. Nos villes s'embellissaient : le palais de la Bourse s'élevait à Paris ; un pont magnifique était construit à Bordeaux ; les canaux de Bretagne, de la Somme, de la Loire, de Bourgogne, du Rhône au Rhin, étaient creusés. Au nombre des mesures prises alors pour l'amélioration du sort des populations ouvrières il faut compter la création des caisses d'épargne ; désormais, le travailleur soucieux de l'avenir pouvait y déposer ses économies par petites sommes et les retrouver au jour du besoin. Les mœurs s'adoucissaient et devenaient

meilleures. On le vit bien, dans les trois journées de juillet, par la modération et l'humanité que montrèrent les vainqueurs au milieu même de la fièvre du combat.

A l'extérieur, le gouvernement de la Restauration avait eu quelque gloire. Le pavillon français avait flotté à Navarin dans la journée qui valut à la Grèce son indépendance, et lorsque le ministère anglais qualifiait cette bataille de *malentendu déplorable*, Charles X s'en était hautement félicité à l'ouverture des chambres. La piraterie avait été poursuivie sur toutes les mers; nous avons déjà parlé du dévouement de l'enseigne Bisson. Alger avait été conquis par une armée française, et la chrétienté délivrée du tribut honteux qu'elle payait depuis des siècles aux corsaires musulmans.

Mouvement des esprits : résistance du gouvernement et sa chute. — Quelle avait donc été la vraie cause de la chute des Bourbons? La charte de 1814 satisfaisait les vœux de la classe moyenne. Louis XVIII, vieillard fatigué, n'aspirait pas au pouvoir absolu ; Charles X avait un caractère faible, mais était incapable de prendre par lui-même aucune résolution violente. Malheureusement pour les Bourbons, leur gouvernement manqua de prudence. Louis XVIII, dans un discours public, rendait grâces au prince régent d'Angleterre de son rétablissement. Quand il aurait fallu beaucoup oublier, on se montra impitoyable. On proscrivit les couleurs tricolores, qui rappelaient tout un passé glorieux. Les hommes d'État de la Restauration se posèrent en face de la France comme les adversaires des principes proclamés par la Révolution de 1789. Sans avoir l'audace de détruire ouvertement ce qu'elle avait créé, ils semblèrent avoir pris à tâche de contrarier des idées, de heurter des sentiments devenus chers aux Français. Ils provoquèrent la lutte, quand ils n'étaient pas en état de la soutenir. La France était si fatiguée des révolutions que, malgré le mécontentement croissant, longtemps elle se contenta de protester sans agir. Les ministres de la Restauration lui lancèrent un défi, un nouveau manifeste de Brunswick, les ordonnances.

Le résultat fut le même en 1830 qu'en 1792: la royauté de Charles X tomba comme était tombée celle de Louis XVI. Quelque temps après, une colonne s'élevait sur la place où jadis se dressait la Bastille. On pouvait y lire ces mots gravés sur le socle : « A la mémoire des citoyens morts en combattant pour la défense des libertés publiques, dans les mémorables journées des 27, 28, 29 juillet 1830. »

Tableau généalogique de la branche aînée des Bourbons.

Louis, dauphin de France, fils de Louis XV et de Marie Leczynska,
épouse Marie-Josèphe de Saxe, fille d'Auguste III (1729-1765).

Louis-Auguste, duc de Berry,
dauphin de France,
né en 1754,
épouse Marie-Antoinette
de Lorraine-Habsbourg,
fille de François I[er]
et de Marie-Thérèse;
roi sous le nom de Louis XVI
(1774-1792),
† le 21 janvier 1793.

- Marie-Thérèse,
  duch. d'Angoulême,
  † en 1851.
- Louis,
  dauphin de France
  (Louis XVII)
  m. au Temple
  en 1795.

Louis-Stanislas-Xavier,
comte de Provence,
comte de Lille,
épouse Marie-Joséphine-
Louise de Savoie,
roi
sous le nom de Louis XVIII
(1814-1815, 1815-1824)

Charles-Philippe,
comte d'Artois, né en 1757,
épouse
Marie-Thérèse de Savoie,
roi sous le nom de Charles X
(1824-1830),
† en 1836.

- Louis-Antoine,
  d'Angoulême,
  † en 1844.
- Charles-Ferdinand,
  duc de Berry,
  marié
  à Caroline de Naples,
  † en 1820.
  - Louise-Marie-Thérèse,
    duchesse de Parme.
    † en 1879.
  - Henri-Charles-Ferdinand,
    duc de Bordeaux,
    comte de Chambord.

Clotilde, reine
de Sardaigne.

M[me] Élisabeth
(Philippine-Marie-Hélène
de France) (1764-1794).

Six ans plus tard, à Goritz, en Allemagne, cette inscription était placée sur la tombe solitaire du vieux roi : « Ci-gît très haut, très puissant et très excellent prince, Charles X[e] du nom, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, mort à Goritz le 6 novembre 1836, âgé de 79 ans et 28 jours. »

CHAPITRE XXV.

Louis-Philippe.

Le roi Louis-Philippe et les partis. — Charte de 1830. Loi abaissant le cens électoral; loi sur la pairie. — Ministère du 11 août 1830. Dupont (de l'Eure) et Laffitte. — Les ministres de Charles X à Vincennes. — Ministère du 3 novembre 1830. Laffitte président du conseil. — Procès des ministres (décembre 1830). — Retraite de Lafayette et de Dupont (de l'Eure). — Dévastation de Saint-Germain l'Auxerrois. Destruction de l'archevêché (14 février 1831). — Retraite de Laffitte.

Ministère du 13 mars 1831. Casimir Périer. — Insurrection à Lyon (21 novembre 1831); à Grenoble (11 mars 1832). Complots des tours de Notre-Dame et de la rue des Prouvaires. — Choléra de 1832. Mort de Casimir Périer (16 mai 1832). — La duchesse de Berry en Vendée : son arrestation à Nantes, sa captivité à Blaye (1832-1833). — Funérailles du général Lamarque. Insurrection républicaine du cloître Saint-Merry (5-6 juin 1832) — Procès des saint-simoniens.

Ministère du 11 octobre 1832; Thiers, Guizot, de Broglie. — Nouvelle insurrection à Lyon (9 avril 1834). à Paris (13 avril). — Ministère des trois jours. — Armand Carrel à la chambre des pairs. — Procès des accusés d'avril (février-décembre 1835). — Tentatives contre la vie de Louis-Philippe. Lois de septembre.

Ministère du 22 février 1836 : Thiers. Ministère du 6 septembre 1836 : Molé. — Complot bonapartiste de Strasbourg (30 octobre 1836). Loi de disjonction. — Ministère du 15 avril 1837. Mariage du duc d'Orléans. Loi d'apanage. — La coalition (1838-1839). Insurrection du 12 mai.

Le roi Louis-Philippe et les partis. — Le duc d'Orléans, qui venait d'être proclamé roi par la chambre des députés sous le nom de Louis-Philippe I[er], était, nous l'avons dit, le fils de Philippe-Égalité ; il avait combattu à Valmy et à Jemmapes, et passé de longues années dans l'exil. Parvenu au trône, il se proposa pour but, à l'extérieur, de maintenir la France en paix avec ses voisins ; à l'intérieur, de s'appuyer sur la bourgeoisie, de donner pleine satisfaction à toutes les demandes de la classe

moyenne, à laquelle il devait son élévation. Il montrait une grande simplicité de manières, affectant de vivre comme un bourgeois de Paris et se revêtant volontiers de l'uniforme de la garde nationale. Pendant les dix-huit ans qu'allait durer son règne, des ministres distingués par leurs talents dirigèrent souvent les affaires, et le commerce fut la plupart du temps prospère ; mais le roi, dans son désir de maintenir la paix, fit aux puissances étrangères des sacrifices dont l'honneur national fut blessé. Louis-Philippe était, d'ailleurs, attaqué par des partis puissants et opposés.

Les *légitimistes*, les partisans de la branche aînée, du duc de Bordeaux, ne voyaient dans Louis-Philippe qu'un usurpateur; s'ils n'étaient pas très nombreux, ils étaient influents, ils étaient riches, et le gouvernement allait avoir plus d'une fois à les combattre. Les *républicains* étaient des adversaires bien plus redoutables. Intelligents, ardents, passionnés, toujours prêts à courir aux armes et à élever des barricades, ils demandaient de quel droit la chambre des députés avait, sans mandat spécial et de son autorité privée, donné la couronne à Louis-Philippe. Ils demandaient pourquoi le titre d'électeur n'était accordé qu'à ceux qui payaient certains impôts; pourquoi un petit nombre de privilégiés réglaient les destinées de la France, tandis que des millions d'hommes étaient exclus de toute participation aux affaires publiques. Témoins de la misère à laquelle étaient souvent exposés les ouvriers, devenus très nombreux depuis que 1815 avait substitué les travaux de l'industrie à ceux de la guerre, ils imputaient ce malheur au gouvernement. Un troisième parti, celui des *bonapartistes*, faible tant qu'il eut pour représentant le jeune duc de Reichstadt, confiné en Autriche, devint plus remuant lorsqu'il eut pour chef Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur Napoléon Ier.

Charte de 1830. Loi abaissant le cens électoral; loi sur la pairie. — La charte de 1830, revisée par la chambre des députés, diffère en quelques points de celle de 1814. Le préambule de celle-ci fut effacé « comme blessant la dignité de la nation et paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent réellement. » L'article 14, sur lequel Charles X s'était appuyé pour publier les ordonnances, fut supprimé. L'article 6 fut modifié de manière à établir l'égalité de tous les cultes devant la loi. La censure était abolie. L'âge exigé pour être député et être électeur fut abaissé. Plusieurs articles devaient être réglés plus tard par des lois spéciales. Par la loi

électorale du 22 février 1831, le cens électoral fut réduit de trois cents francs d'impôts à deux cents, et aux électeurs censitaires furent ajoutées les *capacités*, c'est-à-dire les membres et les correspondants de l'Institut, les médecins, les avocats, les professeurs de facultés : c'était un progrès, mais l'opinion publique demandait plus. Le 27 août 1831, une autre loi revisa la constitution de la pairie, qui cessa désormais d'être héréditaire.

Le pouvoir allait appartenir à la chambre des députés. C'est de son sein que pendant dix-huit ans vont sortir des ministères, qui tomberont lorsqu'elle aura cessé de leur donner la majorité.

Ministère du 11 août 1830. Dupont (de l'Eure) et Laffitte. — Les premiers ministres de Louis-Philippe furent nommés le 11 août 1830 : c'étaient Dupont (de l'Eure), Laffitte, de Broglie, Guizot, Molé, Casimir Périer, Dupin aîné, Louis et Gérard. M. de Talleyrand avait été nommé à l'ambassade de Londres. Lafayette avait le commandement général des gardes nationales de France. La situation était grave. A l'extérieur, des révolutions provoquées par la nôtre éclataient en Belgique, en Allemagne, en Pologne, en Italie. Fallait-il, comme le voulaient Dupont (de l'Eure) et Laffitte, faire cause commune avec les peuples soulevés ? Fallait-il rester sourds à leurs sollicitations et éviter le danger d'une lutte armée contre l'Europe ? N'était-il pas à craindre que la Sainte-Alliance n'intervînt pour rétablir les Bourbons, comme elle l'avait fait en France dans les Cent jours, comme elle l'avait fait à Naples en 1821, en Espagne en 1823 ? Si les Anglais avaient bien accueilli la nouvelle de la révolution de juillet, l'empereur de Russie la reçut avec irritation, et dans sa réponse à la lettre par laquelle Louis-Philippe lui notifiait son avènement, il affectait de refuser au roi des Français le titre de Majesté. Les partisans de la paix eurent le dessus dans le ministère : il fut décidé que la France n'interviendrait pas au dehors.

Les ministres de Charles X à Vincennes. — Les ministres de Charles X, les signataires des fatales ordonnances, étaient prisonniers à Vincennes. Le peuple demandait avec impatience leur mise en jugement. Le gouvernement ne pouvait pas refuser cette satisfaction à l'opinion publique ; mais il désirait sauver la vie des accusés. On craignait qu'une démarche directe en leur faveur n'excitât quelque soulèvement. M. Victor de Tracy, dès le 17 août, avait demandé dans la chambre des dé-

putés l'abolition de la peine de mort. Cette proposition fut renouvelée le 8 octobre. « Je l'atteste devant vous, s'écria M. de Kératry, s'il était possible de rassembler dans cette enceinte les parents et les amis des courageuses victimes de juillet et de leur demander : Voulez-vous du sang pour du sang ? parlez ! le jury silencieux agiterait sa tête en signe de refus et retournerait, avec sa noble douleur, vers ses foyers déserts ! » Le roi se montra disposé à sanctionner le vœu de la chambre. En apprenant qu'on désirait sauver les ministres, le peuple fut saisi d'irritation. Le 18 octobre, la foule se porta au Palais-Royal et ensuite à Vincennes, en poussant des cris tumultueux ; mais le général Daumesnil refusa d'ouvrir les portes du donjon.

Ministère du 3 novembre 1830. Laffitte, président du conseil. — Cette journée amena un changement de ministère. Odilon Barrot, préfet de la Seine, dans une proclamation au peuple, imputait les troubles qui avaient eu lieu à l'adresse impopulaire de la chambre demandant l'abolition de la peine de mort. Les ministres du roi, qui auraient voulu réprimer les mouvements populaires au lieu de les expliquer, demandèrent le renvoi du préfet, et, ne pouvant l'obtenir, donnèrent tous leur démission. Un nouveau ministère se forma, celui du 3 novembre 1830. Laffitte fut président du conseil ; à côté de lui siégèrent Dupont (de l'Eure), de Montalivet, d'Argout, le général Sébastiani et le maréchal Soult. Ce nouveau ministère ne pouvait pas durer bien longtemps. Laffitte et Dupont (de l'Eure) étaient des hommes dont les idées avancées devaient déplaire à leurs collègues ; mais en ce moment le roi avait recours à leur popularité, à celle de Lafayette et à celle d'Odilon Barrot, pour prévenir le mécontentement public.

Procès des ministres (décembre 1830). — L'irritation éclata avec violence quand les ministres furent transportés de Vincennes à la prison du Luxembourg pour comparaître devant la chambre des pairs (10 décembre). Le 15, ils furent traduits devant elle. Une foule nombreuse, contenue avec peine par les troupes mises sur pied, entourait le palais en proférant des cris de haine. Les dépositions de plusieurs témoins furent accablantes pour les accusés. Arago rapporta la parole du prince de Polignac : « Si la troupe se joint au peuple, il faut aussi tirer sur la troupe ! » L'arrêt fut rendu dans la nuit du 21 décembre. MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze, de Guernon-Ranville, furent condamnés à la prison perpétuelle. En ce moment même l'émeute grondait dans les rues. Les républicains

voulaient profiter de l'irritation des esprits pour renverser le gouvernement. L'artillerie de la garde nationale, commandée par Bastide et Godefroy Cavaignac, leur appartenait; mais 30,000 hommes de troupes étaient sous les armes; la foule se dispersa..

Retraite de Lafayette et de Dupont (**de l'Eure**). — Lafayette, Dupont (de l'Eure) et Laffitte avaient consenti à prêter leur appui au roi dans l'espérance que la pairie deviendrait élective, et que le cens électoral serait supprimé. Leur attente fut trompée. Le procès des ministres terminé, Louis-Philippe, qui n'avait plus à craindre une insurrection, désirait l'éloignement de ces hommes, qu'il trouvait trop indépendants. Le 24 décembre, la chambre des députés vota que le commandement général des gardes nationales du royaume serait supprimé. Lafayette n'attendit pas que la chambre des pairs eût adopté cette proposition : il envoya aussitôt sa démission au roi. Louis-Philippe écrivit au général et publia un ordre du jour aux gardes nationaux, dans lequel il manifestait de grands regrets. Le comte Lobau devint chef de la garde nationale de Paris. Dupont (de l'Eure) imita Lafayette: il se démit immédiatement de ses fonctions de ministre de la justice. Laffitte resta dans le cabinet le seul représentant de la politique de mouvement; il devait d'ailleurs le quitter bientôt.

Dévastation de Saint-Germain-l'Auxerrois. Destruction de l'Archevêché (14 février 1831). — Les passions réveillées par le procès des ministres n'étaient pas calmées; elles firent explosion le 14 février, jour anniversaire de la mort du duc de Berry. Les légitimistes avaient résolu de se montrer ce jour-là avec éclat. Un service funèbre fut célébré dans l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. On fit une quête au profit des soldats de la garde royale blessés pendant les trois jours. A la fin de la cérémonie, un jeune homme vint attacher au catafalque le portrait du duc de Bordeaux, sur lequel on déposa une couronne d'immortelles. Le bruit s'en répand aussitôt au dehors. La foule s'attroupe, envahit l'église, la sacristie, le presbytère; balustrades, confessionnaux, tentures, tout fut détruit, foulé aux pieds. Ensuite la foule se porta sur l'archevêché, qui eut le même sort. Tout ce qu'on y trouva fut jeté à la Seine. Partout les fleurs de lis étaient détruites; Louis-Philippe les effaça lui-même de ses armoiries. Des scènes de ce genre se reproduisirent dans un grand nombre de villes. Baude, préfet de police,

et Odilon Barrot, préfet de la Seine, accusés de n'avoir rien fait pour réprimer l'émeute, furent renvoyés.

Retraite de Laffitte. — Laffitte donna sa démission un mois après. Le 1er décembre 1830, il avait dit à la chambre des députés, en parlant de l'Italie : « La France ne permettra pas que le principe de non-intervention soit violé. » Malgré cette déclaration, M. de Metternich écrivit à Paris une lettre dans laquelle il disait : « Jusqu' ici nous avons laissé la France mettre en avant le principe de non-intervention ; mais il est temps qu'elle sache que nous n'entendons pas le reconnaître en ce qui concerne l'Italie. Nous porterons nos armes partout où s'étendra l'insurrection. Si cette intervention doit amener la guerre, eh bien ! vienne la guerre. » Le gouvernement ne releva pas ce défi. Il ne secourut pas l'Italie contre les Autrichiens ; il ne fit qu'entamer des négociations inutiles en faveur de la Pologne ; il refusa la couronne de Belgique pour le duc de Nemours. Laffitte ne voulut pas couvrir plus longtemps de son nom une politique qu'il désapprouvait : il donna sa démission.

Ministère du 13 mars 1831. Casimir Périer. — Un nouveau ministère se forma le 13 mars. Il était présidé par Casimir Périer, qui avait pour collègues le maréchal Soult, à la guerre ; le général Sébastiani, aux affaires étrangères ; le baron Louis, aux finances ; M. Barthe, à la justice ; M. de Montalivet, à l'instruction publique et aux cultes ; M. d'Argout, au commerce et aux travaux publics ; M. de Rigny, à la marine. Le chef du cabinet, Casimir Périer, résolut d'arrêter le mouvement à l'intérieur par une répression vigoureuse et de maintenir la paix au dehors. Il résistait avec une activité fébrile à toutes les attaques : il fit traduire devant le jury, dès son entrée au ministère, plusieurs journalistes hostiles au pouvoir ; le jury, la plupart du temps, les renvoyait absous. C'est ainsi que dix-neuf accusés, arrêtés lors des troubles qui accompagnèrent le procès des ministres, furent acquittés ; on comptait parmi eux Trélat, Guinard et Godefroy Cavaignac[1]. « La révolution, s'écria ce dernier devant le tribunal, c'est la nation tout entière, moins ceux qui l'exploitent ; c'est notre patrie remplissant cette mission d'affranchis-

1. Godefroy Cavaignac, fils d'un conventionnel et frère du général Eugène Cavaignac, qui dut la haute position à laquelle il fut appelé en 1848 au souvenir de son frère. Godefroy, né à Paris en 1801, mourut le 5 mai 1835.

sement qui lui a été confiée par la providence des peuples ; c'est toute la France qui a fait son devoir envers eux. Pour nous, messieurs, nous avons fait notre devoir envers elle, et elle nous trouvera toutes les fois qu'elle aura besoin de nous ; quoi qu'elle nous demande, elle l'obtiendra ! »

Casimir Périer se multipliait pour faire face à toutes les attaques. Une décoration spéciale fut distribuée aux combattants de juillet. La chambre des députés, toujours la même depuis 1830, fut dissoute le 3 mai 1831. Les élections, faites d'après la nouvelle loi électorale, donnèrent la majorité au ministère. L'opposition comptait dans ses rangs le général Lamarque, François Arago, Odilon Barrot et Mauguin. Le ministère paraissait tout-puissant. L'intervention en Belgique et la prise d'Anvers, l'occupation d'Ancône en Italie, répandirent même quelque éclat sur sa politique extérieure. Mais en ce moment-là même la Pologne succombait.

Insurrection à Lyon (21 novembre 1831); **à Grenoble** (11 mars 1832). **Complots des tours Notre-Dame et de la rue des Prouvaires.** — Le 21 novembre 1831 éclata à Lyon une lutte formidable. Dans cette ville, le mouvement révolutionnaire était social, et non politique. Lyon renfermait quarante mille ouvriers en soie, pour la plupart dans une situation misérable. La concurrence étrangère avait ralenti les ventes et forcé les fabricants à baisser successivement les prix. Le 11 octobre 1831, le conseil des prud'hommes de Lyon, sur la demande des ouvriers, prit un arrêté par lequel, reconnaissant que leur salaire était insuffisant, il demandait qu'on fixât un minimum au-dessous duquel la rétribution ne pût descendre. Le préfet, M. Bouvier-Dumolard, se montra d'abord favorable à la demande des ouvriers ; mais bientôt, sur les réclamations des fabricants, il renonça à la soutenir. Le 21 novembre, une lutte sanglante s'engagea dans la ville, qui se hérissa de barricades : les ouvriers descendirent de la Croix-Rousse, précédés par des tambours et portant un drapeau avec cette inscription : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » Après deux jours de combat, la troupe de ligne dut évacuer la ville. Les insurgés ne poussèrent pas plus loin leurs avantages. Ils avaient commencé la lutte sans but arrêté ; ils perdirent courage quand ils virent à leurs portes 32,000 soldats commandés par le maréchal Soult. Lyon fut occupé sans coup férir et reçut une garnison de 20,000 hommes : la garde nationale fut licenciée.

Un nouveau conflit s'engagea à Grenoble quatre mois après.

Le 11 mars 1832, pendant les fêtes du carnaval, le préfet, M. Maurice Duval, en présence d'une manifestation, fit charger la foule à la baïonnette par les soldats du 35e de ligne. Alors la population de Grenoble se souleva. Pour rétablir le calme, on rappela de Grenoble le 35e ; mais Casimir Périer y fit rentrer ce régiment. Les émeutes et les duels entre habitants et militaires reprirent leurs cours, jusqu'au jour où le 35e de ligne sortit de la ville pour la dernière fois par l'ordre du gouvernement, qui voulut éviter des collisions encore plus sérieuses.

A Paris même, les partis ne restaient pas inactifs. Deux complots légitimistes éclatèrent. D'abord, ce fut celui des tours de Notre-Dame. Six individus s'étaient introduits dans le clocher de la cathédrale pour y sonner le tocsin et donner ainsi aux hommes de leur parti le signal de l'insurrection (4 janvier 1832) ; ils furent arrêtés et emprisonnés. Le mois suivant, une nouvelle conspiration fut découverte : celle de la rue des Prouvaires. Deux mille cinq cents à trois mille hommes avaient été embauchés dans Paris par l'agent légitimiste Poncelet. A un moment donné, ces hommes devaient se réunir et enlever par un coup de main la famille royale. Ils furent découverts et arrêtés dans la rue des Prouvaires, dans la nuit du 1er au 2 février 1832. De nombreuses condamnations furent prononcées. Mais, loin d'être intimidés par la rigueur que déployait le ministère, les journaux de tous les partis attaquaient le pouvoir avec une amertume toujours croissante : la *Tribune*, la *Caricature*, le *Globe*, la *Némésis*, se distinguaient par leur acharnement. Un pamphlétaire éloquent, actif, impitoyable, M. de Cormenin, faisait aux ministres et au roi une guerre incessante. L'opposition croissait en nombre et en audace dans la chambre des députés. En parlant des Français, M. de Montalivet ayant prononcé le mot de *sujets*, on s'écria : *A l'ordre le ministre!* et un député ajouta : « Les hommes qui font des rois ne sont pas des sujets. »

Choléra de 1832. Mort de Casimir Périer (16 mai 1832). — A la guerre civile vint bientôt se joindre un autre fléau non moins redoutable. « Venu des Grandes Indes, le choléra-morbus s'était mis en marche pour dévaster le monde. Au nord, il s'était avancé dans la Sibérie ; au sud, il avait étendu ses ravages jusque sur les côtes de la Nouvelle-Hollande ; à l'est, il avait franchi la grande muraille de la Chine pour aller se déclarer à Pékin ; à l'ouest, traversant la mer Caspienne, il avait infesté Tiflis et la Nouvelle-Géorgie, passé le Caucase, envahi l'empire

russe, éclaté à Moscou. » Les armées russes le portèrent en Pologne. Il atteignit l'Europe occidentale et se déclara à Paris le 26 mars 1832; il y régna pendant 189 jours et enleva 19,000 personnes. Les départements ne furent pas épargnés; c'est surtout dans l'Aisne, la Côte-d'Or, l'Eure, l'Indre, l'Indre-et-Loire, le Loiret, la Marne, le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, Seine-et-Marne, la Seine-Inférieure et la Somme que les victimes furent les plus nombreuses.

Casimir Périer avait visité l'Hôtel-Dieu avec le duc d'Orléans. Deux jours après, il était obligé de se mettre au lit. Son organisation maladive et fiévreuse, les luttes continuelles qu'il était obligé de soutenir, avaient depuis longtemps épuisé sa santé. Il était devenu sur ses derniers jours encore plus irritable que par le passé. L'ambassadeur de Russie, le comte Pozzo di Borgo, ayant osé prononcer ces mots : « L'empereur mon maître ne veut pas..., » il lui répondit avec une extrême animation : « Dites à votre maître que la France n'a pas d'ordre à recevoir, et que, Casimir Périer vivant, elle ne prendra conseil, pour agir, que d'elle-même et de son honneur. » Quelques jours après, le 16 mai, il rendit le dernier soupir. Louis-Philippe ne se sentait pas à l'aise avec un ministre aussi impérieux : « Casimir Périer est mort, dit-il à quelqu'un de son entourage. Est-ce un bien, est-ce un mal ? L'avenir nous l'apprendra. »

La duchesse de Berry en Vendée; son arrestation à Nantes, sa captivité à Blaye (1832-1833). — Les difficultés auxquelles le gouvernement était en butte et les attaques de tous les partis firent croire à la duchesse de Berry que l'occasion était favorable pour reconquérir la couronne en faveur de son fils, le duc de Bordeaux; elle quitta l'Italie à bord du *Carlo-Alberto* et vint débarquer près de Marseille, le 28 avril 1832, avec MM. de Bourmont, de Kergorlay, de Mesnard, de Brissac. Elle traversa tout le midi de la France pour se rendre dans la Vendée; elle y parvint heureusement, après avoir échappé à la police et à la gendarmerie. Elle comptait sur un soulèvement des paysans de l'Ouest; mais les Vendéens ne montraient plus pour la cause des Bourbons la même ardeur qu'en 1793 : le bien-être matériel dont ils jouissaient par suite du nouvel état de choses avait refroidi leur zèle. La conscription leur déplaisait toujours; mais si l'on pouvait encore réunir quelques poignées de réfractaires capables de faire le coup de fusil dans les bois avec les gendarmes, il n'était plus possible de trouver dans l'Ouest une armée capable de tenir la campagne contre

les troupes de ligne. Un soulèvement projeté pour le 6 avril fut retardé et échoua. M. Berryer vint voir la duchesse dans sa retraite, aux Mesliers, et la supplia inutilement de quitter la France. Quelques tentatives insurrectionnelles eurent lieu dans les premiers jours de juin. Partout les Vendéens furent dispersés. Le combat le plus sérieux eut lieu au château de la Pénissière, où quarante-cinq paysans soutinrent tout un jour l'attaque d'un bataillon.

Obligée de fuir, la duchesse se cacha dans Nantes avec mademoiselle de Kersabiec, MM. Guibourg et de Mesnard. Un juif nommé Deutz offrit au ministère de la livrer à prix d'argent. La maison des demoiselles Deguigny, qui servait d'asile aux fugitifs, fut désignée comme leur retraite et envahie par la troupe. Pendant seize heures la duchesse et ses compagnons restèrent cachés debout derrière une plaque de cheminée. Enfin, des gendarmes ayant allumé du feu, la duchesse, sur le point d'être étouffée, sortit et fut contrainte de se rendre. La mère du duc de Bordeaux se trouvait prisonnière (6 novembre 1832).

La situation du gouvernement était difficile. Le roi pouvait-il traduire en justice une princesse qui était sa parente, et qui, aux jours de sa puissance, s'était montrée bienveillante envers la famille d'Orléans? Pouvait-il mettre en liberté et renvoyer impunie une femme qui était venue en France pour déchaîner la guerre civile et renverser le gouvernement? La duchesse ne fut ni renvoyée libre ni mise en jugement. On la fit conduire prisonnière à la citadelle de Blaye, sur la rive droite de la Gironde. Elle était placée là sous la garde du général Bugeaud et du capitaine Saint-Arnaud, son aide de camp. Bientôt un bruit étrange, qui consterna les légitimistes, se répandit en France : la duchesse de Berry était enceinte. Le 9 mai 1833, elle accoucha d'une fille, après avoir déclaré qu'elle s'était unie en Italie par un mariage secret avec le comte Hector Lucchesi-Palli, chambellan du roi des Deux-Siciles. Elle fut mise en liberté le 8 juin et conduite à Palerme.

Sa captivité et les événements qui l'accompagnèrent furent à Paris, dans les journaux, les conversations et jusque dans les deux chambres, le sujet de débats passionnés. Dans une discussion excitée à la chambre des députés par une lettre du maréchal Soult, qui prétendait interdire aux officiers toute réclamation, le général Bugeaud s'étant écrié : « Il faut obéir d'abord. — Faut-il obéir, répliqua Dulong, neveu de Dupont (de l'Eure),

jusqu'à se faire geôlier ? » Le *Journal des Débats* et le *Bulletin ministériel du soir* envenimèrent la querelle par des commentaires exagérés. Un duel devint inévitable entre Dulong et Bugeaud : il fut fatal à Dulong, qui tomba frappé au cœur par le pistolet de son adversaire.

Funérailles du général Lamarque. Insurrection républicaine du cloître Saint-Merry (5-6 juin 1832). — Pendant que les royalistes échouaient dans l'Ouest, les républicains livraient au gouvernement, à Paris même, une bataille sanglante. L'attitude timide de la monarchie de juillet vis-à-vis des puissances étrangères, la prépondérance donnée à la bourgeoisie par le cens électoral qui excluait le peuple du vote, la misère des ouvriers par suite de la concurrence et du manque fréquent de travail, tels étaient les principaux motifs qui mettaient les armes aux mains du parti républicain. Il pouvait compter sur les sociétés secrètes et avait l'appui d'un grand nombre de journaux. Ses membres les plus connus étaient, à cette époque, Armand Carrel, Godefroy Cavaignac, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Barbès, Guinard, Blanqui, Michel (de Bourges), Trélat, Étienne Arago, Jules Bastide, Pierre Leroux, Thomas, Raspail[1], *etc.*

Ce fut le 5 juin 1832 qu'eut lieu la première insurrection républicaine à Paris. C'était le jour fixé pour les funérailles du général Lamarque, député de l'opposition et chef de l'armée qui avait combattu les Vendéens pendant les Cent jours. Une foule immense suivit son cercueil le long des boulevards, de la Madeleine à la Bastille. Des cris menaçants s'élevèrent contre le gouvernement. Une collision éclata près du pont d'Austerlitz et sur le boulevard Bourdon, à côté du grenier d'abondance. Les dragons chargèrent la foule, qui répondit à coups de pierre. Bientôt des barricades se dressèrent dans beaucoup de quartiers, et la fusillade éclata.

Dans la nuit du 5 au 6, l'insurrection paraissait victorieuse. Mais le gouvernement disposait de 24,000 soldats ; la garde nationale, formée en grande partie par la bourgeoisie, lui était

1. Pierre Leroux, auteur de l'*Encyclopédie nouvelle*, en collaboration avec Jean Reynaud, et de la *Grève de Samarez*, né à Paris le 17 avril 1797 et mort dans cette ville le 12 avril 1871. — Armand Carrel, né à Rouen en 1800, tué en duel à Saint-Mandé en 1836 par Émile de Girardin. — Raspail (François-Vincent), né à Carpentras, le 24 janvier 1794, mort à Arcueil, le 7 janvier 1878. — Barbès (Armand), né à la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), le 18 septembre 1809, mort à la Haye, en 1869. — Blanqui (Auguste), originaire de Nice, né en 1805 à Paris, mort dans la même ville le 1er janvier 1881.

favorable. Le 6 juin, l'insurrection fut vaincue successivement dans le faubourg Saint-Antoine, à la Bastille, à la place Maubert, dans les rues Montmartre, des Arcis et de la Planche-Mibray. Les insurgés étaient restés maîtres de la rue Saint-Martin ; ils avaient construit deux barricades formidables, qui barraient la rue au nord et au sud, l'une à la hauteur de la rue Saint-Merry, près de la vieille église de ce nom, l'autre à la hauteur de la rue Maubuée. Une poignée d'hommes, commandés par un décoré de juillet nommé Jeanne, défendirent intrépidement cette position contre la garde nationale et la troupe. Il y avait parmi eux un enfant de douze ans et un vieillard, qui fut tué le drapeau tricolore à la main. Après chaque attaque, les insurgés descendaient des barricades pour aller sous le feu des soldats s'emparer des cartouches contenues dans les gibernes des assaillants tombés sous leurs coups. L'un des combattants demandait des vivres : « Des vivres, répondit Jeanne, il est trois heures, et à quatre heures nous serons morts ! » Presque tous périrent sur les barricades ou dans une maison située au nº 30. Vingt et un accusés furent traduits en cour d'assises : seize furent acquittés. Les six autres furent condamnés à la réclusion. L'insurrection avait échoué.

Procès des saint-simoniens. — Vaincues sous une forme, l'opposition et la résistance reparurent bientôt sous une autre. Au procès des accusés de Saint-Merry succéda celui des *saint-simoniens*. Rien d'aussi bizarre que cette secte, qui se présentait comme devant continuer la tradition chrétienne en la transformant. Supprimer la misère et faire disparaître l'inégalité, tels étaient les projets ou plutôt les rêves des saint-simoniens. Leur fondateur était un descendant de l'auteur des fameux mémoires.

Par l'étude de l'histoire, les saint-simoniens avaient été conduits à reconnaître la loi du progrès. L'humanité, disaient-ils, va de l'antagonisme à l'association. « Le vaincu n'avait-il pas commencé par être exterminé par le vainqueur ? Le vainqueur, plus tard, ne s'était-il pas contenté de réduire le vaincu en esclavage ? Le serf n'avait-il pas succédé à l'esclave, et l'homme libre au serf ? L'humanité marchait donc vers le principe de l'*association universelle fondée sur l'amour*. » (M. L. Blanc.)

Une seconde loi était déduite par les saint-simoniens du spectacle de l'histoire. « La civilisation, en se développant, n'avait pas cessé d'accroître l'importance de l'homme intelligent au détriment de l'homme fort. Par qui avait été représenté dans

le moyen âge le principe de l'hérédité? par l'empereur. Et le principe contraire? par le pape... N'y avait-il aucune conclusion profonde à tirer du moine élu, sortant de l'obscurité de son cloître pour monter sur le trône pontifical, et le lendemain donnant à baiser au plus fier d'entre les souverains héréditaires la poussière de ses sandales? L'humanité marchait donc vers une organisation dans laquelle on donnerait *à chacun suivant sa capacité*, et *à chaque capacité suivant ses œuvres*. »

Le troisième fait qui avait frappé les saint-simoniens, c'étaient les progrès de l'industrie. A la conquête de l'homme par l'homme, à la guerre, sur laquelle était fondé le monde ancien, succédait peu à peu la conquête de la terre et de la matière par la science et le travail. Ainsi l'humanité marchait vers l'*organisation de l'industrie.*

Les idées des saint-simoniens peuvent se résumer en trois points : 1° *Association universelle fondée sur l'amour*, donc : *plus de concurrence ;* 2° *A chacun suivant sa capacité*, *à chaque capacité suivant ses œuvres*, donc : *plus d'héritage;* 3° *Organisation de l'industrie*, donc : *plus de guerre.*

Les saint-simoniens avaient à leur tête Enfantin[1], qui portait le nom de *Père*, Bazard, Barrault, Charton, Laurent (de l'Ardèche), Abel Transon, Pierre Leroux, d'Eichtal, Henri Fournel, Jean Reynaud, Eugène et Olinde Rodrigues, Carnot, Dugied, Péreire, Cazeaux, Flachat, Charles Duveyrier et Michel Chevalier. Il y eut une rupture entre Enfantin et Reynaud : le premier voulait *réhabiliter la chair*, faire de la femme l'égale de l'homme et fonder le *couple prêtre*. Le père Enfantin et ceux qui lui restaient fidèles se retirèrent à Ménilmontant et y vécurent dans le travail en commun et la prédication. Traduits en justice, le 27 août 1832, pour avoir violé la loi qui défendait les réunions de plus de vingt personnes, ils furent condamnés à la prison. L'association saint-simonienne était dissoute; mais l'agitation qu'elle avait provoquée n'en subsistait pas moins.

Ministère du 11 octobre 1832; Thiers, Guizot, de Broglie. — En butte à des attaques de toute nature, le gouvernement résolut de faire entrer aux affaires le duc de Broglie, Guizot et Thiers : les deux premiers, peu populaires; le troisième, esprit actif, entreprenant, était déjà connu par la publication de son *Histoire de la Révolution française* et la protestation des jour-

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise son buste, œuvre de M. Aimé Millet.

nalistes, qu'il avait rédigée lors des journées de juillet. Le 11 octobre 1832, le *Moniteur* publia une ordonnance qui appelait au ministère des affaires étrangères de Broglie, à celui de l'intérieur Thiers, à l'instruction publique Guizot, aux finances Humann. Le maréchal Soult resta au ministère de la guerre, avec le titre de président du conseil, et M. Barthe fut nommé à la justice. Si ces ministres avaient été d'accord entre eux, ils auraient pu être forts. Mais Thiers et Guizot aspiraient tous les deux à se placer à la tête du gouvernement ; aucun des deux n'était disposé à se retirer devant l'autre.

Nouvelle insurrection à Lyon (9 avril 1834), **à Paris** (13 avril). — Vaincus en 1832, les républicains, adversaires du gouvernement de juillet, ne se découragèrent pas. A Paris s'organisa la *Société des droits de l'homme*. L'agitation gagna l'armée ; les régiments de cuirassiers en garnison à Lunéville promirent leur concours. Mais c'est à Lyon qu'eut lieu la première explosion.

L'insurrection du 21 novembre 1832 avait laissé dans cette ville de nombreuses semences de haines contre le pouvoir. La dissolution de la garde nationale, la construction de forts détachés, les condamnations prononcées contre deux journaux, le *Précurseur* et la *Glaneuse*, l'interdiction d'un banquet de 6,000 couverts que les Lyonnais voulaient offrir à Garnier-Pagès, irritèrent profondément la population. La *Société des droits de l'homme* s'établit à Lyon ; elle prit pour chefs MM. Martin, Bertholon, Baune, Hugon, Poujol, Albert, Sylvain Court. Le 12 février 1834, les fabricants, dont les bénéfices avaient beaucoup baissé par suite de la concurrence, ayant voulu diminuer de vingt-cinq centimes par aune le salaire des ouvriers, ceux-ci cessèrent de travailler ; pourtant ils semblaient prêts à céder quand l'arrestation de quelques-uns d'entre eux amena un soulèvement général. Le 9 avril, les insurgés, ayant à leur tête Lagrange et Baune, se jetèrent dans les rues en chantant la *Marseillaise*. Pendant quatre jours, Lyon fut le théâtre d'un combat furieux. Enfin la victoire resta aux troupes. La plupart des insurgés étaient tués ou pris.

En même temps, une tentative d'insurrection essayée à Lunéville par les maréchaux des logis de cuirassiers Thomas, Bernard, Tricotel, échouait également et amenait l'arrestation de ses auteurs (16 avril 1834).

A Paris, le 13 avril, lorsqu'on apprit le soulèvement de Lyon, les rues Beaubourg, Geoffroy-l'Angevin, Aubry-le-

Boucher, aux Ours, Maubuée, Transnonain, se couvrirent de barricades. Mais le pouvoir avait à sa disposition 40,000 soldats et la garde nationale. Les troupes, commandées par le général Bugeaud, étouffèrent l'insurrection dans la matinée du 14 avril. Des soldats furieux, sous les ordres du lieutenant de Failly, pénétrèrent dans la maison n° 12 de la rue Transnonain et en tuèrent tous les habitants, qui cependant n'avaient pris aucune part au combat.

Le gouvernement prit des mesures pour prévenir un nouveau soulèvement. Une loi fut portée par les chambres contre les détenteurs d'armes de guerre ; on vota des crédits supplémentaires pour élever l'armée au chiffre de 400,000 hommes, et tous ceux qui avaient été compromis dans les dernières insurrections furent traduits devant la chambre des pairs.

Ministère des trois jours. — La chambre des députés était arrivée au terme de son mandat. Les élections de juin 1834 donnèrent encore la majorité au gouvernement ; mais il allait avoir à résoudre une grave question. Fallait-il accorder une amnistie aux accusés d'avril ? fallait-il les livrer aux tribunaux? Le maréchal Gérard, qui avait remplacé le maréchal Soult dans le cabinet, s'efforça de faire décréter l'amnistie. Les autres ministres se prononçant contre lui, il quitta le pouvoir.

Après sa retraite le ministère ne put se reconstituer. Il fut remplacé par le cabinet qu'on appela le *ministère des trois jours*, c'est-à-dire par le duc de Bassano et par Bresson, Passy, Persil, Charles Dupin, Bernard, Teste (10 novembre 1834). Trois jours après, ces nouveaux ministres se retiraient. Thiers, Guizot et de Broglie revinrent au pouvoir ; le maréchal Maison présida le cabinet.

Armand Carrel à la chambre des pairs. — Les difficultés étaient loin d'être terminées : la chambre des pairs, transformée en cour de justice, cita à sa barre M. Rouen, gérant du *National*, pour un article où il l'attaquait. Armand Carrel s'était chargé de la défense. Dans son discours, il prononça le nom du maréchal Ney : « Les temps ont décidé, dit-il : aujourd'hui le juge a plus besoin de réhabilitation que la victime. — Défenseur, lui dit alors le président Pasquier, vous parlez devant la chambre des pairs. Vos expressions, prenez-y garde, pourraient être considérées comme une offense... » Armand Carrel reprit la parole : « Si parmi les pairs qui ont voté la mort du maréchal Ney, si parmi les pairs qui siègent dans cette enceinte, il en est un qui se trouve blessé de mes paroles, qu'il fasse

une proposition contre moi, qu'il me dénonce à cette barre, j'y comparaîtrai. Je serai fier d'être le premier homme de la génération de 1830 qui viendra protester ici, au nom de la France indignée, contre cet abominable assassinat. » Le président lui retira la parole. Mais l'un des pairs, le général Excelmans, s'écria à son tour : « Je partage l'opinion du défenseur. Oui, la condamnation du maréchal Ney a été un assassinat juridique. Je le dis, moi ! »

Procès des accusés d'avril (février-décembre 1835). — Le 6 février 1835 s'ouvrit le fameux procès d'avril, qui devait durer, à travers des péripéties de toute sorte, jusqu'au mois de décembre de la même année. Les accusés de Lyon, de Lunéville, de Paris, étaient au nombre de près de deux cents ; on comptait parmi eux Armand Marrast, Lebon, Landolphe, Guinard, Kersausie, Caussidière, Lagrange, Vignerte, Godefroy Cavaignac. Une ordonnance du 30 mars investit la chambre des pairs, à l'égard des avocats, de tous les pouvoirs accordés d'habitude aux cours d'assises. Les avocats protestèrent. Des scènes violentes se passèrent pendant tous les débats. Il y eut des menaces, des cris de colère, des interpellations passionnées. Les accusés ayant voulu choisir pour défenseurs des personnes autres que des avocats, la cour s'y opposa. La plupart des accusés refusèrent dès lors de se défendre. On les fit emmener de l'audience ; mais toutes les fois qu'ils parurent, ils apostrophèrent rudement la cour des pairs. Enfin un certain nombre d'entre eux, parmi lesquels Armand Marrast, Guinard, Landolphe, Vilain, Fournier, Rozière, Cavaignac, Vignerte, Granger, s'échappèrent de Sainte-Pélagie en perçant le mur d'un caveau. Les autres furent condamnés à la prison ou à la déportation.

Tentatives contre la vie de Louis-Philippe. Lois de septembre. — Les adversaires de la monarchie de juillet étaient vaincus. Mais si le trône n'était plus menacé, la vie du roi allait se trouver en péril. Le 28 juillet 1835, pour célébrer l'anniversaire de la révolution de 1830, Louis-Philippe passait en revue la garde nationale de Paris, rangée en bataille sur les boulevards depuis la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille. Il était arrivé au boulevard du Temple, quand soudain on entendit retentir une horrible explosion. Une machine infernale composée de vingt-cinq canons de fusil liés ensemble, renfermant une quadruple charge de mitraille, et placée au troisième étage du n° 50, venait d'éclater. Le maréchal Mortier, un général, un capitaine d'artillerie, deux colonels, quatre gardes nationaux,

un vieillard de soixante-dix ans et deux jeunes filles avaient péri. L'assassin, un Corse nommé Fieschi, fut arrêté dans une maison voisine. Une femme avec laquelle il avait des relations et lui-même dénoncèrent à la police le mercier Morey et l'épicier Pépin, qui protestèrent jusqu'au bout de leur innocence. Déclarés coupables par le jury et condamnés à mort tous les trois, Pépin, Morey et Fieschi furent guillotinés le 16 février 1836.

Le 25 juin suivant, le roi échappa à une nouvelle tentative de meurtre. Un jeune homme tira sur lui au sortir des Tuileries. Il fut immédiatement arrêté : « Monstre, lui dit un des officiers qui se trouvaient là, je t'aurais donné du pain si tu m'en avais demandé ! — Du pain ? je ne mendie pas, je le gagne, et celui qui m'empêche d'en gagner, je le tue. » Il s'appelait Alibaud. Il fut condamné à mort. Bien des fois encore la vie de Louis-Philippe devait être menacée.

A la suite de l'attentat de Fieschi, le ministère avait proposé, et les chambres avaient voté les *lois de septembre*. La première de ces lois permettait au ministre de la justice de créer autant de cours d'assises qu'il le jugerait nécessaire pour traduire devant elles les personnes accusées de rébellion; la seconde attribuait au jury le vote secret et réduisait de 8 à 7 la majorité des voix *nécessaire* pour la condamnation; la troisième, relative à la presse, punissait de la détention et d'une amende de 10,000 à 50,000 francs l'outrage à la personne du roi et toute attaque contre le principe du gouvernement. Il était défendu aux journaux de parler du roi ; aucune pièce de théâtre ne pouvait être jouée, aucun dessin mis en vente, sans autorisation préalable. Les journaux attaquèrent ces lois avec acharnement. Mais le plus redoutable des adversaires du gouvernement, Armand Carrel, blessé en duel d'un coup de pistolet par Émile de Girardin, à la suite d'une querelle suscitée par un article de journal, mourut le 24 juillet suivant (1836).

Ministère du 22 février 1836 : Thiers. Ministère du 6 septembre 1836 : Molé. — Le cabinet du 11 octobre, interrompu seulement pendant trois jours au mois de novembre 1834, était à la tête des affaires depuis quatre ans ; mais Guizot et de Broglie d'un côté, Thiers de l'autre, étaient loin d'être toujours d'accord. Ils se divisèrent sur une question de finances, qui amena une rupture. La majorité, dans la chambre des députés, vota contre Guizot et de Broglie; ils donnèrent leur

démission, et un nouveau ministère fut constitué le 22 février 1836. Thiers était président du conseil et ministre des affaires étrangères ; Sauzet devenait garde des sceaux ; M. de Montalivet, ministre de l'intérieur ; Passy, ministre du commerce et des travaux publics ; Pelet, de l'instruction publique ; d'Argout, des finances ; le maréchal Maison, de la guerre ; l'amiral Duperré, de la marine.

Le nouveau cabinet n'eut pas une longue durée. Thiers désirait que le gouvernement français, afin de reprendre son rang en Europe, intervînt par les armes en Espagne pour y mettre un terme à la guerre civile et y faire triompher le parti constitutionnel. Le roi s'effraya à l'idée d'une expédition dans la Péninsule. Thiers donna sa démission. Le 6 septembre 1836 se constitua, sous la présidence de Molé, un cabinet dans lequel entrèrent Persil, de Gasparin, de Rosamel, Duchâtel, Guizot, Martin (du Nord) et Bernard.

Complot bonapartiste de Strasbourg (30 octobre 1836). **Loi de disjonction.** — Qu'était devenue, depuis 1815, la famille de Napoléon ? Le jeune duc de Reichstadt, son fils, était mort obscurément à Schœnbrunn, en 1832, sous l'uniforme autrichien. Louis-Napoléon, fils du roi de Hollande Louis Bonaparte et de la reine Hortense, devint alors le chef de la famille Bonaparte. Il avait été élevé en Suisse, au château d'Arenenberg, et il avait reçu le grade de capitaine d'artillerie dans l'armée suisse. Les émeutes continuelles qui éclataient en France lui donnèrent la persuasion que le gouvernement de Louis-Philippe s'écroulerait à la première tentative.

Il se ménagea des intelligences dans la garnison de Strasbourg. Le 30 octobre 1836, à cinq heures du matin, le colonel Vaudrey le présenta aux artilleurs du 4ᵉ. Il parvint pendant quelques instants à entraîner ce régiment, ainsi que le 3ᵉ d'artillerie et les pontonniers. Mais le 46ᵉ de ligne, commandé par le lieutenant-colonel Taillandier, refusa de se joindre aux conjurés, qui, attaqués par lui, furent arrêtés pour la plupart dans la caserne d'infanterie où ils s'étaient engagés. Louis-Philippe fit embarquer Louis-Napoléon pour l'Amérique. Les autres conjurés, le colonel Vaudrey, les chefs d'escadron Parquin et de Bruc, les lieutenants Laity et de Quérelles, M. de Gricourt, Mme Gordon, traduits devant la cour d'assises de Strasbourg, furent acquittés par le jury, qui n'avait pas voulu prononcer de condamnation quand le principal coupable était renvoyé sans jugement (18 janvier 1837).

Cet acquittement inquiéta le pouvoir, qui proposa aux chambres la *loi de disjonction*. Aux termes de cette loi, quand des accusés civils et des accusés militaires seraient impliqués dans le même complot, les premiers devaient être seuls jugés par la cour d'assises; les autres devaient être envoyés devant un conseil de guerre. Le projet de loi fut vivement attaqué. « Comment! s'écria Berryer[1] à la chambre des députés, vous allez envoyer les coupables d'un même crime devant des juges différents! Et vous ne comprenez pas quelle atteinte est portée par là à l'autorité de la justice, à sa dignité, au respect dû à ses décisions! Supposez que vous l'eussiez eue, cette loi, la veille de l'attentat commis à Strasbourg : que serait-il arrivé si, le jury restant imbu des opinions que vous redoutez, le conseil de guerre avait été animé, au contraire, des sentiments de rigueur que vous attendiez de lui? Que serait-il arrivé, après l'acquittement prononcé par l'un des deux tribunaux et la condamnation prononcée par l'autre? Quoi! en même temps, dans la même ville, deux portes se seraient ouvertes : ici, la marche funèbre des condamnés à mort; là, l'ovation aux coupables acquittés et à leurs juges! Et vous auriez laissé passer le convoi à côté de ces joies bruyantes des triomphateurs de la justice!... » La loi fut rejetée.

Ministère du 15 avril 1837. Mariage du duc d'Orléans. Loi d'Apanage. — « Le ministère du 6 septembre, disait le soir même un journal semi-officiel, ne se retirera pas devant le vote de la chambre. Il voulait renforcer la discipline de l'armée et prévenir le retour d'affligeants désordres : les mesures qu'il proposait ayant été rejetées, ce n'est pas sur lui que retombe la responsabilité. » Malgré cette déclaration, la chambre ayant encore repoussé un projet de dotation en faveur du duc de Nemours, le cabinet fit place au ministère du 15 avril 1837. Molé restait président du conseil avec MM. Barthe, de Montalivet, de Salvandy, Lacave-Laplagne, de Rosamel et Martin (du Nord) pour collègues.

Molé, imbu des traditions impériales, substitua le gouvernement personnel au gouvernement parlementaire. Son ministère fut marqué par des conquêtes en Algérie, une intervention au Mexique, l'évacuation d'Ancône, que les Français occupaient depuis 1832, des démêlés avec la Suisse, à laquelle il demandait le renvoi des réfugiés français, et le mariage du duc

1. Berryer, né en 1790, mort à Angerville le 30 novembre 1868.

d'Orléans. Ce jeune prince, fils aîné du roi, épousa, le 30 mai 1837, la princesse Hélène de Mecklembourg. Ce fut à l'occasion des fêtes de ce mariage que le musée de Versailles retraçant, par la peinture et la sculpture, les principaux faits de l'histoire de France fut ouvert au public (10 juin 1837). De cette union devaient naître deux fils, le comte de Paris et le duc de Chartres.

Quant à l'intervention au Mexique, elle eut lieu dans les circonstances suivantes : Le gouvernement mexicain refusant d'accorder réparation pour des préjudices causés à des négociants français, une escadre, commandée par le contre-amiral Baudin et le prince de Joinville, bombarda le fort de Saint-Jean-d'Uloa près de la Vera-Cruz, le 27 novembre 1838. Par le traité du 9 mars 1839, le Mexique fit droit aux réclamations de la France.

La coalition (1838-1839). **Insurrection du 12 mai.** — Les légitimistes avaient échoué en 1832, les républicains en 1831, 1832, 1834, les bonapartistes en 1836. Le gouvernement semblait n'avoir plus rien à craindre. Une coalition se forma contre lui entre la gauche et les deux fractions du centre dans la chambre des députés. Attaquée par Duvergier de Hauranne, Guizot, Thiers, Mauguin, la politique ministérielle fut encore approuvée par 221 voix contre 208. Molé s'effraya de n'avoir qu'une si faible majorité. Il fit dissoudre la chambre. Les élections nouvelles ne lui furent pas favorables. « La France, disait M. de Cormenin dans une brochure, veut le gouvernement du pays par le pays ; la cour veut le gouvernement personnel du roi. Au bout de l'un se trouvent l'ordre et la liberté ; au bout de l'autre se trouve une révolution. Voilà l'état de la question. » Molé se retira le 8 mars 1839.

Deux mois après, le parti républicain essayait de renverser le gouvernement. Le 12 mai, la *Société des saisons*, conduite par Barbès, Blanqui, Martin Bernard, Guignot, attaqua un magasin d'armes dans la rue Bourg-l'Abbé. Repoussés au palais de justice, les insurgés se barricadèrent dans la rue Grénetat ; après une résistance désespérée, ils furent presque tous tués ou pris. Barbès et Blanqui furent condamnés à mort ; mais leur peine fut commuée en une détention perpétuelle. Emprisonné au Mont-Saint-Michel, Barbès essaya de s'échapper, tomba sur les rochers d'une hauteur prodigieuse, et fut grièvement blessé. Il recouvra la liberté, ainsi que ses compagnons, par la Révolution du 24 février 1848.

CHAPITRE XXVI.

Belgique, Pologne, Allemagne, Suisse, Italie, après 1830.

Suites de la révolution de 1830 en Europe. — Révolution à Bruxelles (25 août 1830). Conférence de Londres. — Le prince Léopold de Saxe-Cobourg devient roi des Belges. Prise de la citadelle d'Anvers (novembre-décembre 1832).

Révolution polonaise du 29 novembre 1830. — Bataille du Waver (19-21 février 1831), de Grochow (25 février). — Batailles de Dembé, d'Iganie (mars-avril 1831), d'Ostrolenka (12 mai). — Prise de Varsovie par les Russes (7 septembre 1831).

Mouvements en Allemagne. — Mouvements en Suisse. Le Sonderbund. — Italie. Révolutions à Modène, à Parme, à Bologne. Double intervention des Autrichiens (1831-1832). Occupation d'Ancône par les Français (1832-1838). Mazzini et la Jeune Italie (1833).

Suites de la révolution de 1830 en Europe. — La révolution de 1830 eut son contrecoup dans toute l'Europe : en Belgique contre les Hollandais, en Pologne contre les Russes, en Italie contre les Autrichiens, au nom de l'indépendance nationale ; en Suisse contre l'aristocratie, au nom de l'égalité ; en Allemagne, en Portugal, en Espagne, au nom de la liberté, contre les gouvernements absolus. Sur trois points, à Bruxelles, à Lisbonne, à Madrid, la révolution l'emporta ; partout ailleurs, à Bologne, à Varsovie, sur les bords du Rhin, elle fut vaincue. Plus d'un peuple put, comme les Polonais, répéter avec le poète : *Dieu est trop haut, et la France est trop loin !*

Révolution à Bruxelles (25 août 1830). **Conférence de Londres.** — En 1815, lors du congrès de Vienne, l'Europe coalisée, afin de fermer à la France les portes de Bruxelles, d'Anvers et de Liège, avait réuni la Belgique et la Hollande sous le sceptre de la maison d'Orange. Cette création artificielle joignait ensemble deux peuples antipathiques. Les Belges parlaient français, la langue des Hollandais était le flamand ; la plupart des Belges étaient catholiques, la plupart des Hollandais étaient protestants. Les Hollandais vivaient du commerce maritime ; les Belges, de l'exploitation des mines et de l'industrie. Imposée à la Belgique par la force, l'union ne pouvait être durable. Un mois après la révolution de juillet, le 25 août 1830, au sortir d'une représentation de la *Muette*

de Portici, les habitants de Bruxelles se soulevèrent au nom de l'indépendance nationale et déployèrent le drapeau tricolore brabançon. Les bureaux d'un journal ministériel furent mis au pillage, et la maison du ministre Van Maanen incendiée.

Le 1er septembre, le prince d'Orange, fils aîné du roi Guillaume, arriva aux portes de Bruxelles ; les insurgés le reçurent, à condition qu'il entrerait seul. Mais le roi craignit de le voir pactiser avec les insurgés ; il fut rappelé. Son frère, le prince Frédéric, pénétra le 25 septembre dans la ville avec 9,000 soldats ; il dut battre en retraite le quatrième jour, après une lutte terrible. Une semaine plus tard, le 3 octobre 1830, le gouvernement provisoire qui s'était organisé à Bruxelles proclama l'indépendance de la Belgique.

Mais les Hollandais restaient maîtres des places fortes ; ils bombardèrent Anvers. Un des chefs belges, le comte Félix de Mérode, fut tué dans une rencontre d'avant-poste. Les Belges ne tardèrent pas à tourner leurs regards vers la France. Alors les signataires des traités de 1815 intervinrent ; une conférence s'ouvrit à Londres le 4 novembre : l'Angleterre, la France, la Russie, la Prusse et l'Autriche y étaient représentées. La conférence proposa un armistice entre les Belges et les Hollandais, déclara le 20 décembre le royaume des Pays-Bas dissous et annonça qu'elle chercherait les arrangements « les plus propres à combiner l'indépendance future de la Belgique avec l'équilibre européen. » Cela voulait dire qu'on ne permettrait à aucun prix l'union de la Belgique avec la France, que les Anglais ne voulaient pas revoir le drapeau tricolore à Anvers, pas plus que les Prussiens ne voulaient le souffrir sur le Rhin.

Le prince Léopold de Saxe-Cobourg devient roi des Belges. Prise de la citadelle d'Anvers (nov.-déc. 1832). — Louis-Philippe le comprit. Il s'opposa à l'élection du prince de Leuchtemberg, fils d'Eugène Beauharnais, comme roi de Belgique ; mais, pour éviter la guerre, il refusa la couronne offerte à son second fils, le duc de Nemours, par le congrès belge réuni à Bruxelles (3-17 février 1831). Quatre mois après, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, patronné par l'Angleterre, fut proposé aux Belges comme souverain par la conférence de Londres et agréé par le congrès (juillet 1831). La conférence décida que le Limbourg et le Luxembourg seraient partagés entre les Hollandais et les Belges, et elle mit le tiers de la

dette du royaume des Pays-Bas au compte de la Belgique (traité des 18 articles, 12 novembre 1831).

Le roi Guillaume refusa de céder et de retirer ses troupes des places fortes belges ; La France se chargea de l'y contraindre. Une armée de 50,000 hommes, commandée par le maréchal Gérard, vint mettre le siège devant la citadelle d'Anvers, occupée par les Hollandais sous les ordres du général Chassé (29 novembre 1832). Les Hollandais tentèrent de troubler le siège en attaquant la digue de Doël, défendue par 600 hommes de la division Sébastiani ; ils furent repoussés. Après vingt-cinq jours de tranchée ouverte et dix-neuf de bombardement, la place capitula le 23 décembre 1832. Quelque temps après, le roi Léopold épousa la princesse Louise-Marie, fille aînée de Louis-Philippe. La Belgique était affranchie ; mais ce fut seulement sept ans plus tard que le roi de Hollande reconnut son indépendance (2 février 1839).

Révolution polonaise du 29 novembre 1830. — Pendant ce temps la Pologne devenait une province russe. Depuis 1815 elle formait un royaume constitutionnel, gouverné, au nom d'Alexandre, par son frère, le grand-duc Constantin. Ce dernier avait épousé une Polonaise, la princesse de Lowitz, et se montrait en général assez bien disposé pour les habitants du royaume. Ceux-ci n'en désiraient pas moins ardemment leur indépendance. L'avènement de Nicolas augmenta leur aversion pour le joug moscovite. Tout à coup, au mois de novembre 1830, l'ordre arriva de mettre l'armée polonaise sur le pied de guerre. Le czar voulait marcher sur Paris pour relever le trône de Charles X. Les Polonais prirent les armes, mais contre leur maître ; *l'avant-garde*, suivant l'expression de Lafayette, *s'était retournée contre le corps de bataille.*

Dans la nuit du 29 novembre 1830, deux jeunes sous-lieutenants, Wysocki et Zaliwski, soulèvent l'école militaire des porte-enseignes ; la population se joint à eux, en chantant l'hymne national : *Non, Pologne, tu n'es pas sans défenseurs.* Ils entraînent les régiments polonais et chassent les soldats russes. Constantin, à moitié nu, abandonne son palais du Belvédère pour se sauver dans la campagne. Varsovie est délivrée.

Pour résister aux forces écrasantes que le czar allait lancer contre elle, il aurait fallu que la Pologne se soulevât tout entière, comme la France en 1792 ou l'Allemagne en 1813. Mais

le général Chlopicki, nommé dictateur, n'avait, malgré son courage, ni l'activité ni le talent nécessaires pour une si grande tâche. Au lieu de marcher en Lithuanie et d'insurger les anciennes provinces polonaises, il resta immobile, négocia sans succès, et laissa l'enthousiasme populaire se refroidir. Les Polonais espéraient l'appui de la France. Mais pour les secourir il aurait fallu combattre à la fois les trois puissances copartageantes : la Russie, l'Autriche et la Prusse. Le gouvernement de juillet ne put rien faire en leur faveur.

Batailles de Waver (19-21 février 1831), **de Grochow** (25 fév.). — Deux mois après la révolution, en février 1831, le feld-maréchal Diébitch entrait en Pologne avec 120,000 Russes et 400 canons. Les Polonais ne pouvaient présenter en ligne que 35,000 fantassins, 10,000 cavaliers et 136 bouches à feu ; ils étaient commandés par Chlopicki. Suspect au parti populaire, ce général n'était plus dictateur : il avait donné sa démission et se trouvait placé, comme chef de l'armée, sous les ordres du prince Radziwil. Pendant deux jours, les 19 et 20 février, les Russes et les Polonais se rencontrèrent au bord de la Vistule, dans la forêt de Waver. Diébitch fut repoussé.

Une nouvelle bataille se livra le 25 février entre Waver et Grochow. Les Russes étaient deux contre un ; leurs 15,000 cavaliers chargèrent à la fois, soutenus par le feu de 58 pièces de canon, pourtant ils ne purent enfoncer leurs adversaires. La Vistule fut teinte du sang moscovite. Les cuirassiers du prince Albert, qui en 1814 étaient entrés dans Paris à la tête des armées de la coalition, furent exterminés par les lanciers et les faucheurs polonais. Après cette lutte terrible, l'armée polonaise se retira sur la rive gauche de la Vistule ; les Russes restèrent immobiles.

A l'extrême droite des Polonais, Dwernicki, avec une poignée d'hommes, sortit de Zamosc, et obtint d'éclatants succès à Stoczek, le 14 février, à Novawies (19 février), à Kurow (3 mars), à Boremel (17 avril). Mais ensuite, accablé par le nombre, il fut rejeté sur le territoire autrichien.

Batailles de Dembé, d'Iganie (mars-avril 1831), **d'Ostrolenka** (12 mai). — Chlopicki était blessé ; Radziwil donna sa démission. Ils furent remplacés par Skrzynecki. Celui-ci prit l'offensive dans la nuit du 30 mars, passa sur la rive droite de la Vistule, surprit les Russes, les vainquit à Waver et à Dembé (31 mars-1er avril). Dix jours après, ils furent encore battus à Iganie par Prodzinski (10 avril). Mais, par sa lenteur, Skrzynecki

perdit l'occasion de les envelopper et de les détruire ; il se laissa lui-même surprendre à Ostrolenka, sur la Narew, par la grande armée russe (12 mai). La résistance des Polonais fut héroïque. Arrivant en désordre, bataillon par bataillon, au milieu de la ville en flammes, décimés par l'artillerie russe placée sur les hauteurs de la rive gauche de la Narew, ils défendirent le pont d'Ostrolenka toute la journée. Officiers et soldats firent des prodiges. Un régiment polonais, le 4e de ligne, disputa longtemps à la baïonnette la ville et la tête du pont. Rejetés sur la rive droite, les Polonais parvinrent, au prix de pertes énormes, à interdire à leurs adversaires le passage du fleuve. La nuit venue, il fallut pourtant battre en retraite. Les Russes, du reste, ne purent prendre l'offensive. Le choléra décimait les deux armées. Le généralissime russe, Diébitch, mourut le 10 juin ; le grand-duc Constantin, le 29.

Prise de Varsovie par les Russes (7 septembre 1831). — L'empereur de Russie résolut d'en finir : il envoya en Pologne le feld-maréchal Paskiéwitch avec des renforts. Les Prussiens lui permirent de passer sur leur territoire. L'Angleterre refusa de se joindre à la France pour offrir sa médiation à Varsovie et à Pétersbourg. Les Polonais n'avaient plus à compter que sur eux-mêmes. Les Russes tournaient autour de Varsovie et franchissaient la Vistule au-dessous de cette ville vers Modlin, afin de venir attaquer la capitale à l'ouest par la rive gauche. Skrzynecki, débouchant de Varsovie à son choix par l'une ou l'autre rive, aurait pu les attaquer pendant leur marche avec de grandes chances de succès, prendre en flanc et couper leurs colonnes allongées et séparées par le fleuve. Il resta immobile. On le destitua ; il fut remplacé par Dembinski, puis par Krukowiecki. Le 15 août, le peuple de Varsovie massacra les suspects dans les prisons.

En ce moment-là même, l'armée russe, ayant franchi la Vistule vers Modlin, venait attaquer la ville par la rive gauche. La diète appela le peuple aux armes : « Au nom de Dieu et de la liberté, disait sa proclamation, au nom de la nation placée entre la vie et la mort, au nom des rois et des héros, vos ancêtres, qui sont tombés sur les champs de bataille pour la foi et l'indépendance de l'Europe, au nom des générations futures, qui demanderont compte à vos ombres de leur servitude, prêtres du Christ, bourgeois, cultivateurs, levez-vous en masse ! » Varsovie fut bombardée pendant deux jours (6-7 septembre). Le généralissime Krukowiecki capitula.

« C'est la dernière fois que je prends la parole, dit à la tribune un membre de la diète, et je finirai sans doute en Sibérie ; mais j'ai l'espoir que toutes les provinces de l'empire russe se soulèveront. Moi, vieillard, je ne verrai pas ce temps ; vous, messieurs, qui êtes encore jeunes, gravez bien dans votre cœur que la Pologne ne doit avoir d'autres limites que le Dniéper et la Dwina ! » Après la capitulation, on se battit encore dans les rues ; et l'armée polonaise en retraite, avant d'entrer sur le territoire prussien, où elle devait se dissoudre, se retourna pour brûler contre les Russes ses dernières cartouches. La Pologne n'existait plus comme nation [1]. Le ministre des affaires étrangères, le général Sébastiani, avait dit à la tribune : « L'ordre règne dans Varsovie !» Il avait raison, si par l'ordre il entendait, comme Tacite, le désert [2].

La France, où les Polonais vaincus cherchèrent refuge en grand nombre, leur fit oublier autant qu'elle put, par un accueil sympathique, l'amertume de l'exil. Les chambres votèrent des fonds pour venir à leur secours. La plupart d'entre eux trouvèrent dans notre pays, sous les drapeaux duquel ils avaient combattu pendant les guerres de l'empire, une seconde patrie.

Mouvements en Allemagne. — En Allemagne aussi la révolution de 1830 fut le signal de plus d'un mouvement. Le duc Charles de Brunswick, ayant provoqué les habitants de ses États par des mesures arbitraires, fut obligé de s'enfuir ; son frère Guillaume lui succéda et accorda aux Brunswickois une constitution (7 septembre 1830). En même temps l'électeur de Hesse-Cassel était renversé par ses sujets et remplacé par son fils Frédéric-Guillaume. En Saxe, Antoine Ier dut accorder à son peuple un gouvernement représentatif et partager le pouvoir avec deux chambres. La même révolution eut lieu en Hanovre trois ans après. En Bavière, le roi Louis Ier dut reconnaître la liberté de la presse.

1. Quelques jours après, on lisait à Paris dans la *Némésis :*

> Noble sœur ! Varsovie ! Elle est morte pour nous,
> Morte un fusil en main, sans fléchir les genoux,
> Morte en nous bénissant à son heure dernière,
> Morte en baignant de pleurs l'aigle de sa bannière,
> Sans avoir entendu notre cri de pitié,
> Sans un mot de la France, un adieu d'amitié !

2. Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant. (*Vita Agricolæ.*)

Mais les souverains s'effrayèrent. Au mois de juillet 1832, la diète de Francfort, dominée par l'Autriche et la Prusse, défendit d'introduire dans la législation intérieure des États des articles contraires à l'acte constitutif de la confédération, nomma un comité chargé de surveiller les journaux allemands, déclara la solidarité de tous les princes confédérés et posa en principe l'extradition des réfugiés politiques. Le mouvement fut dès lors contenu. L'année suivante, la Prusse, l'Autriche et la Russie, à la suite des conférences de München-Grætz, enjoignirent au cabinet des Tuileries de bannir les réfugiés de son territoire. Le duc de Broglie fit aux notes des trois puissances une réponse énergique dans laquelle il s'y refusait.

Mouvements en Suisse. Le Sonderbund — Il y avait en Suisse deux partis : celui des démocrates radicaux, partisans de l'égalité civile et politique la plus complète ; le parti aristocratique, qui voulait maintenir l'ancien état de choses et garder ses privilèges. Les radicaux l'emportèrent à Soleure et à Fribourg (janvier 1831), à Zurich et à Saint-Gall (mars), en Thurgovie (avril), et obtinrent la division du canton de Bâle en Bâle-ville et en Bâle-campagne (1832). L'égalité devant la loi, l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics, l'abolition des droits seigneuriaux, furent prononcées.

Dix ans après, une nouvelle question, celle de la réforme fédérale, vint jeter encore une fois la division entre les cantons suisses : les uns voulaient resserrer le lien fédéral ; les autres voulaient maintenir l'indépendance absolue de chaque canton. Les divisions religieuses envenimèrent les haines politiques. Le parti radical, composé surtout de protestants, avait la majorité dans la diète ; il fit décréter le bannissement des ordres religieux. Sept cantons catholiques se liguèrent, sous le nom de *Sonderbund*, et voulurent se séparer de la confédération (11 décembre 1845). Mais à Berne, à Lucerne, les élections augmentèrent encore la force du parti radical ; James Fazy devint président à Genève. Une armée fédérale, commandée par le général Dufour, vainquit les sept cantons à Fribourg et à Lucerne (novembre 1847). L'unité fédérale fut rétablie.

Italie. Révolutions à Modène, à Parme, à Bologne. Double intervention des Autrichiens (1831-1832). **Occupation d'Ancône par les Français** (1832-1838). **Mazzini et la Jeune Italie** (1833). — L'Italie avait tressailli à la nouvelle de la révolution de juillet. Un prince perfide, le duc de Modène, feignit de faire cause commune avec les patriotes, espérant,

s'ils réussissaient, être proclamé roi constitutionnel d'Italie, et disposé à les trahir, s'ils échouaient. Une tentative d'insurrection eut lieu à Modène le 4 février 1831. Elle ne réussit pas; son chef Menotti, blessé et pris, fut livré aux Autrichiens et mis à mort. Mais bientôt le duc fut obligé de sortir de Modène. Les Parmesans chassèrent l'archiduchesse Marie-Louise. Dans les États de l'Église, où régnait Grégoire XVI, Bologne, Pérouse, Foligno, Narni, Urbin, Pesaro, Fano, Sinigaglia, se soulevèrent. Le centre de l'Italie était libre.

Les princes dépossédés appelèrent les Autrichiens à leur secours. Le ministre français Laffitte s'était prononcé énergiquement pour le principe de non-intervention, et voulait que, si l'Autriche le violait, la France lui déclarât la guerre. Louis-Philippe recula, et Laffitte donna sa démission. Les soldats autrichiens s'emparèrent de Parme, Modène, Bologne, Ancône, et emprisonnèrent les insurgés, au mépris de la capitulation de cette dernière ville.

Au mois de décembre suivant, une nouvelle insurrection eut lieu dans la Romagne contre le gouvernement de Grégoire XVI. Les Autrichiens intervinrent encore. Mais, cette fois, la France les arrêta. Casimir Perrier envoya dans l'Adriatique une escadre et un régiment de ligne sous les ordres du colonel Combes (22 février 1832). Cet officier débarqua sous les murs d'Ancône et occupa la ville sans tirer un coup de fusil. Les Français y restèrent jusqu'en 1838. Deux fils de l'ancien roi de Hollande, Louis Bonaparte, fils de la reine Hortense, avaient pris part à l'insurrection de la Romagne : l'un d'eux, Charles Bonaparte, mourut de maladie à Forli; l'autre fut plus tard Napoléon III.

Sans perdre courage, un réfugié, Mazzini (Joseph, né à Gênes, en 1808, plus tard triumvir de la République romaine en 1849 avec Saffi et Armellini, mort en 1872), fonda l'association de la *Jeune Italie*, et il établit un journal à Marseille; il prit pour devise : *Dieu et le Peuple*, et *Maintenant et toujours* (*Ora e sempre*). En 1833, il organisa en Suisse une troupe de réfugiés qui, sous ses ordres et ceux de Ramorino[1], ancien général de l'armée polonaise, devait pénétrer en Italie par la Savoie. Mais les autorités génevoises arrêtèrent une partie des insurgés sur le lac Léman; les autres, après une longue marche dans les montagnes, mourant de froid, de faim et de fatigue, durent abandonner leur entreprise.

1. Général dans l'armée piémontaise en 1840, Ramorino fut accusé d'avoir causé, par son inaction, la défaite de Novare, condamné à mort et fusillé.

CHAPITRE XXVII.

Angleterre, Portugal, Espagne, après 1830.

Angleterre. Guillaume IV (1830-1837). Bill de Réforme (1831-1832). — Abolition de l'esclavage des noirs (1834). La taxe des pauvres. Les workhouses. — Avènement de Victoria (1837). Situation économique de la Grande-Bretagne. Utilité sociale de ses colonies. — Richard Cobden et la ligue de Manchester. Le libre échange. — La pétition des chartistes (1838-1842). — La misère et l'agitation en Irlande. — La propagande anglicane.

Guerre civile en Portugal (1831-1834); dom Miguel, dom Pedro et dona Maria; établissement du régime constitutionnel.

Avènement d'Isabelle II au trône d'Espagne (29 septembre 1833). Régence de Marie-Christine. Ministères Zéa Bermudez et Martinez de la Rosa (1833-5). — Guerre civile. Don Carlos. La quadruple alliance (1834). — Ministère Toreno, Mendizabal et Isturitz (1835-6). — Révolution de la Granja (12 août 1836). Constitution du 18 juin 1837. — Espartero triomphe des carlistes. Convention de Vergara (1839). — Cabrera. Fin de la guerre carliste (1840).

Révolution de septembre 1840. — Chute de Marie-Christine. — Régence et chute d'Espartero (1841-1843). Majorité d'Isabelle. Ministère Lopez et Olozaga. Rappel de Marie-Christine (1843).

Angleterre. Guillaume IV (1830-1837). Bill de réforme (1831-1832). — En Angleterre même, où un nouveau roi, Guillaume IV, était monté sur le trône le 26 juin 1830, la révolution de juillet eut de graves conséquences. Les tories et Wellington, leur chef, tombèrent du pouvoir. Les whigs, les lords Grey, Holland, Althrop, John Russell et M. Brougham les remplacèrent.

Le système électoral de l'Angleterre n'avait subi aucun changement depuis le moyen âge. De là des inégalités choquantes : telle ville qui, au moyen âge fort importante, était maintenant tombée en ruines, conservait le droit d'envoyer au parlement le même nombre de députés qu'autrefois : elle avait reçu le nom de *bourg pourri* ; au contraire, les plus grandes villes de l'Angleterre nouvelle, Manchester et Liverpool, n'étaient pas représentées. Il y avait en tout 658 députés à la Chambre des communes : 84 étaient nommés par les comtés d'Angleterre, 24 par les villes, 172 par les bourgs, 8 par les ports, 4 par les deux universités (Cambridge et Oxford), 24 par le pays de Galles, 95 par l'Écosse, 100 par l'Irlande. Les grands propriétaires fonciers disposaient des deux tiers des élections.

Le 1er mars 1831, lord John Russell présenta à la Chambre

des communes le *bill de réforme*. Ce bill supprimait 56 bourgs pourris; 47 autres ne devaient plus envoyer chacun qu'un député au parlement; 27 villes nouvelles, parmi lesquelles Liverpool et Manchester, dont la population avait grandi rapidement, devaient être représentées à l'avenir; la représentation de Londres était augmentée. Désormais était électeur : dans les *comtés*, tout propriétaire foncier de terre ou maison de la valeur locative annuelle d'au moins 5 livres, c'est-à-dire 125 francs (*freeholder*) ; tout fermier de terrains fieffés par bail régulier (*leaseholder*), ou ressortissant par coutume à un manoir (*copyholder*) ; dans les *bourgs*, tout principal locataire d'une maison d'une valeur locative annuelle d'au moins 10 livres, c'est-à-dire 250 fr. (*householder*). Repoussé en 1831 par les lords, le bill de réforme fut voté le 7 juin 1832 par les deux Chambres.

Dès lors, les candidats à la Chambre des communes n'eurent plus à compter avec l'aristocratie, mais avec les électeurs. Il leur fallut bien encore, le jour fixé pour le vote, rassembler les électeurs au chef-lieu, payer leurs frais de déplacement, leur adresser des harangues[1] du haut d'un échafaudage[2], avant le scrutin[3], qui a lieu publiquement et à haute voix. Mais un grand progrès n'en était pas moins accompli. Pour assurer l'entière liberté des élections, le jour du scrutin, les troupes en garnison dans la ville où il était ouvert devaient en sortir et s'éloigner au moins de deux milles. Les élections pour la Chambre des communes devaient, aux termes de la loi, avoir lieu tous les sept ans.

Abolition de l'esclavage des noirs (1834). **La taxe des pauvres. Les workhouses.** — C'est à la France qu'appartient l'honneur d'avoir la première affranchi la race noire. La Convention Nationale, dans sa séance du 21 juin 1793, abolit l'esclavage dans nos colonies. Il fut malheureusement rétabli par le premier consul en 1801. Malgré les efforts de M. Victor Schœlcher[4], qui consacra toute la première partie de sa vie à lutter par la parole et par la plume pour la délivrance des esclaves, c'est seulement en 1848 que, par un décret du Gou-

1. Speech. — 2. Husting. — 3. Poll.

4. Né à Paris le 21 juillet 1804. A la suite d'un voyage en Amérique (1829), M. Schœlcher publia, en 1833, *De l'Esclavage des noirs et de la Législation coloniale*. Il parcourut le Mexique, les Antilles, l'Égypte, la Turquie, le Sénégal, recueillant des preuves à l'appui de ses idées généreuses. M. Schœlcher est aujourd'hui sénateur.

vernement Provisoire, la servitude fut abolie pour toujours dans les établissements français.

Un homme illustre, W. Wilberforce (né à Hull en 1759, mort en 1833), avait plaidé la même cause en Angleterre dès 1787 à la Chambre des communes. Un long insuccès ne le découragea point. Enfin l'Angleterre fit insérer au second traité de Paris du 20 novembre 1815 un article par lequel toutes les puissances s'engageaient de concert à l'abolition de la traite, c'est-à-dire à empêcher la vente des esclaves sur les côtes d'Afrique et leur transport dans les colonies. Dix-neuf années plus tard, lorsque déjà les restes de Wilberforce reposaient à Westminster, lord Melbourne proposa, et les deux Chambres du parlement votèrent l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises (1834). 500 millions de francs furent distribués aux propriétaires d'esclaves comme indemnité.

C'est en 1601, sous le règne d'Élisabeth, qu'avait été établie la *taxe des pauvres*. Depuis cette époque, le nombre des indigents et le chiffre de l'impôt avaient toujours augmenté. En 1830, il atteignait 170,726,050 francs. Il s'éleva même bientôt après à 225 millions de francs. On vota le 14 août 1834 une loi nouvelle disant : « Les personnes en état de travailler qui tomberont à la charge de la commune, devront être enfermées dans les maisons de travail et soumises à des travaux pénibles : tous secours à domicile seront supprimés pour les pauvres valides. » On créa les *workhouses* (maisons de travail) pour les mendiants valides. Les workhouses, qui n'ont pas d'équivalent sur le continent, tiennent à la fois de l'atelier, de l'hôpital et de la prison. Les hommes et les femmes qui y sont reçus y ont la nourriture strictement indispensable, sont soumis à un travail opiniâtre, et obtiennent rarement la permission de sortir. Ce régime sévère a pour but d'éviter l'encombrement. Certains appréciateurs l'ont condamné comme inhumain ; d'autres ont attaqué jusqu'à l'existence de ces maisons de travail, parce que, disent-ils, les ouvriers et les ouvrières dépensent sans économie et sans songer à l'avenir, comptant voir en cas de besoin cet asile, peu attrayant sans doute, mais toujours sûr, s'ouvrir devant eux.

Avènement de Victoria (1837). Situation économique de la Grande-Bretagne. Utilité sociale de ses colonies. — C'est sous le règne de Guillaume IV que ces mesures avaient été prises. Ce souverain étant mort le 20 juin 1837, sa nièce Victoria, fille du duc de Kent, quatrième fils de Georges III, fut

proclamée reine de la Grande-Bretagne. Comme les femmes ne pouvaient régner en Hanovre, ce pays prit pour roi Ernest-Auguste, duc de Cumberland et cinquième fils de Georges III : il se trouva ainsi séparé de la couronne d'Angleterre, à laquelle il était uni depuis 1714. Un autre changement fut amené par l'avènement de Victoria : jusque-là les souverains anglais s'intitulaient *Rois de France et d'Angleterre*, n'accordant aux chefs du gouvernement français que le titre de *Majesté très chrétienne*. Cet usage disparut désormais [1].

Victoria épousa, le 10 février 1839, le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. Les jeunes époux échappèrent, le 11 juin de la même année, à une tentative de meurtre. Un jeune homme, Édouard Oxford, qui fut reconnu fou, tira deux coups de pistolet sur eux, dans Hyde-Park.

Victoria conserva le cabinet whig, dirigé par le vicomte Melbourne, lord Palmerston et lord John Russell. En 1841 il y eut un ministère tory composé de sir Robert Peel [2], lord Lyndhurst, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Buckingham et lord Wellington. Ce nouveau cabinet dura jusqu'en 1846. Alors, les whigs, Palmerston, Macaulay, lord J. Russell, revinrent au pouvoir.

On verra plus loin (chapitres XXVIII, XXIX et suivants) l'histoire extérieure de l'Angleterre sous le règne de Victoria. Au dedans, l'Angleterre eut à plusieurs reprises de graves em-

1. L'attachement persistant aux vieilles traditions est un trait caractéristique de la société anglaise, comme de toutes les nations aristocratiques. Dans l'ancienne Rome, on était toujours prêt à invoquer l'usage du passé : *More majorum*. A Londres, le lord maire et les aldermen portent encore les mêmes costumes de cérémonie qu'au moyen âge ; les gardiens de la Tour sont vêtus comme au quinzième siècle. On n'abroge pas les anciennes lois, on se borne à ne plus les appliquer. Quoique la langue française, introduite en 1066 par Guillaume le Conquérant, ait cessé d'être officielle en 1362 sous Édouard III, beaucoup de devises, de formules juridiques ou autres rappellent encore les Normands : *Dieu et mon droit*, *Honny soit qui mal y pense* (devise de l'ordre de la Jarretière), *etc.* A Windsor, dans la chapelle consacrée aux cérémonies de l'ordre de la Jarretière, la légende qui accompagne le nom de chaque chevalier est rédigée en français.

2. Quoique tory, Robert Peel était populaire. Il avait fait toute sa vie les plus louables efforts en faveur de la tolérance religieuse ; on lui doit l'adoption de lois libérales en faveur des ouvriers ; c'était, dans la meilleure acception du mot, un philanthrope. Aussi, après sa mort, qui arriva le 2 juillet 1850, une souscription populaire fut-elle ouverte, sous le titre suivant : « *Souscription des pauvres, à un penny par tête, pour élever un monument à sir Robert Peel, qui leur a procuré, par ses réformes, le pain à bon marché.* »

barras à conjurer. La population du Royaume-Uni s'accroissait avec une extrême rapidité ; en même temps elle abandonnait les campagnes, d'abord parce qu'elle était attirée dans les villes par l'espérance d'un travail plus rémunérateur, ensuite parce que, la fortune n'étant pas divisée en Angleterre, la grande propriété augmentant toujours aux dépens de la petite[1], et l'emploi des machines se généralisant, les travaux agricoles exigeaient moins de bras. Dès lors, l'ouvrier allait aux « Indes Noires[2], » c'est-à-dire aux mines de charbon, ou bien il s'entassait dans ces vastes fourmilières humaines où les cheminées des fabriques et le brouillard obscurcissent l'air, à Londres, à Manchester, à Liverpool, à Glasgow, à Newcastle, à Birmingham. Chaque fois qu'éclatait une crise industrielle, la misère devenait affreuse parmi la population ouvrière.

Aucune révolution violente ne devait cependant avoir lieu sous le règne de Victoria : d'abord parce que l'aristocratie, tout en défendant ses privilèges avec opiniâtreté, sut toujours céder à temps et n'essaya jamais de reprendre les concessions accordées ; ensuite, parce que la Grande-Bretagne sut utiliser son immense empire colonial. Quand les hommes deviennent trop nombreux dans la *Vieille Angleterre*, et que les moyens de subsister manquent, au lieu de dresser des barricades et de tirer des coups de fusil, ils vont au Canada, au Cap, en Australie, en Nouvelle-Zélande, fonder des Angleterres nouvelles. La *révolution* est remplacée par la *colonisation*.

Richard Cobden et la ligue de Manchester. Le libre échange. — On a vu (chapitre XXIII) que, sous le ministère de Huskisson, l'Angleterre avait fait un premier pas dans la voie de la liberté commerciale. Malgré la résistance des tories, l'abolition des mesures prohibitives et des droits protecteurs, en ce qui concernait le commerce des grains, devenait inévitable. Enfin, la population augmentant toujours, tandis que la production agricole restait à peu près la même, il fallait que l'Angleterre permît l'importation des grains étrangers, sous peine de mourir de faim[3].

1. « Quelques seigneurs possèdent à eux seuls de si vastes domaines, qu'ils ne pourraient, du haut de leurs montagnes, en saisir du regard toute l'étendue, et parmi les beaux lacs d'Écosse, il en est plusieurs qui se trouvent en entier dans les limites d'un seul parc. » (E. RECLUS.)

2. La superficie des bassins houillers actuels de la Grande-Bretagne est de 23 000 kilomètres carrés ; la production annuelle du charbon s'élève à 130 millions de tonnes.

3. C'est à partir de 1851 que l'Angleterre a cessé d'exporter du blé.

C'est ce que soutint énergiquement, et longtemps avant de triompher, un homme de bien, d'abord considéré comme un utopiste, et dont les doctrines firent sourire avant d'imposer l'admiration. Richard Cobden (né à Dunfort (Sussex) en 1804, mort en 1865) commença par créer une manufacture de coton à Manchester. Devenu riche, il se proposa la réalisation d'un programme exposé dans deux brochures intitulées, l'une *l'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique*, l'autre *la Russie.* Ce programme se résume ainsi : paix universelle, liberté politique partout, libre échange commercial entre toutes les nations. Pour réaliser ses idées, spécialement pour obtenir la liberté commerciale, il fonda la célèbre association ou *Ligue de Manchester* (1838). Voyages, discours, meetings, articles de journaux, il mit tout en œuvre avec l'énergie passionnée qu'apportent les Anglais dans leurs entreprises. Membre des communes en 1841, il obtint en 1846 l'abolition des droits d'entrée sur les céréales; en 1849, il eut la joie de voir entièrement abroger l'acte de navigation ; enfin, en 1860, il eut grande part à la signature d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

Moins heureux dans ses efforts pour maintenir la paix, malgré des démarches personnelles entreprises plusieurs fois auprès des divers souverains de l'Europe, il fut même accusé par quelques-uns de ses compatriotes de manquer de patriotisme, parce qu'il faisait passer l'amour de l'humanité avant l'égoïsme national; d'autres le considéraient comme un rêveur inoffensif, un nouvel abbé de Saint-Pierre[1]. Bien des malheurs auraient été évités pourtant, si sa voix eût été plus souvent écoutée.

La pétition des chartistes (1838-1842). — Cependant la réforme de 1832 n'avait ni donné aux ouvriers anglais le droit électoral ni apporté aucune amélioration à leur sort. Ils se plaignaient de l'insuffisance des salaires, et ils se groupèrent pour obtenir satisfaction. « Les chartistes, ou partisans de la *Charte du peuple,* sont ainsi désignés du titre d'une pétition présentée par eux à la Chambre des communes, et par laquelle ils demandaient : 1° que tout habitant mâle du royaume qui aurait atteint l'âge d'homme eût le droit de voter dans les élections; 2° que le vote eût lieu au scrutin secret; 3° que les élections fussent annuelles ; 4° que le cens d'éligibilité fût supprimé, et que les membres des communes reçussent un traitement;

1. L'abbé de Saint-Pierre, né en 1658 au château de Saint-Pierre, près de Barfleur, en Normandie, mort en 1743 ; auteur du *Projet de Paix perpétuelle.*

5° enfin, que l'égalité proportionnelle fût établie entre les districts électoraux, en prenant la population pour base du nombre des membres à élire.

« La pétition dite *Charte du peuple*, adoptée à Birmingham le 6 août 1838 dans une assemblée nombreuse, servit à rallier et organiser les ouvriers. Elle se couvrit, en peu de mois, de plus d'un million deux cent quatre-vingt mille signatures, et le principe en fut reconnu dans plus de cinq cents *meetings*. Chacune de ces réunions devait nommer un délégué; l'assemblée des délégués, convoquée à Londres dans les premiers jours d'avril 1839, reçut le nom de Convention nationale..... Le 2 mai 1842 fut présentée en grande pompe, à la Chambre des communes, une pétition couverte de trois millions trois cent dix-sept mille sept cent deux signatures. Son volume était tel qu'il avait fallu seize hommes robustes pour la porter, et on dut la dérouler pour qu'elle pût passer par la porte de la Chambre. » (J. A. Fleury, *Histoire d'Angleterre*). La pétition fut repoussée, des émeutes éclatèrent, le sang coula en diverses villes; des condamnations à mort furent prononcées; on augmenta la police de cinq mille hommes. Pourtant les meetings continuèrent d'année en année, avec cette persistante obstination qui marque le caractère britannique. C'est seulement en 1867 qu'une nouvelle réforme électorale devait être proclamée.

La misère et l'agitation en Irlande.— Si les souffrances des pauvres étaient grandes en Angleterre, elles étaient plus terribles encore en Irlande[1]. Dans l'*île sœur*, le paysan ne vit guère

1. Les misères de l'Irlande datent, à proprement parler, de sa première conquête, au douzième siècle, par Henri II d'Angleterre. Si la conquête eût été complète comme celle de Guillaume en Angleterre au siècle précédent, une société nouvelle se fût formée, un peuple fût né; si l'Irlande avait repoussé les envahisseurs, comme l'Écosse sous Bruce, une union patriotique eût été le résultat de la lutte. Malheureusement la conquête triompha, et pourtant ne s'effectua qu'à demi; la moitié de l'Irlande se trouva divisée contre l'autre moitié.

Richard II tenta en vain l'asservissement complet; la guerre de France et celle des Deux-Roses laissèrent l'Irlande au chaos des guerres intestines. Henri VIII essaya d'importer les coutumes anglaises et la loi anglaise dans l'île, et, ignorant la propriété collective des *septs* (tribus) irlandais, reconnut les chefs comme propriétaires féodaux des terres. Mais le protestantisme du roi ne fut pas plus adopté par le peuple d'Irlande que les coutumes et les vêtements d'Angleterre, et faillit même rendre la nation *une*, non comme irlandaise, mais comme catholique. Élisabeth compléta l'assimilation des coutumes et lois du pays celtique à celles du pays saxon. Sous son successeur, Jacques I[er], le Conseil d'Angleterre effectua la spoliation des deux tiers du territoire de l'Ulster au profit des colons anglais et écossais (1610). De cette mesure

que de pommes de terre cuites à l'eau. « Aussi on comprend quels affreux ravages la famine a dû faire, quand est arrivée la calamité inattendue de la maladie des pommes de terre. Le fermier irlandais habite avec sa femme, ses enfants et ses cochons, le tout pêle-mêle, dans une cabane de boue, humide et ouverte à tous les vents. Nos mendiants sont mis comme des princes auprès du laboureur irlandais, dont les haillons voilent à peine la nudité, dont les enfants vont à peu près nus jusqu'à six ou sept ans, et dont la femme n'est quelquefois recouverte que d'un morceau de toile faisant à la fois office de chemise, de jupon et de robe, n'ayant rien pour garantir ni sa tête des pluies si fréquentes, ni ses pieds de la boue. » (J. A. Fleury.)

La loi de 1829, qui avait supprimé le bill du test, et permis aux Irlandais d'être représentés dans le Parlement, n'avait pas diminué leur misère. O'Connell réclamait maintenant en leur nom la suppression de la dîme, payée par eux, catholiques, au clergé anglican, l'extension du suffrage électoral, et la fixité des fermages. La plupart des grands propriétaires anglais louaient, en effet, en gros, leurs terres à des entrepreneurs, qui les sous-

date la haine que depuis des siècles les Irlandais ont portée à l'Angleterre. En 1641, pendant les démêlés du Long Parlement avec Charles Ier, une sorte de Saint-Barthélemy, secrètement organisée dans toute l'Irlande, mit à mort 50 000 Anglais.

En 1649, Cromwell vengeait ce massacre en promenant ses armées dans toute l'Irlande et ne faisant aucun quartier aux combattants. Enfin, après la victoire de la Boyne (1690), remportée contre Jacques II, Guillaume d'Orange établit la tyrannie légale la plus dure qu'un peuple ait jamais supportée : l'importation du bétail d'Irlande et même de sa laine en Angleterre était prohibée, les manufactures du pays écrasées de droits fiscaux, afin de protéger d'autant l'industrie anglaise ; point de droits politiques pour les catholiques, c'est-à-dire pour les cinq sixièmes de la population !

Pendant dix-huit ans (1782-1808), l'Irlande devint indépendante de nom, grâce à l'action de l'aristocratie protestante, qui se donna ainsi les avantages d'une tyrannie sans contrôle. Le nom pourtant excita le peuple à désirer la chose. Les « Défenseurs » et les « Gars du point du Jour » se levèrent à l'écho de la Révolution française (1798) : ils avaient devant eux les « Orangistes » et les troupes anglaises ; ils furent vaincus avant l'arrivée des mille Français du général Humbert.

Pitt rétablit l'Union (1800) en achetant le Parlement irlandais au prix de 25 millions de francs, des pensions et des pairies. La Chambre des communes de Westminster eut dès lors 100 membres irlandais, et la Chambre des lords 28 pairs temporels et 4 spirituels.

Les quatre-vingts années qui ont suivi cette union ont vu une succession constante de mesures proposées, discutées, parfois votées, parfois rejetées, au sujet de l'Irlande : hésitante entre la crainte de rébellion et le désir de fermer les plaies du passé, l'Angleterre n'a pu encore conquérir la confiance des Irlandais.

louaient aux paysans à des conditions telles, que ceux-ci ne pouvaient la plupart du temps s'acquitter. Dans de nombreux meetings, *le grand agitateur* (O'Connell) exaltait, enflammait les Irlandais, en appelant leur île « la première fleur de la terre et la première perle des mers. » Il les surexcitait contre le gouvernement anglais, descendant parfois à de basses et obscènes injures contre les ministres. Accusé de prêcher la révolte, il fut, après des débats dramatiques, condamné par la cour d'assises de Dublin à un an de prison et cinquante mille francs d'amende (30 mai 1845). Il mourut en Italie le 16 mai 1847. (Il était né le 6 août 1775, à Carhen, comté de Kerry, dans le Munster.)

Après sa mort, en 1848, une insurrection tentée contre les Anglais par le parti de la *Jeune Irlande*, ayant pour principal chef M. Smith O'Brien, échoua, et ne fit qu'attirer de nouvelles rigueurs sur les Irlandais.

La propagande anglicane. — Un des traits qui caractérisent l'Angleterre contemporaine, c'est la puissance du clergé anglican. Il est prodigieusement riche et très actif ; il compte 2 archevêques et 26 évêques (pour l'Angleterre). L'archevêque de Cantorbéry, primat du royaume, a 22 suffragants ; celui d'York en a 4. Les 26 évêchés sont : Londres, Durham, Winchester, Rochester, Lincoln, Bangor, Carlisle, Bath et Wells, Gloucester et Bristol, Exeter, Ripon, Salisbury, Peterborough, Worcester, Saint-David, Saint-Asaph, Chichester, Lichfield, Ely, Oxford, Manchester, Hereford, Chester, Norwich, Sodor et Man, Llandaff. Tous ces prélats, sauf les deux derniers, sont membres de la Chambre des lords. Les bénéfices ecclésiastiques sont conférés ou par le roi, ou par les universités, ou par les évêques, ou par les chapitres, ou par des laïques. La plupart des ecclésiastiques anglicans ne sont pas astreints à la résidence, quoiqu'il suffise, pour être considéré comme résident, de passer un jour par an dans son bénéfice.

Les sectes sont innombrables dans les Iles britanniques. La Bible est dans toutes les mains. Le dimanche, à l'heure des offices, toutes les boutiques sont fermées. Les avis sont très partagés sur les résultats de l'esprit de propagande qui anime tous les *clergymen* du Royaume-Uni. Ce qui est incontestable, c'est que l'Angleterre est, ou du moins paraît être le peuple le plus religieux de l'Europe.

Guerre civile en Portugal (1831-1834) : **dom Miguel, dom Pedro et dona Maria; établissement du régime constitutionnel.** — Nous avons vu que dom Miguel avait usurpé la couronne de Portugal sur sa nièce dona Maria, fille de son frère aîné dom Pedro, empereur du Brésil. Les cruautés de dom Miguel irritèrent contre lui le Portugal. Ses violences contre les étrangers, particulièrement contre MM. Bonhomme et Sauvinet, obligèrent le gouvernement français à envoyer en Portugal une escadre sous les ordres de l'amiral Roussin. Les passes du Tage furent forcées, la flotte portugaise fut capturée, et dom Miguel dut accorder satisfaction (14 juillet 1831).

En même temps dom Pedro quittait le Brésil pour venir soutenir en Europe les droits de sa fille. Bien reçu en France et en Angleterre, il y leva des troupes et vint débarquer en Portugal au mois de juin 1832. Cette guerre civile fut acharnée. Dom Miguel représentait l'absolutisme; dom Pedro, le régime libéral et constitutionnel. Le général français Solignac et le commodore anglais Napier commandaient les forces de dom Pedro; celles de dom Miguel étaient aux ordres de Bourmont. Dom Pedro eut d'abord le dessous et fut assiégé dans Oporto. Mais le commodore Napier détruisit la flotte de dom Miguel au combat du Cap Saint-Vincent; le duc de Terceire s'empara de Sétubal, et, le 24 juillet 1833, entra en triomphe dans Lisbonne. Dom Miguel fut obligé de s'enfuir à Coïmbre. Dona Maria, la reine constitutionnelle de Portugal, avait triomphé. Toutefois la guerre civile devait encore durer jusqu'en 1834.

Avènement d'Isabelle II au trône d'Espagne[1] (29 septembre 1833). **Régence de Marie-Christine. Ministères Zéa Bermudez et Martinez de la Rosa** (1833-1835). — Trois fois veuf sans avoir d'enfants, le roi d'Espagne Ferdinand VII avait épousé en 1829 la princesse napolitaine Marie-Christine : il en eut une fille, Isabelle, née le 10 octobre 1830. Les femmes avaient autrefois régné en Espagne, comme le prouve l'exemple d'Isabelle la Catholique et de Jeanne la Folle; mais la loi de succession établie en 1714 par le premier roi bourbon, Philippe V, les déclarait inhabiles à succéder au trône : aux termes de cette loi, le pouvoir, après Ferdinand, devait revenir à son frère don Carlos. Ferdinand révoqua cette loi en 1830. Il re-

1. L'auteur a mis à contribution, pour tout ce qui concerne la péninsule Ibérique, les volumes si soignés et si consciencieux consacrés par M. G. Hubbard à l'*Histoire contemporaine de l'Espagne*.

vint ensuite sur l'acte de révocation, à l'instigation de Calomarde, et le confirma de nouveau à l'instigation de sa femme. Il mourut le 28 septembre 1833, laissant la couronne à sa fille Isabelle, âgée de trois ans, sous la régence de sa veuve Marie-Christine[1].

Alors commença entre les partisans d'Isabelle et ceux de don Carlos, autrement dit entre les constitutionnels et les fauteurs du pouvoir absolu, une guerre civile acharnée. Contre don Carlos, qui s'appuyait surtout sur la noblesse et le clergé, et dont les partisans reçurent le nom de *carlistes*, la régente Marie-Christine n'obtint l'appui des libéraux qu'en leur faisant d'importantes concessions. Son premier ministre, Zéa Bermudez, eût bien accordé une amnistie aux condamnés politiques, rouvert l'Espagne aux exilés, accompli quelques réformes administratives, supprimé les volontaires royalistes et organisé la garde nationale; mais il se refusait à l'octroi d'une constitution.

Il fut écarté et remplacé par un poète, Martinez de la Rosa, qui publia le *Statut royal* (10 juillet 1834). Aux termes de cet acte, le pouvoir législatif et le vote des impôts étaient accordés aux *Cortès*, composées de deux Chambres, celles des *procuradorès* (députés)[2], élus tous les trois ans, et celle des *procérès* (pairs) formée, moitié de membres héréditaires (tous les grands d'Espagne), moitié de membres nommés à vie par le gouvernement. Les concessions faites à l'opinion libérale par le Statut royal furent jugées insuffisantes : « Nous sommes régis, disait le poète Lara, par un gouvernement qui ne prend que des *quasi-mesures ;* nous avons une espérance *quasi certaine* d'être *quasi libres* quelque jour. » Dans la session de 1834, les procuradorès demandèrent la liberté de la presse, le jury, la responsabilité ministérielle. Un mouvement révolutionnaire éclata même dans la garnison de Madrid le 18 janvier 1835, à la voix du lieutenant Cardero, sans réussir, il est vrai.

Guerre civile. Don Carlos. La quadruple alliance (1834). — Cependant le nord de l'Espagne, la Galice, la Navarre, les provinces basques, étaient soulevées en faveur de don Carlos. Ce prince se trouvait en Portugal, à côté de dom Miguel, qui y soutenait toujours la guerre civile; les absolutistes espagnols et portugais faisaient cause commune. Les constitu-

1. Marie-Christine, née à Naples le 27 avril 1806, morte au Havre en 1878.

2. Les magistrats municipaux et les principaux contribuables devaient nommer un petit nombre d'électeurs qui nommeraient eux-mêmes les députés.

tionnels firent de même dans les deux pays. Dom Pedro et Marie-Christine signèrent avec la France et l'Angleterre la *quadruple alliance,* dirigée contre dom Miguel et don Carlos (22 avril 1834). Vaincu par une armée espagnole, dom Miguel dut signer la capitulation d'Évora (26 mai 1834) : le Portugal était libre.

Mais don Carlos s'échappa et vint sur les bords de l'Èbre se placer à la tête de l'armée levée en son nom par le lieutenant-colonel Zumalacarréguy, le curé Merino, Iturralde, Cuevillas Verastegui, Maroto, et le féroce Ramon Cabrera. De 1834 à 1835 les généraux libéraux Saarsfield, Valdès, Quesada, Rodil, Mina, et Valdès (une seconde fois) essayèrent vainement de débusquer les carlistes. Ceux-ci conservèrent l'avantage grâce à l'activité et au talent de Zumalacarréguy. Enfin, le 15 juin 1835, Zumalacarréguy fut blessé mortellement au siège de Bilbao, où les carlistes échouèrent.

Ministères Toreno, Mendizabal et Isturitz (1835-1836). — Cependant Martinez de la Rosa, dont les réformes n'avaient point paru suffisantes, et qui refusait d'avoir recours à l'intervention étrangère contre les carlistes, venait de donner sa démission (7 juin 1835). Il fut remplacé par le comte de Toreno. C'est alors que la France, l'Angleterre et le Portugal furent priés d'intervenir à main armée pour assurer le triomphe d'Isabelle et de Christine. Le Portugal envoya le baron de Las Antas avec 6,000 hommes ; environ 5,000 volontaires vinrent avec sir Lascy Evans, et 4,100 Français appartenant à la légion étrangère furent expédiés d'Algérie sous les ordres du général Bernelle. Thiers, jugeant ces mesures insuffisantes, aurait même voulu qu'on envoyât une armée : Louis-Philippe n'y consentant point, il donna sa démission.

La longue durée de la guerre carliste et les maux qu'elle entraînait avaient exaspéré les grandes villes d'Espagne. On reprochait aux ordres religieux de favoriser don Carlos. Par le décret du 4 juillet 1835, le comte de Toreno ordonna la suppression des communautés de Jésuites et la saisie de leurs biens. A Saragosse, à Reus, à Barcelone, à Valence, la foule envahit les couvents, maltraita les moines et en massacra plusieurs. Puis des juntes provinciales s'organisèrent partout, refusant d'obéir au gouvernement central, qu'elles accusaient de manquer d'énergie. Toreno quitta le pouvoir et fut remplacé par Mendizabal (14 septembre 1835).

Nommé dans sept collèges électoraux, Mendizabal invita les

Chambres à reviser le statut royal; il ordonna la vente des biens monastiques, appela aux armes tous les Espagnols de dix-huit à quarante ans et prescrivit la levée immédiate d'un contingent de 100,000 hommes. Mais la régente ne le soutint pas : bien qu'il eût la majorité dans les Chambres, il dut quitter le pouvoir, et Isturitz fut chargé de former un nouveau cabinet (15 mai 1836).

Révolution de la Granja (12 août 1836). **Constitution du 18 juin 1837.** — Le cabinet Isturitz, dès son entrée aux affaires, fut accueilli par un vote des procuradorès (députés) proclamant qu'il n'avait pas la confiance de la nation : aussitôt la Chambre fut dissoute (22 mai 1836). Isturitz espérait des succès sur le champ de bataille; le contraire arriva. Les généraux mis par la reine et son ministre à la tête de l'armée ne surent point tenir tête aux carlistes : ils ne purent empêcher Gomez de traverser en les dévastant les Asturies, la Galice, le royaume de Léon, et don Basilio de parcourir à peu près sans obstacles les deux Castilles, tandis que Cabrera et ses lieutenants étaient victorieux en Aragon.

Alors un soulèvement, dont le signal partit de Malaga, eut lieu sur tous les points de l'Espagne contre le gouvernement de la régente (juillet-août 1836). Le 12 août 1836, les soldats s'insurgèrent en chantant l'*Hymne de Riégo*, firent cause commune avec le peuple, envahirent le palais de la Granja, où Christine se trouvait avec sa fille, et la forcèrent à proclamer la constitution de 1812 jusqu'à la réunion des Cortès. Calatrava fut nommé président du conseil des ministres.

Les Cortès constituantes (16 août 1836-4 novembre 1837) votèrent une nouvelle constitution (18 juin 1837) : le pouvoir exécutif appartenait à la reine ; le pouvoir législatif était donné aux Cortès, composées de deux Chambres, qui avaient l'initiative des lois : 1° le sénat, dont les membres étaient choisis par le souverain sur une liste de trois candidats présentés par chaque province ; 2° la Chambre des députés, élus par la nation dans la proportion de un pour 50,000 citoyens. Tous les Espagnols étaient déclarés égaux devant la loi, admissibles aux emplois civils et militaires ; l'État se chargeait de l'entretien du culte catholique et de ses ministres ; la liberté individuelle et la liberté de la presse étaient proclamées. Pour être électeur, il fallait avoir 25 ans, et posséder un revenu ou remplir certaines conditions déterminées par la loi. Ainsi, Madrid avait encore une nouvelle constitution. Serait-elle mieux respectée que les précé-

dentes? « Nouvelle Pénélope, s'était écrié le poète José de Lara[1], l'Espagne ne fait que tisser et détisser. Personne ne vend sa toile, et personne ne fait de toile neuve. »

Espartero triomphe des carlistes. Convention de Vergara (1839). — La lutte continuait toujours contre les carlistes: « Campée, dit M. Louis Blanc, sur un territoire d'une étendue de plus de trente lieues, entre les Pyrénées, l'Arga, l'Èbre et l'Océan, l'armée carliste y occupait des positions formidables, inaccessibles, s'appuyait sur une masse compacte de près de quarante mille hommes et rayonnait au loin par des bandes hardiment commandées, ivres de fureur, fortes par l'audace, par l'activité, par la ruse, et dont la trace sanglante était partout marquée. » Le 22 octobre 1836, les généraux carlistes Eguia et Villaréal assiégèrent une seconde fois Bilbao. La ville fut héroïquement défendue par Santos San Miguel. Un soldat de fortune, Espartero, qui avait gagné tous ses grades à la pointe de l'épée en Amérique et en Europe, et venait déjà de rendre à la cause libérale des services signalés, fut chargé d'aller à son secours. Le 24 décembre 1836, il gagna la bataille de *Luchana*, en chassant les carlistes du pont de ce nom, sur l'Azua, affluent de la rive droite du Nervion. Espartero devint comte de Luchana, et Bilbao fut appelée la *ville invincible*.

Les partisans du prétendant ne perdirent pas courage. Gomez, l'un d'eux, s'avança jusqu'à Cordoue dans l'été de 1836. La campagne de 1837 débuta par des succès pour les carlistes: en Guipuzcoa, ils mirent en déroute la division de Lascy Evans à *Oriamendi* (16 mars 1837); plus malheureux encore, un autre des généraux de l'armée libérale, Iribarren, fut vaincu et tué à *Huesca* (24 mai); Oraa fut également battu à *Barbastro* (2 juin). Don Carlos avec Cabrera, quoique défait à *Chiva* (14 juillet), fut vainqueur de Buerens à *Herrera* (24 août) et parut devant Ma-

1. Auteur de plusieurs pièces de théâtre et de poésies remarquables, José de Lara se tua d'un coup de pistolet, par suite d'un chagrin d'amour, le 13 février 1837 : il n'avait pas vingt-huit ans (il était né le 24 mars 1809). Son œuvre la plus citée est le morceau intitulé : *Figaro dans le cimetière*, qui parut le Jour des Morts de l'année 1836. Il avait composé aussi les *Lettres d'un Pauvre Parleur*, *le Page de Henri le Dolent*, nouvelle historique, et le drame intitulé *Macias*. Il faut citer, parmi les autres poètes espagnols de la même époque, Zorrilla, Gil y Zarate (1796-1861), auteur des drames suivants : *Charles II l'Ensorcelé, Don Alvaro de Luna, Un Monarque et son Favori, Gonzalo de Cordoba, Guzman le Bon;* Esproncéda, né en 1810, auteur d'un poème intitulé *Pelayo* (Pélage), et mort le 23 mai 1842, à trente-deux ans, au moment où il inspirait à l'Espagne libérale les plus brillantes espérances.

drid ; mais il fut vaincu par Espartero à *Aranzueque* (19 septembre) et à *Retuerta* (4 octobre 1837).

Les carlistes étaient enfin épuisés. Ils se divisèrent en *apostoliques* ou extrêmes, tout-puissants sur l'esprit du prétendant, et en *transactionnistes* : ce n'était dans leur camp qu'indiscipline, révoltes, arrestations, assassinats. L'un de leurs chefs, le comte de Negri, fut vaincu à *Bendeja* (24 mars 1838), à *Potes* (19 avril), à *Villasur de los Herreros* (27 avril) en Castille. Le 18 juin 1838, Espartero, qui avait rétabli la discipline dans l'armée libérale par des exemples sévères, vainquit Guergué en Navarre, à *Pena-Cerrada*.

La campagne de 1839 fut décisive. Espartero et son lieutenant Zurbano furent trois fois de suite victorieux à la *Nestosa*, à *Ramales* et à *Guardamino* (28 avril, 8 et 11 mai). Diégo Léon avait, de son côté, obtenu un brillant succès en Navarre, au *Pont de Belascoain* (1er mars 1839). Espartero fut nommé par la régente grand d'Espagne de première classe et *duc de la Victoire*. Le général en chef carliste Maroto, découragé, suspect à don Carlos, qui lui reprochait sa tiédeur, refusa de servir plus longtemps le prétendant ; il signa une convention aux termes de laquelle les carlistes de Biscaye, du Guipuzcoa, d'Alava et de Navarre se soumirent. Le 31 août au matin, à *Vergara*, au bord de la Deva, Espartero et Maroto s'embrassèrent ; le 14 septembre, don Carlos passa la frontière française : vingt mille hommes émigrèrent avec lui.

Cabrera. Fin de la guerre carliste (1840). — Cabrera et ses bandes restaient en armes dans l'Espagne orientale (Catalogne, Aragon, Valence) ; il avait, en janvier 1838, enlevé *Morella* et le port de *Benicarlo*. Son lieutenant Cabanero échoua dans une audacieuse tentative pour surprendre Saragosse (nuit du 4 au 5 mars 1838). Mais le général de l'armée libérale, Oraa, tenta vainement de reprendre Morella aux carlistes, et le général Pardinas fut vaincu par eux à *Maella* (août-octobre 1838). La guerre prenait un caractère de férocité exécrable : après Maella, Cabrera fit égorger cent soixante prisonniers à coups de baïonnette ; il en fit fusiller quatre-vingt-seize à l'Horcajo et cinquante-huit gardes nationaux, avec des enfants, à Villamaleja ; les constitutionnels répondirent à leur tour par des représailles sanglantes.

En 1839, les carlistes prirent *Montalban* (19 mai) ; ils échouèrent devant *Lucena*, mais furent victorieux à *Carboneras* (1er septembre). La nouvelle de la convention de Vergara jeta le décou-

ragement parmi eux. Espartero, avec son armée victorieuse, vint rejoindre O'Donnell. Les deux généraux s'emparèrent de *Segura*, d'*Alpuente*, de *Castellote*, d'*Aliaga*, de *Cantavieja* (février-mai 1840). Le 30 mai, Espartero prit *Morella*, et le 2 juin Cabrera fut rejeté au nord de l'Èbre, près de Flix.

Il essaya encore de résister. Mais les carlistes n'avaient plus ni confiance ni discipline. Ceux de Catalogne avaient assassiné en 1839 leur chef, le comte d'Espagne. Le 4 juillet 1840, Espartero chassa Cabrera de *Berga* et l'obligea à se réfugier en France. Toute l'Espagne acclama le duc de la Victoire comme un sauveur.

Révolution de septembre 1840. — Néanmoins la paix intérieure ne devait pas régner longtemps dans la péninsule. Deux grands partis s'étaient formés en 1837 dans les Cortès constituantes : les *progressistes* (libéraux) et les *modérés* (conservateurs). Les premiers avaient eu la majorité ; mais la régente était favorable aux seconds. Ils obtinrent la majorité, à leur tour, dans les élections de 1838. On avait donc une assemblée et un ministère modérés. Mais Espartero, l'homme le plus populaire d'Espagne, était du côté des progressistes. Christine, qui le redoutait, essaya de lui opposer Narvaez et Cordoba. Ceux-ci voulurent se mettre à la tête d'un mouvement à Séville ; ils échouèrent, furent déclarés rebelles et durent quitter l'Espagne. Espartero et les progressistes obtinrent de la régente un décret de dissolution des Cortès.

Les progressistes, ayant à leur tête Lopez, Cortina, Olozaga, Arguelles, l'emportèrent dans les élections nouvelles (septembre 1839). L'Assemblée, à peine constituée, voulut renverser le ministère Arrazola. Christine, qui subissait Espartero sans l'aimer, tenait, au contraire, à son ministère, et détestait les progressistes ; elle s'empressa de dissoudre la Chambre (18 octobre 1839). Le duc de la Victoire, dans un manifeste adressé aux journaux, blâma vivement la régente et ses ministres.

Les élections n'en furent pas moins favorables aux *modérés*, à cause de la pression violente exercée par le ministère. Les nouvelles Cortès se réunirent le 18 février 1840, et aussitôt commença une politique de réaction violente. Dans le vote de la loi municipale, les *progressistes* furent battus : on décida que les alcades (maires) seraient nommés par le roi dans les capitales de provinces, par les chefs politiques (préfets) dans les autres communes. Cette loi violait la constitution de 1837

et fut attaquée vivement par l'opinion publique. Alors les ministres suppriment plusieurs journaux et mettent Madrid en état de siège. Christine s'était rendue avec la jeune Isabelle à Saragosse, puis à Barcelone. Là, malgré les conseils d'Espartero, après avoir longtemps hésité, elle sanctionna la loi municipale (14 juillet 1840). Le lendemain, le duc de la Victoire donna sa démission de tous ses honneurs et emplois. Aussitôt Barcelone se soulève, Christine s'effraye, le ministère se retire, un nouveau cabinet se forme ; Gonzalez, qui en faisait partie, invite la régente à ne pas promulguer la loi sur les municipalités et à dissoudre les Cortès actuelles. Christine, qui n'avait voulu que gagner du temps, se refuse à tout et s'embarque le 24 août pour gagner Valence.

Chute de Marie-Christine.— Quand ces nouvelles parvinrent à Madrid, un soulèvement général éclata (1er septembre 1840), et les troupes firent cause commune avec la garde nationale. Christine envoie de Valence à Espartero l'ordre de marcher contre Madrid. Le duc de la Victoire refuse de combattre une révolution faite au nom de principes qui étaient les siens ; il accueille, au contraire, à Barcelone don Manuel Cortina, que lui députait la junte de Madrid pour lui offrir la régence. Christine, désarmée et voulant au moins conserver les apparences du pouvoir, nomme Espartero président du conseil sans portefeuille (16 septembre). Les Cortès sont dissoutes. Enfin, voyant son impopularité sans remède, la reine mère, qui était secrètement mariée à l'un de ses gardes, Ferdinand Munoz, abdique la régence et se retire en France (12-17 octobre 1840).

Régence et chute d'Espartero (1841-1843). — Six mois après, le 8 mai 1841, les deux Chambres réunies des Cortès conférèrent au duc de la Victoire la régence définitive. Espartero était arrivé au moment critique de sa carrière. Sa popularité était immense ; mais serait-elle durable ? Brave soldat, honnête homme, mais général médiocre et politique peu clairvoyant, il se compromit comme à plaisir. Au lieu d'appeler au ministère les hommes les plus aimés et les plus capables, Cortina et Olozaga, il prit pour chef du cabinet un de ses amis intimes, Antonio Gonzalès, et mécontenta par des mesures maladroites tout le parti *progressiste*. Encouragés par les divisions des vainqueurs, les *modérés* firent appel aux armes. Les généraux O'Donnell, Diégo Léon, Concha, insurgèrent Pampelune et tentèrent d'enlever Madrid au nom de Marie-Christine

(5-7 octobre); mais ils échouèrent et durent chercher un refuge en France. Diégo Léon fut pris et fusillé.

Espartero se crut affermi au pouvoir pour toujours; dès lors il fit bon marché de la constitution, et s'abandonna aux conseils de deux favoris, les généraux Zurbano et Linange. Les avertissements ne lui manquèrent cependant pas. A la suite d'un vote de défiance des Cortès, le ministère Gonzalès dut se retirer et faire place à un cabinet présidé par le général Rodil, ancien compagnon d'armes du régent.

Cependant un parti républicain s'était formé en Catalogne, à Barcelone, le vieux foyer des résistances fédérales contre la domination unitaire de la Castille. Le 25 octobre 1841, les Barcelonais voulurent démolir la citadelle. Un mois après, le général Van Halen étouffa le mouvement. Un second pronunciamiento républicain eut lieu le 13 novembre 1842, sous la direction de don Juan de Carsy, du général Durando et du colonel Amettler. Les Cortès étaient alors réunies à Madrid et se montraient hostiles au gouvernement. Espartero les proroge après huit jours de session (14-22 novembre 1842) et va rejoindre Van Halen, resté maître de la forteresse de Montjuich, qui domine Barcelone. Bombardée, écrasée par les projectiles, la capitale de la Catalogne voit rentrer le régent dans ses murs (4 décembre 1842).

De retour à Madrid, le duc de la Victoire croit n'avoir plus rien à ménager et dissout les Cortès (3 janvier 1843). Alors les modérés, les républicains et une partie des progressistes se coalisent contre lui, et les élections font surgir une majorité qui lui est hostile. D'abord le régent semble se résigner. Il laisse tomber le ministère Rodil et charge Lopez de former un nouveau cabinet (9 mai 1843). Mais celui-ci, d'accord avec le congrès, ayant voulu faire proclamer une amnistie générale, Espartero s'y refuse. Lopez donne sa démission (19 mai). A une déclaration des Cortès en sa faveur, le régent répond en les dissolvant (26 mai 1843).

Alors Malaga s'insurge, puis Grenade, Barcelone, Séville Valence, Murcie. Tandis qu'Espartero marche sur Valence, les insurgés, conduits par les généraux Aspiroz, Narvaez et le colonel Prim, s'avancent sur Madrid. En vain Zurbano et Seoane, fidèles au régent, essayent de leur barrer le passage à *Torrejon de Ardoz* (22 juillet 1843). Leurs soldats les abandonnent. Seoane est pris, Zurbano se sauve; les vainqueurs entrent à Madrid. Le 24 juillet, le ministère Lopez rentre en

fonctions. Espartero, qui, avec l'aide de Van Halen, avait inutilement bombardé Séville, quitté par tous ses soldats, dut s'embarquer à Cadix et se réfugia en Angleterre[1].

Majorité d'Isabelle. Ministère Lopez et Olozaga. Rappel de Marie-Christine (1843). — Le régent avait été renversé par une coalition du parti avancé, dirigé par Lopez, Olozaga, Cortina, et du parti de Marie-Christine, dirigé par les généraux Narvaez, O'Donnell et Concha. Le premier acte des vainqueurs fut de proclamer la majorité de la jeune reine Isabelle, qui n'avait que quatorze ans[2]; ensuite ils se divisèrent. Les *Christinos*, qui avaient la majorité dans les deux Chambres, et dont le chef, le général Narvaez, possédait la faveur d'Isabelle, voulaient rappeler la reine mère. Lopez, fatigué de leur résister, donna sa démission (novembre 1843).

Son successeur fut Olozaga, homme d'une éloquence et d'une énergie rares. Pour le renverser, ses adversaires eurent recours à une odieuse machination. On l'accusa d'avoir, dans la nuit du 28 novembre 1843, forcé la reine, en lui tenant la main, à signer le décret de dissolution des Cortès. Attaqué par Gonzalès Bravo, Pidal, Martinez de la Rosa, mais soutenu par Cortina et Lopez, le ministre, dans un discours admirable d'indignation et de fierté, repoussa l'accusation. Quelques semaines plus tard, le masque était jeté : Olozaga et Lopez fuyaient, déguisés, en Portugal. Madrid était en état de siège ; deux cent treize progressistes étaient fusillés ou pendus, et Gonzalès Bravo, devenu ministre, rappelait Marie-Christine, qui remontait au pouvoir (décembre 1843[3]).

1. Rentré quelques années plus tard en Espagne, Espartero quitta définitivement la vie militaire en 1856. Il se retira dans la ville de Logrono et y mourut à quatre-vingt-six ans au mois de janvier 1879. Don Joaquin Baldomero Fernandez Espartero y Alvarez était né le 27 octobre 1793 à Granatula (province de Ciudad Real).

2. Barcelone, où dominait l'esprit républicain, s'insurgea, ainsi que Palamos et Reus, à la voix de Degollada et des colonels Amettler et Baigès (septembre-novembre 1843). Mais la ville fut de nouveau bombardée par le général Sanz ; Baigès périt dans une sortie, et Barcelone dut capituler (21 novembre 1843).

3. Pour la suite de l'histoire d'Espagne, voir, chapitre XXXI, le paragraphe intitulé *Mariages espagnols*. Exilée de nouveau, et définitivement cette fois, après la révolution de 1854, Marie-Christine se retira en France, au Havre, où elle possédait, en vue de la mer, sur le coteau de Sainte-Adresse, une magnifique villa, qui a pris son nom. Marie-Christine est morte le 22 août 1878.

CHAPITRE XXVIII.

Progrès des Anglais et des Russes en Asie.

Les Anglais en Asie. L'Inde; sa situation géographique. — Aspect du sol, climat, productions, caractère des habitants. — Conquêtes des Anglais dans l'Inde au dix-huitième siècle. — Destruction de l'empire du Mysore. Mort de Tippou-Saïb (1799). — Premières guerres contre les Mahrattes (1802-1805). — L'influence anglaise s'étend à l'ouest et au nord. — Soumission des Mahrattes (1818). Les deux guerres contre les Birmans (1824-1825, 1852). — Occupation d'Aden, de Malacca et de Singapour (1826-1839).

Les Russes en Asie. Le Caucase, la Mer Caspienne, le Turkestan, la Sibérie. — Colonisation de la Sibérie. Conquête de la Circassie (1799-1859); Schamyl. — Attaque de Khiva (1841-1854). — Alliance de la Russie et de la Perse. Siège de Hérat par les Persans (1838). — Les Anglais dans l'Afghanistan. Dost-Mohammed; défaite des Anglais (1840-1842). — Le Pendjab et les Seikhs Runjeet-Singh. Conquête de Lahore (1845-1849).

Les Anglais en Chine. Guerre de l'opium (1840). Traité de Nankin. (1842).

Les Anglais en Asie. L'Inde; sa situation géographique. — Dans l'Asie méridionale s'étend, au sud de l'immense plateau du Thibet, la chaîne des monts *Mâlâïa*[1], qui renferme les plus hauts pics du globe. Des flancs de ces montagnes, toujours couvertes d'épaisses forêts, jaillissent deux fleuves, le *Sind*[2] et la *Gânga*[3]; ils décrivent, le premier vers le sud-ouest, le second vers le sud-est, deux arcs de cercle prodigieux, qui dessinent, en se développant, les contours de l'Hindoustan. Sorti du mont *Dhawalagiri*, le Sind arrose d'abord le délicieux paradis de *Cachemire;* il s'étend ensuite à travers le pays des *Seikhs* et la plaine de *Lahore*, recueillant à peu près au même endroit toutes les rivières du pays : le *Djelam*, le *Tchenab*, le *Ravee*, le *Sutledge*, qui, s'inclinant tous vers le fleuve, donnent au *Pendjab* la forme d'un vaste éventail arrondi par le haut. Poursuivant sa route vers le sud, le Sind se jette dans l'Océan par plusieurs embouchures.

La *Gânga* est plus considérable encore : elle est le fleuve sacré de l'Inde, le fleuve par excellence. Elle coule entre la chaîne du *Mâlâïa* et celle du *Windhya*, entre les hautes vallées du *Népaul* et du *Boutan* au nord, les plateaux du *Dekkan*

1. L'Himalaya. — 2. L'Indus. — 3. Le Gange.

au sud, arrose le *Rohilcund* et le royaume d'*Oude*, reçoit la *Gogra*, qui vient de *Lucknow*, la *Djumna*, qui vient de *Delhy*, d'*Agrah* et d'*Allahabad;* elle-même, la Gânga, passe à *Bénarès, Patna* et *Moorshedabad.* Ensuite elle forme un delta considérable, et, tandis que son bras le plus oriental vient se terminer non loin de *Dacca* et de l'embouchure du *Brahmapoutra*, son bras le plus occidental, l'*Hougly*, arrose la capitale du *Bengale*, *Calcutta.*

Entre l'embouchure de la Gânga et celle du Sind descend la double chaîne des *Ghâttes orientales* et des *Ghâttes occidentales*, qui forme la presqu'île indienne, les pays de *Gwalior*, de *Nagpour*, des *Mahrattes ;* les côtes d'*Orissa*, de *Carnatic* et de *Coromandel* à l'est, celles de *Malabar* et de *Travancore* à l'ouest. Très large si on la traverse au nord, de *Djaggernat* à *Bombay*, la péninsule se rétrécit en s'avançant vers le sud ; déjà bien moins considérable entre *Yanaon* et *Goa*, elle est plus étroite encore de *Pondichéry* à *Calicut*, et vient se terminer en pointe au cap *Comorin*, en face de la belle île de *Lankâ*[1].

Aspect du sol, climat, productions, caractère des habitants. — Berceau de la race européenne, l'Inde est un des plus beaux pays du monde. Sa fertilité est merveilleuse : les végétaux, sous la double action du soleil et de l'humidité, y atteignent des proportions gigantesques. Mais sur cette terre de promission « l'homme est courbé, prosterné sous la toute-puissance de la nature. C'est un pauvre enfant sur le sein de sa mère, faible et dépendante créature, gâté et battu tour à tour, moins nourri qu'enivré d'un lait trop fort pour lui. Elle le tient languissant et baigné d'un air humide et brûlant, parfumé de puissants aromates. Sa force, sa vie, sa pensée, y succombent. Pour être multiplié à l'excès, et comme dédaigneusement prodigué, l'homme n'en est pas plus fort : la puissance de vie et de mort est égale dans ces climats. A Bénarès, la terre donne trois moissons par an ; une pluie d'orage fait d'une lande une prairie. Le roseau du pays, c'est le bambou, de soixante pieds de haut ; l'arbre, c'est le figuier indien[2], qui d'une seule racine donne une forêt. Sous ces immenses végétaux vivent des monstres. Le tigre y veille au bord du fleuve, épiant l'hippopotame, qu'il atteint d'un bond de dix toises ; ou bien un troupeau

1. Ceylan.
2. Le baobab.

d'éléphants sauvages vient en fureur à travers la forêt, pliant, rompant les arbres à droite et à gauche. Cependant des orages épouvantables déplacent des montagnes, et le choléra-morbus moissonne les hommes par millions.

« Ainsi, rencontrant partout des forces disproportionnées, l'homme, accablé par la nature, n'essaye pas de lutter; il se livre à elle sans condition. Il prend et reprend encore cette coupe enivrante où Çiva verse à pleins bords la mort et la vie; il boit à longs traits[1], il s'y plonge, il s'y perd; il y laisse aller son être, et il avoue, avec une volonté sombre et désespérée, que Dieu est tout, que tout est Dieu, qu'il n'est rien lui-même qu'un accident, un phénomène de cette unique substance. Ou bien, dans une patiente et fière immobilité, il conteste l'existence à cette nature ennemie, et se venge par la logique de la réalité qui l'écrase. » (MICHELET.)

La faiblesse du peuple indien rendait la conquête de son pays facile aux Européens. Les diamants et les pierreries de Golconde, l'ivoire formé des dents d'éléphant, les riches fourrures des animaux sauvages de l'Himalaya et du Dekkan, l'ébène et le bois de santal de toutes les forêts de la presqu'île, les soieries de Cachemire, les toiles de Madapolam et de Madras, les cannes à sucre, le riz, le café, les végétaux de toute sorte qui abondent sur les bords des fleuves et les côtes de la mer, devaient exciter naturellement la convoitise des Occidentaux : Portugais, Hollandais, Danois, Français, avaient essayé successivement de s'établir dans l'Inde. A la fin du dix-huitième siècle, les Anglais avaient réussi à la conquérir.

Conquêtes des Anglais dans l'Inde au dix-huitième siècle. — C'est en 1600, sous le règne d'Élisabeth, qu'avait été créée la Compagnie anglaise des Indes orientales. Au dix-septième siècle, elle avait fondé trois établissements principaux : au Fort William, à l'embouchure du Gange, à Bombay, près de l'île de Salcette, dans une autre petite île sur la côte occidentale, et à Madras, sur la côte orientale de l'Hindoustan. Du siècle suivant date la fondation de l'empire britannique aux Indes. En 1757, à la suite de la mort affreuse des prisonniers anglais, que le nabab de Moorshedabad, Surajah-Dowlah, avait

1. Les bouddhistes font consister le suprême bonheur dans l'anéantissement. Aussi recommandent-ils à l'homme l'inaction, la contemplation, la vie solitaire, la macération des sens. « Que l'Être existant par lui-même anéantisse pour moi, en récompense de ma dévotion, la nécessité de renaître ! » s'écrie le roi Douchmanta au dernier acte du drame indien de Sacountala.

fait jeter dans le *Trou Noir*, où ils périrent presque tous étouffés en une nuit, le colonel Clive était venu débarquer au Bengale. Sa grande victoire de *Plassey* fit passer cette riche province sous la domination anglaise. Dès lors les succès furent rapides[1]. Le Grand Mogol, dans son palais de Delhy, ne fut bientôt plus qu'un pensionnaire de la Compagnie des Indes.

Destruction de l'empire du Mysore. Mort de Tippou-Saïb (1799). — Ces premières conquêtes avaient été l'œuvre de Clive et de Warren Hastings : lord Wellesley, gouverneur général de 1797 à 1804, les étendit considérablement. Un musulman énergique et habile, Haïder-Ali, avait fondé dans le Mysore, au sud de la presqu'île indienne, un puissant empire. Son fils Tippou-Saïb l'agrandit (1780), résista d'abord victorieusement aux Anglais avec le secours de Suffren et soutint contre eux deux guerres (1780-84, 90-92). Vaincu dans la seconde, il s'adressa de nouveau à la France. Ce souverain musulman et absolu implora le secours de la Convention. Seringapatam, la capitale de Tippou, eut son club des Jacobins, et on y planta un arbre de la liberté. Mais la France était trop loin et trop occupée pour soutenir son allié. En vain il envoya une ambassade à l'Ile de France (1798).

L'année suivante, au moment où Bonaparte, maître de l'Égypte, attaquait la Syrie, les Anglais entreprirent contre Tippou une guerre d'extermination. Trois armées venues du Malabar, du Carnatic et de Bombay envahirent à la fois le Mysore par l'ouest, l'est et le nord. Vaincu le 6 mars à *Seederseer*, au bord du Cavery, Tippou fut assiégé dans *Seringapatam*, sa capitale, et périt sur la brèche le 4 mai. Son cadavre, criblé de balles, reconnu par ses enfants, fut déposé dans le tombeau d'Haïder-Ali, son père, au milieu d'une touffe de cyprès.

Premières guerres contre les Mahrattes (1802-1805). — Entre les monts Windhya, au sud du Gange, et les Ghâttes, à l'ouest de la presqu'île, s'étendait une population énergique, les Mahrattes, dont Poonah était la capitale. Débarrassé de Tippou-Saïb, contre lequel ils avaient été ses alliés, lord Wellesley les attaqua : les divisions de leurs princes les perdirent. En vain Scindiah et Holkar, d'abord ennemis, se réconcilièrent et mirent à la tête de leurs troupes des officiers français. Atta-

1. On peut voir, pour les détails des conquêtes des Anglais aux Indes pendant le dix-huitième siècle, l'*Histoire générale* de M. Chevallier, chap. XXXI, pages 580-585.

qués par sir Arthur Wellesley, frère du gouverneur général, et plus tard si célèbre sous le nom de Wellington, vaincus sur tous les points, aux bords du Gange, sur la côte, dans la presqu'île, chassés de Delhy et d'Agrah, qui reçurent garnison anglaise, les deux chefs mahrattes furent obligés de signer le traité de *Surdji-Audjengam :* ils durent céder la province de *Kuttak* avec le port de *Balasore*, qui donnait aux Anglais toute la côte entre Calcutta et Madras, la province de *Guzerate* à l'intérieur, renoncer à toute intervention dans les affaires du Grand Mogol et renvoyer les Européens qu'ils avaient pris à leur service (1803).

Holkar, qui avait pour capitale *Djeypour*, au sud-ouest de Delhy, reprit les armes six mois après. Il fut partout vaincu (1803-1805), et dut, par le traité de *Bhurtpour*, ouvrir aux Anglais ses forteresses. Ceux-ci étaient dès lors les véritables maîtres de la vallée du Gange; ils dominaient en réalité à Delhy; déjà ils avaient pris la moitié du royaume d'Oude (1805).

L'influence anglaise s'étend à l'ouest et au nord. — Lord Minto, gouverneur général de 1805 à 1813, rejeta en 1808 au delà du Sutledge les Seikhs, qui, sous leur chef Runjeet-Singh, maîtres de *Lahore* et du *Pendjab*, voulaient déborder sur l'Inde. Le traité d'*Umritsur* (1809) fixa au Sutledje la limite de leur empire. Le gouverneur entra en relations avec Caboul et le schah de Perse : il craignait une tentative des Russes, alors alliés de Napoléon, contre l'Inde anglaise; une ambassade extraordinaire était venue de France à Téhéran. Le schah promit, en échange d'un subside annuel, de fermer le passage aux Russes. L'influence britannique s'étendit donc à l'ouest jusqu'à la Mer Caspienne, à l'Euphrate et au Caucase. Au sud, en 1811, lord Minto enleva Batavia, dans l'île de Java, aux Hollandais, devenus les sujets de la France; cette île resta entre les mains des Anglais jusqu'en 1814.

Soumission des Mahrattes (1818). **Les deux guerres contre les Birmans** (1824-1825, 1852). — Lord Moira, marquis d'Hastings, gouverneur général de 1813 à 1823, chassa les *Ghourkas*, habitants du *Népaul*, du territoire compris entre le *Sutledge* et la *Gôgra*. Après deux ans d'une guerre acharnée dans les montagnes, sur une ligne de deux cents lieues, les Ghourkas durent mettre bas les armes et recevoir un agent britannique à *Katmandou* (1814-1816). En même temps, l'île de Ceylan, cédée par les Hollandais en 1802, était conquise sur les indigènes.

Tous les chefs mahrattes, Holkar, Scindiah, Émir-Khan, prince des Pindarrys, Apad-Saheb, rajah de Nagpour, reprirent les armes en 1817. Enveloppés de toutes parts par les armées anglaises, ils furent écrasés, après une résistance désespérée, et dépouillés de leurs États. La presqu'île tout entière, entre le cap Comorin, le Gange et l'Indus, appartenait aux Anglais (1818).

Quelques années plus tard, à l'est de l'Inde, les Anglais attaquèrent l'empire des Birmans. En 1824 et 1825, ils s'emparèrent des bouches de l'*Iraouaddy* et forcèrent les Birmans, après la bataille de *Prôme*, à leur céder *Arakan*, *Mergui*, *Taway*, *Yeh*. Vingt-cinq ans après, en 1852, les Anglais prendront *Martaban*, *Rangoun*, *Pégou*, *Prôme* et toutes les provinces méridionales de l'empire. Dès lors la Birmanie sera privée de toute communication directe avec la mer.

Occupation d'Aden, de Malacca et de Singapour (1826-1839). — A l'ouest, les Anglais se sont emparés en 1839 d'*Aden*, en Arabie, dans l'Yémen, sur la Mer d'Oman, et, plus récemment, de la petite île de *Périm*, au point le plus resserré du détroit de Bab-el-Mandeb, entre la côte d'Abyssinie et celle d'Arabie : cette position commande l'entrée de la Mer Rouge. A l'est, ils ont occupé, sur la route de Chine, *Malacca* en 1826 et *Singapour* en 1836.

Située dans une île, à l'extrémité méridionale de la péninsule de Malacca, cette dernière ville est séparée par un étroit bras de mer de l'île de Sumatra. Singapour, à l'embouchure d'une rivière, s'élève en amphithéâtre sur une riante colline ombragée de muscadiers et de palmiers. Elle renferme aujourd'hui plus de 100,000 habitants, la plupart Chinois ou Malais; son commerce annuel s'élève à 125,000,000 de francs. Presque aux portes de la ville commencent les forêts vierges, avec leurs réseaux de lianes et leurs sauvages habitants, tigres, singes, serpents.

La situation de Singapour en fait une des positions maritimes les plus importantes de l'univers : c'est là que les vaisseaux venus d'Europe par Suez, Aden, Bombay, Pointe-de-Galle (dans l'île de Ceylan), ou de l'Inde par Calcutta et Madras, se croisent avec les navires arrivant de Californie, du Japon, de la Chine, des îles espagnoles et hollandaises. Singapour est à six jours de navigation de Hong-Kong ; il y a quatre jours de Hong-Kong à Chang-Haï, quatre également de Chang-Haï à Yokohama.

Par Aden et Périm d'un côté, Singapour de l'autre, les An-

glais commandent ainsi, à l'ouest, la route d'Europe, et à l'est la route de Chine, c'est-à-dire qu'ils sont les véritables maîtres de l'Orient.

Les Russes en Asie. Le Caucase, la Mer Caspienne, le Turkestan, la Sibérie. — Un immense bloc de montagnes entrelacées les unes dans les autres, déchirées par des ravins profonds dans lesquels tombent en mugissant des torrents formés par la neige, s'étend sans interruption de la Mer *Caspienne* à la Mer *Noire* : c'est le *Caucase*, la barrière que la nature a posée entre deux mondes. Si du haut des montagnes vous vous tournez vers le midi, vous aurez devant vous les verts plateaux de l'Arménie, d'où le Tigre et l'Euphrate jaillissent pour aller baigner Mossoul, Bagdad et Bassorah; si vous vous tournez vers le nord, vous n'apercevrez à perte de vue que les immenses steppes de l'empire russe, dont de rares villages interrompent seuls l'aspect monotone, entre le Don et le Volga. Dans ces montagnes habitent des hommes d'une beauté et d'une force remarquables, d'un courage à toute épreuve, de mœurs farouches, mais trop peu nombreux pour fermer l'entrée de leurs retraites aux conquérants que le Nord envoie contre eux.

Si, parvenu à l'extrémité orientale du Caucase, au cap Apchéron, vous traversez la Mer Caspienne, en laissant à gauche le côté septentrional de cette mer, les bouches du *Volga*, le port d'*Astrakan* et l'embouchure de l'*Oural*, vous vous trouvez dans le *Turkestan*. Là se rencontrent ou plutôt se rencontraient dans la partie méridionale les États des khans de *Balk*, *Boukhara*, *Samarcande*, *Khokand* ; au centre est le pays de *Khiva* ; au nord, l'immense savane couverte de hautes herbes habitée par les *Kirghis* ou *Kaisacks de la Grande Horde*, peuple nomade de hardis cavaliers.

En avançant encore vers le nord, on se trouve dans la *Sibérie*. Les monts *Ourals*, qui contiennent de riches mines de cuivre et de platine, la séparent de l'Europe; une prodigieuse chaîne de montagnes l'isole, au sud, du reste de l'Asie. Au nord, elle s'étend indéfiniment, descendant avec l'*Obi*, l'*Iénisséi*, la *Léna*, jusqu'à l'Océan Arctique, voisin du pôle, jusqu'au pays des neiges et des glaces éternelles. A l'est, elle forme la presqu'île du *Kamtchatka*, entre la mer d'*Okhotsk* et le *Grand Océan*. prolongée vers l'Amérique et la presqu'île d'*Alaska* par les îles *Aléoutiennes*, vers l'Asie et le Japon par les îles *Kouriles*, vers l'empire chinois par l'île de *Tarrakaï*.

Colonisation de la Sibérie. Conquête de la Circassie (1799-1859); **Schamyl**. — La plupart des contrées que nous venons de décrire appartiennent aujourd'hui aux Russes. Dès le temps de Pierre le Grand, ils possédaient une partie de la Sibérie; au dix-huitième siècle, sous Catherine II, ils y avaient bâti *Tobolsk*, *Omsk*, *Tomsk*, *Krasnoïarsk*, *Irkoutsk* et *Iakoutsk*. Ils avaient le port d'*Okhotsk*, au nord de la Chine, et ils étaient établis au Kamtchatka, où ils fondèrent *Pétropavlowsk*.

A la fin du dix-huitième siècle, ils franchirent le Caucase. En 1799, ils s'emparèrent de la *Géorgie* et de *Tiflis;* en 1801, ils eurent la *Gourie;* de 1803 à 1804, la *Mingrélie* et l'*Imérétie*, au bord de la Mer Noire. En 1813, après une première guerre contre la Perse, le traité de *Gulistan* leur donna, le long de la Mer Caspienne, le *Daghestan*, au nord du Caucase, avec le port de *Derbent*, le *Chirvan*, au sud des montagnes, avec le port de *Bakou*. Après une seconde guerre, en 1828, le traité de *Tourktmantchaï* leur valut l'*Arménie*, avec *Érivan*.

Mais le *Caucase* même n'était pas soumis. Au centre des montagnes, le prophète Schamyl soutint pendant vingt-cinq ans (1834-1859) une lutte héroïque contre les envahisseurs; plus d'un bataillon russe, fusillé par les *Tcherkesses* ou écrasé sous les rochers lancés du haut des montagnes, trouva la mort dans les défilés. En 1839, attaqué par le général russe Grabbe et cerné dans la grotte d'Akalcho, Schamyl, après avoir repoussé quatre assauts, descendit dans un précipice à l'aide d'une échelle de cordes et franchit à la nage le torrent du Koysou, sauvé par les siens, qui se firent tuer pour protéger sa fuite. En 1842, il fit éprouver aux Russes, qui avaient voulu l'attaquer à *Dargo*, un véritable désastre. Il lutta ainsi jusqu'en 1859; enfin, fait prisonnier, il fut interné à Kalouga.

Attaque de Khiva (1841-1854). — Pendant ce temps, les Russes s'emparaient du *Turkestan*. La première colonie cosaque fut établie sur l'Irtisch en 1824. On occupa ensuite le pays placé entre la *Mer Caspienne* et le *lac d'Aral*. Les Russes y établirent des routes, creusèrent des puits, construisirent des forts. Les vallées de l'*Amou-Daria* et du *Syr-Daria*, qui tous deux se jettent dans ce lac, furent abordées; le khan de *Khiva* sur l'Amou-Daria, fut attaqué en 1841. Le général Perowski, parti d'Orenbourg avec 7,500 hommes, s'enfonça dans le Turkestan. Mais il fut surpris par une bourrasque; la terre fut bientôt couverte de neige; le vin et l'eau-de-vie gelèrent. Les Russes furent

obligés de battre en retraite par une température de 40 degrés au-dessous de zéro et perdirent la moitié de leur armée; ils revinrent en 1854 et réussirent à pénétrer dans la ville, mais sans s'y établir définitivement.

En 1846, les Kirghis de la Grande Horde se placèrent sous le protectorat russe, et une nouvelle province, celle de *Semiretch*, fut créée dans la vallée de l'Ili, avec *Viernoje* pour capitale.

Alliance de la Russie et de la Perse. Siège de Hérat par les Persans (1838). — Du Sind à l'Amou-Daria la distance est courte. Les Anglais et les Russes n'avaient plus entre eux que la Perse et l'Afghanistan. Lequel des deux adversaires parviendrait à dominer ces contrées? Le schah de Perse, Feth-Ali, et son second fils Méhémet, monté sur le trône en 1834, firent alliance avec la Russie. Le czar les poussa à s'emparer de Hérat, la principale station entre la Mer Caspienne et le Sind, la capitale du Khorassan, dont Nadir-Schah disait : « Le Khorassan est le sabre de la Perse; celui qui possède Hérat en a la poignée et peut être le maître du monde. » En 1838, les Persans attaquèrent *Hérat;* mais le souverain de cette ville, Khamrân-Mirza, résista vigoureusement. Une diversion opérée dans le Golfe Persique par les Anglais, qui occupèrent Karrak et Bouchir, força les Persans à battre en retraite. Ils ne furent pas plus heureux en 1856. De ce côté, la politique russe avait échoué.

Les Anglais dans l'Afghanistan. Dost-Mohammed; défaite des Anglais (1840-1842). —Mais les Anglais, de leur côté, éprouvèrent un grand désastre dans l'Afghanistan. En 1826, un homme énergique, Dost-Mohammed, allié des Russes, régnait à Caboul. Schah-Soudjah, qu'il avait détrôné, implora l'appui des Anglais et de Runjeet-Singh, sultan de Lahore. Par l'ordre de lord Auckland[1], le nouveau gouverneur général, une armée anglaise franchit le Sind le 17 février 1840, traversa le Béloutchistan, s'empara de *Candahar*, vainquit Dost-Mohammed, et le 7 août les cavaliers anglais, le sabre au poing, ramenèrent Schah-Soudjah à Caboul.

Cependant, au mois de novembre 1841, une insurrection générale éclata dans l'Afghanistan, à l'instigation du fils de Dost-

1. Lord Auckland avait remplacé en 1836 lord William Bentinck. Administrateur éclairé et humain, celui-ci avait ouvert dans l'Inde des voies de communication nouvelles, réformé la justice et amélioré le sort des indigènes (1823-1836).

Mohammed, Uhkbar-Khan. Il y avait 6,000 Anglais à Caboul; le reste de leurs troupes se trouvait à Khélat, distant de 80 lieues, et à Candahar, éloigné de 200 lieues. La garnison de Caboul, refoulée dans la citadelle, décimée par les maladies, le froid et la famine, cernée de toutes parts, après une longue résistance (1er novembre-25 décembre 1841), entra en négociations avec les assiégeants. L'assassinat du général sir William Mac-Nagten et du capitaine Trevor rompit les conférences. Il fallut pourtant capituler le 5 janvier 1842.

Au mépris de la convention, les Afghans poursuivirent sans relâche les troupes anglaises en retraite. Les cipayes indiens se débandèrent. A chaque instant, il fallait combattre; la terre était couverte de neige; on faisait à peine deux lieues par jour. Enfin, dans les défilés de Koord-Caboul, l'armée, attaquée des deux côtés du haut des montagnes sans pouvoir répondre, fut anéantie; cinquante-six hommes seulement purent forcer le passage. Bientôt il n'y en eut plus que douze; un seul, le docteur Brydon, put se sauver; vingt mille hommes avaient péri dans la retraite (13 janvier 1842).

Dans une expédition suivante, les Anglais vengèrent cet échec, sans essayer de s'établir une seconde fois en Afghanistan. Schah-Soudjah étant mort, ils relâchèrent leur prisonnier Dost-Mohammed, qui revint régner à Caboul. Il conquit Balk en 1850, signa en 1855 un traité d'alliance avec la Compagnie des Indes orientales et mourut en 1863 [1].

Le Pendjab et les Seikhs. Runjeet-Singh. Conquête de Lahore (1845-1849). — Vaincus en 1842 dans l'Afghanistan, les Anglais prirent leur revanche en s'emparant de la vallée du Sind. Dans la partie méridionale, lord Ellenborough, successeur de lord Auckland, conquit en 1843 le Sindhy sur les Béloutchis. Au nord, entre le Sutledje et le Sind, s'étendait le *Pendjab*. Là dominaient les Seikhs, montagnards énergiques descendus de l'Hindou-Kouch : ils avaient pour chef Runjeet-Singh, « le vieux lion des cinq fleuves, » qui s'était emparé de Moultan, de Kachemire, de Peichawer (1818-1823), et qui, avec l'aide du général français Allard, avait organisé une armée de 80,000 hommes avec 350 pièces de canon.

1. Il avait désigné pour son successeur son fils préféré Sheer-Ali. Mais deux frères aînés de Sheer-Ali, Ufzul-Khan et Aazum-Khan, se révoltèrent et le chassèrent en 1867. Sheer-Ali rentra pourtant en possession de Caboul en 1868, grâce à son fils Yakoub-Khan, qu'il jeta bientôt en prison.

A sa mort (27 juin 1840), son empire tomba dans l'anarchie. Provoqués par les Seikhs, les Anglais les attaquèrent, occupèrent *Lahore* et proclamèrent roi un enfant, fils adoptif de Runjeet (1845). Tout le pays se souleva en 1848. Mais, après les sanglantes batailles de *Chillianwalla* et de *Goudjrat*, les Seikhs furent anéantis; la mère du jeune roi s'enfuit dans le Népaul; le *Pendjab* devint province britannique. Cette annexion fut le premier acte du nouveau gouverneur général lord Dalhousie (1849). Six ans après, il incorporera aux possessions britanniques le royaume d'*Oude*. Les Anglais posséderont dès lors tout l'intérieur de l'Inde jusqu'au pied de l'Himalaya, jusqu'aux plateaux du Thibet.

Les Anglais en Chine. Guerre de l'opium (1840). **Traité de Nankin** (1842). — A l'extrémité orientale de l'Asie, entre la Sibérie russe et l'Inde anglaise, s'étend un immense empire, « l'Empire du Milieu, » la Chine, à peine connue même aujourd'hui. Là coulent des fleuves immenses, le *Takiang*[1], le *Yang-tseu-Kiang*[2], le *Hoang-ho*[3], le *Péi-ho*[4], le *Sakhalian*[5]. La fertilité du sol est prodigieuse, la population innombrable. L'origine de cet empire se perd dans la nuit des temps. Quand l'Occident était barbare, les Chinois connaissaient l'imprimerie, la poudre à canon; ils bâtissaient des tours de porcelaine, ils écrivaient de longs poèmes; l'agriculture était chez eux florissante; les titres, les honneurs, étaient donnés aux lettrés, et ceux qui avaient passé les meilleurs examens devenaient *mandarins* ou gouverneurs de province. Mais là aussi des millions de misérables vivaient dans des cabanes de roseaux ou sur des barques, au milieu de la boue des fleuves; là on abandonnait et l'on abandonne encore les enfants pour se dispenser de les nourrir; on mutilait et on mutile encore les pieds des femmes d'une façon barbare; soumis par les Tartares Mandchoux, abrutis par un despotisme inintelligent, les habitants de ces contrées étaient souples, dociles, mais rusés, de mauvaise foi, hypocrites, cruels.

Pendant des siècles, les Européens avaient été exclus de la Chine. A l'époque de Louis XIV, les jésuites y avaient été momentanément admis; ils avaient construit à Pékin une cathé-

1. Ou *Tigre*, qui passe à *Canton*.

2. Ou *Fleuve bleu*, qui passe à *Nankin*. — 3. Ou *Fleuve jaune*. — 4. Le *Péi-ho* ou *Fleuve blanc* passe à *Pékin* et à *Tien-tsin*. — 5. Ou *Fleuve noir*, nommé aussi fleuve *Amour*, a été cédé aux Russes en 1858 (voir plus loin).

drale et un observatoire; quelques-uns d'entre eux avaient même été en faveur auprès des souverains du Céleste Empire comme mathématiciens et astronomes. L'un d'eux, le père Gaubil (Antoine, de Gaillac, né en 1689, mort en 1759 à Pékin) traduisit en français le *Chou-King*, recueil des historiens anciens de la Chine[1]. Mais à la suite de dissensions intérieures, dans lesquelles ils furent impliqués, la Chine fut interdite aux missionnaires, comme à tous les *Barbares d'Occident*.

Toutefois, depuis cinquante ans environ, les Anglais, tout-puissants dans les mers d'Asie, avaient entamé des relations avec l'*Empire du Milieu*. Ils introduisirent dans ce pays l'opium, c'est-à-dire le suc des pavots cultivés dans les Indes. Parmi les fumées de ce poison, le Chinois cherchait l'oubli et une volupté fatale à la fois à son intelligence et à ses sens. En 1839, la cour de Pékin, en présence des tristes effets de l'opium, en interdit l'importation. Les Anglais en vendaient alors pour 120 millions par an, et ils exportaient du blé à peu près pour la même somme. A Canton, 22,000 caisses d'opium furent jetées à la mer.

Les Anglais envoyèrent en Chine une flotte et 15,000 hommes sous les ordres de sir Georges Elliot. Cette expédition s'empara de Ting-Hao, dans l'île de Chusan. Alors les Chinois négocièrent pour gagner du temps. La lutte recommença bientôt. Canton et Amoy furent occupés; Ning-Pô et Chang-Haï eurent le même sort (1841). La flotte remonta le Yang-tseu-Kiang, prit Tching-Kiang-fou et parut devant Nankin.

Les Chinois effrayés cédèrent. Le 16 août 1842 fut signé le traité de *Nankin*. Les Anglais se faisaient céder l'île de *Hong-Kong*, près de Canton, obtenaient une indemnité de 21 millions de dollars (105,000,000 de francs) et l'accès pour les Européens dans les ports de *Canton*, *Amoy*, *Fou-Tcheou*, *Ning-Pô* et *Chang-Haï*. Deux ans après, en 1844, les Français, à leur tour, par le traité de *Whampoa*, étaient admis à jouir des bénéfices de la paix de Nankin et obtenaient le libre exercice du christianisme en Chine. Désormais l'Orient était ouvert.

1. Le Français Abel Rémusat (1788-1832) publia, en 1811, un *Essai sur la Langue et la Littérature chinoises*, en 1822, les *Éléments de la Grammaire chinoise*, et en 1836, l'*Histoire du Bouddhisme*. Professeur de chinois au Collège de France et membre de l'Académie des Inscriptions, il fut, avec Sylvestre de Sacy, le fondateur de la Société asiatique. L'Allemand Klaproth (né à Berlin en 1783, mort à Paris en 1835), orientaliste et voyageur, contribua aussi par ses travaux à faire connaître la Chine aux Européens.

CHAPITRE XXIX.

La Question d'Orient en 1840.

Constantinople et Alexandrie. — Importance de la Question d'Orient. — Réformes du sultan Mahmoud en Turquie. — Réformes de Méhémet-Ali en Egypte. — Conquête de la Syrie par les Égyptiens (1831-1832). Prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim (27 mai 1832). Bataille de Konieh (21 décembre 1832). — Intervention des Russes. — Paix de Kutayé (14 mai 1833). Traité d'Unkiar-Skélessi (8 juin 1833).

Nouvelle guerre entre l'Égypte et la Turquie (1839). Bataille de Nézib (24 juin). Mort de Mahmoud (1er juillet). — Sympathies de la France pour le pacha d'Égypte. — Ministère du 12 mai 1839. Note des cinq puissances. — Guizot et Thiers. Ministère du 1er mars 1840. — Politique de lord Palmerston. Rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. Traité de Londres (15 juillet 1840). — Les Égyptiens sont chassés de la Syrie.

État de l'opinion publique en France; fortifications de Paris; préparatifs de guerre. — Politique pacifique du roi et de Guizot. Note du 8 octobre. Retraite de Thiers. — Ministère du 29 octobre 1840. — Soumission de Méhémet-Ali. — Traité des Détroits (13 juillet 1841). — Translation des cendres de Napoléon à Paris (15 décembre 1840).

Constantinople et Alexandrie. — « Celui qui régnerait à Constantinople, disait Napoléon en 1807, serait le vrai maître du monde. » C'est au bord de la mer, sur sept collines, que Constantin avait élevé la nouvelle capitale, destinée à remplacer la ville païenne des consuls et des empereurs. Jamais il n'y eut une situation plus heureuse, ni qui semblât mieux disposée pour recevoir la capitale d'un grand empire. Placée entre la Méditerranée et la Mer Noire, Constantinople possède l'entrée de toutes les deux; mais elle est protégée par la nature contre les attaques qui pourraient venir de l'une ou de l'autre. Elle tient les étroits passages par lesquels on pourrait pénétrer dans la Mer de Marmara, dans ce bassin arrondi à l'extrémité orientale duquel elle s'élève : à l'est, le Bosphore, à l'ouest, les Dardanelles. Au nord, elle est couverte contre toute agression par une double ceinture : des montagnes et un fleuve, les Balkans et le Danube. Elle est placée entre l'Europe et l'Asie, à la jonction de toutes les routes du nord et du sud, au confluent de l'Orient et de l'Occident. Elle est la route obligée du navigateur, du voyageur, du commerçant, ὀμφαλὸς γῆς, comme disaient les Grecs quand ils parlaient de leur ville

sainte de Delphes, le point central autour duquel tout l'ancien monde vient graviter.

Il y avait en Orient une autre ville presque aussi heureusement située : c'était le grand port de l'Égypte, Alexandrie. Il est placé à l'embouchure du Nil, entre l'Afrique et l'Asie, la Méditerranée et la Mer Rouge ; tant que l'isthme de Suez n'était pas percé, c'était le passage obligé, la route de l'Inde en Europe, le caravansérail dans lequel toutes les nations s'étaient reposées à leur tour, depuis Alexandre jusqu'à Cléopâtre, César et Auguste, depuis Auguste jusqu'à Sélim, depuis Sélim jusqu'à Bonaparte.

Au début de ce siècle, Constantinople et Alexandrie font partie du même empire. Et ce n'est pas tout : cet empire s'étend de l'Adriatique à la Mer des Indes, des bords du Nil jusqu'à ceux du Jourdain, jusqu'à ceux de l'Euphrate, du Tigre, de l'Hèbre et du Danube. Les contrées les plus célèbres dans l'histoire du monde sont renfermées dans ses limites : l'Égypte et la Macédoine, la Thrace et l'Assyrie, l'Arabie et la Chaldée, l'Asie Mineure et la Palestine. Là se trouvent, debout ou ruinées, Smyrne et Tyr, Babylone et Ninive, Antioche et Bagdad, Palmyre et Médine, la Mecque et Jérusalem. Là, les sommets du Caucase et du Thabor, du Taurus et du Sinaï, de l'Horeb et du Liban, du mont Ararat et du mont Carmel, se renvoient l'un à l'autre les noms d'Homère et de Job, de Prométhée et d'Abraham, de Moïse et de Jésus-Christ. Que de religions, de poésies, de souvenirs! Chaque pierre, chaque citerne, chaque grain de sable du désert, a son nom et son histoire. C'est, dans d'immenses proportions, les ruines chantées par Lucain : *Nullum est sine nomine saxum.*

Et pourtant cet empire si bien placé, qui par Constantinople, la Mer Noire, le Caucase et la Mer Caspienne, par Alep, l'Euphrate et le Golfe Persique, par Alexandrie et le détroit de Bab-el-Mandeb, possède les trois grandes routes militaires et commerciales de l'Occident en Orient, était tombé à son tour en pleine décadence. Les Turcs dégénérés s'étaient vu chasser de la Crimée et de la Bessarabie par les Russes ; ils avaient perdu la Grèce ; ils n'avaient plus sur les provinces du Danube (Moldavie, Valachie, Serbie) qu'une suzeraineté qui était sur le point de leur échapper. On prévoyait l'anéantissement prochain de leur puissance ; toutes les nations de l'Europe avaient les yeux fixés sur eux, prêtes à se partager leurs dépouilles et attendant avec impatience le moment d'intervenir.

Importance de la Question d'Orient. — Deux peuples surtout étaient et sont encore intéressés dans la question : les Anglais et les Russes. Les Anglais, établis dans l'Inde, à Calcutta et Bombay, à Madras et Bénarès, sur le Gange et le Sind, au pied de l'Himalaya, y possèdent, dans l'Asie méridionale, un empire de 200 millions d'habitants, qui se continue à l'ouest, vers l'Arabie, par Aden; à l'est, vers la Chine, par Rangoun et Pégou, Singapour et Hong-Kong. Mais les Russes enveloppent l'Asie au nord dans toute sa longueur, des monts Ourals à l'extrémité du Kamtchatka, des steppes des Kirghis jusqu'aux frontières de la Chine. Ils sont établis dans le Turkestan, au sud de la Sibérie, à l'est de la Mer Caspienne; ils dominent au pied du Caucase, à Tiflis et Érivan. Entre les Russes et les Anglais, entre la Circassie et l'Inde, s'étend l'Asie centrale, territoire neutre ou plutôt champ de bataille indirect que se disputent les deux nations. Si les Russes, maîtres de Constantinople, pouvaient déboucher par l'Anatolie et la vallée de l'Euphrate jusqu'en Perse, ils seraient aux portes de l'Inde et menaceraient l'empire colonial de l'Angleterre. Écarter les Russes du Bosphore, de la Mer de Marmara, des Dardanelles et de l'Archipel, soit en protégeant contre eux l'intégrité de l'empire ottoman, soit par tout autre moyen, tel est depuis un demi-siècle l'objectif invariable de la politique britannique.

Réformes du sultan Mahmoud en Turquie. — Un homme énergique, Mahmoud, était devenu, en 1808, sultan des Turcs. Il avait compris que sa nation, en pleine décadence, ne pouvait résister aux Européens, qui l'entouraient de toutes parts, à moins d'une transformation radicale. Mais cette transformation était-elle possible en face des Russes intéressés à s'y opposer? Pouvait-on brusquement changer les habitudes, la vie, les mœurs des Ottomans, les obliger à rompre sans transition avec un passé tant de fois séculaire, pour se plier aux idées de l'Occident? En vain Mahmoud établit des écoles, fit rédiger un code, substitua le fez au turban, organisa des troupes à la française, se montra revêtu d'habits européens, s'embarqua à bord d'un vaisseau à vapeur : on ne transforme pas une nation par des édits. Aussi Mahmoud n'avait-il pu donner à ses sujets l'intelligence et la puissance nécessaires pour défendre leur empire. En 1812, il se vit enlever la Bessarabie; plus tard, la Serbie, la Moldavie et la Valachie devinrent à moitié indépendantes; la flotte musulmane fut détruite à Navarin; la Grèce s'affranchit du joug de la Porte (1829).

En exterminant les janissaires, en proscrivant les coutumes invétérées de ses sujets, « Mahmoud, dit un historien, n'avait réussi qu'à faire le vide autour de lui, et sa toute-puissance n'était plus que dans l'impuissance irrémédiable de son peuple. D'ailleurs, pour garder la Turquie, les Turcs manquaient. Sur une population de près de dix-sept millions d'habitants, on en aurait à peine compté sept millions, le reste se composant de Grecs, d'Arméniens, d'Arabes, de Juifs, etc., races que n'unissaient ni le lien des traditions historiques, ni celui de la religion, ni celui d'une langue commune... Un tel empire était évidemment à conquérir ou à partager. De quoi se composait-t-il, en effet? De la Moldavie et de la Valachie? mais déjà le protectorat russe les couvrait. De la Bulgarie? mais elle n'attendait plus qu'une occasion pour se soulever. De la Serbie? mais, entièrement chrétienne et fière d'une insurrection victorieuse, elle voulait vivre sous la domination d'un prince particulier. De l'île de Chypre? mais elle ne contenait qu'une centaine de Turcs, perdus dans une population de trente mille Grecs cypriotes. De la Syrie? mais elle était partagée entre des populations essentiellement diverses : ici, dans les villes du littoral, des chrétiens; là, dans la partie méridionale confinant au désert, des Arabes; dans les montagnes, les Druses, peuple idolâtre; sur le Liban, les Maronites, peuple catholique... Restait donc Constantinople, mise d'avance à la merci de toute flotte russe partie de Sébastopol. » (M. LOUIS BLANC, *Histoire de Dix ans.*)

Réformes de Méhémet-Ali en Égypte. — Pendant que l'empire turc se décomposait, une puissance nouvelle et redoutable s'élevait à côté de lui. Après l'évacuation de l'Égypte par les Français, ce pays avait été en proie à la confusion pendant plusieurs années; les débris des mameloucks, les Turcs, les Anglais, s'en disputèrent la possession. Un soldat albanais, Méhémet-Ali, homme énergique et ambitieux, s'empara du pouvoir par son habileté et obtint de la Porte le titre de vice-roi (1806). Paisible possesseur de l'Égypte après l'extermination des mameloucks (1811), il s'y rendit indépendant et maître absolu des biens et de la personne de ses sujets. Il se déclara propriétaire de toutes les terres du pays; les habitants ne furent plus dès lors que les fermiers de ses domaines. Avec l'aide d'un Français, le colonel Selve[1], qui prit le nom de Soliman-Pacha,

1. Le colonel Selve était fils d'un meunier de Lyon. Marin durant sept ans, et blessé à Trafalgar, il était lieutenant de hussards à Waterloo.

il organisa une bonne armée de 50,000 hommes. Son infanterie, habillée, exercée, disciplinée à l'européenne, apprit à se servir de la baïonnette, à se former en carrés, à charger par colonnes, à faire des feux d'ensemble. L'artillerie fut organisée avec soin. Des bois de construction furent réunis au Caire, à Alexandrie ; avec l'aide d'officiers français et anglais, Méhémet-Ali se créa une marine militaire. Prodigue de la vie de ses sujets, qu'un ordre de sa bouche incorporait dans l'armée de terre ou embarquait sur la flotte, il s'était formé, en leur imposant de lourds impôts, un trésor considérable. Son fils Ibrahim-Pacha le secondait activement.

A l'Égypte le pacha avait ajouté, en Asie, l'*Hedjaz*, conquis sur les Wahabites (1812-1818), et en Afrique la *Nubie*, le *Kordofan*, le *Darfour*, et une portion de l'*Abyssinie*. La France avait pour Méhémet-Ali une prédilection marquée. « Elle lui savait gré de son goût pour le caractère français, de son penchant à nous imiter, de son empressement à nous servir. Et puis, c'était un homme nouveau, fils de ses œuvres, un élu des révolutions modernes. »

Conquête de la Syrie par les Égyptiens (1831-1832). **Prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim** (27 mai 1832). **Bataille de Konieh** (21 décembre 1832). — Mahmoud et Méhémet-Ali, le suzerain et le vassal, voulant, le premier relever la puissance turque, le second fonder aux dépens des Turcs un empire égyptien, devaient inévitablement se heurter l'un contre l'autre. La guerre éclata en 1831. Le pacha de Saint-Jean-d'Acre, Abdallah, s'opposa au transport des bois que Méhémet-Ali faisait couper sur le Liban pour construire des vaisseaux ; il refusa l'extradition des *fellahs* qui s'étaient enfuis d'Égypte pour échapper au recrutement. Méhémet-Ali saisit avec empressement ce prétexte pour envahir la Syrie.

Une armée égyptienne, commandée par Ibrahim, franchit l'isthme de Suez, prit Gaza, Jaffa, et s'empara de Saint-Jean-d'Acre après six mois de siège (décembre 1831-mai 1832). Mahmoud envoya contre elle une armée turque commandée par Hussein-Pacha, l'exterminateur des janissaires ; elle fut battue à *Homs*, près de Damas, et à *Beïlan*, près des ruines d'Antioche (juin-juillet 1832). Maître de la Syrie, Ibrahim envahit l'Anatolie. Mahmoud envoya contre lui un nouveau général, le grand-vizir Réchid-Pacha. Ibrahim lui livra bataille à *Konieh* : 10,000 Égyptiens mirent en déroute 60,000 Turcs (21 dé-

cembre 1832). Ibrahim n'avait plus qu'un pas à faire pour entrer dans Constantinople.

Intervention des Russes. — Il était temps pour l'Europe d'intervenir. Si les puissances occidentales n'imposaient pas la paix à Méhémet-Ali et à Mahmoud, ce dernier, menacé par l'armée victorieuse d'Ibrahim, et désormais sans ressources, allait se jeter dans les bras de la Russie. L'empereur Nicolas attendait ce moment avec impatience ; il avait offert au divan cinq vaisseaux et sept frégates. Le 20 février 1833, cette escadre entra dans le Bosphore. L'ambassadeur français, l'amiral Roussin, de concert avec le représentant de la Grande-Bretagne, protesta énergiquement ; mais il n'obtint de la Porte le renvoi de l'escadre qu'en promettant par écrit que les Égyptiens n'entreraient pas à Constantinople. Cependant, malgré les instances de l'ambassadeur français auprès d'Ibrahim, les Égyptiens avançaient toujours : déjà ils étaient maîtres de *Smyrne*. Mahmoud épouvanté eut recours une seconde fois aux Russes : 5,000 hommes furent débarqués par la flotte d'Odessa sur la côte d'Anatolie.

Paix de Kutayé (14 mai 1833). **Traité d'Unkiar-Skélessi** (8 juin 1833). — Vaincu par les représentations du négociateur français, M. de Varennes, Ibrahim avait consenti à traiter. Le 14 mai 1833, la paix de *Kutayé* donna au vice-roi d'Égypte toute la *Syrie*, c'est-à-dire les quatre pachalicks de *Saint-Jean-d'Acre*, *Tripoli*, *Alep*, *Damas*, avec le district d'*Adana* au delà du Taurus, c'est-à-dire avec l'entrée de l'Anatolie.

Cette paix ne laissait plus de prétexte aux Russes pour demeurer sur le territoire ottoman ; mais, en partant, ils se ménagèrent les moyens de revenir. Le 8 juin 1833 fut signé entre le czar Nicolas et le sultan Mahmoud le traité d'*Unkiar-Skélessi*. « En conséquence, y était-il dit, du principe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la Sublime Porte, Sa Majesté l'empereur de Russie, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime Porte à réclamer l'assistance morale et militaire de la Russie viendraient à se présenter..., promet de fournir, par terre et par mer, autant de troupes et de forces que les deux parties contractantes le jugeraient nécessaire. » Un article secret ajoutait : « La Sublime Porte ottomane, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité

patent, devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie à *fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer, sous un prétexte quelconque.* » La Russie maîtresse d'entrer dans la Mer Méditerranée par les Dardanelles pour aller attaquer Malte, Gênes, Toulon; l'Angleterre, la France, toutes les nations occidentales, exclues de la Mer de Marmara et de la Mer Noire; Constantinople devenant l'avant-poste de Sébastopol du côté de l'Europe et du côté de l'Asie : tels étaient les résultats contenus en germe dans ce traité.

Nouvelle guerre entre l'Égypte et la Turquie (1839). **Bataille de Nézib** (24 juin). **Mort de Mahmoud** (1er juillet). — Vaincu par Méhémet-Ali, qu'il considérait comme un sujet rebelle, Mahmoud ne lui avait cédé qu'avec l'intention de tout reprendre. Malade, découragé, irrité de voir ses sujets soulevés contre lui par ses réformes, le sultan n'avait plus qu'un seul espoir: reprendre la Syrie aux Égyptiens. Il rassembla au pied du Taurus une armée de 60,000 hommes, sous les ordres d'Hafiz-Pacha. Le 21 avril 1839, six ans après la première guerre, les Turcs prirent l'offensive: leur avant-garde passa l'Euphrate à Bir, ville située à vingt-cinq heures d'Alep. Méhémet-Ali et son fils Ibrahim apprirent avec joie cette nouvelle. Le gouvernement français, alarmé des conséquences probables d'une rupture, leur expédia un exprès pour les engager à entamer de nouvelles négociations; mais il arriva trop tard. L'armée égyptienne, commandée par Ibrahim et Soliman-Pacha (Selve), marchait déjà en avant. Elle tourna les Turcs par une marche sur leur flanc gauche, à travers un défilé, qui fut franchi sans obstacle. Il y avait de chaque côté 40,000 hommes. Mais l'armée turque avait le dos tourné aux retranchements qui auraient dû la protéger : elle fut mise en pleine déroute à la bataille de *Nézib* (24 juin 1839). Trois pachas y périrent. Les Égyptiens firent 9,000 prisonniers; 20,000 fusils et 104 pièces de canon étaient tombés en leur pouvoir. Mahmoud n'apprit pas sa défaite. Il mourut le 1er juillet suivant, en répétant, dans les transports de l'agonie, le nom de Méhémet-Ali. Son fils Abdul-Medjid, jeune homme de seize ans, lui succéda. Au moment même où il montait sur le trône, le capitan pacha Achmet emmena la flotte turque à Alexandrie et la livra aux Égyptiens.

Sympathies de la France pour le pacha d'Égypte. — La situation était grave. Aux termes du traité d'Unkiar-Skélessi,

les Russes allaient, s'ils n'étaient prévenus par les puissances occidentales, venir à Constantinople sous prétexte de défendre le sultan, en réalité pour s'emparer du Bosphore et des Dardanelles. Ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la France, ne pouvaient voir sans inquiétude les Russes maîtres de l'entrée de la Méditerranée. Que fallait-il donc faire pour s'y opposer? Protéger soi-même le sultan contre Méhémet-Ali, répondaient les Anglais, et ôter ainsi tout prétexte à l'intervention moscovite. Mais en France la question paraissait moins simple: Méhémet-Ali y était populaire. Le gouvernement était obligé de tenir compte de cet état de l'opinion publique. D'ailleurs, la France, établie en Algérie, avait intérêt au maintien de la puissance du vice-roi d'Égypte, son voisin et son allié. La situation était très embarrassante. Les esprits ardents prétendaient qu'il y avait un moyen de concilier nos sympathies pour le vice-roi d'Égypte avec l'intégrité de l'empire ottoman, et même ce moyen était, disaient-ils, le seul efficace, le seul capable d'opposer une barrière solide à l'ambition du czar: c'était de placer Méhémet-Ali à Constantinople, de substituer aux Turcs, peuple vieilli, usé, en pleine décadence, les Égyptiens, peuple renouvelé, et qu'en France on croyait alors plein d'avenir. Mais pour cela il aurait fallu affronter une guerre européenne.

Ministère du 12 mai 1839. Note des cinq puissances. — Depuis le 12 mai 1839, un nouveau ministère était arrivé au pouvoir en remplacement du cabinet Molé ; il se composait du maréchal Soult, président, et de Teste, Schneider, Duperré, Duchâtel, Cunin-Gridaine, Dufaure, Passy, Villemain. Ce ministère se montra timide et indécis. L'Angleterre et lord Palmerston, son premier ministre, voulaient à la fois exclure les Russes de Constantinople et abaisser Méhémet-Ali, possesseur de l'isthme de Suez, c'est-à-dire de la grande route des Indes. Maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire l'empire turc tel qu'il existait, tel fut le but que se proposa la politique anglaise, et auquel le gouvernement français accéda. Mais il refusa d'aller aussi loin que le demandait lord Palmerston: celui-ci, dans la crainte d'une intervention russe, avait proposé, le 19 juin, de réunir les pavillons anglais et français pour forcer au besoin le passage des Dardanelles.

Le gouvernement français n'accueillit pas ces ouvertures : dès lors, il eut contre lui l'Angleterre. Toutefois, les profonds désaccords qui régnaient entre les puissances européennes ne se montraient pas encore au grand jour. Le 19 juillet 1839, la note

suivante fut remise au divan au nom de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse : « Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément aux instructions reçues de leurs cours respectives, se félicitent d'avoir à annoncer aux ministres de la Sublime Porte que l'accord des cinq puissances touchant la question orientale est certain, et ils prient la Sublime Porte, en attendant les fruits de leurs dispositions bienveillantes, de ne décider absolument rien sur la susdite question d'une manière définitive sans leur concours. »

Guizot et Thiers. Ministère du 1er mars 1840. — Le ministère du 12 mai avait envoyé Guizot comme ambassadeur à Londres ; on espérait que l'auteur de *l'Histoire de la Révolution d'Angleterre* serait bien accueilli. On lui témoigna de l'estime à Londres ; mais il n'y exerça qu'une faible influence. Gêné par les instructions qu'il recevait, et craignant d'ailleurs de voir la France en guerre avec l'Europe, il ne montra pas toute la fermeté nécessaire. Et pourtant l'opinion publique en France se prononçait de plus en plus énergiquement en faveur du vice-roi d'Égypte. Le cabinet du 12 mai, auquel on reprochait amèrement sa condescendance aux volontés de l'Angleterre, dut se retirer devant l'opposition des Chambres. Un nouveau ministère se forma, le 1er mars 1840, sous la présidence de Thiers. Ce dernier était, comme ses prédécesseurs, partisan de l'alliance anglaise ; mais il aurait voulu pouvoir concilier le maintien de cette alliance avec l'appui prêté à Méhémet-Ali, et il ne désespérait pas d'amener un arrangement direct entre la Porte et le vice-roi.

Politique de lord Palmerston. Rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. Traité de Londres (15 juillet 1840). — Malheureusement, il n'en fut rien. Lord Palmerston forma un plan qui devait avoir pour double résultat de soustraire la Porte au joug de la Russie, tout en abaissant Méhémet-Ali, l'allié de la France : c'était de se joindre aux Russes pour protéger le sultan et accabler l'Égypte ; de cette manière, l'intégrité de l'empire ottoman serait maintenue à la fois contre Méhémet-Ali et contre le czar : car l'intervention russe, combinée avec celle des Anglais, des Prussiens et des Autrichiens, cesserait d'être dangereuse pour l'Europe. En agissant ainsi, les Anglais croyaient avoir résolu très habilement la question dans leur intérêt ; ils devaient s'apercevoir de leur erreur treize ans plus tard. La Turquie, conservée à grand'peine en 1840, restera hors d'état de résister à l'attaque de ses voisins ; et

lorsque les Russes l'attaqueront, en 1853, le gouvernement britannique sera très heureux d'obtenir l'alliance française, sans laquelle il n'aurait pu sauver Constantinople et prendre Sébastopol.

Quoi qu'il en soit, lord Palmerston agit en grand secret, et, le 15 juillet 1840, sans avoir prévenu l'ambassadeur français Guizot, il signa avec la Prusse, la Russie et l'Autriche le traité de Londres. Aux termes de ce traité, on offrait à Méhémet-Ali l'administration héréditaire de l'Égypte, le pachalick de Saint-Jean-d'Acre et la possession de la Syrie méridionale sa vie durant; on lui ordonnait l'évacuation immédiate de l'Arabie, des villes saintes, c'est-à-dire de la Mecque et de Médine, de l'île de Candie et du district d'Adana. On lui accordait dix jours pour accepter ces conditions. S'il refusait, on lui enlevait le pachalick d'Acre; s'il tardait dix jours de plus, on devait lui ôter l'Égypte elle-même. Les quatre puissances s'engagèrent à le soumettre, au besoin, par la force. Ainsi on avait réglé les affaires d'Orient sans prendre la peine de consulter la France!

Les Égyptiens sont chassés de la Syrie. — Le 16 août, le traité de Londres fut notifié à Méhémet-Ali. « Je ne rendrai qu'au sabre, répondit le vice-roi, ce que j'ai acquis par le sabre. » Une flotte anglaise, autrichienne et turque, commandée par l'amiral Napier, se dirigea aussitôt vers la Syrie. Le 12 septembre, elle se présenta devant Beyrouth et bombarda la ville, qui fut évacuée par les Égyptiens. Le 2 novembre, Saint-Jean-d'Acre fut attaqué à son tour : un tiers de la ville fut détruit par les boulets; 2,000 personnes périrent. Hors d'état de résister plus longtemps, les Égyptiens évacuèrent la Syrie. La flotte française, restée d'abord immobile à Salamine, avait été ensuite rappelée à Toulon. « Il y a, disait Thiers pour expliquer cet ordre, des moments où les canons partent tout seuls. »

État de l'opinion publique en France; fortifications de Paris; préparatifs de guerre. — Cependant l'agitation produite en France par le traité de Londres avait été universelle et profonde. Entraîné par l'opinion publique, le ministère voulut d'abord résister à la coalition des puissances. La marine fut augmentée; tous les soldats en congé furent rappelés sous les drapeaux. Une loi fut votée pour entourer Paris d'une enceinte de remparts protégée par des forts, afin que, si la guerre était déclarée, et que les hasards des batailles amenassent une inva-

sion, on ne vit pas, comme en 1814, la prise de la capitale paralyser la résistance nationale. Les travaux furent commencés le 16 novembre. On entendit chanter la *Marseillaise* dans les rues de Paris; on demanda l'envoi d'une armée sur le Rhin. En Prusse et dans toute l'Allemagne, l'alarme fut vive. « L'agitation des cœurs, écrivait de Paris Henri Heine, s'accroît de moment en moment. Avec l'ardeur impatiente des Français, il est difficile de comprendre comment ils peuvent tenir dans cet état d'incertitude. Une décision, une décision à tout prix! Tel est le cri du peuple entier, qui croit son honneur offensé. Si cette offense est réelle ou imaginaire, je ne saurais en juger; la déclaration des Anglais et des Russes, qu'ils n'ont pour dessein que d'assurer la paix, ressemble à de l'ironie, au moment qu'à Beyrouth le tonnerre du canon soutient le contraire. » (*Lutèce.*)

Politique pacifique du roi et de Guizot. Note du 8 octobre. Retraite de Thiers. — Mais le roi Louis-Philippe s'effrayait à la pensée d'une guerre contre la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre réunies; Guizot, son ambassadeur à Londres, était du même avis. Le chef du cabinet, Thiers, ne s'aveuglait pas sur les dangers d'une guerre générale. Cependant il croyait que le meilleur moyen d'obtenir pacifiquement une solution conforme aux intérêts et à la dignité de la France était de traiter d'un ton ferme, et sans laisser voir de timidité. L'opinion publique le soutenait. Toutefois, comme il avait le roi contre lui, il dut céder peu à peu. Le 8 octobre, il envoya à Londres une note dans laquelle il déclarait que la France ne ferait pas de la question de la Syrie un *casus belli*, mais que si on voulait enlever l'Égypte au vice-roi, la France interviendrait par les armes pour le soutenir. En même temps, Thiers voulait que le roi, à l'ouverture des Chambres, demandât les crédits nécessaires pour porter l'armée à 500,000 hommes, et l'autorisation de mobiliser au besoin 300,000 gardes nationaux. Louis-Philippe refusa, et Thiers donna immédiatement sa démission.

Ministère du 29 octobre 1840. — Un nouveau ministère s'organisa le 29 octobre. Guizot, rappelé de Londres, devint ministre des affaires étrangères; les autres membres du cabinet furent le maréchal Soult, l'amiral Duperré, Martin (du Nord), Villemain, Duchâtel, Humann. Ce nouveau ministère représentait le parti de la paix. Mais ceux que mécontentait sa politique l'accusaient de vouloir *la paix à tout prix;* ils applaudissaient aux paroles de Thiers s'écriant: « Le discours de la cou-

ronne a dit que l'on espérait la paix ; il n'a pas dit assez : on est certain de la paix. En effet, pourquoi le cabinet du 29 octobre a-t-il remplacé le cabinet du 1er mars? Parce que le cabinet du 1er mars n'a pu obtenir les mesures qu'il jugeait nécessaires, et qui pouvaient amener une guerre, non pas certaine, mais éventuelle. Le cabinet du 29 octobre, au contraire, veut la paix certaine, et il est sûr de l'avoir. » Quoi qu'il en soit, la question était résolue.

Soumission de Méhémet-Ali. — Abandonné à ses seules forces, Méhémet-Ali se soumit enfin. Le 27 novembre, il s'engagea à évacuer la Syrie et à restituer la flotte ottomane, à condition qu'on lui garantirait la possession héréditaire de l'Égypte. Le 12 février suivant, il reçut du sultan le *firman* d'investiture. Méhémet-Ali et ses descendants devaient avoir la possession héréditaire de l'Égypte, de la Nubie, du Sennaar, du Kordofan et du Darfour. Méhémet-Ali ne devait pas, à l'avenir, augmenter son armée ni sa flotte sans l'autorisation du sultan ; il devait payer tribut. Le sultan se réservait la nomination des officiers égyptiens au-dessus du grade de colonel. Un second firman du 1er juin 1844 régla les dernières questions qui n'avaient pas été résolues.

Traité des Détroits (13 juillet 1841). — Enfin, le 13 juillet 1841 fut signé le *traité des Détroits*, auquel la France prit part de concert avec la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre. Par ce traité, on reconnaissait à la Turquie le droit d'interdire l'entrée du Bosphore aux bâtiments de guerre de toutes les puissances. C'était annuler implicitement le traité d'Unkiar-Skélessi, qui accordait aux flottes russes la libre navigation des détroits. Ainsi, l'Angleterre avait réussi : l'intégrité de l'empire ottoman était maintenue ; la Russie n'avait pu réaliser ses espérances ; le vice-roi d'Égypte était abaissé ; la politique française avait subi un échec. Mais, en réalité, la question n'était qu'ajournée. La Turquie, maintenue intacte, n'en restait pas moins impuissante ; le czar conservait toutes ses forces et ses prétentions ; la défaite du pacha d'Égypte , en amoindrissant le seul élément capable de résistance en Orient, avait supprimé la barrière qui pouvait, dans l'avenir, contenir l'ambition moscovite. La question d'Orient se représentera dans quelques années. Que de sacrifices l'Angleterre et la France réunies seront obligées de s'imposer pour prolonger l'existence des Turcs, depuis le premier coup de canon tiré contre le port d'Odessa jusqu'au dernier qui retentira sur les ruines de Sébastopol ! Et encore, la

guerre d'Orient de 1854 à 1856, si coûteuse et si sanglante, ne fera-t-elle qu'ajourner une fois de plus la question pour vingt ans.

Translation des cendres de Napoléon à Paris (15 décembre 1840).—La question d'Orient avait été réglée sans la participation de la France ; son allié Méhémet-Ali avait été vaincu sans qu'on tirât l'épée pour le défendre. Les fortifications de Paris, une augmentation de l'armée de terre et de la flotte, quelques cris de colère dans les théâtres ou dans les rues, un vain échange de notes diplomatiques, le *Rhin français* d'Alfred de Musset en réponse au *Rhin allemand* de Becker : voilà à quoi se réduisit, dans la question d'Orient, le rôle de la France. Elle avait paru abaissée devant l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse. Aussi l'opinion publique était-elle irritée.

Le gouvernement de Louis-Philippe voulut l'apaiser par une mesure qu'il crut populaire. Avec l'autorisation de l'Angleterre, un des fils du roi, le prince de Joinville, alla à bord de *la Belle-Poule* chercher à l'île Sainte-Hélène les cendres de l'empereur Napoléon. Le 15 décembre 1840, elles arrivèrent à Paris, et furent transportées, au milieu d'une foule immense, à l'Hôtel des Invalides. Les noms des victoires remportées par celui dont on ramenait les restes étaient dans toutes les bouches : on oubliait trop qu'Austerlitz et Friedland avaient été précédés du Dix-huit brumaire et suivis de Waterloo. Les poètes, les historiens, les orateurs, cédaient à l'enivrement général ; une légende se formait autour du nom de l'empereur. Quelques rares esprits plus clairvoyants, comme Auguste Barbier, l'auteur des *Iambes*, protestaient seuls contre les éloges enthousiastes qu'on décernait à sa mémoire, et comprenaient que ce culte irréfléchi pouvait amener pour la France de grands périls et de lamentables désastres dans l'avenir. Lamartine s'était écrié à la Chambre des députés : « Ne séduisons pas l'opinion d'un peuple qui comprend bien mieux ce qui l'éblouit que ce qui le sert. Gardons-nous de lui faire prendre en mépris ces institutions moins éclatantes, mais mille fois plus populaires, et pour lesquelles nos pères sont morts après avoir tant combattu... J'ai peur, je l'avoue, qu'on ne fasse trop dire ou penser au peuple : « Voyez, au bout du compte, il n'y a de
« populaire que la gloire, il n'y a de moralité que dans le
« succès ; soyez grand et faites tout ce que vous voudrez ;
« gagnez des batailles et faites-vous un jouet des institutions
« de votre pays. »

CHAPITRE XXX.

Les Français en Algérie (1830-1848).

L'Algérie. Aspect, description, population. Difficultés de la conquête. Son importance.

Les Français en Afrique. Les généraux Clauzel, Berthezène, Savary, Voirol (1830-1834). — Drouet d'Erlon, premier gouverneur général. Abd-el-Kader, émir de Mascara. Traité du 26 février 1834. — Désastre de la Macta (26 juin 1835). — Le maréchal Clauzel. Prise de Mascara et de Tlemcen (1835-1836). Victoire de la Sikkak (5 juillet 1836).

Premier siège de Constantine (novembre 1836). — Damrémont et Bugeaud. Traité de la Tafna (1er juin 1837). — Second siège et prise de Constantine (6-13 octobre 1837).

Le maréchal Valée. Passage des Portes de fer. La guerre recommence avec Abd-el-Kader (1839). — Défense de Mazagran (février 1840). Combat du col de Mouzaïa (12 mai 1840.— Bugeaud, gouverneur général (1841). Prise de la smala (16 mai 1843).

Guerre contre les Marocains. Bataille de l'Isly (13 août 1844). — Bou-Maza. Affaires des grottes du Dahra et de Sidi-Brahim (1845).— Le duc d'Aumale, gouverneur général (1847). Soumission d'Abd-el-Kader (23 décembre 1847).

L'Algérie. Aspect, description, population. Difficultés de la conquête. Son importance. — Entre l'île de Malte et le détroit de Gibraltar, la Mer Méditerranée forme un bassin quadrangulaire, dont l'Italie et l'Espagne occupent les côtés ; au nord la côte de France en forme le fond ; au sud s'étend le littoral africain, qui regarde à droite la Sardaigne, à gauche les îles Baléares. C'est sur ce littoral, entre l'empire de Maroc et la régence de Tunis, que se trouve comprise l'Algérie. La capitale du pays, Alger, avec son port et ses batteries, se dresse en amphithéâtre au-dessus du rivage redoutable sur lequel vinrent se briser, en 1541, les flottes de Charles-Quint. A l'ouest d'Alger, on trouve Cherchell, Tenez, Mostaganem, Arzew, le port d'Oran et la vaste rade de Mers-el-Kébir ; à l'est, Dellys, Bougie, Djigelly, Collo, Stora, Philippeville, Bône, l'antique Hippone de saint Augustin, et les riches pêcheries de perles de la Calle. Entre Alger et Oran, la côte s'abaisse graduellement et se déprime en descendant vers le sud-ouest ; entre Alger et Bône, les montagnes escarpées du Djurjura viennent baigner dans la mer leurs flancs taillés à pic et inabordables.

Si l'on sort d'Alger, et que, tournant le dos à la Méditerranée,

on s'avance dans l'intérieur des terres, on traverse d'abord une vaste plaine fertile en blé, en céréales de toute sorte, et qui, dans les temps anciens, était avec l'Égypte le grenier de Rome. Mais devant soi on voit se dresser des montagnes; elles se replient à droite et à gauche en arcs-boutants, viennent rejoindre la mer et forment la ceinture demi-circulaire du Tell, du pays des moissons : c'est la chaîne de l'Atlas, le mont qui porte le ciel, disaient les Grecs pour donner une idée de sa hauteur. De ses pentes couvertes de forêts sortent de maigres filets d'eau, changés l'hiver en torrents[1]. Si l'on s'engage dans un des cols profonds qui traversent les montagnes, on se trouve dans la région des dattes et des *chotts* ou étangs salés[2]; plus au sud encore s'étend indéfiniment l'immense plaine de sable du Sahara, dont quelques oasis viennent seules interrompre l'uniformité.

Tel était le pays dont la Restauration avait entrepris la conquête pour venger une injure faite à l'honneur national. Lorsque éclata la révolution de Juillet, le pavillon français avait remplacé le drapeau du dey sur les murs d'Alger, les pirates avaient disparu; mais au sud et à l'ouest, dans la province d'Oran, les Arabes nomades étaient maîtres des plaines dans lesquelles ils erraient, transportant de lieu en lieu leurs tentes et leurs troupeaux; dans les villes, en particulier à Constantine, des beys placés sous la suzeraineté nominale de la Sublime Porte gouvernaient une population mélangée de Turcs et de Maures, de Juifs et de Berbères. Enfin, à l'est, les Kabyles étaient indépendants dans leurs villages, suspendus comme des nids d'aigles au bord des précipices, au milieu des montagnes.

Pour soumettre toutes ces populations énergiques et jalouses de leur indépendance, les Français avaient à lutter non seule-

1. Ces cours d'eau sont, en allant de l'est à l'ouest : l'*Oued Medjerda*, qui finit en Tunisie, l'*Oued Mafrag*, la *Seybouse*, qui arrose Guelma et Bône (ces deux rivières se jettent dans le golfe de Bône); l'*Oued Safsaf*, qui se jette dans la mer à Philippeville; l'*Oued Kébir*, grossi de l'*Oued Rummel*, qui arrose Constantine : l'*Oued Sahel*, qui arrose Aumale et se jette dans la mer à Bougie ; l'*Oued Sebaou* et l'*Oued Isser*, qui arrosent la Kabylie ; l'*Oued Harach* et l'*Oued Chiffa*, qui traversent la plaine de la Métidja, le premier à l'est, le second à l'ouest d'Alger; le *Chélif*, le cours d'eau le plus considérable de l'Algérie, qui coule du sud et au nord, puis de l'est à l'ouest, passe à Taguin, Boghar et Orléansville, et atteint la mer au nord-est de Mostaganem; le *Sig*, qui passe à Sidi-bel-Abbès, et qui, réuni avec l'*Oued Hammam*, forme la *Macta;* enfin la *Tafna*, grossie de l'*Isly*, à l'ouest, et de la *Sikkak*, à l'est.

2. Les plus importants sont les *Chotts Melghir* et *Grarnis*, dans le département de Constantine, et le *Chott-el-Chergui*, dans le département d'Oran.

ment contre les hommes, mais encore contre les ardeurs d'un climat brûlant et contre des obstacles matériels qui surgissaient devant eux à chaque pas : absence de routes, manque d'eau et de vivres, montagnes dans lesquelles une poignée d'hommes peut arrêter une armée, plaines immenses et inconnues à travers lesquelles il fallait poursuivre un ennemi insaisissable, aussi prompt à se rallier et à tomber sur des hommes isolés qu'à fuir devant les colonnes réunies ; terre de feu et de lions. Mais si la conquête était difficile, le prix en devait être beau. Soumise, l'Algérie deviendrait une seconde France en face de la mère patrie, à quarante-huit heures de Marseille et de Toulon ; dès lors, malgré Malte et Gibraltar, la Méditerranée occidentale serait un lac français. Les blés algériens, les fruits, les bois de construction, tous les produits de cette riche terre nous appartiendraient. A ces considérations s'en joignit une autre, qui décida le gouvernement de Juillet à poursuivre la conquête de l'Algérie : c'était un moyen d'occuper l'attention, de donner à la France cette gloire militaire qu'elle aime tant, de la consoler de son rôle peu actif dans les affaires générales de l'Europe.

Les Français en Afrique. Les généraux Clauzel, Berthezène, Savary, Voirol (1830-1834). — Au moment même où la révolution de Juillet éclatait en France, le maréchal Bourmont faisait occuper *Oran*, à l'ouest d'Alger, et *Bône*, à l'est ; ces deux villes ouvrirent leurs portes sans résistance. En apprenant ce qui s'était passé à Paris, le maréchal alla rejoindre la branche aînée dans l'exil : on lui donna pour successeur le général Clauzel (2 septembre). Bloqué dans Alger par les Arabes et les Kabyles, auxquels notre inaction pendant plusieurs mois avait rendu toute leur hardiesse, Clauzel comprit qu'il était indispensable de prendre l'offensive. Pour augmenter un peu ses forces, il organisa les *spahis* (cavaliers indigènes) et les *zouaves*, qui furent d'abord des Kabyles de la tribu des *zouaoux*. Provoqué par Bou-Meyrag, bey de Titteri, au sud d'Alger, il marcha contre lui avec 8,000 hommes ; il le chassa de Blidah et arriva au pied de l'Atlas, après avoir traversé la plaine de la Métidja. Le col de Mouzaïa fut franchi après un brillant combat, et *Médéah* fut occupé. On y plaça un nouveau bey, allié de la France.

Promu au grade de maréchal de France, le général Clauzel quitta l'Algérie pour venir siéger dans la Chambre des députés,

où l'envoyaient les électeurs de Rethel. Il fut remplacé par le général Berthezène[1], qui ne resta qu'un an en Algérie (janvier-décembre 1831). Tout ce qu'il put faire, avec 9,000 hommes à peine sous ses ordres, fut d'aller à Médéah porter secours au bey qu'y avait placé son prédécesseur, et de battre au retour les Arabes, qui voulaient lui barrer le passage, au col de *Mouzaïa*.

Le général Savary[2], duc de Rovigo, envoyé pour le remplacer (1831-1833), augmenta l'armée par la création des tirailleurs indigènes, des chasseurs d'Afrique, de la légion étrangère; il environna le territoire français d'une ligne de postes fortifiés, appelés *Blockhaus*, et remporta des succès sur les Arabes à *Koléah* et à *Bouffarick*.

Après lui, le général Voirol organisa les bureaux arabes, composés d'officiers comprenant la langue du pays, et chargés de servir d'intermédiaires entre l'administration française et les chefs indigènes. Il fit aussi commencer les premières routes autour d'Alger. *Bougie*, port important sur la côte, entre Alger à l'ouest et Bône à l'est, fut enlevé aux Kabyles en 1833 par le général Trézel. Bien qu'isolé et entouré de tribus hostiles, ce port fut énergiquement gardé par le commandant Duvivier.

Drouet d'Erlon, premier gouverneur général. Abd-el-Kader, émir de Mascara. Traité du 26 février 1834. — Le 22 juillet 1834, une ordonnance donna à l'ancienne régence d'Alger le nom de *Possessions françaises dans le nord de l'Afrique*. Le général Drouet d'Erlon fut investi des pouvoirs civils et militaires, et porta le premier le titre de gouverneur général. Il allait avoir à lutter contre un terrible adversaire. Abd-el-Kader était né en 1807, dans la tribu des Haschems. De bonne heure, sa piété et son courage le firent distinguer par les Arabes, qui lui donnèrent le titre de *marabout* ou de saint et d'*émir* ou de prince. Il entreprit, jeune encore, le pèlerinage de la Mecque, comme tout bon musulman doit le faire. Un vieillard de cette ville lui prédit sur le tombeau du prophète de hautes destinées. En 1832, il se mit à la tête des Arabes de Mascara. La plupart des tribus voisines se soumirent à sa prépondérance.

1. Berthezène (Pierre), né en 1775, mort en 1847.

2. Savary (René), né près de Vouziers en 1774, mort en 1833. Il ne faut pas le confondre avec Julien Savary, officier en 1793 sous les ordres de Kléber, et auteur des *Guerres des Vendéens et des Chouans contre la République*. Un troisième Savary (Nicolas), né à Vitré en 1750, mort en 1788, frère de Julien, a voyagé en Orient, composé des *Lettres sur l'Égypte*, une *Vie de Mahomet*, etc.

Les chefs qui lui étaient contraires durent se soumettre ou bien furent mis à mort ou contraints à la fuite. Il attaqua Tlemcen et Mostaganem, dont la population turque s'était mise, depuis la prise d'Ager, sous la protection de la France. Le général Desmichels, gouverneur d'Oran, intervint aussitôt et vint occuper Arzew.

Toutefois, comme les forces dont il disposait étaient peu considérables, il entra en négociations avec Abd-el-Kader. Deux de ses officiers d'ordonnance allèrent signer avec l'émir le traité du 26 février 1834, aux termes duquel il conservait tout ce qu'il avait conquis. Abd-el-Kader, qui était campé sur le Sig, voulut emmener les négociateurs français à Mascara, sa capitale, pour leur donner le spectacle de sa puissance. « La petite armée d'Abd-el-Kader se composait d'environ 3,000 chevaux; elle se mit en marche au son d'une musique étrange. Lui, monté sur son cheval, que quatre nègres lui avaient amené, prit plaisir pendant quelque temps à le faire bondir dans la plaine... De nombreuses salves de mousqueterie annonçaient son approche, et, pour le préserver des rayons du soleil, un de ses officiers portait à côté de lui un parasol en drap d'or, pendant que, armés de petits sabres et couverts de boucliers, des gladiateurs charmaient par leurs combats non sanglants l'ennui de la route. Après plusieurs heures de marche, qui firent passer sous leurs yeux de riches vallons, des sites riants et d'immenses forêts d'oliviers, les envoyés français arrivèrent à Mascara, dont les habitants, avec leurs burnous surmontés de capuchons blancs ou noirs, leur apparurent, suivant l'expression du commandant de Thorigny, « comme autant de moines à l'œil ardent et à la physionomie sauvage. » (M. L. Blanc, *Histoire de Dix ans.*)

Désastre de la Macta (26 juin 1835). — Cependant la souveraineté de la France n'était pas reconnue dans le traité : on avait négocié avec Abd-el-Kaber d'égal à égal. Le comte Drouet d'Erlon désavoua le général Desmichels. Envoyé à Oran à la place de ce dernier, le général Trézel ne put empêcher l'émir d'occuper Milianah et Médéah. Il marcha contre lui avec 2,300 hommes et le rencontra à quarante kilomètres d'Oran. Les Arabes étaient six fois plus nombreux que les Français. Après la mort du colonel Oudinot, il fallut battre en retraite et s'engager dans une voie étroite, sur une longue et mince colonne, entre les marais qui bordent la *Macta* et des collines boisées. On éprouva un second échec. Si les Arabes perdirent

3,000 hommes, 400 Français eurent le même sort. Leurs cadavres furent mutilés par les cavaliers d'Abd-el-Kader, qui revinrent à leurs douars en portant triomphalement au bout de leurs yatagans les têtes des soldats français (26 juin 1835).

Le maréchal Clauzel. Prise de Mascara et de Tlemcen (1835-1836). **Victoire de la Sikkak** (5 juillet 1836). — Le maréchal Clauzel[1] fut aussitôt envoyé en Algérie pour remplacer Drouet d'Erlon. Accompagné du duc d'Orléans, il partit d'Oran avec 10,000 hommes, le 26 novembre 1835. Abd-el-Kader l'attendait entre l'*Habra* et le *Sig*, appuyé à des bois et à des hauteurs escarpées. Il en fut délogé par une attaque impétueuse. Les Arabes découragés n'osèrent défendre leur capitale. L'émir, auquel les siens n'obéissaient plus, quitta précipitamment *Mascara*. Le 29, pendant la nuit, les Français y entrèrent. La ville était déserte; on n'y trouva qu'une vieille femme accroupie sur des nattes : Abd-el-Kader avait mis le feu à sa capitale avant de la quitter.

On ne jugea pas possible de la conserver, d'autant plus qu'avec leur mobilité ordinaire les Arabes étaient revenus sous les drapeaux de leur chef. Celui-ci, pour rétablir son prestige, avait attaqué les Koulouglis[2] de Tlemcen, alliés fidèles de la France. Clauzel alla les secourir et débusqua Abd-el-Kader de son camp (13 janvier 1836); 500 hommes furent laissés dans la citadelle de Tlemcen, sous les ordres du commandant Cavaignac. Un camp retranché fut commencé à l'embouchure de la Tafna, pour relier Tlemcen avec Oran et la mer. Abd-el-Kader voulut à la fois troubler les travaux et enlever Tlemcen. Il réussit un moment à rompre les communications entre le camp et la place, et bloqua dans le camp la colonne du général d'Arlanges. Cependant le général Bugeaud[3], envoyé au même endroit avec des renforts, reprit bientôt l'offensive. Deux fois, par de rapides expéditions, il ravitailla Tlemcen. L'émir déclara que « ce Français était un renard, et son armée un serpent. » Le 5 juillet 1836, Bugeaud marchait de nouveau en avant, forçait le passage de la *Sikkak* (affluent de la Tafna sur la rive droite) et acculait à un ravin l'armée d'Abd-el-Kader, qui fut taillée en pièces ou précipitée à bas des rochers, Bu-

1. Clauzel (Bertrand), né à Mirepoix en 1772, mort en 1842.

2. On appelle ainsi en Algérie les habitants nés de l'union des Turcs avec les femmes arabes.

3. Bugeaud (Thomas-Robert de la Piconnerie), né à Limoges en 1784, mort en 1849.

geaud entra triomphant dans Tlemcen, où Cavaignac n'avait pas cessé un moment de se maintenir.

Non moins heureux que son lieutenant, le maréchal Clauzel, après avoir vaincu les Kabyles au col de Mouzaïa, avait fait construire par le génie, en cinq jours, une route de 16 kilomètres, praticable pour les voitures, aboutissant au sud de Médéah.

Premier siége de Constantine (novembre 1836). — La France avait dans l'Algérie orientale un ennemi aussi dangereux qu'Abd-el-Kader à l'ouest, le bey de Constantine, Ahmed. Autrefois vassal du dey d'Alger, Ahmed était, depuis 1830, tout à fait indépendant. Il comptait, en cas d'attaque, sur la protection de la Turquie et du bey de Tunis. Il se fiait aussi à la force de Constantine. Cette ville, la Cirta des Numides, avait été deux mille ans plus tôt la capitale de Masinissa et de Jugurtha. Le maréchal Clauzel vint en France demander l'autorisation de l'attaquer; elle lui fut accordée par le cabinet Thiers, qui lui promit 30,000 hommes. Mais dans l'intervalle Thiers tomba et fut remplacé par le comte Molé, qui ne se montra pas aussi favorable à cette entreprise. Trompé dans son attente, Clauzel ne put réunir à Bône que 9,000 soldats et 3 batteries. On était au mois de novembre; la pluie tombait jour et nuit par torrents[1]; la neige couvrait les montagnes; on manquait de bœufs, de mulets, de moyens de transport. Après sept jours d'une marche pénible, pendant laquelle on vit des hommes mourir de froid, on arriva aux portes de la ville.

« Le 21 novembre 1836, à midi, *Constantine* se dressa tout à coup aux yeux des soldats, protégée par un ravin d'une profondeur immense, au fond duquel mugissait l'oued Rummel, et qui présentait pour escarpe et contrescarpe un roc taillé à vif. » Pour arriver jusqu'à la porte, il fallait traverser à découvert un pont étroit et long sur lequel plongeaient les feux de la place. La ville n'était abordable que d'un seul côté, au sud, dans la direction opposée à celle par laquelle arrivaient nos troupes; les pluies avaient tellement détrempé le sol, qu'il était impossible d'y faire mouvoir les canons. Toutes les attaques échouèrent; le commandant Richepanse fut tué, le général Trézel blessé. Épuisés de faim, de froid, manquant de cartouches, nos soldats durent battre en retraite. 300 hommes formaient l'arrière-garde; enveloppés par 6,000 Arabes, ils se

1. L'un des endroits où l'on campa reçut le nom de *Camp de la boue*.

formèrent en carré, à la voix du commandant Changarnier[1], et se firent jour à la baïonnette (24 novembre 1836). A la suite de cet échec, le maréchal Clauzel fut rappelé.

Damrémont et Bugeaud. Traité de la Tafna (1er juin 1837). — Le général Damrémont fut nommé gouverneur. Le général Bugeaud, envoyé à Oran, y entra, par l'intermédiaire d'un juif nommé Durand, en relations avec Abd-el-Kader. On voulait faire la paix avec lui, afin de tourner contre Constantine toutes les forces disponibles. Une entrevue fut projetée entre le général et l'émir. Elle eut lieu le 1er juin 1837 sur les bords de la Tafna. Arrivé le premier au rendez-vous, à la tête de 4,000 soldats, Bugeaud attendit longtemps Abd-el-Kader, qui voulut par ce retard constater aux yeux des Arabes sa supériorité. Le général perdit patience et vint le trouver. Ils discutèrent longtemps, assis sur le gazon. « L'entretien fini, le général Bugeaud s'était levé, et l'émir restait assis. Blessé au vif, le général français le prit alors par la main, et l'attirant à lui d'un mouvement brusque : « Mais relevez-vous donc ! » Les Français furent charmés de cette inspiration d'une âme impérieuse et intrépide, et les Arabes laissèrent percer leur étonnement. Quant à l'émir, saisi d'un trouble involontaire, il se retourna, sans proférer une parole, sauta sur son cheval et regagna les siens. En même temps on entendit une puissante clameur, que les échos prolongèrent de colline en colline. *Vive le sultan !* criaient avec enthousiasme les tribus. Un violent coup de tonnerre vint ajouter à l'effet de cette étrange scène ; et, se glissant dans les gorges des montagnes, les Arabes disparurent. » (M. L. Blanc, *Histoire de Dix ans*.)

Aux termes du traité conclu dans cette entrevue, Abd-el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France. Nous devions posséder Alger, le Sahel, la plaine de la Métidja, Mostaganem, Mazagran, Oran, Arzew, et leurs territoires ; tout le reste du pays était reconnu à l'émir, auquel on rendait Titteri et Tlemcen. Il ne nous donnait comme compensation que 30,000 fanègues d'orge, mesure d'Oran, autant de froment et 5,000 bœufs.

Second siège et prise de Constantine (6-13 octobre 1837). — Tranquille du côté d'Oran, le gouverneur général Damrémont se mit à la tête d'une seconde expédition contre *Constantine*. Il partit de Bône avec 13,000 hommes, sous les ordres des généraux Valée, Perrégaux, Rohault de Fleury, Trézel, Rulhières,

1. Changarnier (Théodule), né à Autun en 1793, mort en 1877.

et du duc de Nemours. Le 6 octobre 1837, on arriva en vue de la place. Ben-Aïssa, lieutenant d'Ahmed, dirigeait la défense, tandis que le bey lui-même tenait la campagne avec 9,000 cavaliers pour inquiéter l'armée. Malgré la pluie, la tempête, le feu de l'ennemi, on s'empara du plateau et du cimetière de Koudiat-Aty, qui dominaient la ville au sud. Après quatre jours de bombardement, la place fut sommée de se rendre. Ben-Aïssa répondit : « Nous avons beaucoup de provisions de guerre et de bouche; si les Français en manquent, nous leur en enverrons. Nous ne savons ce que c'est qu'une brèche ou une capitulation; mais nous défendrons à outrance notre ville et nos maisons; et tant qu'un de nous sera vivant, les Français ne prendront pas Constantine. » Le général Damrémont fixa l'assaut au lendemain. Auparavant il voulut examiner encore une fois la brèche, pour voir si elle était praticable. S'étant avancé à découvert sur le plateau de Koudiat-Aty, il fut tué par un boulet de canon; le général Perrégaux, son chef d'état-major, qui se trouvait auprès de lui, ayant voulu relever son cadavre, fut atteint mortellement d'une balle à la tête. Le lieutenant-général d'artillerie Valée prit aussitôt le commandement.

Le lendemain vendredi, 13 octobre, nos troupes montèrent à l'assaut en trois colonnes, sous les ordres du lieutenant-colonel Lamoricière et des colonels Combes et Corbin. A sept heures, les tambours donnent le signal. Les zouaves s'élancent au pas de course, malgré la fusillade; Lamoricière les conduit. Le capitaine Garderens plante le drapeau tricolore sur la brèche; la ville est envahie. Tout à coup retentit une explosion formidable : une mine vient d'éclater sous les pieds des assaillants. Jeté à dix pas par l'explosion, Lamoricière reste sans blessure; mais le colonel Combes est frappé à mort. Turcs et Arabes s'enfuient, se précipitent du haut des murailles dans les ravins. Constantine est au pouvoir des Français. Le bey Ahmed, à cheval sur une hauteur voisine, assistait à la chute de sa capitale; il versa des larmes et s'éloigna. Le général Valée devint maréchal de France et gouverneur de l'Algérie.

Le maréchal Valée. Passage des Portes de fer. La guerre recommence avec Abd-el-Kader (1839). — Maître de Constantine, le nouveau gouverneur voulut affermir la puissance

1. Valée (Sylvain-Charles, comte), né à Brienne en 1773, mort en 1846.

française en Algérie par un déploiement de forces militaires capable de frapper les yeux et l'imagination des Arabes. Accompagné du duc d'Orléans, il alla par l'intérieur du pays de Constantine à Alger, en passant par Sétif et en traversant le Petit Atlas au défilé du *Biban* ou des *Portes de fer:* on appelle ainsi un col étroit dominé par des rochers à pic d'une hauteur prodigieuse. Les indigènes n'essayèrent pas d'en interdire l'accès à nos troupes (octobre-novembre 1839).

La France n'avait plus qu'un ennemi redoutable: Abd-el-Kader. Il prétendit qu'en franchissant les Portes de fer les Français avaient violé le traité de la Tafna, et il reprit les armes à la fin de l'année 1839. Partout il avait prêché la guerre sainte, et, pour exciter davantage la ferveur des Arabes, il avait fait vendre sur la place publique de Mascara, sa capitale, ses bijoux et ceux de sa famille, dont il versa le prix dans le trésor destiné à combattre les infidèles. Les Kabyles se joignirent à lui. Plusieurs détachements français furent assaillis et massacrés sur différents points. Tous les centres habités par les colons furent menacés.

Défense de Mazagran (février 1840). **Combat du col de Mouzaïa** (12 mai 1840). — Au mois de février 1840, l'émir marcha sur Mostaganem avec son infanterie régulière et les contingents de quatre-vingt-deux tribus. A quelque distance de la ville s'élevait sur une hauteur le petit village de *Mazagran*. 123 chasseurs de la 10e compagnie du 1er bataillon d'Afrique y étaient retranchés dans un marabout avec une pièce de campagne, sous les ordres du capitaine Lelièvre. 12.000 Arabes se ruèrent sur eux pendant quatre jours sans pouvoir triompher de leur héroïque résistance (2-5 février 1840). Une sortie de la garnison de Mostaganem, sous les ordres du lieutenant-colonel Dubarrail, contribua à les dégager. Ce combat eut un immense retentissement en France et électrisa le courage de nos soldats.

Le maréchal Valée, grâce aux renforts envoyés de la métropole, avait à sa disposition 65,000 combattants. Il voulut punir Abd-el-Kader de son agression. Auparavant il fit occuper Cherchell, à l'ouest d'Alger, en représailles de la destruction par les Kabyles d'un bâtiment français retenu par le calme dans ces parages (15 mars 1840); ensuite il partit de Blidah avec 10,000 hommes, accompagné des ducs d'Orléans et d'Aumale, franchit la Chiffa, dégagea Cherchell, où le commandant Cavaignac était bloqué par les Kabyles, et arriva au pied de l'Atlas.

L'émir avait concentré toutes ses forces au col de *Mouzaïa*. Il fallut gravir la montagne de rocher en rocher, au risque d'être précipité dans les abîmes, sous le feu d'un ennemi auquel on ne pouvait pas répondre, et qui tenait ferme à chaque plateau. Pourtant nos colonnes d'attaque, conduites par Duvivier, Lamoricière, Changarnier et le duc d'Orléans, débusquèrent successivement l'ennemi de toutes ses positions. Ce brillant combat eut lieu le 12 mai. Cinq jours plus tard, l'armée française était maîtresse de *Médéah*. Le 8 juin, de nouveaux succès lui ouvrirent les portes de *Milianah*. Il fallut, au retour, livrer encore des combats acharnés.

Bugeaud, gouverneur général (1841). **Prise de la smala** (16 mai 1843). — Au mois de janvier 1841, le maréchal Valée fut remplacé par le général Bugeaud, et l'armée portée à 80,000 hommes. A partir de ce moment, il ne fut plus question d'évacuer l'Algérie, projet qui avait souvent été débattu dans les conseils du gouvernement et dans les Chambres. Sommé de se soumettre, l'émir répondit au général français : « Le préjudice que votre armée fait à la fertile Afrique, dans laquelle elle trace son pénible sillon, est plus léger que celui qu'éprouve l'Océan quand l'hirondelle de mer plonge dans ses eaux pour y prendre un poisson. » Malgré la chaleur, les mouvements rapides et le courage désespéré de leurs adversaires, les Français, grâce à leur grand nombre et à des mouvements bien combinés, ne cessèrent plus de s'avancer victorieusement vers l'ouest et le sud. Les bords du Chélif, depuis l'endroit où il cesse de couler vers le nord pour se diriger vers l'occident, furent définitivement occupés. Traqués de toutes parts, n'ayant plus le temps de faire la moisson, et enfin convaincus de la supériorité des Européens, les indigènes devinrent sourds sur beaucoup de points aux excitations de l'émir. Il fut successivement chassé de *Takedempt*, de *Mascara*, de *Saïda* (mai-décembre 1841), de *Tlemcen* (février 1842).

Le 16 mai 1843, l'ennemi éprouva un nouveau désastre. Le duc d'Aumale et le général Yousouf, à la tête de 500 chevaux, s'emparèrent près de Taguin[1] de la *smala* d'Abd-el-Kader, c'est-à-dire de sa famille, de ses esclaves, de ses troupeaux, de ses chevaux, de ses trésors. « C'était, suivant l'expression du gouverneur général, une grande ville ambulante, qu'on pouvait considérer comme la capitale de l'empire arabe. » Abd-el-Kader

1. Taguin est sur la lisière des départements actuels d'Alger et d'Oran.

eut à peine le temps de s'enfuir avec sa mère et l'une de ses femmes.

Nommé maréchal de France, Bugeaud battit les Kabyles et leur enleva sur la côte *Dellys*, à l'est d'Alger, tandis que le duc d'Aumale s'emparait de *Biskra*, au sud de Constantine. Abd-el-Kader s'était réfugié dans le Maroc.

Guerre contre les Marocains. Bataille de l'Isly (13 août 1844). — L'indomptable émir fut bientôt plus puissant sur l'esprit des Marocains que l'empereur Abd-er-Rhaman lui-même. A sa voix, les marabouts appellent les Marocains à la guerre sainte : « Une goutte de sang versée pour la cause d'Allah, leur disent-ils, une nuit passée sous les armes, sera plus comptée que deux mois de jeûne et de prières; celui qui périra dans une bataille obtiendra le pardon de ses péchés. Au jour du jugement, ses blessures seront éclatantes comme le vermillon, parfumées comme l'ambre; des ailes d'anges et de chérubins remplaceront les membres qu'il aura perdus. »

Cédant à ces excitations, Abd-er-Rhaman attaqua les Français : il les accusait d'avoir bâti un fort à Lalla-Maghrnia, sur la rive gauche de la Tafna, territoire qu'il prétendait lui appartenir. Attaqué le 30 mai au bord de la Mouilah, le général Lamoricière repoussa l'ennemi. Le maréchal Bugeaud accourut sur le théâtre de la guerre, et, après d'inutiles négociations, dans lesquelles le général Bedeau faillit être assassiné, il occupa Ouchda et prit résolument l'offensive. Après le passage de l'*Isly*, ayant sous ses ordres 12,000 hommes, il rencontra 40,000 Marocains, dont 30,000 cavaliers, qui vinrent se ruer sur les rangs français. Foudroyés par le feu et repoussés par les baïonnettes de nos fantassins formés en carrés, ils furent mis en pleine déroute (13 août 1844). Le fils d'Abd-er-Rhaman abandonna aux cavaliers du colonel Tartas ses trésors, ses tentes, ses chevaux et son parasol impérial. On prit jusqu'à des chaînes énormes que, par un excès de prévoyance, les Marocains, comptant sur la victoire, avaient apportées pour attacher leurs captifs. Elles sont aujourd'hui au Musée d'artillerie (Hôtel des Invalides). Le maréchal Bugeaud fut proclamé duc d'Isly[1]. En même temps, une escadre conduite par le prince de Join-

1. Horace Vernet a représenté la *Bataille de l'Isly* sur une vaste toile, comme il avait déjà peint la *Smala*. Ces deux tableaux sont au musée de Versailles.

ville bombardait Tanger, sur le détroit de Gibraltar (6 août), et Mogador, sur l'Océan Atlantique, au sud du Maroc (15 août).

Pour éviter de faire ombrage à l'Angleterre, le gouvernement français se contenta de conserver Lalla-Maghrnia et d'obtenir des Marocains l'expulsion d'Abd-el-Kader ; les frais de la guerre restaient à notre charge : « La France, disait le *Journal des Débats*, est assez riche pour payer sa gloire. »

Bou-Maza. Affaires des grottes du Dahra et de Sidi-Brahim (1845). — En Algérie même, la guerre continuait toujours. Abd-el-Kader, avec ses cavaliers infatigables, apparaissait à quelques jours de distance sur les points les plus éloignés de notre territoire, excitait des insurrections dans les tribus soumises, et mettait sur les dents les colonnes envoyées à sa poursuite, en se réfugiant dans le désert ou sur la frontière du Maroc. En 1845, la France compta même un adversaire de plus : il se nommait Bou-Maza (*le père de la chèvre*), parce qu'une chèvre l'accompagnait partout. 35 tribus promirent au nouveau prophète de l'aider contre les Français ; des encouragements lui vinrent même de Tunis et du Maroc. Mais le maréchal Bugeaud et ses lieutenants, à force d'activité, firent face à tout.

Des deux côtés la guerre devenait impitoyable. Cinq ou six cents Arabes, de la tribu des Ouled-Riah, qui s'étaient réfugiés dans les gorges du Dahra (entre Orléansville et Mostaganem), poursuivis par le colonel Pélissier, furent étouffés par un feu de fascines allumé à l'entrée de leur retraite (20 juin 1845). Quelque temps après, 400 chasseurs de Vincennes et quelques hussards, aux ordres du lieutenant-colonel de Montagnac, surpris par Abd-el-Kader, au marabout de Sidi-Brahim, près de Djemmâ-Ghazaouat, dans la province d'Oran, furent tués ou pris à l'exception de 13, qui parvinrent à s'échapper (21-24 septembre 1845). Mais des renforts arrivèrent de toutes parts : Abd-el-Kader dut fuir de nouveau.

L'année suivante (1846), par une course audacieuse, l'émir arriva jusque dans la plaine de la Métidja, aux portes d'Alger. Il fut repoussé par le général Gentil, malgré un soulèvement des Kabyles du Djurjura en sa faveur, et rejeté dans le Maroc. Exaspéré de cette nouvelle défaite, il massacra 300 prisonniers français qu'il traînait à sa suite. De son côté, Bou-Maza, battu et découragé, se rend au colonel Saint-Arnaud (12 août 1847).

Bugeaud aurait voulu hâter la soumission du pays, afin de le coloniser sans crainte, conformément à sa devise : *Ense et*

aratro. Pour y parvenir, il jugea nécessaire de conquérir la Grande Kabylie, à l'est d'Alger, entre cette ville, Bougie et Sétif, en s'établissant à demeure dans le Djebel-Djurjura, au bord de l'oued Sebaou et de l'oued Sahell. Il commença donc une nouvelle campagne et obtint de grands succès. Mais le gouvernement lui prescrivit de s'arrêter : il donna sa démission.

Le duc d'Aumale gouverneur général (1847). **Soumission d'Abd-el-Kader** (23 décembre 1847). — Le duc d'Aumale fut nommé gouverneur général en remplacement de Bugeaud. On a vu qu'Abd-el-Kader s'était réfugié au Maroc. Aidé par le fils du précédent empereur, il forma l'audacieux projet de renverser Abd-er-Rhaman. Vaincu par les Marocains, il franchit la frontière française et se retira chez les Béni-Snassen, dans l'espérance de gagner le désert. Le général Lamoricière fit garder tous les chemins. Désespérant de s'échapper, Abd-el-Kader fit sa soumission après avoir demandé et obtenu d'être conduit à Alexandrie (23 décembre 1847).

Le duc d'Aumale vit l'émir à Djemmâ-Ghazaouat et confirma la promesse de Lamoricière[1]. Cependant le gouvernement refusa de la ratifier et de laisser libre un si redoutable adversaire de notre domination en Afrique. Transporté en France, d'abord au fort Lamalgue, puis au château de Pau, puis à celui d'Amboise, Abd-el-Kader ne reçut la liberté qu'en 1852[2].

La plus grande partie de l'Algérie était conquise ; il restait maintenant à la coloniser. Fallait-il la laisser soumise au régime militaire, malgré les réclamations des colons qui se plaignaient de n'avoir pas la liberté nécessaire au développement de leurs travaux et au succès de leurs transactions? devait-on y établir un gouvernement civil, au risque de voir de nouveaux soulèvements des indigènes compromettre les résultats des victoires déjà obtenues? était-il préférable d'y constituer ce double mode d'administration à la fois? Telles étaient les questions qui restaient à résoudre. La monarchie de Juillet ne devait pas être appelée à prendre une décision sur ce point : le trône de Louis-Philippe tombait deux mois après le jour où l'émir avait été présenté au fils du roi devant nos soldats victorieux.

1. Lamoricière (Juchault de) né à Nantes en 1806, mort en 1866.

2. Il se retira dans la Turquie d'Asie, à Brousse, puis à Damas. Il y est mort en mai 1883.

CHAPITRE XXXI.

Dernières années du règne de Louis-Philippe. Révolution de 1848.

Ministère du 29 octobre 1840. Guizot. Complot bonapartiste de Boulogne. — Mort du duc d'Orléans (13 juillet 1842). Loi sur la régence. — Attitude du gouvernement à l'égard des puissances étrangères. La reine d'Angleterre en France. — Droit de visite. Affaire Pritchard. — Mariages espagnols (1846). — Les Autrichiens à Cracovie (1846).

Le socialisme. — État de l'opinion publique. La réforme électorale est réclamée. — Les banquets (1847). — Ouverture des Chambres (27 décembre 1847). Vote de l'adresse (12 février 1848). — Banquet du douzième arrondissement. — Journée du 22 février. — Journée du 23. Chute de Guizot. — Catastrophe du boulevard des Capucines. — Journée du 24. Abdication de Louis-Philippe. — Le gouvernement provisoire. La République. Le suffrage universel.

Résultats généraux du règne de Louis-Philippe. Travaux publics, chemins vicinaux, chemins de fer. — Industrie et commerce. — Adoucissement de la loi pénale : système des circonstances atténuantes. — Loi militaire de 1832. — Organisation de l'instruction primaire. — La tribune et le journalisme de 1830 à 1848. — Littérature française. — Littérature anglaise. — Littérature allemande. — Littérature italienne. — Beaux-arts : sculpture, monuments. — Peinture. — Musique. — Beaux-arts à l'étranger. — Progrès des sciences : photographie, galvanoplastie. Histoire naturelle. Physiologie.

Ministère du 29 octobre 1840. Guizot. Complot bonapartiste de Boulogne. — Nous avons vu qu'un nouveau ministère, celui du 29 octobre 1840, était arrivé aux affaires à la suite du dénouement de la question d'Orient. Guizot était chef du cabinet. Résister à l'intérieur au mouvement des esprits en repoussant la réforme électorale que l'opposition ne cessait de réclamer ; conserver au dehors la paix avec les puissances étrangères, tel fut le double but que le gouvernement poursuivit dès lors jusqu'à sa chute. Cette conduite amena plus d'une émeute, à Toulouse, Bordeaux, Lille, Clermont et Paris.

Louis-Napoléon, voyant la mauvaise impression causée en France par le dénouement de la question d'Orient, fit une nouvelle tentative contre le gouvernement : il débarqua à Boulogne le 6 août 1840, et, avec l'aide du général Montholon, des colonels Vaudrey, Parquin, Voisin, du lieutenant Aladenise, essaya de soulever le 42e de ligne. Repoussé, poursuivi, arrêté dans sa fuite, il fut condamné par la Cour des Pairs à un emprisonnement perpétuel, et envoyé au château de Ham, d'où il s'échappa

avec l'aide du docteur Conneau, le 25 mai 1846, sous les vêtements d'un maçon nommé Badinguet.

Le mécontentement augmentait. Les orateurs de l'opposition et les journaux demandaient une réforme électorale qui supprimât le cens ou du moins le fît descendre à une somme moins élevée. Malgré un éloquent discours de Lamartine, le roi, d'après le conseil de Guizot, refusa toute concession. Plusieurs journaux furent condamnés à des amendes considérables. Les élections de 1842, pour le renouvellement de la Chambre des députés, donnèrent une majorité dévouée au ministère. Cette victoire, il est vrai, n'était qu'apparente : car la Chambre, nommée par un petit nombre d'électeurs, ne représentait pas l'opinion publique, et le gouvernement, en ayant pour lui les députés, pouvait avoir la France contre lui.

Mort du duc d'Orléans (13 juillet 1842). **Loi sur la régence.** — Le 13 juillet de la même année, un grand malheur vint frapper la famille royale. Le duc d'Orléans, fils aîné du roi, était connu des soldats, à côté desquels il s'était trouvé en Algérie, et inspirait de grandes espérances aux partisans de la dynastie. Sur le point de se rendre au camp de Saint-Omer, il allait à Neuilly en voiture faire ses adieux à sa famille. Ses chevaux s'emportèrent à la hauteur de la Porte Maillot. Il voulut se jeter hors de la voiture, eût la tête fracassée et mourut quelques heures après. Il laissait deux enfants au berceau. A qui la régence appartiendrait-elle si le vieux roi venait à mourir? à la duchesse d'Orléans ou à l'un de ses beaux-frères? Les Chambres, en fixant la majorité du roi à dix-huit ans, déclarèrent qu'en cas de minorité la régence serait donnée au prince le plus rapproché du trône, c'est-à-dire au duc de Nemours, second fils de Louis-Philippe.

A la fin de la même année, la Guadeloupe fut dévastée par un tremblement de terre, qui détruisit presque entièrement la Pointe-à-Pître, la Basse-Terre, et fit périr plusieurs milliers d'habitants.

Attitude du gouvernement à l'égard des puissances étrangères. La reine d'Angleterre en France. — Rien ne fit plus de tort au gouvernement, à cette époque, que son attitude à l'égard des puissances étrangères, surtout des Anglais. On a vu comment, dans la question d'Orient, lord Palmerston avait, par le traité de Londres, exclu la France de toute participation aux affaires du continent. Mais le ministère whig tomba le 30 août 1841 et fut remplacé par les tories, ayant à leur tête

lord Aberdeen. Dès lors, les relations entre les deux pays furent meilleures. Pour les resserrer encore, le roi Louis-Philippe invita la reine Victoria à venir en France; elle accepta, et vint passer plusieurs jours au château d'Eu (2-7 septembre 1843).

Quelque temps après, une manifestation publique eut lieu à Belgrave-Square (Londres) en faveur du duc de Bordeaux pendant son séjour dans cette capitale; le prétendant reçut plus de trois mille visiteurs. Dans son adresse au roi, au début de l'année 1844, la Chambre, faisant allusion au voyage des légitimistes, disait : « La conscience publique *flétrit* de coupables manifestations... » Ce mot *flétrissure* amena un violent débat, dans lequel Guizot, se voyant reprocher d'avoir accompagné Louis XVIII à Gand, terminait ainsi son discours : « Quant aux injures..., on peut les multiplier, on peut les entasser tant qu'on voudra : on ne les élèvera jamais à la hauteur de mon dédain. »

Droit de visite. Affaire Pritchard. — Il aurait fallu soutenir par des actes ces paroles contre lesquelles l'opposition protestait, et on ne le fit pas.

En 1815, au congrès de Vienne, l'Angleterre et la France s'étaient engagées toutes deux à travailler à l'abolition de la traite des nègres. Mais l'Angleterre alla plus loin : elle voulut obtenir le droit de visite à bord des vaisseaux marchands français, pour s'assurer qu'ils ne contenaient pas d'esclaves à bord. En 1831 et en 1833, deux traités avaient permis aux vaisseaux de guerre anglais de visiter les bâtiments marchands français sur certaines côtes, mais en accordant à notre marine militaire le même droit à l'égard de la marine marchande britannique. Les Anglais trouvèrent ces traités insuffisants, et, le 20 décembre 1841, en obtinrent un troisième qui augmentait l'étendue des côtes sur lesquelles nos vaisseaux marchands pouvaient être visités. Il fallut quatre ans de réclamations incessantes pour que cette convention fût abrogée.

L'affaire Pritchard fit encore plus de bruit et se termina plus mal. Désireux d'augmenter nos colonies, le gouvernement avait fait occuper *Nossi-Bé* et *Mayotte*, près de Madagascar (1842). La même année, le contre-amiral Dupetit-Thouars occupa en Océanie les îles *Marquises*. La reine Pomaré, qui gouvernait l'île de *Taïti*, dans l'archipel de la *Société*, se mit sous le protectorat français; mais l'Anglais Pritchard, qui était à la fois consul, missionnaire protestant et pharmacien, craignant de

perdre son influence sur l'esprit des indigènes, excita la reine à renverser le pavillon français et souleva les habitants du pays, qui massacrèrent plusieurs de nos matelots. L'amiral, indigné, fit arrêter Pritchard, qui ne recouvra la liberté qu'à condition de partir pour les îles Sandwich. Le gouvernement anglais demanda réparation. Malgré l'opinion publique, qui se prononçait énergiquement en France contre une concession exigée avec menaces par une puissance étrangère, on accorda à Pritchard une indemnité (1843-1845).

Mariages espagnols (1846). — Le mauvais effet produit par l'affaire Pritchard fut atténué momentanément par les mariages espagnols. On a vu qu'en décembre 1843, après la chute du ministère progressiste Olozaga, Narvaez avait rappelé en Espagne Marie-Christine. A qui la reine mère allait-elle donner la main de sa fille? Elle penchait vers l'alliance française; mais elle n'osait pas marier Isabelle avec un fils de Louis-Philippe. Elle se proposait de la marier avec un Bourbon espagnol, son cousin don François d'Assise, duc de Cadix; elle avait l'intention d'accorder la sœur cadette d'Isabelle, Louisa-Fernanda, au duc de Montpensier. Mais l'Angleterre aurait voulu qu'Isabelle épousât le prince Léopold de Saxe-Cobourg, cousin germain de la reine Victoria. Le ministère tory de lord Aberdeen, qui aurait été porté à faire des concessions à la France, fut remplacé au pouvoir par les whigs. Lord Palmerston pressa plus vivement que jamais Marie-Christine de marier sa fille avec le prince de Cobourg; mais ni Marie-Christine ni Louis-Philippe ne cédèrent, et, malgré le cabinet anglais, le double mariage de la reine d'Espagne avec don François d'Assise et de sa sœur avec le duc de Montpensier s'accomplit le 10 octobre 1846.

Les Autrichiens à Cracovie (1846).— Par malheur, le gouvernement perdait les fruits de sa politique en Espagne, en se montrant trop faible sur un autre point. Une insurrection éclata à Cracovie. Les insurgés affichaient des idées communistes : « Les fruits de la terre sont à tout le monde, disaient-ils ; la terre n'est à personne. » Le sénat fit appel aux Autrichiens, qui entrèrent dans la ville le 18 février 1846. Les ouvriers des salines de Wieliczka s'insurgèrent, et les troupes autrichiennes durent quitter Cracovie. Alors le cabinet de Vienne excita la haine des paysans contre les seigneurs. Jacques Széla se mit à la tête des malheureux ainsi égarés, qui égorgèrent leurs plus illustres compatriotes pour assurer le triomphe de l'étranger. Kotarski, Horodynski, Broniewski, Bzoski, Lipowski, Bogusz

furent massacrés avec des raffinements inouïs de barbarie. Ensuite Autrichiens, Russes et Prussiens pénétrèrent dans Cracovie (3 mai). Au mépris des traités de 1815, la ville et son territoire furent déclarés partie intégrante de l'empire autrichien (11 novembre 1846). Le ministère français réclama inutilement. On reprocha à Guizot de n'avoir pas montré assez d'énergie.

Le procès Teste[1], Cubières[2], Pellaprat et Parmentier, dans lequel deux anciens ministres, accusés de corruption devant la cour des pairs, furent convaincus et condamnés, et l'assassinat de la duchesse de Praslin, fille du général Sébastiani, par son mari, qui était pair de France, vinrent encore accroître l'irritation publique (juillet-août 1847).

A la même époque, l'opposition reprocha au gouvernement des désordres administratifs, des irrégularités dans les comptes et des faits de corruption électorale. La Chambre des députés, sur la proposition de Morny, passe à l'ordre du jour, en se déclarant « satisfaite » des explications du ministère. Ce vote resta célèbre dans l'histoire parlementaire sous le nom de l'*Ordre du jour des satisfaits*.

Le socialisme. — La paix qui régnait depuis 1815, les progrès de l'industrie et du commerce, en agglomérant dans toutes les villes un nombre considérable d'ouvriers, avaient fait surgir un problème redoutable : qu'arriverait-il si, par suite d'un incident imprévu, mauvaise récolte, guerre, révolution, la confiance disparaissait? si, l'acheteur ne se présentant plus dans la boutique du marchand, le fabricant ne trouvait plus chez ce dernier un débouché pour ses produits? Sans doute, celui-ci, à son tour, serait obligé d'interrompre la fabrication, de congédier ses ouvriers. Que deviendraient les ouvriers, dès lors sans travail, c'est-à-dire sans pain? Comment empêcher une pareille situation de se présenter, et, si l'on ne pouvait la prévenir, comment y remédier? Cette question préoccupa les esprits après 1830, et elle amena l'éclosion d'un grand nombre d'idées et de théories de toute nature. Nous avons déjà parlé des saint-simoniens[3]; mais deux autres écoles socialistes également

1. Teste était président de la Cour de cassation et grand officier de la Légion d'honneur. Il avait reçu, par l'intermédiaire du général Cubières, une somme considérable pour la concession d'une mine de sel gemme.

2. Amédée-Louis Despans Cubières, né en 1786, mort en 1853. Il était lieutenant général et pair de France. Il avait été deux fois ministre en 1839-40.

3. Il est nécessaire de dire également un mot des fouriéristes. Fourier

importantes, et qui allaient jouer un rôle capital, s'étaient formées : celle de Louis Blanc, celle de Proudhon.

Louis Blanc a exposé ses idées sociales dans sa brochure *De l'Organisation du Travail.* Partisan de l'autorité, il voulait substituer l'action de l'État à l'initiative de l'individu. L'association sous le patronage de l'État, telle était sa conception fondamentale. Suivant Louis Blanc, tout homme a *droit au travail ;* la société doit lui en donner ; il peut en exiger d'elle. « Il y a, dit-il, deux choses dans l'homme : des besoins et des facultés. Par les besoins, l'homme est passif ; par les facultés, il est actif ; par les besoins, il appelle ses semblables à son secours ; par les facultés, il se met au service de ses semblables.

(François-Marie-Charles), né à Besançon en 1772, auteur de la *Théorie des Quatre Mouvements et des Destinées générales*, du *Traité de l'Association domestique agricole*, du *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, de *la Fausse Industrie et l'Industrie naturelle*, mourut en 1837. « Les premiers disciples de Fourier, M. Juste Muiron et M. Victor Considérant, élève distingué de l'École polytechnique, commencèrent en 1825 l'œuvre de la propagande. Après la mort du maître, en 1837, M. Considérant, ayant groupé autour de lui des hommes de savoir et de talent, MM. Cantagrel, Vidal, Toussenel, Laverdant, etc., réussit à constituer définitivement l'École... Fourier avait été, dans les hallucinations de sa solitude, jusqu'à penser que le genre humain devait un jour achever de soumettre tous les éléments, et, changeant à son gré les conditions de l'atmosphère, contraindre la nature à produire des végétaux et des animaux supérieurs. L'École fouriériste se borna à enseigner que l'homme pouvait et devait changer le milieu social, et que, le principe vital de la société moderne étant l'industrie, c'est l'industrie qu'il lui importait de transformer, en substituant, dans les travaux agricoles et manufacturiers, l'*association* à l'*antagonisme*, en remplaçant la *commune incohérente et morcelée* par le *phalanstère*, qui cultiverait, d'après un plan bien combiné, une étendue commune et serait administré par un conseil électif, chargé de la répartition des produits selon l'apport de chacun en *capital*, en *travail* et en *talent*. Le travail, selon la doctrine fouriériste, étant une loi naturelle que nul ne viole sans souffrance, devait, si notre éducation et notre vie sociales ne nous rendaient rebelles aux vues de Dieu, être toujours, *attrayant* et *productif*. » (Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de* 1848).

Le plus connu des écrivains communistes était alors Cabet (Étienne, né en 1788 à Dijon, mort en 1856), auteur du journal *le Populaire*, d'une *Histoire de La Révolution de* 1789 et du *Voyage en Icarie*. Il essaya plus tard de réaliser ses idées en fondant aux États-Unis, au bord de la Rivière Rouge, une colonie qui ne réussit pas.

1. Louis Blanc, né à Madrid le 28 octobre 1813, mort en décembre 1882. Son père était inspecteur des finances du roi Joseph. Sa mère était Corse et sœur du comte Pozzo di Borgo. Voici la liste des principaux ouvrages de Louis Blanc : *Organisation du Travail; Histoire de Dix ans* (1830-1840), 5 vol. ; *Histoire de la Révolution française* (12 vol.) ; *Révélations historiques* (2 vol.) ; *Lettres sur l'Angleterre* (4 vol.). Louis Blanc avait un frère, Charles Blanc, critique d'art distingué et membre de l'Académie française, à qui l'on doit une *Histoire des Peintres*.

Les besoins sont l'indication que Dieu donne à la société de ce qu'elle doit à l'individu; les facultés sont l'indication que Dieu donne à l'individu de ce qu'il doit à la société. Donc, il est dû davantage à celui qui a plus de besoins, et il est permis d'exiger davantage de celui qui a plus de facultés. Donc, une intelligence plus grande suppose une action plus utile, mais non une rétribution plus considérable... » A l'appui de ses idées, l'auteur ajoute: « Examinez la famille: le père, dans le partage des fruits qu'il distribue à ses enfants, prend-il en considération la différence des services qu'ils lui rendent ou celle des besoins qu'ils éprouvent? Lui-même, lui qui porte tout le fardeau de l'association domestique, ne retranche-t-il pas volontiers de ses jouissances pour satisfaire les exigences d'un fils malade, pour accroître le bien-être d'un fils ignorant et débile? Voilà la charité en action; que l'État se modèle sur la famille... » Oui, répondaient les adversaires de M. Louis Blanc; mais ces besoins de l'individu auquel la société doit satisfaction, qui aura mission de fixer la limite où ils s'arrêtent?

Tout autre était la théorie de Proudhon[1], dialecticien puissant, qui, après avoir été simple ouvrier, s'instruisit lui-même, débuta, comme Rousseau, par un mémoire couronné à l'Académie de Besançon, et étudia ensuite les origines de la propriété. Disciple des philosophes allemands Kant, Schelling, Hégel, et partisan avant tout de la liberté individuelle, il condamnait toute intervention de l'État dans les affaires des particuliers; il demandait que l'action gouvernementale se fît sentir le moins possible; il voulait voir l'anarchie (absence de pouvoir) remplacer l'autorité. Du reste, Proudhon attaquait avec une impitoyable vigueur les systèmes de tous ceux qui l'avaient précédé. Remontant à l'origine de la propriété, et contestant la légitimité des moyens par lesquels elle avait été successivement acquise, il aurait voulu la suppression du fermage, du loyer, du prêt à intérêt.

État de l'opinion publique. La réforme électorale est réclamée. — En 1847, l'opinion publique réclamait avec impatience un changement dans la politique intérieure et exté-

1. P. J. Proudhon, fils d'un tonnelier, né à Besançon le 15 janvier 1808, mort à Passy le 19 janvier 1865. Il fit des études incomplètes au séminaire d'Ornans, fut d'abord ouvrier compositeur à Besançon, puis employé de commerce à Lyon. Ses principaux ouvrages sont : *Qu'est-ce que la propriété? De la Création de l'Ordre dans l'humanité; Système des Contradictions économiques; la Justice dans la Révolution et dans l'Église; la Banque du Peuple; les Confessions d'un Révolutionnaire*, etc.

rieure du gouvernement. Un grand parti voulait voir cesser le ministère de Guizot et le gouvernement personnel du roi. La majorité de la nation se plaignait que les élections fussent livrées, par suite du cens électoral, à deux cent mille privilégiés. La récolte de l'année avait été mauvaise, et les ouvriers, parmi lesquels les idées socialistes s'étaient répandues, demandaient à l'État de leur fournir du travail. De là, un mécontentement presque général. Pourtant l'explosion aurait encore pu être retardée si le gouvernement avait voulu faire des concessions, exclure les fonctionnaires de la Chambre, et abaisser le cens électoral à 100 francs, comme le demandaient Odilon Barrot, de Rémusat et Duvergier de Hauranne, chefs du centre gauche. Mais le roi et le chef du cabinet, Guizot, étaient décidés à tenir ferme. Les élections de 1846, en rendant plus considérable la majorité conservatrice, avaient augmenté encore la confiance du gouvernement. Néanmoins cette majorité elle-même, qui ne se sentait plus soutenue par l'opinion publique, commençait à s'alarmer : « Qu'a-t-on fait depuis sept ans, disait un de ses membres, M. Desmousseaux de Givré, dans la séance du 27 avril 1847? Rien, rien, rien ! »

Les Banquets (1847). — Il y eut dans toutes les parties de la France, pendant le cours de l'année 1847, des manifestations en faveur de la réforme électorale. Le 9 juillet eut lieu à Paris le Banquet du Château-Rouge. Il fut suivi du Banquet de Mâcon. Là, entouré de plusieurs milliers d'auditeurs, au bruit du tonnerre, dont les sourds grondements retentissaient à l'horizon, Lamartine prononça un discours qui se terminait par ces mots : « Elle tombera, cette royauté, soyez-en sûrs ; elle tombera, non dans son sang, comme celle de 89 ; mais elle tombera dans son piège ! Et après avoir eu les révolutions de la liberté et les contre-révolutions de la gloire, vous aurez la révolution de la conscience publique et la révolution du mépris ! » Au Banquet de Dijon, Ledru-Rollin s'écriait : « Nous sommes des *ultra-radicaux*, si vous entendez par ce mot le parti qui veut faire entrer dans la réalité de la vie le grand symbole de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.... Oh ! oui, nous tous qui sommes ici, nous sommes des ultra-radicaux. Les mots n'effrayent que les enfants. D'autres ont glorifié le nom de *gueux* en le conduisant à la victoire ; peu nous importe celui qui nous y conduira. Et, comme les vengeurs de la liberté batave, d'un outrage faisons un drapeau. » Au Banquet de Châlons, un toast fut porté à la Convention. La famille royale com-

mençait à s'inquiéter. Le prince de Joinville, dans une lettre adressée le 7 novembre au duc de Nemours pour lui apprendre le suicide de M. Bresson, notre ambassadeur à Naples, manifestait de vives alarmes.

Ouverture des Chambres (27 décembre 1847). **Vote de l'adresse** (12 février 1848). — Sûrs de la majorité dans les Chambres, Louis-Philippe et ses ministres persistaient opiniâtrément dans la ligne de conduite qu'ils s'étaient tracée. A l'ouverture de la session, le 27 décembre 1847, le roi annonça l'intention de ne pas céder et se plaignit des *passions ennemies ou aveugles* qui s'agitaient. Aussitôt après ce discours, la rente baissa. Le 3 janvier 1848, trois mille étudiants vinrent apporter à la Chambre des députés une pétition par laquelle ils demandaient la réouverture des cours de Michelet, Quinet et Mickiewicz, qui venaient d'être suspendus. En même temps s'ouvraient dans les Chambres des débats acharnés entre l'opposition et le ministère. Devant les pairs, M. de Boissy protesta que « si l'on continuait de la sorte, les populations aviseraient, comme elles avaient déjà avisé dans le passé. » A la Chambre des députés, la discussion fut plus vive encore. Lamartine, Thiers, Odilon Barrot, Lherbette, de la Rochejaquelein, attaquèrent la politique du ministère en Italie, en Suisse, lui reprochèrent le mauvais état des finances, le refus de la réforme électorale, et les manœuvres de corruption qu'il employait. Duvergier de Hauranne, ami pourtant de la dynastie, fit entendre ces paroles menaçantes : « Nous ne venons pas plaider ici devant la majorité contre le ministère, nous venons plaider devant le pays contre le ministère et contre la majorité. » L'adresse n'en fut pas moins votée sans amendement le 12 février, et l'un des ministres, Duchâtel, déclara que le gouvernement « ne céderait pas d'une ligne. » Ce fut le dernier triomphe de Guizot.

Banquet du douzième arrondissement. — Un certain nombre d'électeurs du douzième arrondissement (faubourg Saint-Marceau), partisans de la réforme électorale, avaient formé le projet de se réunir dans un banquet pour y manifester leurs sentiments. Le rendez-vous avait été d'abord fixé au 19 janvier, rue Pascal, au centre d'une nombreuse population ouvrière. Il fut ensuite retardé, et le 7 février, malgré les paroles éloquentes de Lamartine et de Ledru-Rollin, qui protestèrent au nom du droit de réunion, le ministère interdit le banquet et annonça qu'il s'y opposerait par la force. L'opposition

n'en déclara pas moins qu'il aurait lieu, et quatre-vingt-sept députés s'engagèrent à y assister. Pourtant leur accord ne fut pas de longue durée. Parmi les députés, la plupart, comme Odilon Barrot, Thiers, Duvergier de Hauranne, ne voulaient que provoquer une manifestation pour la réforme et contre le ministère. Craignant qu'une collision n'éclatât, ils abandonnèrent l'idée d'assister au banquet. Presque seul, Lamartine persista : « Si les baïonnettes, dit-il, viennent à déchirer la loi, si les fusils ont des balles, ce que je sais, messieurs, c'est que nous défendrons, de nos voix d'abord, de nos poitrines ensuite, les institutions et l'avenir du peuple, et qu'il faudra que ces balles brisent nos poitrines pour en arracher les droits du pays. » Il disait encore : « La Place de la Concorde dût-elle être déserte, tous les députés dussent-ils se retirer de leur devoir, j'irai seul au banquet avec mon ombre derrière moi. » La manifestation avait été définitivement fixée au mardi 22 février, à midi.

Journée du 22 février. — Le 22 février au matin, le temps était gris et sombre ; une pluie fine tombait presque sans interruption. Des troupes de ligne étaient rangées en bataille sur les boulevards et la place de la Madeleine pour s'opposer à la manifestation projetée. L'armée de Paris comptait 37,000 hommes, sous le commandement du duc de Nemours et du général Sébastiani. La garde nationale était sous les ordres du général Jacqueminot ; mais on préférait se passer de son concours. La foule errait dans les rues, sur les quais, autour de la Madeleine, sur la place de la Concorde, répondant par des imprécations et des cris de colère aux charges des gardes municipaux. On demandait la réforme, on chantait la *Marseillaise ;* sur quelques points on commençait des barricades. A la Chambre des députés, Odilon Barrot déposa un acte d'accusation contre le ministère. Le soir, les troupes bivouaquèrent autour de grands feux, à la pluie, et on put lire dans le *Moniteur :* « L'autorité prend des mesures propres à assurer le rétablissement de l'ordre. »

Journée du 23. Chute de Guizot. — De part et d'autre la nuit se passa en préparatifs. Le 23 au matin, la fusillade éclate sur un grand nombre de points. Tout à coup on entend battre le rappel : c'est la garde nationale qui se rassemble. Mais cette fois elle ne combattra point l'insurrection. Presque partout les légions poussent les cris de « A bas Guizot ! Vive la réforme ! » Sur la Place des Petits-Pères, les gardes nationaux croisent la baïonnette contre les dragons. Les colonels des douze légions

écrivent aux Tuileries pour demander au roi de promptes concessions. La troupe de ligne hésite, se montre troublée, inquiète, peu disposée à tourner ses armes contre le peuple. L'insurrection grandit de toutes parts. Vaincu enfin, Guizot vient lui-même à la tribune de la Chambre des députés annoncer qu'il descend du pouvoir, et que Molé est chargé par le roi de former un nouveau cabinet. De tous les côtés, des courriers allèrent porter la nouvelle pour calmer la population. Les boulevards s'illuminèrent. A la préfecture de police, M. Delessert disait, en parlant du mouvement : « C'est une émeute qu'il faut laisser mourir d'elle-même. »

Catastrophe du Boulevard des Capucines. — Quelques heures après, tout était changé. Pendant la soirée, la foule s'était pressée dans les rues. De temps en temps, des bandes d'ouvriers et de gardes nationaux passaient en chantant sur le boulevard. Vers onze heures, au moment où l'une d'elles arrivait à la hauteur du ministère des affaires étrangères, Boulevard des Capucines, un bataillon du 14e de ligne, sous les ordres du lieutenant-colonel Courant et du commandant de Brotonne, à la suite d'un coup de feu isolé, et sans ordre, fit feu de toutes ses armes. Cinquante-deux personnes furent couchées à terre. Lorsqu'on les releva, on trouva parmi elles vingt-trois cadavres.

Quelques instants après, on voyait dans les rues un spectacle lugubre. « Dans un chariot attelé d'un cheval blanc, que mène par la bride un ouvrier aux bras nus, cinq cadavres sont rangés avec une horrible symétrie. Debout sur le brancard, un enfant du peuple, au teint blême, l'œil ardent et fixe, le bras tendu, presque immobile, comme on pourrait représenter le génie de la vengeance, éclaire des reflets rougeâtres de sa torche, penchée en arrière, le corps d'une jeune femme dont le cou et la poitrine livide sont maculés d'une longue traînée de sang. De temps en temps, un autre ouvrier, placé à l'arrière du chariot, enlace de son bras musculeux ce corps inanimé, le soulève en secouant sa torche, d'où s'échappent des flammèches et des étincelles, et s'écrie, en promenant sur la foule des regards farouches : « Vengeance! vengeance! on égorge le peuple! — Aux armes! » répond la foule; le cadavre retombe au fond du chariot, qui continue sa route, et tout rentre pour un moment dans le silence[1]. » Bientôt on entend le bruit sec des pioches

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de* 1848. Le véritable nom de

sur les pavés et la chute pesante des arbres du boulevard : ce sont les barricades qui se relèvent.

Journée du 24. Abdication de Louis-Philippe. — Le 24 au matin, l'émeute était devenue une révolution. Louis-Philippe, effrayé, fit appeler Thiers, qu'il croyait plus populaire que Molé, et le pria de composer un cabinet. Thiers demanda qu'on lui adjoignît Odilon Barrot ; ce dernier lui-même, si populaire la veille, fut accueilli dans les rues par des huées. A *la Réforme* avait succédé comme mot d'ordre *la République*. Le roi avait nommé le maréchal Bugeaud commandant en chef de la garde nationale et de l'armée ; les gardes nationaux refusèrent de lui obéir. Envoyé sur les boulevards avec une forte colonne, le général Bedeau se trouve arrêté à la hauteur du Gymnase par une formidable barricade. Sur les représentations énergiques de plusieurs citoyens, il envoie demander de nouveaux ordres : on lui enjoint de revenir sur ses pas, et, au retour, ses soldats mettent la crosse en l'air. La nomination du général Lamoricière comme successeur du maréchal Bugeaud et la promesse de dissoudre la Chambre des députés ne peuvent arrêter le mouvement. La fusillade éclate autour des Tuileries, pendant que le roi perd le temps en vaines paroles, en hésitations, en ordres et en contre-ordres, Louis-Philippe veut pourtant essayer de ranimer le courage de ses défenseurs. Il monte à cheval et parcourt la place du Carrousel ; les gardes nationaux l'accueillent en criant : « Vive la réforme ! » Découragé complètement, le roi cède alors, malgré la reine Amélie, aux conseils d'Émile de Girardin et du duc de Montpensier : il abdique en faveur de son petit-fils le comte de Paris. Il monte dans une voiture couverte ; quelques cuirassiers protègent seuls ce départ précipité. La lutte continuait pendant ce temps sur la place du Palais-Royal, où deux compagnies du 14e de ligne, retranchées dans le poste du Château-d'Eau[1], décimaient la foule à bout portant. On mit le feu au poste pour triompher de leur résistance. A la même heure, des gardes nationaux de la 10e légion pénétraient dans les Tuileries, et leur chef, le capitaine Dunoyer, gravait ces mots sur les moulures du trône : *Le Peuple de Paris à l'Europe entière : Liberté, Égalité, Fraternité ; 24 février* 1848.

Daniel Stern était Marie-Sophie-Catherine de Flavigny, comtesse d'Agoult. Née à Francfort-sur-le-Mein le 13 décembre 1805, elle est morte à Paris le 5 mars 1876. Elle a composé *Jeanne d'Arc ; Dante et Gœthe ; Histoire de la République des Pays-Bas ; Mes Souvenirs.*

1. Ce poste devait son nom à une fontaine, démolie depuis cette époque.

Le Gouvernement Provisoire. La République. Le suffrage universel.—Il n'y avait plus dans Paris d'autre pouvoir que la Chambre des députés. La duchesse d'Orléans vient se présenter au Palais Bourbon, espérant, avec l'appui de Dupin et d'Odilon Barrot, obtenir la régence pour elle-même, la couronne pour son fils ; mais le peuple envahit la Chambre, s'entassa sur les bancs, dans les couloirs. Sur la proposition de Ledru-Rollin et de Lamartine, un Gouvernement Provisoire fut formé par l'acclamation populaire : il se composait de Dupont (de l'Eure)[1], François Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès. Tous se rendirent à l'Hôtel de ville. Là, leur nombre fut grossi par M. Louis Blanc, Ferdinand Flocon, Armand Marrast et l'ouvrier Albert, élus par le peuple dans la Salle Saint-Jean. La République fut aussitôt proclamée au balcon de l'Hôtel de ville. Une Assemblée Constituante fut convoquée. Elle devait être composée de 900 représentants élus directement par le suffrage universel. Tout Français âgé de vingt et un ans et ayant six mois de domicile était électeur. Le vote devait avoir lieu par scrutin de liste. Les élections se firent le 23 avril, et les députés, réunis le 4 mai, proclamèrent de nouveau la République.

Résultats généraux du règne de Louis-Philippe. Travaux publics, chemins vicinaux, chemins de fer. — Pendant les dix-huit ans qui s'étaient écoulés de 1830 à 1848, les travaux publics avaient été poussés activement. De nouvelles voies de communication avaient été ouvertes. C'est en 1836 que fut votée la loi sur les chemins vicinaux : elle divisait les chemins vicinaux en voies de grande et de petite communication, et pourvoyait à leur entretien.

Lorsque l'État ou les communes étaient obligés d'exproprier des propriétaires ou des locataires pour les travaux d'utilité publique, on devait préalablement leur payer une indemnité. Cette indemnité était réglée par les conseils de préfecture, en sorte que l'administration se trouvait juge et partie dans sa propre cause. Une loi de 1841 décida que désormais la fixation de l'indemnité appartiendrait à un jury spécial.

On avait déjà établi (1835-1842) des chemins de fer de Paris à Saint-Germain, Versailles, Rouen, Orléans. Le 22 octobre 1842, une loi ordonna l'établissement de neuf chemins de fer : sept

1. Dupont de l'Eure, né au Neubourg (Eure) en 1767, mort en 1855 ; Ledru-Rolin, né à Paris en 1808, mort en 1874 ; François Arago, né à Estagel (Pyrénées-Orientales) en 1786, mort en 1853.

partant de Paris pour aller : 1° par Lille, à la frontière belge; 2° par Rouen et le Havre, à la côte de la Manche; 3° par Nancy et Strasbourg, à la frontière d'Allemagne; 4° par Lyon et Marseille, à la Méditerranée; 5° par Tours, Bordeaux et Bayonne, à la frontière d'Espagne; 6° par Nantes, à l'Océan; 7° par Bourges, au centre de la France; 8° de Lyon à Strasbourg, par Mulhouse; 9° de Bordeaux à Marseille, par Toulouse. Les dépenses qu'exigeait l'établissement de ces voies furent faites par des compagnies concessionnaires avec des subventions et des garanties de l'État et des communes desservies. Les frais d'exploitation furent à la charge des compagnies, qui devaient recueillir les produits pendant un espace de temps fixé d'avance, et à l'expiration duquel les lignes et le matériel appartiendraient à l'État. Dès lors le nombre des voies ferrées s'accrut rapidement.

Industrie et commerce. — Depuis 1815, grâce à la paix dont on jouissait, le commerce et l'industrie avaient été presque toujours prospères. A partir de 1834, il y eût régulièrement tous les cinq ans une exposition des produits de l'industrie, qui entretint l'émulation entre les fabricants et les producteurs. En 1847, il y avait 2,450 machines à vapeur, représentant la force de 61,650 chevaux-vapeur. La fabrication du sucre de betterave était neuf fois plus considérable en 1848 qu'en 1830 : elle avait monté de 6 à 54 millions. Celle du fer avait doublé : elle s'était élevée de 2 à 4 millions et demi de quintaux. Malheureusement, les ouvriers employés dans un grand nombre d'usines à des travaux pénibles y respiraient une mauvaise atmosphère et étaient souvent malades; les enfants qu'on y faisait entrer tout jeunes y dépérissaient : on établit des comités d'hygiène; une loi de 1841 interdit dans les fabriques l'emploi des enfants au-dessous de l'âge de huit ans, et fixa pour eux à un maximum de huit heures la durée d'une journée de travail.

Le commerce avait augmenté en proportion des progrès de l'industrie. De 1830 à 1848, le chiffre des importations et celui des exportations doublèrent. Le système protecteur et l'échelle mobile subsistaient toujours : Adolphe Blanqui, Michel Chevalier, Wolowski, Fréderic Bastiat, les attaquaient au nom de la liberté du commerce et réclamaient le libre échange avec les nations étrangères; mais leurs idées rencontraient de nombreux adversaires : le général Bugeaud s'écriait qu'une invasion de bestiaux étrangers serait plus funeste qu'une invasion de

Cosaques. Néanmoins le système protecteur ne put empêcher plusieurs crises commerciales de se produire, à Lyon en 1831, 1832, 1834, à Paris et dans toute la France en 1847, année où la mauvaise récolte porta le pain et les objets de première nécessité à un prix considérable.

Adoucissement de la loi pénale : système des circonstances atténuantes. — Un grand progrès s'accomplit dans l'esprit public pendant cette période. Les mœurs s'adoucirent; la peine de mort en matière politique, qui devait être abolie en 1848 par le Gouvernement Provisoire, fut, sous la monarchie de Juillet, rarement appliquée. On effaça du code pénal la marque, le carcan, la mutilation du poing pour les parricides. La peine de mort cessa d'être applicable aux faux monnayeurs et aux auteurs des crimes commis contre les propriétés. Une modification importante fut encore apportée à nos lois. Jusque-là, dans les cours d'assises, on posait simplement aux jurés cette question : « L'accusé est-il, *oui* ou *non*, coupable de tel crime ? » Sur la réponse négative ou affirmative du jury, la cour prononçait l'acquittement ou condamnait l'accusé à la peine édictée par le législateur contre le crime dont il s'était rendu coupable. Un pareil système était défectueux. Étant dans la nécessité de répondre simplement *oui* ou *non*, les jurés se trouvaient souvent dans l'alternative d'attirer sur la tête de l'accusé un châtiment trop sévère en le déclarant *coupable*, ou de le laisser complètement impuni en le déclarant *non coupable*. Désormais, dans le cas de l'affirmative, le jury répondit : Oui, l'accusé est coupable, en ajoutant : *avec* ou *sans circonstances atténuantes*.

Un autre progrès, qu'il faut signaler, c'est l'abolition de la loterie, qui fut supprimée sur la proposition du duc de la Rochefoucauld-Liancourt.

Loi militaire de 1832. — Les forces militaires de la France avaient été organisées par la loi du 21 mars 1832. Aux termes de cette loi, l'armée devait être recrutée par des appels et par des engagements volontaires. La durée du service militaire était fixée à sept ans. Les Chambres établissaient chaque année le chiffre des hommes qui devaient être appelés sous les drapeaux. Ces hommes étaient désignés par le tirage au sort entre tous les jeunes gens âgés de vingt ans. La loi admettait le remplacement.

Tous les Français de vingt à cinquante ans non compris dans l'armée active faisaient partie de la garde nationale. Les gardes

nationaux étaient placés sous l'autorité du ministre de l'intérieur et des préfets. Ils nommaient eux-mêmes leurs chefs. Ils avaient pour mission de défendre la charte, l'ordre et les libertés publiques. En cas de guerre, ils pouvaient être mobilisés.

Organisation de l'instruction primaire. — C'est le 28 juin 1833, sous le ministere de Guizot, que l'instruction primaire fut organisée régulièrement par une loi : chacun fut libre d'ouvrir une école. Il devait y avoir deux sortes d'écoles : les écoles élémentaires dans les campagnes, les écoles supérieures dans les villes. Les premiers principes de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul, le système légal des poids et mesures, devaient être enseignés dans les écoles élémentaires; l'enseignement des écoles supérieures comprenait, en outre, des éléments d'histoire et de géographie, des notions de géométrie, de dessin linéaire, d'arpentage, de physique, d'histoire naturelle et de musique vocale. Toute commune devait avoir une école publique, placée sous la double surveillance d'un comité local et d'un comité d'arrondissement. L'instituteur communal devait recevoir un traitement fixe et de plus une rétribution mensuelle de chaque élève; les enfants des familles pauvres devaient être exemptés de cette rétribution par les conseils municipaux. Des inspecteurs de l'instruction primaire furent créés dans les chefs-lieux d'arrondissement, et des écoles normales primaires dans les chefs-lieux de département, pour former les instituteurs. Le nombre des collèges royaux (lycées) et celui des facultés furent augmentés. Un peu plus tard l'École Française d'Athènes fut créée par M. de Salvandy.

La Tribune et le Journalisme de 1830 à 1848. — Pendant les dix-huit ans que dura la monarchie de Juillet, on entendit à la tribune, au barreau ou dans les chaires de la Sorbonne et du College de France, des voix éloquentes : celles de Thiers, Guizot, Dufaure, Berryer, Odilon Barrot, Lamartine, Montalembert, Garnier-Pagès, Michel[1] (de Bourges), Ledru-Rollin, Jules Favre, Michelet, Quinet, Chaix d'Est-Ange, Nogent-Saint-Laurens.

Les journaux étaient nombreux : ils pouvaient être fondés sans autorisation préalable et discutaient librement les questions politiques. Ils étaient justiciables du jury. Le *Journal des*

1. Michel (de Bourges), né à Aix en 1798, mort en 1853.

Débats était la plus connue des feuilles favorables au gouvernement : *le Constitutionnel* et *la Presse* appartenaient à l'opposition constitutionnelle ; *le National*, *la Réforme* et *la Tribune* étaient les organes du parti républicain ; la *Gazette de France* et *l'Union*, ceux du parti légitimiste ; *l'Univers* et *l'Ami de la Religion*, ceux des défenseurs du clergé. Les attaques parfois très vives des journaux contre la monarchie de Juillet contribuèrent beaucoup à sa chute.

Littérature française[1]. — La plupart des écrivains de l'époque précédente, dont on a déjà cité les noms et indiqué les œuvres principales (voir chap. XXII), étaient alors dans la plénitude de leur talent : c'étaient les poètes Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset, Barbier, C. Delavigne, auxquels il faut ajouter les noms de Ponsard, de Théophile Gauthier, d'Alexandre Dumas, d'Hégésippe Moreau et d'Émile Augier ; c'étaient les historiens et prosateurs Villemain, Cousin, Thiers, Guizot, Michelet, E. Quinet, Lamennais, Lacordaire, Ampère, Sainte-Beuve, Saint-Marc Girardin, Mignet, Henri Martin, auxquels on doit joindre les noms de Vaulabelle, Louis Blanc, Bonnemère, Prosper Mérimée, Jules Janin. C'est à cette époque que Lamennais publia *l'Avenir*, puis, en 1834, les *Paroles d'un Croyant*, en 1841, *Une Voix de prison*, ensuite l'*Esquisse d'une Philosophie*, et, en 1848, *le Peuple constituant*. Nommons encore le savant Littré (Maximilien-Paul-Émile, né à Paris le 1er février 1801, mort en 1881). Fils d'un soldat de la République, Littré, qui possédait une immense puissance de travail, embrassa dans ses études tout le cercle des connaissances humaines : la médecine, la philologie, l'histoire, la philosophie, etc. Attaché dès sa première jeunesse aux idées démocratiques, il fut au nombre des combattants de Juillet 1830. Il se lia plus tard avec Auguste Comte et devint l'un des adeptes de la philosophie positive. Ses principaux ouvrages furent : la traduction des *Œuvres d'Hippocrate*, la traduction de la *Vie de Jésus*, du docteur Strauss, la revision du *Dictionnaire de médecine*, de Nysten ; *Auguste Comte et la Philosophie positive*, le Traité *de la Philosophie positive*, de nombreux articles insérés dans la *Revue des Deux-Mondes*, l'*Histoire littéraire de France*, le *Journal des Savants*, et *la Gazette médicale*

1. Ce chapitre étant le dernier du volume où il soit question de la littérature, des sciences et des arts, on y trouvera cités des écrivains, des artistes et des ouvrages postérieurs par leur date à l'époque de Louis-Philippe.

de Paris. Ajoutons-y l'*Histoire de la Langue française*, et enfin le colossal *Dictionnaire historique de la Langue française*, composé de 1859 à 1872, au prix d'immenses recherches, avec un savoir, un tact et une patience infinis. Ce dernier ouvrage suffirait à immortaliser son auteur. Littré, dont la modestie égalait le savoir, s'était tenu à l'écart des fonctions publiques : il n'était même pas docteur en médecine et ne voulut jamais accepter la Légion d'honneur. Élu dès 1839 à l'Académie des Inscriptions, il fut repoussé en 1863 par l'Académie Française, où l'évêque d'Orléans, membre de cette compagnie, et adversaire de ses doctrines, s'opposa à son admission. Plus tard, Littré devait être élu député de Paris en 1871. Il entra aussi à l'Académie française, et mourut sénateur.

Outre les travaux historiques signalés pendant la période précédente, indiquons l'*Histoire de la Révolution Française* et *le Peuple*, de Michelet, qui termina ensuite son *Histoire de France*, et composa plus tard *l'Oiseau*, *l'Insecte*, *la Sorcière*, *la Montagne*, *la Pologne martyr*, etc. ; l'*Histoire Parlementaire de la Révolution*, de Buchez et Roux ; l'*Histoire de Dix ans*, de Louis Blanc, que devait suivre bientôt l'*Histoire de la Révolution Française;* l'*Histoire des Girondins*, de Lamartine ; l'*Histoire de Port-Royal*, de Sainte-Beuve, l'*Histoire des Deux Restaurations*, par A. de Vaulabelle ; l'*Essai sur les Œuvres de Herder*, *la Grèce moderne dans ses rapports avec l'antiquité*, *le Génie des Religions*, l'*Histoire de mes Idées* et l'*Histoire de la Poésie*, d'Edgar Quinet, qui publia en outre dans la suite les *Révolutions d'Italie*, l'*Histoire de la Campagne de* 1815, *Merlin l'Enchanteur*, *la Révolution*, *l'Esprit Nouveau*. En même temps de Tocqueville publiait son livre *De la Démocratie en Amérique*, que devait suivre *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paganel (1797-1859) racontait l'*Histoire de Frédéric le Grand*, l'*Histoire de Joseph II*, *empereur d'Allemagne*, l'*Histoire de Scanderberg*. Le Danois Malte-Brun, né en 1775, exilé de son pays pour un motif politique en 1800, et mort en 1826, écrivait en français sa *Géographie universelle*, l'ouvrage le plus complet sur cette matière avant celui de M. Élisée Reclus. Jules Quicherat (1814-1882), historien et érudit, directeur de l'École des Chartes en 1871, a composé de nombreux travaux sur toutes les parties de l'histoire de France, les *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc*, l'*Histoire de Sainte-Barbe*, l'*Histoire des Costumes en France*, etc.

Cette période est surtout féconde en œuvres d'imagination,

pièces de théâtre et romans. Victor Hugo, à ses poésies et a ses drames déjà cités, ajoutait les romans de *Notre-Dame de Paris*. *Le Dernier Jour d'un condamné*, et son livre du *Rhin*, terminé par *La Légende du beau Pécopin*. Il devait composer dans la suite *La Légende des Siècles*, *Les Châtiments*, *Les Misérables*, *L'Année terrible*, *L'Art d'être grand-père*, etc. Théophile Gautier (1811-1872), romancier et poète. donnait successivement *La Jeune France*, *Fortunio*, *La Comédie de la Mort*, *Mlle de Maupin*, etc.

Alexandre Dumas père (né à Villers-Cotterets en 1803 et mort en 1870), fils d'un général de la République, a composé des pièces de théâtre : *Henri III*, *Antony*, *Angèle*, *La Tour de Nesle*, *Mademoiselle de Belle-Isle*, *Les Demoiselles de Saint-Cyr*, et un grand nombre de romans, dont plusieurs écrits en collaboration avec M. Auguste Maquet : *Monte-Christo*, *La Reine Margot*, *Les Quarante-Cinq*, *La Dame de Montsoreau*, *Les Trois Mousquetaires*, *Vingt ans après*, *Le Vicomte de Bragelonne*, les *Mémoires d'un médecin*, *Le Chevalier de Maison-Rouge*, les *Impressions de voyage en Suisse et sur les bords du Rhin*, etc. Ponsard donnait, à la même époque, ses premières pièces de théâtre : *Lucrèce*, *Agnès de Méranie*, *Horace et Lydie*, *Charlotte Corday*, *l'Honneur et l'Argent*.

Georges Sand[1], dont le véritable nom était Aurore Dupin, baronne Dudevant, petite-fille du fermier général Dupin de Francueil, le protecteur de J. J. Rousseau, et d'une fille du maréchal de Saxe, est née à Paris le 5 juillet 1804, et morte au château de Nohant en 1877. Les plus connus des romans qu'elle a publiés pendant la période qui nous occupe sont : *Indiana*, *Lélia*, *Mauprat*, *Valentine*, *La Mare au Diable*. *La Petite Fadette*.

Balzac (Honoré de), né à Tours le 28 mai 1799, mort à Paris le 18 août 1850, composa les *Scènes de la vie privée* (*Mémoires de deux jeunes mariées*, *La Femme de trente ans*, *Gobseck*. *Modeste Mignon*, *Le Colonel Chabert*, etc.); les *Scènes de la vie de province* (*Ursule Mirouet*, *Eugénie Grandet*, *Un Ménage de garçon*, *Le Lys dans la vallée*, etc.); les *Scènes de la vie parisienne* (*La dernière incarnation de Vautrin*, *Le Père Goriot*, *César Birotteau*, *Les parents pauvres*, etc.); les *Études philosophiques* (*La Peau de chagrin*, *La Recherche de l'absolu*, etc.), dans lesquels se donne carrière une imagination puissante, mais souvent chagrine et bizarre.

Eugène Sue, né en 1801, mort en 1857, a composé *Les Mystères de Paris*, *Le Juif errant*, *Mathilde*, *Les Mystères du peuple*,

1. Voir, au Théâtre-Français, la statue de Georges Sand par Clésinger.

et d'autres ouvrages dans lesquels la propagande politique se trouve mêlée au roman.

Stendahl (Henri-Marie Beyle, connu sous le pseudonyme de), né à Grenoble en 1783, et mort d'apoplexie à Paris en 1842, d'abord officier de dragons, puis commissaire des guerres, enfin consul de France à Civita-Vecchia, fut à la fois romancier, critique d'art et historien. Analyste fin, écrivain vigoureux, mais quelquefois paradoxal, il composa *Le Rouge et le Noir*, *La Chartreuse de Parme*, des *Nouvelles*, l'*Histoire de la Peinture en Italie; Rome, Naples et Florence*, la *Vie de Haydn*, *Mozart*, *Métastase;* enfin, des fragments posthumes de la *Vie de Napoléon*.

Le chansonnier Pierre Dupont, né à Lyon en 1821, a composé *Les Bœufs*, *le Braconnier*, *les Louis d'or*, *le Chant des Nations*, *le Chant des Soldats*, *la Chanson du Blé*, etc. On peut encore ajouter à cette liste le vicomte d'Arlincourt (né près de Versailles en 1789, mort en 1859), écrivain prétentieux et emphatique, auteur de romans intitulés : *le Solitaire*, *l'Étrangère*, *le Renégat*, et d'un poème épique : *Ismaëlie* ou *l'Amour et la Mort*.

Le romancier Saintine (1798-1865), collaborateur de Scribe, a composé *L'Ours et le Pacha*, *L'Homme du Monde*, et un roman qui obtint un grand succès, *Picciola*. Félicien Mallefille, né en 1813 à l'île Maurice, mort en 1868, a laissé des romans, *le Collier*, *le capitaine Laroze*, *les Mémoires de Don Juan*, et des drames, comme *Glenarvon*, *les Sept infants de Lara*, *le Paysan des Alpes, Tiégault le loup*.

Littérature anglaise[1]. — La littérature étrangère nous offre à la même époque des noms remarquables à signaler. En Angleterre, aux poètes déjà cités, il convient d'ajouter les *lakistes* ou poètes des lacs, qui ont chanté les lacs du Cumberland, près desquels ils ont vécu. Wordworth (1770-1850), né dans le Cumberland, la partie la plus pittoresque de l'Angleterre, est l'auteur des *Excursions*, poème, et de *La Biche blanche de Rylstone*. Coleridge (Samuel Taylor, 1772-1834), fils d'un vicaire de village, d'abord soldat, puis journaliste, a publié les *Feuilles sibyllines*, les *Poèmes méditatifs*, *La Harpe éolienne*, la *Ballade du vieux marin*, *Christabel*. A Southey (Robert, né à Bristol en 1774, mort en 1843), on doit des *Contes en vers*, le drame intitulé *Wat-Tyler*, *Thalaba le Destructeur*,

1. M. R. Delaune, qui habite depuis longtemps et connaît à fond l'Angleterre, a bien voulu envoyer à l'auteur de précieux renseignements pour la rédaction de ce chapitre.

La Malédiction de Kehama, *Rodrigue le dernier des Goths*. Citons encore, parmi les poètes de cette période, l'Irlandais Thomas Moore (*Lalla-Rookh*, *Odes*, *Chansons*, etc.), les Écossais Burn et Campbell, Rogers (*Poème sur l'Italie*), mistress Hemans (1793-1835), dont les *Chants* sont restés si populaires.

Parmi les historiens, nommons avant tout le célèbre Macaulay. Thomas Babington, né à Bothley-Temple en 1800, successivement élu à la Chambre des communes (1830), membre du conseil des Indes à Calcutta (1834-1839), membre du conseil privé, ministre de la guerre, baron et pair sous le nom de lord Macaulay (1857), est mort en 1859, après avoir composé des *Essais de critique et d'histoire* (*Milton*, *W. Pitt*, *Frédéric le Grand*, *Lord Clive*, *Warren Hastings*, etc.), et surtout une *Histoire d'Angleterre*, *de l'avènement de Jacques II à la mort de Guillaume III*, qui est un véritable chef-d'œuvre de narration historique. Thomas Carlyle, né le 4 décembre 1795 près de Dumfries (Écosse), et mort le 5 février 1881, a écrit la *Vie de Schiller*, *Histoire de la Révolution française*, *Des Héros et du sentiment héroïque dans l'histoire*, *Pamphlets du dernier jour*, *Lettres et Discours d'Olivier Cromwell*, *Histoire de Frédéric II, roi de Prusse*. Hallam (né à Windsor en 1777, mort en 1859) a composé l'*État de l'Europe pendant le Moyen Age* et l'*Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*. Lord Brougham (né à Édimbourg en 1778, mort en 1868), a donné les *Esquisses historiques des hommes d'État du règne de Georges III*, l'*Essai sur la Constitution anglaise*, des *Discours*, etc. Alison (sir Archibald) (1792-1867) écrivit l'*Histoire de l'Europe moderne depuis la Révolution Française jusqu'à la Restauration des Bourbons en* 1815, et une *Vie de Marlborough*. M. Mérivale, né en 1804, et professeur à Oxford, a composé *Les Romains sous les empereurs*, *La Chute de la République romaine*, *Londres à l'époque jacobite*. Le docteur John Doran s'est fait connaître par de nombreux travaux historiques : *Vies des Reines de la maison de Hanovre*, *Mœurs de la Chevalerie*, *Vies des Princes de Galles*, *Londres à l'époque jacobite*, etc. Nommons encore : le fondateur de l'Université de Londres. le célèbre Grote (1794-1871), qui a composé l'*Histoire de la Grèce;* les historiens Th. Buckle, Duncker, Froude, Freeman, Green, et Kinglake, auteur de *l'Invasion de la Crimée*.

Le romancier Charles Dickens (né à Portsmouth en 1812, mort en 1870), est l'auteur de *Pickwick*, *Nicolas Nickleby*, *Barnabé*

Rudge, *Bleak-House*, *David Copperfield*. Sir Edward Bulwer Lytton, qui devint ensuite lord Lytton (1805-1873), a écrit *Pelham ou les Aventures d'un gentleman*, *Les Derniers jours de Pompéi*, *Rienzi*. Miss Cummins est l'auteur de *L'Allumeur de réverbères*. Ajoutons à cette liste les romanciers : George Eliot (miss Evans), dont l'influence philosophique a été grande sur la seconde moitié du siècle, Thackeray (*La Foire aux Vanités*, etc.); Disraëli, plus tard lord Beaconsfield, aux créations fantaisistes, empreintes presque toutes d'un souffle révolutionnaire, bien que leur auteur fût devenu le chef du parti conservateur (*Vivian Grey*, *Coningsby*, *Sybil*, *Lothair*, *Endymion*); A. Trollope, aussi voyageur; Wilkie Collins (*La Femme en blanc*, etc.); Ouida, qui rappelle Georges Sand; le grand poète humoriste Thomas Hood (1799-1851), auquel on doit *Le Chant de la Chemise, Le Pont des Soupirs*, *Le Rêve d'Eugène Aram;* Alfred Tennyson (né en 1810), poète lauréat actuel, créé lord en 1883, dont les *Épopées du Cycle d'Arthur* ont été illustrées par Gustave Doré, enfin les poètes Robert, Browning et Algernon Swinburne.

John Stuart Mill (1806-1873), économiste et philosophe célèbre, partisan du libre échange et du principe d'association, a composé un *Système de Logique*, des *Principes d'Économie politique*, *La Liberté et le Gouvernement représentatif;* Herbert Spencer, Alexandre Bain, G. Lewes, ont aussi composé de nombreux ouvrages philosophiques. Le naturaliste et géologue Charles Darwin, né le 12 février 1809 à Shrewsbury (mort en 1882), après avoir fait de brillantes études à l'Université de Cambridge, s'embarqua, en 1831, sur le *Beagle*, qui entreprenait un voyage d'exploration autour du monde. Il rentra en Angleterre après cinq ans d'absence, et publia en 1859 son livre sur l'*Origine des espèces par voie de sélection naturelle*. Il composa plus tard les ouvrages suivants : *De la fécondation des orchidées par les insectes*, 1862; *De la variation des animaux et des plantes sous l'action de la domestication*, 1868 ; la *Descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, 1871 ; l'*Expression des émotions chez l'homme et chez les animaux*, 1872 ; les *Mouvements et les habitudes des plantes grimpantes*, 1875; *les Plantes insectivores*, 1875; *Des effets de la fécondation croisée et de la fécondation directe dans le règne végétal;* les *Récifs de corail*, 1878, enfin un dernier ouvrage sur les *Vers de terre*. Il s'est rendu célèbre par ses théories de *La Lutte pour la vie*, de *La Sélection naturelle* et de *L'Évolution*. « Je pense, a-t-il écrit, que tout le règne animal est descendu de quatre ou cinq

types primitifs tout au plus, et le règne végétal d'un nombre égal ou moindre. L'analogie me conduirait même un peu plus loin, c'est-à-dire à la croyance que tous les animaux et toutes les plantes descendent d'un seul prototype ; mais l'analogie peut être un guide trompeur. » Par le « *struggle for life* » ou « *combat pour la vie*, » il entendait qu'il existe entre les êtres et les plantes placées dans un même milieu une lutte constante dans laquelle les plus faibles finissent toujours par succomber. Émule de Darwin, le naturaliste Alfred Wallace, s'attaquant aux problèmes sociaux, a fondé (1882) une société pour la « Nationalisation de la Terre ». On doit à Wallace : *L'archipel Malais*, *Nature des Tropiques*, *Recherches sur la distribution des animaux*. Ajoutons à cette liste le banquier naturaliste et philosophe sir John Lubbock, le physicien Tyndall, le chimiste Lockyer, connu par ses travaux d'analyse spectrale; les géologues Owen et Charles Lyell. Enfin l'Allemand Max Müller, professeur à Oxford, a édité plusieurs ouvrages sanscrits, et publié en anglais ses *Religions-mythes* et l'*Origine du Langage*.

Littérature allemande[1]. — A la même époque en Allemagne, le poète Arndt (Ernest-Maurice), né en 1769, dans l'île de Rugen, mort à cent ans en 1869, composa les *Chants guerriers de Blücher et de Schill*, et *La Patrie de l'Allemand*. Henri Heine (1797-1856), poète et prosateur, vécut surtout en France; on lui doit les *Tableaux de Voyage*, *Le Livre des Chants*, *L'Allemagne*, *Lutèce*. Frédéric Rückert, né à Schweinfurth en 1789, mort en 1866, est l'auteur des *Sonnets cuirassés*, de *La Couronne du Temps*, des *Roses orientales*. Hoffmann s'est illustré par ses *Contes fantastiques* (1776-1820). Les deux frères Schlegel naquirent tous les deux à Hanovre : l'aîné, Auguste-Guillaume (1767-1845), se rendit populaire par son *Cours de Littérature dramatique*, mais attaqua avec une injustice passionnée et ridicule les grands écrivains français; Frédéric (1772-1829) composa le roman intitulé *Lucinde* et le drame d'*Alarcos*. Le poète Louis Tieck (né à Berlin en 1773, mort en 1853) est l'auteur des drames suivants : *Geneviève*, *L'Empereur Octavien*, *Fortunat*, *Barbe-Bleue*, *Le Chat botté*, *Le prince Zerbino*, *Le Monde renversé*. Arnim (Joachim von), né à Berlin en 1781, mort en 1831, s'est fait un nom par ses romans, *La Comtesse Dolorès*, *Les*

1. L'auteur a puisé largement dans l'excellente *Histoire des Littératures étrangères* de M. Eugène Hallberg, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse.

Gardiens de la Couronne, etc. Clément Brentano (1778-1842), Italien d'origine, né près de Coblentz, et beau-frère d'Arnim, a écrit des romans, comme *Godwi ou la Statue d'une Mère*, des drames, comme *La Fondation de Prague;* c'est dans *Godwi* que se trouve la gracieuse ballade de *Loreley*. Lamotte-Fouqué, (1777-1843), d'une famille de calvinistes français réfugiés, a composé de nombreux romans, *Alwin*, *Ondine*, des chants, des ballades, des poèmes, des drames. Chamisso (1781-1838), né en Champagne, émigra et fut naturalisé Prussien. « Je suis Français en Allemagne et Allemand en France, écrivait-il à Madame de Staël, et je ne trouve ma place nulle part. » On lui doit l'*Histoire de Pierre Schlemihl*. Louis Uhland (1788-1862), né à Tubingue, a composé de gracieuses ballades, *Marie la Faucheuse*, *Le Bonheur d'Edenhall*, *La Fille de l'Orfèvre*, *Le Château au bord de la mer*, *La Malédiction du Barde*. Bettina Brentano (1785-1859), qui aima Gœthe, et qui fut mariée avec Arnim, brilla dans l'école poétique de *La Jeune Allemagne*, à côté de Charles Gutzkow (né en 1810), l'auteur des *Chevaliers de l'Esprit*, et de Freiligrath (né en 1810), le traducteur de Lamartine et de Victor Hugo. Nommons encore Charles Simrock (né en 1802), auteur des *Légendes du Rhin*, et Gruppe (1804-1875), romancier, poète et historien.

Parmi les auteurs dramatiques, Œhlenschlæger (1779-1855) a écrit *Aladin* et *La Mort du Corrège*. Immermann (1796-1840) est connu par *Le Val de Roncevaux*, *L'Empereur Frédéric II*, *Ghismonda ou les victimes du Silence*. Michel Beer (1800-1833), frère de Meyerbeer, a composé *Le Paria* et *Struensée*. A Gustave Freytag (né en 1816) on doit des drames, comme *Le Comte Waldemar*, et des romans, comme *Doit et Avoir*. Georges Buchner (1813-1837) est l'auteur d'une tragédie sur *La Mort de Danton*.

Nommons encore les deux frères Grimm, Jacob, que Michelet surnommait « le Ducange de notre temps » (1785-1863), et Guillaume (1786-1859), à la fois poètes, philologues, érudits; le poète Geibel, né et mort à Lubeck (1884) ; le Chanoine Schmid (1768-1854), dont les *Contes* ont été si souvent traduits; Berthold Auerbach (né en 1812), à qui l'on doit les *Histoires villageoises de la Forêt-Noire;* enfin, le romancier Hackländer.

Indiquons enfin les poètes autrichiens Zedlitz (1790-1862), auteur de *La Revue nocturne ;* le comte d'Auersperg (1806-1876), qui publia, sous le pseudonyme d'Anastasius Grün, *Les Promenades d'un Poète viennois*, *Le Dernier Chevalier*, *Le Curé de Kalemberg*. Lenau (1802-1850), né en Hongrie, après avoir

promené en Europe et en Amérique une incurable tristesse, perdit la raison et mourut fou. Il a laissé de nombreuses *Poésies*. Alfred Meissner (né en 1822) est l'auteur du poème de *Ziska* et du drame d'*Urie*. Enfin, on doit à Maurice Hartmann (1821-1872) *La Coupe et le Glaive*.

La littérature allemande contemporaine est également riche en travaux historiques. Le célèbre Niebuhr (1776-1831), fils d'un hardi voyageur qui avait exploré l'Arabie, né lui-même à Copenhague, professeur à Berlin et à Bonn, appliqua, le premier, dans son *Histoire Romaine,* les principes d'une critique sagace aux annales de la Rome primitive, en montrant qu'il fallait voir des mythes et des symboles là où ses devanciers avaient vu des faits réels. Raumer (1781-1874), professeur à Berlin, écrivit l'*Histoire des Hohenstauffen et de leur temps*. Varnhagen Von Ense (1784-1868) a laissé de curieux *Mémoires* historiques et anecdotiques; on doit à sa femme Rachel Sewin (1771-1833) des *Lettres* remarquables par l'élévation des idées. Heeren (1760-1842), professeur à Gœttingue, écrivit un *Manuel de l'Histoire Ancienne*, les *Idées sur la politique et le commerce de l'Antiquité*, et le livre intitulé *De l'Histoire du Moyen Age*. Ritter (Carl) fit paraître, de 1822 à 1859, sa *Connaissance de la Terre au point de vue de la nature et de l'histoire*, ouvrage inachevé, dont le premier volume traite de l'Afrique, les dix-huit autres de l'Asie. Léopold Ranke, professeur à Berlin, né en 1795, est l'auteur de l'*Histoire de l'Allemagne au temps de la Réforme*, *Neuf livres de l'Histoire de Prusse*, *Histoire de France aux seizième et dix-septième siècles*, *Les Papes romains aux seizième et dix-septième siècles*. M. Th. Mommsen a composé une *Histoire Romaine*; à Voigt (Jean, 1786-1863) on doit l'*Histoire du Pape Grégoire VII*, l'*Histoire de la Ligue lombarde*, l'*Histoire de la Prusse depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fin de la domination de l'Ordre Teutonique*. Gervinus est l'auteur de l'*Histoire du Dix-Neuvième Siècle;* les docteurs Strauss (1808-1874) et Bauer sont les représentants les plus connus de l'école de théologie protestante rationaliste de Tubingue : le premier s'est fait connaître par une *Vie de Jésus*, le second par des travaux sur les *Origines du Christianisme*.

Parmi les philosophes, Hégel (Frédéric, 1770-1832), né à Stuttgart, professeur à Iéna, s'illustra par sa *Logique*, son *Esthétique* et sa *Philosophie du Droit*. Sa doctrine est le panthéisme idéaliste. Schelling (Guillaume-Joseph, 1775-1854), né en Wurtemberg, professeur à Weimar, à Iéna, à Munich, à

Berlin, est également panthéiste dans sa poétique *Philosophie de la Nature.* « L'esprit divin, y dit-il, dort dans la pierre, rêve dans l'animal, est éveillé dans l'homme. » Il faut encore citer Schopenhauer (Arthur, de Dantzick; 1788-1860), qui a composé *le Monde considéré comme volonté et comme phénomène* et *Sur le Fondement de la Morale;* Ritter (Henri, né à Zerbst en 1791, mort en 1860), auteur de l'*Histoire de la Philosophie ionienne*, et de l'*Histoire de la Philosophie pythagoricienne*; Feuerbach; Buchner, auteur du livre intitulé *Force et Matière*; le chimiste Liebig, de Darmstadt (1803-1873), professeur à Heidelberg et à Munich, qui s'illustra par des travaux innombrables sur la chimie organique et alimentaire; le naturaliste Rossmaessler (de Leipsick, 1806-1867), et le célèbre géographe Auguste Petermann.

Littérature italienne. — Le premier en date parmi les écrivains italiens du dix-neuvième siècle est Alfieri (Victor, comte), né à Asti en 1749, mort à Florence en 1803. Il mena une vie errante en France, en Prusse, en Angleterre, et épousa en 1788 la comtesse d'Albany, veuve du prétendant Charles-Édouard Stuart. En prose, il a écrit *De la Tyrannie;* en vers, les tragédies suivantes : *Cléopâtre*, *Philippe II*, *Polynice*, *Antigone*, *Virginie*, *La Conjuration des Pazzi*, *Don Garcia.* Gioberti (Vincent, 1791-1852), philosophe, journaliste, homme d'État, composa l'*Introduction à l'Étude de la Philosophie*, *Du Beau*, *Suprématie civile et morale des Italiens*. A Manzoni (né à Milan en 1784, mort en 1874) on doit une célèbre tragédie, *Le Comte de Carmagnole*, et un roman bien connu, *Les Fiancés.* Balbo (César, comte), né à Turin en 1789, mort en 1863, est l'auteur de *Nouvelles,* d'une *Histoire d'Italie*, d'une *Vie de Dante*, des *Espérances de l'Italie*, etc. Le Toscan Joseph Montanelli (1813-1852) est l'auteur de *Poésies* remarquables, de la tragédie intitulée *Camma*, et de *Mémoires*. On doit à Joseph Ferrari, à la fois philosophe, historien et homme d'État, *Les Révolutions d'Italie ou Guelfes et Gibelins*, ainsi que *La Chine et l'Europe.* Brofferio (1802-1866), poète et homme d'État, composa des *Canzone*, une *Histoire du Piémont de 1814 jusqu'à nos jours*, et des *Mémoires*. Le chevalier Massimo d'Azeglio, né à Turin en 1801, mort en 1866, s'illustra par son roman d'*Hector Fieramosca*, et fut, comme tous les écrivains dont les noms précèdent, un des précurseurs de l'indépendance italienne.

Beaux-arts : sculpture, monuments. — Les arts, pendant la même période, nous offrent en France un grand nombre de

noms illustres. Le célèbre Houdon (1741-1828), qui appartient à la génération précédente, avait composé la remarquable *Statue de Voltaire assis dans son fauteuil*, qui orne le Foyer du Théâtre Français; la *Statue de Molière*, le *Buste de J. J. Rousseau*, la *Statue de Washington*, une *Statue de Diane*, etc.

Bosio (1768-1845) est l'auteur de la *Statue équestre de Louis XIV* (Place des Victoires), de l'*Hercule terrassant Achéloüs* (Jardin des Tuileries), *Aristée*, etc.

Gayrard (Raymond), né à Rodez en 1777, mort en 1858, d'abord soldat, puis graveur en médailles et sculpteur, composa *Psyché*, *Samson*, *L'Amour endormi*, *Diane surprise au bain*, *le Moineau de Lesbie*.

Rude (1784-1855), un des sculpteurs les plus remarquables de notre siècle, a composé le *Pêcheur napolitain jouant avec une tortue* et le *Mercure rattachant ses talonnières* (tous deux au Musée du Louvre); *Jeanne d'Arc* (Jardin du Luxembourg); le *Tombeau de Godefroy Cavaignac* (Cimetière Montmartre); la *Statue du maréchal Ney* (Place de l'Observatoire); enfin, et surtout, l'admirable trophée de l'Arc de Triomphe de l'Étoile représentant *Le Départ de* 1792.

A Pradier (1786-1852) on doit *Un Fils de Niobé* (Musée du Louvre), *Phidias*, *Prométhée*, *Les Trois Grâces*, *Phryné*, *Sapho*, *Flore*, enfin les *Statues de Lille* et *de Strasbourg* (Place de la Concorde).

Hébert (1804-1869) composa la *Conversion de saint Augustin*, l'*Enfant jouant avec une tortue*, *Le fleuve de la vie*, etc.

Seurre (1795-1867) fit la *Statue de Molière* (pour la fontaine de la rue de Richelieu), une *Baigneuse*, la *Victoire d'Aboukir*.

David d'Angers (1789-1856) a composé la *Statue du prince de Condé* (Cour d'honneur du Château de Versailles), les sculptures qui ornent le fronton du Panthéon, la *Statue équestre du général Gobert*, la *Statue du général Foy*, la *Statue du maréchal Gouvion Saint-Cyr* (au Père-Lachaise); la *Statue de Larrey* (au Val-de-Grâce); la *Statue d'Ambroise Paré* (à Laval); le *Philopœmen* (Jardin des Tuileries); la statue de *Talma* (Théâtre-Français).

Feuchères (1807-1852) est l'auteur du *Passage du pont d'Arcole* (bas-relief de l'Arc de Triomphe de l'Étoile); de la *Fontaine Cuvier*, du *David montrant la tête de Goliath*, etc.

Foyatier (Denis), né en 1793 à Bussière (Loire), mort en 1863, a sculpté le *Spartacus*, la *Siesta*, *Sainte Cécile*, *Cincinnatus*, la *Statue équestre de Jeanne d'Arc* (à Orléans).

Préault (Augustin), né en 1809, mort en 1879, est l'auteur

de la *Statue de Clémence Isaure*) Jardin du Luxembourg); de la *Statue du général Marceau* (à Chartres); du *Gaulois* (au Pont d'Iéna), etc.

Simart, né à Troyes en 1807, mort en 1857, fils d'un menuisier, est l'auteur d'*Oreste réfugié à l'autel de Pallas*, *Coronis mourante*, *la Philosophie*, *la Poésie épique*, les *Victoires décoratives*, et les *bas-reliefs du tombeau de Napoléon.*

On doit à Clésinger 1820-1882) la *Statue de Louise de Savoie* (Jardin du Luxembourg), la *Pietà*, *César*, un *Buste de Charlotte Corday*, les *statues équestres* de *Marceau* et *de Hoche*, etc.

On doit au ciseau de Lemaire, né à Valenciennes en 1798, mort en 1880 à Paris, la *Jeune fille tenant un papillon*, la *Jeune fille effrayée par un serpent*, le *Laboureur trouvant des armes* (Jardin des Tuileries), le *Tombeau de Mlle Duchesnois* (cimetière du Père-Lachaise), les *Statues de Kléber* et *de Louis XIV* (Musée de Versailles), *Le Christ et la Madeleine agenouillée* (fronton de l'Église de la Madeleine), les *Funérailles de Marceau* (Arc de Triomphe de l'Étoile), la *Statue de Hoche* (à Versailles), le *Monument de Froissart*, etc.

Carpeaux (Jean-Baptiste), né à Valenciennes, le 11 mai 1827, mort le 12 octobre 1875, est l'auteur du *Jeune pêcheur écoutant le bruit d'une coquille*, *Ugolin et ses enfants*, *La Rieuse*, le *Groupe de la Danse* sur la façade de l'Opéra, celui des *Quatre Parties du Monde*, à la Fontaine de l'Observatoire.

Fragonard (Évariste), né à Grasse en 1780, mort en 1850, à la fois sculpteur et peintre, a sculpté le fronton de la Chambre des députés, et peint deux plafonds du Louvre, *François Ier et le Primatice*, et *François Ier armé chevalier.*

Barye (Antoine-Louis), né à Pavie en 1796, mort le 25 juin 1875, a composé un *Tigre dévorant un crocodile*, le *Lion au repos* (Porte des Tuileries), *Thésée tuant le Minotaure*, *Combat d'un Centaure et d'un Lapithe*, la *Statue équestre de Napoléon Ier* (à Ajaccio).

Dantan aîné a sculpté la *Statue de Duquesne* (à Dieppe).

La plupart des sculpteurs contemporains ont travaillé à la décoration de l'*Arc de Triomphe de l'Étoile.* Commencé en 1806, ce monument a été achevé en 1836. Il est orné de quatre trophées : deux sur la face orientale, celle qui regarde les Champs-Élysées : *Le Départ de* 1792, par Rude ; *Le Triomphe de* 1810, par Cortot ; deux sur la face occidentale : *La Résistance à l'invasion de* 1814 et *La Paix*, par M. Étex. Les bas-reliefs suivants ornent les quatre faces ; à l'est : les *Funérailles de Mar-*

ceau, par Lemaire, et la *Bataille d'Aboukir*, par Seurre ; au sud : la *Bataille de Jemmapes*, par Marochetti[1] ; à l'ouest ; le *Passage du Pont d'Arcole*, par Feuchères, et la *Prise d'Alexandrie*, par Chaponnière ; au nord : la *Bataille d'Austerlitz*, par Gechter[2].

En même temps s'élevaient d'autres monuments : la *Colonne de Juillet* se dressait sur la Place de la Bastille ; la *Madeleine* était achevée ; et l'*Obélisque de Louqsor*, donné par le vice-roi d'Égypte, était établi sur la Place de la Concorde.

Peinture. — Il y avait, à la même époque, un grand nombre de peintres et de dessinateurs d'un talent remarquable. Aux noms déjà cités d'Eugène Delacroix, d'Ingres, de Paul Delaroche, d'Ary Scheffer (voir chap. XXII), il faut en ajouter un grand nombre d'autres.

Sigalon (Xavier), né à Uzès en 1790, mort en 1837, élève de Guérin, a composé : *la Courtisane, Locuste, Athalie faisant égorger les enfants du sang royal*, *la Vision de saint Jérôme*, enfin la célèbre *Copie du Jugement dernier de Michel-Ange*, qui se trouve à l'École des Beaux-Arts de Paris.

Vinchon (1789-1855), est l'auteur de : *Cyparisse*, *Ajax défiant les dieux ; Jeanne d'Arc sous les murs d'Orléans*, *le Sacre de Charles VIII*, *Boissy d'Anglas*, *les Enrôlements volontaires*.

Schnetz (1787-1870), nous a laissé : *Le bon Samaritain*, *Jérémie sous les murs de Jérusalem*, *Bohémienne prédisant l'avenir à Sixte-Quint, les Italiennes devant la Madone*, *Jeanne d'Arc revêtant ses armes*, *la procession des Croisés autour de Jérusalem*, *Condé à la Bataille de Senef*.

Charlet (1792-1846), fils d'un dragon de la République et ami de Géricault, a retracé, dans des dessins pleins de verve et de vie, la plupart des types et des costumes militaires de la Révolution et de l'Empire.

Raffet (1804-1860) est l'auteur d'un grand nombre de dessins au crayon et à l'aquarelle, parmi lesquels on remarque surtout la *Revue des morts*.

Horace Vernet (1789-1863), fils et petit-fils de peintres remarquables, a composé : *Le Chien du Régiment*, *Le Cheval du Trompette*, la *Bataille d'Iéna*, la *Bataille de Friedland*, la *Bataille de Montmirail*, *Le maréchal Moncey à la barrière de Clichy*, *Le duc d'Orléans se rendant à l'Hôtel de Ville le* 31 *juillet* 1830, la *Prise de la Smala*, la *Bataille de l'Isly*, etc.

1. Marochetti, né à Turin en 1805, mort en 1868.
2. Gechter, né à Paris en 1796, mort en 1844.

A M. Lamy (Eugène), né en 1800, on doit *l'Orgie*, la *Bataille d'Hondschoote*, la *Bataille de Wattignies*, le *Combat de Claye*, la *Capitulation d'Anvers*, la *Bataille de l'Alma*, etc.

Bellangé (Joseph-Louis-Hippolyte, 1800-1866), élève de Gros, a composé la *Bataille de Fleurus*, l'*Entrée des Français à Mons*, le *Retour de l'île d'Elbe*, la *Bataille de la Corogne*, la *Prise du col de Mouzaïa, un duel sous Richelieu*, etc.

Gustave Courbet, né à Ornans en 1819, mort en 1878, a laissé *l'Après-dîner d'Ornans*, *l'Enterrement d'Ornans*, les *Baigneuses*, la *Remise des Chevreuils*, *le Casseur de pierres*, le *Portrait de Proudhon*, etc.

M. Cabanel est célèbre par sa *Naissance de Vénus* et autres œuvres remarquables; M. Gérôme par ses *Gladiateurs mourant devant César*, et son *Duel après le bal.*

Corot (Jean-Baptiste-Camille), né à Paris le 29 juillet 1796, mort le 22 février 1875, peintre de paysages, a composé une *Vue du Colysée*, la *Destruction de Sodome*, *Berger jouant avec sa chèvre*, la *Matinée*, *Soleil couchant*, les *Baigneuses*.

Jules Noël (1815-1881) a peint surtout des vues de la Bretagne, d'où il était originaire. On cite de lui ; la *Baie de Douarnenez*, le *Port de Brest*, *Une Rue de Quimper*, *L'Arrivée de la Diligence à Quimper sous le Directoire*, etc.

Decamps (Alexandre-Gabriel, 1802-1860), Daubigny (Charles François, 1817-1877), Rousseau (Théodore, 1812-1867), Huet (Paul, 1804-1869), ont composé des paysages remarquables. Le dessinateur Gavarni (1801-1866), se fit un nom par les illustrations du *Charivari*, des *Contes d'Hoffmann*, du *Juif Errant*.

C'est sous le règne de Louis-Philippe, le 10 juin 1837, que le Palais de Versailles fut converti en un Musée historique de peinture et de sculpture, à l'occasion des fêtes qui accompagnèrent le mariage du duc d'Orléans. Sept ans après, le 15 mars 1844, fut ouvert au public le *Musée des Thermes et de l'Hôtel de Cluny*.

Musique. — Aux compositeurs de musique déjà célèbres à l'époque de la Restauration, et dont la célébrité continua sous la monarchie de Juillet, comme Aubert (mort en 1871), Rossini, Meyerbeer, Halévy, Adam (mort en 1856), Berlioz (mort en 1869), il faut ajouter des illustrations nouvelles. Félicien David, né à Cadenet (Vaucluse) en 1810, mort en 1877, a composé *Le Désert*, *Les Hirondelles*, *Christophe Colomb*, *La Perle du Brésil*, *Herculanum*, *Lalla-Rookh*. A M. Gounod, né à Paris en 1818, on doit *Sapho*, *Faust*, *La Nonne sanglante*, *Mireille*,

La Reine de Saba, *Roméo et Juliette*, *Le Tribut de Zamora*. M. Ambroise Thomas, né à Metz en 1811, est l'auteur du *Caïd*, du *Carnaval de Venise*, de *Mignon*, *Psyché*, *Hamlet*.

M. Verdi, né en 1814, fils d'un aubergiste du duché de Parme, a composé des opéras d'une musique passionnée et vivante : *Rigoletto*, *Le Trouvère*, *La Traviata*, *Les Vêpres siciliennes*, *Aïda*. Il a été élu au Parlement italien, et une circonstance fortuite a augmenté sa popularité parmi ses compatriotes. C'est son nom, qui formait leur devise : VERDI (*Vittorio Emanuele Re d'Italia*).

Richard Wagner, né à Leipsick en 1813, mort en février 1883, débuta en 1836 par *le Novice de Palerme* ou *la Défense de l'Amour ;* il obtint ensuite par ses opéras *Rienzi, Le Vaisseau fantôme*, *Tannhauser ou le Tournoi poétique de la Wartbourg*, *Lohengrin*, *Tristan et Yseult*, les *Niebelungen*, l'*Hymne à Frédérik le Bienaimé*, une grande réputation en Allemagne ; il n'eut pas le même succès auprès du public français, qui le siffla en 1861. Il composa pendant la dernière partie de sa carrière *les Maîtres Chanteurs*, *le Rheingold ou l'Or du Rhin*, et le *Parceval*.

Beaux-arts à l'étranger. — Parmi les artistes étrangers contemporains, le plus célèbre est le sculpteur danois Thorwaldsen, élève de Canova (né à Copenhague en 1770, mort en 1844). On lui doit la célèbre *Statue de Jason*, la *Statue de la princesse Bariatinsky*, le *Lion de Lucerne*, colossal bas-relief taillé dans le roc vif, et consacré à la mémoire des Suisses tués à Paris le 10 août 1792, les *Statues de Potocki* et *de Joseph Poniatowski*, le *Tombeau de Pie VII*, à Rome, le *Tombeau d'Eugène Beauharnais* (dans l'église Saint-Michel, à Munich), les *Statues de Byron*, *de Schiller*, *de Conradin*, celle *de Copernic* (à Varsovie), *Le Christ et les Apôtres* (dans l'église Notre-Dame, à Copenhague), la *Prédication de saint Jean-Baptiste* et l'*Institution de la Cène* (bas-reliefs de la même église), le grand bas-relief représentant l'*Entrée triomphale d'Alexandre à Babylone* (à Copenhague et à la villa Carlotta, sur le lac de Côme), *Priam aux pieds d'Achille*, les *Adieux d'Hector et d'Andromaque*.

En Allemagne, Auguste Kiss (1802-1865) fit la *Statue de Frédéric II* et la *Statue de Frédéric-Guillaume III*.

En Angleterre, le sculpteur Baily (Édouard-Hodges, né à Bristol en 1788, mort en 1867), composa la *Statue de Nelson* pour la Colonne de Trafalgar et l'*Arc de Triomphe du palais de*

Buckingham. Gibson (1790-1866) est l'auteur de *Mars et Vénus*, *Héro et Léandre*, *Hylas emporté par les Nymphes*, etc.; G. Bubb a élevé la *Statue de William Pitt* (à Guidhall, c'est-à-dire à l'Hôtel de ville de Londres); on doit à John Bell la *Statue de Wellington* (à Guidhall); tous les sculpteurs anglais de ce siècle ont concouru à orner l'église Saint-Paul de monuments consacrés à la mémoire des grands hommes. Westmacott a composé les *Monuments du général Abercromby, des amiraux Duncan et Collingwood;* Baily, le *Monument de Ponsonby;* Gahagan, celui du *général Picton*; Tallmache, ceux des *généraux Gore et Kennett morts à Berg-op-Zoom en* 1814; Charles Rossi, celui du *marquis de Cornwallis, gouverneur général de l'Inde;* John Bacon jeune, le *Tombeau du général Dundas* et du *général sir John Moore;* W. Theed, la *Statue de Hallam;* P. Mac Dowell, la *Statue du peintre Turner*; Stevens, le *Monument de Wellington.* Flaxman (John, né à York en 1755, mort en 1826), sculpteur et dessinateur, a composé *Céphale et l'Aurore*, le *Bouclier d'Achille*, le *Tombeau de lord Mansfeld;* les *Monuments de l'Amiral Howe et de Nelson* (ces deux derniers dans l'église Saint-Paul de Londres); il a dessiné les illustrations de l'*Homère* de Pope et de *la Divine Comédie.*

Les principaux sculpteurs anglais contemporains ont aussi contribué à décorer l'*Albert-Memorial* ou monument consacré au prince Albert, mari de la reine Victoria. La statue colossale en bronze doré du prince Albert, au centre, est due à Foley, qui est aussi l'auteur d'un des grands groupes en pierre des parties du monde aux quatre bases du monument : *L'Asie*, un des groupes les plus vivants. Les autres groupes sont : *L'Amérique*, par J. Bell ; *L'Afrique*, par W. Theed ; *L'Europe*, par Mac Dowel. Les hauts-reliefs des plinthes sont dus : *Les Architectes et les Sculpteurs*, à J. B. Philip ; *Les Peintres*, *Les Musiciens et Poètes*, à Armstead. Les quatre groupes plus petits du haut, encadrant le piédestal, quoique moins originaux d'aspect, ont encore quelque mérite ; ce sont : *L'Agriculture*, par Calder Marshall; *Les Manufactures*, par Weekes; *Le Commerce*, par Tharnycroft ; *La Mécanique*, par Lawlor.

Il faut encore citer, parmi les peintres : Edward Matthew Ward (1814-1879), qui a donné : *Jacques II dans son palais de Whitehall recevant la nouvelle du débarquement du prince d'Orange* (1688), *Le Docteur Johnson faisant antichambre chez lord Chesterfield* (1748), *La Disgrâce de lord Clarendon après sa dernière entrevue avec le roi Charles II à Whitehall* (1667),

L'Émotion dans l'allée de la Bourse au temps de la Compagnie de la mer du Sud (1720) ; le peintre d'histoire Benjamin West (1738-1820), dont *La Mort du général Wolfe* fit abandonner les costumes grecs et romains dans ces sortes de compositions; sir Thomas Lawrence (1769-1830), qui a orné la galerie de Waterloo, à Windsor, des *Portraits de l'Empereur François, de Pie VII* et *de Consalvi*, et qui est représenté à la Galerie nationale par ses *Portraits de l'acteur Kemble, du peintre Benjamin West, de mistress Siddons*, etc.; sir Martin Shee, également portraitiste (1770-1850), dont on admire le *Portrait du comédien Lewis en marquis;* le paysagiste Constable (1776-1837) ; sir David Wilkie (1785-1844), peintre de genre et d'histoire (*Le Bailli arrêtant des vagabonds ; Prédication de John Knox*); James Ward (1769-1859), peintre d'animaux, dont le tableau du *Taureau d'Alderney avec une génisse et un veau* rivalise avec le fameux tableau de Paul Potter à la Haye. Après 1830 : sir Edwin Landseer (1802-1873), le La Fontaine sur toile des chevaux et des chiens (*Paix-Guerre; Dignité et Impudence; Alexandre et Diogène*, etc); George Lance (1802-1864), le plus célèbre représentant anglais de la peinture de *Fruits, fleurs et nature morte;* Leslie (1794-1859), agréable peintre de genre (*Sancho Pansa chez la Duchesse; L'Oncle Tobie et la veuve Wadman*, tiré de Sterne); Mulready (1786-1863), célèbre peintre de genre (*Bon temps ou les deux ivrognes ; Le Dernier arrivé à l'école*) ; Maclise (1811-1870), dont la Galerie nationale possède la *Scène des tragédiens de Hamlet, Malvolio, et la Comtesse de la Douzième Nuit*, mais qui est surtout renommé par ses deux grandes peintures murales de la halle des chambres du Parlement : *La Rencontre de Wellington et de Blücher à la Belle-Alliance après la bataille de Waterloo; La Mort de Nelson à la bataille de Trafalgar;* Herring (1795-1865), le cocher devenu grand peintre de *chevaux;* Roberts (1796-1864), le peintre en bâtiments, qui se fit peintre en décors de théâtre et parvint ensuite à la célébrité par ses peintures à motifs architecturaux, *Intérieur de la Cathédrale de Burgos*, à la Galerie nationale; *Vue de Rome au soleil couchant, du couvent de Saint-Onofrio*, à la Galerie d'Édimbourg; Good (1789-1872), qui débuta de même et réussit dans la peinture de genre; Stanfield (1793-1867), matelot, puis peintre de décors, qui s'illustra par des vues de villes et des marines (*Mont-Saint-Michel, Cornouailles; Entrée du Zuyder-Zée, Bataille de Trafalgar, Venise*, etc.); enfin, pour clore dignement la liste, Turner

(1775-1850), le grand coloriste anglais, à l'œuvre grandiose et étonnante; d'abord aquarelliste, puis imitateur et émule de Claude Lorrain, de 1802 à 1830, enfin, négligeant le dessin pour se donner tout entier aux audaces des jeux de lumière les plus vertigineuses; il a laissé à la Nation plus de 100 peintures et 200 aquarelles ou esquisses, qui sont une des gloires originales de la Galerie nationale de Trafalgar-Square. Nous citerons seulement *La Forge* (1807) ; *Didon bâtissant Carthage* (1815) ; *L'Aube de l'empire de Carthage* (1828) ; *le Prince d'Orange se préparant à débarquer à Torbay* (1832) ; *Enterrement en mer de sir David Wilkie* (1842) ; *Pluie, Vapeur, Vitesse ou Locomotive à travers champs* (1844) ; *Venise à midi*, *Venise au coucher du soleil* (1845) ; *Venise le soir*, *Venise le matin* (1846), *Incendie en mer orageuse* (inachevé).

Parmi les artistes vivants, citons encore Goodall (*Scènes de paysans*) ; Redgrave (peintre de genre); Haghe (peintre à motifs d'architecture); Penry Williams, qui envoie de Rome ses scènes italiennes; Fritz, peintre de genre, dont la Galerie nationale possède une très belle œuvre : *le Derby de* 1856 ; Webster, qui est représenté dans la même collection par deux bons tableaux de genre; miss Thompson (aujourd'hui mistress Butler), dont les scènes militaires (*L'Appel après la bataille*, *Balaklava*, etc.) ont fait le grand succès près de la cour et de la ville; mistress E. M. Ward (*Visite de mistress Fry à Newgate en* 1818); Armitage, Cope, sir Frederick Leighton, le président actuel de l'Académie Royale, peintre classique; Millais, portraitiste et peintre de genre; H. Hardy, jeune peintre plein d'avenir, auquel on doit *Les Animaux de la création allant entrer dans l'Arche*, *Le saint Marabout et son Lion;* enfin Alma-Tadema, académicien royal depuis 1879, qui fait revivre l'antiquité dans des formes si pures, si sereines, si finies, qu'on s'imaginerait volontiers voir dans ses toiles l'œuvre d'un Apelle ou d'un Zeuxis (*Jour d'Audience chez Agrippa* (1876), *Sapho* (1881), etc.).

Comme architecte, nommons au moins feu sir Gilbert Scott, qui a élevé à Saint-Pancras (nord de Londres) un *Hôtel de la gare* à plan grandiose et à lignes originales. Enfin, l'architecte Charles Barry a construit, de 1840 à 1852, l'immense *Palais du Parlement*, près de l'Abbaye de Westminster, au bord de la Tamise. La façade qui s'étend le long du fleuve offre un aspect grandiose. La tour de l'ouest ou *Tour Victoria* a conquis également tous les suffrages; mais la tour carrée de l'est ou *Tour*

de l'Horloge, a soulevé de nombreuses critiques. Le nouveau Palais de Justice de la métropole, terminé en 1882, dans le *Strand*, offre l'image d'une solide construction gothique du moyen âge. Londres s'orne partout de majestueux édifices, banques, comptoirs, établissements publics, tandis que la banlieue voit s'élever de coquettes villas, de gracieux cottages, environnés de jardins, offrant toutes les conditions de salubrité et de confort, et qui contrastent avec les tristes maisons en briques à deux étages du siècle dernier.

Progrès des sciences : photographie, télégraphie électrique, galvanoplastie. — De 1830 à 1848, les progrès des sciences furent continus et rapides. Dumas composait alors sa *Chimie appliquée aux Arts;* Babinet perfectionnait la machine pneumatique; Balard trouvait le moyen d'extraire directement de l'eau de mer le sulfate de soude; Flourens étudiait le système nerveux de l'homme; Élie de Beaumont continuait la carte géologique de France; Le Verrier était conduit par des calculs astronomiques à affirmer l'existence d'une planète nouvelle, qu'un Allemand, M. Galle, aperçut le 23 septembre 1846, et qui reçut le nom de Neptune.

Une autre découverte eut lieu pendant le règne de Louis-Philippe, celle de la *Photographie*. Niepce avait trouvé en 1813 le moyen de fixer, par l'action chimique de la lumière, l'image des objets sur des plaques métalliques. En 1824, il parvint à composer des planches pour les graveurs; il avait trouvé l'Héliographie. Niepce mourut en 1833; mais l'inventeur du diorama, Daguerre, avec lequel il était en relations, poursuivit ses travaux. En 1839, les perfectionnements que Daguerre avait apportés aux procédés de Niepce lui permirent d'obtenir des images d'une grande netteté, qui furent présentées à l'Académie des Sciences; cette découverte reçut le nom de *Daguerréotypie*. Elle était si belle que le gouvernement indemnisa son auteur pour obtenir de lui la divulgation et le libre emploi de ses procédés. Enfin, en 1847, M. Blanquard-Évrard, perfectionnant la daguerréotypie, trouva la *Photographie* sur papier. C'était une découverte d'une importance capitale. Grâce à la photographie, on peut aujourd'hui reproduire les plus petits objets en grossissant leur volume; les recherches relatives aux sciences physiques et naturelles sont par là devenues plus rapides et plus faciles.

La *Télégraphie*, elle aussi, recevait un perfectionnement considérable; il n'y avait eu jusque-là que des télégraphes

aériens. En 1844, un premier télégraphe électrique fut établi sur le chemin de fer de Paris à Rouen, au moyen d'appareils et de piles voltaïques. En quelques années, Paris se trouva relié à toutes les villes importantes de France par des fils électriques. Bientôt même on devait établir les télégraphes sous-marins. Aujourd'hui des câbles transatlantiques unissent l'Europe et l'Amérique à travers un Océan de deux mille lieues.

Quelques années auparavant, un Anglais, M. Spencer, de Liverpool, avait découvert la *Galvanoplastie :* il avait remarqué que, sous l'inflence des courants de la pile voltaïque, un métal placé au pôle positif se réduit et va se déposer dans des moules qu'on a préparés au pôle négatif. Cette découverte, qui servit d'abord à faire des médailles, fut ensuite utilisée pour dorer et argenter les métaux. M. Ruolz perfectionna ce procédé, dont l'usage se répandit rapidement, grâce aux efforts d'Elkington, en Angleterre, de Christofle, en France.

Histoire Naturelle. Physiologie. — Parmi les naturalistes les plus remarquables de cette époque, il faut nommer, en première ligne, Agassiz, né en 1807 à Orbe (Suisse, canton de Vaud), mort en 1873, professeur à New-Westminster, près de Boston. On lui doit les *Études sur les Glaciers*, le *Système glaciaire*, la *Zoologie générale*, l'*Histoire naturelle des Poissons d'eau douce de l'Europe centrale*, etc.

M. Boucher de Perthes, en découvrant des armes en pierre taillée et des ossements humains dans les terrains des bords de la Somme, particulièrement à *Moulin-Quignon,* près d'Abbeville, en 1863, tandis que des découvertes analogues étaient faites à *Thenay*, au sud de Blois ; à *Pouancé* à l'ouest d'Angers ; à *Saint-Prest*, près de Chartres ; à *Cannstadt* (Wurtemberg); au volcan éteint de *Denise* (près du Puy) ; au *Moustier* (Dordogne); à *Cro-Magnon* (grotte du Périgord); dans les habitations lacustres de la Suisse, et dans la grotte de *Baoussé-Roussé*, près de Menton, prépara les éléments d'une science nouvelle. Désormais on put étudier l'*homme fossile*, l'*homme des âges préhistoriques*. On distingua bientôt : 1° l'*époque de la pierre taillée* ou *paléolithique*, partagée en *âge des espèces éteintes* ou *du mammouth*, et *âge des espèces émigrées* ou *du renne*, époque qui a dû se placer entre les deux périodes glaciaires ; 2° l'*époque de la pierre polie* ou *néolithique* ; 3° l'*âge du bronze* ; 4° l'*âge du fer.*

De magnifiques découvertes ont été faites en physiologie par Claude Bernard, né à Saint-Julien près Villefranche le 12 juillet

1813, professeur au Collège de France, et mort le 10 février 1878, trop tôt pour la science. Il expliqua les secrets de la digestion, et montra, par des expériences sur les animaux vivants, les diverses actions des différents agents du système nerveux. Ce profond biologiste a défini la vie : le développement du *type* et son combat contre les tendances destructives qui sont les conséquences des forces physiques et chimiques. Il faut encore citer les travaux de Virchow, professeur à Berlin, sur le cerveau et le système nerveux, et les savantes analyses critiques de Helmholtz, professeur dans la même université, sur l'œil, l'oreille et la gorge, considérés comme instruments de l'optique, de l'acoustique et des sons.

CHAPITRE XXXII.

La Révolution de 1848 en France. — La Seconde République.

Le Gouvernement Provisoire. La République. — Premiers actes du Gouvernement Provisoire. — Arrêt du travail. Commission ouvrière du Luxembourg. — Les ateliers nationaux. L'impôt des 45 centimes. — Le Suffrage Universel. L'Assemblée Nationale Constituante (4 mai). — Journée du 15 mai. — Insurrection de juin. — Journées des 23, 24, 25, 26 juin. — Gouvernement du général Cavaignac.

Constitution de 1848. L'amendement Grévy. — Louis-Napoléon Bonaparte. Ses antécédents. — Il est élu Président de la République (10 décembre 1848). — Fin de la Constituante (27 mai 1849).

L'Assemblée Législative (28 mai 1849-2 décembre 1851). — Journée du 13 juin 1849. — Chute du ministère Odilon Barrot (novembre 1849). — L'Expédition de Rome à l'intérieur. Loi sur l'enseignement secondaire (15 mars 1850). — Élection de Flotte et d'Eugène Sue. Loi électorale du 31 mai 1850 restreignant le suffrage universel. — Les voyages présidentiels dans les départements. La revue de Satory (10 octobre 1850). — Destitution du général Changarnier (7 janvier 1851).

Lutte entre le Président et l'Assemblée. Le débat sur la revision (juillet 1851). — Préparatifs du coup d'État. Le Président et son entourage. — La proposition des questeurs. Elle est repoussée (17 novembre 1851). — Coup d'État du 2 décembre 1851. — Journée du 3 décembre. Mort de Baudin. — Journée du 4 décembre. — La résistance dans les départements.

Le Gouvernement Provisoire. La République. — Après la fuite de Louis-Philippe[1], il n'y avait plus dans Paris d'autre

1. Louis-Philippe se retira en Angleterre, au château de Claremont, où il mourut le 26 août 1850.

pouvoir que la Chambre des députés. La duchesse d'Orléans vint se présenter au Palais Bourbon, espérant, avec l'appui de Dupin et d'Odilon Barrot, obtenir la régence pour elle-même, la couronne pour son fils; mais le peuple envahit la Chambre, s'entassa sur les bancs, dans les couloirs. Sur la proposition de Ledru-Rollin et de Lamartine, un Gouvernement Provisoire fut formé par l'acclamation populaire : il se composait de Dupont (de l'Eure), François Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès. Tous se rendirent à l'Hôtel de ville. Là, leur nombre fut grossi par Louis Blanc, Ferdinand Flocon, Armand Marrast, et l'ouvrier Albert, élus par le peuple dans la Salle Saint-Jean. La République fut aussitôt proclamée au balcon de l'Hôtel de ville. En même temps, Caussidière et Sobrier prenaient possession de la Préfecture de police, M. Étienne Arago s'emparait de la direction générale des postes, Charles Lagrange devenait gouverneur de l'Hôtel de ville, et le colonel de Courtais commandant de la garde nationale.

Les adhésions affluèrent de toutes parts : « J'accours pour me ranger sous le drapeau de la République, » écrivait au gouvernement Louis-Napoléon, arrivant de Londres. Le général Changarnier, qui se trouvait en Algérie le 24 février 1848, après avoir offert au prince de Joinville et au duc d'Aumale de les ramener à Paris à la tête de l'armée d'Afrique, sur leur refus, écrivit au Gouvernement Provisoire le 3 mars pour attester son « désir ardent de vouer toutes ses forces au salut de la République, » en demandant qu'on mît à profit « sa volonté et son habitude de vaincre. » Le maréchal Bugeaud se mit, de son côté, à la disposition du Gouvernement.

Premiers actes du Gouvernement Provisoire. — En prenant possession du pouvoir, les membres du Gouvernement déclarèrent la presse libre; le timbre des journaux fut supprimé; les droits de réunion, d'association et de pétition furent reconnus; la peine de mort en matière politique et l'esclavage des nègres dans les colonies furent abolis. En même temps on ordonnait la formation de 24 bataillons de garde mobile, composés de volontaires engagés pour une année, et qui recevraient par jour une solde de trente sous. Le même jour, une foule immense envahit la Place de l'Hôtel de ville, exigeant qu'on substituât au drapeau tricolore le drapeau rouge, qu'elle considérait comme l'emblème de la démocratie. Elle consentit pourtant à se retirer, après un éloquent discours de Lamartine.

On s'occupa ensuite du gouvernement. Ledru-Rollin se chargea de l'intérieur et envoya dans les départements des commissaires investis de pleins pouvoirs pour remplacer les préfets du gouvernement déchu. Lamartine s'établit aux affaires étrangères et adressa aux gouvernements européens un manifeste pacifique. Arago prit la marine, Crémieux la justice, Marie les travaux publics; Goudchaux fut nommé aux finances, Bethmont au commerce, M. Carnot, fils du conventionnel, à l'instruction publique et aux cultes, le général Subervie à la guerre. Le général Eugène Cavaignac devint Gouverneur de l'Algérie. Garnier-Pagès, bientôt remplacé par Armand Marrast, fut maire de Paris.

Arrêt du travail. Commission ouvrière du Luxembourg. — A la suite de la révolution, un grand nombre d'ouvriers se trouvèrent sans travail, et par conséquent sans moyens de vivre. Comment remédier à cette situation et prévenir la guerre sociale? « Nous avons trois mois de misère à mettre au service de la République, » avaient dit les ouvriers. Mais tous voudraient-ils, pourraient-ils être du même avis? La plupart réclamaient le *droit au travail.*

Sur leur demande, le 28 février, il fut décidé qu'une commission du gouvernement s'établirait au Luxembourg sous la présidence de Louis Blanc. Là, les délégués des diverses corporations ouvrières discutèrent les théories socialistes, afin d'en tirer les conséquences pratiques et d'arriver à l'*organisation du travail.* Ils auraient voulu voir l'État seul banquier et prêtant aux pauvres sans intérêts; seul capitaliste, et donnant du travail à tous ceux qui en demanderaient, de façon que la concurrence devînt impossible aux industries privées; en un mot, ils auraient voulu à l'*individualisme* substituer la *fraternité.*

Les ateliers nationaux. L'impôt des 45 centimes. — Le 25 février, le Gouvernement Provisoire avait rendu un décret par lequel il garantissait « l'existence de l'ouvrier par le travail. » Le 28, sur la proposition de Marie, qui appartenait à la fraction la moins avancée du Gouvernement, et qui voulait contre-balancer l'influence de la commission ouvrière du Luxembourg, on créa les ateliers nationaux. Ils étaient divisés en brigades de cinquante-six hommes et subdivisés en escouades de douze hommes; ils élisaient leurs chefs. Le 6 mars, Émile Thomas fut nommé directeur. Du 9 mars au 30 avril, cent mille ouvriers furent embrigadés; du 5 mars au 23 mai, la dépense fut de 7,240,000 francs.

En attendant, les fonds publics baissaient, et le Trésor était vide; on avait supprimé l'impôt du timbre et l'impôt du sel. Un emprunt ouvert le 9 mars ne réussit pas. Les dons patriotiques reçus à l'Élysée par une commission, sous la présidence de Lamennais et de Béranger, témoignaient de la bonne volonté des classes laborieuses, mais restaient insuffisants. A quel moyen recourir? Le Comptoir national d'escompte fut créé à Paris, les Comptoirs d'escompte dans les départements; les billets de banque devinrent monnaie légale. Enfin, Garnier-Pagès, qui venait de remplacer Goudchaux aux finances, fit décréter un impôt extraordinaire de 45 centimes sur les quatre contributions directes. On comptait se procurer ainsi 190 millions; pourtant au 4 mai, l'impôt n'avait encore rendu que 80 millions.

Le Suffrage Universel. L'Assemblée Nationale Constituante (4 mai). — Le Gouvernement Provisoire avait convoqué les assemblées électorales pour le 9 avril, afin de choisir les députés à une Assemblée Nationale, qui devait se réunir le 15 du même mois et faire une constitution. Il devait y avoir 900 représentants, élus directement par le suffrage universel. Tout Français âgé de 21 ans et ayant six mois de domicile était électeur. Le vote avait lieu au chef-lieu de canton par le scrutin de liste.

Mais les élections furent retardées. Le Gouvernement Provisoire ayant, le 14 mars, supprimé les compagnies d'élite de la garde nationale et ouvert les rangs de cette milice à tous les citoyens sans distinction, un grand nombre de gardes nationaux vinrent à l'Hôtel de ville demander l'abrogation du décret. Ce fut la manifestation dite des *bonnets à poil*. Elle n'eut d'autre résultat que d'amener le lendemain 17 mars une contre-manifestation de cent mille ouvriers, sous la conduite de Barbès, de Blanqui et de Cabet. Sur leur demande, le gouvernement dut proroger au 23 avril les élections et au 4 mai la réunion de l'assemblée. Un mois plus tard, le 16 avril, les ouvriers reparurent encore devant l'Hôtel de ville; mais cette fois la manifestation n'eut aucun résultat.

Les élections eurent enfin lieu le 23 avril, et l'Assemblée Constituante se réunit le 4 mai. La majorité appartenait à l'opinion républicaine modérée. Lamartine avait été nommé dans dix départements. Le premier acte de l'Assemblée fut de déclarer que le Gouvernement Provisoire avait bien mérité de la patrie, et de nommer une Commission Exécutive, composée

d'Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine et Ledru-Rollin. Buchez fut élu président de l'Assemblée Constituante; il eut plus tard pour successeur Armand Marrast.

Journée du 15 mai. — A peine nommée, l'Assemblée se vit menacée d'être dissoute. Les élections n'avaient pas répondu à l'attente du parti avancé. Excité par les clubs[1] et les journaux[2], le peuple résolut de faire une révolution nouvelle. Le 15 mai, une foule immense, mélangée d'ouvriers et de gardes nationaux, se porte sur l'Assemblée en chantant et au cri de : *Vive la Pologne!* La salle est envahie. Huber, Blanqui et Barbès montent successivement à la tribune; on déclare l'Assemblée dissoute. Un gouvernement provisoire, composé de Louis Blanc, de Barbès, Albert, Blanqui, Raspail, Huber, Caussidière, Pierre Leroux, Cabet, Proudhon, est proclamé. Mais bientôt le tambour bat, la garde nationale et la garde mobile, rassemblées sur tous les points de Paris, chassent les envahisseurs et ramènent les représentants au Palais Bourbon. Barbès et Albert sont arrêtés à l'Hôtel de ville; Blanqui est obligé de s'enfuir; enfin, Caussidière, qui depuis le 24 février était resté maître de la préfecture de police à la tête de ses *Montagnards*, fut contraint d'en sortir.

Insurrection de juin.— La majorité de l'Assemblée eut dès lors recours aux moyens de répression. Il y avait 107,000 ouvriers incorporés dans les ateliers nationaux; sur la proposition de Goudchaux et de M. de Falloux, on résolut de les dissoudre. Le 21 juin, tous les ouvriers de dix-huit à vingt-cinq ans furent invités à s'enrôler ou à partir pour la Sologne, où on leur offrait du travail. Le lendemain 22, Paris fut parcouru dans tous les sens par des groupes irrités : c'étaient tantôt des cris de colère, tantôt un morne silence. On se regardait, on se mesurait des yeux, on se comptait les uns les autres; on sentait qu'une bataille était proche, qu'elle serait terrible,

1. Les principaux clubs étaient la *Société centrale républicaine*, dirigée par Blanqui, Lacambre et Flotte ; le *Club de la Révolution*, dirigé par Barbès, Ribeyrolles, Martin Bernard, etc, ; celui *des Amis du peuple*, ouvert par Raspail ; le club de Cabet ; celui *des Phalanstériens*, présidé par MM. Considérant et Cantagrel ; celui de *la Société des Droits de l'homme* présidé par Villain ; le *Club des Clubs, etc.*

2. Les journaux les plus influents pendant cette période furent, outre *Le National* et *La Réforme*, *L'Atelier*, *Le Populaire*, de Cabet, *La Presse*, d'Émile de Girardin, *Le Représentant du peuple*, de Proudhon, *Le Peuple Constituant*, de Lamennais, etc.

car ce n'était plus ici une lutte politique, c'était une guerre sociale.

Le 23, à sept heures du matin, 8,000 ouvriers, accourus du Panthéon à la voix d'un lieutenant des ateliers nationaux, nommé Pujol, étaient réunis autour de la Colonne de Juillet. Là, sur l'ordre de leur chef, tous s'agenouillèrent sur la place où les combattants du 14 juillet 1789 étaient tombés au pied des murs de la Bastille; ils se relèvent ensuite au cri de : « La liberté ou la mort! » Une jeune fille, une marchande de fleurs, apporte à Pujol un bouquet, que le dictateur en blouse attache à la hampe d'un drapeau; puis tous se dispersent pour aller donner le signal du combat. A onze heures, au moment où les tambours de la garde nationale commencent à battre le rappel, les portes Saint-Denis et Saint-Martin, les faubourgs Poissonnière et du Temple, les boulevards, les bords du canal, la Cité, la Place du Panthéon, sont hérissés de barricades. Il y en a trente-huit dans la rue Saint-Jacques, entre la rue Soufflot et le Petit Pont.

Journées des 23, 24, 25, 26 juin. — Pour combattre les insurgés, le gouvernement avait à sa disposition environ 20,000 hommes de troupes de ligne, les 24 bataillons de la garde mobile, et la garde nationale. Le général Cavaignac, ministre de la guerre, commandait en chef; il avait pour principaux lieutenants les généraux Lamoricière, Bedeau, Damesme, Duvivier, Négrier, Bréa et Clément Thomas. Pendant toute la journée du 23, on combattit avec un acharnement inexprimable. Malgré les efforts du général Lamoricière, qui occupait les boulevards, de la Madeleine au Château d'Eau, et l'ardeur de la garde mobile, les insurgés restaient maîtres de Montmartre, de la Chapelle, des faubourgs du Temple, Saint-Denis et Saint-Martin. Au centre de Paris, le général Bedeau et le colonel Guinard (de l'artillerie de la garde nationale), presque cernés le matin dans l'Hôtel de ville, ont, au prix de pertes énormes, dégagé les ponts, le parvis Notre-Dame et la Cité; mais ils ont dû ensuite se replier. Sur la rive gauche, le général Damesme est arrivé devant le Panthéon.

Dans la nuit du vendredi au samedi (23 au 24), l'Assemblée appela par le télégraphe les garnisons des villes voisines; l'état de siège fut proclamé; des représentants allèrent se joindre aux soldats; enfin, le général Cavaignac fut investi de pleins pouvoirs, et la Commission Exécutive donna sa démission. Cavaignac adressa des proclamations au peuple, à la garde

nationale et à l'armée. Il disait aux troupes : « Soldats! le salut de la patrie vous réclame. C'est une terrible, une cruelle guerre que celle que vous faites aujourd'hui. Rassurez-vous, vous n'êtes point agresseurs; cette fois, du moins, vous n'aurez pas été de tristes instruments de despotisme et de trahison. Courage, soldats! imitez l'exemple intelligent et dévoué de vos concitoyens; soyez fidèles aux lois de l'honneur, de l'humanité; soyez fidèles à la République. A vous, à moi, un jour ou l'autre, il nous sera donné de mourir pour elle. Que ce soit à l'instant même, si nous devions lui survivre! »

Le 24, au matin, la situation était critique. Les insurgés avaient réoccupé leurs positions pendant la nuit et désarmé un bataillon Place des Vosges. L'armée et la garde nationale reprirent l'offensive sur tous les points. Les faubourgs Poissonnière et Saint-Denis furent enlevés. La colonne du général Lamoricière prit d'assaut, une à une, les formidables barricades construites dans le faubourg du Temple, entre le boulevard et le canal. Sur la rive gauche, après une lutte sanglante, les insurgés furent chassés de la rue Soufflot, de l'École de Droit, de la mairie du douzième arrondissement et du Panthéon, dont ils avaient fait une place d'armes en barricadant l'entrée de toutes les rues qui y conduisent : c'est là que le général Damesme fut blessé à mort.

Le lendemain 25, les troupes continuèrent partout leur mouvement offensif. Des deux côtés on devenait impitoyable. Au Panthéon, les gardes mobiles n'avaient pas fait de quartier. A la Barrière de Fontainebleau, les insurgés massacrèrent le général Bréa, qui, maître du faubourg Saint-Marceau, avant d'ordonner une dernière attaque, était venu avec son aide de camp, le capitaine Mangin, les sommer de se rendre. Sur un autre point de Paris, Place de la Bastille, les généraux Duvivier et Négrier furent blessés à mort. Le Faubourg Saint-Antoine paraissait inabordable. On résolut de le bombarder. La Place de la Bastille se couvrit de canons.

En apprenant ce qui se passait, l'archevêque de Paris, Affre (Denis-Auguste), résolut d'aller exhorter à la paix les combattants. Il obtint une trêve, franchit les barricades et entra dans le faubourg. Mais on se battait toujours dans les rues voisines. Une balle frappa mortellement le prélat. « Que mon sang, dit-il quand on le releva, soit le dernier versé! »

Le 26, enfin, la lutte s'arrêta. Ce jour-là, l'entrée du Faubourg Saint-Antoine fut forcée, et les insurgés vaincus durent

mettre bas les armes. Onze mille furent faits prisonniers, et un grand nombre furent déportés. Les hôpitaux étaient encombrés de blessés. Paris, mis en état de siège, et où arrivaient à chaque instant des gardes nationaux et des troupes, accourus des départements les plus éloignés, offrait l'aspect d'un camp.

Gouvernement du général Cavaignac. — A la suite des journées de juin, le général Cavaignac conserva le pouvoir exécutif et constitua ainsi son ministère : intérieur, M. Senard; travaux publics, Recurt; guerre, le général Lamoricière; affaires étrangères, Bastide; finances, Goudchaux; justice, Marie; Armand Marrast devint président de l'Assemblée. Le général Changarnier fut mis à la tête de la garde nationale.

L'Assemblée décréta la transportation dans les possessions françaises d'outre-mer, par mesure de sûreté générale, des détenus qui avaient pris part à l'insurrection. Baune, Pierre Leroux, Caussidière, s'étaient opposés sans succès à ce vote. 4,348 prisonniers devaient ainsi être transportés; une commission d'examen en mit en liberté 991. Mais, malgré les instances du représentant Lagrange, l'Assemblée ne voulut point amnistier les autres. Bientôt même deux représentants, Louis Blanc et Caussidière, décrétés d'accusation comme complices du 15 mai, se retirèrent en Angleterre. L'enquête sur les journées de juin fut dirigée par Quentin Bauchard.

Au début de l'état de siège, onze journaux avaient été supprimés, parmi lesquels *La Presse*, dont le rédacteur en chef, Émile de Girardin, fut même emprisonné pendant quelques jours. Quand *La Presse* reparut, Émile de Girardin fut l'adversaire le plus redoutable de la candidature du général Cavaignac à la présidence de la République, et fit une propagande active en faveur de Louis-Napoléon. Sur la proposition de M. Senard et du garde des sceaux Marie, le cautionnement fut rétabli pour les journaux. *Le Peuple Constituant*, journal de Lamennais, cessa de paraître, parce qu'il ne put verser la somme nécessaire. « Il faut aujourd'hui de l'or, beaucoup d'or, disait Lamennais dans le dernier numéro, pour jouir du droit de parler. Nous ne sommes pas assez riches. Silence au pauvre! »

La réaction contre le socialisme devenait de plus en plus vive. Comme remède à la crise économique qu'on traversait, Proudhon proposa que les créanciers de l'État abandonnassent 1 pour 100 sur leurs rentes; que le propriétaire fît remise

d'une partie des fermages échus; que le banquier réduisît sa commission et son intérêt; que le travailleur laissât à l'entrepreneur un vingtième de son salaire. Mais, dominée par les souvenirs de juin, et entièrement antipathique au socialisme, l'Assemblée accueillit par un déchaînement de colère le discours de Proudhon prononcé à l'appui de sa proposition dans la séance du 31 juillet.

« A dater du 31 juillet, écrivait-il plus tard, je devins, suivant l'expression d'un journaliste, l'*homme-terreur*. Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu d'exemple d'un tel déchaînement. J'ai été prêché, joué, chansonné, placardé, biographié, caricaturé, blâmé, outragé, maudit; j'ai été signalé au mépris et à la haine, livré à la justice par mes collègues, accusé, jugé, condamné par ceux qui m'avaient donné mandat, suspect à mes amis politiques, espionné par mes collaborateurs, dénoncé par mes adhérents, renié par mes coreligionnaires.... J'ai été, pendant quelque temps, le théoricien du vol, le panégyriste de la prostitution, l'ennemi personnel de Dieu, l'antéchrist, un être sans nom. » (*Confessions d'un Révolutionnaire.*)

L'état de siège fut levé le 29 octobre. Le 23 novembre, Garnier-Pagès, Jules Favre, MM. Duclerc et Barthélemy Saint-Hilaire, accusèrent le général Cavaignac d'avoir désobéi à la Commission Exécutive, intrigué contre elle pour préparer sa chute, et laissé grandir à dessein l'insurrection de Juin pour se ménager à lui-même un rôle plus important dans la répression. Après un vif débat, l'Assemblée, par 503 voix contre 34, vota que le général « avait bien mérité de la patrie. » Madame de Girardin (Delphine Gay) protesta dans une pièce de vers publiée par *La Presse* contre cet éloge décerné au vainqueur de juin.

Aux approches de l'élection présidentielle, le général Cavaignac crut devoir donner des gages, dans l'intérêt de sa candidature, au centre gauche de l'Assemblée; Dufaure devint ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Senard; M. Vivien prit aux travaux publics la place de Recurt.

Au dehors, le roi de Sardaigne, Charles-Albert, qui avait d'abord refusé l'alliance du Gouvernement Provisoire contre l'Autriche, battu par Radetzky à Custozza, demanda l'appui de la France; le général Cavaignac jugea prudent de garder la neutralité. La révolution avait éclaté à Rome. Le chef du pouvoir exécutif écrivit à Pie IX pour lui offrir un asile en France, et fit partir pour Civita-Vecchia une escadre, ayant à bord une

brigade, qu'il mettait à sa disposition. Mais le pape déclina cette offre et partit le 24 novembre pour Gaëte, sur les terres du roi de Naples.

Constitution de 1848. L'amendement Grévy. — La Constitution de 1848, votée le 12 novembre, établissait en France le suffrage universel. Il suffisait pour être électeur d'être né Français, d'être âgé de vingt et un ans et de n'avoir été frappé d'aucune condamnation; pour être éligible, d'avoir vingt-cinq ans.

Le pouvoir législatif était confié à une Assemblée unique, composée de sept cent cinquante membres et assistée d'un Conseil d'État élu par elle pour préparer les lois. Tout fonctionnaire salarié était exclu de la Chambre.

Le pouvoir exécutif était confié à un Président, élu pour quatre ans, mais qui n'était rééligible qu'après un intervalle de quatre autres années. Il avait, concurremment avec l'Assemblée, l'initiative des lois; la force armée était à sa disposition, sans qu'il pût néanmoins la commander lui-même. Il ne pouvait déclarer la guerre ni signer les traités de paix qu'avec l'approbation de l'Assemblée. Il n'avait le droit de grâce que dans le cas où le Conseil d'État y consentirait.

Une grave question restait à résoudre : par qui le Président serait-il nommé? M. Jules Grévy, prévoyant les dangers que l'élection du Président par le suffrage universel ferait courir à la République, proposa l'amendement suivant : « L'Assemblée Nationale délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui prend le titre de Président du conseil des ministres, élu pour un temps limité et qui est toujours révocable. » — Aux adversaires de sa proposition, M. Grévy répondait : « Êtes-vous bien sûrs que, dans cette série de personnages, qui se succéderont tous les quatre ans au trône de la présidence, il n'y aura que de purs républicains, empressés d'en descendre? Êtes-vous sûrs qu'il ne se trouvera jamais un ambitieux tenté de s'y perpétuer? Et si cet ambitieux est le rejeton d'une de ces familles qui ont régné en France, s'il n'a jamais expressément renoncé à ce qu'il appelle ses droits; si le commerce languit, si le peuple souffre, s'il est dans un de ces moments de crise où la misère et la déception le livrent à ceux qui masquent sous leurs promesses leurs projets contre la liberté, répondez-vous que cet ambitieux ne parviendra pas à renverser la République? » L'Assemblée n'en décida pas moins, sur la proposition de La-

martine, que le Président serait nommé par le suffrage universel.

La Constitution de 1848 proclamait le droit de réunion, le droit de pétition, la liberté de la presse. Un dernier article annonçait que la Constitution pourrait être revisée en vue des circonstances nouvelles qui viendraient à se produire. Mais, dans ce cas, la majorité revisionniste devrait être des deux tiers des voix.

Louis-Napoléon Bonaparte. Ses antécédents. — Charles-Louis-Napoléon était le troisième[1] fils issu du mariage de Louis, roi de Hollande, et d'Hortense Beauharnais. Il naquit le 20 avril 1808 à Paris. Après la chute du premier empire, il fut élevé par sa mère, connue désormais sous le nom de duchesse de Saint-Leu, au château d'Arenenberg, sur le lac de Constance[2]. Il eut pour précepteurs, d'abord Philippe Lebas, fils du conventionnel, ensuite Narcisse Vieillard, ancien officier d'artillerie. Hortense s'efforça de graver dans la tête du jeune homme cette idée fixe qu'il devait régner un jour. Louis-Napoléon suivit les cours de l'École militaire de Thoune, dans le canton de Berne. Affilié aux carbonari italiens, il prit part avec eux à l'insurrection de la Romagne contre le pape, et n'échappa qu'avec peine aux Autrichiens à Ancône. Hortense, ayant obtenu de Louis-Philippe l'autorisation de faire un voyage à Paris, en compagnie de son fils, vint loger sur la Place Vendôme, et leur présence donna lieu à des manifestations bonapartistes devant la colonne, du 5 au 10 mai 1832[3]. Le maréchal Lobau, commandant supérieur de la garde nationale, finit par disperser les manifestants, en les arrosant à l'aide d'une pompe à incendie.

Devenu par la mort du duc de Reichstadt l'héritier des prétentions napoléoniennes, le fils de la reine Hortense fut poussé dans la voie des aventures par un homme entreprenant, Jean-Gilbert-Victor Fialin, connu plus tard sous le nom de Persigny. Né en 1808, élevé à Limoges, ensuite maréchal des logis de hussards, renvoyé du régiment, Fialin, qui avait d'abord été légitimiste, fonda un journal bonapartiste, *l'Occident français*, qui eut deux numéros. Il vint ensuite à Arenenberg, avec une lettre de recommandation du poète impérialiste Belmontet.

1. Le premier était mort en bas âge, le 5 mars 1807. Le second, Charles-Napoléon-Louis, mourut de maladie pendant l'insurrection de la Romagne, en 1831.

2. Son frère aîné était élevé par le roi Louis, qui vivait à Florence.

3. Le 5 mai était le jour anniversaire de la mort de Napoléon Ier.

Il prit pour devise *je sers*, et devint la cheville ouvrière du bonapartisme.

En 1836, Louis-Napoléon, qui s'intitulait capitaine au régiment d'artillerie du canton de Berne, publia un *Manuel d'Artillerie*. Bientôt après il tenta son aventure de Strasbourg. Vaincu, pris, pardonné, embarqué pour l'Amérique, il passa ensuite quelque temps en Angleterre, occupé de conspirations, de littérature, de galanteries, de chevaux, essayant par tous les moyens de se faire connaître. C'est alors qu'il publia les *Idées napoléoniennes*. L'année 1840 le vit une seconde fois sur le sol français attaquer à main armée le gouvernement de Louis-Philippe. Capturé à Boulogne, condamné par les pairs et enfermé au château de Ham, il ne se laissa point décourager. Il fit des avances aux écrivains républicains, Louis Blanc, Georges Sand, Béranger. Il exposa dans les journaux des théories socialistes, et se donna comme une victime de son dévouement à la cause du peuple. On a vu son évasion en 1846.

Il est élu président de la République (10 décembre 1848). — A la nouvelle de la Révolution de février, il accourt à Paris et proteste de son amour pour la République. Ses partisans, Persigny, Aristide Ferrer, Laity, Aguado, Piétri, Thélin, commencent en sa faveur une propagande active. Dès le 16 avril 1848, le jour de la manifestation des bonnets à poil, il y eut sur la Place de l'Hôtel-de-Ville des cris de *Vive l'empereur !* Une association bonapartiste, qui devait prendre plus tard le nom de *Société du Dix Décembre*, fut formée par Abbatucci, Ferdinand Barrot, Belmontet, Bonjean, Clary, Conneau, Delessert, l'abbé Coquereau, le maréchal Excelmans, les généraux Piat, Husson, le prince de la Moscowa, etc. *Le Napoléonien*, *l'Aigle républicain*, *le Petit Caporal*, *la Redingote grise*, furent publiés.

Le 3 juin, Louis-Napoléon fut élu député dans quatre départements, la Seine, l'Yonne, la Charente-Inférieure et la Corse. Deux de ses cousins, le prince Napoléon, fils de l'ex-roi de Westphalie Jérôme, et Pierre Bonaparte, étaient déjà représentants du peuple. L'Assemblée Constituante devait-elle ratifier l'élection de Louis-Napoléon, c'est-à-dire d'un prétendant ? Elle s'y décida le 12 juin, malgré l'opposition de Lamartine et de la Commission Exécutive. Il n'en donna pas moins sa démission, pour ne pas être, disait-il dans une lettre au Président de l'Assemblée, accusé de « favoriser le désordre. » Les menées bonapartistes eurent cependant une grande part à l'insurrection

de juin, qui commença sur beaucoup de points au cri de *Vive Napoléon !* Le fils de la reine Hortense, réélu le 17 septembre par les mêmes départements et par celui de la Moselle, entra cette fois à la Constituante. Bientôt après il était candidat à la présidence de la République[1].

L'élection présidentielle eut lieu le 10 décembre 1848. Louis-Napoléon obtint 5,434,226 suffrages; le général Cavaignac, 1,448,107; Ledru-Rollin, 370,719; Raspail, 36,329; Lamartine 17,910. Les paysans, les vieux soldats avaient voté pour *le neveu de l'empereur;* les ouvriers, pour l'auteur des brochures socialistes, dont l'élection leur paraissait une revanche de juin; les légitimistes et les orléanistes, parce qu'ils espéraient, sous son nom et pendant la durée de sa présidence, préparer le rétablissement de la monarchie. Le 20 décembre 1848, au soir, Louis-Napoléon, proclamé officiellement Président de la République, prêta, devant l'Assemblée Constituante, le serment suivant : « En présence de Dieu et devant le peuple français, je jure de rester fidèle à la République démocratique et de défendre la Constitution. »

Louis-Napoléon prit pour ministres : Odilon Barrot à la justice; Léon de Malleville à l'intérieur ; Léon Faucher aux travaux publics; de Tracy à la marine; Passy aux finances; Drouyn de Lhuys aux affaires étrangères; M. de Falloux à l'instruction publique; Bixio au commerce et à l'agriculture; le général Rulhière à la guerre. Le général Changarnier reçut le commandement de la 1re division militaire et des gardes nationales de la Seine. L'Assemblée, conformément à la Constitution, nomma Boulay de la Meurthe Vice-Président de la République.

Fin de la Constituante (27 mai 1849). — L'Assemblée Constituante resta encore réunie pendant six mois. Elle réduisit l'impôt du sel et annonça l'intention de supprimer celui des boissons. Ses défiances avaient cessé de se porter sur les socialistes : elles étaient excitées maintenant par le Président. Dès le 29 janvier 1849, on put se croire menacé d'un coup d'État. Il y eut

1. « La propagande prend dès lors toutes les formes : elle est à la fois plastique, littéraire et musicale; une lithographie représentant l'empereur montrant du doigt Louis-Napoléon à la France, des portraits, des médailles, des biographies, sont répandus à foison : la musique se met de la partie, et la candidature du prince est chantée sur les places publiques et dans les carrefours, par des centaines de ténors nomades, avec accompagnement d'orgues de Barbarie : Napoléon, rentre dans ta patrie ! Napoléon, sois bon républicain ! »
(TAXILE DELORD.)

ce jour-là dans les rues de Paris un immense déploiement de troupes. L'Assemblée, inquiète, chargea le général Lebreton de veiller à la défense du palais législatif. Changarnier, mandé par le bureau de l'Assemblée, pour donner des explications, ne vint pas et répondit au bout de deux heures qu'il était retenu auprès du Président de la République par des nécessités de service, et que les troupes étaient réunies pour combattre une insurrection. Quelle insurrection? On ne l'a jamais su.

Le 20 février, un nouveau débat s'engagea à propos des affaires d'Italie. Lorsque le pape Pie IX avait été obligé de quitter Rome, le général Cavaignac lui avait offert un asile en France et avait envoyé une escadre à Civita-Vecchia pour le protéger. Maintenant la République avait été proclamée à Rome comme à Paris, et le pape s'était réfugié à Gaëte. La France interviendrait-elle? Et, dans le cas de l'affirmative, soutiendrait-elle, en sa qualité de République, les républicains romains contre le pape et l'Autriche; ou bien, en sa qualité de puissance catholique, prendrait-elle parti pour le souverain pontife? L'intervention fut votée, sans que son but fût nettement défini. Toutefois l'Assemblée déclara que l'expédition n'avait rien d'hostile à la République romaine.

Le 7 mai, on apprit qu'il n'avait pas été tenu compte de ce vote. Sous l'impulsion de M. de Montalembert, le président avait ordonné au général Oudinot d'attaquer Rome. Oudinot avait obéi et reçu un échec. L'Assemblée infligea un vote de blâme à Louis-Napoléon en adoptant l'ordre du jour suivant, rédigé par M. Senard : « L'Assemblée Nationale invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. » Le général Lamoricière vota cet ordre du jour.

Louis-Napoléon ne s'en inquiéta pas. Aux termes de la proposition Rateau, qui avait été déposée le 8 janvier, l'Assemblée Constituante allait se séparer dans quelques semaines, et l'on prévoyait déjà que les élections enverraient à la Législative une majorité ennemie de la République. Le 8 mai, le Président écrivit à Oudinot pour lui annoncer des renforts et approuver sa conduite. Ledru-Rollin et M. Grévy protestèrent contre cette lettre. Ledru-Rollin proposa même la mise en accusation de Louis-Napoléon et de ses ministres. La Constituante passa à l'ordre du jour. Elle se sépara le 27 mai 1849.

L'Assemblée Législative (28 mai 1849-2 décembre 1851).— D'accord contre la République, qu'ils voulaient détruire, les partis monarchiques, légitimiste, orléaniste et bonapartiste, avaient formé, en vue des élections, le *comité de la rue de Poitiers*. Une multitude de brochures[1] remplies d'attaques violentes contre les républicains, qu'on accusait de vouloir détruire l'ordre, la propriété, la famille, furent répandues dans les départements. Ces manœuvres, et les souvenirs de la guerre civile qui avait ensanglanté Paris au mois de juin précédent, produisirent leur effet naturel : la majorité de l'Assemblée Législative fut anti-républicaine. Sur les 750 membres qui composaient la nouvelle Assemblée, présidée par Dupin, 200 seulement étaient républicains, mais ils appartenaient à l'opinion démocratique la plus radicale. Les orléanistes et les légitimistes résolurent de se servir du Président de la République pour détruire les institutions démocratiques, comptant, lorsqu'il serait sorti de charge, rétablir la monarchie par l'épée du général Changarnier, maintenu à la tête de l'armée de Paris et de la garde nationale de la Seine. Le Président, de son côté, bien décidé à garder indéfiniment le pouvoir, feignit de jouer le jeu de la majorité, espérant avoir le profit des mesures impopulaires qu'elle prenait, sauf à en rejeter plus tard la responsabilité sur elle. La Législative se réunit le 28 mai 1849. Louis-Napoléon prit pour ministres : Odilon Barrot à la justice, de Tocqueville aux affaires étrangères, Lanjuinais à l'agriculture et au commerce, M. de Falloux à l'instruction publique, Dufaure à l'intérieur.

Journée du 13 juin 1849. — Quelques jours après la constitution de l'Assemblée, on apprit à Paris que le général Oudinot, commandant de l'armée envoyée en Italie, avait pris l'offensive contre la République Romaine. Ledru-Rollin, élu dans cinq départements, monta à la tribune le 11 juin, pour déposer, au nom de la Montagne, un acte d'accusation contre le ministère, en vertu de l'article 5 de la Constitution de 1848. Cet article était ainsi conçu : « La République Française n'attentera jamais à la nationalité d'un peuple. » La majorité, après un discours d'Odilon Barrot, repoussa la proposition.

Alors, le 13 juin, Ledru-Rollin et plusieurs de ses collègues, soutenus par l'artillerie de la garde nationale, appelèrent le

1. Par exemple, *Dieu le voudra ! — A bas la folie révolutionnaire et sociale !* le *Petit Manuel du Paysan électeur*, la *Lettre d'un Maire de village à ses administrés, les Partageux, etc.*

peuple aux armes. Ils ne réussirent pas à l'entraîner. La manifestation fut dispersée sur les boulevards par les soldats du général Changarnier. Les clubs furent suspendus pour un an, six journaux supprimés, trois légions de la garde nationale dissoutes, trente-trois représentants décrétés d'accusation. « C'est la dictature militaire ! » s'était vainement écrié M. Grévy. Ledru-Rolin, après avoir failli être fusillé aux Arts-et-Métiers avec Martin Bernard, Considérant et Guinard, parvint pourtant à s'échapper et gagna Londres. La haute cour de Bourges, qui avait déjà condamné les accusés du 15 mai 1848, frappa également les accusés du 13 juin 1849.

Une loi sur la presse fut présentée, le 27 juillet 1849, par Odilon Barrot, et combattue par M. Grévy : elle soumettait les journaux à un cautionnement de 24,000 francs, et permettait à l'administration de leur retirer la vente sur la voie publique. Un an plus tard, la loi du 10 juillet 1850, présentée par M. Rouher, porta le cautionnement à 50,000 francs, rétablit le droit de timbre et obligea les rédacteurs à signer leurs articles ; elle fut combattue par Victor Hugo et par Bancel.

Le 2 octobre 1849, Dufaure présenta à l'Assemblée Législative un projet de loi d'après lequel les insurgés de juin transportés en Algérie devaient y rester dix ans. Le 21 janvier 1850, la discussion commença. La loi fut votée. La loi de déportation fut ensuite présentée par M. Rouher. Elle disait que les condamnés à la déportation devaient être détenus dans « l'enceinte d'une citadelle située au lieu de la déportation. » Éloquemment combattue par Victor Hugo, J. Favre, Lamartine, Pierre Leroux, la loi fut pourtant votée. Nouka-Hiva, l'une des îles Marquises, fut choisie pour y envoyer les condamnés.

Chute du ministère Odilon Barrot (novembre 1849). — La lutte ne tarda pas à s'engager entre Louis-Napoléon et la majorité de la Législative. Les ministres du Président étaient des parlementaires, et non des bonapartistes. La majorité reprochait au chef du cabinet, Odilon Barrot, de n'être pas assez conservateur ; Louis-Napoléon lui reprochait de n'être pas assez dévoué à ses intérêts. Par un message en date du 31 octobre 1849, le Président se plaignit qu'il n'y eût pas « communauté entière de vues » entre lui et ses ministres. Il y mêlait des reproches voilés contre l'Assemblée elle-même. A la suite de l'expédition romaine et du rétablissement de la puissance temporelle de Pie IX à Rome, l'Assemblée voulait que le pape fût laissé libre d'exécuter « *motu proprio* » les réformes jugées

nécessaires dans son gouvernement. Au contraire, le Président de la République avait écrit à Edgard Ney une lettre dans laquelle il exposait quelle devait être, dans sa pensée, la nature de ces réformes. Odilon Barrot s'était trouvé, en cette circonstance, dans un grand embarras. A la suite du message du 31 octobre, il donna sa démission avec tous les ministres, et refusa le grand cordon de la Légion d'honneur qu'Edgard Ney lui apportait de la part du Président.

Le nouveau cabinet se composa : aux finances, du banquier Achille Fould, qui avait rendu des services personnels au Président de la République, pressé par des embarras d'argent ; de M. Rouher, avocat du barreau de Riom, à la justice ; de MM. de Rayneval aux affaires étrangères, d'Hautpoul à la guerre ; Ferdinand Barrot à l'intérieur ; de Parieu à l'instruction publique ; Bineau aux travaux publics.

L'expédition de Rome à l'intérieur. Loi sur l'enseignement secondaire (15 mars 1850). — L'harmonie sembla ensuite renaître entre le Président et la majorité, qui entreprirent de concert contre les républicains la célèbre campagne connue sous le nom d'*expédition de Rome à l'intérieur*.

Depuis longtemps, le parti conservateur voulait se rendre maître de la direction de l'enseignement. On s'occupa d'abord de l'enseignement primaire. M. Carnot l'avait demandé gratuit et obligatoire le 30 juin 1848. M. de Falloux, auteur d'une *Vie du pape saint Pie V*, déposa, lorsqu'il fut ministre, un projet de loi, qui fut ensuite discuté sous le ministère Parieu. Dans la loi sur l'instruction primaire, proposée le 13 décembre 1849, et votée quelques jours après, malgré Baudin, Noël Parfait, Crémieux, il n'était plus question de gratuité ni d'obligation. L'instituteur, dans chaque commune, était placé sous la surveillance du curé ou du pasteur, et sous celle du préfet, qui pouvait le révoquer. En cas de révocation, il lui était interdit d'ouvrir une école libre dans la même commune.

La loi sur l'enseignement secondaire, dite *loi Falloux*, fut discutée à partir du 14 janvier 1850 et votée le 16 mars. Elle fut soutenue par Montalembert et Thiers, combattue par Arnaud de l'Ariège et Victor Hugo, qui disait : « Je repousse votre loi. Je la repousse parce qu'elle confisque l'enseignement primaire, parce qu'elle dégrade l'enseignement secondaire, parce qu'elle abaisse le niveau de la science, parce qu'elle diminue mon pays[1]. »

1. C'est alors que le cours de Michelet fut de nouveau suspendu. Amédée

Désormais l'enseignement secondaire devait être libre; les jeunes gens, pour se présenter aux examens universitaires, n'avaient plus besoin d'être pourvus d'un certificat constatant qu'ils avaient fait leurs études dans un établissement de l'État; il devait y avoir un recteur par département. Cette loi permettait au clergé d'ouvrir des maisons d'éducation. Dans le cours de la discussion, l'enseignement universitaire avait été violemment attaqué, comme subversif, par plusieurs membres de la majorité antirépublicaine.

L'Assemblée, qui avait rétabli l'impôt des boissons, supprima ensuite la gratuité, établie l'année précédente, à l'École Polytechnique et à l'École Militaire. En même temps, le préfet de police Carlier faisait abattre les arbres de la liberté qui avaient été plantés sur les places de Paris après la Révolution de Février.

Élection de Flotte et Eugène Sue. Loi électorale du 31 mai 1850, restreignant le suffrage universel. — L'irritation était vive parmi les républicains. Des élections partielles eurent lieu à Paris le 10 mars 1850 pour remplacer les députés condamnés par la haute cour de Bourges après le 13 juin 1849. M. Carnot, fils de l'ancien conventionnel, de Flotte, ancien officier de marine et transporté de juin, et Vidal, ancien secrétaire de la commission du Luxembourg, furent nommés représentants du peuple. Le romancier Eugène Sue, auteur du *Juif errant*, fut également nommé à Paris le 28 avril.

A ces nominations, l'Assemblée répondit par la loi électorale du 31 mai 1850 : « La loi nouvelle faisait dépendre le droit d'élection de la constatation du domicile, et cette constatation, de l'inscription des citoyens sur le rôle de la taxe personnelle ou de la prestation en nature; elle exigeait deux ans de domicile. Près de 3 millions de citoyens se trouvaient rayés des listes électorales. » (TAXILE DELORD, *Histoire du Second Empire*.) Jules Favre, Michel de Bourges, Victor Hugo, Lagrange, avaient vainement essayé de s'y opposer. Un grand orateur, mal inspiré dans cette discussion, avait, en parlant des électeurs exclus ainsi de la vie politique, prononcé le mot malheureux de «vile multitude. »

Les voyages présidentiels dans les départements. La revue de Satory (10 octobre 1850). — Le Président de la République mit à profit l'imprudence de l'Assemblée. Pendant

Jacques, MM. Deschanel et Vacherot perdirent leurs places ; E. Despois et Frédéric Morin sortirent de l'Université après le coup d'État du 2 décembre.

la prorogation, qui dura du 8 août au 12 novembre 1850, il entreprit des voyages à travers les départements, où ses partisans avaient commencé une propagande active. On le vit successivement à Saint-Quentin, Dijon, Lyon, Besançon, Strasbourg, Cherbourg. Partout il faisait des discours, parlant, suivant la nature de son auditoire, de gloire ou de liberté, de Napoléon Ier ou du socialisme, se donnant ici comme l'ami des paysans et des ouvriers, comme le défenseur des pauvres; ailleurs comme le protecteur de la religion, de la famille et de la propriété contre les démagogues, contre les *rouges*, suivant l'expression alors consacrée. Partout il promettait des routes, des canaux, des chemins de fer. Il protestait contre toute pensée de coup d'État, mais réclamait une prolongation de pouvoir, autrement dit la revision de la Constitution. On a vu, en effet, que, élu pour quatre ans, c'est-à-dire jusqu'en 1852, le Président ne serait rééligible ensuite qu'après un intervalle de quatre autres années. Plusieurs conseils généraux émirent un vœu pour cette revision (août 1850).

Enhardi par le succès, le Président alla plus loin. Le 10 octobre, il passa une grande revue sur le plateau de Satory. En défilant devant lui, les régiments de cavalerie poussèrent les cris de « Vive Napoléon! vive l'Empereur! » L'infanterie resta muette. Le général Neumayer, qui commandait une division, avait, en effet, rappelé aux troupes placées sous ses ordres que les règlements militaires interdisent toute manifestation, et ne permettent de proférer aucun cri sous les armes. Le général Neumayer se vit enlever son commandement (31 octobre).

Ce n'est pas tout : à Paris, les membres de la Société du 10 décembre, réunis sur la Place du Havre pour attendre à sa descente du chemin de fer le Président de retour d'un voyage, frappèrent violemment les passants qui refusaient de crier « Vive l'Empereur! » (13 septembre 1850.) Le bruit courut même que la vie du général Changarnier et du président Dupin était menacée.

En présence de l'émotion causée par ces scènes, le Président comprit qu'il n'était pas possible encore de passer le Rubicon. Pour rassurer l'opinion publique, il adressa le 12 novembre à l'Assemblée, de retour au Palais Bourbon, un message où il disait : « La règle invariable de ma vie politique sera, dans toutes les circonstances, de faire mon devoir, rien que mon devoir. Il est aujourd'hui permis à tout le monde, excepté à moi, de vouloir hâter la revision de notre loi fondamentale. Si

la Constitution renferme des vices et des dangers, vous êtes tous libres de les faire ressortir aux yeux du pays. Moi seul, lié par mon serment, je me renferme dans les strictes limites qu'elle a tracées. » Comme gage de paix, le président enleva le ministère de la guerre au général d'Hautpoul, qui devint gouverneur de l'Algérie, et rendit un commandement au général Neumayer. L'accord parut rétabli entre les deux pouvoirs.

Destitution du général Changarnier (7 janvier 1851). — Il ne fut pas de longue durée. Louis-Napoléon, voulant se débarrasser du général Changarnier, dont la présence à la tête de l'armée de Paris lui paraissait un obstacle à l'exécution de ses projets ultérieurs, essaya, par des publications de journaux, de brouiller ce général avec la majorité de l'Assemblée Législative. N'y ayant pas réussi, il le destitua purement et simplement. Ce coup d'autorité amena dans l'Assemblée un débat violent. Aux plaintes de la majorité, le ministre Baroche répondit en reprochant aux légitimistes et aux orléanistes leurs projets de fusion entre les deux partis pour rétablir la royauté, et le voyage entrepris dans ce but par Berryer à Wiesbade auprès du comte de Chambord. Thiers adjura l'Assemblée de ne pas céder : « Il n'y a que deux pouvoirs, disait-il en terminant son discours : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Si l'Assemblée cède, il n'y en aura plus qu'un ; et, quand il n'y aura plus qu'un pouvoir, la forme du gouvernement sera changée. Et, soyez-en sûrs, les mots viendront plus tard ; quand ? je ne sais, peu importe ; le mot viendra quand il pourra ! *l'Empire est fait.* » Mais si le Président n'était pas en mesure de tenter immédiatement un coup d'État, la majorité n'était pas en mesure d'opérer immédiatement la fusion et de proclamer un roi. Elle se contenta de témoigner son mécontentement à Louis-Napoléon par un vote de défiance, qui renversa son ministère.

Le Président répliqua par une lettre à Dupin, dans laquelle il disait : « La France commence à souffrir d'un désaccord qu'elle déplore. » Il appela aux affaires le général Randon, le contre-amiral Vaillant, MM. Charles Giraud, Waïsse, de Germiny, Magne, Brenier, Schneider.

Lutte entre le Président et l'Assemblée. Le débat sur la revision (juillet 1851). — La lutte était engagée ouvertement entre le Président et l'Assemblée. Celle-ci avait accordé en 1850 à Louis-Napoléon, sur sa demande, un supplément de traitement de 2,160,000 francs. Le ministre des finances en

demanda un nouveau de 1,800,000 francs le 3 février 1851. Malgré les efforts de Montalembert, l'Assemblée répondit par un refus. Elle vota bientôt après une loi nouvelle sur la garde nationale, qui restreignait le nombre des gardes nationaux et établissait le double degré pour l'élection des grades supérieurs. En même temps, le cours de Michelet au Collège de France était supprimé.

A quelque temps de là, Louis-Napoléon faisait entendre à Dijon un langage menaçant : « Lorsque j'ai voulu faire le bien, disait-il, améliorer le sort des populations, l'Assemblée m'a refusé son concours.... D'un bout de la France à l'autre, les pétitions se signent pour demander la revision de la Constitution.... Quels que soient les devoirs que le pays m'impose, il me trouvera décidé à suivre sa volonté.... » Aussitôt la Bourse baissa, et on craignit un coup d'État immédiat. Le général Changarnier rassura la Législative : « Personne, s'écria-t-il, n'obligera les soldats à marcher contre le droit, à marcher contre cette Assemblée. Dans cette voie funeste on n'entraînerait pas un bataillon, pas une compagnie, pas une escouade. L'armée n'obéira qu'aux chefs dont elle est habituée à suivre la voix. Mandataires de la France, délibérez en paix ! » Un avenir prochain réservait à ces affirmations optimistes un éclatant démenti.

Le débat sur la revision de la Constitution s'ouvrit le 14 juillet 1851 et dura six jours. Les monarchistes, Berryer, MM. de Falloux, de Broglie, demandaient la revision, pour que la proclamation légale de la royauté devînt possible ; les bonapartistes, Larabit et Baroche, pour que le Président pût être réélu immédiatement en 1852. Les républicains, Michel de Bourges, Victor Hugo, le général Cavaignac, combattirent la revision avec une vive éloquence. « Quoi ! s'était écrié Victor Hugo, parce qu'il y a eu un homme qui a gagné la bataille de Marengo, et qui a régné, vous voulez régner, vous qui n'avez gagné que la bataille de Satory ! » La revision fut repoussée le 20 juillet. Sur 750 votants, 446 s'étaient prononcés *pour*, 278 *contre ;* la majorité n'atteignait pas le chiffre des deux tiers des voix exigé par la Constitution de 1848 pour que la revision fût prononcée. Plus clairvoyants que leurs collègues, Thiers et de Rémusat s'étaient séparés de la droite pour voter *contre* avec les républicains. L'Assemblée entra en vacances au mois d'août.

Préparatifs du coup d'État. Le Président et son entourage. — Dès lors, Louis-Napoléon et son entourage, voyant que le

pouvoir allait leur échapper dans quelques mois, furent décidés à un coup d'État. Au premier rang parmi les amis intimes du Président de la République, dont beaucoup se trouvaient dans une situation gênée, figuraient son frère naturel, M. de Morny[1], fils du général comte de Flahaut; le commandant Fleury; le général Leroy de Saint-Arnaud, appelé d'Algérie au ministère de la guerre après un voyage du commandant Fleury dans cette colonie et une expédition de Kabylie, qui valut à Saint-Arnaud les épaulettes de général de division; Fialin, qui avait pris le nom de Persigny; le général Magnan, commandant de l'armée de Paris; Romieu, auteur de la brochure intitulée *le Spectre rouge*[2]; le docteur Véron; Maupas; Baroche; le colonel Espinasse, du 42e de ligne; Mocquart; le lieutenant-colonel de Béville, les généraux Roguet et de Flahaut; le colonel Vieyra; le général espagnol Narvaez.

Les conjurés eurent un instant l'idée d'exécuter le coup d'État pendant la prorogation; le plan fut même tracé par le préfet de police Carlier. Mais ils craignirent qu'une résistance victorieuse ne fût organisée par les députés présents dans les départements. Ils se bornèrent à répandre des brochures alarmistes, pour effrayer les gens paisibles par la perspective d'élections communistes en 1852 et d'une révolution complète dans l'ordre social.

Au retour de l'Assemblée, pour achever de la dépopulariser et éloigner absolument d'elle les républicains, le Président, par le message du 4 novembre, lui proposa l'abrogation de la loi du 31 mai 1850 et le rétablissement du suffrage universel. La majorité monarchiste tomba dans le piège, et repoussa la proposition : elle craignait plus les républicains que Louis-Napoléon un mois avant le 2 décembre.

La proposition des questeurs. Elle est repoussée (17 novembre 1851). — Toutefois, le général Saint-Arnaud, nommé

1. M. de Morny, ancien protégé du duc d'Orléans, avait choisi pour armoiries une fleur d'hortensia barrée; au moment du coup d'État, sa maison était en vente par autorité de justice.

2. « *Super flumina Babylonis*... disait l'auteur du *Spectre rouge*. Ils sont là, ces prolétaires qui chantent ce cantique de haine, aux bords du fleuve parisien, aux bords de tous les ruisseaux de France; ils aspirent aux jours où ils tiendront vos petits enfants et les écraseront sur la pierre... Le fléau passager de l'idée se dissipe à l'immortelle apparition de la force... Le canon seul peut régler les questions de notre siècle; il les réglera, dût-il arriver de la Russie... » Le canon russe, que Romieu invoquait comme un remède en 1852, tua son fils deux ans plus tard, au début de la guerre de Crimée. Il mourut lui-même le 20 novembre 1853.

ministre de la guerre, ayant fait arracher le décret du 11 mai 1848, affiché dans les casernes depuis 1849, et qui proclamait le droit appartenant au président de l'Assemblée de requérir directement la force armée, les députés les plus confiants furent saisis d'inquiétude. Pour rendre impossible un coup de main contre le pouvoir législatif, les questeurs, MM. Baze, le général Leflô et de Panat, proposèrent de décréter expressément que le président de l'Assemblée avait le droit de réquisition directe. Malheureusement, si les députés républicains croyaient Louis-Napoléon capable d'un coup d'État pour rétablir l'empire, ils soupçonnaient les orléanistes et les légitimistes d'en préparer un pour rétablir la monarchie. La proposition des questeurs leur parut un piège. Le général Cavaignac, le colonel Charras[1], les capitaines Bruckner, Millotte, Tamisier, le lieutenant Valentin, Edgard Quinet, Marc Dufraisse, MM. Grévy, Pascal Duprat, plus clairvoyants que les autres membres de la gauche, votèrent la proposition des questeurs. Mais la plupart des Montagnards, entraînés par l'éloquence imprudente de Michel de Bourges, la repoussèrent : elle fut rejetée par 408 voix contre 300 (18 novembre).

Pourtant, on ne pouvait plus se faire d'illusions. Le 26 novembre 1851, Bancel disait à la tribune : La politique du Président « a consisté dans le mensonge depuis le commencement jusqu'à la fin. On a dit au peuple : Je suis l'héritier de la Révolution, votez pour moi. On s'est présenté au bourgeois comme le seul ami, comme le défenseur de l'ordre, et on a demandé les voix de la bourgeoisie. On poursuit toujours le même but, caché autrefois, évident aujourd'hui et certain : la réélection inconstitutionnelle. »

Coup d'État du 2 décembre 1851. — Louis-Napoléon avait choisi l'anniversaire d'Austerlitz pour exécuter le coup d'État. Dans la nuit du 1er au 2 décembre, Morny s'empara du ministère de l'intérieur ; les généraux Cavaignac, Changarnier, Lamoricière, Bedeau, Leflô, le colonel Charras, le capitaine Cholat, le lieutenant Valentin, Thiers, Roger du Nord, Baze, Greppo,

1. Charras (Adolphe), né à Clermont-Ferrand en 1810. Élève de l'École Polytechnique en 1830, il combattit vaillamment pendant les journées de Juillet. Il était commandant en Afrique en 1848. Lieutenant-colonel, sous-secrétaire d'État de la guerre, représentant du peuple à la Constituante et à la Législative, il fut exilé par le coup d'État. Il composa un ouvrage remarquable sur *Waterloo;* il a laissé un autre volume, malheureusement inachevé, sur la *Campagne de* 1813. Il est mort dans l'exil, en Suisse, en 1865.

Baune, Lagrange, sont surpris dans leur lit et arrêtés. Le Palais Bourbon est envahi par le colonel Espinasse avec son régiment, malgré les protestations indignées du commandant Meunier et du lieutenant-colonel Niols.

Le matin du 2 décembre, la population de Paris lut sur ses murs une proclamation par laquelle le Président de la République déclarait l'Assemblée dissoute, le suffrage universel rétabli, et convoquait le peuple français dans ses comices, du 14 au 22 décembre, pour accepter ou rejeter une Constitution nouvelle, aux termes de laquelle les pouvoirs du Président étaient prorogés pour dix ans.

Les journaux républicains avaient été supprimés. L'armée occupait les places et les rues. Les députés qui voulurent se réunir au Palais Bourbon, abandonnés par le président Dupin, furent expulsés de force. Pourtant 220 représentants se réunirent à la mairie du Xe arrondissement, rue de Grenelle-Saint-Germain, près de la Croix-Rouge. Là, présidés par M. Benoist-d'Azy, sur la proposition de Berryer, ils votèrent la déchéance de Louis-Napoléon en vertu de l'article 68 de la Constitution, et confièrent le commandement de la force armée au général Oudinot, qui prit pour chef d'état-major le capitaine Tamisier. Ils ne tardèrent pas à être assaillis dans la mairie du Xe par le 6e bataillon de chasseurs. Sur leur refus de se séparer, le général Forey les fit conduire prisonniers à la caserne de cavalerie du quai d'Orsay, et de là à Mazas ou au Mont-Valérien. « Les représentants, réunis à la mairie du Xe arrondissement, s'étaient conduits en gens corrects, qui font strictement leur devoir, jusqu'au point où le devoir se confond avec le sacrifice. » (Taxile Delord.)

Journée du 3 décembre. Mort de Baudin. — D'autres essayèrent de faire plus. Un appel au peuple fut rédigé le 2 décembre par Victor Hugo, qui, dans ces jours néfastes, montra un dévouement admirable, et signé par 21 représentants républicains; un comité de résistance fut formé par MM. Victor Hugo, Carnot, Jules Favre, Michel de Bourges, Madier de Montjau, Schœlcher, de Flotte. Le lendemain, la Montagne tout entière, réunie chez Marie, au nombre de 182 représentants, déclara Louis Bonaparte déchu. Les représentants allèrent dans tous les quartiers appeler la population aux armes. L'un d'eux, le docteur Baudin, avec sept de ses collègues, Brillier, Bruckner, Dulac, de Flotte, Malardier, Schœlcher, Maigne, se trouvait sur une barricade élevée dans le faubourg Saint-

Antoine, à la hauteur des rues Cotte et Sainte-Marguerite[1]. Un de ceux qu'il exhortait à s'armer pour la défense des lois, s'écria : « Plus souvent que nous nous ferons tuer pour vous conserver vos 25 francs ! — Citoyens, répondit le représentant, vous allez voir comment on meurt pour 25 francs ! » Quelques instants après, un détachement du 19e de ligne est en face de la barricade. Au nom de la Constitution, du suffrage universel et de la République, les soldats sont invités à s'arrêter. Une décharge éclate, et Baudin tombe, la tête brisée par trois balles.

Au même moment, un commissaire de police chassait la Haute Cour de justice, qui avait commencé une procédure contre Louis-Napoléon. Sur les boulevards, la population criait : « Vive la Constitution, vive la liberté ! A bas Soulouque[2] ! » Elle fut sabrée et dispersée par les lanciers du colonel de Rochefort. Les barricades élevées dans quelques rues furent prises, et leurs défenseurs passés par les armes.

Journée du 4 décembre. — Le peuple hésitait à combattre ; il était désarmé et gardait rancune à la bourgeoisie de la répression qui avait suivi les journées de juin 1848 ; la classe moyenne, de son côté, craignait que la défaite de Louis-Napoléon n'eût pour résultat de donner le pouvoir aux républicains les plus avancés. Toutefois, dans la matinée du 4 décembre, les adhésions ne venant pas au coup d'État, son succès définitif paraissait encore douteux. Le Président résolut d'en finir. Dans l'après-midi du même jour, vers trois heures, les troupes des brigades Canrobert et Reybell, qui n'étaient pas de sang-froid, commencèrent un feu roulant de mousqueterie et d'artillerie depuis le Boulevard Poissonnière jusqu'à la Chaussée d'Antin, à bout portant, sur la foule sans armes qui couvrait le trottoir opposé. La maison Sallandrouze fut trouée par les obus ; de nombreuses victimes des deux sexes tombèrent ; l'épouvante s'étendit dans tout Paris, en même temps que les arrestations et les exécutions sans jugement.

La résistance dans les départements. — Le coup d'État rencontra dans beaucoup de départements une résistance acharnée. Dans le Var, il y eut un combat sanglant à *Aups* ; la lutte ne fut pas moins vive aux *Mées*, dans les Basses-Alpes ; à *Cavaillon*, dans le département de Vaucluse ; à *Crest*, dans

1. Une plaque commémorative indique aujourd'hui l'endroit où il est tombé.

2. On comparait le Président au noir empereur d'Haïti, dont les faits et gestes faisaient grand bruit à cette époque.

la Drôme ; à *Privas* (Ardèche) ; à *Estagel* (Pyrénées-Orientales) ; à *Béziers*, *Pézénas*, *Capestang*, *Bédarieux* (Hérault) ; à *la Gardonenque* (Gard) ; à *Nérac*, *Villeneuve-sur-Lot*, *Marmande* (Lot-et-Garonne) ; à *Auch*, *Lectoure* et *Mirande* (Gers) ; à *Rodez* (Aveyron) : sur tous ces points, les défenseurs de la Constitution luttèrent par les armes contre le coup d'État. On se battit à *Saint-Amand* (Cher) ; à la *Suze* (Sarthe) ; à *Montargis* et à *Bonny* (Loiret) ; au *Donjon* et à *la Palisse* (Allier) ; à *Poligny* (Jura) ; à *Clamecy* (Nièvre). Partout le soulèvement des populations fut étouffé par les troupes.

Trente-deux départements furent mis en état de siège ; il y eut près de 100,000 arrestations, dont plus de 26,000 à Paris ; quatre commissions militaires furent nommées pour statuer sur le sort des prisonniers [1]. Des *commissions mixtes*, composées du préfet, du procureur général et d'un général, furent instituées pour reviser ces arrêts. Il y eut plus de 10,000 condamnations. Parmi les proscrits, les uns furent déportés à la Guyane, d'autres en Algérie. Ceux qui purent s'échapper gagnèrent l'Italie, la Suisse, la Belgique, l'Espagne, l'Angleterre, l'Amérique. Quatre-vingts représentants furent bannis ou expulsés momentanément du sol français, et parmi eux Victor Hugo [2], Nadaud, Lagrange, Perdiguier, Lefranc, de Flotte, Schœlcher, Esquiros, Madier de Montjau, Bancel, Mathieu de la Drôme, Charras, Edgar Quinet, Thiers, de Rémusat, Duvergier de Hauranne, Leflô, Bedeau, Lamoricière, Changarnier [3].

Le plébiscite, annoncé par la proclamation du 2 décembre, eut lieu les 20 et 21 du même mois. Il donna les résultats suivants : 7,439,216 *oui ;* 646,737 *non ;* 36,880 bulletins nuls. Par ce plébiscite, voté sous le régime de l'état de siège, la France abdiquait entre les mains de l'auteur du 2 décembre ; elle devait se réveiller, dix-neuf ans plus tard, à Sedan.

1. *La Presse* du 30 janvier 1852 renfermait les détails suivants : « On écrit de Marseille, le 24 janvier, au *Messager du Midi* :

« Il y a maintenant des communes du Var et des Basses-Alpes où le nombre des insurgés et par conséquent des incarcérés, est si considérable que les bras manquent pour les travaux des champs.... Beaucoup de travaux demeurent suspendus. On voit même dans certaines propriétés des olives restées sur l'arbre faute de bras pour les cueillir. Pour comble de disgrâce, les fugitifs viennent d'être soumis au régime des garnisaires : ainsi l'ordonne un arrêté du général Levaillant, commandant l'état de siège dans le Var. »

2. Il se retira à Jersey, puis à Guernesey, et composa les *Châtiments* et *Napoléon le Petit*.

3. La Chambre des députés et le Sénat ont voté, en 1881, une loi ayant pour objet d'indemniser les victimes du coup d'État.

CHAPITRE XXXIII.

La Révolution de 1848 en Europe.

La Révolution en Italie. Avènement de Pie IX (1846). Établissement du régime constitutionnel à Naples, à Florence, à Turin, à Rome.— La Révolution à Vienne (13 mars 1848). Établissement du régime constitutionnel en Autriche. — La Révolution à Milan et à Venise (17-22 mars 1848). Efforts de l'Italie pour recouvrer son indépendance. — Soulèvement de la Bohême (2-15 juin 1848). — Soulèvement des Magyars (mars-septembre 1848). Leur lutte contre les Croates et les Serbes. — Nouvelle insurrection à Vienne (6-30 octobre 1848). — La Révolution dans l'Allemagne du Nord, à Berlin (18 mars 1848). — L'Unité allemande. Le Parlement germanique à Francfort (18 avril 1848). — La Révolution chez les Roumains, à Bukharest (23-25 juin 1848).

Causes qui firent échouer toutes ces révolutions. Attitude de la France. Manifeste de Lamartine. — Guerre d'Italie. Charles-Albert et les Autrichiens. Bataille de Goïto (31 mai 1848), de Custozza (25 juillet). Armistice de Milan (9 août). — Révolution Romaine (15-24 novembre 1848). La République à Rome (6 février-1er juillet 1849). — Les Autrichiens à Novare (23 mars 1849) et à Venise (25 août). Les Français à Rome (2 juillet).

Guerre de Hongrie (octobre 1848-août 1849). — Kossuth. Intervention des Russes (mai 1849). Capitulation du général Georgey à Vilagos (13 août). — Chute de la révolution allemande. Dissolution du Parlement (30 mai 1849). Rétablissement de l'ancienne diète. — Le Danemark et l'Allemagne. Question des duchés (1848-1850). Traité de Londres (1852).

La Révolution en Italie. Avènement de Pie IX (1846). **Établissement du régime constitutionnel à Naples, à Florence, à Turin, à Rome.** — La Révolution de 1848 eut son contre-coup dans toute l'Europe.

Pie IX était devenu pape en 1846. Le 3 novembre 1847, il signa un traité d'alliance avec Léopold II, grand-duc de Toscane, et avec le roi de Sardaigne Charles-Albert, qui se présentait aux Italiens comme le champion de l'indépendance nationale contre la domination étrangère. Il n'en était pas de même dans le reste de l'Italie. Marie-Louise, la duchesse de Parme et de Plaisance, la veuve de Napoléon, mourut en 1847. Ses sujets voulaient se rattacher à la Toscane : une armée autrichienne vint occuper leur pays. A Naples, le roi Ferdinand refusa de s'unir au souverain pontife, au roi de Sardaigne et au grand-duc de Toscane pour travailler à la délivrance de l'Italie. Aussitôt les Siciliens se soulevèrent (12 janvier 1848) et bloquèrent les troupes royales dans Messine. Le 27 janvier, Naples s'insurge, et Ferdinand II, effrayé, accorde le 11 fé-

vrier une constitution à ses sujets. Le grand-duc de Toscane en fit autant quatre jours après. La nouvelle du 24 février hâta les événements. Charles-Albert donna le 4 mars une constitution aux Piémontais ; Pie IX suivit cet exemple le 15, par les conseils du comte Rossi. Les provinces italiennes soumises à l'Autriche restaient seules en dehors du mouvement ; elles n'allaient pas tarder à y prendre part.

La Révolution à Vienne (13 mars 1848). **Établissement du régime constitutionnel en Autriche.** — Quand la nouvelle de la révolution de février parvint à Vienne, la capitale de l'Autriche s'insurgea aux cris de : *A bas Metternich !* Après une lutte sanglante, le premier ministre quitta Vienne, sous un déguisement, l'empereur Ferdinand dut céder, et, pendant qu'on décrétait sur les bords du Danube l'égalité devant la loi, l'abolition des privilèges, la liberté de la presse, la formation d'une garde nationale, Metternich partait pour Londres, où il allait rejoindre Guizot (13 mars).

Deux jours après l'insurrection de Vienne, les députés de la diète hongroise venaient demander un ministère particulier pour leur pays, et Ferdinand était encore obligé de céder (15 mars). Le 25 avril, il accorda à l'Autriche une constitution. Les Viennois la trouvèrent insuffisante, et des barricades s'élevèrent de nouveau le 15 mai. L'empereur se réfugia dans le Tyrol. Il ne rentra dans sa capitale qu'après avoir consenti à l'établissement du suffrage universel et à la convocation d'une Assemblée constituante, qui se réunit le 22 juillet.

La Révolution à Milan et à Venise (17-22 mars 1848). **Efforts de l'Italie pour recouvrer son indépendance.** — La révolution avait éclaté à Vienne le 13 mars ; quatre jours après elle était victorieuse à Milan. Les habitants du royaume Lombard-Vénitien, sujets de l'Autriche, étaient gouvernés par le feld-maréchal Radetzky. Pas de garanties légales, des habits blancs et des canons sur les places publiques, les Plombs de Venise ou les cachots du Spielberg pour les condamnés politiques, une loi martiale qui mettait les accusés à la merci des conseils de guerre autrichiens, tel était le régime sous lequel vivaient les Lombards. Au mois de janvier, ils apprirent l'insurrection de Sicile ; au mois de février, la révolution de France ; au mois de mars, le soulèvement de Vienne. Cette dernière nouvelle amena une explosion. Les Milanais s'insurgèrent le 17 mars ; les troupes, chassées des rues, des casernes, des églises, se réfugièrent dans la citadelle ; les paysans accou-

rurent au secours de la ville. Le 22, après cinq jours de combat, Radetzky battit en retraite : Milan était libre.

A la même heure aussi, la population de Venise, conduite par Manin, chassait les Autrichiens des lagunes ; Brescia était insurgée. Sur tous les points de l'Italie, la population courait aux armes, entraînait les souverains, demandait à marcher contre l'Autriche. *Hors les barbares!* criait-elle, et Charles-Albert franchissait le Tessin avec l'armée sarde pour suivre les Autrichiens dans leur retraite sur Mantoue ; des volontaires partaient de Rome pour le nord ; des corps francs s'organisaient à Bologne ; le grand-duc de Toscane et le roi de Naples eux-mêmes faisaient marcher leur contingent. C'était comme un flot qui montait du détroit de Sicile jusqu'au pied des Alpes, pour chasser les étrangers du sol de la patrie.

Soulèvement de la Bohême (2-15 juin 1848). — L'empereur d'Autriche avait perdu l'Italie ; il se vit bientôt menacé de perdre la Bohême. Les Tchèques, dans leur pays enveloppé de hautes montagnes comme un cirque, et complètement isolé, quoique placé au centre de l'Europe, voulaient se rendre indépendants de la maison de Habsbourg, et s'unir avec les autres peuples slaves. Ils obtinrent la convocation d'un congrès, qui s'ouvrit le 2 juin. Dix jours après, une lutte sanglante s'engagea entre la population de Prague, qui voulait organiser une garde civique, et l'armée autrichienne, commandée par le prince de Windischgrætz. La ville fut bombardée, vaincue, et le congrès dispersé.

Soulèvement des Magyars (mars-septembre 1848). **Leur lutte contre les Croates et les Serbes.** — Le soulèvement de la Hongrie fit courir aux Autrichiens un plus grand danger. Ce peuple de cavaliers héroïques, longtemps fidèle à la maison impériale, voulait maintenant recouvrer son autonomie. Dès le 15 mars, l'empereur accorda aux Magyars une administration particulière. Son frère, l'archiduc Étienne, devint vice-roi de Hongrie ; Louis Batthyani et Kossuth[1] furent au nombre de

1. Louis Kossuth était né en 1802, dans un village du comitat de Zemplin, au bord de la Theiss. A dix-huit ans, il vint à l'université de Pesth. Reçu avocat, il entra en 1830 dans l'assemblée du comitat de Zemplin. A la nouvelle du soulèvement de Varsovie, il entraîna dix-sept comitats à voter des résolutions en faveur du rétablissement de la Pologne (1831). En 1832, il fut nommé député suppléant à la seconde Chambre de la diète. Les lettres publiques envoyées par lui à ses commettants excitèrent les défiances de l'Autriche : il fut emprisonné pendant 4 ans à Bude (1837-40). En 1841, il se fit directeur du

ses ministres. Malheureusement, les différentes populations[1] riveraines du Danube étaient rivales. La diète croate-esclavonne, convoquée à Agram, et le comité central des Serbes, réuni à Karlowitz, refusèrent de reconnaître le gouvernement hongrois. Le 11 septembre, le ban Jellachich, à la tête de 40,000 Croates, franchit la Drave; le 20, il était à Veszprim, au bord du lac Balaton. En présence de l'attaque des Serbes et des Croates, la diète hongroise vota une levée de 200,000 hommes. Mais bientôt, victorieuse en Italie, l'Autriche leva le masque et soutint ouvertement le ban des Croates Jellachich, qu'elle avait d'abord désavoué. L'archiduc Étienne, lieutenant (palatin) de l'empereur-roi, prit la fuite, abandonnant la Hongrie à son sort. Le premier ministre Louis Batthyani, ne voulant ni trahir ses compatriotes, ni combattre contre le roi, donna sa démission, et, le 28, le général comte Lamberg arivait à Bude, chargé par l'empereur de dissoudre la diète.

Aussitôt les Hongrois se soulèvent ; la diète, sur la proposition de Kossuth, nommé président du *Comité de défense*, se proclame en permanence (27 septembre). Le comte Lamberg est massacré dans une émeute sur le pont de Pesth. Le lendemain, Jellachich et ses Croates, qui n'étaient qu'à une journée de Pesth, sont vaincus à la bataille de *Pakosd* par le général

Pesti-Hirlap; en 1847, il fut nommé député de Pesth à la diète, et devint dès lors chef de l'opposition.

1. La population de la Hongrie comprend ; 1° les *Hongrois*, parmi lesquels on distingue les *Magyars*, qui, « pris en masse, ont formé la majeure partie de la noblesse hongroise » (*Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin*), et les *Székely* ou *Sicules*, répandus surtout en Transylvanie, qui sont « les derniers débris des Huns, » ou « les descendants d'une bande primitivement séparée de l'armée arpadienne. » (*Id.*) ; 2° les *Slaves*, divisés en *Slovaks*, *Ruthènes*, *Croates*, *Serbes;* 3° les *Allemands*, désignés sous le nom générique de *Saxons;* 4° les *Roumains*, *Valaques* ou *Moldaves*. Il faut y ajouter les *Juifs*, les *Ziganes* ou *Tzighanes*, appelés improprement *Bohémiens*, et les *Vendes* et *Bulgares*..

Les *Roumains* (*Moldaves* et *Valaques*) ont été formés par le mélange des *Daces* avec les colons *Latins* établis par Trajan dans le pays.

Les *Hongrois* et *Magyars* proviennent : 1° des *Huns*, qui, sous Attila, au milieu du cinquième siècle, avaient le centre de leur empire au bord de la Theiss, et qui, après la mort du conquérant et la bataille du Nétad, où ils furent vaincus en 453 par les Germains, laissèrent, en regagnant les bords du Pont-Euxin, un grand nombre des leurs sur leur ancien territoire ; 2° des *Ouar-Kouni*, nommés improprement *Avars* ou *Avares*, qui, partis des bords de la Mer Caspienne et du Volga, vinrent, vers 562, sous la conduite de Baïan, s'établir au nord du Danube, et restèrent maîtres du pays, jusqu'au jour où ils furent écrasés par Pépin, un des fils de Charlemagne (796) ; 3° des *Hunugars*, qui, sous la conduite d'*Arpad*, conquirent la Hongrie actuelle un peu avant 900.

Moga (29 septembre). Le 6 octobre, un autre corps croate met bas les armes à *Ozora*, devant Perczel et Georgey. Les vainqueurs ne s'arrêtèrent qu'à la frontière autrichienne, sur les bords de la Leitha.

Nouvelle insurrection à Vienne (6-30 octobre 1848). — Le gouvernement autrichien résolut alors d'envoyer des renforts à Jellachich. Mais la population de Vienne était favorable aux Magyars. Le 6 octobre, un bataillon de grenadiers italiens ayant refusé de partir pour la Hongrie, les ouvriers et les étudiants s'insurgèrent pour le soutenir. La ville se couvre de barricades. L'arsenal, l'église Saint-Étienne, tombent au pouvoir du peuple, le général comte Latour, ministre de la guerre, est tué ; une garde mobile s'organise sous le commandement du général polonais Bem ; Messenhauser est placé à la tête de la garde nationale. L'empereur se réfugia à Olmutz et ordonna à l'Assemblée de quitter Vienne. Trois armées, celles de Windischgrætz, de Jellachich et d'Auersperg, vinrent bloquer la ville. Un moment les Hongrois parurent en vue de ses murs ; mais les Autrichiens étaient deux fois plus nombreux : ils gagnèrent la bataille de *Schwechat* (30 octobre). Vienne fut bombardée, prise d'assaut (1er novembre) ; une partie de la garde nationale, les étudiants de la légion académique, périrent les armes à la main ; un membre du Parlement de Francfort, Robert Blum, fut fusillé ; l'Assemblée fut dissoute, la constitution détruite. Ferdinand Ier abdiqua le 2 décembre 1848 en faveur de son neveu François-Joseph, fils de l'archiduchesse Sophie. La révolution était vaincue à Vienne : l'Autriche n'avait plus à combattre que les Hongrois et l'Italie.

La Révolution dans l'Allemagne du Nord, à Berlin (18 mars 1848). — La révolution avait éclaté sur les bords du Rhin comme sur les bords du Danube. A la fin de février, le grand-duc de Bade dut accorder une constitution à ses sujets. Il en fut de même le 5 mars dans la Hesse-Darmstadt ; quelques jours après, dans la Hesse Électorale, à Stuttgart, dans le duché de Nassau et à Francfort. A Munich, le vieux roi Louis fut contraint d'abdiquer en faveur de son fils Maximilien.

Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV régnait depuis 1840. Il avait accordé, le 3 février 1847, une *patente* à ses sujets ; mais il disait quelques jours après, en ouvrant les États généraux : « Je ne vous aurais pas convoqués, si j'avais eu le moindre doute que vous puissiez songer à jouer le rôle de soi-disant représentants du peuple. » L'année suivante, les choses chan-

gèrent bien. Le 18 mars 1848, le peuple se soulève, triomphe des troupes, obtient l'éloignement du ministère, une constitution, la convocation d'une Assemblée Nationale. Quatre jours après, on portait sous les fenêtres du roi les cadavres des hommes du peuple tués pendant le combat, et le roi était obligé de paraître à son balcon et de se découvrir. Une Assemblée Constituante fut convoquée (21 mars).

L'Unité Allemande. — Toujours divisée depuis la chute de ses empereurs au moyen âge, l'Allemagne avait eu conscience d'elle-même à la fin du dix-huitième siècle par sa littérature, au début du dix-neuvième par sa lutte contre Napoléon. L'habitant de Vienne, comme celui de Berlin, le Bavarois, comme le Saxon, avait été fier d'être le compatriote de Schiller ou de Kant, de Gœthe ou de Klopstock. L'Allemagne avait eu une patrie littéraire avant d'avoir une patrie politique. Plus tard, sur les champs de bataille de Lutzen, de Dresde et de Leipsick, on avait oublié les divisions de province à province et les rivalités intérieures pour ne se souvenir que d'une chose : c'est qu'on était Allemand, et qu'on avait en face de soi des étrangers. En 1815, les espérances des patriotes furent trompées.

La constitution de la Confédération Germanique divisait l'Allemagne en trente-huit États, la condamnant, au dehors à l'impuissance, au dedans à l'anarchie. La Diète, chargée de régler les affaires communes à tous les pays allemands, ne représentait que les souverains, par lesquels étaient nommés ses membres, et non les peuples. D'ailleurs, elle était soumise à l'influence prépondérante de l'Autriche et de la Prusse, qui se haïssaient entre elles, mais étaient retenues dans une sorte de bon accord apparent par la crainte commune d'une invasion étrangère. Tous les Allemands, ceux surtout qui habitaient les petits États, aspiraient à un avenir meilleur. Ils étaient cinquante millions d'hommes[1] : pourquoi du Rhin à l'Elbe, du Danube au Weser, n'auraient-ils pas formé une seule nation ?

Le Parlement germanique à Francfort (18 avril 1848). — Le 31 mars 1848, une Assemblée composée des membres anciens et présents de chambres des députés de tous les États d'Allemagne se réunit à Francfort ; elle créa une loi électorale basée sur le suffrage universel et la liberté des cultes. Les juifs, jusque-là exclus de toute participation aux affaires politiques

1. En comptant les populations allemandes de l'Autriche.

en Allemagne, seraient donc à l'avenir électeurs et éligibles. Le 4 avril, cette première Assemblée se sépara.

Le 18, le Parlement germanique s'assembla. L'Allemagne tout entière avait donc maintenant une représentation nationale. La vieille ville des empereurs tressaillit d'orgueil en la voyant dans ses murs. M. de Gagern fut élu président. « L'Allemagne, dit-il, veut être une; elle veut être un grand empire régi par la volonté nationale, avec le concours de toutes les classes de citoyens et de tous les gouvernements. Voilà l'idéal que l'Assemblée devra réaliser. » Mais comment fonder l'unité allemande sans détruire les États particuliers? Quoi qu'il en soit, l'archiduc Jean fut nommé vicaire de l'empire. Le 12 juillet, la Diète, qui n'avait plus de raison d'être depuis la réunion du Parlement, fut dissoute. Le 9 août, on créa un ministère de l'empire. La constitution de l'Allemagne était changée.

La Révolution chez les Roumains, à Bukharest (23-25 juin 1848). — Sur la rive gauche du Danube, les Roumains, descendants des colons établis par Trajan dans la Dacie, avaient toujours conservé leur caractère particulier, malgré la domination étrangère. Ils formaient deux États, les principautés de Valachie et de Moldavie, placées à la fois sous la suzeraineté des Turcs et sous le protectorat de la Russie. Les Roumains voulurent échapper à ce double joug. En Moldavie, la présence des troupes russes arrêta le mouvement dès l'origine. Il n'en fut pas de même à Bukharest.

Depuis longtemps les patriotes roumains désiraient l'union des deux principautés, et l'hospodar de Valachie, Georges Bibesco, avait fait un premier pas vers ce but en supprimant les douanes entre ces deux provinces. Mais il voulut gouverner sans contrôle, et refusa d'accorder les réformes qui lui étaient demandées. Le 23 juin 1848, Bukharest se souleva. Le lendemain, l'hospodar fut obligé d'accepter une constitution. Abolition des droits féodaux et du servage, liberté de la presse, émancipation des juifs, garde nationale, drapeau tricolore, telles sont les concessions que les Valaques demandèrent et obtinrent au moment même où l'insurrection de juin ensanglantait les rues de Paris. Le 25 juin, Bibesco abdiqua. Un Gouvernement Provisoire fut créé ; mais, dès le mois de juillet, les Turcs et les Russes réunis renversèrent ce gouvernement, laissèrent dans les principautés un corps d'occupation, et décidèrent qu'à l'avenir les hospodars de Moldavie et de Valachie seraient

nommés pour sept ans par les deux puissances (traité de Balta Liman).

Causes qui firent échouer toutes ces révolutions. Attitude de la France. Manifeste de Lamartine. — Ainsi, dans les derniers mois de 1848, la Révolution était partout en Europe : l'Italie et la Hongrie étaient soulevées contre l'Autriche; tous les États allemands avaient imposé des constitutions à leurs souverains. A Berlin comme à Paris, à Naples comme à Bukharest, on prenait la même devise : *Liberté*, *Egalité*, *Fraternité*. Jamais l'Europe n'avait paru si près d'une transformation radicale.

Il n'en fut rien cependant, et cela pour deux raisons principales : d'abord, les puissances occidentales, la France et l'Angleterre, n'intervinrent pas en faveur des peuples soulevés; ensuite, la Révolution n'ayant pas partout les mêmes causes, se faisant ici contre un souverain national pour obtenir de lui la liberté, là contre un maître étranger pour recouvrer l'indépendance perdue, il n'y eut entre les peuples aucune entente.

A Paris, après la Révolution de Février, le parti radical aurait voulu qu'on déclarât la guerre aux souverains étrangers, et qu'on soutînt par les armes la Révolution dans tous les pays. Lamartine, qui dans le Gouvernement Provisoire s'était chargé des affaires étrangères, pensa qu'il fallait éviter la guerre et rassurer l'Europe : il envoya aux puissances un manifeste pacifique.

La République n'intervint donc pas au dehors. Quelques corps francs partirent de Paris pour aller insurger les pays voisins ; ils échouèrent obscurément. Ceux qui avaient voulu envahir la Belgique furent battus au village de *Risquons-Tout*. Au 15 mai, on cria bien *Vive la Pologne!* mais on n'alla pas plus loin. L'Assemblée se montra sympathique à la cause italienne. Par une résolution votée le 26 mai 1848, elle invita la Commission Exécutive à prendre pour règle de sa politique extérieure : « Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne indépendante et libre, affranchissement de l'Italie. » On ordonna la formation d'une armée au pied des Alpes. Alors le roi de Sardaigne, Charles-Albert, qui craignait que l'intervention de la France républicaine ne décidât les Italiens affranchis à se constituer en République plutôt que de le prendre lui-même pour souverain, refusa les secours de la France. « L'Italie saura se suffire, » répondit-il : *l'Italia farà da se.*

Guerre d'Italie. Charles-Albert et les Autrichiens. Bataille de Goïto (31 mai 1848), **de Custozza** (25 juillet). **Armistice de Milan** (9 août). — Nous avons vu des constitutions établies à Naples, à Rome, à Florence et à Turin, les Autrichiens chassés de Milan et de Venise, l'armée sarde marchant sur le Mincio, accrue par des renforts qui lui venaient de tous les points de l'Italie. Mais les succès durèrent peu. Le pape, effrayé de la rapidité avec laquelle se propageait le mouvement révolutionnaire, désapprouva, dans une encyclique du 29 avril, la lutte des Italiens contre l'Autriche. Un mois après, le 20 mai, le roi de Naples, qui avait détruit la constitution accordée à ses sujets et vaincu par la force l'insurrection de sa capitale, rappela ses troupes, qu'il avait envoyées malgré lui sur les bords du Pô; le général Pépé, qui refusa d'obéir, ne put garder autour de lui qu'une poignée d'hommes. Malgré cette diminution de son armée, Charles-Albert voulut chasser les Autrichiens du quadrilatère[1]. Il les vainquit le 30 mai à *Goïto*, après une lutte de trois jours, et s'empara de *Peschiera*. En même temps, les Siciliens, soulevés contre le roi de Naples, lui demandaient pour roi un de ses fils.

Mais bientôt tout change. Radetzky, rejoint par les généraux d'Aspre, Nugent, Welden, reprend sur les troupes vénitiennes et romaines *Udine*, *Padoue*, *Trévise* et *Palma-Nova*. Les Piémontais, adossés au Mincio, entre le lac de Garde et le Pô, assiégeaient Mantoue. Il force leur centre à *Rivoli*, et les rejette sur la rive droite du Mincio. En vain Charles-Albert veut reprendre l'offensive avec 25,000 hommes contre 45,000; il est battu à *Custozza* (25 juillet). Changeant alors de langage, il écrivit au général Cavaignac pour lui demander l'intervention d'une armée française et la possession du royaume Lombard-Vénitien. Obligé de reculer derrière le Mincio, ensuite derrière l'Adda, il signa le 6 août une capitulation aux termes de laquelle il abandonnait Milan. Il écrivit encore au général Cavaignac pour lui demander l'intervention française, cette fois sans condition. Mais la France sortait à peine de la guerre civile : le roi de Piémont ne put rien obtenir. Il signa le 9 août un armistice aux termes duquel il rendait Peschiera et Rocca-d'Anfo,

1. Ce fameux quadrilatère, théâtre de tant de luttes depuis 1796 jusqu'à nos jours, est formé par les quatre villes de Peschiera et Mantoue, sur le Mincio; de Vérone et de Legnano sur l'Adige. Il est fermé au nord par le lac de Garde et les montagnes, au sud par le cours du Pô.

abandonnait les Vénitiens et repassait le Tessin. Le 10, Radetzky rentra dans Milan. Venise fut assiégée.

Révolution romaine (15-24 novembre 1848). **La République à Rome** (6 février-1er juillet 1849). — L'armistice signé par Charles-Albert, les succès de l'Autriche, l'abandon de la cause commune par le saint-père et le roi de Naples, avaient porté au comble l'irritation des Italiens. Dès lors, cessant de compter sur Charles-Albert, ils voulurent renverser tous les souverains d'Italie et faire de la péninsule une République avec Rome pour capitale. Ils s'insurgèrent sur tous les points. A Naples (15 mai), à Messine (13 septembre), ils échouèrent; mais à Rome ils gagnaient tous les jours du terrain. Pie IX avait d'abord pris pour ministre un laïque, Mamiani; il prit ensuite pour conseiller le comte Rossi, ancien ambassadeur de France à Rome. Le nouveau ministre augmenta l'armée, mit des laïques à la tête de l'administration et convoqua une Chambre des députés; il fut poignardé le 15 novembre. Le lendemain, un soulèvement éclata. Le pape quitta Rome et se réfugia à Gaëte auprès du roi de Naples Ferdinand II (24 novembre). La Chambre des députés nomma un Gouvernement Provisoire, et se sépara après avoir décidé la réunion d'une Assemblée Constituante (26 décembre). Cette Assemblée, élue par le suffrage universel et composée de 144 membres, se réunit le 6 février 1849. Elle proclama « la papauté déchue du gouvernement temporel des États romains, » et établit à Rome la République. Le pouvoir exécutif fut confié à trois triumvirs : Mazzini, Armellini et Saffi. Garibaldi, qui avait combattu contre les Autrichiens dans le nord jusqu'à la trêve signée par Charles-Albert, vint prendre le commandement de l'armée romaine (23 mars 1849).

Les Autrichiens à Novare (23 mars 1849) **et à Venise** (25 août). **Les Français à Rome** (2 juillet). — C'est à ce moment que, rompant l'armistice conclu avec l'Autriche, Charles-Albert recommença les hostilités. Le 20 mars, les Sardes franchirent le Tessin. Accablés par le nombre, ils furent rejetés sur *Novare* (23 mars). Après une bataille d'un jour, qui détruisit ses dernières espérances, le roi abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel et partit sans faire connaître le lieu où il se rendait : c'était à Oporto, en Portugal, où il mourut. Le Piémont dut subir la loi de l'Autriche. *Brescia*, qui s'était soulevée en apprenant le passage du Tessin par Charles-Albert, fut bombardée et incendiée (1er avril). A Parme, à Florence, les

Autrichiens rétablirent les souverains dépossédés. En Sicile, l'insurrection fut étouffée.

Sur deux points seulement les Italiens luttaient encore : à Venise et à Rome. Encore la République romaine était-elle menacée : les Autrichiens, les Espagnols, les Napolitains, s'apprêtaient à la renverser. En apprenant ce qui se passait, l'Assemblée Constituante française avait ordonné l'envoi d'une armée dans l'État romain, sans définir le but de cette intervention. Le Président de la République fit partir le général Oudinot avec 7,000 hommes (25 avril 1849).

Le triumvirat refusa d'ouvrir les portes de Rome aux Français, qui étaient débarqués à Civita-Vecchia. Ils furent repoussés dans une première attaque (29 avril). Des négociations s'engagèrent ; mais, sur ces entrefaites, la Législative remplaça à Paris la Constituante. La majorité, dans cette nouvelle Assemblée, voulait le rétablissement de la papauté. Le négociateur français, M. de Lesseps, qui avait signé un traité avec le Gouvernement romain, fut désavoué. Le général Oudinot eut bientôt 30,000 hommes. Il commença le siège le 3 juin, les travaux d'approche étant dirigés par le général Vaillant. La résistance dura un mois. Enfin, dans la nuit du 1er au 2 juillet, le bombardement ayant rendu une plus longue défense impossible, le Gouvernement et l'armée républicaine sortirent de la place ; les Français y entrèrent le lendemain. Néanmoins, Pie IX ne revint à Rome qu'un an plus tard. Une garnison française resta dans la ville.

Venise capitula deux mois après. Elle avait été assiégée pendant un an ; elle avait résisté au bombardement par terre et par mer, aux assauts des Autrichiens, au choléra. La famine seule put triompher de la constance des habitants, dirigés par le président Manin[1] et le général Ulloa (25 août 1849). La restauration était complète en Italie.

Guerre de Hongrie (octobre 1848-août 1849) ; **Kossuth.** — La Chambre des députés hongroise, dès le 10 octobre 1848, sur la proposition de Kossuth, décida « que tous les Hongrois habitant l'étranger ou en voyage étaient tenus de revenir dans leur pays, avant quinze jours, s'ils se trouvaient dans les provinces autrichiennes, et avant trente jours, s'ils se trouvaient hors de la monarchie. » (Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin,

1. Manin se retira en France ; il y passa ses dernières années en donnant des leçons pour vivre. Il est mort à Paris le 22 septembre 1857.

Histoire Politique de la Révolution de Hongrie, 1847-1849). De tous les points de l'Autriche, à travers mille périls, les soldats hongrois répondirent à l'appel de la patrie. Un escadron de hussards du régiment *Roi de Wurtemberg* accourut de Marien-Pohl (Gallicie) sous la conduite du sous-lieutenant Pompée Fiath, et passa le Dniester à la nage pour atteindre le sol hongrois. D'autres vinrent de Styrie, de Bohême, marchant nuit et jour, sans vivres, et se frayant un passage le sabre à la main. Le soldat François Sandor, « dès qu'il eut reçu en secret l'appel de Kossuth, se sauva du Milanais avec onze de ses camarades, et, non sans peine, atteignit la Mura[1]. Mais là, les douze Hongrois furent saisis par les Croates et conduits à Zagrad[2]; Sandor abattit d'un coup de sabre la sentinelle qui le gardait; au milieu d'une grêle de balles, se jeta dans un canot et traversa la Mura. Peu après, il put se joindre au corps que Maurice Perczel commandait. » (Id., *Ibid*).

Nous avons vu l'insurrection définitivement vaincue à Vienne le 30 octobre 1848. Dès lors, la cour d'Autriche avait pu envoyer contre les Hongrois des forces imposantes. L'abdication de Ferdinand II (2 décembre 1848) rendit la lutte plus violente que jamais. La diète hongroise refusa de reconnaître pour roi le nouvel empereur François-Joseph. D'abord les Autrichiens l'emportèrent aux batailles de *Kassa* et de *Moor*. Windischgrætz s'empara de *Presbourg* et même de *Pesth* (décembre 1848-janvier 1849).

Le 1er janvier 1849, la diète se retira vers l'est, à *Debreczin*, sur la rive gauche de la Theiss, entre le Danube et les Karpathes. Après le manifeste de François-Joseph (4 mars) déclarant vouloir faire de la Hongrie une simple province autrichienne, la diète de Debreczin proclama l'indépendance de la Hongrie, la déchéance des Habsbourg, et nomma Kossuth gouverneur (14 avril). Celui-ci fit décréter une nouvelle levée de 50,000 hommes. Il déclara *la Patrie en danger*. L'enthousiasme fut prodigieux. On demandait à un jeune homme pour combien de temps il s'engageait : « Jusqu'à la victoire, » répondit-il. — « Tu es bien jeune, » disait un officier à un enfant qui se présentait pour s'enrôler. — « Je grandirai devant l'ennemi. » Les généraux polonais Dembinski, Wysocki et Bem offrirent leur épée à la cause magyare. Bientôt les Hongrois réorganisés re-

1. Ou la Muhr.
2. Ou Agram.

prirent l'offensive sous la conduite des généraux Georgey, Dembinski, Damjanich, Vecsey, Kmety, Bem, Klapka, Aulich, Kiss, Vetter, Perczel, Guyon. La ville d'*Arad*, attaquée par les Austro-Serbes, fut sauvée grâce au courage héroïque d'Asztalos et de Boczko[1]. Repoussés à *Kapolna* (26-27 février 1849), mais victorieux à *Hatvan* (2 avril), *Isaszeg* (6 avril), *Vacz* (9 avril), *Nagy-Sarlo* (19 avril), *Komorn* (26 avril), les Hongrois rentrèrent a *Pesth* (24 avril), et prirent d'assaut la citadelle de *Bude* (21 mai). Pendant ce temps, Bem[2], par une suite d'éclatants succès à *Kolosvar*, *Bethlen*, *Tihucza*, *Galfalva*, *Piski*, *Nagy-Szeben* (décembre 1848-mars 1849), avait reconquis la Transylvanie; Perczel et Astaros avaient vaincu les Serbes dans le Banat, à *Szoreg*, *Szent-Ivan*, *O'Kanisa*, *Zenta*, *Petervarad*[3], *Szent-Tamas* et *Pancsova*.

1. Le 8 février 1849, les Autrichiens et les Serbes avaient pénétré dans *Arad*. « Le capitaine Alexandre Asztalos, qui commandait quatre compagnies du 28e honved, à l'aile droite, s'était retiré le dernier de son poste, à droite de la ville. Arrivé sur la grand'route, il rencontra des milliers de fugitifs, hommes, femmes, enfants, pleurant, criant, suppliant. Les soldats hongrois, émus jusqu'au fond de l'âme, s'arrêtèrent. Le commissaire du gouvernement, Daniel Boczko, vieillard de plus de soixante ans, les harangua.

« Rentrons ! s'écrièrent ces braves, et Asztalos, le drapeau dans la main droite, le sabre de la main gauche, retourna sur ses pas, suivi de la petite troupe. Le vieux Boczko se plaça à ses côtés, et, la canne à la main, marcha contre les ennemis.

« Sur la grande place d'Arad étaient massés deux bataillons austro-serbes. Arrivé a quelques pas d'eux, Asztalos se retourne, s'écrie « Suivez-moi ! » et s'élance.

« A ce défi, l'ennemi répond par un feu de peloton des plus vifs. Mais rien ne peut arrêter l'élan d'une poignée de héros. Attaqués à la baïonnette, les impériaux reculent en désordre. Une barricade les arrête... A travers toute la ville, la lutte s'étend. Les Serbes et les Croates, qui s'étaient dispersés pour piller, sont traqués sur tous les points par les honveds et par les braves habibitants d'Arad. Bientôt les impériaux sont définitivement rejetés sur l'autre rive de la Maros. » (*Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin*).

2. « Les Sicules (Hongrois de Transylvanie) l'appelaient leur père : *Bem apa ! papa Bem !* Et ce nom, répété sans cesse dans les villages comme dans les camps, ce nom était pour les uns un espoir, pour les autres une terreur.. Tout en lui passait à l'état de légende : sa personne physique, taille moyenne, crâne chauve, couronné de cheveux gris, barbe blanche, que le vaillant poète Petofy appelait « un étendard blanc ; » son costume extrêmement simple, son extraordinaire sobriété, son infatigable ardeur au travail, sa réserve à l'égard de ses lieutenants, qu'il ne consultait jamais. Mais ce qui emportait surtout la confiance et l'admiration du soldat et de l'homme du peuple, c'était sa bravoure personnelle, sa préoccupation des moindres détails, la rapidité de ses marches, son habileté à se tirer des mauvais pas où sa fougue l'avait engagé, enfin la foudroyante audace de ses coups de main. » (Id., *ibid.*)

3. Ou Peterwardein.

Intervention des Russes (mai 1849). **Capitulation du général Georgey à Vilagos** (13 août). — C'est alors que l'Autriche, désespérant de venir à bout seule des Hongrois, implora la Russie pour étouffer la révolution entre la Theiss et le Danube. Pendant que Georgey, à l'ouest, battu à *Pered*, à *Gyor* et devant *Komorn* (21, 28 juin, 2 juillet), était obligé de reculer contre le nouveau généralissime autrichien Haynau, près de 200,000 Russes envahissaient au nord la Hongrie, sous les ordres de Paskewitch, à l'est la Transylvanie, sous les ordres de Luders. Malgré les efforts désespérés de Kossuth et la valeur des soldats hongrois, le nombre l'emporta. Refoulés de Pesth sur Szegedin, les Hongrois furent écrasés à *Szœreg* et à *Temesvar* (5-9 août). Leur général en chef, Georgey, jaloux de Kossuth, aspirait depuis longtemps au pouvoir suprême : il l'obtint par la démission de Kossuth, laissa entourer son armée et mit bas les armes à *Vilagos* le 13 août devant les Russes. Paskewitch put écrire au czar : « Sire, la Hongrie est aux pieds de Votre Majesté. »

Pendant que Kossuth, Bem, Meszaros, Perczel, Wysocki, se réfugiaient chez les Turcs, qui refusèrent de les livrer à la Russie et à l'Autriche, les vainqueurs enlevaient à la Hongrie son indépendance et son drapeau national (vert, blanc et rouge, les couleurs étant disposées par bandes horizontales, ce qui le distingue du drapeau italien). *Arad* capitula le 17 août 1849. Quand la forteresse de *Komorn*, défendue par le général Klapka, eut aussi capitulé à des conditions honorables (2 octobre 1849), les vengeances commencèrent. Louis Batthyani, Kiss, Schweidel, Lazar, Dessewffy, furent fusillés; les généraux Ernest Kiss, Aulich, Damjanich, Nagy-Sandor, Vecsey, Leiningen, furent pendus. Les femmes mêmes ne furent pas épargnées par le général Haynau, à qui la population de Londres, durant un voyage qu'il fit plus tard en Angleterre, témoigna l'indignation que sa conduite avait excitée.

Chute de la révolution allemande. Dissolution du Parlement (30 mai 1849). **Rétablissement de l'ancienne diète.** — La révolution de Francfort ne réussit pas mieux. Allemands avant d'être démocrates, les membres du Parlement germanique refusaient aux autres la liberté qu'ils réclamaient pour eux-mêmes. Ils incorporèrent à l'empire le grand-duché de Posen, dont la population était pourtant en immense majorité polonaise; ils applaudirent aux paroles d'un général disant que le Mincio était frontière allemande; ils se déclarèrent contre les

Hongrois, félicitèrent Windischgrætz d'avoir bombardé Prague. Ils auraient voulu chasser les Danois du Holstein et du Sleswig ; ils parlaient de reprendre à la France l'Alsace et la Lorraine.

La réaction ne tarda pas à éclater. En Prusse, le roi quitta Berlin, et, par un décret du 8 novembre, daté de Potsdam, déclara les séances de l'Assemblée Constituante transférées à Brandebourg. Les députés ayant refusé d'obéir, l'Assemblée fut dispersée par la force, la garde nationale dissoute, et l'état de siège proclamé (5 décembre 1848)[1]. Cet événement devint funeste à la cause de l'unité allemande.

Cependant le Parlement de Francfort avait enfin terminé une constitution. Le 2 avril 1849, la couronne impériale fut offerte au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume aimait mieux être roi absolu en Prusse qu'empereur constitutionnel d'Allemagne : il n'accepta point. Le Parlement alarmé se déclara en permanence ; mais l'Autriche rappela ses députés. Alors vint le découragement, et en même temps les violences. On se battit deux jours à Stuttgart. A Dresde, le peuple résista six jours aux troupes (3-9 mai 1849). Le sang coula à Nuremberg, Munich, Wurtzbourg. Le Parlement, forcé de quitter Francfort pour Stuttgart, fut dispersé par les hussards prussiens (30 mai). Une dernière insurrection éclata dans le grand-duché de Bade. Les Badois établirent un gouvernement provisoire, et, sous la conduite du général polonais Mieroslawski, résistèrent aux Prussiens jusqu'au mois d'août; mais enfin ils furent écrasés par le nombre. La prise de *Rastadt* termina la lutte.

Il n'y avait plus en Allemagne ni Parlement ni diète. La Prusse forma avec vingt-sept petits États, une *union restreinte* (26 mai 1849). L'Autriche, menacée d'être placée en dehors du concert allemand, alarma la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre sur les projets envahisseurs de la Prusse. Les petits États, qui avaient craint de voir leur autonomie détruite, entrèrent dans ses vues avec empressement, et, après des négociations orageuses, l'ancienne diète fut rétablie telle qu'elle avait été créée en 1815 par le congrès de Vienne (1er mars 1851).

1. Le régime constitutionnel subsista pourtant en Prusse. La constitution de 1850 donna le pouvoir législatif à deux chambres, l'une élective, l'autre nommée par le roi.

Le Danemark et l'Allemagne. Question des duchés (1848-1850). **Traités de Londres** (1852). — La chute du Parlement de Francfort fut le salut d'un État dont nous n'avons encore rien dit, le Danemark. Ce royaume se composait de deux parties: 1° les *îles de la Baltique*, dont les plus importantes sont *Seeland*[1] et *Fionie*[2]; 2° la *presqu'île de Jutland*, au nord de l'Allemagne, avec les *duchés de Sleswig*, *de Holstein* et *de Lauenbourg*. Le Holstein et le Lauenbourg, pour lesquels le royaume de Danemark faisait partie de la Confédération germanique, étaient des pays allemands qui n'aimaient pas les Danois et tendaient à rompre le lien qui les joignait avec eux.

Depuis longtemps, les Holsteinois cherchaient une occasion de se soulever. Frédéric VII, devenu roi en 1848, la leur fournit, en faisant une constitution applicable à toute la monarchie, et qui, dès lors, établissait dans les duchés le régime commun.

Une terrible insurrection éclata au mois d'avril 1848 dans le Holstein, avec l'appui des Prussiens. Les Danois furent obligés d'abandonner les lignes de *Danewerke*; ils se battirent bravement à *Duppel* et à *Nybel*. Le 26 août, ils conclurent avec les Prussiens l'armistice de *Malmoe*.

La guerre recommença le 3 avril 1849. Les deux batailles d'*Ulderup*, de *Kolding*, la retraite des Danois dans le Jutland et la défense de *Fredericia*, dont les Prussiens et les troupes des duchés durent lever le siège (6 juillet), amenèrent, le 10, un nouvel armistice. Le roi de Prusse, pour ne pas mécontenter le czar, parent du roi de Danemark, resta dès lors dans la neutralité. Réduits à leurs seules forces, les Holsteinois furent vaincus à *Isted* (25 juillet 1850), à *Eckernfoerde* (12 septembre), à *Frédérikstad* (5 octobre). Les duchés étaient soumis.

Le 8 mai 1852, le Danemark, la Prusse, l'Autriche, la Russie, la Suède, l'Angleterre et la France signèrent le traité de *Londres*. Christian de Sleswig-Holstein-Glücksbourg était appelé à la succession de Frédéric VII; les prétentions du duc d'Augustenbourg étaient écartées: il y renonça à prix d'argent. Le Holstein et le Lauenbourg devaient faire partie à la fois de la monarchie danoise et de la Confédération germanique.

1. *Seeland* (terre de mer) est séparée de la côte de Suède par le *Sund*, et de l'île de Fionie par le *Grand Belt*. Elle renferme *Copenhague, Elseneur* et *Roskilde*.

2. *Fionie* est séparée de la côte du Jutland par le *Petit Belt*. Elle renferme *Odensee*.

CHAPITRE XXXIV.

Le Second Empire. — La Guerre d'Orient. — L'Unité Italienne.

Politique de Louis-Napoléon. — Constitution de 1852. — Gouvernement du Prince Président. — Rétablissement de l'empire (21 novembre-2 décembre 1852). — Administration de Napoléon III. Les institutions de crédit. Les travaux publics. Les emprunts.

Guerre d'Orient (1854-1856). — Alliance de la France et de l'Angleterre avec la Turquie contre la Russie. — Expédition de Crimée. Bataille de l'Alma (20 septembre 1854). Siège de Sébastopol (1854-1855). — Combat de Balaklava. Bataille d'Inkermann(25 octobre-5 novembre 1854). — Pélissier. Assaut de la Tour Malakoff et prise de Sébastopol (8 septembre 1855). — Traité de Paris (30 mars 1856). — Histoire intérieure de la France pendant la guerre d'Orient. — Les complots. L'affaire Orsini (14 janvier 1858). — Loi de sûreté générale (18 février 1858). Ministère Espinasse. — Élections de 1857-1858. Les cinq.

L'Italie depuis la Révolution Française. — La Maison de Savoie. Ses origines. Les comtes et les ducs de Savoie. — Les rois de Sardaigne. — Victor-Emmanuel et Cavour. Alliance de la France et du Piémont contre l'Autriche (1859). — Guerre d'Italie. Batailles de Magenta et de Solférino (4-24 juin 1859). — Entrevue de Villafranca. — Paix de Zurich (11 juillet-10 novembre 1859). — Politique incertaine de Napoléon en Italie. — L'Unité Italienne. Annexion de la Savoie et de Nice à la France (1860). — Garibaldi en Sicile (11 mai) et à Naples (7 septembre 1860). — Bataille de Castelfidardo (18 septembre 1860). — Victor-Emmanuel roi d'Italie (18 février 1861). — La question romaine. Aspromonte (29 août 1862). Florence capitale (15 septembre 1864). — Venise aux Italiens (1866). Mentana (4 novembre 1867). Rome capitale (1870).

Histoire intérieure de la France de 1859 à 1866. Réveil de l'opinion publique. L'amnistie de 1859 et les proscrits. — Les traités de commerce ; le libre échange (1860). — Le décret du 24 novembre 1860. — L'empire et le clergé. Le Syllabus. — Les élections de 1863. — Entrepises et embarras extérieurs.

Politique de Louis-Napoléon. — La politique constante de Louis-Napoléon fut d'imiter la conduite de Napoléon 1[er] en tout ce qui lui paraissait avoir réussi à l'empereur[1], et d'agir d'une manière opposée sur tous les points où son oncle avait échoué. Le règne de Napoléon avait été une guerre perpétuelle contre tous les Etats de l'Europe, les uns après les autres, et à la fin contre tous réunis. Le 10 octobre 1852, son neveu prononçait les paroles suivantes dans un banquet à Bordeaux : « Par esprit de défiance, certaines personnes se disent : L'Empire c'est la guerre; moi, je dis : *L'Empire, c'est la paix!* » Napoléon 1[er]

1. Au début de sa carrière, il poussa l'imitation jusqu'à copier le costume de l'empereur. Lors de sa tentative de Strasbourg, en 1836, il portait la redingote grise et le chapeau historique. Napoléon I[er] avait commencé par être officier d'artillerie en France ; Louis-Napoléon le fut en Suisse, comme son fils devait l'être plus tard en Angleterre.

avait été l'ennemi acharné de l'Angleterre, et cette lutte l'avait poussé au blocus continental, pour le conduire enfin à Waterloo et à Sainte-Hélène; Napoléon III fut, pendant la première partie de son règne, l'allié constant et l'auxiliaire invariable des Anglais. L'auteur du Concordat s'était brouillé avec le pape et s'était ainsi attiré l'hostilité du clergé et de l'opinion catholiqne; l'auteur de l'expédition romaine fut l'appui de Pie IX, dans les États duquel il maintint un corps d'occupation. Du reste, il se présentait aux militaires comme le continuateur des traditions du premier empire, aux paysans et aux ouvriers comme le représentant du suffrage universel et des principes de 1789, à la classe moyenne comme le défenseur de l'ordre contre « les passions subversives. » Il entreprit de grands travaux publics, donnant satisfaction aux appétits matériels, au besoin fiévreux de luxe qui possédait les esprits; il lança de grandes affaires; il promit la tranquillité à la bourgeoisie affamée de repos, et qui, sacrifiant la liberté, espérait trouver la sécurité et la richesse au prix de son abdication[1].

Constitution de 1852. — La Constitution du 14 janvier 1852 confiait le pouvoir exécutif au *Président de la République* pour dix ans. Seul il était responsable; seul il avait l'initiative des lois, le droit de paix et de guerre, le commandement de toutes les forces de terre et de mer de la République. Les *ministres*, choisis par lui, et ne dépendant que de lui, étaient irresponsables vis-à-vis des Chambres.

Les grands corps de l'Etat étaient au nombre de trois : 1° le *Conseil d'État*, composé de 40 à 50 membres nommés par le Président, devait élaborer les lois et les présenter à un Corps législatif; 2° le *Corps législatif*, composé de 261 membres nommés par le suffrage universel, était chargé de discuter et de voter l'impôt ainsi que les lois; le gouvernement présentait et recommandait des candidats officiels au choix des électeurs : il y avait un député pour 35,000 électeurs; 3° le *Sénat*, composé de 150 membres inamovibles nommés par le chef de l'Etat, fut chargé de ratifier les lois votées par le Corps législatif et d'examiner les pétitions.

1. En 1851 même, dans *ses Confessions d'un Révolutionnaire*, Proudhon, après s'être demandé ce que voulait la classe moyenne, ajoutait ce qui suit : « Pour peu que vous la pressiez de répondre, elle vous dira qu'elle veut des *affaires*; elle fait bon marché du reste. Des opinions et des partis, elle s'en raille.... ce que veut, ce que demande la bourgeoisie, c'est le bien-être, le luxe, les jouissances, c'est de gagner de l'argent. »

Gouvernement du Prince Président. — Le *Prince Président*, c'est ainsi qu'on nommait Louis-Napoléon depuis le 2 décembre, ne mit pas immédiatement la constitution en vigueur : il conserva la dictature jusqu'au 28 mars 1852. Par un décret, en date du 22 janvier, il annula la donation que Louis-Philippe avait faite de ses biens à ses enfants, déclara ces biens confisqués, et interdit à la famille d'Orléans de posséder des immeubles en France. Par d'autres décrets, l'aigle impériale fut rétablie sur les drapeaux ; les Tuileries redevinrent la résidence du chef de l'État, qui rendit le Panthéon au culte catholique, créa la médaille militaire, et rétablit les titres de noblesse. La garde nationale, réorganisée, perdit le droit de nommer ses officiers ; les professeurs de l'Université, à l'avenir, dépendirent exclusivement du ministre. La rente 5 pour 100 fut convertie en 4 1/2.

Le décret du 17 février sur la presse soumit les journaux à l'autorisation préalable, aux avertissements, dont le troisième entraînait la suppression de la feuille, à la suspension et à la suppression par voie administrative.

Le Corps législatif élu le mois suivant était, à l'exception de deux députés de Paris, M. Carnot et le général Cavaignac, et d'un député de Lyon, Hénon, qui furent déclarés démissionnaires pour refus de serment, entièrement composé de candidats du gouvernement. Troplong fut président du Sénat, Billault du Corps législatif, Baroche vice-président du Conseil d'Etat ; tous les fonctionnaires civils et militaires qui ne voulurent pas prêter serment perdirent leurs emplois.

Rétablissement de l'empire (21 novembre-2 décembre 1852). — Il ne manquait plus au Prince Président que le titre d'empereur. Il entreprit un voyage à travers la France dans l'été de 1852. A Saint-Etienne, il passa sous un arc de triomphe portant cette inscription : *Ave, Cæsar imperator.* A Marseille, il échappa, assura-t-on, à une machine infernale. A Bordeaux, il prononça le mot déjà cité : « L'Empire, c'est la paix. » Quand il rentra dans Paris, le préfet de la Seine, Berger, lui dit : « Cédez, monseigneur, aux vœux d'un peuple tout entier ; la Providence emprunte sa voix pour vous dire de terminer la mission qu'elle vous a confiée, en reprenant la couronne de l'immortel fondateur de votre dynastie. » Le même jour, un arc de triomphe, sur la place de la Concorde, portait ces mots : *A Napoléon III, sauveur de la civilisation moderne.*

Le 7 novembre, un sénatus-consulte proclama Louis-Napoléon Bonaparte empereur des Français sous le nom de Napoléon III.

Un plébiscite, en date des 20 et 21 novembre 1852, lui confirma ce titre : il y eut 7,839,532 *oui;* 253,149 *non;* 63,609 bulletins *nuls;* 2,062,798 abstentions. Le 1er décembre, le sénat vint à Saint-Cloud apporter officiellement au Président son nouveau titre. Le 2 décembre 1852, un an après le coup d'État, l'empereur était aux Tuileries. Il nomma le jour même trois maréchaux de France, Saint-Arnaud, Magnan, Castellane.

La famille de Napoléon III fut partagée en *famille impériale* et en *famille civile.* La première se composait de l'ancien roi de Westphalie Jérôme et de ses deux enfants, le prince Napoléon, qui s'était d'abord déclaré contre le coup d'État, et la princesse Mathilde, mariée au prince russe Demidoff. C'est dans la *famille impériale* que devait être pris le successeur de Napoléon III, à défaut d'héritiers directs. Les membres de la famille civile étaient les trois fils de Lucien Bonaparte, Charles, Pierre et Antoine, les filles de Joseph et de Lucien, et les Murat. La maison de l'empereur comprit : le maréchal Vaillant, grand maréchal du palais ; le maréchal Saint-Arnaud, grand écuyer; le maréchal Magnan, grand veneur ; le duc de Bassano, grand chambellan ; le duc de Cambacérès, grand maître des cérémonies; le colonel de Béville, premier préfet du palais ; le colonel Fleury, premier écuyer ; le colonel Edgar Ney, premier veneur.

Un sénatus-consulte du 14 janvier 1853 accorda au chef de l'État le droit d'ouvrir par décrets des crédits supplémentaires, d'autoriser les travaux d'utilité publique et les entreprises d'intérêt général, et de donner force de loi aux tarifs stipulés dans les traités de commerce. La liste civile fut fixée à 25 millions. Le 30 janvier; Napoléon III épousa une jeune Espagnole, mademoiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Téba. De ce mariage naquit, le 16 mars 1856, Louis-Eugène Napoléon, prince impérial, qui devait périr en Afrique, sous l'uniforme anglais, tué par les Zoulous, le 1er juin 1879.

Administration de Napoléon III. Les institutions de crédit. Les travaux publics. Les emprunts. — Napoléon III, et Morny, son principal conseiller, pour occuper l'attention publique et faire oublier à la France les libertés qu'elle avait perdues, multiplièrent sur tous les points du territoire les grandes entreprises de travaux publics. Ils patronnèrent de nombreuses sociétés financières. Le *Comptoir d'Escompte* avait été fondé en mars 1848 pour servir d'intermédiaire entre le commerce et la Banque de France. Le *Crédit Foncier*, autorisé le 28 mars 1852, fut créé pour fournir aux propriétaires d'im-

meubles qui voulaient emprunter sur hypothèques la possibilité de se libérer au moyen d'annuités à long terme. Le *Crédit mobilier* fut autorisé le 10 nov. 1852 à souscrire des actions et des obligations dans les diverses sociétés industrielles. Le *Crédit agricole* (28 juil. 1860) eut pour but d'ouvrir des crédits aux cultivateurs.

Une *Exposition universelle* de l'industrie eut lieu à Paris en 1855. En même temps la rue de Rivoli, les boulevards de Sébastopol, Saint-Michel, du Prince-Eugène (aujourd'hui Voltaire), de Magenta, Saint-Germain, Daumesnil, Richard-Lenoir, étaient ouverts. Le Louvre fut réuni aux Tuileries. On construisit les Halles centrales; on restaura Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, la tour Saint-Jacques, le Musée de Cluny. Le Vieux Château de Saint-Germain fut réparé et converti en musée gallo-romain. En 1860, l'ancienne banlieue de Paris fut supprimée, le mur d'enceinte de l'octroi démoli, et la ville, avec les communes annexées, partagée en 20 arrondissements (au lieu de 12). L'enceinte était ainsi reportée jusqu'aux fortifications de 1840. La capitale était reliée aux départements les plus éloignés par de nombreux chemins de fer.

Pour faire face aux dépenses que ces travaux entraînaient, le gouvernement eut recours à des emprunts : le premier de 250 millions, le 11 mars 1854; un autre, de 500 millions en septembre 1854; un de 750 millions en juillet 1855; un de 500 millions en 1859; un de 300 millions en janvier 1864.

Guerre d'Orient (1854-1856). — Tout le monde en Europe, au lendemain du 2 décembre 1851, s'attendait à une attaque des Français. En Angleterre, on discutait dans les journaux, les meetings et les chambres, les moyens de repousser une invasion; en Prusse, on parlait de fortifier Berlin; à Naples, on se précautionnait contre de prétendus partisans des Murat; en Belgique et en Suisse, les notes menaçantes du gouvernement français, relatives aux réfugiés, excitaient l'anxiété publique. Les journaux officieux de Paris attaquaient avec violence les traités de 1815. Il n'était question que de revues, de fêtes militaires, de démonstrations menaçantes. Un Napoléon, pensait-on dans les chancelleries étrangères, ne pouvait pas garder l'épée au fourreau. Mais sur qui l'orage allait-il tomber? L'empereur de Russie, Nicolas, par ses projets sur Constantinople, excitait l'inquiétude des Anglais. Il avait blessé l'orgueil de Napoléon III par sa lenteur à le reconnaître comme empereur, et en lui donnant seulement le nom de « bon ami, » au lieu de celui de « frère et cousin, » employé ordinairement par les souverains.

Les moines latins de Palestine, protégés par la France aux termes d'un traité de 1740, et les moines grecs, protégés par la Russie, dont le czar était à la fois le chef politique et religieux, se disputaient la possession des églises de Bethléem et de Jérusalem. Lord Straford Canning, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, essaya de mettre d'accord les religieux des deux confessions, et le sultan Abdul-Medjid nomma une commission mixte chargée de régler le différend. Mais déjà une flotte française avait été envoyée dans l'Archipel. A cette nouvelle, le czar irrité exigea que la commission fût dissoute, et le 5 mai 1853 le prince Mentchikoff vint à Constantinople demander que le sultan reconnût par un traité l'empereur de Russie comme protecteur des chrétiens grecs de l'empire ottoman. Sur le refus de la Sublime Porte, les Russes, franchissant le *Pruth*, occupèrent la Moldavie et la Valachie, et le 30 novembre 1853 une escadre turque fut surprise et détruite à *Sinope* par la flotte russe de la Mer Noire, sous les ordres de l'amiral Nachimoff.

Alliance de la France et de l'Angleterre avec la Turquie contre la Russie. — La France et l'Angleterre contractèrent alors (10 avril 1854) une alliance offensive et défensive pour protéger l'empire ottoman contre la Russie. Le czar Nicolas comptait sur l'appui de la Prusse et de l'Autriche : il était beau-frère de Frédéric-Guillaume IV et il avait sauvé François-Joseph en écrasant la Hongrie en 1849. Cependant tous les deux restèrent neutres. Une flotte anglo-française, commandée par l'amiral Napier, bloqua les ports russes de la Baltique. Une division française, sous les ordres du général Baraguey d'Hilliers, débarqua dans les *îles d'Aland* et força la citadelle de *Bomarsund* à capituler (8-16 août 1854).

En même temps 50,000 Français et 25,000 Anglais, sous les ordres du maréchal Saint-Arnaud et de lord Raglan[1], étaient venus débarquer à *Gallipoli*, sur les Dardanelles. Depuis un an, l'armée turque, commandée par Omer-Pacha, défendait les bords du Danube contre les Russes, qu'elle avait repoussés à

1. Fitzroy Somerset, lord Raglan, petit-fils de l'amiral Boscawen, naquit en 1788 ; il entra dans l'armée en 1804 : aide de camp de Wellington pendant la guerre d'Espagne, il prit part, en 1814, à la bataille de Toulouse, et, l'année suivante, perdit le bras droit à Waterloo ; colonel, secrétaire d'ambassade à Paris, membre de la Chambre des Communes en 1818 ; grand maître de l'artillerie ; lieutenant général en 1838 ; conseiller privé et pair d'Angleterre en 1852 ; il devint feld-maréchal après Inkermann.

Kalafat, devant Widdin, et à *Giurgewo*, devant Roustchouk. Enfin ceux-ci forcèrent le passage du fleuve. Mais la place forte de *Silistrie* les tint quatre mois en échec (avril-juillet 1854), et l'arrivée à *Varna* des troupes anglo-françaises les contraignit à la retraite. Ils évacuèrent la Valachie et la Moldavie, qui furent occupées par les troupes autrichiennes, et neutralisées. On avait tenté de les poursuivre; les divisions Canrobert et Espinasse, atteintes par le choléra au milieu des marais pestilentiels de la *Dobrutscha*, perdirent 6,000 hommes en trois semaines, sans avoir vu l'ennemi, et durent rentrer à Varna.

Expédition de Crimée. Bataille de l'Alma (20 septembre 1854). **Siège de Sébastopol** (1854-55). — Les alliés ne pouvaient rester à Varna, où le choléra les décimait : ils reprirent la mer et vinrent débarquer en *Crimée*, près d'*Eupatoria*, le 14 septembre. Ils se mirent en marche vers le sud pour aller attaquer *Sébastopol*. Le 20 septembre se livra la bataille de l'*Alma*. 40,000 Russes, commandés par le prince Mentchikoff, étaient retranchés sur des hauteurs derrière la rivière de ce nom : ils furent débusqués de cette position. Les Anglais, à gauche, et les zouaves du général Bosquet, à droite, se couvrirent de gloire. Les zouaves avaient escaladé avec une merveilleuse agilité les rochers qui bordent la mer, et tourné la gauche de l'ennemi. On occupa ensuite *Balaklava*, et l'on parvint devant Sébastopol. Le maréchal Saint-Arnaud, tombé malade le 26 septembre, et qui mourut trois jours après, fut remplacé par le général Canrobert.

Alors commença le célèbre siège de *Sébastopol*. Située des deux côtés d'un golfe qui s'enfonce à l'intérieur des terres, cette ville ne pouvait être investie complètement. Elle avait une armée pour garnison, tandis qu'une autre tenait la campagne et inquiétait les assiégeants. Les Russes coulèrent leur flotte à l'entrée du port pour arrêter les vaisseaux alliés. L'habile ingénieur Totleben couvrit la ville par des ouvrages en terre, dont le plus célèbre reçut le nom de *Tour Malakoff*. Il était secondé par les amiraux Kornilof et Nachimoff. Kornilof montra une intrépidité rare et fut tué pendant le siège. Les travaux d'approche, du côté des Français, furent dirigés successivement par les généraux du génie Bizot, qui fut tué, et Niel.

Combat de Balaklava. Bataille d'Inkermann (25 octobre-5 novembre 1854). — Dès le 25 octobre 1854, l'armée russe du général Liprandi vint attaquer les assiégeants et chassa les

Turcs des collines de *Balaklava*; mais elle fut repoussée par deux charges héroïques de la cavalerie légère anglaise, commandée par lord Cardigan, et des dragons gris d'Écosse, aux ordres du général Scarlett, la première follement intrépide, la seconde mieux dirigée et plus efficace.

Dix jours après (5 novembre), 60,000 Russes traversant la plaine d'*Inkermann*, que couvrait un épais brouillard, tombent sur les Anglais encore endormis. Les avant-postes sont surpris et massacrés. Les premiers pelotons réunis contiennent un moment les Russes ; ils sont enfoncés. Mais les divisions s'arment pendant ce temps. A peine au nombre de sept mille, les Anglais, conduits par le duc de Cambridge, lord Cathcar et le général Brown, se forment en carrés. Chargés par la cavalerie russe, fusillés, mitraillés à bout portant, les Anglais opposent aux masses qui les entourent un mur de baïonnettes. Leurs rangs s'éclaircissent, tous leurs généraux sont blessés. Ils vont périr.... Tout à coup retentit le clairon des zouaves. C'est l'infanterie du général Bosquet, qui arrive au pas de course, aborde les Russes, les culbute et les oblige à une fuite précipitée. Quinze mille ennemis étaient tombés sous les balles et les baïonnettes. Une sortie tentée pendant la bataille par la garnison de Sébastopol avait été vigoureusement repoussée.

Lord Raglan, sur le champ de bataille, alla serrer la main au général Bosquet : « Général, lui dit-il, au nom de l'Angleterre, je vous remercie. »

L'hiver de 1854 à 1855 éprouva cruellement les alliés ; il fallut le passer devant Sébastopol, en bravant la neige, la gelée, les privations, les maladies, le feu de l'ennemi. La mortalité fut considérable. Toutefois le courage et la patience des assiégeants ne faiblirent pas. Omer-Pacha, envoyé en Crimée avec 35,000 Turcs, repoussa les Russes au combat d'*Eupatoria* (17 février 1855). Le czar Nicolas mourut le 2 mars suivant et fut remplacé par son fils Alexandre II. Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel, inspiré par le comte de Cavour, fit alliance avec la France, l'Angleterre et la Turquie : 18 000 Piémontais vinrent rejoindre nos soldats en Crimée.

Incertain, hésitant, reculant devant la responsabilité d'un assaut, le général Canrobert n'avançait pas. Il fut autorisé à quitter son commandement pour motifs de santé, et remplacé par le général Pélissier, auparavant gouverneur de l'Algérie.

Pélissier. Assaut de la Tour Malakoff et prise de Sébastopol (8 septembre 1855). — La résistance des Russes à Sébastopol était toujours intrépide. Les Anglais et les Français furent repoussés avec perte dans une attaque de nuit pour enlever la Tour Malakoff (18 juin 1855). Dix jours plus tard mourait lord Raglan; le général Simpson devint chef de l'armée anglaise. Deux mois après, il est vrai, l'armée russe de secours échoua dans une dernière diversion pour enlever le *Pont de Tratkir*, sur la rivière de la *Tchernaïa*, que défendaient les Sardes et les Français (16 août 1855). Enfin, après quatre jours d'un bombardement continu, le 8 septembre, l'assaut fut donné à la Tour Malakoff. Bosquet dirigeait l'attaque avec les généraux Mac-Mahon, La Motte-Rouge et Dulac pour lieutenants. Après cinq heures d'une lutte épouvantable, les Français restèrent maîtres de la *Tour Malakoff*. Tous les efforts des Russes pour la reprendre échouèrent. Ils évacuèrent *Sébastopol* en incendiant ou faisant sauter les arsenaux et les casernes et se retirèrent dans les forts situés au nord du golfe. Le siège avait duré onze mois. Pélissier fut nommé maréchal de France et duc de Malakoff.

Traité de Paris (30 mars 1856). — La paix fut signée six mois après par le congrès assemblé à *Paris*, sous la présidence du comte Walewski, ministre des affaires étrangères: la Russie renonça au protectorat des Principautés danubiennes; la navigation du Danube fut proclamée libre dans tout son parcours; la Russie consentit à une rectification de frontière, qui lui enleva la bouche septentrionale du Danube, c'est-à-dire l'extrémité sud-ouest de la Bessarabie; la Mer Noire fut neutralisée. Enfin, on arrêta les bases d'un droit maritime uniforme: la course fut abolie, et on reconnut que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre.

Histoire intérieure de la France pendant la guerre d'Orient. — Pendant la guerre d'Orient, en 1854, Napoléon III avait rétabli la garde impériale, imposé aux ouvriers l'obligation du livret, et nommé M. Haussman préfet de la Seine.

Le dogme de l'Immaculée Conception fut proclamé par le pape le 8 décembre de la même année.

Après la guerre d'Orient, l'empire parut plus affermi que jamais. L'Exposition Universelle de 1855 avait réussi; Paris, livré aux démolisseurs, était en pleine transformation. L'empereur et l'impératrice furent reçus à Londres au milieu des

fêtes; Napoléon fut décoré de la Jarretière; le lord-maire lui décerna le titre de bourgeois de la Cité, dans un banquet à Guildhall. A leur tour, la reine Victoria et son mari, le prince Albert, vinrent rendre, à Paris, la visite qu'ils avaient reçue.

En 1855, une loi sur le régime municipal, votée par le Corps législatif, donna à l'empereur la nomination des maires et des adjoints dans les chefs-lieux de département, et les communes dont la population dépassait 3,000 habitants; les préfets eurent le même droit dans les autres communes. Le 25 avril de la même année le *remplacement* militaire fut supprimé: on lui substitua l'*exonération*, l'État se chargeant à l'avenir, moyennant le versement dans la caisse de dotation de l'armée d'une somme dont il fixait chaque année le chiffre, de remplacer les hommes atteints par le sort qui voulaient échapper au service militaire.

La mort enlevait peu à peu les illustrations du parti républicain, qui, par leur talent, leur popularité, l'énergie et l'intégrité de leur caractère, pouvaient inspirer des craintes à Napoléon. Armand Marrast mourut en 1853; Lamennais le 27 février 1854; Dupont de l'Eure le 3 mars 1855; David d'Angers le 7 janvier 1856; Eugène Sue expira en exil, à Annecy, le 3 janvier 1857; Béranger, dont l'empire essaya de confisquer la gloire à son profit, disparut le 16 juillet 1857; le général Cavaignac fut frappé de mort subite la même année.

Plusieurs écrivains connus, le poète Alfred de Musset, le philosophe Cousin, les critiques Nisard et Sainte-Beuve, les littérateurs Théophile Gauthier, Mérimée, Émile Augier s'étaient ralliés à l'empire. Fortoul, ministre de l'instruction publique, à la même époque, avait restreint l'enseignement de la philosophie et de l'histoire, considéré comme dangereux pour la dynastie; il avait aussi institué la bifurcation, c'est-à-dire un double enseignement, littéraire ou scientifique, entre lesquels les élèves durent opter à partir de la troisième. L'affaiblissement des études fut la conséquence de ce décret (10 avril 1852). Fortoul, mort en 1856, fut remplacé par Rouland.

Cependant le niveau de la moralité publique baissait rapidement. On ne songeait plus qu'à s'enrichir, le plus vite possible et par tous les moyens. Les étrangers reprochaient à Paris de devenir une « moderne Babylone. » Il n'était question que de jeux de bourse, d'un agiotage effréné, dont les hommes au pouvoir donnaient l'exemple. Morny se fit concéder en une

seule fois 600 kilomètres de chemins de fer, origine du *Grand central*. Le 5 janvier 1857, un prêtre interdit, Verger, assassina l'archevêque de Paris Sibour, dans l'église Saint-Étienne-du-Mont, pendant la neuvaine de sainte Geneviève.

Les complots. L'affaire Orsini (14 janvier 1858). — Les condamnations pour motifs politiques ne s'arrêtèrent pas pendant toute la durée de l'empire. Le 18 septembre 1852, quinze personnes des deux sexes furent condamnées à diverses peines, comme ayant fait partie d'une société secrète, qui se réunissait dans une maison de la Rue de la Reine-Blanche, près des Gobelins. Les réfugiés de Londres avaient formé une association sous le nom de *la Commune révolutionnaire*. Le 24 juillet 1853, vingt et un inculpés furent condamnés à la prison comme ayant entretenu des rapports avec eux. En même temps, les sociétés secrètes nommées le *Cordon sanitaire*, les *Consuls du peuple*, les *Deux Cents*, composées d'ouvriers et d'étudiants, parmi lesquels MM. Ruault, Lux, Gérard, de Meren et Arthur Ranc, projetèrent de s'emparer de l'empereur, le 7 juin 1853, pendant qu'il se rendait de Saint-Cloud à l'Hippodrome, puis le 6 juillet, au moment où il allait à l'Opéra-Comique. Leurs desseins furent découverts, et vingt-sept accusés traduits devant la cour d'assises présidée par M. Zangiacomi, comme prévenus de projet d'attentat contre la vie de l'empereur ; ceux d'entre eux que la cour d'assises acquitta furent renvoyés devant la police correctionnelle, qui les frappa de peines rigoureuses (10 janvier 1854).

Le 29 avril 1855, au moment où Napoléon passait à cheval dans les Champs-Élysées, un Italien, nommé Pianori, tira sur lui un coup de pistolet sans l'atteindre. Né à Faenza et ancien soldat dans l'armée romaine, Pianori avait voulu tuer l'auteur de l'expédition de Rome. Il fut guillotiné le 16 mai. Avant de mourir, il cria : « Vive la république! »

Dans la nuit du 26 au 27 août 1855, six cents ouvriers des ardoisières de Trélazé et des Ponts-de-Cé essayèrent de s'emparer d'Angers. Ils furent dispersés par la garnison. Ils avaient été récemment affiliés à la *Marianne*. *Marianne* était, sous l'empire, le mot de ralliement des sociétés secrètes républicaines[1] : il était synonyme de *République*.

En 1857, l'Italien Tibaldi fut déporté à la suite d'un complot

1. La première de ces sociétés avait été fondée par M. Alphonse Gent dans le sud-est, en 1849. M. Gent fut arrêté en 1850 et déporté à Noukahiva ; mais les groupes républicains subsistèrent.

formé, disait-on, contre la vie de l'empereur. On condamna, par contumace, à la même peine, Mazzini et Ledru-Rollin, qu'on y avait impliqués.

Le 14 janvier 1858, à huit heures du soir, au moment où Napoléon III et l'impératrice traversaient la rue Lepelletier pour se rendre à l'Opéra, les Italiens Orsini, Pieri, Gomez et Rudio lancèrent des bombes sur leur voiture. L'explosion tua ou blessa 141 personnes. Un mois après, la cour d'assises condamna Orsini, Pieri et Rudio à la peine des régicides. Le dernier obtint une commutation. L'exécution eut lieu le 13 mars 1858. Avant de mourir, Orsini, qui avait eu Jules Favre pour défenseur, écrivit une lettre à l'empereur pour lui demander « de ne pas intervenir contre l'Italie. » Sur l'échafaud, Pieri cria : « Vive l'Italie ! » et Orsini : « Vive la France ! »

Loi de sûreté générale (18 février 1858). **Ministère Espinasse.** — Effrayé du péril qu'il avait couru, le gouvernement présenta au Corps législatif la *loi de sûreté générale*. Cette terrible loi donnait le droit de détenir, d'exiler ou de déporter, *sans jugement*, quiconque avait déjà été condamné pour cause politique; de plus, d'interner, en France ou en Algérie, ou d'expulser toute personne qui *serait*, à l'avenir, condamnée pour cause politique. Elle fut votée en une seule séance par 217 voix contre 24, le 18 février 1858.

Le général Espinasse, qui avait joué l'un des principaux rôles au 2 décembre, fut nommé ministre de l'intérieur pour appliquer la loi de sûreté générale. Il fixa le nombre des arrestations qui devaient être opérées dans chaque département, en laissant aux préfets le soin de désigner les noms; plus de 2,000 personnes furent ainsi emprisonnées, beaucoup envoyées à Cayenne et à Lambessa. Plusieurs journaux furent supprimés. La France fut divisée en cinq grands commandements militaires : Paris, Nancy, Lyon, Toulouse, Tours. Les colonels de l'armée envoyèrent à l'empereur des adresses menaçantes pour l'Angleterre, et Walewski, ministre des affaires étrangères, demanda au gouvernement anglais l'expulsion des réfugiés français et italiens (20 janvier 1858).

Lord Palmerston proposa même une loi dans ce sens; mais M. Milner-Gibson la fit rejeter par la Chambre des Communes. La *Vieille Angleterre* garda intact son droit d'asile, et Palmerston tomba du pouvoir.

Espinasse dut bientôt après quitter le ministère de l'intérieur, parce qu'il avait voulu obliger l'administration des hospices

à vendre ses biens immobiliers pour les convertir en rentes sur l'État. Il fut remplacé par le premier président de la Cour d'appel, Delangle.

Élections de 1857-58. Les Cinq. — Le premier Corps législatif de l'empire avait disparu le 29 mai 1857. Les élections avaient eu lieu le 21 juin pour le remplacer. Les promesses, les menaces prodiguées pour assurer le succès des candidats officiels, l'intervention des fonctionnaires, les arrestations, l'absence d'une presse libre, le manque de contrôle du scrutin, assurèrent au gouvernement la presque totalité des élections. L'opposition fit passer un candidat à Lyon, Hénon; un à Bordeaux, Curé; cinq à Paris, le général Cavaignac, Goudchaux, Darimon, MM. Carnot et Émile Ollivier. Cavaignac, Goudchaux et Carnot ayant refusé de prêter serment, les élections complémentaires, le 27 avril 1858, envoyèrent au Corps législatif Jules Favre, qui venait de défendre Orsini, et Ernest Picard. Le célèbre groupe des *Cinq* était formé (Jules Favre, E. Picard, É. Ollivier, Hénon, Darimon).

Cependant, en l'absence de toute vie politique, de toute liberté, la France s'ennuyait; elle était inquiète; quelque fort que parût être le gouvernement, il ne prenait point racine dans le pays. L'empire était dans la nécessité de *faire quelque chose* pour occuper l'attention. Ce *quelque chose*, ce fut la guerre d'Italie.

L'Italie depuis la Révolution Française. — Lorsque la Révolution Française commença, l'Italie, soumise à la domination étrangère, n'existait plus comme nation depuis près de trois siècles. Elle se réveilla au bruit du canon de Montenotte et d'Arcole. Les Républiques Cisalpine, Ligurienne, Romaine, Parthénopéenne furent créées de 1796 à 1799; la devise française *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité* fit battre les cœurs italiens, et un drapeau tricolore, frère du nôtre (vert, blanc, rouge), flotta sur Naples et sur Milan. Napoléon fit de l'Italie un royaume allié de l'empire français, et dont il était le souverain. Si, sous son règne, l'Italie eut, comme la France elle-même, à souffrir de la guerre et du despotisme, du moins était-elle fière des triomphes du capitaine qu'elle regardait comme un des siens, et les Italiens, combattant à côté des Français, purent montrer, à Wagram et à la Moscowa,

> Che l'antico valore
> Negl' Italici cor non è ancor morto.
>
> (PETRARQUE, *Canz.* XVI, v. 95-96.)

Les traités de 1815 livrèrent Milan et Venise à l'Autriche. Les anciens souverains rentrèrent dans leurs capitales et rétablirent l'ancien régime. A ceux qui lui parlaient de l'Italie, Metternich répondait : « L'Italie n'est qu'une expression géographique. » Pourtant, de 1815 à 1859, les Italiens protestèrent par des complots et des soulèvements fréquents contre le régime qu'on leur imposait. D'accord sur le but, l'affranchissement de l'Italie, ils différaient sur le choix des moyens : les uns voulaient y parvenir en proclamant la république, c'étaient les *carbonari*, avec Mazzini et Garibaldi ; les autres rêvaient l'établissement de l'unité, par la formation d'un seul royaume entre les Alpes et la mer de Sicile, c'étaient les partisans de la maison de Savoie.

La maison de Savoie. Ses origines. Les comtes et les ducs de Savoie. — La maison de Savoie[1], une des plus anciennes de l'Europe, remonte à *Humbert aux blanches mains*, né vers 985 et mort en 1048. Allié du roi d'Arles Rodolphe III et de l'empereur Conrad le Salique, il porta le titre de *comte de Maurienne et de Genevois*. Son troisième successeur, *Amédée II* (1109-1154), devint *comte de Savoie*. *Thomas Ier* (1201-1233) acquit *Turin* et *Chambéry*. *Amédée VIII* (1397-1439) reçut en 1416, de l'empereur Sigismond, le titre de *duc de Savoie*. Il créa l'*Ordre de Saint-Maurice*, et, après la mort de sa femme, se fit moine au couvent de Ripaille en 1434 ; il fut élu pape, en 1439, par le concile de Bâle, sous le nom de Félix V ; mais il abdiqua la dignité pontificale au bout de dix ans[2]. Le duc

1. Voici la liste complète des princes de la maison de Savoie : *Bérald*, troisième fils de Hugues, duc de Saxe, vers l'an 1000 ; *Humbert Ier, aux blanches mains, comte de Maurienne* (1027-1048) ; *Amédée Ier* (1048-1076) ; *Humbert II le Renforcé* (1076-1109) ; *Amédée II*, premier *comte de Savoie* (1109-1154) ; *Humbert III le Saint* (1154-1201) ; *Thomas Ier* (1201-1233) ; *Amédée III* (1233-1246) ; *Boniface* (1246-1256) ; *Pierre le Petit Charlemagne* (1256-1268) ; *Philippe Ier*, d'abord archevêque de Lyon (1268-1285) ; *Amédée IV le Grand* (1285-1323) ; *Édouard le Libéral* (1323-1329) ; *Amédée V le Pacifique* (1329-1342) ; *Amédée VI le comte Vert* (1342-1383) ; *Amédée VII le comte Rouge* (1383-1397) ; *Amédée VIII* (1397-1439), premier *duc de Savoie*. (Les dates données dans cette liste sont celles de la curieuse *Lucæ de Linda Descriptio Orbis et omnium rerum publicarum, Lugduni Batavorum apud Petrum Leffen* 1655. La *Series Sabaudiæ comitum et ducum* y est tracée *secundum Van der Burchtium*.)

2. Les premiers ducs de Savoie ont été : *Louis Ier* (1439-1466) ; *Amédée IX le Bienheureux* (1466-1471) ; *Philibert Ier le Chasseur* (1471-1482) ; *Charles Ier le Guerrier* (1482-1490), qui hérita du titre de *roi de Chypre* ; *Charles II* (1490-1496) ; *Philippe II* (1496-1497) ; *Philibert II le Beau* (1497-1504) ; *Charles III le Bon* (1504-1533). Les autres sont nommés dans le cours du récit.

Philippe II (1496-1497) fut le père de Louise de Savoie, mère de François Ier.

Placés sur les deux versants des Alpes, au *pied des monts* (Piémont), entre le Rhône et le Pô, entre Lyon et Milan, c'est-à-dire entre les deux puissantes maisons de France et d'Autriche, les ducs de Savoie, qu'on appelait « les portiers des Alpes, » eurent longtemps une politique variable, et s'allierent tour à tour à chacun de leurs deux voisins pour s'agrandir aux dépens de l'autre. *Philibert-Emmanuel* (1533-1580), allié de Charles-Quint, fut chassé de ses États par François Ier. C'est lui qui, à la tête des Espagnols de Philippe II, gagna la bataille de Saint-Quentin. Il recouvra son duché et épousa Marguerite, sœur du roi de France Henri II, par le traité de Cateau-Cambrésis, en 1559.

Son fils, *Charles-Emmanuel Ier* (1580-1630), épousa Catherine, fille de Philippe II. Il profita des guerres de religion pour enlever à la France le marquisat de Saluces (1588). Mais plus tard Henri IV le vainquit et lui enleva, par le traité de Lyon, la Bresse, le Bugey, le Valromey, le pays de Gex, en échange du marquisat de Saluces (1601). Dans la suite, par le traité de Brussol, il devint l'allié de la France, et maria son fils Victor-Amédée avec Christine de France, fille de Henri IV, dans l'espérance d'avoir le Milanais. Redevenu l'ennemi des Français sous Louis XIII, il se fit battre par Richelieu au Pas-de-Suze, ne put conquérir le Montferrat et perdit Pignerol. On disait de lui à la cour de Henri IV « que son cœur était couvert de montagnes, aussi bien que ses pays. » Richelieu le dépeint ainsi dans ses *Mémoires* : « Son esprit ne pouvait avoir repos, et, allant plus vite que les mouvements rapides des cieux, il faisoit tous les jours plus de trois fois le tour du monde, pensant à mettre en guerre tous les rois, princes et potentats les uns avec les autres, pour retirer seul le profit de leurs divisions. »

Les rois de Sardaigne. — Son fils et successeur, *Victor-Amédée Ier*, beau-frère de Louis XIII (1630-1637), d'abord ennemi de la France, qui lui imposa le traité de Cherasco, devint son allié pendant la guerre de Trente ans, par le traité de Rivoli de 1635. Sa veuve, Christine de France, gouverna en qualité de régente pendant la minorité de ses deux fils, qui régnèrent successivement, *François-Hyacinthe* de 1637 à 1638, *Charles-Emmanuel II* de 1638 à 1675. Le fils du second, *Victor-Amédée II* (1675-1730), allié de l'Empire contre la France pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, malgré ses défaites à

Staffarde et à la Marsaille, n'en obtint pas moins, par le traité de Turin de 1696, la restitution de Pignerol, le titre d'*Altesse Royale*, et le mariage de sa fille aînée, Marie-Adélaïde, avec le duc de Bourgogne, l'aîné des petits-fils de Louis XIV. Il maria bientôt après sa seconde fille, Marie-Gabrielle, avec le roi d'Espagne Philippe V, frère cadet du duc de Bourgogne. Cependant, n'obtenant rien de la France et de l'Espagne, après les avoir mollement soutenues au début de la guerre de la succession d'Espagne (1701-1703), il se tourna contre elles et fit cause commune avec les coalisés. Par le traité d'Utrecht, il devint *roi de Sicile*. Compromis dans les projets d'Albéroni, il perdit cette île en 1720 pour être en échange *roi de Sardaigne*[1]. Il abdiqua en 1730, puis voulut reprendre le pouvoir à l'instigation de la marquise de Spino, mais fut retenu prisonnier par son fils et successeur, Charles-Emmanuel, au château de Moncalieri, où il mourut en 1732.

Charles-Emmanuel III (1730-1773), allié de la France contre l'Autriche pendant la guerre de la succession de Pologne, et de l'Autriche contre la France pendant la guerre de la succession d'Autriche, essaya de faire une réalité du mot historique si connu : « Le Milanais est un artichaut qu'il faut manger feuille à feuille. » Il obtint Novare, Tortone et la limite du Tessin. *Victor-Amédée III* (1773-1796), beau-père des comtes de Provence et d'Artois, fut l'ennemi de la Révolution Française, qui lui enleva la Savoie et Nice.

Ses trois fils régnèrent après lui, *Charles-Emmanuel IV*, l'aîné (1796-1802), réduit à l'île de Sardaigne en 1798, abdiqua en 1802 et mourut à Rome dix-huit ans plus tard sous l'habit monastique. Le second, *Victor-Emmanuel Ier* (1802-1821), n'eut d'abord que l'île de Sardaigne; en 1814, il recouvra le Piémont et acquit Gênes; en 1815, il rentra en possession de la Savoie, et il abdiqua en 1821 devant la révolution italienne. Le troisième, *Charles-Félix*, régna de 1821 à 1831. *Charles-Albert*, son successeur (1831-1849), après de longues hésitations, se mit enfin à la tête du mouvement italien, qu'il avait d'abord combattu. On a vu (chapitre précédent) son rôle en 1848, sa défaite par les Autrichiens à Novare, en 1849, son abdication et sa mort à Oporto.

1. Les rois de Sardaigne portaient aussi les titres de ducs de Savoie, rois de Chypre et de Jérusalem.

Victor-Emmanuel et Cavour. Alliance de la France et du Piémont contre l'Autriche (1859). — A la suite de la révolution de 1848 en Italie, le royaume Lombard-Vénitien était retombé sous la domination de l'Autriche ; le gouvernement absolu avait été rétabli dans les Deux-Siciles et la Toscane, à Parme, à Modène et à Rome. Seul, le Piémont, sous le roi *Victor-Emmanuel*, fils et successeur de Charles-Albert, et son ministre, le comte de Cavour, avait conservé ses institutions constitutionnelles.

Camille Benso, comte de Cavour, né à Turin en 1809, après avoir été quelque temps militaire, alla étudier sur place, à Londres et à Paris, les institutions constitutionnelles des États de l'Occident. De retour dans sa patrie, il créa le journal *Il Risorgimento*, de concert avec le comte Balbo, et fit une active propagande pour préparer l'unité italienne. Élu à la Chambre des députés de Turin (1849), il devint successivement ministre de l'agriculture et du commerce (1850), ministre des finances (1851) et président du Conseil (1854). Il vendit les biens de mainmorte et ouvrit aux laïques l'enseignement, jusque-là exclusivement réservé au clergé. Il réforma toutes les parties de l'administration, finances, travaux publics, et donna une solide organisation à la petite armée piémontaise.

Cependant le Piémont, malgré les sympathies de toutes les populations italiennes, qui attendaient de lui leur délivrance, ne pouvait seul lutter contre l'Autriche. Il lui fallait l'appui des grandes puissances. La guerre d'Orient lui fournit l'occasion de l'obtenir. Le 26 janvier 1855, Cavour signa un traité d'alliance avec la France, l'Angleterre et la Turquie. 18,000 Piémontais, commandés par Lamarmora, vinrent en Crimée combattre à côté des alliés au Pont de Tratkir et devant Sébastopol. Dès lors, le Piémont est admis dans le concert européen. Cavour, son représentant au Congrès de Paris, qui termina la guerre d'Orient, dans la séance du 8 avril 1856, se plaignit de l'occupation permanente de la Romagne, des légations et des duchés par les Autrichiens. Dans la Chambre des députés, à Turin, on s'élevait vivement contre les rigueurs de l'Autriche envers les Lombards. La cour de Vienne rappela son ambassadeur (1857).

De tous les points de la péninsule, les Italiens tournèrent leurs regards vers le Piémont. Une souscription nationale s'ouvrit pour acheter des canons et armer la citadelle d'Alexandrie. Dirigé par Cavour, Victor-Emmanuel s'unit étroitement

avec le gouvernement français. Le 31 janvier 1859, le prince Napoléon, fils de l'ancien roi de Westphalie Jérôme, épousa la princesse Marie-Clotilde, fille de Victor-Emmanuel. L'Autriche concentra aussitôt une armée sur la frontière sarde et envoya à Turin un *ultimatum*, qui demandait le désarmement immédiat du Piémont. Le gouvernement français déclara qu'il considérerait le passage du Tessin par les Autrichiens comme une déclaration de guerre. Le feld-maréchal Giulay franchit cette rivière le 29 avril 1859.

Le 3 mai, une proclamation de Napoléon III annonça la guerre; quinze jours après, 100,000 Français, divisés en quatre corps, sous les ordres des maréchaux Baraguey d'Hilliers et Canrobert, des généraux de Mac-Mahon et Niel, étaient réunis autour d'Alexandrie. Le prince Napoléon fut envoyé à Florence pour organiser un cinquième corps, la Toscane ayant chassé son grand-duc et fait cause commune avec le Piémont.

Guerre d'Italie. Batailles de Magenta et de Solférino (4-24 juin 1859). — La première rencontre eut lieu à *Montebello*, où la division Forey repoussa le corps autrichien de Stadion (20 mai). Prenant ensuite l'offensive, l'armée franchit le Pô à Casal. Victor-Emmanuel, avec les Piémontais et un détachement français, passa la Sesia et fut victorieux à *Mortara* et à *Palestro*, où le 3e régiment de zouaves enleva à la baïonnette les batteries autrichiennes. Un autre corps, composé de volontaires italiens et commandé par Garibaldi, battit les Autrichiens au bord du lac Majeur et les poursuivit dans la direction de *Varèse* (30 mai).

Le 4 juin, les Français passèrent le Tessin et engagèrent une bataille générale. La garde impériale traversa la rivière avec l'empereur à *Buffalora*, pour attaquer de front l'ennemi; le corps du général de Mac-Mahon, qui l'avait franchi plus au nord, à *Turbigo*, devait la seconder par une attaque combinée sur le flanc gauche des Autrichiens. Son arrivée tardive mit la garde en péril. Les grenadiers et les zouaves, énergiquement commandés par les généraux Mellinet, Clerc, de Wimpfen, résistèrent de longues heures, au prix de pertes cruelles, aux masses qu'ils avaient devant eux. Enfin le général de Mac-Mahon parut, prit les Autrichiens à revers et les chassa de *Magenta*. Dans cette journée, les vaincus avaient perdu environ 10,000 hommes, et les Français 4,500. Espinasse était au nombre des morts. Le général de Mac-Mahon fut proclamé maréchal de

France et duc de Magenta sur le champ de bataille. Le 8 juin, les vainqueurs entrèrent dans Milan, évacué par l'ennemi. Le même jour, le corps de Baraguey d'Hilliers obtint un nouveau succès à *Melegnano* ou *Marignan*. Le duc de Modène, la duchesse de Parme et le gouverneur pontifical de Bologne quittèrent ces différentes villes, dont la population se prononça contre les gouvernements locaux et les Autrichiens.

Napoléon et Victor-Emmanuel, à la tête de 150,000 hommes, arrivèrent bientôt au bord du Mincio. Le 24 juin, l'armée autrichienne, qui s'était retirée derrière ce cours d'eau, reprit l'offensive, conduite par l'empereur François-Joseph, et livra aux alliés la bataille de *Solferino*. Après une longue et terrible lutte, dans laquelle les coups décisifs furent portés par le maréchal Baraguey d'Hilliers et le général Niel, toutes les positions des Autrichiens à Solferino, Cavriana, San Martino, Medole furent conquises. Un orage, qui éclata vers le soir, préserva les vaincus de la destruction. Ils avaient perdu 22,310 hommes, et les vainqueurs 17,191.

Entrevue de Villafranca. Paix de Zurich (11 juillet-10 novembre 1859). — On était arrivé en face du redoutable quadrilatère. Les succès des Français avaient effrayé l'Allemagne. Le régent de Prusse avait mobilisé d'abord trois, ensuite six corps d'armée, puis ordonné l'armement de la landwehr. Napoléon eut le 11 juillet une entrevue a *Villafranca* avec l'empereur d'Autriche. François-Joseph lui céda la Lombardie jusqu'au Mincio : elle fut remise au Piémont. Les princes dépossédés devaient rentrer dans leurs États et former avec les autres souverains italiens une confédération sous la présidence honoraire du pape. Cette convention fut ratifiée par les traités de *Zurich* (16 octobre-10 novembre). L'armée française rentra dans Paris le 14 août. Les Autrichiens ne possédaient plus en Italie que la Vénétie.

Politique incertaine de Napoléon en Italie. — Napoléon III avait dit un jour au premier ministre de Victor-Emmanuel : « Il n'y a que trois hommes en Europe, nous deux, et un troisième que je ne nommerai pas. » Le troisième était M. de Bismarck. Cavour d'abord, Bismarck ensuite, allaient faire voir à l'empereur des Français qu'il s'était flatté en se plaçant au même rang qu'eux. Lorsque Napoléon avait entrepris la guerre d'Italie, il avait cru se populariser à bon marché en France, créer une diversion qui détournerait l'attention des affaires intérieures, et lui donnerait quelques années de répit. Comme

il était facile de le prévoir, le contraire arriva. Le premier coup de fusil tiré, l'empereur se trouvait en présence de ce dilemme : aller jusqu'au bout, affranchir l'Italie entière, c'est-à-dire consentir à la chute du pouvoir temporel de Pie IX et s'aliéner par là le clergé et les catholiques ; ou bien s'arrêter à mi-chemin, irriter les Italiens et tous ceux qui désiraient l'indépendance de la Péninsule. Chacun des deux partis offrait des dangers pour sa dynastie. Il ne prit ni l'un ni l'autre : placé entre l'impératrice, sa femme, qui soutenait le pape, et le prince Napoléon, son cousin, qui soutenait le roi d'Italie, dont il était le gendre, Napoléon hésita, faisant un pas tantôt à droite tantôt à gauche, aujourd'hui menaçant les Italiens d'intervenir, le lendemain menaçant la cour de Rome de l'abandonner à elle-même, donnant partout des conseils, qui n'étaient suivis nulle part, et mécontentant tout le monde à la fois.

L'unité italienne. Annexion de la Savoie et de Nice à la France (1860). — En laissant la Vénétie aux Autrichiens, l'empereur avait rendu une guerre nouvelle inévitable, et préparé ainsi l'alliance de la Prusse et de l'Italie, qui permit à M. de Bismarck d'écraser l'Autriche en 1866. D'ailleurs, en stipulant le retour dans leurs États des anciens souverains dépossédés, Napoléon avait montré une singulière ignorance des sentiments dont les populations étaient animées. Un mouvement irrésistible emportait l'Italie vers l'unité. Les Italiens, qui depuis le seizième siècle avaient été envahis et possédés constamment par l'étranger, Français, Espagnol, Autrichien, n'avaient plus qu'un seul désir : échapper au morcellement, abjurer les anciennes divisions, s'unir en une masse compacte, en un seul tout, pour être forts, pour être à l'abri des invasions, et avoir le droit de dire : *l'armée italienne, la marine italienne, la nation italienne.*

Victor-Emmanuel ne pouvait pas refuser ouvertement l'exécution du traité signé par son allié de Solferino. Cavour donna sa démission et fut remplacé par Ratazzi [1] ; mais, en attendant sa rentrée prochaine au pouvoir, il resta l'âme du gouvernement.

1. Ratazzi (Urbain), né Alexandrie en 1808, d'abord avocat, devint député au Parlement piémontais en 1848, et fut successivement ministre de l'intérieur, puis de la justice sous le règne de Charles-Albert. Sous Victor-Emmanuel, il fut président de la Chambre des députés, puis rentra au ministère de 1854 à 1858. Président du Conseil après la paix de Villafranca et la démission de Cavour, il se retira lors de l'annexion de la Savoie et de Nice à la France. De nouveau président du Conseil en 1862, il épousa la princesse Marie de Solms et tomba après Aspromonte. Il rentra au pouvoir en 1867 et en sortit définitivement après Mentana. Il mourut en 1873.

Les populations de la Toscane, de Modène, de Parme, de la Romagne refusèrent d'entrer dans la confédération mentionnée ci-dessus, et, par deux plébiscites successifs, votèrent leur réunion au Piémont (septembre 1859 et mars 1860).

Le gouvernement français, voyant les provinces italiennes s'annexer une à une au Piémont, réclama une rectification de frontières du côté des Alpes. Le comté de Nice et la Savoie furent cédés à la France le 24 mars 1860 : les populations votèrent l'annexion, et la France compta trois départements de plus : la Savoie (*Chambéry*), la Haute-Savoie (*Annecy*), les Alpes-Maritimes (*Nice*).

L'annexion de la Savoie et de Nice à la France amena la chute du cabinet Ratazzi. Cavour revint au pouvoir.

Garibaldi en Sicile (11 mai) **et à Naples** (7 septembre 1860). — L'Italie septentrionale était tout entière annexée au Piémont. Dans le sud de la péninsule, le roi de Naples, François II, avait succédé à son père Ferdinand II le 22 mai 1859; malgré les remontrances des gouvernements étrangers, il ne voulut pas renoncer au pouvoir absolu et au système de compression de son prédécesseur. Au mois d'avril 1860, un soulèvement éclata en Sicile. Garibaldi part de Gênes avec 1,100 volontaires pour aller au secours des Siciliens. Cavour lui avait fourni en secret de l'argent et des armes, sans prendre une part ostensible au début de l'entreprise. Le gouvernement piémontais pouvait donc, si Garibaldi réussissait, recueillir les fruits de sa victoire; s'il échouait, et si les gouvernements étrangers intervenaient, le désavouer et nier toute participation à ses actes. Le 11 mai, Garibaldi débarqua sur la plage de *Marsala;* vainqueur le 15 à *Calatafimi*, il pénètre dans *Palerme*, et avec l'aide des habitants, force la garnison à capituler (26-29 mai). Il poursuit les Napolitains en retraite, les bat à *Milazzo* (20 juillet), et entre à *Messine*.

François II, alarmé, s'était décidé à donner une constitution à ses sujets; mais il était trop tard. L'Angleterre favorisait le mouvement. Le gouvernement français, inquiet de ce qui se passait, ne sortait pas cependant du principe de non-intervention. Garibaldi franchit le détroit de Messine. A *Reggio*, où fut tué dans les rangs des Garibaldiens le Français de Flotte, ancien représentant du peuple[1], après quelques coups de fusil, les soldats napolitains refusèrent de se battre contre les

1. Une statue lui a été élevée à Reggio, par souscription, le 22 août 1880.

Siciliens. Le 6 septembre, François II sortit de *Naples*; le 7, Garibaldi y arriva seul et fut reçu en triomphe; il organisa un gouvernement provisoire, en attendant que le roi Victor-Emmanuel vînt prendre possession de sa conquête.

Bataille de Castelfidardo (18 septembre 1860). — C'est alors qu'intervint le gouvernement piémontais. Il savait que le parti italien avancé voulait conquérir Rome et Venise. Qu'arriverait-il si Garibaldi, vainqueur de François II, se heurtait aux portes de Rome contre la garnison française qui protégeait le pouvoir temporel? Cavour somma le pape de dissoudre les volontaires français, belges, suisses et autrichiens, qui, sous le nom de zouaves pontificaux, formaient une armée commandée par Lamoricière. Sur le refus qu'on lui opposa, le général Cialdini, à la tête d'une armée régulière, envahit les États de l'Église.

En prenant cette initiative, Cavour disait aux populations : « Si nous agissons, c'est uniquement pour vous affranchir; l'Europe, qui s'alarmerait si le mouvement avait la couleur révolutionnaire et Garibaldi ou Mazzini pour chef, le favorisera ou du moins le laissera faire, s'il est dirigé par nous. » Il disait à l'Europe : « C'est pour empêcher l'anarchie, arrêter la révolution, prévenir l'attaque de Rome, que nous venons nous placer entre les Garibaldiens et les Français. Si nous n'agissions pas du tout, nous serions débordés, et la dynastie serait en péril. »

Le 18 septembre, Cialdini gagna la bataille de *Castelfidardo* contre l'armée pontificale et contre son chef Lamoricière. Le général de Pimodan fut tué. Lamoricière, assiégé dans *Ancône*, capitula. L'Ombrie et les Marches furent alors annexées au Piémont. Rome et ses environs, toujours occupés par les troupes françaises, restèrent seuls soumis à Pie IX. Napoléon avait rappelé de Turin son ambassadeur.

Victor-Emmanuel roi d'Italie (18 février 1861). — L'armée piémontaise entra ensuite dans le royaume de Naples, pour se joindre aux Garibaldiens; ceux-ci, poursuivant leur entreprise, venaient de gagner la bataille du *Vulturne* sur l'armée de François II (22 septembre). Le 21 octobre, les habitants des Deux-Siciles votèrent par le suffrage universel leur annexion au Piémont. Le 7 novembre, Victor-Emmanuel entra dans Naples; Garibaldi lui remit le pouvoir, et, n'acceptant aucun des titres qu'on lui offrait, il se retira dans la petite île de *Caprera*, au nord-est de la Sardaigne.

François II avait encore 12,000 soldats napolitains, suisses et allemands. Après la prise de *Capoue* (1er novembre), il se retira dans la forte place de *Gaëte*. Il résista quatre mois, favorisé par la présence d'une flotte française, qui empêchait l'amiral italien Persano de bloquer le port. Sur la demande des Italiens, l'Angleterre réclama le départ des vaisseaux français au nom du principe de non-intervention. Ils se retirèrent le 19 janvier, et la place capitula le 13 février.

Cinq jours après, le 18 février 1861, le Parlement, réuni à Turin, proclama Victor-Emmanuel *Roi d'Italie*. Son ministre, Cavour, mourut le 6 juin de la même année. Ses dernières paroles furent : « L'Église libre dans l'État libre. » Napoléon III suivit alors l'exemple de l'Angleterre, des États-Unis, de la Belgique et de la Hollande : il reconnut le royaume d'Italie.

La question romaine. Aspromonte (29 août 1862). **Florence capitale** (15 septembre 1864). — Venise, occupée par les Autrichiens, et Rome, où les Français maintenaient l'autorité du pape, restaient en dehors du nouvel État. Garibaldi, à la tête de volontaires rassemblés en Sicile, ayant voulu marcher sur Rome, fut blessé au pied dans une rencontre avec les troupes italiennes, qui lui barrèrent le passage à *Aspromonte* (29 août 1862). Le 15 septembre 1864, aux termes d'une convention conclue entre les gouvernements de Napoléon III et de Victor-Emmanuel, il fut convenu que les Français évacueraient Rome en 1866. L'Italie s'engageait à empêcher toute attaque contre les États de l'Église. Florence remplaçait Turin comme capitale.

Venise aux Italiens (1866). **Mentana** (novembre 1867). **Rome capitale** (1870). — En 1866, l'alliance de l'Italie avec la Prusse valut aux Italiens, malgré les défaites de leur armée à *Custozza*, et de leur flotte à *Lissa*, la possession de la Vénétie (voir le chapitre suivant). Rome seule restait en dehors de l'Italie. Les Garibaldiens marchèrent de nouveau sur cette ville en 1867. Déterminé à une seconde expédition en faveur du pouvoir temporel par l'impératrice et par Rouher, qui avait déclaré que les Italiens n'auraient « *jamais* » Rome, Napoléon envoya débarquer à Civita-Vecchia deux divisions commandées par le général de Failly. Le 4 novembre, les Garibaldiens furent repoussés au combat de *Mentana*. « Les chassepots ont fait merveille, » écrivait le général de Failly dans son rapport.

Rome resta occupée par les Français jusqu'en 1870. Alors,

pendant la guerre de Prusse, après le rappel du corps d'occupation et la chute de l'empire, les Italiens entrèrent dans Rome le 19 septembre 1870. Cette ville devint la capitale de l'Italie. (Pour les derniers faits concernant l'histoire d'Italie, voir plus loin le chapitre XXXVIII.)

Histoire intérieure de la France de 1859 à 1866. Réveil de l'opinion publique. L'amnistie de 1859 et les proscrits. — Avec la guerre d'Italie commença pour le gouvernement impérial l'*ère des difficultés*, à l'extérieur (on l'a vu plus haut), et en même temps à l'intérieur. L'opinion publique était réveillée et réclamait des concessions libérales, d'autant plus impérieusement qu'elle avait été plus longtemps contenue. Dès lors, Napoléon III n'ose ni accorder ni refuser la liberté : s'il l'accorde, on s'en servira contre lui ; s'il la refuse, il redoute une révolution prochaine. Le 15 août 1859, il proclama une amnistie générale pour toutes les condamnations politiques.

Après les journées de juin 1848, le 13 juin 1849 et surtout le coup d'État du 2 décembre 1851, six mille personnes s'étaient réfugiées en Belgique et en Angleterre. MM. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Martin Bernard, Rattier, vécurent à Londres ; Victor Hugo à Jersey, ensuite à Guernesey : Edgar Quinet en Belgique, puis à Veytaux, sur le lac de Genève ; Charras en Belgique, puis à Zurich ; le philosophe Amédée Jacques alla mourir à Montevideo ; le journaliste Ribeyrolles, à Rio-de-Janeiro ; M. Challemel-Lacour fit des conférences à Anvers ; Agricol Perdiguier donna des leçons à Bruxelles ; MM. Deschanel, Étienne Arago, Baze, Valentin, Bancel conquirent dans l'exil l'estime de la Belgique et de l'Angleterre, qui leur avaient donné asile ; Marc Dufraisse devint professeur de droit à Zurich ; Xavier Durieu et M. Hippolyte Magen reçurent asile en Espagne ; d'autres en Piémont.

Parmi les proscrits, la plupart de ceux qui avaient un nom repoussèrent l'amnistie. Victor Hugo avait répondu d'avance par ces vers des *Châtiments* :

S'il n'en reste que mille, eh bien ! j'en suis. Si même
Il n'en reste que cent, je brave encor Sylla.
S'ils ne sont plus que dix, je serai le dixième,
Et s'il n'en est plus qu'un, je serai celui-là !

Charras écrivit à l'empereur : « Le jour où la liberté, le droit, la justice, ces augustes proscrits, rentreront en France pour vous infliger le plus mérité des châtiments, j'y ren-

trerai. Ce jour est lent à venir, mais il viendra. » Edgar Quinet, Clément Thomas, M. Schœlcher firent de même.

Les traités de commerce. Le libre échange (1860). — L'année qui suivit l'amnistie vit proclamer le libre échange. Le commerce de la boucherie avait été déclaré libre en 1858, et celui de la boulangerie devait l'être en 1863. Une grave question était à résoudre : celle de la liberté du commerce avec l'extérieur. Les uns, n'examinant que le droit naturel, affirmaient que le libre échange, s'il peut être contraire à l'intérêt d'un certain nombre d'individus pris isolément, est préférable pour un peuple pris en masse. Les autres, préoccupés du sort de notre industrie, prétendaient que, si le commerce était libre, elle ne pourrait soutenir la concurrence des étrangers, surtout des Anglais, qui fabriquaient mieux et à meilleur compte. Tous les gouvernements, jusqu'en 1860, avaient maintenu le système protecteur.

Un homme célèbre, M. Cobden, de Manchester, avait fondé de l'autre côté du détroit, en 1835, une association qui se proposait un triple but : la liberté commerciale, la liberté politique, la paix universelle. A la suite de longues études, faites de concert par M. Cobden et par Michel Chevalier, le 22 janvier 1860, le gouvernement français signa un traité de commerce avec l'Angleterre. Ce pays admit dès lors sans droits nos objets manufacturés; il admit moyennant des droits fixes et moins considérables qu'auparavant les eaux-de-vie et les papiers français.

La France levait en même temps les prohibitions qui avaient frappé jusqu'alors les produits de l'industrie britannique. Elle substituait aux prohibitions des droits qui devaient être abaissés jusqu'à 25 pour 100. Les droits qui avaient frappé jusque-là les articles anglais non-prohibés furent également abaissés. Des traités analogues ont été conclus avec la Belgique, l'Italie et les différents États du Zollverein.

Le 2 mai 1861, l'échelle mobile, établie sous la Restauration pour régler le commerce des céréales, fut supprimée. Le quintal métrique de blé importé ne fut plus soumis désormais qu'à un droit d'entrée de 50 centimes; on exempta de tout droit le maïs, l'orge, le sarrazin et l'avoine.

Le décret du 24 novembre 1860. — De nouvelles concessions étaient indispensables. Le 24 novembre 1860 parut un décret qui modifiait encore la constitution. Tous les ans, le Sénat et le Corps législatif devaient voter désormais, à l'ou-

verture de la session, une adresse en réponse au discours de l'empereur. Cette adresse devait être discutée en présence de ministres sans portefeuille, chargés de défendre la politique du gouvernement. Les séances du Corps législatif devinrent publiques. Les comptes rendus des séances du Sénat et du Corps législatif furent reproduits dans les journaux.

En 1861, l'affaire du banquier Mirès, dans laquelle nombre de personnages officiels se trouvèrent compromis, vint augmenter les embarras du gouvernement. Mirès fut condamné le 11 juillet 1861 par le tribunal correctionnel de la Seine à 5 ans de prison et 3,000 francs d'amende, pour abus de confiance et escroquerie. La Cour impériale de Paris confirma le jugement, qui fut cassé pour vice de forme par la Cour de cassation. Le 22 avril 1862, la Cour de Douai, devant laquelle avait été renvoyé Mirès, l'acquitta. En présence de l'émotion générale, le ministre de la justice dut déférer ce nouvel arrêt à la Cour de cassation, qui l'annula. Mais comme le pourvoi n'avait pas eu lieu *en temps utile*, Mirès resta acquitté.

La même année 1861, M. Victor de Laprade, professeur à la faculté des lettres de Lyon, ayant publié une pièce de vers intitulée *les Muses d'Etat*, fut destitué. En 1862, la rente 4 1/2 fut convertie en 3 pour 100.

L'empire et le clergé. Le Syllabus. — A partir de la guerre d'Italie et de l'annexion de la Romagne aux États de Victor-Emmanuel, la plus grande partie du clergé se déclara contre le gouvernement impérial. En 1860, le journal l'*Univers*, de M. Louis Veuillot, fut supprimé, et les Sociétés de Saint-Vincent de Paul furent invitées à se renfermer dans leurs occupations de bienfaisance en laissant de côté la politique. Le 16 octobre 1861, il leur fut interdit de s'associer et de correspondre entre elles. Le *denier de Saint-Pierre* fut établi vers cette époque par les partisans du pouvoir temporel de la papauté, pour fournir à Pie IX les revenus que ne lui donnaient plus ses anciens États annexés au royaume d'Italie.

Cependant le gouvernement impérial redoutait l'hostilité du clergé. M. Ernest Renan, professeur au Collège de France, s'étant servi dans sa leçon d'ouverture, le 15 janvier 1862, en parlant du Christ, de l'expression « d'homme incomparable, » son cours fut suspendu. M. Renan publia l'année suivante la *Vie de Jésus*.

Le 8 décembre 1864, trois mois après la convention par laquelle les Français évacuaient Rome, Pie IX donna l'ency-

clique *Quanta Cura* suivie du *Syllabus*. Cet acte prononçait: « Anathème à ceux qui diront : Le pontife romain peut et doit se réconcilier et se mettre d'accord avec le progrès, le libéralisme et la civilisation modernes. » Il déclarait que l'indépendance de l'Église catholique est sans limites, que le souverain pontife est l'arbitre des différends entre les rois et les peuples ; que toutes les autorités sont soumises à celle de l'Église ; que le droit exclusif de diriger l'éducation appartient à l'Église ; que l'Église est supérieure à l'État ; que tout mariage contracté uniquement devant un officier de l'état civil est nul.

Le garde des sceaux Baroche, par une circulaire aux évêques interdit la publication de ce document comme contenant « des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de la France. » Rouland s'écria au Sénat : « Le gouvernement des diocèses est transporté à Rome ; le Concordat est violé tous les jours. »

Les élections de 1863. — L'opposition augmentait de toutes parts. Malgré les efforts désespérés du ministre de l'intérieur Persigny, les élections du 31 mai 1863 envoyèrent au troisième Corps législatif impérial 35 députés non officiels. Paris n'élut que des opposants : Havin, Thiers, Ernest Picard, Jules Favre, Guéroult, Darimon, MM. Eugène Pelletan, Jules Simon, Émile Ollivier. Lyon nomma Hénon et Jules Favre ; Marseille, Marie et Berryer ; Nantes, Lanjuinais ; Saint-Étienne, Dorian ; la Côte-d'Or, M. Magnin ; les Côtes-du-Nord, Glais-Bizoin. Les élections complémentaires envoyèrent à la Chambre Garnier-Pagès et Carnot. Elles furent suivies d'un procès qui fit grand bruit, le *procès des Treize*, accusés d'avoir tenu une réunion électorale non autorisée, et qui furent condamnés chacun à 500 francs d'amende : c'étaient MM. Bory, Carnot, Clamageran, Corbon, Dréo, Durier, Jules Ferry, Floquet, Garnier-Pagès, Hérisson, Hérold, Jozon, Melsheim.

Les élections amenèrent un remaniement ministériel : M. Boudet fut nommé à l'intérieur, Baroche à la justice, Walewski au ministère d'État. M. Victor Duruy devint ministre de l'instruction publique ; Billault fut ministre sans portefeuille ; M. Rouher devint président du Conseil d'État, et Rouland gouverneur de la Banque de France.

Ancien professeur d'histoire au lycée Napoléon (aujourd'hui Henri IV), inspecteur général de l'Université, et auteur de nombreux ouvrages, M. Duruy supprima la bifurcation ; il rendit à la classe de philosophie son nom et son enseignement

primitif; il prescrivit dans cette classe l'étude de l'histoire contemporaine. L'étude des langues vivantes, l'anglais, l'allemand, l'espagnol et l'italien, fut introduite dans les classes de grammaire. Un enseignement secondaire spécial fut créé pour répondre aux besoins de l'industrie. Ce ministre devait plus tard tomber du pouvoir, après avoir fait de louables et persévérants efforts pour étendre l'instruction primaire.

L'hiver de 1862 à 1863 fut signalé en France, surtout à Rouen, par la crise cotonnière, résultat de la guerre d'Amérique. Pendant la session du Corps législatif, au mois de janvier 1865, Berryer « démontra que les déficit dans les *douze* dernières années égalaient ceux des gouvernements antérieurs pendant une durée de *cinquante* ans. » (Hippolyte Magen.) Thiers réclama les *libertés nécessaires*. Au contraire, M. Émile Ollivier, flatté par Morny, se rapprocha du gouvernement, qu'il avait jusque-là combattu. Proudhon et Charras moururent dans ce même mois de janvier 1865, le premier à Passy, le second à Bâle. « C'est un grand débarras, » s'était écrié Napoléon III, en apprenant la mort de l'illustre et intègre officier. Le duc de Morny disparut bientôt après, le 10 mars. Le ministre Billault, Dupin aîné, le général Lamoricière, lord Palmerston et le roi des Belges, Léopold Ier, moururent cette même année.

Pendant la session suivante du Corps législatif, le gouvernement impérial mexicain, créé par Napoléon III, ayant émis un nouvel emprunt, Jules Favre s'écria : « Je sens la rougeur me monter au front, en songeant que la France a estampillé la négociation d'un emprunt immoral et s'adressant à l'avidité ignorante des pauvres. » A l'ouverture de la session de 1866, 45 membres de la majorité, sous la direction de M. Buffet, s'en détachèrent, pour former un tiers parti, auquel se rattacha M. Émile Ollivier.

Entreprises et embarras extérieurs. — Ébranlé au dedans, l'empire n'avait plus au dehors que des échecs. On a vu sa politique inconsistante en Italie. En 1860, il entreprit la guerre de Chine, signalée par le scandaleux pillage du Palais d'Été (chap. XLIII). L'opinion publique se prononça avec tant de vivacité que le Corps législatif, pourtant si docile, refusa d'accorder une dotation au général Cousin-Montauban, vainqueur de Palikao. En même temps avait lieu l'expédition de Cochinchine, dont l'utilité paraissait contestable. La même année encore, les Français allaient débarquer en Syrie, où les Turcs étaient impuissants à maintenir l'ordre, pour protéger

contre les Druses les chrétiens maronites du Liban. Le 5 juin 1861, en présence des défiances anglaises, il fallut évacuer la Syrie en la laissant dans le même état qu'auparavant.

L'imprudente et coupable expédition du Mexique commença en 1862 (*voir* chap. XL). Le banquier suisse Jecker avait prêté 7 millions à Miramon, révolté contre le gouvernement légal; il réclamait 75 millions au chef de ce gouvernement, le président Juarez. Jecker, naturalisé Français, avait intéressé Morny dans cette affaire, et la France réclama la totalité de la créance. De là cette guerre, qui débuta par l'échec de Puebla (5 mai 1862). Quand le général Forey fut maître de Mexico (5 juin 1863), Napoléon fit du Mexique un empire, qu'il donna à l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche François-Joseph, et ancien vice-roi du royaume Lombard-Vénitien. 230 notables proclamèrent Maximilien souverain d'un pays où l'on trouva 350,000 adhérents en sa faveur sur 7 millions d'habitants[1] !

En Europe, la Pologne s'était une dernière fois soulevée contre les Russes (janvier-juin 1863). L'empereur écrivit au czar pour le prier de faire de la Pologne un royaume gouverné par son frère, le grand-duc Constantin. Alexandre II refusa, et les Polonais furent écrasés. A l'ouverture de la session législative, le 5 novembre 1863, Napoléon III prononça les paroles suivantes : « Les traités de 1815 ont cessé d'exister. » La veille, il avait proposé à tous les souverains de l'Europe un Congrès, pour régler les difficultés présentes; tous répondirent par un refus. En 1864, la Prusse, dont M. de Bismarck a la direction, et l'Autriche attaquent de concert le Danemark. L'Angleterre propose à la France de s'unir pour défendre les Danois. Occupé au Mexique, Napoléon ne peut ou ne veut rien faire, et reste spectateur immobile de la victoire des Allemands. Thiers essaya en 1866 d'empêcher une dernière faute : « Consentir à l'unité allemande, dit-il, au prix même d'une augmentation de territoire, c'est consentir à l'abaissement de la France. » L'empereur resta sourd au conseil de l'auteur de la *Révolution Française, du Consulat et de l'Empire*. Il écrivait alors la *Vie de César*[2].

1. A la suite de cette guerre, les relations diplomatiques avaient été interrompues entre le Mexique et la France; elles ont été reprises en 1880.

2. Il avait toujours eu des prétentions littéraires. Il avait publié, à partir de 1832, un assez grand nombre de brochures, dont les plus connues furent les *Rêveries Politiques*, *le Manuel d'Artillerie*, les *Idées Napoléoniennes*, l'*Extinction du Paupérisme*, *etc.*

CHAPITRE XXXV.

L'unité allemande.

Antagonisme des deux principes fédératif et unitaire qui constitue l'histoire d'Allemagne. — Impression produite au delà du Rhin par la guerre d'Italie. — L'Autriche; son passé, difficultés de sa situation. — L'empereur François-Joseph. Première constitution autrichienne (1859-1861). — Le *National-Verein* (1860). Congrès de Francfort (16 août 1863). — La Prusse. Ses traditions. — Constitution prussienne de 1850. — Le roi Guillaume Ier (2 janvier 1861). Lutte du pouvoir et de la Chambre des députés. — M. de Bismarck. Ses projets. Sa politique. — Organisation militaire de la Prusse.

Origine de la question du Sleswig-Holstein. Le Danemark et les duchés, de 1852 à 1863. Traité de Londres (1852). — Avènement de Christian IX (1863). Occupation du Holstein par les Allemands. — Alliance de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark. — Passage du Danewerke. Combat de Flensbourg (6 février 1864). — Prise de Duppel (18 avril 1864). Les Prussiens dans l'île d'Alsen (29 juin). — Paix du 30 octobre 1864. Le Danemark perd les duchés.

Traité de Gastein entre l'Autriche et la Prusse (14 août 1865). — Dissentiment sur l'interprétation de ce traité. — Circulaire du gouvernement prussien aux cours allemandes. — Alliance de la Prusse et de l'Italie. Neutralité de la France. — La Prusse propose de convoquer un Parlement allemand. — Conférence projetée à Paris. Début de la guerre.

Campagne de 1866 en Italie. Custozza (24 juin) et Lissa (20-21 juillet). — Plan des Prussiens. — Théâtre de la guerre. — Campagne de Bohême. Jonction des deux armées prussiennes (juin 1866). — Bataille de Kœniggrætz ou de Sadowa (3 juillet). — Invasion de la Moravie. Marche sur Vienne. — Les Prussiens dans l'Allemagne occidentale, à Francfort. — Préliminaires de Nikolsbourg. Paix de Prague (24 août 1866).

Antagonisme des deux principes fédératif et unitaire qui constitue l'histoire d'Allemagne. — Le jour de Noël de l'an 800, dans la basilique des Apôtres, le pape Léon III déposait la couronne impériale sur la tête du second roi carlovingien. De ce jour, l'Allemagne eut une histoire, mais aussi elle renferma deux principes contraires, deux traditions ennemies: le vieil élément germanique et indigène, aristocratique, libéral et fédéraliste; l'élément impérial romain, niveleur et unitaire. La lutte s'engage aussitôt pour ne plus cesser. Les princes, au nom de la liberté et de l'autonomie des provinces, veulent maintenir la division du sol et l'empire électif; les empereurs veulent rendre la couronne héréditaire et soumettre les provinces à l'unité. Aussi les électeurs, pour réagir contre cette

tendance, appellent-ils à chaque instant des dynasties nouvelles pour les empêcher de s'affermir et de se perpétuer. Le globe et le sceptre de Charlemagne voyagent sans cesse du Rhin à l'Elbe, de l'Elbe au Danube, du Danube à la Meuse. On voit des empereurs saxons, franconiens, souabes, luxembourgeois.

Les Habsbourg réussissent pourtant où leurs prédécesseurs avaient échoué. L'empire prend racine dans le sol, se fixe aux bords du Danube, se perpétue dans la même famille, toujours électif en droit, héréditaire en réalité : car un mariage a donné l'électorat de Bohême à la Maison d'Autriche, et la constitution, par la Bulle d'Or, de trois électorats ecclésiastiques, électifs eux-mêmes, met quatre voix sur sept à sa disposition. Dès lors la force du principe unitaire est doublée : pour que l'équilibre subsiste, il faut que celle du principe fédéraliste double aussi. Ce qui ne manque pas d'arriver : l'unité s'est fixée au midi ; le fédéralisme se réfugie au nord et accroît son opposition politique d'une opposition religieuse : l'Elbe s'oppose au Danube, et à Charles-Quint, Luther.

Mais qui se chargera de tenir l'épée contre la Maison d'Autriche? La Saxe? avec Maurice elle est infidèle à sa mission. Le Palatin? il est trop faible. Le Danemark? trop excentrique. La France et la Suède? elles sont étrangères. Dans l'appel que leur font les fédéralistes allemands, elles saisissent l'une et l'autre l'occasion d'étendre leur territoire. Avec Henri II, Richelieu et Louis XIV, la première prend les Trois-Évêchés, l'Alsace et Strasbourg; la seconde, avec Gustave-Adolphe et Oxenstiern, s'établit à Brême et à Stralsund.

Enfin, après mille tâtonnements et de longues guerres, après les trêves de 1552, 1555, 1648, qui retardent la solution, sans résoudre la question, la Prusse surgit tout à coup, saisit la place vacante, et regagne en deux bonds le temps perdu. Ses succès éclatants avec Frédéric le Grand lui inspirent l'ambition de réaliser à son profit l'idée unitaire, contre laquelle précisément elle avait été appelée à combattre. La lutte dure un siècle (1740-1866). Elle est interrompue vingt-cinq ans (1789-1815), et c'est dans cette période, pendant la lutte contre Napoléon, que l'idée unitaire, jusque-là renfermée dans la cour des souverains, devient populaire parmi les Allemands. Après Waterloo, l'antagonisme de l'Autriche et de la Prusse reparaît. Contenue longtemps par la crainte commune de la révolution, la rivalité recommence après 1848, et la question

est tranchée en 1866 à Sadowa. Victorieuse, la Prusse prend par sa victoire même la place de son adversaire. Les deux principes subsistent indestructibles; mais les termes sont renversés : l'unité est au nord, à Berlin; le fédéralisme à Vienne, au midi.

Impression produite au delà du Rhin par la guerre d'Italie. — En 1850, l'Autriche et la Prusse étaient revenues siéger dans la diète en face l'une de l'autre et s'y faire une guerre sourde comme par le passé. En 1859, la guerre d'Italie vint réveiller l'agitation. Quand on apprit les rapides succès des Français, Montebello, Magenta, Marignan, les Allemands s'alarmèrent. Le prince Guillaume, régent de Prusse, qui gouvernait au nom du roi, son frère, malade depuis plusieurs années, voyait sans déplaisir les défaites des Autrichiens; mais, d'un autre côté, il craignait l'extension de la puissance française. Tous les petits États demandaient la guerre, et redoublaient d'insistance dans la diète à mesure que les événements se précipitaient en Italie. Le régent résistait le plus possible à cette ardeur belliqueuse. Pour donner une demi-satisfaction à l'opinion publique, il mobilisa d'abord trois corps de l'armée prussienne; après Magenta, il doubla ce nombre; enfin, le jour même de la bataille de Solferino, il proposa à la diète de mobiliser tous les contingents fédéraux. La Prusse et l'Allemagne allaient donc soutenir les Autrichiens, au moment où fut signé le traité de Villafranca. Toutefois, l'attitude du gouvernement de Berlin avait excité chez les Allemands une vive irritation contre la Prusse et une sympathie très marquée pour l'Autriche. Cette dernière serait-elle en mesure d'en profiter ?

L'Autriche; son passé, difficultés de sa situation. — Au dix-huitième siècle déjà, l'Autriche était bien déchue de son antique splendeur. En 1740, elle avait failli périr : elle n'avait été sauvée que par l'appui de l'Angleterre, l'incapacité et les divisions de ses ennemis. Encore avait-elle dû céder la Silésie à Frédéric II. Le seul monarque réformateur qu'on eût jamais vu sur les bords du Danube, l'empereur Joseph II, avait vainement tenté de la tirer de sa léthargie séculaire, et il était mort, après avoir échoué partout, dans un profond découragement. Vaincue par la Révolution Française, puis par Napoléon, l'Autriche se vit, en douze ans, quatre fois démembrée, à Campo-Formio, à Lunéville, à Presbourg et à Vienne (1797, 1801, 1805, 1809). Les traités de 1815 lui rendirent de vastes territoires, mais non son ancienne suprématie. A l'intérieur, sous

Metternich, sa politique fut toute conservatrice. La révolution tentée en 1848 échoua, il est vrai, mais l'Autriche ne put venir à bout des Hongrois soulevés qu'avec l'appui de la Russie, et les désastres qu'elle éprouva en 1859, dans sa lutte contre la France, montrèrent à quel point elle se trouvait affaiblie.

C'est que ce vaste empire n'était pas homogène. Il retenait, frémissants de se voir liés les uns aux autres, des peuples différents d'origine, de mœurs, de langue, de religion : des Allemands à Vienne, des Polonais à Cracovie, des Tchèques à Prague, des Italiens à Venise, des Magyars à Ofen. Tiraillé entre l'est, le nord et le midi, il avait des intérêts engagés sur le Danube et vers la Mer Noire, en Allemagne et en Italie. Il se heurtait aux Russes aux pieds des Carpathes, à la Prusse sur les bords de l'Elbe, à l'Italie sur ceux du Mincio. Voulant être à la fois partout, il n'avait de force réelle nulle part.

L'empereur François-Joseph. Première Constitution autrichienne (1859-1861). — Élevé au trône par l'abdication de son oncle Ferdinand IV, après la révolution de 1848, François-Joseph avait d'abord suivi les inspirations de sa mère, l'archiduchesse Sophie, et maintenu la politique conservatrice, de tradition parmi les Habsbourg. La guerre d'Italie vint tout changer. L'opinion publique se prononça nettement contre le maintien de la monarchie absolue et pour l'établissement d'un système constitutionnel. Dès le 1er septembre 1859, une patente impériale accorda aux protestants et aux juifs, jusque-là exclus des fonctions publiques, les mêmes droits qu'aux catholiques. L'établissement d'un *Grand Conseil*, composé moitié de membres élus, moitié de membres choisis par le souverain, fut un pas de plus dans la voie des réformes (5 mars 1860) ; il fut bientôt suivi d'un autre.

Afin de concilier l'unité de l'empire avec la diversité des nationalités comprises dans les États autrichiens, la patente du 20 octobre 1860 établit des *Diétines Provinciales* pour régler les affaires particulières de chaque contrée, et un *Conseil de l'Empire*, pour s'occuper des affaires générales de la monarchie. Tous les citoyens étaient déclarés admissibles aux emplois ; les privilèges, les droits féodaux, étaient abolis. La Hongrie recouvra sa chancellerie, sa curie royale ; la langue hongroise redevint langue officielle ; l'Université de Pesth fut rétablie.

Cette patente n'ayant pas encore paru renfermer assez de garanties, l'empereur publia, le 26 février 1861, une nouvelle Constitution. Le pouvoir législatif était confié à deux Chambres :

une Chambre des seigneurs, nommée par le souverain; une Chambre des députés, composée de trois cents quarante membres, élus par les Diètes provinciales. Un Conseil d'État devait préparer les lois. Les ministres étaient responsables. Chaque province conservait sa Diète.

Le National-Verein (1860). **Congrès de Francfort** (16 août 1863). — Cette Constitution était loin d'avoir résolu toutes les difficultés[1]; mais elle valait à l'empereur d'Autriche une assez grande popularité : il résolut d'en profiter pour intervenir en Allemagne. Pourquoi l'unité allemande ne se serait-elle pas accomplie par l'Autriche et en sa faveur, au lieu de s'accomplir par la Prusse, et contre les Autrichiens ?

Mécontents qu'on n'eût pas tiré l'épée en 1859 pour soutenir l'Autriche, les petits États imputaient cette inaction à l'organisation vicieuse de la Diète : composée de délégués des souverains et non de députés nommés par les peuples, cette Assemblée ne représentait pas la nation. Il fallait lui substituer un Parlement élu et reprendre l'œuvre de l'unité allemande. Dans toutes les villes, on demanda la réforme fédérale. Tous les partisans de cette réforme s'unirent dans une vaste association, le *National-Verein*, qui commença sur-le-champ une propagande active.

Les membres du *National-Verein* avaient formé le projet de se réunir en congrès à Francfort; ils avaient convoqué tous les membres survivants du Parlement de 1848 et tous les membres des divers Parlements siégeant actuellement en Allemagne. L'empereur François-Joseph proposa aux souverains allemands de se réunir en même temps dans la même ville. La plupart s'y présentèrent, mais le roi de Prusse refusa de venir; il y eut des discours, des banquets, des feux d'artifice. Aucune réforme sérieuse ne fut adoptée (16 août 1863).

La Prusse. Ses traditions. — Ce n'est pas à l'Autriche, c'est à la Prusse que la suprématie sur l'Allemagne était ré-

1. Elle ne put même être appliquée, et fut suspendue en septembre 1865. Elle fut remplacée (1867) par une Constitution nouvelle. Les Magyars ont recouvré leur autonomie et leur drapeau national : François-Joseph s'est fait couronner roi de Hongrie ; il y a une Diète hongroise, un Ministère hongrois. L'unité de l'armée active (la Hongrie a ses réserves spéciales, les *honveds*), la communauté douanière et l'indivisibilité de la dette ont pourtant été maintenues entre le royaume et l'empire. L'ancien empire d'Autriche est donc devenu l'*Autriche-Hongrie*. On nomme quelquefois l'Autriche le royaume *cisleithan*, et la Hongrie le royaume *transleithan*, à cause de la *Leitha* ou *Leytha*, affluent de la rive droite du Danube, qui les sépare.

servée. Les deux États d'où est sortie la monarchie prussienne ont eu dès l'origine un caractère militaire bien tranché. Une *marche*, c'est-à-dire un avant-poste chrétien et germanique en face des Slaves païens de l'Elbe, voilà ce qu'a été au début le *Brandebourg* (créé en 963 par l'empereur Othon Ier le Grand, en faveur du margrave Gérold, sous le nom de *marche du Nord*); quant à la *Prusse*, ce sont les Chevaliers Teutoniques qui, conduits par Hermann de Salza, de 1230 à 1283, l'ont conquise sur les *Borusses*, donnant ainsi aux Allemands une avant-garde sur le Niémen[1]. Souveraine en 1417 dans l'électorat de Brandebourg, la maison de Hohenzollern grandit en se faisant en Allemagne le champion du protestantisme. C'est la conversion à la religion évangélique d'un cadet de cette maison, Albert, grand maître de l'Ordre Teutonique, qui, en sécularisant la Prusse (en 1525), prépara l'union de Kœnigsberg et de Berlin. Elle s'accomplit en 1618. Néanmoins, à cette époque encore, le sort des régions riveraines de la Baltique restait incertain. « Étant donnée cette plaine sans relief où coulent lentement de grands fleuves parallèles que semblent unir les uns aux autres des affluents perpendiculaires à leur cours, cette région vague que la nature a faite non pour être une patrie, mais pour servir de champ de bataille, lequel des trois peuples concurrents la fera sienne? La Pologne descendra-t-elle le cours de ses fleuves jusqu'aux rives de la Baltique? Les Scandinaves s'établiront-ils aux embouchures pour remonter dans la plaine? Les Allemands la prendront-ils d'ouest en est, et, parmi ces

1. La Marche de Brandebourg est devenue importante sous la dynastie ascanienne, qui commence avec Albert l'Ours, en 1134, et finit en 1319. C'est en 1417 que commença la dynastie des Hohenzollern.

L'Ordre Teutonique fut créé vers 1128 à Jérusalem. Thorn et Culm furent bâtis en 1232, puis Marienwerder, Elbing, Kœnigsberg, Mémel. Marienbourg devint la capitale des grands maîtres en 1302. L'Ordre des Chevaliers Porte-Glaive, fondé en 1200 par Albert de Buxhovden, évêque de Riga, et conquérant de la Livonie, de la Courlande, de l'Esthonie, s'unit en 1237 à celui des Teutoniques. Cette prospérité s'arrêta au début du quinzième siècle. En 1386, Jagal, grand-duc païen de Lithuanie, embrassa le christianisme, épousa Edwige, héritière du royaume de Pologne, et devint souverain des deux pays, sous le nom de Ladislas Jagellon. Il écrasa les Chevaliers Teutoniques à la mémorable bataille de Tannenberg (15 juillet 1410). Par le traité de Thorn, de 1466, les Chevaliers devinrent vassaux de la Pologne, à laquelle ils durent céder « en toute souveraineté le pays à l'ouest de la Vistule et de la Nogat, où se trouvaient Marienbourg, Elbing, Dantzig, — le Culmerland, où étaient Thorn et Culm, — et l'Ermland, enfoncé comme un coin dans les provinces qui furent laissées à l'ordre, en qualité de fiefs polonais. » (M. E. Lavisse, ***Études sur l'Histoire de Prusse.***)

petits États de la frontière, s'en trouvera-t-il un qui, dépassant tous les autres, deviendra, pour ainsi dire, le représentant du germanisme dans la Slavie conquise où à conquérir ? » (M. E. LAVISSE, *Leçon d'ouverture du Cours d'Histoire du Moyen Age à la Sorbonne*, 1881.)

Quelques années plus tard, sous Frédéric-Guillaume, le Grand Électeur (1640-1688), la maison de Hohenzollern acquiert par héritage le duché de Clèves, les comtés de La Marck et de Ravensberg. Pendant la guerre de Trente ans, l'éparpillement de ses domaines, situés sur tous les points de l'Empire, entre la Meuse et le Niémen, créait au margrave de Brandebourg une situation difficile et des intérêts souvent contradictoires. Il en sort néanmoins, au traité de Westphalie, en 1648, avec de nouvelles acquisitions. « Magdebourg, Halberstadt et Minden marquent les étapes vers les duchés rhénans, qu'ils rapprochent, pour ainsi dire, de la terre électorale, comme les acquisitions poméraniennes, si minces qu'elles soient, rapprochent la Prusse du Brandebourg. Dès lors, nous voyons s'étendre d'ouest en est du Rhin à la Prégel, sur toute la largeur de l'Allemagne, cette chaîne, coupée en tronçons, des États et territoires appartenant aux Hohenzollern. Dès lors aussi vous comprenez la simplicité de la politique qui s'impose à cette maison : réunir les tronçons. » (M. E. LAVISSE, *Leçon d'ouverture du Cours d'Histoire du Moyen Age à la Sorbonne*, 1881.) Un peu après, elle est la première à se déclarer en faveur des Hollandais envahis par Louis XIV ; elle ouvre un asile aux protestants français chassés de leur pays par la révocation de l'Édit de Nantes. La seconde année du dix-huitième siècle, son souverain Frédéric III achète le titre de roi en soutenant contre la France l'empereur Léopold, et devient Frédéric Ier. Son fils Frédéric-Guillaume Ier, le *roi sergent*, organise une armée formidable et donne définitivement à la Prusse ce caractère de monarchie militaire qu'elle n'a jamais perdu depuis.

Le troisième roi de Prusse place son pays au rang des puissances de premier ordre. Grand capitaine, législateur, philosophe, poète, Frédéric II conquiert la Silésie, l'Oder, et Breslau. Pendant sept ans il résiste à cinq puissances coalisées, et chasse devant lui toutes les armées de l'Europe comme des troupeaux. Par l'acquisition de la Grande Pologne, il jette un pont entre la Prusse et le Brandebourg. Mais il sort épuisé de ces luttes gigantesques : le chemin qu'il a montré à ses successeurs en portant à l'Autriche de si rudes coups, il ne lui est

pas donné de le suivre davantage ; et, quand Voltaire veut l'engager dans de lointaines aventures, l'*ermite de Sans-Souci* répond au *vieux malade du mont Jura* en lui citant le proverbe allemand : « Il faut vivre et laisser vivre. » Après lui, il est vrai, la Révolution Française arrête un instant le progrès de la Prusse et la rivalité de Berlin et de Vienne. Pour attaquer la République et se défendre contre l'Empire, les deux nations se coalisent. Repoussée à Valmy, brisée à Iéna, démembrée à Tilsitt, la Prusse se relève par l'admirable élan de 1813 et reprend la tête de l'Allemagne. Toutefois, après 1815 comme en 1848, son gouvernement refuse de prendre le rôle qui s'offre à lui, et qu'il ne comprend pas, ou dont il a peur. L'heure n'était pas encore venue.

Constitution prussienne de 1850. — A Berlin, comme ailleurs, il y avait eu une réaction après la révolution de 1848 ; mais le besoin de garanties et d'institutions libérales était trop profondément ressenti par la nation prussienne pour qu'on pût lui refuser satisfaction. Le 31 janvier 1850, la Constitution sous l'empire de laquelle la Prusse se trouve encore aujourd'hui fut promulguée. Elle déclarait tous les Prussiens égaux devant la loi, admissibles aux emplois publics, reconnaissait la liberté de la presse et celle des cultes. Le roi avait le pouvoir exécutif, et partageait avec le Parlement l'initiative des lois. Les deux Chambres qui constituent le Parlement sont la *Chambre des seigneurs* et la *Chambre des députés*. La première se compose en partie de membres héréditaires, en partie de membres nommés à vie par le roi ; la seconde, de 352 membres choisis par une élection à deux degrés. Tout Prussien âgé de vingt-quatre ans, ayant six mois de domicile et jouissant de ses droits civiques fait partie des Assemblées primaires, qui nomment les électeurs du second degré, chargés eux-mêmes de désigner les députés. Pour être député, il faut être âgé de trente ans, jouir de ses droits civils et avoir un an de domicile. La Chambre des députés est renouvelable tous les trois ans, et doit être convoquée chaque année. Les ministres sont responsables.

Le roi Guillaume Ier (2 janvier 1861). **Lutte du pouvoir et de la Chambre des députés.** — Le 2 janvier 1861, le prince régent de Prusse succéda à son frère sous le nom de Guillaume Ier. Favorable, comme son prédécesseur, au parti féodal, le nouveau roi était résolu à résister aux tendances démocratiques de la Chambre des députés, présidée par M. de

Grabow. Il appela au ministère MM. de Bismarck-Schœnhausen, ancien ambassadeur en France, d'Eulenbourg, de Roon, de Bodelschwingh, de Lippe et de Selchow.

Le couronnement du monarque à Kœnigsberg (18 octobre 1861) ne put lui valoir la popularité qu'il en attendait. La Chambre des députés, dans laquelle la majorité était opposante, refusa au gouvernement les crédits qu'il demandait pour augmenter l'armée, dont on voulait faire, disait-elle, un instrument de pouvoir. Des paroles offensantes furent échangées entre les députés et les ministres, surtout M. de Bismarck, celui de tous contre lequel l'irritation était la plus grande. Prorogée, la Chambre revint plus décidée encore à tenir ferme; dissoute, elle fut réélue à une immense majorité. A son tour, le pouvoir suspendit l'exercice du droit de réunion et restreignit la liberté de la presse. De son côté, la Chambre pendant trois ans (1861-1864) refusa de voter le budget et rejeta invariablement tous les projets de lois qui lui furent présentés. On croyait généralement en Europe que cet étrange état de choses amènerait une révolution; l'issue devait être tout autre.

M. de Bismarck. Ses projets. Sa politique. — Le véritable arbitre des destinées de la Prusse était en ce moment M. de Bismarck. Doué d'une rare sagacité politique, très actif, très énergique, fort indifférent d'ailleurs sur le choix des moyens, le ministre dirigeant du roi Guillaume s'inquiétait peu du mouvement populaire. Il se réservait de détourner l'attention des Prussiens en réveillant leur vieille antipathie contre l'Autriche, leurs défiances contre la France, et en donnant en pâture à la passion populaire des succès remportés sur l'étranger. Les attaques dont il était l'objet de la part du Parlement le servaient même au dehors, en rassurant les divers gouvernements européens par le spectacle de dissensions intestines, dont ils s'exagéraient l'importance. Toute son attention était tournée vers l'extérieur. Il voyait l'Angleterre occupée en Irlande, alarmée par les progrès des États-Unis et de la Russie; la France engagée dans la guerre du Mexique; la Russie paralysée par l'insurrection de Pologne et désireuse uniquement de s'étendre vers le Danube; l'Autriche, affaiblie par sa défaite de 1859, avec des finances en mauvais état, et la Vénétie frémissante sous le joug. Dans de telles circonstances, le moment lui parut venu de rompre au profit de la Prusse le vieil édifice germanique construit en 1815. Pour cela, il fallait beaucoup d'argent et de soldats. Il fit donc ses préparatifs et réussit à tromper tout

le monde, en disant à l'Europe : « J'arme contre la révolution intérieure; » et aux Prussiens : « J'arme contre les ennemis étrangers. »

Organisation militaire de la Prusse. — L'organisation militaire de la Prusse remontait à la guerre de l'indépendance. L'armement national, sorti de l'élan spontané des populations en 1813, fut régularisé par l'ordonnance du 3 septembre 1814. Aux termes de ce règlement, tout Prussien était soumis au service militaire : de 20 à 25 ans, il faisait partie de l'armée active, trois ans sous les drapeaux et deux dans la réserve; de 25 à 32 ans, il était compris dans le 1er ban de la landwehr; de 32 à 39, dans le 2e ban; de 39 à 50, il faisait partie du landsturm. Cette organisation permettait à la Prusse, avec une population de 18 millions d'habitants, d'avoir 750,000 soldats, non compris le landsturm. En 1866, elle mettra en campagne 452 bataillons, 321 escadrons et 1,086 pièces de canon. Seules en Europe, ses troupes furent armées de fusils à aiguille, qui, se chargeant, non à l'aide d'une baguette, mais par la culasse, permettaient au fantassin de tirer huit ou dix coups par minute. La Prusse fit le premier essai de ses forces dans la guerre contre le Danemark.

Origine de la question du Sleswig-Holstein. Le Danemark et les duchés, de 1852 à 1863. Traité de Londres (1852). — Pour comprendre l'origine de cette guerre, il faut remonter à la Révolution de 1848. A cette époque, les trois duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Sleswig s'étaient soulevés contre le roi de Danemark, leur souverain. Dans le Lauenbourg et le Holstein, la population, qui s'élevait à cinq cent quatre-vingt-dix mille habitants, était tout entière allemande et désirait se séparer du Danemark pour se réunir à la Confédération germanique. Dans le Sleswig, sur quatre cent dix mille habitants, il y avait cent soixante mille Allemands, qui, eux aussi, auraient voulu cesser de faire partie de la monarchie danoise.

On a vu que, le 8 mai 1852, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse, la Suède, le Danemark, signèrent à Londres un traité qui réglait la question danoise : comme le roi Frédéric VII n'avait pas d'enfant, on décida que sa succession appartiendrait au prince Christian de Glücksbourg ; on obtint du duc d'Augustenbourg, qui aurait pu prétendre à l'héritage du Holstein et du Sleswig, une renonciation, dont il reçut

le prix en argent. Le Holstein et le Lauenbourg durent rester attachés à la monarchie danoise, tout en faisant partie de la Confédération germanique. On croyait tout terminé; il n'en était rien.

En 1863, le roi Frédéric VII ayant annoncé l'intention de donner à toutes les provinces danoises une Constitution uniforme, la Diète de Francfort se plaignit, et menaça de faire occuper les duchés par une armée allemande, dite *Armée d'Exécution*.

Avènement de Christian IX (1863). **Occupation du Holstein par les Allemands.** — La mort du roi précipita le dénouement de la querelle. Le prince de Glücksbourg monta sur le trône sous le nom de Christian IX. Loin de céder aux injonctions allemandes, le nouveau roi publia le 18 novembre 1863 une loi qui incorporait complètement le Sleswig au Danemark, et qui, tout en laissant au Holstein son administration particulière, le plaçait sous la direction supérieure du ministère danois. Aussitôt la Diète réclama de nouveau. En droit, elle ne pouvait se mêler des affaires du Sleswig, qui ne faisait point partie de la Confédération germanique, et dont la population était en majorité danoise, mais elle protesta en faveur du Holstein et du Lauenbourg. Le prince Frédéric d'Augustenbourg saisit cette occasion pour faire revivre ses prétentions sur les duchés, malgré les renonciations de son père.

Le roi de Danemark, bravant les menaces de la Diète, refusa de retirer la loi du 18 novembre. Alors une armée allemande, composée de Saxons et de Hanovriens, franchit l'Elbe ; elle occupa le Holstein et le Lauenbourg sans résistance. Ces deux provinces, nous l'avons déjà vu, faisaient partie de la Confédération germanique. Mais arrivée à la frontière du Sleswig, l'armée danoise s'arrêta dans sa retraite, déclarant qu'elle ne permettrait pas aux Allemands d'avancer plus loin. Christian IX, encouragé par le mariage du prince de Galles, fils de la reine d'Angleterre, avec la princesse Alexandra de Danemark, comptait sur l'appui de la Grande-Bretagne et des autres signataires du traité de Londres.

Alliance de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark. — C'est alors que la Prusse et l'Autriche intervinrent. La Prusse désirait, elle aussi, voir les Danois chassés des duchés, mais chassés à son profit, pour s'en rendre elle-même maîtresse, et pour détourner des affaires intérieures l'attention des Prussiens mécontents, en leur offrant au dehors l'appât

d'un grand succès militaire. Si le Sleswig, au lieu d'être envahi par les Prussiens, l'était, au nom de la Diète de Francfort, par une armée allemande, la guerre prendrait un caractère révolutionnaire, et l'agitation des esprits, en se propageant dans les provinces prussiennes, pourrait devenir menaçante pour le cabinet de Berlin. Il fallait donc se hâter et attaquer soi-même les Danois avant l'arrêt de la Diète de Francfort, au besoin malgré elle. Quelle allait être l'attitude de l'Autriche ? Devait-elle soutenir la Diète pour maintenir à l'intervention un caractère purement fédéral et contenir les Prussiens? c'était s'exposer à une guerre contre la Prusse, que, vu le mauvais état de ses finances et ses embarras intérieurs, elle ne se croyait pas en mesure de soutenir. Fallait-il s'abstenir complètement? c'était faire un aveu de faiblesse, abdiquer toute influence en Allemagne et laisser le champ libre aux Prussiens. On prit une demi-mesure : Vienne offrit, et Berlin n'osa refuser le concours des soldats autrichiens. Ceux-ci durent combattre à côté des armées du roi Guillaume, afin que le gouvernement de François-Joseph, après la victoire, pût empêcher la Prusse de s'approprier les duchés.

Passage du Danewerke. Combat de Flensbourg (6 février 1864). — Sommé d'évacuer le Sleswig, le général Meza, qui commandait l'armée danoise, répondit par un refus (31 janvier 1864). Le lendemain (1er février), les armées alliées prirent l'offensive. Les Prussiens, commandés par le feld-maréchal Wrangel, franchirent l'*Eider*[1] à *Eckernfoerde;* les Autrichiens, sous les ordres du général Gablentz, occupèrent *Rendsbourg* sans coup férir. Trop peu nombreux pour défendre les lignes de l'Eider, les Danois s'étaient retirés derrière une seconde ligne de défense appelée le *Danewerke*, qui traversait le Sleswig d'une mer à l'autre, en suivant dans la plus grande partie de son étendue le cours de la *Schlei*[2]. *Missunde*, *Arnis* et *Cappeln* étaient les principaux points occupés par les Danois le long de cette ligne.

Ceux-ci, trop peu nombreux, renoncèrent à défendre le Danewerke ; ils commencèrent leur retraite la nuit même où les Prussiens franchirent la Schlei, et se retirèrent dans la direction de *Flensbourg*, protégés par la neige, qui ralentissait la marche des cavaliers autrichiens et les obligeait d'avancer lentement

1. L'*Eider* se jette dans la Mer du Nord.
2. La *Schlei* se jette dans la Baltique.

sur un chemin glissant. Un bataillon danois, le 1[er] de ligne, se forma en carré à *Oversée*, aux portes de Flensbourg, et se fit tuer pour donner au reste de l'armée le temps de s'échapper. *Flensbourg* fut évacué le lendemain. Le Jutland était ouvert aux Allemands. Les Danois n'occupaient plus sur le continent que la ville maritime de *Fredericia* et les lignes de *Duppel*.

Prise de Duppel (18 avril 1864). **Les Prussiens dans l'île d'Alsen** (29 juin). — *Duppel* est situé sur la côte septentrionale du Sleswig, dans la presqu'île de *Sundewitt*, à la tête du pont qui conduit dans l'*île d'Alsen*. La presqu'île de Sundewitt s'étend entre le *détroit d'Apenrade*, au nord, et le *détroit de Flensbourg*, au sud ; elle est séparée de l'île d'Alsen par un canal large seulement de 350 à 600 pieds. Une chaîne continue de collines, qui se termine des deux côtés à la mer, borde cette presqu'île du côté de la terre ferme ; sept redoutes en défendent l'accès en avant de Flensbourg et de Duppel. C'était une position très forte. Les meilleures troupes danoises la défendaient. Tant que les Autrichiens et les Prussiens ne s'en seraient pas rendus maîtres, ils étaient exposés, s'ils s'avançaient dans l'intérieur du Jutland, à être pris en flanc par leurs adversaires.

L'armée prussienne se chargea d'attaquer Duppel. Elle avait de grands obstacles à vaincre, mais elle était quatre fois plus nombreuse que les Danois. Les travaux commencèrent le 14 février. Le 4 avril, à la suite d'un bombardement qui durait depuis quarante-cinq jours, et que la nuit même n'interrompait pas, Sunderbourg fut incendié. Quinze jours après, le 18 avril, la garde royale prussienne s'empara de Duppel. Les Danois repassèrent à la hâte le pont qui conduisait dans l'île d'Alsen, et le coupèrent pour arrêter l'ennemi. Les Danois avaient perdu 5,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers, et 100 pièces de canon. Dix jours après, le 28 avril, ils évacuèrent Fredericia, la dernière place restée en leur pouvoir sur le continent.

Alarmée des rapides succès de la Prusse, l'Angleterre proposa à la France une intervention commune en faveur du Danemark; mais, en ce moment, une partie de nos forces étaient occupées par la guerre du Mexique au delà des mers. On se borna donc à négocier. Un armistice fut signé entre les belligérants, et une conférence s'ouvrit à Londres. La Prusse et l'Autriche demandaient au Danemark la cession pure et simple du Holstein, du Lauenbourg et du Sleswig. On ne put s'entendre. La rupture de l'armistice fut dénoncée le 26 juin.

Le même jour, à midi, les Prussiens recommencèrent le feu contre l'île d'Alsen. Après une canonnade de trois jours, onze bataillons franchirent sur des pontons ou des barques le canal qui séparait le continent de l'*île d'Alsen* (29 juin). Les Danois furent obligés d'abandonner précipitamment leurs positions et de s'embarquer pour se retirer dans l'île de Fionie.

Paix du 30 octobre 1864. Le Danemark perd les duchés. — La monarchie danoise était réduite aux îles de Fionie et de Seeland. L'armée ne comptait plus que 28,000 hommes en état de combattre. Il était impossible de prolonger plus longtemps la résistance. Un nouvel armistice fut signé. Des négociations s'entamèrent. Par le traité du 30 octobre 1864, le Danemark dut céder à l'Autriche et à la Prusse les trois duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Sleswig, avec l'île d'Alsen. Les Danois ne conservaient sur le continent que le Jutland.

Traité de Gastein entre l'Autriche et la Prusse (14 août 1865). — La Prusse et l'Autriche se retrouvèrent dès lors en présence. On avait attaqué le Danemark, disait-on au début de la guerre, pour délivrer les « frères allemands » et leur permettre de fixer librement leurs destinées. Il fallait donc, la paix une fois signée, évacuer leur pays et reconnaître pour leur souverain le duc Frédéric d'Augustenbourg, appelé par le vœu des populations. L'Autriche et tous les petits États allemands lui étaient favorables. Mais M. de Bismarck entendait bien ne pas se dessaisir des duchés, dont la possession donnait à la Prusse le magnifique port de Kiel, une grande étendue de côtes sur la Baltique et la Mer du Nord, avec la possibilité de devenir une grande puissance maritime.

La candidature du duc d'Augustenbourg fut repoussée, aussi bien que celle d'un autre prétendant, le grand-duc d'Oldenbourg. Les duchés restèrent occupés par les troupes austro-prussiennes. Enfin, après un an de négociations, la Prusse et l'Autriche signèrent le traité de *Gastein :* le duché de Lauenbourg était cédé en toute propriété au roi de Prusse, moyennant une indemnité pécuniaire accordée à l'Autriche, et à la suite d'un vote des États de cette province demandant l'annexion ; le Holstein devait être administré par l'Autriche, le Sleswig par la Prusse ; Kiel devenait port fédéral (14 août 1865).

Ce compromis était entièrement à l'avantage de la Prusse. Le corps d'occupation autrichien du Holstein, isolé à cent cinquante lieues de son pays, devait être, en cas de conflit, obligé

de gagner précipitamment Hambourg ou enlevé par un coup de main des Prussiens.

Dissentiment sur l'interprétation de ce traité. — Comment fallait-il entendre ces mots : *administrer les duchés?* Chacune des deux puissances devait-elle agir librement dans la portion qui lui était dévolue? — Oui, disait l'Autriche, nous sommes détenteurs indépendants, chacun de sa part, jusqu'à une entente commune. — Non, répondait la Prusse, nous sommes copropriétaires, et l'action de chacune des deux puissances sur le territoire occupé par elle doit être restreinte par les droits indivis de l'autre. Le débat s'aggrava très vite. Pendant que le général prussien de Manteuffel interdisait la réunion des États du Sleswig, M. de Gablentz, gouverneur autrichien du Holstein, nommait une commission de quinze notables pour arrêter constitutionnellement le budget de ce duché ; il permettait à Altona une manifestation en faveur du prétendant, le duc d'Augustenbourg, et l'autorisait à résider dans le pays. M. de Bismarck, qui venait d'offrir inutilement 50 millions de thalers à l'Autriche pour en obtenir la cession du Holstein, demanda, en se fondant sur le traité de Gastein, des explications, que la cour de Vienne lui refusa, en invoquant le même traité (27 janvier 1866).

Circulaire du gouvernement prussien aux cours allemandes. — A la fin de mars 1866, M. de Bismarck envoya aux représentants de la Prusse près des divers gouvernements allemands une longue circulaire : l'Autriche, y disait-il, avait violé le traité de Gastein ; elle mettait ses forces sur le pied de guerre : la Prusse, ainsi menacée, se voyait dans la nécessité d'en faire autant. Elle faisait appel à la bonne volonté des petits États. Les institutions fédérales créées en 1815 étant insuffisantes pour donner en Europe à l'Allemagne la place qui lui était due, une réforme était nécessaire. L'intérêt prussien et l'intérêt allemand étaient identiques. La Prusse ne voulait que se défendre, et « défendre l'Allemagne du sort de la Pologne. » Pouvait-on compter sur les Allemands?

Les gouvernements allemands, auprès desquels l'Autriche ne cessait de protester contre les intentions belliqueuses qu'on lui prêtait, ne s'y trompèrent pas. Aux questions du ministre prussien, M. von der Pfordten, chef du cabinet bavarois, répondit qu'il agirait « conformément au droit fédéral et remplirait ses devoirs fédéraux. » Il ajouta que si la Prusse se croyait menacée, elle devait, aux termes de l'acte constitutif de la

Confédération germanique, porter ses plaintes devant la Diète de Francfort, juge naturel du débat. Les armements prussiens, disait-il encore, étaient contraires au pacte fédéral. La Saxe, le Sénat de Francfort, firent la même réponse. M. de Bismarck avait donc l'Allemagne contre lui; mais déjà il avait su trouver ailleurs une précieuse alliée.

Alliance de la Prusse et de l'Italie. Neutralité de la France. — En 1859, le programme de l'empereur Napoléon : « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique, » n'avait été qu'à moitié rempli : Venise était restée à l'Autriche. Depuis ce temps, malgré le mauvais état de ses finances, l'Italie préparait ses armées et ses flottes : trop faible pour attaquer seule l'Autriche, elle attendait un allié. Le 30 décembre 1865, un traité de commerce avait été signé à Berlin entre le gouvernement de Florence et le Zollverein. A ce propos, le 3 mars 1866, le Parlement italien envoya « son salut d'amitié à l'Allemagne, » en appelant de ses vœux « le moment où une entente plus intime serait possible. » A la fin de mars, le général Govone fut envoyé à Berlin pour conclure une alliance offensive et défensive entre les deux nations. Mais la France resterait-elle spectatrice immobile du débat? N'était-il pas à craindre qu'elle ne profitât de la guerre pour se jeter sur Trèves et Landau et atteindre la frontière du Rhin? M. de Bismarck alla trouver l'empereur à Biarritz et en rapporta l'assurance de la neutralité française.

La Prusse propose de convoquer un Parlement allemand. — Dès lors les événements se précipitent. Le 9 avril, la Prusse propose à la Diète la convocation d'une assemblée issue du suffrage universel et nommée par tout le peuple allemand. Cette demande ne pouvait manquer d'être populaire : elle fut renvoyée à une commission, et l'examen ajourné. Mais M. de Bismarck avait atteint son but : mécontenter les peuples contre les gouvernements. En même temps, aux propositions de l'Autriche, qui, pour bien prouver ses intentions pacifiques, se déclarait prête à désarmer, si la Prusse en voulait faire autant, il répondait en exigeant que les Autrichiens désarmassent non seulement en Bohême, mais encore en Vénétie. C'était un refus déguisé, l'Autriche ne pouvant désarmer sur le Mincio quand l'Italie organisait des volontaires et accumulait ses forces à Bologne et à Brescia. Le 8 mai, la Chambre des députés prussienne, qui s'opposait à la guerre, fut dissoute, et toute l'armée mobilisée.

Conférence projetée à Paris. Début de la guerre. — Un dernier effort fut tenté pour prévenir les hostilités. La France, l'Angleterre et la Russie proposèrent la réunion d'une conférence à Paris. L'Autriche y consentit, en ajoutant toutefois qu'elle n'admettait pas qu'on pût mettre en discussion son droit à posséder la Vénétie ; de plus, elle avait déféré à la Diète le règlement de la question du Sleswig-Holstein. La conférence dès lors n'avait plus d'objet. Quinze jours après, dans une lettre publique du 12 juin à Drouyn de Lhuys, l'empereur Napoléon énumérait quels eussent été, à son avis, les travaux de la conférence : donner à la Prusse plus d'homogénéité et de force dans le nord ; conserver à l'Autriche sa grande position dans le midi ; obtenir d'elle, contre une compensation territoriale suffisante, la cession de la Vénétie. Il ajoutait que la France resterait neutre, et que, quant au danger de voir l'équilibre européen rompu, « la force morale de la France suffisait à le prévenir. »

Le 5 juin, le gouverneur autrichien du Holstein, général Gablentz, convoqua les États du duché pour le 11. A cette nouvelle, les Prussiens envahirent le Holstein sans rencontrer de résistance (8 juin) : les Autrichiens étaient partis par Hambourg. En présence de cette invasion, l'Autriche demanda le 11 juin à la Diète la mobilisation de toute l'armée fédérale, à l'exception des contingents prussiens. La proposition fut adoptée le 15 par 10 voix contre 5 : le représentant de Berlin, M. de Savigny, se leva aussitôt, déclara que la Prusse ne faisait plus partie de la Confédération germanique, et sortit de la salle des séances. La guerre était déclarée.

Campagne de 1866 en Italie. Custozza (24 juin) **et Lissa** (20-21 juillet). — La lutte commença au pied des Alpes. Dans la nuit du 23 au 24, l'armée italienne, conduite par le roi et le général Lamarmora, forte de 11 divisions, passa le *Mincio* sur quatre points, à *Goïto*, *Pozzolo*, *Valeggio*, *Mozembano*, entre Mantoue et Peschiera. Elle vint se heurter le 24, sur les hauteurs de *Custozza* et de *Somma-Campagna*, à 60,000 Autrichiens, sous les ordres de l'archiduc Albert, appuyés à droite à Peschiera, à gauche à Vérone. Repoussés après un jour de combat avec une perte de 8,000 hommes, les Italiens durent repasser le Mincio. Au sud-est, Cialdini, qui de Bologne s'était avancé vers Ferrare pour passer le Pô, dut s'arrêter. Garibaldi et ses volontaires continuèrent seuls à combattre dans le Tyrol.

Les Italiens ne furent pas plus heureux sur mer. Leur flotte, sous les ordres de l'amiral Persano, étant venue, le 18 juillet, bombarder les forts de *Lissa*, île de l'Adriatique, à 70 kilomètres de la Dalmatie et 110 des côtes d'Italie, fut attaquée par l'escadre autrichienne de l'amiral Tegethof (20-21 juillet). La frégate cuirassée *le Roi d'Italie* fut coulée, la canonnière cuirassée *le Palestro* sauta, et *l'Affondatore*, navire cuirassé à tour, fut submergé à l'entrée du port d'Ancône. Mais les coups décisifs se portaient ailleurs, et, malgré leurs échecs, les Italiens avaient retenu 140,000 Autrichiens en Vénétie.

Plan des Prussiens. — Les Prussiens, ayant résolu de prendre l'offensive, avaient à choisir entre deux plans : 1° ils pouvaient tenter deux attaques simultanées en remontant à la fois et séparément l'Oder et l'Elbe, en pénétrant, d'un côté, de la Silésie prussienne dans la Silésie autrichienne, et de là en Moravie, autrement dit en marchant de Breslau sur Troppau et Olmutz ; en entrant, de l'autre côté, du Brandebourg dans la Saxe et de là en Bohême, autrement dit en marchant de Berlin sur Dresde, et de Dresde sur Kœniggrætz ; 2° ils pouvaient envahir l'empire autrichien en réunissant toutes leurs forces dans la vallée d'un des deux fleuves, sans s'occuper de l'autre. Ce dernier plan fut adopté. On résolut de ne faire qu'une fausse attaque du côté de la Silésie autrichienne et de l'Oder ; puis, quand on aurait attiré de ce côté les forces et l'attention de l'ennemi, l'armée qui aurait rempli cette mission se rabattrait à droite pour entrer de l'est à l'ouest, par les Monts des Géants, dans la Bohême et la vallée de l'Elbe, tandis qu'une autre armée, venue directement de Berlin à travers la Saxe, y pénétrerait du nord au sud et ferait sa jonction avec la première.

Théâtre de la guerre. — La partie nord-est de la Bohême devait donc être l'objectif commun des deux armées prussiennes. Elle forme un quadrilatère fermé sur trois faces par le cours de l'Elbe, qui coule d'abord du nord au sud, puis de l'est à l'ouest, enfin du sud au nord. Il arrose à l'est *Josephstadt* et *Kœniggrætz*, au sud *Pardubitz* et *Melnik*, à l'ouest *Theresienstadt* et *Leitmeritz ;* à l'intérieur, entre les deux faces orientale et occidentale, les deux villes principales sont *Gitschin*, à l'est, et *Jung-Bunzlau*, à l'ouest. Un second quadrilatère enveloppe le premier ; il déborde hors des limites de la Bohême, et il est formé par quatre lignes de chemins de fer : au nord, la ligne *Dresde-Bautzen-Zittau ;* à l'ouest, la ligne

Dresde-Prague ; au sud, la ligne *Prague-Pardubitz* ; à l'est, la ligne *Zittau-Josephstadt-Kœniggrœtz-Pardubitz*. Située à l'angle sud-est de ces deux quadrilatères, et à la jonction de tous les chemins de fer bohémiens, *Pardubitz* était le point vers lequel les deux armées prussiennes, après avoir fait leur jonction entre Gitschin et Jung-Bunzlau, devaient tendre simultanément.

En présence d'un adversaire actif et intelligent, ce plan, œuvre du général de Moltke, eût été dangereux. Le généralissime autrichien Benedek avait sur ses adversaires l'avantage de la concentration. Mais les Prussiens comptaient sur l'habileté de leurs généraux, la solidité de leurs troupes, la rapidité du tir de leurs fusils à aiguille, non moins que sur la lenteur de leurs adversaires. Ils avaient deviné juste.

Campagne de Bohême. Jonction des deux armées prussiennes (juin 1866). — Le 16 juin, la première armée prussienne, sous les ordres du prince Frédéric-Charles et du général Herwarth de Bittenfeld, entra en Saxe ; elle occupa sans résistance Zittau, Lœbau, Meissen, Dresde, bloqua Kœnigstein, et pénétra en Bohême, également sans résistance, à travers les monts de Lusace, par les trois routes de Rumbourg, Bodenbach et Zittau. Le 26 juin, elle battit les Autrichiens à *Sichrow*, passa l'Iser le même jour près de *Turnau* et livra un second combat à *Podol*. Le 27, elle fut victorieuse à *Hubnerwasser* ; le 28, à *Münchengrœtz* ; le 29, à *Gitschin*. Le 1er juillet, elle avait son quartier général à Gitschin et se trouvait en communication avec la deuxième armée. Dans tous ces combats, elle avait eu affaire aux corps autrichiens de Clam-Gallas, Kalik, à l'armée saxonne, et leur avait fait en trois jours 7,000 prisonniers.

La deuxième armée, sous les ordres du prince royal de Prusse, venue de Breslau, après des démonstrations contre la Galicie et la Silésie autrichienne pour attirer l'ennemi à gauche, tourna sur la droite et s'engagea dans les défilés des Monts des Géants par Landshut et Trautenau, d'un côté, par Neustadt, de l'autre. Le 27 juin, elle gagna la bataille de *Nachod* ; le 28, le général Steinmetz prit *Skalitz*, d'où il avait été repoussé la veille ; le même jour, la garde royale prussienne était victorieuse à *Trautenau*. Le 29, on eut un nouveau succès à *Kœnigshof*. Le 1er juillet, le quartier général du prince royal était à Prausnitz, près de Jung-Bunzlau, en communication avec la deuxième armée. En quatre jours, il avait fait perdre à l'archiduc Léopold, aux généraux Gablentz et Festetics

9 drapeaux, 24 canons, 13,000 prisonniers. Pourtant les Autrichiens n'avaient pas manqué de courage dans ces diverses rencontres; mais ils se sentaient mal commandés, et, avant même d'aborder l'ennemi, ils étaient décimés à de grandes distances par le feu rapide et précis des terribles fusils à aiguille.

Toutes les forces des Prussiens, réunies maintenant entre Gitschin et Jung-Bunzlau sous les ordres du roi Guillaume, comptaient 250,000 hommes et 750 pièces de canon.

Bataille de Kœniggrætz ou de Sadowa (3 juillet). — L'armée autrichienne, chassée de ses premières positions, s'était concentrée entre Josephstadt, au nord, et Pardubitz, au sud ; elle était adossée à la place forte de *Kœniggrætz* et au cours de l'Elbe. Son centre, à cheval sur la route de Pithan à Kœniggrætz, occupait, en première ligne, dans la plaine, le village de *Sadowa* derrière *la Bistritz;* en seconde ligne, sur les hauteurs, le château de *Chlum* et le village de *Lippa.* Sa droite était un peu repliée en crochet dans la direction de *Josephstadt;* sa gauche s'appuyait aux étangs de *Bochdanetz*, dans la direction de *Pardubitz.*

Les Prussiens avaient habilement combiné leur plan. Leur aile gauche et leur centre devaient attaquer vigoureusement la droite et le centre des Autrichiens, pour attirer de ce côté, vers le nord, l'attention et les forces de Benedek : pendant ce temps, leur droite tournerait la gauche autrichienne pour la séparer de Pardubitz. C'est à Pardubitz que convergent les deux lignes de chemins de fer qui de Prague et de Josephstadt se dirigent vers la Moravie et Vienne. Coupée de ce point, l'armée autrichienne serait dès lors rejetée dans la Moravie septentrionale, privée de sa retraite naturelle, et ne pourrait empêcher l'ennemi d'arriver avant elle sur le Danube.

Le feu s'engagea le 3 juillet, à 8 heures du matin, sous les yeux du roi de Prusse et de son chef d'état-major, le général de Moltke. Le centre prussien, conduit par le prince Frédéric-Charles, s'avança sur la route de Pithan à Kœniggrætz, qui avait été obstruée par des abatis d'arbres. Une lutte acharnée se livra dans les bois et les marais, au bord de la Bistritz, près de Sadowa. A deux heures et demie de l'après-midi, les Prussiens n'avaient pas encore gagné beaucoup de terrain : Benedek voulait prendre l'offensive et lancer sur eux sa magnifique cavalerie massée sur le plateau de Lippa. Tout à coup le canon retentit sur ses derrières. Favorisée par une pluie

battante, qui dérobait la vue de ses mouvements, la droite des Prussiens, aux ordres du général Herwarth, avait enfoncé l'aile gauche ennemie, formée du corps de Clam-Gallas et des Saxons, les avait coupés de Pardubitz et rejetés sur leur centre; puis, tournant ce centre lui-même, elle était venue s'emparer de Chlum derrière Benedek. En même temps, à l'autre extrémité du champ de bataille, le prince royal, avec la gauche prussienne, tournait, par une manœuvre analogue, la droite de Benedek et s'emparait de Lippa. Il était sept heures du soir. Les deux ailes prussiennes allaient se rejoindre derrière le centre autrichien et lui couper toute retraite. La confusion fut dès lors inexprimable parmi les vaincus : officiers et soldats, cavaliers, fantassins, canons, voitures, caissons, se précipitaient pêle-mêle vers les ponts de l'Elbe et se culbutaient les uns sur les autres. Les Prussiens avaient perdu 10,000 morts ou blessés; ils avaient pris 11 drapeaux, 160 canons, et fait 20,000 prisonniers; les Autrichiens comptaient 19,000 morts ou blessés.

Invasion de la Moravie. Marche sur Vienne. — Après cette victoire décisive, les Prussiens se divisèrent de nouveau. Pendant que la deuxième armée, conduite par le prince royal, poursuivait les Autrichiens en retraite sur Olmutz par la Moravie septentrionale, la première, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, traversait l'Elbe à Pardubitz et prenait directement, par le plus court chemin, à travers la Moravie méridionale, la route de Brünn et de Vienne. Laissant derrière lui à sa gauche, sans s'en inquiéter, les places de Josephstadt et de Kœniggrætz, le roi, qui dès le 8 juillet avait fait occuper Prague derrière sa droite, se dirigea rapidement de Pardubitz sur Brünn, Znaïm et Lundenbourg.

L'occupation de ce dernier point avait une importance extrême : c'est à *Lundenbourg* que se réunissent les deux chemins de fer qui vont de Brünn et d'Olmutz à Vienne. Si l'armée autrichienne retirée à Olmutz restait maîtresse de la voie ferrée Olmutz-Lundenbourg-Vienne, elle pouvait arriver la première devant cette capitale, s'y appuyer sur la rive gauche du Danube et la couvrir. Si, au contraire, le prince Frédéric-Charles et le roi de Prusse, venant de Brünn et de Znaïm, s'emparaient à temps de Lundenbourg, Benedek, au sortir d'Olmutz, était obligé de faire un immense détour vers l'est pour aller passer le Danube à Presbourg. Quand, le 17, l'avant-garde du prince Frédéric-Charles occupa Lundenbourg et interrompit les com-

munications entre Olmutz et Vienne, un quart seulement des troupes autrichiennes avait passé. Le reste, chassé d'Olmutz dès le 15 par le prince royal, dut prendre la route de Hongrie, poursuivi l'épée dans les reins.

Dès lors les vainqueurs s'avancèrent sans obstacle vers le Danube, perpendiculairement au fleuve et sur trois colonnes. Le 22 juillet, à droite, vers l'ouest, le général Herwarth de Bittenfeld était à Stockerau; au centre, le prince Frédéric-Charles, avec la première armée, occupait la vallée de la March, devant Vienne; à gauche, vers l'est, le prince royal, avec la deuxième armée, se trouvait sur le Waag, devant Presbourg.

Les Prussiens dans l'Allemagne occidentale, à Francfort. — Dans l'Allemagne occidentale, les succès des Prussiens n'avaient pas été moins rapides. Le 29 juin, l'armée hanovrienne, qui se retirait vers le sud pour rejoindre les Bavarois, cernée par deux corps prussiens venus du Rhin et du Brandebourg, avait mis bas les armes à *Langensalza*. Après ce succès et l'occupation du Hanovre, du duché de Nassau, ainsi que des deux Hesses, les généraux Manteuffel et Vogel de Falkenstein, poussant devant eux les troupes hessoises et bavaroises, vainqueurs dans des combats acharnés à *Fulda*, *Kissingen*, *Aschaffenbourg*, les 3, 4, 5, 10 juillet, étaient arrivés de la Saale sur le Mein. Le 14, la Diète germanique quitta Francfort pour Augsbourg. Les Prussiens entrèrent le 18 à *Francfort;* ils traitèrent avec une rigueur impitoyable la capitale de la Confédération, où l'opinion publique s'était vivement prononcée contre eux au début de la guerre. Des arrestations nombreuses signalèrent leur arrivée. Le premier jour, ils exigèrent une contribution de 6 millions de florins; le second jour, ils en réclamèrent une seconde de 20 millions : la ville était hors d'état de payer cette somme énorme; le bourgmestre Fellner se suicida de désespoir. Trouvant qu'on ne payait pas assez vite, les généraux prussiens logèrent leurs soldats chez les habitants pour y vivre à discrétion. Enfin le roi de Prusse consentit à se contenter de 15 millions de florins.

Préliminaires de Nikolsbourg. Paix de Prague (24 août 1866). — L'Autriche était vaincue, et ses alliés hors d'état de résister plus longtemps. Dès le 4 juillet, à la nouvelle de Sadowa, l'empereur François-Joseph avait cédé la Vénétie, non pas directement au roi d'Italie, mais à l'empereur des Français. Il espérait par là que, la Vénétie devenant terre française, les Italiens n'oseraient point passer outre : la guerre cessant dès

lors au bord du Mincio, les 140,000 hommes concentrés en Vénétie avec l'archiduc Albert pourraient accourir sur le Danube au secours de Vienne menacée. Cette proposition resta inutile. Victor-Emmanuel objecta aux ouvertures du gouvernement français qu'il était lié par des engagements positifs avec la cour de Berlin, et que la Prusse et l'Italie ne pouvaient traiter que de concert. En conséquence, profitant du départ de la plus grande partie des forces autrichiennes, le général Cialdini prit l'offensive le 8 juillet. Il franchit le Pô entre Borgoforte et Ferrare, tournant ainsi et laissant derrière lui le quadrilatère, encore occupé par de fortes garnisons ; il s'avança sans obstacle jusqu'à l'Isonzo.

Sur la réponse de Victor-Emmanuel, le gouvernement français s'était adressé au roi Guillaume pour lui proposer un armistice. Le vainqueur y consentit, mais pour trois jours seulement, et en y mettant des conditions qui parurent inacceptables à l'empereur d'Autriche. L'arrivée sous Vienne d'une partie de son armée d'Italie avec l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, qui fut proclamé généralissime, avait un peu relevé le courage de François-Joseph. Bientôt pourtant, quand il connut mieux toute l'étendue du désastre et la situation critique de son armée fugitive, à laquelle le prince royal de Prusse faisait chaque jour subir de nouveaux échecs, il dut se résigner à céder. Le 22 juillet, à midi, on convint d'une suspension d'armes de cinq jours. Ce fut le salut d'un corps de 35,000 Autrichiens qui allait être coupé de Presbourg au moment même où les hostilités furent arrêtées.

Le 26 juillet, un armistice de six semaines et les préliminaires de la paix furent signés au château de *Nikolsbourg*, quartier général du roi Guillaume. L'Autriche abandonnait la Vénétie, que le gouvernement français remit ensuite aux Italiens ; elle payait à la Prusse une contribution de guerre de 40 millions de thalers, dont on déduisit 15 millions pour l'indemniser des dépenses faites par elle dans la guerre contre le Danemark ; elle consentait à ce que les affaires d'Allemagne fussent réglées désormais sans sa participation ; elle renonçait en faveur de la Prusse à tous droits sur le Sleswig-Holstein. La Confédération germanique était dissoute ; tous les États situés au nord du Mein devaient former une confédération nouvelle sous la direction de la Prusse. Il n'était pas question du Hanovre, de la Hesse-Cassel, du duché de Nassau, ni de la ville de Francfort, dont la prise de possession par les Prussiens se trouvait

ainsi implicitement confirmée. Un mois après, le 24 août, les préliminaires de Nikolsbourg furent changés par le traité de *Prague* en une paix définitive. Un article du traité stipulait la rétrocession au Danemark du Sleswig nord, si les populations, qui devaient être consultées, n'acceptaient pas leur incorporation à la Prusse. Il ne fut point exécuté.

Quelques jours après, le cabinet de Berlin signait des conventions particulières avec la Bavière, le Wurtemberg et Bade. Les Badois payaient 15 millions de francs pour les frais de la guerre ; les Wurtembergeois, 20 millions de francs ; les Bavarois donnaient 30 millions de florins, et, de plus, cédaient les districts de Gersfeld, Orb et Caulsdorf, renfermant 33,900 habitants. En outre, par des articles secrets, publiés depuis, chacun de ces États concluait avec la Prusse une alliance offensive et défensive. La politique de M. de Bismarck avait complètement réussi.

CHAPITRE XXXVI.

La guerre de 1870 et la chute de l'Empire.

Napoléon III et M. de Bismarck. — La ligne du Mein et la théorie des trois tronçons. — Le décret du 20 janvier 1867 et le droit d'interpellation. — L'Exposition Universelle de 1867. — Échec du Mexique. Rappel du corps expéditionnaire (11 mars). Maximilien fusillé à Queretaro (19 juin 1867). — Échec du Luxembourg (mars-mai 1867). — Le maréchal Niel. Loi militaire de 1868. La garde nationale mobile. — L'opposition devient plus vive. La *Lanterne* de M. Henri Rochefort (1er mai 1868). — La souscription Baudin ; les débuts de M. Gambetta (13 novembre 1868). — Les élections générales de 1869. — Le ministère Émile Ollivier (2 janvier 1870). Pierre Bonaparte tue Victor Noir. — Le plébiscite (8 mai 1870).

La candidature Hohenzollern en Espagne. Déclaration de guerre à la Prusse (19 juillet 1870). — Forces des deux armées ; théâtre de la guerre. — Saarbrück, Wissembourg, Wœrth, Forbach (2, 4 et 6 août 1870). — Chute du ministère Ollivier (9 août). — Ministère Palikao. Bazaine commandant en chef, à Metz. — L'armée de Châlons. — Marche de Mac-Mahon et de l'armée de Châlons vers Bazaine et l'armée de Metz. — Bataille et capitulation de Sedan (1er-2 septembre 1870).

Napoléon III et M. de Bismarck. — Le véritable vaincu de Sadowa, ce n'était pas seulement Benedek, c'était encore Napoléon III. L'empereur des Français, au début de la guerre,

était persuadé que les Autrichiens seraient vainqueurs. Les deux adversaires étant affaiblis par la lutte, il voulait alors, lui, resté neutre et fort, intervenir comme arbitre. L'Autriche aurait repris la Silésie, tant regrettée depuis Marie-Thérèse, ce qui lui aurait permis d'abandonner, sans que son orgueil en souffrît, la Vénétie aux Italiens; la Prusse aurait été dédommagée de la perte de la Silésie par l'annexion des petits États du nord; le Danemark aurait recouvré une partie du Sleswig; la France aurait eu la rive gauche du Rhin. Ainsi, Napoléon aurait refait l'histoire, résolu toutes les questions, contenté tout le monde, rendu à la France ses frontières naturelles, et assuré l'avenir de sa dynastie, sans tirer l'épée.

Le comte de Bismarck et le général de Moltke avaient soufflé sur ce château de cartes. Au sortir d'un si beau rêve, le réveil fut rude. Se sentant atteint et diminué, l'empereur réclama comme compensation pour la France le Palatinat bavarois et la Hesse rhénane, c'est-à-dire Landau et Mayence. « Une telle prétention, répondit M. de Bismarck, ce serait la guerre. » Il ne consentit pas davantage à l'abandon de Landau et de Sarrelouis. Aucun ministre allemand ne pouvait sous peine d'une chute immédiate « céder un pouce de terre allemande. » L'empereur pensa à la Belgique. Mais une agression contre la Belgique était injustifiable; et puis, la Belgique était neutre : vouloir annexer Bruxelles et Anvers, pour cet unique motif qu'on avait besoin d'annexer quelque chose, et qu'on n'osait pas avancer ailleurs, c'était s'engager dans une guerre contre les Anglais.

L'empereur eut un instant l'idée d'attaquer la Prusse sur-le-champ. Mais l'armée était désorganisée; on n'avait pas encore de fusils se chargeant par la culasse pour répondre aux fusils à tir rapide des Prussiens; nos meilleures troupes d'Afrique étaient toujours au Mexique; les cadres étaient vides, l'exonération s'était convertie en un véritable impôt, qui affaiblissait le contingent, parce que le pouvoir touchait l'argent des exonérés sans les remplacer dans les régiments. Il n'y avait pas d'armée à mettre en campagne.

La ligne du Mein et la théorie des trois tronçons. — Napoléon se borna donc à intervenir comme médiateur. Pour avoir l'air de *faire quelque chose*, il fit insérer au traité de Prague qu'il y aurait seulement, sous la direction de la Prusse, une Confédération de l'Allemagne du Nord, s'arrêtant à la ligne du Mein. C'était une grande maladresse. Les petits États alle-

mands situés au sud du Mein, Bavière, Wurtemberg, Bade, ne pouvaient s'allier à l'Autriche : la Prusse ne le voulait pas; ils ne pouvaient s'allier à la Prusse : la France le leur interdisait; ils n'étaient pas assez forts pour vivre isolés. Qu'arriverait-il si leur existence était menacée ?

M. de Bismarck ne pouvait qu'être heureux de cette contrainte, qu'il paraissait subir. Il avait besoin, pour regagner la bonne volonté des États allemands, tant maltraités par lui, qu'une crainte, une antipathie plus forte, fissent oublier aux vaincus de 1866 les coups que la Prusse venait de leur porter. Napoléon, par son intervention, lui rendit ce service. Le premier ministre de Guillaume put dès lors réconcilier tous les Allemands en leur montrant sur le Rhin, prêt à les envahir encore une fois, *l'ennemi héréditaire*. Ce n'est pas que lui-même éprouvât bien vivement cette crainte, car dès 1863 il disait à un diplomate russe, en parlant de l'empire français : « De loin, c'est quelque chose; mais de près, ce n'est rien. »

Profondément atteint dans son prestige, le gouvernement impérial essaya de nier l'évidence. A un discours accusateur de Thiers, disant, au début de la session de 1867 : « Il ne reste plus une faute à commettre, » Rouher répondait : « *Il n'y a pas eu une seule faute de commise*, » et il ajoutait : « *L'Allemagne est partagée en trois tronçons qui ne se rejoindront jamais.* » Aussitôt que cette phrase fut connue à Berlin, tous les journaux de l'Allemagne publièrent le texte des traités secrets signés quelques mois plus tôt, et d'après lesquels le roi Guillaume était commandant en chef des forces de tous les États allemands sans exception.

Le décret du 20 janvier 1867 et le droit d'interpellation. — La France était inquiète et mécontente. Elle n'avait plus confiance dans la clairvoyance du gouvernement. Elle réclamait plus de liberté et plus de lumière. Dans une lettre adressée le 19 janvier 1867 à Rouher, l'empereur promit des concessions libérales. Elles étaient, il est vrai, plus apparentes que réelles. Le décret du 20 janvier 1867 supprimait les adresses votées tous les ans par le Sénat et le Corps législatif à l'ouverture des sessions, en réponse au discours du trône. Les membres des deux Chambres recevaient le droit d'interpeller le gouvernement sur sa politique intérieure et extérieure. Cependant, pour que l'interpellation eût lieu, il fallait : 1° que cinq membres au moins en fissent la demande au bureau de la Chambre ; 2° que deux bureaux au moins au Sénat, ou quatre

au moins au Corps législatif, fussent d'avis d'accueillir cette demande. Si la réponse était affirmative, l'interpellation aurait lieu, et ensuite la Chambre passerait à l'ordre du jour ou prononcerait le renvoi au gouvernement.

L'Exposition Universelle de 1867. — Sur un autre terrain, l'empereur se promettait un grand triomphe. Une nouvelle Exposition Universelle eut lieu à Paris en 1867. L'enceinte du Champ-de-Mars avait été livrée aux exposants. Une immense rotonde, placée au centre, renfermait les produits du commerce et de l'industrie de toutes les nations. Le nombre des exposants dépassait 40,000. Un parc avec des *aquariums* d'eau de mer et d'eau douce, des serres, des fleurs, des plantes de toute nature, avait été ouvert au même endroit. Une multitude d'étrangers, parmi lesquels les empereurs de Russie et d'Autriche, les rois de Prusse, de Belgique, de Suède, de Portugal, de Grèce, de Bavière, de Wurtemberg, le prince de Galles, le sultan, le vice-roi d'Égypte, visitèrent Paris pendant la durée de l'Exposition. On fut frappé des ressources de la France, de sa richesse, mais aussi de la faiblesse de son gouvernement. L'empereur vieillissait, il était malade, et son caractère devenait plus irrésolu que jamais ; l'influence de l'impératrice augmentait ; les ministres, peu d'accord entre eux, croyaient par la présomption remplacer la clairvoyance ; on ne voyait que futilité, luxe, recherche effrénée du plaisir. M. de Bismarck et le général de Moltke purent retourner rassurés à Berlin.

Pendant l'Exposition, le 6 juin 1867, une grande revue eut lieu au Bois de Boulogne devant Napoléon III, le roi Guillaume et l'empereur de Russie Alexandre II. Au retour, près de la cascade, un jeune Polonais, Berezowski, tira un coup de pistolet sur le czar, sans l'atteindre. Déclaré coupable avec des circonstances atténuantes, Berezowski fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Échec du Mexique. Rappel du corps expéditionnaire (11 mars). **Maximilien fusillé à Queretaro** (19 juin 1867). — L'Exposition de 1867 n'avait été pour le gouvernement qu'une demi-victoire. Il éprouvait en même temps deux échecs éclatants à l'extérieur, dans l'affaire du Mexique et dans l'affaire du Luxembourg.

Proclamé empereur d'un pays où toute la population lui était hostile, Maximilien voulut briser les résistances par la terreur. Il écrivit de sa propre main, le 30 octobre 1865, un décret ordonnant que quiconque porterait les armes contre lui serait

fusillé dans les 24 heures. De son côté, le maréchal Bazaine, commandant en chef du corps expéditionnaire français, disait, dans une circulaire aux officiers placés sous ses ordres : « Je n'admets pas qu'on fasse des prisonniers. Tout individu, quel qu'il soit, sera mis à mort. Aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir. » C'est en exécution de ces instructions que les généraux Arteaga et Salazar[1] furent fusillés à Uruapan le 21 octobre 1865. Le désordre régnait partout au Mexique. Le gouvernement légal, celui de la République, représenté par le Président Juarez, existait toujours dans le nord, seul reconnu par les États-Unis ; Maximilien restait impuissant ; Bazaine intriguait sourdement contre lui pour l'évincer et obtenir la dictature. Les troupes françaises éprouvaient de fréquents échecs ; elles se démoralisaient et se livraient à des actes d'indiscipline et de pillage. La contre-guérilla du colonel Dupin était détestée des populations.

Pourtant, au Corps législatif, Rouher persistait à dire : « L'expédition du Mexique a conquis à la civilisation un grand pays. » Deux emprunts successifs furent contractés par Maximilien avec l'appui du gouvernement français. « Maximilien, disait le ministre d'État de Napoléon III, offre à ses prêteurs les plus solides garanties. L'armée française ne reviendra sur nos rivages que son œuvre accomplie et triomphante de toutes les résistances. » Il ajoutait que le gouvernement des États-Unis n'avait rien dit ni fait qui fût défavorable à l'empire mexicain. M. Seward, ministre des affaires étrangères en Amérique, avait remis à l'empereur, le 7 avril 1864, une protestation contre l'établissement d'une monarchie au Mexique, protestation d'accord avec « le sentiment unanime du peuple des États-Unis. » Le 28 octobre 1865, le gouvernement américain protesta contre « la politique sanguinaire employée au Mexique. » Deux mois après, il invita Napoléon à rappeler ses troupes. Le gouvernement français promit de le faire. Le 12 février 1866, M. Seward lui donna l'avis « de ne pas retarder, *un seul instant*, la

1. Avant de mourir, le général Salazar écrivait à sa mère : « Ma conscience est tranquille ; je vais descendre dans la tombe à trente-trois ans, sans tache dans ma carrière militaire, sans souillure sur mon nom. Ne pleurez pas, mais prenez courage, car le seul crime de votre fils est d'avoir défendu une cause sainte, l'indépendance de son pays. C'est pour cela que je vais être fusillé. Je n'ai pas d'argent, car je n'ai rien mis de côté ; je vous laisse sans fortune ; mais Dieu vous aidera, vous et mes enfants, qui seront fiers de porter mon nom. »

retraite promise de ses forces militaires. » — « Nous voulons bien, avait dit le général américain Schofield, faciliter à Napoléon III les moyens de se dégager le plus décemment possible, et l'aider à soutenir que son armée rentre en France parce que l'empire mexicain n'a plus rien à craindre; mais il doit se hâter. »

Au mois d'août suivant, la princesse Charlotte, femme de Maximilien, était venue en France pour supplier l'empereur et l'impératrice de ne pas abandonner son mari, après l'avoir envoyé au Mexique. « Il est inutile d'insister, Madame, lui répondit Napoléon : plus un homme, plus un écu. » Désespérée, la malheureuse femme éclata en reproches : « Vengez-vous sur la petite-fille de Louis-Philippe, s'écria-t-elle, de ce qu'il vous a retiré de la misère et préservé de l'échafaud ! » Et en quittant Saint-Cloud, elle jeta ce terrible adieu à Napoléon : « Que Dieu vous maudisse comme Caïn ! »

Le 14 février 1867, dans son discours d'ouverture de la session, au Corps législatif, l'empereur des Français fit la déclaration suivante : « J'ai *spontanément* décidé le rappel de notre corps d'armée. » Le général Castelnau, aide de camp de Napoléon, envoyé au Mexique pour décider Maximilien à abdiquer et à se rembarquer, ne réussit pas.

Le 11 mars 1867 il n'y avait plus un seul soldat français au Mexique. Quelques semaines après la République était rétablie à Mexico. Le 15 mai, Maximilien fut fait prisonnier à Queretaro. Il fut condamné à mort et passé par les armes le 19 juin suivant; sa femme était devenue folle.

Ainsi : cinq ans de guerre; des milliers d'existences sacrifiées; des sommes énormes dépensées en pure perte; la France paralysée en Europe, parce que ses forces étaient occupées en Amérique au moment où elle aurait eu le plus besoin d'en avoir la libre disposition; l'armée d'occupation obligée de se rembarquer précipitamment sur l'injonction des États-Unis; Maximilien, que Napoléon III avait fait empereur, pris et fusillé à Queretaro; sa veuve devenue folle; les souscripteurs de l'emprunt mexicain, auxquels le gouvernement français avait dit qu'ils ne couraient aucun risque, entièrement ruinés : tel était le bilan de cette expédition tant de fois nommée : « La plus grande pensée du règne. »

Échec du Luxembourg (mars-mai 1867). — Comme si ce n'était pas assez d'échecs coup sur coup, Napoléon en éprouvait un autre en Europe, à la même date. Il croyait indispensable de

faire, quelque part, une acquisition territoriale, qu'il pût présenter à la France comme une compensation des annexions prussiennes. Ne pouvant obtenir le Palatinat et la Hesse, refusés par le cabinet prussien, n'osant attaquer la Belgique, neutre et protégée par l'Angleterre, il se rabattit sur le Luxembourg. Le grand-duché de Luxembourg appartenait au roi de Hollande et faisait partie de la Confédération germanique avant 1866 ; Luxembourg était forteresse fédérale et avait garnison prussienne. La Confédération germanique n'existait plus ; mais les Prussiens occupaient toujours la forteresse. Le 21 mars 1867, le roi de Hollande consentit à vendre le Luxembourg à la France moyennant 90 millions. Les puissances ne firent aucune objection à cette acquisition, d'ailleurs peu importante, qui leur paraissait, en donnant à Napoléon III une satisfaction d'amour-propre, de nature à maintenir la paix générale. Mais l'empereur avait compté sans M. de Bismarck. Le ministre prussien, qui était devenu pour l'habitant des Tuileries ce que, dans le drame de Shakspeare, l'ombre de Banco était pour Macbeth, se dressa encore devant lui. Le sentiment public en Allemagne, déclara M. de Bismarck, ne lui permettait pas de consentir à l'annexion du Luxembourg par les Français. M. de Moustier, ministre des affaires étrangères de France, affirma dès lors que le gouvernement français avait seulement demandé l'évacuation de Luxembourg par la garnison prussienne. Une conférence se réunit à Londres. Il fut convenu que le Luxembourg serait neutralisé, et la forteresse rasée aussitôt après le départ des Allemands (13 mai 1867). Il fallut se contenter de cela.

L'entrevue de Napoléon et de François-Joseph à Salzbourg (17 août 1867) ne décida point la conclusion d'une alliance entre la France et l'Autriche. Quelques jours après, dans un discours prononcé à Auxerre, l'empereur déclarait qu'il y avait à l'horizon « *des points noirs.* »

L'attaque des États du pape par les Garibaldiens amena au mois de novembre une nouvelle expédition romaine. Les chassepots du général de Failly « *firent merveille* » à Mentana (4 novembre 1867). Rome resta occupée par les Français. Le 4 décembre, Rouher déclara au Corps législatif que l'Italie ne s'emparerait point de Rome : « *Jamais ! jamais !* »

Le maréchal Niel. La loi militaire de 1868. La garde nationale mobile. — Depuis l'affaire du Luxembourg, le gouvernement impérial ne songeait plus qu'à la guerre. Il ordonna la fabrication de 1, 800, 000 fusils chassepots et voulut porter

l'armée à 1,200,000 hommes. Le maréchal Randon fut remplacé au ministère de la guerre par le maréchal Niel.

Adolphe Niel, né à Muret en 1802, après avoir passé par l'École Polytechnique, devint chef de bataillon du génie au siège de Constantine (1837), général de brigade au siège de Rome (1849), général de division en 1853; l'année suivante, il dirigea l'attaque de Bomarsund et fut nommé aide de camp de l'empereur; il commanda le génie devant Sébastopol. En 1857, il fut nommé sénateur; la bataille de Solferino lui valut le titre de maréchal de France. Organisateur laborieux, intelligent, actif, il proposa une nouvelle loi militaire reposant sur le principe du service militaire obligatoire pour tout le monde. Elle fut votée le 14 janvier 1868. Aux termes de cette loi, tous les jeunes gens parvenus à leur vingtième année devaient tirer au sort : ceux qui appartenaient à la première partie du contingent serviraient neuf ans, cinq ans dans l'armée active, quatre ans dans la réserve; ceux qui appartiendraient à la seconde seraient compris jusqu'à vingt-six ans dans la garde nationale mobile, destinée à concourir à la défense du territoire avec l'armée, en cas de guerre.

Malheureusement, tout était à faire à la fois. Loin d'être secondé, le maréchal Niel rencontrait partout la mauvaise volonté, l'apathie, la routine. Il tomba malade et mourut le 13 août 1869. Il fut remplacé par le général d'artillerie Lebœuf.

L'opposition devient plus vive. La Lanterne de M. Henri Rochefort (1er mai 1868). — L'hiver de 1867 à 1868 fut rigoureux : le pain était cher, les ouvriers souffraient; des émeutes éclatèrent à Paris sur la Place du Château d'Eau. Le ministre des finances Magne demanda un nouvel emprunt de 700 millions. Le 9 mars, le Corps législatif vota une nouvelle loi sur la presse, qui supprimait l'autorisation préalable et déclarait les journaux justiciables des tribunaux correctionnels. Une loi sur les réunions publiques fut votée le 25 mars. Thiers, Garnier-Pagès, M. Magnin, attaquèrent vivement la gestion financière du gouvernement : ils montrèrent le désordre grandissant, les emprunts succédant aux emprunts, les dépenses se multipliant d'année en année. « Le gouvernement, leur répondit Rouher, n'a commis *aucune faute politique.* » Parlant de « nos victoires diplomatiques », il ajouta : « L'opinion publique est satisfaite. »

M. Henri Rochefort publia, le 1er mai 1868, le premier numéro de *la Lanterne.* L'auteur de cette brochure hebdomadaire

prenait corps à corps l'empereur et son entourage. S'en prenant non plus seulement à leur politique, mais au passé de chacun d'eux, il les attaquait avec une vivacité dont la presse avait perdu l'habitude depuis bien des années. La publicité de *la Lanterne* fut énorme. D'abord stupéfaits, Napoléon III et ses conseillers ordonnèrent la saisie du nº 3. Condamné à 10 000 francs d'amende et 13 mois de prison, M. Henri Rochefort se retira en Belgique, où il continua son journal, qui, malgré les efforts de l'administration, ne cessa point de se répandre dans toutes les parties de la France. En même temps, M. Louis Ulbach publiait *la Cloche ;* M. Eugène Tenot écrivait les deux volumes intitulés *le Coup d'Etat du 2 décembre à Paris*, *le Coup d'Etat du 2 décembre dans les départements*, et M. A. Rogeard, *les Propos de Labienus.*

Cette même année, M. Jules Grévy fut élu député dans le Jura. C'était un échec personnel pour l'empereur, qui n'avait pas oublié l'amendement proposé à la Constitution de 1848 par le nouveau membre du Corps législatif. M. Grévy était simultanément élu bâtonnier de l'ordre des avocats par le barreau de Paris. Enfin, le 30 septembre, une révolution éclata en Espagne. Napoléon III et l'impératrice reçurent à la frontière la reine Isabelle fugitive. Ils ne se doutaient pas que la déposition de leur alliée était le prologue d'événements dont leur propre chute devait marquer le dénouement. Dans ce même mois, des négociations furent entamées pour obtenir la vente, à la Compagnie française du chemin de fer de l'Est, des chemins de fer belges et luxembourgeois; elles échouèrent.

La souscription Baudin. Les débuts de Gambetta (13 novembre 1868). — Le 2 novembre 1868, un groupe de républicains vint au cimetière Montmartre honorer la mémoire du représentant Baudin, tué le 3 décembre 1851 pour la défense des lois. Une souscription fut ouverte par les journaux *l'Avenir national*, *le Réveil*, *le Rappel*, *la Revue politique*, *le Temps*, *le Siècle*, *l'Électeur libre*, *le Journal de Paris*, *la Tribune*, pour élever un monument à Baudin. Berryer mourant (il expira le 30 novembre) envoya son offrande. Les rédacteurs des journaux et quelques-uns des manifestants du 2 novembre furent traduits en police correctionnelle, devant la 6e chambre, le 13 novembre. Léon Gambetta, défenseur de Charles Delescluse, rédacteur en chef du *Réveil*, s'écria : « L'acte du 2 décembre a porté le trouble dans les consciences; à cette date se

sont groupés autour d'un prétendant des hommes sans talent, sans honneur, perdus de dettes et de crimes, de ces complices, à toutes les époques, des coups de force.... de ces gens dont on peut répéter ce que César a dit, lui-même, de ceux qui conspiraient avec lui : *Eternels rebuts des sociétés régulières....* Avec ce personnel, on sabre, depuis des siècles, les institutions et les lois, on écrase le droit sous la botte d'un soldat... Grâce à la vapeur et au télégraphe, on trompa la province avec Paris, et Paris avec la province. Paris est soumis, affichait-on, quand Paris était assassiné, mitraillé... Écoutez, voilà dix-sept ans que vous êtes les maîtres absolus, *discrétionnaires*, de la France : c'est votre mot. Eh bien! vous n'avez jamais osé dire : Nous célébrons, nous mettons au rang des solennités de la France le 2 décembre comme un anniversaire national ! Et cependant tous les régimes qui se sont succédé dans le pays se sont honorés du jour qui les a vus naître ; et il n'y a que deux anniversaires, le 18 brumaire et le 2 décembre, qui n'ont jamais été mis au rang des solennités d'origine, parce que vous savez que, si vous osiez les mettre, la conscience universelle les repousserait ! » Ce magnifique plaidoyer, vainement interrompu par le ministère public, n'empêcha pas les prévenus d'être frappés d'emprisonnement et d'amende. Mais personne ne s'y trompa. Le véritable condamné, c'était l'empire.

Le gouvernement s'attendait à une nouvelle manifestation républicaine au cimetière Montmartre le 2 décembre. M. Pinard, qui, le 15 novembre 1867, avait remplacé M. de Lavalette comme ministre de l'intérieur, ordonna un immense déploiement de troupes, en pure perte : car il n'y eut ni manifestation ni manifestants. Compromis par cette maladresse, il fut remplacé, le 17 décembre 1868, par M. Forcade de la Roquette.

Les élections générales de 1869. — L'année 1869 devait être marquée par les élections générales. Au début, l'administration de M. Haussmann fut vivement attaquée au Corps législatif : en six ans, le préfet de la Seine avait contracté 465 millions de dettes ; les ressources de la ville étaient épuisées, et on disposait de ses finances sans la consulter, sans même consulter le pouvoir législatif. M. Haussmann devait être remplacé, en janvier 1870, par le préfet du Rhône, Henri Chevreau. Mais l'opposition ne put obtenir qu'on rendît à Paris un conseil municipal élu.

L'aliénation de la Pépinière du Luxembourg [1], qui diminuait considérablement l'étendue de ce jardin, la démission de M. Séguier, procureur impérial à Toulouse, celle de M. Turquet, qui remplissait les mêmes fonctions à Vervins, furent l'occasion de vifs débats. Par contre, la mort du président du Sénat, Troplong (2 mars) et celle de Lamartine (même jour), autrefois si célèbre, passèrent presque inaperçues.

Les élections pour le renouvellement du Corps législatif eurent lieu les 23 et 24 mai. Malgré les réclamations de la presse, le système des candidatures officielles avait été conservé, et les circonscriptions électorales arbitrairement découpées. A Paris, ce ne furent plus seulement des candidats *opposants*, mais des *irréconciliables*, se proclamant hautement républicains, qui se présentèrent aux électeurs. M. Émile Ollivier, qui s'écriait en 1857 : « Moi! je serai le spectre du 2 décembre! » était devenu partisan de l'*Empire libéral* et candidat au ministère. Son ancienne circonscription le repoussa et lui préféra l'ancien proscrit Bancel. En vain M. Émile Ollivier voulut-il affronter une discussion publique au Châtelet ; aussitôt qu'il parut les assistants crièrent : « Vive la République! vive Bancel! »

Le 13 mai, des individus revêtus de *blouses blanches* descendirent sans opposition de Belleville sur les boulevards en criant : « Mort aux propriétaires! » en cassant des vitres et en renversant les kiosques des marchandes de journaux. La population fut indignée, mais ne prit pas le change et vota pour les candidats républicains. Au premier tour de scrutin, les 23 et 24 mai, Bancel, Picard, Gambetta, MM. Jules Simon, Pelletan, furent élus à Paris. Au second tour, Thiers, Jules Favre, Garnier-Pagès et M. Jules Ferry complétèrent la députation de la Seine. Jules Favre, dans la 7e circonscription, avait eu pour concurrent M. Henri Rochefort. Les *blouses blanches* avaient recommencé leurs exploits, détruisant kiosques, bancs, réverbères, vitres, dans les quartiers les plus peuplés de Paris, du 31 mai au 15 juin. Ces scènes répugnantes servirent de prétextes pour saisir les journaux hostiles au gou-

1. La Pépinière du Luxembourg était l'ancien clos des Chartreux. En 1258 Louis IX avait donné aux Chartreux le château de Vauvert (entre le Luxembourg et l'Observatoire actuels), qui fut transformé en couvent. Eustache Lesueur composa pour leur église ses tableaux sur la vie de saint Bruno. C'est pour cette raison que la statue de Lesueur a été placée dans le Jardin du Luxembourg.

vernement et opérer des arrestations nombreuses parmi les républicains.

Hors de Paris, l'opposition l'avait emporté dans beaucoup de circonscriptions : Bancel et Raspail étaient élus à Lyon. Gambetta à Marseille, Picard à Montpellier, M. Jules Simon à Bordeaux, M. de Kératry dans le Finistère, M. Jules Grévy dans le Jura, Dorian dans la Loire, M. Magnin à Dijon. Par suite des options, il y eut quatre élections nouvelles à Paris : elles envoyèrent à la Chambre M. Henri Rochefort, élu à Belleville pour remplacer Gambetta, M. Emmanuel Arago, Crémieux et Glais-Bizoin. Après une courte session, commencée le 8 juin, la vérification des pouvoirs fut interrompue, bien qu'il y eût encore cinquante-huit élections à vérifier. La Chambre fut prorogée le 24 juillet. Un message de l'empereur rendait aux députés le droit de faire leur règlement intérieur et d'élire leur bureau. Le ministère remanié fut ainsi composé : maréchal Niel, à la guerre ; amiral Rigault de Genouilly, à la marine ; Forcade de la Roquette, à l'intérieur ; Magne, aux finances ; Gressier, aux travaux publics ; Duvergier, à la justice et aux cultes ; prince de la Tour d'Auvergne, aux affaires étrangères ; Bourbeau, à l'instruction publique ; Alfred Leroux, à l'agriculture et au commerce ; Chasseloup-Laubat, à la présidence du Conseil d'État.

Le 15 août 1869 était l'anniversaire séculaire de la naissance de Napoléon Ier. Cette date, d'après une tradition, devait être fatale à la famille Bonaparte. Très accessible aux idées superstitieuses, l'empereur était gravement malade à Saint-Cloud. Il dut envoyer son fils au camp de Châlons pour le remplacer ; ce fut également le prince impérial qui alla, avec sa mère, inaugurer le 15 août à Ajaccio la statue du fondateur de la dynastie. Le maréchal Niel, ministre de la guerre, était mort deux jours auparavant. L'impératrice entreprit ensuite un voyage en Égypte pour assister aux fêtes de l'inauguration du canal de Suez. La Bourse baissait. Des grèves éclatèrent à plusieurs reprises pendant l'année sur divers points de la France : à la Ricamarie, près de Saint-Étienne, le 6 juin, et à Aubin, dans l'Aveyron, le 8 octobre, les grévistes furent dispersés par des fusillades meurtrières.

Aux termes de la Constitution, la prorogation du Corps législatif aurait dû cesser le 24 octobre. Les députés de la gauche furent invités par M. de Kératry à se réunir ce jour-là sur la Place de la Concorde pour se rendre au Palais-Bourbon ; ils

renoncèrent toutefois à ce projet pour prévenir l'effusion du sang. L'ouverture des Chambres eut lieu enfin, le 29 novembre, au Louvre : « Aidez-moi à sauver la liberté ! » leur dit l'empereur. Ainsi c'était la liberté qu'invoquait, dans cette dernière phase de son règne, l'auteur du 2 décembre, comme l'auteur du 18 brumaire l'avait invoquée pendant les Cent-Jours, au retour de l'île d'Elbe, à la veille de Waterloo ! Le gouvernement du coup d'État allait essayer de se transformer encore une fois sous le nom d'*Empire libéral.*

Le ministère Émile Ollivier (2 janvier 1870). **Pierre Bonaparte tue Victor Noir.** — Le 2 janvier 1870, M. Rouher quitta le ministère pour la présidence du Sénat, et M. Émile Ollivier, élu député dans le Var, fut chargé de former un cabinet. Il prit la justice et donna l'intérieur à M. Chevandier de Valdrôme, les affaires étrangères à M. Daru, les finances à M. Buffet, l'instruction publique à M. Segris, les beaux-arts à M. Maurice Richard, les travaux publics à M. de Talhouet, la guerre au général, bientôt maréchal, Lebœuf; la marine à l'amiral Rigault de Genouilly. M. Ollivier ne doutait pas de son succès. Plein de confiance en lui-même, il disait, en parlant de Napoléon III : « Nous lui ferons une vieillesse heureuse. » Un journaliste de talent, Prévost-Paradol, qui dans le *Journal des Débats* et le *Courrier du Dimanche* avait fait jusque-là une vigoureuse opposition à l'empire, se rallia au gouvernement à la même époque. Nommé ministre de France aux États-Unis, il se tua d'un coup de pistolet au cœur, dès le mois de juillet de cette année si féconde en événements tragiques.

Huit jours après la formation du cabinet, le 10 janvier, un jeune journaliste, Victor Noir, venu avec M. Ulrich de Fonvielle pour demander, au nom de M. Paschal Grousset, à la suite d'une polémique engagée dans les journaux de la Corse, une réparation par les armes au prince Pierre Bonaparte, fils de Lucien Bonaparte et cousin de l'empereur, fut tué par lui d'un coup de revolver, dans sa maison, à Auteuil. Pierre Bonaparte tira aussi sur M. de Fonvielle, qui put gagner la rue sans être atteint. Le soir, dans son journal *la Marseillaise*, encadré de noir, M. Henri Rochefort fit appel aux armes. M. Émile Ollivier annonça que Pierre Bonaparte serait jugé non par la Cour d'assises de la Seine, mais par une Haute Cour siégeant à Tours, et dont les jurés seraient pris parmi les Conseils généraux.

Deux cent mille personnes assistèrent le 12 janvier aux funérailles de Victor Noir, à Neuilly. Gustave Flourens et les plus

exaltés parmi les assistants voulaient porter le cercueil à Paris, au cimetière du Père-Lachaise, et provoquer une révolution immédiate. Mais le frère de la victime, M. Louis Noir, Charles Delescluze et M. Henri Rochefort obtinrent que les funérailles se feraient à Neuilly. Les troupes étaient, en effet, massées dans les Champs-Élysées, le peuple sans armes, et une collision aurait abouti à un massacre. La foule, qui au cimetière criait « Vengeance ! vive la République, et mort aux Bonapartes ! » fut dispersée en rentrant dans Paris.

Huit jours après, M. Henri Rochefort, contre lequel le Corps législatif, dont il était membre, autorisa les poursuites, était condamné à six mois de prison. Il fut arrêté le 7 février au soir rue de Flandre, au moment où il allait entrer dans une réunion publique. Gustave Flourens essaya inutilement de soulever la population de Belleville.

Devant la Haute Cour, à Tours, Pierre Bonaparte prétendit qu'il avait été souffleté par sa victime. Sur le réquisitoire du procureur général Grandperret, le cousin de l'empereur fut acquitté. En ce moment-là même une grève éclatait au Creuzot parmi les ouvriers de M. Schneider, président du Corps législatif.

Le plébiscite (8 mai 1870). — La mort de Victor Noir avait porté à l'empire un coup terrible. Comment s'en relever? Un sénatus-consulte du 20 avril rétablit à peu près le régime parlementaire et la responsabilité ministérielle. On eut recours à un plébiscite. Le peuple français fut convoqué dans ses comices le 8 mai, pour accepter ou repousser la proposition suivante : « Le peuple français approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860, et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870. » Il y avait là une équivoque : en approuvant *les réformes libérales*, on semblait approuver l'*empire;* en repoussant l'empire, on semblait se prononcer contre les réformes. M. Grévy protesta contre le plébiscite : « Quand, disait-il, on place une nation entre le fait accompli et le néant, en la trompant, en la terrifiant, je dis que la réponse qu'on lui demande est un ordre qu'on lui donne. Il est manifeste que le plébiscite n'est pas une manière de connaître la volonté nationale ; ce n'est qu'un moyen de la confisquer. » Le même orateur s'était écrié qu'il ne voulait être « ni dupe, ni complice. »

Le cabinet eut recours à tous les moyens pour assurer le succès. « *Voter oui*, » disait-il, « *c'est voter pour la paix.* »

On annonça un complot formé contre la vie de l'empereur; on ne respecta pas le secret des lettres; on saisit les journaux; les arrestations se multiplièrent, ainsi que les procès pour affiliation à l'*Association Internationale des Travailleurs.* (Cette association avait été fondée à Londres, le 25 octobre 1864.)

Le plébiscite donna les résultats suivants : 7,336,434 *oui*; 1,560,709 *non*; 112,975 bulletins *nuls*. A Paris et en Algérie, la majorité fut négative. Le vote de l'armée donna 285,657 *oui* et 46 210 *non*. Ce fut la dernière victoire de l'empire. Étant donnés tous les moyens d'action dont le gouvernement disposait, et le nombre des bulletins négatifs, les partisans de la dynastie furent plus inquiets que jamais. « S'il n'y a pas de guerre, disait l'impératrice, mon fils ne régnera pas. » Trois ministres, MM. de Talhouet, Buffet, Daru, ayant donné leur démission, M. Segris fut nommé aux finances, M. Mège à l'instruction publique, M. Plichon aux travaux publics, le duc de Grammont aux affaires étrangères.

Le 14 juillet, le concile de Rome déclara l'infaillibilité du pape dogme de l'Église.

La candidature Hohenzollern en Espagne. Déclaration de guerre à la Prusse (19 juillet 1870). — Après la Révolution espagnole du 30 septembre 1868, les Cortès constituantes établirent une régence dirigée par les généraux Serrano et Prim et l'amiral Topete. On décida que la royauté serait rétablie. Mais qui nommer roi ? Napoléon s'opposant formellement à l'élection du duc de Montpensier, beau-frère d'Isabelle, la couronne fut offerte au prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi de Prusse et major dans le 1er régiment de ses gardes à pied. Le gouvernement impérial français trouva dans cette candidature le prétexte de guerre qu'il cherchait.

Le 6 juillet, M. de Grammont déclara au Corps législatif que la France ne souffrirait pas qu'on mît en péril « ses intérêts et son honneur. » Quelques jours après, le 12, Olozaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, fit savoir que le prince Léopold s'était désisté, et le roi de Prusse annonça à M. Benedetti, ambassadeur de France à Berlin, qu'il donnait au désistement de son cousin « son approbation entière et sans réserve. » Tout était donc terminé : « C'est la paix, dit l'empereur, je le regrette, car l'occasion était bonne. »

Mais l'impératrice voulait la guerre. Le 13 juillet, au Corps législatif, M. Clément Duvernois déclara qu'il fallait des garanties pour l'avenir. » M. Jérôme David se plaignit de « la lenteur dérisoire des négociations. » Le soir même, M. de Grammont charge M. Benedetti de demander au roi de Prusse « l'assurance qu'il n'autorisera pas *de nouveau* cette candidature. » Le 14, étonné de cette insistance, Guillaume déclara à M. Benedetti, auquel il donna audience à la gare d'Ems, avant de monter en wagon pour Coblentz, qu'il n'avait plus rien à lui communiquer : « Mon gouvernement, ajouta-t-il, continuera les négociations qui pourraient être poursuivies. »

Le lendemain 15, à Paris, le cabinet déclara aux deux Chambres que le roi de Prusse avait outragé notre ambassadeur en lui refusant une audience, comme le constatait « une note diplomatique de la Prusse. » Thiers demanda que cette note fût remise au Corps législatif, et n'obtint rien : la note n'existait pas! Gambetta flétrit la conduite du cabinet comme « un manque de véracité politique et une atteinte aux droits de l'Assemblée. » Thiers, interrompu, insulté, malgré les clameurs qui couvraient sa voix, et les épithètes de « *traître!* » de « *Prussien!* » qu'on lui lançait, réclama énergiquement la communication des dépêches : « Je décline, quant à moi, s'écria-t-il, la responsabilité d'une guerre aussi peu justifiée... Offensez-moi, insultez-moi. Je suis prêt à tout subir pour défendre le sang de mes concitoyens, que vous êtes prêts à verser si imprudemment. » En vain, Jules Favre et M. Buffet insistèrent. Le Corps législatif, par 159 voix contre 84, refusa d'exiger qu'on lui donnât connaissance des documents. Il vota ensuite un crédit de 500 millions que le gouvernement demandait. Quelqu'un avait parlé de la responsabilité encourue par le ministère : « Cette responsabilité, s'écria M. Émile Ollivier, nous l'acceptons d'*un cœur léger !* »

Une commission avait été nommée pour entendre les explications des ministres. M. de Grammont s'excusa d'avoir fait attendre les députés : « J'avais chez moi, leur dit-il, l'*ambassadeur d'Autriche et le ministre d'Italie.* J'espère que la commission ne m'en demandera pas davantage. » C'était dire qu'on pouvait compter sur deux alliés : en réalité on n'en avait aucun. Le maréchal Lebœuf, de son côté, s'écriait : « Nous sommes *prêts*, *archiprêts ;* quand la guerre devrait durer un an, *il ne nous manquera pas un bouton de guêtre.* » On lui demandait si l'armée avait de bonnes cartes : « Certai-

nement, répondit-il, tous nos officiers ont les meilleures qui existent; tenez, j'ai la mienne sur moi; » et, portant la main sur son épée, il ajouta : « La voilà! » Hélas! les Prussiens en avaient d'autres! Il est vrai que le président du Sénat disait à l'empereur : « Sire, grâce à vos soins, la France est prête. » Le ministre de la guerre disait encore : « L'armée prussienne n'existe pas, je la nie! » M. Émile Ollivier concluait par ces mots : « Nous soufflerons dessus! » On pariait que le jour de sa fête, le 15 août, Napoléon III serait à Berlin.

Pendant huit jours, à partir du 14 juillet, chaque soir, des bandes parcoururent les boulevards et les rues de Paris en criant : « Vive la guerre! à Berlin! à Berlin! » Une démonstration spontanée en sens inverse s'étant produite, la police, le 20, dispersa violemment les citoyens qui manifestaient en faveur de la paix.

Le 19 juillet, la guerre fut déclarée. Le 28, l'empereur, laissant la régence à l'impératrice, partit de Saint-Cloud pour aller à Metz prendre le commandement en chef de l'armée du Rhin avec le maréchal Lebœuf comme major général. Quelques jours après, M. de Bismarck livrait à la publicité, et le *Times* imprimait un projet de traité écrit de la main de M. Benedetti, ambassadeur de France à Berlin, en date de 1867, par lequel Napoléon III « offrait de reconnaître toutes les conquêtes de la Prusse, et de favoriser l'absorption des États du Sud, à condition que le roi Guillaume l'aiderait à acquérir le Luxembourg et à s'annexer la Belgique. » L'irritation contre le gouvernement impérial fut grande dans toute l'Europe, surtout en Angleterre.

Forces des deux armées; théâtre de la guerre. — L'armée française, divisée en huit corps d'armée (Mac-Mahon, Frossard, Bazaine, Ladmirault, de Failly, Canrobert, Félix Douay, garde impériale), ne pouvait mettre en ligne, au début, plus de 200,000 combattants : les réserves n'étaient pas prêtes, et la garde mobile n'existait que sur le papier. Les troupes étaient disséminées, au nord, le long de la frontière prussienne et bavaroise, de Sierck à Saint-Avold, Forbach, Bitche, Wissembourg et Lauterbourg, sur une ligne de 148 kilomètres ou 37 lieues; à l'est, le long du Rhin sur la frontière badoise, de Lauterbourg à Strasbourg et Belfort, sur une ligne de 163 kilomètres ou 41 lieues. Armes, vivres, munitions, objets de campement, outils, chevaux, tout manquait; aucun service n'était organisé; les corps ne s'éclairaient pas et n'étaient pas à portée

de se secourir. On ne savait rien de l'ennemi, par lequel on allait être partout surpris. On croyait encore que le Hanovre allait se soulever contre la Prusse, et que les États du Sud ne marcheraient pas.

Les Allemands mettaient en ligne, dès le début, trois armées commandées par le général Steinmetz, le prince Frédéric-Charles et le prince royal de Prusse, sous la direction suprême du roi Guillaume et de son major général, l'habile de Moltke. Ces trois armées formaient une masse de 338,000 hommes, avec 170.000 de renforts à portée, sans parler de la landwehr. Elles étaient bien groupées, abondamment pourvues de tout, éclairées à de grandes distances par une excellente cavalerie. Elles avançaient de Coblentz sur Trèves et Sarrelouis; de Mayence par l'ouest de la Bavière rhénane; de Spire par Landau et l'est de la Bavière rhénane.

Saarbrück, Wissembourg, Wœrth, Forbach (2, 4 et 6 août 1870). — Le 2 août, les Français firent une démonstration sur les hauteurs entre Forbach et Saarbrück. Cet engagement insignifiant fut transformé en victoire. « Louis a reçu le baptême du feu, écrivait Napoléon à l'impératrice régente; il a été admirable de sang-froid; il a conservé une balle tombée tout près de lui; des soldats pleuraient en le voyant si calme. »

Le 4 août, les Allemands prennent l'offensive à l'est des Vosges. La division Abel Douay, imprudemment laissée en flèche sans soutien possible à *Wissembourg*, au bord de la Lauter, est assaillie par les Prussiens, sortant des bois à l'improviste; le général Douay est tué; ses soldats surpris se battent un contre huit et sont obligés à la retraite : l'Alsace est envahie. Le maréchal de Mac-Mahon arrive au secours de son lieutenant. Au lieu de se replier avec ses forces intactes pour défendre les défilés des Vosges, il livra bataille le 6 à *Wœrth*, *Frœschwiller* et *Reichshoffen*. Il avait 40,000 hommes, le prince royal de Prusse, 160,000! Les Français sont écrasés; les 8e et 9e cuirassiers se sacrifient pour couvrir la retraite. Elle se fait à la débandade; on fuit au delà des Vosges, sans se préoccuper de défendre Strasbourg, sans faire sauter le tunnel de Saverne : l'Alsace est perdue.

Le même jour, sur l'autre versant des montagnes, le corps du général Frossard était surpris sur les hauteurs de *Spickeren*, mis en déroute, rejeté sur *Forbach* et Saint-Avold. Le corps de Failly était resté immobile à Bitche entre Wœrth et Forbach,

Bazaine immobile à Saint-Avold. Le général de Failly suivit la retraite de Mac-Mahon.

Chute du ministère Ollivier (9 août). — Dans cette funeste journée du 6 août 1870, Paris, anxieux et déjà instruit du combat de Wissembourg, attendait des nouvelles. Tout à coup le bruit d'une grande victoire de Mac-Mahon se répand dans la ville. On pavoise, on se livre à la joie. Quelques heures après, la vérité est connue : au lieu d'une victoire, deux défaites et l'invasion ! Le ministère déclara qu'il y avait eu là une manœuvre de Bourse : « L'auteur de la fausse nouvelle, ajoutait-il, est sous la main de la justice. » On soupçonna les ministres, comptant sur une victoire, de l'avoir annoncée à l'avance.

L'indignation était universelle contre les ministres et le gouvernement. Les dépêches maladroites envoyées par Napoléon montraient qu'il avait perdu toute présence d'esprit, et que la direction était incapable. Le 9 août, le Corps législatif se réunit. M. Émile Ollivier demanda à la Chambre de se placer « *derrière lui.* » L'Assemblée applaudit à l'héroïsme de nos soldats. « Ce sont des lions conduits par des ânes, s'écria Guyot-Montpayroux. — Oui, dit M. Jules Ferry, l'armée a été héroïque, mais elle a été compromise. — Par l'impéritie de son chef ! » ajouta Jules Favre. « Pour le salut de la patrie, s'écria M. Emmanuel Arago, que le ministère disparaisse ! » Jules Favre réclama l'armement des gardes nationales ; il demanda aussi que le commandement en chef fût retiré des mains incapables de l'empereur : « Il faut, ajouta-t-il, si la Chambre veut sauver le pays, qu'elle prenne en main le pouvoir. » D'autres proposèrent que la présidence du conseil fût confiée au général Trochu, qui s'était fait un nom par la brochure intitulée *l'Armée Française en* 1867. La Chambre, par un ordre du jour de défiance, renversa le ministère Ollivier, au milieu d'un tumulte inexprimable.

Ministère Palikao. Bazaine commandant en chef à Metz. — L'impératrice régente chargea le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, d'organiser un ministère. Il prit pour collègues MM. Chevreau, Magne, Grandperret, Clément Duvernois, Rigault de Genouilly, Jérôme David, la Tour-d'Auvergne Les anciens soldats de vingt-cinq à trente-cinq ans furent rappelés sous les drapeaux. Le 11, Palikao annonça que le maréchal Lebœuf avait donné sa démission de major général, que l'empereur ne commandait plus, et que le commandement suprême appartenait au maréchal Bazaine. Cette nouvelle fut

bien accueillie : on crut que Bazaine serait le *sauveur* tant désiré! Le 14, on apprit que les hulans prussiens étaient à Nancy; le préfet avant de quitter la ville, avait recommandé de leur faire « un bon accueil! » Le jour même Blanqui et une centaine de ses partisans essayaient, à Paris, de renverser le gouvernement et échouaient dans l'attaque d'une caserne de pompiers, à la Villette.

On attendait les nouvelles avec une fiévreuse impatience. La vérité, inconnue à Paris, était celle-ci : Mac-Mahon, séparé de Bazaine par l'ennemi, avait battu en retraite, du 6 au 17 août, par Saverne, Phalsbourg, Sarrebourg, Lunéville, Bayon, Vichery, Neufchâteau, Joinville, sur Châlons; Bazaine, après trois batailles sous Metz, à Borny, à Vionville, à Gravelotte, les 14, 16, 18 août, s'était laissé couper la retraite; il n'avait pas pu, ou n'avait pas voulu gagner Verdun, et il restait immobile, entouré par l'armée du prince Frédéric-Charles; Napoléon, pour ne pas se laisser enfermer dans Metz, avait quitté Bazaine et rejoint Mac-Mahon à Châlons. Pour occuper l'attention, le comte de Palikao annonçait au Corps législatif tantôt qu'une armée formidable se réunissait dans les plaines de Châlons; tantôt que « les cuirassiers blancs de M. de Bismarck étaient anéantis; » tantôt que « trois corps prussiens avaient été jetés dans les carrières de Jaumont; » tantôt que les nouvelles étaient « bonnes; » mais il ajoutait : « Je ne puis vous les dire, et vous comprendrez pourquoi. » Le seul fait positif qu'on connût, c'était le bombardement de Strasbourg.

L'armée de Châlons. — 120, 000 hommes étaient réunis le 20 août au camp de Châlons, avec Mac-Mahon et l'empereur. Ils étaient partagés en quatre corps d'armée sous les ordres des généraux Ducrot, de Failly, Félix Douay, Lebrun. On pouvait prendre deux partis: ramener cette armée à la défense de Paris, sans se préoccuper de Bazaine et de l'armée de Metz; ou bien marcher en toute hâte sur Metz pour débloquer Bazaine, sans se préoccuper de l'armée du prince royal, alors en marche sur Paris[1]. L'empereur et Mac-Mahon hésitaient; le temps se passait en incertitudes, en ordres et contre-ordres, qui décourageaient le soldat. L'impératrice et le comte de Palikao firent

1. Inspiré par les souvenirs de la campagne de 1814 et de la tactique de Napoléon Ier à cette époque, ce plan d'une marche rapide sur Metz, conçu par le général de Palikao, a été approuvé par le général de Wimpfen, dans son consciencieux ouvrage sur *Sedan*, et par M. A. Duquet, dans son beau livre sur *Frœschwiller, Châlons, Sedan.*

enfin décider qu'on marcherait sur Metz, parce que la présence de l'empereur n'était plus possible à Paris, que son retour et l'abandon de Bazaine amèneraient une révolution immédiate. Le général Trochu fut nommé gouverneur de Paris.

Marche de Mac-Mahon et de l'armée de Châlons vers Bazaine et l'armée de Metz. — Le 21 août, Mac-Mahon quitta le camp de Châlons avec 120,000 hommes. Pour aller au secours de Bazaine, il fallait se hâter, car nécessairement l'armée du prince royal de Prusse, en marche sur Paris et forte de 150,000 hommes, aussitôt qu'elle apprendrait le mouvement de Mac-Mahon, quitterait la direction de l'ouest pour celle du nord, afin de prendre en queue l'armée de Châlons. Mac-Mahon avait quatre jours d'avance sur le prince royal. Devant lui se trouvait, sur la Meuse, le prince royal de Saxe, avec 70,000 hommes. Il pouvait donc, d'après les calculs du ministre de la guerre, en faisant sept ou huit lieues par jour, franchir la Meuse le 27 ou le 28 à Mézières, à Sedan ou à Dun, battre le prince royal de Saxe, très inférieur en nombre, et arriver devant Metz. Le prince Frédéric-Charles aurait alors été obligé ou de se replier pour ne pas être écrasé entre Bazaine et Mac-Mahon, et de leur laisser opérer librement leur jonction, ou de s'exposer à un immense désastre.

Malheureusement, la marche de Reims sur Montmédy fut conduite avec une lenteur désespérante : on faisait trois lieues par jour, on avançait, on reculait, on s'arrêtait ; dans notre propre pays, nous étions surpris partout ; les Prussiens étaient informés de tout, les Français ne savaient rien ! Au lieu de combattre résolument et sur-le-champ l'armée du prince royal de Saxe, inférieure en nombre, dont les coureurs arrivent sur notre flanc droit, vers Grandpré et Buzancy, le 25, le 26, le 27, on se laisse arrêter, on recule vers le nord. Le duc de Magenta se décide enfin, le 27, à renoncer au mouvement sur Metz et à faire retraite sur Sedan et Mézières. Le conseil des ministres réplique, le 28, par l'ordre formel de marcher sur Metz. Le 29, l'armée est à Mouzon, sur la Meuse. Le 30, le corps du général de Failly est surpris et culbuté à *Beaumont*, en l'absence de son chef, par l'armée du prince de Saxe. Le soir de ce jour, toute l'armée, dans un horrible désordre et mourant de faim, s'entasse autour de Sedan.

Bataille et capitulation de Sedan (1er-2 septembre 1870). — Il ne reste plus un moment à perdre : il faut que le 31, au matin, l'armée française se retire coûte que coûte sur Mézières.

Car d'heure en heure l'ennemi se rapproche : le prince royal étreint les Français par derrière au sud et à l'ouest ; le prince de Saxe leur barre le passage au sud et à l'est; le nord seul reste ouvert. Si l'on ne gagne Mézières le 31, on sera enveloppé autour de Sedan, dans un trou que dominent de toutes parts des hauteurs. Il faudra mettre bas les armes ou se sauver vers Bouillon sur le territoire belge.

Ni l'empereur ni le duc de Magenta ne se rendaient compte de la gravité de la situation. La journée du 31 août fut perdue par les Français. Le 1er septembre, ils étaient absolument enveloppés. Dès le début de la bataille de *Sedan*, le maréchal de Mac-Mahon, blessé d'un éclat d'obus, laissa le commandement au général Ducrot. Le général de Wimpfen, récemment arrivé d'Afrique pour remplacer le général de Failly, avait l'ordre du ministre de la guerre de prendre le commandement en chef si le duc de Magenta était tué ou blessé. Il se mit à la tête de l'armée, dans la pensée que les dispositions prises par le général Ducrot allaient tout perdre. Mais le succès n'était plus possible. L'opiniâtre résistance de l'infanterie de marine contre les Bavarois à *Bazeilles*, les charges héroïques des chasseurs d'Afrique et des cuirassiers[1] honorèrent la défaite, mais ne purent la prévenir. Invité par le général de Wimpfen à s'ouvrir un passage l'épée à la main, Napoléon III[2] fit arborer le drapeau blanc et écrivit au roi de Prusse qu'il se rendait prisonnier. Le 2 septembre, la capitulation de Sedan livra aux vainqueurs 1 maréchal de France, 39 généraux, 86,000 hommes, 10,000 chevaux, 650 pièces d'artillerie.

1. Le 1er juin 1884, on a inauguré à Fresne-en-Wœvre la statue du général Margueritte, tombé à la tête de la division de réserve de cavalerie dans le désastre de Sedan. Fils d'un brigadier de gendarmerie de Manheulles (près de Fresne-en-Wœvre), et emmené en Algérie dès l'enfance, soldat à 15 ans, officier à 17, Margueritte fut frappé mortellement d'une balle à la tête, en chargeant les Prussiens sur le plateau d'Illy, et il resta à cheval, la langue coupée, le visage mutilé, au milieu de ses cavaliers, leur montrant l'ennemi, jusqu'au moment où on dut l'emporter mourant.

2. Interné après la bataille de Sedan au château de Wilhelmshoehe, près de Cassel, que son oncle Jérôme avait fait bâtir quand il était roi de Westphalie, Napoléon III fut remis en liberté par les Prussiens à la signature de la paix. Il mourut à Chislehurst, près de Londres, au mois de janvier 1873. Son fils, Napoléon-Eugène, a été tué sous l'uniforme anglais, par les Zoulous, le 1er juin 1879.

CHAPITRE XXXVII.

La Révolution du 4 Septembre. La troisième République.

Révolution du 4 Septembre. La troisième République. Gouvernement de la Défense Nationale. — Voyage et négociations inutiles de Thiers en Europe. L'entrevue de Ferrières. — Le siège de Paris (18 septembre 1870-29 janvier 1871). Le général Trochu. — Bazaine à Metz : batailles de Borny, Vionville, Gravelotte Noisseville (14, 16, 18 août, 1er septembre). — Capitulation de Metz (27 octobre 1870). — La journée du 31 octobre à Paris. — Perte de Strasbourg et des places fortes. — Gambetta et la défense en province. L'armée de la Loire : d'Aurelles de Paladines ; Chanzy. Batailles de Coulmiers, d'Orléans, du Mans (9 novembre, 1-3 décembre 1870 ; 10-12 janvier 1871). — L'armée du Nord : Faidherbe. Batailles de Pont-Noyelles, Bapaume, Saint-Quentin (23 décembre 1870, 3 et 19 janvier 1871). — Défense de Belfort par Denfert. — L'armée des Vosges : Garibaldi ; l'armée de l'Est : Bourbaki. Batailles de Villersexel, d'Héricourt de Dijon (9-22 janvier 1871). — L'armée de l'Est refoulée en Suisse. Défense de Bitche. — Batailles de Champigny et de Buzenval (30 novembre-2 décembre 1870 et 19 janvier 1871). — Capitulation de Paris (29 janvier 1871).

L'Assemblée Nationale à Bordeaux (13 février 1871) et à Versailles. Présidence de Thiers. Traité de Francfort (10 mai 1871). — Le 18 mars. La Commune. Second siège et prise de Paris (avril-mai 1871). — Les deux emprunts. La fin de l'occupation prussienne et la libération du territoire (1871-1873). — Loi militaire de 1872. — Le 24 mai 1873. Démission de Thiers.

Présidence du Maréchal Mac-Mahon (24 mai 1873-30 janvier 1879). Tentative de fusion. Les princes d'Orléans à Frohsdorf auprès du comte de Chambord. — Le Septennat et l'Ordre moral. — Constitution de 1875. — Les élections de 1876. Le 16 mai 1877. La dissolution. — Les élections du 14 octobre 1877. Exposition Universelle de 1878.

Révolution du 4 Septembre. La Troisième République. Gouvernement de la Défense nationale. — A la nouvelle de Sedan, l'indignation fut universelle. Dans la nuit du 3 septembre, Jules Favre proposa au Corps législatif de décréter la déchéance de Napoléon et de sa dynastie, et d'organiser une Commission de Gouvernement pour résister à outrance à l'invasion. Le comte de Palikao, sans prononcer le nom de la Régente, demanda la nomination d'un Conseil de Gouvernement et de Défense nationale, dont il serait le lieutenant-général. Thiers fut d'avis, en attendant qu'on pût convoquer une Constituante, de désigner, vu les circonstances, une Commission de Gouvernement. Aucune décision n'avait été prise, lorsque le lendemain le peuple pénétra au Palais-Bourbon et y proclama la République.

Les députés de Paris, MM. Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Henri Rochefort, Jules Simon, formèrent le Gouvernement de la *Défense Natio-*

nale, qui s'établit à l'Hôtel de ville. Ils s'adjoignirent et prirent pour président le général Trochu, gouverneur de Paris. Jules Favre fut vice-président. M. Étienne Arago devint maire de Paris, M. de Kératry, préfet de police; le commandant Tamisier, général en chef de la garde nationale.

Le ministère fut formé comme il suit : Jules Favre, aux affaires étrangères; Gambetta, à l'intérieur; général Leflô, à la guerre; amiral Fourichon, à la marine; Crémieux, à la justice; Picard, aux finances; M. Jules Simon, à l'instruction publique et aux cultes; Dorian, aux travaux publics; M. Magnin, à l'agriculture et au commerce.

Dans toutes les grandes villes de France, à Lyon, Bordeaux, Marseille, Saint-Étienne, à la nouvelle de Sedan, on avait proclamé, comme à Paris, et sans attendre l'exemple de la capitale, la déchéance de l'empire. Les exilés de 1851, Victor Hugo, E. Quinet, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Schœlcher, accoururent de Guernesey, de Suisse, de Londres, pour s'enfermer dans Paris menacé. Pour que l'investissement prochain de la capitale n'interrompît pas les rapports entre le gouvernement central et les départements, une Délégation du Gouvernement de la Défense Nationale, composée de Crémieux, Glais-Bizoin, et de l'amiral Fourichon, alla s'établir à Tours.

Voyage et négociations inutiles de Thiers en Europe. L'entrevue de Ferrières. — Avant de combattre, on voulut cependant voir si la paix ne serait pas possible. Thiers entreprit à Londres, à Florence, à Pétersbourg, à Vienne, un long voyage pour demander aux gouvernements neutres une alliance militaire ou du moins une intervention diplomatique en faveur de la France. L'empereur, coupable de la déclaration de guerre, était tombé; l'Europe laisserait-elle écraser la France? Mais en Angleterre, l'irritation causée par les projets d'annexion de Napoléon III sur la Belgique n'était pas calmée; le prince royal de Prusse avait épousé une fille de la reine Victoria; M. Gladstone était partisan de la politique de non-intervention. Le roi d'Italie, Victor-Emmanuel, n'avait pas oublié Magenta et Solferino : il voulait soutenir les Français à la tête de l'armée italienne. Son ministère l'arrêta. C'est aux victoires des Prussiens que l'Italie avait dû Venise en 1866, Rome en 1870; les Italiens n'avaient pas pardonné Mentana. Quant à l'Autriche, elle était terrifiée par les succès de la Prusse; elle n'osait pas attaquer son puissant voisin, dans la crainte d'être elle-même attaquée par la Russie; d'ailleurs, si

les Prussiens l'avaient écrasée en 1866 à Kœniggrætz, c'étaient les Français qui lui avait porté les premiers coups en 1859. L'empereur de Russie était neveu du roi Guillaume ; il avait porté un toast enthousiaste au vainqueur de Sedan et applaudi en public à la défaite du vainqueur de Sébastopol.

Thiers ne recueillit donc en Europe que de banales et stériles assurances de bon vouloir, avec la promesse de démarches auprès du cabinet prussien, dont aucune n'aboutit. Garibaldi vint combattre dans les rangs français avec des volontaires italiens ; d'autres volontaires grecs, polonais, américains, se joignirent à nos troupes ; mais aucun gouvernement ne soutint la France.

Jules Favre ne fut pas plus heureux dans une démarche directe pour obtenir la paix. Il alla trouver M. de Bismarck au château de *Ferrières*, propriété de M. de Rothschild. Il lui proposa, au nom de la France, de payer les frais de la guerre. Mais dès cette époque le vainqueur exigeait la cession de l'Alsace et de la Lorraine. Déjà, dans une circulaire aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, Jules Favre avait déclaré, le 6 septembre, que la France n'abandonnerait « *ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.* » Il fut impossible de s'entendre.

Le siège de Paris (18 septembre 1870-29 janvier 1871). **Le général Trochu.** — Il ne restait plus qu'à combattre. La population de Paris était unanimement résolue à se défendre, prête à braver la famine, le bombardement, à soutenir un assaut. Tous les hommes valides avaient été incorporés dans la garde nationale, qui compta 266 bataillons. Avec les plus jeunes, on forma plus tard des régiments de marche, qui devaient combattre en plaine à côté des troupes de ligne ; les autres restèrent chargés de garder les remparts. Les marins venus de nos ports, sous la conduite de leurs amiraux, furent placés dans les forts avec la garde mobile de Paris. Les gardes mobiles de province, appelés dans la capitale, grossirent l'armée, dont le noyau était formé par le corps du général Vinoy, échappé au désastre de Sedan. Des souscriptions produisirent l'argent nécessaire pour fabriquer des canons. Les usines de l'industrie privée, surtout l'usine Cail, et l'usine Claparède à Saint-Denis, travaillèrent sans relâche à augmenter le nombre de nos bouches à feu. L'habile et énergique ministre des travaux publics, Dorian[1], dirigeait tout.

Dès le 18 septembre, les avant-gardes prussiennes étaient

1. Voir, au cimetière du Père-Lachaise, sa statue, œuvre de M. Aimé Millet.

devant Paris. Le 19 l'ennemi eut l'avantage au combat de *Châtillon ;* il resta maître des hauteurs, ce qui lui permettait de bombarder quand il le voudrait les forts et les quartiers du sud. Le roi Guillaume, M. de Bismarck, le général de Moltke, allèrent s'établir à *Versailles ;* Paris fut investi dans toutes les directions, ce qu'on n'aurait jamais cru possible.

Il y avait dans Paris 500,000 hommes armés, beaucoup plus par conséquent que l'assiégeant n'en possédait autour de cette place. On était persuadé dans la ville qu'il ne fallait qu'avancer, qu'il suffisait de vouloir pour faire une trouée, pour rouvrir les communications avec l'extérieur; mais le général Trochu, officier méthodique et écrivain militaire estimé, manquait d'audace, d'énergie et d'entrain ; il n'avait pas foi dans la défense ; dès le début, il jugeait le succès impossible. Il ne comptait que sur les troupes de ligne; aussi bien que ses lieutenants, les généraux Ducrot et Vinoy, il ne voulait pas employer la garde nationale. Il ne croyait pas qu'on pût improviser un soldat : comment suppléer aux cadres, qui étaient insuffisants, discipliner ces masses pleines de bonne volonté, mais sans expérience de la guerre? Le général Trochu aurait pu faire un bon professeur d'histoire militaire; dans Paris assiégé, c'était un chef insuffisant. Il aurait fallu un général audacieux, entreprenant, comme Hoche en 1793, comme Bonaparte en 1796 ou en 1814, ou enfin comme Pélissier en 1855, à l'assaut de Malakoff. On ne le possédait point par malheur.

Mais au début du siège la population était pleine de confiance dans l'issue de la lutte. Elle comptait que, aussitôt organisée, l'armée de Paris prendrait l'offensive. D'ailleurs, d'autres armées se formaient, disait-on, en province ; des combats honorables livrés à *Villejuif* (23 septembre), à *Chevilly* (30 septembre), où périt le général Guilhem, à *Bagneux* (13 octobre), où fut tué le commandant de Dampierre, des mobiles de l'Aube, à *la Jonchère* et à *la Malmaison* (21 octobre), relevèrent le moral des troupes. La nouvelle de la capitulation de Strasbourg (28 septembre) surexcita les Parisiens au lieu de les abattre : on couvrit d'un crêpe les drapeaux déposés autour de la statue de Strasbourg, sur la Place de la Concorde. On établit à l'intérieur des remparts une seconde enceinte ; on coupa les routes par des tranchées, des barricades; on fit jusqu'à des chevaux de frise aux abords des remparts, comme si l'on avait cru l'ennemi sur le point de tenter l'assaut. Enfin, on comptait sur l'armée de Metz et sur notre « glorieux Bazaine. »

Bazaine à Metz : Batailles de Borny, Vionville, Gravelotte, Noisseville (14, 16, 18 août, 1er septembre). — La retraite précipitée qui suivit la défaite de Forbach avait ramené autour de Metz cinq corps d'armée et la garde impériale. Le maréchal Bazaine, généralissime le 13 août, et l'empereur s'attardèrent au bord de la Moselle. Quand ils se décidèrent à se retirer vers l'ouest, les Allemands les attaquèrent pour arrêter leur marche. Le 14 août, la bataille de *Borny* ou de *Longeville* fut livrée à l'est de Metz, sur la droite de la Moselle. L'ennemi fut repoussé et perdit plus de monde, mais la retraite des Français fut retardée d'un jour.

De notre côté, la journée du 15 ne fut pas utilisée. En deux jours, on fit 14 kilomètres, tandis que l'ennemi en faisait 40 dans une journée. Les Allemands passèrent la rivière sur les ponts en amont de Metz, qu'on avait négligé de couper. Le 16 au matin, l'empereur quitta Metz pour gagner Châlons. Le même jour, après son départ, l'armée, en retraite sur Verdun, fut attaquée par les Prussiens parvenus sur son flanc gauche. Elle dut faire face au midi pour soutenir la terrible bataille de *Rezonville*, *Mars-la-Tour* ou *Vionville*. Les pertes furent immenses : environ 17,000 hommes de chaque côté. Il n'y eut pas de résultat décisif ; mais les Français restèrent maîtres du champ de bataille[1].

Le lendemain 17, au lieu d'attaquer l'ennemi et de s'ouvrir la route de Verdun, Bazaine rétrograda sur Metz ! Cette étrange attitude permit à l'ennemi de continuer son mouvement tournant vers l'ouest et le nord, et de barrer aux Français la route de Verdun avec toutes ses forces concentrées. Une troisième bataille s'engage le 18, celle de *Gravelotte* ou de *Saint-Privat*. Toute la journée, Bazaine reste à 5 kilomètres de l'action, à Plappeville, sans même monter à cheval. A la droite, le 6e corps, à la tête duquel le maréchal Canrobert défend Saint-Privat, après une résistance désespérée, est refoulé par un ennemi quatre fois plus nombreux. Dès lors, la retraite est définitivement coupée, et l'armée enfermée autour de Metz. Sept corps prussiens restent devant cette place avec le prince Frédéric-Charles, tandis que le prince de Saxe s'avance vers la Meuse, et que le prince royal de Prusse marche sur Paris.

Que va faire Bazaine ? Averti le 23 août que le maréchal de

1. Le drapeau du 16e régiment prussien d'infanterie fut pris par les Français dans cette journée.

Mac-Mahon avec l'armée de Châlons avance vers Montmédy pour venir à son secours, il va sans doute essayer de faire une trouée? Le 26, il se met en mouvement dans la direction de Thionville, par la rive droite de la Moselle; mais, au lieu de combattre, il donne contre-ordre et tient, au château de Grimont, un conseil de guerre, suivi d'un ordre rétrograde. Le 31 seulement, il recommence la lutte sur la rive gauche, vers *Servigny* et *Noisseville*. Ce jour-là toutes les positions attaquées par les Français sont conquises : un pas de plus, et la ligne d'investissement est rompue; au lieu d'avancer, le lendemain 1er septembre, Bazaine ramène l'armée sous Metz. Un dernier combat, celui de *Ladonchamps*, livré le 27 septembre, où les Français eurent l'avantage, fut suivi, comme tous les autres, du retour de l'armée sur ses positions.

Capitulation de Metz (27 octobre 1870). — Bazaine n'en voulait pas sortir, et la nouvelle de Sedan ne fit que le confirmer dans cette résolution. La défense de Paris lui paraissait impossible. L'empereur étant prisonnier, et Paris aux mains des Prussiens, il ne restait plus en France d'autre force organisée que l'armée de Metz. Son chef serait nécessairement l'arbitre de la situation; c'est à lui que le vainqueur s'adresserait pour traiter; c'est lui qui serait régent, si le prince impérial devait régner; président, si la République était proclamée. Il fallait donc conserver son armée intacte jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire quelques jours encore, quelques semaines au plus, et Bazaine pourrait réaliser en France le rêve qu'il avait vainement poursuivi à Mexico.

Les Prussiens encouragèrent avec soin les illusions du commandant en chef. Eux aussi, ils voulaient gagner du temps, mais pour amener l'armée de Metz à manger son dernier morceau de pain, et la contraindre ensuite à se rendre. De Versailles, M. de Bismarck envoya, à deux reprises, à Metz, un certain Regnier, qui put l'avertir exactement de l'état des choses. Quand Bazaine vit que la lutte se prolongait, et que les vivres devenaient rares, il fit partir le général Boyer pour Versailles. Il demandait à sortir librement, avec armes et bagages, à condition que l'armée ne servirait plus contre les Prussiens pendant la durée de la guerre. Un coup de désespoir était encore à craindre de la part de l'armée de Metz. Le 18 octobre, le général Boyer vint annoncer que M. de Bismarck exigeait la sanction de l'impératrice, réfugiée à Chislehurst, près de Londres. Le général Boyer fut donc envoyé en Angleterre avec le général Bourbaki.

L'impératrice refusa de prendre aucun engagement. Les Prussiens avaient gagné le temps nécessaire : ils exigèrent une reddition pure et simple.

La capitulation du 27 octobre 1870 livra au prince Frédéric-Charles la ville et les forts de Metz, 3 maréchaux de France (Bazaine, Canrobert, Lebœuf), 6,000 officiers, 173,000 soldats, 13,000 chevaux, 1,665 canons, 278,289 fusils, et les drapeaux de l'armée. Plusieurs drapeaux furent brûlés par leurs régiments. Bazaine se fit remettre tous les autres en trompant les chefs de corps : on devait, disait-il, détruire les drapeaux à l'arsenal ; au lieu de les détruire, il les remit aux Prussiens, et nos soldats, en partant en captivité, purent voir leurs étendards plantés devant la tente du prince Frédéric-Charles[1]. Comment Bazaine avait-il pu être amené à les livrer ?

Le 6 octobre 1873, Bazaine fut traduit devant un conseil de guerre, siégeant à Trianon sous la présidence du général duc d'Aumale. Après de longs et dramatiques débats, accablants pour l'accusé, il fut déclaré coupable d'avoir manqué à ses devoirs, condamné à la dégradation militaire et à mort (10 décembre). Le maréchal de Mac-Mahon, alors président de la République, lui fit grâce de la peine capitale. Détenu à l'île Sainte-Marguerite, l'ex-maréchal Bazaine s'évada dans la nuit du 9 au 10 août 1874, avec l'aide de l'ex-capitaine Doineau, condamné à mort sous l'empire, en 1857, à Tlemcen, comme complice de vol et d'assassinat sur la personne de plusieurs Arabes, et ensuite gracié par Napoléon III.

La journée du 31 octobre à Paris. — A Paris, l'inquiétude et l'impatience croissaient. On était isolé du reste du monde ; on n'avait de nouvelles, de loin en loin, que par les pigeons voyageurs et les ballons ; on se plaignait de l'inaction du général Trochu. Le parti avancé, ayant pour chefs Charles Delescluze, Gustave Flourens, Vermorel, Blanqui, M. Félix Pyat,

1. Le 29 octobre au matin, le jour de l'entrée des Prussiens, la statue de Fabert, qui se trouve sur la Place d'Armes, à Metz, avait été recouverte d'un voile noir. Abraham Fabert, né en 1599, à Metz, soldat avant d'avoir quinze ans, se distingua au siège de la Rochelle (1627-28), au Pas-de-Suse (1629), à la retraite de Mayence (1635), en Flandre, en Italie, à la Marfée (1641), aux sièges de Perpignan (1642), de Stenay (1654). Il fut le seul roturier qui devint maréchal de France sous l'ancienne monarchie, et mourut en 1662. Le socle de sa statue porte l'inscription suivante : « *Si pour empêcher qu'une place forte que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir des ennemis il fallait mettre à une brèche ma famille, ma personne et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire.* »

excitait les esprits contre le gouvernement, qu'il accusait de mauvais vouloir et d'incapacité, et auquel il demandait l'adjonction d'une Commune élue par le suffrage universel. Dès le 8 octobre, une manifestation eut lieu sur la Place de l'Hôtel-de-Ville pour réclamer une commune.

Deux semaines plus tard, le journal *le Combat*, rédigé par M. Félix Pyat, annonça que Bazaine avait capitulé ; le gouvernement démentit la nouvelle le dimanche 30 octobre au matin. Le 28, les *francs-tireurs de la Presse*, envoyés par le général Carré de Bellemare, gouverneur de Saint-Denis, avaient surpris le village du *Bourget*, et le général Trochu avait signalé l'occupation de ce point comme un succès important. Le 30, les Prussiens revinrent en force. Les défenseurs du Bourget (ils appartenaient aux 12e et 14e bataillons de gardes mobiles de la Seine) manquant d'artillerie, accablés par le nombre et laissés sans secours, furent tués ou pris. Au nombre des morts était le commandant E. Baroche. Le général Trochu crut atténuer le mauvais effet de ce revers en accusant les défenseurs du Bourget de s'être laissé surprendre, et en ajoutant que la perte de ce village n'avait aucune importance. Le lendemain, il fallut bien avouer la capitulation de Metz, officiellement certifiée, et qu'on avait d'abord démentie. Une proclamation du gouvernement annonçait en même temps que des négociations entamées par Thiers, sous la médiation des gouvernements étrangers, allaient aboutir, qu'un armistice serait signé, Paris ravitaillé, et une Assemblée Nationale élue pour traiter de la paix.

Toutes ces nouvelles, arrivant à la fois, eurent un effet foudroyant. Les gardes nationaux de Belleville, conduits par Flourens, envahirent l'Hôtel de ville dans la journée du 31 octobre, aux cris de « *Guerre à outrance! Pas de capitulation! Une Commune!* » Blanqui vint à l'Hôtel de ville. Le gouvernement de la Défense nationale fut un instant retenu prisonnier, et l'on put croire que le parti avancé allait l'emporter et faire nommer une Commune. Mais la majorité de la population était contre lui. De nombreux bataillons appartenant à l'opinion modérée accoururent pendant la nuit, reprirent possession de l'Hôtel de ville, qui fut évacué sans combat, et délivrèrent le gouvernement. Un plébiscite eut lieu le 3 novembre, et, par 550,000 *oui* environ contre 60,000 *non*, confirma les pouvoirs du Gouvernement de la Défense Nationale. M. Henri Rochefort avait donné sa démission.

Quant aux négociations, elles ne purent aboutir : M. de Bismarck consentait à l'élection d'une Assemblée Nationale avec ou sans armistice ; mais il refusait que Paris fût ravitaillé pendant la durée de l'armistice, ou bien il demandait l'occupation par les Allemands, soit du Mont Valérien, soit de plusieurs forts, ce qui, si la paix ne résultait pas des pourparlers qu'on entamerait, rendrait la prolongation de la défense impossible. Tout fut rompu.

Perte de Strasbourg et des places fortes. — Depuis le 4 septembre, la lutte n'avait pas cessé dans les départements : *Strasbourg*, qui avait pour gouverneur le général Ulrich, fut bloqué le 11 août par le général de Werder. Le bombardement commença le 23 août. Horriblement maltraitée et en partie incendiée, la ville capitula le 28 septembre. La conduite intrépide du préfet Edmond Valentin n'avait fait que retarder sa chute. Né à Strasbourg en 1823, et engagé volontaire à 17 ans, Edmond Valentin était en 1850 sous-lieutenant au 6e bataillon de chasseurs à pied, quand il fut nommé représentant du peuple à l'Assemblée Législative. Exilé après le coup d'État du 2 décembre 1851, il fut nommé en 1870 préfet de Strasbourg par le Gouvernement de la Défense nationale. La ville était investie et bombardée par les Allemands. Il traverse leurs lignes déguisé, avec le décret de nomination cousu dans ses vêtements, gagne les fossés de la place sous le feu des Prussiens, les franchit à la nage et atteint le rempart. On le couche en joue. « Je suis votre préfet, s'écrie-t-il, menez-moi à votre général. » Cet acte héroïque ne put sauver Strasbourg. Edmond Valentin, devenu sénateur, est mort le 1er novembre 1879.

Lichtemberg avait capitulé le 12 août, *Marsal* le 14, *Vitry-le-François* le 25, *Laon* le 9 septembre, *Phalsbourg*, dont les romans nationaux d'Erkmann-Chatrian (*le Conscrit de* 1813, *Waterloo*, *le Fou Yégof*, *le Blocus*) avaient rendu le nom populaire en France, succomba le 12 décembre après une courageuse résistance, prolongée pendant dix-sept semaines par le commandant Taillant; *Verdun*, bien défendu par le général Guérin de Waldesbach, après avoir repoussé une première attaque le 24 août, et résisté héroïquement depuis le 20 septembre à un bombardement continu, tomba le 9 novembre[1] ;

1. La défense de cette ville par la garde nationale et la garnison pendant trois mois (août, septembre, octobre) sera citée désormais à côté de celles de Phalsbourg et de Belfort. Il n'y a pas dans notre histoire militaire de pages plus héroïques que les combats du 24 août et du 20 octobre, livrés le premier

Toul, malgré l'honorable défense du major Itak, prolongée pendant six semaines, dut se rendre le 23 septembre; *Thionville* succomba le 25 novembre; *Soissons*, le 16 octobre, après trente-sept jours de siège et quatre-vingt-quatre heures de bombardement; *Schelestadt*, le 23 octobre; *Neufbrisach*, le 16 novembre; *la Fère*, le 27 novembre.

Une armée formée aux bords de la Loire, sous les ordres du général de La Motte-Rouge, fut battue le 10 octobre à *Artenay*, et dut le lendemain, après un nouveau combat, abandonner *Orléans*. L'ennemi s'empara également de *Châteaudun* le 18 octobre, malgré une résistance désespérée des gardes nationaux de cette ville et des francs-tireurs de Paris. La garde nationale de *Saint-Quentin*, ayant à sa tête M. Anatole de La Forge, préfet de l'Aisne, repoussa une première fois les Prussiens le 8 octobre.

Gambetta et la défense en province. L'armée de la Loire : d'Aurelles de Paladines; Chanzy. Batailles de Coulmiers, d'Orléans, du Mans (9 novembre, 1-3 décembre 1870; 10-12 janvier 1871). — La Délégation de Tours s'était montrée impuissante. Le 6 octobre, Gambetta part de Paris en ballon. Le 9, il est à Tours; il nomme délégué à la guerre un ingénieur intelligent et actif, M. de Freycinet. Dès lors, Gambetta se multiplie : il parcourt la France, appelant les populations aux armes, prêchant la résistance, gourmandant les timides et faisant appel, sans distinction de partis, à toutes les énergies, à tous les dévouements, au nom de la France envahie, de la patrie en danger de périr. Il proclame la levée en masse, forme des camps d'instruction, organise des armées. Par malheur, les cadres manquent, les armes manquent, tout manque, excepté le courage, qui peut honorer une défaite, non ramener la victoire sous le drapeau des vaincus.

Pourtant la lutte commence bien. Réorganisée sous les ordres du général d'Aurelles de Paladines et de ses lieutenants, les généraux Chanzy, Martin des Pallières, Peitavin, et l'amiral Jauréguiberry, l'armée de la Loire culbute le 9 novembre les Bavarois de von der Thann à la bataille de *Coulmiers;* Orléans est repris. Mais on perd du temps. Bazaine a capitulé; les masses allemandes devenues disponibles par la chute de Metz arrivent de toutes parts sous les ordres du grand-duc de Meck-

par quelques habitants, artilleurs improvisés, et le second par quelques soldats intrépides échappés du désastre de Sedan.

lembourg. Après une lutte acharnée et indécise à *Beaune-la-Rolande* (28 novembre), l'armée de la Loire prit enfin l'offensive, et l'amiral Jauréguiberry eut l'avantage le 1er décembre au combat de *Villepion ;* mais le lendemain, malgré des prodiges de valeur, les Français furent repoussés à la bataille de *Loigny* ou de *Patay* (2 décembre). Le 3, ils perdirent la bataille d'*Artenay* contre le prince Frédéric-Charles ; les Prussiens rentrèrent dans *Orléans*.

Alors l'armée de la Loire se trouve coupée en deux. Gambetta remplace le général d'Aurelles de Paladines par les généraux Chanzy et Bourbaki. Le général Chanzy, qui commande l'armée de l'ouest, se replie sur le Mans, en disputant le terrain pas à pas dans la forêt de *Marchenoir*, à *Josnes* (8 décembre), autour de *Blois* et de *Vendôme*, sur les bords du *Loir* et de l'*Huisne*. Par malheur, la bataille du *Mans* est perdue, parce qu'une partie des troupes lâche pied (10, 11 et 12 janvier 1871).

L'armée du Nord : Faidherbe. Batailles de Pont-Noyelles, Bapaume, Saint-Quentin (23 décembre 1870, 3 et 19 janvier 1871). — Dans le nord, le général Bourbaki avait d'abord été chargé d'organiser une armée. La tâche lui parut impossible, et il fut envoyé à Nevers. Le colonel du génie Farre, nommé général, fut chargé du commandement intérimaire, en attendant l'arrivée du général en chef Faidherbe. Mais les Français manquaient de cavalerie et d'artillerie ; ils perdirent le 27 novembre, contre Manteuffel, la bataille de *Villers-Bretonneux*. Amiens fut occupé deux jours après par l'ennemi. Alors le général Faidherbe[1], ancien gouverneur du Sénégal, chef intelligent et actif, excellent organisateur et soldat intrépide, après avoir improvisé une armée, reprit l'offensive au mois de décembre, contre le général von Gœben. Il s'empare d'abord de *Ham* (10 décembre) ; il bat les Prussiens à *Pont-Noyelles* (23 décembre), et à *Bapaume* (3 janvier). Mais enfin, au nord comme partout, le nombre et l'organisation l'emportent. *Mézières* capitule le 1er janvier 1871, *Rocroy* le 5, *Péronne* le 10. Les Allemands gagnent la bataille de *Saint-Quentin* (19 janvier 1871). Maîtres de Rouen et de Dieppe, sur la Manche, ils coupent toute communication entre Lille et le Havre, également menacés. Ils essayent, sans y réussir, d'enlever *Cambrai* et *Landrecies*, et ils obligent *Longwy* à capituler le 25 janvier.

1. Le général Faidherbe est aujourd'hui Grand Chancelier de l'Ordre National de la Légion d'honneur.

Défense de Belfort par Denfert. — Dans l'est, les Allemands, sous les ordres du général Treskow, mirent le siège devant *Belfort* le 4 novembre. Belfort avait pour gouverneur le colonel du génie Denfert-Rochereau[1]. Ancien élève de l'École polytechnique, Denfert avait assisté au siège de Rome en 1849, au siège de Sébastopol en 1854. A l'attaque de la tour de Malakoff, l'épaule ouverte par un biscaïen, il resta à son poste jusqu'au moment où une balle vint lui trouer la jambe. Professeur adjoint à l'École d'application de Metz, employé en Algérie à des travaux importants, il commandait le génie à Belfort depuis 1863. Sommé de se rendre, « pour épargner à la population les horreurs d'un siège, » le colonel Denfert répondit que le seul moyen pour les Allemands de réaliser leurs intentions philanthropiques était « de battre en retraite; » il ajoutait : « Nous connaissons l'étendue de nos devoirs envers la France et envers la République, et nous sommes décidés à les remplir. » Il tint parole : Belfort ne fut évacué qu'en vertu de l'armistice[2].

L'armée des Vosges : Garibaldi; l'armée de l'Est : Bourbaki. Batailles de Villersexel, d'Héricourt, de Dijon (9-22 janvier 1871). La petite armée française des Vosges, commandée d'abord par le général Cambriels, après des combats acharnés pendant le mois d'octobre, sur la haute Meurthe, la haute Moselle et l'Oignon, avait été refoulée vers Besançon. Le général Garibaldi, venu de l'île de Caprera avec ses fils, Ricciotti et Menotti, offrir ses services à la Délégation de Tours, reçut le commandement de tous les corps francs entre la Seine et les Vosges. Dans cette région, les Prussiens avaient occupé *Dijon* le 30 octobre, après un violent combat. Ricciotti les chassa de *Châtillon-sur-Seine*, le 19 novembre, mais ne put s'y maintenir. Le 3 décembre, le général Cremer, énergiquement soutenu par la 1re légion des mobilisés du Rhône, eut l'avantage au combat de *Châteauneuf;* mais il fut battu le 18 décembre à *Nuits*, malgré l'opiniâtre résistance des légions du Rhône. Garibaldi, à la suite d'une tentative infructueuse pour reprendre *Dijon*, où il avait pénétré, après avoir chassé l'ennemi du village de

1. Pierre Denfert-Rochereau, né à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), le 11 janvier 1823, mort le 11 mai 1878.

2. Un lion gigantesque en bronze, œuvre de *M. Bartoldi*, dressé sur les fortifications de Belfort, rappelle la défense intrépide de la seule ville alsacienne qui soit restée française. Une reproduction de ce lion a été érigée à Paris, le 14 juillet 1880, à l'angle du Boulevard d'Enfer et de la rue Denfert-Rochereau.

Prénois, le 26 novembre, repoussa les Prussiens le 1er décembre devant *Autun*.

Il était devenu urgent de secourir Belfort attaqué. L'armée du général Bourbaki, reformée après la perte d'Orléans, reçut l'ordre de se porter de Bourges vers l'Alsace et le Rhin pour couper les communications de l'armée ennemie et débloquer Belfort. Bourbaki avait 100,000 hommes. Garibaldi et Cremer devaient le soutenir à gauche. Les Français prirent donc l'offensive, malgré le froid et la neige. Tandis que Garibaldi réoccupe Dijon, Bourbaki livre bataille le 9 janvier à *Villersexel* au général Werder. Du 15 au 18 janvier, une furieuse bataille eut lieu sur toute la ligne de *Héricourt* à *Montbéliard*. Mais on fut repoussé. Le froid était excessif; la retraite fut accompagnée de souffrances épouvantables. Bourbaki, désespéré, essaya de se brûler la cervelle. Il fut remplacé par le général Clinchant.

Plus heureux, Garibaldi, à la tête de l'armée des Vosges, repoussa les Prussiens, qui, sous les ordres du général Kettler, avaient attaqué *Dijon*, et qui durent battre en retraite après une lutte de trois jours, dans laquelle ils perdirent le drapeau de leur 61e régiment d'infanterie (8e Poméranien), et où périt, dans les rangs français, le général polonais Bosak Hauké[1] (20, 21 et 22 janvier 1871). Ce succès ne pouvait malheureusement plus influer sur le résultat de la guerre.

L'armée de l'Est refoulée en Suisse. Défense de Bitche. — A cette date, Paris capitulait. Par un manque de présence d'esprit, dont les conséquences devaient être désastreuses, Jules Favre, en avertissant les chefs d'armée qu'un armistice était signé, négligea de les prévenir que l'armée de l'Est était exceptée de l'armistice. Dès lors immobile, tandis que les Prussiens marchent en force pour la cerner et lui coupent la retraite, cette malheureuse armée, détrompée trop tard, est obligée de se réfugier sur le territoire neutre de la Suisse, où elle est internée (1er février 1871). L'hospitalité accordée par les Suisses à nos soldats épuisés fut admirable de générosité et de bon cœur. Le colonel Achilli, du 44e de marche, s'était fait tuer au combat de *la Cluse*, en couvrant la retraite.

La défense de *Bitche*, où le lieutenant-colonel Tessier tint

1. Une pyramide, élevée à l'endroit où il est tombé, porte l'inscription suivante : *Bosak Hauké, né le* 19 *mars* 183?, *mort le* 21 *janvier* 1871. *Noble enfant de la Pologne, il fut, en* 1863, *un de ses plus braves défenseurs, et, en* 1871, *vint verser son sang pour la France.*

pendant sept mois, jusqu'à la paix, et dont la garnison, en rentrant en France, rapportait un drapeau offert par les dames de cette ville et brodé de leurs mains, fut le dernier épisode de la lutte en province. Ce drapeau porte l'inscription suivante : *La ville de Bitche à ses défenseurs*, 5 *août* 1870-12 *mars* 1871 [1]. De Tours, occupé par l'ennemi, la Délégation du gouvernement avait dû se transporter à Bordeaux.

Batailles de Champigny et de Buzenval (30 novembre-2 décembre 1870, et 19 janvier 1871). **Capitulation de Paris** (29 janvier 1871). — Le siège de Paris continuait toujours. On avait commencé à rationner le pain et la viande ; tout travail avait cessé ; les gardes nationaux n'avaient plus pour vivre que leur solde de 30 sous par jour ; la mortalité augmentait ; tous les jeunes enfants succombaient ; les nouvelles du dehors étaient rares et toujours mauvaises ; et pourtant personne ne parlait de se rendre. On ne se plaignait que de ne pas combattre assez. On demandait l'exécution du plan de sortie, tant de fois annoncé, du général Trochu.

Au moment où l'armée de la Loire devait prendre l'offensive pour débloquer Paris, une grande sortie eut lieu par la Marne pour lui donner la main. Mais le passage fut retardé, parce que les ponts se trouvèrent trop courts. Néanmoins l'élan était grand. Le général Ducrot avait déclaré qu'il ne rentrerait que « mort ou victorieux. » La terrible bataille de *Champigny* et de *Villiers* (30 novembre et 2 décembre) n'amena pourtant aucun résultat. Les généraux Renault et Ladreit de la Charrière, et le commandant Franchetti, des éclaireurs à cheval de la Seine, avaient péri dans ces deux journées.

Le froid était devenu intense ; la neige tombait ; des hommes étaient gelés sous la tente. Le Mont Avron, à l'est de Paris, fut bombardé le 27 décembre et évacué le lendemain. Au nord, Saint-Denis fut criblé de projectiles ; au sud, les batteries prussiennes de Châtillon, Clamart, Meudon, ouvrirent le feu sur la ville le 5 janvier 1871. La faim sévissait : chaque adulte ne recevait plus par jour que 300 grammes d'un pain répugnant et 25 grammes de viande de cheval. Dans les rues, sillonnées par les obus, les femmes faisaient queue de longues heures à la porte des boulangeries et des boucheries municipales, les pieds dans la neige ou dans la boue, pour ne recevoir, après une mortelle attente, que des aliments insuffisants. Cependant le

1. Il a été déposé au Musée d'artillerie, à l'Hôtel des Invalides.

général Trochu disait dans une proclamation : « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. »

Un dernier effort fut tenté le 19 janvier du côté de l'ouest. La bataille de *Montretout* ou de *Buzenval* fut sanglante et stérile ; M. Langlois, lieutenant-colonel de la garde nationale, fut grièvement blessé ; le jeune peintre Henri Regnault, déjà célèbre, l'explorateur hardi des régions arctiques, Gustave Lambert, le lieutenant-colonel de Rochebrune[1], le vieux marquis de Coriolis, tombèrent en héros au pied des retranchements ennemis. La veille, dans la grande galerie des glaces du palais de Versailles, devant les bas-reliefs qui représentent Louis XIV foulant le Rhin, Guillaume Ier avait été proclamé empereur d'Allemagne.

Le 22 janvier, des gardes nationaux du parti avancé essayèrent d'enlever l'Hôtel de ville, et de renverser le gouvernement pour lui substituer un pouvoir nouveau qui continuât la lutte. Pour la première fois, depuis cinq mois, le sang français coula, dans une guerre civile, sous le feu des canons ennemis.

Il n'y avait plus de vivres. Le général Trochu donna sa démission de gouverneur de Paris, tout en restant président du Gouvernement provisoire. Il fut remplacé par le général Vinoy. Le 29 janvier, Paris capitula : les forts furent rendus aux Allemands[2] ; les troupes, sauf une division, furent désarmées ; un armistice était conclu pour l'élection d'une Assemblée Nationale qui traiterait de la paix.

L'Assemblée Nationale à Bordeaux (13 février 1871) **et à Versailles. Présidence de Thiers. Traité de Francfort** (10 mai 1871). — Elle se réunit à Bordeaux le 13 février 1871, et, le 17 février, elle nomma Thiers, qui avait été élu député dans vingt-deux départements, Chef du Pouvoir Exécutif de la République Française. Les ministres furent : Dufaure (justice) ; Jules Favre (affaires étrangères) ; Ernest Picard (intérieur) ; M. Jules Simon (instruction publique) ; de Larcy (travaux publics) ; Lambrecht (agriculture et commerce) ; général Leflô (guerre) ; amiral Pothuau (marine).

Il fallait, avant tout, signer la paix avec les vainqueurs. Les préliminaires furent débattus à Versailles entre Thiers et M. de Bismarck. L'Assemblée les ratifia le 1er mars 1871, et, dans la même séance, elle confirma la déchéance du gouvernement im-

1. Ancien commandant des *Zouaves de la mort*, en Pologne, en 1863.

2. Au fort de Montrouge, où trois capitaines de frégate avaient été tués par les obus prussiens, le quatrième, Larret de Lamalignie, se brûla la cervelle.

périal, en le déclarant « responsable de l'invasion, de la ruine et du démembrement de la France. » Depuis, l'Assemblée se transporta à Versailles, le 20 mars 1871 ; à la suite d'une proposition de M. Rivet, elle vota, le 13 août 1871, que le Chef du Pouvoir Exécutif prendrait le titre de Président de la République Française, et conserverait ses fonctions aussi longtemps qu'elle siégerait elle-même.

Aux termes du traité de Francfort (10 mai 1871), la France payait aux Prussiens une indemnité de guerre de cinq milliards, jusqu'à l'entier acquittement de laquelle une partie de son territoire devait rester occupée. De plus, elle leur cédait : le département du *Bas-Rhin* tout entier, avec *Strasbourg*, *Saverne*, *Schelestadt*, *Wissembourg*, *Benfeld*, *Hochfelden*, *Brumath*, *Bischwiller*, *Haguenau*, *Lauterbourg*, *Soultz*, *Wœrth*, *Niederbronn*, *la Petite-Pierre* et *Sarre-Union ;* le département du *Haut-Rhin* (à l'exception de Belfort), avec *Colmar*, *Mulhouse*, *Altkirch*, *Ferrette*, *Neuf-Brisach*, *Thann*, *Rouffach*, *Guebwiller*, *Sainte-Marie-aux-Mines ;* les trois quarts du département de la *Moselle*, avec *Metz*, *Thionville*, *Sarreguemines*, *Bitche*, *Forbach*, *Saint-Avold*, *Faulquemont*, *Pange*, *Bouzonville*, *Cattenom ;* un tiers du département de la *Meurthe*, avec *Sarrebourg*, *Château-Salins*, *Dieuze* et *Phalsbourg ;* dans le département des *Vosges*, les cantons de *Saales* et de *Schirmeck*. La France perdait un territoire contenant 1,487,374 hectares, et peuplé de 1,628,132 habitants.

Le 18 mars. La Commune. Second siège et prise de Paris (avril-mai 1871). — Les souffrances du siège, la famine, la longue inaction d'un peuple armé, la colère causée par la capitulation de Paris, par l'abandon de cette ville comme capitale, les inquiétudes sur l'avenir, la crainte que la majorité de l'Assemblée Nationale ne voulût rétablir la monarchie, les articles des journaux, les discours prononcés dans les clubs, tout préparait à Paris un soulèvement formidable. La guerre étrangère allait avoir pour épilogue la guerre civile.

Le mercredi, 1er mars, les Prussiens entrèrent à Paris. Ils occupèrent pendant trois jours, c'est-à-dire jusqu'à la ratification des préliminaires de paix, l'espace compris entre la Seine, l'enceinte, la Place de la Concorde, le faubourg Saint-Honoré et les Ternes. Le parc d'artillerie établi à la place Wagram avait été transporté au sommet des Buttes Montmartre. Un grand nombre de bataillons de la garde nationale, appartenant à l'opinion la plus avancée, s'étaient *fédérés* et avaient nommé des

délégués pour former un *Comité central*. Le 18 mars au matin, des troupes sous les ordres du général Lecomte furent envoyées à Montmartre pour enlever les canons. Les gardes nationaux fédérés s'y opposèrent ; les soldats mirent la crosse en l'air. Le général Lecomte et le général Clément Thomas, commandant en chef de la garde nationale, saisis par la foule ameutée, furent fusillés.

Le Gouvernement se retira à Versailles et y réunit une armée sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon. A Paris, le Comité central s'empara du pouvoir et fit procéder le 26 mars à des élections pour la formation d'une Commune de 90 membres, parmi lesquels Charles Delescluze, Flourens, Raoul Rigault, Varlin, Vermorel, Courbet, Billioray, MM. Longuet, Vallès, Vaillant, Paschal Grousset, Félix Pyat, Cluseret. Le 3 avril, les gardes nationaux fédérés voulurent marcher sur Versailles et furent repoussés. Deux de leurs chefs, Duval et Gustave Flourens périrent ce jour-là, l'un fusillé à Châtillon, et l'autre tué d'un coup de sabre à Chatou.

Alors commença le second siège de Paris. La lutte dura deux mois et fut soutenue, de part et d'autre, avec un acharnement égal. Enfin, le 24 mai, l'enceinte fut forcée par l'armée au Point-du-Jour. On se battit pendant une semaine de rue en rue, de barricade en barricade. Le sang coula à flots. Refoulés de quartier en quartier, les fédérés furent enfin acculés au Cimetière du Père-Lachaise et accablés, à la lueur des incendies allumés, soit par les vaincus, pour arrêter les assaillants, soit par les obus des combattants, et qui dévorèrent l'Hôtel de ville, les Tuileries, la Cour des Comptes, le Grenier d'abondance, le Palais de Justice. Les fédérés furieux massacrèrent l'archevêque de Paris, des prêtres, des gendarmes et des sergents de ville, le président Bonjean, Gustave Chaudey, qu'ils avaient arrêtés comme otages. De leur côté, les soldats de l'armée de Versailles passaient par les armes tous les défenseurs de la Commune qui tombaient entre leurs mains. Le représentant Millière, Varlin, Raoul Rigault et le docteur Tony Moillin furent fusillés ; Dombrowski, Delescluze et Vermorel avaient été blessés mortellement sur les barricades ; Ferré et Rossel, faits prisonniers, furent condamnés à mort et exécutés. Blanqui, qui avait été nommé membre de la Commune en son absence de Paris, arrêté en province, fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, comme ayant participé à la Journée du 31 octobre 1870. M. Henri Rochefort, qui n'avait pas fait partie de la

Commune, mais qui avait attaqué le Gouvernement et l'Assemblée avec une grande vivacité, fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Envoyé à la Nouvelle-Calédonie, à la suite du 24 mai 1873, il parvint à s'échapper le 20 mars 1874, avec cinq compagnons, parmi lesquels MM. Jourde et Olivier Pain. Après la lutte, il y eut 38,578 arrestations, parmi lesquelles 5,000 soldats, 800 femmes, 900 enfants. 19,000 ordonnances de non-lieu furent rendues; 11,000 prisonniers furent déférés aux conseils de guerre et condamnés à mort, aux travaux forcés, à la déportation dans une enceinte fortifiée, à la déportation simple, ou à l'emprisonnement. Les déportés furent envoyés à la Nouvelle-Calédonie. Des amnisties successives, en date du 17 janvier 1879, et des 23 juin-10 juillet 1880, ont rouvert la France aux déportés et aux exilés survivants.

Les deux emprunts. La fin de l'occupation prussienne et la libération du territoire (1871-1873). — Il fallait délivrer la France le plus tôt possible de l'occupation étrangère. Le 21 juin 1871, le Gouvernement avait été autorisé à contracter un emprunt de 2 milliards pour hâter le payement de l'indemnité de guerre et la libération du territoire. La souscription, ouverte le 28 juin, dépassa, en 6 heures, 4 milliards. Six semaines après le payement d'un demi-milliard effectué, les Allemands évacuèrent (le 22 juillet) l'*Eure*, la *Seine-Inférieure* et la *Somme;* du 11 au 20 septembre, à la suite d'un nouveau payement d'un milliard, la *Seine-et-Marne*, la *Seine-et-Oise*, l'*Oise*, la *Seine* et les forts du nord de Paris, sur la rive droite de la Seine, furent également délivrés de l'occupation étrangère.

Le 12 octobre 1871, une convention signée à Berlin amena la délivrance des six départements de l'*Aisne*, de l'*Aube*, de la *Côte-d'Or*, de la *Haute-Saône*, du *Doubs* et du *Jura*, et la réduction de l'armée d'occupation à 50,000 hommes. Le 29 juin 1872, une convention nouvelle décida l'évacuation de la *Marne* et de la *Haute-Marne*, moyennant le payement d'un demi-milliard. Les *Ardennes* et les *Vosges* devaient être évacuées quinze jours après le payement du second des trois milliards restant; enfin la *Meuse*, la *Meurthe-et-Moselle* et *Belfort*, après le payement du dernier milliard.

Comment se procurer ces sommes énormes ? Une *Souscription patriotique des Femmes de France*, dont les dames d'Alsace-Lorraine avaient pris l'initiative, fut ouverte et produisit beaucoup. Mais, quelle que fût la bonne volonté générale, elle ne

pouvait suffire. Sur la proposition du Gouvernement, l'Assemblée vota, le 15 juillet 1872, un emprunt de 3 milliards. Les souscriptions atteignirent le chiffre de 42 milliards, *douze fois la somme qui était demandée*, constatait à la tribune le ministre des finances, M. de Goulard[1]. La France eut un tressaillement de joie.

La convention du 15 mars 1873 avec l'Allemagne stipula que le reste de l'indemnité de guerre serait versé aux Prussiens en quatre payements, les 5 juin, 5 juillet, 5 août, 5 septembre. Tous les départements encore occupés devaient être évacués le 1er juillet, sauf *Verdun*. L'Assemblée Nationale vota le décret suivant, sur la proposition de M. Christophle : « M. Thiers, Président de la Républiqne, a bien mérité de la patrie. » *Verdun* fut évacué le 13 septembre. Le 16 du même mois, le dernier soldat allemand passa la frontière, et toute la France fut libre, la France nouvelle, du moins : le pays de Fabert, de Rapp, de Kellermann, de Westermann, de Kléber, était détaché de la patrie. A quelque temps de là, Gambetta, montrant à la majorité Thiers assis sur son banc de député, s'écriait : « Le libérateur du territoire, le voilà ! »

Le payement coup sur coup de sommes énormes à l'Allemagne avait amené une crise financière. L'or et l'argent avaient à peu près disparu de la circulation. La Banque de France avait été autorisée, par une loi du mois de décembre 1871, à porter le chiffre d'émission de ses billets de 2 milliards 400 millions à 2 milliards 800 millions, et à faire des coupures de 10 francs et de 5 francs. Le *Comptoir d'escompte* et la *Société générale*, pour rendre les transactions possibles, émirent des billets de 5 francs, de 2 francs, de 1 franc, ayant cours légal. On se serait cru revenu à l'*âge du papier*, au temps de Law ou des assignats. Mais la confiance ne fit pas défaut un instant. On savait désormais que quand un grand pays comme la France, dont la production agricole et industrielle moyenne peut être évaluée à l'avance avec certitude, crée du papier-monnaie, c'est un prêt qu'il se fait à lui-même, une lettre de change qu'il tire sur lui-même, avec les moyens de l'acquitter dans un avenir déterminé. Du reste, l'or et l'argent reparurent vite.

Pour couvrir les intérêts annuels de la dette publique, augmentée dans des proportions si considérables par la guerre

1. En réalité *quatorze fois*. Le ministre ne connaissait pas encore le chiffre total lorsqu'il prononçait ces paroles.

de 1870-1871, l'Assemblée établit des impôts sur les allumettes (loi du 4-7 septembre 1871) ; sur le papier , sur les billets de chemins de fer, etc.; elle frappa les quittances d'un droit de timbre (loi du 23-25 août 1871); mais elle ne voulut point créer d'impôt sur le revenu.

Loi militaire de 1872. — Les malheurs de 1870 avaient montré l'insuffisance de nos institutions militaires. Elles ont été profondément remaniées[1]. Aux termes de la loi du 27 juillet 1872, tout Français non déclaré impropre au service militaire fait partie : 1° de l'*armée active* de 20 à 25 ans ; 2° de la *réserve de l'armée active* de 25 à 29 ans ; 3° de l'*armée territoriale* de 29 à 34 ans ; 4° de la *réserve de l'armée territoriale* de 34 à 40 ans. Le tirage au sort a lieu dans la vingtième année pour décider à laquelle des deux portions du contingent le jeune soldat appartiendra : la première portion reste seule pendant cinq ans sous les drapeaux ; les hommes de la seconde, après six mois ou un an de présence au corps, sont renvoyés chez eux et continuent à figurer, comme disponibles, sur les cadres de l'armée active. Les jeunes gens âgés de moins de vingt ans ont la faculté de devancer l'appel comme volontaires, et de ne rester qu'un an au lieu de cinq sous les drapeaux, à condition : 1° d'être bacheliers ou pourvus de certains diplômes, ou de passer des examens ; et 2° de payer une somme de 1,500 francs. Les hommes de réserve de l'armée active et ceux de l'armée territoriale ne sont astreints qu'à des exercices réglementaires de 28 jours et de 13 jours, et ne peuvent être appelés à l'activité que par une loi.

Le 24 mai 1873. Démission de Thiers. — La lutte ne tarda pas à s'engager entre la majorité de l'Assemblée et le Président de la République. L'Assemblée n'accorda point le droit de grâce au Président. Elle le réserva à une commission spéciale dite *Commission des grâces*. En présence des défiances dont il était l'objet, Thiers, s'adressant, le 11 mai 1871, à ceux qu'il appelait « des imprudents trop pressés, » disait : « Dans huit jours, nous serons à Paris ; il n'y aura plus de dangers ; la tâche sera proportionnée à leur courage et à leur capacité. »

La majorité se composait, en effet , de députés appartenant aux trois partis monarchiques. Mais, d'accord contre la République, c'est-à-dire pour détruire, les légitimistes, les or-

1. La dissolution des gardes nationales dans toute la France avait été opérée à la suite d'un vote de l'Assemblée, le 25 août 1871.

léanistes et les bonapartistes ne l'étaient pas pour fonder. Les premiers voulaient proclamer roi le comte de Chambord ; les seconds tenaient pour le comte de Paris ; les troisièmes, pour l'ex-empereur, et, après sa mort, pour son fils.

Chacun de ces trois partis avait entrepris une propagande active. Au mois de février 1871, le duc d'Aumale avait été élu député dans l'Oise, et le prince de Joinville dans la Haute-Marne. L'Assemblée abrogea les lois d'exil qui interdisaient à la famille d'Orléans le séjour de la France (8 juin 1871). Malgré la détresse financière, elle lui rendit ses biens non vendus (21 décembre 1872). Les ducs d'Aumale et de Nemours redevinrent généraux de division, le prince de Joinville vice-amiral ; le duc de Chartres entra dans l'armée avec le grade d'officier. Parmi les orléanistes, les uns auraient voulu que le comte de Paris fût proclamé roi ; d'autres désiraient la nomination du duc d'Aumale comme président ou stathouder.

Les légitimistes n'étaient pas moins entreprenants. Un voyage de M. Cathelineau dans le Midi fut l'occasion, à Montpellier, de manifestations bruyantes, accompagnées de cris de *Vive le Roi !* (11 janvier 1872.) Du 15 au 27 février suivant, un grand nombre de personnages du parti légitimiste se rendirent en Belgique, à Anvers, auprès du comte de Chambord, qu'ils nommaient Henri V.

Il paraissait très difficile qu'un accord s'établît entre ces ambitions rivales. Dans un manifeste publié par le journal l'*Union* le 25 janvier 1872, le comte de Chambord avait refusé toute concession, en disant : « Je n'abdiquerai jamais, » et « je n'arbore pas un nouveau drapeau. » Une feuille orléaniste riposta en disant : « Les princes d'Orléans ne connaissent qu'un drapeau... celui sous lequel ils ont combattu en Algérie... » Le duc d'Aumale appela à la tribune le drapeau tricolore « drapeau chéri. » Le 8 février 1873, en réponse à une lettre de l'évêque d'Orléans[1], en date du 25 janvier de la même année, qui l'engageait à ne pas se faire « des impossibilités qui n'en seraient pas devant Dieu, » le petit-fils de Charles X répondait : « je n'ai ni sacrifice à faire, ni conditions à recevoir. »

1. Né à Saint-Félix (département du Mont-Blanc), le 3 janvier 1802, Félix Dupanloup fut nommé évêque d'Orléans le 6 avril 1849. Il devint membre de l'Académie Française, et fut élu député à l'Assemblée Nationale en 1871 par le département du Loiret ; il y fut un des orateurs de la droite ; élu sénateur inamovible en 1876, il est mort le 22 octobre 1878.

Les bonapartistes ne se remuaient pas moins. Le 15 août, anniversaire de la naissance de Napoléon Ier; le 5 mai, anniversaire de sa mort; le 9 janvier, date de la mort de Napoléon III; la fête de l'ex-impératrice Eugénie (15 novembre), étaient pour eux l'occasion de manifestations bruyantes. Mais, à la suite de troubles auxquels donna lieu l'élection comme conseiller général en Corse de M. Jérôme Bonaparte, le fils de l'ancien roi de Westphalie fut momentanément expulsé de France. A la même époque, M. Janvier de la Motte, ancien préfet de l'Eure sous l'Empire, inculpé de détournements dans l'exercice de ses fonctions, fut acquitté par le jury. Mais ce procès révéla que l'administration impériale avait pratiqué la théorie des *virements*, c'est-à-dire employé les fonds accordés par les Chambres et les Conseils généraux à d'autres usages que ceux pour lesquels ils avaient été votés (4 mars 1872).

Dirigée par MM. de Broglie (fils d'un ancien ministre de Louis-Philippe), Batbie, Buffet, Baragnon, Ernoul, de Lorgeril, de Belcastel, de la Rochette, de Carayon-Latour, de Larochefoucauld-Bisaccia, de Franclieu, Lucien Brun, Boyer, Jean Brunet, Dutemple, le général Changarnier, Beulé, Audren de Kerdrel, Target, la majorité repoussa, le 2 février 1872, une proposition de MM. Duchâtel et Humbert, qui, avec l'appui du Président de la République et du ministre de l'intérieur Casimir Périer (lui aussi fils d'un ancien ministre de Louis-Philippe, et successeur de Lambrecht, qui venait de mourir), demandaient le retour à Paris. Ce vote, vainement combattu par Louis Blanc, eut pour résultat la démission de Casimir Périer. M. Victor Lefranc prit l'intérieur, et M. de Goulard l'agriculture.

Beaucoup de députés républicains pensaient que l'Assemblée, élue pour faire la paix, n'avait pas le pouvoir constituant, qu'elle devait se dissoudre et en appeler à des élections nouvelles. Le général Faidherbe, député du département du Nord, donna sa démission, en déclarant qu'il considérait ses pouvoirs comme expirés. Gambetta, à Toulon (janvier 1872), demanda « la dissolution de cette Assemblée, dont le mandat expire chaque jour, qui, née d'une surprise, ne tient compte ni des avertissements ni des manifestations de la souveraineté du peuple. » Il ajoutait que la démocratie républicaine « est la France elle-même. » Le même orateur s'écriait au Havre, le 18 avril 1872, que « entre la dissolution de l'Assemblée et la dissolution de la patrie, il votait pour la dissolution de l'Assem-

blée. » Il ajoutait qu'il fallait fonder « la *République républicaine*[1]. »

La majorité, comme quelques-uns de ses membres ne cessaient de le dire, ne voyait dans le Gouvernement qu'une *République provisoire.* Thiers demandait qu'on organisât la *République conservatrice :* il croyait impossible d'amener à se dissoudre une Assemblée dont la plupart des membres, n'étant plus en communion d'idées avec leurs électeurs, s'attendaient avec raison à ne pas être réélus ; il comptait sur sa facilité de parole pour obtenir toujours une majorité de rencontre, peu considérable sans doute, et formée d'éléments hétérogènes, mais enfin une majorité ; il demandait aux républicains d'ajourner beaucoup de leurs espérances, pour ne pas créer d'embarras au gouvernement de leur choix, en leur faisant espérer qu'un jour ils auraient *la chose*, puisqu'ils avaient déjà *le mot.* Il disait aux monarchistes : « Il y trois dynasties, et il n'y a qu'une couronne. Puisque vous ne pouvez pas faire la royauté, résignez-vous à la République, comme au gouvernement qui nous divise le moins. » Au pis aller, si l'opposition devenait trop vive, le Président espérait toujours en triompher en menaçant de donner sa démission, et de laisser cette Assemblée, inexpérimentée et impopulaire, seule en présence des difficultés à résoudre ; il se croyait sûr d'exercer toujours une pression suffisante sur l'esprit des timides et des hésitants. Cela lui réussit à plusieurs reprises, par exemple le 20 janvier 1872, lorsque l'Assemblée avait repoussé l'impôt sur les matières premières, proposé par le Président. A la fin pourtant, les monarchistes s'habituèrent à cette perspective de voir le Président se retirer. Cette démission, qui les effrayait tout d'abord, leur permettrait de tenter la réalisation immédiate de leurs idées.

A la suite d'un discours dissolutionniste prononcé à Grenoble, le 26 septembre 1872, par Gambetta, annonçant « la venue et la présence, dans la politique, d'une couche sociale nouvelle, » le Gouvernement fut attaqué avec violence par la droite. M. Batbie demanda le 25 novembre 1872 la formation d'un « Gouvernement de combat. » M. Jules Grévy, président de l'Assemblée Nationale, dont l'autorité était méconnue, donna

1. Gambetta disait encore : « Croyez qu'il n'y a pas de question sociale, parce qu'il n'y a pas *une question sociale*.... Il y a une série de problèmes à résoudre.... Ces problèmes doivent être résolus un à un, et non par une formule unique. » Gambetta fonda le journal *la République Française* le 5 novembre 1872.

sa démission au mois d'avril. M. Buffet, candidat des droites réunies, fut élu pour le remplacer, contre M. Martel, candidat des gauches.

La France avait soif de sécurité: elle désirait sortir d'un provisoire énervant, et avoir un gouvernement définitif. Le 29 novembre 1872, sur la proposition de Dufaure, une commission de 30 membres fut nommée pour préparer un projet de loi sur les attributions des pouvoirs publics. M. de Broglie fut nommé rapporteur de cette commission; en majorité hostile à la République, elle porta, aux mois de février et mars 1873, un coup sensible à l'influence de Thiers.

A plusieurs reprises, le 24 août 1871, le 20 janvier 1872, Thiers avait, en menaçant de donner sa démission, en prenant la parole à la tribune, amené la majorité monarchiste, malgré les efforts de ses meneurs, et ses propres désirs, à voter suivant l'inspiration du Gouvernement. On voulut lui enlever la ressource d'intervenir brusquement dans les débats. A l'avenir, avant de prendre la parole, il devait officiellement avertir l'Assemblée par un message, et nulle délibération ne pouvait avoir lieu en sa présence. Thiers protesta en vain contre ce qu'il appelait « *des chinoiseries.* »

Cependant presque toutes les élections partielles, qui avaient lieu pour combler les vides faits dans l'Assemblée Nationale par la mort ou la démission de beaucoup de ses membres, donnaient la majorité aux républicains. Une élection devait avoir lieu à Paris le 27 avril. M. Barodet, ancien maire de Lyon (l'Assemblée venait de supprimer la mairie centrale de cette ville), était le candidat des républicains avancés; les républicains modérés portaient Charles de Rémusat, ministre des affaires étrangères et ami personnel de Thiers; les monarchistes coalisés, le colonel Stoffel. Après une lutte des plus vives, M. Barodet fut élu par 180,045 voix contre 136,028 voix données à Charles de Rémusat, et 26,644 au colonel Stoffel.

Un mois après, le Gouvernement fut changé. Le Président était vivement attaqué par la coalition monarchiste. « Si j'avais favorisé clandestinement la monarchie, s'écria-t-il dans le courant de la discussion, comme on ne pouvait pas appeler au trône trois dynasties, j'en aurais servi une et trahi deux. » Faisant allusion à l'appoint fourni par les voix bonapartistes aux partis de Henri V et du comte de Paris, il ajouta, en s'adressant à M. de Broglie : « Vous serez le protégé de l'empire. » Dans le vote qui suivit cette discussion mémorable, Thiers

croyait avoir 20 voix de majorité. Mais le groupe Target l'abandonna. Un amendement de M. Ernoul, invitant le Président à « faire prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice, réunit 360 voix contre 344. Thiers donna sa démission (24 mai 1873).

Présidence du maréchal de Mac-Mahon (24 mai 1873-30 janvier 1879). **Tentative de fusion. Les princes d'Orléans à Frohsdorf auprès du comte de Chambord.**— Le maréchal de Mac-Mahon [1] fut élu Président de la République par l'Assemblée. Il prit pour ministres MM. le duc de Broglie (affaires étrangères); Beulé (intérieur); le général de Cissey (guerre); l'amiral de Dompierre d'Hornoy (marine); Magne (finances); Batbie (instruction publique et cultes); Ernoul (justice); de la Bouillerie (agriculture et commerce); Deseilligny (travaux publics).

Les membres de la majorité monarchiste espéraient qu'une *fusion* pourrait avoir lieu entre les orléanistes et les partisans du comte de Chambord; ils auraient souhaité que celui-ci renonçât au drapeau blanc pour accepter le drapeau tricolore. Alors, une réconciliation étant opérée entre le petit-fils de Charles X et le petit-fils de Louis-Philippe, Henri V eût été proclamé roi, et le comte de Paris fût devenu son héritier comme *Dauphin.* Le comte de Paris alla au château de Frohsdorf, près de Vienne en Autriche, déclarer au comte de Chambord « que non seulement il venait reconnaître en lui le chef de la maison de Bourbon, mais reconnaître encore le principe monarchique dont M. le comte de Chambord était à ses yeux le seul représentant. » Les journaux royalistes firent éclater leur joie : « La maison de France, écrivaient-ils, a recouvré son unité. » Mais ces illusions durèrent peu. Dans une lettre adressée de Salzbourg à M. Chesnelong, le comte de Chambord déclara qu'il ne voulait pas devenir « le roi légitime de la Révolution. » Il se plaignait qu'on voulût lui imposer *des conditions*, lui demander *des garanties*, et refusait de se séparer du *drapeau blanc.*

Le rêve des partisans de la royauté étant ainsi dissipé, ou du moins sa réalisation étant reportée à un avenir indéterminé, le 19 novembre 1873, un message du maréchal de Mac-Mahon, présenté par M. de Broglie, président du conseil, demanda l'or-

1. Le maréchal de Mac-Mahon (Marie-Edme-Patrice-Maurice) est né à Sully (Saône-et-Loire), le 13 juillet 1808.

ganisation « d'un pouvoir exécutif durable et fort. » Le général Changarnier proposa que le pouvoir exécutif appartînt pour dix ans au duc de Magenta. M. Jules Simon se plaignit que la majorité, au lieu de créer un gouvernement définitif, comme le demandait la nation, voulût prolonger encore la durée d'un provisoire qui inquiétait tout le monde et compromettait les intérêts du pays. « La droite, disait M. Grévy, ne pouvant réaliser son gouvernement de prédilection, ne voulait pas permettre à la nation d'affermir le gouvernement de la sienne. » « Vous avez essayé la monarchie, disait-il encore ; vous avez échoué : faites place à d'autres. » L'Assemblée n'en vota pas moins que la durée des pouvoirs du Président serait de sept ans.

Le Septennat et l'Ordre moral. — Le *Septennat*, tel fut le nom par lequel on désigna le gouvernement ainsi modifié. Le Septennat débuta par une déclaration annonçant que le pouvoir allait faire régner l'*Ordre moral*. La loi municipale du 14-16 avril 1871 avait fixé à 25 ans l'âge nécessaire pour être conseiller municipal, décidé que les conseils municipaux seraient réélus de 3 ans en 3 ans, que les maires et adjoints seraient nommés par le Gouvernementdans les préfectures, sous-préfectures et villes de plus de 20,000 âmes, et élus, dans les autres communes, par les conseillers municipaux et parmi eux. Sur la demande de M. de Broglie, vice-président du conseil, l'Assemblée remit, le 30 juin 1874, au Président de la République, la nomination de tous les maires. La plupart des maires républicains furent révoqués.

La question de la forme définitive du gouvernement restait en suspens. Une commission de trente membres, nommée après plusieurs tours de scrutin, pour préparer des lois constitutionnelles, présenta plusieurs projets, qui furent discutés et écartés successivement pendant cette année 1874. Cependant l'extrême droite légitimiste se détachait peu à peu de M. de Broglie. Elle s'était singulièrement refroidie en voyant le maréchal de Mac-Mahon, que naguère le comte de Chambord surnommait « le Bayard moderne, » annoncer qu'il conserverait le pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat, autrement dit qu'il ne donnerait pas sa démission, le cas échéant, pour faire place à Henri V. Une majorité de coalition se forma contre le cabinet de Broglie, qui tomba devant le vote de la Chambre le 16 mars ; il fut remplacé par le général de Cissey.

La loi du 7 juillet 1874 fixa les conditions requises pour être

inscrit sur la liste des électeurs municipaux. Cette liste comprend tous les Français âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques : 1° qui sont nés dans la commune ou y ont satisfait à la loi du recrutement, et, s'il n'y ont pas conservé leur résidence, sont venus s'y établir de nouveau depuis six mois au moins ; 2° qui, sans être nés dans la commune, y auront été inscrits depuis un an au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature ; 3° qui se sont mariés dans la commune et justifieront qu'ils y résident depuis un an au moins ; 4° enfin qui, sans se trouver dans un des cas précédents, justifieront d'une résidence de deux années consécutives dans la commune.

Cette année vit un suicide qui fit grand bruit. Le ministre de l'intérieur, Beulé, ancien professeur au Collège de France, autrefois connu par son opposition libérale à l'empire, et qui avait passé dans le camp conservateur, s'était compromis par une phrase maladroite sur « l'Assemblée élue *dans un jour de malheur.* » La gauche avait accueilli cette phrase à double sens par des applaudissements qui déconcertèrent son auteur. Il se poignarda pour un motif resté inconnu, en 1874.

Il y eut, à la même époque, des bruits de guerre avec l'Italie et l'Allemagne. A la suite du 4 septembre 1870, la meilleure intelligence avait régné d'abord entre la France et l'Italie. Lorsque l'inauguration du tunnel du mont Cenis (il a 13 kilomètres) eut lieu, le 17 septembre 1871, à Bardonnèche, on y cria : « Vive l'Italie et la France unies ! » et la municipalité de Turin salua dans une adresse « l'illustre nation française. » Bientôt cependant ces dispositions changèrent. Le 29 juin 1873, des manifestations en faveur du rétablissement du pouvoir temporel de Pie IX se produisirent au pèlerinage de Paray-le-Monial. Au mois de juillet 1873, l'Assemblée vota l'érection, sur les hauteurs de Montmartre, d'une église consacrée au Sacré Cœur de Jésus. Les Italiens se plaignirent alors des attaques de certains journaux et des pétitions demandant une nouvelle expédition romaine pour rétablir le pouvoir temporel de la papauté. Heureusement, les nuages qui s'étaient élevés entre les deux nations ne tardèrent pas à se dissiper. Quelque temps après, au mois de mai 1875, le bruit courut que l'Allemagne allait déclarer la guerre à la France. L'intervention de l'Angleterre et de la Russie contribua vraisemblablement à écarter ce danger.

Constitution de 1875. — La discussion des lois constitutionnelles durait toujours. Enfin, après de longs débats, le vote d'un amendement proposé par M. Wallon trancha la question en faveur de la République.

Aux termes de la *Constitution du* 25 *février* 1875, le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées, la *Chambre des Députés* et le *Sénat*. Le mode d'élection des sénateurs a été fixé par la loi du 24 février 1875; le mode d'élection des députés par le suffrage universel a été déterminé par la loi organique du 30 novembre 1875.

Le *Président de la République* est élu à la majorité absolue des suffrages, par le Sénat et par la Chambre des députés, réunis en Assemblée Nationale. Il est nommé pour sept ans; il est rééligible. Le Président de la République a l'initiative des lois concurremment avec les membres des deux Chambres. Il promulgue et exécute les lois votées par elles; il a le droit de grâce; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi. Il dispose de la force armée; il nomme à tous les emplois civils et militaires. Chacun de ses actes doit être contresigné par un ministre. Les ministres sont solidairement responsables, devant les Chambres, de la politique générale du Gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels. Le Président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Le *Président de la République* peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat. En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections dans le délai de trois mois.

En cas de vacance pour décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau Président. Dans l'intervalle, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Le *Sénat* compte 300 membres, dont 75 nommés à vie par l'Assemblée Nationale et renouvelés par le Sénat lui-même, et 225 élus au scrutin de liste par un corps électoral composé, dans chaque département, des députés, des conseillers[1] géné-

1. En vertu de la loi du 10-29 août 1871 sur les Conseils généraux, dans chaque département, chaque canton élit au suffrage universel un membre du Conseil général. Les conseillers généraux sont nommés pour six ans; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans, et indéfiniment rééligibles. Les Conseils généraux ont chaque année deux sessions ordinaires. Dans le départe-

raux, des conseillers d'arrondissement, et des délégués élus, un par chaque Conseil municipal, parmi les électeurs de la commune. Nul ne peut être élu sénateur s'il n'est âgé de quarante ans. Ces 225 membres, nommés pour neuf ans, sont renouvelables tous les trois ans par tiers et au sort, la division des départements en trois séries devant être faite au début de la première session. Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois. Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger soit le Président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'État.

Les Chambres ont le droit, par délibération séparée, prise dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément, soit sur la demande du Président de la République, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles. Après que chacune des deux Chambres a pris cette résolution, elles se réunissent en Assemblée Nationale pour procéder à la revision.

« Toutefois, disait le dernier paragraphe de l'article 8, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette revision ne peut avoir lieu que sur la proposition du Président de la République. » L'article 9 ajoutait : « Le siège du pouvoir exécutif est à Versailles. »

La *Chambre des députés* est élue par le suffrage universel (Art. 1er, *Constitution du* 25 *février* 1875, *loi organique du* 30 *novembre* 1875.) Les députés sont nommés par les électeurs inscrits sur les listes électorales et comprenant les citoyens jouissant de leurs droits civils et politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins. Les militaires en activité de service ne peuvent exercer leurs droits électoraux.

ment de la Seine, le Conseil général est composé : 1° des 80 membres du Conseil municipal de Paris ; 2° des 8 conseillers généraux élus par les autres communes.

La *loi réglant les pouvoirs des Conseils généraux en cas de dissolution illégale de l'Assemblée*, en date du 15 février 1872, porte que : « Si l'Assemblée Nationale ou celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les Conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale (art. 1er). Une Assemblée composée de 2 délégués élus par chaque Conseil général, en comité secret, se réunit dans le lieu où se seront rendus les membres du Gouvernement légal et les députés qui auront pu se soustraire à la violence. » (Art. 3.)

Tout électeur est éligible sans condition de cens, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis. Tout député nommé ou promu à une fonction publique salariée cesse d'appartenir à la Chambre par le fait même de son acceptation; mais il peut être réélu si la fonction qu'il occupe est compatible avec le mandat de député. Les députés nommés ministres ou sous-secrétaires d'Etat ne sont pas soumis à la réélection. Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

Les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin *individuel*[1] à raison de *un* par arrondissement administratif. Les arrondissements où la population dépasse 100,000 habitants nomment un député de plus par cent mille ou fraction de cent mille habitants.

Les députés sont élus pour quatre ans. La Chambre se renouvelle intégralement. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a réuni : 1° la majorité absolue des suffrages exprimés; 2° un nombre de suffrages égal au quart des électeurs inscrits.

Chaque département de l'Algérie nomme un député. Les quatre colonies (Martinique, Guadeloupe, Inde française, la Réunion) nomment chacune un député. Une loi du 8 avril 1879 accorde aussi un représentant a la Guyane française, ainsi qu'à la colonie du Sénégal; la Cochinchine a, depuis, obtenu le même droit.

Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent, chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure du Président de la République. Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Au mois de juin 1875, l'Assemblée vota une *loi sur l'enseignement supérieur*, autorisant la formation d'universités libres. Plusieurs facultés et universités furent aussitôt formées par le clergé catholique. L'enseignement universitaire avait été vivement attaqué par quelques-uns des membres de la majorité. M. de Lorgeril avait demandé en 1872 la suppression de l'*École normale supérieure*, de l'*École des hautes études* et de l'*École d'Athènes*.

Les élections de 1876. Le 16 mai 1877. La dissolution. — Après le vote de la Constitution, l'Assemblée nationale se sépara.

1. L'Assemblée Nationale de 1871 avait été élue au scrutin de liste par département.

Tout le monde attendait les élections nouvelles avec impatience. Dans son discours de Belleville, prononcé au moment des élections de 1875, Gambetta recommandait « *la politique des résultats*, » qu'il opposait à ce qu'il appelait « la politique de la rêverie. » Il disait : « Il y a lieu de modifier la conduite politique d'après les changements mêmes subis par le monde... La politique est affaire de tact, d'étude, d'observation et de précision. » C'est cette doctrine que les *intransigeants*, c'est-à-dire les républicains avancés, ont combattue sous le nom d'*opportunisme*.

Le Sénat fut élu le 30 janvier 1876, et la Chambre des députés le 20 février. Le Sénat, où les adversaires de la République possédaient une majorité, assez faible, il est vrai, nomma président M. le duc d'Audiffret-Pasquier, et la Chambre des députés, où dominait l'opinion républicaine, M. Jules Grévy. Le premier ministère formé alors se composait de Dufaure (justice et cultes), Ricard (mort en 1876 et remplacé par M. de Marcère à l'intérieur), MM. Waddington (instruction publique et beaux-arts), Teisserenc de Bort (agriculture et commerce), Decazes (affaires étrangères), le général Cissey (guerre), l'amiral Pothuau (marine). Ce cabinet fut ensuite remplacé par un autre, que dirigeait M. Jules Simon, ayant pour collègues MM. Martel (justice), Waddington (instruction publique) (décembre 1876).

De nouvelles pétitions en faveur du pouvoir temporel de la papauté furent répandues durant les premiers mois de 1877, et les mandements de plusieurs évêques excitèrent une vive agitation. Après un discours de Gambetta, le 4 mai, la Chambre vota, par 361 voix contre 121, un ordre du jour invitant le Gouvernement à réprimer toute manifestation illégale. Douze jours plus tard, à la suite d'une lettre adressée le 16 mai 1877 par le Président de la République à M. Jules Simon, les ministres donnèrent leur démission ; le maréchal de Mac-Mahon appela au ministère MM. de Broglie (justice), de Fourtou (intérieur), Caillaux (finances), Paris (travaux publics), de Meaux (agriculture et commerce), Brunet (instruction publique et cultes), Decazes (affaires étrangères), le général Berthaut (guerre), l'amiral Gicquel des Touches (marine). Le 18 mai les Chambres furent prorogées pour un mois.

Quand leurs séances recommencèrent, la Chambre des députés, par l'ordre du jour du 19 juin 1877, déclara, à la majorité de 363 voix contre 158, que le cabinet n'avait pas la confiance du pays. Sur la demande du Président de la République, le

Sénat, où la majorité appartenait à la coalition monarchique, par 150 voix contre 130, prononça la dissolution de la Chambre des députés. Dans la dernière séance, M. Jules Grévy, qui présidait les députés, prenant le pays à témoin de ses paroles, s'écriait que « la Chambre, dans sa trop courte carrière, n'avait pas cessé un seul jour de bien mériter de la France et de la République. »

Les élections du 14 octobre 1877. Exposition universelle de 1878. — Après le 16 mai, 25 préfets furent révoqués, 10 furent mis en disponibilité, 1 fut mis à la retraite, 2 appelés à d'autres fonctions, 3 donnèrent leur démission, 21 furent déplacés. Les fermetures de cercles républicains, les révocations d'instituteurs, d'agents voyers, les poursuites contre les journaux, les arrestations se multiplièrent. Le 7 juin, le ministère fit communiquer aux journaux, comme extraite du *Times*, une correspondance qui n'y avait jamais figuré. Le cabinet français en avait demandé l'insertion et s'en était prévalu, sans attendre la réponse, comptant qu'elle serait favorable ; le contraire était arrivé. La majorité de l'ancienne Chambre des députés fut attaquée avec une violence sans exemple dans le *Bulletin des Communes*. Le 5 juillet, dans le *Suffrage universel des Charentes*, M. Cunéo d'Ornano disait : « Nous ferons de la République et des républicains une pâtée dont les chiens eux-mêmes ne voudront pas. » Le maréchal de Mac-Mahon, ayant entrepris plusieurs voyages en Bretagne et dans le centre, fut accueilli partout par d'énergiques démonstrations républicaines ; les conseils municipaux de Cherbourg, de Saint-Lô, de Saint-Etienne refusèrent de voter des fonds pour sa réception. Thiers, au contraire, recevait des ovations à Dieppe et à Saint-Germain.

Le nouveau cabinet n'admettait pas la possibilité d'un insuccès. On disait que si les suffrages des électeurs donnaient la majorité aux républicains, la Chambre serait dissoute de nouveau. Le maréchal président, devant la crainte exprimée par les siens qu'il ne se retirât en cas d'insuccès, avait répondu qu'il irait « jusqu'au bout. » De son côté, dans un discours prononcé dans un banquet à Lille, le 15 août 1877, Gambetta déclara que, une fois que la France aurait ordonné, le maréchal n'aurait plus qu'à « se soumettre ou se démettre. » Thiers mourut à Saint-Germain le 3 septembre[1] et ses obsèques eurent lieu le 8, à Paris, en présence d'une foule immense.

1. Changarnier est mort le 14 février 1877 ; Ernest Picard, le 13, et Taxile

Le moment des élections approchait. La lutte devenait de plus en plus vive. Le Président adressa deux manifestes au peuple français, le 19 septembre et le 11 octobre. Gambetta fut frappé de deux condamnations coup sur coup : le 11 septembre, pour son discours de Lille; le 12 octobre, pour sa circulaire électorale. M. de Montalivet, ancien ministre de Louis-Philippe, dans une lettre adressée au *Journal des Débats*, le 4 octobre 1877, condamna la politique du 16 mai.

Les élections eurent lieu le 14 octobre. Les républicains obtinrent 335 sièges, c'est-à-dire une grande majorité ; elle s'augmenta encore par les élections complémentaires qui résultèrent des invalidations. M. Jules Grévy fut réélu président. Dans les élections pour le renouvellement des conseils généraux qui suivirent, le 4 novembre, les républicains gagnèrent 122 sièges. Gambetta fut nommé président de la Commission du budget par la Chambre des députés, le 21 novembre 1877.

Le gouvernement tenta un instant de résister. Il appela aux affaires un ministère extraparlementaire, dirigé par le général de Rochebouet, et des bruits de coup d'État coururent. Dans la nuit du 12 au 13 décembre, à Limoges, le major Labordère, du 14e de ligne, refusa de concourir à l'exécution de mesures qui lui paraissaient en être le prélude, et déclara qu'un coup d'État était « un crime. » Dans une lettre adressée de Montpellier, le général Aymard exprima l'espoir que le gouvernement respecterait la légalité. Enfin, la Chambre ayant refusé, le 24 novembre, par 315 voix contre 207, d'entrer en relations avec le cabinet, le maréchal de Mac-Mahon céda. Dufaure fut chargé par lui, le 14 décembre, de former un ministère parlementaire. Il devint ministre de la justice et prit pour collaborateurs MM. Waddington (affaires étrangères), de Marcère (intérieur), Léon Say (finances), le général Borel (guerre), l'amiral Pothuau (marine), Bardoux (instruction publique et cultes), de Freycinet (travaux publics), Teisserenc de Bort (agriculture et commerce). Le lendemain, 15 décembre, la Chambre des députés vota séparément les deux premiers douzièmes des recettes de 1878. Elle vota également, le 24 janvier 1878, une

Delord le 16 mai ; Edmond Adam et le général de Courtais, le 14 juin ; Pierre Lefranc, le 16 juin ; l'historien Villiaumé, le 9 août ; Duvergier de Hauranne, le 15 ; Brigham Young, chef des Mormons, le 29 ; Thiers, le 3 septembre ; l'amiral grec Canaris, le 15 ; l'astronome Leverrier, le 23 ; Glais-Bizoin, le 7 novembre ; de Franclieu, le 23 ; l'historien Lanfrey et le général d'Aurelles de Paladines, le 16 décembre.

amnistie pour les condamnations relatives aux délits de presse et de parole, du 16 mai au 20 décembre 1877.

Malgré ses revers et ses malheurs, la France reprenait peu à peu son rang parmi les nations. Son agriculture, son industrie, son commerce renaissaient. Son crédit, comme l'avait démontré le succès des emprunts, était plus grand que jamais. Une troisième Exposition Universelle, ouverte à Paris, au Champ de Mars et au Trocadéro, le 1er mai 1878[1], par le Président de la République et les deux Chambres, en présence d'une foule immense, dans laquelle se pressaient des étrangers venus de tous les points du monde, permit à notre pays de prendre sa revanche sur un terrain pacifique[2]. Une grande fête, admirable surtout par l'entrain et l'enthousiasme de la population, fut célébrée à Paris le 30 juin.

1. Sont morts : le 7 janvier 1878, F. V. Raspail, à Arcueil-Cachan ; le 8, le général Cousin-Montauban, comte de Palikao ; le 9, le roi d'Italie Victor-Emmanuel : le 2 février le député Lecesne ; le 7, le pape Pie IX ; le 8 avril, le publiciste Louis Asseline ; le 11 mai, le colonel Denfert ; le 31, le sénateur Arnaud de l'Ariège ; le 8 juin, le maréchal Baraguay-d'Hilliers ; le 12, l'ancien roi de Hanovre Georges V ; le 15, le général Charreton, sénateur ; le 27 juillet, le député Laussedat ; le 22 août, Marie-Christine, veuve de Ferdinand VII d'Espagne.

2. Le prince de Galles assistait à l'ouverture. L'Allemagne seule avait refusé de prendre part à l'Exposition de 1878 ; au dernier moment, cependant, son gouvernement se ravisa, et elle participa à l'exposition artistique.

CHAPITRE XXXVIII.

Présidence de M. Jules Grévy.

Démission du maréchal de Mac-Mahon. Présidence de M. Jules Grévy (1879). — La France contemporaine. Grands travaux en cours d'exécution. — Reconstitution militaire de la frontière de France. — Progrès de l'Instruction Publique. — La politique intérieure et extérieure en 1880. — Le scrutin de liste. L'expédition de Tunis. — Les élections du 21 août 1881. — Le ministère de Gambetta (14 nov. 1881). — Projet de revision des lois constitutionnelles (14 janv. 1882). — La commission des 33. Démission du ministère (26 janv.). — Le ministère de M. de Freycinet (30 janv. 1882). — La France et la question d'Égypte. — Fin du ministère Freycinet. — Ministère Duclerc (août 1882-janvier 1883). Mort de Gambetta (31 déc. 1882). — La loi des prétendants. — Ministère du 21 février 1883. — Les débats parlementaires relatifs au Tonkin (1883). — La loi sur la magistrature. — Mort du comte de Chambord (24 août 1883). — Le roi d'Espagne à Paris (29 septembre 1883. — La situation économique. — Le projet de revision (1884).

Démission du maréchal de Mac-Mahon. Présidence de M. Jules Grévy (1879). — Cependant le Sénat appartenait toujours en majorité aux partis monarchiques. Les élections sénatoriales partielles du 5 janvier 1879[1], favorables aux républicains, qui gagnèrent 41 sièges, vinrent rétablir l'harmonie, entre les deux Assemblées. Le maréchal, ayant alors refusé de signer, conformément aux lois, les décrets relatifs à des changements de fonctionnaires, se trouva avoir à la fois contre lui

1. Parmi les hommes connus morts en 1879, il faut citer : en *janvier :* le maréchal espagnol Espartero, le sculpteur Auguste Préault, le journaliste Léon Plée, les docteurs Ambroise Tardieu et Ulysse Trélat; *en février*, le docteur Chauffard, l'auteur dramatique Clairville, le caricaturiste Honoré Daumier, les académiciens Sylvestre de Sacy et Saint-René Taillandier, l'architecte Eugène Millet, l'ancien ministre Magne, le feld-maréchal prussien de Roon ; *en mars :* l'ancien représentant Jules Bastide et le peintre Thomas Couture, l'auteur des *Romains de la Décadence; en mai :* le général Félix Douay, le vice-amiral Saisset, le comte de la Guéronnière; *en juin :* Louis-Napoléon-Eugène Bonaparte, fils de Napoléon III, le publiciste Patrice Larroque, le peintre Jules Héreau ; *en août :* les peintres Alexandre Hesse et Louis Vogel ; *en septembre :* le baron Taylor, le caricaturiste Cham (comte Amédée de Noé); *en novembre :* le sénateur Edmond Valentin, le peintre Léon Noël, le physiologiste anglais Maxwel, l'économiste Michel Chevallier ; *en décembre :* le sénateur Paul Dupont. La même année a vu disparaître les docteurs Deville (Amédée), Chevallier et Piorry ; l'historien Achille de Vaulabelle ; L. Reybaud, auteur de *Jérôme Paturot*, enfin l'illustre architecte Viollet-le-Duc, auquel on doit la restauration des châteaux de Coucy et de Pierrefonds, des remparts de Carcassonne, de Notre-Dame de Paris, des cathédrales de Saint-Denis, de Laon, de Chartres, de Reims.

la Chambre des députés, le Sénat et ses propres ministres. Il donna sa démission le 30 janvier 1879.

Conformément à la Constitution, le Sénat et la Chambre des députés, réunis en congrès, élurent, par 563 voix, M. Jules Grévy[1] Président de la République pour sept ans. Un nouveau cabinet fut nommé le 5 février 1879. Il était composé de MM. Waddington (affaires étrangères), Le Royer (justice), de Marcère (intérieur et cultes), Léon Say (finances), général Gresley (guerre), amiral Jauréguiberry (marine); Jules Ferry (instruction publique), de Freycinet (travaux publics); Lepère (agriculture et commerce). A la suite de la démission de M. de Marcère, M. Lepère devint, le 5 mars, ministre de l'intérieur, et M. Tirard, ministre de l'agriculture et du commerce. M. Andrieux fut nommé préfet de police. Dans un nouveau congrès, on vota, le 19 juin 1879, le retour des Chambres à Paris.

Le ministère dont M. Waddington était le président se retira le 27 décembre et fut remplacé par un nouveau cabinet, formé par MM. de Freycinet (affaires étrangères); Cazot (justice); général Farre (guerre); Varroy (travaux publics); les autres ministres conservant leurs portefeuilles. Pendant la prorogation des chambres, dans l'automne de 1880, à la suite de la retraite de M. de Freycinet (23 septembre), un nouveau remaniement ministériel eut lieu. M. Jules Ferry devint président du Conseil et ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Il prit pour collègues MM. Constans à l'intérieur et aux cultes, Cazot à la justice, Barthélemy-Saint-Hilaire aux affaires étrangères, Magnin aux finances, Sadi-Carnot aux travaux publics, Tirard à l'agriculture et au commerce, Cochery aux postes et télégraphes, le général Farre à la guerre, l'amiral Cloué à la marine. M. Albert Grévy fut nommé gouverneur général de l'Algérie, M. Léon Say fut élu à la présidence du Sénat, Gambetta[2] à celle de la Chambre des députés.

La France contemporaine. Grands travaux en cours d'exécution. — *Paix*, *liberté*, *travail*, telle est la devise de la France contemporaine. Ce que l'opinion publique désire, c'est le développement de l'instruction publique, pour que la nation soit de plus en plus éclairée; l'amélioration de nos institutions militaires, pour qu'elle soit plus forte et plus

1. M. Jules Grévy est né le 15 août 1807 à Mont-sous-Vaudrey (Jura).

2. Léon-Michel Gambetta était né le 3 avril 1838 à Cahors. Son père, d'origine génoise, tenait dans cette ville un magasin d'épiceries.

capable de se faire respecter ; l'exécution de grands travaux d'utilité générale, pour qu'elle puisse lutter contre les industries étrangères, compléter son outillage et multiplier ses voies de communication.

On a vu que le tunnel du Mont Cenis a été inauguré le 17 septembre 1871. Il ouvrait une première communication directe entre la France et l'Italie, par chemin de fer, à travers les Alpes, de Grenoble à Turin. Depuis, après sept ans d'efforts gigantesques, un autre tunnel a été percé à travers le Mont Saint-Gothard. Maintenant que les travaux sont terminés, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, se trouvent en relations directes par chemin de fer. Il y a une voie ferrée par Brindisi, Ancône, Parme, Milan, Bâle, Strasbourg, Bruxelles jusqu'à Anvers. Il peut en résulter un grand préjudice pour notre pays [1]. Le commerce de transit entre l'Inde et l'Angleterre, qui se faisait jusqu'ici par Marseille, Lyon, Paris et nos ports de la Manche, pourrait prendre la nouvelle voie. La France a donc besoin d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre le Mont Saint-Gothard et le Mont Cenis. Par le Simplon, la route serait plus longue, les travaux plus difficiles, et il faudrait emprunter le territoire suisse. La route du Mont Blanc paraît préférable.

Un autre dessein plus considérable est à l'étude. Il s'agirait d'établir un tunnel sous le Pas de Calais entre Calais et Douvres. Si les marchandises pouvaient aller en wagons de Marseille aux docks de Londres, nous serions définitivement les maîtres du transit. Ce projet rencontre en Angleterre des résistances qui en retardent l'exécution.

Aux colonies, d'importants travaux ont été projetés. L'Afrique s'ouvre à l'activité européenne. On sait aujourd'hui que l'intérieur de ce continent, au lieu d'être un désert, nourrit d'innombrables populations, qui ont besoin des produits de notre industrie, et peuvent nous fournir ceux de leur agriculture. Des fonds ont été votés pour commencer des études en vue d'établir un chemin de fer, à travers le Sahara, d'Alger à Tombouctou sur le Niger, et du Sénégal à Tombouctou.

C'est un Français qui a creusé le canal de Suez (v. ch. XLIV). M. de Lesseps, « qui a juré guerre à outrance aux isthmes », creuse maintenant le canal de Panama (v. ch. XLI). Quand le travail sera terminé, on pourra aller du Havre en Aus-

1. La distance de Milan à Anvers, par la ligne du Saint-Gothard, est ainsi réduite à 294 lieues, tandis que la distance de Milan à Boulogne, par le Mont Cenis, est de 328 lieues.

tralie et à San-Francisco sans contourner l'Amérique méridionale par le Détroit de Magellan. L'annexion de Tahiti à la France (juin 1880) aura ainsi des conséquences avantageuses pour notre commerce.

M. de Freycinet a eu l'initiative des travaux les plus importants accomplis en France pendant ces dernières années. Ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur, M. de Freycinet a rendu, en 1870-1871, des services signalés à la défense nationale en province. Sénateur de la Seine en 1876, ministre des travaux publics dans les cabinets des 14 décembre 1877 et 5 février 1879, ministre des affaires étrangères et président du conseil du 27 décembre 1879 au 23 septembre 1880, M. de Freycinet a présenté aux Chambres des lois pour le rachat des petites lignes de chemin de fer (adoptée le 15 mars 1878), et pour l'exécution de lignes nouvelles, destinées à compléter nos différents réseaux. Il a attaché son nom aux travaux nécessaires pour rendre la Seine navigable jusqu'à Paris à des bâtiments de grande dimension. Nos ports de la Manche et de l'Océan s'ensablent. Presque tous sont à sec à marée basse : ainsi, à Dunkerque, Boulogne, Dieppe, Fécamp, Saint-Malo, les navires ne peuvent entrer et ne peuvent sortir qu'à l'heure de la haute mer. M. de Freycinet a fait décider l'établissement de ports en eau profonde, qui seront constamment accessibles.

On étudie aussi la création d'un canal maritime, de Bordeaux à Narbonne, entre l'Océan et la Méditerranée, et celle d'un canal latéral au Rhône, qui, arrosant ensuite la côte du Languedoc, rendrait la vie à cette région si maltraitée par la perte de ses vignobles, que le phylloxera a détruits.

A Paris, le nouvel Opéra a été élevé par M. Garnier ; l'Avenue de l'Opéra et le Boulevard Henri IV ont été percés ; le Boulevard Saint-Germain terminé ; le Palais du Trocadéro a été élevé par MM. Davioud et Bourdais, le Pont Sully jeté sur la Seine à l'extrémité orientale de l'Ile Saint-Louis, entre le Boulevard Saint-Germain et le Boulevard Henri IV ; le Parc de Montsouris a été ouvert ; on exécute de nombreux travaux dans les arrondissements voisins des fortifications, pour assainir ces quartiers, jusque-là déshérités, et leur créer des débouchés ; une statue colossale de la République, œuvre de M. Morice, a été inaugurée sur la Place de la République (autrefois du Château d'Eau), le 14 juillet 1883 ; on reconstruit, dans des proportions beaucoup plus vastes, l'École de Médecine ; la Clinique et l'École de pharmacie ont été installées sur les terrains qui faisaient

partie de l'ancienne Pépinière du Luxembourg; le nouvel Hôtel de ville est achevé, on travaille activement au nouveau Muséum d'Histoire Naturelle et au nouvel Hôtel des Postes. De nombreux tramways, établis sur tous les points de Paris, rendent la circulation plus facile et plus rapide. Enfin une enquête a été ouverte le 15 février 1882, en vue d'établir, à l'intérieur de Paris, un chemin de fer métropolitain destiné à relier les différentes parties de la ville, comme à Londres et à New-York.

Reconstitution militaire de la frontière de France. — La nouvelle loi militaire, qui a établi le service militaire obligatoire pour tout le monde, est entrée dans les mœurs, et s'exécute sans difficulté. De nouveaux forts ont été construits autour de Paris, à *Cormeilles*, *Domont*, *Montlignon*, *Stains*, *Vaujours*, *Villiers-sur-Marne*, *Champigny*, *Villeneuve-Saint-Georges*, *Châtillon*, *Palaiseau*, *Villeras*, *Haut-Buc*, *Saint-Cyr*, *Marly*. C'est le général Seré de Rivière qui a dirigé les travaux de fortifications entrepris pour reconstituer la défense de notre frontière démembrée. Il a substitué, autant que possible, aux villes fortifiées, dont on pouvait avoir raison en effrayant la population par un bombardement, des camps retranchés reliés entre eux par des forts d'arrêt, qui ne laissent subsister sur notre front nord-est, en face de l'Allemagne, depuis la Suisse jusqu'au Luxembourg, que deux trouées, deux couloirs, dans lesquels une armée d'invasion devrait nécessairement s'engager : 1° l'une entre la Meuse et le Chiers, entre Verdun et Montmédy ; 2° l'autre entre Épinal et les avancées de Toul sur la Moselle. Les défenses comprennent : le camp retranché de *Verdun* avec les forts de *Regret*, de *Dugny*, de *Chaume*, de *Marre*, de *Belleville*, de *Saint-Michel*, de *Sonville*, de *Tavannes*, de *Belrupt*, de *Rozellier*, d'*Haudainville;* ensuite, sur le front des côtes de Meuse, en allant du nord au sud : les forts d'arrêt de *Génicourt*, de *Troyon*, du *Camp des Romains*, de *Liouville*, de *Gironville*, de *Lucey;* puis le camp de *Toul* avec les forts de *Saint-Michel*, d'*Ecrouves*, de la *Justice*, de *Dommartin*, de *Chaudeney*, de *Villey-le-Sec*, de *Dom-Germain*, de *Blenod*, de *Pagny-la-Blanche-Côte*, de *Bourlemont*. En avant de Toul sont les forts de *Frouard*, au nord-est, et de *Pont-Saint-Vincent*, au sud-est. Au delà de la trouée de la Moselle, après le fort d'arrêt de *Manonvillers*, entre Avricourt et Lunéville, on arrive au camp retranché de *Toul*, avec les forts de *Dogneville*, *Longchamps*, *Razimont*, *la Mouche*, du *Bambois*, de

Roulon, de *Giraucourt*, d'*Uxegney*. On trouve ensuite les forts d'arrêt d'*Arches* et *du Parmont*, au-dessus de Remiremont; de *Rupt*, de *Château-Lambert*, du *Ballon de Servance*, et le camp retranché de *Belfort*, avec les forts de *Giromagny*, du *Salbert*, du *Mont Vaudoye*, de *Roppe*, des *Perches*, de *Bosmont*, et ceux du *Montbart* et de *Lachaux* près de Montbéliard, avec les forts du *mont Lomont* vers la frontière suisse.

En seconde ligne, au nord-est, le camp retranché de *Reims* ferme le pays entre la Vesle et l'Aisne; le camp retranché de *Laon-La Fère* ferme le pays entre l'Aisne et l'Oise; les ouvrages anciens ou nouveaux d'*Hirson*, *Landrecies*, *Maubeuge*, *Le Quesnoy*, *Valenciennes*, *Cambrai*, *Douai*, *Condé*, *Arras*, *Lille*, *Dunkerque*, couvrent la frontière belge.

Au sud-est, des forts d'arrêt barrent toutes les routes de Suisse en France; le camp retranché de *Besançon* couvre la vallée du Doubs, celui de *Dijon*, la vallée de la Saône, celui de *Langres*, la vallée de la Haute-Marne. *Lyon* est le centre de la défense au sud-est. Enfin, dans les Alpes, les ouvrages nouveaux créés autour d'*Albertville*, de *Grenoble*, de *Briançon*, de *Nice*, permettraient à une armée française très inférieure en nombre de résister, en se tenant sur la défensive, à toute agression venant du côté de l'Italie. Ces travaux ont été exécutés en vertu de la loi du 17 juillet 1874 (voir le livre de M. Eugène Tenot, *La Frontière*).

Progrès de l'Instruction Publique. — « Le véritable vainqueur de Sadowa, ce n'est pas le fusil à aiguille, c'est le maître d'école, » disait avec beaucoup de justesse un écrivain en 1866, faisant allusion à l'état prospère de l'instruction publique en Prusse. Les Chambres françaises se sont inspirées de cette vérité, et n'ont reculé devant aucun sacrifice pour instruire, instruire encore, instruire toujours.

En vertu de la loi du 27 février 1880, le Conseil supérieur de l'instruction publique et les Conseils académiques sont devenus en grande partie des corps électifs, la plupart de leurs membres étant nommés par les professeurs de l'Université. La loi du 18 mars 1880 a supprimé les jurys mixtes institués par la loi du 12 juillet 1875 pour examiner les élèves des facultés libres, et établi la gratuité des inscriptions dans les facultés de l'État en vue d'obtenir les grades et les titres qu'elles confèrent. Les matières de l'examen du baccalauréat ès lettres ont été modifiées dans ses deux épreuves (décret du 19 juin 1880). L'institution des bourses de licence et

d'agrégation a donné des étudiants aux facultés des lettres et des sciences.

Dans l'enseignement secondaire classique, la réforme du plan d'études, conformément à l'arrêté du 2 août 1880, a eu surtout pour objet de prescrire une nouvelle méthode d'enseignement des langues anciennes, et d'étendre jusqu'aux classes inférieures l'étude des sciences physiques et naturelles. De son côté, l'enseignement secondaire spécial a été réorganisé, et son cours d'études se termine également par un diplôme de bachelier (1881-1882).

La loi du 21 décembre 1880 et le décret du 28 juillet 1881 ont organisé l'enseignement secondaire des jeunes filles, pour lesquelles sont déjà créés plusieurs lycées et collèges. Une école normale, établie à Sèvres, doit assurer le recrutement des professeurs de ces établissements.

Parmi les progrès de l'instruction primaire, il faut citer : l'augmentation du nombre des circonscriptions d'inspection primaire ; le développement des écoles normales d'institutrices, favorisé par la loi du 9 août 1879, l'institution de certificats d'aptitude à la direction et au professorat des écoles normales primaires, la réforme de l'enseignement et des programmes de ces écoles, la création d'écoles normales primaires supérieures à Fontenay-aux-Roses et à Saint-Cloud pour faciliter le recrutement de leur personnel enseignant ; les encouragements donnés à la fondation d'écoles primaires supérieures ; l'établissement de conférences pédagogiques destinées à grouper les instituteurs et les institutrices d'un même canton et à leur permettre de discuter les moyens d'améliorer leur enseignement ; le vote de la gratuité absolue de l'enseignement primaire et la détermination des titres de capacité exigés de tous les instituteurs et institutrices (lois du 16 juin 1881) ; la création d'écoles enfantines ; la réorganisation des salles d'asile sous le titre nouveau d'*écoles maternelles* (décret du 2 août 1881) ; enfin l'obligation de l'enseignement primaire prescrite par la loi du 28 mars 1882[1].

1. L'auteur se fait un plaisir de reconnaître que les renseignements relatifs à l'instruction publique sont dus à l'obligeance de ses éditeurs, qui donnent tous leurs soins aux publications de législation universitaire. Parmi les très nombreux ouvrages de pédagogie publiés depuis quelques années, un des plus intéressants est à coup sûr le *Jacotot et sa Méthode* de M. B. Pérez ; citons aussi *la Psychologie de l'Enfant* et *l'Éducation dès le berceau*, du même écrivain.

La politique intérieure et extérieure en 1880. — Plusieurs faits dignes de remarque signalèrent l'année 1880[1]. Le terrible hiver de 1879-1880 fut plus rigoureux que ceux de 1827 et de 1788. On n'en avait pas eu de pareil depuis 1709. Paris et la France disparurent sous la neige. La Seine et la Loire, entièrement gelées et recouvertes d'un amas de glaçons, offraient l'aspect des mers polaires.

Le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille en 1789, et de la Fédération en 1790, fut choisi comme date de la Fête nationale de la France. Elle fut célébrée pour la première fois le 14 juillet 1880. Une grande revue eut lieu le matin au Bois de Boulogne, et le Président de la République y distribua des drapeaux à tous les régiments de l'armée de Paris et aux détachements qui représentaient tous les corps tenant garnison dans les départements de France et d'Algérie. M. Grévy, accompagné de MM. Léon Say et Gambetta, se rendit peu après à Cherbourg et y passa en revue l'escadre de la Manche (10 août).

Le Sénat avait, le 9 mars 1880, repoussé par 148 voix contre 120, l'article 7 de la loi sur l'enseignement supérieur voté par la Chambre des députés. Alors, de juin à novembre, le ministère, se fondant sur la Constitution civile du clergé du 12 juillet 1790, sur la loi du 18 août 1792, sur le Concordat du 26 messidor an IX (15 juillet 1801), sur l'article 2 des décrets organiques, sur le décret du 3 messidor an XII, et sur la loi du 2 janvier 1817, procéda, en vertu des décrets du 29 mars 1880, à la dispersion des congrégations religieuses non autorisées.

Un changement de politique important pour la France s'opéra en 1880 en Angleterre. Lord Beaconsfield, chef du cabinet tory, paraissait disposé à une alliance anglo-austro-allemande. L'opinion publique se prononça vivement contre la politique

1. Jules Favre mourut le 20 janvier 1880; Crémieux, le 10 février; au mois de mai mourut le romancier Gustave Flaubert, l'auteur de *Madame Bovary* et de *Salambo*, de *la Tentation de saint Antoine* et de *l'Éducation sentimentale*; il était fils d'un médecin et né à Rouen en 1821. Sont morts également en 1880: de Montalivet, sénateur inamovible; E. O. de Biéville, critique dramatique, l'écrivain royaliste Poujoulat, le député bonapartiste A. Granier de Cassagnac, le duc de Grammont, qui avait joué un rôle si imprudent comme ministre des affaires étrangères en 1870; E. Bersot, directeur de l'École Normale supérieure; le général Morin, directeur du Conservatoire des arts et métiers; les généraux Vinoy, Aymard; les écrivains Paul de Musset, Édouard Fournier, H. Passy; le docteur Paul Broca; Isaac Péreire; le sculpteur Lemaire; le compositeur Jacques Offenbach; le baron de Ricasoli, ancien premier ministre en Italie; le général allemand von Gœben.

d'aventure et d'extension illimitée aux colonies, et manifesta en toute occasion ses sympathies pour la France. Lord Beaconsfield, ayant fait prononcer par la reine la dissolution du Parlement, le 21 mars 1880, les élections (1er-15 avril) lui furent défavorables. Le ministère donna sa démission, et M. Gladstone forma le 28 avril un cabinet libéral. Il se préoccupa sur-le-champ de l'interminable question d'Orient. Le gouvernement turc n'avait exécuté ni l'article du traité de Berlin qui cédait Dulcigno aux Monténégrins, ni celui qui accordait une extension de territoire à la Grèce. Il comptait sur les divisions de l'Europe et se retranchait derrière la résistance des Albanais. Les six puissances signataires du traité de Berlin, l'Angleterre, la Russie, la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, convinrent d'opérer dans la Mer Adriatique une démonstration navale collective, pour amener la Turquie à remettre Dulcigno aux Monténégrins. Mais jusqu'où cette démonstration devait-elle être poussée ? L'opinion publique se prononça avec énergie en France pour que dans aucun cas elle n'entraînât une guerre. Les Turcs cédèrent enfin.

Moins heureuse sur un autre terrain, l'Europe n'avait pu encore à la même date faire obtenir aux Grecs en Thessalie et en Épire l'accroissement de territoire que, sur la demande de la France, elle leur avait promis au congrès de Berlin. Les négociations, après avoir duré sans résultat pendant trois ans, aboutirent enfin en 1881 (voir plus loin, chapitre XXXIX).

Une fête mémorable et toute spontanée, qui rappelle le triomphe de Voltaire au Théâtre Français en 1778, fut célébrée le 26 février 1881[1] en l'honneur de Victor Hugo, qui en-

1. Auguste Blanqui est mort le 1er janvier 1881. La même année 1881 a vu disparaître : en janvier, l'architecte Lefuel ; Theiz, un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs ; l'égyptologue Mariette-Bey ; le sculpteur Jules Lefrance ; — en février : les généraux Ragon et Ney, Paulin Paris, doyen de l'Académie des Inscriptions ; l'industriel Menier député de Seine-et-Marne ; l'historien anglais Thomas Carlyle ; — en mars : les géographes Joanne et Cortambert ; les généraux Larchey, Boyer, Clinchant ; le sénateur Oscar de La Fayette ; le publiciste Pelleport ; Léo Frankel, ancien membre de la Commune ; — en avril : Desseaux, député de la Seine-Inférieure ; l'architecte Davioud (né en 1823), et auquel on doit le théâtre du Châtelet et le théâtre Italien, la Fontaine Saint-Michel, le Square des Arts et Métiers, le Palais du Trocadéro, les plans des Promenades et Plantations du Parc Monceaux, du Bois de Boulogne, du Jardin d'acclimatation, etc. ; Pierre Bonaparte ; le publiciste Émile de Girardin ; l'artiste dramatique Ravel ; le sculpteur Adam Salomon ; le sénateur Baze ; l'homme d'État anglais Benjamin Disraëli ou lord Beaconsfield ; le général Bonneton ; le général bavarois

trait ce jour-là dans sa quatre-vingtième année. Une foule immense défila pendant toute cette journée sous les yeux de Victor Hugo, qui se tenait à la fenêtre de son hôtel de l'Avenue d'Eylau, entre son petit-fils Georges et sa petite-fille Jeanne. Elle saluait de ses acclamations le grand poète qui a rendu avec tant de puissance tous les sentiments du cœur humain, tant élevé la voix pour le pauvre, tant aimé l'enfant, célébré la pitié et la bonté avec des accents si émus, qui a eu, enfin, des chants pour toutes les gloires de la patrie, des larmes pour tous ses malheurs.

Le 17 mars 1881, un emprunt national d'un milliard fut émis pour permettre l'exécution de grands travaux d'utilité publique. Cet emprunt fut couvert quinze fois ; Paris seul souscrivit pour 10 milliards ; l'Angleterre pour 1 milliard et demi.

Le scrutin de liste. L'expédition de Tunis. — Au mois de mai 1881 s'ouvrit la discussion sur le rétablissement du scrutin de liste, proposé par M. Bardoux. Après un vif débat, dans lequel le président de la Chambre, Gambetta, intervint personnellement pour appuyer M. Bardoux, cette proposition fut votée le 19 mai par 243 voix contre 232 ; mais elle fut repoussée le 9 juin par le Sénat à la majorité de 148 voix contre 114. Le même jour, un rapport du ministre de la guerre au sujet des opérations du recrutement de l'armée en 1880 constata que sur un contingent de 118,748 hommes un nombre considérable encore ne savaient ni lire ni écrire.

Cependant l'expédition de Tunisie, dont on verra plus loin (chap. XLIV) l'origine et le détail, avait commencé au mois

von der Thann ; — en mai : le général Doutrelaine ; l'amiral La Roncière le Noury ; le marquis de la Valette et le comte de Casabianca, anciens ministres de l'empire ; le comte d'Arnim, homme d'État allemand, adversaire du prince de Bismarck ; les écrivains Duvergier de Hauranne, A. Grenier, Séguin ; — en juin : les anciens ministres de Banneville et Dufaure ; le sénateur Roger du Nord ; — en juillet : le chimiste Henri Sainte-Claire Deville (il était né en 1818 à Saint-Thomas des Antilles) ; Charles Giraud, de l'Institut ; le critique Paul de Saint-Victor ; le vice-amiral Fleuriot de Langle ; — en août, le sculpteur Caillé ; l'amiral de Lanneau ; — en septembre : Garfield, Président des États-Unis de l'Amérique du Nord ; le général américain Burnside ; — en octobre : le baron Haymerlé, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ; le général Ulrich ; le docteur Bouillaud, de l'Institut ; — en novembre : les publicistes Jules Mahias, préfet de l'Isère ; Amédée Le Faure, député ; André Rousselle ; le général Faron ; le sculpteur Lequien : — en décembre : le polonais Langiewicz, ancien chef de l'insurrection de 1863 ; les généraux Berthaut et Carteret ; l'ancien député Vautrain.

d'avril. Elle parut terminée le 12 mai par le traité du Bardo, aux termes duquel le bey de Tunis se soumettait au protectorat français. Toutefois, comme ce traité avait été l'objet de vives critiques en Italie, où l'on voyait avec peine l'influence française devenir prépondérante sur cette terre voisine de la Sicile, et comme la lutte continua contre les tribus tunisiennes restées en armes, des débats importants s'engagèrent à ce sujet dans les Chambres françaises. Un ordre du jour favorable à la politique du cabinet fut voté le 30 juin par la Chambre des députés. Il n'en fallut pas moins expédier des renforts en Afrique après la clôture de la session de 1881, qui eut lieu le 29 juillet.

Les élections du 21 août 1881. — La Chambre des députés élue en 1877 était arrivée au terme de son mandat. Les élections nouvelles se firent le 21 août 1881 [1], et le scrutin de ballottage eut lieu le 4 septembre. A Paris, dans le xxe arrondissement, c'est-à-dire à Belleville, les élections furent marquées par des incidents tumultueux. Gambetta était candidat à la fois dans les deux circonscriptions de cet arrondissement, qu'il avait toujours représenté. Il fut vivement combattu par les intransigeants, qui lui reprochaient d'avoir abandonné son programme radical de 1869. Le 16 août, dans une réunion électorale, rue Saint-Blaise, il essaya vainement de se faire écouter, apostropha les interrupteurs en les menaçant de les poursuivre « jusqu'au fond de leurs repaires », et dut sortir sans avoir pu obtenir qu'on l'entendît. Il fut cependant élu dans la première circonscription par 4,500 voix sur 8,607 votants ; mais dans la seconde il y eut ballottage.

Les résultats définitifs furent les suivants : 457 républicains (206 union républicaine, 168 gauche républicaine, 46 extrême gauche, 39 centre gauche), 47 bonapartistes et 41 royalistes ; sur 7,181,443 suffrages exprimés, les républicains en avaient réuni 5,128,442. M. Brisson fut nommé le 3 novembre président de la Chambre des députés. A l'ouverture de la nouvelle session, M. Albert Grévy, gouverneur civil de l'Algérie, donna sa démission, et un débat acharné s'engagea sur l'expédition de Tunisie. Les députés intransigeants, MM. Clémenceau et Camille Pelletan, reprochèrent au ministère d'avoir, avant la fin de la session précédente, caché aux Chambres la gravité de la situation en Afrique, pour agir

1. Par suite d'une loi nouvelle, le nombre total des circonscriptions électorales avait été porté à 558.

sans contrôle, en leur absence, et pour entreprendre » une expédition de vacances », qui était devenue une guerre véritable, non votée par le Parlement. Après une réplique de M. Jules Ferry, le 9 novembre, la Chambre des députés, à la majorité de 355 voix contre 68, vota l'ordre du jour suivant proposé par Gambetta : « La Chambre, résolue à l'exécution intégrale du traité souscrit par la Nation Française le 12 mai 1881, passe à l'ordre du jour. » Le 11, le ministère donna sa démission.

Le ministère de Gambetta (14 novembre 1881). — Léon Gambetta, chargé par le Président de la République de former un nouveau cabinet, le constitua le 14 novembre. Il prit pour lui-même la présidence du conseil et le ministère des affaires étrangères, avec M. Spuller pour sous-secrétaire d'État ; M. Waldeck-Rousseau, député d'Ille-et-Vilaine, fut ministre de l'intérieur, avec M. Develle pour sous-secrétaire d'État ; M. Cazot devint ministre de la justice, avec M. Martin-Feuillée pour sous-secrétaire d'État ; M. Allain-Targé, député de la Seine, ministre des finances, avec M. Lelièvre pour sous-secrétaire d'État ; M. le général Campenon, ministre de la guerre, avec M. Blandin pour sous-secrétaire d'État ; M. Gougeard, ancien capitaine de vaisseau et général de division à titre auxiliaire en 1870, ministre de la marine ; M. Raynal, député de la Gironde, ministre des travaux publics, avec M. Lesguillier pour sous-secrétaire d'État ; M. Rouvier, député des Bouches-du-Rhône, ministre du commerce et des colonies, avec M. Félix Faure (du Havre) pour sous-secrétaire d'État ; M. Devès, député de l'Hérault, ministre de l'agriculture, avec M. Caze pour sous-secrétaire d'État ; M. Paul Bert, professeur à la faculté des sciences de Paris, et député de l'Yonne, ministre de l'instruction publique et des cultes, avec M. Chalamet, député de l'Ardèche, pour sous-secrétaire d'État ; M. Antonin Proust, député des Deux-Sèvres, ministre des arts ; M. Cochery resta ministre des postes et télégraphes. M. Tirman fut nommé gouverneur général civil de l'Algérie.

Les élections pour le second renouvellement partiel triennal du Sénat eurent lieu le 8 janvier 1882. Elles donnèrent les résultats suivants : sur 79 élections, 66 républicains et 13 monarchistes étaient nommés ; la majorité républicaine se trouvait augmentée de 27 voix. Les sénateurs du département de la Seine sont MM. Victor Hugo, Peyrat, le major Labordère, de Freycinet, Tolain. M. de Freycinet obtint une quadruple élection.

Projet de revision des lois constitutionnelles (14 janvier 1882). — Le 14 janvier 1882[1], Gambetta, président du conseil, lut à la Chambre des députés un projet de résolution tendant à provoquer la réunion des deux Chambres en Congrès ou Assemblée nationale, pour reviser sur certains points la Constitution de 1875. Le ministère demandait qu'à l'avenir la Chambre des députés fût élue par le suffrage universel *au scrutin de liste départemental.* Il demandait aussi qu'on modifiât le mode de nomination des 225 sénateurs des départements et des colonies. Jusqu'ici les électeurs sénatoriaux de chaque département étaient : *les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement, et un délégué élu par le conseil municipal de chaque commune, quelle que fût la population de cette commune.* C'est cette dernière disposition qu'il était question de changer. « Le suffrage universel estime, comme nous, disait le président du conseil, qu'une disposition qui accorde une part égale dans l'élection de la Chambre Haute à la commune de 100 habitants et à celle de 500,000, au conseil municipal nommé par 15 électeurs et à celui qui est l'élu de 200,000 citoyens, cette loi n'est pas plus une loi conservatrice qu'une loi de réforme, que c'est une loi illogique et funeste. » En conséquence, le gouvernement proposait d'adopter le projet suivant : « Chaque conseil municipal élit au

1. Au mois de janvier 1882, sont morts : le préfet de la Seine Hérold ; Charles Blanc, de l'Académie française ; le romancier anglais Ainsworth ; le général Bataille ; le baron Jérôme David, petit-fils du peintre David, ancien vice-président du Corps Législatif et ministre sous le second empire ; l'avocat Nogent-Saint-Laurens ; — en février : le naturaliste Decaisne, le romancier allemand Auerbach, et le poète Auguste Barbier ; — en mars, Louvet, ancien ministre de l'empire ; le publiciste Marc-Bayeux ; le dessinateur Bertall, Henri Lehmann, de l'Institut, le général italien Médici, ancien compagnon de Garibaldi en Sicile, puis aide de camp de Victor-Emmanuel ; l'ancien ministre italien Lanza ; le poète américain Longfellow : — en avril : l'érudit Jules Quicherat ; le grand naturaliste et physiologiste anglais Darwin ; le philosophe et poète américain Emerson ; l'ingénieur Giffard ; — en mai : le comte de Champagny, de l'Académie française ; le général russe Kauffmann ; en juin (le 2), le général Garibaldi, à Caprera, le général de Cissey, les peintres Biard et Jadin ; le sculpteur F. Jouffroy ; le journaliste Alfred Bougeard ; — en juillet : le général russe Skobeleff ; — en septembre ; J. Liouville, de l'Académie des sciences ; l'ingénieur Leclanché, le chimiste Wœhler, connu par ses travaux sur l'aluminium ; — en octobre : Jules Noriac, auteur du 101e *Régiment* et de la *Bêtise humaine* ; le vice-amiral Pothuau ; le lieutenant-colonel Froidevaux, des sapeurs-pompiers de Paris, mort au feu ; le bey de Tunis Mohamed es-Saddoch ; — en novembre : de Larcy, sénateur ; l'homme d'État espagnol Figueras ; le député Bonnet-Duverdier ; — en décembre : Louis Blanc et Léon Gambetta.

scrutin de liste autant de délégués et de suppléants que la commune renferme de fois 500 électeurs inscrits. » Des dispositions spéciales devaient s'appliquer à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux. En ce qui concernait les 75 sénateurs inamovibles, il était dit : Le gouvernement proposera au Congrès de se prononcer contre le mandat viager, et il lui demandera de supprimer l'inamovibilité sénatoriale, mais avec cette restriction que les situations acquises resteront acquises, et que les privilèges des sénateurs inamovibles actuels seront respectés. » Mais à l'avenir les successeurs des 75 inamovibles devaient être élus par le Sénat et la Chambre des députés collectivement pour neuf ans avec renouvellement partiel au sort par tiers tous les trois ans. En outre, le gouvernement devait proposer au Congrès de déclarer que « le Sénat n'a, en matière de budget, qu'un droit de contrôle, et qu'il ne peut pas rétablir un crédit supprimé par la Chambre des députés. » Le projet ajoutait que le Congrès ne pourrait traiter d'autres questions que celles désignées avant sa réunion par le gouvernement et par chacune des deux Chambres.

La Commission des 33. Démission du ministère (26 janvier). — Ce projet fut mal accueilli par la majorité de la Chambre des députés. Dans la Commission de 33 membres nommée pour l'examiner, 32 étaient défavorables aux vues du gouvernement. On lui reprochait de méconnaître la souveraineté du Congrès et de placer la Chambre dans une situation difficile, en lui demandant de voter le scrutin de liste quatre ans avant les élections prochaines, quand elle venait d'être élue quelques mois plus tôt par le scrutin d'arrondissement : une telle modification immédiate de la loi électorale, disaient les adversaires du projet, inspirerait la crainte d'une dissolution anticipée. La Commission élut pour président M. Margaine, et pour rapporteur M. Andrieux. Elle se prononça contre le projet, et le 26 janvier 1882, le rapport de la Commission, combattu par Gambetta, fut adopté à la majorité de 268 voix contre 218 sur 486 votants. Les ministres donnèrent aussitôt leur démission.

Le ministère de M. de Freycinet (30 janvier 1882). — M. de Freycinet, chargé par M. le Président de la République de former un nouveau ministère, prit la présidence du conseil avec les affaires étrangères. Il avait pour collègues : MM. Léon Say aux finances, Jules Ferry à l'instruction publique, René Goblet à l'intérieur, Humbert à la justice et aux cultes, le gé-

néral Billot à la guerre, l'amiral Jauréguiberry à la marine et aux colonies, Varroy aux travaux publics, Tirard au commerce, de Mahy à l'agriculture, Cochery aux postes et télégraphes.

La mission du nouveau cabinet était difficile. Le ministère précédent avait été autoritaire; il prit à tâche de se montrer libéral. Mais il avait à lutter contre des embarras de toute sorte. Il était en butte à l'hostilité des opportunistes irrités de la chute du ministère Gambetta. Il se trouvait, en outre, en face d'une crise économique et financière redoutable, qui eut son point de départ dans la faillite de la banque l'*Union générale* (29 janvier 1882) ; fondée en 1878 par M. Bontoux, cette banque, après des succès factices, dut suspendre ses payements ; sa chute entraîna la ruine d'une multitude de personnes et une baisse générale sur les fonds publics.

La France et la question d'Égypte. — Les événements survenus en Égypte (voir plus loin ch. XLIV), et qui annulaient le contrôle anglo-français, vinrent mettre le comble aux difficultés de la situation. Interviendrait-on avec les Anglais en Égypte, pour rétablir le *statu quo* ? Sous le ministère Gambetta, le cabinet britannique interrogé par le gouvernement français au sujet d'une intervention commune, avait fait une réponse évasive. L'Angleterre maintenant se montrait, au contraire, disposée à envoyer une armée et une flotte au bord du Nil. L'attitude que devait tenir la France fut l'objet de débats passionnés. Ne pas intervenir, disaient Gambetta et ses partisans, c'est un aveu d'impuissance, c'est sacrifier les intérêts français dans un pays où la France a tout fait depuis Bonaparte et Monge jusqu'à M. de Lesseps et Mariette-Bey, c'est, en un mot, livrer sans partage l'Égypte à l'Angleterre. Intervenir en Égypte, répondaient M. Clémenceau et les adversaires de toute expédition, serait une grave imprudence. L'Europe n'est pas disposée à nous laisser faire. L'Angleterre, étant une île, peut, invulnérable derrière la Manche, braver l'Europe ; elle a des intérêts suffisants engagés dans la question pour courir le risque d'une guerre. La France, puissance continentale ouverte à l'est et au nord, est tenue à plus de réserve; ses intérêts en Égypte ne sont pas suffisants pour courir de pareils risques. Nous avons déjà des troupes à Tunis; nos forces sont dispersées; l'Allemagne est défiante; l'Italie jalouse. N'entreprenons pas une seconde expédition du Mexique. Ce serait renouveler la faute de l'Autriche s'alliant avec la Prusse pour enlever au Danemark le Sleswig-Holstein. De deux choses l'une: ou bien

nous irons *tirer les marrons du feu* pour l'Angleterre, comme en Crimée, en Chine ; nous aurons le péril, elle, le profit ; ou bien il y aura conflit entre les Français et les Anglais, sûrs, en ce cas, de l'alliance allemande. Enfin, disait-on, pourquoi imposer à l'Égypte un gouvernement qu'elle repousse, et l'empêcher de se constituer elle-même? Ainsi, pas d'intervention.

Fin du ministère Freycinet. — Fort embarrassé, le ministère eut une attitude indécise. Il demanda aux Chambres des crédits pour occuper militairement le canal de Suez. Nous n'intervenons pas en Égypte, disait-il aux uns, nous laissons les Anglais agir seuls ; nous sauvegardons le canal, disait-il aux autres; nous mettons à l'abri de toute attaque, nous conservons neutre une propriété qui est surtout française. Cependant cette demi-intervention parut à la Chambre présenter plus de dangers encore qu'une politique tranchée dans l'un ou l'autre des deux sens opposés ; elle sembla préparer une lutte inévitable soit avec les Égyptiens, soit avec les Anglais eux-mêmes, peu disposés, comme l'événement le prouva, à respecter la neutralité du canal. Arabi-Pacha avait affirmé à M. de Lesseps qu'il respecterait le canal. L'opinion publique se prononça contre toute espèce d'intervention. Les crédits furent rejetés par 450 voix contre 75, le 29 juillet 1882, et le ministère donna sa démission.

C'est pendant la durée de ce ministère qu'une loi restituant aux conseils municipaux, sauf à celui de Paris, le droit d'élire leur maire fut votée par la Chambre des députés le 6 mars et par le Sénat le 24 mars[1].

Quelques jours après, le *Journal officiel* avait promulgué, en même temps que cette loi, celle du 28 mars 1882, qui organisait définitivement l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, et établissait la neutralité de l'école au point de vue religieux, l'enseignement des dogmes des différentes religions devant avoir lieu désormais en dehors de l'école. Cette disposition a été de la part de certains membres du clergé l'objet de vives attaques.

Ministère Duclerc (août 1882—janvier 1883). **Mort de Gambetta** (31 décembre 1882). Le nouveau cabinet, formé le 7 août

1. En ce qui concerne Paris, le 19 juillet, à la suite d'une interpellation inattendue de M. Blancsubé, député de la Cochinchine, sur la mairie centrale, la Chambre des députés émit un vote défavorable par 278 voix contre 272, mettant ainsi en minorité le ministère, qui, par la bouche de M. René Goblet, avait demandé l'ordre du jour pur et simple.

1882, était composé ainsi qu'il suit : MM. Duclerc, président du conseil, ministre des affaires étrangères; Tirard, ministre des finances; Devès, de la justice; Fallières, de l'intérieur; Duvaux, de l'instruction publique; Pierre Legrand, du commerce; général Billot, de la guerre; amiral Jauréguiberry, de la marine; Cochery, des postes et télégraphes; de Mahy, de l'agriculture; Hérisson, des travaux publics. Nommé dès le début par ses adversaires *ministère d'affaires* ou *ministère de transition*, le nouveau cabinet n'en dura pas moins près de six mois. Il assista au dénouement de la question d'Égypte, tranchée par l'expédition anglaise. La crise industrielle et économique continuait. Les différentes fractions du parti socialiste, les collectivistes, les anarchistes révolutionnaires, étaient accusés de faire une propagande active; la société internationale des travailleurs, légalement interdite, subsistait en secret, disait-on, et on la supposait en rapport avec les nihilistes et les Irlandais ennemis de l'Angleterre. Les troubles survenus à Monceau-les-Mines et Blanzy près d'Autun, au mois d'août, aux mois de septembre et d'octobre à Lyon et dans d'autres villes, furent suivis de nombreuses condamnations judiciaires.

Le mois de décembre 1882 vit disparaître deux grands orateurs, qui tous les deux avaient beaucoup fait pour la République et pour la France. Louis Blanc, l'ancien membre du gouvernement provisoire de 1848, l'historien de la Révolution française et de la monarchie de Juillet, mourut le 6 décembre. Quelques jours auparavant, le 27 novembre, l'agence Havas avait annoncé que Gambetta, se trouvant à sa maison de campagne de Ville-d'Avray, s'était blessé à la main en maniant un revolver. L'état du malade s'aggrava rapidement. La blessure primitive s'était cicatrisée, disait-on; mais l'état d'immobilité prolongée, rendu nécessaire par le traitement, avait produit une maladie des voies intestinales, plus dangereuse que la première. Gambetta mourut dans la nuit du 31 décembre 1882, quelques instants avant la fin de cette année qui avait débuté par son insuccès à la tête du cabinet désigné ironiquement par ses ennemis sous le nom de *Grand ministère*.

Toutes les fractions du parti républicain, les intransigeants exceptés, parurent un instant réconciliées en présence du cercueil du grand orateur. Ses funérailles furent célébrées, le 6 janvier 1883[1], à Paris aux frais de l'État au milieu d'une im-

1. L'année 1883 a vu disparaître : en janvier : le général Chanzy, le sculpteur Clésinger, le peintre Gustave Doré et le compositeur Flotow; — en février :

mense affluence ; ses restes furent ensuite transportés à Nice, sur le désir de son père. et inhumés dans un tombeau de famille.

Le jour qui précéda les funérailles de Gambetta, on reçut à Paris la nouvelle de la mort du général Chanzy. L'ancien commandant en chef de la seconde armée de la Loire, alors à tête du 6e corps, était mort subitement à Châlons-sur-Marne.

La loi des prétendants. — La mort de Gambetta parut réveiller les espérances des anciens partis. Dans plusieurs localités, des drapeaux blancs étaient arborés pendant la nuit ; on écrivait sur les murs : *vive le Roi !* On parlait d'une organisation armée du parti légitimiste ; il y avait, disaient les journaux, plusieurs milliers d'hommes enrôlés secrètement avec des chefs et des lieux de ralliement indiqués à l'avance, prêts à se lever au premier signal. De leur côté, les bonapartistes ne demeuraient pas inactifs. Depuis la mort du fils de Napoléon III, ils étaient très divisés : les uns reconnaissaient pour chef le prince Napoléon, fils de l'ancien roi de Westphalie

le compositeur allemand Richard Wagner ;— en mars : le prince Gortschakof, ancien chancelier de Russie ; le général de Martimprey, gouverneur des Invalides ; le ministre grec Comoundouros ; le philosophe et écrivain allemand Karl Max ; il était né à Trèves en 1814 ; — en avril : les journalistes Louis Veuillot et Jules Amigues ; Soliman Pacha, défenseur de Chipka en 1877, et le général de Curten ; le littérateur Jules Sandeau ; les peintres Jules Goupil et Édouard Manet ; Jules Goupil né en 1840, et élève d'Ary Scheffer, a composé le *Jeune Citoyen de l'an V*, et *une Merveilleuse en* 1795 ; Édouard Manet, né en 1833, d'abord marin, et élève de Couture, nous a laissé le *Buveur d'absinthe, le Déjeuner sur l'herbe, Olympia, Combat de taureaux, le bon Bock, Faure dans Hamlet, une Parisienne, le Bar, le portrait de Henri Rochefort* ;—en mai : Elzéar Pin, sénateur ; Louis Viardot, écrivain et critique d'art ; le colonel Taillant, défenseur de Phalsbourg en 1870 ; le général Sabatier ; Édouard Laboulaye, sénateur, membre de l'Académie des inscriptions ; Abd-el-Kader, à Damas ; — en juin : les généraux Cambriels et de Kersaint ; le romancier Gustave Aymard (né à Paris en 1818), auteur de *Un Coin du rideau, les Trappeurs de l'Arkansas, les Chercheurs de pistes, la Fièvre d'or*, etc. ; — en août : le général Pellé ; Tu-Duc, roi d'Annam ; le romancier Étienne Énault ; le comte de Chambord, dernier représentant de la branche aînée des Bourbons (le 24 août, au château de Frohsdorff en Autriche) ;— en septembre : le romancier russe Ivan Tourgueneff (né à Orel en 1808, mort exilé en France) ; le romancier belge Henri Conscience ; le vaudevilliste Siraudin ; le sénateur Victor Lefranc, ancien ministre ; le contre-amiral Pierre, et Puiseux, de l'Académie des sciences ; — en octobre ; le docteur Depaul, de l'Institut ; Bréguet, de l'Académie des sciences ; Martin Bernard, ancien député ; le cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen ; le capitaine Mayne-Reid, romancier américain ; — en novembre : les sénateurs Ferdinand Barrot et de Lasteyrie, et le vice-amiral Roze ; — en décembre : le journaliste Chambolle ; François Lenormant, de l'Institut ; l'historien Henri Martin ; le poète Victor de Laprade.

Jérôme; les autres, le repoussant, ne voulaient accepter que son fils Victor. Le prince Napoléon publia un manifeste contre le gouvernement de la République et le fit placarder pendant la nuit dans différents quartiers de Paris.

L'émotion fut vive le 16 janvier au matin quant on vit ce factum affiché sur les murs. Le jour même, son auteur fut arrêté (il fut relâché quelques jours après), et M. Floquet présenta à la Chambre des députés un projet de loi ayant pour but d'interdire le territoire de la France et de ses colonies aux membres de toutes les familles ayant régné en France, et de leur enlever tout droit politique. MM. Lockroy et Ballue déposèrent également des projets sur le même sujet. Après un long débat, la Commission d'examen adopta le rapport de M. Fabre, proposant à la Champre de déclarer que les membres des familles ayant régné en France ne pouvaient remplir aucun mandat électif, ni aucun emploi civil et militaire; qu'un décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres, pouvait leur enjoindre de sortir du territoire de la République si leur présence était de nature à troubler la sûreté de l'État. La discussion commença le 29 janvier. Trois des ministres, M. Duclerc, que son état maladif éloignait des affaires depuis quelque temps, le général Billot et l'amiral Jauréguiberry, contraires au projet de la loi, donnèrent leur démission. Le général Thibaudin devint ministre de la guerre (1er fevrier). M. Fallières prit par intérim et provisoirement la direction du cabinet. Le 2 février, après une déclaration de M. Develle, la Chambre adopta le projet de M. Fabre, accepté par le gouvernement. Mais la majorité du Sénat était hostile à ce projet; sur le rapport de M. Allou, elle le repoussa et vota le 12 un amendement de MM. Waddington et Say, aux termes duquel tout membre d'une famille ayant régné en France, qui ferait publiquement acte de prétendant ou une manifestation ayant pour but d'attenter à la sûreté de l'État, serait puni du bannissement.

Le lendemain, les ministres donnèrent leur demission définitive. La Chambre des députés reprit alors, avec quelques modifications, un projet qui avait été déjà présenté au Sénat par MM. Barbey et Hébrard, et qui n'avait été repoussé par lui qu'à une faible majorité. Le Sénat, persistant dans son opposition, repoussa encore ce projet le 17 février. Il y avait donc conflit entre les deux Chambres, et crise ministérielle.

Ministère du 21 février 1883. — Le ministère du 21 février 1883 fut constitué comme il suit: MM. Jules Ferry, pré-

sident du conseil, à l'instruction publique; Challemel-Lacour[1], aux affaires étrangères; Waldeck-Rousseau, à l'intérieur; Martin-Feuillée, à la justice; le général Thibaudin, à la guerre; Charles Brun, à la marine; Tirard, aux finances; Hérisson, au commerce: Méline, à l'agriculture; Raynal, aux travaux publics; Cochery, aux postes et télégraphes.

Dans la déclaration du gouvernement, lue aux deux Chambres, le 22 février, le ministère annonçait qu'en ce qui concernait les prétendants, il userait des pouvoirs que lui conférait la loi du 19 mai 1834. Il ajoutait qu'il fallait « ne pas aborder toutes les questions à la fois », et qu'il était nécessaire de « modérer l'initiative individuelle », de façon à « laisser au gouvernement l'initiative qui lui appartient de droit ». Parmi les lois que le ministère déclarait surtout urgentes, il signalait celles relatives à la magistrature, à l'armée, aux récidivistes, aux caisses de retraite pour la vieillesse.

Par un décret du 25 février 1883, fondé sur les lois des 19 mai 1834, 4 août 1839, 13 mars 1875, le duc d'Aumale, général de division, le duc de Chartres, colonel du 12e chasseurs, et le duc d'Alençon, capitaine du 12e d'artillerie, furent mis en non-activité par retrait d'emploi.

Une intervention au Tonkin, à Madagascar et au Congo, cette dernière toute pacifique (voir les chap. XLIII et XLIV), la conversion de la rente 5 0/0 en 4 1/2 (24 avril), la discussion d'une loi sur l'organisation de la magistrature, le vote d'une loi sur les récidivistes (29 juin), la préparation d'un projet de loi militaire, la signature de conventions entre l'État et les compagnies de chemin de fer de *Paris-Lyon-Méditerranée*, du *Nord*, de l'*Est*, du *Midi*, d'*Orléans* et de l'*Ouest*, pour la création de voies ferrées nouvelles, remplirent, pour la France, les premiers mois de l'année 1883.

Les débats parlementaires relatifs au Tonkin (1883). — L'expédition du Tonkin (voir plus loin ch. XLIII), après la mort du commandant Rivière, donna lieu à des débats législatifs fort importants. Quel but le gouvernement se propose-t-il, dirent plusieurs membres des deux Chambres dans le cours de la discussion? Jusqu'où entend-il aller? N'est-il pas à craindre que l'expédition entreprise pour venger nos compa-

1. M. Challemel-Lacour, né à Avranches, le 9 mai 1827, ancien élève de l'École normale supérieure et professeur de l'Université; exilé au 2 décembre 1851; préfet du Rhône au 4 septembre 1870, depuis sénateur, ambassadeur en Suisse et en Angleterre.

triotes, pour punir les Pavillons-Noirs et Tu-Duc et faire exécuter les traités de 1874, ne soit transformée, en l'absence des Chambres, en une conquête de l'Annam et une guerre avec la Chine? Le ministre des affaires étrangères, M. Challemel-Lacour, à une interpellation de M. Granet, à la Chambre des députés, le 10 juillet 1883, répondit : « Pour peu que la situation présentât quelque gravité et exigeât d'autres moyens.... les Chambres seraient convoquées d'urgence.... ni vos forces ni vos finances ne seront engagées sans votre aveu..... »

Cependant les résistances que notre corps expéditionnaire rencontrait furent « plus sérieuses qu'on ne devait le supposer, d'après les informations réunies au début » ; la présence des Chinois dans les rangs de nos adversaires fut bientôt constatée ; le langage du marquis de Tseng, ambassadeur du Céleste Empire à Paris, tour à tour affirmatif et ambigu, provoquant et radouci, laissait douter si son gouvernement voulait nous déclarer la guerre ou simplement gagner du temps et nous intimider par son attitude. Dans une lettre adressée de Londres le 15 octobre 1883 à M. Challemel-Lacour, le marquis de Tseng disait, en réponse à la proposition d'établir une zone neutre entre le Tonkin et la Chine méridionale : « Nos droits sont les droits des suzerains sur tout le royaume d'Annam, et nos intérêts sont ceux d'un pays voisin et limitrophe du Tonkin, y possédant une nombreuse colonie, un commerce considérable et le droit de navigation sur un fleuve qui est le seul débouché des produits du sud-ouest de la Chine.... Faute d'un arrangement qui conserverait le royaume d'Annam tel qu'il existait avant 1873, son indépendance entière à l'égard de toute puissance, l'empereur de Chine, son suzerain, seul excepté, aucun autre arrangement qui ne laisserait pas au gouvernement impérial le droit entier et exclusif d'agir sur le Fleuve Rouge, lui paraîtrait inadmissible. »

A la rentrée des Chambres, la question fut de nouveau discutée à la tribune entre les partisans et les adversaires de la politique coloniale. Reculer, disaient les premiers, est tout à fait impossible. Quand toutes les puissances cherchaient à se créer des débouchés au dehors, la France devait-elle laisser échapper l'occasion? abandonner une magnifique contrée, pleine de ressources, dont elle était à moitié maîtresse? il ne fallait pas s'arrêter aux menaces des Chinois : hardis si l'on paraissait faiblir, ils accepteraient le fait accompli si l'on se montrait ferme et fort. « La Chine, disait même

un journal, est une quantité négligeable. » Les adversaires répliquaient : « Cette expédition du Tonkin, c'est l'inconnu. Est-on désormais sûr de l'Annam ? Aura-t-on ou n'aura-t-on pas la guerre avec la Chine, qui s'en prétend suzeraine ? — Combien de temps ? — Avec combien d'adversaires ? Il faudrait, ou bien envoyer de suite une armée véritable, à cette immense distance, avec des frais énormes, au risque de nous trouver à la merci de nos adversaires en Europe, ou bien envoyer détachement par détachement des renforts nécessairement insuffisants, que le climat, les fatigues, les maladies, les luttes journalières useraient en détail, et alors la guerre s'éterniserait. Par le Tonkin et Madagascar on s'aliénerait l'Angleterre, comme par la Tunisie on s'était aliéné l'Italie. On viendrait en aide aux adversaires de M. Gladstone, qui poussaient l'Angleterre à se rapprocher de la triple alliance allemande-austro-italienne, vers laquelle la famille régnante d'Angleterre penchait par tradition de famille. C'est vers *la trouée des Vosges* que la France doit tourner ses regards. »

Dans la séance du 31 octobre, M. Clémenceau, blâmant le « système d'annexion à tout prix », disait : « Nous ne sommes pas une île comme l'Angleterre ; nous ne pouvons pas nous lancer au delà des mers, certains que nous serons défendus, quoi qu'il arrive, par notre ceinture argentée, comme on dit là-bas. Nous ne sommes pas entourés par des montagnes et la mer comme l'Espagne. Nous sommes placés au milieu de l'Europe civilisée.... nous ne serons forts que si nous conservons tous les moyens d'action dont nous pouvons disposer. » Et l'orateur terminait en rappelant que les troupes françaises étaient au Mexique en 1866, quand les Prussiens gagnaient en Europe la bataille de Sadowa. Un autre orateur de l'extrême gauche, M. Georges Périn, avait insisté dans le même sens. M. Jules Ferry, président du conseil, répondit : « Il ne faut pas oublier que la France est la seconde puissance maritime du monde ; la République doit veiller avec un soin jaloux à la conservation des moindres parcelles de sa puissance coloniale ; la République doit songer à l'avenir ; elle doit préparer des terrains nouveaux à l'activité, au travail des générations futures....... Le gouvernement croit que la Chine ne déclarera pas la guerre, et il n'a pas l'intention de la lui déclarer. Il veut s'établir solidement dans le delta du fleuve Rouge...Quand nous serons là, personne ne nous chassera... Notre établissement au Tonkin sera ainsi un placement de bon père de famille

qui ne pourra que s'accroître avec les années.... La meilleure manière d'éviter les guerres, c'est de ne pas avoir peur et de faire savoir hautement qu'on ne les craint pas. » Un ordre du jour de confiance, proposé par M. Paul Bert, fut voté par 339 voix contre 160. Le gouvernement obtint ensuite les nouveaux crédits qu'il réclamait. On verra plus loin (chapitre XLIII), qu'à la suite des succès obtenus par nos troupes, le traité de Tien-Tsin a été signé avec la Chine, mais presque aussitôt violé par elle (1884).

La loi sur la magistrature. — Le 1er août 1883[1], la loi sur la réforme de la magistrature, discutée depuis plus d'un an, fut enfin votée par la Chambre des députés. Le mode d'institution des magistrats avait donné lieu à de très longs débats. Devaient-ils être élus, soit par le suffrage universel, soit par un corps électoral restreint présentant des garanties spéciales de capacité? Devaient-ils être pris sans condition parmi tous les citoyens ou parmi des catégories d'éligibles? Devaient-ils être nommés par le pouvoir exécutif? Devaient-ils être inamovibles, ou nommés pour un temps fixé, ou révocables à la volonté du pouvoir exécutif? La majorité hésita longtemps; après avoir, le 10 juin 1882, voté en principe l'élection des juges et la suppression de l'inamovibilité, elle revint sur ce vote le 27 janvier 1883, et six mois plus tard vota une loi qui suspendait momentanément l'inamovibilité, pour permettre au ministère de mettre à la retraite les magistrats hostiles à la forme du gouvernement.

Mort du comte de Chambord (24 août 1883). — Le 24 août 1883, le comte de Chambord, malade depuis plusieurs mois, mourut à son château de Frohsdorff, en Autriche. Il était le dernier représentant de la branche aînée des Bourbons. Par suite de la renonciation des Bourbons d'Espagne à la couronne de France, renonciation sanctionnée en 1713 par le traité d'Utrecht, le comte de Paris se trouvait son héritier. A quelle tradition allait-il se rattacher? Telle fut la question que se posèrent les partis monarchistes. Se trouvait-on en présence de Louis-Philippe II, roi des Français, successeur de

1. C'est le 12 août 1883 que fut inauguré au rond-point de Courbevoie le monument de la Défense de Paris, du sculpteur Barrias, qui avait été remarqué au Salon de 1882. La statue de la Ville de Paris est représentée debout appuyée contre un canon et tenant un sabre de la main droite, tandis que de la gauche elle serre un drapeau. Un soldat assis à ses pieds charge son fusil. Du côté opposé, regardant Paris, est une jeune fille demi-nue.

Louis-Philippe Ier, ou de Philippe VII, roi de France et de Navarre, successeur de Henri V? La comtesse de Chambord ayant décidé que le comte de Paris n'aurait pas le premier rang aux funérailles de son mari, le comte s'abstint d'y paraître : désaccord qui n'était pas de bon augure pour la fusion des légitimistes et des orléanistes. L'union ne règne pas davantage dans les rangs bonapartistes, à en juger par la rupture entre le prince Napoléon et son fils aîné Victor, comme il résulte d'une lettre du 27 mai 1884, rendue publique, et dans laquelle le père déclare la conduite du fils « aussi contraire à la délicatesse qu'au devoir filial ».

Le roi d'Espagne à Paris (29 septembre 1883). — Un mois après la mort du comte de Chambord, le roi d'Espagne arrivait à Paris. Il revenait de visiter l'empereur d'Allemagne Guillaume, qui lui avait conféré le titre de colonel honoraire du 15e régiment de uhlans prussiens, en garnison à Strasbourg. Le président de la République et le président du conseil, accompagnés de tous les ministres, à l'exception du général Thibaudin, ministre de la guerre, indisposé, s'étaient rendus à la gare du chemin de fer du Nord pour recevoir officiellement Alphonse XII. Des incidents tumultueux se produisirent dans les rues. Des cris de *à bas le uhlan!* retentirent sur le passage du roi d'Espagne (29 septembre 1883). Il en résulta des incidents diplomatiques, suivis de la démission du général Thibaudin, qui fut remplacé au ministère de la guerre par le général Campenon, avec M. Casimir-Périer, comme sous-secrétaire d'État.

D'autres changements suivirent. Le 21 novembre, M. Jules Ferry, président du conseil, devint ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Challemel-Lacour, démissionnaire pour raison de santé. M. Fallières fut nommé ministre de l'instruction publique. Déjà, au mois d'août, M. Charles Brun avait été remplacé à la marine par le vice-amiral Peyron.

La situation économique. — Dans l'hiver de 1883 à 1884[1], la France eut à souffrir d'une crise économique, agricole et in-

1. En 1884 sont morts : en janvier : le sculpteur Dumont; le sénateur Gaulthier de Rumilly; — en février : les peintres Benjamin Ulmann et Auguste Bonheur; les généraux Schramm et de Wimpfen; le député Durfort de Civrac; l'ancien ministre du second empire Eugène Rouher; — en mars : le général Renson; l'historien Mignet, de l'Académie française; — en avril : le chimiste J. B. Dumas; — en mai : le marquis de Talhouet, ancien ministre du second empire; Midhat-Pacha, ex-grand vizir, mort exilé en Arabie; le poète italien Giovanni Prata; le peintre Amédée Servin; l'ancien journaliste Altaroche; le

dustrielle. Elle provenait, pour l'agriculture, de la destruction d'une partie de nos vignes par le phylloxera, de la concurrence des blés américains et des sucres de betterave allemands, du haut prix de la main-d'œuvre, amené par la tendance des ouvriers à quitter les campagnes pour les villes, les travaux des champs pour ceux des manufactures; pour l'industrie, par la concurrence des produits et des ouvriers allemands, la matière première étant moins chère en Allemagne, par celle des Anglais, par celle des Américains et des Italiens, qui autrefois importaient davantage et exportaient moins; enfin, par des causes tenant soit à notre régime douanier, soit à d'autres raisons de diverses natures. Une commission d'enquête de 44 membres fut nommée le 2 février 1884, par la Chambre des députés, sur la proposition de M. Clémenceau. Le malaise se traduisit par de nombreux symptômes : d'abord des grèves, dont la plus importante eut lieu dans le bassin houiller du nord, parmi les ouvriers des mines d'Anzin[1] (février-avril); ensuite, la diminution de notre commerce extérieur. Dans les deux premiers mois de 1883, la France avait importé pour 752,232,000 francs, et exporté pour 461,641,000 fr.; dans les deux premiers mois de 1884, elle a importé seulement pour 717,053,000 francs, et exporté pour 395 668 000 francs. Un emprunt de 300 millions de francs en rente 3 0/0 amortissable fut émis le 12 février 1884.

Le 14 avril suivant fut inaugurée à Cahors la statue de Gambetta, en présence des ministres. Le lendemain, dans un banquet à Périgueux, M. Jules Ferry demandait pour le gouvernement « certaines garanties de stabilité ». Il ajoutait qu'on devait « se montrer capable d'esprit de suite et d'esprit de conduite », et qu'il fallait que la République fût « la République des paysans ». Il ajoutait que le gouvernement ne voulait pas « arrêter la France sur place », et promettait un prochain projet de revision.

général de Bastard d'Estang; le chimiste et médecin Wurtz; le comte d'Haussonville, de l'Académie française, auteur de l'*Histoire de la Réunion de la Lorraine à la France*; — en juin : le peintre Anatole de Beaulieu, auteur de *Après l'Attaque*, *l'Œuf d'Autruche*, et *Un Puits dans une maison pillée*; le vice-amiral Larrieu; le prince d'Orange, fils du roi des Pays-Bas.

1. L'acte constitutif de la compagnie d'Anzin remonte au 17 novembre 1757. Son capital social est partagé en 24 sous ou 288 deniers ou 28,800 centièmes de deniers. En 1883 les mines d'Anzin ont donné 2,286,000 tonnes de charbon. Elles occupent environ 10,000 ouvriers et s'étendent sur plus de 30,000 hectares.

Le projet de revision (1884). — Depuis les élections du 21 août 1881 et le projet de revision qui avait amené la chute du ministère Gambetta en janvier 1882, cette question de la revision de la constitution n'avait pas cessé d'être à l'ordre du jour, les adversaires de la République demandant la revision intégrale, afin de pouvoir lui substituer un gouvernement monarchique, et les républicains radicaux réclamant la suppression du Sénat. Toutefois, le gouvernement ayant annoncé qu'il proposerait une revision limitée et capable d'être acceptée par le Sénat, dont l'assentiment est nécessaire à la réunion d'un congrès, la Chambre des députés, par 297 voix contre 199, refusa, le 6 mars 1883, de prendre en considération un projet de revision. Une ligne revisionniste fut alors formée sous la direction de plusieurs membres des deux Chambres, parmi lesquels MM. Laurent Pichat, Barodet, Labordère, Clémenceau, Camille Pelletan. Le 29 décembre suivant, dans une discussion sur des crédits supprimés par la Chambre et rétablis par le Sénat, M. Jules Ferry, ayant parlé de ceux qui « demandaient la revision sans la vouloir », fut apostrophé en termes véhéments par M. Clovis Hugues, député de l'extrême gauche, de Marseille, qui fut frappé d'exclusion temporaire.

Le 24 mai 1884, le président du conseil a déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de revision limitée portant sur les points suivants : déclaration que « la revision ne peut, en aucun cas, porter sur la forme républicaine du gouvernement » ; déclaration que les articles « relatifs à l'élection des sénateurs n'ont plus le caractère de lois constitutionnelles, et pourront être désormais réformés et modifiés dans la forme législative ordinaire », cela en vue d'arriver à une solution ayant pour but : 1° le maintien d'une catégorie de sénateurs élus par un collège particulier, mais ce collège composé de la représentation nationale tout entière ; 2° la réduction à la durée ordinaire du mandat électif sénatorial, c'est-à-dire à neuf années, du mandat qui est actuellement viager, sans donner cependant à la loi nouvelle un effet rétroactif ; 3° l'accroissement du nombre des délégués des conseils municipaux dans le collège départemental. » Enfin, il s'agirait de déterminer d'une manière précise les attributions de chacune des deux Chambres en matière budgétaire, et de supprimer l'article de la Constitution de 1875 relatif aux prières publiques. Des contre-projets ont été présentés par MM. René Goblet, Allain-Targé et Floquet.

Le 31 mai 1884, le Sénat a voté, sur la proposition de M. Alfred Naquet, l'abrogation de la loi du 8 mai 1816, qui avait supprimé le divorce. En même temps la Chambre des députés discutait un projet de loi militaire supprimant la division du contingent en deux parties et le volontariat d'un an, et fixant pour tous la durée du service actif à trois ans de présence sous les drapeaux. M. Durand proposa un amendement qui, en vue de « sauvegarder la haute culture intellectuelle », dispensait un certain nombre d'élèves des écoles du service militaire ou n'exigeait d'eux qu'un an de présence sous les drapeaux. M. Mézières déclara qu'exiger de tout le monde trois ans de service, c'était rendre impossible le recrutement des carrières libérales, M. Ribot demanda le maintien du volontariat, et reprocha à la commission de favoriser, non « l'esprit guerrier », mais, « un excès de militarisme grossier ». L'amendement Durand fut repoussé comme contraire à l'égalité, et ouvrant la porte, par son vague même, à des faveurs arbitraires. M. de Lanessan déposa de son côté un amendement aux termes duquel les jeunes gens qui, à la fin de la première et de la seconde année de service, auraient satisfait à un examen technique, seraient congédiés dans une proportion à déterminer par le ministre de la guerre. Le général Campenon fit observer qu'avec l'amendement de M. de Lanessan le recrutement des sous-officiers deviendrait impossible, les jeunes gens les plus aptes à devenir sous-officiers devant naturellement répondre le mieux aux examens et partir les premiers. La Chambre vota en première lecture, le 17 juin, que la durée du service serait de trois ans dans l'armée active, six ans dans la réserve de l'armée active, six ans dans l'armée territoriale, cinq ans dans la réserve de l'armée territoriale. Pour l'Algérie, la durée du service a été fixée à un an, et à trois pour les colonies.

Le Conseil des ministres a décidé en principe, afin de célébrer le centenaire de la Révolution française, l'ouverture d'une nouvelle Exposition universelle à Paris en 1889[1].

1. La population de la France était en 1876 de 36,905,788 habitants, et, au mois de décembre 1881, de 37,672,048. La population de Paris s'élève à 2,269,023 habitants; Lyon a 376,613 hab.; Marseille, 360,099; Bordeaux, 221,305; Lille 178,144; Toulouse, 140,289; Nantes, 124,319; Saint-Étienne, 123,813; Rouen, 105,906; le Havre, 105,967. Paris avait 220,000 habitants en 1590; 509,000 en 1719; 685,000 en 1785; 714,000 en 1817; 883,000 en 1826; 909,000 en 1836; 1,034,000 en 1838; 1,988,806 en 1876.

CHAPITRE XXXIX.

L'Angleterre sous la Reine Victoria[1], la Russie sous Alexandre II. — Dernière guerre d'Orient. — L'Europe contemporaine.

L'Angleterre sous la reine Victoria. La famille royale.— Gouvernement. Le Parlement. — Étendue et importance de l'empire colonial anglais. Les villes de la Grande-Bretagne. Industrie et commerce. — L'armée anglaise. — Politique extérieure depuis 1856. La non-intervention. — Les Fenians en Irlande. Réforme électorale de 1867. — Premier ministère whig de M. Gladstone (1868-1874). Neutralité de l'Angleterre sur le continent. — Ministère tory de Disraëli (lord Beaconsfield). La reine Victoria impératrice des Indes (1876). — L'Angleterre pendant la dernière guerre d'Orient.—L'annexion de Chypre.— Les élections de 1880. — Second ministère Gladstone. — L'Irlande et la Land-League. — Le Bill de coercition. Les obstructionnistes. — Réforme des lois sur la propriété en Irlande. — Les anarchistes Irlandais. Davitt et Parnell. — Les récentes annexions anglaises. — Propagande religieuse. L'armée du salut.

Immensité de l'empire russe. — La Russie sous Alexandre II (1855-1881). Affranchissement des serfs (17 mai 1861). — Dernière insurrection polonaise (1863). — Les chemins de fer russes. — Acquisitions de la Russie dans la dernière guerre d'Orient (1877-1878). — Rapports de la Russie et de l'Allemagne depuis 1870. — Les nihilistes. Alexandre II assassiné (1881). — Alexandre III. Antagonisme des Russes et des Allemands.

La Turquie depuis 1856. Les massacres de Syrie (1860). — Abdul-Aziz (1861-1876). Insurrection de Candie (1866-1867).— Les emprunts turcs. Soulèvement de l'Herzégovine et de la Bosnie (1875). Abdul-Aziz déposé. Sa mort (1876). — Mourad V (1876). Guerre contre les Serbes et les Monténégrins. Folie et déposition de Mourad. — Abdul-Hamid II (1876). Constitution turque. Conférence de Constantinople. — Guerre entre la Russie et la Turquie. Les batailles de Kars, de Plevna et de Chipka (1877). — Traité de San-Stefano (1878). — Congrès et traité de Berlin. — La Moldavie et la Valachie jointes sous le nom de Principautés Unies du Danube, puis de Principauté, enfin de Royaume de Roumanie (1858-1881). — La Serbie. Ses acquisitions. Elle est érigée en Royaume. — Le Monténégro. Son extension.— Révolution hellénique de 1862. Georges Ier de Danemark, roi des Grecs (1863). — Les revendications grecques.— Écrivains grecs contemporains.

L'empire allemand depuis 1871. Politique de M. de Bismarck. — L'alliance des trois empereurs. — Situation de l'Alsace-Lorraine. — L'Autriche-Hongrie. Constitution de 1867. — Occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine (1878-1879). Politique de l'Autriche-Hongrie en Orient.—L'Italie depuis l'annexion de Rome. Constitution italienne. — Humbert Ier et Léon XIII (1878). — La catastrophe d'Ischia (28 juillet 1883). — Suisse. Le tunnel du Saint-Gothard. — L'Espagne depuis 1848. Révolution de 1868 et chute d'Isabelle. — Amédée Ier de Savoie (1870-1873). La République espagnole (1873-1874). Alphonse XII. — Le Portugal. Sa Constitution. — La Belgique. Sa prospérité matérielle. — Les Pays-Bas. Leur richesse —Suède et Norvège. Constitution de 1865-1867.— Le Danemark. Pertes qu'il a éprouvées. Son gouvernement.

L'Angleterre sous la reine Victoria. La famille royale. — Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande a pour sou-

1. L'auteur a reçu, pour tout ce qui concerne l'histoire d'Angleterre, la lit-

veraine la reine Victoria, née en 1819, et qui succéda le 20 juin 1837 à son oncle Guillaume IV. Elle est veuve depuis 1861 du prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. Elle a quatre fils[1] et cinq filles. L'aîné, le prince de Galles, a épousé la princesse Alexandra, fille du roi de Danemark Christian IX ; le second, le duc d'Édimbourg, a épousé la princesse Marie, fille du czar Alexandre II. La fille aînée de la reine a épousé Frédéric-Guillaume, prince royal de Prusse et prince impérial d'Allemagne.

Gouvernement. Le Parlement. — Le gouvernement de la Grande-Bretagne est partagé entre la reine, qui exerce le pouvoir exécutif par des ministres responsables, et le *Parlement*, investi du pouvoir législatif. Le Parlement se compose de la *Chambre des lords* et de la *Chambre des communes*. La Chambre des lords comprend 488 membres : 5 princes du sang royal, 2 archevêques et 24 évêques anglicans, 413 lords héréditaires anglais, 28 lords irlandais élus à vie, 16 lords d'Écosse élus pour la durée du Parlement. La Chambre des communes comprend 493 membres pour l'Angleterre, 60 pour l'Écosse et 105 pour l'Irlande. Ils sont élus par les comtés, par les villes et les Universités. L'Acte de Réforme du 15 août 1867 a enlevé 33 membres à certains bourgs anglais, 25 allant grossir le nombre des députés des comtés, et 8 partagés entre l'Écosse et l'Irlande. La qualification d'*électeur* fut désormais attribuée dans les comtés non seulement à tout *propriétaire foncier* (*freeholder*), mais à tout fermier ou principal locataire de maison, payant un loyer annuel de 300 francs (12 *L. householder*); dans les villes, tout principal locataire, payant depuis 6 mois les impôts de la paroisse (*ratepayer*), devint de droit électeur; et tout sous-locataire (*lodger*), payant un loyer annuel d'au moins 250 francs pour son appartement, meublé ou non meublé, et ayant un an de résidence, acquit le droit électoral. L'Université d'Oxford a 2 représentants, celle de Cambridge, 2, de Dublin, 2, de Londres, 1, d'Édimbourg, avec Saint-Andrews, 1, de Glasgow, avec Aberdeen, 1.

Quatorze ministères se sont succédé dans la Grande-Bretagne depuis l'avènement de la reine Victoria. Ils ont eu pour

térature et l'art anglais, de précieux et abondants renseignements de son excellent ami M. Romain Delaune, à qui un séjour de plusieurs années à Londres, la pratique de l'enseignement et le goût des choses de l'esprit ont permis d'étudier à fond les institutions, les hommes, les livres et les musées de la Grande-Bretagne.

1. L'un d'eux, le duc d'Albany, est mort en 1883.

chefs lord Melbourne (1837); Robert Peel (1841); lord John Russel (1847); lord Derby (janvier 1852); lord Aberdeen (décembre 1852); lord Palmerston (1855); lord Derby (1858); lord Palmerston (1859); lord Russel (1865); lord Derby (1866); Disraëli (février 1868); M. Gladstone (décembre 1868); Disraëli (1874); M. Gladstone (1880).

Étendue et importance de l'empire colonial anglais. Les villes de la Grande-Bretagne. Industrie et commerce. — L'empire britannique, répandu sur toute la surface du globe, a une superficie de 20,135,547 kilomètres carrés et une population de 280 millions d'habitants [1], dont 314,628 kilomètres carrés, et, en 1881, 35,246,562 habitants [2] pour la Grande-Bretagne et l'Irlande (165 habitants par kilomètre carré en Angleterre, 63 en Irlande, 46 en Écosse). *Londres*, la capitale de l'Angleterre est la plus grande ville du monde : elle renferme plus de 4 millions d'habitants [3]. A Londres, quoiqu'on soit à dix-huit lieues de la pleine mer, la Tamise a 500 mètres de large. Cette ville est le centre d'un commerce gigantesque. En 1879, ses bassins ont été fréquentés par plus de 66.000 navires, jaugeant ensemble 15 millions de tonneaux. La ville seule de Londres possède une flotte commerciale de 3,000 navires, dont le tiers à vapeur, jaugeant plus de 1 million de tonneaux [4].

Après Londres la plus grande ville de l'Angleterre est *Liverpool*, à l'ouest et à l'embouchure de la *Mersey*, sur la Mer d'Irlande, au véritable centre des trois royaumes, presque à égale distance de Londres, d'Édimbourg et de Dublin. Liverpool est le port le plus considérable de l'Angleterre ; c'est par cette ville que la Grande-Bretagne communique avec l'Irlande et New-York. Liverpool est la porte de l'Angleterre du côté de l'Amérique, comme Londres du côté de l'Europe. On y fait pour 3 milliards d'affaires par an. Cette ville a 560,377 habitants. *Manchester*,

1. En y comprenant les possessions des princes indiens vassaux de l'Angleterre.

2. Le Royaume-Uni avait en 1801 15,996,620 hab.; en 1871, 31,628,400 hab.

3. En y comptant la population des villes de *West Ham*, *Croydon*, *Tottenham*, comprises dans le *district de police*, le chiffre total est de 4,764, 312 habitants. La *métropole* seule de Londres compte 3,893,272 habitants. La métropole est divisée en 29 *districts;* il y a 32,326 habitants par mille carré (il y en avait 27,571 en 1871) ; le nombre des maisons est de 486,286, avec 8 personnes en moyenne par maison ; 37,000 maisons sont inhabitées ; 8,000 en construction. Le taux de la mortalité a baissé, et celui des naissances s'est élevé.

4. Les importations de grains, par Londres et les autres ports de la Grande-Bretagne, vont sans cesse en croissant. En 1880, l'Angleterre n'a récolté que 19 millions d'hectolitres de froment, et elle en a consommé 67 millions.

la grande ville manufacturière, en a, avec *Salford*, 524,214 : *Birmingham*, 408,532 ; *Leeds*, 315,998 ; *Sheffield*, 290,516 ; *Bristol*, 210,134 ; *Newcastle*, avec *Gateshead*, 213,429 ; *Bradfort*, 200, 158 ; *Hull*, 158,814 ; *Portsmouth*, avec *Portsea*, *Gosport*, *Fareham*, 133,000 ; *Leicester*, 126,275 ; *Sunderland*, 119,065 ; *Nottingham*, 193,573 ; *Oldham*, 115,572 ; *Brighton*, 109,595 ; *Bolton*, 106,767. En Écosse, *Glasgow*, le grand port de l'ouest sur la *Clyde*, renferme 514,048 habitants; *Edimbourg*, avec *Leith*, 293,608 ; *Dundee*, 142,454 ; *Aberdeen*, 105,054. En Irlande, *Dublin* en a 348,293 ; *Belfast*, 208,122.

La Grande-Bretagne est couverte de chemins de fer et de lignes télégraphiques. Houille, fer, acier, cuivre, plomb, soufre, machines à vapeur, hauts fourneaux, produits chimiques, navires, draps, laines, cotonnades, mousselines, velours, fil, tapis, lins, châles, tartans, viandes salées, jambon, lard, poisson, beurre, l'Angleterre renferme, produit ou exploite tout. Ses mines de houille, ses *Indes Noires*, sont inépuisables. Son commerce et son industrie n'ont de rivaux que les États-Unis. En 1879, la marine anglaise (colonies comprises) comptait 32,662 voiliers jaugeant 5,720,000 tonneaux, et 6,929 vapeurs, jaugeant 2,733,000 tonneaux, montés par 365,061 hommes. Les journaux anglais, le *Times*, le *Daily News*, le *Standard*, le *Daily Telegraph*, le *Morning Post*, le *Pall Mall Gazette*, le *Globe*, l'*Écho*, etc., sont, avec les journaux américains, comme le *New-York Herald*, les plus détaillés, les mieux informés, et les plus connus de toute la terre.

Ce sont les Anglais qui ont immergé, entre l'ancien continent et le nouveau, le premier *câble transatlantique*, établissant une communication télégraphique entre l'île de *Valentia*, au sud-ouest de l'Irlande, et *Saint-Jean de Terre-Neuve*. Il fut inauguré le 28 juillet 1858 ; la première dépêche expédiée d'un continent à l'autre, le 14 août 1858, était ainsi conçue : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux, paix sur la terre, bienveillance entre les hommes. » Interrompu plusieurs fois, le câble fonctionne régulièrement depuis 1866. C'est l'Angleterre aussi qui, en 1851, a ouvert à Londres, dans le *Cristal Palace*, la première *Exposition Universelle*. La devise véritable de l'Angleterre est celle qu'elle a inscrite sur les boutons d'uniforme de ses artilleurs : *ubique*[1].

1. On a formé le projet de creuser entre Douvres et Calais un tunnel sous-marin, qui permettrait de rattacher, par un chemin de fer, l'Angleterre et la

L'armée anglaise. L'armée se compose en Angleterre de *régiments de ligne* et de *régiments de la garde* recrutés par des engagements volontaires; de *milices provinciales*, recrutées de la même façon, et astreintes seulement à un court service annuel, dont la mission est de tenir garnison dans le Royaume-Uni en cas d'absence à l'étranger des troupes régulières; enfin, depuis 1859, de *volontaires*, qui ne se réunissent que les samedis après midi et certains jours de fêtes pour leurs exercices en corps. La création des régiments de volontaires fut provoquée par les menaces de descente en Angleterre proférées dans l'entourage de l'empereur Napoléon III, en 1858, à la suite de l'attentat d'Orsini, la Grande-Bretagne étant alors l'asile des proscrits français et italiens. La première revue des volontaires eut lieu devant la reine, à Windsor, en 1860. Le 9 juillet 1881 la reine Victoria passa en revue, également à Windsor, 50,000 volontaires anglais.

La *ligne* et la *milice* ont leurs réserves, qui peuvent être mobilisées en cas de menaces de guerre; en y ajoutant les *volontaires*, on arriverait à un effectif de plus de 500,000 combattants.

Mais c'est surtout sur sa marine que la Grande-Bretagne est en droit de compter. En 1881, le tonnage de toute la flotte à vapeur anglaise, militaire et marchande, dépassait d'un million de tonneaux celui de toutes les flottes à vapeur du monde réunies.

Politique extérieure depuis 1856. La non-intervention.— Depuis le traité de Paris en 1856, qui mit fin à la guerre d'O-

France. La distance est d'environ 32 kilomètres. Le sol qu'il faudrait percer appartient au terrain crétacé. Deux puits ont été creusés du côté de Douvres, et du fond de l'un d'eux on a établi une galerie, qui s'étend à 800 mètres sous la mer. Du côté de Calais, on a également creusé des puits et établi une galerie sous-marine. Ces études préliminaires n'ont jusqu'à présent fait rencontrer aucun obstacle sérieux. Toutefois les chefs de l'armée anglaise, le duc de Cambridge et le général sir Garnet Wolseley se sont vivement élevés contre l'idée de creuser un tunnel, qui ferait perdre à l'Angleterre les avantages de sa position insulaire, et pourrait, disent-ils, l'exposer au danger d'une invasion. M. John Bright, dans un célèbre discours, prononcé à l'occasion de ses noces d'argent comme député avec la ville de Birmingham, a tourné en ridicule cette panique de John Bull militaire, effrayé, dit-il, avec 8 millions d'hommes valides, à l'idée d'avoir à empêcher la sortie d'une armée ennemie par un trou de 20 pieds de diamètre. Dans le même discours, le grand apôtre de la paix et de la fraternité des peuples, demande à l'Angleterre de ne point abuser de sa position en Égypte pour exproprier la compagnie française du Canal de Suez ou lui faire une concurrence déloyale au moyen d'un second canal. Une nouvelle tentative faite le 15 mai 1884 à la Chambre des communes par sir Edward Watkin en faveur du tunnel sous la Manche n'a point réussi. On a parlé aussi d'un pont à ciel ouvert entre les deux pays.

rient, l'Angleterre a suivi à l'extérieur dans les affaires de l'Europe la politique de non-intervention. Elle a tant d'intérêts engagés sur tous les points du globe, que toute guerre trouble son commerce et devient pour elle un malheur. En 1861, elle a aidé sans sortir de la neutralité, à la formation de l'unité italienne. En 1863, elle a refusé la couronne de Grèce pour le second fils de la reine Victoria, mais désigné un prince danois au choix des Grecs, en leur cédant les Iles Ioniennes. Pendant la terrible lutte entre les *Fédéraux* et les *Confédérés* en Amérique, le gouvernement britannique avait prêté un appui moral à ces derniers et ouvert les ports de la Grande-Bretagne au corsaire l'*Alabama*. Sortis victorieux de la lutte contre les rebelles, les États-Unis réclamèrent une indemnité considérable en dédommagement des prises faites sur le commerce de l'Union par l'*Alabama*; après de longs débats, l'Angleterre aima mieux payer que de courir le risque d'une guerre. En 1864, 1866, et 1870, elle a fait des efforts inutiles pour prévenir la guerre entre l'Allemagne et le Danemark, la Prusse et l'Autriche, l'Allemagne et la France.

Les Fenians en Irlande. Réforme électorale de 1867. — A l'intérieur, de 1852 à 1864, l'Angleterre a été rudement éprouvée par la crise cotonnière résultant de la guerre d'Amérique. En 1866 et 1867, une révolution faillit éclater en Irlande. Des sociétés secrètes s'étaient formées sous le nom de *Fenians* (dérivé de *Phéniciens*, dont les Irlandais prétendent descendre). Pendant que leurs frères d'Amérique essayaient de soulever le Canada, les Fenians tentèrent des insurrections à Cork, à Manchester, à Dublin. Le sang coula, l'*Habeas corpus* fut suspendu; il y eut des arrestations nombreuses, des condamnations capitales. Ce dont se plaignaient les Irlandais, c'était de manquer de pain, et de n'avoir pas le droit d'être armés, d'être obligés, eux catholiques, de payer des taxes pour l'entretien de douze évêchés anglicans en Irlande. Enfin, en avril 1868, la Chambre des communes, sur la proposition de MM. Gladstone et Bright, malgré le ministre tory Disraëli, vota la suppression de l'Église d'État en Irlande. Disraëli remit sa démission entre les mains de la reine. C'était sous son ministère que la réforme électorale avait été adoptée en 1867[1]. (Voir plus haut le paragraphe intitulé *Gouvernement. Le Parlement.*)

1. Cette réforme a laissé subsister l'obligation pour tout député de prêter serment sur la Bible. Le 3 août 1881, M. Bradlaugh, député de Northampton,

Premier ministère whig de M. Gladstone (1868-1874). Neutralité de l'Angleterre sur le continent.— M. Gladstone forma un cabinet whig. C'est sous son ministère que les *conseils d'éducation* (*school-boards*) furent établis dans chaque district afin de répandre l'instruction primaire (1870). La même année, des améliorations partielles furent apportées au sort des Irlandais par le *Land Bill* ou *loi des fermes*, qui permettait aux fermiers de demander dans leurs baux des indemnités pour les engrais, les améliorations du sol, etc. C'est également à partir de 1870 que les étrangers purent posséder des propriétés foncières au même titre que les nationaux. L'achat et la vente des brevets d'officiers dans l'armée ont été abolis le 1er novembre 1871. L'année suivante, le Parlement, en adoptant le *vote au scrutin secret* (*Ballot act*) supprima les hustings et les violences dans les élections (1872). Cependant de graves événements s'étaient accomplis sur le continent. La France avait été accablée par les Allemands en 1870-1871. Le cabinet anglais, qui, avant la lutte, avait essayé sans succès d'empêcher Napoléon de déclarer la guerre, avait encore été refroidi par la divulgation des projets d'annexion que l'empereur avait formés sur la Belgique. Même après la révolution du 4 septembre, le gouvernement anglais ne se départit pas d'une stricte neutralité. Il donna aux Français quelques assurances stériles de bon vouloir, et fit sans succès quelques timides efforts pour hâter la conclusion de la paix.

Les torys, qui cependant étaient eux-mêmes bien loin de favoriser la France, n'en reprochèrent pas moins au cabinet whig de se désintéresser des affaires du continent, et de faire perdre à l'Angleterre son rang en Europe. M. Gladstone, deux ans avant l'expiration légale du Parlement, crut devoir faire appel aux électeurs, qui ne lui donnèrent pas la majorité. Il tomba du pouvoir.

fut arrêté à l'entrée de la Chambre des communes et expulsé de force pour avoir refusé de prêter serment sur la Bible. Le 23 février 1882, son élection fut annulée par la Chambre des Communes, à la majorité de 291 voix contre 83. Il a été réélu à Northampton quelques jours après. Après avoir en vain essayé de se soumettre à la forme du serment, et s'être vu attaqué devant les tribunaux, aux pénalités desquels il n'échappa que grâce à l'indépendance des juges, moins puritains que la loi, M. Bradlaugh n'a pu encore (1883) occuper son siège; une loi présentée par le cabinet pour permettre l'affirmation d'allégeance au souverain en place du serment a été repoussée par la Chambre avec 3 voix de majorité, les Irlandais catholiques votant avec la majorité.

Ministère tory de Disraëli (lord Beaconsfield). La reine Victoria impératrice des Indes (1876). Benjamin Disraëli redevint chef du ministère, *premier lord de la Trésorerie*, le 20 février 1874. Il reçut, le 16 août 1876, le titre de lord comte de Beaconsfield. Sur la proposition de la Couronne, à la suite d'un voyage du prince de Galles dans l'Hindoustan, et après un vote du Parlement, la reine Victoria fut proclamée en 1876 *Impératrice des Indes*. Ce ministère fut marqué par des guerres contre les Afghans en Asie, avec les Zoulous et les Basutos du Cap, par l'achat au prix de 100 millions des actions du canal de Suez appartenant au Khédive, et des menaces d'intervention en Orient. Cependant la mauvaise récolte de 1879 et la misère amenée par le prix exagéré des fermages amenèrent bientôt une nouvelle agitation en Irlande.

L'Angleterre pendant la dernière guerre d'Orient. — La guerre dont l'Orient a été récemment le théâtre, et la Turquie la victime, a été pour l'Angleterre une rude épreuve. Jusqu'ici l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman étaient considérées à Londres comme la condition du maintien de la puissance britannique. Être maîtres de la route des Indes, être sûrs que le canal de Suez ne leur serait pas fermé, et pour cela ne pas permettre à la Russie de sortir de la Mer Noire, de franchir le Bosphore, la Mer de Marmara et le Détroit des Dardanelles, pour lancer sa marine sur la Méditerranée, telle était la politique des ministres de la reine Victoria. Deux causes ont pourtant empêché les Anglais d'intervenir : d'abord la réprobation soulevée chez eux par les cruautés des Turcs contre les chrétiens bulgares, ensuite l'isolement où se trouvait l'Angleterre. Puissance surtout maritime, il lui serait difficile de s'engager dans une guerre continentale sans l'appui d'un grand État militaire. Or, la France et l'Autriche étaient neutres, et l'Allemagne paraissait favorable à la Russie. Au dernier moment pourtant, quand les Russes arrivèrent aux portes de Constantinople, l'Angleterre fit entrer sa flotte cuirassée dans la Mer de Marmara. Elle refusa nettement de reconnaître la validité du traité de San-Stefano entre la Russie et la Porte (on en verra plus loin les conditions), et se montra prête à intervenir par les armes pour obliger le czar à modérer ses exigences. Des troupes furent appelées de l'Hindoustan à Malte, et des fonds votés par le Parlement. Cette attitude énergique et les conseils de l'Allemagne décidèrent la Russie à consentir que toutes les clauses du traité fussent discutées dans un congrès à Berlin.

Elles y furent largement modifiées dans un sens favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne.

L'annexion de Chypre. — Quelques jours avant l'ouverture du congrès, le 4 juin 1878, l'Angleterre avait signé avec le sultan un traité aux termes duquel elle lui garantissait pour l'avenir l'intégrité de ses possessions asiatiques. Mais, en compensation, elle se faisait céder l'île de *Chypre*, située à l'extrémité orientale de la Mer Méditerranée. De la sorte, les Anglais ont dans cette mer : à l'ouest, Gibraltar; au centre, Malte; à l'est, Chypre ; c'est-à-dire le *commencement*, le *milieu* et la *fin*. Chypre s'ouvre en face des côtes de Syrie; *Larnaka*, son principal port, est, par navigation à vapeur, à douze heures d'Alexandrette, à sept de Tripoli, c'est-à-dire des ports d'où part la route qui, par Alep, la vallée de l'Euphrate, du Tigre, Bagdad et Bassorah, conduit au golfe Persique et dans l'Hindoustan. L'île a la forme d'un triangle incliné du nord-est au sud-ouest; elle se termine au nord-est par le cap *Saint-André*. Plus grande que la Corse, Chypre a une superficie de 900,000 hectares. Elle mesure environ 80 lieues de l'orient à l'occident, sur 30 du septentrion au midi. Elle compte 186,000 habitants, Grecs pour la plupart. Les principales villes sont *Nicosie*, *Baffa*, *Limasol*, *Larnaka*, *Cérines*, *Famagouste*.

Célèbre dans l'antiquité par la douceur et la beauté de ses habitants, l'île était consacrée à Vénus, qu'on y honorait à Paphos et à Amathonte. L'été y est brûlant, mais dans les autres saisons le climat est délicieux. Le pays est dominé par le mont *Troodor*, l'ancien Olympe. Dans l'antiquité et le moyen âge, de vastes forêts couvraient Chypre : le cyprès, le frêne, le pin, le chêne, le platane, le noyer, étaient utilisés pour la construction des vaisseaux; l'île est aujourd'hui déboisée, par suite de l'incurie des Turcs ; mais ses arbousiers, ses lentisques, ses lauriers-roses, ses rosiers, ses myrtes, lui donnent l'aspect d'un vaste jardin. Chypre produit d'excellents vins, des fruits, du coton, de l'huile, du cuivre, du tabac, des céréales de toute espèce[1]. Non contents de cette annexion, les Anglais eurent un

1. Les Phéniciens, les premiers, colonisèrent *Chypre*, ou plutôt *Cypre*. Ils bâtirent *Cittium* ou *Kittim*, *Paphos*, *Amathonte*. Ils exploitèrent les mines de cuivre (χαλκὸς κύπριος, d'où est dérivé le mot latin *cuprum*, le mot français *cuivre*), ainsi que les gisements de fer et de sel. Ils cultivèrent le blé, le figuier, la casse, la cannelle, le sésame, la vigne.

Ensuite vinrent les Grecs, fondateurs de *Salamine*, *Golgos*, *Lapathos*, *Cérines*, la *Nouvelle Paphos ;* ils implantèrent l'olivier.

Chypre appartint, directement ou indirectement, aux rois de Babylone, de

instant l'idée de s'établir sur certains points de l'Asie Mineure, que les Turcs paraissaient incapables de réorganiser et de défendre (1879).

Les élections de 1880. — Après l'annexion de Chypre, le ministère tory paraissait solidement établi pour longtemps. Lord Beaconsfield avait repris sur tous les points du globe la politique d'intervention armée et de conquête. En Afrique, au nord de la colonie du Cap, il avait prononcé l'annexion de la République du Transvaal. En Asie, il avait envahi l'Afghanistan, afin de donner à l'Hindoustan ce qu'il appelait « ses frontières scientifiques » (voir chap. XXVIII et XLIII). Enfin, voyant que la France, rendue prudente par ses désastres de 1870, ne voulait à aucun prix sortir de sa neutralité, il cherchait sur d'autres points des auxiliaires qui pussent, au besoin, lui fournir une armée contre le czar. D'accord avec le prince de Bismarck, il voulait, disait-on, contracter une triple alliance de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre, pour régler les affaires de l'Europe sans la France et au besoin contre elle.

Cependant cette politique d'aventures, d'entreprises imprudentes et de conquêtes injustes, commençait à inquiéter les meilleurs esprits. Voulant brusquer les élections, lord Beaconsfield, le 24 mars 1880, fit prononcer par la reine la dissolution du Parlement. Les élections, qui eurent lieu du 1er au 15 avril, lui furent défavorables. Elles envoyèrent à la Chambre des communes, sur les 652 membres, 354 libéraux, 236 conservateurs et 62 *Home Rulers* (voir plus loin). L'Écosse, sur 50 membres, avait nommé 43 libéraux et seulement 7 conservateurs ; l'Irlande, sur 103 membres, fournissait 16 libéraux 25 conservateurs et 62 *Home Rulers*. On calculait que 2,100,000 électeurs avaient voté : 1,150,000 pour les libéraux, 890,000 pour les conservateurs, 60,000 pour les *Home Rulers*.

Second ministère Gladstone. — Après la démission du ministère tory[1], le nouveau cabinet whig fut composé comme il

Ninive, de Perse, aux souverains macédoniens d'Égypte, aux Romains en 59 avant Jésus-Christ. Sous Justinien, le mûrier et le ver à soie y furent introduits. Attaquée par les Arabes, puis indépendante sous un prince grec, l'île fut conquise par Richard Cœur de Lion et donnée par lui, vers 1192, à Guy de Lusignan. Sous les Lusignan, Chypre devint importante par la culture de la canne à sucre, du coton, de l'oranger, du citronnier, du palmier, de la vigne. Elle appartint, en 1489, à Venise, en 1570 aux Turcs, qui y plantèrent le tabac.

1. Lord Beaconsfield (Benjamin Disraëli) ne survécut qu'un an. Il est mort

suit : M. Gladstone, premier ministre, premier lord de la Trésorerie, chancelier de l'Échiquier ; lord Selborne, lord chancelier (ministre de la justice) ; le comte Spencer, lord président du conseil privé (titre honorifique), ministre de l'instruction publique[1] ; le duc d'Argyll[2], garde du sceau privé (titre honorifique) ; le comte Granville, ministre des affaires étrangères ; le marquis d'Hartington, ministre des Indes ; le comte Kimberley, ministre des colonies ; M. Childers ministre de la guerre ; le comte de Northbrook, ministre de la marine (premier lord de l'amirauté) ; M. Forster, directeur des affaires d'Irlande ; M. John Bright, chancelier du duché de Lancastre (titre honorifique), ministre sans portefeuille ; M. Dodson, ministre de l'agriculture et des provinces ; sir William Harcourt, ministre de l'intérieur ; M. Joseph Chamberlain, ministre du commerce.

Le cabinet Gladstone héritait d'une situation difficile. Il voulait se tirer honorablement, d'une manière à la fois conforme à la justice et aux intérêts de l'Angleterre, sans rien compromettre par un trop brusque changement de politique, de toutes les entreprises hasardeuses où le ministère précédent s'était engagé, dans le sud de l'Afrique, en Afghanistan, partout. En outre, favorable aux revendications des populations chrétiennes de l'empire ottoman, et ne pensant pas que la Russie dût être nécessairement considérée comme l'ennemie de l'Angleterre, il voulait obliger la Turquie à exécuter les engagements contractés au traité de Berlin (voir plus loin). Cette attitude nouvelle de l'Angleterre amena la réunion d'une conférence à Berlin, et

le 19 avril 1881. Il était né en 1804. Les premiers ouvrages qui avaient commencé sa réputation étaient : *Vivian Grey*, publié quand il n'avait pas encore vingt-deux ans ; *le Voyage du capitaine Popanilla ; le Jeune Duc*, etc.

1. Le vrai directeur de l'éducation nationale est le vice-président du conseil privé, qui n'est point membre du cabinet ; le titulaire de ce poste fut M. Mundella.

2. Le duc d'Argyll, grand propriétaire foncier d'Écosse, donna sa démission après la présentation du Land Bill pour l'Irlande. John Bright, le *Quaker*, désapprouvant la guerre d'Égypte, quitta le ministère aussitôt après le bombardement d'Alexandrie. M. Forster a été remplacé depuis par M. Trevelyan, neveu de Macaulay ; M. Childers est devenu chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), laissant la guerre à lord Hartington ; le comte de Derby, ancien ministre des affaires étrangères de Disraëli, rallié au parti libéral, eut les colonies, tandis que lord Kimberley prenait les Indes ; lord Carlingford devint président du Conseil privé ; enfin M. Dodson devint chancelier du duché de Lancastre, et sir Charles Dilke le remplaça comme président du *Local Government Board* (1883).

une démonstration navale collective des puissances européennes, qui contraignit la Porte à remettre le port de Dulcigno aux Monténégrins.

L'Irlande et la Land-League. — Mais le principal embarras du ministère Gladstone, c'était la situation de l'Irlande[1]. Un parti nouveau s'était formé pendant la durée du Parlement réuni sous le ministère de lord Beaconsfield, les « *Home Rulers* » (autonomistes), qui demandaient pour l'Irlande, par des moyens légaux opposés au moyens insurrectionnels des « nationaux », non l'abolition de l'Union, mais l'autonomie, c'est-à-dire un Parlement à Dublin, élu librement par les Irlandais et s'occupant des affaires de l'île, les affaires de l'empire britannique se réglant toujours à Westminster par les délégués de l'Écosse et de l'Irlande comme de l'Angleterre. Le programme des Home Rulers, sous la direction de Butt (mort en 1879), était, du reste, assez indécis; comme toujours, le parti Irlandais se faisait acheter son appui dans le Parlement pour les questions *impériales* (c'est-à-dire concernant l'empire britannique tout entier), par l'un ou l'autre parti, libéral ou conservateur, en essayant de faire voter des mesures favorables à l'Irlande, ou de renverser un ministère trop tyrannique pour son pays : car les actes du Parlement suspendant, dans tout ou partie de la malheureuse Irlande, les libertés individuelles si chères à tout Anglais ont été très nombreux depuis l'union des deux îles.

Cependant la famine de 1879 arrivait. Un ancien Fenian, M. Davitt, et un Home Ruler avancé, M. Parnell, eurent l'idée

1. D'après le recensement de 1881, l'Irlande a une population de 5,159,839 habitants; diminution depuis 1871 : 252,538; ce qui représente probablement une émigration de plus de 400,000 habitants, vu l'augmentation naturelle de la population (les trois seuls comtés n'ayant pas décru étaient : Antrim, Dublin et Kerry).

Proportion des croyances à la population totale.	3,051,888 catholiques romains;
	635,670 protestants épiscopaux;
	485,503 presbytériens;
	47,669 méthodistes;
	939,109 autres sectes, ou indifférents ou non classés.

1/15e de la population catholique contre 1/20e seulement des protestants et 1/40e des descendants de colons écossais ont donc dû émigrer.

Diminution dans le nombre des maisons d'habitation depuis 1871 : 48,619.

Les journaliers ont principalement émigré : ce sont leurs cottages qui ont disparu.

de constituer une *Ligue agraire*, à la fois comme centre de réforme sociale et comme nouvelle bannière politique. L'effet fut prodigieux : « Ne payez plus vos loyers ! » allait disant partout aux fermiers M. Parnell ; « gardez votre argent en poche pour ne pas mourir de faim et pour payer les boutiquiers et fournisseurs qui vous ont fait crédit. Les propriétaires, seigneurs terriens ou sous-propriétaires, qui ont vécu de votre sang et de vos sueurs pendant tant d'années, peuvent attendre. Du reste, si vous êtes en état de payer, ne payez que ce que la terre vaut, non ce que l'on a su exiger de vous par des contrats léonins. »

M. Parnell eut, en quelques mois, le renom d'O'Connell. Les propriétaires criaient à la spoliation ; les paysans se liguaient aux cris de : Vive l'Irlande ! Tout le monde se fondit, pour ainsi dire, dans une même foi : catholiques et protestants oublièrent leurs haines séculaires ; « Nationaux », « Home Rulers » « Fenians », après l'explosion de quelques jalousies, marchèrent d'accord. On savait ce qu'on voulait : *la reconquête de la terre d'Irlande ;* c'est là le but que la Ligue agraire montrait. Et alors, plus de dissensions et plus de famine ; bientôt un peuple uni, bientôt après un peuple indépendant.

Le Bill de coercition. Les obstructionnistes. — Le nouveau gouvernement libéral de Gladstone (1880) ne pouvait avoir plus lourde tâche que celle de satisfaire à ces demandes : placé entre une Chambre des lords ultra-protestante et ultra-conservatrice, et tout un peuple agité, aux demandes duquel il est, au fond, favorable, il avait encore à compter avec les préjugés de l'opinion anglaise, et avec son propre parti libéral dans la Chambre des communes. Seuls, les radicaux avancés de la Grande-Bretagne ont de la sympathie pour l'Irlande : les whigs, grands propriétaires dans l'île pour la plupart, voient les maux du paysan de l'œil d'un propriétaire féodal ; la bourgeoisie ne veut pas laisser s'amoindrir le domaine européen de l'Angleterre. Pour satisfaire à l'opinion publique, le ministère Gladstone-Bright-Chamberlain présenta donc, en même temps qu'un bill pour l'amélioration des lois de propriété en Irlande, un bill de coercition, donnant le droit aux autorités d'emprisonner, en Irlande, toute personne soupçonnée de conspirer contre la paix publique. « C'est pour parer aux meurtres, attaques nocturnes et intimidations en corps, disaient-ils. — C'est pour briser la Ligue, et aider les propriétaires à se faire payer leurs loyers jusqu'au dernier sou, jusqu'à ce dernier sou qui apporte

la misère habituelle et constante dans la cabane du pauvre, répondaient les Parnellistes. »

Pendant la session parlementaire de 1880, les membres irlandais Parnellistes, pour marquer leur mécontentement de la façon dont l'Irlande était traitée dans le Parlement du Royaume-Uni, eurent recours à un système d'*obstruction :* c'est-à-dire que, la clôture des débats n'existant pas, ils soulevaient, sur chaque projet de loi qu'ils voulaient *obstruer*, une série non interrompue de propositions nouvelles, amendements, contre-projets, qui faisaient durer la discussion d'une loi des semaines, au lieu de jours, et bien souvent forçaient le gouvernement et la Chambre, sur quelques questions, à des compromis, d'autres fois les obligeaient à abandonner la mesure.

Le gouvernement conservateur avait fait adopter contre ceux qui refuseraient de se soumettre à l'autorité du *Speaker* (de l'*Orateur* ou *Président*) la suspension temporaire de la séance; trois suspensions dans une séance entraînant la suspension pendant le reste de cette session. Mais la même tactique s'étant renouvelée, plus savante encore et plus résolue en 1881, le ministère Gladstone dut avoir recours à des règlements exceptionnels, par lesquels l'*urgence* et la *clôture*, sur le vote des trois quarts des membres présents, furent introduites pour la première fois dans les habitudes de la Chambre des communes, malgré la résistance des membres irlandais.

Réformes des lois sur la propriété en Irlande.— Le projet de loi sur la propriété agraire en Irlande, présenté par M. Gladstone dans la séance du 17 avril 1881, régla les nouveaux droits du tenancier comme il suit :

1° Il sera établi à Dublin une Cour agraire supérieure, composée de trois membres, aux décisions sans appel, qui décidera de toutes les questions ayant rapport aux terres, aux titres de propriété, aux contrats de location. Les Cours de comté agiront comme tribunaux de première instance de cette Cour d'appel.

2° Le droit de co-propriété est reconnu à tout tenancier sur la terre qu'il occupe, c'est-à-dire qu'il peut vendre son intérêt dans la propriété (pour amendements, constructions et meilleure culture de son fait) au nouveau tenancier le remplaçant, pourvu qu'il le vende à une personne unique; le propriétaire a, d'ailleurs, le droit de préemption de cet intérêt-tenancier, à prix débattu entre les parties, ou fixé judiciairement.

3° Un terme de 15 années sera le terme légal des baux, soit

après une augmentation de rente consentie par le propriétaire et le tenancier, soit après la fixation judiciaire de la rente, en cas de constestation.

Sous l'influence de M. John Bright, le bill porta aussi, dans des dispositions additionnelles, que la Cour achèterait tout domaine sur lequel les trois quarts des tenanciers au moins voudraient devenir propriétaires de leurs terres, et le leur revendrait en détail, ou avancerait une certaine somme à tout tenancier désirant s'affranchir du payement de la rente, et acquérir sa propriété (soit sans redevance aucune, soit avec une rente perpétuelle).

La Cour agraire, enfin, devait avoir également le droit d'acheter les terres incultes pour les revendre en petites fermes; s'occuper de favoriser les migrations de comté à comté (quelques-uns étant trop peuplés, d'autres ayant des terres non cultivées), et d'organiser, au besoin, une émigration régulière dans les colonies anglaises, principalement dans le Canada et les provinces qui en dépendent.

Ces dispositions, après de long débats à la Chambre des communes, et deux votes contraires à la Chambre des lords, furent enfin votées sur les points essentiels et devinrent loi au mois d'août 1881. Le 24 octobre la Cour agraire tint à Dublin sa première séance, que, par une fiction légale, elle étendit à trois semaines, afin de permettre aux tenanciers de faire les actes nécessaires pour profiter d'un article de la loi, inséré à la demande de M. Healy, le secrétaire de la Ligue agraire : cet article permettait la revision de tous les actes de poursuite et d'éviction ayant eu lieu six mois avant la promulgation de la loi, pourvu que le tenancier produisît sa réclamation devant la Cour à sa première séance, et, en cas de baux, donnait à la rente légale, fixée également, un effet rétroactif de six mois. Des sous-commissions ou délégations de la Cour furent ensuite nommées pour se rendre dans les différents comtés et juger sur les lieux chaque cas spécial.

Le 12 novembre, dernier jour de « la première séance » de la Cour, 40,000 requêtes de tenanciers avaient été enregistrées par elle, « presque toutes requêtes d'un fermage raisonnable ». Les 600,000 tenanciers d'Irlande ne viendront cependant pas tous devant la Cour ou ses délégations; mais les décisions prononcées par les juges établiront une nouvelle échelle de rentes des fermes dans le pays. On a remarqué, dès avant le 12 novembre, que les décisions des délégations avaient réduit

le fermage des demandeurs de 30 à 50 pour 100, suivant les cas.

Les anarchistes irlandais. Davitt et Parnell. — Quelques semaines après la promulgation de la loi agraire et avant même son entrée en vigueur, le cabinet anglais crut devoir arrêter les membres les plus influents de la Ligue agraire, notamment quatre membres du Parlement, MM. Parnell, Dillon, Sexton, O'Kelly, comme suspects de « pratiques de trahison ».

Ces arrestations n'empêchèrent pas la grande majorité des fermiers de porter leur cause devant les Cours agraires ; mais elles créèrent dans le parti irlandais irréconciliable une irritation, qui se manifesta par un renouvellement des attaques nocturnes sur ceux qui payaient leurs fermages, des mutilations d'animaux de ferme, et des assassinats sur les baillis et huissiers si fréquents dans l'histoire d'Irlande.

Le cabinet Gladstone, à l'ouverture du Parlement, les 8 et 9 février 1882, revendiqua la responsabilité de ses actes, et affirma le bien-fondé de ses sévérités ; beaucoup de bons esprits cependant, même parmi les Anglais, doutèrent de l'opportunité politique d'une application aussi large de la Loi des suspects. (Loi de coercition.)

Dans les premiers jours de mai 1882, une entente eut lieu entre M. Gladstone et M. Parnell, prisonnier à Kilmainham, par l'entremise du capitaine O'Shea, membre irlandais du Parlement ; les quatre membres suspects furent relâchés, et une loi présentée par le gouvernement, pour régler en faveur des paysans irlandais les longs arrérages dus par eux à leurs propriétaires, fut soutenue par le parti irlandais des Communes. Le gouvernement comptait sur les bons offices de M. Parnell et de ses amis pour une prompte pacification de l'Irlande. M. Forster donna sa démission et fut remplacé par lord Cavendish, frère cadet du marquis d'Hartington, pendant que lord Spencer était nommé vice-roi.

Tout à coup, le samedi 6 mai, vers 7 heures du soir, le soir même de l'entrée en fête à Dublin du vice-roi et du nouveau secrétaire de l'Irlande, porteurs de la bonne nouvelle de conciliation, ce secrétaire, lord Cavendish, et le secrétaire permanent, M. Burke, furent poignardés dans le parc public de Dublin (Phœnix-Park) par une bande d'individus qui se sauvèrent sur un char à bancs numéroté, qui les avait amenés[1].

1. Deux mois auparavant, le 2 mars 1882, au moment où la reine Victoria,

La consternation fut grande. Les Parnellistes désavouèrent aussitôt les assassins. En vain la police se mit en campagne, et arrêta nombre de gens inoffensifs. Le mystère de cet audacieux assassinat et de ce défi jeté à la fois au gouvernement et au parti parlementaire irlandais demeura pendant un an impénétrable.

Le résultat immédiat fut le vote en trois lectures aux Communes, et aux Lords en une seule séance, d'une nouvelle loi de coercition plus draconienne qu'aucune autre, promulguée le jour suivant, le 15 mai, par la reine.

Sous l'administration de lord Spencer, et de M. Trevelyan, le nouveau secrétaire d'Irlande, les membres des sociétés secrètes furent peu à peu dépistés et emprisonnés, les jurys spéciaux commencèrent à condamner les accusés de crimes agraires ou politiques ; et enfin, en mai 1883, la police, avertie par les meurtres mystérieux accomplis sur des hommes à elle connus comme Fenians, mit la main sur le groupe des Invincibles qui avait comploté et exécuté les assassinats de Phœnix-Park, et qui commençait à se décimer lui-même de peur de trahison par des affidés. Braddy, Kelly, Curley, Mac Caffrey, Fagan, expièrent par la corde leur part dans le crime du 6 mai 1882 ; Kavaunagh, Fitz-Harris, et Mullet furent condamnés au bagne à perpétuité, tandis que l'instigateur principal du complot, James Carey, conseiller municipal de Dublin, échappa, comme délateur, à toute condamnation : ainsi, le principal instigateur du meurtre, l'homme qui avait fourni les horribles *couteaux de dissection* à l'aide desquels il avait été accompli, fut seul épargné. Cependant tout patriote irlandais s'était juré de punir le traître, s'il le rencontrait sur sa route ; et, le 20 juillet 1883, Patrick O'Donnell, passager sur le même vaisseau anglais cabotant entre le Cap et Natal, qui amenait à cette dernière place James Carey et sa famille sous de faux noms, tua de deux coups de pistolet l'ancien chef des Invincibles de Dublin. O'Donnell fut ramené à Londres, convaincu de meurtre par un jury et exécuté le 1er décembre.

Cependant les Fenians Américains, ayant à leur tête O'Donovan Rossa, se réjouissaient de ce triomphe des anarchistes sur le parti parlementaire ; en octobre 1882 ils cessèrent leurs contri-

à Windsor, quittait la gare du chemin de fer pour rentrer au château, un Irlandais, nommé Mac-Lean, tira sur elle un coup de revolver sans l'atteindre. Mais il ne s'agissait pas ici d'un meurtre politique ; Mac-Lean fut reconnu fou.

butions à la Ligue agraire, qui, changeant aussitôt son nom, pour marquer ce détachement des frères américains, s'intitula désormais *la Ligue nationale d'Irlande*. Michaël Davitt prêcha l'émancipation sociale par la propriété foncière revenant à la communauté qui la donnerait à bail limité et révocable à chaque fermier, elle seule désormais encaissant la rente, ce principe de toute richesse humaine. M. Parnell restait plutôt, lui, sur le terrain politique.

L'année 1884 a accusé d'avantage l'antagonisme latent entre les deux anciens chefs de la Ligue agraire. Davitt, se ralliant de plus en plus aux doctrines socialistes de l'Américain Henry George (auteur de *Progrès et Pauvreté*, et *Problèmes sociaux*), aspire à voir s'accomplir en Irlande une révolution sociale complète, élevant le plus pauvre journalier à la dignité de possesseur terrien. Parnell, au contraire, s'appuie de plus en plus sur les fermiers irlandais, en opposition à la fois aux propriétaires anglais absents et aux journaliers, leurs ouvriers; dans une déclaration solennelle à un banquet à lui offert à Drogheda (15 avril 1884), il a repoussé les théories des novateurs et maintenu qu'il était fidèle aux principes de l'ancienne Ligue agraire, en voulant seulement substituer aux propriétaires anglais les tenanciers irlandais. Le « roi sans couronne de l'Irlande » peut compter sur ses sujets ; il a reçu d'eux, le 11 décembre 1883, comme don gracieux, un chèque de près de 1 million de francs dans un banquet qu'on lui offrit à Dublin, et on lui promet, sur sa demande, un autre million pour défrayer les dépenses de son parti parlementaire. M. Gladstone, de son côté, semble tout près de s'entendre avec le *leader* irlandais sur la question d'un grand fonds public, prêté à intérêts minimes, qui permettrait aux fermiers irlandais d'acheter leurs terres à leurs propriétaires au moyen d'annuités de 35 ou 50 ans de durée; les propriétaires d'Irlande, à demi ruinés par les troubles récents, une diminution de 25 0/0 dans leurs revenus, les arrérages en souffrance, la difficulté de trouver des tenanciers quand ils ont expulsé les leurs, l'impossibilité d'élever dorénavant leurs fermages, accueilleraient avec faveur une mesure qui les débarrasserait contre argent comptant du fardeau de leurs propriétés.

Mais les Fenians d'Amérique continuaient leur guerre de guérillas; des explosions et incendies à Londres, Manchester, Birmingham, Liverpool, effrayaient l'Angleterre, lorsqu'un sergent de police de Liverpool, nommé Price, découvrit une ma-

nufacture illicite de nitro-glycérine dans cette ville. La trace des conspirateurs fut suivie par la police de Londres, et presque tous furent arrêtés. Le 14 juin 1883, un jury de Londres condamnait au bagne à perpétuité les nommés Thomas, Gallagher, Henry Wilson, Alfred Whitehead, et John Curtin, comme coupables de haute trahison, d'après un statut de 1848.

Puis une loi fut portée contre la fabrication et la vente de substances explosibles, et d'autres « dynamitards » furent condamnés par l'application de cette loi. Le 24 février 1884, quatre machines explosibles avaient été distribuées dans différentes gares de Londres ; une seule partit ; le 14 avril, la police de Birmingham arrêtait le chef supposé des dynamitards, sur lequel elle trouva une bombe explosive.

Le gouvernement a maintenant l'espérance de voir l'Irlande rentrer dans un calme qui ne lui est pas habituel ; les décisions des Cours agraires commencent à porter leurs fruits, les deux saisons dernières se sont montrées favorables, et l'on peut espérer que peu à peu les Irlandais, tout en respectant le souvenir de leurs martyrs et en restant fidèles à leurs tendances démocratiques, consentiront à rester un des trois peuples du Royaume-Uni. Les dernières explosions de dynamite, qui ont eu lieu à Londres, le 30 mai 1884, et qui sont attribuées aux Fenians d'Amérique, montrent pourtant que la réalisation de cette espérance est encore éloignée.

Les récentes annexions anglaises. — A l'extérieur, un remarquable revirement s'est opéré dans la politique anglaise. En 1880, il y avait eu dans l'opinion publique une réaction contre les entreprises aventureuses de lord Beaconsfield, et le chef du parti tory était tombé du pouvoir. Le ministère whig avait inauguré son gouvernement par l'abandon de la politique de conquête en Afghanistan et dans l'Afrique australe. Deux ans à peine s'étaient écoulés, et voici que la *fièvre d'annexion* ressaisit les Anglais avec plus d'intensité que jamais. Ce même ministère whig, sous prétexte de mettre fin à une situation qu'il avait lui-même contribué à créer, s'empara indirectement de l'Égypte en 1882 ; bientôt il fut question de creuser un second canal *sans et contre* M. de Lesseps et la compagnie du canal de Suez. En 1883, les Anglais du Queensland (Australie) demandèrent l'annexion de la Nouvelle-Guinée, c'est-à-dire d'une terre deux fois grande comme la France ; ils veulent encore annexer les Nouvelles-Hébrides et bien d'autres îles ; et,

tout en prenant sur tous les points du globe ce qui est à leur convenance, sans se soucier de ce qu'en pensent les autres nations, les Anglais protestent avec des cris de colère chaque fois qu'un autre peuple fonde la moindre colonie nouvelle, comme si tout ce qui est fait par d'autres était fait à leurs dépens. Il est juste de dire que tout le monde, dans la Grande-Bretagne, n'approuve point cette politique égoïste. Le 8 octobre 1882, dans une réunion à Manchester, M. Bradlaugh, répondant à ceux qui alléguaient, pour justifier l'invasion de l'Égypte, sa situation sur la route de l'Inde, s'écriait : «Marseille et Lyon sont aussi sur la route de l'Inde, ainsi que Brindisi ; mais nous ne nous proposerions pourtant pas d'annexer la France et l'Italie, pour pouvoir passer par ce chemin en temps de paix et en temps de guerre. Y a-t-il rien de plus déshonorant que de profiter de la faiblesse d'un pays pour s'en emparer ? » Le ministère Gladstone qui, on doit le reconnaître, résiste le plus qu'il peut à l'entraînement annexionniste, cède quelquefois malgré lui. De là ce caractère d'incertitude, d'indécision, de décousu dans ses actes, que lui reprochent ses adversaires, en protestant contre « la politique extérieure bâtarde inaugurée par le cabinet Gladstone, cette politique qui n'a pas l'air de savoir ce qu'elle veut; qui n'est ni volontairement agressive, ni résolument pacifique, qui ne sait se résoudre ni à garder le Transvaal sous la dépendance de la Grande-Bretagne, ni à l'affranchir complètement ; qui répudie et encourage, du même coup, la soif de conquêtes des Australiens; qui n'ose pas ériger l'Égypte en colonie anglaise, et qui, cependant, n'ose pas davantage rendre l'Égypte aux Égyptiens; qui, enfin, restituant son royaume à Cettywayo, ne le lui restituait qu'à moitié et de façon à le lui faire perdre quelques mois après. »

Les événements du Soudan ont encore augmenté l'irritation des torys contre M. Gladstone. Ils lui reprochent de n'avoir pas annexé l'Égypte, de ne pas intervenir assez résolument contre le madhi, d'abandonner Gordon à Khartoum, enfin de faire appel à une conférence européenne pour régler la question égyptienne. Cette conférence ne peut aboutir qu'à condition d'un accord préalable entre la France et l'Angleterre. Les adversaires de M. Gladstone protestent contre toute concession qui impliquerait limitation ou abandon de ce qu'ils nomment « les droits de l'Angleterre sur l'Égypte » ; contre le rétablissement éventuel d'un *condominium* à deux ou la fixation d'un terme précis à l'occupation anglaise. On a pu voir dans des votes

récents, en mai 1884, que la majorité dont le cabinet dispose à la Chambre des communes, diminue. M. Gladstone désire, assure-t-on, conserver le pouvoir assez longtemps pour opérer une nouvelle réforme électorale plus large que celle de 1867.

Propagande religieuse. L'Armée du Salut.—A côté de l'esprit d'envahissement à l'extérieur, un autre trait du caractère britannique à notre époque, c'est, on l'a déjà vu (ch. XXVII), la propagande religieuse. Les *sociétés de tempérance*[1], qui interdisent à leurs adhérents l'usage des liqueurs fortes, se multiplient sans obtenir, il est vrai, des résultats réels en rapport avec leur succès apparent. En outre, une étrange association s'est formée en 1865 et a pris en 1878 le nom d'*Armée du Salut*. Elle a été fondée par le révérend Booth, pasteur de l'Église wesleyenne ou méthodiste[2], et par sa fille, Mlle Catherine Booth. Elle a une forme toute militaire, des *maréchaux* et *maréchales*, des généraux, des colonels des deux sexes. Principe d'autorité poussé à ses dernières limites, exercices spirituels collectifs exécutés à grand fracas, sermons et démonstrations extérieures bruyantes, costumes bizarres, processions avec des drapeaux et des chants, son de tambour et de trompettes, large place donnée à la femme dans la prédication, tels sont les procédés mis en œuvre par l'Armée du Salut. On est en droit de lui reprocher, dit M. E. de Pressensé, « un charlatanisme effréné dans le choix des moyens destinés à provoquer l'attention... Ce qu'il y a de plus curieux dans les procédés de l'Armée du Salut, c'est que tout ce qui y paraît appartenir à l'enthousiasme le plus spontané est minutieusement préparé. Les charivaris les plus étranges sont réglés comme un papier de musique... Tout y est excentrique, et rien n'y est imprévu. » Les progrès de l'Armée du Salut sont prodigieux en Angleterre et en Amérique. A Londres, elle a élevé « un des plus vastes édifices connus... Les milliers de livres sterling affluent dans sa caisse : car elle n'a pas moins développé le génie de la recette que celui de l'exhibition. »

1. Théobald Mathew, l'apôtre de la tempérance, est né en 1790, à Thomastown (Tipperary), en Irlande, et mort en 1856. Prêtre catholique, il fonda en 1833 l'association contre l'ivrognerie.

2. *L'Église wesleyenne* ou *méthodiste* a été fondée par John Wesley, né en 1703 à Epworth (Lincoln), et mort en 1791. C'est en 1729 qu'il institua son église dite *wesleyenne* du nom de son organisateur, ou *méthodiste*, à cause des exercices strictement réglés et méthodiques qu'il imposait à ses adeptes. Il eut pour collaborateur Georges Witfied (1714-1770), qui ensuite se sépara de lui par suite d'un dissentiment en matière théologique.

(*Revue Politique et Littéraire du 3 mars 1883, l'Armée du Salut, ses campagnes sur le continent*, par M. E. de Pressensé.) Si heureuse en Angleterre, l'Armée du Salut a moins réussi dans les *combats livrés* sur le continent : elle a été *vaincue* à Genève et ne semble guère obtenir à Paris l'attention publique, malgré l'énergie qu'elle met à *battre le rappel.*

Immensité de l'empire russe[1]. — Chef de l'Église grecque et de la race slave, le czar Nicolas Ier possédait, en 1848, une puissance formidable. Nous avons déjà indiqué en détail les immenses possessions de la Russie : nous l'avons montrée s'étendant à la fois dans toutes les directions, du Caucase à la Mer Blanche, et du Détroit de Behring jusqu'à Varsovie, menaçant, par Saint-Pétersbourg, Cronstadt et les îles d'Aland, l'indépendance de la Suède et le passage du Sund ; par Sébastopol, la Crimée, le Danube et la Circassie, s'approchant chaque jour davantage de Constantinople et du Détroit des Dardanelles ; par la Mer Caspienne, la Mer d'Aral, l'Amou-Daria, enveloppant la Perse et observant l'Inde anglaise ; par le Kamtchatka et la Sibérie orientale, par Okhotsk et Pétropavlowsk, s'établissant au nord de la Chine et du Japon.

L'empereur Nicolas avait épousé une fille du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, et marié, en 1841, son fils aîné, Alexandre, à la princesse Marie, sœur du grand-duc de Hesse. En 1849, lorsque l'Autriche semblait sur le point de tomber en dissolution, ce fut l'intervention des armées russes contre les Magyars qui la sauva, et le feld-maréchal Paskiewitch écrivit au czar : « La Hongrie est aux pieds de Votre Majesté. »

Le principal objet de l'ambition moscovite, depuis Pierre le Grand et Catherine II, c'était Constantinople. On a déjà vu (chap. XXXIV) que Nicolas essaya de s'en emparer de 1853 à 1855, et qu'il fut arrêté par l'alliance de l'Angleterre et de la France. L'invasion de la Crimée, les batailles de l'Alma, d'Inkermann, de Tratkir, et la prise de Sébastopol obligèrent la Russie à signer le traité de Paris du 30 mars 1856, qui lui enlevait une partie de la Bessarabie, lui interdisait d'avoir une

1. La population totale de l'empire russe est de 100,372,562 habitants, dont 75,731,393 pour la Russie d'Europe, 7,245,419 pour la Pologne. 2 081,612, pour la Finlande, 6,087,539 pour le Caucase, et 9,226,599 pour la Sibérie et le Turkestan russe. Les villes les plus peuplées de l'empire sont : Saint-Pétersbourg, 861,920 habitants ; Moscou, 750,867 ; Varsovie, 406,261 ; Odessa, 217,000 ; Kiew, 127,251 ; Tiflis, 104,024 ; Riga, 168,844 ; Kicheneff, 130,000 ; Kharkof, 102,059 ; Tachkent, 100,000.

flotte sur la Mer Noire et de fortifier les îles d'Aland sur la Mer Baltique.

La Russie sous Alexandre II (1855-1881). **Affranchissement des serfs** (17 mai 1861). — Nicolas était mort pendant la guerre d'Orient, le 2 mars 1855. Sous son fils et successeur Alexandre II (1855-1881), la Russie dut procéder à une réorganisation intérieure. Jusque-là, le gouvernement russe, absolu en principe, était tempéré par l'existence d'une aristocratie territoriale très puissante : plus d'un czar, comme Pierre III ou Paul Ier, avait payé cher ses tentatives pour détruire les prérogatives des seigneurs ; et le meurtre de ces deux princes avait fait prononcer ce mot bizarre : « Le gouvernement russe est une monarchie absolue tempérée par l'assassinat. » Le sol de l'empire était partagé entre la couronne et les boyards. Tous les paysans sans distinction, qu'ils appartinssent à l'empereur ou aux nobles, étaient serfs ; le communisme régnait parmi eux : tous les quatre ans, on procédait par le sort à un nouveau partage des terres entre les habitants de chaque village. Chacun d'eux devait payer une redevance annuelle, ou au gouvernement ou au seigneur, suivant qu'il appartenait à l'un ou à l'autre ; il ne pouvait rien posséder en propre, et se trouvait soumis à la juridiction de son maître. Bien des fois déjà les serfs s'étaient révoltés contre leurs seigneurs ; des vengeances sauvages avaient signalé l'explosion de ces jacqueries et ensanglanté les bords du Don et du Volga. En 1857, 58, 59 et 60, des mouvements de cette nature s'étaient produits partout avec plus d'intensité et de violence que jamais ; nombre de châteaux avaient été dévorés par des incendies. Le mouvement paraissait irrésistible. Le gouvernement en prit la tête, pour le régler et en recueillir les profits : la noblesse, intimidée, dut consentir à l'émancipation des paysans. L'ukase du 17 mai 1861 déclara que les serfs étaient affranchis. On fit plus : ils furent déclarés propriétaires du sol qu'ils cultivaient ; l'État se chargea d'indemniser les nobles en les payant en papier-monnaie ; les paysans, à leur tour, durent s'acquitter envers lui par des annuités.

Dernière insurrection polonaise (1863). — Si maltraitée et tant de fois vaincue, la Pologne était toujours le principal obstacle aux progrès de la puissance moscovite. Le 29 novembre 1860, les 25 et 27 février 1861, des manifestations eurent lieu à Varsovie pour célébrer les anniversaires de la révolution de 1830 et de la bataille de Grochow. Les troupes firent feu

sur la foule désarmée. Une pétition fut signée en Pologne pour demander au czar la constitution de 1815. La réponse du gouvernement fut la dissolution de la Société agronomique et l'exil du comte Zamoïski, son président. La Lithuanie fut mise en état de siège. A la suite d'une manifestation dans les églises de Varsovie pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Kosciusko, les troupes tirèrent sur la foule agenouillée, qui chantait des cantiques (14, 15, 16 octobre 1861). Les insignes de deuil furent prohibés. Les confiscations, les arrestations, les exils en Sibérie et les exécutions capitales se multiplièrent. En sept mois, du 1er janvier au 1er août, rien qu'à Varsovie, quinze mille personnes furent arrêtées.

Enfin, le 15 janvier 1863, il fut annoncé que le gouvernement allait procéder à Varsovie à un recrutement, qui devait se faire, non par voie légale ni par tirage au sort, mais par la simple désignation des autorités russes. C'était une déportation déguisée de tout ce qu'il y avait dans la population de jeune et d'énergique. L'insurrection éclata aussitôt. Le général Mieroslawski accourut de France; d'intrépides chefs, Langiewicz, Wysocki, Poradoski, commencèrent une guerre désespérée à la tête d'enfants à moitié armés, mourant de faim, de froid, réduits à se battre un contre dix, à errer dans les forêts, sans abri, sans feu, sans pain. La lutte dura jusqu'au mois de septembre. Les généraux de Berg à Varsovie, Mourawiew à Vilna, terrifièrent les populations par des rigueurs impitoyables. En même temps, les agents russes faisaient appel à la cupidité des paysans, en promettant à ceux qui dénonceraient les insurgés les terres confisquées sur eux. On défendit aux femmes dont les parents avaient péri de prendre le deuil.

L'Europe ne put assister sans émotion aux cruels traitements infligés à la Pologne. L'Autriche paraissait assez disposée à soutenir les insurgés, dans l'espérance que, s'ils réussissaient, la couronne des Jagellons et des Sobieski serait placée sur la tête d'un Habsbourg; mais elle ne voulait intervenir activement dans la lutte que si la France la soutenait. Le gouvernement français, à son tour, déjà occupé au Mexique, au delà des mers, ne voulait point agir sans l'appui de l'Angleterre. Tout aboutit à un échange de notes diplomatiques et à des conseils de clémence, que la Russie repoussa (mars-novembre 1863).

Définitivement victorieux, les Russes fermèrent les couvents

et les bibliothèques polonaises, imposèrent aux fonctionnaires la langue moscovite et multiplièrent les exils en Sibérie (1865). Enfin, le 6 janvier 1866, un dernier ukase défendit aux personnes de race polonaise d'acquérir aucune propriété foncière dans les 9 gouvernements occidentaux de l'empire. L'insurrection tentée dans la nuit du 24 au 25 juin 1866, aux abords du lac Baïkal en Sibérie, par 710 exilés polonais, a été le dernier épisode de ce lugubre drame : ils ont presque tous été mis à mort.

Les chemins de fer russes. — L'une des principales causes de la défaite des Russes, lors de la guerre de Crimée, avait été l'immensité des distances et la difficulté des communications. Depuis, les choses ont changé. Déjà Saint-Pétersbourg était joint à Vilna et à Varsovie par un chemin de fer. Aujourd'hui une voie ferrée unit Saint-Pétersbourg à Moscou ; elle se prolonge au sud jusqu'à la Crimée et Odessa, à l'est jusqu'au Volga, qu'elle atteint à Nijni-Novgorod, à Saratow et à Zarizyn. Une autre ligne va de Poti, sur la Mer Noire, à Tiflis, et doit atteindre Bakou, sur la Mer Caspienne. Une autre, plus étendue, traverse l'empire de l'ouest à l'est par Riga, Dunabourg, Witepsk, Smolensk, Moscou, Nijni-Novgorod.

En outre, la Russie multipliait ses alliances. Le second fils d'Alexandre II, devenu son héritier présomptif par la mort de son frère aîné, épousa la princesse Dagmar, fille de Christian IX, roi de Danemark. En même temps, le jeune roi de Grèce épousait la princesse Olga Constantinowna, nièce d'Alexandre.

La Russie ouvrait aussi des rapports avec les États-Unis : elle leur vendit ses possessions américaines, et elle reçut d'eux en échange, au lieu de la somme d'argent stipulée, six vaisseaux cuirassés. On verra plus loin (chap. XLIII) quelles ont été les dernières acquisitions des Russes en Asie.

Acquisitions de la Russie dans la dernière guerre d'Orient (1877-1878). — Pendant la guerre de 1870-1871, la Russie a provoqué la réunion à Londres d'une conférence européenne et demandé la revision des traités de Paris de 1856. Cette fois, l'Angleterre ne pouvait plus compter, comme à l'époque de la guerre d'Orient, sur l'alliance française : c'était le moment où Paris, après quatre mois de résistance, allait succomber. La conférence de Londres consentit donc à la suppression de l'article qui limitait la marine militaire des puissances riveraines sur la Mer Noire.

Six ans plus tard, la guerre de 1877-1878 augmenta l'étendue du territoire russe. Sans doute, le traité de San-Stefano, imposé par le czar aux Turcs vaincus, fut remanié par le congrès de Berlin, et le gouvernement russe dut renoncer à quelques-unes de ses exigences. Néanmoins la Russie recouvra, moyennant compensation, aux dépens des Roumains, ses alliés, la ligne du *Pruth* et l'*embouchure septentrionale du Danube*; elle obtint en Asie *Kars*, *Ardahan* et le port de *Batoum*. Enfin, elle augmenta le territoire de ses alliés les Serbes et les Monténégrins, et créa sous son protectorat une principauté de Bulgarie.

Rapports de la Russie et de l'Allemagne depuis 1870. — A l'extérieur, les rapports devinrent peu à peu moins amicaux entre la Russie et l'Allemagne, sa constante alliée depuis 1813. Les brillants succès des Prussiens contre les Autrichiens en 1866, et contre les Français en 1870, avaient excité la jalousie des Russes, nation toute militaire. L'établissement de l'unité allemande avait enlevé au gouvernement moscovite la prépondérance que des alliances de famille lui donnaient sur les petits États allemands. C'était l'attitude de la Russie qui en 1870 avait empêché l'Autriche-Hongrie de soutenir les Français. La Russie se plaignait vivement que l'Allemagne ne l'eût pas aidée, à son tour, au congrès de Berlin, après la dernière guerre d'Orient, à imposer dans son intégrité à l'Europe le traité de San-Stefano. On se plaignait, de plus, à Pétersbourg, qu'une multitude d'emplois fussent abandonnés à des Allemands, que ceux-ci fussent trop nombreux dans les provinces baltiques, où l'on parle, du reste, leur langue. Dans chacun des deux pays, on se plaignait des tarifs douaniers, qui, disait-on, faisaient tort au commerce de l'autre. Enfin, le prince Gortschakof, chancelier de Russie, passait pour irrité de l'ambition du prince de Bismarck, chancelier d'Allemagne. Toutefois, l'affection qui unissait Alexandre II à Guillaume, son oncle, empêcha tout conflit.

Les nihilistes. Alexandre II assassiné (1881). — Un parti révolutionnaire formidable, les *nihilistes*, existe en Russie, sous la forme d'une vaste société secrète, qui doit son nom à ce que ses membres ne veulent laisser subsister *rien* (*Nihil*) de l'ordre politique et social actuel. Il a, dit-on, pris naissance au mois d'août 1852, sur les bords de la Tchechna, en Daghestan, dans le camp du prince Bariatinski, alors commandant de l'armée employée contre Schamyl. Dans cette armée servait comme simple soldat Michel Bakounine. Ancien officier d'artillerie, et

ami du célèbre écrivain républicain russe Hertzen[1], Bakounine avait vécu en Allemagne, en France, en Bohême. Après la révolution de 1848, à laquelle il fut mêlé, les Autrichiens le livrèrent au czar. Celui-ci l'envoya comme simple soldat au Caucase. Il y fonda la société des nihilistes. Elle compte de nombreuses ramifications dans les universités, dans l'armée, jusque dans la police et parmi les femmes. Les nihilistes publient le journal *Terre et Liberté* Ils emploient tous les moyens, le poignard, le poison, l'incendie, avec un emportement sauvage[2]. L'un d'eux, nommé Solovief, tira, le 14 avril 1879, cinq coups de revolver sur le czar[3]. Le gouvernement eut recours contre eux à des ukases terribles. Toute la Russie fut soumise au pouvoir militaire, tous les délits politiques déférés aux cours martiales. En trois jours 2,000 personnes furent arrêtées à Saint-Pétersbourg. Pour prévenir les incendies, chaque propriétaire fut obligé de placer toutes les nuits, à ses frais, devant sa maison, un gardien armé, avec une lumière. De nombreuses

1. Hertzen (Alexandre), né en 1816 à Moscou, mort en 1870. Il a publié, à Londres et à Genève, le célèbre journal intitulé *Le Kolokol* (La Cloche). On lui doit encore des romans comme *Le docteur Kroupof*, des *Souvenirs de voyage*, *La Prison et l'Exil*, *Lettres de France et d'Italie*, *Le Monde Russe et la Révolution*, etc. Parmi les écrivains remarquables de la Russie au XIXe siècle, ajoutons : Karamsin (1765-1826), auteur d'une *Histoire de l'Empire de Russie ;* le romancier Ivan Tourguenief (1808-1883), auteur des *Mémoires d'un chasseur*, de *la Russie et les Russes*; Gogol (1810-1851) composa des nouvelles, *Les âmes mortes*, et une comédie, *Le Contrôleur*. Le poète Lermontof (1811-1841) tué en duel, à trente ans, à l'armée du Caucase, composa *Le Héros de notre Temps*, *Le Démon*, *Le Chant du Tsar Ivan*. Le poète Alexandre Pouchkin (1799-1837), également tué en duel, donna *Le Prisonnier du Caucase*, *Les Bohémiens*, *Poltava*. On doit au compositeur Glinka *La Vie pour le Tsar*, *Rousslau et Loudmila*. Citons encore un journaliste, M. Katkof, directeur de la *Gazette de Moscou*, le romancier Sahlias, auteur de : *Les Compagnons de Pougatchef*; les poètes dramatiques : A Tolstoï, auquel on doit *La Mort d'Ivan le Terrible*, et Averkief, auquel on doit : *Vassili l'Aveugle*; les historiens Pogodine, Solovief, Bogdanovitch, Milioutine, les peintres Aïvazovski, Stérenberg, Vérécht-chaghine, etc.

2. L'un d'eux, nommé Somof, emprisonné à Odessa, les fers aux pieds et aux mains, voulant se suicider, saisit avec ses dents le verre d'une lampe à pétrole allumée, approcha de la flamme la manche de sa capote et y mit le feu. Avertis par la fumée, les gardiens arrivèrent. Ils trouvèrent le détenu à moitié brûlé. Il souffrit quatre-vingt-seize heures avant de mourir, sans faire entendre une plainte.

3. Déjà, Alexandre II avait échappé à plusieurs tentatives de meurtre. Au mois d'avril 1866, Dmitri Karakosoff avait tiré sur lui un coup de pistolet à Pétersbourg, et le czar avait été sauvé par Komissarof, lampiste dans une gare de chemin de fer. En 1867, au Bois de Boulogne, à Paris, le jeune Polonais Berezowski avait également tiré un coup de pistolet sur lui sans l'atteindre.

condamnations à mort, de nombreux exils en Sibérie, furent prononcés.

Les nihilistes n'en continuèrent pas moins leurs tentatives contre la vie du czar. L'un d'eux, Hartmann, essaya de faire sauter le train impérial qui se rendait à Moscou, le 1er décembre 1879. Trois mois après, le 17 février 1880, une explosion eut lieu à Saint-Pétersbourg, au rez-de-chaussée du Palais d'Hiver, sous la salle des gardes, et tua ou blessa un grand nombre de soldats, sans atteindre Alexandre II. Le général Loris Mélikoff fut investi d'une sorte de dictature pour rechercher les nihilistes. Il échappa lui-même à une tentative de meurtre le 2 mars suivant. Enfin, le 13 mars 1881, au moment où le czar passait le long du canal Catherine, à Pétersbourg, une première bombe explosible, lancée sur sa voiture, la brisa, sans que lui-même fût atteint ; mais une seconde bombe le frappa mortellement. Son fils fut proclamé empereur le même jour sous le nom d'*Alexandre III*. Le nouveau souverain de la Russie, âgé de trente-six ans[1], avait épousé une fille du roi de Danemarck. Condamnés à mort comme auteurs du meurtre d'Alexandre II, cinq nihilistes, quatre jeunes gens, Kilbatchich, Michaïlow, Jelabow, Ryssakow, et une jeune fille, Sophie Pérovskaïa, ont été pendus à Pétersbourg le 15 avril 1881.

Quelques jours après son avènement, le 27 mars, Alexandre III nomma régent le grand-duc Wladimir, dans le cas où il mourrait lui-même avant que son fils aîné fût parvenu à sa majorité[2]. Du reste, aucune modification ne fut apportée par le nouveau souverain à la forme du gouvernement. A la suite de la démission du comte Loris Mélikoff, le général Ignatieff devint, au mois de mai 1881, ministre de l'intérieur. La propagande nihiliste et les mesures de coercition dirigées contre elle ont continué. Des scènes de violence, de pillage et de meurtre ont eu lieu pendant la seconde moitié de l'année 1881 et au début de 1882 contre les juifs, à Odessa, Kief, Kharkof, Varsovie et dans beaucoup d'autres villes. D'ailleurs, l'agitation antisémitique n'est point renfermée dans les limites de la Russie; elle s'étend aussi à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Une entrevue eut lieu le 9 août 1881 à Dantzig entre les em-

1. Alexandre III est le second fils d'Alexandre II; son frère aîné Nicolas est mort à Nice en 1865.

2. Elle a été proclamée en 1884.

pereurs de Russie et d'Allemagne. Elle devait, disait-on, avoir pour résultat de resserrer l'alliance des deux empires.

Alexandre III. Antagonisme des Russes et des Allemands. — Cependant l'antagonisme des Allemands et des Russes n'a point diminué depuis cette époque. Les *Panslavistes*, c'est-à-dire ceux d'entre les Russes qui rêvent l'affranchissement de toutes les nations slaves sous l'égide de la Russie, reprochent à l'Autriche-Hongrie de tenir sous le joug les Tchèques de Bohême, les Slaves méridionaux de Bosnie et d'Herzégovine et de vouloir s'emparer de toute la presqu'île des Balkans. Ils reprochent à l'empire allemand de rêver l'annexion des provinces russes des bords de la Mer Baltique; ils se plaignent qu'en Russie même une foule de fonctionnaires soient Allemands.

A la suite du soulèvement de la Bosnie et de l'Herzégovine contre l'Autriche (décembre 1881-janvier 1882), des manifestations anti-allemandes se sont produites en grand nombre. Ainsi un des officiers les plus en vue de l'armée russe, le général Skobeleff, connu par la conquête de Geok-Tépé dans le Turkestan et par ses victoires contre les Turcs, disait à Paris le 16 février 1882, en réponse à une adresse que lui présentaient des étudiants slaves :

« Chez nous, nous ne sommes pas chez nous. Oui! l'étranger y est partout. Sa main est dans tout. Nous sommes dupes de sa politique, victimes de ses intrigues, esclaves de sa force.... Nous sommes tellement dominés et paralysés par ses influences innombrables et funestes, que, si nous nous en délivrons, comme je l'espère, un jour ou l'autre, nous ne pourrons le faire que le sabre à la main ! Et si vous voulez que je vous dise comment s'appelle cet étranger, cet intrus, cet intrigant, cet ennemi si dangereux pour les Russes et pour les Slaves.., je vais le nommer. C'est l'auteur du « Drang nach Osten » — vous le connaissez tous — c'est l'Allemand ! Je vous le répète, et je vous prie de ne jamais l'oublier : l'ennemi, c'est l'Allemand ! La lutte est inévitable entre le Slave et le Teuton. » Rappelé en Russie, le général Skobeleff mourut quelques mois plus tard (6 juillet 1882).

L'année suivante, le couronnement d'Alexandre III fut célébré à Moscou avec de grandes fêtes (mai-juin 1883). Ce fut l'occasion de manifestations sympathiques des habitants de cette grande ville envers l'ambassade française. Les bonnes relations entre les Russes et les Français ne font, en

effet, que s'accroître. L'emploi de notre langue est général dans l'aristocratie russe. Il semble qu'il y ait entre les deux nations, malgré les différences de formes politiques, désir mutuel de se montrer du bon vouloir, d'être agréable l'une à l'autre, comme une sorte d'alliance morale et tacite. Les deux territoires n'étant nulle part limitrophes, il n'y a point d'intérêts opposés : et l'on sent bien dans les deux pays qu'il pourrait se produire en Europe des éventualités où l'on aurait, au contraire, des intérêts communs, ou pour mieux dire identiques.

Toutefois, la crainte des nihilistes, le meurtre à Pétersbourg du lieutenant-colonel Soudeikine, des coups de feu tirés le 17 décembre 1883 sur le traîneau du czar, au moment où il rentrait au palais impérial de Gatchina, peut-être aussi la perspective de difficultés avec l'Angleterre à l'occasion de l'annexion de Merv et de Saraks, ont amené un nouveau rapprochement entre les empereurs de Russie et d'Allemagne. Un traité d'alliance aurait été signé pour cinq ans entre l'Allemagne et l'Autriche d'une part, la Russie de l'autre, au mois de mars 1884, pour le maintien du *statu quo* et de la paix de l'Europe, la Russie promettant de ne pas appuyer la France dans le cas d'une guerre de revanche.

La Turquie depuis 1856. Les massacres de Syrie (1860). — Sauvée momentanément des coups de la Russie par l'intervention franco-anglaise (1854-1856), la Turquie[1] n'a pu recouvrer depuis ce moment son ancienne puissance. Même après le hatti-chériff du sultan qui accordait à ses sujets chrétiens la liberté religieuse, il y eut sur plusieurs points, en particulier à Djeddah, port de la Mecque, sur la Mer Rouge, des actes d'intolérance et des assassinats (1858). Enfin, en 1860, une affreuse nouvelle se répandit : l'Europe apprit avec stupeur le massacre de tout un peuple.

Les villes de Syrie sont habitées par des *Turcs*, des *Maures*, des *Juifs* et des *Grecs;* dans la plaine, du côté du désert, on

1. La Turquie d'Europe a 8,631,400 habitants (4,490,000 dans les possessions directes; 1,998,983 dans la Bulgarie ; 815,946 dans la Roumélie orientale ; 1,326,440 dans la Bosnie et l'Herzégovine); la Turquie d'Asie renferme 16,172,900 habitants; l'Égypte et ses dépendances, 17,577,000; Tripoli, environ 1,010,000. Les principales villes sont : Constantinople, dont la population est évaluée par les uns à 1,500,000, par les autres à 600,000 habitants ; Andrinople, environ 60,000, et Salonique 70,000 ; Smyrne, 150,000 ; Damas, 150,000 ; Alep, Beyrouth, Brousse, Erzeroum, environ 60,000 à 70,000 chacune. L'île de Samos, habitée par 36,000 Grecs environ, forme une principauté spéciale tributaire de la Porte, depuis le 11 décembre 1832.

rencontre les *Kurdes* et les *Arabes ;* dans les montagnes du Liban habitent les *Maronites* et les *Druses*. Les Maronites, population chrétienne, de mœurs douces, cultivent les plateaux et les vallées du Liban depuis des siècles ; les Druses, au contraire, tribus de pillards féroces, à moitié musulmans, à moitié idolâtres, ne vivent guère que de chasse et de brigandage. Au mois de mai 1860, les Druses se soulevèrent, se réunirent aux Arabes et se jetèrent sur les villages maronites, massacrant sans pitié ceux qu'ils rencontraient, tuant tout, jusqu'aux bestiaux, brûlant les maisons, les récoltes, convertissant le pays en un désert. Les magistrats turcs ne firent rien pour s'opposer à ces scènes affreuses. Dans toutes les villes, surtout à Damas, les soldats se joignirent aux massacreurs ; l'émir Abd-el-Kader, qui s'était retiré dans cette ville, essaya seul d'arrêter le carnage et sauva un grand nombre de chrétiens. Il fallut que, aux termes de la convention du 3 août 1860, un corps de 6,000 soldats français vînt rétablir la paix en Syrie. L'occupation dura jusqu'au 5 juin 1861. Le Liban fut réorganisé. Les Druses et les Maronites réunis furent placés sous l'autorité d'un gouverneur chrétien vassal de la Porte.

Abdul-Aziz (1861-1876). **Insurrection de Candie** (1866-1867). — Abdul-Medjid-Khan mourut le 25 juin 1861 et fut remplacé par son frère Abdul-Aziz-Khan. La décadence de la Turquie continua rapidement sous ce règne. Une insurrection éclata d'abord dans l'île de Candie ou de Crète. Sur 300,000 habitants, cette île ne compte que 45,000 musulmans. Maltraités dans leurs personnes et leurs biens, troublés dans l'exercice de leur religion, les chrétiens, auxquels la Porte avait refusé satisfaction, s'insurgèrent le 20 juillet 1866 ; leurs délégués formèrent une Assemblée nationale, qui prononça la réunion de l'île à la Grèce. 25,000 soldats égyptiens et turcs vinrent débarquer à *la Canée*, *Réthymo* et *Candie*, pour combattre les insurgés. Mustapha-Pacha et Ismaïl, que remplaça plus tard Omer-Pacha, prirent l'offensive (25 septembre 1866) contre les Grecs retranchés dans les montagnes. Après une longue résistance (10-27 octobre), *Terisso*, *Vrissa*, *Prosnoro*, *Sphakia*, tombèrent au pouvoir des musulmans. Le 24 novembre, une poignée d'hommes intrépides se fit sauter dans le monastère d'*Arcadie* plutôt que de se rendre. Les Grecs conservaient dans l'ouest *Aï-Vasili*, *Selino*, *Kissamos*, *Maleviso*, *Miliotimo ;* ils étaient commandés par Zambrabaki ; des secours leur arrivaient du continent. Un petit vapeur, le *Panhellénion*, en dé-

pit des croisières turques, leur apporta longtemps, avant d'être détruit, des vivres, des munitions et des hommes. Mais les puissances occidentales, qui craignaient de voir se rouvrir la question d'Orient, empêchèrent la Grèce de soutenir les insurgés, et, sur les promesses de la Porte d'accomplir des réformes en Crète, laissèrent accabler les insulaires.

Les emprunts turcs. Soulèvement de l'Herzégovine et de la Bosnie (1875). **Abdul-Aziz déposé. Sa mort** (1876). — Mauvaise administration, absence d'ordre et d'économie dans les finances, insubordination des fonctionnaires publics, manque de sécurité pour le commerce et les étrangers, oppression des chrétiens (Bulgares, Grecs, Albanais, Serbes restés en dehors de la Serbie) par les musulmans, tout se réunissait pour rendre la situation de l'empire ottoman plus mauvaise d'année en année. Le gouvernement turc cessa de payer à ses créanciers les intérêts des emprunts contractés en Europe. L'Anatolie fut ensuite ravagée par la famine. Enfin, en 1875, les chrétiens de l'Herzégovine et de la Bosnie, exaspérés par une longue suite d'exactions et de mauvais traitements, s'insurgèrent contre le sultan. L'Autriche-Hongrie, la Russie, l'Allemagne, avec l'assentiment des autres grandes puissances, proposèrent sans succès leur médiation aux belligérants. Les consuls de France et d'Allemagne furent assassinés à Salonique par des musulmans fanatiques. En même temps avaient lieu d'horribles massacres commis contre les chrétiens en Bulgarie. Le sultan Abdul-Aziz, à l'incapacité et aux désordres duquel les musulmans attribuaient les malheurs de l'empire, fut détrôné. Il mourut quelques jours après, probablement assassiné. On raconta qu'il s'était suicidé en s'ouvrant les veines avec des ciseaux.

Mourad V (1876). **Guerre contre les Serbes et les Montenegrins. Folie et déposition de Mourad.** — Son neveu Mourad V le remplaça (30 mai 1876). Bientôt après les Montenegrins et les Serbes, ceux-ci commandés par le général russe Tchernaïef, attaquèrent la Turquie[1] (juillet 1876). Mais, si les premiers eurent l'avantage, les seconds furent vaincus à *Novibazar*, *Ak-Palanka*, *Zaïtschar*, *Yavor*, *Djunis*, *Deligrad*, *Alexinatz*, et durent demander la paix. Après trois mois de règne,

1. L'armée turque se recrute, à l'exclusion des chrétiens, parmi les musulmans, pour lesquels le service militaire est obligatoire dans l'armée active (*Nizam*), puis dans la réserve (*Idatzal, Redif* et *Hiyade*).

le sultan Mourad V, devenu fou, fut détrôné et remplacé par son frère Abdul-Hamid II (31 août 1876).

Abdul-Hamid II (1876). **Constitution turque. Conférence de Constantinople.** — Sous l'influence du grand vizir Midhat-Pacha, une constitution fut proclamée (23 décembre 1876). Le sultan devait avoir le pouvoir exécutif et l'exercer par l'intermédiaire de ministres responsables ; il partageait le pouvoir législatif avec un Sénat, nommé par lui, et une Chambre des députés, dont les membres seraient élus pour quatre ans sans distinction de religion ; la magistrature devenait inamovible. L'impôt devait être voté tous les ans ; la liberté des cultes et la liberté individuelle étaient garanties.

Cependant les violences continuant contre les chrétiens bulgares, une conférence tenue à Constantinople entre les représentants des grandes puissances voulut donner à la Bulgarie une organisation nouvelle sous la surveillance de l'Europe (4-18 janvier 1877). La Turquie repoussa ces propositions comme attentatoires à sa souveraineté. Bientôt après Midhat-Pacha fut destitué, puis exilé.

Guerre entre la Russie et la Turquie. Les batailles de Kars, de Plewna et de Chipka (1877).—Le 23 avril, la Russie déclara la guerre au sultan ; elle avait pour alliés les Roumains, le Montenegro, plus tard la Serbie. Les Russes franchirent le Danube à *Sistova* (22 juin 1877), prirent *Nicopolis* (16 juillet), *Tirnova*, et forcèrent la passe de *Chipka* dans les Balkans. En Asie, ils occupèrent *Bayazid* et assiégèrent Kars. Mais ils se crurent trop tôt vainqueurs : le 2 juillet Moukhtar-Pacha les battit complètement devant *Kars*, et les contraignit à lever le siège de cette ville. En Bulgarie, Osman-Pacha vainquit le grand-duc Nicolas et ses lieutenants dans trois batailles à *Plewna*, le 19, le 30 juillet et le 14 septembre, tandis que Suleïman-Pacha reprenait l'offensive dans la passe de Chipka. Tout changea quand le czar eut appelé à la tête de son armée le général Totleben, le défenseur de Sébastopol[1]. Plewna fut investi. Moukhtar-Pacha fut vaincu devant *Kars*, le 15 octobre, et cette ville fut prise d'assaut (18 novembre). Le 10 décembre *Plewna* succomba ; Osman-Pacha et ses 40,000 soldats mourants de faim furent faits prisonniers. L'armée turque de *Chipka*, atteinte également et cernée dans

1. Le général Totleben est mort au mois de juillet 1884.

sa retraite, dut mettre bas les armes (9 janvier 1878). Les vainqueurs occupèrent Andrinople et arrivèrent devant Constantinople. La Chambre des députés fut dissoute, et le sultan demanda la paix.

Traité de San-Stefano (1878). — Elle fut signée à *San-Stefano*, sous les murs de la capitale (3 mars 1878). Une principauté de Bulgarie, s'étendant du Danube à l'Archipel et de la Mer Noire jusqu'à la chaîne du Pinde, devait être fondée sous le protectorat russe, et n'être plus unie à la Porte que par un simple lien de vassalité. Englobant Tirnova, Philippopoli, Varna, Silistrie, Roustchouk, Nicopoli, Viddin, Sophia, le nouvel État isolait Constantinople et Andrinople du reste de la Turquie d'Europe. La Roumanie et la Serbie devenaient indépendantes. La Serbie et le Montenegro recevaient un agrandissement de territoire. Le sultan cédait au czar la Dobrudja, que la Russie se réservait de donner aux Roumains en échange de la portion de la Bessarabie qu'ils possédaient, et qu'elle entendait leur reprendre. Enfin, les Russes acquéraient en Asie l'Arménie turque, avec Kars, Bayazid et le port de Batoum.

Congrès et traité de Berlin. — Ces conditions équivalaient à supprimer la Turquie comme grande puissance, au profit des Russes. Elles furent modifiées par l'intervention de l'Angleterre. Le congrès de Berlin, réuni le 13 juin 1878, sous la présidence de M. de Bismarck, diminua sur certains points les avantages accordés à la Russie. Il restreignit la principauté de Bulgarie au territoire compris entre les Monts Balkans, le Danube, la Mer Noire et la Serbie, en laissant toutefois aux Bulgares la ville et le district de Sophia. Les Turcs ont le droit de fortifier les défilés des Balkans et d'y placer des garnisons. La principauté de Bulgarie est autonome et tributaire sous la suzeraineté du sultan. Le prince de Bulgarie a été librement élu par la population et confirmé par la Sublime Porte, avec l'assentiment des puissances. La navigation du Danube est libre, et toutes les forteresses de Bulgarie le long de ce fleuve doivent être rasées. Le pays situé au sud des Balkans, et que le traité de San-Stefano avait accordé à la Bulgarie, forme, sous le nom de *Roumélie orientale*, une province de l'empire ottoman gouvernée par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime Porte, et dans laquelle la Turquie ne peut point placer de troupes. En Asie, les Turcs conservèrent Bayazid, et la Russie n'obtint Batoum qu'à condition d'en faire

un port franc. Mais sur les autres points les exigences du traité de San-Stefano furent conservées ou même augmentées, puisque la Porte dut consentir à l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par les Autrichiens et à une rectification de frontières en faveur de la Grèce. Ces aggravations ne furent point compensées par la signature d'un traité d'alliance défensive avec l'Angleterre, qui se fit accorder la possession de l'île de Chypre pour se rapprocher des possessions asiatiques restées à la Turquie, et qu'elle s'est engagée à sauvegarder. La Turquie essaya de se soustraire le plus longtemps possible à l'exécution des conditions du traité de Berlin, au moins en ce qui concerne le Montenegro et la Grèce. Il fallut, comme on l'a vu plus haut (chap. XXXVII), qu'une nouvelle conférence se réunît à Berlin (1880). C'est seulement après une démonstration navale entreprise en commun dans l'Adriatique, par l'Angleterre, la France, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, que la Porte, qui se retranchait derrière la résistance des Albanais, remit aux Montenegrins le port de Dulcigno. Elle évita pendant longtemps de rien accorder aux Grecs, dans l'espérance que les puissances européennes ne pourraient jamais s'entendre pour lui imposer, par les armes, les concessions qu'elles réclamaient en faveur des Hellènes. *Gagner du temps*, tel paraissait être l'objectif de la diplomatie ottomane, et l'on doit convenir que, pendant longtemps, elle y réussit. Enfin, elle a dû céder.

La rude leçon reçue par les Turcs paraît avoir été complètement perdue pour eux. Leur gouvernement, aujourd'hui comme hier, est un modèle de désordre, d'instabilité, de gaspillage. Leur empire continue à se décomposer rapidement.

En Europe, les Albanais ont formé entre eux une ligue, qui ne reconnaît plus qu'imparfaitement l'autorité du sultan, malgré une victoire remportée sur eux par Derwisch-Pacha le 4 mai 1881. En Asie, la misère et la famine déciment la population. Un tremblement de terre épouvantable a dévasté l'île de Chios ou Scio et fait périr des milliers d'habitants au mois de mars 1881. Le 29 juin de la même année, Midhat-Pacha, ancien grand-vizir, et huit autres fonctionnaires ont été condamnés à mort comme auteurs ou complices de l'assassinat du sultan Abdul-Aziz. Leur peine a été commuée en déportation en Arabie[1].

1. Midhat-Pacha est mort en mai 1884.

En 1881 et 1882, la Porte a vainement protesté en sa qualité de puissance suzeraine, contre l'intervention de la France à Tunis, et de l'Angleterre en Égypte. Elle a fait depuis et continue à faire de grands efforts pour obtenir la protection de l'Allemagne. C'est à des fonctionnaires allemands qu'elle a confié la direction de ses finances ; ce sont des officiers allemands qu'elle a chargés de réorganiser son armée.

L'Assemblée nationale de la principauté de Bulgarie a élu pour souverain le prince Alexandre de Battenberg, parent des familles régnantes de Hesse, de Russie, d'Angleterre. Sa mère était sœur du général Bossak Haucke, l'un des chefs de l'insurrection polonaise de 1863, tué en combattant pour la France à l'armée des Vosges en 1870. Par un vote du 1er juillet 1881, le prince s'est fait conférer des pouvoirs législatifs extraordinaires pour sept ans. La Bulgarie est disputée entre l'influence russe et l'influence austro-allemande.

La Moldavie et la Valachie jointes sous le nom de Principautés Unies du Danube, puis de Principautés, enfin de Royaume de Roumanie[1] (1858-1881). — Un nouvel État s'est constitué depuis vingt ans sur le Danube, la *Roumanie*. Après le traité de Paris de 1856, les Moldaves et les Valaques désiraient s'unir, et la France était favorable à ce vœu ; elle essaya de le faire triompher dans une conférence qui se tint à Paris en août 1858. Mais l'Autriche, qui n'avait jamais cessé d'ambitionner la possession des bouches du Danube, et l'Angleterre, qui craignait d'affaiblir l'empire ottoman, apportèrent le plus d'obstacles qu'elles purent à l'union des deux États. La question fut résolue le 19 août. Il fut convenu que la Valachie et la Moldavie porteraient le nom de *Principautés Unies*, qu'elles formeraient deux États distincts, mais ayant les mêmes lois et les mêmes institutions ; un hospodar, élu à vie par le suffrage universel et confirmé dans ses fonctions par la Sublime Porte, devait gouverner chacun des deux pays. Cette convention n'accordait qu'une demi-satisfaction aux Roumains, puisqu'elle les laissait encore divisés en deux États ; ils l'éludèrent, en nommant, en Moldavie aussi bien qu'en Valachie, le prince Couza pour hospodar. L'union se trouvait établie en fait. Le nouvel État s'appela *Roumanie*, ses habitants se considérant comme un peuple de race romaine, issu des

1. La Roumanie compte 5,376,000 habitants ; Bucharest en renferme 221,000 ; Jassy, 90,000 ; Galatz, 80,000.

colons latins établis au second siècle par Trajan dans la Dacie.

Six ans plus tard, le prince Couza détruisit la constitution et déclara la Chambre des députés dissoute. Tout lui réussit d'abord. Le plébiscite de mai 1864 ratifia le coup d'État. Mais deux ans après, un soulèvement éclata dans Bucharest. Arrêté au lit dans la nuit du 22 au 23 février 1866, Couza ne fut remis en liberté qu'après avoir abdiqué. Le gouvernement provisoire de Bucharest offrit la couronne au comte de Flandre, et, sur son refus, au prince Charles-Louis de Hohenzollern, sous-lieutenant de dragons prussiens (avril 1866). Celui-ci accepta, et, le 12 juillet 1866, le prince Charles Ier, arrivé à Bucharest, prêtait serment à la constitution de la Roumanie.

Les Roumains n'ont jamais cessé, depuis la réunion de la Moldavie et de la Valachie en un seul État, de témoigner une vive sympathie pour la France. Plusieurs d'entre eux ont combattu dans nos armées, et le nombre des étudiants venus des bords du Danube à Paris pour suivre les cours de nos facultés va toujours croissant. Les Roumains ont pris part, comme alliés de la Russie, à la guerre de 1877-1878 contre les Turcs, et ils se sont conduits avec honneur sur les champs de bataille. Ils ont en même temps proclamé leur indépendance. Mais les Russes, leurs alliés, ont voulu recouvrer la portion de la Bessarabie que le czar Alexandre II avait dû abandonner en 1856; en échange, ils offraient la Dobrudja, située sur la rive droite du Danube, et que la Turquie leur a cédée par le traité de San-Stefano. La Roumanie protesta vainement contre cette prétention de son puissant voisin. Le congrès de Berlin n'accueillit point ses réclamations ; toutefois il augmenta la portion de la Dobrudja qu'on lui accordait. Cette portion comprend les bouches du Danube et le pays situé au sud de ce fleuve, entre le fleuve lui-même, la Mer Noire jusqu'au sud de Mangalia, et une ligne qui part de ce point pour aboutir au Danube à l'est de Silistrie. Le congrès promettait de reconnaître l'indépendance des Roumains, à condition que les droits civiques seraient accordés aux juifs dans la principauté. Ils les ont obtenus en 1879. La Roumanie a été érigée en royaume le 26 mars 1881. Le premier ministre en Roumanie est M. J. C. Bratiano. Les Roumains sont en différend avec l'Autriche-Hongrie au sujet de la navigation du Danube, sur laquelle cette dernière nation prétend exercer un contrôle, tandis que la Roumanie voudrait qu'elle fût libre.

La Serbie. Ses acquisitions. Elle est érigée en royaume. — La *Serbie* formait, avant la dernière guerre, une principauté vassale de la Porte, à laquelle elle payait un tribut annuel de 404,027 francs, et qui entretenait garnison dans la forteresse de *Zwornik*, sur la Drina. Le premier prince de Serbie[1] a été Miloch Ier Obrenowitch, né en 1780. Il devint chef du pays en 1815. Cette dignité lui fut confirmée par le peuple à deux reprises (1817, 1827). En 1829, après la paix d'Andrinople, le sultan Mahmoud II le reconnut comme prince héréditaire. En 1835, Miloch donna une constitution à la Serbie. Renversé en 1839, il vécut en exil jusqu'en 1858. Pendant ce temps, deux de ses fils, et après eux Karageorgewitz, furent successivement à la tête des Serbes. Ce dernier ayant été renversé, Miloch fut rappelé en 1858.

A sa mort (1860), il eut pour successeur son fils Michel, qui avait déjà régné de 1839 à 1842. Michel obtint des Turcs, en 1867, l'évacuation de Belgrade. Il fut assassiné le 10 juin 1868. Son neveu, Milan IV Obrenowitch, dont l'éducation s'est faite en France, fut proclamé le 2 juillet 1868 ; il devint majeur le 22 août 1872.

En 1876, à la suite du soulèvement de la Bosnie et de l'Herzégovine, les Serbes déclarèrent la guerre à la Turquie ; ils furent battus et obligés de signer la paix au début de 1877. Mais quand la Turquie, attaquée par les Russes, eut succombé, ils se joignirent aux vainqueurs pour avoir leur part des dépouilles. Le traité de San-Stefano leur a donné, et le congrès de Berlin leur a reconnu l'indépendance avec la possession de la Vieille Serbie, c'est-à-dire de Nisch et des environs.

Le gouvernement de la Serbie est constitutionnel. Le prince possède le pouvoir exécutif et partage le pouvoir législatif avec la *Skouptchina*. Cette assemblée siège à Nisch ; elle compte 134 députés, dont 33 nommés par le prince et 101 élus par la

1. Le premier chef qui ait combattu pour l'indépendance de la Serbie fut Georges Petrowitsch, surnommé Kara-Georges ou Georges le Noir. Né vers 1765 aux environs de Kragojewatz, à la suite de l'insurrection de 1787, il tua son père d'un coup de pistolet, au bord de la Save, pour le soustraire aux outrages des Turcs, si l'on en croit une tradition recueillie par Lamartine dans son *Voyage en Orient*. Kara-Georges souleva les Serbes en 1804, fut victorieux des Turcs le 10 août 1806 à la bataille de *Schabatz*, et s'empara de Belgrade. De nouveau vainqueur en 1810 à *Wawarin*, il dut, en 1813, après la défaite de *Negotin*, se réfugier en Autriche, où il mourut interné.

Le Dimanche des Rameaux de l'année 1815, Michel Obrenowitch souleva les Serbes dans l'église de *Takowo*.

population. Au mois d'octobre 1880, M. Marinovitsch remplaça M. Ristitsch comme premier ministre.

La Serbie est arrosée à l'ouest par la *Drina*, qui la sépare de la Bosnie; au nord par la *Save*, qui la sépare de l'Esclavonie autrichienne, et qui, après avoir reçu la Drina, va se jeter elle-même dans le Danube. Au nord-est, le *Danube* sépare la Serbie de la Hongrie et de la Roumanie. A l'intérieur, la principauté est arrosée par la *Morawa*, affluent du Danube. Elle confine à l'est à la Bulgarie, au sud-ouest à l'Herzégovine. Elle a pour principales villes : *Belgrade*, au confluent du Danube et de la Save; *Schabatz*, sur la Save ; *Semendria*, sur le Danube; *Passarowitz* et *Kragojewatz; Nissa* ou *Nisch* au sud, sur la Nischava, affluent de la Morawa, et capitale actuelle. De vastes forêts couvrent le pays. Sa superficie totale est de 48,586 kilomètres carrés. Il renferme 1,810,606 habitants, presque tous chrétiens du rite grec.

Au mois de mars 1882, à la suite d'un vote de la Skouptchina, la Serbie a été érigée en royaume. Le prince a pris le titre de roi et le nom de Milan Ier.

Il s'est rapproché, dans l'intérêt de sa dynastie, de la politique austro-allemande. Au mois de septembre 1883, les élections pour la Skouptchina ayant donné une majorité avancée et anti-gouvernementale, le roi choisit un cabinet dans la minorité conservatrice sous la présidence de M. Kristich, et prononça la clôture de la session. Le résultat fut un soulèvement dans le district de Zaïtschar, la proclamation de l'état de siège et une lutte terminée au mois de novembre, par la victoire du gouvernement et une rigoureuse répression.

Un conflit, dont les suites ne paraissent pas devoir être très graves, a éclaté entre la Serbie et la Bulgarie en juin 1884. Il a pour cause le refus par le gouvernement bulgare d'interner les réfugiés politiques serbes, d'expulser l'ex-métropolitain Michel, et de permettre l'occupation par un poste serbe du village bulgare de Bregovo.

Le Montenegro. Son extension. — La principauté de *Czernagora*, plus connue sous le nom italien de *Montenegro* (*Montagne noire*), est enclavée entre l'Herzégovine au nord et l'Albanie au sud. A l'ouest, elle borde la portion de la Dalmatie autrichienne où se trouvent Raguse et les Bouches de Cattaro. A son extrémité méridionale, elle est baignée par le *Lac de Scutari*. Ce petit peuple énergique, dont la capitale est *Cettigne*, a pour prince Nicolas Ier, qui a succédé le 14

août 1860 à Danilo I[er]. En 1876, à la suite du soulèvement de l'Herzégovine, les Montenegrins attaquèrent la Turquie. Pendant deux ans, ils ne cessèrent de lutter contre elle avec une énergie sauvage. Le congrès de Berlin a réduit d'un tiers les acquisitions territoriales accordées par le traité de San-Stefano aux Montenegrins. Ils ont obtenu Podgoritza à l'est, Niksich au nord et le port d'Antivari au sud, sur la Mer Adriatique, avec le droit de naviguer sur la rivière Boyana, dont l'embouchure reste à la Turquie. Mais le Montenegro ne peut avoir ni bâtiments ni pavillons de guerre. La police sur ses côtes doit être exercée par la marine autrichienne.

La prise de possession par le Montenegro des territoires qui lui étaient cédés ne s'est pas faite sans de grandes difficultés. La Turquie s'y est longtemps opposée, alléguant la résistance des Albanais, qui refusaient, disait-elle, d'abandonner une partie de leur sol. Enfin, en 1880, après la conférence de Berlin et la démonstration navale qui en a été la suite, les Montenegrins ont obtenu le port de Dulcigno. La superficie du Montenegro s'est ainsi trouvée portée de 4,427 à 9,030 kilomètres carrés; la population, qui comptait 170,000 habitants, la plupart chrétiens du rite grec, parmi lesquels 20,000 hommes capables de porter les armes, s'élève aujourd'hui à environ 236,000 âmes.

Révolution hellénique de 1862. Georges I[er] de Danemark roi des Grecs[1] (1863). — Le traité de 1829 avait proclamé l'indépendance de la Grèce; mais les puissances occidentales, dominées par la crainte de trop affaiblir la Turquie et de la livrer sans défense aux coups des Russes, n'avaient fait donner au nouvel État qu'une étendue territoriale peu considérable. Candie, Samos, Scio, la Thessalie, l'Epire, étaient restées sous la domination musulmane. Aussi les Grecs ne considéraient-ils la formation de leur petit royaume que comme un premier pas vers l'affranchissement complet de la race hellénique, et attendaient-ils avec impatience l'occasion d'agir. En 1853, ils accueillirent avec joie la nouvelle de la marche des armées russes vers le Danube : dès lors ils auraient attaqué les Turcs, si un corps de troupes anglo-françaises n'avait occupé le Pirée pendant toute la guerre d'Orient. Les Grecs virent avec dépit la prise de Sébastopol et le traité de Paris. Ils s'en prirent à leur souverain, le roi Othon de Bavière,

1. La Grèce renferme, avec le territoire annexé en 1881, 1,979,423 habitants; Athènes en a 63,374, et, avec le Pirée, 84,429.

auquel ils reprochèrent sa timidité, et le renversèrent en 1862.

Quel devait être son successeur? Appartiendrait-il à l'influence occidentale, c'est-à-dire anglaise, ou à l'influence russe? La diplomatie anglaise montra beaucoup d'habileté : elle flatta les Grecs par la promesse de leur céder les Iles Ioniennes. Aussi un plébiscite élut-il le second fils de la reine d'Angleterre, le prince Alfred, roi des Hellènes, à une immense majorité. C'était dépasser le but. L'acceptation du trône par un prince britannique pouvait amener une intervention russe. Alfred refusa donc la couronne. Le gouvernement anglais désigna au choix des électeurs, et ceux-ci nommèrent un fils mineur du roi de Danemark, qui prit le nom de Georges 1er : la maison régnante d'Angleterre était unie à celle de Danemark par le mariage du prince de Galles avec une sœur du jeune souverain. Les Iles Ioniennes furent remises à la Grèce (14 novembre 1863).

Les revendications grecques. — Cédant aux conseils de l'Angleterre, le gouvernement hellénique, malgré l'ardeur des populations, est resté neutre dans la dernière guerre, tandis que les Roumains, les Montenegrins et les Serbes faisaient cause commune avec la Russie. Au dernier moment toutefois, voyant la Turquie vaincue, et tout le monde sur le point de s'agrandir, eux seuls exceptés, les Grecs se mirent en mesure de soutenir leurs compatriotes de Candie et de Thessalie soulevés contre le joug musulman. Ils s'arrêtèrent néanmoins. sur la promesse des grandes puissances que les intérêts de la Grèce ne seraient pas oubliés au congrès de Berlin. Grâce à l'appui des plénipotentiaires français et italiens, la Grèce obtint dans ce congrès la promesse d'une rectification de frontière qui lui donnerait la Thessalie méridionale, y compris Larisse. Le congrès engagea la Grèce et la Turquie à s'entendre directement entre elles, et promit les bons offices des puissances, si cette entente ne se réalisait pas.

Les Turcs se refusèrent à toute concession, croyant pouvoir compter sur l'appui du cabinet tory en Angleterre. Mais à la suite de l'avènement aux affaires à Londres du ministère whig présidé par M. Gladstone, et sur la proposition de la France, une conférence se réunit à Berlin. Le 25 juin 1880, elle détermina une nouvelle ligne de frontière plus favorable encore à la Grèce que celle adoptée par le congrès de Berlin. La Turquie ne voulant point se résigner, l'Europe, de guerre lasse, char-

gea les ambassadeurs à Constantinople de chercher une solution. L'Allemagne parut alors prendre dans les négociations la première place. Sans doute par son conseil, la Porte proposa de céder aux Grecs, au lieu de la Thessalie et de l'Épire, l'île de Crète, avec une rectification de frontière peu considérable en Thessalie. Cette proposition, désagréable à l'Angleterre et à l'Italie (la Crète est entre Malte et Chypre, et à l'est de la Sicile), fut écartée. Les ambassadeurs proposèrent alors de donner aux Grecs la Thessalie, avec *Volo*, *Larisse*, *Trikala*, *Tchaltadge* ou *Pharsale*, et la partie de l'Épire située à l'est du fleuve Arta. La Turquie fit attendre sa réponse le plus longtemps possible ; de leur côté, les Grecs, qui avaient espéré davantage, hésitèrent d'abord. Enfin, leur premier ministre, Coumoundouros, accepta les propositions des puissances. Les travaux pour le percement de l'isthme de Corinthe, qui doit être remplacé par un canal, ont été commencés au mois de mai 1881. On a entrepris également un chemin de fer qui doit réunir le Pirée à Patras.

Écrivains grecs contemporains. — La Grèce moderne peut citer les noms de plusieurs poètes remarquables. *Rigas*, né à Phères en Thessalie, vers le milieu du dix-huitième siècle, fut par ses chants animés d'un ardent patriotisme un des précurseur de l'indépendance hellénique. Accusé de fomenter une insurrection parmi ses compatriotes, il fut arrêté par les Autrichiens à Trieste, livré aux Turcs, et mis à mort à Belgrade en 1798. On lui a élevé dans Athènes une statue, sur le socle de laquelle sont gravés ces deux vers de l'un de ses poèmes : « Mieux vaut une heure seule de vie libre — que quarante ans d'esclavage et de captivité ! » *Jean Vilaras*, médecin d'Ali-Pacha, né vers 1773, et mort en 1823, à Janina, a composé des fables, des satires, des chansons. On cite souvent deux pièces intitulées *la Nuit* et *le Printemps*. *Spiridion Tricoupis*, de Missolonghi, publia en 1821, à Paris où il était étudiant, un poème intitulé *Dimos*. De retour en Grèce, il prononça à Missolonghi l'*Oraison funèbre de lord Byron*. Devenu ambassadeur à Londres, il y composa l'*Histoire de la Révolution grecque*. Il est mort à Athènes en 1873. *Aristote Valaoritis*, né en 1824 dans l'île de Sainte-Maure (l'ancienne Leucade), et mort en 1879, a passé une grande partie de sa vie dans la petite île de Madouri dont il était propriétaire. Ses chants ont été surtout inspirés par Victor Hugo. Il a composé : un recueil de poésies intitulées Μνημόσυνα ; *Vlachavas ; Dimos et son fusil ; Phrosyne*,

poème retraçant l'histoire de la belle Grecque de ce nom noyée dans le lac de Janina pour avoir résisté aux désirs d'Ali-Pacha; *Athanase Diakos*, poème sur la mort de Diakos tombé en défendant les Thermopyles contre les Turcs, etc. Il faut enfin citer M. *Demetrius Bikelas*, qui a traduit Shakspeare en grec.

L'empire allemand depuis 1871. Politique de M. de Bismarck. — Victorieuse en 1864 du Danemark, en 1866 de l'Autriche, en 1870 de la France, la Prusse a reconstitué à son profit l'empire d'Allemagne[1] (18 janvier 1871). Comme on l'a déjà vu, le roi Guillaume est devenu empereur à titre héréditaire. Désormais les rois de Bavière[2], de Wurtemberg[3], de Saxe[4], le grand-duc de Bade et les autres princes allemands ne sont plus que ses vassaux, ou, pour mieux dire, que des fonctionnaires prussiens. Le Reichstag ou Chambre des députés siège à Berlin. Le prince de Bismarck est grand chancelier de l'empire. Il dirige en maître absolu les affaires de ce redoutable État, dont le feld-maréchal de Moltke organise les armées. L'Allemagne forme ainsi au centre de l'Europe une puissance militaire formidable, qui rappelle celle de Napoléon Ier au début du dix-neuvième siècle. Et pourtant, pauvre avant sa victoire, l'Allemagne n'a pas cessé d'être pauvre, malgré les milliards que son gouvernement a reçus.

Depuis 1871, la politique de M. de Bismarck est inspirée surtout par la crainte de voir la France revendiquer un jour l'Alsace et la Lorraine. Sans cesse l'Allemagne augmente son armée, fabrique des canons Krupp, ajoute des ouvrages à ses places fortes, établit de nouveaux chemins de fer stratégiques. Elle a dépensé des sommes immenses pour créer à *Wilhemshafen* sur le golfe de Jahde, dans la Mer du Nord, un grand port mi-

1. Population de l'empire d'Allemagne au 1er décembre 1880 : 45,234,061 habitants. Berlin a 1,122,330 habitants ; Hambourg avec la banlieue, 410,127 ; Breslau, 272,912 ; Munich, 230,023 ; Dresde, 220,818 ; Cologne, 144,772 ; Francfort-sur-le-Mein, 164,697 ; Hanovre, 142,664; Leipsick, 149,081 ; Kœnisberg, 140,909 ; Magdebourg, 137,135 ; Brême, 112,453 ; Stuttgart, 117,303 ; Dantzick, 108,551.

2. La Bavière a pour souverain Louis II, qui succéda le 10 mars 1864 à son père Maximilien II, et qui porte les titres de roi de Bavière, comte palatin du Rhin, duc de Franconie et de Souabe.

3. Le Wurtemberg est gouverné par le roi Charles Ier, qui succéda à son père Guillaume Ier le 25 juin 1864.

4. La Saxe est gouvernée depuis 1873 par le roi Albert, fils du roi Jean, dont le règne dura de 1854 à 1873. Georges V, dernier roi de Hanovre, avait succédé le 18 novembre 1851 à son père Ernest-Auguste. Il est mort à Paris en juin 1878.

litaire; elle construit constamment des navires de guerre. Tout cela est très coûteux. M. de Bismarck, qui veut être partout, savoir tout et tout diriger, a établi entre la Moselle et le Niémen une centralisation excessive. Il a fallu plusieurs fois depuis 1870 augmenter les impôts. Quand le Parlement se plaint, le chancelier montre la France qui s'arme en silence, ou bien il menace de donner sa démission, ou bien, enfin, lorsque les députés paraissent disposés à repousser un projet de loi, il les prévient que ce projet sera indéfiniment représenté à eux et à leurs successeurs jusqu'à son adoption. Après avoir sévi contre le clergé catholique, c'est actuellement le socialisme qu'il poursuit, tout en faisant à sa manière du socialisme autoritaire[1]. Les élections de 1881 pour le Parlement allemand, malgré une pression très forte, n'ont point été favorables à la politique économique du prince chancelier; et la situation intérieure paraissait très tendue au début de l'année 1882.

L'alliance des trois empereurs. — Au dehors, pour maintenir l'état de choses fondé par les succès de la Prusse, M. de Bismarck avait formé l'alliance des trois empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche. Entre Guillaume et Alexandre II, l'intimité paraissait facile à maintenir, puisqu'elle reposait sur une affection mutuelle et des liens de parenté; mais il fallait regagner François-Joseph, auquel les événements de 1866 n'avaient pu sans doute inspirer une bien vive amitié pour le vainqueur de Sadowa. M. de Bismarck y parvint en faisant espérer au gouvernement austro-hongrois un agrandissement de territoire dans la péninsule des Balkans, lorsque la question d'Orient se réglerait.

Ce fut, en effet, pour l'Autriche, et non pour la Russie, que l'Allemagne prit réellement parti pendant la dernière guerre d'Orient (1877). Au congrès de Berlin (1878), qui revisa, comme on l'a vu, le traité de San-Stefano, et fut présidé par M. de Bismarck, c'est à l'Autriche que fut faite la plus belle part, avec l'appui des Allemands. Dès lors on considéra en Europe l'alliance des trois empereurs comme n'existant plus. Mais le chancelier allemand, d'accord avec le premier ministre de la reine Victoria, lord Beaconsfield, voulut substituer à la triple alliance allemande-austro-russe une triple alliance allemande-austro-anglaise, qui tînt en échec à la fois la Russie en

1. M. Liebknecht, député saxon, et M. Bebel, député de Hambourg, sont actuellement les plus connus parmi les membres socialistes du Parlement allemand.

Orient et la France en Occident. Les élections anglaises de 1880 déjouèrent les calculs de M. de Bismarck à cet égard. Il travailla dès lors à renouer l'alliance des trois empereurs, en lui donnant pour objectif patent la lutte contre le socialisme.

L'empereur Guillaume avait échappé, le 11 mai 1878, à une tentative d'assassinat dirigée contre lui par un ouvrier ferblantier, nommé Hœdel, qui lui tira trois coups de revolver sur la promenade des tilleuls à Berlin. Le 5 juin suivant, l'empereur fut blessé grièvement d'un coup de feu au même endroit par le docteur Nobiling. En même temps de nombreuses tentatives avaient lieu, en Russie, contre la vie du czar Alexandre II, jusqu'au jour où il fut mortellement frappé par les nihilistes. L'alliance de l'Allemagne et de la Russie parut resserrée par la crainte commune du socialisme et de la révolution. Toutefois des incidents récents ont démontré que l'antagonisme des races slave et allemande est plus violent que jamais.

L'alliance allemande-austro-italienne. Le roi d'Espagne en Allemagne. Les fêtes du Niederwald (1883). — Aussi le chancelier de l'empire a-t-il pris ses précautions ailleurs. Il s'est assuré l'appui de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Si cette *triple alliance*, dont il a été question à bien des reprises depuis 1882, ne repose point sur un traité écrit de garantie mutuelle (ce qu'on ignore), et n'a d'autre but avoué que le maintien de la paix européenne, il n'est cependant pas difficile de deviner contre qui elle serait éventuellement dirigée.

Tenir la France isolée en Europe n'a pas cessé d'être l'objectif du « chancelier de fer ». Sa tactique consiste à dire que les Français troublent sans cesse la paix de l'Europe par leurs désirs et leurs idées de revanche, à présenter nos institutions républicaines comme une menace pour tous les trônes, comme un encouragement pour les nihilistes russes et les socialistes allemands. Il profita ainsi de la tentative républicaine qui venait d'échouer au sud des Pyrénées pour attirer le roi d'Espagne à une entrevue avec Guillaume afin d'assister, disait-on, aux grandes manœuvres de l'armée allemande, auxquelles venait aussi prendre part le roi Milan de Serbie; et le jeune Alphonse XII, choyé au bord du Rhin, nommé colonel honoraire du 15e régiment de uhlans prussiens en garnison à Strasbourg, devait vraisemblablement, étant donné le caractère français, recevoir à Paris un accueil d'autant moins sympathique, qui le rejetterait de plus en plus dans l'alliance allemande. Quelques mois plus tard, le prince impé-

rial d'Allemagne allait, à son tour, au nom de son père, trop âgé[1] pour entreprendre un si long voyage, visiter le souverain espagnol à Madrid. Au retour, il visita également le roi d'Italie Humbert, et, ce qui fut fort remarqué, le pape Léon XIII, à Rome.

Le 28 septembre 1883, jour anniversaire de l'entrée des Allemands à Strasbourg, la statue colossale de la *Germania* a été inaugurée au bord du Rhin, près de Rudesheim, sur le Niederwald[2], au bruit du canon, au son des cloches, en présence de Guillaume. Ce monument a pour but de perpétuer le souvenir des victoires allemandes. « Quand la Providence, dit dans son discours d'inauguration le vieil empereur, veut manifester sa volonté par de grands événements, elle choisit la nation et l'époque qui lui plaisent, pour exécuter ses décrets. Dans les années 1870 et 1871, nous avons senti une pareille intervention de la volonté divine.... Le peuple allemand en armes, conduit par ses princes, a été l'instrument de la Providence.... C'est avec les paroles que j'ai prononcées lors de la pose de la première pierre de ce monument, paroles que mon père a laissées, après 1813 et 1815, en lettres de fer à la postérité, c'est avec ces paroles que j'inaugure ce monument : « *En souvenir des morts, en l'honneur des vivants, et comme exemple à nos descendants. Ainsi soit-il !* »

1. Né le 22 mars 1797, l'empereur Guillaume est donc âgé de 87 ans. De son mariage avec Augusta de Saxe-Weimar, est né, le 18 octobre 1831, Frédéric-Guillaume, prince impérial. Celui-ci a épousé une fille de la reine d'Angleterre. Il est père de Frédéric-Guillaume-Albert, prince de Prusse, né en 1855, et père lui-même de Frédéric-Guillaume-Victor-Auguste-Ernest, né en 1882. Ainsi, il existe à la fois, selon l'expression allemande : « *Quatre générations d'empereurs allemands et de rois de Prusse.* »

2. Le côteau du Niederwald, situé à 250 mètres au-dessus de la vallée du « *Père Rhin* (*Vater Rhein*) », sur la rive droite, entre Mayence et Coblentz, regarde en face, sur la rive gauche, Bingen et le confluent de la Nahe avec le grand fleuve. Il se dresse dans l'ancien Nassau, à la lisière de la Hesse-Darmstadt et de la Prusse rhénane, au milieu des célèbres vignobles de Rudesheim, Assmannshausen, Geisenheim, Marcobrunn, Steinberg, Johannisberg. Du sommet du Niederwald on aperçoit le mont Taunus et les tours de Mayence. Des forêts, des ruines féodales environnent le coteau. Sur ses flancs, dans une anfractuosité de rochers, se trouve la citadelle ruinée d'Ehrenfels, et, au pied, dans le Rhin, sur un écueil, la légendaire Mausethurm ou *Tour des Rats*. Près de là est Rudesheim. L'horizon est immense.

La *Germania*, faite avec le bronze des canons français, est l'œuvre de M. Jean Schilling, sculpteur à Dresde, et de M. Meissbach, architecte de cette ville. Personnification symbolique de la nation allemande, cette statue est haute de 10 mètres et repose sur un piédestal de 24 mètres. C'est une jeune femme, les cheveux épars, la tête couronnée de chêne ; une cuirasse couvre sa

A la suite de ces fêtes, quand on vit Guillaume entouré d'un véritable « parterre de rois », comme autrefois Napoléon à Dresde, l'enivrement des gallophobes allemands n'eut plus de bornes; le langage des journaux d'outre-Rhin devint agressif au point qu'on put croire le chancelier désireux d'engager contre la France une lutte nouvelle. L'inquiétude causée aux Allemands par les armements français, la lourdeur des charges militaires qu'ils supportent eux-mêmes, la diminution imprévue de la population en Allemagne (du 1er décembre 1880 au 6 juin 1882, elle s'est abaissée de 45,234,061 à 45,213,907), l'âge de l'empereur, faisant prévoir dans un avenir rapproché sa fin possible et des changements capables de diminuer la toute-puissance du chancelier, tout semblait se réunir pour faire désirer à M. de Bismarck une nouvelle guerre avec la France et une nouvelle défaite qui mît *l'ennemi héréditaire* hors d'état de bouger avant longtemps. Pourtant, cette fois encore, de même qu'en 1875, l'alerte n'eut pas de suite.

Le langage du chancelier resta néanmoins provoquant. Le poète polonais Kraszewski avait été arrêté à Dresde (18 juin 1883) et mis en jugement avec l'ancien officier Hentsch comme prévenu d'avoir livré au gouvernement français des renseignements militaires capables de compromettre la sécurité de l'Allemagne. M. de Bismarck écrivit lui-même en mai 1884, au président du tribunal de l'Empire siégeant à Leipsick, une lettre où, contrairement aux usages diplomatiques et aux convenances internationales, il prononçait à l'occasion de ce procès les noms de M. Jules Ferry, président du conseil, et du général Thibaudin, ancien ministre de la guerre en France, en prêtant à l'un et à l'autre une conduite qu'ils n'ont pas tenue et ne pouvaient tenir. Hentsch fut condamné à neuf ans de travaux forcés et Kraszewski à trois ans et demi de forteresse (19 mai). Un mois après, M. de Bismarck rappelait que « la France est aux portes de Metz », et que « la force de l'empire allemand n'est pas à dédaigner ». Puis, sentant le besoin d'at-

poitrine. Elle tient d'une main une épée, dont la pointe est baissée, et la poignée entourée de lauriers; de l'autre main, levée, elle porte la couronne impériale. Elle est adossée à un trône soutenu par deux aigles. Sur le socle, des bas-reliefs représentent l'apothéose de Guillaume, le Rhin confiant à la Moselle l'avant-garde de la frontière, etc., et l'inscription suivante :

A LA MÉMOIRE DU PEUPLE ALLEMAND
MARCHANT COMME UN SEUL HOMME A LA VICTOIRE
ET A LA RÉSURRECTION DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE.
1870-1871.

ténuer ce qu'il y avait d'agressif dans ce langage, il disait le 26 juin au Parlement allemand : « Nos relations avec la France et le gouvernement français sont aussi amicales et aussi pleines de confiance que celles que nous entretenons avec n'importe quel autre gouvernement européen. » Il ajoutait : « Le gouvernement français est convaincu de la bienveillance avec laquelle nous envisageons tous les efforts de la France qui ne tendent pas précisément à rétablir l'ancien état de chose anormal qui datait de Louis XIV. » Autrement dit, à condition d'oublier Metz et Strasbourg, qu'elle ne possédait qu'à titre « anormal », la France peut espérer « la bienveillance » du chancelier allemand.

L'Allemagne, on l'a vu plus haut (page 834) aurait signé récemment un traité d'alliance pour cinq ans avec la Russie.

Le gouvernement allemand est entré depuis quelques années dans la voie des entreprises coloniales. Il a conclu un traité d'amitié en 1879 avec les indigènes des îles Samoa ou des Navigateurs en Océanie. Il a occupé en 1884 (v. plus loin ch. XLIV) la Baie d'Angra-Pequena au sud-ouest de l'Afrique ; il a, dit-on, des vues sur la Corée, et il négocie en 1884 un traité avec les Boers de la République sud-africaine.

Situation de l'Alsace-Lorraine[1]. — *Terre d'Empire*, c'est-à-dire possession collective de tous les États allemands, telle est la situation officielle des pays arrachés à la France en 1871. Les efforts de ses conquérants pour germaniser l'Alsace-Lorraine depuis cette époque n'ont visiblement abouti à aucun résultat. Le nombre des recrues fournies à l'armée allemande par le territoire annexé est presque insignifiant, la plupart des jeunes gens trouvant moyen de se soustraire au service militaire par l'émigration. La patience et la longanimité du gouverneur actuel, le vieux général Manteuffel, paraissent amener aussi peu de fruit que les rigueurs de ses prédécesseurs. Les élections du 27 octobre 1881 pour le Parlement allemand ont donné aux Alsaciens-Lorrains une occasion d'affirmer la persistance de leurs sentiments français. Tous les candidats élus appartiennent au *parti de la protestation*. Du reste, les Allemands ont encore augmenté les fortifications de Metz et celles de Strasbourg. Cette dernière ville, où a été fondée une Uni-

1. La population de l'Alsace-Lorraine était, au 1er décembre 1880, de 1,566,670 âmes. Strasbourg avait, à cette date, 104,471 habitants ; Mulhouse, 68,140 ; Metz, 53,131 ; Colmar, 26,106.

versité, s'étend aujourd'hui jusqu'au Rhin. Les forts qui la défendent sont répartis sur les deux rives du fleuve.

En 1883, M. Antoine député de Metz au Reichstag, ayant voulu faire paraître un journal intitulé *Metz*, la publication en fut interdite. M. Antoine protesta contre cet acte arbitraire dans une lettre où il disait au général de Manteuffel : « J'espère que, de votre vivant, vous assisterez à la revanche du droit sur la force » (10 août). Le courageux député fut arrêté, resta quelque temps captif et fut même menacé d'un procès de haute trahison.

L'Autriche-Hongrie[1]. Constitution de 1867. — La constitution actuelle de l'Autriche-Hongrie remonte à 1867. A cette date les Magyars ont recouvré leur autonomie : François-Joseph s'est fait couronner roi de Hongrie ; il y a une diète hongroise (composée de deux Chambres, les *magnats* et les *députés*), un ministère hongrois : l'unité de l'armée, la communauté douanière et l'indivisibilité de la dette ont pourtant été maintenues entre le royaume et l'empire. L'*Autriche-Hongrie*, tel est le nom que porte désormais l'ancien empire d'Autriche. La Leitha, petit affluent du Danube sur la rive droite, sépare le *Royaume cisleithan* (Autriche) du *Royaume transleithan* (Hongrie). En Autriche, le pouvoir législatif est partagé entre deux Chambres : les *Représentants*, élus : 1° par les grands propriétaires ; 2° par les villes ; 3° par le commerce ; 4° par les districts ruraux ; et les *Seigneurs*, les uns héréditaires, les autres nommés à vie.

Occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine (1878-1879). **Politique de l'Autriche-Hongrie en Orient.** — Quoique l'hégémonie dans les pays cisleithans appartienne aux Allemands, et dans les pays transleithans aux Hongrois, cependant la majorité de la population se compose de Slaves (Croates, Serbes, Tchèques, Moraves, Illyriens). Il y a en outre des Italiens dans le Tyrol et à Trieste, des Polonais en Galicie, des Roumains en Transylvanie. Cela crée à l'Autriche-Hongrie une situation difficile. Pendant la dernière guerre d'Orient, les Hongrois, qui ont succombé en 1849 sous les coups des Russes, et qui craignent d'être étouffés entre les populations slaves par lesquelles ils sont entourés de toutes parts, ont fait de nombreuses manifestations en faveur des Turcs ; la Croatie et les

1. Population de l'Autriche-Hongrie : 37,870,054 habitants. Vienne (avec la banlieue) a 1,103,857 hab.; Buda-Pesth, 360,551 ; Prague, 162,323 ; Trieste, 144,844 ; Lemberg, 109,726.

autres provinces slaves, au contraire, se sont prononcées en faveur des populations de même race qu'elles, soulevées contre les musulmans. Le gouvernement austro-hongrois, partagé entre la crainte de voir la Russie s'emparer de l'embouchure du Danube et le désir de profiter des événements pour reculer ses frontières méridionales, resta longtemps hésitant. Mais au congrès de Berlin, son représentant le comte Andrassy, ministre des affaires étrangères, demanda et obtint le droit d'occuper et d'administrer la *Bosnie* et l'*Herzégovine*, à la réserve du sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Montenegro. C'était une annexion déguisée. Elle eut lieu, non sans lutte, en 1879. Après une vive résistance des habitants, au mois de septembre 1879, les Autrichiens ont occupé en outre le sandjak de Novi-Bazar, comprenant les villes de *Novi-Bazar*, *Mitrovitza*, *Sienitza*, *Plevljé*, *Nowa-Warosch*.

Le gouvernement austro-hongrois ayant voulu, en 1881, introduire dans la Bosnie et l'Herzégovine le service militaire, un soulèvement éclata dans le district montagneux de Crivoscie. Ce fut le signal d'une insurrection à peu près générale entre la Mer Adriatique et la Save. Soutenus, dit-on, indirectement par les Montenegrins, les Serbes, les Roumains, encouragés par la Russie, d'où leur venaient des volontaires, les insurgés, dispersés par petites bandes sur un sol très accidenté, qui rendait les opérations militaires difficiles pour une armée régulière, résistèrent avec acharnement aux troupes austro-hongroises jusqu'au mois de mars 1882.

Maîtres de la Bosnie et de l'Herzégovine, les Autrichiens se trouvent là placés entre le Montenegro et la Serbie, tous les deux alliés de la Russie, et les empêchent de se joindre. De la sorte, l'Autriche-Hongrie est plus rapprochée que la Russie elle-même de Salonique et de Constantinople. Ces deux ports, si importants déjà, le deviendront bien plus encore quand les chemins de fer qui en partent atteindront le Danube, c'est-à-dire seront reliés avec les voies ferrées de l'Europe centrale. Le prince de Bismarck encourage, dit-on, le cabinet de Vienne dans ses projets, ou du moins dans ses espérances d'annexion, quand viendra le moment où le sort du pays appartenant encore aux Turcs en Europe sera définitivement réglé.

Du reste l'Autriche-Hongrie a contracté alliance avec l'Allemagne et l'Italie; mais le ministère hongrois, à la suite d'une interpellation, a déclaré à la tribune en termes chaleureux que cette alliance n'était point dirigée contre la France.

L'empereur François-Joseph a échappé en 1882 à une tentative de meurtre. L'irrédentiste italien Oberdank fut arrêté le 29 septembre à la frontière. Il était porteur de bombes explosibles. Déclaré convaincu de projet d'assassinat, il fut condamné à mort et exécuté.

L'Italie depuis l'annexion de Rome. Constitution italienne[1]. — On a déjà vu que l'achèvement de l'unité italienne eut lieu le 19 septembre 1870, lorsque Victor-Emmanuel prit possession de Rome, qui devint sa capitale.

La Constitution italienne n'est autre chose que le Statut piémontais de 1848, étendu en 1859, 1860 et 1861 aux autres parties de l'Italie. Elle donne au roi le pouvoir exécutif, le droit de proposer des lois et de dissoudre la Chambre des députés, à la charge d'en convoquer une autre dans le délai de trois mois. Les ministres sont responsables. Le pouvoir législatif et le vote du budget appartiennent aux deux Chambres : le *Sénat*, composé de membres nommés par le roi ; la *Chambre des députés*, élue pour cinq ans. Les conditions requises pour être électeur étaient, avant 1881 (voir plus bas), de savoir lire et écrire, de payer 40 francs d'impôt direct, et d'être âgé de vingt-cinq ans. Il y a un député par 50,000 habitants. Il faut avoir trente ans pour être éligible. Tous les Italiens sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois civils et militaires. La presse et les cultes sont libres.

Humbert Ier et Léon XIII (1878).—Le premier roi d'Italie, Victor-Emmanuel, mourut à Rome le 9 janvier 1878. Il eut pour successeur l'aîné de ses deux fils, Humbert Ier. Le Pape Pie IX mourut un mois après, le 7 février 1878. Le cardinal Pecci, élu par le conclave pour le remplacer, prit le nom de Léon XIII.

Le roi Humbert échappa le 6 novembre 1878 à une tentative d'assassinat, dirigée contre lui, à Naples, par un cuisinier nommé Passanante. L'assassin condamné à mort fut gracié par le roi. Le 14 juillet 1879 M. Cairoli devint premier ministre en Italie. Il appartenait à la gauche et était partisan d'une réforme électorale : il avait, disait-on, l'intention de proposer l'établissement du suffrage universel. Mais il se trouva en présence de graves embarras à l'intérieur et au dehors. Le parti

1. Population de l'Italie : 28,459,628 habitants. Naples a 494,314 habitants ; Rome, 300,467 ; Milan, 321,839 ; Palerme, 244,991 ; Turin, 252,832 ; Gênes, 179,515 ; Florence, 169,001 ; Venise, 132,826 ; Bologne, 123,274 ; Messine, 126,497 ; Catane, 100,417.

de l'*Italia irredenta* voulait en effet enlever à l'Autriche Trente et Trieste, qui par la nationalité et la langue peuvent se rattacher à l'Italie. D'autres, tout aussi entreprenants dans leur langage et leurs prétentions gallophobes, et oubliant que le sang francais avait coulé en 1859 pour affranchir l'Italie, ne rêvaient rien moins qu'une alliance avec l'Allemagne contre la France, pour lui reprendre Nice, voire même la Savoie, voire même la Corse. Les affaires de Tunisie amenèrent dans plusieurs villes d'Italie des manifestations anti-françaises. Tunis, placé entre la Sicile et l'Algérie, est en effet le point de rencontre des intérêts de l'Italie et de la France.

Au mois d'avril 1881, le ministère Cairoli, à la nouvelle de l'expédition française en Tunisie, fut interpellé dans le Parlement italien par MM. Massari, Rudini et Damiani, et mis en échec par le vote d'une majorité de coalition formée de la droite et d'une portion de la gauche.

Le 3 avril le cabinet se déclara démissionnaire ; il consentit sur les instances du roi à revenir sur cette détermination. Toutefois, à la suite du traité du Bardo du 12 mai 1881, par lequel le bey de Tunis accepta le protectorat français, le cabinet Cairoli se retira. M. Sella, auquel le roi Humbert s'adressa d'abord, n'ayant pu réussir à former un nouveau ministère, M. Depretis fut chargé de ce soin. Ancien collègue de M. Cairoli, mais d'une nuance moins avancée, M. Depretis, le 27 mai, prit avec le ministère de l'intérieur la présidence du conseil, et choisit pour collègues MM. Mancini (affaires étrangères), Zanardelli (finances), Baccarini (travaux publics), Baccalli (instruction publique), Berti (agriculture), Ferrero (guerre), Acton (marine). Sur la demande du nouveau cabinet, le 15 juin la Chambre des députés vota, non pas le suffrage universel, mais une loi électorale fixant le chiffre du cens à 19 fr. 80 c. et exigeant que tout électeur sache lire et écrire, condition qui, dans une contrée où l'instruction primaire est très arriérée, réduit considérablement *le pays légal*.

Le ministère Depretis-Mancini, très désireux de trouver des alliés à l'extérieur, n'épargna point les démarches dans ce but : le roi Humbert alla à la fin de 1881 visiter à Vienne l'empereur d'Autriche, et l'Italie ne tarda point à être admise à côté de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, dans cette triple alliance, écrite ou non, dont le programme précis n'est pas connu, mais dont l'existence ne peut guère être mise en doute. Le mécontentement causé par l'expédition française de Tunis à continué,

et s'est traduit par des manifestations singulières. Le 30 mars 1882 une grande fête eut lieu à Palerme pour célébrer le cinquième anniversaire séculaire du massacre des Français aux Vêpres Siciliennes. Un an après le comte Cadorna, membre du sénat italien, écrivait dans la *Revue allemande* : « La nation française est une menace continuelle pour l'Italie et les autres États ; elle nous menace, elle menace l'Allemagne et l'Autriche... » L'ambassade italienne à Paris resta longtemps vacante.

La mort du plus populaire des fondateurs de l'indépendance italienne vint cependant arrêter ou du moins diminuer ces démonstrations anti-françaises. Le 3 juin 1882, quand on apprit à Paris que le général Garibaldi était mort dans l'île de Caprera[1], la Chambre des députés, pour rendre hommage à la mémoire du vaillant soldat qui en 1870 avait mis son épée au service de la France envahie, leva la séance en signe de deuil. Des manifestations sympathiques pour la France se produisirent alors à Rome, sur d'autres points encore, et des voix éloquentes, par exemple celle de M. Pianciani, l'un des vice-présidents de la Chambre des députés italienne, protestèrent contre toute politique qui tendrait à brouiller la France et l'Italie, ces deux nations sœurs par leur origine et leurs traditions.

Plus récemment encore, il est vrai, au mois de juin 1884, quand le bruit se répandit que le gouvernement français cherchait à obtenir une rectification de la frontière algérienne du côté du Maroc, de nouvelles plaintes, de nouvelles protestations se firent entendre en Italie. Si la France voulait imposer son protectorat au sultan du Maroc, comme elle l'a imposé au bey de Tunis, il faudrait, disent les gallophobes, que l'Italie occupât immédiatement Tripoli.

La catastrophe d'Ischia (28 juillet 1883). — Une épouvantable catastrophe, analogue à celle qui en l'an 79 détruisit Herculanum et Pompéies, se produisit presque dans les mêmes lieux en 1883. L'île d'Ischia[2] est située à l'entrée du golfe de

1. Par son testament en date du 17 septembre 1881, Garibaldi chargeait sa femme de faire procéder à la crémation de son corps, s'engageant, s'il lui survivait, à lui rendre le même devoir. Les cendres des deux époux devaient être réunies dans une petite urne de granit placée sous l'acacia ombrageant la tombe de leurs jeunes enfants.

2. Ischia fut appelée par les Grecs *Pithecusa*, parce qu'elle renfermait un grand nombre de singes ; les Romains la nommèrent *Ænaria*, parce que, d'après la tradition, Énée y avait séjourné, ou *Inarima*, parce qu'on y fabriquait des vases d'argile. Au moyen âge on l'appela Iscia, d'où Ischia. Le terrain est cal-

Naples, au large du cap Misène, dont l'île de Procida la sépare. Dominée par le mont Épomeo ou Saint-Nicolas, haut de 769 mètres, et qu'entourent 12 cônes volcaniques, Ischia renfermait plusieurs villes : d'abord *Ischia* même à l'est, située sur une roche basaltique élevée de 650 mètres environ, et reliée à l'île par une jetée artificielle, ensuite *Forio* à l'ouest, et *Casamicciola* au nord. La beauté du ciel, la salubrité du climat, la richesse de la végétation, l'aspect pittoresque des rivages, les bains de mer, les sources thermales, attiraient en foule les curieux, les voyageurs, les touristes, les malades dans cette île ravissante, que Virgile et Lamartine ont chantée. Elle avait été dévastée en 1301 par une terrible éruption de l'Epomeo; il y avait eu dans ce siècle même, en février 1828 et en mars 1881, des secousses volcaniques dont l'île avait beaucoup souffert; mais tout cela était oublié, et la population, triplée pendant la saison des bains, était dans une sécurité profonde, quand elle fut surprise par l'épouvantable catastrophe du samedi 28 juillet 1883. Ce jour-là, à 9 heures et demie du soir, c'est-à-dire en pleine obscurité, un tremblement de terre d'une violence prodigieuse secoua l'île et anéantit la ville de Casamicciola, renversant les maisons, étouffant, écrasant sous leurs décombres plus de 3,000 victimes, ensevelissant dans les caves d'où il leur était impossible de sortir des malheureux condamnés à mourir de faim. Les secours furent organisés imparfaitement, tard et mal; on réussit pourtant à dégager un certain nombre de victimes enterrées sous les décombres, quelques-unes mutilées ou restées pendant plusieurs jours dans une immobilité complète. On trouva par exemple sous les ruines d'une maison deux jeunes gens de 17 à 18 ans, enfermés dans une étroite cavité, avec le cadavre du père de l'un d'eux, et qui avaient vécu cinq jours et quatre nuits avec quelques tomates et une demi-bouteille de vinaigre. Des souscriptions furent ouvertes dans toute l'Europe, particulièrement en France, pour venir au secours des victimes.

Suisse[1]. Le tunnel du Saint-Gothard. — Au nord de l'Italie, à l'est de la France, à l'ouest de l'Autriche-Hongrie et au sud de l'Allemagne, s'étend l'un des pays les plus petits et

ciné et volcanique; on y trouve l'oranger, le myrte, le châtaignier, le mûrier, le grenadier, le cotonnier, l'olivier, la vigne. Ischia renferme de beaux pâturages et produit du soufre. La pêche est abondante sur les côtes.

1. Population de la Suisse en 1880 : 2,846,102 habitants; Genève en compte 68,320; Zurich, 75,956; Bâle, 61,399; Berne, 44,087.

en même temps les plus tranquilles de l'Europe, la Suisse. Elle forme une Confédération républicaine qui comprend 22 cantons. Le pouvoir législatif appartient à la *Diète*, composée du *Conseil national* et du *Conseil des États*. Le Conseil national comprend 145 députés du peuple suisse (1 par 20,000 habitants), élus directement pour trois ans par le suffrage universel. Tout citoyen âgé de vingt ans et jouissant de ses droits civils est électeur. Le Conseil des États compte 44 membres (2 par canton), élus pour cinq ans dans l'assemblée du peuple de chaque canton. La Diète décrète les lois, vote le budget, fait la paix ou la guerre, et nomme le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif appartient à un *Conseil fédéral* de 7 membres, nommés pour trois ans parmi les citoyens éligibles au Conseil national, et chargés chacun d'un département ministériel. Le président et le vice-président de ce Conseil sont nommés pour un an et ne peuvent pas être réélus l'année suivante. Chaque canton peut se donner la constitution qui lui convient, pourvu qu'elle ne renferme rien de contraire au droit public de la Confédération. La neutralité de la Suisse a été reconnue par les grandes puissances. Il n'y a point dans ce pays d'armée permanente ; mais tout le monde fait partie des milices, astreintes chaque année à des exercices réguliers. En 1871, pendant la guerre entre l'Allemagne et la France, les Suisses ont reçu avec une généreuse hospitalité l'armée du général Bourbaki, contrainte à la suite de revers à chercher un refuge sur leur territoire.

La nature pittoresque de la Suisse, l'aspect majestueux de ses montagnes et de ses glaciers, le *Righi*, le *Grindelwald*, le *Pilate*, la *Jungfrau*, la beauté de ses lacs, le *Léman*, les *lacs des Quatre Cantons*, *de Zug*, *de Zurich*, *de Constance*, *etc.*; enfin, ses fraîches rivières, *Rhône*, *Rhin*, *Aar*, *Reuss*, *Limmat*, attirent chaque année un nombre de visiteurs toujours croissant. Une grande entreprise a été exécutée en Suisse, le percement du Mont Saint-Gothard, pour établir un tunnel mettant la péninsule italienne en communication directe avec l'Allemagne par voie ferrée, entre la vallée du Pô et celle du Rhin. Les difficultés matérielles de l'entreprise et le manque d'argent ont prolongé la durée des travaux ; enfin, après sept ans d'efforts, le 29 février 1880, la galerie du tunnel a été percée. Le service régulier pour les marchandises et les voyageurs a commencé le 1er janvier 1882, et l'inauguration solennelle a eu lieu le 21 mai 1882. La longueur du tunnel est de 14,920 mètres,

autrement dit un peu moins de quatre lieues ; elle dépasse celle du tunnel du mont Cenis qui n'a que 12,333 mètres. Le trafic dès la première année a dépassé toutes les prévisions.

L'Espagne[1] depuis 1848. Révolution de 1868 et chute d'Isabelle. — Voisine de la France au midi, comme la Suisse l'est du côté de l'orient, l'Espagne a été depuis comme avant 1848 le théâtre de révolutions nombreuses et la plupart du temps stériles. Sous le règne d'Isabelle II, les généraux Espartero (duc de la Victoire), O'Donnel, Narvaez, San Miguel, enfin Prim et Serrano, se sont tour à tour emparés du pouvoir, moins divisés par l'opposition de leurs idées que par la ressemblance de leurs ambitions. Les sanglantes révolutions de 1854 et de 1856 restèrent sans résultat. Le souvenir des victoires obtenues dans la guerre du Maroc en 1859 et 1860 fut bientôt effacé par l'insurrection de Cuba et la désastreuse entreprise de Saint-Domingue (1864-1865). L'impopularité de la reine augmenta en même temps que les rigueurs de son gouvernement contre ses adversaires[2].

Enfin un soulèvement général éclata dans la péninsule ; à la suite du combat d'Alcolea, livré le 29 septembre 1868, et où ses partisans furent vaincus, la déchéance d'Isabelle fut proclamée. Les généraux Serrano et Prim se placèrent à la tête du gouvernement provisoire. Malgré les efforts du parti républi-

1. Population de l'Espagne : 16,634,345 habitants. Madrid a environ 500,900 hab.; Barcelone, 248,943 ; Valence, 143, 861 ; Séville, 134,318 ; Malaga, 115,882 ; Murcie, 91,805 ; Saragosse, 84,575 ; Grenade, 76,005.

2. Voici quels ont été depuis les mariages espagnols (voir ch. XXXI, p. 595), les principaux faits de l'Histoire d'Espagne jusqu'en 1868. — Octobre 1847 : ministère du général Narvaez. En 1848, après la Révolution de Février, mesures de compression pour empêcher la propagation des idées démocratiques en Espagne ; relations étroites avec l'Autriche et la Prusse ; expédition en 1849 pour rétablir le pouvoir temporel de la papauté. — Tentative inutile du comte de Montemolin et de Cabrera pour soulever une nouvelle guerre carliste (1848-1849). — En janvier 1851, ministère Bravo Murillo ; il dissout les Cortès de 1852, dont la majorité était libérale. — En 1853, alliance de Narvaez et des moderados avec les libéraux, dont le résultat est la formation d'une majorité antigouvernementale. — Le 8 avril 1853, dissolution des Cortès ; ministère absolutiste Sartorius. — En 1854, Révolution militaire dans le sens libéral : elle a pour chefs O'Donnell, Serrano, Ross de Olano. — Bataille de Vicalvaro. La reine mère Marie-Christine s'enfuit définitivement en France. — Ministère Espartero, malgré un mouvement républicain qui échoue. Constitution monarchique. — Espartero est renvoyé par la reine (14 juillet 1856). Troubles et luttes sur tous les points. Politique de réaction. — De 1856 à 1857 ministère Narvaez. — En 1858 ministère O'Donnell, Guerre du Maroc (1859-1860). O'Donnell devient duc de Tétouan. — En 1863 ministère Concha. — En 1865, ministère Narvaez. La même année, ministère O'Donnell.

cain, les Cortès, élues par le suffrage universel, décrétèrent que la royauté serait rétablie. Maintenant, quel roi l'Espagne se donnerait-elle? Les *alphonsistes* voulaient élever au trône le jeune prince Alphonse, fils de la reine détrônée; d'autres songeaient au duc de Montpensier, beau-frère d'Isabelle II; les carlistes croyaient le moment venu de faire triompher le duc de Madrid, petit-fils de don Carlos. Quelques-uns rêvaient l'union de la péninsule ibérique et un seul État, sous le sceptre du roi Louis de Portugal. Beaucoup songeaient à un prince italien. Prim eut l'idée d'offrir la couronne au prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi de Prusse et major dans le premier régiment de ses gardes à pied. Cette offre ne fut point acceptée ; mais elle devint la cause ou du moins le prétexte de la guerre de 1870 entre la France et la Prusse.

Amédée Ier de Savoie (1870-1873). **La République espagnole** (1873-1874). **Alphonse XII.** — Le 16 novembre 1870 les Cortès proclamèrent roi Amédée-Ferdinand-Marie, duc d'Aoste et second fils du roi d'Italie Victor-Emmanuel, sous le nom d'Amédée Ier.

Son élection n'arrêta point la lutte ardente des partis. Impuissant à rallier une majorité sérieuse autour de lui, Amédée abdiqua le 11 février 1873. Les Cortès proclamèrent la République. MM. Pi y Margall, Salmeron, Emilio Castelar, élus successivement présidents du pouvoir exécutif, se trouvèrent en présence de difficultés insurmontables, et donnèrent l'un après l'autre leur démission. En même temps le duc de Madrid, don Carlos, entrait dans les provinces basques, les soulevait en sa faveur et s'y proclamait roi sous le nom de Charles VII. Le jour même de la démission de M. Castelar, les Cortès ayant élu M. Salmeron pour le remplacer, le général Pavia dispersa l'Assemblée par un Coup d'État le 2 janvier 1874, et le maréchal Serrano s'empara de la dictature. Un an après, le 29 décembre 1874, un nouveau pronunciamento du général Martinez Campos à Murviedro rétablit la monarchie en Espagne en faveur du fils d'Isabelle, Alphonse XII. Après une lutte acharnée, l'armée espagnole contraignit le prétendant don Carlos à se réfugier en France[1] (1876). Les Cortès se réunirent en 1876 pour discu-

1. Jusqu'à présent il n'existe entre la France et l'Espagne que deux lignes de chemins de fer, aux deux extrémités des Pyrénées : à l'ouest par Bayonne, Irun, Saint-Sébastien, Madrid; à l'est par Perpignan, Port-Vendres, Figuières, Girone, Barcelone. On a formé à la fin de 1881, en France et en Espagne, le projet d'établir une troisième voie ferrée, qui réunirait les deux

ter une nouvelle Constitution, aux termes de laquelle le pouvoir législatif appartient à deux Chambres, le Sénat et les députés. Les députés sont élus pour cinq ans par des collèges électoraux, à raison de 1 député par 50,000 habitants. Le Sénat comprend les princes du sang et les grands d'Espagne, sénateurs de droit, des sénateurs nommés à vie par le souverain, enfin des sénateurs élus par les contribuables les plus imposés.

Alphonse XII avait épousé au commencement de l'année 1878 sa cousine Mercédès, fille du duc de Montpensier; mais la jeune reine mourut au mois de juin de la même année. Le roi d'Espagne contracta un nouveau mariage avec l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche. De terribles inondations dévastèrent en 1879 la province de Murcie. Il y eut, aux mois de mars et avril 1882, des troubles à Barcelone et sur différents points de la Catalogne; dans les premiers mois de 1883, des poursuites furent dirigées contre une société secrète formée en Andalousie sous le nom de la *main noire*, et ayant pour but de changer l'ordre de choses établi.

Un pronunciamento fut tenté dans la nuit du 4 au 5 août 1883 par le lieutenant colonel Vega et la garnison de Badajoz, aux cris de *Vive Zorilla*[1]! *vive la République!* Mais le mouvement échoua, et ceux qui l'avaient tenté durent se retirer en Portugal. Quelques jours après (9 août), le régiment de lanciers de Numancia se souleva lui aussi, à la voix du lieutenant Cébrian, à Santo-Domingo de Calzada, et prit la route de Najera. Le colonel Rucabado, qui suivait ses lanciers, promit 20,000 francs à celui qui tuerait le chef insurgé. Le soldat Pedro Ruiz tua en effet le lieutenant Cébrian d'un coup de pistolet dans le dos et obtint la récompense promise; mais son père lui refusa sa porte, et il fut trouvé poignardé quelque temps après. D'autres tentatives d'insurrection à Barcelone, Figuières, échouèrent aussi, et furent suivies d'exécutions nombreuses.

On a vu plus haut le voyage d'Alphonse XII en Allemagne et la manifestation hostile dont il fut l'objet à Paris (29 septembre). Elle amena, lorsque le roi rentra dans Madrid

pays par un tunnel reliant la vallée de la Cinca avec la vallée d'Aure. Le 3 juilllet 1884, la commission internationale signa une convention pour le percement d'un tunnel près de Canfranc et la construction d'un chemin de fer de Lérida en France par Noguera et Pallaresa. Par contre le gouvernement anglais a décidé en 1884 d'isoler Gibraltar de l'Espagne par un canal.

1. M. Ruiz Zorilla, l'un des chefs des républicains espagnols, en exil.

une contre-manifestation anti-française, suivie de la chute du ministère Sagasta et de l'avènement d'un cabinet Posada-Herrera (13 octobre). Toutefois la nation espagnole comprit bien vite que personne en France ne songeait à l'offenser ni à la provoquer; à la suite du voyage du prince impérial d'Allemagne en Espagne, le bruit ayant couru qu'une alliance allait être conclue entre Madrid et Berlin, M. Posada-Herrera y opposa un démenti catégorique (14 décembre). M. Castelar disait un mois après (15 janvier) : « La France représente le monde, à chaque pas fait dans la voie du progrès » ; et il ajoutait : « l'Espagne fait moralement partie de la France. » Cependant le ministère Posada-Herrera, qui appartenait à la gauche dynastique, ayant proposé de rétablir le suffrage universel, fut mis en minorité par une coalition du centre et de la droite (17 janvier 1884). Il se retira, et Alphonse XII chargea M. Canovas de Castillo de former un ministère conservateur. Les nouvelles élections, opérées en 1884 avec une pression administrative considérable, lui ont donné une grande majorité. Un nouveau mouvement républicain tenté près de Figuières en mai 1884 a échoué. Un mois après, sept condamnés politiques ayant fait partie de la société secrète de *la main noire* subirent le supplice du *garrote* (étranglement) à Xérez. Le 30 juin suivant le commandant Hernandez et le lieutenant Casanovas ont été fusillés à Girone.

Le Portugal[1]. **Sa Constitution**. — De 1833 à 1853, le Portugal a été gouverné par la reine dona Maria II. A sa mort, son fils aîné Pierre V lui succéda. Il régna d'abord sous la tutelle de son père Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha jusqu'en 1855. Depuis 1861 le Portugal est gouverné par le roi Louis, frère et successeur de Pierre; il a épousé la princesse Maria-Pia, fille du roi d'Italie Victor-Emmanuel. Le Portugal est régi par la Charte de 1826, modifiée en 1852. Le pouvoir exécutif appartient au roi, le pouvoir législatif aux *Cortès*. Les Cortès se composent de deux Chambres : la *Chambre des pairs*, dont les 150 membres sont nommés à vie par le roi; la *Chambre des députés*, dont les membres siègent trois mois par an et sont élus pour quatre années par des électeurs censitaires. Pour être électeur, il faut payer 6 francs d'impôt foncier. Tous les Portugais sont égaux devant la loi. La presse est libre.

1. Population du Portugal : 4,708,178 habitants. Lisbonne en renferme 246,343 ; Porto, 105,838.

La Belgique[1]. Sa prospérité matérielle. — Comme le Portugal, la Belgique est restée neutre dans les terribles luttes qui ont changé si profondément la face de l'Europe pendant les vingt dernières années. Ce petit État, le plus peuplé du continent en proportion de son étendue, est gouverné en ce moment par Léopold II, qui a succédé à son père Léopold Ier le 10 décembre 1865. La Belgique s'est donné une Constitution le 7 février 1831. Aux termes de cet acte, le pouvoir exécutif appartient au roi, qui l'exerce par l'entremise de ministres responsables ; le pouvoir législatif est confié à un *Congrès* composé de deux Chambres : le *Sénat* et la *Chambre des représentants*. Les sénateurs et les représentants sont nommés par les électeurs. Le Sénat se renouvelle tous les quatre ans par moitié ; les représentants aussi par moitié tous les deux ans. Pour être électeur, il faut avoir vingt-cinq ans et payer 42 fr. 32 cent. de contributions directes. Il y a un député pour 40,000 électeurs. Les Belges sont égaux devant la loi ; ils jouissent du droit de réunion et d'association, de la liberté de la presse et de la liberté religieuse.

L'histoire parlementaire de la Belgique, depuis un demi-siècle, a été surtout constituée par la lutte du *parti libéral*, dont les chefs actuels sont MM. Frère-Orban et Paul Janson, et celle du *parti catholique*, dont les chefs sont MM. Malou et Beernaert. Les libéraux, au pouvoir depuis plusieurs années, avaient réformé l'instruction primaire et l'avaient rendue obligatoire ; mais ils n'avaient pas tenu compte des manifestations en faveur du suffrage universel ; dans un projet de réforme électorale, ils ne proposaient que l'adjonction des capacités ; on leur reprochait aussi la lourdeur des impôts, particulièrement des impôts sur la consommation. Leurs adversaires en profitèrent et prirent pour mot d'ordre : A bas les impôts ! Les élections du 10 juin 1884 furent pour les libéraux un véritable désastre, qui, dit *l'Indépendance belge*, « dépasse les prévisions les plus pessimistes ». Le parti catholique avait désormais dans la Chambre une énorme majorité. M. Beernaert fut chargé par le roi de former un nouveau ministère. Le cabinet dont il est le chef a supprimé le ministère de l'Instruction publique.

Très bien cultivée, la Belgique produit du blé, des céréales, des betteraves, du lin, du colza, du tabac, des fruits. Ses jar-

1. La Belgique compte 5,585,846 habitants. Bruxelles (avec la banlieue) a 388,781 habitants ; Anvers, 175,636 ; Gand, 133,755 ; Liège, 126,233.

dinages, ses fleurs, ses légumes, sont renommés, surtout aux environs de Bruxelles, de Gand, et en Flandre. Le lait, le beurre, la viande, les laines, sont l'objet d'un commerce important. Le Liégeois et surtout le Hainaut, entre Charleroi et Mons, sont enrichis par leurs vastes mines de houille ; il y a aussi en Belgique des ardoises, du marbre, du fer. A Gand, Malines, Anvers, on travaille les tissus et les dentelles ; Liège fabrique des armes ; Louvain vend une bière renommée ; Ostende est réputée pour ses huîtres ; Anvers est un port d'expédition de premier ordre. Les canaux, les routes, les chemins de fer, plus multipliés en Belgique que partout ailleurs, concourent par la facilité des communications à augmenter la richesse générale du pays.

Les Pays-Bas[1]. Leur richesse. — Les Pays-Bas, de même que la Belgique, n'ont point éprouvé de révolution ni pris part aux guerres continentales depuis 1848. Comme on le verra plus loin, ils ont sans cesse travaillé au développement de leur bel empire colonial, le plus considérable qu'il y ait dans le monde après celui des Anglais. Sur leur sol même, de 1840 à 1843, ils ont desséché l'ancien lac ou *Mer de Harlem*, dont la superficie dépassait 180 kilomètres carrés et dont la profondeur moyenne était de 4 mètres. Tout ce pays est rendu à la culture, et sa fertilité est aujourd'hui admirable. On a commencé également le desséchement du *Biesboch*, dont on veut réunir les îles formées par la terrible inondation de 1421. On a proposé de dessécher aussi la partie méridionale du Zuiderzée, au moins jusqu'à l'embouchure de l'Yssel. La Hollande cultive les céréales, mais surtout le chanvre, le lin, le colza, le tabac, les fleurs ; elle a de belles prairies, de magnifiques bestiaux, du beurre, du lait, du fromage. La Hollande est un des pays les plus riches de la terre.

La constitution hollandaise du 25 octobre 1848 garantit aux citoyens la liberté individuelle, la liberté de la presse et des cultes, le droit de pétition et le droit de réunion. Le pouvoir exécutif est confié au roi avec une part du pouvoir législatif. Les ministres sont responsables. Le pouvoir législatif appartient aux *États généraux*, composés de deux Chambres. La première comprend 39 membres élus pour neuf ans par les conseils provinciaux ; la seconde comprend 86 membres, élus

1. Les Pays-Bas renferment 4,172,971 habitants; Amsterdam en compte 350,201 ; Rotterdam, 162,140 ; la Haye, 127,931 ; Utrecht, 72,516.

pour quatre ans par les citoyens âgés de vingt-trois ans et payant de 20 à 60 florins d'impôts directs. La première Chambre se renouvelle par tiers tous les trois ans; la seconde par moitié tous les deux ans. Le roi de Hollande actuel est Guillaume III, qui a succédé le 17 mars 1849 à son père Guillaume II.

La Hollande est menacée en ce moment d'une redoutable éventualité. La santé du roi Guillaume est chancelante. Son second fils, devenu prince d'Orange par la mort de son frère aîné, est mort à son tour le 21 juin 1884. Ainsi après le souverain actuel, comme la loi salique n'existe pas en Hollande, la couronne doit passer à la princesse Wilhelmine, née en 1880, fille du roi et de sa seconde femme la princesse allemande Emma de Waldeck-Pyrmont; à défaut de cette enfant, l'héritière serait la princesse Sophie, sœur du roi, mariée au grand-duc allemand de Saxe-Weimar, et mère de Charles-Auguste, prince héréditaire de Saxe-Weimar. Quant au grand duché de Luxembourg, en vertu de la loi salique, la couronne doit revenir à l'ancien duc de Nassau, Adolphe. Ainsi la Hollande avec ses beaux ports, ses richesses, ses immenses colonies, que les Allemands convoitent, passerait dans des mains allemandes.

Suède et Norwège[1]. Constitution de 1865-1867. — La Suède est régie par une constitution qui a été adoptée en 1865-1867. Comme sous l'empire de la loi de 1809, le pouvoir exécutif appartient au roi; mais les *États généraux*, auxquels est dévolu le pouvoir législatif, au lieu d'être, comme autrefois, composés de quatre ordres, *Noblesse*, *Clergé*, *Bourgeoisie*, *Paysans*, ne comptent plus que deux Assemblées, l'une désignée pour neuf ans par les Assemblées provinciales, l'autre élue pour trois ans par les citoyens payant contribution. L'égalité entre tous les citoyens a été proclamée. La presse est libre; la connaissance des délits de presse appartient au jury. L'instruction primaire est gratuite et obligatoire pour les enfants de sept à quatorze ans, aussi bien qu'en Norwège.

En Norwège, le pouvoir législatif appartient au *Storthing*, composé d'une Chambre basse, dont les membres sont élus pour trois ans par une élection à deux degrés, et d'une Chambre

1. La population de la Suède est de 4,579,115 habitants; celle de la Norwège de 1,818,853 hab. Stockholm renferme 185,325 hab.; Christiania (avec sa banlieue) 122,036; Gothembourg, 81,203.

haute nommée par le Storthing lui-même. Les idées démocratiques font dans ce pays de rapides progrès. Les élections pour le Storthing du 5 novembre 1882 ont donné la majorité aux radicaux. L'Assemblée est en conflit avec la couronne et même a mis les ministres en accusation (novembre 1883). Ils ont été déclarés déchus de leurs fonctions et condamnés à l'amende.

Malgré la rigueur du climat, tempéré au reste sur les côtes occidentales, dans les fiords norwégiens, par les eaux chaudes du Gulf-Stream[1], l'air est sain dans la presqu'île scandinave; les hommes sont grands et forts. La population double en soixante-deux ans en Norwège, et en soixante-douze ans en Suède. Stockholm, admirablement placé sur les deux bords du détroit qui joint la mer au Lac Mælar, entre les Golfes de Botnie, de Finlande, de Riga, et la Baltique méridionale, est une des plus belles villes du monde. Christiania n'occupe pas une situation moins heureuse au fond du Skager-Rack, entre la Baltique et la Mer du Nord. Goteborg ou Gothembourg, sur le Cattégat, juste en face du Cap Skagen, c'est-à-dire de l'extrémité septentrionale du Jutland, et à l'embouchure de la Gotha, c'est-à-dire à l'extrémité occidentale de cette longue ligne de navigation intérieure qui, par les lacs Wener, Wetter et Hielmar, va, à l'est, rejoindre Stockholm, est le port le plus important.

En Suède, un quinzième, et en Norwège, un centième seulement des terres est propre à la culture : partout ailleurs le sol n'offre que glace et neige, forêts, montagnes, rochers, lacs, cascades et rivières. La principale ressource du pays est la vente des bois de construction pour la marine, pins, sapins[2], etc., qui représente la moitié des exportations totales. Le véritable élément des Scandinaves, surtout des Norwégiens, c'est la mer. La flotte commerciale norwégienne s'élevait en 1881 à 4,385 navires, voiliers ou vapeurs, jaugeant 560,693 tonneaux. La morue, le hareng, le saumon, le phoque, abondent dans les fiords et autour des îles norwégiennes : l'eau est ici plus productive que la terre. Les mines sont nombreuses : le fer se

1. A latitude égale, la mer reste toujours libre de glace sur la côte occidentale, tandis qu'elle gèle chaque année dans la Baltique.

2. Les pins, les sapins, bouleaux, trembles, hêtres, etc., sont exportés soit à l'état de planches, soit après avoir été travaillés dans les scieries mécaniques. La Suède occupe le premier rang dans le monde pour la fabrication des allumettes (à Goteborg) et du papier de bois (à Trollhattan). On y fabrique aussi de nombreux meubles.

rencontre dans la Dalécarlie (8 à 900,000 tonnes par an), à Gellivara (près de la Luléa) et à Skjaerstad (près de Bodoen). Il y a du cuivre à Roros, Falun, Kaafiord, de l'argent à Kongsberg, du zinc à Ammeberg sur le lac Wetter, de la houille à Helsingborg en Scanie.

Après la mort de Charles-Jean XIV (Bernadotte), la Suède eut pour souverains Oscar 1er (1844-1859), puis Charles-Jean XV (1859-1872).—Ce dernier prince mort le 18 septembre 1872 a été remplacé par son frère Oscar II, qui porte les titres de roi de Suède et de Norwège, des Goths et des Wendes.

Danemark[1]. Pertes qu'il a éprouvées. Son gouvernement. — Le Danemark a été l'un des pays les plus maltraités par les événements politiques qui se sont succédé depuis le début de ce siècle. Dépouillé de la Norwège en 1815 au profit du roi de Suède, il s'est vu enlever en 1864, après une résistance héroïque, le Lauenbourg, le Holstein et le Sleswig par les Allemands. Aux termes d'un article du traité de Prague, le 24 août 1866, les populations du Sleswig septentrional devaient être appelées à déclarer par le suffrage universel si elles voulaient être allemandes ou danoises. Mais cette contrée renferme l'île d'Alsen avec l'importante position militaire de Sonderbourg-Duppel. La maxime de M. de Bismarck : « La force prime le droit », fut appliquée par les Prussiens. L'article ne fut pas exécuté.

La constitution danoise actuelle ou *Loi fondamentale* date du 5 juin 1849. Le roi est le chef du pouvoir exécutif et peut proposer des lois. Le pouvoir législatif appartient au *Rigsdag*, qui se compose de deux Chambres électives, le *Folkesthing* et le *Landsthing*. Tout citoyen âgé de trente ans et ayant un an de domicile est électeur. Le Folkesthing comprend 101 membres élus pour trois ans. Le Landsthing renferme 52 membres élus pour huit ans, mais renouvelés par moitié tous les ans. Les élections sont à deux degrés. Le Rigsdag se réunit tous les ans et vote l'impôt ; il peut mettre les ministres en accusation. Les Danois possèdent la liberté de la presse ; l'égalité civile, le droit de réunion et d'association sont garantis par la loi. Le Danemark a aujourd'hui pour souverain Christian IX, monté sur le trône le 15 novembre 1863. Une de ses

[1]. Le Danemark est peuplé de 2,096,100 habitants (colonies comprises). Copenhague compte 273,323 habitants.

filles est mariée au prince de Galles, une autre à Alexandre III, empereur de Russie; enfin, son second fils est devenu roi de Grèce en 1862. Les élections danoises de 1884 ont donné la majorité au parti avancé.

Malgré l'amoindrissement de son territoire le Danemark a conservé une grande importance, grâce à la possession du Sund et des deux Belt, c'est-à-dire des détroits qui conduisent de la Mer du Nord dans la Baltique, et qui sont dans l'Europe septentrionale ce que sont les Dardanelles et le Bosphore dans le midi. Le Danemark est véritablement le « portier de la Mer Baltique ». Copenhague est la route obligée entre Londres et Saint-Pétersbourg, entre Stokholm et Berlin.

Parmi les hommes remarquables qui ont fait honneur au Danemark pendant le dix-neuvième siècle, on cite surtout le grand sculpteur Thorvaldsen (1770-1844), dont nous avons déjà parlé; Andersen (1805-1875), auteur de *Contes* remarquables; Ludwig-Bodtcher (1793-1874), poète épicurien dont on cite surtout *la Rencontre de Bacchus* : Grundtvig (1803-1872), fils d'un pasteur, pasteur lui-même, réformateur et poète.

CHAPITRE XL.

L'Amérique du Nord contemporaine.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord. Leur rapide accroissement. — Activité des Américains. — L'immigration. — Découvertes dans l'ouest : la vallée du Mississipi ; les Montagnes Rocheuses. — La Californie. — Découverte des mines d'or (1848). — Gouvernement des États-Unis.

Le Nord et le Sud. — Question de l'esclavage. Mécanisme électoral favorable au Sud. — Mort de John Brown (1859). — Élection du président Lincoln (1860). — Soulèvement des esclavagistes (1861). Congrès de Richmond. M. Jefferson Davis. — Première présidence de Lincoln. Guerre de la sécession. — Campagne de 1861. — Campagne de 1862. — Premiers résultats de la lutte : crise cotonnière ; abolition de l'esclavage. — Campagne de 1863. — Campagne de 1864. — Réélection du président Lincoln (8 novembre 1864). Victoire du Nord. Fin de la guerre. — Assassinat du président Lincoln (14 avril 1865). Présidence intérimaire d'Andrew Johnson (1865-1869). Les deux présidences du général Grant (1869-1873, 1873-1877). — Présidence de M. Hayes (1877-1881); du général Garfield ; de M. Arthur.

Situation actuelle des États-Unis. — Le Parc National. — Acquisition de l'Amérique russe par les États-Unis (1867). — Le chemin de fer de New-York à San-Francisco. Les Américains dans l'Océan Pacifique. — Écrivains et savants américains : Fenimore Cooper, Edgard Poe, Mme Beecher-Stowe ; W. Irwing, W. Prescott, Bancroft, Motley, Emerson, Channing, Longfellow ; Bell, Edison.

L'Amérique anglaise. Description. — Confédération du Canada (1867). — Le Groënland, l'Islande. — Le Gulf-Stream.

Exploration des terres arctiques. Recherche du passage nord-ouest. Ses difficultés. — Voyages de Kotzebue (1815), de Ross (1818-1833), de Back (1833-1835), de Parry (1819-1827). — Sir John Franklin. Sa disparition (1845). — Recherche de Franklin. Mac-Clure découvre le passage nord-ouest (1850). — Le lieutenant Bellot (1853). — Le docteur Kane. La mer libre du pôle (1854). — Mac-Clintock découvre le sort de Franklin (1857-1859). — Le docteur Hayes (1861). — Projet de Gustave Lambert. — Exploration du Spitzberg et du Groënland. Petermann (1868-1871). — Nordenskjold. Découverte du passage nord-est (1878-1879). — Hall et Johannesen (1871-1873). — Découverte de la Terre François-Joseph par MM. Payer et Weyprecht (1872-1874). — Le capitaine Nares (1875-1876). La Mer Paléocristique. — Voyage de la Jeannette (1879-1881). — Les observations circompolaires (1882-1883). — Les explorations antarctiques.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord. Leur rapide accroissement. — Longtemps traitée par l'Europe comme une inférieure, et mise au rang de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie, l'Amérique est devenue l'égale de sa sœur aînée, qui l'a découverte et colonisée ; sur bien des points, comme on a pu le constater à l'Exposition universelle de 1878, elle est une rivale redoutable, et pourrait même devenir une rivale victorieuse.

Jamais aucune nation n'a vu sa population et son territoire s'accroître aussi rapidement que les États-Unis de l'Amérique du Nord. En 1776, lorsque l'indépendance fut proclamée, la république se composait des treize États suivants : *New-Hampshire*, *Massachusetts*, *Rhode-Island*, *Connecticut*, *New-York*, *New-Jersey*, *Pensylvanie*, *Delaware*, *Maryland*, *Virginie*, *Caroline du Nord*, *Caroline du Sud*, *Géorgie*. On décida que le nombre des États pourrait être augmenté indéfiniment, mais qu'à l'avenir un territoire ne pourrait être converti en État si sa population blanche ne s'élevait au moins à 50,000 habitants. Les États seuls s'administrent eux-mêmes et envoient des députés au Congrès.

De 1777 jusqu'à nos jours le nombre des États a été porté de treize à trente-huit[1]. Les nouveaux États sont : le *Vermont* (1791), le *Tennessee* (1793), le *Kentucky* (1796), l'*Ohio* (1802), la *Louisiane* (1803), l'*Indiana* (1816), le *Mississipi* (1817), l'*Illinois* (1818), l'*Alabama* (1819), le *Maine* (1820), le *Missouri* (1821), le *Michigan*, l'*Arkansas* et la *Floride* (1836), l'*Iowa* (1845), le *Texas* (1846), le *Wisconsin* (1846), la *Californie* (1848), le *Minnesota* (1854), le *Kansas* (1856), l'*Orégon* et la *Virginie occidentale* (1862), le *Nevada* (1864), le *Nebraska* et le *Colorado* (1876). Il faut y ajouter dix territoires : le *Nouveau-Mexique*, l'*Arizona*, l'*Utah*, le *Washington*, l'*Idaho*, le *Montana*, le *Dakota*, le *Wyoming*, le *Pembina*[2], et le *territoire indien*. Le territoire des États-Unis est au moins six fois plus étendu qu'au moment de leur fondation. Il est quatorze fois plus étendu que l'empire d'Autriche; cinquante-deux fois plus que la Grande-Bretagne ; l'Orégon à lui seul est plus grand que l'Angleterre, le Texas que la France, la Californie que l'Espagne.

La population s'est accrue dans la même proportion. En 1790 elle s'élevait à 3,929,214 habitants ; en 1820 elle était de 9,633,822 ; en 1830, de 12,853,858 ; en 1860 elle montait à 31,443,321 ; en 1870, à 38,925,598 âmes ; elle s'élevait en 1880

1. Ces États nouveaux ont été formés : les uns, par le dédoublement d'un État primitif en deux : par exemple, le Vermont s'est détaché du New-York, et le Maine du Massachusetts ; les autres, par la colonisation des terres de l'ouest et l'érection de territoires en États ; d'autres encore par des achats ou des conquêtes. La Louisiane a été achetée à la France (1803), et la Floride à l'Espagne ; le Texas s'est détaché du Mexique (1846). Le Nouveau-Mexique et la Nouvelle-Californie ont été conquis sur les Mexicains en 1847.

2. Ce nouveau territoire, délimité le 11 février 1881, est formé de la partie septentrionale du Dakota.

à 50,155,783 habitants, dont 49,369,595 pour les 38 États représentés au Congrès. Elle se compose surtout d'habitants d'origine anglaise, irlandaise et allemande. Dans les États du Sud, il y a un grand nombre de Français et d'Espagnols. Les Indiens sont encore répandus entre le Mississipi et les Montagnes Rocheuses.

Activité des Américains. — Bien des causes ont contribué à cet accroissement rapide des États-Unis. Un territoire immense et fertile, arrosé de grands fleuves présentant des moyens de communication facile, s'offrait à l'activité des colons. Maîtres d'un sol riche et jeune, les Américains l'ont travaillé avec l'activité énergique, âpre, opiniâtre, qui est le fond du caractère britannique[1]. Ils ont porté la hache et la cognée dans les forêts vierges; les marais, les savanes, ont disparu. De grandes villes se sont élevées avec une rapidité merveilleuse. Le sol a été sillonné de routes; des chemins de fer ont traversé le pays dans tous les sens. Creusée, fouillée dans ses profondeurs, la terre a livré les mines de cuivre de l'Orégon et les mines d'or de la Californie, tandis qu'à sa surface elle se couvrait de blé, de riz, de maïs, de vignes, de coton, de cannes à sucre et de tabac[2].

L'immigration. — Le gouvernement américain n'a cessé de favoriser l'immigration par les mesures les plus libérales : aussi des milliers d'Européens, venus surtout d'Allemagne et d'Irlande, répondent-ils chaque année à son appel. Tout immigrant, à son arrivée sur le sol des États-Unis, reçoit une concession de 160 acres (64 hectares 73 centiares) de terres domaniales, à la seule condition de devenir citoyen américain, d'ex-

1. « Les Américains mettent une sorte d'héroïsme dans leur manière de faire le commerce. » (A. de TOCQUEVILLE, *la Démocratie en Amérique.*)

2. Le commerce des grains à Chicago, trente-trois ans après sa fondation, en 1863-1864, s'élevait à 54,741,839 boisseaux. La même année cette ville mettait en barils, dans ses 58 abattoirs, 904,659 porcs. Chicago, bâtie vers 1830 à la pointe méridionale du lac Michigan, dans l'Illinois, bien qu'elle ait été dévastée à plusieurs reprises par d'effroyables incendies, compte aujourd'hui 503,304 habitants. La plupart des villes grandissent dans une proportion analogue. « En face de nous, de l'autre côté de l'Océan, le continent américain, qui consommait nos produits, est devenu à son tour un immense producteur. Ses blés envahissent nos marchés; ses fabriques commencent à lutter contre les nôtres, et demain peut-être ses bestiaux, apportés par de puissants steamers, seront sur nos côtes dix jours après avoir quitté New-York. » (A. RABOU.)

Pour l'année fiscale 1879-1880, l'exportation du blé et de la farine de froment a dépassé 183 millions de boisseaux, ou environ 61 millions d'hectolitres. En y ajoutant les autres produits agricoles, on arrive pour cette période à un total de 680 millions de dollars, ou 3 milliards 400 millions de francs.

ploiter le sol pendant cinq ans et de payer 10 dollars (50 fr.) pour droit de cadastre et de transmission.

« Ces concessions, disait en 1862 un écrivain américain (R. J. Walker), sont situées de telle sorte que l'émigrant peut choisir la température qui lui convient le mieux, depuis celle de Saint-Pétersbourg jusqu'à celle de Canton. Il aura, à son gré, un climat froid, chaud ou tempéré ; un terrain propice aux travaux de la ferme, à ceux du jardinage, à la culture en prairies, à celle de la vigne ; il pourra s'y livrer à la chasse ou à la pêche... Il choisira pour voisins des Hollandais ou des Allemands, des Écossais, des Anglais, des Gallois, des Français, des Suisses, des Norwégiens ou des Américains. Il choisira également entre les côtes maritimes et les rives des lacs ou des rivières; entre les terres déclives de l'Océan, les vallées et les montagnes. Il jouira d'une liberté de conscience absolue... Ses fils et ses filles, dès qu'ils auront atteint vingt et un ans, auront droit chacun à une concession de 160 acres. Il deviendra notre frère, et jouira, ainsi que ses enfants, de cet héritage de liberté qui est notre partage. Il viendra dans un pays où le travail est respecté et rémunéré, où il est roi[1]. »

Découvertes dans l'Ouest : la vallée du Mississipi; les Montagnes Rocheuses. — Avant 1830 on connaissait à peine la partie du continent située à l'Ouest du Mississipi, où les chasseurs de buffles se hasardaient seuls. De 1830 à 1840 on reconnut tous les affluents que le grand fleuve reçoit sur la rive droite; à partir de ce moment, le cours du Mississipi fut exactement connu. Le *Mississipi* prend sa source dans les montagnes qui séparent les États-Unis du Canada et du lac Su-

1. « On ne connaîtrait point une des causes les plus actives de la prospérité de l'Ouest, si l'on n'étudiait ses lois territoriales. Ailleurs, le cadastre a suivi des siècles de possession ; ici le cadastre précède la colonisation... Qui n'a été frappé, en regardant la carte des États-Unis, de voir tant de limites rectangulaires simplement formées de méridiens et de parallèles terrestres? Ailleurs, les fleuves, les montagnes, la constitution géologique, séparent les provinces ; sur le territoire de l'Union américaine, la géodésie a tracé des frontières tout idéales. Elle a déterminé non seulement les limites des États, mais celles des circonscriptions municipales, et, à l'intérieur de ces dernières, les bornes de la propriété individuelle..... Le voyageur qui, des États de l'Atlantique, arrive dans les plaines de l'Ouest, ne peut manquer d'être frappé du contraste entre les formes irrégulières des propriétés dans les vieux États et les figures rectangulaires des terres dans les États nouveaux..... Les cartes de l'Illinois, du Wisconsin, du Minnesota, semblent de grands damiers..... » (A. LAUGEL, *les États-Unis pendant la guerre.*)

périeur, dans l'État de Minnesota; il reçoit à droite le *Minnesota*, passe à *Saint-Paul*, sépare les deux États de Minnesota (à l'ouest) et de Wisconsin (à l'est), reçoit à gauche le *Wisconsin;* sépare les États d'Iowa et de Missouri (à l'ouest) de celui d'Illinois (à l'est), reçoit à gauche l'*Illinois*, à droite le *Missouri*, grossi lui-même au sud de la *Rivière Blanche*, de la *Nebraska* ou *Rivière Plate* et du *Kansas*. Ensuite le Missisipi arrose *Saint-Louis* et *Cairo*, reçoit sur la rive gauche l'*Ohio*, grossi lui-même au sud du *Kentucky* et du *Tennessee;* il sépare les États de Missouri et d'Arkansas (à l'ouest) des États de Kentucky et de Tennessee (à l'est), passe à *Columbus, New-Madrid*, *Memphis;* sépare l'État d'Arkansas (à l'ouest) de celui de Mississipi (à l'est), passe à *Helena*, reçoit sur la rive droite l'*Arkansas;* sépare les États de Louisiane (à l'ouest) et de Mississipi (à l'est), passe à *Vicksburg*, près de *Natchez*, reçoit à droite la *Rivière Rouge*, passe à *Bâton-Rouge* ou *Port-Hudson*, arrose la *Nouvelle-Orléans* au sud du lac *Pontchartrain*, et, après avoir formé un immense delta, se jette dans le Golfe du Mexique.

Après avoir exploré la vallée du Mississipi, on était parvenu à travers les savanes jusqu'au pied des Montagnes Rocheuses. En 1843, un hardi voyageur, Fremont, partit de Saint-Louis pour l'ouest; il remonta le Kansas, puis la Nebraska, jusqu'aux Montagnes Rocheuses, et parvint au sommet de la chaîne, à 13,570 pieds au-dessus du niveau de la mer. Dans un second voyage (1843), il les franchit et se trouva dans l'immense bassin intérieur au centre duquel s'étend le *Grand Lac Salé*[1].

Non content d'avoir parcouru le lac en canot, il continua sa course vers l'ouest et traversa les forêts de l'Orégon : il voulait atteindre la Californie. Les *Montagnes Neigeuses* se dressaient comme un mur infranchissable entre la petite troupe de Fremont et le versant du Pacifique. Les Indiens, le bras tendu vers les montagnes, refusaient de servir de guides, en s'écriant avec effroi : « Roche sur roche, neige sur neige! » Fremont s'y

1. C'est là que s'élève aujourd'hui *la Nouvelle-Jérusalem*, appelée encore *Deseret* ou *la Grande Ville du Lac Salé*, capitale des *Mormons*. Cette bizarre secte religieuse, fondée en 1830 à Fayette dans l'État de New-York par Joseph Smith, et transportée ensuite à Nauvoo dans l'Illinois, fuyant la « *terre d'Égypte* » et la « *demeure des impies* », est venue, à la suite d'un nouvel *exode*, s'établir définitivement dans l'Utah. La polygamie regne parmi les Mormons. Leur chef, Brigham-Young, est mort en 1878.

engagea sans hésiter : le feu et la pioche lui frayèrent un passage jusqu'en Californie.

La Californie. — Cinq ans après (1848), les États-Unis faisaient une nouvelle acquisition, due cette fois à la guerre et à la victoire. A l'ouest de l'Amérique, entre la Vieille-Californie au sud et l'Orégon au nord, s'étend sur la côte de l'Océan Pacifique une vaste contrée arrosée par deux fleuves sortis de la Sierra Nevada, et qui viennent presque se confondre à leur embouchure : le Rio Sacramento et le Rio San-Joaquin. Cette contrée est la Nouvelle-Californie. L'air y est sain, la terre fertile. Elle est protégée contre les chaleurs par le voisinage de la mer et la hauteur des montagnes. Cédée en 1848 par le Mexique aux Américains, elle reçut bientôt un certain nombre de colons qui commencèrent à la mettre en culture.

Découverte des mines d'or (1848). — Tout à coup, à la fin de 1848, un bruit étrange se répandit en Amérique et en Europe : on avait trouvé une terre où il suffisait d'entr'ouvrir le sol pour rencontrer des gisements d'or, où un mineur recueillait 500 francs de métal par jour, où l'on pouvait, en se baissant, amasser en quelques mois une fortune prodigieuse : tout le sol de la Californie se composait d'or à l'intérieur. Ces nouvelles, que le bruit public grossissait encore, causèrent partout une effervescence prodigieuse. Des États-Unis, de France, d'Angleterre, de tous les points du monde, on vit accourir des milliers de gens qui croyaient n'avoir qu'à débarquer en Californie pour faire fortune : quiconque aurait touché cette terre enchantée devait revenir avec des millions. Négociants ruinés, ouvriers sans ouvrage, jeunes gens aventureux et sans profession, tous s'embarquèrent à l'envi pour aller, nouveaux Argonautes, chercher la fortune qui fuyait devant eux. Mais parmi les premiers arrivés, la plupart périrent. On trouva de l'or en Californie, mais on n'y trouva pas de pain. Les milliers d'hommes réunis si rapidement sur une terre la veille encore à peu près déserte durent s'occuper des moyens de chercher leur subsistance. Plus d'une fois les aventuriers accourus en Californie se disputèrent des gisements d'or ou des vivres les armes à la main.

Il y avait deux sortes de gisements d'or : les *placers*, ou or entraîné et déposé dans les sables par les alluvions ; ensuite les *mines*. On se jeta d'abord sur les placers, qui furent bientôt épuisés. Alors le nombre des immigrants diminua. On travailla dans les mines, et la production devint de plus en plus

considérable. En ce moment elle monte à 500 millions par an[1]. Les terrains aurifères ont 200 lieues de longueur sur 25 de largeur.

La population de la Californie, qui était de 22,000 habitants avant 1848, est aujourd'hui de 864,694 personnes, Américains, Européens, Indiens, Chinois ; *San-Francisco,* « la reine du Pacifique », à l'entrée de la plus vaste baie du monde, en renferme 233,959. *Monterey*, *San-José*, *Sacramento*, *Marysville, Stockton*, *Vallejo*, *Santa-Barbara, San-Gabriel*, *San-Diégo*, *San-Juan*, grandissent rapidement. Des chemins de fer unissent entre elles les différentes villes de la Californie. On creuse des canaux, on établit des routes, on défriche les forêts de pins, les plus anciennes et les plus élevées de l'univers. Aujourd'hui la Californie exporte du blé, des fruits, du maïs, de l'orge et des bois de construction. Elle est en communication avec le reste des États-Unis par le chemin de fer qui traverse l'Amérique dans toute sa largeur en franchissant les Montagnes Rocheuses, et joint New-York à San-Francisco.

La découverte des mines de Californie, bientôt suivie de celle des mines d'Australie, en augmentant considérablement la masse du numéraire en circulation, amena la dépréciation du métal. Moins rare, l'or eut aussi moins de valeur. Le prix des objets de consommation devint plus élevé. La propriété mobilière, les actions industrielles, tendirent à se développer de plus en plus. De nos jours on veut gagner beaucoup et gagner vite : *Time is money*, « le temps, c'est de l'argent », disent les Anglais.

Gouvernement des États-Unis. — La Constitution des États-Unis se prêtait à leur développement rapide. Réunis seulement pour les affaires générales et en face des étrangers, les différents États qui composent l'Union jouissent les uns à l'égard des autres d'une indépendance à peu près complète. Chacun d'eux a ses lois, son budget, sa représentation particulière : chacun d'eux envoie à Washington un certain nombre de députés au *Congrès* chargé de régler les affaires de l'Union.

Le *Congrès*, auquel est confié le pouvoir législatif, se com-

1. Les États-Unis renferment non seulement de l'or, mais encore des métaux de toute nature. Il y a des mines d'argent dans la Sierra Nevada et les Montagnes Rocheuses. On rencontre le cuivre surtout dans le Michigan, près du Lac Supérieur. Le fer se trouve partout. La houille abonde dans la plupart des États. Le pétrole se rencontre dans les bassins houillers des Monts Alléghany et du Nord. Il y a des gisements de plomb sur les deux rives du Mississipi, et du sel dans trente États.

pose de deux Chambres : les *Représentants* et le *Sénat*. Les représentants sont nommés pour deux ans par le suffrage universel et direct. A l'origine, on nommait un représentant par 33,000 habitants. Si cette proportion eût été maintenue, il y aurait aujourd'hui 1,800 députés. Elle a été modifiée à plusieurs reprises : depuis 1870, il n'y a plus que 1 député par 134,500 habitants. Une loi a été proposée le 21 janvier 1881, pour fixer le nombre des représentants à 301 (au lieu de 293), à raison de 1 par 164,000 habitants. Les sénateurs sont nommés pour six ans par les Chambres des États ; il y en a deux par État. Le Sénat se renouvelle par tiers tous les deux ans. Les sénateurs doivent avoir au moins trente ans, être citoyens depuis neuf ans; les représentants, au moins vingt-cinq ans, être citoyens depuis sept ans. Le Congrès seul peut faire les lois, lever les impôts; sa sanction est nécessaire à la plupart des actes du Président de la République.

Pour être *Président*, il faut être né citoyen des États-Unis, avoir trente-cinq ans d'âge et quatorze ans de résidence. Le Président, responsable, est chargé du pouvoir exécutif. Il commande les forces de terre et de mer, nomme les ministres, les ambassadeurs et les juges de la Cour suprême des États-Unis, signe les traités et les actes du Congrès. Il peut auparavant réclamer de nouvelles délibérations des Chambres. Si les deux Chambres séparément maintiennent la loi à une majorité des deux tiers, il est tenu de la signer dans les dix jours ; passé ce délai, elle devient exécutoire sans son assentiment. Le Président a droit de grâce; il peut être mis en accusation, jugé et déposé. Il est élu pour quatre ans par une élection à deux degrés. On désigne par le suffrage universel, dans chaque État, un nombre d'électeurs égal au nombre total des sénateurs et des représentants envoyés par l'État au Congrès : ce sont ces électeurs qui choisissent le Président. Il est rééligible à sa sortie de charge. Le Vice-Président, élu de même, préside le Sénat, et remplace le magistrat suprême en cas de mort, destitution ou démission.

Le pouvoir judiciaire appartient à la *Cour suprême*. Elle l'exerce en ce qui concerne les intérêts généraux des États-Unis entre eux et avec les puissances étrangères. Elle peut annuler les actes du Congrès et ceux du Président, lorsqu'ils sont contraires aux lois constitutionnelles. S'élève-t-il un conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, elle est le juge du débat.

Les rouages de ce gouvernement sont bien simples. La liberté qui règne dans les rapports entre l'Union et les États se retrouve dans les rapports entre les États et les citoyens. Droit de réunion et de pétition, liberté absolue de la presse[1], droit d'exercer tous les cultes, inviolabilité du foyer domestique, liberté individuelle protégée par l'*habeas corpus*, qui défend d'arrêter un citoyen sans ordre des magistrats et sans le traduire immédiatement devant ses juges naturels : aucune garantie ne manque aux habitants des États-Unis. Nulle part le gouvernement n'intervient moins dans les affaires des particuliers et n'abandonne davantage à l'initiative individuelle : l'instruction publique, les cultes, les travaux publics, sont laissés aux soins des citoyens ou des communes.

Le Nord et le Sud. — Le 17 septembre 1796 Washington disait dans une adresse d'adieu au peuple des États-Unis : « L'unité de gouvernement qui fait de vous un seul peuple, est la base de votre indépendance, le gage de votre tranquillité au dehors et au dedans. C'est celui de votre sûreté, de votre prospérité, et celui de cette liberté que vous appréciez tant... Le nom d'*Américains*, qui est pour vous le nom national, doit plus que toute autre dénomination plus locale, exalter en vous l'orgueil du patriotisme. A de très faibles différences près, vous avez la même religion, les mêmes coutumes, les mêmes mœurs, les mêmes principes politiques..... Mais ces considérations, quelque puissantes qu'elles soient, le sont bien moins encore que celles qui touchent de plus près à vos intérêts particuliers, et chaque partie de l'Union doit reconnaître en elle-même les raisons les plus fortes pour ne point s'isoler. Le Nord, par une communication libre que protègent les lois égales d'un même gouvernement, trouve dans les productions du Sud un surcroît de ressources pour les entreprises maritimes et commerciales, ainsi que des matériaux précieux pour ses manufactures ; le Sud, par cette même communication avec le Nord, voit prospérer son agriculture et s'étendre son commerce. Attirant dans ses ports une partie des gens de mer du Nord, il augmente sa navigation et prépare les voies à l'établissement d'une marine nationale. »

Le conseil donné par Washington à ses concitoyens était excellent; malheureusement il y avait entre le Nord et le Sud

1. En 1881, il y avait aux États-Unis 10,131 journaux, c'est-à-dire le tiers de la presse périodique de tout l'univers.

des États-Unis des causes permanentes de division. Les États du Nord vivaient surtout de l'industrie, du commerce maritime, de l'exploitation des mines ; là se trouvaient les villes les plus importantes, et dans les campagnes la propriété était divisée. La principale richesse des États du Sud était l'agriculture ; la grande propriété y régnait ; on y cultivait le blé, le maïs, le riz, la pomme de terre, la canne à sucre, le tabac et surtout le coton. Toutes les nations de l'Europe envoyaient chaque année de nombreux navires, qui exportaient pour un milliard et demi de produits : c'est dans les ports du Nord qu'ils venaient prendre leur chargement. Le Sud n'ayant pas de moyens de transport, le Nord, au grand déplaisir des planteurs, servait d'intermédiaire entre eux et l'Europe.

Question de l'esclavage. Mécanisme électoral favorable au Sud. — Si l'agriculture était florissante dans les États du Sud, cette prospérité était achetée au prix d'un spectacle douloureux pour l'humanité : toutes les plantations, en Virginie, dans les Carolines, la Floride, la Louisiane et le Texas, étaient cultivées par des nègres esclaves. Achetés et vendus comme des troupeaux, ces malheureux passaient leur vie sur un sol brûlant, obligés de travailler sous le fouet d'un maître la plupart du temps cruel, exposés, s'ils retombaient en son pouvoir après avoir pris la fuite, aux supplices les plus révoltants. L'esclavage n'existait pas dans le Nord ; mais dans le Sud le nombre des esclaves augmentait rapidement ; il s'élevait en 1860 à près de trois millions. Dix ans auparavant les hommes du Sud avaient obtenu l'autorisation de poursuivre les esclaves fugitifs, même sur le territoire des États où l'esclavage n'existait pas.

Les habitants des États du Nord, attachés aux principes républicains, nourris dans les idées puritaines, habitués à un travail opiniâtre, à un respect sincère et profond pour les préceptes de la Bible, voyaient avec une douleur mêlée d'indignation le maintien de l'esclavage sur le territoire de l'Union ; ils auraient voulu que le Congrès prît l'initiative de l'affranchissement des nègres. Malheureusement le mécanisme électoral constituait une violation de l'égalité au profit du Sud. Les trois cinquièmes des nègres esclaves étaient comptés dans le dénombrement sur lequel on basait le nombre de députés à élire. Il y avait à cette époque un député pour 70,816 habitants. Or, dans les États du Nord, 70,816 *habitants* représentaient 70,816 *électeurs;* tandis que dans les États esclavagistes

le même nombre d'habitants ne représentait souvent que 40,000 ou 30,000, ou même 20,000 électeurs, quand on en avait défalqué les nègres esclaves. Le Sud avait donc en proportion un plus grand nombre de députés que le Nord, et par suite, presque toujours la majorité dans le Congrès.

Mort de John Brown (1859). — Pendant longtemps les abolitionnistes ne purent faire que des tentatives individuelles pour obtenir l'affranchissement des hommes de couleur. Un vieillard courageux, le capitaine John Brown du Kansas, appela aux armes les esclaves de Virginie à Harper's Ferry (octobre 1859) ; il échoua, fut pris et pendu avec quatre des siens, sans que le président Buchanan fît rien pour les sauver (2 décembre 1859). Cet acte de cruauté eut un immense retentissement et causa dans les États du Nord une sensation profonde. C'était une sorte de défi : les abolitionnistes n'avaient plus qu'à renier leurs principes ou à détruire l'esclavage.

Élection du président Lincoln (1860). — Depuis Washington les différents présidents des États-Unis ont été : John Adams (1797-1801) ; Thomas Jefferson, deux fois réélu (1801-5-9) ; James Madison, deux fois réélu (1809-13-17) ; James Monroe[1], deux fois réélu (1817-21-25) ; John Quincy Adams (1825-29) ; Andrew Jackson, deux fois réélu (1829-33-37) ; Martin Van Buren (1837-41) ; William Harrison (1841), mort un mois après son installation, et remplacé par le vice-président John Tyler (1841-1845) ; James Polk (1845-1849) ; Taylor (1849-1850), mort au bout d'un an et remplacé par le vice-président Fillmore (1850-53) ; Franklin Pierce (1853-57) ; James Buchanan (1857-61). Le Sud avait eu longtemps l'avantage dans les élections présidentielles. C'est qu'il y avait dans les États-Unis deux grands partis : les *Républicains* et les *Démocrates*. Les *Républicains* demandaient que le gouvernement central reçût des pouvoirs plus étendus, de façon que l'union entre les différents États devînt plus étroite ; ils voulaient affaiblir le gouvernement central pour augmenter la liberté des pouvoirs locaux. Tous les gens du Sud, tous les proprié-

1. Ce fut le président Monroe qui en 1823, dans son message annuel au Congrès, inaugura la fameuse doctrine connue sous son nom : « En principe, y disait-il, le continent américain, par suite de l'attitude libre et indépendante que le peuple a prise et qu'il entend conserver, ne doit pas être considéré comme soumis à l'avenir à la colonisation, par quelque puissance européenne que ce soit. »

taires d'esclaves étaient nécessairement démocrates. Mais il y avait même dans les États du Nord un grand nombre de démocrates qui, tout en n'ayant aucun intérêt au maintien de l'esclavage, n'en votaient pas moins dans les élections avec les gens du Sud, par crainte de la centralisation.

Le président Buchanan, dont les pouvoirs devaient expirer en 1860, appartenait au parti démocrate. Quel serait son successeur? La question de l'esclavage était devenue capitale. En votant pour ou contre tel ou tel candidat à la présidence, les électeurs savaient qu'il ne s'agissait plus de centralisation ou d'indépendance locale, mais de l'abolition ou du maintien de l'esclavage. Afin qu'il fût impossible de s'y tromper, les gens du Sud demandèrent dans leur programme aux candidats à la présidence de leur promettre la conquête de Cuba, l'autorisation de transporter les esclaves dans les territoires, et même dans les États abolitionnistes. En présence de ces exigences, tous ceux des *démocrates* qui auparavant avaient fait alliance avec le Sud pour augmenter les libertés locales abandonnèrent son parti et se rallièrent aux *républicains*. Le 6 novembre 1860, un républicain, Lincoln, fut élu président. Depuis longtemps, il était connu comme abolitionniste. Il disait le 17 juin 1858 à Springfield : « Une maison divisée contre elle-même ne peut durer. Je crois que ce gouvernement ne peut se maintenir d'une façon durable, soutenu d'un côté sur l'esclavage, de l'autre sur la liberté. » La même année il disait encore : « Je ne puis que haïr l'esclavage. Je le hais à cause de sa monstrueuse injustice. »

Abraham Lincoln était né le 12 février 1809 dans le Kentucky. « La vie des champs, le grand air des plaines de l'ouest, formèrent cette robuste nature et la préparèrent aux luttes qu'elle eut à soutenir. Comme presque tous les gens de l'ouest, il fit un peu tous les métiers : il conduisit un *flat boat* (bateau plat) sur le Mississipi; il se fit *rail-splitter*, coupa et scia du bois pour les clôtures des fermes de l'Illinois; les grands fleuves et la prairie lui en apprirent plus que les livres... C'est au désert, parmi les bois, les fleurs sauvages, les champs nouvellement semés, qu'il prit le goût de l'indépendance, le dédain de toute étiquette, le respect du travail... » (A. LAUGEL.) Au milieu de cette vie laborieuse, il trouva le temps de s'instruire, de se faire recevoir avocat, arpenteur, et d'apprendre par cœur des pièces entières de Shakspeare. Son caractère actif, tenace, sa volonté inébranlable, jointe à une grande bonté de cœur, à

la franchise du caractère et à la bienveillance du langage, qui n'excluait pas une légère pointe d'ironie, enfin une foi profonde dans les destinées du peuple américain, fixèrent sur « l'honnête Abraham » (*Honest old Abe*) l'attention de ses concitoyens. Quatre fois membre de la législature de l'Illinois, il siégea deux ans au Congrès de Washington (1847-1849). En 1858 il ne put être élu sénateur : son compétiteur, le démocrate Douglas, « le petit géant de l'ouest », l'emporta sur lui; mais en 1860 il fut adopté comme candidat pour la présidence par la convention républicaine de Chicago, et triompha.

Soulèvement des esclavagistes (1861). **Congrès de Richmond. M. Jefferson Davis.** — Cette élection fut le signal de la guerre. Lincoln devait entrer en fonctions le 4 mars. Dès le 20 décembre, à la suite de son élection, la Caroline du Sud déclara rompu le lien qui l'unissait aux États-Unis; un mois après, le Mississipi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, suivirent cet exemple (9, 10, 11, 19 janvier 1861); la Louisiane, le 26 janvier, le Texas le 1er février, en firent autant. Le 4 février les délégués de ces sept États se réunirent à Montgommery et formèrent une *Confédération*. Un huitième État, le Tennessee, s'unit aux premiers. D'autres, comme la Caroline du Nord et la Virginie, se déchirèrent en deux et furent, de gré ou de force, occupés par les troupes confédérées. Richmond, sur la rivière James en Virginie, fut choisi par les séparatistes pour capitale.

C'est là que se réunit leur congrès, qui adopta une constitution modelée sur celle des États-Unis. Il élut pour président de la confédération M. Jefferson Davis et pour vice-président Alexandre H. Stephens (18 février 1861). Dès lors il y avait deux partis, deux États, deux républiques : les abolitionnistes et les esclavagistes, les Fédéraux et les Confédérés, le Nord et le Sud.

Première présidence de Lincoln. Guerre de la sécession. — Les États du Nord ne pouvaient pas consentir au déchirement de l'Union. Le président Lincoln avait quitté sa résidence de Springfield en Illinois au début de février, pour venir entrer en charge à Washington. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat à Baltimore, il prit possession du pouvoir le 4 mars à la Maison-Blanche[1].

1. La *Maison-Blanche* est le palais du président; le Congrès siège au *Capitole*.

Un mois après la lutte avait commencé. Le 12 avril les confédérés attaquèrent le *Fort Sumter*, à *Charleston*. Les quelques soldats fédéraux qui occupaient ce poste sous la conduite du major Anderson ne capitulèrent qu'après une résistance opiniâtre, quand l'incendie allumé par les bombes ennemies eut rendu la position impossible à tenir.

La lutte s'engagea aussitôt sur tous les points. Les États du Nord renfermaient une population de 26 millions d'habitants ; ils avaient une marine qui leur permettait de bloquer les ports du Sud ; ils avaient dans leurs banques et leurs caisses de commerce des valeurs métalliques considérables. Les États confédérés ne comprenaient que 5 millions d'habitants, parmi lesquels 2,500,000 esclaves ; ils étaient bien moins riches que leurs adversaires. Pourtant la lutte n'était pas aussi disproportionnée qu'elle le paraissait. En se battant pour le maintien de l'esclavage sur le sol même de leurs plantations, les hommes du Sud défendaient leur fortune : vaincre ou être ruinés, voilà quelle était pour eux l'alternative. Les confédérés, vivant au milieu d'une population esclave considérable, qu'il fallait tenir en respect, accoutumés à la chasse dans leurs savanes, habitués aux longues courses sous un soleil brûlant, dans les guerres contre les Indiens des frontières, maniant dès l'enfance le revolver ou la carabine, étaient une race de soldats. Bien peu au contraire parmi les hommes du Nord avaient eu jusque-là l'habitude ou le goût de la vie militaire ; ils étaient braves, mais pour vaincre cette qualité ne suffit pas.

Campagne de 1861. — On le vit bien au début. Les confédérés eurent une armée organisée avant que le Nord, surpris par cette brusque attaque, pût leur opposer des forces capables de les arrêter. Ils avancèrent rapidement sous les ordres de Beauregard et de Johnston, occupèrent *Manassas-Jonction* et menacèrent la capitale de l'Union. La première armée que les fédéraux leur opposèrent se composait de miliciens sous les ordres de Mac-Dowel : elle fut battue le 21 juillet sur les bords du *Bull's Run*, petit ruisseau près de Manassas. Les confédérés atteignirent les bords du Potomac.

Le président Lincoln ne perdit pas courage, et les Américains se montrèrent prêts à tous les sacrifices. Les enrôlements volontaires ne suffisant pas, le Congrès vota l'établissement de la conscription. A partir de ce moment jusqu'à la fin de la guerre, il appela aux armes plus de 2,000,000 d'hommes. La marine militaire compta bientôt 589 bâtiments portant 4,433 canons

et montés par 70,000 marins. Avec cette flotte, à laquelle le Sud ne pouvait pas opposer une marine aussi redoutable, les États-Unis bloquèrent les ports de la confédération, empêchèrent la sortie des cotons et le commerce du Sud avec l'Europe. C'était le meilleur moyen de le réduire à céder.

Sur terre les armées fédérales prirent également l'offensive. D'un côté on se proposa de s'emparer de toutes les positions occupées par les confédérés dans la vallée du Mississipi, de manière à couper en deux les États séparatistes et à leur enlever toute communication avec l'ouest; de l'autre, en Virginie, on dut marcher sur Richmond, afin de chasser les confédérés de leur capitale et de frapper la rébellion au cœur.

Campagne de 1862. — Au printemps de 1862 les armées fédérales occupèrent au sud de Cairo, en descendant le Mississipi, *Columbus* et *New-Madrid*, prirent 124 canons et firent 6,000 prisoniers (14 mars-7 avril). Au même moment (6 avril), Grant, vainqueur à *Pittsburg-Landing*, près de Corinthe et de Cairo, achevait de dégager le haut Mississipi. Les fédéraux ne furent pas moins heureux sur la partie basse du fleuve. Le général Butler y combina ses opérations avec la flottille du commodore Farragut. Après six jours de bombardement (18-24 avril) ce hardi marin rompit la chaîne qui barrait le Mississipi entre les forts Jackson et Saint-Philippe, remonta le fleuve sous les feux croisés de ces deux ouvrages, qui furent enlevés quelques jours plus tard, et s'empara le 25 de la *Nouvelle-Orléans*, où le général Butler vint le rejoindre.

En Virginie, Mac-Clellan, à la tête de l'armée fédérale du Potomac, forte de 120,000 hommes, descendit sur des transports le Potomac et la baie de Chesapeake et vint débarquer sous les canons du fort *Monroe*, au nord de l'embouchure du James. Il s'empara du port d'*Yorktown* au sud-est de Richmond, après un mois de siège (5 avril-4 mai). Il poursuivit les confédérés l'épée dans les reins, atteignit Johnston à *Williamsburg* et le vainquit le 4 mai.

Il gagna encore le 31 mai la sanglante bataille de *Fair-Oaks*. Mais il était épuisé par tant de marches et de contremarches, de luttes sanglantes, et il avait en face de lui toutes les forces confédérées réunies : il fallut rétrograder en redescendant le James vers la côte pour s'appuyer sur la flotte fédérale. La retraite fut signalée par des batailles acharnées à *Beaver-Dam*, *Gaine's-Hill*, *White-Oak* et *Malvern-Hill*. Elle coûta 15,000 hommes et se termina près de *Harrisson's-Lan-*

ding, à 27 kilomètres au-dessous de Richmond. Elle avait duré du 26 juin au 1er juillet.

Mac-Clellan y resta jusqu'au 14 août. Dans cette position, il était maître de l'embouchure du James, coupait les communications de l'ennemi avec la mer et menaçait toujours Richmond. Mais aussi il avait cessé d'occuper la route directe entre Richmond et Washington; les confédérés étaient plus près que lui de la capitale de l'Union. N'était-il pas à craindre que Lee, leur habile généralissime, par une marche hardie, ne se portât sur le Potomac ? Le major général Hallek, placé le 11 juillet à la tête de toutes les forces de terre des États-Unis, enjoignit à Mac-Clellan de quitter *Harrison's-Landing* pour venir garder la ligne de Rappahannock, et donner la main à Pope, qui, le 9 août, avait repoussé à *Cedar-Mountain* l'attaque de Jackson. Mac-Clellan, qui espérait s'emparer de Richmond, opéra malgré lui ce mouvement rétrograde. Déjà ce qu'Hallek avait craint était arrivé : pendant que Lee observait Mac-Clellan, Jackson s'était de nouveau dirigé par le nord-ouest sur Washington ; il avait gagné seconde bataille de *Bull's-Run* et occupé *Frederiksburg*. Mac-Clellan dut gagner Washington en toute hâte. Lee marche en avant, se joint à Jackson et franchit le Potomac au-dessus de Washington pour prendre cette ville à revers et la mettre entre deux feux, en insurgeant derrière elle le Maryland. Mac-Clellan arrêta heureusement les confédérés, par la victoire de *South-Mountain* (14 septembre) et les trois journées d'*Antietam*[1] (16, 17, 18 septembre). Lee se retira sur la rivière James.

Le général Mac-Clellan affectait envers le gouvernement une liberté de langage suspecte ; le président Lincoln le destitua. Burnside, qui lui fut donné pour successeur, essaya de prendre l'offensive, et, le 11 décembre, franchit le Rappahannoch à *Frederiksburg;* mais il essuya le 13 une défaite qui le contraignit à s'arrêter. Pendant l'hiver de 1862 à 1863, les armées ennemies restèrent en présence entre le Potomac et le James, couvrant, l'une Washington, l'autre Richmond.

Premiers résultats de la lutte : crise cotonnière ; abolition de l'esclavage. — Cette guerre acharnée avait eu déjà non seulement pour le nouveau monde, mais encore pour l'ancien, les plus graves conséquences. L'exportation du coton avait d'abord diminué, pour cesser ensuite à peu près complè-

1. L'Antietam est un petit affluent du Potomac.

tement ; le commerce anglais fut durement éprouvé ; bien des manufactures durent fermer. En France également, un grand nombre de manufactures, manquant de matière première pour le travail, furent obligées de renvoyer leurs ouvriers ; il y eut à Rouen pendant l'hiver une véritable famine.

En même temps aussi, un immense progrès se trouvait réalisé : l'esclavage n'existait plus. En janvier 1862 le Congrès abolit l'esclavage dans le district fédéral ou de Columbia, moyennant indemnité aux propriétaires de nègres ; ensuite il déclara qu'à l'avenir l'esclavage ne pourrait plus être introduit dans les territoires. Le 22 juillet soixante jours furent fixés aux rebelles pour poser les armes : passé ce délai leurs biens devaient être confisqués, et leurs nègres rendus à la liberté. En conséquence, le 22 septembre, le président Lincoln déclara affranchis tous les esclaves qui appartenaient aux États rebelles. Les noirs furent admis à jouir des mêmes droits que les blancs.

Campagne de 1863. — Cependant les succès des fédéraux continuaient dans la vallée du Mississipi. Les confédérés n'avaient plus sur le fleuve que Port-Hudson au confluent de la Rivière Rouge et du Mississipi, et plus haut Wicksburg. C'était par ces deux positions que les confédérés tiraient des régions de l'ouest, de l'Arkansas et du Texas, qui s'étaient déclarés pour eux, de l'argent, des vivres, des hommes. Prendre ces forteresses, c'était pour les fédéraux couper en deux la rébellion. Grant intercepta le passage entre les deux villes, bloqua *Wicksburg* le 18 mai, et le 4 juillet obligea ses 30,000 défenseurs à mettre bas les armes. *Port-Hudson* se rendit quelque temps après.

En Virginie, Hooker, successeur de Burnside, avait été, au début de la campagne (2 mai), refoulé par Lee de Frederiksburg sur le haut Potomac, que l'ennemi victorieux à *Chancellorsville* franchit à sa suite pour envahir le Maryland. Une fois de plus Washington était tourné ! Le président Lincoln appela aux armes 120,000 hommes et donna le commandement à Meade. Déjà Lee avait pénétré au nord jusqu'à *Gettysburg*. C'est là qu'il vint se heurter contre l'armée de Meade. Après deux jours de combats (2-3 juillet) et des pertes énormes, les confédérés durent battre en retraite vers le sud-ouest, au milieu des inondations, abandonnant tout le terrain qu'ils venaient de conquérir. Sur le champ de bataille de Gettysburg, Lincoln put attester que les défenseurs de l'Union « n'étaient pas morts

en vain ». « Dieu aidant, s'était-il écrié, la nation renaîtra dans la liberté, et le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple, ne périra pas sur cette terre ! »

Campagne de 1864. — Un grand résultat était désormais acquis à la cause du Nord. Chassés de la Nouvelle-Orléans, de Bâton-Rouge et de Wicksburg, les confédérés ne possédaient plus aucun point dans la vallée du Mississipi. Par le cours du Potomac et celui de l'Ohio au nord, par le Mississipi à l'ouest, que gardaient les troupes fédérales, à l'est et au sud par la mer, dont les flottes de l'Union bloquaient le rivage, les États sécessionnistes se trouvaient étroitement enveloppés. Pour en finir avec eux, le président Lincoln ordonna la mise à exécution d'un plan concentrique. Pendant que l'armée du Potomac marcherait du nord au sud sur Richmond, l'armée du James, maîtresse de l'embouchure et des deux rives du fleuve, le remonterait pour attaquer Petersburg et Richmond ; Sherman, placé à la tête des fédéraux dans le midi, refoulerait les esclavagistes du sud au nord à travers les deux Carolines, tandis que, à l'ouest, Sheridan exécuterait un plan analogue dans la vallée de la Shenandoah. Toutes les forces confédérées se trouveraient ainsi enveloppées dans un cercle, qui se rétrécirait toujours jusqu'à les étouffer dans leur capitale.

Malgré des échecs partiels et des difficultés sans nombre, ce plan réussit. Au nord Grant, malgré les efforts de Lee, vint donner la main à Butler, qui occupait les rives du James devant Petersburg et Richmond (6-12 mai). Au nord-ouest Sheridan, deux fois vainqueur dans la vallée de la Shenandoah, en chassa définitivement les confédérés. Au sud Sherman, avec une hardiesse, une rapidité, un bonheur prodigieux, s'emparait en Géorgie d'*Atlanta*, enlevant ainsi à l'ennemi les chemins de fer qui, de cette ville, vont rejoindre Charleston au sud-est, Richmond au nord-est (1er septembre). Le Sud était aux abois. Sans relation avec l'Europe, il ne pouvait vendre ses cotons, qui dès lors restaient inutiles. Il n'avait plus d'argent et ne trouvait plus de soldats.

Réélection du président Lincoln (8 novembre 1864). **Victoire du Nord. Fin de la guerre.** — C'est en novembre 1864 que devaient avoir lieu les nouvelles élections à la présidence. Dans les circonstances où l'on se trouvait, leur signification serait décisive. Maintenir au pouvoir Lincoln, c'était déclarer qu'on poursuivrait la lutte jusqu'à l'entier rétablissement de l'Union et à l'abolition complète de l'esclavage. « Si le peuple,

avait dit le président, faisait jamais au pouvoir exécutif une obligation de rendre à l'esclavage ceux que ma proclamation a affranchis, c'est un autre, non moi, qu'il devra choisir pour l'instrument de sa volonté. » Voter au contraire pour le général Mac-Clellan, le candidat démocrate, c'est annoncer l'intention de s'en tenir à des demi-mesures, à un replâtrage temporaire, qui reconstituerait l'Union en laissant subsister la servitude des noirs. Lincoln fut réélu le 8 novembre, à une immense majorité : il avait réuni 213 voix ; Mac-Clellan, 21 seulement.

Cet événement hâta la fin de la guerre. Le général Sherman reconquit sur les confédérés la Géorgie et les deux Carolines (décembre 1864-janvier 1865). Enfin, malgré l'habileté de Lee, les fédéraux, commandés par Meade, Sheridan, Sherman, Grant, enveloppèrent dans *Petersburg* et *Richmond* les débris de leurs adversaires (mars 1865). Une lutte de trois jours, qui coûta aux esclavagistes vaincus 40,000 hommes et 150 canons, livra ces deux villes à Grant (1er-3 avril). Le 9 avril, Lee, poursuivi l'épée dans les reins, signa une capitulation. 40,000 confédérés mirent bas les armes et furent renvoyés dans leurs foyers sur parole, après avoir promis de ne plus servir contre les États-Unis.

Assassinat du président Lincoln (14 avril 1865). **Présidence intérimaire d'Andrew Johnson** (1865-1869). **Les deux présidences du général Grant** (1869-1873, 1873-1877.) — Le 14 avril, cinq jours après la capitulation de Lee, le président Lincoln assistait dans sa loge à une représentation au théâtre de Ford, à Washington. Un ancien acteur, Wilkes Booth, partisan fanatique de la cause du Sud, l'assassina d'un coup de revolver, sauta de la loge sur la scène et parvint à s'enfuir. A la même heure, un autre assassin essayait de poignarder M. Seward secrétaire d'État des affaires étrangères, retenu dans son lit par une maladie. Au milieu de la douleur générale, le vice-président Andrew Johnson prit possession du pouvoir. Les assassins furent poursuivis. Wilkes Booth se cassa une jambe en tombant de cheval, fut atteint dans une grange et tué d'un coup de carabine par un soldat. Ses complices, au nombre desquels se trouvait une femme, madame Surratt, furent arrêtés et condamnés au supplice.

La mort du président Lincoln n'eut pas les terribles conséquences qu'on pouvait redouter. Les derniers généraux confédérés restés en armes, Johnston dans la Caroline du Sud,

Kirby Smith au Texas, firent leur soumission. L'ancien président des États confédérés, M. Jefferson Davis, fut reconnu et arrêté au moment où il cherchait à s'enfuir sous un déguisement. 400,000 soldats furent licenciés et rentrèrent dans leurs foyers. Ces hommes d'épée, habitués à la guerre depuis plusieurs années, redevinrent citoyens; ils se remirent au travail; leurs généraux leur donnèrent l'exemple, sans qu'aucun d'eux eût essayé de tirer parti de sa gloire militaire au profit de ses intérêts personnels. « Heureux le peuple qui, le jour où il en a besoin, peut retrouver au milieu de lui ces figures sereines, qui sont restées debout au milieu de l'orage, et n'ont jamais eu qu'une ambition, l'ambition de la liberté ! » (E. LABOULAYE, *Histoire des États-Unis*.)

La lutte était donc terminée. Elle avait été longue et sanglante. Les États-Unis en sortaient après de grands sacrifices, avec une dette considérable ; mais ils en sortaient victorieux, et ils avaient prouvé leur force au monde.

Depuis, il est vrai, le président Johnson, que la mort de Lincoln avait appelé par intérim à ces hautes fonctions, trompant les espérances conçues, paralysa autant qu'il était en lui l'œuvre de reconstitution de l'Amérique, en se montrant en toute circonstance contraire aux mesures adoptées par le Congrès. Les nègres, affranchis déjà, n'en furent pas moins admis au droit de suffrage.

Le général Ulysse Grant, élu président en 1868, remplaça Andrew Johnson le 4 mars 1869; il fut réélu au mois de novembre 1872. Ses fonctions se terminèrent le 4 mars 1877. C'est pendant sa seconde présidence que, en 1876, les États-Unis ont célébré par une Exposition universelle, à Philadelphie, le premier anniversaire séculaire de leur indépendance, proclamée dans cette même ville le 4 juillet 1776.

Présidence de M. Hayes (1877-1881); **du général Garfield; de M. Arthur.**—Un nouveau président, M. Rutherford B. Hayes, de l'Ohio, appartenant également au parti républicain, entra en fonction le 4 mars 1877. Le vice-président était M. William A. Wheeler, de New-York. Le candidat démocrate pour la présidence, M. Tilden, avait obtenu autant de voix à peu près que M. Hayes ; mais le Sénat, où la majorité républicaine dominait, annula comme irrégulières les opérations électorales dans plusieurs États. Les esprits de part et d'autre étaient vivement surexcités. Les États-Unis allaient-ils être exposés à une seconde guerre civile ? Les Américains donnèrent en cette

circonstance une nouvelle preuve de leur esprit politique. Le Sénat, républicain, et la Chambre des représentants, démocrate, désignèrent pour trancher le débat une commission arbitrale, qui à la majorité d'une voix se prononça pour M. Hayes.

Le général Grant, qui jouissait d'une immense popularité aux États-Unis, et qui avait fait un voyage triomphal de deux ans autour du monde, paraissait avoir les plus grandes chances d'être réélu une troisième fois. Cependant, fidèles à la tradition qui existe depuis Washington, les Américains repoussèrent sa candidature, et, le 2 novembre 1880, le général Garfield, de l'Ohio, fut élu président, et M. Arthur, vice-président. James Abraham Garfield était né en 1831 à Orange, dans l'Ohio. Fils d'ouvrier, il fut successivement bûcheron, batelier, professeur de langues anciennes au collège d'Hiram (Ohio), sénateur de l'État d'Ohio en 1859, colonel de milices en 1861, général dans l'armée du Nord en 1863, enfin représentant au Congrès, et élu à la présidence de la République, à laquelle il n'était même pas candidat. Le président et le vice-président appartenaient tous les deux au parti républicain. Ils entrèrent en fonctions le 4 mars 1881. Le 2 juillet suivant, le président Garfield se trouvait à Washington, à la gare du chemin de fer du Potomac, lorsqu'un nommé Guiteau tira sur lui à bout portant et le frappa de deux balles de revolver. Le blessé, après une longue et douloureuse agonie, mourut à Longbranch le 19 septembre.

Aux termes de la Constitution le vice-président Arthur prit possession du pouvoir exécutif. M. A. Arthur était né en 1831. Avocat au barreau de New-York, puis général dans la guerre de la sécession, et en 1872 collecteur des taxes du port de New-York, il avait été, en 1880, choisi par la Convention républicaine de Chicago comme candidat à la vice-présidence. Guiteau fut condamné à mort et exécuté. Les deux Chambres du Congrès votèrent en 1882 une loi ayant pour but de restreindre l'immigration chinoise.

Il y a eu, les 28 et 29 mars 1884, à la suite de scandales judiciaires, une sanglante émeute à Cincinnati. Au mois de mai suivant, la faillite des maisons de banque Dimock et Cie et Fish et Hatch, amena à New-York une terrible crise financière. Le général Grant, dont l'administration, au point de vue financier, pendant ses deux présidences, avait soulevé bien des critiques trop justifiées, se trouva cette fois gravement compromis. En vue des élections du mois de novembre 1884, la Convention républicaine, réunie à Chicago, a choisi comme candidat à la

Présidence M. Blaine. On croit que le candidat démocrate sera M. Tilden ou le général Butler.

Un incident a, au mois de mars 1884, amené un refroidissement dans les relations entre les États-Unis et l'Allemagne. A l'occasion de la mort de l'orateur allemand Édouard Lasker, la Chambre des représentants de Washington avait envoyé une adresse de condoléances au Reichstag. Comme Lasker avait été l'adversaire du prince de Bismarck, cette adresse fut renvoyée à ses auteurs.

Situation actuelle des États-Unis. — La guerre civile et les conflits entre les pouvoirs publics qui en ont été la suite n'ont pas empêché la population et les ressources des États-Unis d'augmenter rapidement. On en jugera par les indications suivantes. La ville la plus importante des États-Unis et de toute l'Amérique est *New-York* [1], dont la population s'élève à 1,206,299 habitants, et même 1,941,812, en y comprenant *Brooklyn*, qui renferme 566,663 âmes, *Jersey-City*, qui en a 120,722, *Hoboken*, qui en a 30,999, et *Long-Island-City*, qui en a 17,117. Située sur l'Océan Atlantique, à l'embouchure du fleuve Hudson, en face de la côte d'Europe et à une distance de Liverpool, du Havre, de Hambourg, qui varie entre huit et quinze jours de navigation, New-York est le principal point par lequel le nouveau monde communique avec l'ancien. Elle est la véritable capitale commerciale de l'Amérique. Chaque année, il entre dans son port et il en sort des milliers de vaisseaux. Par le chemin de fer du Pacifique, elle est en communication directe, à travers le continent tout entier, avec San-Francisco, c'est-à-dire le Grand Océan. Différentes lignes ferrées [2] la mettent en communication avec Boston au nord-est, Philadelphie au sud, Québec au nord, Niagara et Pittsbourg à l'ouest. New-York est située par le 41e degré de latitude nord et par le 76e de longitude ouest. Placée en face de cette ville, à laquelle un pont la réunit, à l'extrémité sud-ouest de l'île de Long-Island, *Brooklyn* est comme un faubourg de New-York ; elle renferme l'arsenal et les plus importants chantiers

1. New-York avait en 1790 : 33,131 habitants ; en 1800 : 60,489 ; en 1810 : 96,333 ; en 1820 : 123,706 ; en 1830 : 203,000 ; en 1835 : 269,873. En 1830, Boston comptait 83,979 habitants ; à la même date, Philadelphie en avait 200,800 ; Washington, capitale depuis 1801, avait en 1810 8,000 habitants.

2. La longueur totale des voies ferrées existant aux États-Unis était au 1er janvier 1882 de 168,677 kilomètres.

de construction de la marine militaire des États-Unis. *Hoboken* et *Jersey-City*, séparées de New-York par l'embouchure de l'Hudson, en sont également deux dépendances.

Les États-Unis comprennent un grand nombre d'autres villes importantes. Citons d'abord, au nord de New-York, *Boston*, sur la baie de Massachusetts, près du Cap Cod et à l'embouchure du Charles-River ; Boston renferme 362,839 habitants, et, avec *Cambridge* et *Chelsea*, 437,290 : c'est la ville savante des États-Unis. *Providence*, port dans le Rhode-Island, a 104,857 habitants. Au sud de New-York, *Philadelphie*, dans la Pensylvanie, à l'embouchure de la Delaware et au fond du golfe du même nom, renferme, avec *Camden*, 888,829 habitants ; *Baltimore*, dans le Maryland, sur la baie de Chesapeake, compte 332,313 habitants ; *Washington*, sur le Potomac, a 147,293, et, avec *Georgetown*, 159,871 habitants. A l'intérieur, *Newark*, à l'ouest de New-York et tout près de cette ville, dans l'État de New-Jersey, possède 136,508 habitants ; *Buffalo*, dans l'État de New-York, au nord-est du lac Érié, non loin de la cataracte du Niagara, contient 155,134 habitants ; *Milwaukee*, dans le Wisconsin, sur le lac Michigan, au nord de Chicago, est peuplée de 115,587 habitants ; *Cincinnati*, dans l'Ohio, a 255,139, et, avec *Covington*, 284,859 habitants. *Chicago*, la reine de l'Ouest, dans l'Illinois, port au sud du lac Michigan, au centre de 17 chemins de fer, fondée en 1830, avait 4,000 habitants en 1837, 225,000 en 1867, 364,000 en 1872, 410,000 en 1875, 503,185 en 1880. *Saint-Louis*, fondé par les Français en 1764, sur la rive droite du Mississipi, à cinq lieues de l'endroit où il reçoit le Missouri, se trouve à égale distance de l'Atlantique et des Montagnes Rocheuses, de la source du Missouri et de l'embouchure du Mississipi, du lac Michigan et du golfe du Mexique. Sa population était de 1,200 habitants en 1803, 75,000 en 1850, 160,000 en 1860, 310,000 en 1870, 350,518 en 1880. *Louisville*, dans le Kentucky, avec *New-Albany* et *Jeffersonville*, contient 149,538 habitants ; *la Nouvelle-Orléans*, dans la Louisiane, près de l'embouchure du Mississipi, en a 216,090. Enfin *San-Francisco*, en Californie, que sa situation destine à être la New-York du Pacifique, est à vingt-deux jours de navigation de Yokohama (Japon), à neuf jours d'Honolulu (îles Sandwich), à douze jours de Panama, et possède 233,959 habitants.

Le Parc national. — Sur leur immense territoire, les États-Unis renferment des phénomènes naturels merveilleux, que les progrès de la colonisation et des explorations continuelles

mettent chaque jour en lumière. C'est ainsi qu'on a découvert dans la Californie la cascade d'Yesomite, par laquelle la rivière de ce nom se précipite d'une hauteur de 2,250 pieds. Non loin de là, dans la vallée de Calaveras, se trouvent des arbres géants ou *Sequoïa*, que les Anglais ont surnommés les *Wellingtonias*, et les Américains les *Washingtonias*. Ce sont des conifères, cyprès et sapins, dont quelques-uns dépassent en hauteur les plus élevés des monuments de Paris. Un homme à cheval peut passer à l'intérieur du tronc de l'un deux renversé à terre, et qui a été creusé en forme de tube gigantesque.

Aux mois d'août, de septembre et d'octobre 1870, le lieutenant Doane et M. Longford, ayant accompagné le général Washburne dans une excursion au pied des Montagnes Rocheuses, au bord du lac Yellowstone, d'où s'échappe la rivière de ce nom tributaire du Missouri, vers le 44e de latitude nord, découvrirent une contrée volcanique, hérissée de montagnes, avec des ravins d'une profondeur effrayante et des cascades gigantesques, comme celles de la *Yellowstone* et de la *Tour*. La *Vallée de Firehole*, qu'ils parcoururent, renferme au moins quinze cents *geysers* bien autrement puissants que ceux d'Islande. Ce sont des jets d'eau bouillante intermittents ; ils s'échappent à grand bruit de cratères aux parois roses, jaunes ou argentées, formant une sorte de corail à franges dentelées ; à l'intérieur de ces bassins, les eaux sont transparentes à une profondeur incroyable. Les eaux s'élèvent en colonne liquide à une immense hauteur, reflétant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. L'année suivante (1871) le docteur Hayden, chef de la mission géologique des États-Unis, visita dans la même région les sources du *Mammouth*, qui tombe de terrasse en terrasse en formant des bassins calcaires, des sortes de coupes aux couleurs brillantes, offrant ainsi des bains naturels à toutes les températures. Par une loi du 1er mars 1872 le Congrès a déclaré cette merveilleuse contrée *Parc national*.

Acquisition de l'Amérique russe par les États-Unis (1867). — Au mois d'avril 1867 la Russie a cédé aux États-Unis, au prix de 7,200,000 dollars en or, ses colonies américaines. L'ancienne Amérique russe, aujourd'hui le *territoire d'Alaska*, est située entre l'Océan Glacial au nord, la Confédération Canadienne à l'est, le Grand Océan au sud, la mer et le détroit de Behring à l'ouest ; elle se termine à l'occident par la presqu'île d'Alaska. Elle renferme un grand volcan, le mont Saint-Élie.

Au sud-est se trouvent les îles du Roi Georges et du Prince-de-Galles. Le pays est très froid, et sa population peu considérable (31,000 habitants) ; mais il contient des mines ; des compagnies se sont formées à New-York et San-Francisco pour les exploiter, ainsi que pour exporter des fourrures et le poisson qu'on trouve en abondance sur les côtes.

Le chemin de fer de New-York à San-Francisco. Les Américains dans l'Océan Pacifique. — Une gigantesque entreprise a couronné tous les travaux des Américains. Pendant longtemps, pour aller de New-York à San-Francisco, c'est-à-dire de la côte orientale des États-Unis sur l'Océan Atlantique à la côte occidentale sur le Grand Océan, on était obligé de venir en bateau à vapeur de New-York à l'isthme de Panama, de traverser cet isthme en chemin de fer, de Colon ou Aspinwal à Panama, et de se rembarquer dans cette ville pour gagner par mer la Californie. Il en résultait une perte de temps et d'argent prodigieuse. La difficulté a été vaincue. Le plus considérable de tous les chemins de fer existants a été ouvert à la circulation le samedi 8 mai 1869, reliant les deux points extrêmes des États-Unis : New-York sur l'Atlantique, San-Francisco sur le Pacifique, distants de 1,200 lieues. L'achèvement de ce chemin de fer[1] a opéré dans les relations internationales une véritable transformation d'une immense importance. Aujourd'hui la route la plus directe pour venir de la Chine et du Japon en Europe n'est plus par Singapour, Aden, Suez et Marseille, mais par San-Francisco, New-York et Liverpool. On va en huit jours du Havre à New-York, en sept jours de New-York à San-Francisco, en vingt-deux jours de San-Francisco à Yokohama.

Dans l'antiquité grecque et romaine, la Méditerranée a été le centre du monde civilisé : Tyr, Alexandrie, Carthage, Smyrne, Constantinople, Athènes, Syracuse, Rome, Marseille, Gadès, étaient alors les points extrêmes entre lesquels la vie circulait. Depuis la découverte de l'Amérique, l'Océan Atlantique était devenu le grand passage, le grand fleuve qui séparait les deux moitiés parallèles de l'humanité : ici, Europe et Afrique ; là, Amérique du Nord et Amérique du Sud. On allait de Hambourg, Amsterdam, Liverpool, Anvers, le

1. Cette ligne est réunie par plusieurs embranchements aux chemins de fer du Canada. La confédération canadienne possédera, elle aussi, dans quelques années, un chemin de fer du Pacifique, unissant les deux Océans à travers toute l'épaisseur du continent. Il est en construction.

Hâvre, Brest, à Québec, Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore ; de Nantes, Bordeaux, Lisbonne, Cadix, à Saint-Domingue, Panama, Rio-de-Janeiro, Montévidéo, Buénos-Ayres.

Aujourd'hui, par suite du développement merveilleusement rapide de la Californie, de l'Australie, des îles hollandaises, et de l'ouverture du Japon et de la Chine au commerce européen et américain, cette ligne paraît se déplacer. Il semble que l'axe du monde, le centre de la production et de la vie, doivent être transportés à l'avenir sur la double côte du Pacifique, en Amérique à l'est, à l'ouest en Australie et en Asie. Melbourne, Sydney, Batavia, Singapour, Manille, Hong-Kong, Whampoa, Shang-haï, Yédo, Yokohama, d'une part, Valparaiso, le Callao, Guayaquil, Panama et San-Francisco, de l'autre, sont les principaux ports, les principales étapes, si l'on peut ainsi s'exprimer, de cette voie nouvelle, qui longe l'Asie du sud au nord, du détroit de Singapour à celui de Behring, les deux Amériques du nord au sud, du détroit de Behring à celui de Magellan, et qui coupe l'Océanie de l'ouest à l'est, entre le continent australien et le Chili, l'archipel de la Sonde et le Mexique, le Japon et la Californie.

Afin d'avoir des points de relâche entre la Californie, d'une part, et Melbourne, Singapour, Canton, Nangasaki, de l'autre, les Américains ont occupé dans la Polynésie les îles *Walker*, *Christmas*, *Palmyra*, *Caroline*, *Wostok*, *Flint*, *Penrhyn*, *Phenix*, *Union* ; dans la Micronésie les îles *Makin*, *Maraki* et *Barber*. Leurs missionnaires ont civilisé les îles *Sandwich* ou *Hawaï*, situées dans le Pacifique à 700 lieues de la Californie. Enfin, en 1872, les Américains ont soumis à leur protection les îles *Samoa* ou *des Navigateurs*, dans la Polynésie, entre les îles Sandwich et l'Australie, renfermant 40,000 habitants.

Écrivains et savants américains : Fenimore Cooper, Edgar Poe, Mme Beecher-Stowe ; W. Irving, W. Prescott, Bancroft, Motley, Emerson, Channing, Longfellow ; Bell, Edison. — Quoique bien jeune, la grande république américaine possède déjà une riche et belle littérature. Fenimore Cooper (1789-1851), « le Walter Scott américain », a retracé, dans *les Mohicans*, *les Pionniers*, *la Prairie*, *l'Espion*, etc., les mœurs pittoresques des hardis explorateurs de l'ouest, leurs aventures et leurs luttes contre les sauvages. Edgar Poe (1813-1849), avec une puissance d'analyse psychologique incroyable, nous

a fait pénétrer dans les replis intimes de cette société en travail d'enfantement, où la vie déborde et se produit sous ses aspects les plus bizarres. On lui doit *le Démon de la perversité*, *Ligeïa*, *Morella*, *le Chat noir*, *une Descente au Maëlstrom*, *le Scarabée d'or*, *William Wilson*, les *Aventures fantastiques d'Arthur Gordon Pym*, etc. Mme Beecher-Stowe (née en 1814), par son admirable roman *la Case de l'Oncle Tom*, a préparé les esprits dans les deux mondes à l'abolition de l'esclavage.

Washington Irving, prosateur et poète, est né à New-York en 1783, d'un père qui descendait de William Irwyn, garde du sceau de Robert Bruce. Il naquit le jour où les troupes américaines entrèrent à New-York. « L'œuvre de Washington est terminée, dit la mère, cet enfant portera son nom. » Il commença, à 19 ans, en 1802, par des *lettres* insérées dans le *Morning-Chronicle de New-York*. Dernier-né de onze enfants et d'une constitution faible, quand il s'embarqua pour la première fois pour l'Europe, on croyait qu'il ne supporterait pas la traversée. Il a été l'écrivain le plus aimé et le plus populaire d'Amérique. Représentant des États-Unis en Espagne, il revint dans sa patrie à 63 ans, après avoir passé la moitié de sa vie en Europe. Il est mort en 1859. Il a composé : *Histoire semi-comique de New-York*, par Knickerbocker (pseudonyme); *Contes de l'Alhambra*, *Chronique de la Conquête de Grenade*, *Légendes de la Conquête d'Espagne*, *Vie et Voyages de Christophe Colomb*, *Histoire de Mahomet*, *Vie de Washington*.

L'historien William Prescott (1797-1849), devenu aveugle, comme Augustin Thierry, à force de travail, nous a laissé l'*Histoire de Ferdinand et Isabelle*, l'*Histoire de la Conquête du Mexique*, l'*Histoire de la Conquête du Pérou*, et une *Histoire de Philippe II*, malheureusement inachevée. M. Georges Bancroft (né en 1800, ancien ambassadeur à Berlin) a raconté l'*Histoire des États-Unis depuis la Découverte de l'Amérique jusqu'à nos jours*. John Motley (né près de Boston en 1804, mort en Angleterre en 1877), secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, puis ambassadeur à Vienne et à Londres, et ami de M. de Bismarck, qu'il avait connu dans sa jeunesse à l'université de Gottingue, a composé l'*Histoire de la Révolution des Pays-Bas au seizième siècle*, l'*Histoire de la République des Provinces-Unies* qui en est la suite, enfin *la Vie et la Mort de Jean de Barneveldt*.

Channing (né en 1810) est l'auteur de nombreuses biographies, connues sous le nom de *Mémoires*. Le poète sentimental

William Cullen Bryant, né en 1784 et mort en 1880, a peint surtout la mort dans sa *Thanatopsis*. Ralph Wald Emerson, prosateur et poète, d'une nature religieuse, naquit en 1803 à Boston. On a compté huit générations successives de pasteurs dans sa famille. Ses ancêtres étaient arrivés en Amérique sur le *Mayflower*, et l'un d'eux a été le premier pasteur de Concord. Ses premières œuvres furent l'*Homme pensant* et l'*Éthique*. Il fonda, avec le docteur Channing et Marguerite Fuller, en 1840, le journal *le Cadran solaire*. Il a signé avec Mme Emerson la convocation du premier meeting formé aux États-Unis pour réclamer le suffrage des femmes. Il a composé des *Essais sur la Nature*, sur les *Hommes-Symboles*, sur la *Conduite de l'Homme*, les *Fins de la Société*. On lui doit aussi plusieurs volumes de vers, parmi lesquels *Un Jour de Mai* et *le Parnasse*.

Le poète Longfellow, né en 1807, mourut le 25 mars 1882. On lui doit *la vieille Horloge de l'Escalier*, *le Jour finit*, *le Pont*, *Excelsior*, *Évangéline*, *Hiawatha*, *Chants de l'Esclavage*, *le Beffroi de Bruges*, *Légende d'or*, *Masque de Pandore*, *Hypérion* (conte en prose).

John Greenleaf Whittler, né en 1808, prosateur et poète, a écrit des *Ballades*, *Lais*, *Voix de la Liberté*. On doit au poète et romancier Wendell Holmes (né en 1809) *l'Autocrate au déjeuner*, *le Professeur et le Poète au déjeuner*, *Elsie Venner*, *Ange gardien*, *Chants dans plusieurs clefs*, *Voix de l'Atlantique*. Julia Ward Howe a écrit un *Hymne à la République*. Le poète Walt Whitman de New-York est l'auteur de *Feuilles d'Herbe*, *Avec les Antécédents*, *l'Infirmier*. Acclamé par les uns comme un grand génie animé d'une sympathie universelle pour tout ce qui vit et tout ce qui souffre, il est honni par les autres comme un original bizarre et maladif. Citons encore le poète Lowell, aujourd'hui ministre des États-Unis en Angleterre.

Le prosateur Nathaniel Hawthorne a écrit *Contes anciens*, *la Lettre rouge*, *la Maison aux sept pignons*, *le Faune de marbre*, *le Roman de Blithedale*, *Transformation*, *Septimius*. Bret Harte a composé *le Porte-Bonheur du Camp des Braillards*, *Études sur la Californie*, etc.

Les sciences ont dû également aux savants des États-Unis quelques-uns de leurs progrès les plus brillants. Il faut citer au premier rang MM. Bell, professeur à Boston, et Edison, d'abord simple ouvrier, qui commença par vendre des journaux dans les gares de chemin de fer, dont les découvertes

ont perfectionné le *téléphone* et le *phonographe*[1]. M. Edison a également inventé une lampe électrique.

L'Amérique Anglaise. Description. — Au nord des États-Unis, depuis le 94e degré de longitude ouest jusqu'à l'Océan Atlantique, le continent américain est traversé sur une étendue de 600 lieues par cinq lacs immenses et par un grand fleuve, qui leur sert de déversoir, le *Saint-Laurent*. Le plus septentrional et le plus vaste de ces lacs, le *lac Supérieur*, situé entre les États-Unis et le Haut-Canada, mesure de l'ouest à l'est 143 lieues et du nord au sud 66; il se décharge à l'orient, par le détroit nommé *Saut Sainte-Marie*, dans les lacs Huron et Michigan[2]. Si du Saut Sainte-Marie on tourne à droite vers le sud-ouest, après avoir franchi le *détroit de Mackinaw*, on se trouve dans le *lac Michigan*, qui s'enfonce à 145 lieues vers le sud, et dont les deux rives appartiennent aux États-Unis; si du même point on tourne à gauche vers le sud-est, on descend pendant 80 lieues le *lac Huron*, entre les États-Unis et le Canada.

1. Le *téléphone* est un instrument destiné à transmettre au loin les sons; ses organes sont : 1° un transmetteur, auprès duquel sont produits les sons; 2° les fils conducteurs; 3° le récepteur, près duquel on place l'oreille. Ce fut un Allemand, M. Reiss, de Friedrichsdorf (près Hambourg), qui le premier publia, en 1861, la description d'un appareil destiné à transmettre au loin les sons. Cet instrument ne respectait qu'une qualité des sons, la hauteur. Il ne pouvait pas servir à la transmission de la parole, dont les modulations sont caractérisées par des différences de timbre. Cet instrument fut perfectionné par MM. Graham Bell et Edison. Désormais le récepteur donne une reproduction à peu près fidèle de la voix qui parle au transmetteur; l'instrument communique aux sons un caractère nasillard dû aux vibrations propres de la membrane métallique du transmetteur.

Les *phonographes* sont des instruments qui inscrivent d'une manière permanente des sons transmis par l'air et les reproduisent. La première idée appartient à M. Scott (1857). Son appareil permettait déjà d'enregistrer des phrases musicales prononcées distinctement. Vers 1864, M. Barlow présenta à la Société Royale de Londres un instrument qui écrivait le discours, et permettait de déchiffrer l'écriture laissée par le discours. L'appareil de M. Edison (1879) obtient un tracé graphique au moyen de la parole articulée, et permet d'employer ce tracé à la reproduction des sons. L'inventeur est parvenu à faire reproduire à son appareil le timbre de la voix humaine, le chuchottement et même le bruit de la respiration.

2. Le lac Supérieur arrose, le long des États-Unis, le *Minnesota*, le *Wisconsin* et le *Michigan*. Le lac Michigan arrose à l'est et au nord l'État du même nom, à l'ouest le *Wisconsin*, sur la côte duquel se trouvent les ports de *Greenbay* et de *Milwaukee*, au sud l'*Indiana* et l'*Illinois*, sur la côte duquel se trouve le port de Chicago. Le lac Huron arrose à l'ouest l'État de *Michigan*. Le lac Érié arrose à l'ouest le *Michigan*, au sud et à l'est l'*Ohio*, la *Pensylvanie*, le *New-York*, et forme les ports d'*Érié* et de *Buffalo* (près du Niagara). Le lac Ontario arrose au sud et à l'est le *New-York*.

La *rivière Détroit* sort au sud du lac Huron, et, après avoir traversé le petit *lac Saint-Clair*, vient se perdre à son tour dans le *lac Érié*. A partir de ce moment la direction des eaux change : depuis l'extrémité occidentale du lac Supérieur jusqu'au lac Érié elles avaient tendu continuellement vers le sud-est ; désormais elles se relèvent vers le nord-est, avec le *lac Érié*, la *chute du Niagara* et le *lac Ontario*[1]. Au sortir de l'Ontario, sur la rive septentrionale duquel se trouvent les villes canadiennes de *Toronto* et de *Kingstown*, commence à proprement parler le *Saint-Laurent*, dont les deux rives appartiennent dès lors au Canada. Il arrose *Montréal*, après avoir reçu du côté du nord, sur la rive gauche, la rivière *Ottawa*. Au nord de cette ville il reçoit, du côté méridional, sur la rive droite, la *rivière Sorel*. Il passe ensuite à *Québec*, au-dessus de l'*île d'Orléans*, et se jette dans l'Océan Atlantique en formant un large golfe, à l'entrée duquel se trouvent d'abord l'*île d'Anticosti*, puis, plus au nord-est, la grande île et le banc de *Terre-Neuve*[2] ; au sud-est, l'*île du Prince-Édouard* (ancienne île Saint-Jean) et l'*île du Cap-Breton*. La vallée du Saint-Laurent forme le Haut et le Bas Canada : au sud-est de l'embouchure du fleuve s'étend le *Nouveau-Brunswick*, avec la ville de *Frederickstown*, et au sud-est de cette dernière contrée la presqu'île de la *Nouvelle-Écosse* (ancienne *Acadie*), avec le port d'*Halifax*.

Confédération du Canada (1867). — Les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, autrefois appelées *Nouvelle-Bretagne*, forment aujourd'hui, sous le nom de *Dominion of Canada*, une confédération à peu près indépendante, qui compte sept provinces autonomes et un territoire, réunis seulement pour les affaires générales : *Ontario* (villes : *Ottawa*, *Kingstown*, *Toronto*) ; *Québec* (villes : *Québec*, *Montréal*, *Trois-Rivières*) ; *Nouveau-Brunswick* (villes : *Frederickstown*, *Saint-John*) ; *Nouvelle-Écosse* (ville : *Halifax*) ; *Manitoba* (ville : *Winnipeg*) ; *Ile du Prince-Édouard* (ville : *Charlotte*) ; *Colombie anglaise* (ville : *New-Westminster*) ; *Territoire du nord-ouest*. Cette confédération[3] a été définitivement formée le 1er juillet

1. Le lac Érié mesure 100 lieues de l'ouest à l'est, sur 30 du sud au nord l'Ontario, 72 lieues sur 25.

2. C'est sur le banc de Terre-Neuve et dans les parages voisins que se fait principalement la pêche de la morue. Terre-Neuve compte 161,000 habitants ; elle renferme la ville de Saint-Jean, à l'est, et forme une colonie anglaise spéciale, non comprise dans la Confédération Canadienne.

3. Il faut ajouter aux sept États qui la composent les immenses territoires

1867; elle a une population totale de 4,324, 810 habitants[1]. La capitale fédérale est *Ottawa*. La ville principale, Montréal, compte 140,747 habitants; Québec en renferme 62,446, Toronto, 86,415. Le pouvoir exécutif appartient à un gouverneur général nommé par la reine; le pouvoir exécutif à un Parlement composé de deux Chambres (72 lords, 181 représentants des communes).

Ce qui a décidé l'Angleterre à donner à ses colonies cette existence presque indépendante, c'est la crainte de voir le Canada tomber au pouvoir des États-Unis, ou par suite d'une invasion, ou même par suite d'une insurrection de ses habitants[2]. Le commerce du Haut Canada avec l'Europe, au lieu de suivre la voie longue et coûteuse du Saint-Laurent, se fait directement aujourd'hui par le chemin de fer de Buffalo à New-York.

Le Canada exporte surtout des pelleteries et des bois de construction. Il produit du blé, de l'orge, du seigle, de l'avoine, du sucre d'érable; il élève beaucoup de bétail. Enfin il contient des mines de cuivre et de fer. Il vend du poisson salé et des homards conservés : ce crustacé abonde dans la baie de Saint-Laurent, sur la côte de la Nouvelle-Écosse.

Un tiers environ de la population du Canada est d'origine française. A Québec, à Montréal, on parle, on écrit notre langue. Cette terre, que découvrit Jacques Cartier, que Champlain colonisa, et que Montcalm arrosa de son sang en sauvant par sa mort héroïque l'honneur de la mère patrie, n'a point oublié son ancien nom de *Nouvelle-France*. Ses habitants ne perdent

presque déserts qui entourent la baie d'Hudson et se prolongent au nord jusqu'à l'Océan Glacial. C'est le *Labrador*, le *Rupert's land*, le *territoire de la baie d'Hudson*, les *terres arctiques*, etc. Là se trouvent le fleuve Mackensie et la rivière de Back, le lac des Rennes, le lac Wollastone, le lac Athabaska, le grand lac de l'Esclave, le lac du Grand-Ours. Quelques Indiens et quelques Esquimaux errent dans ces solitudes, dont une grande partie serait très propre à la culture. C'est de 1789 à 1793 qu'elles furent explorées par Alexandre Mackensie, qui parcourut les bords de la baie d'Hudson, découvrit le lac de l'Esclave, et le fleuve qui porte son nom, tributaire de l'Océan Glacial arctique.

1. Ils se décomposent ainsi :

Habitants d'origine française : 1,298,929 ; irlandaise : 957,403 ; anglaise : 881,301 ; écossaise : 699,863 ; allemande : 255,319 ; Indiens : 108,547, auxquels il faut ajouter des émigrants américains, hollandais, scandinaves, etc.

2. Il y avait eu à différentes reprises des insurrections parmi la population française du Canada : à Toronto, le 5 décembre 1837, sous la direction du journaliste Mackensie ; à Saint-Eustache près de Montréal sous la direction du docteur Chénier. Elles avaient échoué.

aucune occasion d'affirmer leurs sympathies persistantes pour leur pays d'origine.

Le Groënland, l'Islande. — Au nord-est des possessions anglaises, séparée d'elles par le détroit de Davis et la mer de Baffin, s'étend une immense région glacée de forme triangulaire : c'est le *Groënland* (terre verte), dont la base est tournée vers le pôle, et dont le sommet, baigné par l'Atlantique, est formé par le cap Farewell, vers le 60e degré de latitude nord. Les Danois ont quelques établissements pour la pêche du phoque, de la baleine, et le commerce des fourrures, sur la côte occidentale du Groënland, à *Julianshaab*, *Frederikshaab*, *Godthaab* et *Upernawick*. Les indigènes du Groënland sont les Esquimaux. Le climat de cette contrée se refroidit de siècle en siècle.

Sur la côte orientale du Groënland, à l'ouest de la Norwège et au nord-ouest de l'Écosse, c'est-à-dire entre l'Amérique septentrionale et l'Europe, à l'une ou l'autre desquelles on la rattache indifféremment, s'étend la grande île d'*Islande*, la plus considérable des colonies danoises. Son étendue est à peu près le cinquième de celle de la France. C'est une île brumeuse, mais pittoresque, dont les côtes, bizarrement découpées, sont très poissonneuses. Échauffée par les eaux du Gulf-Stream, elle renferme 40,000 bœufs, 60,000 chevaux et 50,000 moutons. La population n'est que de 72,438 habitants. L'Islande contient un volcan, le mont *Hécla*, des *geysers* ou sources d'eaux chaudes, qui jaillissent dans l'air à une grande hauteur, et deux villes, *Reykiawik* et *Skalholt*. En 1874-1875, la température fut d'une douceur exceptionnelle en Islande, à cause des éruptions incessantes de l'Hécla ; malheureusement les cendres vomies par le volcan comblèrent beaucoup de vallées et ruinèrent des pâturages, ce qui détermina un mouvement d'émigration considérable des Islandais vers l'Amérique du Nord. Au sud de l'Islande se trouve l'archipel des *Fœroé* (11,221 habitants). Elles appartiennent également aux Danois et forment une sorte de trait d'union entre l'Islande et l'Europe, dont elles font partie.

Le Gulf-Stream. — Le *Gulf-Stream*, dont nous venons de citer le nom, est un immense courant d'eau chaude, une sorte de fleuve, qui s'échappe du golfe du Mexique. Il roule vers le nord en longeant la côte orientale d'Amérique. A la hauteur de Terre-Neuve, il lance à l'est une dérivation considérable vers les Açores et l'Europe. Cette dérivation se replie sur elle-même

et revient sur la mer des Antilles, en décrivant une ellipse qui enveloppe la *Mer des Sargasses*, couverte de varechs et d'herbes flottantes. La masse principale du Gulf-Stream continue au delà de Terre-Neuve à s'avancer vers le nord. Heurtée au débouché du détroit de Davis par le courant polaire qui vient de la mer de Baffin, cette masse est coupée en deux : une partie suit la côte occidentale du Groënland ; l'autre va baigner, à droite, l'Irlande, l'Écosse, la Norwège, et, à gauche, l'Islande, au delà de laquelle elle s'étend jusqu'au Spitzberg. C'est le Gulf-Stream qui donne au nord-ouest de l'Europe et à l'Islande une température bien supérieure à celle des régions situées en Amérique et en Asie sous la même latitude.

L'existence du Gulf-Stream n'est pas du reste un fait isolé. Dans l'Océan Pacifique, entre l'Asie, l'Australie et l'Amérique ; dans l'Océan Indien, entre l'Afrique, l'Asie, et l'Australie, il existe d'autres courants analogues, qui traversent l'immensité des Océans comme les fleuves sillonnent l'intérieur des continents[1]. Le plus célèbre est le *Kuro-Siwo* ou *Fleuve Noir*, qui roule ses flots du Japon vers la Californie, pour revenir ensuite, en se repliant en sens inverse au sud-ouest, baigner la Papouasie, les Moluques et Bornéo. En outre, des courants descendent des deux pôles vers l'équateur : ils sont surtout considérables à l'époque de la débacle des glaces dans les régions polaires, c'est-à-dire vers le mois de juin pour le pôle boréal, et le mois de décembre pour le pôle austral ; ils entraînent des banquises flottantes, qui fondent en arrivant dans les zones tempérées. On en rencontre parfois dans l'Atlantique à la hauteur de Terre-Neuve, au grand effroi des navigateurs.

Exploration des Terres arctiques. Recherche du passage nord-ouest : ses difficultés — Au début du dix-neuvième siècle, on connaissait, au nord de l'Amérique septentrionale, la côte occidentale du Groënland jusque vers le 78e degré de latitude nord, la Mer de Baffin, et les Terres arctiques qui s'étendent à l'ouest de cette Mer, en face du Groënland, depuis la Baie d'Hudson. Une question importante restait à résoudre : les Terres arctiques étaient-elles une portion du continent et for-

1. Les courants qui sillonnent l'Océan se partagent en *courants chauds* ou *équatoriaux* et *courants froids* ou *polaires*. Dans les mers voisines de l'équateur, la chaleur dilate les eaux, qui, manquant de place, se frayent un passage vers le Nord ; dans les mers voisines du pôle, l'arrivée des courants équatoriaux oblige les eaux froides à chercher une issue vers le midi.

maient-elles une masse compacte adhérant à la Nouvelle-Bretagne au sud et au Groënland au nord, de manière à fermer hermétiquement le bord occidental de la Mer de Baffin et le bord septentrional de la Baie d'Hudson? ou bien existait-il au delà du continent, à travers la Mer Arctique, une coupure, un passage au nord-ouest qui permît d'aller par l'Amérique en Asie de la Mer de Baffin au Détroit de Behring? Problème difficile, et dont la recherche offrait les plus grands périls. Dans les régions polaires, le marin doit affronter un froid excessif, braver le scorbut, et se résigner à une nuit de plusieurs mois, éclairé seulement par la lune et des aurores boréales. L'hiver, les navires sont pris et comme soudés, immobiles dans les glaces; parfois même l'été n'est pas assez chaud ou assez long pour amener un dégel. Quand l'été est beau, on risque d'être brisé par les banquises ou blocs de glace gigantesques qui encombrent la mer et s'entrechoquent en descendant vers les régions tempérées où elles fondent. Souvent, contre la famine, on n'a de ressource que la chasse des ours blancs, des oiseaux marins, la pêche des phoques et des morses.

Voyages de Kotzebue (1815), **de Ross** (1818-1833), **de Back** (1833-1835), **de Parry** (1819-1827). — Dès 1778 le capitaine Cook avait pénétré à plusieurs degrés au nord du détroit de Behring. En 1815, le capitaine Kotzebue, fils du poète allemand poignardé par Sand, au service de la Russie, entré par le même détroit dans l'Océan Glacial, découvrit le golfe qui porte son nom, l'île *Saint-Laurent*, l'île *Chamisso* et le cap *Krusenstern*. En 1818 et 1819, le capitaine anglais Ross vint par l'Atlantique traverser le détroit de Davis, découvrit la *Baie de Melville* et les *îles Browne* au nord-est de la Mer de Baffin, et s'arrêta au 76e degré de latitude nord. Dans un second voyage, entrepris en 1829 avec son neveu James Ross, il entre dans le *Détroit du Prince-Régent*, découvre la presqu'île de *Boothia* et détermine la position du pôle magnétique. Bloqué quatre hivers de suite dans les glaces, il dut abandonner son navire *la Victoire*, après des souffrances inouïes; au mois d'août 1833, il fut retrouvé et sauvé par le navire *l'Isabelle*, avec lequel il revint en Angleterre.

Cette même année 1833, le capitaine Back, parti par terre à la recherche de Ross, longea le lac de l'Esclave, à l'est duquel il passa l'hiver; puis, en 1834, il suivit la *Grande Rivière du Poisson* jusqu'à son embouchure dans l'Océan Arctique, où il

fut arrêté par les glaces; elle a reçu le nom de *Rivière de Back.* Il revint en 1835.

Le capitaine W. R. Parry, ancien compagnon de Ross, dans un premier voyage, de 1819 à 1820, chargé de chercher un passage par la Mer de Baffin vers le Détroit de Behring, pénétra dans le *Détroit de Lancastre*, découvrit la *Baie du Prince-Régent*, l'*Ile Beechey*, le *Détroit de Barrow*, l'*Ile Melville*, passa l'hiver de 1819 à 1820 dans la glace et les ténèbres, et découvrit la *Terre de Banks;* on ne put aller plus loin à l'ouest.

Dans un second voyage, de 1821 à 1822, Parry traversa le Détroit d'Hudson, découvrit le *Canal de Fox*, longea le côté est et nord de l'île de *Southampton*, visita la *Baie Repulse*, le *Canal Lyon*, découvrit le *Détroit de la Fury et de l'Hécla*, entre la *Presqu'île Melville* (qu'il ne faut pas confondre avec l'île Melville) et l'*Ile Cokburn.*

Dans un troisième voyage, en 1824 et 1825, Parry pénétra de nouveau dans la baie du Prince-Régent, mais fut arrêté par la glace. Le dernier voyage du capitaine Parry eut lieu en 1827, au Spitzberg. Il en partit en chaloupe, vers le nord, dans la direction du pôle, et pénétra jusqu'au 82°45′ de latitude nord, où il fut arrêté par la dérive des glaces.

Sir John Franklin, sa disparition (1845). — Sir John Franklin, né en 1786, après un premier voyage au Spitzberg en 1818, visita de 1819 à 1822, au nord de l'Amérique anglaise, de concert avec Back, le Grand Lac de l'Esclave, le lac Winter, la rivière Copper-Mine, et découvrit le *Cap Barrow*. De 1825 à 1827, revenu dans les mêmes régions, il visita le lac du Grand-Ours et descendit la Mackensie jusqu'à son embouchure, pendant que le capitaine Beechey, entré par le détroit de Behring dans l'Océan Glacial, explorait la côte nord de l'Amérique russe.

Gouverneur de la terre de Van Diemen, en Océanie, de 1836 à 1845, Franklin, de retour en Angleterre, n'eut rien de plus pressé que de recommencer ses explorations dans l'Océan Arctique. Il partit de Sheerness le 26 mai 1845, avec les navires *Erebus* et *Terror*, pour chercher le passage nord-ouest. Au mois de juillet suivant il était dans la Mer de Baffin, s'apprêtant à entrer dans le détroit de Lancastre : depuis, on n'entendit plus parler de lui.

Recherche de Franklin. Mac-Clure découvre le passage nord-ouest (1850). — De nombreuses expéditions furent entreprises à la recherche de Franklin. En 1848 les docteurs Rae et Richardson vinrent inutilement par terre en suivant la Mac-

kensie jusqu'au bord de l'Océan Glacial; en même temps le voyage du capitaine James Ross, à l'entrée du détroit du Prince-Régent, et celui des capitaines Kellett et Moore, au nord du détroit de Behring, ne réussissaient pas mieux. En 1850-1851, les capitaines américains de Haven et Griffin, partis de New-York, visitèrent l'île de Beechey et le canal de Wellington, au nord duquel ils découvrirent la *Terre de Grinnell*, mais sans trouver de traces de Franklin; à la même époque les capitaines anglais Forsyth, sir John Ross, Penny, Stewart, Mac-Clure, Collinson, Austin, exploraient toutes les terres arctiques sans plus de succès (1850-1851). Les capitaines Belcher et Inglefield ne réussirent pas mieux en 1852 à retrouver Franklin.

Toutefois ces voyages amenèrent une découverte importante. Le capitaine Mac-Clure, entré en 1850 par le détroit de Behring dans l'Océan Glacial, navigua vers l'est, découvrit la *Terre de Baring*, la *Terre du Prince Albert*, et le *Détroit du Prince de Galles* qui les séparait; arrêté par la glace, il continua sa route vers l'est à pied, et, le 26 octobre 1850, arriva au détroit de Barrow, découvert trente et un ans auparavant par W. R. Parry venant de la Mer de Baffin. Le fameux passage nord-ouest était enfin trouvé. Mac-Clure passa trois hivers dans les glaces, et revit l'Angleterre en 1854.

Le docteur Rae, dans une seconde expédition par terre à l'ouest de la presqu'île de Boothia, en 1853-1854, apprit des Esquimaux de la baie Repulse qu'en 1850 un détachement d'hommes blancs était mort de faim dans ces parages. La vue de certains objets provenant de ces blancs, et qu'il acheta aux Esquimaux, lui donna la conviction que les hommes morts de faim appartenaient à l'expédition de Franklin.

Le lieutenant Bellot (1853). — Cependant on n'était pas encore fixé sur le sort de Franklin. L'infatigable lady Franklin fit partir en 1853 le capitaine Kennedy; il était accompagné d'un officier français, le lieutenant Bellot, né en 1826. Ils explorèrent inutilement le détroit de Lancastre, celui du Prince-Régent, découvrirent le *Détroit de Bellot*, entre la terre de North-Sommerset et la presqu'île de Boothia, et le *Cap Bellot*. Dans un nouveau voyage, où il accompagnait comme second le capitaine Inglefield, Bellot périt englouti sous la glace le 18 août 1853.

Le docteur Kane. La mer libre du pôle (1854). — Le docteur Kane, parti de New-York avec le brick l'*Advance* à la recherche de Franklin, passe dans les glaces la longue nuit

d'hiver de 1853-1854, remarque qu'à mesure qu'on avance vers le nord la température devient moins froide, ce qui lui fait penser qu'au pôle même elle doit être plus élevée que dans le cercle polaire, et qu'il doit y avoir au nord de la région des glaces une mer libre. Son lieutenant Morton la découvre en effet, et donne au point le plus septentrional où il puisse parvenir en marchant le nom de *Cap Constitution*. La mer n'ayant pas dégelé en 1855, les courageux marins sont obligés d'abandonner leur navire scellé depuis deux ans dans la glace, et de revenir en canot au Groënland, au risque d'être brisés par les banquises.

Mac-Clintock découvre le sort de Franklin (1857-1859). — Le capitaine Mac-Clintock, parti d'Aberdeen à bord du *Fox* le 1er juillet 1857, après avoir passé deux hivers dans les glaces, avec les informations des Esquimaux, découvrit les débris de l'expédition de Franklin dans l'île du Roi-Guillaume. Le 6 mai 1859, sous un amas de pierres, à la pointe Victory, il trouva une boîte de fer-blanc contenant un rapport qui y avait été déposé par l'équipage de Franklin. Sir John Franklin était mort le 11 juin 1847 ; ses matelots survivants, au nombre de cent cinq, avaient abandonné leurs vaisseaux bloqués par les glaces le 22 août 1848. C'est trois jours après les avoir quittés qu'ils avaient enfoui ce rapport trouvé par Mac-Clintock. On sut par les Esquimaux que depuis ils étaient morts de faim.

Le docteur Hayes. — Le docteur Isaac-Israël Hayes, chirurgien de la marine des États-Unis, partit à vingt-six ans pour chercher la mer libre du pôle ; il avait accompagné le docteur Kane en 1853. Il quitta Boston avec la goélette *les États-Unis* le 7 juillet 1860, traversa la Mer de Baffin ; et, remontant la côte du Groënland, après avoir passé une nuit de quatre mois dans les glaces (cent vingt-six jours, du 15 octobre 1860 au 18 février 1861), près du cap Alexandre, à l'entrée du détroit de Smith, par une marche pénible de quarante-six jours sur la glace, il arriva le 19 mai 1861 avec un seul compagnon, Georges Know, à 81° 35′ de latitude nord, c'est-à-dire à moins de 9 degrés du pôle, au bord de la mer libre, et y planta le pavillon américain[1].

Projet de Gustave Lambert. — A la même époque, une expédition française se préparait pour aller à la recherche du pôle nord : elle avait pour promoteur et devait avoir pour chef

1. M. Hayes est mort à quarante-neuf ans en 1881.

un jeune homme au cœur héroïque, Gustave Lambert. Son projet était de passer par l'Océan Pacifique et d'entrer par le détroit de Behring dans l'Océan Glacial pendant l'été pour cingler droit au nord. Les événements réservaient à Gustave Lambert une mort prématurée et glorieuse. Le 19 janvier 1871, il fut tué à Buzenval, en défendant Paris contre les Prussiens, le jour où fut tranchée, presque à son début, une autre carrière illustre, celle du peintre Henri Regnault : Lambert était sergent au 119e de ligne, où il venait de s'engager comme volontaire. Après sa mort, l'ami auquel il avait confié son testament n'y trouva que deux clauses : legs de la souscription pour l'expédition au pôle nord à la marine ; vente de ses effets au profit des pauvres. Personne, parmi les compatriotes de Lambert, n'a encore tenté d'exécuter le projet qu'il avait formé.

Exploration du Spitzberg et du Groënland. Petermann (1868-1871). — De 1869 à 1870 une expédition allemande, dirigée par le docteur Petermann, pénétra jusqu'au 77° de latitude nord à l'est du Groënland. L'un des deux navires qui la composaient, la *Germania*, passa l'hiver dans la banquise, supportant un froid de 40 degrés centigrades ; l'autre, la *Hansa*, fut brisé par les glaces, et les 15 hommes qui le montaient, emportés par le courant sur un glaçon à la dérive, purent gagner le Groënland.

Vers la même époque le professeur suédois Nordenskjold a exploré l'archipel du Spitzberg, où les États scandinaves ont fait construire des édifices et accumulé de grands amas de provisions pour venir en aide aux navigateurs et aux pêcheurs qui peuvent être retenus dans la glace.

M. Nordenskjold tenta également de pénétrer à l'intérieur du Groënland. Dès 1751, l'explorateur danois Lars Dalager s'était avancé à 7 ou 8 lieues des côtes. En 1857 le voyageur L. Whimper avait essayé sans succès d'aller plus loin. Plus heureux, M. Nordenskjold, en compagnie du docteur Berggren, s'avança à 50 kilomètres à l'intérieur en juin 1870. Un an après M. Moldrup parvint à six journées de marche ; plus récemment deux Danois, MM. Jensen et Kornerup, après onze jours de voyage, atteignirent à dix-huit lieues de la côte, à l'est de Frederikshaab, des montagnes granitiques dépourvues de végétation.

Nordenskjold. Découverte du passage nord-est (1878-1879). — Dans une expédition au nord-est, de 1878 à 1879, M. Nordenskjold, parti de Gothemborg le 4 juillet 1878, à bord

de *la Véga*, après avoir doublé le cap Nord, dans l'île de Magerœ, à l'extrémité septentrionale de la Norwège, contourna le long de l'Océan Glacial arctique la côte de la Russie d'Europe, reconnut l'île de Vaïgatz et le rivage méridional de la Nouvelle-Zemble, traversa le Mer de Kara, explora en Asie l'embouchure de l'Iénisséi et de la Léna, aperçut l'archipel de la Nouvelle-Sibérie, que les glaces l'empêchèrent d'aborder, et hiverna 264 jours au milieu des glaces à l'est de l'estuaire de la Kolyma. Il parvint au Japon par le détroit de Behring, et atteignit Yokohama le 2 septembre 1879, démontrant ainsi que l'Océan Glacial n'est pas constamment rendu impraticable par les glaces, comme on l'avait cru jusqu'ici, et que le commerce maritime peut utiliser les embouchures des grands fleuves sibériens[1].

Hall et Johannesen (1871-1873).—A l'ouest du Groënland, l'Américain Hall, parti à bord du *Polaris*, dépassa le point où s'était arrêté le docteur Hayes : ils s'avança le 3 septembre 1871 jusqu'à 82° 16′ à travers des eaux libres de glace. Deux ans après, en 1873, le vapeur *Tigress* recueillait aux environs de Terre-Neuve dix-neuf personnes réfugiées sur un glaçon emporté à la dérive depuis cent quatre-vingt-dix-sept jours : c'était l'équipage du *Polaris* ; Hall avait péri. A la même époque, un Norwégien, le capitaine baleinier E. H. Johannesen, explorait la mer de Kara et les parages de la Nouvelle-Zemble.

Découverte de la Terre François-Joseph par MM. Payer et Weyprecht (1872-1874). — Deux officiers autrichiens, MM. les lieutenants Payer et Weyprecht, avaient entrepris en 1871 un premier voyage à l'est du Spitzberg et trouvé la mer libre très loin vers le nord. Ils partirent une seconde fois en juin 1872 à bord du *Tegethof* et cinglèrent vers le pôle ; mais parvenus le 21 août à 76° 16′ de latitude nord, ils se trouvèrent enveloppés dans une banquise mobile. Ils passèrent ainsi l'hiver de 1872-1873 dans leur prison flottante, plongés pendant cent vingt jours dans la nuit (19 octobre-16 février). La température descendit à — 46 degrés centigrades. Le 30 août 1873, à 79° 43′ de latitude nord, ils découvrirent une immense terre, qui reçut le nom de *Terre François-Joseph*. Ils demeurèrent près de là soudés dans la glace un second hiver. Cette fois la nuit dura du 22 octobre 1873 au 24 février 1874. Du

1. Non content d'avoir ainsi découvert le passage nord-est, M. Nordenskjold est parti de nouveau en 1883 pour explorer l'intérieur du Groënland.

10 mars au 21 avril, le lieutenant Payer explora en traîneau la Terre François-Joseph : c'est un vaste amas d'îles situées au nord de la Nouvelle-Zemble, au nord-est du Spitzberg, et qui s'étend au delà du 83° de latitude nord. Elles renferment de hautes montagnes et des glaciers d'un aspect sublime ; les seuls habitants sont des ours blancs. Le 12 avril 1874, M. Payer s'arrêta dans sa course au *Cap Fligely*, à 82° 5′. Au delà s'étendait un vaste bassin d'eau libre, et plus loin encore une autre île, qu'il appela *Terre Petermann*, du nom du savant géographe de Gotha. Cependant au mois de mai 1874, la banquise qui entourait *le Tegethof* ne s'étant pas ouverte, il fallut abandonner le navire, pour revenir vers le sud en traîneaux et en canots, malgré les vents violents qui repoussaient au nord. Au 77°40′, le 13 août, les hardis marins retrouvèrent la mer libre ; bientôt après, ils rencontrèrent le navire russe *Nicolaï*, qui les amena à Wardoe, en Norwège (3 septembre 1874). Leur voyage avait duré trois ans.

Le capitaine Nares (1875-1876). **La mer Paléocristique.** — Le 29 mai 1875, les deux navires anglais l'*Alert* et le *Discovery* partirent de Portsmouth, sous le commandement des capitaines G. S. Nares et H. F. Stephenson, pour aller à la recherche du pôle nord par la côte occidentale du Groënland. Ils traversèrent le canal de Smith, le canal Kennedy, le bassin de Hall, le canal Robeson, et découvrirent les débris du navire le *Polaris*. Puis laissant le *Discovery* en arrière, le capitaine Nares pousuivit sa route vers le nord avec l'*Alert*, qui fut bloqué par les glaces au 82° 24′ de latitude nord. Le soleil disparut le 14 octobre 1875, et pendant cent quarante-deux jours, jusqu'au 29 février 1876, l'équipage fut plongé dans la nuit. La température descendit à 56° 8′ centigrades au-dessous de zéro ; le mercure resta gelé pendant quarante-sept jours. Au printemps, des expéditions en traîneaux furent entreprises. Le commandant M. H. Markam et le lieutenant Parr, au prix de fatigues inouïes, arrivèrent au 83° 20′ 26″ de latitude nord, c'est-à-dire à une distance du pôle moindre que celle de Paris à Marseille. Avant la fin de l'année l'expédition était de retour en Angleterre. Elle avait constaté que les deux côtes du Groënland et de l'Amérique, au lieu de s'étendre indéfiniment vers le nord, s'écartent l'une vers l'est, l'autre vers l'ouest ; qu'au lieu d'une mer libre, il y a une *Mer Paléocristique* (παλαιός, ancien, κρύσταλλος, glace), entièrement gelée et formant une barrière infranchissable aux navires.

Voyage de la Jeannette (1879-1881). — Le 8 juillet 1879, le navire américain la *Jeannette*, commandé par M. Georges W. Delong, lieutenant de la marine des États-Unis, accompagné des docteurs Ambler et Collins[1] quitta San-Francisco et franchit le *Golden Gate* (Porte d'or) pour cingler vers le détroit de Behring et s'engager dans l'Océan Glacial à la recherche de la *Vega* et de M. Nordenskjold. Cette expédition était entreprise aux frais de M. James Gordon Bennett, propriétaire du *New-York Herald*, le plus important des journaux américains, le même qui, en 1872, avait envoyé M. Stanley à la recherche de Livingstone. L'heureuse arrivée de la *Vega* au Japon et ensuite en Europe fit changer le but de l'entreprise : c'est vers le pôle nord que la *Jeannette* se dirigea, en prenant la direction de la *Terre de Wrangel*, au nord-est de la Sibérie. On resta longtemps sans avoir de ses nouvelles. Le navire des États-Unis le *Thomas Corwin*, commandé par le capitaine Hooper, envoyé à sa recherche, fut arrêté par les glaces en 1880. Enfin, on apprit d'Iakoutsk que le 14 septembre 1881 des indigènes de Jigane, au cap Barkin, à 140 verstes au nord du cap de Bikoff, avaient trouvé un bateau portant onze hommes de l'équipage de la *Jeannette*. Ce navire avait été écrasé par les glaces le 23 juin 1881 sous le 77e degré de latitude nord et le 157e degré de longitude orientale. Les trois embarcations qui portaient les naufragés, s'étaient. à 50 milles de l'embouchure de la Léna, dispersées à la suite de vents violents. Le bateau n° 3, commandé par l'ingénieur Melville, avait été arrêté par les glaces. le 29 septembre. à l'embouchure orientale de la Léna, auprès du hameau de Bonolenga. De ceux qui le montaient, trois seulement survécurent : M. Melville et les deux matelots Linenian et Nordscott.

Le 29 octobre le bateau n° 1 et les marins Nindermann et Noros arrivèrent également à Bonolenga. On apprit par eux que le lieutenant Delong, le docteur Ambler et douze autres naufragés avaient débarqué à l'embouchure nord de la Léna, où ils se trouvaient réduits à toute extrémité, plusieurs d'entre eux ayant eu les bras ou les jambes gelés.

Une expédition fut envoyée pour rechercher activement ces malheureux. Tous étaient morts à son arrivée. Le journal du

1. Correspondant du *New-York Herald*, le docteur Collins est connu par de remarquables travaux de météorologie. C'est lui qui organisa à New-York le service de l'étude des orages dans l'Atlantique et de leur arrivée sur la côte d'Europe.

commandant, qui fut retrouvé se terminait ainsi : « Mes deux « derniers matelots sont agonisants à mes côtés. Je ne puis rien « pour les soulager. Depuis que le docteur Ambler est mort, « nous sommes sans remède contre la maladie. Moi-même, je « sens que je n'irai pas loin ; j'ai froid au cœur. Peut-être « n'écrirai-je plus rien. Si jamais un homme trouve ces feuil- « lets, je lui demande de les faire parvenir au gouvernement « des États-Unis ou à ma femme... »

La *Terre François-Joseph* a été visitée de nouveau en 1879 par le bâtiment hollandais *Willem-Barents*. Elle a été explorée aussi deux fois en 1880 et 1881 par un voyageur anglais, M. Leigh Smith, à bord de l'*Eira*, qui fut écrasée dans un second voyage, et dont l'équipage fut recueilli en 1882.

Les observations circompolaires. — Pour coordonner les observations scientifiques circompolaires, les nations maritimes établirent en 1882-1883 les postes suivants : les États-Unis, à *Ooglulanné*, nord de l'Alaska, par 71° 18′ nord ; au *Fort Conger*, baie de Lady Franklin, détroit de Robeson, à l'est de la terre de Grinnell, par 81° 20′ nord ; l'Angleterre au *Fort Rae*, Grand lac de l'Esclave, Canada, par 62° 30′ ; l'Allemagne, au *Golfe de Cumberland*, détroit de Davis, par 66° 30′ ; le Danemark, à *Gothaab* (ouest du Groënland), par 64° 10′ ; l'Autriche, à l'île *Jean Mayen*, entre la Norwège et le Groënland, par 70° 58′ ; la Suède, à la *baie Mossel* (Spitzberg), par 79° 53′ ; la Norwège, à *Bossekop*, au nord du Finmark, par 69° 56′ ; la Hollande, à *Dicksonshaven*, embouchure de l'Iénisséï, par 73° 20′ ; la Russie, à *Sokandyla*, Finlande, par 67° 24′ ; à la *baie Karmakuli* (nord de la Nouvelle-Zemble), par 72° 30′, et au *cap Borchaya*, à l'est du Delta de la Léna, par 73°. La France s'est chargée d'une mission à la Baie Orange, Cap Horn, dans l'Océan antarctique, par 56° sud ; l'Allemagne, à l'île Géorgie du sud, par 54°.

Les Explorations antarctiques. Bellinghausen (1821) ; **Weddell** (1823) ; **Biscoe** (1830-1832) ; **Dumont d'Urville** (1837-1840) ; **James Ross** (1841-1842). — Les voyages d'exploration ont été moins nombreux et moins fructueux dans la direction du pôle sud, à cause de l'éloignement des continents, qui dans l'hémisphère méridional se terminent tous en pointes à d'immenses distances des régions circompolaires. Pourtant, dès 1773, le capitaine Cook, dans son second voyage autour du monde, s'avança jusqu'au 71° de latitude sud. En 1775 il découvrit la *Georgie du Sud* et les *Sandwich méridionales*. En 1819 le capitaine Smith trouva au sud du Cap Horn les *Nou-*

velles-Shetland australes, dont la découverte fut complétée en 1821 par le capitaine Powel.

En 1821, le Russe Bellinghausen découvrit au sud du Cap Horn, par 69° 30′, la *Terre Pierre Ier* et la *Terre Alexandre Ier*. Le 20 février 1823, le baleinier Weddell s'avança par une mer libre de glaces, au sud-est des *Orcades méridionales*, qu'il découvrit, jusqu'à 74° 15′. Il donna à cette portion de l'Océan antarctique le nom de *Mer de Georges IV*. De 1830 à 1832, le capitaine anglais Biscoe découvrit par 66° sud la *Terre d'Enderby* (au sud de l'Océan Indien), puis la *Terre de Graham* ou *Archipel Biscoe* et l'*Ile Adélaïde* (au sud du Cap Horn).

Le capitaine Dumont d'Urville, avec la corvette l'*Astrolabe*, fit un premier voyage autour du monde de 1826 à 1829. Il visita la côte méridionale et orientale de la Nouvelle-Hollande, explora l'archipel de la Nouvelle-Zélande, dont il dressa la carte, parcourut les Iles Tonga ou des Amis, les Iles Viti, les Nouvelles-Hébrides, les Iles Loyalty, la Louisiade, la Nouvelle-Bretagne, explora la côte nord de la Nouvelle-Guinée, et, le 26 février 1828, découvrit dans l'île de Vanikoro une partie des débris du naufrage de Lapérouse.

Parti de Toulon pour un second voyage le 7 septembre 1837 avec les deux corvettes l'*Astrolabe* et la *Zélée*, Dumont d'Urville y rentra le 9 novembre 1840. Après avoir traversé l'Atlantique et le détroit de Magellan, il cingla au sud du Cap Horn et des Shetland méridionales dans la direction du Pôle. Arrêté le 22 janvier 1838 par une banquise gigantesque, par 65° environ, il se fraya pourtant une route à travers la glace, découvrit la *Terre Louis-Philippe* à l'ouest, la *Terre de Joinville* à l'est, et l'*île Rosamel* entre les deux. Dans la suite du même voyage, il reconnut *Terre Clarie* et *Terre Adélie* au sud de la Tasmanie[1].

L'anglais James Ross fut plus heureux encore en 1841. Parti de la Tasmanie, il découvrit une longue terre s'avançant du nord au sud vers le pôle antarctique. Il la nomma la *Terre Victoria*. Il y aperçut une haute chaîne de montagnes neigeuses, la *chaîne de l'Amirauté*. Au mois de février 1842, il s'avança jusqu'à 78° 9′ 30″ de la latitude méridionale, et aperçut deux volcans gigantesques en activité, auxquels il donna les noms de ses vaisseaux, *Erebus* et *Terror*.

1. Promu contre-amiral, Dumont d'Urville périt avec toute sa famille, dans un accident de chemin de fer, entre Versailles et Paris, le 8 mai 1842.

CHAPITRE XLI.

L'Amérique du Sud contemporaine.

La Confédération Argentine se sépare de l'Espagne (25 mai 1810-3 décembre 1817).— Dictature de Rosas. Ses cruautés (1829-1851). — Siège de Montévidéo par Rosas et Oribe (1841-1851).— Insurrection d'Urquiza. Bataille de Monte-Caseros et chute de Rosas (3 février 1852). — État actuel de la Confédération Argentine et de Buénos-Ayres.

État actuel du Brésil. — Guerre du Brésil avec le Paraguay (1864). — Triple alliance contre le président Lopez (1865).—Invasion du Paraguay (1866-1870). Mort de Lopez (15 mars 1870). — Le Pérou et le Chili. Leur alliance pour résister à l'Espagne (1864-1868).— État actuel du Chili. — La Bolivie.— Guerre entre le Chili et la Bolivie soutenue par le Pérou (1879-1883).

Les trois Guyanes. — Vénézuela, Colombie, Équateur. — Les voyageurs français dans l'Amérique du Sud. Le docteur Crevaux. — Isthme de Panama. Projet d'un canal entre l'Atlantique et le Pacifique.— Les cinq républiques de l'Amérique centrale.

Les Antilles européennes. Cuba. — Les Antilles indépendantes. Histoire d'Haïti ou Saint-Domingue depuis 1803. L'empereur Dessalines (1803-1806). — Le roi Christophe. Les présidents Pétion et Boyer (1806-1843). — L'empereur Soulouque (1849-1859). — État actuel des républiques Haïtienne et Dominicaine.

Le Mexique. Situation ; aspect du pays, climat, productions; gouvernement. — Le Mexique de 1823 à 1858. Dictature de Santa-Anna. — Le président Juarez (1858-1872). Les Français au Mexique. Maximilien (1861-1867).

La Confédération Argentine se sépare de l'Espagne (25 mai 1810-3 décembre 1817). — La déclaration d'indépendance de Buénos-Ayres et des provinces argentines date du 25 mai 1810. Il y eut dès l'origine deux partis dans la confédération : 1° le parti *fédéraliste*, qui voulait établir une égalité de droits complète entre toutes les provinces ; 2° le parti *unitaire*, qui voulait centraliser le gouvernement à Buénos-Ayres au profit de cette ville, la plus peuplée, et le seul port de mer par lequel le pays se trouve en relations avec le reste du monde.

La junte provisoire, formée d'*unitaires*, investit du pouvoir exécutif trois citoyens de Buénos-Ayres. Cette junte avait la prétention de nommer elle-même les gouverneurs de provinces. Le congrès de tout le pays, réuni le 13 janvier 1813, fit en 1815 une nouvelle charte, d'après laquelle chaque province devait élire son gouvernement. Un nouveau congrès, élu sous l'empire de cette charte, à Tucuman, prononça solennellement la séparation d'avec l'Espagne, et, le 3 décembre 1817, donna à

la République le nom de *Provinces Unies de la Plata*. Mais Buénos-Ayres, mécontente d'avoir perdu sa suprématie, s'isola de 1820 à 1824. Alors il y eut une nouvelle union, et Rivadavia fut élu président de la République le 7 février 1826. Toutefois, la lutte des partis continuant, il perdit courage et donna sa démission l'année suivante.

Dictature de Rosas. Ses cruautés (1829-1851). — C'est alors que Rosas apparaît sur la scène. Citoyen de Buénos-Ayres, il avait figuré, en 1820, dans les rangs du parti unitaire ; cette fois, il se range du côté des fédéralistes, triomphe du général Lavalle et reste maître du pouvoir (1829). Ambitieux et impitoyable, Rosas se fit proclamer dictateur et terrifia Buénos-Ayres par ses cruautés ; seule, sa fille Manuelita pouvait quelquefois faire révoquer les arrêts de mort sortis de sa bouche.

Pour répandre plus de terreur, Rosas ne faisait pas condamner juridiquement ses victimes, il les faisait poignarder dans leur maison, ou même en pleine rue, par des hommes masqués. Quand il se fit décerner la dictature par le congrès, deux voix seulement s'élevèrent dans l'Assemblée contre la proposition : celle du président du Congrès, Alberto, et celle de l'évêque Escalada. Les spectateurs applaudissent à cette courageuse résistance. Un instant après, des hommes masqués entrent dans la salle, tuent le président à coups de couteaux et sortent au milieu de la stupeur générale. L'évêque Escalada se leva, et, la main tendue vers le cadavre : « Je t'absous au nom de Dieu et de la patrie, martyr de la liberté argentine ! » Le général Quiroga fut également assassiné. Rosas entretenait une police effrayante. Les Argentins n'osaient point s'aborder, se parler en public. Les étrangers étaient continuellement persécutés.

Les crimes de Rosas sont devenus légendaires dans l'Amérique du Sud. Vingt fois on tenta de l'empoisonner ou de le poignarder ; mais il prenait tant de précautions qu'il échappait toujours. Une fois, entre autres, on lui envoya en présent une boîte de pistolets ; un mécanisme intérieur avait été disposé de manière à faire partir les pistolets contre le corps de celui qui ouvrirait la boîte : Rosas la fit ouvrir par un soldat qu fut tué.

Siége de Montévidéo par Rosas et Oribe (1841-1851). — Indépendante de l'Espagne sous le nom de *Bande orientale* en 1814, la République de Montévidéo fut conquise en 1816 par

les Brésiliens. La Confédération Argentine les en expulsa ; ils y revinrent (1822), et, après une longue lutte, le traité de 1828 sanctionna l'existence d'un État distinct dans la Bande orientale sous le nom de *République de l'Uruguay*[1]. Montévidéo vit alors sa prospérité s'accroître rapidement ; les émigrants européens, surtout les Italiens, les Français et les Basques, y affluèrent. Tout changea quand Oribe, avec l'appui de Rosas, se fut emparé du pouvoir. L'expulsion d'Oribe, l'election du président Rivera et l'asile donné aux proscrits de Buénos-Ayres attirèrent sur Montévidéo les armes du dictateur argentin. La ville fut attaquée pendant dix ans, et défendue surtout par les volontaires européens que commandait au début le général Garibaldi (1841-1851).

Insurrection d'Urquiza. Bataille de Monte-Caseros et chute de Rosas (3 février 1852). — Enfin, le 1er mai 1851, le général Urquiza, gouverneur de la province d'Entre-Rios, s'insurgea contre Rosas. Il fit alliance avec le Brésil et accourut au secours des assiégés de Montévidéo ; Oribe, bloqué dans son camp de *Cerrito*, sous les murs de la ville, dut signer le 8 octobre une capitulation qui délivra l'Uruguay de sa tyrannie.

Urquiza, à la tête de l'armée victorieuse, qui comptait 27,000 hommes, fournis par le Brésil, la République Orientale, l'Entre-Rios, Corrientès et Santa-Fé, marcha sur Buénos-Ayres. Le soulèvement contre Rosas fut général. Battu au *Pont de Marquez* le 31 janvier 1852, Rosas se retira au camp de *Santos-Lugar*, à quatre lieues de Buénos-Ayres. Quelques jours après, le 3 février, il perdit la bataille de *Monte-Caseros*, à la suite de laquelle il dut se réfugier à Londres avec sa fille.

La convention de Saint-Nicolas (30 mai 1852) fit des États du Rio de la Plata une république fédérative, dans laquelle chaque province jouissait des mêmes droits. Un congrès se réunit à Santa-Fé.

Buénos-Ayres, privée de sa suprématie, se souleva dans la nuit du 10 au 11 septembre ; il en résulta une guerre nouvelle. Urquiza assiégea la ville et fut battu : Buénos-Ayres sortit de la confédération et fut gouvernée successivement par Obligado

1. Population actuelle de l'Uruguay : 438,245 habitants ; Montévidéo en renferme 73,353. Il y a dans l'Uruguay 375 kilomètres de chemin de fer. M. Francisco Vidal, élu président de la République de l'Uruguay, pour trois ans, le 18 mars 1880, ayant donné sa démission, le général Maxime Santos a été élu le 1er mars 1882 ; ses fonctions doivent durer jusqu'au 1er mars 1886.

et Alsina. Elle rentra dans l'Union le 6 juin 1860. Les autres provinces élurent pour président Urquiza, qui entra en fonctions le 5 mars 1854. Au sortir de la présidence, il resta gouverneur de l'Entre-Rios. Il était le chef du parti conservateur et le plus riche propriétaire de l'Amérique du Sud; sa fortune dépassait 150 millions de francs. Il entretenait à ses frais un régiment de gardes. Il avait fait construire un chemin de fer depuis Buénos-Ayres jusqu'à son château de San-Jose. Il a été assassiné à coups de revolver dans son château, et à sa propre table, en 1870, par un de ses aides de camp, nommé Juan Pablo Lopez.

La Confédération Argentine a eu pour président le général Mitre de 1862 à 1868, et M. Sarmiento de 1868 à 1874. M. Sarmiento, un des hommes les plus remarquables de l'Amérique du Sud, fut successivement soldat, maître d'école, aubergiste, commis, proscrit un moment par Rosas, journaliste, historien, député, ambassadeur aux États-Unis. Il a composé une *Vie d'Abraham Lincoln.* « Ayez des écoles, dit-il à ses concitoyens dans un de ses ouvrages, et vous n'aurez point de révolutions. » Le 12 octobre 1874 le docteur Avellaneda le remplaça pour six ans. Il a eu pour successeur, le 13 octobre 1880, le général Julio Roca.

État actuel de la Confédération Argentine et de Buénos-Ayres. — La Confédération Argentine est actuellement divisée en 14 provinces et 4 territoires. Les Provinces sont : 1° *Entre-Rios;* 2° *Corrientès;* 3° *Santa-Fé;* 4° *Cordova;* 5° *Santiago;* 6° *Tucuman;* 7° *Salta;* 8° *Jujuy;* 9° *Catamarca;* 10° *La Rioja;* 11° *San-Juan;* 12° *Mendoza;* 13° *San-Luis;* 14° *Buénos-Ayres.* Les territoires sont : 1° *Grand Chaco;* 2° *Missiones;* 3° *Pampas;* 4° *Patagonie.* La République mesure 470 lieues du nord au sud, 328 de l'est à l'ouest. Le *Parana*, qui forme le principal bras du *Rio de la Plata*, a 900 lieues de longueur, et il est navigable sur un parcours de 400 lieues. On trouve dans le pays tous les climats et toutes les productions : la canne à sucre, le café, le riz, le coton, le tabac, le vin, les laines, les cuirs, les viandes salées, l'indigo, le blé, le maïs, le cacao, l'oranger, le figuier, le bananier, la pomme de terre. L'intérieur renferme des mines de fer, de cuivre, d'argent, d'or; des diamants, du soufre, du plomb, du sel, du salpêtre. Il y avait en 1883 dans la Confédération Argentine 2,811 kilomètres de chemins de fer exploités et 1,795 kilomètres en construction.

Buénos-Ayres, la principale ville, se trouve dans une situa-

tion admirable, à l'embouchure du Rio de la Plata. Cette ville renferme 323,585 habitants[1], parmi lesquels beaucoup de Français (surtout Basques), Italiens, Anglais, Allemands. On a construit à Buénos-Ayres un môle, qui s'avance d'une lieue dans le Rio de la Plata. Buénos-Ayres est en communication avec Bordeaux par des paquebots, qui passent à Montévidéo, Maldonado, Rio-de-Janeiro, Bahia, Pernambouc, le cap San-Roque (Brésil), Dakkar (près du Cap Vert au Sénégal) et Lisbonne.

État actuel du Brésil. — L'empire du Brésil, l'État le plus considérable de l'Amérique du Sud, a la forme d'un immense triangle, dont la base serait à l'ouest, dans l'intérieur des terres, les deux côtés opposés au sud-est et au nord-est sur l'Océan Atlantique, et le sommet au cap San-Roque, le point le plus oriental de l'Amérique, en face du continent africain. La superficie du Brésil est de 8,302,213 kilomètres carrés. Ce pays, l'un des plus riches du monde, contient des diamants et produit des bois de teinture, du sucre, du riz, surtout du café, du tabac ; il renferme des forêts de palmiers, de cocotiers, de bananiers, de sandal, d'acajou, etc., avec toutes les espèces végétales possibles.

Il est divisé en deux régions naturelles : 1° la région du nord, sous l'équateur, où se trouve la vallée du *Rio Maranon* ou *Amazone ;* 2° la région du sud-est ou de l'Atlantique, qui a pour principal fleuve le *Rio San-Francisco*. L'Amazone, le Mississipi de l'Amérique méridionale, est navigable sur une étendue de 1,000 lieues; il est formé par la réunion du *Tunguragua* à gauche au nord-ouest, du *Maranon* au centre à l'ouest, du *Huallaga* à droite au sud-ouest, et de l'*Ucayalé*, grossi de l'*Apurimac*, plus à droite encore au sud-est. L'Amazone reçoit plus de 200 affluents, dont les principaux sont : sur la rive droite, au sud, l'*Yavary*, le *Purus*, la *Madeira*, le *Tapajos*, le *Xingu*, le *Tocantin ;* sur la rive gauche, au nord, le *Napo*, l'*Yapura*, le *Rio Negro*. A l'embouchure de l'Amazone se trouve la grande île de *Marajo*.

Le Brésil ne renferme encore que 11,831,326 habitants, la plupart d'origine portugaise. Il y a aussi beaucoup d'immigrants allemands, des nègres esclaves et des Indiens à l'intérieur. Les trois principaux ports sont : *Rio-de-Janeiro*, la

1. La population totale de la Confédération Argentine était, en 1869, de 1,812,490 habitants : on l'évalue en 1882, à 2,942,000.

capitale, au sud-est, qui renferme 275,000 habitants; *Bahia* ou *San-Salvador*, plus au nord, avec 130,000 habitants; *Pernambouc*, encore plus au nord, avec 117,000 habitants. Le Brésil forme un empire constitutionnel gouverné par dom Pedro II, à qui l'abdication de son père, Pedro Ier, a donné le pouvoir à l'âge de cinq ans, le 7 avril 1831. Le pouvoir législatif appartient à un Sénat composé de 58 membres élus à vie, et à une Chambre des représentants formée de 122 membres, élus pour quatre ans par toute la population libre. L'esclavage doit bientôt disparaître. Depuis le 28 septembre 1871, les enfants qui naissent des femmes esclaves sont libres. Il y avait au Brésil, à la fin de 1882, 4,864 kilomètres de chemins de fer exploités et 2,489 kilomètres en construction.

Guerre du Brésil avec le Paraguay (1864). — On a vu (chap. XX) que le docteur Francia, le terrible dictateur du Paraguay, avait fermé aux étrangers ce petit pays, qui était devenu, au milieu de l'Amérique du Sud, une sorte d'île isolée de toutes parts ; il eut pour successeurs à la présidence les deux Lopez, père et fils. Le premier, Carlos Lopez, fut président de 1840 à 1862 : sous sa dictature, en 1853, la navigation des fleuves du Paraguay fut ouverte à tous les pavillons. La population du Paraguay s'élevait alors à 1,300,000 habitants.

Francisco Solano Lopez II, son fils, né en 1827, fit un voyage en Europe en 1855, et ramena de Paris une femme mariée, Irlandaise d'origine, madame Marie Lynch ; il fit du Paraguay une puissance militaire. L'empire du Brésil souffrait des entraves apportées au commerce par Lopez et convoitait d'ailleurs la possession des bords du Parana et du Paraguay. La saisie du bâtiment brésilien *Marquis-de-Olinde*, dans les eaux paraguayennes (14 novembre 1864), amena la guerre. Le président Lopez mit sur pied 60,000 hommes et fit occuper la province brésilienne de *Matto-Grosso ;* il obtint l'alliance de l'Uruguay, qui s'alarmait de l'ambition du Brésil.

Triple alliance contre le président Lopez (1865). — Les Brésiliens ne tardèrent pas à reprendre l'offensive. Après une lutte acharnée, ils occupèrent la province d'Entre-Rios et s'emparèrent de *Paysandu* sur l'Uruguay. *Montévidéo* tomba ensuite en leur pouvoir après un long siège. Ils lui donnèrent pour président le général Florès : celui-ci fit alliance avec eux et le général Mitre, alors président de la Confédération Argentine, contre le Paraguay. Le traité d'union des trois États fut signé le 1er mai 1865. Le combat naval de *Corrientès*, sur le Parana,

amena la destruction de la flottille paraguayenne : elle avait résisté tout un jour; son chef, tombé couvert de blessures au pouvoir des Brésiliens, arracha les bandages de ses plaies pour ne pas survivre à sa défaite. La guerre se trouva portée à l'intérieur du Paraguay.

Invasion du Paraguay (1866-1870). **Mort de Lopez** (15 mars 1870). — Nés au centre de l'Amérique méridionale, le *Parana* et le *Paraguay* coulent pendant longtemps parallèlement du nord au sud, l'un à l'est, l'autre à l'ouest; enfin le Parana se détourne brusquement et prend, dès lors, la direction de l'est à l'ouest, pour aller rejoindre le Paraguay; leur confluent s'appelle *Los Tres Buccas*. C'est dans cet espace intérieur, enveloppé par les eaux des deux fleuves de trois côtés, à l'est, au sud et à l'ouest, que se trouve comprise la *République du Paraguay*. En remontant le Parana au-dessus de Los Tres Buccas, les Paraguayens occupaient le camp retranché de *Paso de la Patria* , le fort d'*Itapiru*, l'île fortifiée de *Piragua* et le fort d'*Ytapua*. En remontant le Paraguay, également au-dessus de Los Tres Buccas, on rencontrait, appuyée au fleuve, la forteresse de *Curupaïty*, défendue par 100 canons rayés, et, derrière elle, le camp retranché d'*Humaïta*, garni de 230 pièces de canon. Devant Humaïta, la rivière était barrée par un triple rang de chaînes, soutenues d'un bord à l'autre par des estacades et onze bâtiments à vapeur. Depuis Los Tres Buccas jusqu'à Curupaïty, 50 pièces de canon étaient échelonnées sur la rive gauche du Paraguay : l'escadre brésilienne ne pouvait remonter le fleuve qu'en passant sous leur feu.

On ne pouvait songer à forcer le passage du Paraguay. Conduits par les généraux Florès, Mitre, Caxias et le vice-amiral Tamandaré, les alliés, parvenus à Los Tres Buccas, résolurent de remonter le Parana et de franchir ce fleuve pour pénétrer dans l'intérieur (21-30 mars 1866). Ils le traversèrent le 16 avril à *Paso de la Patria*, prirent le fort d'*Itapiru* et redescendirent la rive droite pour revenir contre *Humaïta* et *Curupaïty*. Pendant plus de deux ans, il ne purent réussir à s'en emparer. Le sang coula à flots dans les batailles du 16 juillet, des 3, 7, 18, 19 septembre 1866. Les alliés, campés à Tuyuti, furent repoussés le 21 septembre devant Curupaïty. La détresse était terrible des deux parts : il fallait supporter les exhalaisons des marais, les inondations, le manque de vivres. A la fin de juillet 1867, Mitre, par un mouvement tournant à l'est-nord d'Humaïta, alla occuper Tayi, plus haut sur le fleuve Paraguay.

Lopez essaya de forcer ses lignes par une attaque désespérée sur *Tuyuti;* il fut repoussé le 3 novembre 1867. Menacé d'être cerné dans Curupaïti et Humaïta, Lopez évacua la première de ces places, ne laissa qu'une garnison dans la seconde et en sortit la nuit, le 2 mars 1868, pour se retirer vers le nord. La famine obligea la garnison d'Humaïta à capituler le 5 août 1868. Lopez, avec son armée, s'était établi à environ dix lieues au-dessous de l'Assomption, derrière le Pykysyty, affluent de la rive gauche du Paraguay. Le 27 décembre 1868, le maréchal Caxias gagna sur l'armée de Lopez la bataille de *Ita Yvata* ou *Lomas Valentinas ;* il fit son entrée à l'Assomption, et, croyant la guerre terminée, retourna à Rio.

Cependant Lopez avait rassemblé de nouvelles forces. Le comte d'Eu (Gaston d'Orléans), fils aîné du duc de Nemours, ancien élève de l'école d'artillerie de Ségovie en Espagne, et marié en 1864 à Isabelle, fille aînée et héritière de Pedro II, fut mis à la tête de l'armée. Le 12 août 1869, il chasse les Paraguayens de *Péribébuy ;* le 16, il les bat à *Cataguaty* et les refoule sur *San-Estanislao ;* le 14 octobre, il leur fait éprouver une nouvelle défaite. Deux fois encore Lopez est vaincu, le 26 octobre à *Curuguatay*, le 28 novembre à *Igatimy*. Réfugié dans les forêts et les montagnes, Lopez tenait toujours ; il avait fait fusiller deux de ses frères accusés de trahison. Malgré ses rigueurs, les Paraguayens lui restaient fidèles.

Il résista jusqu'au bout. A la fin, il avait armé même les femmes : on voyait à ses côtés M[me] Lynch, qui chargeait les Argentins, en costume de hussard, à la tête de l'armée paraguayenne. Lopez fut surpris et tué, le 15 mars 1870, sur les bords de la rivière *Aquydaban*, par la cavalerie brésilienne du général Camara.

Le 2 octobre 1869 l'esclavage avait été aboli par le gouvernement provisoire du Paraguay. La guerre avait réduit la population des trois quarts ; elle compte aujourd'hui, avec les Indiens, environ 476,000 habitants. Jean Bautista Gill, élu le 25 novembre 1874 président de la République, fut assassiné avec son frère dans une émeute le 20 avril 1877 ; le vice-président Higinio Uriarte le remplaça. Ensuite M. Bareiro entra en fonctions le 25 novembre 1878. Le président actuel est le général B. Caballero.

Le Pérou et le Chili. Leur alliance pour résister à l'Espagne (1864-1868). — L'année même où les Brésiliens attaquaient le Paraguay, la guerre s'engageait aussi entre l'Espagne,

d'un côté, le Chili et le Pérou, de l'autre. Le Pérou[1], après avoir été gouverné de 1858 à 1862 par le président Castilla, puis par le maréchal Saint-Roman (mort en 1863), l'était par le général Pezet. Tout à coup, le 14 avril 1864, l'amiral espagnol Pareja vint au nom de son gouvernement prendre possession des îles *Chinchas*, situées en vue du Callao, et qui contiennent une grande quantité du riche engrais connu sous le nom de *guano*. Le Pérou protesta contre cette violation de son territoire; il fut soutenu par le Chili[2], qui refusa de vendre aux Espagnols le charbon nécessaire à l'approvisionnement de leur flotte. Bientôt pourtant le général Pezet, cédant aux menaces de l'Espagne, abandonna les îles et laissa son allié seul exposé aux conséquences d'une guerre où l'avait entraîné le désir de venir à son secours.

Les Péruviens, irrités de la conduite de leur président, s'insurgèrent : pendant qu'on massacrait les marins espagnols dans les rues de *Lima*, la garnison d'*Aréquipa* se soulevait, l'escadre péruvienne suivait cet exemple, le président tombait du pouvoir, et le premier acte de la révolution victorieuse était une alliance avec le Chili contre l'Espagne (janvier 1866). La République de l'Équateur suivit le même exemple.

Dès le 26 novembre 1865, la corvette chilienne *Esmeralda* avait pris une canonnière espagnole, et l'amiral Pareja, dans son désespoir, s'était tué d'un coup de revolver. Les Espagnols perdirent encore la frégate *Cavadonga*. Plus tard, il est vrai, ils eurent l'avantage au combat des îles *Chiloé* (7 février 1866), et ils bombardèrent *Valparaiso*, ville ouverte et sans défense (31 mars 1866); mais ils furent repoussés devant *le Callao* (25 avril 1866). Depuis, la lutte a cessé à la suite de la révolution espagnole de 1868.

Le 22 juillet 1872, au Pérou, à Lima, le ministre de la guerre, don Thomas Guttierez et ses frères Sylvestre et Marcellano, par un coup d'État, arrêtèrent le colonel Balta, président de la République. Mais bientôt on se soulève : Sylvestre Guttierez est massacré; ses deux frères assassinent le président Balta. Ils sont massacrés à leur tour, et leurs cadavres livrés aux flammes; don Manuel Pardo est élu président pour quatre ans. Lorsqu'il eut péri assassiné, le Pérou eut pour président à

1. Population du Pérou; 3,050,000 habitants. La capitale, Lima, en compte 101,488.

2. Population du Chili : 2,239,180 habitants.

partir du 2 août 1876, le général Mariano T. Prado. Vaincu par les Chiliens, il se réfugia aux États-Unis en 1880, et Pierola s'empara de la dictature au Pérou. On verra plus loin comment il a été renversé. Aux termes de la constitution péruvienne de 1858-1860, le président est le chef du pouvoir exécutif; le pouvoir législatif est partagé entre un Sénat de 44 membres et une Chambre des députés de 110 membres. Il y avait en 1878 au Pérou 2,510 kilomètres de chemins de fer exploités.

État actuel du Chili. — « Adossé à l'immense muraille des Andes, dont les contreforts aigus et les cimes neigeuses le séparent de la République Argentine, et qui dresse ses parois rougeâtres sur une longueur de 1,800 lieues du nord au sud, borné dans l'ouest par l'Océan Pacifique, le Chili offre l'aspect d'une bande étroite de littoral, étranglée entre deux barrières infranchissables, et se déroulant sur une longueur de 500 lieues. Sa superficie égale une fois et demie celle de l'Italie, celui des pays de l'Europe avec le climat et les productions duquel il offre le plus d'analogie. Son sol est riche en mines d'argent, de cuivre, de houille, de plomb, de fer, admirablement adapté à la culture des céréales et à l'élève du bétail. Le long de la côte, des ports sûrs attirent et retiennent un grand nombre de navires : Coquimbo, Valparaiso, le plus vaste entrepôt commercial de l'Amérique du Sud, Conception, Talcahuano, Valdivia, Punta-Arenas, la plus méridionale des parties civilisées du globe. » (M. C. DE VARIGNY, *la Guerre du Pacifique*.)

Valparaiso (vallée du Paradis), le plus considérable de tous les ports du Chili, compte 95,000 habitants; la capitale *Santiago*, à l'intérieur, en a 190,000. Le sol du Chili est fertile; la végétation y atteint des proportions prodigieuses; mais de fréquents tremblements de terre bouleversent le pays.

Aux termes de la constitution de 1833, le pouvoir législatif appartient à un Sénat de 36 membres élus pour six ans, et à une Chambre des députés de 108 membres élus pour trois ans; le pouvoir exécutif, à un président élu pour cinq ans. A M. Errazuris, élu en 1871, succéda M. Annibal Pinto, entré en fonctions le 18 septembre 1876. Il a été remplacé le 18 septembre 1881 par M. Domingo Santa-Maria. En 1865 le gouvernement chilien a proclamé la liberté des cultes. Le Chili possède 1,855 kilomètres de chemins de fer.

La Bolivie. — Au centre de l'Amérique du Sud, dans une situation qui rappelle celle de la Suisse en Europe et celle du Thibet en Asie, se trouve la République de *Bolivie*. C'est un

pays montagneux, qui renferme des mines d'or et d'argent, et produit du manioc, du maïs, du vin, du café, du sucre, du riz, du coton, du blé, du tabac. La population de la Bolivie est d'environ 2,325,000 habitants. La capitale est *Sucre*, *Chuquisaca* ou *la Plata*. L'isolement de la Bolivie, enveloppée à l'est et au nord par le Brésil, au sud par la République Argentine, l'a longtemps mise à l'abri des guerres qui agitent presque continuellement l'Amérique méridionale. Au sud-ouest seulement, la Bolivie possède, ou plutôt possédait, entre le Pérou et le Chili, un petit espace de côtes sur le Grand Océan, avec le port de *Cobija* ou *Puerto-la-Mar*, dans le désert d'*Atacama*. La Bolivie est indépendante depuis le 6 août 1825. Au docteur Thomas Frias, élu président le 14 février 1874, succéda le général Hilarion Daza (4 mai 1876). Il fut renversé le 4 janvier 1880. M. Campero devint président le 1er juin 1880. La Bolivie renferme 50 kilomètres de chemins de fer.

Guerre entre le Chili et la Bolivie soutenue par le Pérou (1879-1883). — La guerre éclata le 14 février 1879 entre le Chili et la Bolivie soutenue par le Pérou. En voici l'origine. De 1848 à 1852, à la suite de la découverte des mines d'or de la Californie, de nombreux navires venus d'Europe relâchèrent dans les ports du Chili. Ils y apportèrent la vie et la richesse. Le Chili eut dès lors une supériorité marquée sur les autres républiques hispano-américaines. L'ordre, le travail, le bien-être, le progrès, y furent rapides; mais l'établissement du chemin de fer de Panama fit abandonner aux vaisseaux européens la voie longue et difficile du détroit de Magellan. Comment trouver de nouvelles ressources? Les Chiliens les cherchèrent au nord. Là se trouvait, entre leur territoire et celui du Pérou, l'aride désert d'Atacama, possession nominale de la Bolivie, mais dont les limites étaient très incertaines. Des dépôts de guano ayant été découverts sur la partie de la côte qui s'étend du port de Coquimbo au cap Mejillonnes, chacun de ces deux États en réclama la possession. Un traité conclu en 1866 stipula que le territoire compris entre le 23e et le 25e degré de latitude méridionale serait exploité en commun, et les produits des mines partagés par moitié. Les Chiliens ayant découvert en 1871 entre ces limites, dans le désert d'Atacama, des mines d'argent et de nitre, y fondèrent les villes de Caracoles et d'Antofagosta. Il en résulta de nouveaux conflits terminés par des traités en 1871 et 1874.

Par le traité de 1874, la Bolivie s'engageait à ne pas aug-

menter, pendant 25 ans, les droits d'exportation payés par les Chiliens établis dans la zone commune. Cependant, grâce à l'énergie et à l'intelligence des Chiliens,et quoiqu'on fût réduit dans ces districts miniers, par l'absence d'eau douce, à distiller l'eau de mer pour la boire, il y eut bientôt à Antofagosta 20,000 ouvriers chiliens. La Bolivie s'émut de voir, en fait, la possession de ce pays lui échapper de plus en plus, à mesure qu'elle devenait plus profitable. En même temps le Pérou, dont les finances étaient dans un état déplorable, ne sachant à quel expédient recourir pour remplir ses caisses, avait frappé d'un droit élevé l'exportation de ses propres salpêtres, ce qui avait eu pour résultat d'éloigner les acheteurs, qui, dès lors, ne s'adressèrent plus qu'aux Chiliens établis à Antofagosta. Voyant donc en eux des concurrents qui le ruinaient, il engagea la Bolivie à revenir sur les concessions qu'elle leur avait faites par le traité de 1874, et lui promit, en cas de guerre, l'appui de ses armes. Ces excitations produisirent leur effet. Le 14 février 1878, le congrès bolivien, violant le traité conclu quatre ans plus tôt, éleva les droits sur l'exportation du salpêtre. Après de longues négociations, le 18 décembre 1878, la Bolivie refusa de faire droit aux réclamations des Chiliens.

Ceux-ci répondirent par la guerre, et prirent résolument l'offensive. Ils occupèrent *Antofagosta* et *Mejillones ;* ils débarquèrent à *Cobija* et entrèrent dans cette ville, et le colonel Sotomayor, parti d'Antofagosta, s'empara de *Caracoles*. Les Boliviens s'étaient repliés sur Calama, sous la conduite de Ladislas Cabrera. Sotomayor alla les chercher en traversant un pays désert sans végétation et sans eau. Le 23 mars 1879, il les débusqua de *Calama*, après une lutte acharnée.

Sur mer aussi le Chili prévint ses adversaires. L'amiral W. Rebolledo, laissant deux navires pour bloquer le port péruvien d'Iquique, bombarda *Pisagua* le 18 avril et se dirigea hardiment vers le Callao. Cependant le monitor péruvien *Huascar* et la frégate cuirassée l'*Independencia* sortirent du Callao et vinrent au sud attaquer les bâtiments chiliens qui bloquaient *Iquique*. Le combat naval livré devant cette ville le 21 mai fut soutenu de part et d'autre avec un égal héroïsme. Le navire péruvien *Huascar* coula le bâtiment chilien l'*Esmeralda* ; mais le *Cavadonga*, navire chilien, détruisit la frégate péruvienne l'*Independencia*. L'intrépide Grau, commandant du *Huascar*, regagna le Callao le 7 juin, après avoir échappé à

l'escadre chilienne revenue vers le sud pour le combattre. Promu amiral et mis à la tête de la flotte péruvienne, Grau reprit la mer le 6 juillet. Avec une audace et un bonheur inouïs, il pénétra dans le port d'Iquique, que les Chiliens bloquaient, puis parcourut la côte du Chili, bombardant les ports, coupant les communications, détruisant ou capturant de nombreux navires, parmi lesquels le *Rimac*, chargé de troupes.

Sans se laisser décourager, le Chili remplaça à la tête de son escadre W. Rebolledo par don Riberos. Le 8 octobre, un combat décisif se livra près du cap d'*Agamos*, non loin d'Antofagosta. Attaqué par les bâtiments cuirassés *Cochrane* et *Blanco Encalada*, commandés, le premier par le commandant la Torre, le second par l'amiral Riberos, le *Huascar* succomba : quand il fut pris, tous ses officiers étaient tués ou blessés à mort. L'amiral Grau avait été broyé par un obus[1].

Bientôt après 10,000 soldats chiliens s'embarquèrent à Antofagosta, sous les ordres du général Erasmo Escala, accompagné du ministre de la guerre R. Sotomayor. Le 2 novembre 1879, l'escadre chilienne vint attaquer le port péruvien de *Pisagua*. Le débarquement s'opéra sous le feu des Péruviens et des Boliviens, et l'armée du Chili s'empara de la ville. A quelques jours de là, le 18 novembre, l'amiral chilien Riberos, monté sur le *Blanco Encalada*, captura le *Pilcomayo,* le dernier navire de guerre de quelque importance possédé par le Pérou.

En débarquant à Pisagua, les Chiliens s'étaient placés entre les deux masses de l'armée combinée du Pérou et de la Bolivie. Celles-ci occupaient Iquique au sud, et Arica au nord. Leurs chefs convinrent de marcher sur Pisagua, pour prendre les agresseurs entre deux feux et les rejeter à la mer. Seulement ils voulurent, au préalable, opérer leur jonction plus à l'est dans l'intérieur, sur les hauteurs de *Dolorès*, entre Iquique et Pisagua, afin d'attaquer de concert. Leur projet fut découvert par les Chiliens. Laissant une partie de leurs forces à Pisagua, ceux-ci envoyèrent occuper Dolorès par le colonel E. Sotomayor à la tête de 5,000 hommes. Quand les Péruviens, venus d'Iquique sous les ordres du général Buendia, au nombre de

1. Le Sénat péruvien vota la résolution suivante : « A l'appel à bord de la flotte nationale, le nom de Michel Grau sera prononcé ; et l'officier le plus élevé en grade répondra : Présent au séjour des héros. »

12,000, attaquèrent les crêtes de *Dolorès* le 19 novembre, ils furent culbutés, et leur retraite contrariée par un épais brouillard se changea en une déroute désastreuse. Les Boliviens, partis d'Arica le 11 avec le général Daza, s'étaient arrêtés au bord du fleuve Camarones, à 18 lieues au nord de Dolorès, au lieu d'aller jusqu'au point convenu rejoindre Buendia. De son côté le général Prado, président du Pérou, était demeuré immobile dans sa position d'Arica, où, à la nouvelle du combat de Dolorès, Daza vint le rejoindre.

Après sa défaite, Buendia s'était retiré avec son chef d'état-major, l'énergique colonel Belisario Suarez, à *Tarapaca*, à 10 lieues environ de Dolorès, dans l'intérieur, au pied de la Cordillère. Il y fut rejoint par la garnison d'Iquique, qui avait évacué cette ville. De leur côté, les Chiliens d'Escala et de Sotomayor vinrent l'y attaquer le 26 novembre. Ils furent repoussés par les Péruviens après une lutte désespérée qui dura tout un jour. « La retraite de Buendia n'en fut ni moins pénible ni moins douloureuse. Les troupes exténuées mirent vingt jours à franchir les quarante lieues qui les séparaient d'Arica. Obligées de longer les pentes abruptes de la Cordillère pour éviter les Chiliens maîtres de la plaine, cheminant la nuit par un froid intense, campant le jour sans abri, sous un soleil implacable, rencontrant rarement une source où étancher leur soif, réduites à l'eau infecte de mares stagnantes, traversant de loin en loin des hameaux ravagés, dont les habitants avaient fui, emportant leurs misérables vivres, ces colonnes atteignirent Arica dans un état déplorable. La moitié était restée en route. Pour se soustraire à d'intolérables souffrances, les uns s'étaient tués; la faim, la soif, la maladie, avaient emporté les autres. En dépit du sanglant combat de Tarapaca, le désert d'Atacama, les ports d'Antofagosta, de Cobija, Iquique, Pisagua, 120 lieues de côtes enfin, restaient au pouvoir du Chili.» (M. C. de Varigny, *la Guerre du Pacifique.*)

Quand on apprit coup sur coup à Lima les désastres de l'armée péruvienne, l'irritation fut extrême. Le président Prado, qui prétextant le mauvais état de sa santé n'avait pas quitté Arica, fut accusé d'incapacité et de manque de courage. Il destitua le général Buendia, pour le remplacer par l'amiral Montero, et s'empressa de regagner Lima, où il craignait qu'une révolution n'éclatât contre lui. Elle était fomentée, dit-on, par don Nicolas Pierola, ancien ministre des finances, qui exilé du Pérou en 1872 y était revenu au début de la

guerre présente, et avait été nommé colonel de la garde nationale de Lima. A l'accueil qu'il reçut dans sa capitale, Prado jugea une révolution inévitable : le 18 décembre 1879 il s'embarqua au Callao pour Panama, à bord d'un navire anglais : il allait, disait-il, chercher aux États-Unis et en Europe des ressources pour continuer la guerre.

Cette piteuse désertion exaspéra les Péruviens. Malgré la résistance du vice-président La Puerta et du général La Cotera, une révolution eut lieu à Lima, et Pierola fut proclamé dictateur (21-23 décembre 1879). L'armée d'Arica le reconnut sans difficulté.

Au même moment le général Hilarion Daza, président de la Bolivie, tombait devant un pronunciamento semblable. A La Paz, capitale de la Bolivie, et dans le camp de Tacna, on se plaignit de son inaction et de sa nullité. Le 27 décembre une révolution le renversa. Le colonel Camacho fut mis à la tête de l'armée, et le général Narciso Campero, ancien élève de l'École des mines de Paris, devint président de la République.

Ces changements n'arrêtèrent pas la marche offensive des Chiliens qui continuèrent à avancer avec autant de précision, d'esprit méthodique et scientifique, que de hardiesse et de courage. Maîtres de la mer, ils entreprirent d'aller débarquer à *Ilo* et *Pacocha*, à l'entrée de la vallée de *Moquegua,* au nord d'Arica et de Tacna, où se trouvaient les armées péruvienne et bolivienne, pour couper toute communication entre ces armées d'une part, et Lima et La Paz, c'est-à-dire les capitales du Pérou et de la Bolivie, de l'autre. Le 25 février 1880, 14,000 Chiliens occupèrent *Ilo* et les environs. Les Péruviens virent d'abord ce mouvement sans inquiétude. En arrière de *Moquegua,* ils occupaient la gorge de *Los Angelos*, surnommée les *Thermopyles péruviennes*, et s'y croyaient en parfaite sûreté, sous les ordres du colonel Gamarra, lieutenant de Montero. Cependant en pleine nuit, le 21 mars 1880, les Chiliens, ayant en tête le bataillon de Copiapo, escaladèrent des montagnes abruptes, qui leur permirent de tourner la position et d'en expulser l'ennemi. Par cette victoire les Chiliens coupaient définitivement la retraite vers le nord à l'armée d'Arica et de Tacna.

Celle-ci se concentra à Tacna sous le commandement supérieur du général Campero, président de la Bolivie. Les Chiliens, dirigés par le général don Manuel Baquenado et le

ministre de la guerre don Raphaël Sotomayor, qui mourut de ses fatigues, vinrent l'y chercher, en partant de Moquegua, et en exécutant à travers des déserts sablonneux, du nord au sud, une pénible marche de trente lieues, qui exigea près d'un mois. La terrible bataille de *Tacna*, livrée le 25 mai 1880, fut décisive. Les Péruviens et les Boliviens, débusqués, perdirent la moitié de leur armée et furent rejetés vers Puno et La Paz, c'est-à-dire au nord-est, dans la direction du lac Titicaca, à l'intérieur. Arica capitula le 7 juin. Tout le Pérou, au sud d'Ilo, appartenait aux Chiliens.

Après la bataille de Tacna, en fait, la Bolivie cessa de prendre part à la guerre. La flotte chilienne bloqua *le Callao*, port de Lima; mais deux de ses navires furent détruits par des torpilles. Une intervention des États-Unis n'ayant pu amener la paix. les Chiliens résolurent d'aller la chercher à Lima.

Tacna était le point le plus septentrional occupé par eux, à 300 lieues environ au nord de Valparaiso, à 200 lieues environ au sud du Callao. Le 15 novembre 1880, les Chiliens embarqués à Arica près de Tacna prirent terre à *Pisco*, à 50 lieues au sud de Lima. Ensuite, pour distraire l'attention des Péruviens, le colonel Lynch alla opérer un débarquement au nord de Lima, saccagea *Chimbote*, *Payta*, *Eten*, et revint par mer à Pisco. De ce dernier point les Chiliens gagnèrent simultanément par mer et par terre *Chilca*, à 18 lieues au sud de Lima.

Le 26 décembre 1880, les Chiliens, au nombre de 24 000 combattants avec 77 canons, se trouvaient réunis sous les ordres de don Manuel Baquenado, le long du fleuve *Lurin*, ayant devant eux Lima à 30 kilomètres au nord-ouest; leur gauche se trouvait appuyée à la mer dans la direction de *Pachacamac* et de *Chorillos*. 22,000 Péruviens occupaient à *Chorillos* et *Miraflorès* deux lignes de retranchements hérissées d'artillerie et qu'ils croyaient imprenables. « Lima, disait-on dans leur camp, sera le tombeau des Chiliens. » Ces prévisions furent trompées dans la bataille du 13 janvier 1881. Malgré l'opiniâtre résistance d'Iglésias à *Chorillos* et sur le *Morro-Solar*, l'élan des Chiliens l'emporta encore. Mis en déroute, les Péruviens perdirent 8,000 hommes. Ils éprouvèrent une seconde défaite deux jours après, le 15 janvier, à la bataille de *Miraflorès*. Pierola abandonna le Callao et Lima pour se retirer à Ayacacho. Les Chiliens entrèrent à *Lima*, où tout était dans la confusion, les soldats péruviens débandés ayant pillé la ville et dévasté surtout le quartier chinois. Ils y établirent un gouver-

nement provisoire sous la direction de M. Calderon, élu ensuite régulièrement par un congrès à Chorillos, près Lima, le 10 juillet 1881. Le dictateur Péruvien Pierola s'enfuit dans l'intérieur. Toutefois la guerre continua entre les Chiliens et les Péruviens du territoire non encore envahi ; ceux-ci n'avaient pas reconnu le gouvernement de Calderon, qui, ayant refusé toute cession de territoire, ne put pas lui-même s'entendre avec le Chili et fut retenu prisonnier par les Chiliens pendant trois ans (1881-1883). Pierola abdiqua le 28 novembre 1882, mais il fut remplacé à Arequipa par Montero, tandis que le général Iglésias se maintenait dans le nord. Depuis, un traité a été conclu au mois de mai 1883, entre M. Novoa, ministre plénipotentaire chilien à Lima, et les représentants du général Iglésias, se prétendant chef du gouvernement légal au Pérou. D'après ce traité, le Pérou cède au Chili la province de *Tarapaca*, qui renferme du guano et du salpêtre, et a une étendue de 19 lieues sur l'Océan Pacifique; la province de *Tacna*, avec le port d'*Arica* et 9 lieues de côtes, doit être occupée pendant dix ans par les Chiliens; un plébiscite décidera ensuite à qui elle doit appartenir. La puissance favorisée par le vote doit payer à l'autre une indemnité de 50 millions. Le Pérou *tout entier* se soumettra-t-il à ces conditions impitoyables ? Dans quelle mesure Iglésias a-t-il le droit de se porter fort au nom de ses concitoyens ? Il est certain que sur plusieurs points les Péruviens résistent encore ; un de leurs chefs, le général Cacérès, a été battu le 10 juillet 1883 à *Huanchuco* par le colonel chilien Grostiago.

Cependant Cacérès continue à tenir dans les Andes à Ayacucho, et, au mois d'avril 1884, il s'est emparé de Chala, port de mer à 125 lieues au sud du Callao ; d'un autre côté le colonel Puga a occupé Truxillo. Après de longues hésitations, les diverses puissances étrangères ont reconnu le gouvernement d'Iglésias. Les Chiliens lui ont remis au mois d'octobre 1883 Lima et le Callao.

Par le traité de Valparaiso, signé le 4 avril 1884 entre la Bolivie et le Chili, le premier de ces deux États cède à l'autre tout ce qu'il possédait sur la côte depuis le 23° de latitude méridionale au sud jusqu'à l'embouchure du Rio Loa au nord, avec les villes d'Antofagosta, Caracoles, Mexillones, Cobija ; autrement dit, la Bolivie cesse d'être puissance maritime, et se trouve désormais à la merci de ses voisins pour ses relations avec l'extérieur.

Les trois Guyanes. — Au nord de l'Amérique méridionale, sur la côte de l'Océan Atlantique, se trouvent trois colonies européennes :

1° La *Guyane française*, au sud-est. Elle est séparée à l'est du Brésil par l'*Oyapok*, à l'ouest de la Guyane hollandaise par le *Maroni*. La ville principale est *Cayenne*, dans l'île et à l'embouchure du fleuve du même nom. On y remarque encore *Sinnamary* et les *îles du Salut*. La Guyane française renferme 27,333 habitants. Elle sert de lieu de déportation.

On y a découvert de l'or, exploité surtout dans les placers de *Saint-Élie*, *Mana*, *Maroni*, *Sinnamary*, *Roura*, *Kourou*, *Approuague*. Malheureusement les bras manquent ; les Français ne viennent guère, effrayés qu'ils sont par la terrible réputation du climat. « L'Africain, voilà l'homme qu'il faut à tout prix appeler chez nous », disait *Le Réveil de la Guyane* du 6 décembre 1883.

2° La *Guyane Hollandaise*, au centre. Elle est séparée à l'ouest de la Guyane anglaise par le *Corentin*, et arrosée à l'intérieur par le *Surinam*. La ville principale est *Paramaribo*. La population est de 69,856 habitants.

3° La *Guyane anglaise*, au nord-ouest. Elle confine à l'ouest au Vénézula, et est arrosée par l'*Esséquibo*, la *Demerara*, le *Berbice*. La ville principale est *Demerari*, nommée encore *Georgetown* ou *Stabrok*. La population est de 252,186 habitants.

Vénézuéla, Colombie, Équateur. — Fondée en 1819, après l'expulsion des Espagnols, la République de *Colombie* s'est, en 1830, partagée en trois États : 1° au nord-est, sur l'Atlantique, le *Vénézuéla*, capitale *Caracas ;* 2° au centre, entre l'Atlantique et le Pacifique, la *Nouvelle-Grenade* ou plutôt la *Colombie* proprement dite, capitale *Bogota* (nommée autrefois *Santa-Fé de Bogota*); 3° au sud-ouest, sur le Pacifique, l'*Équateur*[1], capitale *Quito*.

Dans le Vénézuéla, le général Guzman Blanco, après avoir, à la suite d'une révolution, exercé les fonctions présidentielles à titre provisoire, de 1870 à 1873, fut élu régulièrement le 20 février 1873 pour quatre ans; en 1877, le général Alcantara a été élu pour deux ans. Enfin, le 15 mai 1879, le général Guzman Blanco a été élu président jusqu'au 20 février 1884.

1. Population du Vénézuéla (en 1881) : 2,075,245 habitants ; de la Colombie, environ 3,000,000 d'habitants ; de l'Équateur ; 946,033 habitants. La Colombie possède 174 kilomètres de chemin de fer ; l'Équateur 122 kilomètres ; le Vénézuéla 151 kilomètres.

Dans la Colombie, à don Santiago Pérez, élu président le 1er avril 1874 pour deux ans, succédèrent : en 1876, don Aquileo Para ; en 1878, le général Trujillo ; en 1880, le général R. Nunez ; et, le 1er avril 1883, M. J. E. Otalora. Dans l'Équateur, le docteur Gabriel Garcia Moreno, président de 1861 à 1863, avait été réélu en 1869. Il fut assassiné le 6 août 1875, avant l'expiration de son mandat.

Devenu président en 1876, le général Vintimille s'empara de la dictature. Ses violences, ses odieuses cruautés, ses excès répugnants, finirent par exaspérer contre lui la population, et par amener un soulèvement général. Assiégé dans Guyaquil, il prit la fuite le 9 août 1883. Don Placido Colamano a été élu, au mois de février 1884, Président de la République de l'Équateur.

Les voyageurs français dans l'Amérique du Sud. Le docteur Crevaux. — L'Amérique du Sud a été explorée depuis dix ans par de nombreux voyageurs français. M. Édouard André, chargé d'une mission scientifique par le gouvernement français, a fait d'importantes découvertes dans la Colombie et l'Équateur en 1875 et 1876. Il a constaté l'admirable fertilité de ce pays, dont les ressources seraient inépuisables si la population était plus laborieuse, plus instruite, et si elle employait à tirer parti des richesses du sol l'ardeur qu'elle témoigne uniquement à soulever et à soutenir des guerres civiles, dont les motifs sont la plupart du temps futiles. M. Wiener, chargé également d'une mission, n'a pas été moins heureux au Pérou et en Bolivie de 1875 à 1877.

Né à Lorquin (Lorraine) en 1847, le docteur Jules Crevaux, médecin de la marine, explora les Guyanes dans un premier voyage en 1877 ; il remonta le fleuve Maroni, traversa le premier les monts Tumac-Humac, atteignit le Yari, affluent de l'Amazone, et le suivit pendant 300 kilomètres. Dans un second voyage sur l'Oyapok, il découvrit le procédé à l'aide duquel les Indiens composent le *curare*, qui leur sert à empoisonner leurs flèches. Pendant son troisième voyage, entrepris en 1881, en compagnie de M. Lejanne, pharmacien de la marine, et du nègre Apatou, il partit pour Savanilla en Colombie, remonta le Rio Magdalena jusqu'à Neiva, puis, tournant à l'est, franchit la Cordillère des Andes, à travers des forêts de cierges géants, d'opuntia et de cactus, et descendit le *Goyabero* ou *Guaviare*, auquel il donna le nom de *Rio Lesseps*. Il lui fallut franchir sur un radeau des passages où jamais voyageur ne s'était hasardé,

tantôt à travers des massifs de bambous, tantôt entre des masses de rochers, qui resserrent le cours du fleuve, ou parmi des récifs qui y forment des rapides effrayants. Il atteignit enfin l'Orénoque, dont le Goyabero est un affluent, et rentra en France en 1882, rapportant des collections précieuses pour l'histoire naturelle et l'anthropologie.

Nommé officier de la Légion d'honneur, et honoré de la grande médaille d'or par la Société de Géographie, il obtint une subvention de la Chambre des députés, et repartit pour un quatrième voyage dans l'Amérique du Sud. Il voulait remonter le Paraguay et se diriger vers le nord, afin d'atteindre le bassin du fleuve des Amazones. Il se proposait de traverser 900 lieues de pays à peu près inexplorés. Mais, au moment où il arrivait dans un endroit nommé *Cuvarocaï*, vers les frontières de la République Argentine et de la Bolivie, à l'ouest du Pilcomayo, affluent de la rive droite du Paraguay, Crevaux fut massacré avec ses compagnons par les Indiens Tobas. On croit toutefois que le marin français Haurat et le marin argentin Blanco sont restés captifs parmi les Tobas, et des expéditions sont parties en 1883 de Buenos-Ayres et du Chili pour aller à leur recherche. Le crâne du docteur Crevaux a été retrouvé cloué sur un tronc d'arbre à Yanduyaca, au mois de décembre 1883, par des explorateurs boliviens.

Isthme de Panama. Projet d'un canal entre l'Atlantique et le Pacifique. — Lorsque Christophe Colomb quittait le port de Palos en 1492, il s'imaginait non pas aller à la recherche d'un nouveau monde, mais voguer vers l'Asie, qu'il supposait baignée à l'est, comme l'Europe l'est à l'ouest, par l'Océan Atlantique. Dès 1513, c'est-à-dire du jour où Nunez Balboa, des hauteurs de Panama, aperçut le Pacifique, on sut que les régions découvertes formaient un continent distinct. Dès lors, on en longea les côtes vers le nord et vers le sud, à la recherche d'une ouverture, d'une trouée, d'un canal maritime, permettant aux vaisseaux de passer d'une mer dans l'autre. Mais si la nature avait jeté entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud une mer intérieure, la Mer des Antilles, comme elle a placée la Méditerranée entre l'Europe et l'Afrique, elle avait négligé de séparer les deux moitiés du nouveau monde par un détroit semblable au détroit de Gibraltar. Le continent s'étendait, on le reconnut bien vite, indéfiniment des deux côtés de l'équateur, barrant le globe, et formant une barrière infranchissable entre l'Atlantique et le Grand Océan. Pour aller

de l'un à l'autre et revenir à la hauteur de la Mer des Antilles, il fallait donc contourner entièrement l'Amérique du Sud en en longeant deux fois les côtes sur une étendue de plus de 50 degrés de latitude, avec une perte de temps immense, et en franchissant le périlleux détroit de Magellan.

Toutefois la forme de l'Amérique, qui s'effile et se resserre en isthmes étroits, depuis le Mexique jusqu'à la Colombie, inspira de bonne heure à des esprits hardis l'idée de jeter un canal d'un Océan à l'autre. Humboldt indiqua cinq tracés possibles : 1° par l'*isthme de Téhuantepec* ; 2° par le *Nicaragua* ; 3° par l'*isthme de Panama* ; 4° et 5° par l'*isthme de Darien* et le fleuve colombien *Atrato*, tributaire de la mer des Antilles, qu'on aurait joint avec le Pacifique, à l'aide d'un canal aboutissant à la *baie de Cupica* ou à la *vallée de Raspadura*.

En 1855, un chemin de fer fut établi sur l'isthme de Panama, entre *Colon*[1] ou *Aspinwall*, à l'est de Chagres, sur l'Atlantique, et *Panama*, sur le Grand Océan. Les difficultés à vaincre sur ce terrain malsain, hérissé de forêts vierges, dans lesquelles la végétation se développe avec une prodigieuse rapidité, furent immenses ; grand aussi, trop grand fut le nombre des travailleurs, Chinois pour la plupart, qui payèrent de leur vie ce nouveau triomphe de la volonté humaine[2].

Le projet d'un canal interocéanique n'avait pas été abandonné. De 1870 à 1875, le gouvernement des États-Unis fit étudier les différents tracés possibles par le commandant Shufelt à Téhuantepec, par le commandant Selfrige au Darien, par le commandant Lull et l'ingénieur Menocal au Nicaragua. En 1875, un congrès de géographes, d'ingénieurs et de marins,

1. C'est à Colon que viennent aboutir les paquebots transatlantiques français partis de Saint-Nazaire.

2. « Certes, cette voie qui se déroule à l'ombre des forêts vierges, sous des massifs de bananiers, de palmiers et d'élégants bambous, est admirable d'aspect. Comme au Brésil, l'œil y est charmé par l'enlacement des lianes, l'énormité des plantes parasites, et surtout par l'étrangeté des fleurs qui, comme celle de l'*espiritu santo*, ont la forme d'une colombe. Mais il faut être en défiance contre les âcres senteurs de cette flore puissante ! La mort frappe le voyageur qui s'arrête à la contempler. Sous cette végétation merveilleuse se cachent des eaux croupies, sources de fièvres terribles. C'est pis encore, lorsque, après avoir franchi les parties boisées de l'isthme, l'on atteint les plaines marécageuse voisines de Colon. A la fraîcheur homicide des forêts succède une tiède humidité, qui, au crépuscule, s'élève de terre sous forme de vapeurs épaisses et grisâtres. On ne voit de tous côtés que marais, flaques fétides, où pullulent les sangsues par millions, les iguanes, les alligators, le monde hideux des reptiles. Le salut du voyageur est dans la fuite et dans un embarquement précipité. » (E. PLANCHUT.)

réuni à Washington, écarta les projets par Téhuantepec et le Darien. Le Darien était obstrué de forêts et malsain ; le fleuve Atrato, barré, exigerait trop d'écluses. Dans l'isthme mexicain de Téhuantepec, les ports manquaient ; il y avait trop de montagnes et trop peu de fleuves. Par Téhuantepec, le canal aurait eu 240 kilomètres, le faîte atteignant 237 mètres au-dessus de la mer. Pour y parvenir, il aurait fallu 60 écluses sur chaque versant ; la traversée aurait exigé 12 jours. Dans le Nicaragua, on pourrait partir de *Greytown* sur l'Atlantique, atteindre par un canal la rivière de *San-Juan*, la remonter jusqu'au *lac de Nicaragua*, traverser le lac jusqu'au *Rio del Medio*, et de là, par un canal, atteindre la côte du Pacifique à *Brito*. Ce projet nécessiterait dix écluses pour chaque versant et quatre barrages sur le San-Juan. « Le point est des plus favorables. Au milieu de l'isthme, un beau lac, long de 176 kilomètres et large de 55, occupe le plateau, à 38 mètres au-dessus de l'Atlantique. Il reçoit le tribut de 40 cours d'eau, et se déverse dans l'Atlantique par un fleuve magnifique, le *San-Juan*. Malheureusement, ce fleuve est interrompu par de fréquentes cataractes. » (F. de Lesseps.) La longueur du canal eût atteint 292 kilomètres. Il eût fallu pour le franchir quatre jours et demi.

On ne restait pas inactif en Europe. Un comité français fut formé le 24 mars 1876 pour l'étude du percement d'un canal interocéanique, sous la présidence de M. de Lesseps, le hardi et heureux promoteur du canal de Suez (voir ch. xliv). Le général Türr et M. L. N. B. Wyse formèrent une société internationale, qui se chargea de défrayer les explorateurs. Un ingénieur, M. Celler, et les lieutenants de vaisseau L. N. B. Wyse et Armand Reclus, après deux ans d'exploration (1876-1878), déclarèrent que le tracé le plus favorable était celui qui empruntait l'isthme de Panama. Le canal, dans ce cas, irait de la *Baie de Limon*, sur l'Atlantique, à la *Rade de Panama*. Il aurait 74 kilomètres de long [1], et on le traverserait en 36 heures. Il serait parallèle au chemin de fer, à niveau, à ciel ouvert, sans tunnel et sans écluses, avec 20 mètres de largeur au fond et 50 à la surface. Ce projet présentait, il est vrai, de grands obstacles : climat meurtrier, qui a coûté la vie à des milliers

1. Il devait être divisé en trois sections : celle de la vallée du Rio-Chagres, de 45 kilomètres de long, celle du massif central, de 14 kilom. 1/2 de long, et celle de la vallée du Rio-Grande, aussi de 14 kilom. 1/2.

de travailleurs chinois, lors de l'établissement du chemin de fer ; végétation encombrante ; pluies huit mois par an ; coût de la main-d'œuvre ; crues des rivières ; énormité des travaux de déblayement : car, pour éviter un tunnel, il fallait ouvrir une tranchée de 90 mètres de hauteur.

C'est néanmoins ce projet qui fut adopté, en dépit de l'opposition des Américains, par le congrès international réuni à Paris sous la présidence de M. de Lesseps, le 15 mai 1879.

Pourtant on put croire d'abord qu'il n'y avait là rien de définitif. L'opposition des Américains était vive. Ils tenaient toujours pour le tracé par le Nicaragua. Fidèles au principe de Monroë, ils réclamaient d'avance la neutralité absolue du canal en cas de guerre maritime. Une première tentative faite à Paris pour réunir les fonds nécessaires aux travaux préliminaires par Panama échoua en 1879. Néanmoins M. de Lesseps, sans se laisser décourager, partit pour les États-Unis, afin d'y entreprendre une campagne de propagande en faveur de l'entreprise dont il était le promoteur. Il y fut bien accueilli. A son retour en France, une compagnie fut formée pour exécuter le percement de l'isthme, et l'infatigable savant partit pour diriger lui-même le début des travaux à Panama ; ils sont poussés activement. En 1884, ils occupent 15,000 ouvriers, qui sont surtout des noirs, des mulâtres et des métis, et l'on espère qu'ils seront terminés en 1888.

Les cinq républiques de l'Amérique centrale. — Les cinq républiques situées dans cette partie du continent ont formé autrefois une confédération sous le nom d'*États-Unis de l'Amérique centrale ;* aujourd'hui elles vivent isolément. Ce sont, en allant du sud au nord, les États de *Costa-Rica* (cap. San-José), *Nicaragua* (cap. Managua), *San-Salvador* (cap. San-Salvador), *Honduras* (cap. Tegucigalpa) et *Guatémala* (cap. Guatémala). Voici quelle est la population de chacun d'eux : Costa-Rica, 185,000 habitants ; Nicaragua, 276,000 ; San-Salvador, 554,785 ; Honduras, 350,000 ; Guatémala, 1,252,497.

Ces cinq États, dont le sol est fertile, et qui possèdent d'immenses ressources naturelles encore inexploitées, ont été presque continuellement agités par des guerres et des révolutions intestines. Costa-Rica a pour président Don P. Fernandez ; Nicaragua, le docteur Adan Cardenas, depuis 1883 ; San-Salvador, M. R. Zaldivar y Lazo, élu en mai 1876 ; Honduras, M. A. Soto, élu le 29 mai 1877 ; Guatémala, le général Rufino

Barrios, élu le 9 mai 1873, et réélu pour six ans le 15 mars 1880.

Les Antilles européennes. Cuba. — L'Océan Atlantique forme entre les deux Amériques un immense golfe circulaire qui baigne : au nord, les États-Unis, depuis l'îlot de Key-West, près du Cap Sable, à l'extrémité méridionale de la Floride, jusqu'à l'embouchure du Mississipi, et du Mississipi au Rio Grande del Norte ; à l'ouest, la côte du Mexique et celle de l'Amérique centrale (Guatémala, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica) jusqu'à l'isthme de Panama ; au sud, la côte de la Colombie et du Vénézuéla jusque près de l'embouchure de l'Orénoque. Ce golfe renferme au centre les Grandes Antilles, qui le divisent en deux parties : *Mer des Antilles*, au sud ; *Golfe du Mexique*, au nord. A l'est, il est fermé par les Petites Antilles.

La plus considérable des Grandes Antilles est *Cuba*. Cette belle et grande île est comprise entre les deux presqu'îles de Floride (États-Unis) et du Yucatan (Mexique). Sa longueur, de l'est à l'ouest, est de 250 lieues ; sa largeur moyenne, du nord au sud, de 25. Elle renferme 1,521,684 habitants, et produit du tabac, du sucre, du rhum, du café, du cacao, de l'indigo, du chanvre, des bois précieux. La capitale, *la Havane*, au nord-ouest, renferme 230,000 habitants ; les autres villes importantes sont *Santiago*, *Matanzas*, *Puerto-Principe* et *Bayamos*. Cuba appartient aux Espagnols ; mais elle a été insurgée pendant dix ans contre la métropole (1868-1878) : le maintien de l'esclavage des nègres était la principale cause du soulèvement. Les épaisses forêts de l'intérieur permirent longtemps aux insurgés de tenir en échec les troupes espagnoles, supérieures en nombre, mais éprouvées par la chaleur et les maladies. Le mouvement a paru un moment comprimé ; mais comme, malgré les promesses du gouvernement espagnol, les réformes n'ont point été accomplies, et que l'esclavage subsiste toujours, de nouveaux soulèvements éclatent à chaque instant. Au mois d'avril 1884, le chef cubain Aguerro, venant de Key-West avec une petite troupe d'hommes déterminés, est parvenu à débarquer dans l'île et y a fait un nouvel appel aux armes.

Les Espagnols possèdent encore une autre des Grandes Antilles, *Porto-Rico* ou plutôt *Puerto-Rico*, qui renferme 731,648 habitants, et a pour principale ville *San-Juan*.

La troisième des Grandes Antilles est *Haïti* ou *Saint-*

Domingue (voir les paragraphes suivants). La quatrième et dernière est la *Jamaïque*, située au sud du Cuba : elle appartient aux Anglais, et renferme 580,804 habitants. Elle produit du rhum, du sucre, du café, du tabac, et renferme les villes de *Spanishtown* et de *Kingstown*.

Les Anglais possèdent dans les Petites Antilles la *Trinité*, *Tabago*, la *Grenade*, les *Grenadines*, la *Barbade*, *Saint-Vincent*, *Sainte-Lucie*, la *Dominique*, *Montserrat*, *Nevis*, *Saint-Christophe*, *Antigoa*, la *Barboude*. Ils ont encore, au nord de Cuba, à l'est de la Floride, les îles *Lucayes* ou *Bahama*. La population totale des Antilles anglaises (y compris la Jamaïque) est de 1,220,695 habitants [1].

La France possède dans les Petites Antilles : 1° la *Martinique*, avec les villes de *Fort-de-France* et de *Saint-Pierre*. Cette île, en partie couverte de forêts, est dominée par la *Montagne Pelée*, le *Piton du Carbet* et le *Piton de la Soufrière* ; elle est fertile surtout en café, sucre, cacao, coton, tabac, fruits, et elle renferme 164,350 habitants, la plupart nègres ou mulâtres. Elle est française depuis 1635; les fondateurs de la colonie furent Duplessis, l'Olive, d'Enambuc. 2° La *Guadeloupe*, au nord de la Martinique. Française depuis 1635, elle est divisée en deux îles par un bras de mer nommé la *Rivière salée*. Elle renferme deux villes, *la Pointre-à-Pître* et *la Basse-Terre* ; sa population, avec les îles qui en dépendent, est de 193,883 habitants. Ces îles sont : *Saint-Barthélemy*, vendue par Louis XVI à Gustave III en 1784, et rachetée récemment par la France aux Suédois (1877-1878) ; ensuite les îlots de *Marie-Galante*, la *Désirade*, les *Saintes* et la partie nord de *Saint-Martin* [2]. La population totale des Antilles françaises est d'environ 358,000 habitants. C'est dans les Antilles françaises que naquirent : à la Martinique, l'impératrice Joséphine (1763-1814); à la Guadeloupe, le poète Léonard (1744-1793) ; le peintre Lethière (1760-1832) ; les généraux Dugommier (1736-1794) ; et Gobert (tué à Baylen en 1808) ; à Saint-Domingue, le général

1. Les Anglais possèdent de plus un établissement à *Balise*, sur la côte du *Honduras*, avec 27,452 habitants, et l'archipel des îles *Bermudes*, à 200 lieues à l'est des États-Unis, avec 13,948 habitants. Les Anglais se sont encore établis à l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud, à l'est de la Patagonie, dans les îles *Malouines* ou *Falkland*, qui contiennent 1,553 habitants.

2. Les Français ont, en outre, dans l'Amérique du Nord, les îlots de *Saint-Pierre* et *Miquelon*, renfermant 4,916 habitants, sur la côte de Terre-Neuve, avec le droit de pêcher la morue.

Alexandre Dumas (Davy de la Pailleterie), fils d'un Français et d'une négresse (1762-1807).

Les Hollandais ont dans les Petites Antilles : *Saint-Eustache*, *Saba*, la partie sud de *Saint-Martin ;* dans les *îles sous le Vent*, au sud-ouest des Petites Antilles, sur la côte du Vénézuéla : *Curaçao*, célèbre par sa liqueur fabriquée avec des écorces d'oranges, *Arouba* et *Buen-Ayre*.

Les Danois possèdent *Saint-Thomas*, *Sainte-Croix*, *Saint-Jean* et les *îles Vierges*.

Les Antilles indépendantes[1]. Histoire d'Haïti ou Saint-Domingue depuis 1803. L'empereur Dessalines (1803-1806). —Peu de pays sur la terre offrent un aspect comparable à celui de Saint-Domingue. Là, sous un ciel d'une admirable pureté, la végétation tropicale s'étale dans toute sa richesse : cocotiers, palmiers, cannes à sucre, caféiers, cotonniers, manguiers, bananiers, figuiers, orangers, cacaoyers, opuntia, vigne, gaïac, ébénier, nopals, cierges, acajous, citronniers, tamariniers, goyaviers, se mêlent pour orner et pour enrichir les plaines et les rivages de la mer, tandis que de majestueuses montagnes se dressent à l'intérieur. Cette île privilégiée est aujourd'hui une petite France, une *France Noire*, qui imite et souvent contrefait la nôtre. Depuis que Haïti est indépendante, elle a reproduit, comme un lointain écho, les révolutions de la mère patrie : elle a tour à tour été république, monarchie, empire ; elle a eu ses réactions et ses barricades, ses coups d'État et ses massacres. Peu laborieux et ennemi de l'effort, le nègre semble en effet un grand enfant, superstitieux à l'excès, amoureux du bruit, de l'éclat, des paroles sonores, des changements à vue ; il est tour à tour nonchalant et furieux, naïf et solennel. Depuis qu'il est délivré de ses maîtres européens, il les copie plus que jamais ; il a la manie du militarisme et prodigue le nom de *général*, qui est pour lui synonyme de *monsieur*.

Lorsque, en 1802, Toussaint-Louverture fut retenu captif par les Français, Dessalines prit sa place. Le nouveau chef des

1. L'auteur a largement puisé dans une Histoire manuscrite d'Haïti par M. J. B. Prax, ancien vice-consul de France aux Gonaïves, dont il doit communication à l'obligeance de M. Émile Barrault, ingénieur civil. Le manuscrit est accompagné de précieux documents officiels haïtiens. L'auteur a également mis à profit le travail inséré dans *le Tour du Monde*, par M. Edgard la Selve, professeur au lycée national Pétion, du Port-au-Prince, sous ce titre : *La République d'Haïti, ancienne partie française de Saint-Domingue.*

noirs était né à Cormier, près du Cap-Haïtien, en 1758. Il fut d'abord esclave d'un colon blanc, nommé Duclos, puis d'un noir libre, nommé Dessalines, dont il reçut le nom, suivant l'usage, et chez lequel il demeura jusqu'à 33 ans; il choisit plus tard son ancien maître pour maître d'hôtel. Devenu libre quand la République Française eut aboli l'esclavage, il servit sous les ordres de Toussaint-Louverture. En 1795, il devint colonel de la 4e demi-brigade coloniale et se distingua contre les Anglais. Bientôt général, lorsque le premier consul eut rétabli l'esclavage, il appela aux armes nègres et mulâtres, et au drapeau tricolore substitua le drapeau rouge et bleu. Ses soldats, qui l'appelaient *papa-loi*, avaient pour lui une admiration superstitieuse. Il rendit à l'île son ancien nom indien d'*Haïti;* et Bonaparte s'étant fait en 1804 empereur des Français sous le nom de Napoléon, Dessalines prit le titre d'*empereur d'Haïti* et le nom de *Jacques Ier*. Il fonda, à l'entrée de la *Gorge des Chaos*, dans la plaine de l'Artibonite, une ville nommée *Dessalinesville*, entourée de six forts, portant les noms bizarres de *la Source*, *Culbuté*, *Décidé*, *Innocent*, *Écrasé*, *Fin du monde*.

Pendant deux ans, il opprima ses sujets avec une férocité de bête sauvage. A la fin, les Haïtiens perdirent patience. La république fut proclamée par les généraux Pétion, Christophe, Guérin et Yayou. Dessalines marcha contre eux. « Je veux, s'écria-t-il, que mon cheval piaffe dans le sang jusqu'à Tiburon. » Il ajoutait : « Le département du Sud sera bientôt une solitude telle qu'on n'y entendra même plus le chant du coq. » Mais les soldats qui le précédaient, las de ses cruautés, au lieu de combattre les insurgés, s'unirent à eux. Le lendemain, quand l'empereur arrive à cheval au Pont-Rouge, près de Port-au-Prince, les soldats des 15e et 16e demi-brigades font feu sur lui. Il tombe criblé de coups de sabre et de baïonnettes. On arrache les vêtements du cadavre ensanglanté; on lui coupe les doigts pour enlever plus facilement ses bagues. Quand on l'eut placé sur des fusils croisés en brancard : « Qui dirait, s'écria le général Yayou, que ce petit misérable faisait trembler Haïti, il n'y a qu'un quart d'heure ?» Ainsi finit le premier empereur haïtien (17 octobre 1806). Une pauvre folle nommée la Défilée ensevelit ses tristes restes dans le cimetière de Port-au-Prince. Sa tombe porte la laconique inscription que voici : *Ci-gît Dessalines, mort à 48 ans*. Pendant plusieurs années, à la Toussaint, une main inconnue y plaçait un cierge allumé.

Près de là est la tombe de Billaud-Varennes, qui, déporté à la Guyane en 1795, vint mourir à Saint-Domingue.

Le roi Christophe. Les présidents Pétion et Boyer (1806-1843). — Les chefs des vainqueurs, Pétion et Christophe, ne purent s'entendre. D'abord capitaine de gendarmerie, puis général et gouverneur de la province du Cap, Christophe, élu président de la république, voulut s'emparer du pouvoir absolu. Les défenseurs de la constitution républicaine lui opposèrent Pétion, qui fut proclamé président dans le sud, à Port-au-Prince, et sous la conduite duquel ils résistèrent héroïquement. L'un d'eux, Derenoncourt, fit sauter en 1807 le garde-côte *la Constitution*, qu'il commandait, afin de ne pas le laisser prendre par un brick ennemi. Christophe resta maître du nord au Cap; il s'empara du Môle-Saint-Nicolas après la mort du général Lamarre, lieutenant de Pétion, qui fut tué par un boulet le 16 juillet 1810. En 1811, Christophe prit le titre de *roi* et le nom de *Henri Ier*. Il fit construire au sommet d'une montagne escarpée, nommée *le Bonnet-à-l'Évêque,* la formidable citadelle Laferrière, et, près de là, pour sa résidence, le château de Sans-Souci, à Milot. Avec ses soldats du *Royal-Dahomey*, Henri Ier se signala par des folies et d'odieuses cruautés : au nombre de ses victimes fut son médecin, un blanc nommé Justamont, qu'il fit tuer sous ses yeux à coups de bâton. Mais vaincu par Boyer, et frappé d'une attaque d'apoplexie, il apprit encore que ses soldats venaient de se révolter au Cap. Il se tua d'un coup de pistolet, dans sa résidence de Sans-Souci, le 8 octobre 1820.

A Port-au-Prince, Boyer avait remplacé Pétion comme président en 1818 : il réunit le nord au sud en 1820, après la mort de Christophe, et, en 1822, il annexa à la République haïtienne la partie orientale de l'île, qui était indépendante depuis 1809. C'est sous l'administration de Boyer que la France reconnut l'indépendance de son ancienne colonie, moyennant une indemnité de 150 millions, stipulée en faveur des colons dépossédés. Le gouvernement haïtien étant hors d'état de payer même les intérêts d'une somme aussi considérable, l'indemnité fut, sur sa demande, abaissée en 1838 à 90 millions.

Boyer, accusé d'actes tyranniques, violation de la liberté de la presse, suppression du jury, création d'un papier-monnaie, intervention illégale dans le choix des sénateurs et des députés, etc., fut renversé en 1843 par Hérard aîné, pendant la pré-

sidence duquel Saint-Domingue se sépara d'Haïti. Hérard fut renversé par Guerrier (1844). Ensuite vinrent Pierrot (1845), Riché (1846), et Soulouque (1847).

L'empereur Soulouque (1849-1859). — Soulouque avait onze ans lorsque l'esclavage fut aboli : il appartenait à un blanc français qui habitait le Petit-Goave. Devenu militaire, il était général à la chute du président Pierrot. Pendant l'élection à la présidence, le congrès délibérant sur le choix du nouveau chef de la République, un membre de l'Assemblée le vit à la porte de la salle et la lui ferma au nez, en lui disant « que ce n'était pas là sa place ». Cette action fut la cause de sa fortune. M. Séligny-Hardouin, membre du congrès, fit remarquer qu'il avait la réputation d'honnête homme : on le nomma président. Aussitôt élu, Soulouque s'écria : « *Ce n'est pas moé qui cherché ça, c'est Dieu qui v'lé, et quand père moé veni pour tirer moé* (de la présidence) *moé tué li !* » M. Séligny-Hardouin et le général Similien avaient espéré que Soulouque serait un mannequin qu'ils dirigeraient à leur gré ; trompés dans leur attente, ils conspirèrent ; le président tua l'un et emprisonna l'autre.

Soulouque était ambitieux ; il voulut être empereur. Comment y parvenir ? Par des victoires. Il envahit avec 8,000 hommes la République Dominicaine et fut mis en pleine déroute par le général Santana et 400 hommes déterminés. Le vaincu n'en devint pas moins empereur sous le nom de *Faustin Ier*, « par la grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'État », le 26 août 1849.

Son premier soin fut de publier une *Ordonnance portant organisation de la maison de S. M. l'Empereur et de celle de S. A. I. Madame la princesse Olive Faustin* (sa fille), *et déterminant les insignes militaires, le grand costume de la noblesse et l'étiquette de la cour*. Cette pièce mémorable, qui ne contient pas moins de 16 pages imprimées, énumère toutes les dignités de l'empire : grand maréchal, grand échanson, grand panetier, grand veneur, capitaine des chasses, porte-arquebuse, pages, héraut d'armes, maîtres des cérémonies, chevaliers de la chapelle de Leurs Majestés (premier violon, second violon, alto, clarinette, flûte, cornet à piston), gentilshommes de la chambre, intendant des menus plaisirs, etc.

Parmi ces hauts personnages, citons au hasard les pittoresques noms qui suivent : *S. G. Monseigneur le duc de Limonade*, *M. le baron Cadet d'Alerte*, *S. Exc. M. le comte de la*

Petite-Rivière, *Mgr le duc du Trou*, *Mgr le duc de l'Anse-à-Veau*, *Mgr le duc des Grands-Bois*, *S. Exc. M. le comte de Roche-à-bateau*, *le comte de la Bombarde*, *le comte de Poteaux*, *la Marquise de Volant*, *la marquise de Rose Blance* (blanche), etc., etc. Les présentations, les audiences, les cercles de la cour, sont réglés avec soin. « Les nobles composant la cour de Leurs Majestés, qui ne sont point retenus par le service ou autre légitime ou valable empêchement, se rendent avec leurs épouses, coiffées en cheveux, au palais impérial, en costume militaire ou costume affecté à leur emploi. Les nobles gardent leurs épées avec eux, comme leur plus belle parure.

« Le tabouret est affecté aux princes et aux princesses, aux ducs et aux duchesses ;

« Le pliant aux comtes et aux comtesses, aux barons et aux baronnes, aux chevaliers et aux chevalières. » Louis XIV n'aurait pas mieux dit. Cet acte fut « donné en notre palais du Port-au-Prince, le 9 novembre 1849, an XLVI de l'indépendance, et de notre règne le Ier ». Soulouque créa ensuite les ordres de Sainte-Madeleine et de Sainte-Anne.

Il se fit sacrer le 18 avril 1852. La voiture du sacre avait été achetée en Angleterre ; elle n'était pas neuve, ayant servi à la reine douairière d'Angleterre, duchesse de Kent. Avec une noble fierté, Faustin Ier la renvoya à Londres : «*Moé pas capable monté voiture là*, *li reine*, *moé empereur !* » Le corps diplomatique lui fut présenté après la cérémonie. Les consuls se retiraient, lorsqu'on entendit le grand maître des cérémonies s'écrier : « On ne tourne pas le dos à Leurs Majestés ! » Cette exclamation n'eut pas de succès auprès des Européens ; mais les Haïtiens durent se conformer à l'étiquette et sortir à reculons. Le soir ceux qui refusèrent de danser furent mis en prison. Aussi prudent que majestueux, Soulouque refusa d'aller dîner à bord d'un vaisseau français : il craignait le sort de Toussaint-Louverture.

Ce début promettait : les actes de Faustin Ier ne le démentirent pas. Le noir empereur, qui se sentait l'âme d'un conquérant, après avoir appris à lire et à écrire, voulut goûter la gloire militaire : il essaya de conquérir la République Dominicaine. Mais qui peut se flatter de fixer la fortune? Plus d'une fois les cocotiers, du haut de leurs verts panaches, contemplèrent les déroutes épiques de son armée. Pendant dix ans, les faits et gestes du monarque haïtien excitèrent la gaieté des deux mondes. Ses sujets, écrasés d'impôts, victimes d'actes

arbitraires et d'incessantes cruautés, trouvaient son règne moins plaisant[1]. Le 22 décembre 1858, un soulèvement éclata aux Gonaïves au cri de : Vive la République ! vive la liberté ! sous la direction du général Fabre Geffrard. L'armée impériale fut vaincue à la bataille de *Marie* (5-8 janvier 1859). Faustin Ier, redevenu Soulouque Coichi comme devant, dut s'embarquer pour l'Europe (janvier 1859).

Geffrard, à son tour, fut renversé du pouvoir et remplacé par Salnave ; puis vint le général Nissage-Saget, président de 1870 à 1874. Le général Michel Domingue, élu pour huit ans en 1874, fut renversé en 1876. Le général Boisrond-Canal, élu au mois d'août 1876, fut renversé en 1879 par une révolution nouvelle. Le président actuel est, depuis 1879, le général Salomon. Un soulèvement éclata contre son gouvernement le 27 mars 1883 à Miragoâne, sous la direction du général Boyer Bazelais, auquel se joignirent le général Boileau Laforest et M. Margron, ancien président de la Chambre. Les troupes de Salomon furent repoussées le 23 mai suivant, et les insurgés s'emparèrent des Cayes, de Jacmel et de Jérémie.

La lutte se prolongea toute l'année. On put même croire un instant au succès des insurgés, qui pénétrèrent à Port-au-Prince. Ils en furent pourtant chassés par les troupes du gouvernement, et d'horribles massacres ensanglantèrent cette capitale les 22, 23 septembre et le 5 octobre. La ville fut pillée par les deux partis, beaucoup de maisons brûlées, et les étrangers eurent beaucoup à souffrir. Enfin au mois de décembre 1883, Salomon fut complètement victorieux.

Quant à la République Dominicaine, elle a été réoccupée en 1861 par les Espagnols ; mais les Dominicains, jaloux de leur indépendance et irrités contre le gouvernement qui les avait trahis, ont pris les armes contre l'Espagne. La lutte a duré trois ans (1861-1864). Enfin, épuisées par les fatigues de la guerre, décimées par la peste, les troupes espagnoles ont évacué l'île, et Saint-Domingue est redevenue libre. M. Gonzalez fut élu président en 1876. Le général Guillermo, nommé à son tour en 1879, a été renversé la même année. Le chef de l'État était en 1883 don Fernando Arturo de Merino. Au mois de

1. En 1851, Soulouque, passant à Saint-Marc, voulut rendre visite à la veuve de Dessalines, Marie-Claire Heureuse, alors âgée de plus de quatre-vingts ans. Elle lui tourna les talons, en disant que : « Ce noir était trop rouge, » faisant allusion au sang qu'il avait versé. Soulouque s'était attribué le monopole du sucre et du café en 1849 ; mais il dut y renoncer au bout de onze mois.

juillet 1884, le général Bellini a été élu à la présidence de la République. Saint-Domingue, comme Haïti, est désolée par de fréquentes révolutions

État actuel des Républiques Haïtienne et Dominicaine. — Le gouvernement haïtien se compose d'un *Président de la République*, d'un *Sénat*, d'une *Chambre des députés*. La langue est le français; la religion dominante est le catholicisme. L'article 7 de la constitution interdit aux blancs d'être propriétaires fonciers. On n'a guère le droit de s'étonner de cette défiance, assurément bien naturelle chez d'anciens esclaves à l'égard de leurs anciens maîtres, quand on songe qu'en Europe même les Français ne peuvent pas être propriétaires fonciers dans l'île de Jersey.

La République Haïtienne compte environ 600,000 habitants. Elle est arrosée par la rivière *Artibonite*, sortie d'un contrefort des monts *Cibao*, et dont le cours a 60 lieues de longueur. Les villes principales sont : 1° dans la presqu'île septentrionale (en allant de l'est à l'ouest), *le Cap*, *Port-de-Paix*, *le Môle-Saint-Nicolas*; 2° dans l'enfoncement qui sépare les deux presqu'îles au centre (en allant du nord au sud) : *Marmelade*, *les Gonaïves*, *Saint-Marc*, *Mirebalais*, *le Port-au-Prince*; 3° dans la presqu'île méridionale, beaucoup plus allongée vers l'occident que la première (en allant de l'est à l'ouest) : *Léogane*, *Jacmel*, *les Cayes*, *Jérémie*, *Tiburon*. A la République Haïtienne se rattachent l'*île de la Gonave*, à l'ouest de Port-au-Prince, et l'*île de la Tortue*[1], au nord de Port-de-Paix.

Le gouvernement dominicain se compose d'un *Président* et

1. « La Tortue est fameuse. Elle fut le berceau de la plus riche colonie que la France ait possédée dans les Antilles. Des aventuriers français, sous la conduite de Pierre Vadrosque et de d'Énambuc; des aventuriers anglais sous la conduite de Warner, chassés en 1630 de l'île Saint-Christophe par l'amiral espagnol Frédéric de Tolède, vinrent s'y fixer. C'est là que vécurent pendant de longues années ces redoutables hôtes, appelés d'abord *boucaniers*, parce qu'ils faisaient cuire leur viande, assaisonnée de piment et de jus d'oranges amères, sur un *boucan*, espèce de gril de bois en usage chez les Indiens...

« Plus tard, traqués par les Espagnols, ils se livrèrent à la piraterie et changèrent leur nom de *boucaniers* en celui de *flibustiers* (de *fly-boat*, vaisseau qui vole, ou de *free-boater*, francs-butineurs). Ils affrontaient la mort pour le plus léger butin. On distinguait parmi eux : Pierre le Grand de Dieppe, qui avec une barque armée de quatre canons et montée par vingt-huit hommes, captura le vaisseau d'un vice-amiral espagnol; Michel le Basque, qui enleva un navire de guerre portant un million de piastres; Nau l'Olonnais et Montbars le Languedocien surnommé *l'Exterminateur*. » (EDGAR LA SELVE.)

d'une *Assemblée législative*. La langue est l'espagnol ; la religion, le catholicisme.

La République Dominicaine, beaucoup plus étendue que celle d'Haïti, est pourtant moins peuplée. Elle compte environ 300,000 habitants et a pour villes principales *Santo-Domingo*, *Santiago*, *Samana*. L'île exporte du café, du sucre, du tabac, de l'acajou. Elle est éprouvée par de fréquents tremblements de terre.

Le Mexique. Situation; aspect du pays, climat, productions; gouvernement. — Au nord des cinq républiques de l'Amérique centrale et de la colonie anglaise de Balise s'avance dans l'Océan Atlantique, jusqu'en face de Cuba, la vaste presqu'île du Yucatan. Si, quittant la presqu'île, on continue à suivre la côte du continent, on la voit d'abord se resserrer de telle sorte, que l'espace compris entre les deux mers, sous le nom d'*Isthme de Tehuantepec*, n'est guère plus large que l'isthme même de Panama. Mais, aussitôt après, la côte se relève sur l'Atlantique, et vient, après avoir formé un demi-cercle depuis la pointe de Yucatan, se terminer à l'embouchure du Rio Grande del Norte. Sur le littoral opposé, le long du Pacifique, la côte s'arrondit, en s'écartant de sa direction première, de manière à laisser entre les deux mers une immense étendue de pays. Au nord de cette côte commence la longue et étroite presqu'île de Californie, qui lui est parallèle. Le pays circonscrit par ces limites est le *Mexique*.

Ses principaux ports sont, en allant du sud au nord, sur la Mer des Antilles : *Campêche*, *la Vera-Cruz*, *Tampico* et *Matamoros;* sur le Pacifique, *Acapulco*, *San-Blas* et *Mazatlan*. Lorsqu'on arrive d'Europe pour se rendre à Mexico, le point de débarquement ordinaire est la Vera-Cruz : là, on est dans les *terres chaudes*, le pays du soleil et des fleurs, du palmier, du bananier, de l'aloès, des roses, du manglier et du chèvrefeuille, mais aussi de la fièvre jaune et du *vomito negro*. Si de la Vera-Cruz on se tourne vers l'ouest, on voit se dresser à l'horizon une ligne sombre, qui barre le passage : c'est la première ligne des montagnes, sur lesquelles s'élève le plateau central : au nord elle est formée par le mont de *Jalapa*, au centre par le *Cofre de Perote*, au sud par le majestueux *Orizaba*. Si l'on s'engage dans cette chaîne, après être passé au pied de l'Orizaba, au delà du défilé de Cumbrès, on se trouve dans les *terres tempérées*. On a devant soi *Puebla de los Angelos* (la ville des anges), *Tlascala*, la fidèle alliée de Fernand

Cortez, *Cholula*, la ville sainte des anciens Aztèques. Une deuxième chaîne de montagnes, plus escarpée que la première, surgit comme une muraille devant les pas du voyageur. Qu'il la franchisse, entre le *Popocatepetl* (le volcan qui fume) et l'*Iztaccihuatl* (la femme blanche) : parvenu au sommet, il verra se dérouler sous ses pieds la *terre froide*, le plateau circulaire de l'Anahuac, avec sa végétation luxuriante, ses trois lacs de *Chalco*, de *Tezcuco*, de *Mexico*, et son diadème de montagnes. C'est au centre de cette riche vallée, comparée par les premiers Espagnols à un paradis terrestre, que s'élève la capitale du pays. Autrefois bâtie au milieu des lacs, comme Venise dans l'Adriatique, *Mexico* en est aujourd'hui à quelque distance, par suite de l'évaporation des eaux.

Le Mexique est d'une fertilité prodigieuse, et il renferme, au nord-ouest, dans la Sonora, des mines d'or et d'argent ; mais le climat est d'une chaleur redoutable ; les côtes de la mer sont très malsaines ; les routes sont encore peu nombreuses dans l'intérieur ; la population est clairsemée.

En 1823, après l'expulsion définitive des Espagnols et le bannissement d'Iturbide (v. chap. xx), le Mexique forma une république fédérative composée des vingt États suivants : *Chiapas*, *Chihuahua*, *Cohahuila*, *Durango*, *Guanaxuato*, *Mexico*, *Michoacan*, *Nuevo-Leon*, *Oaxaca*, *Puebla*, *Queretaro*, *San-Luis-de-Potosi*, *Sonora*, *Sinaloa*, *Tabasco*, *Tamaulipas*, *la Vera-Cruz*, *Xalisco*, *Yucatan*, *Zacatecas*. Il faut y ajouter aujourd'hui les États récents d'*Aguascalientes*, *Colima*, *Hidalgo*, *Morelos*, *Guerrero*, *Tlascala*, *Campêche*, et le territoire de la *Basse-Californie*. La population actuelle du Mexique est de 9,787,629 habitants ; la capitale, Mexico, en compte 250,000. En 1884, le Mexique possédait plus de 5,000 kilomètres de chemins de fer exploités. La principale ligne, de la Vera-Cruz à Mexico, et de cette capitale à Paso del Norte, traverse le pays de part en part jusqu'à son extrémité septentrionale, sur la frontière des États-Unis.

Le Mexique de 1823 à 1858. Dictature de Santa-Anna. — De 1823 à 1857, le Mexique fut gouverné par les présidents dont les noms suivent : Vittoria (1824-28), Pedrazza (1828-29), Bustamente (1829-32), Santa-Anna (1832-36), Bustamente (2e fois, 1836-41), Paredès (1841-43), Santa-Anna (2e fois, 1843-44), Herrera (1844-46), Paredès (2e fois, 1846-47), Santa-Anna (3e fois, 1847), Pedro-Anna (1847-48), Herrera (2e fois, 1848-51), Arista (1851-53), Santa-Anna (4e fois, 1853-54), Martin Carrera (1854-56). Pendant ces trente-trois ans, Santa-Anna a été quatre fois au

pouvoir, tantôt sous le nom de *président*, tantôt sous celui de *dictateur*. Ambitieux et cupide, cet homme que les Mexicains avaient surnommé « le diable boiteux » (il avait perdu une jambe lors du bombardement de Saint-Jean d'Ulloa par les Français), essaya de jouer le même rôle que Rosas à Buenos-Ayres, en s'appuyant sur l'armée, et en maintenant le peuple dans l'ignorance. Banni plusieurs fois, il fut chassé définitivement en 1854 et remplacé par le président Martin Carrera.

C'est sous l'une des présidences de Santa-Anna qu'un Français, le comte de Raousset-Boulbon, à la tête d'une troupe recrutée à San-Francisco, voulut s'emparer de la Sonora, qui renferme des mines d'or. Il échoua, fut pris et fusillé (1853-1854).

Deux partis étaient en présence : les conservateurs et les démocrates. Carrera étant tombé du pouvoir, le général Alvarez, chef des démocrates, devint président ; il donna sa démission, et fut remplacé par le général Comonfort. Les conservateurs, soutenus par le clergé, essayèrent de renverser Comonfort ; mais ils furent vaincus, et le congrès de Mexico décréta, le 28 juin 1856, la sécularisation des biens ecclésiastiques. Cette mesure amena un nouveau soulèvement. Comonfort essaya d'abord de résister ; mais il eut le dessous et fut obligé de quitter Mexico (21 janvier 1858). Les insurgés victorieux s'en emparèrent et prirent successivement pour chefs Zuloaga et Miramon (1858-1859).

Le président Juarez (1858-1872). **Les Français au Mexique. Maximilien** (1861-1867). — Cependant le gouvernement légal était toujours debout à la Vera-Cruz, où s'était retiré le vice-président de la république, Benito Juarez. C'était un Indien d'Oaxaca. Dans sa jeunesse, il avait été domestique d'un avocat, qui, émerveillé de son intelligence, lui fournit les moyens d'étudier. Devenu à son tour avocat, Juarez fut nommé successivement gouverneur d'Oaxaca, premier juge de la cour suprême et vice-président de la république. Appelé à la présidence par la déchéance de Comonfort, aux termes de la constitution de 1857, Juarez, bien qu'assiégé dans la Vera-Cruz, ne perdit pas courage. Les États-Unis se déclarèrent en sa faveur ; les généraux Alvarez, Vidaurri et Ortega le soutinrent. Après trois ans d'une lutte acharnée, Miramon, vaincu, dut quitter le Mexique, et le président rentra victorieux dans la capitale (décembre 1860).

Ses embarras n'étaient pas terminés. Pendant la guerre civile, les rebelles avaient pillé la maison du consul anglais à

San-Luis ; maintenant que le gouvernement légal était rétabli, la Grande-Bretagne lui demandait une indemnité. Des Espagnols avaient été également maltraités dans la lutte, et le cabinet de Madrid réclamait une réparation. Enfin l'ambassadeur français présentait aussi les réclamations de ses nationaux : la principale était celle du banquier suisse Jecker, qui fut naturalisé Français en 1862 avec l'appui de Morny, auquel il promit 30 pour 100, afin d'obtenir que le gouvernement impérial appuyât ses prétentions. Miramon, au moment où l'insurrection dont il était le chef triomphait, avait contracté à la banque Jecker un emprunt de 75 millions de francs, dont il avait touché 3,000,000 en argent, 4,500,000 francs en papiers. Le président Juarez, auquel le consul de France, Dubois de Saligny, réclamait le remboursement total de cet emprunt, contracté par ses ennemis pour le combattre, s'y refusa. Le congrès avait déclaré qu'un délai de deux ans était nécessaire pour examiner la validité des réclamations faites par les gouvernements étrangers.

La France, l'Angleterre et l'Espagne signèrent alors la convention de Londres pour faire valoir en commun leurs réclamations (30 octobre 1861). Une triple escadre, un triple corps de troupes, vinrent occuper *la Vera-Cruz* et *Saint-Jean d'Ulloa*. Le président Juarez entama aussitôt avec les trois puissances des négociations, à la suite desquelles les Anglais et les Espagnols acceptèrent les indemnités proposées par le gouvernement mexicain. Le gouvernement français refusa de traiter et continua seul la guerre.

Elle débuta par un échec. Le général français de Lorencez fut repoussé, le 5 mai 1862, à l'attaque du *Fort de Guadalupe*, sous les murs de Puebla. Le général Forey, arrivé au mois de septembre de la même année, à la tête de 30,000 hommes, à la Vera-Cruz, reprit l'offensive, et vint assiéger *Puebla* le 18 mars 1863. Le général mexicain Comonfort, dans une tentative infructueuse pour débloquer la place, fut surpris et battu par la division Bazaine le 8 mai, à *San-Lorenzo*. La résistance de Puebla, énergiquement défendue par le général Ortega, dura deux mois. Quand il fut devenu impossible de la prolonger, Ortega brûla les drapeaux et détruisit les armes de la garnison pour ne laisser aucun trophée aux vainqueurs (18 mai 1863).

Après la prise de Puebla, le président Juarez quitta Mexico pour aller dans le nord organiser la résistance avec l'appui moral des États-Unis. Le congrès, avant de se séparer, lui

avait confié les pouvoirs dictatoriaux pour toute la durée de la guerre. Les Français entrèrent à *Mexico* le 5 juin. Le maréchal Forey nomma une commission de trente-cinq membres, qui créa elle-même une junte de deux cent quinze membres. Cette junte nomma empereur l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, qui lui était désigné par le gouvernement français ; ce prince avait épousé la princesse Charlotte, fille du roi des Belges Léopold Ier. Le 28 mai 1864, Maximilien mit le pied sur le sol mexicain, d'où il ne devait plus sortir vivant.

Les Mexicains ne voulurent pas se soumettre à ce gouvernement imposé par une invasion étrangère. Le président Juarez résistait énergiquement dans le nord. Disséminées sur un immense territoire, obligées de lutter dans les montagnes contre d'insaisissables guérillas, les troupes françaises, successivement commandées par les maréchaux Forey et Bazaine, furent décimées par les maladies sous un climat brûlant. La mort des deux généraux mexicains Arteaga et Salazar, faits prisonniers, et que le gouvernement de Maximilien fit fusiller comme rebelles, en exécution d'un ordre en date du 30 octobre 1865 prescrivant de ne plus faire de prisonniers, augmenta l'exaspération de ses adversaires. Les républicains mexicains furent victorieux en 1865, aux combats de *Tacambaro*, près de Morelia, dans le Michoacan, en mai 1866 à *Matamoros*, en août à *Tampico*, puis à *Alvarado* et *Oaxaca*. Le maréchal Bazaine se brouilla avec Maximilien, et se mit à intriguer pour son propre compte afin de rester le maître du pays. Enfin à la suite d'une intervention diplomatique des États-Unis, les Français évacuèrent Mexico le 1er février 1867 ; quand ils se furent rembarqués à la Vera-Cruz, le soulèvement fut universel (1867). Maximilien essaya vainement de lutter, à la tête d'un corps de soldats autrichiens, belges, et de quelques Mexicains compromis dans sa cause ; assiégé dans Queretaro par le général républicain Escobedo, il y fut fait prisonnier le 15 mai 1867, avec les généraux Miramon et Mejia ; tous les trois furent traduits devant un conseil de guerre, condamnés à mort et fusillés le 19 juin 1867. Rentré à Mexico, le président Juarez fut réélu en décembre 1867 pour quatre ans ; réélu encore pour quatre ans en 1871, il est mort en 1872. Le Mexique a été, depuis cette époque, troublé par de nouvelles guerres civiles. Le président Lerdo de Tejada a été renversé, en 1876, par le général Porfirio Diaz, proclamé depuis président jusqu'au 1er décembre 1880. A cette date, il fut remplacé pour quatre

ans par le général Manuel Gonzalez. Le 16 juillet 1884, le général Porfirio Diaz a été de nouveau élu président.

Aux termes de la Constitution, qui remonte au 4 février 1857, le pouvoir exécutif appartient au Président de la République. Le pouvoir législatif est confié à un congrès composé de deux assemblées : le Sénat et la Chambre des députés. Il y a deux sénateurs par État. Les sénateurs, au nombre de 56, sont élus pour quatre ans ; les députés, au nombre de 227, le sont pour deux ans. Il y a séparation absolue entre l'Église et l'État. Le Mexique s'occupe avec beaucoup d'activité de l'achèvement de son réseau de chemins de fer ; son commerce s'accroît très vite.

Un voyageur français, M. Désiré Charnay, a déjà fait, en 1881, et continue à faire au Mexique des explorations scientifiques, qui ont eu pour résultat de précieuses découvertes concernant l'ethnologie et l'archéologie de cette contrée. C'est ainsi qu'il a retrouvé à Tabasco les murs d'une ancienne ville toltèque, et visité Palenqué ; en 1882, il a exploré Aké, Izamal, Chichen-Itza, Kabah, Uzmal ; il y a découvert des temples, des palais, des statues, des bas-reliefs.

CHAPITRE XLII.

Progrès de la colonisation européenne en Océanie.

Établissements anglais. Découverte de l'Australie ou Nouvelle-Hollande. — Débuts de la colonisation (1788-1851). — Découverte des mines d'or (avril-septembre 1851). Productions de l'Australie. — Possessions britanniques sur ce continent. — Les explorateurs de l'Australie : Burke, Wills, Gray, King (1860-1861) ; Mac Donal Stuart (1860-1862) ; Giles (1872). — Tasmanie. — La Nouvelle-Zélande. Découverte et colonisation. — Établissements hollandais. — Les îles de la Sonde : Java, Sumatra, Bornéo, les Moluques.— Tremblement de terre et éruption volcanique de Krakatoa (25-26 août 1883). — Établissements espagnols : les Philippines. — Établissements français : la Nouvelle-Calédonie.— Les îles Sandwich ou Hawaï. — L'île de Pâques.

Établissements anglais. Découvertes de l'Australie ou Nouvelle-Hollande. — La plus importante des colonies anglaises en Océanie est l'Australie ou Nouvelle-Hollande. Située entre le 11e et le 38e degré de latitude sud, entre les 113e et 150e degrés de longitude est, elle forme un hexagone irrégulier, dont les plus grandes dimensions sont 900 lieues de l'est à l'ouest et 750 du sud au nord.

L'*Australie*, plus connue longtemps sous le nom de *Nouvelle-Hollande*, avait été apercue, selon toute apparence, dès le seizième siècle, dans sa partie septentrionale, par les Espagnols et les Portugais, et nommée par eux *Java la Grande* ou *Terre de Java*. En 1606, *Torrès*, allant du Pérou aux Philippines, traversa, entre l'Australie et la Nouvelle-Guinée, le détroit qui a reçu son nom. La même année les Hollandais abordèrent la côte nord. En 1616, le capitaine *Dirck Hartighs* découvrit à l'ouest du même continent la *terre d'Eendracht*. En 1642, *Abel Tasman*, parti de Batavia avec deux vaisseaux, fit, à grande distance, le tour de la Nouvelle-Hollande, au sud-est de laquelle il aperçut une terre qu'il nomma *Ile de Van-Diemen*, en l'honneur d'*Antoine Van Diemen*, gouverneur des îles hollandaises. Pendant les dix années qui suivirent (1642-1652), *Edels*, *Leuwin*, *Witt*, *Arnheim*, explorèrent de nouveau le nord de l'Australie. *Carpenter* visita et nomma le *Golfe de Carpentarie*, large de 110 lieues et profond de 130. Dès 1627, *Pierre Nuyts* avait abordé la côte méridionale.

L'Anglais *Dampier*, en 1688 et en 1699, parcourut à son

tour les côtes du continent austral et visita, à l'ouest, la *Baie des Chiens marins* ou *du Requin*. Mais ce fut le capitaine *Cook* qui, dans son premier voyage en 1770, opéra la première reconnaissance détaillée de la côte orientale, à laquelle il donna le nom de *Nouvelle-Galles du Sud*. *Lapeyrouse* visita les mêmes parages en 1788. Dans les dernières années du dix-huitième siècle, les Anglais *Vancouver* et *Flinders*, le Français *d'Entrecasteaux*, explorèrent la côte méridionale, et le capitaine français *Baudin*, avec le naturaliste *Péron*, visita la côte sud-ouest en 1802 et 1803.

Débuts de la colonisation (1788-1851). — La colonisation de l'Australie par les Anglais commença il y a moins d'un siècle. Après le voyage de Cook, et sur le conseil du savant Banks, la Nouvelle-Galles du Sud fut choisie comme lieu de déportation. Le 20 janvier 1788 le capitaine Arthur Philips y arriva avec 760 condamnés et occupa *Botany-bay*. L'insalubrité de cet établissement le fit presque aussitôt abandonner pour *Sydney*, un peu plus au nord, sur le *Port-Jackson*. Une autre ville, *Paramatta*, fut fondée en 1791. On découvrit dans l'*île Norfolk*, à l'est de l'Australie, de la pierre à chaux. Dès 1792, il y avait au bord de la rivière Hawksbury de belles plantations de maïs. En 1796, Hunter succéda à Philips comme gouverneur. Cette année-là même Sydney eut son premier théâtre, bientôt après sa première imprimerie, et, en 1803, son premier journal. A la même époque le gouverneur King fondait *Hobart-Town* dans l'île de Van-Diemen. En 1809 le gouverneur Lachlan Macquarie créa cinq nouveaux centres de population à l'intérieur. Les Montagnes Bleues furent franchies pour la première fois en 1814, et la ville de *Bathurst* fondée. Macquarie eut pour successeur Brisbane, qui fut lui-même remplacé en 1825 par le major général Darling. Un recensement fait à la fin de 1821 avait établi que la Nouvelle-Galles renfermait 37,068 habitants, parmi lesquels 23 254 colons libres et 13 814 déportés. Il y avait alors 5 000 chevaux, 120 000 bêtes à cornes et 350 000 moutons. La *rivière Brisbane* fut découverte en 1824 par l'ingénieur Oxley, et en 1826 le *Port du Roi Georges* fut créé ; la *colonie de la Rivière des Cygnes* fut fondée en 1830. En 1834, Sydney avait 17 000 habitants. La colonie de l'*Australie méridionale* fut établie deux ans plus tard.

Découvertes des mines d'or (avril-septembre 1851). **Productions de l'Australie.** — Ainsi la fertilité du sol avait

déjà attiré un grand nombre d'immigrants sur le continent austral, quand on apprit que des mines d'or venaient d'y être découvertes. Les premiers gisements furent rencontrés au mois d'avril 1851, à l'ouest des Montagnes Bleues, à Sommer-Hill, à Louis-Levis-Pounds et sur les bords de la Macquarie, par M. Hargreaves. Au mois d'août, on reconnut l'existence de nouvelles mines sur la rivière Anderson; au mois de septembre, à Ballarat; puis au mont Alexandre, à Bendigo, sur les bords de la Murray et dans la vallée du Goulburn. En 1853 on trouva d'autres gîtes près d'Adélaïde. Dès la première année les mines fournirent plus de 300 millions. On vit aussitôt les chercheurs d'or accourir de tous les points du monde, comme ils s'étaient abattus sur la Californie quelques années auparavant. La production aurifère, désormais régularisée, n'a pas cessé d'être considérable.

L'Australie possède encore d'autres ressources. Elle contient d'abondantes mines de houille. Ses immenses plaines, inondées pendant la saison des pluies par le débordement des rivières, se couvrent d'un gazon épais, qui nourrit des bœufs, des chevaux et des moutons par millions. Elle élève plus de 60 millions de moutons, 1 million de chevaux et 8 millions de bœufs. La vente des laines, des cuirs et des viandes salées prend chaque année une plus grande extension. Les espèces végétales sont nombreuses. Signalons en particulier le bel arbre *eucalyptus*, aujourd'hui acclimaté dans toute l'Europe méridionale, qui a la propriété d'assainir les terrains dans lesquels il croît. Le blé, le maïs, le riz, les légumes et les fruits d'Europe et d'Asie, l'orange, le citron, l'olive, les figues, le raisin, la canne à sucre, le coton, la soie, sont au nombre des productions du continent australien. Les bois précieux abondent. On commence à faire du vin. Au nombre des plus gracieux produits de l'industrie australienne, citons les œufs d'ému (oiseau du pays) montés en argent.

Grâce à l'abondance des ressources, l'immigration est de plus en plus considérable. L'Australie avait déjà, en 1881, 6,381 kilomètres de chemins de fer exploités et 1,844 kilomètres en construction[1], de nombreux télégraphes électriques, et son développement promet d'égaler en rapidité celui des États-Unis.

1. On a commencé en 1882 un chemin de fer qui doit traverser le continent de Brisbane à Port-Darwin.

Possessions britanniques sur ce continent. — Les possessions anglaises en Australie renferment une population de 2,273,037 habitants[1]. Elles se divisent en 7 provinces :

1° A l'est, la *Nouvelle-Galles du Sud*, coupée parallèlement à la côte par les *Montagnes Bleues ;* elle a été occupée en 1788. Villes principales : *Sydney*[2] (224,211 habitants), dans une situation magnifique, sur le golfe nommé *Port Jackson*, à vingt-quatre jours de navigation de Pointe-de-Galle (Ceylan), à six jours d'Auckland (Nouvelle-Zélande), à vingt et un jours d'Honolulu (Iles Sandwich); *Paramatta*, sur la rivière de ce nom ; *Goulburn*, *Bathurst* (toutes ces villes sont unies par des chemins de fer) ; *Newcastle*, plus au nord.

2° La province *Victoria*[3], la plus petite, mais la plus peuplée des sept, à l'extrémité sud-est de l'Australie. Villes principales : *Melbourne* (282,947 habitants), à l'embouchure du fleuve *Yarra-Yarra*, sur le vaste golfe nommé *Port Philipp*, à soixante-six jours de navigation de Liverpool (Angleterre) par le Cap Horn ; *Williamstown*, *Geelong*, *Ballarat*, *Castlemaine*, *Echuca*, que réunissent des chemins de fer. La province Victoria est séparée au nord de la Nouvelle-Galles par le fleuve *Murray*, grossi à droite, dans l'intérieur de la Nouvelle-Galles, d'abord du *Murrumbidgee*, augmenté lui-même à droite du *Lachlan*, et ensuite du *Darling*, augmenté lui-même à gauche de la *Macquarie* et à droite du *Barwan* et du *Warrego ;* après avoir reçu tous ces affluents, le Murray va se jeter dans la mer à l'ouest, sur le territoire de l'Australie méridionale.

3° L'*Australie méridionale.* Ses côtes sont creusées par les golfes de *Saint-Vincent* et de *Spencer*. Elle renferme les lacs *Torrens*, *Gairdner*, *Eyre*, *Frome*, *Gregory*. Villes principales : *Adelaïde*, *Kuringa*, *Port-Augusta*.

4° L'*Australie occidentale*, à l'ouest du continent, et dont l'intérieur est peu connu. Elle est arrosée par le *Swan-river* ou

1. Ils se décomposent ainsi qu'il suit : 781,265 pour la Nouvelle-Galles du Sud ; 882,232 pour Victoria ; 226,968 pour Queensland ; 293,297 pour l'Australie méridionale ; 30,013 pour l'Australie occidentale ; 4,262 pour le Territoire du Nord, et environ 55,000 indigènes.

2. Une exposition universelle a eu lieu à Sydney en 1879, et une autre à Melbourne en 1880.

3. La fondation de la colonie de *Victoria* remonte au 6 juin 1835. A cette date, John Batman acheta à 8 chefs du pays, dont le plus connu était Yaga Yaga, 330,200 hectares de terre moyennant 20 draps de lit, 50 couvertures de laine, 20 paires de souliers, 50 robes de femmes, 30 foulards, 5 quintaux de farine, une demi-tonne de viande de porc.

Rivière des Cygnes et renferme les lacs *Austin*, *Moore*, *Barlee*. On y trouve au sud l'important *Golfe du Roi Georges*, où les navires venus de Pointe-de-Galle (Ceylan) atteignent l'Australie. Villes principales : *Perth* et *Freemantle*.

5° Le *Territoire du Nord*, baigné à l'est par l'immense golfe de *Carpentarie*. Ville : *Palmerston*, sur le *Port-Darwin*.

6° L'*Alexandraland*, vaste territoire intérieur, qui sépare l'Australie septentrionale de l'Australie méridionale. Il renferme le lac *Amédée* et est traversé presque en ligne droite par la ligne télégraphique qui, partant de Port-Augusta, au sud, vient au nord, en franchissant toute l'épaisseur du continent, retrouver la mer à Port-Darwin.

7° Le *Queensland* ou *Terre de la Reine*. Cette immense région se termine dans sa partie septentrionale par une presqu'île que le *Golfe de Carpentarie* baigne à l'ouest, et la *Mer de Corail* à l'est : le Mer de Corail doit son nom aux îles madréporiques qui la hérissent et en rendent la navigation dangereuse. La presqu'île finit au *Cap York*. Le *Détroit de Torrès* la sépare de la *Papouasie*. Villes principales : *Brisbane*, *Rockhampton*.

A la tête de chacune de ces colonies(à l'exception de l'Alexandraland et du Territoire Nord, encore trop peu importants) se trouvent un gouverneur nommé par la reine d'Angleterre et un Parlement, dont les membres sont élus par les habitants. Les ministres, désignés par le gouverneur, sont responsables.

Les explorateurs de l'Australie : **Burke**, **Wills**, **Gray**, **King**, (1860-1861) ; **Mac Donal Stuart** (1860-1862) ; **Giles** (1872). — La découverte des mines d'or, en attirant de nombreux Européens dans l'Australie, leur donna le désir de la mieux connaître. En 1842, Eyre découvrit à l'intérieur le lac qui porte son nom. Toutefois, jusqu'en 1859, le centre du continent resta presque entièrement inconnu. Le 20 août 1860, quatre voyageurs intrépides, Burke, Wills, Gray et King, partirent de Melbourne avec une petite caravane ; ils remontèrent le Murray, puis le Darling. Le 20 novembre, au début des chaleurs, on était parvenu à la vallée de Cooper, au centre de l'Australie, à la limite des pays inconnus. Les voyageurs eurent à franchir un immense désert presque dépourvu de végétation et assez semblable au Sahara africain. La chaleur était insupportable, les semelles de leurs souliers leur paraissaient de feu. Enfin, au nord, on vit reparaître de grandes forêts, et l'on arriva le 11 février 1861, après six mois de marche, au bord d'une rivière qui se jette dans le golfe de Carpentarie. l'Australie avait

été traversée pour la première fois du sud au nord. Les intrépides voyageurs voulurent revenir à Melbourne par le même chemin, du nord au sud ; mais ils ne purent résister à la faim, à la fatigue, à la chaleur : trois d'entre eux périrent. Le dernier, King, fut recueilli et sauvé par les sauvages (avril 1861) : au mois de septembre suivant, une expédition envoyée de Melbourne le retrouva parmi eux.

Le second voyageur qui traversa l'Australie du sud au nord fut plus heureux. L'Écossais Mac Donal Stuart avait été, dès 1845, l'un des premiers explorateurs des bords du Darling et de la Vallée de Cooper ; en 1855 il avait visité les bords du lac Torrens. Au mois de mars 1860, il partit d'Adélaïde avec deux amis pour traverser le continent ; ils rencontrèrent dans leur marche de grandes plaines, des lacs desséchés, de petites collines, des vallons où croissaient l'avoine sauvage et le gommier. Parvenus au centre de l'Australie, près d'une haute montagne, qui reçut le nom de *Stuart*, nos voyageurs, arrêtés par l'attitude menaçante des indigènes[1], durent revenir sur leurs pas (mai 1860). Sans se laisser décourager, Mac Donal Stuart partit le 1er janvier suivant (1861) et pénétra bien au delà de son premier point d'arrêt : cette fois encore pourtant il dut reculer devant un désert aride, où il n'était pas tombé d'eau depuis dix mois, et qui n'offrait que des monticules rouges et nus ou des arbustes épineux. De retour à Adélaïde, il en repartit une troisième fois en novembre. Huit mois plus tard, après une marche de 700 lieues, et la découverte d'un riche pays, arrosé par une rivière considérable et couvert de forêts de palmiers, le 24 juillet 1862, l'aventureux voyageur voyait la mer sous ses pieds. Ses transports et ceux de ses compagnons furent inexprimables ; ils plantèrent le drapeau britannique sur un arbre, au pied duquel on enfouit, dans une boîte, la relation de la traversée. Leur retour fut un triomphe : 20,000 colons d'Adélaïde allèrent les recevoir à leur entrée dans la ville. C'est au bord du golfe de Van-Diémen qu'ils avaient aperçu l'Océan.

1. Les indigènes de la Nouvelle-Hollande sont peu nombreux et très barbares. Leur teint est noir ; ils se peignent le corps en rouge ou en blanc et sont entièrement nus. Leur principal ornement consiste dans l'os qu'ils enfoncent à travers le cartilage qui sépare les deux narines. Ils se brûlent la barbe au lieu de la couper. Ils ne cultivent point la terre, n'ont aucune idée de trafic, ne savent ce que c'est qu'acheter ou vendre. Ils vivent de gibier ou de poisson et sont nomades. Toute leur industrie consiste dans la construction de cabanes de roseaux et de pirogues en écorce d'arbre.

Une exploration nouvelle a été entreprise par le voyageur Giles en 1872 à l'intérieur de l'Australie, tantôt dans des régions semées de fleurs et de grands arbres, peuplées de kangourous, de casoars et de vautours, tantôt dans des sables arides, des déserts hérissés de rochers et sans eau ; il découvrit le grand *Lac Amédée*, vers le centre du continent. Deux autres voyages de découvertes ont été entrepris à l'ouest en 1873 par le colonel Warburton et M. Gosse ; ils ont rencontré surtout de vastes déserts.

Tasmanie. — Au sud de l'Australie, et séparée d'elle par le *Détroit de Bass*, se trouve l'île de *Tasmanie* ou *Terre de Van-Diémen*, qui appartient également aux Anglais. Cette île, découverte le 24 novembre 1642 par le Hollandais Tasman, ne fut exactement connue qu'à la fin du dix-huitième siècle. Bass, chirurgien de la marine britannique, partit de Sydney, et découvrit, entre l'Australie et la terre de Van-Diémen, le détroit qui porte son nom, constatant ainsi que cette terre est une île, et non une portion de la Nouvelle-Hollande. Le lieutenant Flinders compléta la découverte en faisant le tour de l'île. Elle est arrosée par le *Tamar* et contient des forêts de fougères-arbres. Elle nourrit une grande quantité de moutons et de bœufs. Elle renferme actuellement 118,923 habitants. Les villes principales sont *Hobart-Town* et *Launceston*. Il y a en Tasmanie 276 kilomètres de chemin de fer exploités.

La Nouvelle-Zélande. Découverte et colonisation. — Les Anglais possèdent encore en Océanie, depuis 1840, la *Nouvelle-Zélande*, à 500 lieues environ au sud-est de l'Australie.

La Nouvelle-Zélande se compose de deux grandes îles, au nord *Ikana-Mawi* et au sud *Tavaï-Pounamou*, séparées par le *Détroit de Cook*. L'île nord contient le volcan *Tongariro*, le lac *Taupo* et le fleuve *Waikato;* l'île méridionale est traversée par une chaîne de hautes montagnes couvertes de neige, dont les plus élevées sont le mont *Cook* et le mont *Franklin*.

La Nouvelle-Zélande fut découverte le 13 décembre 1642 par le Hollandais Abel Tasman, visitée trois fois par le capitaine Cook en 1769, 1773, 1777, par les Français Surville en 1770, et Marion, qui y fut massacré en 1772 ; par l'Anglais Vancouver en 1791, et par le contre-amiral d'Entrecasteaux en 1793.

En 1814 le révérend Samuel Marsden, de Sydney, fonda en Nouvelle-Zélande, à Rangihou, une mission, sous la direc-

tion des révérends King, Kendall, Hall. Ils firent connaître aux indigènes la culture du blé et des céréales, et leur distribuèrent des haches de fer, des bêches, des pioches, au lieu des instruments en bois ou en pierre dont ils s'étaient servis jusque-là. Ils assistèrent aux sauvages exploits du chef Hongi, l'exterminateur de ses compatriotes : ce maori avait visité l'Angleterre, et, comme les Iles Britanniques n'avaient qu'un roi, son pays, disait-il, n'en devait également avoir qu'un seul, lui-même. Il fut tué à la fin.

De nombreux baleiniers vinrent dans l'archipel néo-zélandais, à partir de 1818, s'approvisionner de porcs et de pommes de terre. Des marchands de Sydney et d'Hobart-Town entreprirent l'exploitation des bois de charpente ; d'autres industriels vendirent du whisky aux naturels. Le 17 mai 1833, un *résident britannique*, M. James Burby, arriva officiellement dans le pays. Le baron Charles de Thierry, fils d'un ancien émigré français, prétendant avoir acquis du missionnaire anglais Kendall la propriété d'un domaine à la Nouvelle-Zélande, avait projeté d'y fonder un royaume dont il serait le souverain. Pour empêcher ce projet d'aboutir, le 28 octobre 1835, le gouvernement anglais reconnut l'indépendance des *Tribus Unies de la Nouvelle-Zélande*. Un missionnaire français et catholique, M. de Pompalier, arriva à son tour à Hokianga, le 10 janvier 1838. Les Anglais inquiets fondèrent une *Compagnie Territoriale de la Nouvelle-Zélande* l'année suivante, et en 1840 le colonel Nicholson jeta les fondements de *Wellington* à l'extrémité méridionale de l'île nord, sur le détroit de Cook. La même année, le capitaine de vaisseau William Hobson arriva comme lieutenant gouverneur de la Nouvelle-Zélande, et 46 chefs néo-zélandais signèrent le traité de Waïtangi (à l'est de l'île sud), par lequel ils se plaçaient sous la souveraineté de la reine d'Angleterre.

Au même moment les Français tentèrent de fonder un établissement sur la côte orientale de l'île sud, à Akaroa; mais ils arrivèrent trop tard, quand déjà les Anglais avaient pris possession du pays, et ils ne réussirent pas. Au contraire, les Anglais fondèrent en 1840 *New-Plymouth* et *Auckland* dans l'île nord, en 1841 *Nelson* dans l'île sud. Auckland fut capitale.

Les Maoris, qui d'abord avaient bien accueilli les Anglais, virent bientôt qu'ils s'étaient donné des maîtres. Ils se soulevèrent une première fois et massacrèrent des colons dans la

vallée de la Waïrau, près de Nelson (extrémité nord de l'île sud). Ce fut le début de la lutte (mai 1843). Le chef Hone Heki la soutint avec un courage héroïque. Il renversa le pavillon anglais à Kororarika, le 8 juillet 1843 ; il fut vainqueur au même endroit le 10 mai 1844. Il eut encore l'avantage en 1845 aux combats de *Mawi* et de *Taïamai*. Chassé enfin de son fort de *Ruapekapeka* (*nid de chauves-souris*), il dut se soumettre en 1846 et mourut en 1850.

On se battait aussi dans l'île nord. Le chef Rangihœata résista pendant trois ans (1845-1848). Cependant la population européenne augmentait rapidement, tandis que le nombre de Maoris diminuait. Chassés des terres les plus fertiles, les indigènes étaient aussi minés par l'ivrognerie et victimes d'excès qui leur étaient inconnus avant l'arrivée des Européens. En 1853 la Nouvelle-Zélande eut une constitution avec deux Chambres et des ministres responsables. On avait découvert de l'or en 1852.

Les indigènes tentèrent un nouvel effort pour s'affranchir ; en 1858, le chef de Waikato fut proclamé roi sous le nom de *Potatau Ier*; son fils le remplaça bientôt. La guerre éclata avec les Anglais le 4 mars 1860. Il y eut des combats acharnés à *Waïreka*, à *Waïtara*, et, en 1861, à *Haurangi*. Enfin, en 1863, le général Cameron, à la tête de 15,000 hommes, prit d'assaut, après une résistance héroïque, le fort de *Rangiriri* et celui d'*Orakao*, défendus par une poignée de Maoris. La résistance ne cessa qu'en 1866.

Actuellement les villes principales de la Nouvelle-Zélande sont : dans l'île nord, *Auckland*, port important ; *Napier*, *New-Plymouth*, *Wellington*, bien situé sur le détroit de Cook ; dans l'île sud : *Nelson*, *Picton*, *Blenheim*, *Hokitika*, *Christchurch*, *Akaroa*, *Dunedin*, *Invercargill*. En 1880, la Nouvelle-Zélande possédait déjà 2,075 kilomètres de chemin de fer exploités et 275 en construction. Elle renferme 500,910 habitants anglais et 44,097 indigènes maoris, nourrit 200,000 bœufs, 3 millions de moutons, est couverte de forêts gigantesques, et contient de la houille, de l'or, du fer. Parmi les végétaux les plus répandus, on trouve les cocotiers, les fougères, les patates, les ignames, les mangliers, enfin le *phormium tenax*, plante textile semblable au lin. Les Anglais possèdent encore en Océanie l'île *Norfolk*, à l'est de l'Australie, au nord-ouest de la Nouvelle-Zélande ; elle sert de lieu de déportation.

Au nord de la Nouvelle-Zélande, entre le 16e et le 19e degré

de latitude méridionale, les Anglais ont annexé récemment les îles *Fidji*, qui comptent 128,511 habitants. Enfin, sous l'équateur, dans la Mélanésie, à l'est des Moluques, l'immense île de *Nouvelle-Guinée* ou *Papouasie* est peut-être sur le point de devenir anglaise. Cette grande île, plus étendue que la France est encore peu connue[1]. Le gouvernement de Queensland, soutenu par les autres colonies Australiennes, en a proclamé l'annexion en 1883 ; mais le gouvernement de la métropole n'a point jusqu'ici ratifié cet acte. Les Australiens prétendent également annexer les îles *Salomon* et les *Nouvelles-Hébrides*[2].

Le 7 décembre 1883, dans une réunion de délégués de la Nouvelle-Galles du sud, de Victoria, du Queensland, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et des îles Fidji, ont été jetées les bases d'un projet de fédération entre toutes ces colonies, qui seraient représentées, pour toutes les matières d'intérêt commun, par un *Conseil fédéral d'Australasie*, réuni au moins tous les deux ans. En même temps les Australiens protestaient et n'ont pas cessé de protester avec beaucoup de véhémence contre le projet du gouvernement français de déporter les récidivistes à la Nouvelle-Calédonie. Ils craignent, disent-ils, de les voir s'échapper en Australie.

1. La *Nouvelle-Guinée*, allongée dans le sens du nord-ouest au sud-est, a une superficie évaluée à 785,362 kilomètres carrés. Elle est le double de la France. Elle est, après l'Australie, et avant Bornéo, la plus grande île du globe. Elle renferme de hautes montagnes et de magnifiques forêts, dont son climat chaud et humide favorise le développement. Au sud-est, en face de l'Australie, dont la sépare le *détroit de Torrès*, sa côte est creusée par le *Golfe de Papouasie*, qui reçoit le fleuve *Fly*, dont la largeur est de 800 mètres. Les seuls mammifères de l'île sont le kangourou, le porc et le chien. L'oiseau de paradis abonde. Les habitants sont les *Papous*, encore anthropophages. Le pays est malsain. Découverte en 1527 par l'Espagnol Alvaro de Saavedra, la Nouvelle-Guinée fut visitée en 1827 par Dumont d'Urville. Cette même année, le capitaine hollandais Kolff en prit nominalement possession au nom de son pays, qui, sans y avoir créé de colonie véritable, revendique toujours la partie nord-ouest. Sir Russell Wallace, en 1850, le Russe Mikluko-Maclay, plus récemment, ont pénétré à l'intérieur et réussi à se faire respecter des Papous, dont ils ont visité les villages, construits sur pilotis à cause de l'humidité du pays.

2. C'est sur les récifs de *Vanikoro*, l'une des Nouvelles-Hébrides, qu'a péri Lapeyrouse. Parti de Brest en 1785 avec les deux frégates *la Boussole* et *l'Astrolabe*, il avait visité les Philippines, le Japon, le Kamtchatka, la Nouvelle-Hollande; il quitta Sydney en 1788 et depuis cette époque on n'eut plus de ses nouvelles. D'Entrecasteaux, envoyé à sa recherche, explora la terre de Van-Diémen, la Nouvelle-Calédonie, et mourut près de Java sans avoir pu retrouver les traces de Lapeyrouse (1791-1795); en 1827 seulement le capitaine anglais Dillon

Établissements hollandais. — Ils y a des peuples que leur situation géographique au bord de l'Océan, à l'extrémité d'un continent, et la puissance des nations qui les entourent empêchent de trouver un débouché du côté de la terre, en ne leur laissant d'autre horizon ni d'autre empire que les flots. Tels sont de nos jours les Hollandais. Tout dans leur pays, le sol lui-même, est une conquête de l'homme sur la nature, une création du travail : il a fallu vaincre la mer, la refouler peu à peu, faire sur elle des conquêtes patientes et jamais interrompues ; il a fallù élever des digues, les entretenir, dessécher les côtes basses et inondées qu'on rencontrait à l'embouchure des fleuves qui viennent finir en Hollande et se partagent en d'innombrables canaux : l'Escaut, la Meuse et le Rhin. Aussi les Hollandais sont-ils des hommes constants et opiniâtres. Ils partent sur leurs bateaux armés en course, ils sortent du Zuiderzée et du Texel pour aller harponner la baleine près des glaces du pôle; pour aller attendre sur les côtes d'Écosse ou de Norwège les harengs, dont leurs tonnes sont pleines au retour ; ou bien encore ils vont en Océanie, dans leur lointain empire des tropiques : ils en rapportent des épices, du sucre, du café, des aromes. Ils reviennent jouir du fruit de leurs fatigues dans la Zélande ou la Frise, au milieu de leurs grasses prairies, bordées de hauts peupliers et de tilleuls, parmi les jardins et les champs de tulipes, qu'ils cultivent en souvenir des lointaines colonies où ils ont si longtemps vécu.

Les Iles de la Sonde : Java, Sumatra, Bornéo, les Moluques. — C'est dans l'Océanie que les Hollandais ont leurs principales possessions ; ils y sont maîtres des *Iles de la Sonde*, dont les deux plus importantes sont Java et Sumatra. *Java*, longue de 250 lieues de l'ouest à l'est, renferme (avec Madouré) 20,088,613 habitants ; sillonnée par plusieurs lignes de chemins de fer, cette île a pour capitale *Batavia* ou la *Nouvelle Amsterdam*, bâtie au milieu des eaux (96,957 hab.), et pour principales villes *Sourakarta*, *Sourabaya*, *Cheribon*, *Buitenzorg*, *Djokjokarta*, *Samarang*. Située au nord-ouest de Java et parallèle à la presqu'île de Malacca, *Sumatra* est traversée par une chaîne de montagnes de 180 lieues de long, qui contient

devait retrouver les débris du naufrage de Lapeyrouse. L'aviso français *le Bruat*, commandé par le lieutenant de vaisseau Bénier, dans une campagne d'exploration aux Nouvelles-Hébrides, a retrouvé en 1883 et repêché plusieurs canons et divers objets provenant du naufrage de Lapeyrouse à Vanikoro en 1792.

six volcans. Les principaux établissements hollandais y sont : à l'ouest, *Padang* et *Bencoulen* ; à l'est, *Palembang*. On trouve au nord le royaume d'*Atchin*, dont les Hollandais ont récemment conquis une partie, et le pays des *Battas*. Aux îles de la Sonde se rattachent *Madouré*, *Bali* (700,000 hab.), *Sumbava*, *Florès*, *Timor* (500,000 hab.), dont une portion appartient également aux Néerlandais.

Au nord de l'archipel de la Sonde, l'immense île de *Bornéo*, longue de 315 lieues, large de 200, a environ 4 millions d'habitants. L'intérieur, très peu connu, renferme des montagnes et des forêts impénétrables. Les Hollandais sont établis sur la côte sud, à *Banjermassing*, et sur la côte occidentale, à *Pontianak*. Le reste de l'île comprend les tribus des *Dayaks*, des colonies chinoises et le royaume de *Bornéo*.

Bornéo renferme encore deux autres États indépendants, celui du fleuve *Sarawak*, au nord-ouest, gouverné par le rajah Brooke, fils du premier rajah sir James Brooke, et celui de la *Compagnie anglaise du nord de Bornéo*, créée en 1881 par suite d'une concession des sultans de Brunli et de Sala à un Autrichien et à un Anglais. La compagnie de sir Rutherford Alcock a été reconnue par un acte du Parlement anglais (1882), qui lui confère des droits analogues à ceux dont jouissait jadis la Compagnie des Indes. L'Angleterre a obtenu pour elle-même la possession de l'île de *Labouan*, renfermant des mines de houille. C'est un point de relâche important entre Singapour et la rivière de Canton.

A l'est de Bornéo est *Célèbes*, île de forme bizarre, qui contient 2 millions d'habitants, avec la ville de *Macassar*. A l'est de Célèbes se trouvent *Gilolo* et l'archipel des *Moluques*, parmi lesquelles il faut citer *Ceram*, *Tidor*, *Ternate* et *Amboine* (186,000 hab.). Les Hollandais réclament aussi la souveraineté de la côte occidentale de la Nouvelle-Guinée. Les indigènes, les *Malais*, populations féroces et grossières, se tatouent le visage et se livrent à l'anthropophagie, depuis Madagascar jusqu'à l'Ile de Pâques, pendant deux cents pleins degrés, embrassant les îles Sumatra, Java, Amboine, Célèbes et les Philippines.

Les *Indes Néerlandaises* constituent un vaste empire ; elles renferment d'immenses forêts ; elles produisent en abondance du café, du thé, du sucre, du riz, de l'indigo, de la cannelle, de la cochenille, des clous de girofle, de la muscade, du tabac, des citrons, du poivre, de la vanille, des dattes, etc. Les Hollandais ont découvert à Bornéo des diamants, de la houille,

de l'antimoine ; ils y ont introduit les plantes et les animaux de l'Europe, dont la plupart se sont bien acclimatés. Tous les ans, Java exporte pour une somme de 250 à 300 millions. Dans toutes ces colonies, le sol appartient au gouvernement. L'agriculteur indigène n'est qu'une sorte d'ouvrier chargé, moyennant une rétribution prise sur le produit de la terre, de la travailler au profit de l'État.

Tremblement de terre et éruption volcanique de Krakatoa (25-26 août 1883). — Les colonies hollandaises de la Malaisie ont été éprouvées en 1883 par une épouvantable catastrophe. Le 25 août une éruption, accompagnée de tremblement de terre, se produisit dans le volcan de l'île de *Krakatoa*, située sur le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra. L'île de Krakatoa, qui avait environ 10 kilomètres de longueur, sur 7 de largeur, disparut complètement. La lame, de 30 mètres de haut, soulevée par l'effondrement de l'île, envahit et dévasta les côtes de Java et de Sumatra. 80,000 personnes périrent, noyées ou englouties, écrasées par la lave. Les eaux du détroit bouillonnaient. Le lendemain 26, les volcans de *Maha-Meru* et de *Goumang-Guntur* vomissaient des flammes, de la boue, des rochers ; les routes étaient détruites, les ponts emportés, les sources desséchées, le sol envahi par les scories, les villes d'*Anjer*, *Bantam*, *Batavia*, plongées dans une obscurité interrompue seulement par la lueur des éclairs et rendue plus terrible par le fracas des explosions et des trombes. La lave comblait les vallons et anéantissait toute trace de culture. Lorsque, au bout de quelques jours, le calme étant à peu près rétabli, on put constater l'étendue du mal, on reconnut que dans le passé il n'y avait jamais eu de catastrophe aussi terrible. A Batavia seulement, dans la basse ville, 20,000 Chinois avaient été noyés; la ville de Bantam avait été entièrement recouverte par la mer ; la forme et la profondeur du détroit de la Sonde ont complètement changé; des îles ont disparu, d'autres ont surgi. Tous les phares du détroit sont anéantis ; le contre-coup de la catastrophe s'est fait sentir à des distances prodigieuses.

Établissements espagnols : les Philippines. — Les Espagnols possèdent en Océanie, dans la Malaisie, les îles *Philippines*. Les Philippines, découvertes en 1521 et conquises par les Espagnols en 1568, sous le règne de Philippe II, auquel elles doivent leur nom, ont une superficie d'environ 300,000 kilomètres carrés et renferment 5,559,020 habitants, Espagnols

métis, Tagals, nègres, Chinois ; elles produisent du tabac, du coton, du café, du sucre, du cacao, du riz, du thé, de l'indigo, des épices. La principale de ces îles est *Luçon*, longue de 200 lieues et large de 50, avec *Manille* pour capitale (270,000 hab.) ; les plus importantes sont ensuite *Mindanao*, *Mindoro*, *Panay*, *Negros* et *Zebu*. Les Espagnols ont également dans la Micronésie les îles *Mariannes*, situées au nord-ouest des Philippines et au sud-est du Japon, ainsi que les îles *Carolines*, au sud des Mariannes et au nord de la Nouvelle-Guinée. Les Portugais possèdent un établissement à *Timor*.

Établissements français : la Nouvelle-Calédonie. — On a vu que, sous le règne de Louis-Philippe, la marine française avait exploré l'Océanie et occupé successivement les îles *Marquises*, dont la principale est *Nouka-Hiva* (1842) ; les îles *Tonga* et *Wallis* (1842) ; l'archipel *Taïti* ou *de la Société*[1] (1843) ; les îles *Pomotou* et *Gambier* (1844). Nous y possédons aujourd'hui une autre colonie, la *Nouvelle-Calédonie*, découverte par le capitaine Cook en 1774, et occupée par le contre-amiral Fabvier-Despointes en 1853 ; elle a 90 lieues de longueur sur 13 de largeur. Le port principal se nomme *Nouméa* ou *Port-de-France ;* il est situé au sud-ouest, près de la *presqu'île Ducos ;* plus au sud se trouve l'*Ile des Pins*. La population de la Nouvelle-Calédonie est de 68,584 habitants, dont 17,000 Européens ; parmi les indigènes il y a encore des anthropophages. Ils se sont soulevés en 1878 et ont tué le colonel Gally-Passebosc, mais le mouvement a été réprimé. L'île, entourée de récifs, renferme de la houille, du cuivre (dans la vallée de Diahot, près de la montagne de Balade), de l'or (à Galarine et à Marguine), du nickel (à Canala, Houaï, Thio), des pierres lithographiques (presqu'île Ducos), produit du sucre, du tabac, du coton, du café, des fruits, des bois de construction. Elle est difficilement abordable à cause des récifs de coraux qui l'enveloppent. Elle sert aujourd'hui de lieu de déportation.

La France possède aussi depuis 1863, à l'est de la Nouvelle-Calédonie, les *Iles Loyalty*, renfermant environ 13,000 habitants. Il a été récemment question d'occuper l'archipel des

1. Il a été dit au chap. XXXVIII, que les *Iles de la Société*, qui de 1843 à 1880 avaient été seulement sous notre protectorat, sont devenues possession française. Les habitants des *Iles Gambier* ou *Mangarewa*, situées au sud-est des îles de la Société, et ceux d'*Oparo* ou *Rapa*, située au sud des îles Gambier, ont également demandé l'annexion à la France de leurs pays, jusqu'ici protégé simplement par elle (mars 1881).

Nouvelles-Hébrides, situé au nord-est de la Nouvelle-Calédonie, et bien plus fertile qu'elle. Mais ce projet paraît avoir été abandonné à cause de l'opposition des Anglais. C'est des Nouvelles-Hébrides que viennent la plupart des travailleurs employés par les colons de la Nouvelle-Calédonie.

Les Iles Sandwich ou Hawaï. — A 700 lieues au sud-ouest de San-Francisco, dans l'Océan Pacifique, se trouve l'archipel des îles Sandwich ou Hawaï, dont les quatre principales sont, en allant du sud-est au nord-ouest : *Hawaï*, *Maui*, *Oahu*, *Kauaï*. C'est dans l'île d'Oahu que se trouve la capitale, *Honolulu*. La plus méridionale et la plus grande de toutes ces îles, Hawaï, renferme 3 volcans gigantesques : *Mauna Kéa*, *Mauna Hualalai* et *Mauna Loa* (la grande montagne), avec le lac de feu de *Kilauea*, qui a une lieue de circonférence. En 1856, le volcan de Mauna Loa vomit pendant quatorze jours un fleuve de lave de 30 lieues de longueur sur 1 de largeur. Le 2 avril 1868 et jours suivants, il y eut également une terrible éruption, accompagnée de tremblement de terre, qui fit périr une multitude d'habitants. On trouve dans l'île Kauaï les cavernes sulfureuses de *Waena*, renfermant deux lacs souterrains d'une profondeur immense, *Wai-a-kapa-lae* (eau de terreur), et *Wai-a-kaua-loa* (eau de grande désolation).

Les îles Sandwich produisent des bananiers, des bambous, des cactus, des fougères arborescentes, des acajous, des pandanus, des orangers, des citronniers, des cocotiers, du bois de santal, du bois de campêche, des cotonniers, du riz, des ignames, du café, des cannes à sucre, du cacao, de la cire, du miel, etc. La population, évaluée en 1778 par le capitaine Cook à 400,000 habitants, décroît rapidement.

L'histoire des îles Hawaï est surtout connue par le curieux livre de M. Charles de Varigny, qui a été, en 1863, ministre des finances du gouvernement hawaïen. (*Quatorze Ans aux Iles Sandwich.*)

Les îles Hawaï, vues en 1555 par l'Espagnol Juan Gaëtano, furent découvertes et nommées *Sandwich* le 20 janvier 1778 par le capitaine Cook, qui y revint au retour de la côte N. O. d'Amérique, le 17 janvier 1779, et fut tué quelques jours après par les indigènes. Ces îles étaient alors gouvernées par un homme intelligent, Kamehameha I[er]. En 1789, il prit sous sa protection deux matelots américains, Isaac Davis et Young, abandonnés par leur navire, et avec leur aide civilisa ses sujets. La dernière descendante de l'un de ces matelots, Emma

Young, épousa en 1855 Kamehameha IV. En 1792, le capitaine anglais Vancouver visita l'archipel ; il y revint l'année suivante, et, en récompense du bon accueil qu'il avait reçu, il fit don aux indigènes d'un taureau, de cinq vaches, de quelques béliers et brebis, dont les descendants errent par milliers dans les forêts à l'état sauvage. En 1804, Kamehameha soumit tout l'archipel. Sa mort (8 mai 1819) laissa le pouvoir à sa femme favorite Kaahumanu et à son fils Kamehameha II.

L'arrivée de la corvette française *l'Uranie* (1819) fut le signal de la chute de l'idolâtrie. En 1820, des missionnaires américains enseignèrent la lecture et l'écriture aux enfants, fondèrent une imprimerie et acquirent une influence prépondérante. Kamehameha II mourut en 1824 pendant un voyage en Angleterre. Son fils et successeur, troisième du nom, régna d'abord sous la tutelle de sa grand'mère. En 1840, il donna une constitution à son peuple et prit pour ministres des Américains et des Anglais. Il fut remplacé en 1855 par l'un de ses neveux, Kamehameha IV, qui épousa la reine Emma, très populaire, et mourut en 1863. Son frère et successeur Kamehameha V mourut en 1872. Son cousin William Lunalilo fut élu par les Chambres. Il mourut le 3 février 1874, et quelques jours après, Kalakaua Ier fut élu par les Chambres. Il a visité en 1881 l'Amérique, l'Asie et l'Europe.

La population des îles Hawaï n'est plus que de 66,895 habitants, parmi lesquels beaucoup d'étrangers : Chinois, Américains, Anglais, Français. Les États-Unis désirent l'annexion de ce bel archipel, qui pourrait fournir de café et de sucre le marché de San-Francisco ; et, si la population du royaume hawaïen continue à décroître, il est probable que les vœux des Américains s'accompliront.

L'Ile de Pâques. — Bien loin au sud-est de la Polynésie, à l'ouest du Chili, l'*Ile de Pâques*, « perdue au milieu de l'immensité du Pacifique », est située par 27°9′ de latitude méridionale et 111° 45′ de longitude orientale. Nommée par les indigènes *Vaïhou*, elle fut appelée *Ile de Pâques* par l'amiral hollandais Roggeween, qui la découvrit le jour de cette fête, le 6 avril 1722. Cook, Lapeyrouse, Beechey, la visitèrent ensuite. Aride et triste, cette île renferme le volcan *Roronoraka*. Elle contient des statues[1] colossales taillées de main d'homme dans

1. La tête de l'une de ces statues, rapportée à bord de *la Flore*, en 1872, par le contre-amiral de Lapelin, se trouve au Muséum d'histoire naturelle de Paris.

le roc par une race disparue. Le Français Dutrou-Bornier, ancien capitaine au long cours, s'était établi dans l'Ile de Pâques, où il vécut plusieurs années. Depuis sa mort, en 1876, sa veuve, une indigène, gouverne les habitants, qui étaient en 1877 au nombre de 111 personnes des deux sexes. L'île nourrit des bœufs, des chevaux, des moutons, des porcs, des lapins, des rats, de la volaille. On y trouve le bananier, la canne à sucre, le dracæna, le mûrier, la vigne, le figuier, l'amandier, le pêcher, la pastèque, enfin des mimosas, des joncs, des roseaux, et quelques graminées.

La plus grande statue que vit dans l'île M. A. Pinart, lorsque *le Seignelay* y aborda en 1877, mesure 7 mètres de haut à partir du buste.

CHAPITRE XLIII.

Progrès de la colonisation européenne en Asie.

Établissements anglais. L'Hindoustan. Ses grandes villes. Ses chemins de fer. — La Compagnie des Indes. — La révolte des cipayes à Meerut, Delhi et Cawnpore (mai-juin 1857). Nana-Sahib. — Siège de Delhi (8 juin-21 septembre 1857). — L'insurrection dans l'Oude. Défense de Luknow (1er juillet-23 septembre 1857). Sir Henry Lawrence. Le général Hawelok. — Sir Colin Campbell et le général Outram. Évacuation (23 novembre 1857) et reprise définitive de Luknow (15 mars 1858). Fin de la guerre. — L'Inde depuis 1857. — Les Anglais dans l'Indo-Chine. — Birmanie.

Les Anglais et les Russes dans l'Asie occidentale. La Perse, le Hérat, le Turkestan, Khiva. — L'Afghanistan. Son importance stratégique. — Guerre des Anglais contre les Afghans (1878). — Kachgarie et Dzoungarie. — Province transcaspienne de la Russie. — Les Russes en Chine, sur les bords du fleuve Amour (1858). — Les Anglais et les Français en Chine (1857-1860). Ouverture de ce pays aux Européens. — Révolte des Taë-Ping (1849-1864). — Relations fréquentes avec l'Europe. — Activité des Chinois. — Éclat de la civilisation chinoise : unité de langue et de législation ; rôle de l'État ; égalité sociale. — Gouvernement des lettrés. Le Tribunal de l'Histoire. — Défauts et vices de ce régime. Despotisme des souverains. — Législation cruelle.

Le Japon. Sa situation ; ses produits : villes les plus importantes. — Ouverture du pays aux Européens (1854-1858). — Fondation d'Yokohama (1858). — Le Mikado, le shogun ou taïkoun, les daïmios, les samurais. — Révolution de 1868. — Désarmement des daïmios et des bonzes. — Rapides progrès de la civilisation japonaise.

Établissements français. Conquête de Saïgon et de la Basse-Cochinchine (1858-1867). Pondichéry. — Le capitaine de Lagrée et le lieutenant Garnier (1866-1873). — Traité de 1874. Le Tonkin sous le protectorat français. — Expédition du commandant Rivière au Tonkin (1882). — Traité avec la Chine (1882). Il est désavoué (1883). — Mort du commandant Rivière (1883). — — Traité de Hué avec l'Annam (25 août 1883). — Conquête du Tonkin par l'amiral Courbet et le général Millot. — Traité de Tien-Tsin avec la Chine (11 mai 1884). Sa violation. — Établissements portugais : Macao, Goa.

Établissements anglais. L'Hindoustan. Ses grandes villes. Ses chemins de fer. — Ce que l'Australie promet d'être un jour, l'Hindoustan l'est dès à présent. Bien que située à quarante lieues de la mer, *Calcutta* reçoit dans son port les plus grands vaisseaux ; l'Hougly a sous ses murs un kilomètre de large. La ville renferme (avec *Howrah*) 790, 233 habitants; *Bombay* en compte 773,196; *Madras*, 406,112; *Luknow*, 261,485; *Bénarès*, 207,570 ; *Patna*, 160,000 ; *Delhi*, 154,000 ; *Allahabad*, 150,000 ; *Bangalore*, 143,000 ; *Agrah*, 137,908 ; *Amritsur*, 152,000 ; *Rangoun*, 134,176 ; *Cawnpore*, 125,000 ; *Pouna*,

120,000 ; *Ahmedabad*, 118,000 ; *Surate*, 110,000 ; *Bareilly*, 105,000 ; *Lahore* 131,000.

De Calcutta part une première et immense ligne de chemins de fer, qui remonte la vallée du Gange et la Djumna, dans la direction du nord-ouest, parallèlement à la chaîne de l'Himalaya, par Patna, Bénarès, Allahabad, Agrah, Delhi, pour atteindre ensuite par Meerut, Amritsur, Lahore, Peschawer, la vallée du Sind et la frontière des Afghans. D'Allahabad, située vers le milieu de cette ligne, s'en détache une seconde, presque perpendiculaire à la première ; elle va au sud-ouest, à travers l'intérieur de la presqu'île, rejoindre Bombay ; une troisième, longeant la Mer d'Oman du sud au nord, sur la côte occidentale, puis s'enfonçant dans l'intérieur, va de Bombay par Surate, Baroda et Ahmedabad, d'un côté à Delhi, de l'autre à Agrah ; une quatrième, partant de l'embouchure du Sind, remonte du sud-ouest au nord-est la vallée de ce fleuve par Kurrachi, Kotri, Moultan, et rejoint à Lahore la grande ligne de Calcutta à Peschawer ; une cinquième encore, du nord-ouest au sud-est, joint Bombay et Madras ; une sixième ira plus tard de Calcutta droit à l'ouest rejoindre à Nagpour la ligne qui réunit cette dernière ville avec Bombay, et permettra d'aller rapidement de la capitale à Bombay, sans faire au nord le détour d'Allahabad ; une septième enfin, partant de Calcutta, descendra au sud-ouest en longeant la côte du golfe de Bengale jusqu'à Madras et au cap Comorin. Ces sept lignes de chemins de fer contournent ainsi tout l'Hindoustan et le traversent dans les différentes directions, ouvrant au commerce de nombreux débouchés, et, en cas de guerre, permettant de concentrer rapidement l'armée anglo-indienne sur le point menacé. 15,989 kilomètres de chemins de fer étaient exploités dans l'Inde en 1882.

La Compagnie des Indes. — Le commerce du pays était autrefois exclusivement réservé à la *Compagnie des Indes* ; il a été permis en 1805 à tout Anglais, en 1833 à toutes les nations. En 1833, le gouvernement avait racheté l'actif de la Compagnie en assurant aux actionnaires un revenu de 10 pour 100. Elle ne faisait donc plus qu'administrer l'Inde pour le compte du gouvernement. Une *Cour des Directeurs*, composée des principaux actionnaires, et à laquelle le gouvernement adjoignait un *Bureau de contrôle*, dirigeait de Londres les affaires de l'Inde.

En Asie, résidait à Calcutta un *Gouverneur général* avec un

Conseil. Les agents du gouverneur, placés dans les possessions immédiates de la Compagnie, étaient chargés de lever les impôts et de rendre la justice ; ils laissaient aux indigènes le droit de s'administrer eux-mêmes d'après leurs lois, leurs mœurs et leurs cultes. Dans les possessions médiates, se trouvait auprès de chaque prince indigène un *Résident* anglais, chargé de le surveiller et de gouverner en son nom. Pour être admis à un emploi supérieur dans le service de la Compagnie, il fallait avoir été envoyé d'Angleterre par la Cour des directeurs. Les revenus comprenaient l'impôt foncier, les douanes, le monopole de la vente du sel et du commerce de l'opium.

Mais depuis l'acte de 1833, qui fixait le revenu des actionnaires, la Cour des directeurs et les agents de la Compagnie, n'étant plus intéressés à la prospérité du pays, avaient négligé l'administration. La justice était devenue coûteuse, les procès interminables. On maltraitait les indigènes, on les rançonnait hardiment : on comptait sur la faiblesse et la timidité naturelle aux Indiens, sans songer que dans les pays méridionaux les imaginations sont mobiles, les impressions vives, et qu'il n'est pas rare de voir succéder l'excès de l'audace à l'excès de la crainte. C'est ce qui arriva en 1857.

La révolte des cipayes à Meerut, Delhi et Cawnpore (mai-juin 1857). **Nana-Sahib**. — Les Anglais avaient pour la garde de l'Hindoustan environ 50,000 Européens et 240,000 cipayes ou soldats indigènes, armés, habillés et disciplinés à l'européenne. Cette grande armée, par une révolte, pouvait mettre en péril la domination britannique ; mais on n'avait d'elle ni crainte ni défiance. On se rassurait en songeant que l'armée indigène se composait de musulmans et d'Hindous, antipathiques les uns aux autres, et qu'on croyait incapables de se réunir contre leur maître commun ; on se trompait.

Le bruit courait dans l'Inde que la domination anglaise ne pouvait durer plus de cent ans, c'est-à-dire qu'elle finirait en 1857. Une sourde agitation régnait parmi les régiments de cipayes cantonnés dans les présidences du Bengale et d'Agrah. Une mesure imprudente amena la révolte. Dans les premiers mois de 1857, on distribua aux soldats des cartouches enduites de graisse de vache, animal sacré pour les Hindous. Aussitôt des feuilles de lotus [1], des gâteaux symboliques, circulèrent

1. Le *lotus*, ou fleur des eaux, est sacré dans l'Inde. Suivant la légende, c'est

dans les camps et les villages. Des incendies éclatèrent à Raneegunge et Barrackpore ; le 19e régiment d'infanterie indigène se souleva à Berhampore, et le 34e à Barrackpore ; plusieurs officiers européens faillirent être assassinés. Deux des coupables furent pendus, et leurs régiments licenciés (19-26 février). Le gouverneur général lord Canning crut tout terminé.

Le dimanche 11 mai, à *Meerut,* au nord-est de Delhi, à la suite de l'arrestation de quelques mutins, trois régiments indigènes s'insurgent ; chassés de la ville par les soldats anglais, ils prennent la route de Delhi et y entrent le 12, après avoir franchi la Djumna. A leur vue, la garnison se soulève, massacre les officiers, pille et incendie les maisons européennes. Neuf Anglais, commandés par les lieutenants Willoughby et Forrest, après avoir longtemps défendu l'arsenal, le firent sauter pour le soustraire aux cipayes. Au fond du palais de *Delhi* vivait obscurément d'une pension de la Compagnie le dernier descendant des Grands Mogols : les insurgés le proclamèrent roi, et, sous le nom de ce vieillard de quatre-vingts ans, la ville, livrée aux musulmans et aux brahmines, fut souillée par tous les excès d'une soldatesque en délire.

Au sud-est de Delhi et d'Agrah, au nord-ouest d'Allahabad, se trouve, sur le Gange, la situation de *Cawnpore.* Là vivait un homme dont le nom est devenu à jamais exécrable, Nana-Sahib, soi-disant rajah de Bithoor. Intelligent, rusé, féroce, et d'ailleurs dévoré d'ambition, cet Indien, à l'aide d'un faux testament, avait dépouillé la veuve et les enfants du dernier souverain de Poonah, son bienfaiteur ; mais il n'avait pu obtenir, bien qu'il eût envoyé un agent en Europe à cet effet, de succéder au titre et au rang de son père adoptif. Animé dès lors contre les Anglais d'une haine implacable, à la nouvelle des événements de Delhi, il travailla par ses menées la garnison de Cawnpore.

Il n'y avait dans cette ville, à côté des cipayes, que deux cent dix soldats anglais sous les ordres du général sir Hugh Wheeler. Dès le 21 mai, la population européenne, qui comptait huit cents personnes, parmi lesquelles deux cent trente femmes ou enfants, vint s'entasser sous leur protection dans un hôpital situé hors de la ville et défendu par un simple fossé.

du calice de cette fleur que sortit le dieu Brahma, la première personne de la trinité indienne : les deux autres sont Vichnou et Siva.

Le 5 juin, les cipayes s'insurgèrent, pillèrent les caisses publiques, et le 7, sous les ordres de Nana-Sahib, mirent le siège devant l'hôpital. Dès le 6, l'insurrection d'Allahabad, que le colonel Neill ne devait apaiser que le 18, avait rompu toute communication entre Cawnpore et Calcutta.

Après quinze jours de résistance, les assiégés, mourant de faim et décimés par le choléra, acceptèrent la capitulation que leur offrait Nana-Sahib. Le rajah devait leur fournir des barques pour descendre le Gange jusqu'à Allahabad. Mais à peine étaient-ils à bord que des deux rives du fleuve, au mépris du traité, ils furent écrasés par la fusillade et la mitraille. Vingt-neuf barques sur trente furent submergées. La dernière, longtemps poursuivie, tomba enfin au pouvoir des cipayes. Les hommes furent immédiatement fusillés ; les enfants et les femmes ramenés à Cawnpore, et réservés à un sort plus cruel. Quatre des fugitifs seulement avaient pu s'échapper à la nage.

En même temps l'insurrection éclatait dans le Rohilcund, à Bareily, Mooredabad, Budaon, Futtehghur, et partout les mêmes scènes se reproduisaient. A Futtehghur, trente-deux Européens, réfugiés avec leurs familles dans un petit fort, s'y défendirent du 20 au 27 juin. Ils essayèrent ensuite de s'échapper en barque sur le Gange, et se noyèrent dans le fleuve ou furent massacrés par les sicaires de Nana-Sahib.

Siège de Delhi (8 juin-21 septembre 1857). — Si les Anglais s'étaient laissé prendre au dépourvu par l'insurrection, ils firent pour réparer leur faute des prodiges d'activité. Dès le 8 juin, 4,000 hommes, sous les ordres des généraux Barnard et Wilson, accourus d'Umballa et de Meerut, étaient sous les murs de Delhi : moins, il est vrai, assiégeants qu'assiégés, car la ville renfermait 250,000 habitants et contenait 30,000 cipayes. Les Anglais avaient à braver non seulement le feu de l'ennemi, mais la chaleur, la soif, la faim, la fatigue, le choléra.

C'est du nord-ouest que leur vint le secours. Le Pendjab (vallée des cinq fleuves) était gouverné par trois hommes d'exécution, sir John Lawrence, sir Robert Montgommery et le colonel Nicholson. Pour couper court à toute velléité de révolte, ils licencièrent les régiments indigènes cantonnés dans la province. A Mean-Meer, aux portes de Lahore (14 mai), à Ferozepore, à Peschawer, les cipayes se laissèrent désarmer sans résistance. On mit à profit la haine des Sikhs pour les brahmines, et on leva parmi eux des corps auxiliaires. Partout où il y eut des tentatives de révolte, à Peschawer, à Jellundur

(7 juin), à Jhelum (11 juillet), à Sealkote (14 juillet), à Ujvalla (1er août), elles furent réprimées avec une rigueur impitoyable : les cipayes furent, par centaines, noyés, pendus, fusillés, attachés à la gueule des canons.

Ces terribles exécutions maintinrent le Pendjab sous le joug et permirent d'envoyer des renforts à l'armée de Delhi. En deux mois, la petite troupe, campée sous les murs de cette grande ville et réduite à garder la défensive, avait changé trois fois de chef et soutenu vingt-six combats. Enfin les secours arrivés du Bengale et surtout du Pendjab la portèrent à 8,000 combattants. Le 25 août, Nicholson remporta une brillante victoire à *Nujuffghur*. Après deux jours de bombardement (12-13 septembre), le général en chef Wilson ordonna l'assaut. Il fallut prendre la ville bastion à bastion et rue à rue. La lutte dura sept jours et coûta la vie à Nicholson. Quand elle fut terminée, le major Hodson, avec quelques cavaliers, alla chercher le vieux roi de Delhi dans la tombe de Humayoum, hors de la ville, et le ramena prisonnier. Le lendemain, il retourna au même endroit, avec 100 cavaliers, arrêter, au milieu de 6,000 Hindous armés, les trois fils du roi, et les tua lui-même sur un chariot à coups de pistolet (21 septembre). Ce tragique épisode est le dernier du siège de Delhi.

L'insurrection dans l'Oude. Défense de Luknow (1er juillet-23 septembre 1857). **Sir Henry Lawrence. Le général Hawelok.** — L'insurrection dura plus longtemps dans l'Oude. Ce royaume avait été annexé en 1856, et l'on avait licencié les 40,000 soldats des derniers rois. Mais l'on n'avait pu détruire la féodalité dans ce pays : 250 *taloukdars* ou grands seigneurs possédaient la plus grande partie du sol, avec des châteaux forts, de l'artillerie et des bandes armées : c'étaient autant d'ennemis de la domination anglaise. *Luknow*, capitale du pays, avait 180,000 habitants ; elle renfermait une garnison de 22,000 cipayes ; et, à côté d'eux, 900 soldats anglais seulement. Sir Henry Lawrence, frère de sir John, l'administrateur du Pendjab, était gouverneur. Le soulèvement éclata dans la nuit du 30 au 31 mai et fut accompagné, comme partout, du massacre, du pillage et de l'incendie. Le lendemain, les insurgés furent obligés de sortir de la ville. Mais le mouvement se propageait de proche en proche, et bientôt Luknow se trouva isolé au centre d'un pays ennemi, comme une île au milieu de l'Océan.

Le 30 juin, sir Henry Lawrence apprit que 15,000 cipayes

étaient concentrés à *Chinhut*, à l'est de la ville. Il marcha contre eux avec 700 hommes ; accablé par le nombre, il fut rejeté dans Luknow, et, le même jour, forcé de se renfermer dans la *Résidence* (palais du gouvernement). Alors commença un siège mémorable. Pendant trois mois, du 1er juillet au 23 septembre, six ou sept cents Européens, embarrassés de femmes, d'enfants, de malades, entassés sur un étroit espace, au milieu de cadavres en décomposition, attaqués par la fusillade, le canon, la sape, la mine, sans nouvelles du dehors, opposèrent à d'innombrables assaillants une résistance héroïque. Vingt fois les cipayes tentèrent l'assaut inutilement. Dès le 2 juillet, sir Henry Lawrence, frappé à mort, fut remplacé par le colonel Inglis. Le nombre des assiégés diminuait rapidement ; les cipayes tiraient 10,000 coups de canon par jour ; et les secours n'arrivaient pas !

Pourtant, dès le 7 juillet le général Hawelok était parti d'Allahabad, « Hawelok, qui, dit un historien, eût été sous Cromwell le modèle de ces soldats dévoués que le Protecteur appelait ses *Côtes de fer* ». Il s'avança en combattant pendant vingt-deux jours. Nana-Sahib fut vaincu à *Futtehpore*, *Cawnpore* et *Bithoor*. C'est alors que se passa, le 16 juillet, le plus abominable épisode de « cette guerre d'esclaves ». Les cipayes de Nana, fuyant devant les Anglais, se jetèrent à Cawnpore sur leurs prisonniers. Cent quatre-vingts femmes et enfants furent hachés à coups de sabre, assommés à coups de crosses, écrasés contre les murs, et pêle-mêle, morts et mourants, précipités dans un puits. Quelques jours après, soixante-cinq Européens prisonniers étaient encore mitraillés à Furruckabad.

Hawelok était parvenu à douze lieues de Luknow ; mais il n'avait que 2,300 hommes, et chaque jour il fallait forcer un passage obstinément disputé par l'ennemi, qui se reformait à deux ou trois lieues au delà du champ de bataille abandonné la veille. En face de ce rideau compact, Hawelok dut se replier sur Munghowur, où il resta jusqu'au 4 août. Quelques jours après, malgré deux victoires, un retour offensif de Nana-Sahib le força de reculer jusqu'à Cawnpore.

Enfin, le 17 septembre, Hawelok, rejoint par sir James Outram et quelques renforts, qui portèrent sa petite armée à 2,600 hommes, franchit de nouveau le Gange. Après quatre jours de combat, il était aux portes de Luknow. Arrivé là, il fallut emporter à la baïonnette les barricades qui hérissaient

les rues et se frayer, sous le feu des maisons crénelées, une route sanglante jusqu'à la résidence : les défenseurs de Luknow étaient sauvés.

Sir Colin Campbell et le général Outram. Évacuation (23 novembre 1857) **et reprise définitive de Luknow** (15 mars 1858). **Fin de la guerre.** — Leurs libérateurs, réduits à une poignée d'hommes, y furent à leur tour assiégés avec eux du 25 septembre au 15 octobre. Alors seulement le général en chef sir Colin Campbell arriva avec 5,000 soldats pour les dégager. Cependant ces forces étaient insuffisantes pour reprendre la ville. Dans la nuit du 23 novembre, la petite armée en sortit, emmenant avec elle les malheureux survivants de ce long siège. L'héroïque Hawelok, nommé baronnet, avec une pension de mille livres sterling, ne jouit pas de la reconnaissance nationale : il mourut aux portes de Luknow. « Pendant plus de quarante ans, dit-il avant d'expirer, j'ai réglé ma vie de manière que la mort me trouvât toujours prêt. Aussi n'ai-je pas peur : mourir, c'est gagner. »

Pendant les quatre derniers mois de l'année, les insurgés restèrent complètement maîtres de l'Oude. Ils étaient 150,000, appuyés sur une population d'un million d'âmes. Ils avaient proclamé roi un enfant, Brijeis-Kuddr, « l'*Égal de la planète Mercure* », sous le nom duquel gouvernait Mummoo-Khan, l'amant de sa mère. Pourtant 2,000 soldats, sous les ordres de sir James Outram, restés à l'Alumbagh, près de Luknow, les tenaient en échec.

Ce fut au mois de décembre 1857 que sir Colin Campbell, qui avait reçu des renforts d'Europe, commença une campagne décisive par les batailles de *Cawnpore* (6 décembre) et de *Futtehghure* (3 janvier 1858). Le 27 février, l'armée anglaise, qui comptait un peu plus de 18,000 combattants, franchit le Gange et marcha sur *Luknow*. La ville était défendue par 60,000 cipayes et 150,000 paysans armés. Pourtant, attaquée sur les deux rives de la Goumti par sir Colin Campbell et sir James Outram, elle fut emportée d'assaut après onze jours de combat, saccagée et ensanglantée par d'horribles représailles (3-14 mars 1858).

La guerre n'était pas terminée : d'innombrables guérillas couvraient les deux rives du Gange. Il fallut encore neuf mois à sir Colin Campbell pour rejeter les insurgés du Gange sur la Goghra, et de la Goghra dans les montagnes du Népaul. Alors seulement la paix fut rétablie.

L'Inde depuis 1857. — La révolte des cipayes obligea le gouvernement anglais à modifier profondément la situation de l'Inde. En 1858, un bill du Parlement supprima la Compagnie des Indes et donna à la Couronne l'administration directe de cette colonie. Un ministre de l'Inde fut créé ; on lui adjoignit un conseil de quinze membres, dont huit nommés par le gouvernement, et sept choisis par leurs collègues. C'est le ministre de l'Inde qui nomme le gouverneur général et les principaux employés de la colonie. Désormais les indigènes furent admis aux emplois publics ; l'accès de toutes les charges leur fut ouvert, aussi bien qu'aux Européens, sous la seule garantie de compétence prouvée par des examens publics passés en langue anglaise ; des collèges nombreux instruisent d'ailleurs la jeunesse indienne dans les lettres et les sciences européennes, ainsi que dans la langue de ses maîtres. Quant aux cipayes, ils furent d'abord licenciés, puis réorganisés avec de grandes précautions, et le nombre des troupes anglaises dans l'Inde fut augmenté.

Le recensement de 1881 a donné pour l'Inde et la Birmanie anglaises (mais en excluant le Cachemire et le petit royaume de Munnipore au nord-est) 253,891,821 habitants ; classés par religions, qui ici dénotent bien les races, ces peuples divers se décomposent en 187,937,450 Hindous, qui se divisent eux-mêmes en milliers de castes (on en a compté 140,000), dont les deux premières sont les Brahmanes et les Rajpouts ; 50,121,585 Mahométans, 6,426,511 Adorateurs de la nature (les Aborigènes), 3,418,884 Boudhistes, 1,862,634 Chrétiens, 1,853,426 Sikhs, 1,221,896 Jains, et autres cultes moins nombreux et moins connus. — 123 langues distinctes sont parlées dans cet empire, les plus importantes étant par ordre : l'Hindoustani, le Bengali, le Telegu, le Mahratti, le Pendjabi, le Tamil, le Guzrati, le Canarèse, l'Uriya, le Malayalum, le Birman et le Sindi.

La population est presque entièrement livrée à l'agriculture ; les paysans ou ryots sont misérables à l'extrême, accablés qu'ils sont par les taxes impériales et les redevances dues aux zemindars ou propriétaires du sol[1]. L'armée compte 311,000

1. Dans l'Hindoustan, « la faim règne en permanence.... Les épidémies trouvent largement à moissonner parmi ces populations épuisées.... La mortalité moyenne est d'un tiers supérieure à celle des habitants de l'Europe occidentale.... Il est probable que la famine de 1877 n'a pas enlevé moins de quatre millions d'hommes. » (E. Reclus.)

hommes, et le service administratif 580,000 personnes. On peut évaluer à un demi-million d'habitants la population européenne.

Les possessions anglaises comprennent :

Le Bengale (Calcutta)	69,536,861 hab.	
Les provinces nord-ouest avec l'Oude (Lucknow)	44,107,869 —	
Les États feudataires de ces provinces		741,750 hab.
La province de Madras	31,170,631 —	
La province de Bombay	16,454,414 —	
Les États feudataires de Bombay		6,941,249 —
Le Pendjab (Lahore)	18,850,439 —	
Ses États feudataires		3,861,683 —
Les provinces du centre (Nagpoor)	9,838,791 —	
Leurs États feudataires		1,709,720 —
Assam	4,881,426 —	
Birmanie anglaise	3,736,771 —	
Berar	2,672,673 —	
Ajmir	460,722 —	
Coorg	173,302 —	

États indépendants alliés :

Rajpoutana		10,268,392 —
Hyderabad		9,845,594 —
Inde centrale		9,261,907 —
Mysore		4,186,188 —
Travancore		2,401,158 —
Baroda		2,185,005 —
Cochin		600,278 —

Soit 201,883,900 habitants dans les provinces anglaises et 52,002,921 dans les États tributaires ou alliés.

On a vu plus haut que la reine de la Grande-Bretagne a pris en 1876 le titre d'*Impératrice des Indes*.

A l'Hindoustan[1] se rattache, au sud-est de la côte de Coro-

1. Le *Béloutchistan*, dont la population, malgré la vaste étendue du pays, ne dépasse pas 356,000 habitants, est devenu, lui aussi, une dépendance de

mandel, la grande île de *Ceylan*, avec les villes de *Colombo*. *Kandy*, *Pointe-de-Galle*, *Trinquemalay*. Sur la côte de Malabar, les Anglais possèdent l'archipel des *Laquedives*, et, plus au sud, celui des *Maldives*. Dans le golfe du Bengale, bien loin au sud-est, sur la côte de l'Indo-Chine, ils sont maîtres des îles *Nicobar* et *Andaman*.

Les Anglais dans l'Indo-Chine. — On rencontre en Europe, au sud du massif des Alpes et de la région centrale comprise entre les plateaux de la Suisse et de la Transylvanie, deux péninsules, l'Italie et la Grèce, séparées par un golfe profond, la Mer Adriatique. La même conformation se rencontre sur le sol de l'Asie : au sud des Monts Himalaya et des plateaux du Thibet on trouve deux péninsules, l'Hindoustan et l'Indo-Chine, séparées par le golfe du Bengale. Maîtres de la première, les Anglais possèdent également les points les plus importants de la seconde.

La côte occidentale leur appartient sans interruption jusqu'à l'isthme de *Kraw*, où commence la presqu'île de Malacca. On y remarque d'abord, le long de la province d'*Arrakan*, en allant du nord-ouest au sud-est, depuis le Brahmapoutre jusqu'au *Cap Negrais*, les deux ports de *Djittagong* et *Akyab* ; ensuite le delta de l'*Iraouaddy*, enlevé aux Birmans, aussi bien que l'embouchure de la *Salouen*. Les villes principales de la Birmanie anglaise sont : *Rangoun*, aux bouches de l'Iraouaddy, renfermant 134,000 habitants, et jointe par un chemin de fer avec *Prome*, plus au nord sur le même fleuve ; *Bassein*, port à l'ouest de Rangoun ; *Pégou*, à l'intérieur et au nord-est de la même ville ; *Maulmeïn* et *Martaban* à l'est et à l'embouchure de la Salouen ; *Tavoï*, *Mergui* et *Tenasserim*, beaucoup plus au sud et à l'entrée de la presqu'île de Malacca.

C'est en cet endroit, vers le 10e degré de latitude septentrionale, à 250 lieues au nord de Singapour, que la péninsule se rétrécit auprès du village de *Kraw* et forme un isthme étroit ; les deux mers que sépare cette langue de terre, le golfe de Siam, d'une part, et celui du Bengale, de l'autre, ne sont plus qu'à 50 kilomètres de distance. On a émis l'idée de creuser en ce point un canal.

Plus au sud, et le long de la presqu'île de Malacca, jusqu'à son extrémité méridionale, la côte, à proprement parler, n'ap-

l'Angleterre. Les villes principales sont : *Kélat* et *Gondawa* (toutes deux sur un affluent de l'Indus), *Sarawan*.

partient à personne ; mais les Anglais y possèdent, de distance en distance, tous les points importants : *Poulo-Pinang* (*l'île des Aréquiers*), nommée aussi par les Anglais l'*île du Prince de Galles*, avec la ville de *Tandjong* ou *Georgetown* ; la *Province de Wellesley*, à l'est, en face, sur le continent ; l'île de *Dinding*, la ville de *Malacca*, enfin, immédiatement au sud du *cap Romania*, l'île et la ville de *Singapour* (ville des *Lions*).

Birmanie. — On peut donc dire que les Anglais sont absolument les maîtres de la route qui conduit en Chine par mer. Ils songent depuis longtemps à s'ouvrir un chemin terrestre plus direct de Calcutta vers l'Empire du Milieu, à travers le territoire birman. Non contents d'avoir enlevé à la Birmanie ses provinces maritimes et de l'avoir confinée à l'intérieur, ils voudraient maintenant en faire une possession immédiate ou du moins une dépendance de leur domaine asiatique.

La Birmanie, qui se trouve interposée entre l'Assam anglais et l'Yunnan chinois, est arrosée par l'Iraouaddy et la Salouen. Elle renferme de magnifiques forêts ; on y trouve l'aréquier, le cocotier, le manguier, le bananier, l'oranger, le tek, le cachou, l'arbre à vernis ; le pays produit du riz, du thé, du café, du sucre, du tabac. Il a pour capitale *Mandalé*[1] sur l'Iraouaddy, qui a remplacé les villes voisines, *Ava* (*Étang des Pêcheurs*), et *Amarapoura* (*ville de l'Immortalité*). La religion officielle est le Bouddhisme. On évalue la population à 6 millions d'habitants. Inquiet de l'attitude de l'Angleterre, le gouvernement de la Birmanie a envoyé en 1883 une ambassade à Paris pour demander la protection de la France.

Les Anglais et les Russes dans l'Asie occidentale. La Perse, le Hérat, le Turkestan, Khiva. — Il y a longtemps que les Anglais et les Russes se disputent l'Asie : les uns l'ont entamée par le nord, les autres par le midi. Établis au sud du Caucase et à l'orient de la mer Caspienne, les Russes environnent la Perse et la tiennent sous leur influence.

A peu près à égale distance entre le lac d'Aral, c'est-à-dire la frontière russe, et le Sind, c'est-à-dire la frontière anglaise, se trouve le pays d'Hérat, dans une forte position au milieu des montagnes de l'Hindou-Kouch. En 1856, les Russes pous-

1. Fondée en 1856 par le roi Mendoume-Men, cette ville a été à moitié brûlée en 1884. Le souverain actuel, Thibo, qui règne depuis 1878, et a fait massacrer le 15 février 1879 quatre-vingts membres de sa propre famille, a peut-être été l'auteur de cet incendie.

sèrent le schah de Perse[1] à l'attaque d'Hérat. Pour arrêter les Persans, le gouverneur général de l'Inde envoya une expédition dans le golfe Persique. Les Anglais s'emparèrent de l'île de Karack, du port de Bouchir, et parvinrent à l'embouchure du Chat-el-Arab (décembre 1856-février 1857). La paix fut signée la même année sous la médiation de la France, et le schah promit de respecter Hérat. Ce royaume était donc soustrait aux Persans, c'est-à-dire à la Russie. Non contents de ce succès, les Anglais, en 1862, firent attaquer *Hérat* par le sultan de Kaboul, Dost-Mohammed, leur ancien ennemi devenu leur allié; après un an de guerre cette ville tomba en son pouvoir (1863).

Les Russes avançaient de leur côté dans le Turkestan. En 1847, ils construisirent le fort Raim à l'embouchure du Syr-Daria, dans la mer d'Aral. Ils explorèrent cette mer l'année suivante. Le colonel Perovsky enleva la forteresse d'*Ak-Masjid*, dans le Khokand (1853). Le fort Raim fut évacué et remplacé par *Kazala*, à la tête du delta du Syr-Daria. En 1864, les colonels Vereskin et Tchernaïef conquirent *Turkestan*, *Aulié-Ata*, *Tchemkent*, *Niazbek*, *Tachkend*. Deux ans plus tard, après la bataille d'*Irdzar*, les Russes se sont emparés de *Khodjend* (24 mai 1866) et de *Samarkand*. Par le traité du 5 juillet 1868, le khan de Boukhara se reconnut vassal du czar. *Zarafchan*, *Falgar*, *Magian*, furent annexés en 1870.

Au sud du Syr-Daria, dans la vallée de l'Amou-Daria, le *khanat de Khiva*, peuplé d'*Ouzbeks*, de *Kirghises* et de *Turkomans*, avait conservé jusque-là son indépendance. Les Turkomans, peuple nomade, vivent sous la tente entre la Mer Caspienne, la Mer d'Aral, l'Atrek; ils sont pêcheurs, chasseurs, bergers, agriculteurs et brigands. Ils errent dans les steppes avec leurs troupeaux et leurs esclaves, et ont une multitude de chameaux et de chevaux. Très habiles cavaliers, ils allaient enlever des Persans vers Asterabad, le Mazendéran et le Khorassan, et des Russes vers la Mer d'Aral, pour les vendre comme esclaves à Khiva ou à Boukhara.

1. Le schah de Perse actuel, Nassr-ed-Din, schaynschah (roi des rois), a succédé en 1848 à son père Mohammed; il a visité Paris en 1873 d'abord, et y est revenu en 1878. Ses États comprennent le *Khorassan*, le *Mazendéran*, le *Ghilan*, l'*Aderbaïdjan*, le *Kermanchah*, *Ispahan*, *Téhéran*, le *Farsistan*, le *Kerman*, l'*Ized*, l'*Arabistan*. Ils renferment 7,653,600 habitants. Les villes principales sont : *Tauris* (165,000 hab.) et *Téhéran*, capitale (200,000 hab.). Un premier chemin de fer doit être prochainement créé en Perse sous la direction d'un Français, M. Fabius Boital. La ligne partira de *Engeli* sur la

Ces brigandages fournirent au gouvernement du czar l'occasion d'une nouvelle conquête. En 1873, les Russes ont marché sur Khiva en quatre colonnes, commandées par le général Kauffmann, et occupé cette ville au mois de juin. Le khan de Khiva a cédé à la Russie toute la rive droite de l'Amou-Daria depuis les limites de Boukhara jusqu'à la Mer d'Aral, en y comprenant le delta du fleuve. A l'ouest de la Mer d'Aral, et jusqu'à la Mer Caspienne, la frontière russe dut être formée par l'Ouzboï, lit de l'ancien Oxus. Les Russes abolirent l'esclavage à Khiva et délivrèrent 40,000 esclaves.

Le 2 mars 1876, les Russes ont annexé le Khokand, sous le nom de *Province de Fergâna ; Tachkend*, ville de 100,000 habitants, est la capitale de tout le Turkestan russe. Au sud de l'Ouzboï, la côte de la Mer Caspienne, jusqu'à l'embouchure de l'Atrek, c'est-à-dire jusqu'à la frontière persane, a été également annexée. Les Russes possèdent dans cette partie le port de *Chikislar*, sur l'Atrek, et celui de *Krasnovodsk,* au nord de l'Ouzboï.

L'Afghanistan. Son importance stratégique. — Hérissé intérieurement de montagnes qui s'entre-croisent dans tous les sens, l'Afghanistan s'abaisse au nord vers la vallée de l'*Amou-Daria*, c'est-à-dire vers la Grande-Boukharie et l'Asie russe ; au sud-ouest vers la vallée de l'*Helmend*, fleuve sans débouchés, qui va se déverser dans le lac *Zerrah* à la frontière persane ; à l'est vers le *Sind*, auquel il envoie un affluent, le *Kaboul-Daria*. Parmi ces montagnes sont les monts *Suleïman*, inclinés du nord au sud sur la rive droite du Sind et parallèles à ce fleuve. Quand, au sortir de Peschawer, dernière station du chemin de fer anglo-indien à l'ouest du Sind, on veut pénétrer dans l'Afghanistan, il faut s'engager, perpendiculairement au fleuve, dans le redoutable défilé de *Khyber*, long de 80 kilomètres environ, étroit et profond, bordé de rochers à pic, dont l'entrée est dominée par le fort d'*Ali-Musjud*. Le Kaboul-Daria est encaissé dans la passe de Khyber, et quand il déborde, la remplit en certains endroits. En remontant ce défilé, par *Jamroud*, *Ali-Musjud*, *Dakka* et *Djelalabad*, on arrive à *Kaboul*. Une seconde route plus méridionale, partant également des bords du Sind et remontant un autre affluent de ce fleuve, le *Kouroum*, conduit encore par *Mohamed-Azim*, à tra-

Mer Caspienne, et, passant par *Recht*, *Casbin*, *Téhéran*, *Ispahan*, *Chiraz*; elle doit aboutir à *Bouchir* sur le Golfe Persique, après un parcours de 450 lieues.

vers la passe de *Peiwar*, jusqu'à *Kaboul* (Kaboul est à environ 80 lieues du Sind).

Si de cette ville on veut gagner les bords de l'Amou-Daria, il faut traverser une seconde barrière, les monts de l'*Hindou-kouch*, inclinés de l'est à l'ouest, qui prolongent l'Himalaya, et sont eux-mêmes continués dans la direction de la Mer Caspienne par les monts du *Khorassan*. Les principales villes des Afghans, au nord de l'Hindou-Kouch, sont *Balkh*, *Koundouz*, *Badachan*. A l'ouest de l'Afghanistan, *Hérat* occupe sur le versant méridional de l'Hindou-Kouch une position analogue à celle de Kaboul à l'est, et non moins importante. Il y a encore à l'intérieur du pays, dans la vallée de l'Helmend, *Ghazna*, et, plus au sud, *Kandahar*. Hérat et Kandahar sont reliés par une route importante. De Kandahar, en traversant dans la direction du sud-est les passes de *Khojak* et de *Bolan*, entre lesquelles est située la ville de *Quettah*, on arrive sur le Sind. De Hérat, en traversant, dans la direction du nord, les passes des montagnes, on arrive à *Merv*, sur le *Mourghab*, c'est-à-dire sur la route de l'Amou-Daria et de Khiva.

L'Afghanistan forme donc un immense bastion naturel jeté en avant des possessions russes et anglaises, au sud du Turkestan, au nord-ouest de l'Hindoustan. Il renferme tous les défilés, toutes les passes, toutes les routes qui conduisent de l'un des deux empires dans l'autre. En style militaire, il les domine, il les *commande* tous les deux. C'est ce qui faisait dire à la tribune anglaise par lord Beaconsfield que les défilés de l'Afghanistan étaient indispensables à la sécurité de l'empire britannique en Asie, qu'ils en constituaient « la frontière scienfique[1] ».

Guerre des Anglais contre les Afghans (1878). — On a vu (chap. XXVIII) à quel terrible désastre aboutit la première expédition des Anglais dans l'Afghanistan. De toute leur armée, c'est-à-dire de 20,000 hommes, un seul échappa à la mort. Depuis cette époque (1842), renonçant à renverser Dost-

1. Lord Beaconsfield, répondant à M. Gladstone, disait à la Chambre des lords, le 10 décembre 1878 : « Notre frontière des Indes était plutôt une prison qu'une frontière. Nous ne pouvions pas obtenir d'informations sur ce qui se passait au delà. Or, c'était là notre grande difficulté, car nous désirions avoir des yeux pour voir et des oreilles pour entendre... Si un représentant anglais avait été reçu à Kaboul, ce seul fait eût été virtuellement une rectification de frontières. Sans l'apparition soudaine de la Russie dans le voisinage de l'Afghanistan, les choses auraient pu continuer comme elles avaient existé pendant les dernières vingt-huit années.... »

Mohammed, les Anglais s'attachèrent à se faire de lui un ami et à le brouiller avec les Russes. Quand il s'empara de Hérat, en 1863, ils considérèrent ce succès comme une victoire personnelle. Mais à la mort de Dost-Mohammed une guerre de succession éclata entre ses fils, Shere-Ali, désigné par lui comme son successeur, quoique étant le plus jeune, et les deux aînés, Afzul-Khan et Azim-Khan. La lutte fut longue et marquée par d'affreuses cruautés. Shere-Ali finit par l'emporter en 1868 et resta maître de Kaboul. Comme il se montrait favorable aux Russes, et qu'il avait reçu une ambassade du czar dans sa capitale, l'Angleterre exigea qu'il accueillît également un envoyé du vice-roi des Indes. Le cabinet tory y tenait d'autant plus que les succès de la Russie dans la guerre de Turquie pouvaient affaiblir le prestige britannique parmi les musulmans orientaux, et que les lieutenants d'Alexandre II opéraient chaque jour dans le Turkestan des annexions nouvelles. Mais le major Cavagnari, chef de la mission anglaise, fut arrêté par un refus formel à l'entrée de la passe de Khyber (septembre 1878). Shere-Ali était poussé à la résistance par les Russes, qui pourtant ne le soutinrent pas.

La guerre éclata aussitôt. Le 21 novembre 1878, les Anglais prirent l'offensive. Ils s'emparèrent du fort d'*Ali-Musjud*, sous les ordres du général Browne, et franchirent la passe de Khyber. Un autre corps, avec le général Stewart, occupa la passe de *Khojak;* un autre, avec le général Roberts, prit d'assaut la passe de *Peiwar*. Éprouvées par le froid, la faim, la fatigue, les attaques des montagnards, qui les harcelaient, interceptaient les convois et coupaient souvent les communications, les colonnes envahissantes n'en poursuivirent pas moins leur marche en avant. Battu par les Anglais et odieux à ses sujets à cause de ses cruautés, Shere-Ali s'enfuit à Balk et demanda des secours à la Russie. Elle lui donna des conseils, en premier lieu celui de traiter avec l'Angleterre (décembre 1878).

La situation avait, en effet, complètement changé depuis l'époque où les Russes étaient pour la première fois entrés en relations avec lui. La paix était rétablie en Europe, et la perspective d'un conflit prochain entre Londres et Pétersbourg avait disparu; le czar était d'ailleurs occupé des embarras intérieurs que lui causaient les nihilistes. Shere-Ali était donc abandonné à lui-même; il mourut sur ces entrefaites. Son fils Yakoub-Khan, qu'il avait retenu prisonnier pendant six ans,

redevenu libre quand son père s'enfuit de Kaboul, lui succéda à la tête des Afghans. Après de longues hésitations, Yakoub fit la paix avec les Anglais ; par le traité de *Gandamak*, il leur céda les défilés tant convoités qui conduisent de l'Hindoustan dans ses États, reçut une mission anglaise à Kaboul, et se résigna à n'être plus qu'un vassal de l'impératrice des Indes.

Le triomphe des Anglais n'était pas définitif. Moins d'un an après le traité, le 3 septembre 1879, des soldats afghans s'insurgèrent à Kaboul, réclamant l'arriéré de leur solde ; ils prirent d'assaut l'ambassade anglaise et massacrèrent le major Cavagnari, représentant du gouvernement britannique. L'armée anglaise, appelée par Yakoub lui-même, marcha de nouveau sur Kaboul. Le général Roberts fut vainqueur à *Karasaïb*, et les Anglais entrèrent facilement dans Kaboul. Néanmoins, obligés de se disséminer en petits détachements, pour garder les passes des montagnes et tenir en respect les tribus hostiles, les troupes britanniques n'étaient nombreuses nulle part, et leur situation, à la fin de 1879, paraissait des plus difficiles.

Un soulèvement éclata au mois de janvier 1880; les Afghans insurgés s'emparèrent de *Ghazna*, et l'armée anglaise dut battre en retraite sur Djellalabad et Kaboul. Le ministère whig Gladstone désirait vivement mettre un terme à cette imprudente et dangereuse expédition d'Afghanistan ; mais encore fallait-il que l'honneur de la Grande-Bretagne et ses intérêts fussent saufs. Yakoub, soupçonné de complicité dans le massacre de l'ambassade Cavagnari, avait été détrôné et retenu prisonnier à Peschawer. Avec qui traiter ? Abderrhaman-Khan, proclamé par une partie des chefs afghans, fit la paix avec les Anglais ; mais Ayoub-Khan, proclamé à Hérat par le parti national, marcha contre eux avec une nombreuse armée. Le 28 juillet 1880, il écrasa la colonne du général Burrows devant *Kandahar*, et assiégea dans la citadelle de cette ville le corps du général Primerose. Bombardée et affamée, la garnison résista pendant un mois. Elle fut enfin dégagée le 1er septembre par l'arrivée et la victoire du général Roberts. L'année suivante, c'est-à-dire en 1881, les Anglais évacuèrent l'Afghanistan. Le 27 juillet 1881, Ayoub-Khan, vainqueur d'Abderrhaman, s'empara de Kandahar ; mais il fut à son tour battu au même point le 22 septembre suivant, et obligé de s'enfuir en Perse.

Kachgarie et Dzoungarie. — Un nouvel État a existé récemment pendant douze ans au centre de l'Asie. Le pays de *Kachgar* et d'*Yarkand*, nommé encore *Haute Tartarie* ou *Turkestan oriental*, est borné à l'est par la Chine ; il est séparé au nord des possessions russes par les monts *Thian-Chan* (Montagnes Célestes) ; au midi, du Petit Thibet et de la vallée de l'Indus par le désert montagneux de *Karakoroum* (sable noir) ; à l'ouest, le plateau de *Pamir* (solitude) l'isole du bassin de l'Amou-Daria, qui y prend naissance dans le lac *Seri-Koul*. Les habitants de ce pays, musulmans et de la même race que les Turcs, après un siècle de servitude, s'affranchirent de la domination chinoise (1863-1865). Les Chinois en garnison à Kachgar se laissèrent mourir de faim plutôt que de se rendre, et le commandant de la citadelle la fit sauter en mettant le feu aux poudres avec les cendres chaudes de sa pipe. Un ancien lieutenant du Khan de Khokand, Mahommed-Yakoub, devenu maître de Kachgar, prit le titre d'*atalik ghazi* (champion de la foi) et se plaça sous la suzeraineté du sultan des Turcs. Les Russes s'empressèrent d'entrer en relations avec lui. Les Anglais ne voulurent pas rester en arrière de leurs rivaux. M. Forsyth, envoyé auprès de l'atalik ghazi, obtint pour l'Angleterre l'autorisation d'avoir une ambassade permanente à Kachgar (1873-1874). Son compagnon, le colonel Gordon, explora le plateau de Pamir ; il visita les bords de deux lacs, le *Grand Karakoul* au nord, et le *Petit Karakoul* au midi.

La population de la Kachgarie est d'environ 1.000,000 d'habitants. Elle a pour villes principales : Kachgar, Artoch, Yarkand, Sanju, Kargalik, Gusma, Yangi-Hissar, Khotan ou Iltchi, Karakach, Aksou, Tarfan. Ce pays n'a pas conservé longtemps une existence autonome. La Chine, réveillée de sa torpeur par les événements, envoya une armée pour soumettre ses anciens sujets. Mohammed-Yakoub, vaincu à plusieurs reprises, se suicida. Son fils Beg-Kulibeg ne put se maintenir, et le Céleste Empire rentra en possession de la Kachgarie (1877).

Au nord de la Kachgarie, et séparée d'elle par les monts *Thian-Chan*, se trouve la *Dzoungarie*, arrosée par le fleuve *Ili*, qui va se jeter au nord-ouest dans le grand lac *Balkhach*. La ville principale est *Kouldja*, sur l'Ili. Les indigènes du pays, soumis à l'empire chinois, s'insurgèrent contre lui en 1865. La Russie en profita pour annexer Kouldja en 1871. Elle était déjà maîtresse des bords du lac Balkhach, et elle a créé entre

le Syr-Daria et le lac Balkhach, autrement dit, entre Khokand et Kouldja, dans la vallée de la rivière *Tchou* et du lac *Issi-Koul*, la province de *Séméritché* (des sept rivières) avec la ville de *Vernoïé*. Toutefois les Chinois, victorieux de la Kachgarie, réclamèrent vivement depuis 1878 la restitution de Kouldja. En vertu d'un traité récemment conclu, la Chine a repris possession de la partie du territoire qui borde la rive droite de l'Ili, et la Russie s'est réservé en toute propriété la partie méridionale du pays et les passages des Monts Célestes, qui lui permettent de commander militairement le bassin du Tarim et toute la Kachgarie.

Province transcaspienne de la Russie.—A l'autre extrémité du Turkestan, à la suite de l'invasion anglaise en Afghanistan, les Russes, pour ne pas rester en arrière, envoyèrent par la Mer Caspienne et l'embouchure de l'Atrek une expédition chargée d'occuper *Abiwerd*, à l'ouest de Merv, à mi-chemin entre Khiva et Hérat. Le 28 août 1879 (vieux style[1]), ils furent repoussés à l'attaque de *Denguil-Tépé* par les Turkomans Tekkès. Mais le 12 janvier 1881, le général Skobeleff s'empara de *Geok-Tépé*. Un an après, au commencement de 1882, les Russes entrèrent en relation avec *Merv* sur le *Mourghab*, la ville sainte dont nul Européen, sauf un correspondant du *Daily News* en 1881, n'avait encore franchi le seuil : les Mervites, depuis la prise de Geok-Tépé, se sont inclinés devant la fatalité et font bon accueil aujourd'hui aux caravanes russes à destination de leur territoire ou en transit pour Bokhara. D'Askhabad, qu'un chemin de fer reliera bientôt à la métropole, les Russes commandent maintenant toute cette région de l'Asie centrale, qui deviendrait leur base d'opération en cas de guerre avec l'Inde anglaise. *Merv*[2] même a été annexée à la Russie en février 1884. Au mois d'avril suivant, elle a pris possession de *Sarakhs* plus au sud encore, sur la lisière du Turkestan, de la Perse et de l'Afghanistan, à l'est de Meschéd, au sud de Merv, au nord de Hérat. Sarakhs a été cédée par la Perse.

Les Russes en Chine, sur les bords du fleuve Amour (1858). — Les progrès des Russes ont été également rapides

1. Notre 1er janvier 1880 correspond, dans le calendrier russe, au 20 décembre 1879.

2. La fertilité de l'oasis qui entoure Merv est célèbre en Asie. Un proverbe local dit : « Sème un grain pour en récolter cent. » Le sorgho et le blé y viennent en abondance. C'est là que dans l'antiquité le roi de Syrie Antiochus Soter avait bâti *Antiochia Margiana*.

dans l'Asie orientale. En 1688, sous Pierre le Grand, *Kiachta* fut désigné comme lieu de commerce entre la Sibérie et l'empire chinois. Sous le règne de Pierre II, la Russie reçut l'autorisation d'envoyer des ambassades en Chine. En 1852, elle obtint un second marché à *Sémipalatinsk*, sur l'Irtych, qui passe à Omsk et à Tobolsk. Six ans après fut signé un traité qui autorisait les Russes à entretenir une ambassade permanente à Pékin, à voyager avec des passeports dans l'intérieur de l'empire chinois et à y exercer librement le christianisme (1858).

En même temps la Russie se fit céder tout le pays situé au nord du fleuve Amour ou Sakhalian depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'Oussouri. A partir de ce confluent, la frontière devait désormais remonter l'Oussouri jusqu'à sa source, pour aller ensuite rejoindre la mer vers la Baie Victoria, en face du Japon. Les Russes acquéraient d'un trait de plume deux cents lieues de côtes, avec les deux ports importants de *Nicolaïeswk*, à l'embouchure du fleuve Amour et d'*Alexandrowsk* au sud de ce fleuve. La grande île *Sakhalian* ou de *Tarrakaï*, en face de cette côte, à été cédée par le Japon à la Russie. Depuis ces acquisitions, les Russes ont, en face de l'Amérique et au nord de la Chine, une position d'une importance capitale, au point de vue stratégique aussi bien qu'au point de vue commercial (mai 1858). La capitale actuelle de cette région est *Khabarovka*, sur l'Amour, en aval du confluent de l'Oussouri. Le port russe le plus méridional sur le Pacifique est *Vladivostok*, au nord de la Corée.

Les Anglais et les Français en Chine (1857-1860). **Ouverture de ce pays aux Européens**. — Les Anglais, eux aussi, avaient entrepris en Chine une nouvelle expédition; mais cette fois ils n'étaient plus seuls comme en 1842 : ils étaient alliés avec la France. Les Chinois, en 1844, avaient signé un traité qui étendait aux Français les droits accordés l'année précédente aux sujets britanniques et permettait le libre exercice du catholicisme dans l'intérieur de l'empire; mais le nouvel empereur Y-Ching viola les traités conclus avec les Européens. Dans les derniers mois de l'année 1857, une flotte anglo-française s'empara de *Canton* et fit prisonnier le vice-roi de cette ville, qui fut envoyé à Calcutta, où il mourut. L'année suivante, elle força l'entrée du *Peï-ho*, sur le golfe de Pé-tchi-li, et s'empara de *Tien-tsin*. C'est là que lord Elgin, le baron Gros, les ambassadeurs des États-Unis et de Russie signèrent les

traités qui ouvraient la Chine aux Européens et aux Américains : la liberté du commerce et la liberté religieuse étaient proclamées. Une indemnité de 30 millions était accordée (juin 1858).

Le traité fut violé aussitôt que conclu, et quand les ambassadeurs se présentèrent l'année suivante à l'entrée du Péï-ho pour aller échanger les ratifications, ils y furent accueillis à coups de canon. On n'avait pas de moyens d'attaque suffisants. Une tentative de débarquement sur un sol fangeux échoua et coûta cinq cents hommes aux assaillants (juin 1859).

Une nouvelle expédition en Chine fut alors entreprise par les Anglais et les Français, sous le commandement des généraux sir Hope Grant et Cousin-Montauban ; elle fut signalée par la prise des forts de *Takou* (20 août 1860), les batailles de *Tong-tchéou* et de *Palikao* (18-21 septembre), et la destruction du *Palais d'Été*, qui fut pillé et livré aux flammes. Le prince Kong, frère de l'empereur, demanda aussitôt la paix. Lord Elgin et le baron Gros, accompagnés de 4,000 soldats anglo-français, entrèrent dans Pékin au son de la musique militaire. Les traités conclus en 1858 à Tien-tsin furent ratifiés (24-25 octobre 1860). Depuis cette époque, la Chine a changé deux fois de souverain. Le prince Kong, régent pendant la minorité de son neveu Toung-chih (août 1861), parut se montrer bien disposé à l'égard des étrangers. Aucun obstacle ne fut plus apporté au commerce des Européens et des Américains avec le Céleste Empire.

Révolte des Taè-Ping (1849-1864). — La principale cause qui avait livré la Chine à peu près sans défense à l'invasion étrangère, c'était la révolte des *Tchang-Mao* (*rebelles aux longs cheveux*) ou *Taè-Ping* (*partisans de la Grande Paix*). Elle avait éclaté vers 1849 dans le sud de l'empire, et elle dura quinze ans. Le chef ou empereur des Taè-Ping, Rong-Sieou-Tsien, avait commencé par être maître d'école. Il prétendait être « le frère de Jésus-Christ », dans l'espérance de gagner à sa cause les chrétiens indigènes. On put croire un instant, quand les Taè-Ping eurent pris Nanking en 1853, l'existence de la dynastie mandchoue en péril. Mais les rebelles déshonorèrent leur cause par d'odieuses cruautés. Après la signature des traités de 1860, sur la demande du prince Kong, des officiers Européens autorisés par leurs gouvernements prirent du service dans les armées impériales ; l'un d'eux, l'amiral français Protet, fut même tué à leur tête, un autre, M. Prosper

Giquel, obtint de grands succès dans le Tche-Kiang et fut plus tard (en 1867) le créateur de l'arsenal de Fou-Tcheou. Enfin les Taè-Ping furent vaincus. Rong-Sieou-Tsien s'empoisonna le 30 juin 1864. Le 19 juillet de la même année, Nanking fut pris, et 100,000 rebelles périrent.

C'est dans la lutte contre les Taè-Ping que commença la célébrité de « *Gordon le Chinois* ». Né en 1833, et officier du génie dans l'armée anglaise, Gordon avait fait en cette qualité les campagnes de Crimée et de Chine (1860). Les négociants européens de Chang-Haï, mal protégés contre l'insurrection par le gouvernement chinois, avaient levé à leurs frais au corps de 5,000 hommes, commandés d'abord par deux Américains, puis par Gordon, et qui, à cause de ses succès, reçut le nom pompeux de « *l'armée toujours victorieuse* ».

Le gouvernement chinois eut ensuite à vaincre un immense soulèvement des musulmans du Chen-si, qui commença en 1860 à Roua-Tcheou. L'empereur Toung-chih mourut en 1875 en laissant un fils mineur, qui lui succéda sous le nom de Kuang-su, et le prince Kong redevint régent.

Relations fréquentes avec l'Europe. — Les relations des Européens et des Américains avec la Chine deviennent chaque jour plus fréquentes. La ville anglaise de *Victoria*, fondée en 1842 dans l'île de *Hong-kong*, près de Canton, compte aujourd'hui 125,000 habitants ; elle est le principal entrepôt du commerce européen avec la Chine méridionale. Le grand port de *Chang-Haï*, près de Sou-tchéou, sur le Hoang-Pou, affluent du Yang-tseu-Kiang, joue le même rôle pour le commerce des régions centrales du Céleste Empire ; beaucoup d'Anglais, d'Américains et de Français habitent cette ville. De 1868 à 1874, des constructeurs européens ont fait construire pour le compte du gouvernement chinois 15 navires à vapeur. Parmi les explorateurs les plus heureux de l'empire Chinois, citons le Père Huc, qui visita le Thibet et la Chine (1839-1844)[1] ; M. l'abbé David, missionnaire lazariste et naturaliste, qui visita Pékin en 1861, la Mongolie en 1866, le Thibet en 1868, enfin, en 1872, le Chan-su ; le colonel russe Prjévalski, qui a visité la Mongolie chinoise et le Koukhou-noor en 1873, le Thibet et les bords du Fleuve Jaune en 1879-1880 ; le comte hongrois Biela-Szechenyi, qui a parcouru le Thibet et la vallée

1. Au moment où un autre voyageur français, Victor Jacquemont, mourait à Bombay après avoir exploré l'Hindoustan pendant quatre ans (1828-1832).

de l'Iraouaddy en 1880; le capitaine anglais Gill, qui de 1876 à 1877 a parcouru la Chine et la Birmanie. Un premier chemin de fer fut ouvert en Chine dans la banlieue de Chang-haï en 1876, mais détruit l'année suivante par ordre du gouvernement. La Chine a pris une part importante à l'exposition universelle de 1878 : les commerçants du Céleste Empire y ont exposé des meubles de luxe, des étoffes précieuses, des objets d'art ingénieusement sculptés, des jouets, etc., dont la vue a montré que, pour la patience et l'adresse, les artisans et les artistes chinois peuvent rivaliser avec les Européens.

Activité des Chinois. — C'est depuis la guerre de 1860 seulement qu'on a pu pénétrer dans l'intérieur de la Chine et acquérir des notions précises sur la civilisation de ce pays. Auparavant, on savait que là s'était fondé, à une époque extrêmement reculée, un empire qui est aujourd'hui le plus peuplé du monde. On voyait avec étonnement d'innombrables émigrants chinois arriver à Bornéo, à Sumatra, aux Philippines, en Australie, à Singapour, aux îles Sandwich, en Californie, actifs et souples comme les juifs dans l'ancien monde, se chargeant de tous les petits métiers dédaignés par les habitants du pays, détestés partout des indigènes, et néanmoins s'imposant, au point qu'il devenait impossible de se passer d'eux. Toutefois on reprochait à la Chine d'être isolée et stationnaire. La première allégation était irréfléchie, car « la distance de Pékin à Paris étant la même que celle de Paris à Pékin, on pourrait avec autant de raison dire à la Chine que nous avons vécu isolés dans un coin du monde. » (Joseph Ferrari, *La Chine et l'Europe*.) La seconde ne tient pas devant un examen plus sérieux. Aujourd'hui on commence à mieux connaître l'*Empire du Milieu*[1].

Éclat de la civilisation chinoise : unité de langue et de législation ; rôle de l'État ; égalité sociale. — Cette immense contrée renferme environ 500 millions d'hommes, population plus considérable que celle de l'Europe entière[2], réunie en un seul État, parlant la même langue, gouvernée par une même législation. Cette unité s'explique d'abord par la géographie :

1. L'Empire du Milieu ou Céleste Empire est subdivisé en cinq parties : 1° la *Chine*; 2° la *Mandchourie*; 3° la *Corée* (autrefois tributaire); 4° la *Mongolie*, qui comprend le pays des *Ordous*, celui des *Khalkhas*, celui des *Kalmouks Dzoungares* et le *Khoukhou-noor*; 5° le *Thibet*.

2. 404,946,514 pour les 18 provinces de la Chine propre, d'après M. Élisée Reclus, et 12,000,000 pour la Mandchourie.

tandis que l'Europe est creusée par des mers (Méditerranée, Noire, du Nord, Baltique), découpée en presqu'îles et en îles (Crimée, Grèce, Italie, Sicile, Espagne, Suède et Norwège, Danemark, Grande-Bretagne, etc.), la Chine propre forme une seule masse compacte, une plaine arrosée par des fleuves parallèles, et qui mesure du sud au nord six cents lieues (en ligne droite, du 20e au 42e degré de latitude nord), de l'ouest à l'est quatre cent cinquante (du 100e au 118e degré de longitude est). Elle s'explique encore par l'histoire : la nécessité de résister aux pasteurs nomades du nord et de l'ouest, Tartares, Mongols, Mandchoux, dut obliger de bonne heure les habitants de la Chine à se serrer, à se grouper les uns contre les autres, pour former un bloc plus massif et plus solide[1].

Le gouvernement chinois se charge de la nourriture des pauvres, surveille les progrès de l'agriculture, contrôle, en vue du bien public, l'usage auquel le propriétaire destine le sol qui lui appartient[2] ; en un mot, intervient dans tout. « Le peuple a-t-il froid, c'est moi qui en suis cause ; a-t-il faim, c'est ma faute ; tombe-t-il dans quelque crime, je dois m'en regarder l'auteur. » Telles sont les paroles que le *Chouking* met dans la bouche de Yao, l'un des premiers empereurs, contemporains des rois pasteurs d'Égypte, vingt siècles avant notre ère. On ne connaît en Chine ni castes, ni distinctions de naissance, ni privilèges héréditaires. Dès la première dynastie, on trouve la loi agraire : la terre est divisée par portions égales entre toutes les familles, avec l'obligation de la cultiver, moitié individuellement pour leur compte, l'autre moitié en commun pour le compte de l'État. Des lois analogues se retrouvent au début de chaque dynastie.

Gouvernement des lettrés. Le Tribunal de l'Histoire. — Tous les emplois, toutes les charges, toutes les dignités, depuis la plus humble jusqu'à celle de mandarin et de ministre, sont donnés au concours, par voie d'examen, après une série d'épreuves. Tandis que dans l'Occident les civilisations les

1. C'est la même raison qui a fait construire la Grande Muraille. Elle fut élevée à partir du troisième siècle avant notre ère par l'empereur Hoang-ti sur une longueur de 500 lieues ; elle avait de 20 à 25 pieds de hauteur. Elle était protégée de distance en distance par des forts, que gardaient des colonies de soldats-laboureurs, analogues aux *régiments-frontières* établis autrefois par l'Autriche pour garder les bords du Danube et de la Save contre les Turcs.

2. Les principaux produits de l'agriculture et de l'industrie chinoises aujourd'hui exportés sont : le thé, le riz, le maïs, la soie, la porcelaine, les meubles de luxe.

plus anciennes ont à peine une durée de mille ans et sont soumises à une instabilité perpétuelle, la tradition historique des Chinois s'étend sans interruption sur une durée de quarante siècles, remplie par vingt-deux dynasties. Ils ont découvert l'imprimerie cinq siècles avant nous; leur philosophie, celle de Confucius[1] existe depuis deux mille cinq cents ans; leur religion, celle de Fô ou Bouddha, depuis deux mille ans[2]. La collection des meilleurs ouvrages chinois, décrétée vers 1790 par l'empereur Kien-long, devait comprendre 180,000 volumes; un homme qui en lirait un par jour n'en viendrait pas à bout en cent ans. Pour assurer la perpétuité de la tradition, ils avaient créé un *Tribunal de l'Histoire*, composé de hauts fonctionnaires chargés depuis un temps immémorial d'enregistrer tous les événements. Afin d'assurer leur entière impartialité et de la soustraire aux influences du jour, leurs livres n'étaient pas livrés au public ni même connus du souverain. On les jetait feuille par feuille dans un coffre immense, qui n'était ouvert qu'après l'extinction de la famille régnante[3]. « Le règne de la science, de l'égalité et du mérite, avec une langue universelle et une législation uniforme, voilà donc les avantages de la Chine. » (J. FERRARI.)

1. Les deux grandes écoles philosophiques de la Chine sont celles de Lao-tze et de Confucius. Lao-tze est né l'an 604 avant notre ère. Son principe est celui de la liberté. Suivant lui, il faut que l'État n'intervienne en rien dans les affaires des particuliers, que tout soit laissé à l'initiative de chacun, en un mot, que « la prospérité générale soit confiée à la liberté du peuple et aux intérêts des individus ». La doctrine de Confucius (né en 550, mort en 479 avant notre ère) représente le principe opposé, celui de l'autorité, de la tradition : il veut voir l'État jouer dans la nation le rôle du père dans la famille. Tout doit être soumis, d'après sa doctrine, à des règles, à des lois immuables. Une hiérarchie de savants, de philosophes, remplissant les diverses fonctions publiques et formant une pyramide au sommet de laquelle siège l'empereur, tel est son idéal, que la Chine a réalisé.

2. Son fondateur, Bouddha ou Çakyamouni, naquit dans l'Inde six siècles avant notre ère. Sa religion, ou plutôt sa philosophie, que le temps et l'imagination transformèrent en religion, était une réaction contre les cultes naturalistes de l'antique Hindoustan. Au régime des castes et de l'inégalité brahmanique, Bouddha opposait le principe de la fraternité humaine. Il se prononçait contre le mariage, exhortait les hommes aux mortifications, à l'anéantissement des sens, exaltait la douleur, recommandait la vie cénobitique et la contemplation. Chassé de l'Inde et persécuté par les brahmines, le bouddhisme s'empara peu à peu de l'Indo-Chine, pénétra un siècle avant notre ère en Chine, où son fondateur fut connu sous le nom de Fô, au Japon, à Ceylan et dans une grande partie de l'Hindoustan même. Il y a environ sept siècles que les *Dalaï-lamas* ou pontifes suprêmes de la religion bouddhique sont établis au Thibet.

3. Cet usage a cessé au moment de l'invasion des Tartares Mandchoux, qui ont fondé en 1644 la dynastie aujourd'hui régnante.

Défauts et vices de ce régime. Despotisme des souverains. — Par malheur, ces avantages ne sont que trop compensés par les inconvénients qui en résultent. En créant le plus grand des empires, les Chinois lui ont immolé toutes les libertés, et c'est seulement à cette condition qu'ils ont pu fondre tant de peuples hostiles en un seul. L'empereur est entouré d'une sorte d'auréole religieuse. On ne peut l'aborder qu'avec des cérémonies si difficiles à suivre dans leurs minuties compliquées, que le courtisan, le lettré, le mandarin, se trouvent toujours à ses genoux, à sa merci, dans les transes de la peur. « Quand l'empereur sort du palais, on ferme les boutiques, les profanes s'enfuient : c'est la foudre qui passe. »

La famille se modèle sur l'empire : le père est absolu comme le souverain. Il peut faire ce qu'il veut de ses enfants[1] : il est le maître absolu de ses femmes (la loi lui permet d'en épouser quatre). Elles vivent recluses dans l'intérieur des appartements, victimes d'un usage barbare qui leur tord les pieds pour les faire entrer dans des souliers d'enfant. Maître pendant sa vie, le père devient presque dieu après sa mort : son tombeau est un autel, devant lequel on célèbre chaque année sa mémoire[2].

Législation cruelle. — Les tribunaux chinois ne font point acception de personne : l'égalité la plus absolue règne devant eux. Mais la législation est atroce. Toute mécanique et extérieure, la loi pénale n'examine que l'acte et ne tient presque aucun compte des intentions de l'accusé.

Les châtiments sont avilissants ou affreux. La peine la plus ordinaire est le bâton. Elle s'applique à tous les délits sans exception ; personne ne peut s'y soustraire : il y a égalité devant le bambou comme partout ailleurs. Puis viennent, pour les crimes, la marque, le carcan, la décapitation, la strangulation, le supplice des couteaux, par lequel on coupe un homme en cent vingt-cinq morceaux. Les fonctionnaires pu-

1. On a pourtant exagéré la cruauté des Chinois envers leurs enfants. « Quant à moi, dit un des voyageurs contemporains les mieux informés, mon attention n'a jamais été attirée pendant mon long séjour en Chine, par la fréquence des infanticides ; et je crois, dans tous les cas, vu le chiffre énorme de la population de ce pays, qu'il pourrait sans désavantage supporter la comparaison avec tel pays de l'Europe que l'on voudrait. » (Léon Rousset, *A travers la Chine.*)

2. Voir les remarquables études de M. Eugène Simon, ancien consul en Chine, sur la famille chinoise et le travail chinois, dans la *Nouvelle Revue* (1883). Pour l'histoire intérieure de la Chine, consulter les 3 volumes de M. Boulger. *History of China* (W. H. Allen éditeur, Londres), récemment parus.

blics surtout sont sous le coup de la loi. Ils sont chargés de régner par la terreur : on commence par les terrifier eux-mêmes. Contre ce despotisme universel et écrasant, le Chinois n'a de recours que dans la mort : aussi nulle part le suicide n'est-il plus fréquent.

Le Japon. Sa situation; ses produits; ses villes les plus importantes. — Le Japon [1], ou, pour parler plus exactement, l'*Empire du Soleil Levant*, était, il y a un siècle, peut-être encore plus complètement inconnu des Européens que la Chine. Il compren d au centre la grande île de *Niphon* ou *Nippon*, au sud les îles *Sikokf*, *Kiousiou* et l'*archipel des îles Lieou-Kieou* : enfin, au nord, le *Hokkaido*, anciennement nommé l'île d'*Yéso*, considérée comme une colonie, et l'*archipel des Kouriles*. Ces différentes îles forment une courbe, dont la corde est tournée vers la Chine, et qui se rapproche, à l'une de ses extrémités, de la Corée, à l'autre, de l'île de Tarrakaï et du territoire acquis par les Russes à l'embouchure du fleuve Amour.

Le Japon est un pays découpé, montagneux, pittoresque, habité par un peuple intelligent, gai, vif, doux et curieux. Sa population s'élève à 36,357,212 habitants. Le climat est tempéré. Les productions principales sont le riz, les céréales, le thé, la soie, le coton, le tabac, le gingembre, les bois de construction, le papier, les laques, les porcelaines, les bronzes, les émaux, les ouvrages en bambou, en rotin, en ivoire, en écailles, des cuirs ouvrés, des peintures, des dessins, des poteries, des faïences, des écrans, des éventails, de l'encre de Chine, des pinceaux, du camphre, etc.

Niphon, la principale île japonaise, est traversée du nord au sud par une grande route nommée *Tokaïdo* [2]. La capitale,

1. La position des îles du Japon sur la côte de l'Asie est tout à fait analogue à celle des îles Britanniques sur la côte de l'Europe, de même que la presqu'île de Corée rappelle celle du Jutland, et la presqu'île de Kamtchatka celle de Suède et de Norwège. Très peu connue encore, la Corée forme une longue péninsule, montagneuse à l'intérieur, inclinée du nord-ouest au sud-est, et dont la superficie égale à peu près la moitié de la France. Les Chinois la nomment *Tchaosien* ou *Tsiosen* (sérénité du matin). La ville principale est *Han-Kiang* ou *Seoul* (capitale) sur le fleuve du même nom. On évalue la population à 8 ou 10 millions d'habitants. Autrefois sujet de la Chine, le souverain de la Corée paraît être aujourd'hui à peu près indépendant. Les Français en 1866, les Américains en 1871 ne purent obtenir l'entrée du pays. Plus heureux en 1876, les Japonais obtinrent le droit d'y trafiquer. Ils y ont fondé le comptoir de *Fousan*, sur la baie de *Tchaosian*.

2. « Cette route passe pour avoir été construite par le shogun Tycosama au

Tokio ou *Yédo*, est située par 35° 40′ de latitude nord, sur la côte orientale, au fond d'un vaste golfe formé par le Pacifique; elle est arrosée par le fleuve *Sumidagawa* et une multitude de canaux. Sa population est de 823,557 habitants, et, avec la banlieue, de 1,141,000. Elle contient le *Jiro* ou palais impérial, le célèbre *Nippon-bashi* ou pont du Japon, centre géographique de l'empire, à partir duquel on compte les distances à tous les points de l'île; le *Tsukiji*, ou quartier des étrangers, et le *Yoshiwara*, ou quartier des plaisirs. Les maisons sont basses, rarement munies de vitres; on les ferme avec des panneaux pendant la nuit. Près de *Yédo* se trouvent le lac *Hakoné*, dans la direction du sud-ouest, et un volcan éteint de 4,251 mètres de hauteur, le *Fusiyama*[1].

A environ 60 lieues au sud-ouest de Yédo, dans l'intérieur des terres et au sud du lac *Biva*, se trouve *Kioto*, l'ancienne *Miako* (capitale). Aujourd'hui bien déchue, cette ville a 239,425 habitants. Elle est arrosée par les rivières *Kanagawa* et *Katsuragawa*, affluent du *Yodogawa* (*gawa* signifie eau.)

Osaka, à peu près à 10 lieues au sud de Kioto, lui sert de port. Avantageusement placée sur un golfe, Osaka est encore arrosée par le *Yodogawa*, qui sort du lac Biva, situé au centre de l'île. C'est une ville très commerçante, avec 293,686 habitants.

L'île Kiousiou, la plus méridionale des grandes îles japonaises, renferme les trois ports de *Kagosima*, au sud, 200,000 habitants; *Koumamotou*, au centre, 300,000 habitants; *Nangasaki*, à l'ouest, 39,566 habitants[2].

Ouverture du pays aux Européens (1854-1858). — Au seizième siècle, les Portugais avaient été admis au Japon; mais, à la suite de troubles intérieurs, les chrétiens furent ex-

seizième siècle. Elle est large et bien établie. Entre Kanagawa, village le plus proche de Yokohama, et Yédo, elle a plutôt l'air d'une rue que d'une route : car, sur les 17 milles qui séparent les deux villes, il en existe à peine 3 où les maisons ne fassent pas une bordure continue. Elle est toujours fréquentée, et d'ailleurs, comme il n'existe pas au Japon de routes intermédiaires entre le Tokaïdo et les sentiers qui traversent la campagne, il n'y a rien d'étonnant que toute la vie et le trafic de l'empire suivent cette voie. » (A. D. Carlisle.)

1. Cette montagne, la plus haute de l'île, est considérée comme sainte : des milliers de pèlerins en font chaque année l'ascension.

2. Entre les trois grandes îles de Niphon au nord, Kiousiou au sud-ouest et Sikokf au sud-est, se trouve la *Mer Intérieure* du Japon ou *Suwo-Nada*. Elle est renommée pour la beauté de ses rivages; d'innombrables îlots la parsèment. Elle communique avec l'Océan, à l'ouest par le détroit de *Van de Capellen*, au sud par le détroit de *Bungo*, à l'est par le détroit de *Linschoten*.

terminés en 1637, et le Japon fermé aux Européens. Il n'y eut d'exception qu'en faveur des Hollandais[1]; encore étaient-ils internés sur l'îlot de Deshima, aux portes de Nangasaki, dans l'île Kiousiou, la plus méridionale de l'Empire. En 1851 les États-Unis envoyèrent au Japon le commodore Perry pour signer un traité de commerce; après trois ans de négociations (1851-1854), le taïkoun ouvrit les ports de Simoda et d'Hakodadi aux Américains. La même année les Anglais se firent accorder l'entrée des ports de Nangasaki et d'Hakodadi. La Hollande obtint des concessions analogues (1854).

En 1858, l'Angleterre, la France, la Russie et les États-Unis obtinrent la signature de traités stipulant les avantages suivants : libre accès dans les ports de *Kanagawa*, d'*Hiogo* ou *Kobe*, dans l'île de Niphon ; d'*Hakodadi*, dans l'île de Yeso ; de *Nangasaki*, dans l'île de *Kiousiou ;* droit pour les étrangers de s'établir dans ces villes, et de plus, à partir de 1862, à Yédo et à Osaka ; droit d'entretenir au Japon un ambassadeur et des consuls ; libre exercice du christianisme ; admission des monnaies étrangères ; libre commerce, moyennant un droit d'exportation de 5 p. 100. L'importation de l'opium était seule prohibée.

Fondation d'Yokohama (1858). — Dès 1858, les Européens obtinrent l'autorisation de fonder un comptoir près de Kanagawa, sur le golfe d'Yédo. Des négociants anglais jetèrent les fondements d'*Yokohama* (*à travers la plage*)[2]; sur-le-champ ils importèrent des marchandises anglaises et commencèrent à exporter de la soie, du thé, des éventails, des objets d'art. Les débuts de la colonie furent rudes. Les *daïmios* ou seigneurs japonais étaient hostiles aux Européens ; leurs clients ou *samurais* massacrèrent plus d'un étranger dans les limites mêmes des concessions. Plus d'une fois les canons des vaisseaux américains, anglais ou français durent tonner contre les forteresses des daïmios : mais le taïkoun se montrait plein de bonne volonté pour la colonie, et ses *yakunines* (fonctionnaires) escortaient partout les étrangers pour veiller sur eux.

1. C'est surtout par les travaux d'un Allemand au service de la Hollande, le médecin Siebold, que le Japon était connu avant d'être ouvert aux Européens. Né à Wurtzbourg en 1796, et mort en 1866, Siebold vécut longtemps à Java, visita le Japon à plusieurs reprises, et composa de nombreux ouvrages sur la langue, la géographie, l'histoire et la flore de ce pays.

2. Yokohama avait, en 1881, 63,048 habitants.

Le mikado[1], **le shogun ou taïkoun, les daïmios, les samurais.** — C'est avec le taïkoun, chef du gouvernement de Yédo, que les ambassadeurs étrangers avaient traité. On croyait à cette époque qu'il y avait simultanément au Japon deux souverains, un chef spirituel, le mikado ou *tenno*, et un chef temporel, le taïkoun, exclusivement chargé des affaires politiques. C'était une erreur. Le seul souverain officiel du pays était le mikado ou empereur; mais le mikado, résidant à Kioto, ville nommée aussi Miako ou capitale, n'était que le chef nominal de l'aristocratie des daïmios. Le plus puissant des daïmios était le shogun, improprement appelé taïkoun par les Européens. Depuis le douzième siècle, les shoguns s'étaient rendus héréditaires et emparés, au dépens du mikado, d'un pouvoir analogue à celui que les maires du palais possédaient en France sous les derniers Mérovingiens. Les shoguns résidaient à Yédo.

Chacun des daïmios possédait un grand territoire, une armée, une flottille, des châteaux forts, et s'entourait d'une troupe de samurais ou clients d'une noblesse inférieure, nourris par lui, et portant comme insignes deux sabres à leur ceinture. Ces samurais étaient braves, féroces, ennemis des étrangers. Le suicide était fréquent parmi eux, et ils se tuaient toujours de la même manière, en s'ouvrant le ventre. Les divisions religieuses s'ajoutaient aux divisions politiques. Deux cultes étaient en présence : le shintoïsme, ancienne religion du pays, dont le mikado était le chef, et le bouddhisme, importé de la Chine par la Corée. Il comptait une multitude d'adhérents, parmi lesquels le shogun. Le peuple était esclave, la législation tracassière, les pénalités impitoyables. Les condamnés à mort étaient décollés par le sabre, étranglés, crucifiés, transpercés par la lance, étouffés dans l'eau bouillante. Tuer un oiseau dans les fossés du palais du shogun était un crime capital.

Révolution de 1868. — Tout changea en 1868. Le 3 janvier de cette année, le prince de Satsuma, au nom du jeune mikado[2], et avec l'appui des trois princes de Choshin, Tosa, Hizen, parvint à chasser de Kioto les troupes du shogun; vainqueurs dans deux batailles décisives à *Fujuni* et *Yodo*, les

1. Les traditions japonaises font remonter la fondation de l'empire par Timmu-tenno à l'an 660 avant Jésus-Christ.

2. Le mikado Mut-su-hito ou Moutz-Hito, né en 1852, a succédé à son père Komei-Tenno en 1867.

partisans du mikado s'emparèrent d'Osaka et de Yédo. Le shogun fut réduit à la condition de simple particulier. Le mikado vint s'établir à Yédo en 1869, et cette ville est depuis désignée sous le nom de Tokio. Il fit rentrer sous son autorité l'île de Yéso, où le marin Enomoto, avec le capitaine français Brunet, instructeur dans les troupes japonaises, avait essayé d'établir à Hakodadi une république. L'année 1868 reçut le nom de *Meiji*. C'est l'ère nouvelle des Japonais : c'est à partir de cette date qu'ils comptent le temps. Ainsi 1884 est la dix-septième année du meiji.

La révolution qui venait de s'accomplir excita d'abord de grandes alarmes dans la colonie européenne de Yokohama. On croyait que l'ouverture des cinq ports aux Européens avait été la cause de la chute du shogun; le prince de Satsuma avait été regardé jusque-là comme l'ennemi le plus acharné des étrangers. Heureusement ces craintes n'étaient pas fondées. Le contraire de ce qu'on avait prévu arriva.

Vivement frappés par le spectacle de la civilisation européenne et américaine, beaucoup de conseillers du mikado étaient entièrement gagnés aux idées de progrès; ils se lancèrent dans la voie des réformes avec une ardeur fiévreuse.

Désarmement des daïmios et des bonzes. — Le mikado Mut-su-hito était en 1868 un jeune homme de seize ans; mais il eut pour ministre (à partir de 1871) des hommes intelligents et énergiques, MM. Sanjo, Kido, Okuma, Itagaki, Saigo, et surtout Iwakura Tomomi, ministre des affaires étrangères.

La guerre civile était à peine terminée que les princes de Satsuma, Choshin, Tosa et Hizen adressèrent au mikado une pétition pour lui offrir leurs territoires et leurs hommes de guerre. L'offre fut acceptée. Sans doute les chefs de la noblesse japonaise, en envoyant ainsi leurs soldats à Tokio, espéraient mettre auprès du mikado des surveillants, et gouverner sous son nom, en reprenant à leur profit le rôle du shogun déchu ; mais, s'ils s'étaient bercés de cette espérance, leur attente fut absolument trompée. Les soldats qu'ils avaient placés dans la capitale, dressés par des instructeurs européens, furent employés non contre les étrangers, mais contre eux-mêmes. Le 29 août 1871, les *Hans* ou fiefs des daïmios furent supprimés : la féodalité se trouva ainsi dépossédée. Les daïmios, aux termes de l'édit, devaient administrer, à titre de gouverneurs révocables, les domaines dont ils étaient aupara-

vant souverains héréditaires. Cette disposition a été depuis supprimée, et tous les gouverneurs sont maintenant nommés par le mikado et choisis non plus d'après leur naissance, mais d'après leur capacité. Les anciens daïmios, tout en conservant la faculté de voyager, ont dû fixer leur résidence ordinaire à Tokio. Le vasselage ou clientèle des samurais a été supprimé : les samurais ont dû déposer leurs sabres. Les privilèges pécuniaires sont abolis : l'impôt est payé par tout le monde. Le peuple a obtenu tous les droits qui étaient jusque-là le privilège des nobles. Tout le Japon a été divisé en 72 préfectures d'égale étendue.

Les prêtres bouddhistes, les bonzes, faisaient une opposition violente aux réformes. Leur nombre a été diminué, leurs dotations en terre en grande partie confisquées, leurs temples détruits ou convertis en édifices d'utilité publique; le célibat des bonzes n'existe plus.

Rapides progrès de la civilisation japonaise. — Une ligne télégraphique a été établie entre Tokio et Nangasaki. Le 12 juin 1872, en présence du mikado, le premier chemin de fer japonais a été inauguré entre Tokio et Yokohama, sur une distance de huit lieues. La même année, il y a eu une exposition de l'industrie à Kioto. Cette dernière ville a été, depuis, unie par un chemin de fer à Osaka. Des phares, des voies ferrées, des télégraphes, sont projetés ou en construction sur bien des points.

Le Japon possède une marine de guerre composée en partie de navires achetés aux États-Unis. En 1875 on a lancé à la mer le premier vapeur de guerre construit dans le pays. Un bâtiment japonais a visité Toulon en 1878. Le service militaire a été déclaré obligatoire. Artilleurs, fantassins, cavaliers, sont équipés, armés, habillés, exercés à l'européenne. Beaucoup de leurs instructeurs sont Français.

Un collège des langues étrangères a été créé : on y étudie le hollandais, le français, l'anglais, l'allemand, le russe. Un grand nombre de jeunes gens ont été envoyés, aux frais du gouvernement, pour s'instruire en Europe et en Amérique. Beaucoup sont à Paris et ont excité l'étonnement par la vivacité de leur intelligence, leur ardeur au travail, leur empressement à s'informer de tout, à vouloir tout examiner, tout comprendre. Des livres anglais, allemands, français, ont été traduits en langue japonaise par ordre du gouvernement, pour propager dans le pays les connaissances utiles. On a fondé des écoles

normales primaires. En 1875, la moitié des garçons et un cinquième des filles fréquentaient les écoles[1]. M. Boissonade, professeur à la faculté de droit de Paris, a été appelé en 1873 au Japon pour y rédiger un code de lois, et logé au palais du mikado. Un autre légiste français, M. Georges Bousquet, fut également à Tokio attaché pendant quelque temps au gouvernement.

Le Japon est en relations régulières : d'une part, avec l'Europe, par les paquebots des Messageries françaises, qui viennent de Marseille, par Port-Saïd, Suez, Aden, Pointe-de-Galle, Singapour, Hong-kong, Chang-haï, à Yokohama; de l'autre, avec l'Amérique, par les paquebots de la *Pacific mail steamship Company*, qui vont de San-Francisco à Yokohama et Hong-kong. Plusieurs ambassades extraordinaires japonaises sont déjà venues en Europe. Le ministre Iwakura était à la tête de l'une d'elles.

Aujourd'hui les usages et les costumes européens s'introduisent de plus en plus. Les tables et les chaises ont remplacé les nattes sur lesquelles on s'accroupissait. Les sandales de bois, les longues queues disparaissent : on ne se rase plus le devant de la tête. Le mikado, autrefois invisible dans son palais, et duquel on n'approchait qu'en se prosternant, voyage dans les différentes parties de l'empire et se montre en voiture, en habit noir, dans les rues de Tokio. L'ancien cérémonial a été aboli. Plusieurs journaux s'impriment au Japon, l'un d'eux en français. Les caractères chinois ont été remplacés par les lettres de l'alphabet romain. Un commerce important s'est établi entre le Japon et l'Europe. Le Japon a pris une part brillante à l'Exposition universelle de Paris de 1878: ses vases, ses laques, ses sculptures, ses objets d'art de toute espèce, remarquables par la délicatesse et le fini du travail, enfin sa ferme et ses jardins, attiraient en foule les curieux et les acheteurs.

Tels sont les principaux épisodes de cette merveilleuse révolution qui s'accomplit sous nos yeux au Japon. C'est un peuple qui passe brusquement du moyen âge au dix-neuvième siècle. Jamais transformation plus complète ne s'est accomplie en si peu de temps : gouvernement, état de la propriété, mœurs, lois, costumes, tout se modifie à la fois. Quelques appréciateurs

1. L'écriture a été introduite au Japon par les Coréens, environ un siècle avant Jésus-Christ.

chagrins prétendent que ces progrès sont trop rapides pour être profonds et durables. Rien n'est venu jusqu'à présent confirmer ces appréhensions. Une tentative d'assassinat sur la personne du mikado dans son palais par les bouddhistes a échoué (26 mars 1872). La mauvaise volonté des bonzes, des daïmios et des samurais, l'assassinat de quelques résidents européens, des essais d'insurrection vite étouffés, n'ont fait que redoubler l'énergie du gouvernement pour réprimer les mauvais vouloirs, assurer l'ordre et hâter les réformes. En dépit d'embarras financiers momentanés, un brillant avenir, tout porte à l'espérer, est réservé à cette jeune société japonaise, dont nous avons les sympathies, et qui mérite les nôtres[1].

Établissements français : conquête de Saïgon et de la Basse-Cochinchine (1858-1867). **Pondichéry**. — En Chine et au Japon, la France a obtenu l'ouverture des ports, le droit de libre circulation et de commerce ; dans l'Indo-Chine, elle a acquis une importante colonie.

L'empire d'Annam[2], qui forme la partie orientale de l'Indo-Chine, est borné à l'est et au sud par la Mer de Chine, au nord par l'Empire Chinois, à l'ouest par les royaumes de Siam[3] et de Cambodge. Il comprend la *Cochinchine* et le *Tonkin*, et il est arrosé par deux grands fleuves : au nord, le Song-Koï, qui passe à *Hanoï* ou *Kecho*, capitale du Tonkin ; au sud, le Mekong ou Cambodge, dont il possédait autrefois les embouchures. C'est sous Louis XVI, en 1787, que l'empire d'Annam entra pour la première fois en relations avec la France. A cette époque, Gialong, descendant des anciens souverains du pays, luttait depuis 1781 pour reconquérir sa couronne, usurpée en 1744 par les trois frères Tay-Son. Malheureux dans ses premières tentatives, et abandonné par le roi de Siam, qui avait d'abord été son allié, Gialong, par le conseil de l'évêque d'Adran, envoya une ambassade demander la protection de la France, à la-

1. Je dois la plupart des renseignements contenus dans ces passages à deux jeunes Japonais. L'un d'eux, M. Enomoto, est actuellement employé au ministère de la guerre de Tokio ; l'autre, M. Imamura, est l'un des membres les plus instruits et les plus obligeants de la colonie japonaise à Paris. J'ai mis également à profit *le Japon à l'Exposition universelle de* 1878, publié sous la direction de la Commission impériale japonaise.

2. L'empire d'Annam renferme environ 21 millions d'habitants. Il a pour capitale Hué et pour ville principale Hanoï dans le Tonkin.

3. Le royaume de Siam renferme environ 6 millions d'habitants. Il est arrosé par le fleuve Meïnam et a pour capitale Bangkok, avec environ 500,000 habitants.

quelle il promit de céder la baie de Tourane, sur la côte orientale de la Cochinchine. La Révolution française et les guerres maritimes qu'elle amena interrompirent les relations entre la France et l'Annam. Toutefois, grâce aux officiers français Olivier, Chaigneau, Vannier, Dayot, le roi Gialong reconquit, de 1792 à 1802, ses anciens États, y compris le Tonkin. Lorsque la Restauration, en 1817, voulut renouer les relations de la France avec l'Annam, et obtenir la baie de Tourane, Gialong répondit par un refus. Il mourut bientôt après. Son successeur Ming-Mang rompit avec les Européens, qui pour la plupart quittèrent le pays en 1823, et accepta l'investiture de la Chine pour s'appuyer sur elle contre les puissances de l'Occident.

Trente-cinq ans plus tard, le souverain annamite Tu-duc ou Hoang Nam, en persécutant les chrétiens, s'attira une guerre avec les Européens (1858). La lutte, commencée par les Espagnols et les Français réunis, fut continuée par les Français seuls. Au bout de quatre années, pendant lesquelles les amiraux Rigault de Genouilly, Charner, Bonnard, obtinrent de grands succès (1858-1862), Tu-duc, menacé dans Hué, sa capitale, signa la paix le 5 juin 1862 : il cédait à la France les trois provinces de *Saïgon*, *Bienhoa* et *Mytho*, payait les frais de la guerre, permettait l'exercice du christianisme dans ses États et ouvrait trois ports du Tonkin. Les provinces cédées à la France étaient vastes, fertiles et arrosées de nombreux cours d'eau ; les vaisseaux peuvent remonter jusqu'à Saïgon ; mais le climat, à la fois chaud et humide, est souvent malsain. La colonisation commença bientôt. Les produits principaux du pays sont : le riz, le coton, la soie, le sel et le poisson salé.

A l'ouest de la colonie, le vice-amiral Bonnard explora en septembre 1862 le delta de Cambodge, le lac Talé-Sap et les immenses ruines du temple d'*Ancor* [1]. Cinq ans après, du 18 au 24 juin 1867, la France acquit à l'embouchure du Cambodge les trois provinces de *Vinh-long*, *Chaudoc*, *Ha-tien*. La population de la Cochinchine française est de 1,592,202 habitants. *Saïgon*, située sur la rivière du même nom, compte 65,000 habitants, et, avec *Cholon*, la ville chinoise, qui en est une dé-

1. Quelques années après, en 1873, le lieutenant de vaisseau Delaporte, placé à la tête de la mission du Cambodge, fit dans cette région encore si peu connue, d'importantes découvertes. On a pu voir en 1878, à l'Exposition universelle de Paris, le modèle au dixième des portes de la citadelle d'Ancor-Tom, restitution par M. Delaporte, d'après son relevé des ruines encore existantes et les cotes de M. Ratte, ingénieur civil attaché à la mission.

pendance, 115,000. Le 20 novembre 1881, la Cochinchine française était appelée pour la première fois à nommer un député ; elle a élu M. Blancsubé. Un premier chemin de fer a été autorisé de Saïgon à Mytho. Le 16 juillet 1883, les communications télégraphiques ont été établies entre Saïgon et Bangkok ; elles ont été l'occasion d'un échange de démonstrations amicales entre la France et le gouvernement de Siam.

Dès 1863, Norodom, roi de *Cambodge*, s'est placé sous le protectorat français, sur une superficie d'environ 100,000 kilomètres carrés. Son royaume n'a guère que 1 million d'habitants. Sa capitale actuelle est *Pnom-Penh*, qui a remplacé *Oudong*.

La France possède encore en Asie, dans l'Hindoustan : *Pondichéry*[1] (48,000 habitants), *Karikal* et *Yanaon*, sur la côte de Coromandel ; *Mahé*, sur la côte de Malabar ; *Chandernagor*, sur l'Hougly, au nord de Calcutta, dans le Bengale. La population totale de l'Inde française est de 271,568 habitants. Le 14 octobre 1879 on a inauguré le chemin de fer qui met Pondichéry en communication avec le grand réseau anglo-indien.

Le capitaine de Lagrée et le lieutenant Garnier (1866-1873). — Le capitaine de frégate Doudard de Lagrée partit le 5 juin 1866 de Saïgon pour remonter le Cambodge. Il visita les ruines d'Ancor, explora le lac Talé-Sap, le Laos, vaste pays tributaire de Siam, dont la capitale est Luang-Prabang, atteignit la province chinoise de Yun-nan et mourut le 12 mars 1868 à Tongt-chouen-fou. Ses compagnons de voyage, sous la direction du lieutenant de vaisseau Francis Garnier, descendirent le Yang-tseu-Kiang et atteignirent Chang-haï, après avoir fait des découvertes immenses pour la géographie, l'ethnographie et le commerce.

Francis Garnier ne se laissa pas décourager par la mort de M. de Lagrée. Frappé de l'importance du commerce de la Chine méridionale, il avait résolu de lui ouvrir une nouvelle voie par la Cochinchine française, de faire de Saïgon la rivale de Chang-haï. La province la plus septentrionale de l'empire d'Annam, le Tonkin, est arrosée par le fleuve Song-Koï, qui prend naissance dans la province chinoise de Yun-nan, traversée elle-même par le Yang-tseu-Kiang, principale artère fluviale de la Chine. Garnier résolut de remonter successivement le

1. Pondichéry (*le beau village*) fondé en 1674 par le Parisien François Martin, qui mourut en 1706.

Yang-tseu-Kiang et le Song-koï, pour trouver des moyens pratiques de réaliser son rêve patriotique.

En 1873 il remonta le Yang-tseu-Kiang au delà de Woutchang et de Han-K'ou, derniers points ouverts à la navigation européenne dans l'intérieur de la Chine. Il explora le lac Tungting et remonta la rivière Yen-Kiang à travers un pays étrange rempli de cours d'eau qui fréquemment disparaissent sous la terre, semé de grottes, hérissé de montagnes pittoresques couvertes de pins, de palmiers, de glycines, de lianes, et qui produisent du thé, du riz, du maïs, de l'indigo, des fruits de toute sorte.

Pendant de temps, un négociant français, M. Dupuis, explorait le Tonkin et acquérait la certitude qu'il était possible d'ouvrir la voie commerciale désirée ; mais il rencontra de grands obstacles de la part des habitants soulevés. Envoyés par l'amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine, le lieutenant Garnier et l'enseigne de vaisseau Balny d'Avricourt, avec l'assentiment apparent du gouvernement annamite, au mois de novembre 1873, arrivent au Tonkin. La mauvaise volonté du vice-roi N'guyen-tri-Fuong empêchant l'accomplissement de leur mission, Garnier ne voulut pas laisser humilier le drapeau de la France. Aidé de M. Dupuis, à la tête de cent soixante-huit Français et Chinois, avec un courage héroïque, il attaque et prend d'assaut la forteresse de *Hanoï* (20 novembre). Quelques jours plus tard, Haï-Dzuong, l'une des places les plus fortes de l'extrême Orient, est conquise, après *Phu-ly* et *Huong-yen*, par Balny d'Avricourt. La conquête du Tonkin était accomplie en un mois par une poignée de Français. Malheureusement, le 21 décembre, Garnier et Balny d'Avricourt, attirés dans une embuscade sous les murs d'Hanoï, tombaient percés de coups. Garnier avait 35 ans, Balny d'Avricourt 24 ans. Garnier s'était distingué à la défense de Paris. La Société asiatique de Londres avait tenu à le compter parmi ses membres, dont le nombre est limité à cent. Le Congrès international d'Anvers en 1871 et la Société Géographique de Paris lui avaient décerné des médailles d'honneur.

Traité de 1874. Le Tonkin sous le protectorat français. — Depuis cette époque, aux termes du traité de Saïgon du 15 mars 1874, la France reconnaissait « l'entière indépendance du roi d'Annam vis-à-vis de toute puissance étrangère » (par conséquent de la Chine), elle lui promettait « son appui contre toute attaque », lui donnait des armes et plusieurs navires.

De son côté, le roi d'Annam s'engageait à « conformer sa politique extérieure à celle de la France », accordait la liberté religieuse dans ses États, et ouvrait au commerce étranger trois ports, *Haïphong* et *Hanoï*, au Tonkin, à partir de 1875, et *Kouinon*, au sud de Hué. Les Français pouvaient mettre garnison à Haïphong.

Le Tonkin, qui se trouvait ainsi placé sous la dépendance de la France, est la partie la plus peuplée et la plus fertile de l'Annam. Le nom de *Tonkin* signifie *Capitale de l'Orient*, comme celui d'*Annam*, *Sud pacifique*. Le *Song-koï* ou *Fleuve Rouge*, qui traverse cette région, à sa sortie de la province chinoise de Yun-nan, à *Laokay*, à 150 lieues de la mer, a déjà 100 mètres de large. Il passe, en entrant dans le Tonkin, dans un pays de forêts et de montagnes. Ses eaux sont rapides, mais souvent peu profondes. Il reçoit à droite le *Song-bö* ou *Hé-ho* ou *Du-Giang* ou *Rivière Noire*, qui a 800 mètres de large à son embouchure, et à gauche, après avoir formé un coude brusque, le *Tsin-Ho* ou *Rivière claire*. A la hauteur de son confluent avec la Rivière claire, le lit du fleuve a près de 2,000 mètres de large ; mais il est obstrué par un banc de sable, qui une partie de l'année le divise en deux bras séparés par une grande île. A 37 lieues de la mer, le Fleuve Rouge forme un vaste delta, dont les bras principaux sont le *Song-koï* proprement dit au nord-est, et le *Song-hat* ou *Day* au sud-ouest. A l'orient du Song-koï coule un autre fleuve indépendant, le *Song-Cau*, qui lui est d'abord à peu près parallèle et qui vient ensuite se mêler à la partie est du Delta sous les noms de *Thaï-Binh* pour le bras droit, et pour le bras gauche, de *Song-tam-bac* (ou de *Cam* pour la partie la plus voisine de la mer). Deux canaux, le *Canal des Rapides* ou de *Bac-Ninh* au nord, celui de *Thaï-Binh* au midi, unissent le Song-koï et le Song-Cau. Le pays produit surtout du riz, du coton, du thé, du tabac, la canne à sucre, la patate, le mûrier, le ricin, l'indigo, la gomme, le bétel, le bambou, du bois, des fruits ; il renferme du fer, de la houille, du plomb, de l'argent et de l'or ; il exporte du coton, des soieries, des meubles sculptés, des laques, des incrustations sur nacre.

La capitale, *Hanoï* (*au milieu des rivières*) ou *Kecho* (*le marché*), sur la rive droite du Song-koï, renferme environ 120,000 habitants. Elle est entourée de lacs, d'étangs, et de terrains inondés où l'on cultive le riz. Elle possède une citadelle qui a 6 kilomètres de développement, construite au dix-huitième

siècle par Olivier et d'autres officiers français au service de Gialong. Les autres villes sont : *Song-taï* et *Hong-hoa* en remontant le Song-koï au nord d'Hanoï ; *Hung-Yen* et *Nam-Dinh* en descendant le même fleuve au sud d'Hanoï ; *Haï-Dzuong* au sud-est, et *Bac-ninh* au nord-est d'Hanoï. A une plus grande distance de la capitale, il y a encore : dans la région maritime, *Haï-Phong*, le port marchand le plus fréquenté, et *Quang-Yen* à l'est du delta, *Ninh-binh* au sud, et *Tanh-hoa* au sud-ouest ; dans la région des montagnes, au nord, du côté de la Chine, *Tuyen-quang*, sur la *Rivière claire ; Thaï-Nguyen* et *Cao-Banc* sur le *Song-Cau ; Lang-son*, sur un affluent oriental du Song-Cau.

Expédition du commandant Rivière au Tonkin (1882). — Par malheur Tu-duc n'était pas sincère. Il avait subi le traité de 1874 avec l'intention de ne pas l'exécuter, et sa résistance était encouragée par la Chine. Le Gouvernement chinois se prétendait le suzerain de l'Annam ; la cour de Hué envoyait, en effet, à intervalles réguliers, des présents, et, si l'on veut, un tribut à celle de Pékin ; quant au lien de vassalité par lequel elle lui aurait été rattachée, suivant les circonstances et ses intérêts, elle les niait ou les affirmait, s'abritant tour à tour derrière la volonté chinoise ou s'en déclarant indépendante. Le pays était d'ailleurs infesté par une multitude de pirates et de contrebandiers nommés *Pavillons Noirs* [1], *Pavillons Jaunes* et *Pavillons Blancs*, qui faisaient entre la Chine et le Tonkin la contrebande de l'opium et des armes. Il y avait parmi eux des Annamites, des Chinois, et même, dit-on, des Européens. Le gouvernement annamite était leur complice. Le trafic était impossible sur le Fleuve Rouge.

Le commandant Rivière [2], parti de Saïgon le 26 mars 1882 pour aller relever au Tonkin le drapeau de la France, remonta le Song-koï, débarqua devant Hanoï le 3 avril, et prit cette ville d'assaut le 25. Menacé par les Chinois, les Annamites et

1. Les Pavillons Noirs furent à l'origine d'anciens *Taè-Ping* qui, en 1864, après la victoire définitive du gouvernement chinois contre l'insurrection à laquelle ils avaient pris part, se réfugièrent, avec leur chef Liou-Yuen-Fou, dans la région montagneuse et d'accès difficile située au sud de la Chine et au nord du Tonkin, autour de la ville de *Tien-tu-chang*, leur capitale.

2. Henri-Laurent Rivière était né à Paris le 12 juillet 1827. Admis à l'école navale en 1843, enseigne en 1849, lieutenant de vaisseau en 1856, capitaine de frégate en 1870, et capitaine de vaisseau en 1879, à la suite de la part active qu'il prit cette année-là à la répression de l'insurrection canaque, le commandant Rivière était aussi un littérateur brillant.

les Pavillons Noirs, il se maintint avec une poignée d'hommes au centre du pays. Enfin, ayant reçu quelques renforts au mois de février 1883, il prit d'assaut *Nam-dinh* et *Bing-ay*. Le représentant de la France à la cour de Tu-duc, le commandant Rheinard, n'étant plus en sûreté à Hué, dut quitter cette ville.

Traité avec la Chine (1882). **Il est désavoué** (1883). — En France pourtant, on hésitait à envoyer des forces plus considérables au Tonkin. Était-il prudent, disaient les adversaires de l'expédition, de se lancer dans une entreprise coûteuse, difficile, lointaine, qui nous mettrait en guerre avec les Annamites, peut-être avec la Chine, serait mal vue des Anglais, et userait nos forces indéfiniment pour des avantages problématiques? D'ailleurs, le ministre de France en Chine, M. Bourée, avait entamé avec le gouvernement du Céleste Empire des négociations dont il convenait, ajoutaient-ils, d'attendre la fin. Il signa le 28 novembre 1882 avec le vice-roi de Pe-tchi-li un traité qui plaçait sous la surveillance de la Chine la partie du Tonkin située sur la rive gauche du Song-koï, et sous la surveillance de la France la partie située sur la rive droite; de plus, la suzeraineté chinoise sur le Tonkin était implicitement reconnue; la France renonçait à toute annexion ultérieure; l'état de choses actuel devait être maintenu sous la double garantie de la France et de la Chine. C'était, dirent les partisans d'une action plus décidée, une sorte de protectorat à deux, gros d'embarras, de périls et d'équivoques pour l'avenir, qui mettait la France entre l'enclume et le marteau. Le traité fut désavoué, M. Bourée rappelé et remplacé par M. Tricou (1883), qui ne put traiter à des conditions acceptables.

Mort du commandant Rivière (1883). — Sur ces entrefaites arriva en Europe une désastreuse nouvelle. Bloqué dans Hanoï, avec une garnison insuffisante, par les Pavillons Noirs et leur chef Lu'u-vinh Phu'oc, le commandant Rivière voulut faire une sortie à la tête d'une petite troupe le 19 mai 1883. Assaillis à bout portant sur une route étroite bordée de bambous, fusillés par un ennemi à couvert, les Français durent battre en retraite. Rivière fut tué, et le commandant Berthe de Villers mortellement blessé, avec plusieurs officiers et beaucoup de marins et de soldats, en ramenant les canons, non loin de l'endroit où avaient péri Garnier et Balny d'Avricourt.

Traité de Hué avec l'Annam (25 août 1883). — Des renforts furent aussitôt expédiés de Saïgon et de France au Tonkin. Le contre-amiral Courbet fut nommé au commandement de

la division navale des côtes du Tonkin, le général Bouet au commandement des troupes, et l'on résolut de prendre vigoureusement l'offensive au Tonkin même. et au cœur de l'empire d'Annam, en attaquant le souverain dans sa capitale même, à Hué. Le roi Tu-Duc venait d'y mourir (20 juillet 1883). Né en 1830 et second fils du roi Tien-Tri, il avait succédé à son père en 1847. Avant de mourir, il avait choisi pour successeur son neveu N'guyen-Ung-Aï, qui fut en effet proclamé sous le nom de Du-Duc. Mais son règne ne dura que deux jours. Sur la proposition de son aïeule, qui était aveugle depuis longtemps, le *Trieu-Dinh* ou *Conseil des censeurs* déposa Du-Duc et le remplaça par son frère adoptif Tan-Lan, qui fut proclamé sous le nom de Diep-Hoa (concorde et paix). Il était âgé de 37 ans.

Un mois après l'avènement de Diep-Hoa, l'escadre du contre-amiral Courbet arrivait à l'embouchure de la rivière de Hué, dans la *Baie de Chou-Maï*. Pour pénétrer jusqu'à la capitale annamite, il fallait franchir la barre de *Thouan-ane*, qui n'a que 3 mètres de profondeur; ensuite on se trouvait dans le fleuve même, large de 350 mètres, mais dont l'entrée est défendue par des forts et deux barrages, puis, à 8 kilomètres par la ville de *Thuan-Phoc*, l'île de *Daïdo;* on rencontre enfin la ville de *Hué*, construite au siècle dernier par le colonel français Olivier, à 20 kilomètres de la mer. Du 18 au 20 août les forts situés à l'embouchure furent bombardés; le 20, le débarquement s'opéra; les forts des deux rives furent occupés. Alors les Annamites terrifiés cédèrent. M. Harmand, commissaire général civil de la République au Tonkin, remonta le fleuve jusqu'à Hué avec une escorte, et y signa la paix aux conditions suivantes: Reconnaissance du protectorat français sur l'Annam et le Tonkin; annexion à la Cochinchine française de la province la plus méridionale de l'Annam, celle de Din-thuan; remise aux Français de toutes les douanes et du contrôle sur les finances annamites; occupation permanente des forts de Thouan-ane et des lignes de Voung-khioua qui commandent les communications entre le Tonkin et l'Annam (25 août 1883).

En signant ce traité, le gouvernement de Hué était-il sincère? La Chine, qui se prétendait sa suzeraine, comme la Turquie du bey de Tunis, ratifierait-elle la convention signée par son vassal? Les fonctionnaires annamites au Tonkin, invités à se soumettre aux Français et à séparer leur cause de celle des Pavillons Noirs, obéiraient-ils aux ordres envoyés de Hué

par un gouvernement qu'ils regardaient comme n'étant plus libre? La réponse à ces questions dépendait des opérations militaires au Tonkin. On y avait été moins heureux qu'à Hué même. Sans doute la garnison de *Nam-Dinh*, commandée par le lieutenant-colonel Badens, avait repoussé les Annamites dans une sortie vigoureuse (19 juillet); mais quand, les premiers renforts reçus, le général Bouet voulut prendre l'offensive, malgré l'appui de la flottille, on se heurta à des obstacles imprévus. Une tentative de marche en avant d'Hanoï vers Song-Taï échoua devant la résistance des Pavillons Noirs retranchés à l'abri de haies de bambous et de fortifications qui barraient la route, et le débordement du Fleuve Rouge contraignit les Français à la retraite (15-16 août). Le colonel Brionval s'empara le 22 août d'*Haï-Dzuong*, à l'est d'Hanoï, et y prit 150 canons. Mais une nouvelle tentative du général Bouet sur Song-Taï les 1er et 2 septembre, malgré l'élan des troupes, qui passèrent dans l'eau jusqu'à la poitrine et enlevèrent la position de *Pallan* à la baïonnette, demeura encore sans résultat. Le général Bouet rentra en France et fut remplacé par le colonel Bichot. On resta quelque temps sur la défensive.

Cette prolongation de la lutte encourageait le gouvernement de Pékin à tenir bon. Les négociations entamées en Chine par M. Tricou n'avançaient pas. A Paris, le langage du marquis de Tseng devenait plus hautain. Il était évident que les Pavillons Noirs étaient armés et soldés par la Chine et soutenus par les troupes régulières chinoises. A Hué même, une révolution éclatait. Le 2 décembre Diep-Hoa, qui avait signé le traité du 27 août avec la France, fut renversé, empoisonné sans doute par les mandarins du parti chinois et remplacé par son neveu Meïnen, âgé de quinze ans, sous le nom de Kien-Phuoc. Toutefois le nouveau gouvernement n'osa point rompre ouvertement le traité.

Conquête du Tonkin par l'amiral Courbet et le général Millot. — Cependant les opérations avaient recommencé au Tonkin. Le colonel Badens, avec une poignée d'hommes, enleva les citadelles de *Ninh-Binh* et de *Phu-Noï* (18-21 octobre). Puis le contre-amiral Courbet, chargé du commandement supérieur des forces de terre et de mer, marcha résolument sur *Song-Taï*. Parti de Hanoï le 11 décembre, il arriva le 14 en présence de l'ennemi. Malgré des obstacles de toute sorte, après une lutte de trois jours, dans laquelle tirailleurs algériens,

marins, soldats de l'infanterie de marine et de la légion étrangère montrèrent un entrain merveilleux, les ouvrages avancés. la ville et la citadelle de Song-Taï furent emportés (16 décembre) sur les Pavillons Noirs et les Chinois.

Le contre-amiral Courbet, nommé vice-amiral, et rappelé à la tête de la flotte, fut remplacé dans la direction des opérations à l'intérieur du Tonkin par le général de division Millot, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Brière de l'Isle et Négrier. Le général Millot, arrivant à la tête de renforts considérables, prit sur-le-champ l'offensive. Les Pavillons Noirs et les Chinois qui les soutenaient disposaient d'un matériel imposant; ils étaient sur un terrain coupé de bras de rivières et facile à défendre. Pourtant le 12 mars 1884, ils furent chassés de *Bac-Ninh* (à 35 kilomètres au nord-est d'Hanoï), bien qu'ils y eussent 25,000 hommes et une excellente artillerie; le 19 mars, le général Brière de l'Isle leur enleva la citadelle de *Thaï-Nguyen;* le 12 avril, les Français occupèrent *Hong-hoa;* l'ennemi, qui nulle part n'avait pu tenir sérieusement, fuyait, tout à fait démoralisé, vers la frontière de Chine. La flotte menaçait en même temps l'île d'Haïnan et le port de Canton.

Traité de Tien-tsin avec la Chine (11 mai 1884). **Sa violation.** — Rien n'avait fait prévoir jusque-là que le gouvernement chinois dût abandonner tout à coup ses prétentions sur l'Annam. M. Tricou était revenu en Europe sans conclure. Le marquis de Tseng avait quitté Paris pour Londres et écrit une lettre rendue publique où il rappelait en termes injurieux nos désastres de 1870, lettre qui ne fut désavouée que d'une manière insuffisante et indirecte. Sans doute on comptait en Chine sur l'appui de l'Allemagne ou de l'Angleterre contre la France. Mais l'Allemagne aimait mieux voir les Français s'occuper du Fleuve Rouge que du Rhin, et l'Angleterre avait bien assez de l'Égypte.

Les défaites essuyées coup sur coup par les Pavillons Noirs et les troupes chinoises qui les avaient soutenus sans que la Chine fût officiellement en guerre avec la France, convainquirent enfin le gouvernement de Pékin que malgré ses canons Krupp, ses fusils se chargeant par la culasse et ses navires cuirassés achetés aux Allemands, il ne pouvait résister aux armées et aux flottes françaises. Un nouvel ambassadeur, Li-Fong-Pao, vint de Berlin à Paris remplacer le marquis de Tseng, et, le 11 mai 1884, un traité fut signé à Tien-tsin, entre le capitaine de frégate Fournier au nom de la France, et Li-

Hung-Chang, au nom de la Chine. Le gouvernement chinois devait rappeler ses troupes du Tonkin, reconnaissait le protectorat français sur le Tonkin et l'Annam, et consentait à la liberté du trafic entre l'Annam et la France d'une part, la Chine de l'autre, ouvrant ainsi au commerce ses 3 provinces méridionales de Yunnan à l'ouest, Kouang-si au centre, Canton à l'est.

En exécution de ce traité, le général Millot devait occuper, après le 6 juin, Cao-Bang, Chat-Ké et Lang-Son. La paix de Tien-tsin eut pour conséquence un nouveau traité signé à Hué avec l'Annam, aux conditions suivantes : L'Annam est placé sous le protectorat de la France. Un agent français le représentera dans ses rapports avec les puissances étrangères. La Cochinchine, l'Annam et le Tonkin formeront une union douanière. Les travaux publics, les postes et télégraphes, les régies financières et les douanes formeront un service unique sous la direction d'un agent français. Les Français rendent à l'Annam la province de Bin-Thuan. Ils mettent garnison dans la citadelle de Hué et peuvent occuper tout point du pays.

Bientôt après, le 17 juin 1884, le gouverneur de la Cochinchine opéra sans combat une acquisition nouvelle. On a vu plus haut que Norodom, roi du Cambodge, par un traité signé le 11 août 1863 avec l'amiral de la Grandière, s'était placé sous le protectorat de la France, et le 3 juin 1864, il avait été couronné à Oudong, alors sa capitale, en présence du commandant Desmoulins et d'une petite troupe de marins et de soldats français. Les secours de la France l'aidèrent en 1866 à vaincre l'insurrection de Pon-Combo ; mais, l'année suivante, il perdit les provinces de Battambang et d'Ancor, annexées par les Siamois. Le 15 janvier 1877 l'ordre de succession au trône fut réglé dans un sens conforme aux intérêts français. Au mois de septembre 1883, la perception des droits sur l'opium et les alcools fut remise à la France ; enfin, à la suite d'un voyage à Pnom-Penh, la nouvelle capitale, le gouverneur de la Cochinchine obtint la remise à la France de l'administration tout entière. Douanes, finances, justice, travaux publics, armée, tout doit être à l'avenir dirigé par des fonctionnaires français. L'esclavage est aboli. Norodom doit recevoir une liste civile de 300,000 piastres. Un résident et un sous-résident français seront établis à Pnom-Penh.

Cependant les choses s'étaient passées avec la Chine en 1884 exactement comme en 1860 : le traité de Tien-Tsin n'avait pas

été exécuté; soit qu'en le signant le gouvernement chinois n'eût voulu que gagner du temps, soit que le *Tsong-li-Yamen* ou Conseil d'État de Pékin repoussât comme excessives les concessions faites par Li-Hung-Chang, et ne les considérât pas comme définitives sans son approbation. Le 23 juin, une petite colonne française se dirigeait vers Lang-Son pour aller occuper cette place, qui devait être évacuée par les Chinois. Elle fut attaquée à *Bac-lé*, dans un défilé, par 4,000 réguliers chinois, et dut se replier après un combat sanglant. Le gouvernement français demanda aussitôt en réparation une indemnité pécuniaire ainsi que l'exécution intégrale du traité, et l'escadre du vice-amiral Courbet alla prendre position devant l'arsenal maritime de Fou-tcheou. Après quelques hésitations, les Chinois paraissent avoir consenti à évacuer les places qu'ils occupaient encore au Tonkin; mais la question de l'indemnité n'était pas encore réglée à la fin de juillet 1884.

Établissements portugais : Macao, Goa. — Le Portugal a conservé en Asie quelques établissements, débris de son vaste empire colonial : c'est, dans l'Hindoustan, sur la côte de Malabar, en allant du sud au nord, *Goa*, conquise par Albuquerque en 1510, et surnommée alors « la Dorée » et la « Reine de l'Orient, l'orgueil des enfants de Lusus », aujourd'hui en ruines et presque inhabitée à cause de son climat insalubre ; ensuite, à 8 kilomètres de Goa, *Panjim* ou *Villa-Nova de Goa*, capitale officielle depuis 1843; *Diu*, dans une île, au sud de la presqu'île de Goudjerate, et *Damaun*, au nord de Bombay et au sud de Surate. La population de l'Inde portugaise est d'environ 490,000 habitants.

Le Portugal possède encore en Chine *Macao*, dans la rivière de Canton (60,000 habitants). Cette ville, acquise par les Portugais en 1557, est située sur une presqu'île rattachée au continent par un banc de sable nommé « la tige du nénuphar ». On y montre encore, dans un jardin appelé « le Parc de la tourterelle blanche », une grotte où Camoëns composa, dit-on, ses *Lusiades*. Macao a été dévastée dans la nuit du 22 au 23 septembre 1874 par un épouvantable typhon, qui fit périr plus de 2,000 personnes. La citadelle fut envahie par les vagues : la garnison tout entière, fidèle à la discipline, garda son poste et fut noyée, à l'exception d'un seul homme. On voit que si les colonies portugaises sont peu nombreuses en Asie, elles sont occupées par de fidèles descendants des Albuquerque et des Vasco de Gama.

CHAPITRE XLIV.

Progrès de la colonisation européenne en Afrique.

Exploration de l'Afrique occidentale : Mungo-Park, Lander, Denham, Caillié, Barth ; découverte du Niger, du lac Tchad, de Tombouctou (1795-1854). — Exploration de l'Afrique équatoriale : MM. Speke, Burton, Baker ; découverte du lac Tanganyika, du Victoria Nyanza, de l'Albert-Nyanza et des sources du Nil (1857-1864). — Exploration de l'Afrique orientale : l'Abyssinie et les affluents du Nil. M. d'Héricourt (1839-1845); les dames Tinné (1863); M. Georges Schweinfurth (1868-1871); le docteur Nachtigal (1868-1874).

Exploration de l'Afrique méridionale. Le docteur Livingstone.—Découverte du lac N'gami, du pays des Makololos (1848-1850. — Livingstone traverse l'Afrique australe à l'ouest, du N'gami à Saint-Paul de Loanda (1853-1854).— Il la traverse à l'est par le Zambèze jusqu'à Quilimane (1855-1856). — Dernier voyage de Livingstone (1866). Il est retrouvé par M. Stanley (1872). Mort de Livingstone (1873). — Le lieutenant Cameron traverse l'Afrique de la Mer des Indes à l'Océan Atlantique (1873-1875). — M. Stanley découvre l'identité du Loualaba avec le Congo ou Zaïre (1874-1877).—Voyage du major Serpa Pinto. — L'Association internationale africaine.

Établissements anglais : la colonie du Cap.—Annexion du Transvaal (1877). Guerre contre les Zoulous (1878-1879).— Soulèvement et guerre du Transvaal. (1880-1881).— Productions de la colonie du Cap.— Maurice et Sainte-Hélène. — Établissements portugais : les Açores, Madère, le Cap-Vert, Congo, Mozambique. Établissements espagnols : les Canaries.

Établissements français : l'Algérie de 1848 à 1870.—Etat actuel de l'Algérie. Administration et divisions. — Productions. — Les chemins de fer algériens. — Projet de mer intérieure et projet de chemin de fer transsaharien. — La Tunisie. Les Français à Tunis (1881). — Tripoli. — Le Sénégal. Les Français sur le Niger. — La Guinée et le Gabon. — M. de Brazza sur l'Ogôoué et au Congo. — La Réunion. — Madagascar. Diverses tentatives infructueuses des Français du dix-septième au dix-neuvième siècle. Le royaume Hova. — Voyage de M. Grandidier (1865-1870). — Expédition française de Madagascar (1882).

L'Égypte. Son importance comme point intermédiaire entre l'Europe et l'Inde. — M. de Lesseps. Canal de l'isthme de Suez (1859-1869). — Le khédive Ismaïl (1863-1879). Ses embarras financiers. — Ministère anglo-français en Égypte. Difficultés de sa tâche. — Le ministère est renvoyé par le khédive. — Chute d'Ismaïl. Avènement de Tewfik (1879). — Occupation de l'Égypte par les Anglais (1882). — Le Soudan égyptien. — Révolte du Madhi. — La conférence de Londres (1884). — Les Anglais et le canal de Suez. — Auguste Mariette et le musée de Boulaq. —Les Anglais à Périm. Leur expédition contre l'Abyssinie (1868) et les Achantis (1873-1874). — L'Abyssinie contemporaine.

Exploration de l'Afrique centrale : Mungo-Park, Lander, Denham, Caillié, Barth; découverte du Niger, du lac Tchad, de Tombouctou (1795-1854). — L'intérieur de l'Afrique a été, depuis bientôt un siècle, exploré par d'intrépides voyageurs. Dès 1795, l'Écossais Mungo-Park, parti de la côte occidentale,

s'était avancé à cinq cents lieues vers l'est ; il avait reconnu le cours du *Sénégal*, de la *Gambie*, et trouvé le *Niger*. Il revint en 1805, et voulut descendre ce dernier fleuve, qui semblait tourner le dos à l'Océan : son canot se brisa contre les rochers ; lui-même périt dans les eaux.

On ne connaissait pas encore le cours exact du Niger, dont on n'avait visité que le cours supérieur. Ce fleuve allait-il se perdre dans les sables de l'Afrique centrale, comme paraissait l'indiquer sa direction de l'ouest vers l'est ? ou bien revenait-il vers le sud, et fallait-il chercher son embouchure au nombre de celles dont on connaissait l'existence sur la côte de Guinée? Richard Lander résolut le problème : il descendit le *Niger* depuis *Yaouri* jusqu'au golfe de *Benin* et en visita les rives en trois voyages : il périt dans le dernier (1824-1827)[1].

A l'est du Niger, vers le centre de l'Afrique, au sud du Sahara, entre le grand désert et le Soudan, s'étend l'immense lac *Tchad*, qui mesure quatre-vingts lieues de l'ouest à l'est et cinquante du nord au sud. Trois Anglais, le colonel Denham, MM. Clapperton et Oudney, partis de Tripoli, après avoir traversé le Fezzan et le Sahara, arrivèrent dans le *Bornou*. Resté seul, Denham eut l'honneur de découvrir le lac Tchad. Il traversa sur ses bords des marécages et des forêts gigantesques, rencontrant des éléphants, des singes, des gazelles et des troupes d'oiseaux. Seuls habitants de ces déserts, ces animaux restaient immobiles à l'approche de l'homme, dont ils n'avaient point encore appris à se défier (1823).

A quatre cent cinquante lieues à l'ouest du lac Tchad, sur la rive gauche et au nord du Niger, s'étend, au milieu des sables et sous un ciel brûlant, la capitale des nègres Kissours, *Tombouctou*. Cette ville est le principal entrepôt du commerce dans l'Afrique occidentale et le point de rencontre des caravanes qui vont, à travers le grand désert, du Maroc dans le Soudan, du Fezzan dans la Sénégambie et la Guinée. Elle fut visitée par le Français René Caillié en 1827, par l'Allemand Henri

1. Dans le courant du mois de septembre 1879, deux représentants de la maison Verminck de Marseille, sur la côte de Guinée, MM. Zweifeil et Moustier, traversèrent les montagnes de Kong, qui courent parallèlement au rivage, et, arrivés sur l'autre versant, découvrirent, avec l'aide des naturels, les sources du Niger ou Dioliba. Aucun Européen n'avait encore atteint ces localités, et le Français René Caillié ainsi que l'Allemand Barth avaient vainement tenté d'y parvenir. L'insalubrité du climat et l'hostilité des indigènes les avaient successivement forcés de rebrousser chemin. Mungo-Park n'avait pas été plus heureux.

Barth de Hambourg en 1854, et par un voyageur autrichien, le docteur Lenz, en 1880.

Exploration de l'Afrique équatoriale : MM. Speke, Burton, Baker; découverte du lac Tanganyika, du Victoria-Nyanza, de l'Albert-Nyanza et des sources du Nil (1857-1864). — L'une des découvertes qui font le plus d'honneur au dix-neuvième siècle est celle des sources du *Nil*. On savait depuis longtemps que le Nil blanc ou *Bahr-el-Abiad*, le plus occidental des bras du grand fleuve, se prolonge presque indéfiniment vers le sud.

En 1857, le capitaine anglais Burton, de l'armée des Indes, fut chargé par la Société géographique de Londres de chercher au centre de l'Afrique un vaste lac signalé par des missionnaires allemands. Il débarque à Zanzibar avec le capitaine Speke. Le 13 février 1858, du haut d'une montagne, il découvre le vaste lac *Tanganyika*, dans le pays d'Oudjidji. Pendant que Burton était malade à Kaseh, Speke apprit des Arabes qu'il existait à vingt-cinq jours de marche plus au nord un autre grand lac, duquel sortait un cours d'eau. Il alla visiter ce lac ou *nyanza*, auquel il donna, en l'honneur de la reine d'Angleterre, le nom de *Victoria-Nyanza*. L'idée lui vint que ce pourrait bien être la source du Nil.

Speke revint débarquer avec le capitaine Grant à Zanzibar le 17 août 1860. Par Kaseh, le pays de Karagoué, celui d'Ouganda, Speke retourna au bord du Victoria-Nyanza. Le 21 juillet 1862, il naviguait sur le Nil blanc au sortir du lac. Mais il ne put le suivre que peu de temps. L'hostilité des nègres riverains l'obligea à partir directement vers le nord. Il avait entendu dire que le Nil blanc, après être sorti du Victoria-Nyanza, traversait plus à l'ouest un autre lac, dont il recueillait également les eaux. Speke périt plus tard obscurément en Angleterre d'un accident de chasse.

Sir Samuel White Baker, chasseur à Ceylan et ingénieur sur le Danube, partit avec sa femme par l'Égypte et la Nubie à la recherche des sources du Nil en remontant le fleuve. Son voyage dura deux ans (1862-1864). Il visita le pays des *Utumbi*, d'*Ouganda*, d'*Unyoro*, et des *Mallegga*. Le 14 février 1863, à Gondokoro, il eut la joie de rencontrer Speke et Grant, qui revenaient du Victoria-Nyanza. Les renseignements qu'il reçut d'eux lui firent diriger sa marche plus à l'ouest.

Le 14 mars 1864, au lever du soleil, le voyageur, parvenu au sommet d'une colline granitique, voyait s'étendre sous ses

pieds, au sud et au sud-ouest, un lac immense, semblable à une mer d'argent; à l'ouest, des montagnes bleues, qui paraissaient sortir du lac, s'élevaient à une hauteur de sept mille pieds. « L'Angleterre avait conquis les sources du Nil. » Baker, qui se trouvait alors par 1° 14' de latitude nord, donna au lac, « en l'honneur de l'époux pleuré par la reine Victoria », le nom d'*Albert-Nyanza*; puis il s'élança dans l'eau et « but à longs traits aux sources du Nil ». Le lac au bord duquel se trouvait Baker était appelé *Nzigué* par les indigènes. Il constata que le Nil y entrait à l'extrémité septentrionale pour en sortir aussitôt et continuer sa route vers le nord.

Exploration de l'Afrique orientale : l'Abyssinie et les affluents du Nil. M. d'Héricourt (1839-1845); **les dames Tinné** (1863); **M. Georges Schweinfurth** (1868-1871); **le docteur Nachtigal** (1868-1874). — La vallée du *Nil oriental* ou *Nil bleu*, qui arrose l'Abyssinie, a été deux fois explorée par un Français, M. Rochet d'Héricourt (1839-1840, 1842-1845). Venu des côtes de la Mer des Indes par le pays des Adels, ce hardi voyageur, après avoir traversé de hautes montagnes, descendit en Abyssinie, au milieu d'une végétation luxuriante, dans un pays rempli de lacs, de rivières, de cascades, où l'orge, le blé et le coton croissent à l'état sauvage à côté de l'acacia et du jasmin. Il visita les huttes circulaires des Abyssins, dont les grands toits coniques semblent sortir d'une mer de verdure. Il parcourut *Ankobar*, *Ankolola*, *Aleyou-Amba* et le pays des *Gallas*.

C'est de l'Abyssinie que sort le *Nil bleu* ou *Bahr-el-Azrah*, qui, à *Khartoum*, en Nubie, se jette dans le *Nil blanc*. Si l'on remonte ce dernier fleuve depuis Khartoum en allant vers le Victoria-Nyanza, on trouve à l'ouest de nombreux affluents, dont le plus considérable est le *Bahr-el-Ghazal* (rivière des gazelles). Trois Hollandaises, la mère, la fille et la tante, les dames Tinné, accompagnées de MM. Heuglin et Steudner, résolurent de l'explorer. Elles partirent de Khartoum le 25 janvier 1863, traversèrent les lacs *Nô* et *Rek*, au milieu de plaines inondées, peuplées de reptiles, de moustiques, et couvertes de roseaux énormes, qui souvent fermaient le passage aux barques. On s'avança pendant dix mois; mais les pluies survinrent, et, avec elles, les fièvres. Deux des dames et le docteur Steudner succombèrent.

Un naturaliste de Riga, M. Georges Schweinfurth, a entrepris un voyage d'exploration dans les mêmes contrées de 1868

à 1871. Il a visité l'Égypte, la Nubie, le lac Nô, les bords du Bahr-el-Ghazal, le pays des anthropophages *Sandéh* ou *Niams-Niams*, des *Momboultous* et des nains *Akka*.

Gordon-Pacha, « Gordon le Chinois », passé au service de l'Égypte, a visité depuis cette époque les mêmes pays. Un Allemand, le docteur Nachtigal, parti de Tripoli, a découvert de 1868 à 1874, au sud-est du Fezzan, l'oasis jusque-là inconnue de *Tibesti;* il s'est dirigé ensuite vers le lac Tchad, a exploré, au sud et à l'ouest de ce lac, le *Bornou*, dont la capitale *Kouka* renferme 60,000 habitants, et le *Baghirmi*, à l'est du Bornou, arrosé par le fleuve *Chari*, tributaire du lac Tchad. Enfin il est revenu par le Darfour au bord du Nil.

Exploration de l'Afrique méridionale. Le docteur Livingstone. — Né en Écosse, au bord de la Clyde, le docteur Livingstone est le fils de ses œuvres. Entré à l'âge de dix ans comme apprenti dans une filature de coton près de Glasgow, il y resta onze ans, trouva le moyen d'apprendre le latin, le grec, se fit recevoir docteur en médecine et ministre protestant. Il s'embarqua en 1840 pour le cap de Bonne-Espérance, passa six mois dans la vallée de *Mabotsa*, au milieu des *Béchouanas*[1], faillit être dévoré par un lion, et vécut ensuite six ans à *Colombeg*. La destruction de cette ville par les Boërs hollandais, en guerre avec les Béchouanas, l'obligeant à trouver une nouvelle demeure, il partit pour le nord, à la recherche du lac *N'gami*.

Découverte du lac N'gami, du pays des Makololos (1849-1850). — Ce lac est situé sous le 20° 30′ de latitude sud et le 20° 40′ de longitude est; il a trente lieues de tour. Il est à peu près à égale distance des deux mers. Pour y parvenir, Livingstone avait dû traverser, pendant deux mois, du sud au nord, le grand désert de *Kalahari*, couvert de hautes herbes, et, dans la saison des pluies, de melons sauvages, infesté de moustiques, d'énormes fourmis, qui élèvent des monticules hauts de trente pieds, de serpents, de rhinocéros et de lions (juin-juillet 1849).

Livingstone remonta ensuite vers le nord, en suivant les

1. A côté du nom de Livingstone, il convient de citer celui de son beau-père le docteur R. Moffat. Né en 1795, et arrivé au Cap en 1816, il évangélisa les Béchouanas, traduisit la Bible dans leur langue, et résida de longues années à Kuruman. Après 50 ans de séjour en Afrique, sa santé le contraignit à revenir en Europe, où il mourut à Leigh (Kent) en 1883.

bords du *Chobé*, qui va se perdre dans le *Zambèze*. Il visita *Linyanti*, sur le Chobé, et *Sésheké*, capitale des Makololos, sur le Zambèze (17° 31′ latitude sud et 22° 52′ longitude est). L'intrépide Anglais était parvenu au centre de l'Afrique australe (1851).

Livingstone traverse l'Afrique australe à l'ouest, du N'gami à Saint-Paul de Loanda (1853-1854). — Il résolut de mettre ce point en communication avec l'Océan Atlantique, à l'ouest, et l'Océan Indien, à l'est. Avec l'appui de Sékélétou, roi de Linyanti, il s'embarqua le 11 novembre 1853 sur le *Chobé* et descendit le fleuve jusqu'à son confluent avec le *Zambèze;* puis il remonta ce fleuve lui-même et ensuite le *Liba*, un autre de ses affluents, en se dirigeant toujours vers le nord, jusqu'au lac *Dilolo*, dans le pays de Londa. Bientôt après, il était sur le versant de l'Atlantique, au bord du *Casaï*, affluent du Congo; une longue marche vers l'ouest l'amena au *Congo* même. Après avoir traversé ce fleuve, large de cent cinquante mètres, il atteignit *Cassange*, première station portugaise, et vit enfin la mer à *Saint-Paul de Loanda* (31 mai 1854). Il en revint en passant plus à l'est, dans un pays où la vue d'un blanc épouvantait hommes et animaux, où à son approche les chiens s'arrêtaient court, puis se sauvaient la queue entre les jambes, comme s'ils avaient vu un lion. Ce fut seulement en octobre 1855 qu'il atteignit Linyanti et revit Sékélétou, à qui il rapportait un uniforme de colonel portugais.

Il la traverse à l'est par le Zambèze jusqu'à Quilimane (1855-1856). — Il restait maintenant à gagner, à l'est, l'Océan Indien. Parti de *Linyanti* le 3 novembre 1855, Livingstone descendit le *Chobé*, puis le *Zambèze*, et parvint à la chute *Victoria*, que forme ce fleuve. Large de dix-sept cents pieds, le Zambèze, à la hauteur de la cataracte, se resserre dans un lit de deux cents pieds; violemment comprimées, les eaux se précipitent par une chute perpendiculaire dans un gouffre profond de quatre cents pieds, d'où elles rejaillissent en colonnes de vapeur. Toujours suivant le Zambèze, Livingstone traversa le pays des *Batokas*, des *Banyanis*, reconnut les ruines de *Zambo*, visita *Teté*, premier établissement portugais de Mozambique, passa au pied des monts Lupata, à Sena. Le 20 mai 1856, il avait atteint *Quilimane*, au nord de l'embouchure du Zambèze, d'où il s'embarqua pour l'Angleterre.

Il en revint en 1858 avec le titre de consul d'Angleterre à *Quilimane* et un vapeur à sa disposition. Malgré la mauvaise

volonté des Portugais, qui exerçaient encore clandestinement sur cette côte la traite des nègres, il explora pendant six ans (1858-1864) la vallée du *Zambèze* et de son affluent le *Shiré*. Ce dernier cours d'eau vient du nord et descend parallèlement à la côte. Livingstone le remonta en traversant les lacs *Pamalombé* et *Nyassa*. Il revint en 1864 en Angleterre.

Dernier voyage de Livingstone (1866). **Il est retrouvé par M. Stanley** (1872). **Mort de Livingstone** (1873). — Dès 1866, l'infatigable voyageur débarquait sur la côte orientale de l'Afrique, vers le Cap Delgado, à l'embouchure de la rivière Rovouma, près du 11° de latitude sud. A son tour, il voulait explorer la région où le Nil prend sa source. Il s'enfonce dans l'intérieur, dépasse le lac Nyassa et explore, de 1867 à 1871, le pays situé à l'ouest du lac Tanganyika. Il y découvrit cinq lacs : les quatre premiers, en allant du sud au nord, étaient : le lac *Bangouélo*, le lac *Moero*, le lac *Kamolondo* ou *Oulendjé*, et le *Lac sans nom*. Le cinquième, le lac *Lincoln*, était situé à l'ouest de l'Oulendjé. Tous étaient réunis par des rivières, qui portaient le nom de *Loualaba*. Ces masses d'eau allaient-elles au nord s'écouler dans la vallée du Nil? Se dirigeaient-elles au contraire vers l'ouest pour aller former quelque fleuve inconnu tributaire de l'Atlantique?

Livingstone ne put résoudre cette question. Abandonné des hommes de sa suite, exposé à la défiance des indigènes, il ne pouvait depuis plusieurs années communiquer avec l'Europe. On le croyait mort. Un Américain, M. Stanley, correspondant du *New-York Herald*, parti à sa recherche, débarqua sur la côte de Zanzibar, parvint à le rejoindre à *Oudjidji*, à l'est du lac *Tanganyika*, lui fournit des secours et vint apporter de ses nouvelles en Europe (1872-1873). Demeuré en Afrique, Livingstone découvrit, en 1872 le lac *Liemba*, prolongement sud-est du Tanganyika [1]. Au retour d'une nouvelle excursion vers l'ouest, il dut traverser des contrées inondées, où il marcha souvent trois heures de suite dans l'eau jusqu'à la ceinture. Atteint de la dysenterie, il mourut le 4 mai 1873 à Mouilala, sur le plateau de Lobisa, à l'âge de 57 ans.

Ses restes furent rapportés vers la côte par Jacques Wainwright et cinq autres nègres, qui, avec leur précieux fardeau, accomplirent en neuf mois un trajet de 450 lieues. Ils rencon-

1. On a reconnu depuis que ce lac n'était qu'une nappe d'eau temporaire formée par le trop-plein du Tanganyika.

trèrent en route les lieutenants Cameron et Murphy et le docteur Dillon, qui avaient été envoyés à la recherche de Livingstone.

Le gouvernement anglais, rendant un juste hommage à la mémoire de cet homme illustre, et se faisant l'interprète de l'admiration du monde civilisé, a fait célébrer ses funérailles et inhumer son corps dans l'abbaye royale de Westminster. aux frais de l'État.

Le lieutenant Cameron traverse l'Afrique de la mer des Indes à l'Océan Atlantique (1873-1875). — Le lieutenant Cameron, de la marine anglaise, choisi par la Société géographique de Londres pour aller à la recherche de Livingstone, arriva à Zanzibar le 13 janvier 1873. Le 18 mars il partit de *Bagamoyo* pour l'intérieur, accompagné du lieutenant d'artillerie Cécile Murphy, du docteur Dillon et de M. Moffat, jeune neveu de Livingstone. Ils se dirigèrent vers le lac Tanganyika. M. Moffat mourut d'épuisement après une marche de cent sept jours. Peu après les voyageurs rencontrèrent la caravane qui ramenait vers la côte les restes de Livingstone. Le docteur Dillon, malade, se joignit à elle pour revenir sur ses pas, avec M. Murphy, et, quelques jours après, dans un accès de fièvre chaude, il se brûla la cervelle.

Sans se laisser décourager, Cameron poursuivit sa route et atteignit les bords du Tanganyika à *Kawelé*, dans l'Oudjidji, le 22 février 1874. Il les explora pendant deux mois, du 13 mars au 9 mai 1874. Ce lac, seize fois grand comme celui de Genève, a plus de 150 lieues du sud au nord sur 10 de l'est à l'ouest. Cameron découvrit à l'ouest du lac, au sud de l'île *Kasendjé*, la rivière *Loukouga* ou *Louvoubou*, qui va vers l'occident porter le trop-plein du Tanganyika dans le *Loualaba*. Le Loualaba est formé de deux bras : le bras oriental ou *Luvwa*, qui traverse les lacs *Bangouélo* et *Moero*, le bras occidental, qui traverse les lacs *Lohemba* et *Kassali*. Réuni en une seule masse, le Loualaba traverse le lac *Kamolondo* et coule au nord parallèlement au lac Tanganyika jusqu'à la ville de *Nyangoué*, vers le 4° lat. sud. Là, il change de direction, tourne à l'ouest, reçoit à droite au nord les rivières *Lila*, *Lindi* et *Lowa*, et à gauche au sud la rivière *Lomami*, grossie elle-même à l'ouest de la rivière *Luwembi*, qui a traversé le lac *Iki* ou *Lincoln*. D'après des renseignements dont Cameron ne put vérifier l'exactitude, le Loualaba formait ensuite le lac *Sankorra*, d'où il sortait à l'ouest pour aller, pensait-il, rejoindre le Zaïre

avec lequel il était peut-être identique. De cet ensemble de découvertes résulta pour le voyageur anglais la conviction que le lac Tanganyika était la source du Zaïre, comme le Victoria-Nyanza est la source du Nil.

L'hostilité des indigènes empêcha Cameron de compléter sa découverte en descendant le Loualaba jusqu'au bout. A partir de Nyangoué, il dut tourner au sud-ouest, visita *Kilemba*, au nord du lac Kassali, laissa Kabébé sur la droite, le lac Dilolo sur la gauche, et passa à *Chakelembe, Peho*, *Bihé*. Il traversa des plaines où l'herbe atteint trois mètres de hauteur. Tous les peuples qu'il visita sont nègres; leur religion est le fétichisme. Ils pratiquent les sacrifices humains, ils ont des esclaves. Enfin, après deux ans et huit mois, malgré la chaleur, l'hostilité des naturels sur certains points et des périls de toute sorte, Cameron atteignit l'Océan Atlantique à *Katombela* à 25 kilomètres au nord de Benguela (septembre 1875). Le premier de tous les Européens, il avait parcouru l'Afrique tropicale dans toute sa largeur.

M. Stanley découvre l'identité du Loualaba avec le Congo ou Zäïre (1874-1877). — Très vraisemblable depuis le voyage de M. Cameron, l'identité du Loualaba et du Congo ou Zaïre est aujourd'hui démontrée. M. Stanley, encouragé par le succès de son premier voyage en Afrique à la recherche de Livingstone, était reparti pour visiter l'intérieur de ce continent, comme correspondant du *New-York Herald* et du *Daily Telegraph* (de Londres), avec des embarcations et plusieurs centaines d'hommes. Ayant quitté Zanzibar en septembre 1874, il explora en détail les bords du Victoria-Nyanza et de l'Albert-Nyanza (1875-1876). Ensuite il côtoya en cinquante et un jours tous les rivages du lac Tanganyika. Le 24 août 1876, il quitta Oudjidji, et après soixante-quatorze jours, atteignit Nyangoué, sur la rive droite du Loualaba, dans le pays des Manyouémas anthropophages.

C'est jusque-là que le lieutenant Cameron avait descendu le Loualaba. M. Stanley, en suivant le fleuve plus bas dans un pays entièrement inconnu, découvrit que Livingstone et Cameron, trompés par les faux rapports des indigènes, avaient cru à tort à l'existence d'un lac, que le premier désignait comme sans nom, que le second appelait *Sankorra*. Il reconnut aussi que le Loualaba, loin de couler au nord-ouest, descend dans la direction du nord en faisant de grands détours à l'est. A certain moment, Stanley et ses compagnons durent traîner à bras

leurs embarcations à travers les forêts vierges, et ils échappèrent avec peine aux flèches empoisonnées des anthropophages de l'*Oukousou*. Sous l'Équateur, le Loualaba prend la direction du nord-nord-ouest, forme cinq cataractes et coule à travers des montagnes pittoresques. Il reçoit une grande rivière venue du nord-est et large de 1,800 mètres. Un peu plus loin, M. Stanley faillit périr dans un combat contre cinquante-quatre barques indigènes.

Il avança toujours et reconnut que le Loualaba, auquel les indigènes donnent désormais le nom de *Congo*, puis de *Zaïre*, parvient à 2 degrés au nord de l'Équateur, c'est-à-dire à la hauteur du point central de l'Albert-Nyanza. Arrivé là, le Loualaba, dont la largeur varie entre 4 et 18 kilomètres, forme un vaste lac mouvant. Puis il fallut livrer de nouveaux combats contre les nègres. M. Stanley perdit beaucoup de ses compagnons et faillit périr sur les cataractes de *Mowa* et de *Mbélo*. Enfin, le 8 août 1877, il atteignit Bomana en pays connu, et le 13 il s'arrêtait à Kabinda, à l'embouchure du Zaïre. Son voyage avait duré deux ans et neuf mois; il avait découvert l'identité du Loualaba, Congo ou Zaïre, navigué cinq mois sur ce fleuve, auquel il donna le nom de Livingstone, franchi 57 cataractes et soutenu 32 combats.

Un voyageur français, l'abbé Debaise, partit de la côte de Zanzibar avec l'intention d'explorer la portion encore inconnue du continent, entre l'Albert-Nyanza, le Congo et la côte de Gabon. Les nouvelles reçues en 1879 permettaient d'espérer que ses efforts seraient couronnés de succès. Malheureusement, on a reçu en 1880 la nouvelle de sa mort.

Voyage du major Serpa Pinto. — Depuis cette époque un autre voyageur européen, le major portugais Serpa Pinto, est parvenu à traverser l'Afrique plus au sud.

Le major Alexandre Alberto Serpa Pinto partit de Benguela le 12 novembre 1877. Laissant au nord la route de Cameron, M. Pinto passa par *Dombé-Grande*, *Quillingue*, *Caconda*, le *Nano*, le *Huambo*, le *Sambo*, le *Moma*, la *Caquingue*, le *Bihé*. Il traversa successivement une zone marécageuse, insalubre et stérile; une zone de montagnes, très boisée et fertile; une zone de plateaux où le fer abonde, mais où le buffle, l'hippopotame, le serpent, le crocodile, se rencontrent à chaque instant. Les nègres de cette région sont très ignorants, misérables, et même, sur certains points, anthropophages.

Parti malade de Bihé, le 7 juin 1878, M. Pinto franchit le

Coanza et atteignit le *plateau de Cangala*, où prennent naissance le *Coanza*, tributaire de l'Atlantique, et le *Zambèze*, tributaire de l'Océan Indien. Il suivit alors la vallée du *Cuàndo* ou *Linyanti*, auquel on donne ordinairement, à tort, paraît-il, le nom de *Chobé* ou *Tchobé*. En butte à l'hostilité des négriers, manquant de vivres, ayant à craindre les bêtes féroces, M. Serpa Pinto fut abandonné par tous les nègres qu'il avait pris à son service. Il parvint pourtant à descendre en barque le Zambèze, par *Catongo* et *Embarira*. Il rencontra un naturaliste anglais, le docteur Bradshaw, puis, à *Lexuma*, un missionnaire français, M. Coillard. Il parvint ensuite à gagner *Guejuma*, puis la fameuse cataracte *Victoria*, nommée par les indigènes *Mosi-oa-tunia*.

Il se dirigea ensuite vers le midi, par *Patamatenga*, par le désert de *Raines*, limitrophe de celui de *Kalahari*, et par l'immense lagune de *Macaricari*, située à 905 mètres au-dessus du niveau de la mer, et réunie au lac *N'gami* par la *Botlétlé*. Enfin, par la ville de *Shoshong*, M. Pinto atteignit *Prétoria*, sur le territoire de Transvaal, le 12 février 1879.

L'association internationale africaine. — Une société d'exploration internationale africaine a été fondée en 1878 sous le patronage de Léopold II, roi des Belges, et la direction de M. Stanley pour établir sur la route de Zanzibar au lac Tanganyika et du lac Tanganyika à l'Océan Atlantique des stations commerciales. Il y en avait 17 en 1883, les principales étant : à l'*embouchure du Congo;* à *Vivi;* à *Isangila;* à *Manyanga;* à *Léopoldville;* à *Mrwatu;* à *Bolobo;* à *Lukoleia;* à l'*Équateur*. M. Stanley a découvert en 1883 le lac *Mantumba*. Très hostile à la fois aux Portugais et aux Français, il semble agir moins dans l'intérêt de la société internationale que de l'Angleterre. Dans une lettre adressée de Léopoldville le 23 juillet 1883 à l'*Association anglaise pour l'avancement des sciences*, il engage l'Angleterre à *protéger* les indigènes du Bas-Congo, pour les soustraire aux Portugais. Autrement, dit-il, « vous les livrerez corps et âme à l'enfer et à l'esclavage ». Revenu en Europe en juillet 1884 pour y rétablir sa santé éprouvée par le climat, M. Stanley a été remplacé à la tête de l'Association internationale africaine par le lieutenant-colonel sir Francis de Winton.

Les dernières explorations ont permis de déterminer avec précision le cours du Congo. Ce fleuve sort réellement du lac Bangouélo, traverse le lac Moero, forme de nombreux rapides,

est navigable pendant 360 lieues, des chutes Stanley jusqu'au petit lac Stanley, et redevient impraticable jusqu'aux chutes de Yellala.

Établissements anglais : la Colonie du Cap. — L'établissement le plus important des Anglais en Afrique, c'est, à l'extrémité sud de cette partie du monde, la *Colonie du Cap*, principal point de relâche entre l'Océan Atlantique et l'Océan Indien, entre Sainte-Hélène et l'île Maurice. Occupé par les Hollandais en 1652, le Cap leur fut enlevé par les Anglais après 1795, et devint définitivement possession britannique lors des traités de 1815. Pendant longtemps, la colonie anglaise, terminée au sud par les caps de *Bonne-Espérance* et des *Aiguilles*, s'arrêtait du côté septentrional à la rive gauche du *Fleuve Orange*, tributaire de l'Océan Atlantique. Elle avait, dès lors, pour ports principaux *Cape-Town*[1] ou la *ville du Cap* au sud-ouest, au pied du *Mont de la Table*, *George-Town* au sud-est, et *Port-Natal* au nord-est. Mais la colonie de Port-Natal était séparée des autres établissements anglais par un territoire resté au pouvoir des Cafres indépendants.

Au nord-est de la Colonie du Cap, deux petits États, la *République du Fleuve Orange* et la *République Transvaaltique*, avaient été fondés par les Boërs ou descendants des anciens colons hollandais, mêlés à des Hottentots esclaves et à des Cafres appartenant aux tribus des Bassoutos et des Béchouanas. La République du Fleuve Orange, comprise entre le cours d'eau de ce nom au midi et le *Gariep* ou *Vaal* au nord, renferme environ 250,000 habitants et a pour capitale *Bloemfontein*. La République Transvaaltique était limitée à l'est par les monts Drakenberg ; à l'ouest et au nord par le Limpopo, qui va se jeter dans la Mer des Indes ; au sud par le Vaal, affluent de l'Orange, qui va se jeter dans l'Océan Atlantique. Elle avait environ 815,000 habitants, avec *Prétoria* et *Potchefstroom* pour villes principales.

Annexion du Transvaal (1877). **Guerre contre les Zoulous** (1878-1879). — Mais la colonie anglaise n'a pas tardé à s'étendre aux dépens de ses voisins. D'abord l'établissement du *Griqualand* ou *Terre des Diamants* a été fondé en 1872 sur la rive droite du fleuve Orange et sur les deux rives du Vaal ; il compte déjà 50,000 habitants et a pour point le plus important la ville de *Kimberley*. Ensuite, en 1877, la République

1. Le Cap est à 34 jours de navigation de Plymouth.

Transvaaltique fut annexée, en même temps que la conquête du territoire cafre intermédiaire entre Port-Natal et le Cap était entreprise et s'accomplissait malgré la résistance acharnée des Cafres.

Toutefois l'annexion du Transvaal devait coûter cher aux Anglais. Dès l'abord, elle les mit en présence d'adversaires redoutables. Les Zoulous, peuple nègre intelligent et brave, se sont établis au début du siècle sur la côte de l'Océan Indien, entre la baie de Lagoa au nord et le fleuve Tugéla au midi. Ils ont été successivement gouvernés par trois frères : Chaka, Dingaan et Panda. Le second tua le premier, et fut, à son tour, égorgé par ses sujets. Le pacifique Panda fut père de Cettiwayo, qui lui succéda. Ennemi des habitants du Transvaal, ce dernier le devint des Anglais quand ils eurent annexé le pays.

Au mois de janvier 1878, les Anglais envahirent le territoire des Zoulous à l'aide de plusieurs petites colonnes qui devaient se rejoindre à l'intérieur. Mais dans cette région accidentée, semée de ravins, de crevasses, hérissée de hautes herbes, où les routes manquent, où l'eau est rare, où l'on ne trouve pas de vivres, les mouvements sont longs et difficiles. Une colonne anglaise, surprise par les Zoulous bien plus nombreux et armés en partie de zagaies (sorte de piques), en partie d'armes à feu, fut presque anéantie après une résistance opiniâtre à la bataille d'*Isandula* (3 février 1879). Les envahisseurs durent rester longtemps sur la défensive, et il leur fallut entreprendre une pénible campagne pour aller débloquer la garnison d'un petit fort assiégé par les Zoulous.

Enfin de nombreux renforts arrivèrent d'Europe sous les ordres de sir Garnet Wolseley, le vainqueur des Achantis. Dans l'armée anglaise servait comme officier volontaire le fils de Napoléon III, ancien élève de l'école militaire de Woolwich. Prétendant à la couronne de France, ce jeune homme devait peut-être, disait-on, épouser la princesse Béatrix, dernière fille de la reine Victoria. Envoyé en reconnaissance avec un petit nombre de soldats, en compagnie du lieutenant Carey, il fut surpris le 1er juin 1879 près de la rivière Imbanano, non loin du fleuve Hyotozi, dans le ravin de Varsin-Kraal, par des Zoulous cachés dans des champs de maïs, n'eut pas le temps de fuir, et fut tué de dix-sept coups de zagaies.

La bataille d'*Ulundi*, gagnée le 3 juillet 1879 par lord Chelmsford contre Cettiwayo, rendit enfin l'avantage aux

armes britanniques. Plusieurs chefs Zoulous firent leur soumission; Cettiwayo, après une longue poursuite, fut pris par le colonel Clifford le 28 août.

Après une assez longue captivité au Cap, Cettiwayo fut amené en Angleterre, où on le traita en hôte de contrées barbares, cherchant surtout à lui donner une forte impression de la grandeur, du pouvoir et des ressources de l'Angleterre. Puis on le renvoya dans son pays, dont on lui restitua la moitié, l'autre moitié restant divisée entre différents chefs indigènes (1882). Ce compromis ne réussit pas; il donna lieu à des guerres acharnées de tribus à tribus. Cettiwayo fut vaincu en août 1883 par son rival Usibepu, ses kraals détruits ou incendiés, et les membres de sa famille tués pour la plupart; lui-même n'échappa qu'à grand'peine, et se réfugia dans la Réserve (territoire neutre); d'autres massacres de ses partisans par les roitelets qu'on avait élevés contre lui, brisèrent le cœur du vieux roi noir, et l'ex-souverain d'une Sparte hottentote s'éteignit le 10 février 1884, en se plaignant amèrement des malheurs que les Anglais avaient apportés à lui et à son peuple. Le fils de Cettiwayo, Dinizulu, a été proclamé en mai 1884 roi des Zoulous.

Soulèvement et guerre du Transvaal (1880-1881). — Par la soumission du Zoulouland, les embarras de l'Angleterre dans l'Afrique australe étaient loin d'être terminés. La République du Transvaal avait été annexée aux domaines britanniques le 12 avril 1877 par sir Bartle Frère, gouverneur de la Colonie du Cap. Or les habitants de ce petit État, les Boërs, c'est-à-dire les colons hollandais, dont beaucoup descendaient de calvinistes français expatriés sous Louis XIV après la révocation de l'Édit de Nantes, étaient fermement résolus à maintenir leur indépendance. Rompus à la fatigue, passant leur vie à la chasse, c'étaient des hommes robustes, excellents tireurs, pleins de bravoure et de sang-froid. Néanmoins ils patientèrent pendant trois ans, adressant au gouvernement anglais d'incessantes réclamations pour obtenir justice. Le cabinet whig Gladstone ne pouvait méconnaître que l'annexion du Transvaal par le ministère précédent était un acte injustifiable et inique; mais pouvait-il revenir sur les faits accomplis? Il rappela du moins sir Bartle Frère.

Voyant que la force seule pouvait les affranchir, les Boërs y eurent recours. Ils mirent à leur tête un triumvirat, composé du président Brand, de MM. Krüger et Jovrissen, et s'ar-

mèrent sous la direction du général Joubert (d'origine française). La lutte commença au mois de décembre 1880. Les Boërs battirent les Anglais à *Potchefstroom*, prirent *Derby*, bloquèrent toutes les garnisons anglaises, et vinrent occuper les passes du Drakenberg, par lesquelles l'ennemi allait essayer de pénétrer du Natal dans leur pays. Ils repoussèrent le corps d'armée du général sir Pomeroy Colley à *Laings's neck* et à *Schaine Hoogte*. Pourtant les assaillants, ayant reçu des renforts, reprirent l'offensive et s'avancèrent de Mount-Prospect vers les hauteurs du *Mont Majouba* ou de *Spitz Kop*, dont ils s'emparèrent le 26 février 1881. Dès le lendemain 27, les Boërs conduits par Joubert revinrent à la charge, décimèrent les troupes anglaises par un feu terrible, et, gravissant les pentes de la montagne, en débusquèrent l'ennemi, qui s'enfuit en déroute. Le général Colley était au nombre des morts.

Qu'allait faire la Grande-Bretagne? La première pensée fut de venger cette défaite. A la réflexion pourtant on comprit que la justice était du côté des Boërs. L'opinion publique se prononça en leur faveur, et le ministère whig eut la sagesse de signer un traité qui reconnaissait l'indépendance de ce vaillant petit peuple, à condition qu'il reconnaîtrait de son côté la suzeraineté de la reine d'Angleterre.

Du reste cette condition, qui n'était qu'une satisfaction apparente à l'orgueil britannique, n'existe plus. Dès 1884, la République du Transvaal fit la guerre aux Béchouanas du nord-ouest, sans se soucier de ce qu'en penseraient les Anglais. MM. Paul Krüger, président de la république du Transvaal, Jacob du Toit, ministre de l'instruction publique, et le général Smit, envoyés par les Boërs en Europe, ont signé le 27 février 1884, à Londres, un traité qui reconnaît l'indépendance absolue de leur pays sous le nom de *République Sud-Africaine*. Ils sont venus également en Hollande, en Belgique, en France, en Allemagne, pour y négocier des traités de commerce, et à Lisbonne afin de préparer l'établissement d'un chemin de fer qui relierait leur capitale Prétoria à l'Océan Indien sur la baie Delagoa, dans le territoire portugais de Mozambique.

Il y a eu en 1883 du trouble dans la terre des *Basoutos* (*Basoutoland*), située entre la colonie de Natal, la Colonie du Cap et la République du Fleuve Orange. Souffrant des exactions des colons, les Basoutos paraissent vouloir revenir sous le gouvernement immédiat de la Grande-Bretagne.

Par contre les habitants de la Colonie du Cap auront désormais un nouveau voisin dont l'arrivée récente excite leur inquiétude et soulève leur mauvaise humeur. En 1884 le gouvernement allemand a fait occuper la baie d'*Angra-Pequena*, vers le 26° 30' de latitude sud, sur l'Océan Atlantique, côte de Cimbébasie, dans le pays des Grands Namaquois, au nord du fleuve Orange.

Productions de la colonie du Cap. — La colonie du Cap possede des chemins de fer, à l'extension desquels on travaille activement ; elle est très fertile, et elle le serait plus encore si elle n'avait pas à souffrir de fréquentes sécheresses. Elle nourrit des chevaux, des bœufs, des moutons renommés pour la belle qualité de leur laine. Elle renferme des diamants (le premier a été trouvé en 1867), du charbon, du cuivre, de la houille. de l'or. Elle vend de l'ivoire et des plumes d'autruche : il n'y avait en 1865 que 80 autruches apprivoisées ; en 1875 il y en avait 21,751, donnant annuellement pour 8 millions de francs de plumes. On plume ces oiseaux deux fois par an. La colonie produit aussi des céréales, du sucre (la culture de la canne a été introduite en 1849), des fruits et d'excellents vins, dont les plus renommés sont ceux de Constance, qui doivent leur nom à la montagne ainsi appelée. Les premières vignes ont été plantées par des protestants français réfugiés au Cap après la révocation de l'Édit de Nantes. La population monte à 1, 662,991 habitants. L'Afrique anglaise est autonome ; elle possède son Parlement. Les negres sont électeurs comme les blancs, pourvu qu'ils aient un salaire annuel de 25 livres sterling, plus leur nourriture.

Maurice et Sainte-Hélène. — Dans l'Océan Indien, les Anglais possedent l'île *Maurice* (ancienne Ile de France), fertile en sucre et en café, avec un excellent mouillage à *Port-Louis*. Elle renferme 377,373 habitants. A Maurice se rattachent l'île *Rodrigue*, les *Amirantes*, les *Seychelles*. Les Anglais sont encore maîtres de l'île de *Périm*, à l'entrée de la Mer Rouge, au point le plus resserré du détroit de Bab-el-Mandeb, entre l'Afrique et l'Asie. En 1884 ils ont occupé *Berberah* sur la côte des Somâlis[1] au sud et en face d'Aden, au sud-est de l'établissement français d'Obock et de l'établissement italien d'Assab.

1. Le pays des Somâlis, baigné à l'est par la Mer des Indes, au nord par le Golfe d'Aden, orme l'extrémité orientale du continent africain, et se termine en pointe au nord-est par le cap Guardafui, en face de l'île de Socotora. Il est encore très peu connu. Un voyageur français, M. Révoil, naturaliste,

Dans l'Océan Atlantique, ils ont l'île de *Sainte-Hélène*, principal point de relâche entre le Cap de Bonne-Espérance et le Cap Vert, avec le port de *Jamestown ;* les îles de l'*Ascension*, de *Saint-Mathieu* et de *Tristan da Cunha*[1]. Sur le continent, au sud du Cap Vert et de la colonie française du Sénégal, les Anglais possèdent le cours de la *Gambie*, avec *Sainte-Marie-de-Bathurst* et *Albreda*. Plus au sud encore, ils sont maîtres de la côte de *Sierra-Leone*, avec *Freetown*. Dans la Guinée, ils ont la *Côte d'Or* et les comptoirs nommés *Apollonia*, *Dixcove*, *Cape Coast*, *Christianborg*. La population s'élève à environ 558,000 habitants pour l'ensemble de leurs possessions dans l'Afrique occidentale.

C'est entre la côte de Sierra-Leone et la Guinée que se trouve la République nègre de *Libéria*, fondée en 1822 par une société d'abolitionnistes américains, en faveur d'esclaves affranchis. La République de Libéria a été définitivement organisée en 1847. Ses habitants, au nombre d'environ 1,000,000, sont protestants ; le gouvernement est modelé sur celui des États-Unis. La capitale est *Monrovia*.

Établissements portugais : les Açores, Madère, le Cap Vert, Congo, Mozambique. Établissements espagnols : les Canaries. — Les Portugais possèdent en Afrique, dans l'Atlantique : l'archipel des îles *Açores* (*Terceire*, *Saint-Michel*, etc.), avec 269,401 habitants ; plus au sud, les îles de *Madère* et *Porto-Santo*, sur les côtes du Maroc, avec 133,955 habitants ; les îles du *Cap Vert* (99,317 habitants) et les îles *Bissagos* (9,000 habitants), sur la côte du Sénégal ; les îles du *Prince* et de *Saint-Thomas* (21,000 habitants), dans le Golfe de Guinée.

Sur la terre ferme, les Portugais ont le *Congo* ou *Guinée méridionale*, avec l'embouchure du *Zaïre ;* les côtes d'*Angola*, de *Benguela*, de *Loanda*, renfermant les villes de *Saint-Paul-de-Loanda* et de *Saint-Philippe-de-Benguela*. Le Congo contient environ 2,000,000 d'habitants. Enfin, sur la côte de l'Océan Indien, au sud de l'Afrique, en face de Madagascar, le Portugal possède la capitainerie générale de *Mozambique*, avec l'embouchure du *Zambèze*, et les villes de *Mozambique*, *Quilimane*, *Olinde*, *Sofala*. La population de la capitainerie de Mo-

chargé d'une mission du ministère de l'instruction publique, a exploré en 1884 le pays des Somâlis.

1. Sainte-Hélène contient 5,059 habitants; l'Ascension, 27 ; Tristan da Cunha, 105.

zambique est d'environ 350,000 habitants. Les colonies portugaises d'Afrique produisent du vin (dans les Açores et à Madère), du riz, du tabac, du coton, des bois précieux, du café, du sucre, etc.

Les Espagnols possèdent en Afrique, sur la côte du Maroc[1], les ports ou *présides* de *Ceuta*, *Melilla*, *Penon de Velez* ; dans l'Océan Atlantique, sur la côte du Sahara, les îles *Canaries* (280,974 habitants), dont les principales sont *Tenériffe*, avec son pic volcanique haut de 3,717 mètres, *Lancerote*, *Fortaventure*, *Gomère*, et l'*île de Fer* ; enfin les îles de *Fernando-Po* et d'*Annobon*, dans le golfe de Guinée (35,000 habitants).

Établissements français. L'Algérie de 1848 à 1870. — La plus vaste de nos colonies africaines, c'est l'Algérie. La Révolution de Février fut accueillie avec joie par la population européenne de cette contrée. Dès le 2 mars 1848, le Gouvernement Provisoire promit aux colons « l'assimilation progressive des institutions algériennes à celles de la métropole ». L'Algérie fut appelée à élire des députés, le territoire civil fut étendu, et, le 19 septembre 1848, 50 millions furent votés pour création de colonies agricoles. L'année suivante (1849), l'oasis de *Zaatcha* fut conquise par le général Herbillon et le colonel Canrobert. En 1850, après le vote de la loi sur la transportation par l'Assemblée Législative, l'Algérie vit arriver les premiers proscrits politiques. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, du 1er au 26 mars 1852, 2593 républicains, frappés par les commissions mixtes, furent internés à *Lambessa*, à *Mers-el-Kébir*, au *camp de l'Oued-Haman*.

La constitution de 1852 enleva à l'Algérie ses députés. Le général Randon, depuis maréchal de France en 1856, devint gouverneur. Sous son administration la conquête continua. *Laghouat* tomba au pouvoir des Français en 1852. Les montagnards de la *Grande Kabylie*[2], qui habitaient la chaîne du *Dje-*

1. Le Maroc forme un empire musulman borné au sud par le Sahara, à l'est par l'Algérie, au nord par la Méditerranée et le détroit de Gibraltar, à l'ouest par l'Océan Atlantique. Il renferme 6 ou 7 millions d'habitants, Berbères, Arabes, Maures, Juifs, nègres. Les principales villes de l'intérieur sont : *Maroc*, *Fez*, *Tafilet*, *Mequinez*. On trouve sur l'Atlantique, en allant du sud au nord, les ports de *Mogador*, *Salé*, *Larache*, *Tanger* ; sur la Méditerranée, celui de *Tétouan*. Le sultan actuel, Muley-Hassan, a succédé à son père Sidi-Mohammed en 1873.

2. La *Petite Kabylie* est située à l'est de la Grande, entre Bougie, Sétif et Djidjelly.

bel Djurjura, entre Alger et Bougie, avaient été battus en 1851 par le général Saint-Arnaud et rendus tributaires. Ils se soulevèrent en 1853 et furent vaincus. Ils firent en 1857 une nouvelle tentative. Cette fois leur pays fut entièrement conquis par le maréchal Randon (mai-juillet 1857). Le *Fort Napoléon* (aujourd'hui *Fort National*) fut construit sur un plateau escarpé pour les tenir en respect; une route le joint à Tizi-Ouzou, située au nord-ouest.

En 1858 l'Algérie cessa d'être administrée par un gouverneur général. Un *ministère de l'Algérie et des colonies* fut créé; on le confia d'abord au prince Napoléon, cousin de l'empereur, puis au comte Chasseloup-Laubat. Ce ministère fut supprimé en 1860, et le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, devint gouverneur général. Il réussit moins bien en Algérie qu'à Sébastopol. Les colons tracassés par l'autorité militaire, les indigènes opprimés par leurs chefs, sur les concussions desquels les Bureaux arabes fermaient trop souvent les yeux, demandaient également qu'on leur vînt en aide.

La lettre impériale du 6 février 1863 au duc de Malakoff pour lui recommander les indigènes excita les inquiétudes des colons; elle contenait l'expression de « *Royaume arabe* ». qui leur fit craindre de voir sacrifier la population française. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 déclara les tribus propriétaires des territoires qu'elles cultivaient. Il y eut, au mois de février 1864, aux environs de Géryville, une insurrection dans laquelle périt le colonel Beauprêtre. Le décret du 7 juillet suivant, subordonnant les préfets aux généraux de division, fut considéré comme une aggravation du régime militaire.

Pélissier était mort en mai 1864; le maréchal de Mac-Mahon le remplaça jusqu'en 1870. L'empereur vint alors visiter l'Algérie (1865). 100 millions avaient été votés par le Corps Législatif pour être employés pendant six ans en travaux d'utilité publique. Napoléon III se montra prodigue de belles promesses et de paroles; mais ce fut tout.

État actuel de l'Algérie. Administration et divisions.— Pendant la malheureuse guerre de 1870-1871, l'Algérie se trouva presque entièrement dégarnie de troupes françaises. Il en résulta une insurrection des indigènes, qu'on eut grand'peine à réprimer (1871). D'autres mouvements de même nature furent étouffés en 1876 et 1879.

L'administration supérieure appartient aujourd'hui à un *Gouverneur général civil;* M. Albert Grévy, qui avait remplacé

avec ce titre le général Chanzy, a lui-même eu pour successeur M. Tirman. L'Algérie est occupée par le 19e corps d'armée ; elle comprend trois divisions militaires et trois départements, dont les chefs-lieux sont placés également à Alger, Oran, Constantine. Le département d'Alger compte cinq arrondissements : *Alger*, *Tizi-Ouzou*, *Médéah*, *Milianah*, *Orléansville*[1]. Le département de Constantine en renferme six : *Constantine*, *Bône*, *Philippeville*, *Bougie*, *Sétif*, *Guelma*[2]. Le département d'Oran en contient cinq : *Oran*, *Mostaganem*, *Mascara*, *Sidi-bel-Abbès*, *Tlemcen*[3]. Il y a dans chaque département un *territoire civil*, entièrement assimilé à la France, et un *territoire de commandement* régi par l'autorité militaire. Il y a trois sortes de communes : 1° les *communes de plein exercice ;* 2° les *communes mixtes*, dans les endroits où les Européens sont encore en minorité ; 3° les *communes indigènes*, dans les endroits où il n'existe pas d'Européens. La population, au 1er avril 1878, s'élevait à 2,867,626 habitants, dont 156,365 Français, 33,312 israélites naturalisés et 155,078 étrangers, Espagnols (ils étaient 92,510 en 1877), Italiens, Anglo-Maltais, Allemands.

Elle comptait, en 1881, 3,310,665 habitants, parmi lesquels 234,037 Français, 35,665 israélites naturalisés, 2,851,019 indigènes musulmans, 189,944 étrangers, ce qui accuse une augmentation de 433,039 habitants. Alger (avec la banlieue) a 88,880 habitants, Oran en renferme 59,377, et Constantine 42,721.

Productions. — L'Algérie fabrique des armes, des tapis, des meubles, des bijoux, travaille les cuirs, et produit surtout du blé, de l'orge, du maïs, de l'alfa (plante textile servant à faire du papier), des fruits, du vin[4], des oranges, des dattes, des légumes, des pâtes alimentaires, du liège, du tabac, de l'huile d'olive, du coton, du lin, de la soie, des laines; elle exporte annuellement 450,000 moutons. Elle renferme de

1. Les autres villes du département d'Alger sont : sur la côte, *Dellys*, *Cherchell*, *Ténez ;* à l'intérieur, *Koléah*, *Blidah*, *Aumale*, *Boghar*, *Teniet-el-Haad*, *Bou-Saada*, *Laghouat*.

2. Les autres villes du département de Constantine sont : sur la côte, *la Calle*, *Collo*, *Djidjelly ;* à l'intérieur, *Souk-Ahras*, *Bordj-Bou-Aréridj*, *Batna*, *Aïn-Beïda*, *Tébessa*, *Biskra*, *Tougourt*.

3. Les autres villes du département d'Oran sont : sur la côte, *Arzeu*, *Nemours ;* à l'intérieur, *Relizane*, *Saint-Denis-du-Sig*, *Aïn-Temouchent*, *Lalla-Maghrnia*, *Sebdou*, *Saïda*, *Tiaret*, *Géryville*.

4. En 1882 on a récolté 681,335 hectolitres de vin sur 39,768 hectares de vignes.

magnifiques forêts de palmiers, d'oliviers, de chênes-verts, de chênes-lièges, souvent incendiées par les Arabes. On y trouve des mines de fer, de cuivre, de zinc, de plomb. La pêche et le cabotage sur les côtes occupaient, en 1877, 5,580 marins. Le corail pêché entre Bône et la Calle est très estimé. Le commerce général de l'Algérie s'élevait en 1882 pour les importations à 411,929,315 francs, et pour les exportations à 150,032,678 francs.

Les chemins de fer algériens. — Il y a maintenant en Algérie de nombreux chemins de fer exploités ou en construction. Une première ligne va d'*Alger*, par *Blidah*, *El-Affroun*, *Milianah*, *Orléansville*, *Relizane*, *Perrégaux*, jusqu'à *Oran*, avec un embranchement au sud jusqu'à *Sidi-bel-Abbès* et *Magenta*. Une autre ligne part du port d'*Arzeu*, à l'est d'*Oran*, coupe la première à *Perrégaux* pour aller à *Saïda*, et de là à *Kalfallah*, au *Kreider* et à *Mecheria*. Une autre va de *Philippeville* à *Constantine*. Une ligne unit *Constantine* à *Sétif*, et s'étend à l'ouest par *Bordj-bou-Areridj* dans la direction d'Alger jusqu'aux *Portes de fer*. Une autre ligne fait communiquer *Constantine* à l'est avec *Guelma*, *Duvivier* et *Souk-Ahras*, sur la frontière tunisienne. Une autre ligne va de *Constantine* à *Batna*. Le port de Bône est uni par un chemin de fer aux usines d'*Aïn-Mokra* à l'ouest, à *Duvivier* au midi. On a aussi construit en 1881 la section d'*Alger* à l'*Alma* et *Menerville* à l'est. La ligne de *Menerville* à *Sétif*, est en construction. Le 24 juin 1878 on a ouvert la première section du chemin de fer de *Tunis* à la frontière Algérienne entre *Tunis* et *Tebourba*. Elle a été continuée depuis par la vallée de la Medjerdah jusqu'à *Souk-Ahras*.

Projet de mer intérieure et projet de chemin de fer transsaharien. — Ce qui manque surtout à notre colonie d'Afrique, c'est l'eau. Le commandant Roudaire (1875-1878) a proposé de créer une mer intérieure au sud-est de l'Algérie en unissant entre eux et à la Mer Méditerranée les grands lacs ou chotts, dont on rencontre dans cette direction les bassins à moitié desséchés. On pourrait ainsi par le golfe de Gabès, le chott El-Fejej, le chott Djerid, Tozeur, le chott Rharsa, le chott Melrir, Mraïer et l'Oued-Righ, arriver par eau jusqu'à Tougourt.

L'exécution de ce projet présente-t-elle des obstacles matériels invincibles? ou bien doit-on croire à la possibilité de le réaliser? Aurait-elle pour résultat de fertiliser et de restituer à la culture une partie du Sahara algérien, où la sécheresse du

sol rend les travaux agricoles impraticables ? Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre.

La commission scientifique nommée pour l'examen de ce projet a fait une réponse défavorable. Néanmoins le commandant Roudaire ne s'est pas découragé; M. Ferdinand de Lesseps est venu lui apporter le secours de son expérience et de son autorité. Une mission dirigée par lui a, du 18 mars au 3 avril 1883, parcouru plus de 600 kilomètres en partant de la côte par *Gabès*, *l'Oued-Melah*, *El-Hamma*, *Aïn-Melousan*, *Seftimi*, le *chott El-Fejej*, qui porte dans cette partie le nom de *Sebkha-Pharaoun*, *Aïn-Tamerga*, le *chott Djerid*, *Sebaa-Biar*, *Tozeur*, le *chott Rharsa*, *Bir-Djeïda*, *Midès*, en Tunisie ; puis en Algérie, par *Negrine*, *Ferkane*, l'*Aurès*, le *chott Melrir*, jusqu'à *Biskra*. La conclusion des explorateurs a été que l'exécution du projet serait des plus utiles, et facile.

On a aussi projeté un chemin de fer qui, de l'Algérie, irait à travers le Sahara, rejoindre au sud le Soudan, c'est-à-dire la vallée du Niger, permettant ainsi d'exporter en Europe les produits de ces riches contrées, et ouvrant à l'industrie européenne un débouché d'une immense importance, puisque la population de ces régions est évaluée à plus de 100 millions d'habitants. Une autre voie ferrée, partant de notre colonie du Sénégal, sur l'Atlantique, à l'ouest de l'Afrique, pourrait venir rejoindre la première au bord du Niger, au sud de Tombouctou. Si ce double projet se réalisait, il pourrait avoir pour la France les plus heureux et les plus vastes résultats. L'Afrique du nord et de l'ouest serait ouverte à notre commerce et deviendrait réellement terre française. Mais les difficultés sont immenses. Une mission envoyée d'Algérie dans le Sahara, sous la direction du lieutenant-colonel Flatters, pour étudier le projet de chemin de fer, après être parvenue heureusement à la fin de janvier 1881 à Amguid ou Amdjid, par 26° de latitude nord et 3° de longitude est, a été massacrée par les Touaregs.

On a décidé en 1880 l'établissement au Sénégal d'un premier chemin de fer partant de la côte pour se diriger vers l'intérieur (voir plus loin).

La Tunisie. Les Français à Tunis (1881). — La *Tunisie*, nommée autrefois *Régence de Tunis*, est comprise entre 5° 30′ et 9° de longitude orientale, 33° et 37° de latitude nord. Elle est limitée à l'ouest par l'Algérie, au midi par le pays de Tripoli, à l'est et au septentrion par la Méditerranée.

Tunis, la capitale, est située au nord-est du pays, au fond d'un golfe fermé à l'orient par la presqu'île du *Cap Bon* ou *Ras-Addar.* Ce cap est le point de la Tunisie le plus rapproché de la Sicile. Tunis est séparé de la mer par une lagune intérieure ou lac salé nommé *Bogaz*, large de 15 kilomètres, mais qui n'est pas navigable à cause du manque de profondeur. *La Goulette*, à l'est de ce lac, sert de port à Tunis, et se trouve reliée avec la métropole par un chemin de fer. C'est au *Bardo,* dans la banlieue de Tunis, qu'est placée la résidence ordinaire du bey.

Si l'on tourne le dos à la ville, et qu'on s'avance vers le nord en longeant le rivage, on rencontre le *Cap Carthage*, vers l'emplacement de la célèbre rivale de Rome; puis *Porto-Farina,* près de *Satcora*, l'ancienne Utique, à l'embouchure de l'*Oued-Medjerdah*, qui a pris naissance en Algérie, et dont le parcours d'environ 80 lieues est constamment dirigé du sud-ouest au nord-est. Voici maintenant le *Cap Ras-Sidi-Ali*, au delà duquel la côte incline à l'occident; puis *Bizerte*, l'ancienne Hippone-Zaryte, à l'entrée d'une lagune très poissonneuse, où il serait possible d'établir un bon port. Au sud de cette lagune, à peu près à égale distance de Bizerte et de la Medjerdah, se trouve la ville de *Mateur.* Un peu au nord de Bizerte est le *Cap Blanc* ou *Ras-el-Abiad.* La côte incline dès lors du nord-est au sud-ouest, en se rapprochant de l'Algérie. On y remarque le *Ras-el-Keroun*, les îlots nommés *les Frères*, le *Cap Serra*, le *Cap Négro*, l'*île de Tabarka*, ancienne colonie génoise, *Bord-Djerid;* en face, sur la côte, l'embouchure de la *Rivière des Abeilles;* enfin, le *Cap Roux*, près de la ville algérienne de La Calle.

A l'intérieur des terres, du côté de l'occident, la Tunisie est bordée par le département français de Constantine. Les postes français les plus rapprochés sont La Calle, au nord, sur la côte; Souk-Ahras, au centre; Tebessa, au midi. C'est dans la région peu connue et hérissée de montagnes, située entre la rive gauche de la Medjerdah et la Mer Méditerranée, qu'habite la peuplade des *Khroumirs. Béja* ou *Bedja* est la ville la plus importante de cette région, entre la frontière et Tunis, sur la rive gauche de la Medjerdah. Entre Béja et Tunis, il y a encore *Toukabeur* et *Djedeida.*

Au sud de la Medjerdah, c'est-à-dire sur la rive droite de ce fleuve, se dressent la ville et la citadelle de *Kef*, sur une colline escarpée, qui commande l'entrée de la Tunisie de ce côté. C'est peut-être l'ancienne Sicca.

La côte orientale de la Tunisie, depuis le cap Bon jusqu'au *Golfe de Gabès*, est inclinée du nord au midi. Elle regarde la Sicile et Malte, au delà des petites îles de *Pantellaria, Linosa* et *Lampedouse*, qui appartiennent à l'Italie. On y rencontre *Aklybia*, près du cap Bon; *Hammamet* (*la ville des pigeons sauvages* [*Hammam*]?); les ports de *Sousa* et *Monastir;* et, à quelque distance de la côte, *Kairoan* ou *Kaïraouan*, la seconde ville de la Tunisie. Bien déchue de ce qu'elle était du septième au treizième siècle, elle renferme encore, dit-on, 50,000 habitants. La côte nous présente encore *Mahadia* ou *Africa* au nord du *Ras-Kadishah*, et *Sfakès* ou *Sfax* au sud du même cap. Au large de Sfax s'étendent les quatre îlots de *Kerkini* (*Cercine*), où Hannibal trouva son premier refuge quand la haine des Romains le fit bannir de Carthage. Nous sommes parvenus au *Golfe de Gabès* ou *Petite Syrte*, où se trouve le port de *Gabès*, et que termine au midi l'île de *Djerba* ou *Gerba* ou *Zerbi*. Les anciens la nommaient, à cause des lotus qui y croissaient, l'*île des Lotophages*. C'est là que les Turcs avaient élevé en 1558 une pyramide de têtes coupées à la suite d'un combat contre les Espagnols.

L'intérieur de la Tunisie renferme de nombreux lacs salés ou *chotts* semblables à ceux de l'Algérie. Le plus important, en partant du seuil de Gabès, est le *Chott-el-Fejej*, l'ancien *Palus Tritonis*, nommé autrefois lac *Laoudeah*, au bord duquel on trouve *Tozeur*. Il y a encore, au sud-est de Kairoan, le *Chott Sidi-el-Heni*, dans lequel se perdent l'*Oued-Fekka* et l'*Oued-Seroud*.

La Tunisie est sablonneuse au midi, hérissée de montagnes au nord. Le climat est chaud et sec. Le dattier, l'olivier, l'oranger, le citronnier, la vigne, le figuier, le mûrier, les céréales, le coton, le tabac, sont les principales richesses agricoles. Le sol est imprégné de sel et de nitre. La sécheresse et les sauterelles sont les deux ennemis les plus redoutables de l'agriculture. La Tunisie exporte des grains, des laines, des bœufs, de l'alfa, de l'huile, des fruits, des tissus, etc.

Quelle était la population, quel était exactement le gouvernement de la Tunisie? Double question à laquelle, avant 1881, on eût été bien embarrassé pour répondre. A Tunis, comme dans tous les pays musulmans, la statistique est chose inconnue. On évalue le nombre des habitants du pays à 2,100,000; la population de la capitale à 125,000. Il y a en Tunisie des Berbères, des Arabes, des Maures, des Juifs, des

Levantins. Officiellement, aux termes d'un firman du 25 octobre 1871, le bey de Tunis devait recevoir l'investiture du sultan, et lui fournir un contingent en cas de guerre. Mais c'est une obligation qu'il n'a pas remplie lors de la dernière lutte entre la Turquie et la Russie. Du reste, la France n'avait jamais reconnu à la Turquie le droit de s'immiscer dans les affaires de Tunis.

Située à l'extrémité orientale de l'Algérie, dont elle est le prolongement géographique, et en face de la Sicile, dont un étroit bras de mer la sépare seul, la Tunisie devait nécessairement attirer l'attention des Français et des Italiens [1]. Aussi les résidents de ces deux nations sont-ils nombreux à Tunis, et s'y disputent-ils souvent les entreprises commerciales et les concessions de travaux publics. C'est une compagnie française qui de 1878 à 1880 a construit le chemin de fer par lequel Tunis se trouve reliée avec la frontière algérienne en suivant la vallée de la Medjerdah. Le bey Mohammed-el-Sadok, régnant depuis 1859, parut d'abord bien disposé envers les Français; mais depuis 1870, encouragé sans doute par nos malheurs, poussé en outre peut-être par son frère Sidi-Ali, et cédant, a-t-on dit, aux instigations du consul d'Italie, M. Maccio, il se montra en toute occasion notre ennemi : taquineries envers nos nationaux, retrait de concessions déjà accordées à des compagnies françaises, interdiction de continuer des travaux déjà commencés, le bey avait donné à la France d'innombrables preuves de mauvais vouloir; enfin les Khroumirs, tribu kabyle des montagnes de la frontière, avaient, à différentes reprises, de 1878 à 1881, violé le territoire algérien. Le gouvernement français résolut alors d'entreprendre une expédition en Tunisie. Une interpellation adressée à M. Cairoli, premier ministre d'Italie, par deux membres du Parlement de Rome, au sujet de l'attitude que le gouvernement du roi Humbert comptait

1. Sans remonter à l'antiquité, ce n'est pas d'aujourd'hui que Tunis est un point de rencontre pour les Français et les Italiens. En 1270, lorsque Louis IX, roi de France, et Charles d'Anjou, son frère, roi de Naples et de Sicile, entreprirent de concert la huitième croisade, Charles insista pour que, au lieu d'aller tout droit à Jérusalem, on commençât par s'emparer de Tunis, dans la pensée que si l'on réussissait, c'est à lui que demeurerait cette ville. En 1535 Charles-Quint, également maître de Naples, s'empara de Tunis. Il laissa garnison à la Goulette, dont les Espagnols restèrent maîtres de 1535 à 1574. Sous Philippe II, don Juan d'Autriche prit de nouveau Tunis, et occupa également Bizerte en 1574. Il songeait même, dit-on, à se faire roi d'Afrique. Mais les Espagnols furent chassés de leur conquête l'année suivante.

prendre dans l'éventualité d'une occupation française à Tunis, amena un vote qui mit le cabinet Cairoli en minorité et fut suivi de sa démission, bientôt retirée, il est vrai, mais renouvelée et devenue définitive après la signature du traité franco-tunisien.

Des troupes françaises venues d'Algérie et de Toulon, sous le commandement supérieur du général Forgemol, ayant pour lieutenants les généraux de brigade Bréart, Ritter, Vincendon, de Brem, Galland, Logerot, Caillot, entrèrent en Tunisie au mois d'avril 1881, à l'ouest par la vallée de la Medjerdah, au nord en débarquant dans l'île de *Tabarka*, et ensuite à *Bizerte*. La ville de *Kef* fut occupée, ainsi que la ligne du chemin de fer. L'ennemi fut battu aux combats de *Ben-Béchir* et de l'*Oued-Zane*.

Le 12 mai, M. Jules Ferry, président du conseil des ministres, lisait aux deux Chambres une Déclaration contenant le passage suivant : « La République française a répudié solennellement, en commençant cette expédition, tout projet d'annexion... Mais le gouvernement du bey de Tunis est tenu de nous laisser prendre sur son territoire, pour la sauvegarde de nos possessions et dans la limite de nos intérêts, les mesures de précaution qu'il est manifestement hors d'état d'assurer par ses propres forces. » Le même jour, le général Bréart signait au Bardo, avec Mohammed-el-Sadok, un traité par lequel le bey reconnaissait le protectorat français.

Après le traité du Bardo, contre lequel la Turquie protesta, et que l'Italie refusa de reconnaître, on crut trop tôt en France que tout était terminé en Tunisie, et une partie du corps expéditionnaire fut rappelée. Tout à coup on apprit le massacre du personnel d'une des gares de la ligne du chemin de fer de Tunis à la frontière algérienne ; une insurrection éclata à l'intérieur de la Tunisie (28 juin). Le centre en était la ville maritime de *Sfax*, à 225 kilomètres de Tunis, et le principal chef Ali-ben-Khalifa. De nouvelles troupes durent être envoyées de France en Afrique, et le général Saussier fut nommé commandant du 19e corps d'armée. La flotte de la Méditerranée, commandée par le vice-amiral Garnault, arriva devant Sfax le 14 juillet, mais dut, à cause du manque de profondeur, se tenir à 6,000 mètres du rivage. La ville n'en fut pas moins bombardée ; le 16 juillet un débarquement fut opéré devant Sfax sous le feu de l'ennemi, et cette ville prise d'assaut. On occupa également Gabès (24 juillet), Mehediah, Monastir

et Sousa. Enfin les troupes expéditionnaires entrèrent à Tunis. L'automne arrivé, lorsque la chaleur fut devenue moins meurtrière, les Français marchèrent sur Kairoan, la ville sainte de la Tunisie. Ils y entrèrent sans combat le 26 octobre. A la suite de négociations poursuivies de 1882 à 1884, et de l'établissement de tribunaux français en Tunisie, toutes les puissances ont consenti à la suppression ou à la suspension des capitulations en vertu desquelles les Européens n'étaient justiciables à Tunis que de leurs consuls respectifs.

Pendant la campagne de Tunisie, un soulèvement avait éclaté contre la domination française dans le sud du département d'Oran. Il était l'œuvre du marabout Bou-Amena, qui entraîna la puissante tribu des Ouled-Sidi-Cheik. Une mauvaise récolte amenée par la sécheresse venait de causer de grandes souffrances parmi les indigènes des environs de Géryville, de Saïda et de Sebdou. Bou-Amena parvint à échapper aux différentes colonnes envoyées pour le combattre. Le 19 mai 1881, il fit éprouver un échec sanglant à la colonne du colonel Innocenti au combat de *Chellala*. Il vint ensuite dévaster les plantations d'alfa voisines de *Saïda ;* un grand nombre d'ouvriers espagnols furent massacrés. Les autres, affamés et dépouillés, s'enfuirent à Sidi-bel-Abbès ou même à Oran, et de là regagnèrent l'Espagne. L'inquiétude fut grande en France quand on reçut ces mauvaises nouvelles. Des précautions ont été prises depuis cette époque pour prévenir toute surprise. On a prolongé le chemin de fer de Saïda jusqu'au *Kreider* et à *Mecheria*, au sud du Chott-el-Chergui, et fortifié cette position.

Le 2 avril 1882 Bou-Amena fut surpris et battu au combat de l'*Oued-Fendi*, un des affluents de l'Oued-Zouffana, au sud de Figuig, à environ 200 kilomètres sud-ouest d'Aïn-Sefra, par une colonne que dirigeait le commandant Catroux ; le 29 du même mois, deux compagnies françaises repoussèrent l'attaque de nombreux Arabes au combat du *chott Tigri ;* enfin, le 20 novembre, l'oasis de *M'zab* fut annexée à l'Algérie.

En 1884 des négociations sont, dit-on, engagées par M. Ordega, représentant de la France au Maroc, pour obtenir du sultan de ce pays une rectification de frontière qui étendrait l'Algérie à l'ouest jusqu'au fleuve Malouya. La France a déjà obtenu le libre accès de l'intérieur du pays pour ses nationaux, malgré le mauvais vouloir des pirates du Rif (montagnes situées près et parallèlement à la Méditerranée). Le gouvernement de Madrid observe avec une inquiétude jalouse nos

relations avec le Maroc. Il craint de voir la France imposer son protectorat au sultan de Fez comme elle l'a imposé au bey de Tunis. Car si l'Espagne ne se sent pas assez forte pour conquérir aujourd'hui le Maroc, elle espère le devenir un jour. Elle se considère comme appelée à posséder dans l'avenir cette région, dont un détroit seul la sépare, et craint d'être prévenue par nous.

Tripoli. — Le pays de Tripoli, situé entre la Tunisie et l'Égypte, forme un *vilayet* ou province directement soumise à la Porte. Il renferme environ 1,150,000 habitants et se partage en trois parties : 1° à l'ouest, la *Tripolitaine*, avec le port de *Tripoli* ; 2° au sud, à l'intérieur, le *Fezzan*, avec l'*oasis de Mourzouk*, sur le passage des caravanes qui vont de la Méditerranée au lac Tchad, à travers le Sahara ; 3° à l'est, le *Barkah* (l'ancienne Cyrénaïque), avec le port de *Bengazi*.

Située dans une région aride, à la lisière même du désert, Tripoli n'en a pas moins une grande importance. Cette ville est à 32° 53′ de latitude nord, c'est-à-dire à 4 degrés au sud de Tunis. Tripoli est le point de la côte méditerranéenne le plus rapproché du lac Tchad, c'est-à-dire du Soudan, par Mourzouk, Bilma et Aghadem. Aussi a-t-elle attiré l'attention des Italiens, qui y envoient fréquemment des missions. Un câble sous-marin unit Tripoli à Malte et à la Sicile.

Le Sénégal. Les Français sur le Niger (1881-1882). — Outre l'Algérie, la France possède encore à l'ouest du continent africain une colonie bien située et fertile, mais d'un climat très malsain : c'est le *Sénégal*, partie septentrionale de la Sénégambie, au sud du Sahara, sur l'Océan Atlantique. La population s'élève environ à 200,000 habitants. Depuis 1815, les Français ne possédaient que *Saint-Louis*, à l'embouchure du fleuve, dont l'entrée est obstruée par les sables, avec l'île de *Gorée* au sud ; on n'y faisait d'autre commerce que celui de la gomme. En 1821, on fonda *Dagana*, à l'est de Saint-Louis, sur le Sénégal, et *Bakel*, sur le même fleuve, mais beaucoup plus loin dans l'intérieur. Un gouverneur d'une grande activité, le colonel (depuis général de division et commandant en chef de l'armée du nord en 1870) Faidherbe a vaincu toutes les peuplades environnantes ; il a créé un établissement à *Podor*, à l'est de Dagana ; il a conquis la côte de *Cayor*, entre Saint-Louis et Gorée, le pays des *Fouta-Toro* et la province de *Bambouck* à l'intérieur des terres. Les deux rives du Sénégal ont été occupées et mises en culture (1854-1865).

On a vu plus haut que des études ont été entreprises en vue d'établir un chemin de fer reliant l'Algérie, à travers le Sahara, à la vallée du Niger, et un autre joignant l'embouchure du Sénégal à la même vallée. En 1880 on a voté la construction d'une première ligne, qui doit unir *Dakar*, point où abordent les paquebots, au sud, près du Cap Vert, avec *Saint-Louis* au nord, sur le bas Sénégal. Cette ligne aura 260 kilomètres ou 65 lieues. Elle est en voie d'exécution, mais nécessite des dépenses considérables.

Une mission a été envoyée du Sénégal à l'intérieur pour ouvrir des rapports avec les peuples nègres qui séparent du Niger la colonie française (1880-1881). Ahmadou, roi de Ségou, chef de la tribu des Bambaras, sur les rives du haut Niger, a conclu un traité avec le capitaine Gallieni. Ahmadou a consenti à ce que les Français aient le droit, à l'exclusion de toute autre nation européenne, de s'établir et de fonder des comptoirs dans tout l'empire de Ségou ; ils pourront améliorer les routes et ouvrir des voies commerciales sur le haut Niger, qui sera placé sous le protectorat exclusif de la France depuis les sources du fleuve jusqu'à Tombouctou. Les Français auront de plus le droit de naviguer et de créer seuls des établissements sur le haut Niger, et la France pourra entretenir un résident à Ségou ; ce point est à 400 kilomètres de Tombouctou et à 600 de Saint-Louis..

Le docteur Bayol, compagnon du capitaine Gallieni, parcourut dans une seconde expédition le pays de *Fouta-Djalon*, entre le Sénégal et le haut Niger, et en décida les habitants à se mettre sous le protectorat français. Il reconnut les sources de la *Gambie*, du *Rio-Grande*, parvint au sud jusqu'à *Timbo*, et atteignit la côte à l'embouchure du *Rio-Nunez*, au sud de la rivière *Casamance*, à peu près en face des îles Bissagos (1881).

Depuis, le lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes, à la tête d'une colonne française, a entrepris une expédition de vingt-cinq mois dans l'intérieur, du 2 janvier 1881 au 1er février 1883. Parti du Haut Sénégal, par *Cayes*, *Médine*, *Bafoulabé* et *Kita*, il est arrivé à *Bamakou*, sur le Niger, au sud et en amont de Ségou, et y a planté le drapeau tricolore. Pendant qu'il était occupé à la construction du fort, il chargea le docteur Bayol, son compagnon, de longer le Niger pour explorer le pays et conclure des traités avec les chefs indigènes. Le docteur Bayol, parti de Bamakou avec un officier et vingt

indigènes, releva en quarante-cinq jours 363 kilomètres d'un pays entièrement inconnu ; il entra, au nord de Bamakou. dans le *Beledougou* (*Pays de Pierre*), à *N'Kara*, passa par *Nossombougou*, visita *Koumi*. capitale des *Bambaras*, à 116 kil. de Bamakou, *Gessenais*, parcourut le *Fadougou*, par *Boro*, *Dampa*, puis le pays de *Mourdia*, où l'on trouve du fer et de nombreux troupeaux, ne put pousser jusqu'à *Segala*, et revint par *Kodjau* (16 avril — 27 mai 1882). Il avait partout distribué des présents et conclu des alliances d'autant plus utiles. qu'avec la mobilité d'esprit naturelle aux Maures, Ahmadou, roi de Ségou, est devenu notre ennemi.

M. Bayol a été nommé en 1883 lieutenant-gouverneur du Sénégal. Par un traité du 16 janvier 1883, le pays de *Cayor*, sur la côte, entre le Cap Vert et le Sénégal, a été placé sous le protectorat français.

La Guinée et le Gabon. — Au sud du Sénégal, sur la côte de Guinée, la France avait abandonné en 1871 ses deux établissements de *Grand-Bassam* et *Assinie ;* mais en 1883, sur la demande de divers chefs de la *Côte des Esclaves*, au sud du *royaume de Dahomey*, le protectorat français a été établi dans les territoires de *Petit-Popo*. *Grand-Popo* et *Porto-Seguro*. Ces points sont situés à l'est de la *Côte d'Or*, qui appartient aux Anglais, et à l'ouest de *Whydah*. A l'est de cette ville, où sont établies des factoreries françaises et anglaises, *Porto-Novo* a été également placé sous le protectorat de la France. On a repris possession de Grand-Bassam et Assinie.

Nous possédons aussi au sud de l'embouchure du Niger, sous l'équateur même, l'établissement du *Gabon*, avec la station de *Libreville*.

M. de Brazza sur l'Ogôoué et au Congo. — Au sud du Gabon, vers le cap Lopez, environ au 1er degré de latitude méridionale, le fleuve *Ogôoué* a été remonté à une grande distance par deux voyageurs français, Victor de Compiègne et M. Alfred Marche (1872-1874). En 1875 M. Marche partit de nouveau en compagnie d'un officier de marine, M. Savorgnan de Brazza, pour recommencer la même expédition et tenter de pénétrer à l'intérieur de l'Afrique.

L'insuccès de cette expéditon n'en empêcha point une nouvelle. M. de Brazza reçommença ses explorations au mois d'août 1875, en compagnie de M. Ballay, médecin de marine, avec une escorte de 12 soldats indigènes du Sénégal, sous les ordres du quartier-maître Hamon. Les intrépides voyageurs, partis du

Gabon, devaient remonter le cours de l'Ogôoué, que l'on supposait à tort en communication avec les grands lacs de l'intérieur. Le voyage dura trois ans. M. de Brazza parcourut en pays inconnus 1,300 kilomètres, dont près de 300 à pied : chaleurs, fièvre, manque de vivres, traversée de forêts inextricables, de fleuves infestés d'hippopotames et de crocodiles, mauvaise foi et hostilité des indigènes, tout fut bravé avec une constance qui ne se démentit pas. On découvrit le bassin supérieur des rivières *Alima* et *Licona*, qu'on sut l'année suivante être des affluents de la rive droite du Congo ; la petite troupe revint au Gabon le 30 novembre 1878. La Société de Géographie de Paris décerna la grande médaille d'or à son chef.

M. de Brazza, reparti à la fin de 1879 pour l'Afrique, remonta l'Ogôoué jusqu'à la rivière Passa ; il fonda une station à Franceville en juin 1880. Ensuite, passant dans le bassin du Congo, il franchit plusieurs affluents de l'Alima et le *Leketi*, et arriva sur le plateau de Bateké, dans le royaume de Makoko.

Ce roi envoya un de ses chefs dire au voyageur : « Makoko sait que vos terribles fusils n'ont jamais servi pour l'attaque ; il désire votre amitié ; il vous offre la sienne. » M. de Brazza accueillit avec joie ces ouvertures et promit de visiter le monarque. Il gagna auparavant le pays des Oubendji avec son interprète Ossiah. Il leur envoya une cartouche et un pavillon français : « Choisissez, leur faisait-il dire : la cartouche, c'est la guerre, et elle sera terrible ; le pavillon, c'est une paix qui vous donnera honneur et profit. »

Il arriva peu après chez Makoko. Le roi le reçut avec joie : « Makoko, lui dit-il, est heureux de voir le grand chef blanc de l'Occident ; Makoko sait distinguer ceux qui viennent à lui avec un cœur pacifique des autres blancs. » C'était une allusion à la traite des noirs, et aux coups de fusil tirés par Stanley sur les riverains du Congo. Un traité fut signé le 3 octobre 1880 : M. de Brazza obtenait la cession à la France du pays situé entre les rivières *Djoué* et *Impila*, affluents de la rive droite du Congo. Aussitôt après on donne à M. de Brazza une boîte pleine de terre pour le grand chef blanc (le Président de la République), afin qu'il voie que le pays de Makoko est à la France. Alors le roi nègre arbore sur sa case le drapeau tricolore et il appuie les négociations avec les Oubendji.

Les chefs de ce peuple vinrent avec plus de cent pirogues au rendez-vous fixé par M. de Brazza. Il protesta de ses inten-

tions pacifiques et offrit son amitié. Un chef s'avança, et, montrant un îlot voisin : « Regarde cet îlot, dit-il ; sa vue nous avertit tous de nous tenir en garde contre les blancs; c'est là qu'a été versé le sang des Oubendji par un de vos chefs (Stanley), qui descendait le fleuve avec la rapidité du vent. Que celui-là n'essaye pas de le remonter! » Les assurances du voyageur français firent enfin taire toute défiance. Un grand trou fut creusé ; on y jeta des flèches, des balles, de la poudre ; on y entassa de la terre ; on planta dessus un arbre : « Nous venons, dit le grand chef des Oubendji, d'enterrer la guerre, et si profondément, que ni nous ni nos enfants ne pourrons jamais la retrouver. — Et nous aussi, ajouta M. de Brazza, nous serons vos amis tant que cet arbre ne portera ni balles ni poires à poudre. » Ensuite eut lieu la création d'une seconde station à la cataracte N'tamo, sur le cours inférieur du Congo. La station a pris le nom de *Brazzaville*. Tombé malade, M. de Brazza revint en France au mois de décembre 1880.

En deux ans et demi, il avait accompli un itinéraire de plus de 4,000 kilomètres, dans un pays qui produit l'arachide, la noix de palme, le maïs, l'ivoire, le caoutchouc, qui possède des mines de cuivre et de plomb. Le principal résultat de ce voyage était celui-ci : au lieu de suivre, pour commercer avec la vallée du Congo, le cours inférieur de ce fleuve lui-même, qui est obstrué de cataractes, il est plus facile d'aller directement soit du Gabon, soit de l'embouchure de l'Ogôoué jusqu'à Franceville, et de là, par une route de 120 kilomètres, que les indigènes ont ouverte sous la direction de M. de Brazza, de descendre ensuite la vallée de l'Alima jusqu'à son confluent avec le Congo. Le commerce de ces vastes régions peut donc se faire en territoire français. Stanley, qui le premier avait exploré la vallée du Congo tout entière, et qui en ce moment-là même, au nom de l'association internationale africaine fondée sous le patronage du roi des Belges, créait des stations dans la vallée du Congo, ne put voir sans un vif dépit M. de Brazza venir lui faire concurrence sur un terrain qu'il considérait comme exclusivement le sien. On essaya de tenter la fidélité du sergent sénégalais Malamini et des trois soldats laissés à la garde de Brazzaville ; on essaya sans plus de succès de séduire ou d'intimider Makoko pour l'amener à ne point exécuter le traité conclu avec le voyageur français.

Pendant ce temps, M. de Brazza recevait à Paris un accueil

enthousiaste (1881-1882). M. Stanley, qui s'y trouva en même temps que lui, ne put dissimuler sa mauvaise humeur, qui contrastait d'une façon éclatante avec la courtoisie chevaleresque de notre compatriote. Les deux Chambres ratifièrent le traité conclu avec le roi Makoko, et M. de Brazza reçut le commandement d'une expédition destinée à prendre possession effective au nom de la France des contrées ouvertes par son intelligente et courageuse initiative. Parti de France au mois de mars 1883, il occupa les baies de *Loango* et de *Punta-Negra* vers 4° 20′ de latitude sud, à environ 40 lieues au nord de l'embouchure du Congo, et il partit ensuite pour l'intérieur. Le roi Makoko, qui avait traité avec le voyageur français, avait, disait-on, été renversé et remplacé par M'pumo-Ntaba, sans doute à l'instigation de Stanley, qui excitait les indigènes à résister par la force à l'expédition française. Cette nouvelle ne fut cependant pas confirmée. M. de Brazza a, depuis, conclu un traité avec le plus puissant des souverains indigènes, dont Makoko lui-même n'est que le vassal. Ce roi, dont les États se trouvent sur la rive droite du Congo, de Brazzaville à l'Équateur, se serait placé sous le protectorat français. M. de Brazza a continué en 1883 et 1884 à fonder de nouvelles stations intermédiaires pour relier l'Océan à Franceville qui en est à 850 kilomètres.

La Réunion. — Sur la côte orientale de l'Afrique, notre colonie de *la Réunion* (ancienne *Ile Bourbon*), française depuis 1649, renferme 180,814 habitants, la plupart nègres; elle exporte surtout du sucre, du café, de la cannelle, de la muscade. Elle est dominée par le *Piton des Neiges*, le *Piton de la Fournaise* et le *Gros Morne*. Les trois villes principales sont *Saint-Denis*, capitale, *Saint-Pierre* et *Saint-Paul*. Les Chambres ont voté les fonds nécessaires pour l'établissement à la Réunion d'un chemin de fer, ainsi que d'un port à Saint-Pierre, la rade ouverte de Saint-Denis n'offrant point d'abri aux navires. A la Réunion est né le poète Évariste Parny (1753-1814), auteur du *Voyage de Bourgogne*, de l'*Épître aux Insurgents de Boston*, de *Poésies érotiques*, de *la Journée champêtre*, et de *la Guerre des dieux*, le plus connu de ses ouvrages.

Au nord-ouest de Madagascar, la France possède les îles de *Mayotte*, l'une des Comores (10,158 habit.), la *Grande Comore*, cédée en 1883 par son sultan, moyennant une pension viagère; *Nossi-Bé* (8,155 hab.), *Nossi-Cumba*, *Nossi-Mitsiou*, et *Nossi-Fali*; au nord-est, l'île *Sainte-Marie* (7,117 hab.), avec le

Port-Louis. Enfin, en 1862, la France acheta aux Somâlis la *Rade d'Obock*, au sud du détroit de Bab-el-Mandeb, mais elle n'y a fondé d'établissement qu'en 1884.

Madagascar. Diverses tentatives infructueuses des Français du dix-septième au dix-neuvième siècle. Le royaume Hova.—A l'ouest de la Réunion s'étend l'immense île de Madagascar ou la *Grande Terre*, du 11° 57′ au 25° 34′ de latitude sud. Elle est séparée de la côte d'Afrique par le canal de Mozambique, large au point le plus resserré de 400 kilomètres ou 100 lieues. Placée entre 41°20′ et 48°10′ de longitude est, elle est plus grande que la France. Du cap d'Ambre [1] au nord jusqu'au cap Sainte-Marie au sud, elle mesure 1,550 kilomètres ou environ 390 lieues. Elle fut découverte en 1506 par le Portugais Fernan Suarez ou par Laurent d'Alméida. Richelieu ayant formé en juin 1642 la *Société de l'Orient*, l'année suivante Pronis prit possession de l'île Sainte-Marie et de la baie d'Antongil au nord-est : il bâtit au sud-est le Fort Dauphin. Le 4 décembre 1648, Étienne de Flacourt arriva au nom de la Société. Par malheur c'était l'époque de la Fronde. Les colons furent longtemps oubliés de la mère patrie. Enfin ils reçurent un faible renfort en 1663, et un édit de Louis XIV, en date du 1er juillet 1665, donna à Madagascar le nom d'*Ile Dauphine*. Mais les colons soulevèrent les indigènes par leurs excès et furent massacrés dans la nuit de Noël en 1672. Les survivants se rembarquèrent deux ans plus tard. Cette première tentative de colonisation a été retracée dans l'*Histoire de la grande Isle de Madagascar par le sieur de Flacourt en* 1658.

En 1816, l'amiral anglais Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, entra en relations avec les Hovas. En même temps le gouverneur français de Bourbon reprenait possession de l'île Sainte-Marie. En 1819, on réoccupa le Fort Dauphin. Cependant la face des choses avait changé à Madagascar. Le chef des Hovas, Impoina, et après lui son fils Radama Ier, devenu roi en 1810, à dix-huit ans, avaient soumis la plus grande partie de l'île. Radama reçut dans sa capitale Tananarive [2] un envoyé anglais, M. Hastie, consentit à supprimer la traite des nègres, s'habilla à l'européenne, et, avec l'aide d'un ancien sergent

1. A 100 lieues au nord-ouest du cap d'Ambre, vers le 9° de latitude méridionale, se trouve le petit archipel d'*Aldabra*, récemment acquis par la Norwège.

2. Tananarive a, dit-on, 100,000 habitants et se trouve à dix jours de marche de Tamatave, à une altitude de 1345 mètres.

français nommé Robin, venu de l'île de la Réunion, organisa une armée régulière. Il attaqua les Français et les chassa du Fort Dauphin le 14 mars 1825. Quant il mourut, à trente-six ans, en 1828, l'une de ses femmes, Ranavalona, devint reine. Mal disposée pour les étrangers, elle défendit le 26 février 1835 l'exercice du christianisme. De 1836 à 1845, tous les Européens durent quitter l'île. Les expéditions françaises de 1829 et 1845, la dernière dirigée par le commandant Romain-Desfossés, tentées toutes les deux avec des moyens insuffisants, avaient échoué.

Cependant un Français, Jean Laborde, né à Auch en 1810, fut jeté par un naufrage, au retour de l'Inde, sur la côte de Madagascar. Bien accueilli, il apprit aux indigènes à tailler la pierre, à fabriquer des fusils, des canons, de la poudre, des briques, du verre, à raffiner le sucre ; il fonda une ville industrielle et fit l'éducation des fils de la reine. Il resta vingt-six ans à Madagascar (1831-1857). En 1853 les Anglais signèrent un traité de commerce avec la reine. Les Européens revinrent, et parmi eux un Français, M. Lambert, qui devint l'ami du prince héritier. Mais en 1857 tous les Européens furent encore une fois chassés. La reine mourut le 18 août 1861. Son fils Rakoto devint roi sous le nom de *Radama II*. Ami déclaré des étrangers, il envoya M. Lambert notifier son avènement à Napoléon III, et conclut des traités de commerce avec la France et l'Angleterre. Il fut assassiné en mai 1863. Sa veuve devint reine sous le nom de *Rasoherina*. Morte le 1er avril 1868, elle fut remplacée par sa cousine Ranavalona II, qui adopta la religion anglicane et abolit l'importation des esclaves (mais non l'esclavage).

Voyage de M. Grandidier (1865-1870). — Un voyageur français, M. Alfred Grandidier, a visité Madagascar de 1865 à 1870, pendant que deux Hollandais, MM. François Pollen et Van Dam, et un Anglais, M. Crossley, en exploraient également certaines portions. M. Grandidier évalue la population à quatre ou cinq millions d'habitants, chiffre probablement trop élevé. Le royaume *Hova*, dont les habitants sont de race malaise, comprend la moitié de l'île, à l'est et au nord. Il y a encore au sud et au nord-ouest des tribus nègres indépendantes, les *Antadrouïs*, les *Mahafales*, les *Sakalaves*, les *Antanosses*, les *Betsimisarakes*. L'île renferme aussi des descendants d'Arabes venus de la Mer Rouge.

En remontant la côte orientale de Madagascar du sud au

nord, on rencontre les fleuves *Fantsaïra*, *Itaperine*, *Manafiafa*, *Manantena*, *Menanara*, *Mananzarine*, *Mahanourou*, *Manangourou*. La côte occidentale, du nord au sud, est arrosée par les fleuves *Mandredé*, *Manambourou*, *Sacalit*, *Anhoulahine*, *Mansikoura*.

L'intérieur renferme un amas de montagnes granitiques et stériles, dont M. Grandidier compare l'aspect à celui d'une mer houleuse. Les plus élevées sont les monts *Ankaratra*. La flore et la faune de Madagascar sont particulières à cette île. La végétation est gigantesque, surtout dans la grande forêt d'*Analamazaotra*; on y trouve l'*arbre du voyageur*, qui renferme de l'eau que l'on fait jaillir par des incisions, le palétuvier, le palmier, le cocotier, le baobab, l'arbre à gomme. L'île produit encore des bambous, l'igname, le riz, la canne à sucre, la banane, l'ananas, le tabac, la résine, le poivre, le gingembre. Elle renferme des bœufs en grande quantité, des moutons, des chèvres, des sangliers, des makis; pas de bêtes féroces, excepté les crocodiles dans de nombreux lacs. Il y a des mines de fer, de cuivre, de plomb, de manganèse, du charbon de terre au nord-ouest sur la baie de *Passandava*, entre le cap Saint-Sébastien au nord et le cap Bernahomai au midi. La surface exploitable est d'environ 3,000 kilomètres carrés, supérieure à celle de tous les bassins houillers de France réunis. On trouve dans l'île des fossiles gigantesques de tortues, d'épyornis, d'hippopotames. La côte est malheureusement très insalubre, et les routes manquent pour pénétrer dans l'intérieur.

Expédition française de Madagascar (1883). — Un conflit a éclaté en 1881 entre la France et les Hovas. Depuis 1841 la France possédait sur la côte occidentale la baie de *Passandava*, achetée moyennant une pension annuelle au chef sakalave Tsimandrou; cette pension est encore payée à son petit-fils Mounsa, roi d'*Ankify* sous le protectorat français. Un autre chef indigène, Tsimiare, roi des Antanosses, avait aussi cédé à la France la baie d'*Antombuk*, près du cap d'Ambre, à l'extrémité nord de Madagascar, tandis qu'Adrian Souly nous vendait à la fois en 1843 la baie de *Bali* sur la côte occidentale et l'île *Mayotte*. Le gouvernement de la reine des Hovas, qui se prétend souveraine de Madagascar tout entière, fit abattre en 1881 le drapeau tricolore à Ankify et occuper militairement le territoire des Sakalaves protégés français. Plusieurs de nos nationaux furent molestés et toute réparation refusée. De plus, l'ar-

ticle 4 du traité conclu en 1868 avec le gouvernement hova disait : « Les Français jouiront à Madagascar du droit de s'établir où ils le jugeront convenable, de prendre à bail, d'acquérir des meubles et des immeubles. » Or, en 1878, M. Laborde, consul de France à Madagascar, étant mort à Tananarive, les héritiers de ses propriétés reçurent défense d'y bâtir, en vertu d'un édit publié précisément pour les dépouiller en 1881, et ainsi conçu : « La terre, à Madagascar, ne peut être vendue ou donnée en garantie qu'entre sujets du gouvernement de Madagascar. »

Sur les réclamations de la France, une ambassade hova fut envoyée à Paris, et des négociations s'engagèrent. Elles ne réussirent point, les envoyés de Ranavalona ayant refusé ce qu'on leur demandait : évacuation du territoire sakalave, payement d'une indemnité, et droit pour les Français d'acquérir des propriétés foncières à Madagascar (24 janvier 1883). De Paris, les Hovas allèrent à Londres et à New-York, essayant de nouer des relations avec l'Allemagne, l'Angleterre, l'Amérique, d'obtenir, en un mot, la protection d'une grande puissance. Ils ne réussirent qu'à provoquer dans la presse britannique des démonstrations malveillantes contre la France.

Une division navale commandée par le contre-amiral Pierre, chargé par le gouvernement de la République d'en finir par la force, bombarda sur la côte ouest, du 9 au 16 mai 1883, *Anibalika*, *Mourounsang*, *Mahilaka*, *Ankingamelokou*, *Andjangoua*, *Bemaneviky*, enfin *Majunga*, le port le plus important de cette côte, sur la baie de *Bembetoka*, vers l'embouchure de la rivière *Betsibouka* (ou *Ikupa ?*) qui prend sa source près de Tananarive. Les Hovas furent partout chassés, et une garnison française établie à Majunga. L'escadre, doublant le cap d'Ambre, vint ensuite sur la côte orientale détruire *Foulepointe*, *Mohambo*, *Fenerios*. Enfin, le 13 juin, *Tamatave*[1], le principal port de l'île, fut bombardée et occupée par les Français, qui en prirent possession au grand déplaisir et malgré le mauvais vouloir des résidents anglais. Le consul britannique Packenham étant mort de maladie au moment de l'attaque et son secrétaire indigène ayant été un instant arrêté comme soupçonné d'intelligence avec les Hovas, on

1. C'est à Tamatave qu'en temps ordinaire on embarque les dix ou douze mille bœufs que la Réunion et Maurice achètent chaque année à la grande île africaine. C'est là que les Anglais et surtout les Américains débarquent leurs toiles, leurs farines, leurs meubles.

put même croire que les Anglais essayeraient de soulever à cette occasion une nouvelle affaire Pritchard.

Le missionnaire anglais Shaw, arrêté par l'ordre du contre-amiral Pierre, qui lui reprochait de renseigner les Hovas à Tamatave sur l'état des forces françaises, puis remis en liberté, réclama et obtint une indemnité du gouvernement français. L'amiral Pierre, malade, demanda à être remplacé et mourut à son arrivée en France. Il eut pour successeur dans les eaux de Madagascar le contre-amiral Galiber. La mort de la reine Ranavalona II (13 juillet 1883), qui fut remplacée par sa jeune cousine Ranavalona III, sous la direction du premier ministre Rainilahiarivony, ne changea point la situation.

Elle demeura la même pendant les derniers mois de l'année et jusqu'en mai 1884 : les Hovas échouèrent dans leurs tentatives pour reprendre les points de la côte occupés par les Français et les volontaires créoles de la Réunion ; mais ceux-ci de leur côté, trop peu nombreux et décimés par les fièvres, n'ont pu prendre l'offensive et marcher sur Tananarive, capitale de l'île, pour en finir par un coup vigoureux ; on a seulement occupé le Fort Dauphin, sur la côte sud-est. Des négociations entamées avec le gouvernement Hova n'ont point abouti, celui-ci consentant bien à donner une indemnité pécuniaire, mais non à concéder à la France un territoire au nord de l'île et à reconnaître le protectorat français. D'ailleurs, par les ports du sud, les Hovas continuaient à recevoir des armes et des munitions, vendues surtout par les Américains et les Anglais. Ceux-ci n'ont pas cessé de témoigner au sujet de l'expédition française une mauvaise humeur dont la véritable raison apparaît clairement dans ce passage d'une lettre adressée au *Times* du 28 août 1883 : « Les affaires de Madagascar engagent à la fois les intérêts moraux et matériels de ce pays. Madagascar est l'île la plus vaste, la plus importante de la côte africaine. On l'a nommée *la Grande-Bretagne de l'Afrique*, et sa position, commandant le canal de Mozambique, est quelque chose comme celle de notre propre pays sur le détroit de Douvres. Il y a 1,200 de nos compatriotes dans l'île. Madagascar est située entre nos possessions d'Afrique et celles d'Asie. » Enfin le contre-amiral Miot a été envoyé à Madagascar pour remplacer l'amiral Galiber parvenu au terme de son commandement. Arrivé le 8 mai 1884, l'amiral Miot déclara que « l'heure des négocia-

tions dilatoires était passée, et qu'il avait été envoyé pour exercer les droits de la France sur l'île ».

A la suite du traité de Tien-Tsin, un premier renfort étant venu du Tonkin à Tamatave, on essaya le 27 juin de prendre l'offensive contre les Hovas; mais cette tentative, faite avec des forces insuffisantes, ne paraît point avoir eu de résultat. Le 21 juillet 1884, un crédit de 5,196,000 fr. a été voté par la Chambre des députés en vue de poursuivre l'expédition de Madagascar.

L'Égypte. Son importance comme point intermédiaire entre l'Europe et l'Inde. — Le premier vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, après avoir perdu son fils Ibrahim, est mort en 1849. Il a été remplacé successivement par Abbas-Pacha (1849-1854), Mohammed-Saïd (1854-1863), puis Ismaïl[1], neveu de Mohammed-Saïd, à partir du 18 janvier 1863. Ce prince obtint de la Sublime-Porte, par un firman du 8 juin 1867, le titre de *khédive* ou souverain, en remplacement de celui de *vali* ou vice-roi, ensuite le droit d'augmenter à son gré l'effectif de l'armée et de la marine égyptiennes en 1872, de contracter des emprunts et de conclure des traités de commerce en 1873. Les successeurs de Méhémet-Ali, comme leur aïeul, n'ont pas cessé d'entretenir avec l'Europe des rapports étroits et de recevoir dans leurs États de nombreux immigrants, surtout des Grecs, des Français[2], des Italiens et des Anglais. Ils règnent ou plutôt régnaient avant les derniers événements sur 17 millions de sujets, Cophtes, Arabes, Turcs, Juifs, nègres du Soudan, de la Nubie, du Kordofan et du Darfour. L'Égypte proprement dite a 5,518,000 habitants. La capitale, *le Caire*, renferme 368,108 habitants ; le principal port de mer, *Alexandrie*, en contient 208,775.

A la suite de la découverte des sources du Nil, Gordon-Pacha, venu au Caire en 1874 au service du khédive et envoyé dans le sud pour abolir la traite des esclaves, avait annexé la *Province de l'Equateur*, depuis le confluent du Bahr-el-Ghazal et du Nil au nord, jusqu'au lac Albert au midi. Elle comprenait à l'ouest toute la vallée du Bahr-el-Ghazal et de ses nombreux affluents. Jusqu'en 1875, Gordon-Pacha avait résidé à Gon-

1. Ismaïl, petit-fils de Méhémet-Ali et fils d'Ibrahim, le vainqueur de Nézib, est né au Caire le 31 décembre 1830.

2. La langue officielle en Égypte est le français ; mais on y parle aussi l'arabe et l'italien.

dokoro, sur le Nil ; à cette époque, ce poste fut abandonné à cause de son insalubrité et remplacé par Lado.

Au moyen âge, tant qu'on n'eut pas fait le tour de l'Afrique, et que le Cap de Bonne-Espérance ne fut pas connu, l'Égypte fut la route que suivit le commerce de l'Inde. Les choses changèrent quand les Portugais furent arrivés par mer à Goa. Une rivalité acharnée s'établit entre les deux nations maritimes les plus actives à cette époque, entre Lisbonne, maîtresse du Cap, et Venise, alliée aux maîtres de l'Égypte. Pour ruiner l'Égypte et empêcher le transit par Alexandrie avec l'Inde, le Portugais Albuquerque voulait détourner le cours du Nil et le jeter dans la Mer Rouge.

M. de Lesseps. Canal de l'isthme de Suez (1859-1869).— Trois siècles après Albuquerque, un Français, M. Ferdinand de Lesseps, ancien diplomate, forma le projet de réunir la Méditerranée à la Mer Rouge par un vaste canal capable de recevoir les plus grands vaisseaux. On pourrait ainsi aller de Marseille à Bombay sans être obligé de passer par le Cap de Bonne-Espérance. Mais, pour établir ce canal, il fallait l'assentiment du vice-roi d'Egypte et du sultan son suzerain. Le consentement du vice-roi n'était pas douteux : il comprenait que le percement de l'isthme de Suez, en faisant de ses États la grande route de la navigation d'Occident en Orient, doublerait l'importance et la richesse de l'Égypte ; que les seuls travaux de percement du canal attireraient sur les bords du Nil une nombreuse colonie européenne, dont la présence serait un bienfait pour le pays. Mais l'Angleterre fut alarmée des projets de M. de Lesseps ; elle craignit pour ses possessions indiennes ainsi rapprochées de l'Europe : aussi fit-elle pendant quelque temps tous ses efforts, et au Caire et à Constantinople, pour entraver l'entreprise.

Pourtant ces tentatives furent vaines : M. de Lesseps obtint du vice-roi Mohammed-Saïd un firman qui lui accordait la concession du canal. Il organisa aussitôt la Compagnie de l'Isthme de Suez, au capital de 200 millions (5-30 novembre 1858). Un entrepreneur français s'engagea à exécuter les travaux du percement de l'isthme et à réunir le grand canal au Nil par un canal d'eau douce. Les travaux commencèrent au mois de mars 1859 des deux côtés à la fois. Suez, sur la Mer Rouge, Port-Saïd, sur la Méditerranée, aux extrémités du canal, furent reliés par une ligne télégraphique et devinrent en quelques mois des villes importantes. Pour creuser le sable du désert et

manier la pioche sous un soleil brûlant, on n'aurait pu employer des Européens : le vice-roi mit les soldats de l'armée égyptienne à la disposition de M. de Lesseps ; on employa aussi des paysans, qui travaillaient à la corvée.

On eut bien des difficultés à vaincre. Souvent le sable du désert, soulevé par le vent, venait tomber dans les fossés creusés lentement, avec peine, et les combler en un instant. On prétendait aussi que la différence du niveau de la Mer Rouge et de celui de la Méditerranée serait un obstacle insurmontable. Il n'en fut rien cependant. D'abord les deux mers furent unies par un chemin de fer, qui va d'Alexandrie au Caire par Damanhour, Tantah, Kelioubs, et du Caire à Suez[1]. Ensuite, le 11 novembre 1862, la première partie du canal fut inaugurée. Elle part de *Port-Saïd*, sur la Méditerranée, traverse le *lac Menzaleh* sur une longueur de 40 kilomètres, ensuite le *lac Ballah*, les *dunes de Ferdane*, le *plateau d'El-Guisr*, haut de 16 mètres et long de 13 kilomètres ; enfin elle aboutit au *lac Timsah*, à mi-chemin entre la Méditerranée et la Mer Rouge. En même temps était achevé le canal d'eau douce qui fait communiquer le Nil avec le canal des deux mers. Il quitte le fleuve près du Caire, passe par Belbeïs et vient déboucher dans le lacTimsah par les écluses d'Ismaïlia ; de là, il se continue jusqu'à Suez parallèlemnet au lit dans lequel coule le canal des deux mers.

Le grand canal entre Port-Saïd et Suez a été terminé en 1869. Il a 40 lieues (162 kilomètres) de longueur ; sa largeur varie de 60 à 100 mètres ; sa profondeur est d'environ 8 mètres 50 centimètres. La traversée dure de 13 à 14 heures. On va de Suez à Bombay en 13 jours ; de Suez à Pointe-de-Galle (Ceylan) en 17 jours. Le khédive possédait 177,000 actions du canal de Suez.

Le khédive Ismaïl (1863-1879). Ses embarras financiers. —Le règne du khédive Ismaïl, signalé par l'achèvement du canal de Suez, aurait dû, semble-t-il, être glorieux ; il a été marqué, au contraire, par de folles prodigalités, des entreprises extravagantes, et terminé par une chute lamentable.

1. Depuis, on a ouvert une ligne de Tantah par Mansourah à Damiette ; une autre de Suez à Ismaïlia. — Zagazig, au nord du Caire, est le centre du réseau égyptien. Quatre voies ferrées en partent pour atteindre à l'est Ismaïlia, au sud Kélioubs, au nord Mansourah, à l'ouest la ligne d'Alexandrie au Caire entre Tantah et Kélioubs. Il y a également une ligne qui, du Caire, remonte la rive gauche du Nil par Giseh, Souef, Girgeh, Minieh et Siout.

Les frais des expéditions entreprises pour étendre la domination de l'Égypte dans la vallée du haut Nil, le manque d'ordre dans les finances et des dépenses exagérées mirent bientôt Ismaïl, comme le sultan, son suzerain[1], dans l'impossibilité de payer les intérêts des emprunts contractés par lui. Construction de palais somptueux, de fermes modèles, d'usines, de canaux, de chemins de fer, largesses folles à ses favoris et à ses femmes, dons faits aux Européens, tout contribuait à vider le Trésor.

Parmi ces Européens, ces *Francs* accourus en Égypte pour s'enrichir et s'enrichir vite à tout prix, beaucoup n'étaient rien moins que recommandables : fournisseurs, entrepreneurs, banquiers, hommes d'affaires, exempts de tout impôt, exploitaient le pays et aidaient le souverain à se ruiner[2]. Comme les terres du khédive, ainsi que celles des pachas et des indigènes riches, étaient exemptes de charges, tout retombait en dernier lieu sur les malheureux fellahs, soumis en outre à la corvée et à un arbitraire révoltant. Hors d'état de payer l'impôt, le fellah emprunte à un taux usuraire. C'est encore l'Européen qui lui prête ; comme, à l'échéance de la dette, le fellah ne peut payer, sa terre est vendue. A qui ? Au créancier, qui achète à vil prix.

Pour se tirer d'embarras, au mois de novembre 1875, le khédive vendit au gouvernement anglais, moyennant 100 millions de francs, les 177,000 actions du canal de Suez qui lui appartenaient. Cela n'ayant pas suffi, le 7 mai 1876, les dettes pro-

1. Le tribut annuel payé par le khédive à la Turquie est de 17,372,550 fr.

2. Ils devraient, en vertu de la loi ottomane de 1867, payer l'impôt foncier; mais la plupart s'y refusent et invoquent les capitulations. On appelle *capitulations*, en Orient, les anciens traités qui règlent la condition des résidents européens. Les exigences des Européens et de leurs consuls ont donné lieu à de curieuses scènes. « Abbas-Pacha avait, dit-on, un moyen infaillible de se débarrasser des consuls dont les instances ou les menaces devenaient trop vives. Il appelait doucement, au plus fort de la discussion, une panthère apprivoisée cachée sous un meuble de son salon, et cet argument diplomatique ne manquait jamais son effet. Saïd-Pacha, plus doux, cédait toujours. Un jour un consul qui ne cessait de lui susciter des affaires pénibles, entrait chez lui en se découvrant : « Remettez votre chapeau; remettez votre chapeau ! » s'écrie le vice-roi avec un air d'effroi violent. Le consul, étonné, demande pourquoi le vice-roi veut l'obliger à mettre son chapeau dans un salon : « Ne voyez-vous pas, réplique Saïd-Pacha, qu'il y a un courant d'air ici ? Et si vous alliez vous enrhumer, vous me feriez certainement un procès. » (G. CHARMES.) Un jour ce même Saïd acheta à un négociant Européen un lit en argent massif ; il en fit ensuite présent à la femme de ce négociant. Celle-ci voulut le revendre. Sa déception fut cruelle : l'argent massif était du ruolz.

venant des emprunts contractés à différentes époques et la dette flottante furent unifiées en une seule dette générale (2,275,002,500 francs), et un syndicat anglo-français constitué pour administrer les finances égyptiennes.

Ministère anglo-français en Égypte. Difficultés de sa tâche. — Enfin, lorsque la commission d'enquête européenne, instituée par les décrets du 27 janvier et du 20 mars 1878, eut fait son rapport, le khédive en accepta toutes les conclusions avec de belles paroles. Il fit, au moins en apparence, abandon de ses propriétés au domaine public, et chargea l'Arménien Nubar-Pacha de former un ministère, qui comptait dans ses rangs deux Européens : un Anglais, M. Wilson, aux finances ; un Français, M. de Blignières, aux travaux publics.

La tâche des nouveaux ministres était difficile. Devaient-ils se considérer comme les représentants de l'Europe, c'est-à-dire comme les délégués de la France et de l'Angleterre chargés de défendre les intérêts des créanciers de l'Égypte et d'obtenir le payement de la dette par tous les moyens, sans se préoccuper du sort du pays et de la misère des contribuables indigènes ? Devaient-ils, au contraire, se faire Égyptiens de cœur et accomplir en faveur de la race indigène une tâche de civilisation et de réforme? Ils eurent bientôt tout le monde contre eux. Le khédive, qui jusque-là avait confondu le Trésor public et le sien, ne pouvait se résigner à toucher désormais un traitement fixe; il redoutait le cadastre du pays, qui démontrerait combien était incomplète la cession de ses terres au Trésor. Les familiers d'Ismaïl, les hauts fonctionnaires indigènes, beaucoup de résidents européens, irrités de voir tarie la source des libéralités du khédive et interrompus les trafics peu scrupuleux à l'aide desquels ils s'enrichissaient, tous s'unirent contre les nouveaux ministres. Le khédive suscita contre eux des émeutes de fellahs aveuglés et de soldats, par lesquels il se fit demander le renvoi de MM. Wilson et de Blignières. Ce même Ismaïl disait en 1878 : « Mon pays n'est plus en Afrique, nous sommes en Europe actuellement. »

Les ministres européens eurent même contre eux les consuls, qui, mécontents de voir leur influence diminuée, s'adressèrent directement au khédive pour le payement de la dette, « comme si la France et l'Angleterre avaient pris à tâche de démolir d'une main ce qu'elles avaient élevé de l'autre ».

En dépit de tous les obstacles, Nubar-Pacha, MM. Wilson et de Blignières se mirent à l'œuvre. Ils entreprirent de payer

régulièrement les appointements des fonctionnaires civils et de soulager les contribuables. Ils résolurent de licencier une partie de l'armée égyptienne, qui s'élevait à 30.000 hommes, armée de parade, très coûteuse et très inutile, qui s'était fait battre par les Abyssins. Par malheur, il n'était pas possible, en licenciant les officiers, de leur payer sur-le-champ leur solde arriérée. Tout à coup 3.000 d'entre eux, réunis au Caire, et auxquels se joignent des fanatiques surexcités par la fête célébrée au retour du tapis rapporté chaque année du pèlerinage de La Mecque, se jettent dans les rues sur la voiture de Nubar-Pacha, le maltraitent et le séquestrent ainsi que M. Wilson. Les consuls effrayés s'adressent au khédive. Celui-ci intervient et calme la manifestation, dont il était probablement l'auteur.

Il avait voulu effrayer les consuls pour la sécurité de leurs nationaux et avoir l'air de céder à la pression des indigènes en renvoyant les ministres européens, dont le contrôle lui était odieux. C'est d'abord de Nubar-Pacha qu'il se débarrasse, en déclarant que sa présence au pouvoir rendait impossible le maintien de la paix publique. Nubar tombé, la comédie continua par des menaces et des émeutes provoquées contre les autres ministres. Cela ne suffisant pas, Ismaïl eut recours à un autre artifice. Une réduction provisoire du taux de l'intérêt de la dette égyptienne était indispensable sous peine d'une banqueroute prochaine, les ressources du pays étant épuisées. Les ministres devaient et allaient la proposer. Le khédive résolut de se concilier l'appui des cercles financiers de Paris et de Londres, en déclarant que la réduction était inutile, « que l'Égypte pouvait et voulait payer ». De la sorte, en payant un coupon à l'aide d'exactions sur les malheureux fellahs, il comptait discréditer les ministres européens et s'en débarrasser; quant à l'avenir, il serait ce qu'il pourrait être, vivre au jour le jour et gagner du temps étant l'unique préoccupation en pays musulman. Contre les ministres anglais et français, à lui imposés par la France et l'Angleterre, il aurait l'appui momentané des créanciers français et anglais.

Le ministère est renvoyé par le khédive. — En même temps, pour paraître avoir la main forcée, il se fit adresser par une Assemblée des notables, par les pachas, par tous les privilégiés indigènes si ennemis des réformes, des pétitions demandant que *l'Égypte fût aux Égyptiens*. Il était, au contraire, démontré d'une manière éclatante, et dans un document d'une

valeur incontestable, publié en ce moment même, que le maintien du ministère européen était indispensable au salut de l'Égypte et aux véritables intérêts des créanciers.

La commission internationale d'enquête, dans son projet de règlement de la dette, disait à ce moment : « Il ne faut plus, comme on l'a fait trop souvent, et notamment le 1er mai 1878, avoir recours pour payer un coupon à des anticipations d'impôts épuisant le pays pour une année entière. Il ne faut plus, comme au 1er novembre de la même année, prélever sur un emprunt les trois cinquièmes d'un coupon. Il ne faut plus, enfin, comme on l'a fait depuis deux ans, laisser en souffrance tous les services publics. »

Le khédive était résolu à un coup d'État. Le 1er avril 1879, jour de l'échéance du coupon des emprunts à court terme, M. Wilson ayant proposé à Ismaïl de la retarder de quelques jours, afin de faire subir aux porteurs de ces emprunts le sort commun des créanciers égyptiens, Ismaïl se fit adresser par son Assemblée des notables du Caire une protestation violente, à la suite de laquelle il déclara de nouveau que l'Égypte voulait et pouvait payer, qu'elle ne voulait pas tomber en déconfiture, et qu'il ne se laisserait pas déshonorer, lui et son peuple. Il renvoya donc MM. Wilson et de Blignières. La commission d'enquête donna aussitôt sa démission à l'unanimité. Tout retomba dans une confusion épouvantable.

Chute d'Ismaïl. Avènement de Tewfik (1879). — L'Angleterre et la France n'avaient qu'un mot à dire pour obtenir du sultan, suzerain du khédive, sa destitution immédiate. Elles hésitèrent trois mois, compromettant ainsi non seulement les intérêts de leurs nationaux, mais encore ceux de tous les créanciers européens. Ismaïl avait espéré cette inaction. Il comptait que le sultan, son suzerain, qui ne payait pas ses créanciers, n'oserait se fâcher contre un vassal qui ne faisait que suivre son exemple. Il comptait sur les embarras intérieurs de la France, sur les embarras extérieurs de l'Angleterre, aux prises avec les Afghans et les Zoulous. Il pensait enfin que les Français et les Anglais, rivaux d'influence aux bords du Nil, s'entendraient difficilement pour une action collective, chacune des deux puissances ne voulant pas s'exposer à voir l'autre s'emparer du pays à la suite d'une guerre entreprise en commun.

Mais le khédive n'avait pas tout prévu. Impatient d'affirmer partout sa force, le gouvernement de Berlin, au nom des inté-

ressés allemands, menaça d'intervenir par une action militaire. On se réveilla aussitôt à Paris et à Londres. Sans tenir compte des fanfaronnades et des préparatifs de résistance annoncés à grand bruit au bord du Nil, les deux gouvernements, qui ne voulaient pas voir une autre influence se substituer à la leur en Égypte, envoyèrent au khédive l'invitation d'abdiquer sur-le-champ. La Porte, voulant paraître ordonner ce qu'elle ne pouvait empêcher, le destitua (juin 1879).

Le prince Tewfik, fils d'Ismaïl, fut nommé pour le remplacer. Tewfik est né en 1852. Après quelque hésitation de sa part, MM. de Blignières et Baring furent nommés contrôleurs généraux et chargés de préparer le budget égyptien. Une réduction de l'armée fut décidée : l'effectif de paix ne devait pas à l'avenir dépasser 18,000 hommes. La conversion de Tewfik aux idées d'ordre, de bonne administration et d'économie était-elle plus sincère que ne l'avait été celle de son père, si prodigue de belles promesses à son avènement ? Le 9 septembre 1881, une insurrection militaire éclata au Caire. 4,000 hommes de troupes entourèrent le palais d'Abdin, résidence du khédive. Les colonels, dont le plus influent était Arabi-bey, admis auprès de Tewfik, exigèrent et obtinrent de lui la destitution des ministres, une constitution et la convocation des notables. Chérif-pacha devint chef du ministère. Une fois réunis, les notables votèrent l'augmentation du budget de la guerre, et exigèrent que le vote de toutes les lois de finances leur appartînt. Ce vote annulait les attributions des contrôleurs anglais et français. Chérif-pacha ayant voulu y résister, une nouvelle démonstration militaire le contraignit à se retirer. Le ministère imposé au khédive fut formé le 3 février 1882 comme il suit : Mahmoud-Pacha, président du conseil, ministre de l'intérieur ; colonel Arabi, ministre de la guerre ; Mahmoud-bey, des travaux publics ; Abdallah, de l'instruction publique ; Fakry, des affaires étrangères ; Fehmi-pacha, de la justice. Une note identique fut alors remise par les gouvernements anglais et français au khédive pour réclamer le maintien des stipulations antérieures : le bruit courut même que les deux gouvernements étaient disposés éventuellement à une intervention militaire collective en Égypte. Mais en réponse à une communication du sultan, suzerain du khédive, les représentants de l'Allemagne, de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie déclarèrent que toute modification de la situation de l'Égypte devrait avoir l'assentiment de toutes les grandes puissances.

Cependant le pouvoir d'Arabi-bey, bientôt Arabi-Pacha, croissait toujours. Un mouvement national, dont le cri était: Renvoi des étrangers, *l'Égypte aux Égyptiens !* se dessinait derrière lui. En mai 1882 fut prononcée la destitution des employés européens de l'administration égyptienne. C'était déclarer la lutte ouverte contre la France et l'Angleterre. Arabi croyait pouvoir compter sur les manœuvres du sultan, qu'il essayait d'intéresser à la cause de l'Islam, sur les jalousies de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie envers les deux autres puissances, et en dernier lieu faisait fond sur l'armée et sur son étoile. Quand à Tewfik, caractère indécis, on le mettrait de force à la tête du mouvement, ou l'on s'en débarrasserait au moment opportun.

Occupation de l'Égypte par les Anglais (1882). — Les deux puissances du contrôle répondirent à ce défi par l'envoi d'une flotte anglo-française dans les eaux d'Alexandrie. Arabi ne s'étonna point et continua son rôle de dictateur, préparant l'armée, nommant les commandants et les gouverneurs. Le cabinet français, malgré les exhortations des gambettistes, ne voulait point entreprendre une guerre contre l'Égypte en compagnie de l'Angleterre : c'eût été surtout travailler pour elle, comme firent les Autrichiens pour les Prussiens dans l'affaire des duchés en 1864. La démonstration resta donc sans résultat.

Tout à coup, le 11 juin, une collision entre Arabes et Européens dans un des quartiers d'Alexandrie amène une rixe presque générale dans cette ville : les Européens sont assommés ou poignardés par les Arabes, et ceux-ci, à leur tour, sont fusillés par les Européens. La police égyptienne et les troupes d'Arabi n'intervinrent que tard. A la suite de cette émeute, résultat presque inévitable des provocations anglaises, l'amiral sir Beauchamp Seymour enjoint à Arabi, d'abord de cesser sur la côte tout travail de fortification, ensuite, le 11 juillet, de lui remettre l'un des forts d'Alexandrie. Sur son refus, la ville fut bombardée pendant deux jours. Quand les Anglais débarquèrent, ils trouvèrent Alexandrie incendiée par leurs projectiles et par les torches des soldats égyptiens, qui y avaient mis le feu en abandonnant les ruines de leurs forts (13 juillet).

Arabi était toujours maître de l'Égypte, à l'exception d'Alexandrie. Il aurait pu obstruer le canal de Suez pour empêcher les envahisseurs de s'en servir. Sur la demande de M. de

Lesseps, il respecta la neutralité du canal; elle ne fut violée que par les Anglais. Ils firent venir à la fois de la Grande-Bretagne et de l'Hindoustan des forces considérables, qui débarquèrent simultanément sur la Méditerranée et sur le canal.

Néanmoins, pendant plus de six semaines, l'armée anglaise, mal commandée, n'accomplit rien. Il fallut que le général Wolseley, le vainqueur des Zoulous et des Achantis, arrivât en Égypte pour mener à bien la campagne. Abandonnant l'idée de marcher d'Alexandrie sur le Caire, il réunit tous ses corps à Ismaïlia, au milieu du canal, et refoula devant lui les troupes d'Arabi. Presque surpris à *Kassassin*, il enleva sans résistance sérieuse quelques jours après les positions égyptiennes à *Tel-el-Kebir* (14 septembre 1882); le jour même de cette bataille, dont le succès n'avait pas été préparé par des combinaisons exclusivement militaires, ses cavaliers se précipitaient sur les pas des fuyards et parcouraient par une marche forcée les 20 lieues qui les séparaient du Caire. Le 15 septembre, cette ville et Arabi-Pacha lui-même tombaient en leur pouvoir.

Une armée d'occupation de 12,000 hommes, réduite ensuite à 6,000, garda l'Égypte pour l'Angleterre. Le double contrôle fut aboli; un ministre anglais résident surveilla l'administration et les comptes de la Dette. Arabi-Pacha, jugé par une cour égyptienne et gracié sur l'intervention de l'Angleterre, fut relégué à l'île de Ceylan.

Le Soudan égyptien. — Cependant de nouveaux troubles ne tardèrent pas à survenir, en même temps que le choléra de 1883 enlevait en Égypte d'innombrables victimes.

Il faut pour s'en rendre compte entrer dans quelques détails sur la géographie du Soudan égyptien. Cette vaste région, limitée à l'est par la Mer Rouge et l'Abyssinie, s'étend en remontant la vallée du Nil depuis la haute Égypte jusqu'aux grands lacs africains. Elle comprend cinq parties du nord au sud : 1° d'abord la *Nubie* avec les villes de *Korosko*, *Dongolah*, *Berber*, *Chendy*, *Khartoum*, toutes sur le Nil, cette dernière à la jonction du Nil Blanc et du Nil Bleu, au centre de tout le Soudan égyptien; — 2° le *Sennaar*, sur la rive droite du Nil Blanc et les deux rives du Nil Bleu, à l'ouest de l'Abyssinie, ayant pour capitale *Sennaar* sur le Nil Bleu; — 3° le *Kordofan*, à l'ouest du Sennaar et au sud de Khartoum, sur la rive gauche du Nil blanc, avec l'oasis d'*Obéid* pour capitale; — 4° le *Dar-*

four, à l'ouest du Kordofan, avec l'oasis de *Kobbeh* pour capitale; — 5° la *Province de l'Équateur*, au sud du Kordofan et du Sennaar, jusqu'aux lacs Victoria et Albert. Deux routes principales peuvent conduire des bords de la Mer Rouge dans la partie centrale du Soudan égyptien[1] : l'une partant du port de *Souakim* vers le 19° de latitude nord pour aller à 320 kilomètres à l'ouest à travers le désert atteindre le Nil à *Berber;* l'autre plus au sud et près de l'Abyssinie, partant du port de *Massoua*, pour aller par *Kassala* à Khartoum.

La révolte du Madhi. — Au moment où les Anglais entraient au Caire, une formidable insurrection éclatait dans le Kordofan contre la domination égyptienne. Elle avait pour chef un *madhi* ou prophète qui avait, dit-on, passé une partie de sa vie dans une caverne au bord du Nil, et qui inspire à ses partisans un enthousiasme fanatique. Il s'empara le 15 janvier 1883 d'Obéid dont il fit sa capitale, et lança dans toutes les directions des émissaires, qui soulevèrent le pays jusqu'aux bords de la Mer Rouge. Toutes les villes furent à la fois menacées. Un général anglais de l'armée d'occupation se mit au service du ministère égyptien pour combattre cette nouvelle révolte; à la suite de quelques succès insignifiants, Hicks-Pacha et son armée égyptienne d'environ 10,000 hommes furent entièrement exterminés non loin d'Obéid, par les troupes du Madhi dans le défilé de *Kashgil*, après une lutte de trois jours (3 novembre 1883); Baker-Pacha, autre officier, renvoyé de l'armée anglaise, et qui depuis avait pris du service en Turquie et en Égypte, ne fut guère plus heureux dans une tentative pour débloquer *Tokar*. Parti de *Trinkitat* sur la Mer Rouge, il rencontra Osman-Digma, lieutenant du madhi, dont les 1,000 Éthiopiens massacrèrent presque jusqu'au dernier ses 3,500 hommes à *Teb* (4 février 1884). Il dut regagner au nord le port de Souakim, qui se trouva lui-même menacé, et où les marins anglais de l'amiral Hewett, puis les soldats du général Graham débarquèrent. Pour sauver Tokar, ordre fut donné aux troupes anglaises d'avancer contre l'ennemi; le général Graham infligea le

1. Il ne comprend qu'une partie du Soudan. Car la Nigritie ou Soudan, s'étend en réalité du Nil au Niger et au Congo; il y a là des régions où toutes les cultures tropicales viennent, telles que le coton, l'indigo, le caoutchouc, la gutta-percha, le riz, le maïs, les bois de teinture, les bois d'ébène et d'acajou, les graines et les fruits oléagineux. Il y a des troupeaux de bœufs et de nombreux éléphants dont on recueille l'ivoire. L'or se rencontre dans les rivières, les lacs ; on trouve enfin le plomb, l'argent, l'étain, le cuivre, le fer.

29 février une sanglante défaite aux troupes d'Osman-Digma à *Teb*, à l'ouest de Trinkitat, et il reprit Tokar, dont la garnison s'était rendue quelques jours plus tôt. Le général Graham fut de nouveau vainqueur le 13 mars à la bataille de *Tamanieh* après une lutte terrible, dans laquelle les indigènes se ruèrent sur les carrés anglais et même en enfoncèrent un « avec le mépris absolu de la mort. » Mais il eut beau mettre à prix la tête d'Osman-Digma; la chaleur, la fatigue, la crainte de trop s'aventurer, obligèrent les vainqueurs à revenir sur Souakim.

En même temps Gordon-Pacha, le vainqueur des Taè-Ping chinois, l'ancien gouverneur général du Soudan, fut chargé de se rendre à Khartoum et d'user de son influence pour rapatrier les garnisons égyptiennes, en laissant le Soudan se gouverner suivant les formes qu'il jugerait les plus sages. Gordon traversa le désert presque sans escorte, au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc, arriva à Khartoum vers le 16 février sans troupes, mais avec un trésor considérable et des pouvoirs presque illimités. Il se fit accepter par la population marchande de Khartoum, à laquelle il accorda le rétablissement de l'esclavage[1]. Mais il eut beau nommer le madhi sultan du Kordofan, celui-ci ne lui répondit qu'en l'adjurant de se faire musulman et en lui envoyant une robe de derviche mendiant : les tribus soudanaises continuèrent de presser Khartoum, et Gordon dut soutenir des combats presque chaque jour. En mai, on désespérait presque de son salut, et le gouvernement anglais pensait à lui envoyer quelque assistance par le haut Nil à la saison favorable. Berber, comme Tokar, s'était rendu aux émissaires du madhi, et Dongola était menacé, aussi bien que Souakim. La lutte s'est prolongée pendant tout l'été de 1884, sans qu'on pût se rendre compte en Europe, où les nouvelles arrivaient tard et rarement, de l'état exact des choses[2].

1. Il disait en propres termes dans cette proclamation : « Je sais que vous êtes irrités de la prohibition du trafic des esclaves, trafic qui est interdit sous peine d'une forte répression. J'ai décidé de permettre ce trafic, et j'ai ordonné aux crieurs de publier ma décision, afin que personne ne puisse vous en empêcher. Tous ceux qui possèdent des domestiques peuvent les regarder comme leur propriété et les vendre. » Singulier langage de la part d'un homme qui avait combattu autrefois la traite des esclaves dans le même lieu.

2. L'amiral Hewett a été envoyé dans l'été de 1884 en mission auprès de Kassa ou Jean, souverain de l'Abyssinie, dont les Anglais veulent emprunter le territoire pour aller au secours de Gordon, au lieu d'entreprendre une longue expédition d'un mois, de Souakim à Khartoum, à travers un désert sans fourrage et sans eau.

La conférence de Londres (1884). — Le ministère Gladstone, en même temps qu'il se préparait à contre-cœur à soutenir Gordon par les armes, prenait également au mois d'avril 1884 l'initiative d'une conférence des grandes puissances pour régler les questions de la Dette égyptienne : car les dépenses résultant de l'intervention anglaise et des soulèvements d'Arabi et du madhi, ne permettent plus à l'Égypte de payer régulièrement leurs coupons aux porteurs de ses bons.

La réunion de cette conférence était subordonnée à un accord préalable entre l'Angleterre et la France, les deux puissances les plus intéressées dans la question. L'entente s'établit entre les deux gouvernements sur les bases suivantes : les troupes anglaises évacueront l'Égypte le 1er janvier 1888 ; l'occupation pourra être prolongée, si le gouvernement anglais, appuyé par une seule des grandes puissances, le juge nécessaire ; après le départ des Anglais, l'Égypte et le canal de Suez seront neutralisés ; le président de la commission de la dette égyptienne sera toujours un Anglais ; la conférence ne sera appelée à délibérer que sur les questions financières. Cet accord fut froidement accueilli à Paris et à Londres, les Anglais trouvant qu'il limitait trop, et les Français qu'il ne limitait pas suffisamment la liberté d'action du gouvernement britannique. Ce qui faisait dire par M. Jules Ferry, dans une déclaration à la Chambre des députés, au mois de juin 1884 : « Nous avons cet étrange spectacle, qu'en Angleterre le sort du cabinet est mis en péril parce qu'on lui reproche d'avoir cédé à la France, et qu'ici le cabinet français est vivement attaqué, parce qu'on lui reproche d'avoir trop abandonné à l'Angleterre. » Toutefois il demeura entendu des deux côtés du détroit que l'accord entre les cabinets Gladstone et Ferry ne deviendrait définitif qu'après avoir été ratifié par les Parlements des deux pays et si dans le sein de la conférence on parvenait à s'entendre. Cette conférence se réunit à Londres le 28 juin 1884. Les représentants de l'Angleterre proposèrent de réduire l'intérêt de la dette publique égyptienne et d'avancer à l'Égypte 8 millions de livres sterlings. Ceux de la France, MM. Waddington et de Blignières, s'opposèrent à toute réduction de l'intérêt de la dette et présentèrent des contre-propositions qui furent repoussées par l'Angleterre. La conférence se sépara donc le 2 août, et chacun recouvra sa liberté d'action.

Les Anglais et le Canal de Suez. — Non contents de posséder l'Égypte sous le nom de leur instrument, le khédive, les Anglais voudraient bien, de plus, mettre la main sur le canal de Suez. Une vive agitation s'est produite à Londres en 1883, dans le but de créer soit plus à l'est, en utilisant la dépression formée par l'ancien lit du Jourdain depuis la Mer Morte jusqu'au golfe d'Akabah sur la Mer Rouge, soit parallèlement au canal de Suez et à côté de lui, un second canal pour lui faire concurrence, et qui, creusé avec l'argent anglais, par des ingénieurs anglais, serait propriété exclusivement anglaise. On tortura les textes pour tâcher d'éluder le firman aux termes duquel M. de Lesseps a obtenu le droit exclusif d'ouvrir un canal dans l'isthme. Toutefois le ministère anglais a reculé devant la responsabilité d'une pareille atteinte au droit des gens, et il a ouvert avec la compagnie, dont M. de Lesseps est le président, des négociations ayant pour but d'élargir le canal et d'augmenter la part des Anglais à son administration. Ces négociations n'aboutirent pas d'abord, à cause de l'opposition qu'elles rencontraient dans la Grande-Bretagne; mais M. Gladstone, avec une loyauté qui lui fait honneur, résista aux convoitises d'une partie de ses compatriotes, et déclara « qu'il ne peut y avoir de *canal britannique* que sur le *sol britannique* ».

Cependant les négociations furent reprises, et, après de nombreuses conférences à Londres, à Manchester, à Liverpool, à Newcastle, M. de Lesseps parvint à signer une convention avec les armateurs anglais (décembre 1883). La compagnie doit élargir le canal ou en créer un second, le nombre des administrateurs est porté à 32, c'est-à-dire augmenté de 7 nouveaux administrateurs anglais, les droits de transit sont abaissés. Le compte rendu fait à la compagnie le 29 mai 1884 constate qu'en 1883 le canal a été traversé par 3,307 navires jaugeant 8,051,307 tonneaux; c'est une augmentation de 109 navires et 1 million de tonneaux sur l'année 1882. Les Anglais viennent en tête avec 2,537 navires et 6,136,847 tonneaux; ensuite les Français avec 272 navires et 782,133 tonneaux. La recette brute a été de 68,523,345 francs et le bénéfice net de 35,863,541 francs. Quand on sera à 10 millions de tonnes, on construira un second canal ou l'on élargira le premier.

Auguste Mariette et le Musée de Boulaq. — Ce n'est pas sans un serrement de cœur que la France a dû abandonner la première place à l'Angleterre sur ce sol de l'Égypte où, depuis 1798 jusqu'à nos jours, nos compatriotes ont exécuté tant de

beaux travaux, opéré tant de découvertes. L'année 1881 avait vu disparaître l'un des plus illustres, le fondateur du musée de Boulaq, Mariette-bey (Auguste Mariette).

Né à Boulogne-sur-Mer en 1821, et professeur à 25 ans au collège de sa ville natale, il y découvre une momie oubliée dans un coin du Musée. Il étudie un mémoire de Champollion et se passionne pour l'égyptologie. En 1848 il est attaché au Musée du Louvre. Un passage de Strabon lui fait rêver de découvrir près de Memphis les sépultures des Apis. Il obtient l'année suivante une mission pour l'Égypte. « Le voilà parti pour sa grande aventure et touchant la terre promise. Ce bois de palmiers qu'habite seul, couché dans une mare du Nil, le colosse de Rhamsès, c'est l'enceinte de Memphis ; ce plateau de Saqqarah, là-haut sur la colline, c'est la nécropole de l'ancienne capitale. Là se cache le trésor, là Mariette s'établit, en plein désert, dans la vénérable cabane où il ne revenait jamais sans émotion. Il y passa trois années... C'était de sa bouche qu'il fallait entendre le récit de l'épreuve, et mieux encore celui du triomphe ; quand, dans la nuit du 12 novembre 1851, une porte ayant été dégagée du sable, les torches des Arabes illuminèrent soudain la profondeur des galeries et les sarcophages géants des chapelles, couverts de pages d'histoire ; quand le solitaire de Saqqarah, tremblant, croyant à un rêve, à tâtons dans les froides ténèbres qui éteignaient les torches, marqua le premier un pas humain à côté de l'empreinte laissée sur le sable, il y a deux mille ans, par le dernier pèlerin sorti du Serapeum. »

Mariette eut à vaincre des obstacles de toute sorte : tentative d'assassinat, manque d'argent, défiance du vice-roi Abbas-Pacha, qui avait interdit l'exportation des antiques. Enfin, en 1858, Mariette, appelé par Saïd-Pacha, s'installa définitivement en Égypte. « Il ne l'a plus quittée depuis. Tout en créant et surveillant le musée de Boulaq, il exploitait son domaine, de la mer aux cataractes de Nubie, de Suez au Fayoum. Chaque hiver son petit vapeur sillonnait le Nil, en quête de monuments enfouis ; sous la pioche de ses ouvriers, les grands temples secouaient leur manteau de sable et rouvraient leurs vastes salles à l'étude, cette autre prière. Les victoires de Mariette se nomment, comme celles de Bonaparte, les Pyramides, Esné, Thèbes, Philæ ; mais des victoires du savant il est plus resté. L'infatigable travailleur a catalogué, copié, déchiffré et publié pour le monde savant ces kilomètres de bas-reliefs historiques

et de registres hiéroglyphiques. Il en a tiré le sens littéral d'abord, puis la synthèse philosophique, dans ses admirables Mémoires. » Parmi les plus remarquables, on cite le *Mémoire sur la Mere d'Apis*, et le *Temple de Dendérah*. » A sa mine placide, non moins qu'à son costume, on le prenait volontiers pour un pacha turc : il en avait l'allure fataliste et oisive, lorsqu'il flânait dans son domaine, nourrissant ses singes du Soudan, regardant avec béatitude couler l'eau du Nil et luire le bon soleil voisin du tropique. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1881, M. Eugène Melchior DE VOGUÉ : *Auguste Mariette*.) « C'était une âme d'enfant, gardée toute jeune et toute tendre par l'austérité du travail ; une âme d'artiste et de poète, ouverte à toutes les extases, vibrant devant les spectacles de la nature comme devant ceux de l'Histoire. »

Quand les visiteurs venaient, « la glace rompue, il vous prenait en affection, vous entraînait à son musée, et là il continuait devant ses vieilles pierres ; à sa voix, elles s'animaient, les momies se levaient de leurs gaines, les dieux parlaient, les scribes déroulaient leurs papyrus, les milliers de scarabées, symboles d'âmes libérées, emplissaient l'air du bourdonnement de leurs noms sonores et de leurs millésimes fabuleux. Au commandement de ce roi des temps, la procession des siècles écoulés se déroulait dans les salles funéraires. »

Avant de mourir, Mariette a vu débarquer en Égypte la mission qui venait installer au Caire l'École des Hautes Études orientales. M. Maspero a été nommé pour lui succéder.

Les Anglais à Périm. Leur expédition contre l'Abyssinie (1868) **et les Achantis** (1873-1874). — Avant le percement de l'isthme de Suez, les Anglais étaient maîtres de la route de l'Hindoustan par le Cap de Bonne-Espérance. Ils voulurent l'être désormais par la Mer Rouge. Ils possédaient déjà, depuis 1840, la forte place d'Aden, à l'entrée du détroit de Bab-el-Mandeb. Pour être maîtres du passage, ils se sont emparés de l'île de *Périm*, au point le plus resserré du détroit, entre la côte d'Arabie et celle d'Abyssinie, que les canons britanniques commandent également. De son côté, le gouvernement français projeta d'acquérir sur la côte d'Abyssinie Massoua et Dissée (1858-1860), mais sans y fonder d'établissement. Massoua fut même ensuite occupé par les Égyptiens.

Les Anglais ne s'en sont point tenus là : ils ont entrepris une expédition contre l'Abyssinie. Un Abyssin nommé Kassaï, né en 1818, et qui prétendait descendre de Salomon et de la reine

de Saba, homme énergique et intelligent, mais d'une violence brutale, avait réuni en un seul empire, par la soumission du Choa, du Tigré et des pays voisins, toute la population de cette contrée, dont le culte est le christianisme du rite cophte. Il s'était fait sacrer *Négus* ou roi dans l'église de Dereskié, le 5 février 1855. Il avait pris le nom de *Théodoros II* et s'appelait lui-même le *Roi des Rois* et le *Fléau de Dieu*. Il traita brutalement les Européens, retint captif un instant le voyageur Guillaume Lejean, consul de France, en 1862, puis jeta en prison M. Cameron, consul britannique, et plusieurs autres sujets anglais. Une expédition partit de Bombay pour les délivrer, sous les ordres de sir Robert Napier, et arriva dans la Mer Rouge en décembre 1867. Malgré les difficultés que leur opposaient les déserts, la chaleur, le manque d'eau et de routes, les soldats anglais pénétrèrent au cœur de l'Abyssinie. Théodoros se brûla la cervelle le 13 avril 1868 dans sa forteresse *Magdala*, prise d'assaut ; sa femme Toronedj et ses deux fils furent emmenés captifs, et les Européens délivrés. Les Anglais ont ensuite évacué le pays conquis par eux.

Depuis cette époque, à l'extrémité opposée de l'Afrique, les Anglais achetèrent en 1871 les possessions hollandaises du golfe de Guinée. Ils devinrent ainsi les voisins des Achantis, peuple nègre, pillard et féroce, dont les pirateries amenèrent la guerre en 1873. Sir Garnet Wolseley remonta le fleuve *Dah* avec un corps de troupes, s'empara de *Coumassie*, capitale des Achantis, après un combat de cinq jours, et la livra aux flammes le 4 février 1874.

L'Abyssinie contemporaine. — Après la chute de Théodoros en 1868, l'Abyssinie, ou plutôt, pour employer l'expression propre, l'Éthiopie, resta partagée en trois États : au nord, Kassa fut roi du *Tigré*, avec *Adoua* pour capitale ; au centre, Téklé Ghiorghis, dit Gobhesieh, fut roi d'*Amhara*, avec *Gondar* pour capitale ; au midi, Minylik fut roi de *Choa*, avec la ville d'*Ankober* pour capitale.

Kassa et Gobhesieh, qui avaient tous deux aidé les Anglais contre Théodoros, ne tardèrent pas à se faire la guerre. Gobhesieh attaqua Kassa en 1871, mais fut vaincu près d'Adoua, pris, et mourut captif en 1875. Kassa prit le titre d'empereur et le nom de *Johannès* ou *Jean ;* il se fit sacrer dans l'église d'Axoum, ville voisine d'Adoua et métropole religieuse de l'Abyssinie. Les Égyptiens, à la faveur de l'anarchie qui suivit la mort de Théodoros, avaient conquis le pays des Bogos et le

port de Massoua, seul débouché maritime par lequel l'Abyssinie communiquait avec le reste du monde. Non contents de l'avoir ainsi enfermée dans ses montagnes, ils voulurent lui prendre les provinces de l'Hamacen et de Serae. Jean leur résista vigoureusement. En 1876 il vainquit Rechid-Pacha dans les défilés de *Kirara*. De nouveau victorieux à *Aussa*, il gagna une bataille à *Goundet*, où périt Arakele-bey, neveu du ministre égyptien Nubar-Pacha (16 novembre 1876). Depuis le gouvernement du khédive, arrêté par ses embarras intérieurs, n'a pas cherché à reprendre l'offensive. L'empereur Jean a profité de l'insurrection du Soudan pour reprendre en 1883 la ville de *Keren* dans le pays des Bogos, et réclamer la restitution de Massoua. En 1884, à la suite des événements du Soudan, l'amiral anglais Hewett, envoyé en mission auprès de Jean, a signé avec lui un traité dont l'article 1er stipule que le transit sera libre à Massoua pour les marchandises provenant d'Abyssinie ou y allant. L'article 2 cède, à partir du 1er septembre 1884, le territoire de Bogos à l'Abyssinie, avec tous les édifices publics appartenant au khédive à Kassala, Amedib et Sanhit. Par l'article 3, le négus s'engage à faciliter la retraite des garnisons de ces trois villes par l'Éthiopie jusqu'à Massoua.

Quant au royaume de Choa, il avait été visité en 1843 par le voyageur français Rochet d'Héricourt, qui conclut un traité d'amitié au nom du roi Louis-Philippe avec Sahlé Sallassi, souverain de ce pays. Le fils de Sahlé Sallassi, Haïlo Mélokot, mort de maladie au moment de combattre Théodoros, laissa lui-même un fils nommé Minylik. Dix ans captif de Théodoros, Minylik parvint à s'enfuir de Gondar et recouvra le Choa. Il établit la liberté des cultes dans le Choa, abolit l'esclavage en 1875 sur le conseil d'un voyageur français, M. Arnoux, et vainquit les Gallas musulmans. On rencontre en abondance dans ses États l'ivoire, le café, les peaux, la cire, les plumes, le musc, l'aloès, le sel, le cuivre, les oliviers, l'orge, le blé, la houille. M. Arnoux comprit qu'il était possible aux Français, en s'établissant au port d'Obock, leur possession nominale au bord du détroit de Bab-el-Mandeb, d'entretenir de ce port avec le Choa un commerce important. Il y fonda un établissement, mais fut massacré en 1882 par les indigènes. En 1884 le gouvernement français a résolu d'occuper Obock, où nos navires qui vont en Cochinchine ou à Madagascar trouveront un dépôt de charbon et un point de relâche. Depuis 1880,

les Italiens sont établis au sud d'Obock, sur la Baie d'Assab.

M. Paul Soleillet écrivait le 2 septembre 1883 qu'il avait reçu un excellent accueil et un domaine considérable du roi Minylik du Choa, et que celui-ci a été désigné par le roi Jean d'Abyssinie comme son successeur. Notre compatriote a visité le royaume de *Kaffa* au sud de l'Abyssinie.

FIN.

Paris. — Imprimerie DELALAIN, rue de la Sorbonne, 1 et 3.

TABLE DES CHAPITRES.

ATLAS ET CARTES A CONSULTER.

Atlas de Géographie historique, Ancienne, Moderne et Contemporaine, composé de quarante cartes, par M. H. Chevallier, professeur agrégé d'histoire et de géographie; 1 vol. in-folio.— Chaque Carte se vend séparément 50 cent.

Cartes à consulter :

Mappemonde, avec l'indication des principaux voyages et des courants.
Europe physique.
Europe politique contemporaine.
Asie, Cochinchine française.
Afrique, Égypte.
Amérique septentrionale. Antilles.
Amérique méridionale, isthme de Panama.
Océanie, Nouvelle-Galles du Sud et province de Victoria.
France physique et agricole.
France politique par provinces et départements : environs de Paris.
Pays-Bas, Belgique.
Allemagne, Prusse, Autriche-Hongrie.
Suisse, chaîne des Alpes.
Italie, Grèce, Turquie d'Europe, Principautés danubiennes.
Espagne, Portugal.
Iles Britanniques, environs de Londres.
Suède et Norwège, Danemark, Islande.
Russie d'Europe.
Algérie, colonies françaises d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Océanie.
Europe centrale de 1648 à 1795 ; agrandissements de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie ; partages de la Pologne.
France politique et administrative en 1789, gouvernements, généralités, intendances, prévôté et vicomté de Paris.
France judiciaire en 1789, justice administrative, civile et criminelle.
Europe occidentale et France de 1789 à 1811.
Europe d'après les traités de 1815.

Atlas orographique et hydrographique des Bassins des grands Fleuves de la France et de l'Europe, composé de seize cartes, par M. A. Vuillemin, géographe; 1 vol. grand in-quarto.

Cartes à consulter :

Bassins de la Seine et de la Somme.
Bassins de la Loire et de la Charente.
Bassins de la Garonne et de l'Adour.
Bassins du Rhône, de la Saône et de l'Isère.
Bassins du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut.
Bassins du Weser, de l'Elbe et de l'Oder.
Bassins de la Vistule, du Dniéper et du Dniester.
Bassins du Volga et du Don.
Bassins du Danube et de ses affluents.
Bassins du Pô et de l'Adige.
Bassins de l'Èbre et de ses affluents.
Bassins du Tage, du Guadiana et du Guadalquivir.
Bassins du Douro et du Minho; du Tibre et de l'Arno.
Bassins de la Tamise.

Chaque carte, in-folio oblong, se vend 60 centimes.

Les mêmes, *avec tracé des chemins de fer*, se vendent, chacune, 75 cent.

Carte d'ensemble des Bassins de la France, in-plano jésus, 1 franc.

Carte d'ensemble des Bassins de l'Europe, in-plano jésus, 1 fr. 25 c.

Carte politique et administrative de la France, par *M. A. Vuillemin*, in-plano jésus, 1 franc.

PRINCIPAUX OUVRAGES A CONSULTER.

Chapitres I-XVII.

Avenel (Georges), *Anacharsis Clootz.*

Bignon, *Histoire de France sous Napoléon.*

Blanc (Louis), *Histoire de la Révolution française.*

Boiteau (P.), *État de la France en* 1789.

Bonnemère (E.), *la Prise de la Bastille.*

Bougeard, *Danton.*

Brandt, *Souvenirs d'un Officier polonais.*

Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution.*

Carlyle (T.). *Histoire de la Révolution française.*

Challamel (Augustin), *Histoire-Musée de la République française.*

Charras, *Waterloo.*

Claretie (Jules), *Histoire de la République française* (1789-1800).

Daudet (Ernest), *Histoire des Conspirations royalistes dans le Midi sous la Révolution.*

Despois (E.), *le Vandalisme révolutionnaire.*

Doublet, l'*Occupation de Malte en* 1798.

Dutemple (Edmond) et Poville (Louis), *Vie politique et militaire du général Hoche.*

Lacroix (Désiré), *Notice historique sur le général Marceau.*

Esquiros (A.), *Histoire des Montagnards.*

Galli, *l'Armée française en Égypte* (1798-1801).

Gravière (amiral Jurien de la). *Guerres maritimes sous la République et l'Empire.*

Gœthe, *Mémoires.*

Hamel (Ernest), *Histoire de Saint-Just, Histoire de Robespierre.*

Hippeau (C.), *l'Instruction publique en France pendant la Révolution.*

Hobhouse (J.), *Histoire des Cent-Jours, ou dernier règne de l'Empereur Napoléon.* (Lettres écrites de Paris depuis le 8 avril 1815 jusqu'au 20 juillet de la même année.)

Jung (le lieutenant-colonel), *Bonaparte et son temps; Lucien Bonaparte et ses Mémoires.*

Lacroix (Paul), *Directoire, Consulat et Empire.*

Lamartine, *Histoire des Girondins.*

Lanfrey (E.), *Histoire de Napoléon Ier, Essais sur la Révolution française.*

Lewis (sir G. Cornewall), *Histoire gouvernementale de l'Angleterre de* 1770 *jusqu'en* 1830.

Martin (H.), *Histoire de France.*

Merlet, *Tableau de la Littérature française* (1800-1815).

Metternich (prince de), *Mémoires.*

Michiels (Alfred), *Histoire secrète du Gouvernement autrichien; l'Invasion prussienne en* 1792 *et ses conséquences.*

Michelet, *Histoire de France; Histoire de la Révolution française; les Soldats de la Révolution; la Pologne martyre.*

Mignet, *Histoire de la Révolution.*

Moreau de Jonnès (A.), *Aventures de Guerre au temps de la République et du Consulat.*

Quinet (Edgar), *la Révolution; Histoire de la Campagne de* 1815; *Histoire de mes Idées.*

Rambaud (Alfred), *Histoire de la Révolution française.*

Rémusat (Mme de), *Mémoires.*

Sayous, *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de* 1790 à 1815.

Seinguerlet, *Strasbourg pendant la Révolution.*

Staël (Mme de), *Considérations sur la Révolution française.*

Stendhal, *Vie de Napoléon.*

Sybel (de), *Histoire de la Révolution française.*

Taine, *les Origines de la France contemporaine.*

Thierry (Gilbert-Augustin), *Épisodes de l'Histoire de la Contre-Révolution : la Conspiration du 12 mars* 1814.

Thiers, *Histoire de la Rév[illegible]on; Histoire du Consulat et de* [illegible]

Tocqueville (A. de), *l'A*[illegible] *et la Révolution.*

Villemain, *Souvenirs contemporains d'Histoire et de Littérature.*
Collection des principaux journaux pour servir à l'Histoire de la Révolution française : *le Moniteur; les Révolutions de Paris*, de Prud'homme et Loustalot; *l'Ami du Peuple*, de Marat; *le Père Duchêne*, d'Hébert; *les Révolutions de France et de Brabant*, et *le Vieux Cordelier*, de Camille Desmoulins; etc.
Collection des principaux mémoires : Villate, *Causes secrètes de la Révolution du 9 thermidor; Mémoires* de Mme Campan, de Brissot, de Rouget de l'Isle, du comte de Vauban, de Dumouriez, de Ferrières, de Mme Roland, de Levasseur, de Gohier, de Barrère, de Bourrienne, du général Philippe de Ségur, du comte Beugnot, de Miot de Melito, de Napoléon, du duc de Rovigo; *Mémorial de Sainte-Hélène; Récits de la Captivité de Sainte-Hélène*, etc.

Chapitres XVIII-XXX.

Barrot (Odilon), *Mémoires.*
Béranger, *Œuvres.*
Blanc (L.), *Histoire de Dix ans; Histoire de la Révolution de* 1848.
Chassin (C. L.), et Iranyi (D.), *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, 1847-1849.
Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-tombe.*
Chesneau (Ernest), *la Peinture française au XIXe siècle; les chefs d'école Louis David, Gros, Géricault, Decamps, Ingres, Eugène Delacroix.*
Courrier (Paul-Louis), *Œuvres.*
Daendliker, *Histoire du peuple suisse.*
Daniel Sterne (Mme d'Agout), *Histoire de la Révolution de* 1848.
Dorin, *la Vérité sur l'Italie, Notes de voyage.*
Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement parlementaire.*
Fonblanque (Albany de), *l'Angleterre, son gouvernement, ses institutions.*
Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de* 1848.
Gervinus, *Histoire du* XIXe *Siècle.*
Guizot, *Mémoires.*
Henri d'Escamps, *Histoire et Géographie de Madagascar.*
Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne.*
Hugo (V.), *le Rhin.*
Ideville (d'), *le maréchal Bugeaud.*
Lacretelle, *Histoire de France depuis la Restauration.*
Lamartine, *Voyage en Orient, Histoire de la Révolution de* 1848.
Léger (L.), *Histoire de l'Autriche-Hongrie.*
Michelet, *le Peuple.*
Mieroslawski, *Histoire de la Révolution polonaise de* 1830-1831.
Noël (E.), *J. Michelet et ses enfants.*
Pallain (J. B.), *Correspondance inédite du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII.*
Pelletan (Eugène), *Histoire des Trois journées de février* 1848.
Proud'hon, *les Confessions d'un Révolutionnaire.*
Quinet (Edgar), *la Grèce moderne et ses rapports avec l'Antiquité; Allemagne et Italie; les Roumains; l'Enseignement du Peuple; Philosophie de l'Histoire de France; les Révolutions d'Italie.*
Rambaud, *Histoire de Russie.*
Robin (Charles), *Histoire de la Révolution de* 1848.
Regnault (E.), *Histoire de Huit ans.*
Rousset (Camille), *la Conquête d'Alger.*
Sand (Georges), *Histoire de ma Vie; Correspondance.*
De Rochau, *Histoire de la Restauration.*
Sorin (Élie), *Histoire de l'Italie depuis* 1815 *jusqu'à nos jours.*
Soutzo, *Histoire de la Révolution grecque.*
Taine, *Histoire de la Littérature anglaise.*
Vaulabelle (A. de), *Histoire des Deux Restaurations.*
Vermorel, *les Hommes de* 1848, *les Hommes de* 1851.
Wahl (Maurice), *l'Algérie.*
Collection des principaux journaux : collection de l'*Univers pittoresque.*

Chapitres XXXI-XLIV.

Amber[illegible] (général), *Gaulois et Germ[illegible] militaires après Sedan.*
Ar[illegible]arros), *Histoire de la*
Carte pol[illegible]*que.*
Vuillen
Bancroft, *Histoire des États-Unis.*
Beauvoir (C. de), *Voyage autour du Monde; l'Australie; Java, Siam et Canton; Pékin, Yédo, San-Francisco.*

Blanc (Louis), *Histoire de la Constitution de* 1875 ; *Questions d'aujourd'hui et de demain.*
Bonnal (Edm.), *le Royaume de Prusse.*
Carlisle (A. D.), *Autour du Monde: Inde, Chine, Japon, Californie, Amérique du Sud.*
Choquet, *le général Chanzy.*
Beaulieu (Anat. Leroy), *l'Empire des Czars et les Russes ; un Homme d'État russe, Nicolas Minutine, d'après sa correspondance inédite. Étude sur la Russie et la Pologne pendant le règne d'Alexandre II.*
Claretie (J.), *Histoire de la Révolution de* 1870-1871.
Busch (D. Moritz), *le Comte de Bismarck et sa Suite pendant la guerre de France* 1870-1871.
Daniel (André), *l'Année Politique* (1875-1882).
Darimon (Alfred), *Histoire de Douze ans* (1857-1869).
Daumas (E.), *Mœurs et coutumes de l'Algérie.*
David (l'abbé), *Voyages en Chine.*
Deberle (A.), *Histoire de l'Amérique du Sud.*
Deblenne (Paul-Richard), *Essai de géographie médicale de Nossi-bé.*
Delord (T.), *Histoire du Second Empire.*
Didon (le Père), *Les Allemands.*
Dick de Lonlay, *En Tunisie, Souvenirs de Sept mois en campagne.*
Dubost (Antonin), *Danton et la Politique contemporaine.*
Dufraisse (Marc), *Histoire du Droit de Guerre et de Paix.*
Duquet (A.), *Frœschwiller, Châlons, Sedan. La guerre d'Italie de* 1859.
Duret (Th.), *Histoire de Quatre ans* (1870-1873).
Dutemple, *la Turquie d'Asie.*
Dutreil de Rhins, *le Royaume d'Annam.*
Duvergier de Hauranne, *Huit mois en Amérique.*
Ferrari, *la Chine e l'Europe.*
Fleury, *Histoire d'Angleterre.*
Forgues, *la Révolte des Cipayes.*
Fontpertuis, *les États latins de l'Amérique.*
François de Bus, *la Politique contemporaine devant l'Histoire.*
Gaffarel (Paul), *les Colonies françaises.*
Gambetta (Léon), *Discours et plaidoyers politiques.*
Gauthier (Hippolyte), *les Français au Tonkin.*
Gladstone, *Questions constitutionnelles.*
Hennebert (le lieut[t]-colonel), *l'Europe sous les armes.*
Hugo (V.), *Histoire d'un Crime; l'Archipel de la Manche.*
Hillebrand, *la Prusse contemporaine et ses Institutions.*
Hubner (baron de), *Promenade autour du Monde.*
Jacquemont, *Voyages et Correspondance.*
Jannet (Claudio), *les États-Unis contemporains.*
Kinglake, *l'Invasion de la Crimée.*
Laboulaye, *Histoire des États-Unis.*
Lanoye (de), *l'Inde contemporaine.*
Laselve, *Au Pays des Nègres.*
Laugel, *les États-Unis pendant la guerre.*
Laveley, *la Prusse et l'Autriche après Sadowa.*
Livingstone, *Journal.*
Macquarie, *Voyage à Madagascar.*
Magen (Hippolyte), *Histoire du Second Empire.*
Malte-Brun, *Géographie universelle.*
Maynard (le D[r] Félix), *De Delhi à Cawnpore.*
Montégut (Émile), *Nos Morts contemporains.*
Mores Colt Tyler, professeur à l'université de Michigan, *Histoire de la Littérature américaine.*
Niel, *Géographie de l'Algérie.*
Nolte (Frédéric), *L'Europe militaire et diplomatique au XIX[e] siècle* (1815-1884).
Nordenskjold, *Voyages de la Véga autour de l'Europe et de l'Asie.*
Pauliat (Louis), *Madagascar.*
Pfeiffer (M[me] Ida), *Voyages d'une femme.*
Proust (Antonin), *le Prince de Bismarck, sa Correspondance.*
Quinet (Edgar), *l'Esprit nouveau; la République.*
Reclus (Armand), *Panama et Darien.*
Reclus (E.), *Nouvelle Géographie universelle.*
Renan (Ernest), *Souvenirs d'enfance et de jeunesse.*
Réveilloud (Eug.), *Histoire du Canada et des Canadiens français depuis la découverte jusqu'à nos jours.*
Rivière (Henri), *Souvenirs de la Nouvelle-Calédonie.*
Rothan (G.), *Souvenirs diplomatiques, l'Allemagne et l'Italie* (1870-1871).
Rousset (L.), *A travers la Chine.*
Russel-Killough (Henri), *Seize mille lieues à travers l'Asie et l'Océanie.*
Schœlcher (V.), *les Crimes du Deux Décembre.*
Simonin (Louis), *le Monde américain.*
Sorin (Élie), *la France Impériale.*
Taine, *Notes sur l'Angleterre, Voyage en Italie.*
Tenot (Eugène), *le Deux Décembre à Paris; le Deux Décembre dans les départements.*

Tenot (Eugène), *les Nouvelles Défenses de la France. La Frontière,* 1870-1882.

Tocqueville (A. de), *la Démocratie en Amérique.*

Valbezen (E. de), *les Anglais et l'Inde.*

Varigny (de), *Quatorze ans aux îles Sandwich.*

Vasili (le comte Paul), *la Société de Berlin.*

Véron (Eugène), *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa; Histoire de l'Allemagne depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours.*

Vidal-Lablache, *la Terre.*

Vigneaux (Ernest), *Souvenirs d'un Prisonnier de guerre au Mexique.*

Vivien de Saint-Martin, *l'Année géographique.*

Warren, *les Anglais dans l'Inde.*

Weber (de) *Quatre ans au pays des Boers.*

Collection des principaux journaux, de la *Revue des Deux Mondes* et de la *Nouvelle Revue;* bulletins de la *Société de Géographie de Paris; le Tour du Monde.*

Vilbort, *l'Œuvre de M. de Bismarck.*

Wimpfen (général de), *Sedan.*

